1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Actualisation du règlement intérieur du Conseil municipal.

Numéro V-2023-86

Le règlement intérieur du Conseil municipal détermine, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'ensemble des textes législatifs et règlementaires qui régissent l'activité des communes, le fonctionnement des différentes instances créées au sein de la Ville de Strasbourg, définit les modalités juridiques et pratiques des réunions de l'assemblée délibérante, et précise l'organisation du travail, des moyens et des droits des élus municipaux.
Il est complété par une charte de déontologie qui lui est annexée.

Adopté par le Conseil municipal du 27 juillet 2020, il a été modifié en décembre 2020 pour y intégrer des dispositions relatives d'une part aux droits d'expression et de participation des conseillers et, d'autre part, à la tenue des assemblées délibérantes des collectivités locales en période de crise sanitaire.

La présente actualisation du règlement intérieur fait suite à la nécessité de :

- supprimer du règlement les dispositions propres à la période d'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19 ou légalement dérogatoires au droit commun et arrivées à échéance ;
- clarifier ou préciser la rédaction de certaines dispositions afin d'en assurer une meilleure mise en œuvre, notamment lors de la tenue des séances du Conseil ;
- renforcer le rôle de la Conférence des président·e·s des groupes politiques du Conseil municipal ;
- préciser le contenu et le traitement des textes (motions, résolutions, questions orales et questions d'actualité) examinés après épuisement de l'ordre du jour du Conseil ;
- intégrer dans le règlement de nouvelles dispositions législatives relatives à la publicité des actes des collectivités locales.

Les modifications proposées à l'approbation du Conseil municipal sont le fruit d'une démarche associant étroitement les président·e·s des groupes politiques, au cours de plusieurs réunions.

Le projet de règlement intérieur actualisé est joint à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L.2121-8 et L.2541-5 du Code général des collectivités territoriales
Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg n° V-2020-397 du 27 juillet 2020 portant adoption du règlement intérieur du Conseil municipal,
Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg n° V-2020-1131 du 14 décembre 2020 portant actualisation du règlement intérieur du Conseil municipal,
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le règlement intérieur actualisé du Conseil municipal de Strasbourg, joint en annexe à la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156901-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

REGLEMENT INTERIEUR

DU CONSEIL MUNICIPAL DE STRASBOURG

Adopté par le Conseil municipal le 27 juillet 2020
Modifié lors des séances du Conseil municipal
du 14 décembre 2020 et du 20 mars 2023

Annexe : charte de déontologie

Adoptée par le Conseil municipal le 27 juillet 2020
Modifiée par le Conseil municipal du 14 décembre 2020

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

SOMMAIRE

AVANT PROPOS 3
CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL 3
PUBLICITE DES SEANCES 4
POLICE DES SEANCES 5
CONSEILLERS-ERES EMPECHES-EES D'ASSISTER AUX SEANCES, EXCUSES ET PROCURATIONS DE VOTE 6
ABSENCES NON EXCUSEES, EXCLUSIONS 6
PRESIDENCE DES SEANCES, APPEL NOMINAL, QUORUM 7
AFFAIRES DANS LESQUELLES LE-LA MAIRE, LES ADJOINTS-ES ET LES CONSEILLERS-ERES SONT PERSONNELLEMENT INTERESSES-EES 8
SECRETAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL 9
COMMISSIONS, COMITES CONSULTATIFS 9
PROCEDURE DES DEBATS EN CONSEIL 11
VOTES 14
VŒUX, MOTIONS, RESOLUTIONS, QUESTIONS ORALES ET QUESTIONS D'ACTUALITE 16
PROCES-VERBAUX 19
AUTRES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL 20
CONSTITUTION DES GROUPES D'ELUS-ES 21
DROIT A LA FORMATION 22

ANNEXE :
CHARTE DE DEONTOLOGIE DU CONSEIL MUNICIPAL DE STRASBOURG 23

REGLEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL

AVANT PROPOS

Le présent règlement intérieur arrête, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'ensemble des textes législatifs et règlementaires qui régissent l'activité des communes, le fonctionnement de l'assemblée municipale et expose les droits des conseillers-ères. Il est complété par une charte de déontologie qui lui est annexée.

Il est convenu que si la rédaction de ces dispositions légales et règlementaires est modifiée au niveau national ou local (droit alsacien-mosellan), la nouvelle version des textes concernés s'applique automatiquement, sans qu'il soit besoin de faire approuver la modification du présent règlement par le Conseil municipal.

Dans le règlement ci-après :

- le « Conseil municipal » est désigné par le « Conseil » et les « Conseillers-ères municipaux-pales » par les « Conseillers-ères » ;

- le-la « Maire de la Ville de Strasbourg » est désigné-e par le-la « Maire »

- en cas d'empêchement du-de la Maire, ou d'absence ponctuelle en cours de séance du Conseil, les prérogatives lui appartenant dans le cadre des instances sont pleinement exercées par le-la conseiller-ère municipal-e à qui la présidence de séance a été confiée ;

- sauf indications différentes, les renvois à des dispositions législatives ou réglementaires visent le Code général des collectivités territoriales.

En vertu des articles L2121-8 et L2541-5, le Conseil municipal de Strasbourg fixe son règlement comme suit.

CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1er

Le-la Maire convoque le Conseil aussi souvent que les affaires l'exigent et au moins quatre fois par an. Il-elle fixe l'ordre du jour de la séance.

Le-la Maire est tenu de convoquer le Conseil chaque fois qu'il-elle en est requis par une demande écrite indiquant les motifs et les buts de la convocation et signée par un tiers des membres (article L2541-2).

Le Conseil se réunit habituellement au Centre administratif situé 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg. Les séances pourront également, de manière occasionnelle, se dérouler dans tout autre lieu situé sur le ban communal.

Article 2

Pour chaque séance du Conseil, le-la Maire adresse aux conseillers-ères, au moins cinq jours francs avant la séance, une convocation écrite indiquant la date, l'heure et le lieu de la séance ainsi que l'ordre du jour accompagné des notes explicatives de synthèse sur les affaires soumises à délibération (article L2121-12).

Les éventuelles pièces annexes sont envoyées à tous-tes les conseillers-ères, et aux secrétariats des groupes préalablement à la tenue du Conseil. Les pièces annexes les plus volumineuses sont consultables en ligne et dans les locaux de la Direction *ad hoc* et du Service des Assemblées.

La convocation et les rapports sont transmis de manière dématérialisée ou, si les conseillers-ères municipaux-pales en font expressément la demande, sont adressés par écrit à leur domicile ou à une autre adresse (article L2121-10).

L'ordre du jour et le recueil des projets de délibération sont adressés en double exemplaire papier au secrétariat des groupes politiques, sauf disposition contraire en accord avec le-s groupe-s concerné-s.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc ; à l'ouverture de la séance, le-la Maire en rend compte au Conseil qui apprécie s'il y a urgence et peut décider l'étude du point ou son renvoi à une séance ultérieure (article L2121-12).

PUBLICITE DES SEANCES

Article 3

Les séances du Conseil sont publiques (article L2121-18).

Afin d'assurer la publicité des séances, la date, l'heure, le lieu de réunion ainsi que l'ordre du jour sont communiqués à la presse locale, affichés au Centre administratif de la Ville/Eurométropole de Strasbourg (1 Parc de l'Etoile) et publiés sur le site internet de la collectivité.

Le public est admis à la tribune dans la limite des places disponibles. Il doit respecter la sérénité des débats, conserver une attitude passive et silencieuse et ne doit se manifester d'aucune manière orale ou écrite durant toute la durée de la séance. Toute marque d'approbation ou de désapprobation, ainsi que tout comportement susceptible de perturber les débats, est strictement interdit et fera l'objet d'un rappel à l'ordre, voire d'une expulsion.

Peuvent assister aux débats dans l'hémicycle :
- la presse et les autres médias sur présentation de leur carte de presse et en occupant l'espace qui leur est réservé,
- les agents-tes de la Commune concernés-ées par l'ordre du jour et présents-es à la demande du-de la Maire (article L2541-7), y compris les collaborateurs-trices de groupes qui peuvent occuper les places libres en bordure d'hémicycle.

Par ailleurs, des personnes extérieures (experts, personnalités honorifiques, etc.) peuvent être expressément autorisées par la présidence de séance à pénétrer dans l'enceinte du Conseil en vue d'une intervention orale, lors d'une suspension de séance et avec information préalable des conseillers-ères municipaux-pales.

La séance est retransmise en direct à l'attention du public sur le site internet de la Ville de Strasbourg, sans préjudice des pouvoirs de police du-de la Maire définis à l'article 5. Les débats sont enregistrés et pourront être consultés sur le site internet dans les meilleurs délais.

Les téléphones portables doivent être mis en mode « silencieux » aussi bien dans l'hémicycle que dans la tribune réservée au public.

Article 4

Lorsque trois membres ou le-la Maire le demandent, le Conseil peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés de se réunir à huis-clos (article L2121-18).

La décision de tenir une séance (ou d'examiner certains points spécifiques de l'ordre du jour, notamment ceux dont le caractère nominatif requiert la confidentialité) à huis clos est prise par un vote public du Conseil.

Lorsqu'il est décidé que le Conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse et, le cas échéant, toute personne extérieure qui avait expressément été autorisée par la présidence de séance à pénétrer dans l'enceinte du Conseil, doivent se retirer. La retransmission vidéo de la séance du Conseil à l'attention du public et l'enregistrement des débats sont interrompus pendant l'examen et le vote, le cas échéant, du ou des points concernés.

POLICE DES SEANCES

Article 5

Le-la Maire a seul-e la police de l'assemblée. Il-elle peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter toute personne qui trouble l'ordre (article L2121-16).

CONSEILLERS-ÈRES EMPECHES-EES D'ASSISTER AUX SEANCES, EXCUSES ET PROCURATIONS DE VOTE

Article 6

Tout-e conseiller-ère, empêché-e d'assister à une séance du Conseil doit en temps utile et au plus tard avant l'ouverture de la séance, en aviser le-la Maire, si possible par écrit.

Article 7

Un-e conseiller-ère empêché-e d'assister à une séance peut donner à un-e collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un-e même conseiller-ère ne peut être porteur-se que d'un seul pouvoir (article L2121-20).

Les pouvoirs, datés et signés, sont à communiquer au Service des Assemblées avant la séance par courriel ou au plus tard en début de séance par remise en main propre.

En cours de Conseil, tout-e conseiller-ère quittant la séance avant la fin de celle-ci peut remettre un pouvoir à un-e collègue de son choix. Il lui appartient de vérifier que ce-tte collègue n'est pas déjà porteur-se d'un pouvoir. Si tel est bien le cas, cette procuration sera communiquée immédiatement au Service des Assemblées.

Dans le cas où plusieurs pouvoirs seraient présentés, émanant d'un-e même conseiller-ère absent-e, le dernier en date est seul valable ; si la postériorité ne peut être établie, les différents pouvoirs s'annulent.

Si un-e conseiller-ère présent-e est porteur-se de plusieurs pouvoirs, c'est le premier en date qui est seul valable ; si l'antériorité ne peut être établie, les différents pouvoirs s'annulent.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives (article L2121-20).

Le vote par procuration est admis pour tous les modes de scrutin et notamment pour les élections.

ABSENCES NON EXCUSEES, EXCLUSIONS

Article 8

Tout-e conseiller-ère qui, sans excuse suffisante, a manqué trois séances consécutives du Conseil ou qui a troublé l'ordre de l'assemblée à plusieurs reprises sans tenir compte des avertissements du-de la Maire peut, par décision de l'assemblée qui motivera sa décision, être exclu-e du Conseil pour un temps déterminé ou pour toute la durée de son mandat (article L2541-9).

Dans ces cas, le Conseil entend un-e conseiller-ère se prononçant pour et, le cas échéant, un-e conseiller-ère se prononçant contre l'exclusion et procède aussitôt au vote, sans autre débat et au scrutin secret.

Tout conseiller-ère qui, sans excuse, a manqué cinq séances consécutives, cesse d'être membre du Conseil. Le fait qu'un-e conseiller-ère a manqué sans excuse cinq séances consécutives doit ressortir des procès-verbaux des séances (article L2541-10).

L'opposition contre la décision du Conseil (alinéa 1er et 3 du présent article) est portée devant le tribunal administratif dans les dix jours de la date à laquelle la décision attaquée a été prise.

L'opposition ne peut être formée que par les conseillers-ères municipaux-pales directement intéressés-ées.

PRESIDENCE DES SEANCES, APPEL NOMINAL, QUORUM

Article 9

Le-la Maire préside les séances du Conseil dans le respect du droit d'expression et de proposition appartenant à tout conseiller et toute conseillère (article L2121-14).

Il-elle en ouvre les séances et en prononce la suspension ou la clôture. Chaque membre du Conseil peut demander une suspension de séance par réunion.

La décision de suspendre ou non la séance appartient au-à la Maire. La suspension est de droit sauf cas manifeste d'obstruction dûment constatée par le-la Maire. La durée de la suspension de séance est fixée et indiquée par le-la Maire.

Dans les séances où le compte administratif du-de la Maire est débattu, le Conseil élit son-sa président-e. Dans ce cas, le-la Maire peut, même s'il-elle n'est plus en fonction et à condition qu'il-elle soit toujours membre du nouveau conseil, assister à la discussion, mais il-elle doit se retirer au moment du vote (article L2121-14).

A l'ouverture de la séance, la présence des conseillers-ères est constatée par appel nominal. A cette occasion, le-la Maire ou le-la secrétaire de séance donne connaissance des excuses et des pouvoirs qui lui sont parvenus.

Article 10

Sauf dans les cas expressément prévus par la loi, le Conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres en exercice assiste à la séance (articles L2121-17 et L2541-4).

Le quorum doit être atteint non seulement à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération, c'est-à-dire lorsque le-la Maire déclare ouvrir la discussion après la présentation du rapport.

Il est fait exception à la règle du quorum à la majorité des membres en exercice lorsque le Conseil est empêché de délibérer valablement par le fait que la moitié ou plus de la moitié des conseillers-ères municipaux-pales sont intéressés-ées personnellement ou comme mandataires dans les affaires qui sont discutées ou décidées (article L2541-4).

Par ailleurs, le départ d'un-e ou plusieurs conseiller-ères en cours de discussion sur un point à l'ordre du jour est sans incidence sur le quorum, dès lors que celui-ci était atteint au moment de la mise en discussion du point concerné.

Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de la séance ou lors de la mise en discussion de chaque point de l'ordre du jour soumis à délibération, le-la Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

En application des dispositions des articles L2121-17 et L2541-4, la seconde convocation du Conseil municipal ou communication des questions à l'ordre du jour intervient dans un intervalle de trois jours au moins et précise expressément que le Conseil délibère alors valablement sans condition de quorum. Seules les questions pour lesquelles le quorum n'avait pas été atteint lors de la réunion précédente du Conseil municipal peuvent être examinées.

Si au cours de la séance, un membre du Conseil demande que le quorum soit vérifié, le-la Maire demande au secrétaire de procéder à un nouvel appel nominal.

Les pouvoirs donnés par les conseillers-ères absents-es n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 11

Les conseillers-ères qui entrent en séance après l'appel nominal doivent faire constater leur entrée par le Service des Assemblées.

Les conseillers-ères qui quittent définitivement la séance doivent en informer le Service des Assemblées.

AFFAIRES DANS LESQUELLES LE-LA MAIRE, LES ADJOINTS-ES ET LES CONSEILLERS-ERES SONT PERSONNELLEMENT INTERESSES-EES

Article 12

Le-la Maire, les adjoints-es et les conseillers-ères ne peuvent prendre part aux débats et délibérations relatifs à des affaires dans lesquelles ils sont intéressés personnellement ou comme mandataire (article L2541-17).

S'agissant des points non retenus lors de la lecture de l'ordre du jour du Conseil, réputés adoptés en début de séance : les conseillers-ères intéressés-ées doivent se signaler oralement, afin que leur nom soit expressément mentionné au compte-rendu sommaire de la séance.

S’agissant des points retenus lors de la lecture de l’ordre du jour du Conseil : il n’est pas nécessaire que les conseillers-ères intéressés-ées se signalent oralement, mais ils-elles ne doivent prendre part ni aux débats sur le point concerné, ni au vote.

Par ailleurs, en amont du Conseil, les conseillers-ères intéressés-ées peuvent faire part de leur déport sur un ou plusieurs points, en complétant le formulaire de procuration de vote et/ou de déclaration de non-participation au vote transmis avec la convocation, et en le remettant au Service des Assemblées.

Les oppositions contre une décision du Conseil en raison de la participation du-de-la Maire d'un-e adjoint-e ou d'un-e conseiller-ère à une délibération sur des affaires de cette nature sont jugées par la voie de la procédure contentieuse administrative. Le jugement peut annuler la décision prise par le Conseil (article L2541-18).

SECRETAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 13

Au début de chaque séance, le Conseil désigne son-sa secrétaire (article L2541-6).

COMMISSIONS, COMITES CONSULTATIFS

Article 14

En vue de l'étude de certaines affaires de sa compétence, le Conseil peut constituer en son sein un certain nombre de commissions permanentes ou temporaires (article L2541-8). Les commissions sont convoquées et présidées par le-la Maire-e qui peut déléguer la présidence à un-e adjoint-e ou à un autre membre du Conseil (article L2541-8).

Le nombre, la composition et le mode de désignation des commissions sont précisés par délibération du Conseil municipal. La composition de ces commissions veillera à permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée municipale.

Le-la Maire-e a la faculté de recourir à ces commissions toutes les fois qu'il-elle le juge utile.

L'ordre du jour sera adressé aux membres de la commission et aux secrétariats des groupes politiques au moins cinq jours francs avant la séance, sauf urgence.

Chaque conseiller-ère a le droit de faire entendre un-e expert-e de son choix après accord préalable du-de la Maire.

Tous-tes les conseillers-ères sont informés-ées des dates de réunion des commissions et peuvent y assister, s’ils le souhaitent. Ils ne peuvent prendre la parole qu’à l’invitation du président de la commission. Les comptes rendus des commissions sont envoyés à l’ensemble des membres du Conseil ainsi qu’au secrétariat des groupes politiques.

Les agents-tes de la Commune concernés-ées par l'ordre du jour de la commission y sont présents-es.

Les collaborateurs-trices des groupes politiques peuvent assister aux débats des différentes commissions.

Article 15 - Commission plénière

Les délibérations publiques du Conseil municipal sont, en règle générale, préparées dans une ou plusieurs réunions préparatoires non publiques dites « commissions plénières » auxquelles sont convoqués tous les membres du Conseil dans les mêmes conditions qu'à l'article 14.

L'ordre du jour est adressé à tous les membres du Conseil cinq jours francs avant la Commission plénière sauf urgence. Sauf difficultés particulières expliquées en début de séance, l'envoi de l'ordre du jour est accompagné des projets de délibération présentés dans les conditions précisées à l'article 2.

Les conseillers-ères peuvent y poser des questions auxquelles il est apporté une réponse soit par la voie du-de la rapporteur-e administratif-tive soit par voie de courrier ou courriel adressé au- à la conseiller-ère avant la tenue du Conseil.

Le-la Maire peut décider que la réunion de la Commission plénière se tient en plusieurs lieux, par visioconférence. Ses membres sont autorisés à y participer dans un tiers-lieux, y compris à leur domicile, sous réserve de la préservation du caractère non public de la réunion.

Lorsque la réunion de la Commission plénière se tient entièrement ou partiellement par visioconférence :
- il en est fait mention dans la convocation,
- chaque membre de l'assemblée dispose, en ce qui concerne le matériel informatique, soit d'un ordinateur équipé d'un microphone et d'une caméra fonctionnels ainsi que d'une connexion internet ; soit d'un smartphone et d'un équipement informatique complémentaire de type tablette, si nécessaire mis à disposition par la collectivité,
- un outil adapté aux visioconférences est utilisé, afin de permettre aux membres de l'assemblée d'écouter et de participer aux débats en séance. Chaque membre de l'assemblée est invité à se connecter avec son compte informatique (matricule et mot de passe réseau) Eurométropole de Strasbourg pour garantir au mieux son identité.

Article 16 - Comité consultatif

Le Conseil peut créer des Comités consultatifs sur tout sujet d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune de Strasbourg dans les conditions fixées par l'article L2143-2. Il en fixe la composition, qui peut inclure des personnes n'appartenant pas au Conseil, ainsi que les modalités de fonctionnement. Chaque Comité consultatif est présidé par un membre du Conseil désigné par le-la Maire.

Chaque groupe politique y est représenté sauf si ledit groupe ne le souhaite pas.

Article 17

Les réunions des commissions prévues aux articles 14 à 16 ne sont pas publiques. Les membres des commissions sont tenus à une obligation de discrétion.

Article 18 - Mission d'information et d'évaluation (article L2121-22-1)

a. Le Conseil municipal, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal. Un-e même conseiller-ère municipal-e ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.
Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement général des conseils municipaux.

b. La mission d'information et d'évaluation est composée de membres désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste. La durée de la mission ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée.

c. A l'issue de ses travaux, la mission remet son rapport au-à la Maire, qui le transmet aux conseillers-ères municipaux-ales. Ce rapport, présenté par un membre de la mission, donne lieu à un débat au conseil. Pendant toute la durée de la mission, ses membres sont tenus au devoir de réserve sur ses travaux et sur les informations portées à leur connaissance.

d. Pour mener à bien ses travaux, la mission désigne un-e Président-e et un-e rapporteur-e. Le-la Directeur-trice général-e des services est chargé-e d'organiser, si besoin, les relations entre la mission et l'administration de la collectivité.

PROCEDURE DES DEBATS EN CONSEIL

Article 19

Un débat a lieu en séance publique sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci (article L2312-1).

Article 20

Les débats en Conseil, régis par le présent chapitre, peuvent être évoqués au préalable dans une réunion, tenue sous la présidence du-de la Maire, des présidents-es des groupes politiques du Conseil municipal. Cette réunion se tient entre la date de la Commission plénière et la date du Conseil municipal.

La Conférence des présidents-es est saisie de l'organisation des débats. Elle évoque la répartition des temps de parole de chaque groupe, et des conseillers-ères non-inscrits-tes qui se seront signalés-ées ainsi que la durée de certains débats. Elle évoque les points pouvant être réservés et débattus.

Elle débat préalablement des propositions de motion, de résolution ou de questions orales.

Elle se prononce sur leur recevabilité. En l'absence d'unanimité des membres présents, la recevabilité des propositions de motion, résolution ou question orale est renvoyée au vote du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 38 du règlement intérieur.

La Conférence des présidents-es peut décider de la création de groupes de travail chargés d'étudier un sujet d'intérêt communal, dont elle soumet la composition et les modalités de fonctionnement au Conseil.

Article 21

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont présentées dans l'ordre indiqué dans la convocation. Il peut être dérogé à cette règle avec l'assentiment du Conseil.

Des affaires non inscrites à l'ordre du jour ne peuvent être discutées que si, sur proposition du-de la Maire, le Conseil en décide ainsi à la majorité de ses membres. Cette restriction ne s'applique pas aux communications à faire par le-la Maire. La discussion sur ces affaires exclut toute délibération du Conseil faute d'inscription à l'ordre du jour de la séance dans les délais légaux.

Le-la conseiller-ère qui souhaite qu'un projet de délibération ou une communication soit retenu doit le signaler oralement lors de l'énoncé de l'ordre du jour en début de séance du Conseil, immédiatement après l'énoncé du point concerné. Un projet de délibération qui n'est retenu par aucun conseiller est réputé adopté en début de séance.

Article 22

Le-la Maire peut demander à toute personne qualifiée, même étrangère à l'administration, de donner des renseignements sur un ou plusieurs points faisant l'objet d'une délibération.

Article 23

Les projets de délibération accompagnés des notes explicatives de synthèse sont communiqués aux conseillers-ères au plus tard avec la convocation, sous réserve des dispositions de l'article 21 (concernant les affaires non inscrites à l'ordre du jour).

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Conseil municipal auprès de l'administration communale devra se faire sous couvert du-de la Directeur-trice général-e des services. Les éléments de réponse seront apportés dans les meilleurs délais, dans la mesure du possible en amont de la séance du Conseil concerné, si la demande intervient en vue de cette échéance.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces est joint au projet de délibération et consultable auprès des services par tout-e conseiller-ère municipal-e (article L2121-12).

La consultation des projets de contrats ou de marchés est possible sur demande écrite adressée au-à la Directeur-trice général-e des services, 24h ouvrées (c'est-à-dire hors samedis, dimanches et jours fériés) avant la date de consultation souhaitée. Elle se fait au Centre administratif ou dans les locaux du service concerné, aux heures d'ouverture du service, à compter de l'envoi de la convocation et jusqu'au jour de la séance du Conseil municipal concernée.

Ces documents sont tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Lorsque le Conseil se prononce sur le choix du délégataire et le contrat de délégation, les documents sur lesquels il se prononce sont transmis aux conseillers-ères quinze jours au moins avant la séance (article L1411-7). Les conseillers-ères sont tenus-es à une obligation de secret concernant leur contenu.

Article 24

Le-la Maire peut décider d'organiser la discussion en fixant pour tout ou partie des points de l'ordre du jour une durée globale du débat.

Un membre du Conseil ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue de la présidence de séance. La parole est accordée suivant l'ordre des demandes. À l'exception du-de la rapporteur-e, nul ne s'exprime plus de deux fois sur la même question sauf si le-la Maire ne l'y autorise.

L'orateur-trice ne doit s'adresser qu'au-à la Maire.

Au-delà de cinq minutes d'intervention, le-la Maire peut inviter tout orateur-trice à conclure brièvement, à l'exception des points faisant l'objet d'une organisation spécifique des débats convenue en Conférence des présidents-es de groupe, conformément à l'article 20.

Les discussions ou interpellations réciproques entre les conseillers-ères et toutes manifestations de nature à troubler l'ordre de la séance sont interdites. Il est également interdit d'interrompre l'orateur-trice. Toutefois, le-la Maire peut intervenir pour inviter l'orateur-trice à ne pas s'écarter du sujet de discussion.

Le-la Maire peut à tout moment sanctionner par un rappel à l'ordre les infractions aux dispositions qui précèdent.

Après un deuxième rappel à l'ordre, ou en cas de propos injurieux, le-la Maire peut retirer la parole à l'orateur-trice en cause.

La parole est donnée, en dehors de l'ordre fixé, à tout-e conseiller-ère qui la demande pour faire des observations au sujet de l'application du règlement.

Après clôture du débat, peuvent encore prendre la parole :
- les conseillers-ères souhaitant s'exprimer une dernière fois au titre du droit à l'explication de vote ;
- les conseillers-ères personnellement mis en cause au cours du débat ;
- le-la rapporteur-e de l'affaire, uniquement pour des rectifications matérielles.

Aucune intervention n’est possible pendant le vote d’une affaire soumise à délibération.

Article 25

Il est loisible à chaque conseiller-ère de s'exprimer soit en français, soit dans la langue régionale. Le ou la membre qui s’exprime en langue régionale doit assurer sa traduction en français.

Article 26

Lorsqu’aucun membre ne demande plus la parole, le-la Maire déclare la clôture des débats.

Article 27

Hors les délibérations dont le vote est obligatoire dans certains délais, le-la Maire peut décider l'ajournement de l'examen d'un point, auquel cas l'affaire est retirée de l'ordre du jour.

VOTES

Article 28

Des amendements peuvent être proposés par chaque conseiller-ère sur toute affaire en discussion soumise au Conseil municipal. Pour être mis au vote, un amendement doit avoir été déposé par écrit auprès du-de la Maire. Le-la Maire peut également proposer des amendements par écrit. Tout amendement doit être communiqué à l’ensemble des conseillers-ères en amont du vote sur le point concerné.

Après clôture du débat, le-la Maire formule, s'il y a lieu, les propositions de modifications au projet de délibération sur lesquelles il s'agit de voter et fixe l'ordre des votes.

Les amendements sont mis aux voix avant le projet de délibération auquel ils se rapportent. L’amendement qui s’écarte le plus du projet de délibération a la priorité, sauf dans le cas où l’adoption de cet amendement entraînerait une nouvelle charge financière pour la Ville de Strasbourg. S'il y a des doutes à ce sujet, le-la Maire décide à quelle proposition revient la priorité.

A titre dérogatoire, et avec l’assentiment de la majorité du Conseil, le-la Maire dispose d’un droit oral de proposition d’amendement.

Article 29

Le scrutin public peut être organisé soit par appel nominal, soit par main levée, soit par vote électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité.

Sauf demande contraire de la présidence de séance ou du quart des membres présents (exprimée à l'ouverture de la séance et concernant tout ou partie des points inscrits à l'ordre du jour), le Conseil fait habituellement usage du système de vote électronique, étant précisé que les points non retenus à la lecture de l'ordre du jour en début de séance sont réputés adoptés sans recours au vote électronique.

Le système de vote électronique est basé sur une application web dont chaque conseiller-ère municipal-e dispose sur un téléphone ou depuis un ordinateur ou une tablette connecté à internet. Ces matériels sont soit personnels soit, si nécessaire, mis à disposition par la collectivité. Pour utiliser cette application, chaque membre doit se connecter avec son identifiant fourni par la collectivité.

A l'issue de chaque vote, le-la Maire, avec l'assistance du Service des Assemblées, en proclame les résultats, visibles sur un tableau mis en ligne. Ces résultats sont reproduits au compte-rendu sommaire de la séance avec le nom des votants, et sont mis en ligne sur le site de la collectivité.

En cas de difficulté de vote rencontrée par un-e conseiller-ère (problème technique ou erreur matérielle de vote), l'élu-e doit faire part de cette difficulté et du sens de son vote immédiatement après la clôture du vote en le signalant oralement en séance, afin que ce soit enregistré au procès-verbal. A défaut, la rectification du vote ne pourra pas être prise en compte dans le résultat définitif du vote.

Au début de la séance comme en cours de séance, le détenteur d'un pouvoir dûment établi dans les conditions définies au premier alinéa de l'article 7 du présent règlement se voit ouvrir les droits de son mandant sur l'application de vote.

Le recours au système de vote électronique permettant de connaître, *a posteriori*, le sens du vote de chaque membre du Conseil, les règles relatives au vote au scrutin public mentionné au troisième alinéa de l'article 31 du présent règlement s'appliquent (les noms des votants, avec l'indication de leur vote, sont mentionnés au procès-verbal).

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, y compris, le cas échéant, les votes par procuration. Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des abstentions, ni des bulletins blancs, ni des bulletins nuls.

En cas de partage, sauf dans le cas de scrutin secret, la voix du-de la Maire est prépondérante (article L2121-20).

Seuls sont valides les votes exprimés dans l'enceinte de l'hémicycle du Centre administratif ou éventuellement dans la salle dans laquelle se réunit le Conseil municipal.

Article 30

Lorsqu'un quart des membres présents-es le demande, le vote a lieu au scrutin public par appel nominal. A l'appel de son nom, chaque membre répond « pour » pour l'adoption, « contre » pour le rejet, ou déclare qu'il s'abstient. Les noms des votants-es, avec l'indication de leur vote, sont mentionnés au procès-verbal (article L2121-21).

Les pouvoirs sont valables en cas de scrutin public.

Article 31

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou présentation.

Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin, si aucun-e des candidats-es n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé, ou à la plus âgée. (article L2121-21).

En application de l'article L2121-21, le Conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Lorsqu'il s'agit de délibérations ordinaires et qu'on ne vote pas sur un ou plusieurs noms mais sur une proposition, il faut, pour que la proposition soit considérée comme adoptée, qu'elle ait réuni la majorité des suffrages exprimés.

S'il y a égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

Les pouvoirs sont valables en cas de scrutin secret.

Article 32

Si une demande de scrutin public et une demande de scrutin secret sont déposées en même temps, le scrutin secret a la priorité.

VŒUX, MOTIONS, RESOLUTIONS, QUESTIONS ORALES ET QUESTIONS D'ACTUALITE

Article 33 - Vœux et réclamations au préfet

Le Conseil a le droit d'adresser au représentant de l'Etat dans le département des vœux sur les questions intéressant la Ville de Strasbourg, ainsi que des réclamations sur l'administration de la commune (article L2541-16).

Les propositions contraires à ces dispositions ne sont pas inscrites à l'ordre du jour.

Article 34 - Motions

Le Conseil municipal peut, par l'adoption d'une motion, affirmer une expression sur tout objet d'intérêt général.

Tout-e conseiller-ère ou groupe politique souhaitant déposer une motion la remet par écrit au-à la Maire, qui en accuse réception. Les motions doivent être remises 5 jours francs au moins avant la date de la séance.

Le titre et le texte de la motion proposée doivent figurer dans cette communication.

Les motions sont adressées, dans l'ordre de leur réception, aux conseillers-ères le lendemain de la date limite de réception du document, soit dans un délai de 4 jours francs avant la séance.

En cas d'urgence, sur proposition du-de la Maire, le Conseil peut décider l'inscription à l'ordre du jour dans les conditions fixées à l'article 21.

Les motions sont traitées après épuisement de l'ordre du jour. Elles sont soumises au vote du Conseil municipal.

Le texte de la motion est lu par son auteur ou, en cas d'absence, par un membre désigné de son groupe politique.

À la suite, chaque groupe politique dispose s'il le souhaite d'un temps de parole indicatif de 5 minutes.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond dans un temps raisonnable et proportionné à l'ensemble des expressions précédentes.

Les motions peuvent faire l'objet de modifications, sous réserve de l'approbation du-de la conseiller-ère ou du groupe politique dépositaire, au sein d'un groupe de travail associant les groupes politiques si possible en amont de la séance du Conseil.

Article 35 - Résolutions municipales

Les groupes politiques peuvent proposer au Conseil des résolutions municipales, incluant des propositions concrètes relatives à des compétences municipales. Ces résolutions ne peuvent créer des prescriptions que pour la Ville de Strasbourg.

Chaque groupe politique dispose dans l'année civile de la possibilité de déposer un nombre de résolutions équivalent au nombre annuel de séances du Conseil municipal.

Les résolutions doivent comporter un titre, être rédigées et se limiter aux éléments nécessaires à la compréhension de leur objet.

Les propositions de résolution doivent être communiquées au-à la Maire par écrit au moins 5 jours francs avant la date de la séance, qui en accuse réception.

Les résolutions sont adressées, dans l'ordre de leur réception, aux conseillers-ères le lendemain de la date limite de réception du document, soit dans un délai de 4 jours francs avant la séance.

Les résolutions sont traitées après épuisement de l'ordre du jour. Elles sont soumises au vote du Conseil municipal qui engage la collectivité, en cas d'adoption, à leur mise en œuvre sous la forme la plus adaptée et dans les meilleurs délais.

Le texte de la résolution est lu par son auteur ou, en cas d'absence, par un membre désigné de son groupe politique.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond.

À la suite, chaque groupe politique dispose s'il le souhaite d'un temps de parole indicatif de 5 minutes.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond dans un temps raisonnable et proportionné à l'ensemble des expressions précédentes.

Les résolutions peuvent faire l'objet de modifications, sous réserve de l'approbation du groupe politique dépositaire, au sein d'un groupe de travail associant les groupes politiques si possible en amont de la séance du Conseil.

Article 36 - Questions orales

Les conseillers-ères ont le droit d'exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires de la commune (article L2121-19).

Les questions orales doivent porter sur un seul sujet, comporter un titre et se limiter aux éléments nécessaires à la compréhension de la question.

Tout-e conseiller-ère souhaitant déposer une question orale en remet le texte au-à la Maire, qui en accuse réception. Les questions doivent être remises 5 jours francs au moins avant la date de la séance.

Les questions orales sont adressées, dans l'ordre de leur réception, aux conseillers-ères le lendemain de la date limite de réception du document, soit dans un délai de 4 jours francs avant la séance.

Elles sont traitées après épuisement de l'ordre du jour.

Le texte de la question orale est lu par son auteur ou, en cas d'absence, par un membre désigné de son groupe politique.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond.

À la suite, chaque groupe politique dispose s'il le souhaite d'un temps de parole indicatif de 5 minutes.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond dans un temps raisonnable et proportionné à l'ensemble des expressions précédentes.

Article 37 - Questions d'actualité

Si l'actualité, un motif impérieux ou une urgence le justifie, une question d'actualité, se rapportant aux activités et aux compétences de la Ville de Strasbourg, peut être déposée auprès du-de la Maire jusqu'à 12 heures avant l'ouverture de la séance.

En cas de circonstance particulièrement exceptionnelle, une demande d'inscription peut être faite auprès du-de la Maire, avant la lecture de l'ordre du jour.

Le-la Maire décide de l'inscription à l'ordre du jour de la question d'actualité. En cas de refus, celui-ci est motivé par le-la Maire à l'ouverture de la séance.

Les questions d'actualité sont traitée après épuisement de l'ordre du jour.

Le texte de la question d'actualité est lu par son auteur ou, en cas d'absence, par un membre désigné de son groupe politique.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond.

À la suite, chaque groupe politique dispose s'il le souhaite d'un temps de parole indicatif de 5 minutes.

Le-la Maire, l'adjoint-e au Maire ou tout-e autre élu-e habilité-e y répond dans un temps raisonnable et proportionné à l'ensemble des expressions précédentes.

Article 38

Toute motion, résolution ou question orale présentée dans des conditions non conformes au présent règlement peut, à la demande du-de la Maire, être déclarée irrecevable, par un vote du Conseil à main levée et sans débat adopté à la majorité des conseillers-ères.

Article 39

Dans le cadre de ses fonctions, tout-e conseiller-ère a le droit d'être informé-e des affaires de la commune qui font ou ont fait l'objet d'une délibération (article L2121-13).

À ce titre, il-elle peut adresser au-à la Maire des questions écrites relatives à la gestion ou à la politique de la commune, dès lors que les thèmes abordés se limitent aux affaires d'intérêt strictement communal. Le-la Maire y répond de la manière qu'il-elle juge pertinente.

PROCES-VERBAUX

Article 40

Toutes les déclarations et prises de parole des conseillers-ères sont retranscrites sous la forme d'un sténogramme, accessible à tout-e conseiller-ère qui souhaite le consulter. Le texte des déclarations ou discours lus par un-e conseiller-ère est à remettre au Service des Assemblées au plus tard à la fin de la séance.

Article 41

Avant l'impression des procès-verbaux, le texte original des débats est soumis, aux fins de vérification, aux conseillers-ères ayant pris la parole au cours de la séance considérée. Des corrections sont permises, mais elles ne doivent pas changer le sens des paroles qui ont été prononcées.

Si l'intervenant-e ne demande pas de modifications dans un délai de 15 jours à compter de la transmission du texte de son intervention, la rédaction est considérée comme approuvée.

Article 42

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre. Elles sont signées par le-la maire et le ou les secrétaires de séance (article L2121-23).

Article 43

Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le Conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune (article L2121-25).

Un compte-rendu sommaire de la séance du Conseil municipal est adressé aux conseillers-ères municipaux-pales et publié dans la huitaine sur le site de la Ville de Strasbourg.

Ce compte-rendu précise notamment la date et l'heure de la séance ; les noms du-de la Maire, des conseillers-ères municipaux-les présents, représentés ou absents et du-de la secrétaire de séance ; le quorum ; l'ordre du jour de la séance ; les délibérations et autres actes adoptés, rejetés, renvoyés en Commission plénière ou retirés ; les déports des élus-es concerné-ées sur les points non retenus lors de la lecture de l'ordre du jour, réputés adoptés en début de séance ; les demandes de scrutin particulier ; le résultat des scrutins précisant, pour les scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote.

AUTRES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 44

Le Conseil procède à la désignation de ses membres ou de délégués-ées pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par le Code général des collectivités territoriales et les textes régissant ces organismes (article L2121-33).

La fixation par le Code général des collectivités territoriales ou par les textes régissant ces organismes de la durée des fonctions assignées à ses membres ou délégués-ées ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes (article L2121-33).

Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires particulières, les mandats conférés par le Conseil à ses membres ou à d'autres personnes dans des organismes extérieurs cessent à l'expiration du mandat du Conseil. Il en est de même pour les mandats conférés par d'autres collectivités ou organismes à toute personne sur désignation ou proposition par le Conseil. Si dans des cas particuliers les statuts ou règlements régissant lesdits organismes extérieurs devaient s'opposer à l'application des dispositions qui

précèdent, les membres en cause doivent se démettre de leur mandat au moment de l'expiration de leur mandat de conseiller. A défaut d'une telle démission le Conseil annulera le mandat en cause et pourvoira à son remplacement.

En tout état de cause, les membres du Conseil qui cessent d'en faire partie perdent de ce fait aussi tous leurs mandats accessoires liés à leur qualité de conseiller.

Article 45

Les rémunérations et avantages autres que les jetons de présence perçus par les membres du Conseil en vertu de leurs mandats dans des conseils de surveillance, conseils d'administration etc. en tant qu'ils y ont été délégués directement par le Conseil, devront être préalablement autorisés par le Conseil. Les jetons de présence octroyés aux élus-es seront versés au Trésorier principal directement par la Société.

CONSTITUTION DES GROUPES D'ELUS-ES

Article 46

Les groupes d'élus-es se constituent par la remise au-à la Maire d'une déclaration signée de leurs membres accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur(s) représentant(s) (article L2121-28).

Le nombre minimal d'élus-es permettant de créer un groupe est fixé à 2. Des groupes d'élus-es peuvent constituer un intergroupe dans les mêmes conditions qu'au premier alinéa.

Article 47

Si une délibération du Conseil le prévoit, le-la Maire peut attribuer aux groupes des moyens pour un usage propre ou commun, en locaux et matériel de bureau.

Conformément aux dispositions de l'article L2121-28, le-la Maire peut, si le Conseil en fixe les conditions, affecter aux groupes un-e ou plusieurs collaborateurs-trices.

Dans ce cas, l'enveloppe budgétaire attribuée au fonctionnement des groupes d'élus-es est définie et modifiée en tant que de besoin par délibération du Conseil, dans les conditions arrêtées par le Code général des collectivités territoriales.

Article 48

Conformément aux dispositions de l'article L2121-27-1, le bulletin d'information générale de la Ville de Strasbourg réserve un espace à l'expression des conseillers-ères au travers de leur groupe d'appartenance.

Trois pages pleines sont consacrées à l'expression des groupes politiques dans le magazine communal.

Chaque groupe dispose d'un espace égal pour s'exprimer, équivalent à 2 750 signes espaces compris, auxquels s'ajoute un titre d'une longueur de 50 signes espaces compris.

Les groupes peuvent utiliser des illustrations, des logos et des signatures, chacun de ces éléments venant en déduction du nombre de signes imparti.

Un bon à tirer est soumis à validation de chaque groupe avant envoi à l'imprimerie, dans les délais nécessaires à la production du magazine.

Un espace est également à la disposition de chaque groupe sur le site internet de la Ville.

Les groupes s'engagent, conformément aux termes de l'article L2121-27-1, à ne s'exprimer que sur les réalisations et la gestion de la commune, dans la limite de ses compétences. Ils s'engagent à respecter les dispositions du Code électoral encadrant le droit de la communication institutionnelle en période électorale, tant au regard des dispositions de l'article L52-1 alinéa 2 prohibant les campagnes de promotion des réalisations et de la gestion des collectivités intéressées par le scrutin, que les dispositions de l'article 52-8 du même code interdisant l'utilisation, à des fins électorales, des moyens de communication de la collectivité.

En outre ils s'engagent à s'exprimer dans le respect des dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Ce droit à l'expression s'organise dans les mêmes modalités sur le site internet de la Ville de Strasbourg.

DROIT A LA FORMATION

Article 49

Les membres du Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions dans les conditions prévues aux articles L2123-12 et L2123-16.

Le-la Maire répond aux conseillers-ères qui formulent une demande de formation dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

*
* *

ANNEXE

CHARTE DE DÉONTOLOGIE
DU CONSEIL MUNICIPAL DE STRASBOURG

Adoptée par le Conseil municipal du 22 septembre 2014,
modifiée par le Conseil municipal en date des 26 janvier 2015,
du 28 mai 2018 et 24 juin 2019

Un comportement éthique de la part des élus dans l'exercice de leur mandat étant l'une des conditions qui fonde la confiance des citoyens dans l'action de leurs représentants, le Conseil municipal a souhaité se doter d'une charte de déontologie qui en fixe clairement le cadre afin d'écarter les risques de situation de conflits d'intérêts.

Les conseillers municipaux seront attentifs à respecter les dispositions de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, qui définit le conflit d'intérêt comme *« toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ».*

Préambule

Le terme « conseillers municipaux » désigne tous les élus du Conseil, quelle que soit leur fonction.

De manière générale et pendant toute la durée de leur mandat, les élus du Conseil municipal de Strasbourg s'interdisent d'agir ou de tenter d'agir de façon à favoriser leurs intérêts personnels ou ceux de toute autre personne; de se prévaloir de leur fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser leurs intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne; de solliciter ou de recevoir quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position ; d'accepter tout cadeau ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer leur indépendance de jugement ; d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme associé à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de leurs fonctions; de communiquer des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions pour favoriser leurs intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

Les dispositions de cette charte s'appliquent aux conseillers municipaux, quelle que soit leurs fonctions, dans l'exercice de leur mandat et de leurs représentations dans les divers organismes associés.

Article 1 -Principes généraux-

Les conseillers municipaux s'engagent à respecter les valeurs de la République indivisible, laïque, démocratique et sociale décrites à l'article 1 de la Constitution ainsi que les principes de respect, de transparence, d'honneur, d'intégrité, de probité, d'impartialité, de courtoisie et d'exemplarité. Les élus ne sont pas astreints à un devoir de neutralité, sauf dans l'exercice direct des missions de service public par délégation de la maire. Ils et elles doivent, à l'occasion de leurs fonctions et pour les décisions qu'ils et elles prennent, faire prévaloir l'intérêt public et le bien commun dont ils-elles ont la charge. Ils et elles doivent agir de manière transparente dans l'exercice de leur mandat.

Article 2 -Présence-

Ils s'engagent à être présents, sauf motif sérieux, aux séances du Conseil municipal mais aussi d'assumer pleinement la charge de la représentation dudit Conseil au sein des divers organismes où ils ont été élus. Leur prise de parole doit refléter le respect de tous les citoyens de Strasbourg, sans distinction aucune et dans le respect des valeurs républicaines, notamment dans les échanges entre toutes les tendances qui représentent la population au sein de l'assemblée.

Article 3 -Conflits d'intérêts-

Ils se déportent lors des réunions préparatoires, débats et votes sur toutes les questions, sujets ou dossiers pour lesquels ils ont un intérêt personnel, familial ou professionnel à l'affaire appliquant les dispositions de l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'illégalité des délibérations auxquelles ont pris part des membres du conseil, intéressés à l'affaire.

Les membres des commissions permanentes ou ad hoc d'attribution de la commande publique (marchés publics, DSP, PPP, concessions…) et de toute procédure se traduisant par une contractualisation (acquisition et cessions immobilières, mécénat, sponsoring, partenariat…) seront particulièrement attentifs à ces dispositions.

Afin d'éviter toute situation décrite à l'article de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les conseillers municipaux doivent faire connaitre tout intérêt particulier susceptible d'interférer avec leur action publique [1] et prendre les dispositions utiles pour mettre un terme au conflit d'intérêt qui en résulte.

[1] les activités professionnelles exercées depuis les cinq années précédant l'élection et qui ont donné lieu à rémunération, contrepartie financière ou avantages en nature ; les participations aux organes dirigeants d'un organisme privé ou public, ainsi que les participations financières dans le capital d'une société, depuis les cinq années précédant l'élection ; les activités professionnelles du conjoint, concubin ou partenaire lié par un partenariat civil, à la date de l'élection ; les activités bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts, exercées depuis les cinq années précédant l'élection.

Les conseillers, sur la base du volontariat, remplissent une déclaration d'intérêts inspirée par celle prévue par le décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 relatif aux déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts adressées à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Ce document sera transmis au déontologue qui en assure l'archivage de manière sécurisée et confidentielle. Lui seul pourra consulter ce document. Le Maire et les adjoints au Maire adressent au déontologue une copie de leurs déclarations d'intérêts faites auprès de cette même Haute Autorité. Ces documents sont ensuite mis à disposition du public via le site Internet de Strasbourg Eurométropole dans la rubrique dédiée à l'Open Data.

Article 4 -Moyens matériels-

Les moyens matériels – matériel informatique et de communication, fournitures administratives, affranchissement, reprographie, … mis à la disposition individuelle des élus et les moyens en locaux et en personnel mis à la disposition des groupes, sont exclusivement réservés à l'exercice du mandat municipal. Il en va de même des moyens spécifiques dont disposent les membres de l'exécutif (bureau, secrétariat, pool de véhicules…).

Article 5 -Voyages-

Ils s'engagent à déclarer préalablement auprès de l'exécutif tout voyage d'étude lié à un projet de la collectivité.

Article 6 -Logement-

Ils s'engagent, s'ils disposent d'un logement locatif social ou du domaine privé des bailleurs sociaux, au sens de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain, géré par un bailleur social de la Ville de Strasbourg à saisir la collectivité afin qu'elle analyse si les motifs et conditions d'attribution du logement demeurent valides.

Article 7 -Déontologue-

La ville de Strasbourg procède à la nomination d'un déontologue qui a pour mission d'examiner les conflits d'intérêts qui affecteraient l'ensemble des élus municipaux dans l'exercice de leur mandat. Plus généralement, il est chargé de veiller au respect de la charte de déontologie du Conseil municipal de Strasbourg.

Le Maire propose sa désignation, après avis favorable de la majorité des présidents des groupes politiques. Le Conseil doit adopter cette proposition à la majorité des trois cinquièmes.

Le déontologue est nommé pour la durée du mandat du Conseil municipal. Il continue d'exercer ses fonctions jusqu'à approbation par le Conseil municipal de la désignation de son successeur dans un délai de trois mois au plus tard après le renouvellement de l'assemblée délibérante.

Il peut être saisi par tout conseiller municipal qui souhaite, pour son cas personnel, le consulter sur le respect des principes énoncés dans la présente charte. Les demandes de consultation et les avis rendus sont confidentiels et ne peuvent être rendus publics que par le conseiller concerné. Le déontologue établit un registre des consultations qui demeure confidentiel.

Lorsqu'il constate, après étude, un manquement aux principes énoncés dans la charte de déontologie, le déontologue en informe le conseiller municipal concerné. Il fait au conseiller toutes préconisations nécessaires pour lui permettre de se conformer à ses devoirs

Il peut aussi être saisi pour toute question en lien avec la charte par des tiers, y compris les membres du Conseil municipal ou de l'administration. La saisine doit être formulée de manière écrite, motivée et nominative. Le déontologue apprécie si la demande relève de son champ de compétence sinon il renvoie ladite demande à l'administration pour un traitement dans le cadre des procédures gracieuses ou hiérarchiques. Dans le cas où il s'estime compétent pour instruire le dossier, le déontologue procède à un examen contradictoire du dossier. Les recommandations qu'il formule à l'issue de cet examen sont communiquées au conseiller intéressé ainsi qu'à l'auteur de la saisine. Elles sont publiées sur le site de la ville de Strasbourg après avoir fait l'objet d'une anonymisation. Dans le respect de la confidentialité qui s'impose à lui, il publie un rapport annuel faisant la synthèse de ses activités. Il rédige, dans les trois mois suivant la fin de son mandat un rapport final couvrant l'ensemble des années durant lesquelles il a exercé sa fonction. Il peut rendre publiques des recommandations d'ordre général. Par ailleurs, il bénéficie d'un droit d'expression orale.

Article 8 -Bilan-

La mise en œuvre des dispositions de la présente charte fera l'objet d'un bilan discuté entre groupes politiques afin d'en déterminer la pertinence et d'en étudier les éventuels amendements.

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°1a

1a. Actualisation du règlement intérieur du Conseil municipal - Amendement déposé par Mme la Maire sur l'article 48.

Pour **59**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°1b

1b. Actualisation du règlement intérieur du Conseil municipal - Version amendée.

Pour **47**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **9**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle**
Abstention **7**	**FONTANEL Alain, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**

2

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Aide d'urgence suite aux séismes survenus en Turquie et en Syrie en février 2023.

Numéro V-2023-330

Dans la nuit du 06 février 2023, deux séismes d'une magnitude supérieure à 7 sur l'échelle de Richter, amplifiés par plusieurs répliques dans les jours suivants, ont violemment frappé le Sud de la Turquie et le Nord-Ouest de la Syrie, causant plus de 50 000 morts. Le bilan, encore provisoire, pourrait s'alourdir dans les prochains mois.

Ce sont 26 millions de personnes, dont 7 millions d'enfants, qui sont potentiellement exposées aux conséquences de cette catastrophe. Des centaines de milliers de personnes se retrouvent sans logement, sans accès à l'eau, à leurs besoins vitaux, et doivent être mises à l'abri, ce qui devrait engendrer des mouvements de populations d'ampleur dans la région et au-delà.

La situation est particulièrement critique en Syrie. La zone sinistrée reste extrêmement difficile d'accès, compliquant considérablement la mise en œuvre des secours pour une population déjà exsangue après plus de dix années de guerre.

La Ville de Strasbourg souhaite témoigner sa solidarité face à ces drames humains qui touchent directement de nombreux.ses citoyen.nes de son territoire, beaucoup d'entre eux ayant des liens familiaux dans les zones touchées par les séismes.

De nombreuses associations strasbourgeoises sont très fortement mobilisées pour aider les victimes. La ville leur apporte soutien logistique et écoute, en mobilisant notamment le Centre PsychoTrauma Grand Est Alsace Nord des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg pour un appui psychologique. Deux registres de condoléances ont été ouverts à l'Hôtel de Ville permettant d'exprimer son émotion et sa sympathie envers les victimes.

Face à cette détresse humaine, matérielle et psychologique, la communauté internationale s'organise pour venir en aide aux peuples de Turquie et de Syrie.

Les organisations internationales, les ONG et associations spécialisées dans la gestion des crises et le soutien aux populations ont immédiatement fait appel aux dons car les besoins sont immenses pour couvrir les premières urgences. Parmi celles-ci Alliance Urgences, association basée à Lyon, qui est un collectif regroupant six

grandes associations humanitaires françaises : Action Contre la Faim, CARE, Handicap International, Médecins du Monde, Plan International et Solidarités International.

Alliance Urgences a pour objet de faciliter l'élan de solidarité nationale dans le cadre de situations d'urgence de grande ampleur, en lançant des appels communs à la générosité. Les six associations membres sont déjà engagées dans les zones touchées par le séisme, aussi bien en Turquie qu'au nord de la Syrie et grâce à leur complémentarité, leur réponse d'urgence porte sur :

• des soins de santé primaire et un soutien psychologique,
• des services de réadaptation physique et fonctionnelle et la fourniture d'aides à la mobilité,
• des distributions d'aide alimentaire et d'eau,
• des distributions de matelas, de couvertures, de tentes et de combustibles,
• des distributions de kits d'hygiène, d'articles d'hygiène menstruelle et de matériel de première nécessité,
• une aide à l'enlèvement des décombres, à la démolition, à la réparation et à la reconstruction,
• la réhabilitation des systèmes de distribution d'eau et des réseaux d'assainissement,

La Ville de Strasbourg propose de contribuer aux actions développées par Alliance Urgences à hauteur de 25 000 € et autorise expressément l'association Alliance Urgences à reverser tout ou partie de la subvention à ses ONG membres, à savoir Action Contre la Faim, CARE, Handicap International, Médecins du Monde, Plan International et Solidarités International.

Cette délibération est fondée sur les dispositions de l'article L.1115-1 du Code général des collectivités territoriales modifié par la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, qui définit les principes et le cadre d'action possible pour les collectivités territoriales en la matière.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer à Alliance Urgences une subvention d'un montant de 25 000 €,*

- *de demander à Alliance Urgences de lui transmettre dans les délais requis le bilan qualitatif de l'utilisation des fonds mentionnant la ventilation des dépenses entre les bénéficiaires et les typologies d'actions subventionnées,*

- *d'imputer cette dépense sur la ligne budgétaire : Activité AD06C – Fonction 041 – Programme 8052,*

autorise

la Maire ou son.sa représentant.e à signer la convention d'attribution y afférente.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156875-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°2

Aide d'urgence suite aux séismes survenus en Turquie et en Syrie en février 2023.

Pour **60**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

3

Communication au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Rapport de développement durable 2021 - communication.

Numéro V-2023-258

Au regard de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 sur l'Environnement, loi dite « Grenelle 2 », les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants sont soumis à la présentation d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable. Ce rapport est communiqué préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'année suivante.

Conformément au décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, ce document a pour objectif d'établir un état des lieux du territoire, des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur celui-ci.

Dans un contexte d'urgence climatique mobilisant notamment les plus jeunes, le Conseil municipal a déclaré, le 04 juillet 2020, l'état d'urgence climatique. Par cette déclaration, la Ville reconnait ses vulnérabilités, mais aussi le besoin et la volonté d'agir face aux conséquences du dérèglement climatique.

Depuis, l'action climatique et solidaire est engagée autour des trois piliers du mandat : écologie, solidarité et démocratie.

Le présent rapport est articulé autour des 3 axes et des 13 objectifs du plan climat adopté par la ville de Strasbourg :

Axe 1. Strasbourg, ville engagée, inclusive et solidaire

- Strasbourg s'engage dans une gouvernance et des moyens à la hauteur des enjeux climatiques,
- une mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement,
- Strasbourg s'associe aux acteurs du territoire pour accélérer une transition écologique et solidaire,
- Strasbourg engagée dans le déploiement d'une politique ambitieuse de l'énergie, de l'habitat et de la consommation responsable.

Axe 2. Strasbourg, ville résiliente, qui place la nature au cœur de sa politique d'adaptation au changement climatique

- préparer et engager la ville résiliente,
- la transformation écologique du territoire au service de la promotion de la santé,
- la nature, la biodiversité, un capital à protéger et à enrichir,
- le Plan Canopée pour une ville plus verte, plus fraîche, plus respirable,
- des aménagements en faveurs de plus de nature et de bien-être,

Axe 3. Strasbourg, ville sur la voie de l'exemplarité

- Strasbourg évalue ses impacts et se mobilise pour les réduire,
- Strasbourg engagée dans la réduction de l'impact environnemental de son parc bâti,
- Strasbourg déterminée à réduire l'impact environnemental de ses déplacements et de son éclairage public,
- Strasbourg encourage une consommation responsable à travers ses achats et activités.

Ce rapport présente également les actions et chiffres clés de l'année 2021 en lien avec le plan climat.

Ce rapprochement entre le rapport de développement durable et le plan climat de la ville de Strasbourg permet de dresser une nouvelle liste d'indicateurs et de données de nature à suivre l'évolution des politiques publiques mises en œuvre sur le territoire communal. Ainsi, l'ensemble des informations contenues dans ce rapport participent à l'animation du débat démocratique de notre territoire.

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir débattu

prend acte

de la communication du rapport de développement durable 2021 de la ville de Strasbourg.

Communiqué le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156818-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Strasbourg.eu
eurométropole

Ville









Rapport de développement durable **2021**

En cohérence avec notre engagement en faveur de l'atteinte des objectifs de développement durable



Rapport développement durable 2021
Ville de Strasbourg

Sommaire

I. ÉDITO 3

II. LES ACTIONS ET CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE 2021 4

1. Adoption du plan Climat 4

2. Labellisations 4

3. Faits marquants de l'année et principaux projets de transition énergétique 6

4. Lancement officiel de "l'Agence du climat, le guichet des solutions" 8

5. Tendances territoriales en matière de trajectoire carbone 9

6. Les jeunes, un public à sensibiliser et à protéger Erreur ! Signet non défini.

III. LES PRINCIPALES AVANCÉES DU PLAN CLIMAT PAR THÉMATIQUE 9

1. Strasbourg, ville engagée, inclusive et solidaire 9

a) Strasbourg s'engage dans une gouvernance et des moyens à la hauteur des enjeux climatiques 10

b) Une mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement 11

c) Strasbourg s'associe aux acteurs du territoire pour accélérer une transition écologique et solidaire 12

d) Strasbourg engagée dans le déploiement d'une politique ambitieuse de l'énergie, de l'habitat et de la consommation responsable 14

2. Strasbourg, ville résiliente, qui place la nature au cœur de sa politique d'adaptation au changement climatique 15

a) Préparer et engager la ville résiliente 16

b) La transformation écologique du territoire au service de la promotion de la santé 18

c) La nature, la biodiversité, un capital à protéger et à enrichir 19

d) Le Plan Canopée pour une ville plus verte, plus fraîche, plus respirable 20

e) Des aménagements en faveur de plus de nature et de bien-être 22

3. Strasbourg, ville sur la voie de l'exemplarité 23

a) Strasbourg évalue ses impacts et se mobilise pour les réduire 23

b) Strasbourg engagée dans la réduction de l'impact environnemental de son parc bâti 24

c) Strasbourg déterminée à réduire l'impact environnemental de ses déplacements et de son éclairage public 26

d) Strasbourg encourage une consommation responsable à travers ses achats et activités 29

VERSION PROVISOIRE

I. ÉDITO

Chèr·e habitant·e,

Présenté dans un format revisité, le rapport de développement durable nous permet de plonger dans une véritable rétrospective 2021, année où nous nous sommes engagés ensemble sur le chemin de la transformation écologique du territoire. Si l'exercice demeure inscrit dans la poursuite des objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 de l'ONU, il s'adosse désormais au Plan Climat de la Ville de Strasbourg adopté à l'unanimité du conseil municipal en juin 2021. Cette stratégie, déclinée en actions concrètes, nous a permis de décrocher la même année la labellisation « Territoire engagé pour la transition écologique », conjointement avec l'Eurométropole de Strasbourg, avec 4 étoiles sur 5.

Malgré la crise sanitaire et sociale, qui a fortement marqué 2021, la lutte contre les dérèglements climatiques n'a jamais été reléguée. Au contraire, elle a été menée dans l'ensemble des vingt quartiers de la ville, en proximité. Ce rapport relate et met en perspectives les réalisations qui ont vu le jour : rénovations de logements et bâtiments publics, d'écoles et de crèches, mais aussi végétalisation de leurs cours, et augmentation de la part du bio et local dans leurs cantines. Depuis les rues aux parcs, les réserves naturelles et la ceinture verte, la canopée s'étend alors qu'un refuge de biodiversité a été créé au cœur de la ville. Nous avons conclu de nouveaux partenariats ambitieux et renforcé ceux existants, avec la profession agricole, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ou encore Voies navigables de France. Une analyse climatique du budget est lancée et l'Agence du climat a commencé à accompagner les habitants dans le changement de leurs habitudes. La dynamique d'habitat participatif se poursuit comme la mise à disposition de toitures en faveur du solaire citoyen,

Ces actions sont menées de front, souvent sous l'impulsion de la collectivité, parfois de partenaires, mais toujours dans un esprit de construction collective. Il nous faut agir de concert, et à toutes les échelles pour changer de trajectoire. Rien ne serait possible sans l'adhésion et la participation active de la population, des acteurs économiques, associatifs, institutionnels. En définitive, c'est bien l'ensemble des Strasbourgeois.es qui fait de Strasbourg, ce qu'elle est. Une ville vivante, en mouvement. Une ville d'avenir.

Aussi, le travail engagé s'intensifie au bénéficie de toutes et tous, et en premier lieu des plus jeunes, des plus fragiles et des plus modestes pour faire de notre ville un lieu de solidarité, et d'entraide dont je suis très fière en tant que Maire de Strasbourg, capitale européenne.

Je vous souhaite une bonne lecture, et vous donne rendez-vous dès l'année prochaine pour mesurer, ensemble, le chemin parcouru, observer les transformations de nos espaces communs, et, si cela s'avère nécessaire, ajuster nos politiques publiques au regard des résultats relevés.

Jeanne BARSEGHIAN

VERSION PROVISOIRE

II. LES ACTIONS ET CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE 2021

1. Adoption du plan Climat

En déclarant en juillet 2020 l'état d'urgence climatique sur son territoire, la Ville de Strasbourg a fait écho au cri d'alarme des scientifiques et a entériné le besoin d'une accélération de la transformation écologique engagée sur le territoire. Les constats des effets du changement climatique poussent à une mise en œuvre volontariste et rapide de politiques ambitieuses de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), de restauration des ressources naturelles et d'adaptation de notre ville aux impacts désormais réels, mesurables et inévitables, y compris localement, de la crise climatique.



En juin 2021, la ville de Strasbourg a ainsi adopté une stratégie réaffirmée et alignée sur le projet politique, faisant suite au cadre délibéré en février 2020. À celle-ci, est adossé un plan d'actions ambitieux (3 axes 13 objectifs 125 fiches actions) décrivant les modalités opérationnelles qui permettront à la Ville de Strasbourg à la fois de tendre vers l'exemplarité en s'appuyant sur la démarche de labellisation européenne (Territoire engagé pour la transition écologique – anciennement Cit'ergie), et de réserver à chaque Strasbourgeoise et Strasbourgeois le choix d'une transition climatique juste au sein d'un cadre de vie sain et solidaire.

2. Labellisations



❖ *Territoire Engagé Climat Air Énergie*

Le label Climat – Air – Énergie, rebaptisé en 2021 territoire engagé Climat Air Énergie s'appuie sur un référentiel composé de 61 mesures (critères), **réparties en 6 domaines**. Chaque mesure est évaluée sur une échelle de 2 à 16 points maximum.

Le maximum de points du label étant de 500. Les niveaux de labels correspondent à des pourcentages de réalisation (rapport entre les actions réalisées et le potentiel d'actions maximum de la collectivité) :

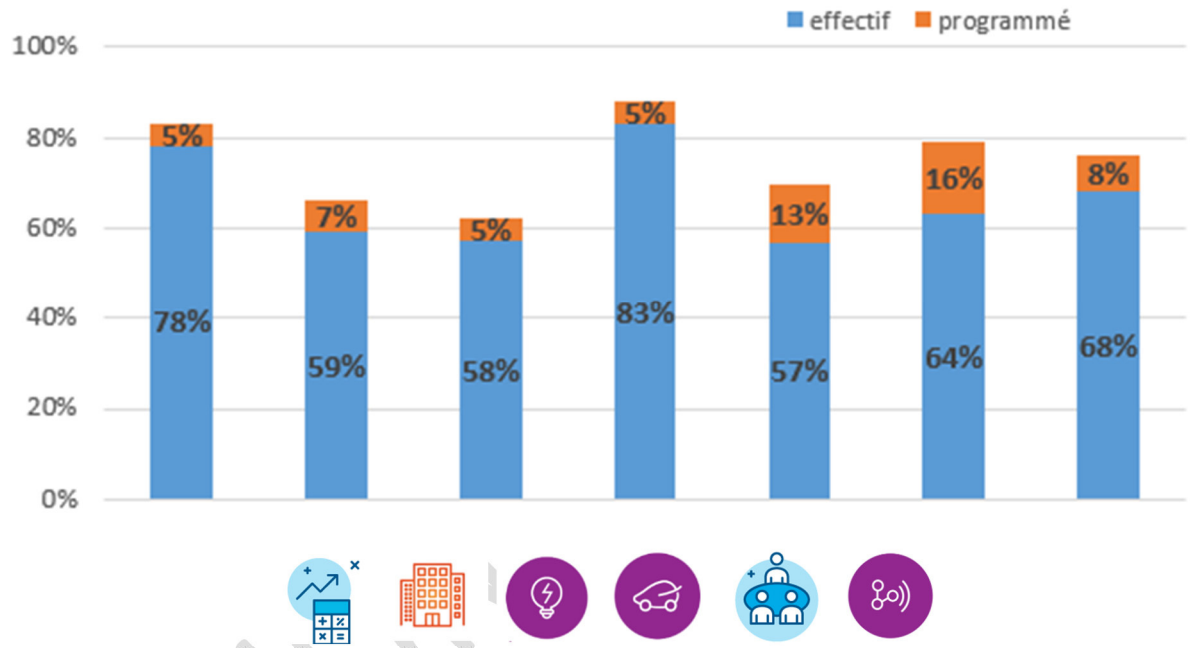
- 1 étoile : en processus
- 2 étoiles : 35% des points (anciennement CAP Cit'ergie)
- 3 étoiles : 50% des points (anciennement Cit'ergie)
- 4 étoiles : 65% des points
- 5 étoiles : 75% des points (anciennement Cit'ergie GOLD)



VERSION PROVISOIRE

Une demande de labellisation commune, Eurométropole et Ville, afin de renforcer l'articulation des démarches Climat-Air-Énergie portées par les deux collectivités. Les élus métropolitains et municipaux, ainsi que la Direction Générale et les principaux services contributeurs ont été mobilisés à l'occasion de **l'audit de la collectivité le 17 septembre 2021, qui a permis de confirmer le très bon niveau d'avancement des deux collectivités sur leurs politiques sectorielles** mais aussi de cibler les points de progression dans chacun des six domaines, notamment en matière d'organisation interne.

Le dossier de la collectivité a ensuite été transmis à **la Commission Nationale du Label**, qui **a attribué**, **le 30 novembre 2021** à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, l**e label Climat Air Énergie avec quatre étoiles sur cinq**, sur la base d'une réalisation de leur potentiel d'action évalué à **68 %.**



Cette reconnaissance valorise l'ensemble du travail entrepris par l'Eurométropole de Strasbourg et il s'agit d'une performance remarquable lors d'une première labellisation. Toutefois, les efforts à engager seront grands pour parvenir à la cinquième étoile de la labellisation.



VERSION PDF

❖ ***Lauréat quartiers fertiles***



3. Faits marquants de l'année et principaux projets de transition énergétique

Un cadre plus protecteur : la végétalisation des cours d'école et des EAJE
L'opération de végétalisation répond à un enjeu de résilience de notre territoire face au dérèglement climatique. Comment les enfants, public vulnérable, peuvent-ils s'adapter et utiliser ces espaces extérieurs ? La transformation de la cour d'école va permettre d'améliorer le confort thermique en débitumant, végétalisant et en favorisant l'infiltration des eaux pluviales (y compris les eaux de toiture) directement dans le sol. À ces enjeux climatiques, les enjeux pédagogiques sont abordés. La géographie traditionnelle de la cour est questionnée et les aménagements proposés se font sous deux prismes principaux : l'apprentissage DE et PAR la nature et l'égalité filles/garçons.

Douze établissements ont fait l'objet d'une opération de déminéralisation et végétalisation en 2021 : dix écoles et deux établissements d'accueil de jeunes enfants.

L'année 2021 marque les premiers retours après quelques mois d'utilisation des 6 premières écoles livrées (Rhin, Branly et Fischart). Le constat a été fait que la méthode de transformation des espaces extérieurs était perfectible pour que l'appropriation des espaces soit plus qualitative.





VERSION PROVISOIRE



Chiffres clés :

- **10 cours végétalisées depuis 2020**

C'est ce qui a conduit à deux changements majeurs pour que la transformation des cours puisse être menée en profondeur. D'abord, les écoles ayant un projet pédagogique associé à l'opération seraient prioritaires. C'est l'objet de l'appel à candidatures de 2021 qui vise à planifier le projet cours Oasis afin de s'engager en priorité avec les établissements volontaires tout en tenant compte d'autres critères comme l'équité territoriale, le taux de minéralisation, etc. Ce premier appel à candidatures a recueilli 40 dossiers d'établissements.
Le deuxième changement majeur est la conduite de la concertation. Nous passons d'une concertation en réaction à une concertation en co-construction qui s'étale sur 6 mois à travers :

- des ateliers réunissant le comité de cours (équipes périscolaires, responsable technique de site, direction d'école, enseignants, enfants et parents d'élèves),
- des visites de cours déjà transformées, des webinaires de sensibilisation et toute une communauté de pratiques qui se met en place.

Les besoins viennent des acteurs du terrain utilisant la cour au quotidien. Cette méthode est en place depuis janvier 2022 et les premiers travaux ont été livrés à la Toussaint 2022 dans 7 écoles.

Projets solaires citoyens

La Ville de Strasbourg entend favoriser les initiatives citoyennes de production d'électricité photovoltaïque, qui permettent la mobilisation de l'épargne citoyenne et des capacités d'investissement des territoires.

La Ville de Strasbourg a approuvé en septembre 2020 la mise à disposition de tiers-investisseurs, des toitures de l'ARES, de l'École maternelle de la Ziegelau, de l'École maternelle Louvois et de la Médiathèque Neudorf, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt privilégiant la gouvernance citoyenne.



En application de cette décision, la Ville de Strasbourg a délibéré le 20 septembre 2021 un premier titre d'occupation, concernant la toiture de l'École maternelle Louvois, prévoyant une installation d'une puissance de 75 kWc et une production annuelle de 77 MWh.

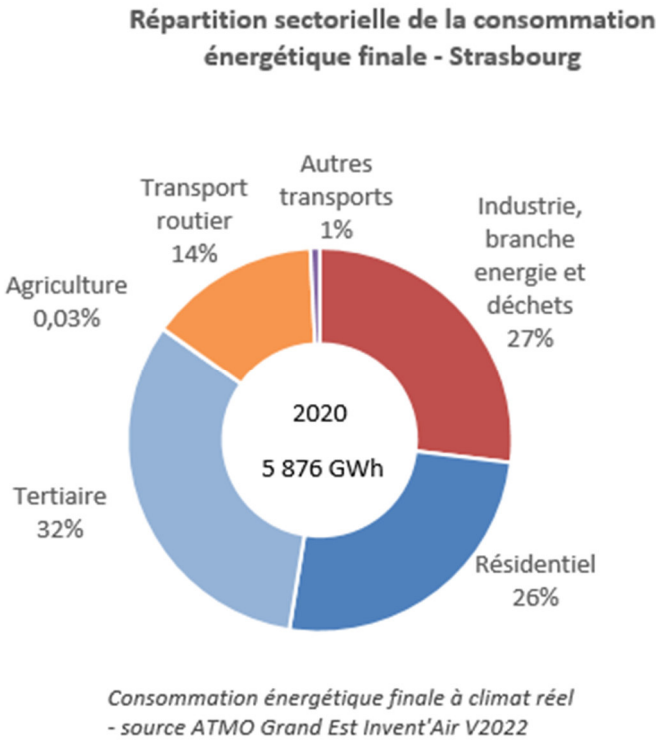
La mise à disposition du domaine public pour une durée de 30 ans a fait l'objet d'une mise en concurrence sous forme d'appel à manifestation d'intérêt publié le 16 juin 2021. Les critères d'attribution ont privilégié la stratégie de mobilisation citoyenne pour la levée de fonds du projet, la gouvernance citoyenne de l'installation et l'empreinte carbone des matériaux utilisés.

VERSION PROVISOIRE

La société « Énergies citoyennes de l'Eurométropole de Strasbourg – Brasseurs d'énergie», répondant aux attentes de la collectivité, a été retenue.

Chiffres clés :

- **Installations photovoltaïques sur le patrimoine (données 2019) :**
  - **Puissance installée : 93 kWc**
  - **Production sur l'année glissante : 89 MWh**
- **Évolution de la consommation énergétique finale 2020 par rapport à 2012 : -10% (-14,6% non corrigée du climat). Impact de la crise sanitaire 2019 Objectif plan climat -30%**
- **Production/consommation de chaleur et froid issus d'énergie renouvelable :**
  - **466,0 GWh (2021)**
- **Production d'électricité renouvelable (données territoriales 2020 – Source Atmo GrandEst invent'air V2022) :**
  - **792 GWh soit 54 % de la consommation d'électricité sur le territoire Ville**



Consommation énergétique finale à climat réel - source ATMO Grand Est Invent'Air V2022

4. Lancement officiel de "l'Agence du climat, le guichet des solutions"

Des conseils personnalisés, neutres et gratuits depuis juin 2021. Cette association accompagne les particuliers, les communes et les petites entreprises pour les questions relatives à la mobilité décarbonée : énergie, mobilités en lien notamment avec la ZFE, végétalisation, consommation responsable et déchets).

AGENCE DU CLIMAT
le guichet des solutions
Eurométropole de Strasbourg

Depuis le 1er Novembre 2021 :

- 1 642 contacts ménages 'mobilité' avec 750 attestations délivrées pour bénéficier d'une aide de l'Eurométropole ;
- 400 contacts ménages pour la rénovation énergétique des logements ;
- 100 contacts professionnels ;
- Une équipe de 15 personnes ;
- Guichet d'entrée dans le cadre de France Rénov'

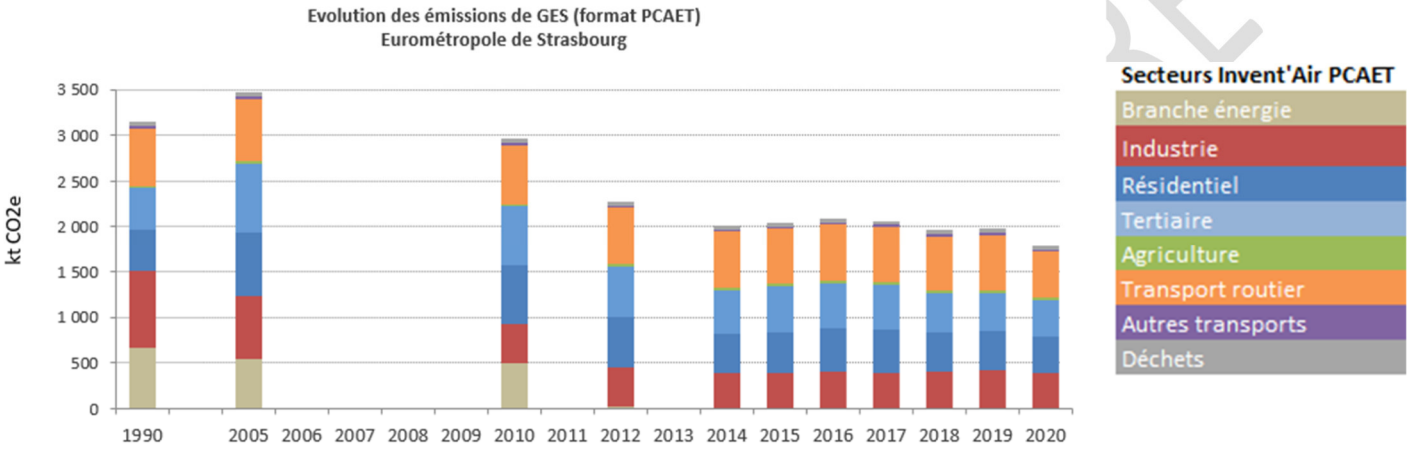
Une subvention annuelle de plus de 800 000 € complémentaire aux subventions des associations historiques partenaires pour massifier l'action participation à des événements pour sensibiliser le plus grand nombre.

VERSION PR

5. Tendances territoriales en matière de trajectoire carbone

Dans le cadre de son Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air, **ATMO Grand Est réalise annuellement un inventaire de l'ensemble des consommations et productions d'énergie ainsi que des émissions de polluants et de gaz à effet de serre**. Ces données sont rassemblées dans la base de données Invent'Air et ont vocation à être des outils de diagnostics et d'aide à la décision pour l'accompagnement des services de l'État et des collectivités.

ATMO Grand Est mobilise 80 stations de mesure sur la région Grand Est ; six sont dédiées à la surveillance de la qualité de l'air du territoire eurométropolitain.



Emissions de GES Format PCAET-PRG 2013
Source ATMO Grand Est Invent'Air V2022

III. LES PRINCIPALES AVANCÉES DU PLAN CLIMAT PAR THÉMATIQUE

1. Strasbourg, ville engagée, inclusive et solidaire

Strasbourg se dote d'une gouvernance pour atteindre ses objectifs. Elle entend aussi mobiliser ses forces vives pour accélérer la transformation écologique et solidaire à toutes les échelles : du local à l'international. La Ville se mobilise aux côtés de l'Eurométropole de Strasbourg pour contribuer au déploiement des politiques en matière énergétique, de développement des énergies renouvelables, de l'habitat, avec une volonté de réduire les inégalités et notamment la précarité énergétique.
Cette stratégie vise à réduire l'empreinte écologique de la collectivité mais également à engager celle de chaque individu et de chaque structure du territoire.

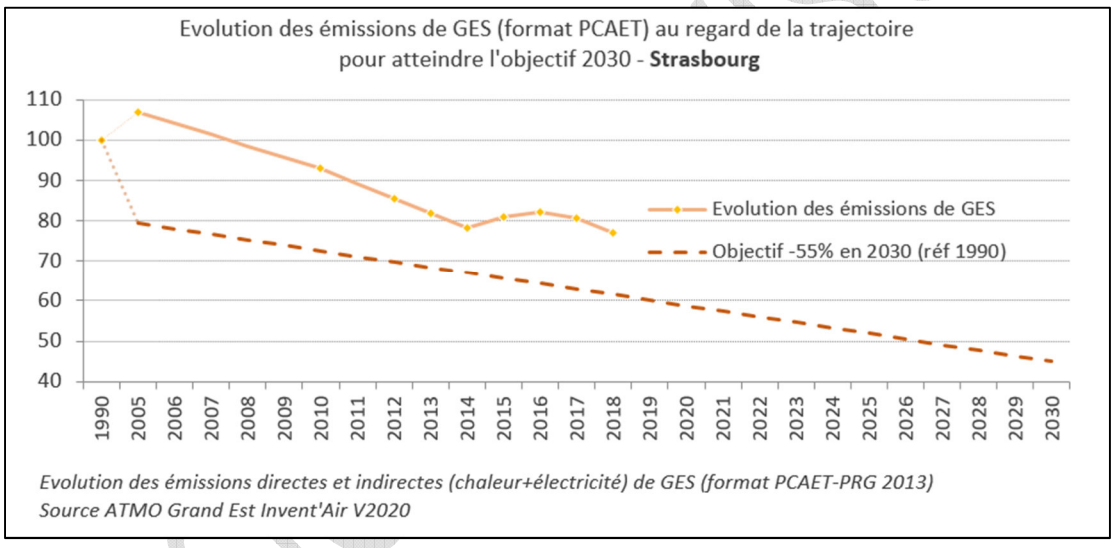
En matière d'urbanisme, la nature tient une place à part, parce que l'on doit composer avec du vivant. Cette nature, alliée précieuse, est pourtant menacée et nous ne pouvons rester indifférents et devons réinterroger notre rapport à cette question. Nature et Ville ne doivent plus s'opposer.

VERSION FINALE

a) Strasbourg s'engage dans une gouvernance et des moyens à la hauteur des enjeux climatiques

La construction puis le vote du budget sont des moments clés où s'incarne concrètement la politique climatique d'une collectivité territoriale. Disposer d'une analyse du budget sous les différents prismes permet de nourrir les débats budgétaires et de questionner les dépenses.
Une évaluation carbone du budget prévisionnel d'investissement opérationnel de la Ville (méthode nationale I4CE que Strasbourg a co-construite avec 4 autres collectivités françaises) a ainsi été menée ainsi qu'une approche via le prisme des 18 objectifs de développement durable (17+ 1 dédié à la culture) et un focus sur les investissements liés au patrimoine favorable au climat.

La démarche strasbourgeoise en terme de transition écologique s'inscrit pleinement dans le contexte de l'Union européenne : la Ville se donne pour objectif, dans son nouveau Plan Climat, de réduire les émissions de GES sur son territoire en reprenant à son compte la nouvelle barre européenne de 55 %.
La réduction de la consommation énergétique, couplée à un développement des énergies renouvelables, et un renforcement du stockage carbone, sont les leviers qui permettront d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de GES



Evolution des émissions directes et indirectes (chaleur+électricité) de GES (format PCAET-PRG 2013)
Source ATMO Grand Est Invent'Air V2020

Un budget et des arbitrages climato-compatibles
La construction puis le vote du budget sont des moments clés où s'incarne concrètement la politique climatique d'une collectivité territoriale. Disposer d'une analyse du budget sous le prisme du climat permet de nourrir les débats budgétaires et de questionner les dépenses pour les orienter le plus possible vers la transition climatique.

La Ville et l'Eurométropole ont participé à une expérimentation menée par l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) pour élaborer une méthode d'évaluation carbone du budget des collectivités. La collectivité a déjà testé cette méthode sur son compte administratif 2019 et sur la section d'investissement du BP 2021 (133 M€). Ce premier regard sur le budget est un indicateur du fléchage « climat » des dépenses, et il fera l'objet d'un suivi régulier de manière à pouvoir progresser dans la démarche.

VERSION CONSOLIDÉE

Les actions à déployer nécessitent des capacités de financement importantes. Innover et diversifier les modes de financement sont un enjeu majeur pour réussir la transition écologique du territoire. Il s'agit de monter en compétence sur l'ingénierie financière et rechercher des sources de financement complémentaires, notamment les financements européens

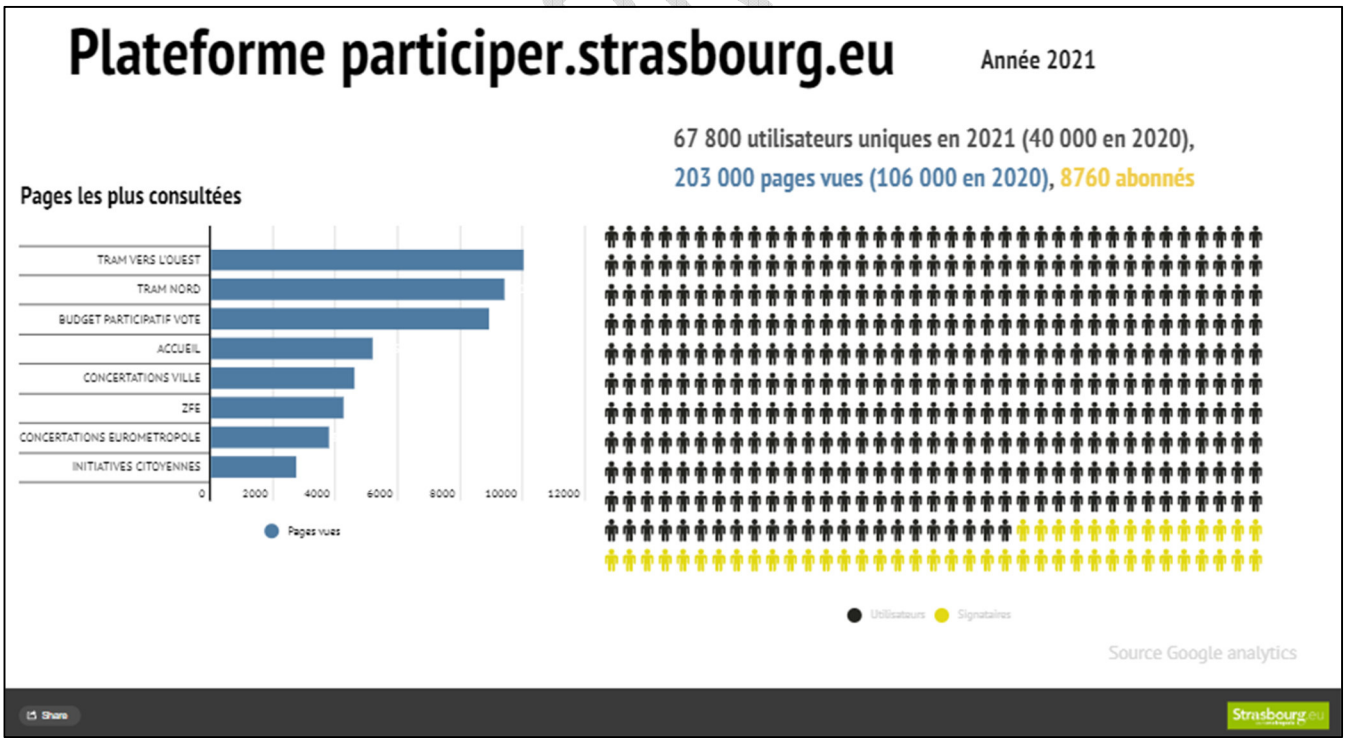
Améliorer la culture du risque pour augmenter la résilience du territoire :

- Distribution des affiches comportant les consignes de sécurité figurant dans le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) dans les établissements recevant du public (+ 50 personnes) appartenant à la ville de Strasbourg
- Publication d'un marché d'Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'une stratégie d'amélioration de la culture du risque sur le territoire de la Ville de Strasbourg

b) Une mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement

La démocratie participative est un levier pour passer de la satisfaction des intérêts particuliers à celle de l'intérêt général. Le souhait de la Ville de Strasbourg est de renforcer la place des citoyen·ne·s dans les décisions publiques et de leur donner les moyens d'agir en faveur du climat.

La plateforme numérique de participation citoyenne est devenu incontournable dans la mobilisation des habitants et dans la valorisation des exercices participatifs de l'ensemble de la collectivité.
Disposant d'une entrée Ville et EMS depuis 2020, en 2021, la plateforme a vu son audience doubler en un an : 203 000 pages vues, 67 800 utilisateurs uniques en 2021, et de 4 000 abonnés à 8 760 abonnés, ce qui constitue l'une des communautés qualifiées des plus importantes de la collectivité.



PROVISOIRE

Dans le contexte de délibération du plan climat pour la Ville de Strasbourg, avait été mis en place un important dispositif de communication notamment une exposition présentant 9 panneaux thématiques sous le titre de "Climat : que fait la Ville de Strasbourg pour aujourd'hui et pour demain ?" a été présentée durant 3 mois sur les quais des Bateliers au cœur de la ville puis déclinée en brochure.
Cette exposition faisait écho à une autre exposition photographique sur la façade du Musée historique de la Ville de Strasbourg « La banquise, sens dessus dessous » réalisée par Laurent Ballesta et Vincent Murier dans le cadre de l'évènement national « 2021, été polaire ». Cette exposition sur les pôles, sentinelles du climat, venait mettre en perspective l'importance de l'engagement de la municipalité pour le climat.



Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) du 19 au 28/11, 50 acteurs et 8 communes impliqués pour environ 90 actions sur le territoire de l'EMS.
Soutien des actions menées par des associations dans le cadre de l'appel à projets Objectif Zéro déchet Zéro Gaspillage

c) Strasbourg s'associe aux acteurs du territoire pour accélérer une transition écologique et solidaire

Si les entreprises publiques locales sont d'abord des entreprises privées, elles sont aussi des outils au service de leurs collectivités actionnaires contribuant concrètement à la mise en œuvre des politiques publiques et au projet territorial global

La Ville de Strasbourg est actionnaire de neuf sociétés d'économie mixte, dont deux sociétés dans lesquelles elle est majoritaire, et d'une société publique locale. Elle confie également la gestion de huit services publics à des organismes privés (associations ou sociétés commerciales) ; les services délégués par la Ville relèvent essentiellement du domaine du stationnement sur voirie et en ouvrage (parkings des Bateliers et des Halles), de l'action sociale avec quatre maisons de la petite enfance ainsi que la gestion du cinéma l'Odyssée. Nombre d'entre elles ont déjà une implication dans la transformation écologique du territoire

59 projets d'initiatives citoyennes mis en œuvre
Les Ateliers de Quartier, nouveau format des Conseils de Quartier
Délibéré en juin 2021, le nouveau format des Ateliers de Quartier remplace les Conseils de Quartier. Adaptés au nouveau découpage territorial renforçant la proximité entre les élus de quartier et la population (20 quartiers en lieu et place de 10), 19 premières assemblées de quartier se sont tenus fin juin et début juillet (Neuhof-Sud et Nord ayant choisi de mutualiser leur assemblée), puis, une seconde entre les mois de

VERSION PROVISOIRE

novembre et décembre 2021 (plus dans certains quartiers), grâce à une mobilisation importante des services de la collectivité. **39 ateliers de quartier** ont été proposés et initiés par les citoyens au cours de cette première année d'existence des Ateliers de Quartier.

Les projets lauréats du Budget Participatif en 2021

La réalisation des projets lauréats de la Saison 1 s'est poursuivi en 2021, la DPC s'assurant de leur inscription dans le plan de charge des différents services responsables de leur réalisation.

En raison du Covid 19 et des élections décalées en 2020, le dispositif a pris un certain retard dans les délais de réalisation de ses différentes phases. En conséquence, la saison 2 a vu son calendrier adapté, permettant la poursuite de cette saison du Budget Participatif interrompu par le report des élections et la pandémie.

Chiffres clés :

- **203 000 pages vues**
- **67 800 utilisateurs uniques en 2021**
- **8 760 abonnés**
- **25 000 préconisations citoyennes exprimées.**



Un projet lauréat de la saison 1 a été réalisé en 2021, 23 Nichoirs à Oiseaux, place Arnold, sur le quartier Conseil des XV. Ils ont été installés au printemps 2021 par la LPO pour la somme de 807,80€ TTC.

Suite à la réalisation de la campagne de vote de la **saison 2 du Budget Participatif** en octobre-novembre 2021, la collectivité a entamé la mise en œuvre de **19 nouveaux projets lauréats** pour un montant de 1 871 637 euros.

Cette campagne de vote a comptabilité 8 824 votes pour départager les 68 projets en lice.

Le Conseil de Développement a produit 2 rapports et émis :

- **25 préconisations sur la saisine relative à la « 5G : Quels impacts énergétiques, sanitaires et environnementaux en lien avec les enjeux économiques et d'usages sur l'Eurométropole de Strasbourg ? »**
- **30 préconisations du Codev sur la saisine relative à la « Modification 3 du PLUI »**

Le Comité Science, Santé, Société de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (C4S) a produit 3 rapports en 2021 :

- **10 préconisations relatives pour faciliter le contrôle de l'épidémie à Covid-19 et de ses conséquences sanitaires**
- **Un rapport relatif au SARS-CoV-2, la COVID-19 et les mesures de protection et de prévention vaccinale en 100 questions-clefs**

La culture mobilisée au service de la transition écologique

La Ville de Strasbourg entend encourager le déploiement d'une pensée, d'un discours et d'actions concrètes pour nourrir les liens étroits entre culture et écologie – culture ici entendue au sens large du terme, c'est-à-dire un ensemble de disciplines artistiques, de créateurs et créatrices, de publics, d'expérimentations diverses et multiples qui innervent un territoire.

La politique culturelle de Strasbourg sera renforcée en prenant en compte les bouleversements écologiques, les aspirations des artistes à repenser un modèle de production et de diffusion artistique consumériste malmené par la crise et les liens nouveaux dans la relation aux publics et aux usages de la ville. Les objectifs ciblés consisteront à :

Favoriser un temps long de création et de vie des œuvres
Soutenir la création et la médiation pour défendre une autre dramaturgie du monde et explorer la gamme des passions suscités par les bouleversements actuels

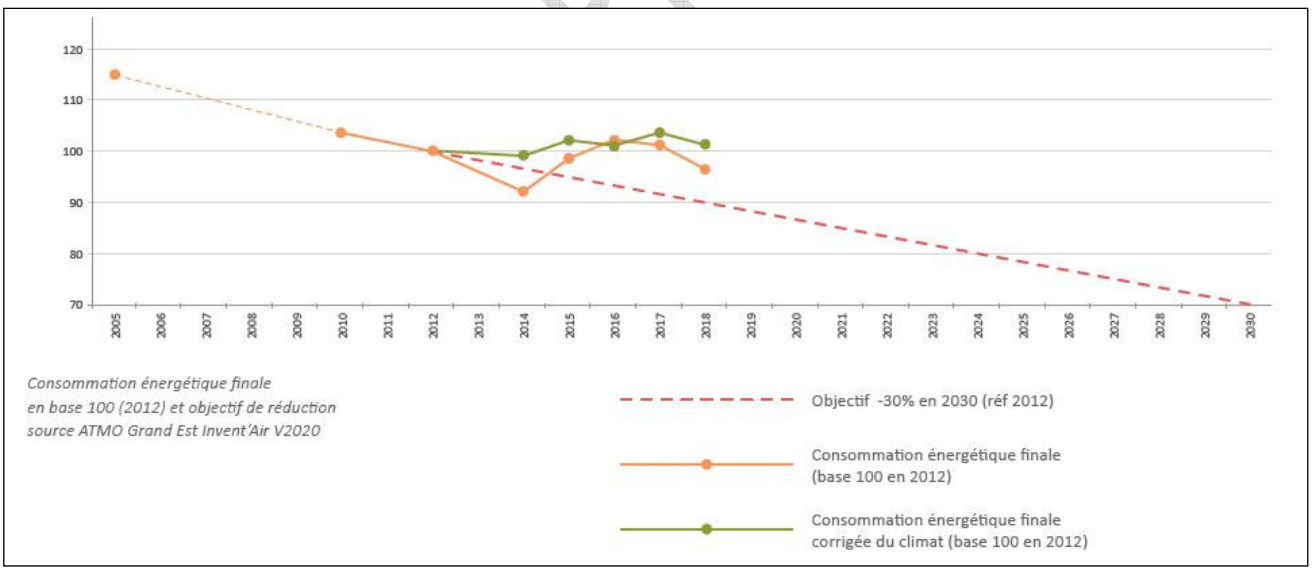
- Protéger et développer les métiers artistiques les plus fragiles qui œuvrent à cette dramaturgie (dramaturges, scénographes, illustrateurs, auteurs, réalisateurs, etc.)
- Renforcer la médiation dans tous les secteurs pour changer et enrichir notre regard sur le monde : éducation artistique et culturelle, lecture patrimoniale, éducation à et par l'image
- Faire sens commun en encourageant la pluridisciplinarité, l'interculturalité, les pratiques artistiques en amateur et les dispositifs participatifs
- Placer le langage artistique à l'équivalent des autres langages (scientifique, sociologique, économique) qui nous permettent d'étudier et d'enrayer l'urgence climatique

d) Strasbourg engagée dans le déploiement d'une politique ambitieuse de l'énergie, de l'habitat et de la consommation responsable

Une politique de l'énergie ambitieuse

La Ville se fixe l'objectif de réduction de la consommation énergétique **de 30% en 2030 par rapport à 2012 et 55% en 2050** en cohérence avec ceux du Plan climat 2030 de l'Eurométropole. Les **leviers d'efficacité et de sobriété** vont être à activer massivement et rapidement pour inverser la tendance à la hausse observée ces dernières années et la compenser. Réduire la consommation énergétique représente un défi majeur dans la lutte contre le changement climatique, 94% des émissions de GES étant sur le territoire liées à l'usage de l'énergie.

Évolution de la consommation énergétique finale au regard de la trajectoire pour atteindre l'objectif 2030



Afin de disposer d'éléments prospectifs au niveau du territoire de Strasbourg permettant de définir les évolutions sectorielles, tant en termes de consommation énergétique que de développement des énergies renouvelables et de récupération, une déclinaison du schéma directeur des énergies sera réalisée pour le territoire de Strasbourg, simultanément à la révision envisagée pour l'Eurométropole de Strasbourg en 2022 (révision engagée en lien avec les évolutions du potentiel lié aux gisements géothermiques).

PROVISOIRE

Une stratégie de rénovation énergétique de l'habitat
Le parc de logements à Strasbourg est composé de 152 500 logements dont 88% de résidence principale (composée de 92% d'appartements). Sur les 134 000 résidences principales, 70,5% sont occupées par des locataires (dont 22% du parc social) et 27,3% sont des propriétaires occupant.e.s.

Chiffres clés :

- **Entre 2014 et 2020 : 6 673 logements locatifs sociaux (HLM) réhabilités thermiquement sur le territoire de la Ville de Strasbourg**

Un dispositif expérimental de réduction de la précarité énergétique
Dans le cadre du projet « Territoire à énergie positive et pour la croissance verte », la Ville de Strasbourg a souhaité porter un projet favorisant l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique (budget global du projet estimé à 125 K€) via la mise en place d'un dispositif expérimental (sep. 2017) qui visait à :

- Concevoir un dispositif d'accompagnement basé sur un diagnostic social et énergétique
- Créer une synergie au sein de la collectivité et développer une coopération entre les partenaires de l'accompagnement social, de l'insertion, du logement et de l'habitat, du technique.

Chiffres clés :

- **120 ménages (faisant l'objet d'un accompagnement social) ont bénéficié du dispositif, exclusivement des locataires (55 % parc privé et 45% parc public).**

Pacte pour une économie locale durable
Le Pacte pour une économie locale durable a pour objectif d'amplifier la dynamique collective et les démarches locales de transition vers une économie locale plus durable. Il vise à assurer un développement local équilibré, sobre en ressources, à l'impact réduit sur l'environnement, qui profite au plus grand nombre, et à conforter Strasbourg, laboratoire européen des transitions.
La co-construction du Pacte pour une économie locale durable s'est déroulée en 2021 avec 360 participants représentant 150 acteurs économiques du territoire.
Lors du Conseil du 7 mai 2021, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le Pacte et confirmé ses premiers engagements, notamment l'animation de la gouvernance du Pacte.

Un baromètre a vocation à mesurer et valoriser les engagements des signataires et les indicateurs socio-économiques et écologiques clés du territoire :
https://www.strasbourg.eu/pacte-economie-locale-durable

2. Strasbourg, ville résiliente, qui place la nature au cœur de sa politique d'adaptation au changement climatique



La Ville renforce la fabrique d'un territoire résilient face aux aléas climatiques, en misant sur un urbanisme repensé et des services de mobilités renouvelés au service de la transition climatique et de la promotion de la santé.
Strasbourg mise sur les écosystèmes naturels afin de renforcer ses capacités d'adaptation et sa résilience tout en menant une politique intégrée de protection de la biodiversité. Elle se fixe précisément comme objectif de

VERSION PROVISOIRE

tendre vers le « zéro artificialisation nette » et vers un renforcement du bien-être, en prévoyant notamment un accès équitable des citoyen.ne.s à des espaces végétalisés, création d'îlots de fraîcheur, transformation de la ceinture verte en véritable bouclier végétal.

La stratégie portée par Strasbourg contribue ainsi à dessiner les contours de la ville de « demain » telle qu'elle est attendue par les Français et Françaises qui placent « une ville qui remet la nature au cœur de la ville » comme le critère prioritaire suivie par « une ville qui ne pollue pas » (42 %).

Les villes résilientes sont conçues ou adaptées pour anticiper les conséquences des crises sur l'ensemble du territoire. L'innovation dans la construction et la reconversion urbaine permettent de réduire l'impact économique, social et écologique de ces crises. Il s'agit d'amortir au maximum les effets du changement climatique sur l'environnement, l'énergie et l'économie, les migrations et les liens sociaux.

a) Préparer et engager la ville résiliente

Strasbourg a initié depuis plus de 20 vingt ans des démarches pour protéger les espaces naturels de son territoire. Des travaux d'identification des espaces naturels et agricoles qui présentent un intérêt pour la faune et la flore ont été menés dès 1996 aboutissant à l'établissement d'une cartographie associée à un Plan Vert et Bleu.

La trame verte et bleue constituait l'un des engagements phares du Grenelle de l'environnement. Elle contribue au maintien des services que nous rend la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie, etc. L'OAP (orientation d'aménagement et de programmation) Trame verte et bleue vise à renforcer la place des trames verte et bleue dans les projets du territoire.

Avec les enjeux de réchauffement climatique, c'est un regard plus large qui est porté sur le socle naturel. Si les actions pour conserver la biodiversité doivent impérativement être poursuivies et toujours renforcées, Strasbourg mise sur les écosystèmes naturels afin de réduire la vulnérabilité du territoire.

Ceux-ci permettent de bénéficier des services rendus par la nature puisqu'ils contribuent à la fois à l'atténuation (captage et stockage du carbone) et à l'adaptation (protection contre la surchauffe urbaine, les inondations…). La politique engagée vise à intensifier les mesures d'adaptation dites « sans regret » fondées sur les écosystèmes. Elle favorise une approche conjointe « biodiversité-climat », répondant ainsi aux deux enjeux majeurs de la crise écologique actuelle.

Par ailleurs, Strasbourg renforce le suivi des personnes fragiles en période de crise à l'aide d'outils :

- Plan canicule : pour réduire les risques liés à la chaleur, Strasbourg se mobilise depuis 2003 pour informer les concitoyen.ne.s et veiller sur les plus vulnérables lors de périodes caniculaires. Un dispositif de prévention des risques, le plan canicule, est ainsi déployé tous les ans entre le 1er juin et le 15 septembre comprenant quatre niveaux de vigilance : veille saisonnière, avertissement chaleur, alerte canicule et mobilisation maximale. Il a pour objectif d'anticiper l'arrivée d'une canicule et de définir les actions à mettre en œuvre au niveau local pour prévenir et limiter les effets sanitaires de celle-ci. Il prend en compte la situation des personnes les plus vulnérables du fait de leur isolement ou de leur situation de précarité.

- Plan fraicheur : les canicules et vagues de chaleur sont de plus en plus fréquentes sur le territoire et les zones de fraicheur habituellement ciblées (piscines, plans d'eau, parcs, …) souvent saturées lors de ces périodes. Pour rendre plus soutenables ces épisodes, il est proposé de s'appuyer sur des espaces de fraîcheur mieux identifiés / plus attractifs, enrichis de l'apport des habitant.e.s et « actif.ve.s » d'initiatives publiques/citoyen.ne.s. Une communication dédiée visant à faire connaître le Plan Fraicheur sera déployée. Elle visera à prévenir les problématiques de santé induites par les coups de chaleur, responsabiliser les habitant.e.s.

VERSION PROVISOIRE

Agriculture et alimentation



L'alimentation est un enjeu très transversal : agriculture mais aussi climat, santé, économie, éducation, culture, biodiversité, justice sociale, démocratie… quasiment tous les aspects de l'activité humaine y convergent.
Assurer à 280 000 personnes une alimentation de qualité, respectueuse de celles et ceux qui la produisent et la consomment, de la santé de tou.te.s, des écosystèmes et du climat est un enjeu central pour la Ville de Strasbourg.

La résilience alimentaire passe par notre capacité à initier une dynamique territoriale de transformation associant l'ensemble des pouvoirs publics, les partenaires socio-économiques et les citoyens.

Les zones agricoles à pérenniser ont été définies dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, ce qui permet une approche plus économe du foncier et de préserver les espaces agricoles et naturels en rendant pérenne la fonction agricole. La stratégie vise également à conjuguer la problématique de transmission des entreprises avec celle de l'installation de jeunes hors cadre familial.

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de l'Eurométropole auquel la Ville participe, a été labélisé par l'État pour la période 2021 – 2026 et a permis l'accès aux financements du Plan de Relance pour un montant global de 1 323 912€.

Chiffres clés : Restauration scolaire

- **16 869 enfants accueillis**
- **46 sites municipaux et 16 site partenaires**
- **14 sites 100% inox**
- **30 % de bio en valeur achats dont les 2/3 issus de filières de proximité**
- **13 tonnes de bio-déchets par mois sur 43**

Zoom sur le contrat « Eau et Climat »

L'Eurométropole, la Ville et l'agence de l'eau Rhin-Meuse ont signé en octobre 2021 un contrat de territoire à 32 millions d'euros. **Cet accord partenarial réaffirme les enjeux en matière d'eau et de biodiversité afin d'atténuer les effets du dérèglement climatique.**

L'ambition du partenariat s'articule autour de plusieurs axes :

- La sensibilisation des acteur-rices autour de la transformation écologique du territoire pour préserver la ressource en eau ;
- Une agriculture écoresponsable au sein des aires d'alimentation en eau potable ;
- L'aménagement urbain durable et résilient adapté au changement climatique, favorable à la biodiversité et vecteur de lien social ;
- La sécurisation en qualité et quantité de l'alimentation en eau potable ;
- La réduction de la pollution des milieux aquatiques.



Signature du contrat « Eau et Climat » à l'école Sainte Catherine – 19 octobre 2021

Ces actions seront mises en place et suivies grâce à des missions d'animations pour faire comprendre les enjeux, faire agir et être au rendez-vous des différents chantiers et actions identifiés.

VERSION PROVISOIRE

b) La transformation écologique du territoire au service de la promotion de la santé

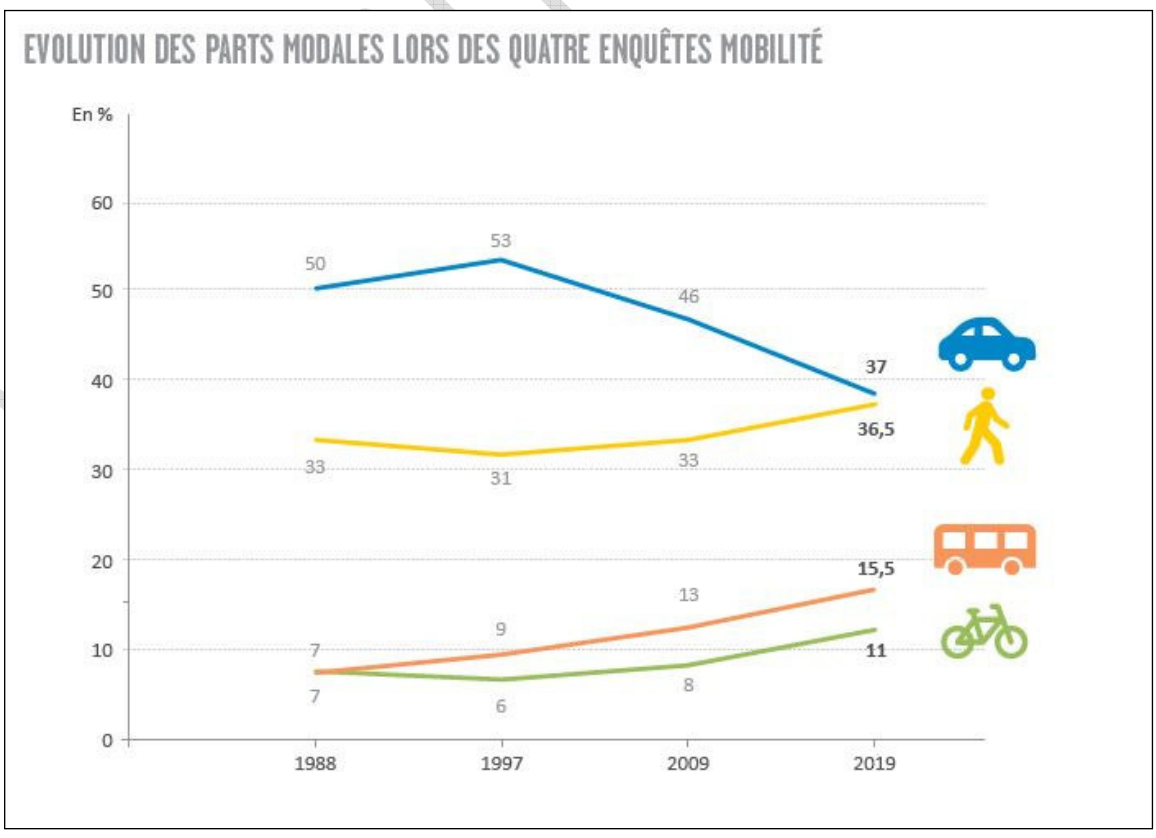
La santé environnementale inclut de nombreux enjeux, souvent liés par la multi-exposition :

- la qualité de l'air extérieur et intérieur des bâtiments,
- le bruit,
- la qualité de l'eau et des sols,
- l'habitat indigne,
- la relation à la nature,
- les effets du dérèglement climatique, notamment les pics de chaleur,
- les effets de l'urbanisme et des modes de vie sur la santé physique et psychique.

Agir et prendre en compte la santé environnementale dans les projets, c'est protéger la santé de tous, y compris les populations les plus modestes.

Aujourd'hui, l'impact de l'environnement sur la santé est communément admis et les politiques publiques développées en faveur de la santé prennent en compte de plus en plus régulièrement les aspects de bien-être et de qualité de vie dans l'environnement. Le champ de la **santé environnementale** constitue également un enjeu auquel les populations sont de plus en plus sensibles et pour lequel les acteurs du territoire peuvent développer des actions ciblées.
Au sein de l'Eurométropole, la prise en compte de la qualité de vie et des enjeux de l'environnement sur la santé s'est matérialisée par l'élaboration d'**une feuille de route « Cadre de vie sain et durable »**, délibérée au conseil de l'Eurométropole en mars 2018. Les objectifs de cette feuille de route se déclinent en plusieurs axes :

- Créer un cadre dynamique pour développer des initiatives en santé environnementale, répondant aux enjeux du territoire et aux besoins des populations,
- Développer l'observation locale en santé environnementale,
- Renforcer la prise en compte de la santé dans toutes les politiques publiques de la collectivité,
- Favoriser le partage d'expériences entre les communes de l'Eurométropole,
- Encourager le déploiement d'actions de sensibilisation du public aux bons gestes à adopter.



PROVISOIRE

Lors de la modification 3 du PLU, a été mise en place du volet Air climat énergie dans le PLU. Ainsi, les terrains le long des axes avec dépassement de seuils se voient appliquer des restrictions d'usages et/ou des mesures constructives ad hoc.

La Feuille de route « Cadre de vie sain et durable » délibérée en 2018, a été déclinée opérationnellement dans le Contrat local de santé de l'Eurométropole de Strasbourg II avec le soutien de l'Agence Régionale Grand Est. Elle a visé à l'intégration d'une dimension santé-environnement dans les politiques publiques (urbanisme, climat, air, …), de partager les expériences et les outils entre communes volontaires et favoriser l'adoption de bons gestes en matière de qualité de vie par le public.

Ainsi près de 40 projets en faveur du cadre de vie des habitants et de leur santé ont été menés en 2019 et 2020. À titre d'illustration, ces projets ont porté sur des travaux d'observation locale des déterminants de santé environnementale pour identifier des zones de défaveur, de travaux de sensibilisation du public ou d'acteurs ciblés sur les enjeux du moustique tigre, sur les punaises de lit, la qualité de l'air intérieur et extérieur, sur le dispositif Pollin'air, mais aussi d'études sur les ilots de chaleur, l'expansion du moustique tigre, le développement et la mise en œuvre d'une formation « urbanisme favorable à la santé » ...

Alimentation, activité physique

La Ville de Strasbourg élabore et déploie une stratégie de prévention primaire nutritionnelle territoriale répondant aux besoins d'aujourd'hui et anticipant les logiques de demain. Les enjeux étant de favoriser l'acquisition de comportements favorables à la santé et respectueux de l'environnement.



Afin d'assurer la promotion de la santé environnementale, la Ville de Strasbourg met en place une « ordonnance verte » pour les femmes enceintes, leur donnant accès à un panier biologique hebdomadaire et à des conseils de santé environnementale, en ciblant ainsi cette fenêtre d'exposition spécifique au cours de laquelle elles sont particulièrement vulnérables.
Strasbourg se mobilise pour permettre aux citoyen.ne.s d'accéder à des équipements sportifs sur l'ensemble du territoire afin d'effectuer une pratique sportive. Ces équipements doivent être accessibles et ne présenter aucun risque sanitaire et d'utilisation.

c) La nature, la biodiversité, un capital à protéger et à enrichir

La Ville de Strasbourg s'est dotée d'un plan intitulé **"Strasbourg Grandeur Nature"** pour la période 2016-2020. Ce plan d'actions en faveur du maintien et du renforcement de la nature obéissait à une double ambition:

- **Répondre aux "incontournables"**, tels que les travaux d'inventaire, la protection du patrimoine naturel, l'éducation à l'environnement, la gestion durable du territoire et des nouveaux projets, ...
- Mettre en avant les forces et spécificités strasbourgeoises que sont la volonté d'associer les **thématiques de la "ville nature" et de la "ville nourricière"**, la volonté d'une large participation et appropriation citoyenne dès le plus jeune âge, celle d'allier biodiversité et solidarité et enfin de valoriser la place importante qu'occupent l'eau et l'arbre

Le Plan Strasbourg Grandeur Nature, fruit d'un travail participatif a été établi autour de quatre axes majeurs : "un patrimoine naturel à transmettre", "une culture partagée de la nature", « une gestion durable du territoire » et « une ville exemplaire et attractive" qui se déclinent en objectifs stratégiques et chiffrés

Il fait référence et intègre les démarches structurantes initiées en amont telles que la démarche zéro pesticide (2008), Strasbourg ça pousse, le partenariat pour une agriculture durable, le Parc Naturel urbain (2011). La stratégie climatique intègre les objectifs du Plan Strasbourg Grandeur Nature et les dessine à l'horizon 2030. Le futur plan d'actions vise à compléter celles initiées pour 2016-2020.

VERSION PROVISOIRE

Située au carrefour de la Bruche et du Rhin, Strasbourg bénéficie d'une situation géographique particulière, qui engendre un patrimoine naturel exceptionnel, reconnu au niveau européen. Il participe tout autant à l'identité locale qu'à l'attractivité du territoire.

La bande rhénane abrite une grande diversité de milieux avec des forêts alluviales, des pelouses sèches, des prairies, des roselières ou encore des marais. Ces milieux remarquables correspondent à l'ancien champ inondable du fleuve et sont constitués d'une mosaïque d'écosystèmes, abritant des espèces végétales et animales variées. Cette zone fait d'ailleurs l'objet de mesures de protection spécifiques, menées notamment par la Ville de Strasbourg.

Des espèces emblématiques et à forts enjeux comme le crapaud vert ou le hamster commun viennent s'ajouter à ce patrimoine qui fait l'objet d'actions de gestion en faveur de la biodiversité, menées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Celles-ci lui ont permis d'être nommée Capitale française de la biodiversité en 2014 (EPCI) et Meilleure grande ville pour la biodiversité en 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de la démarche Ceinture verte, ont été mis en place des comités d'animation de la Ceinture :

- 5 comités d'orientation,
- 4 comités d'acteurs,
- 6 comité techniques.

Enfin, la réalisation du diagnostic écologique de la Ceinture Verte a été effectuée dans le cadre du Stage de Elisa Heydon (élève à l'ENGEES).
La préparation du centenaire de la Ceinture Verte le suivi de projets opérationnels avec définition de préconisations pour les projets et recherche de mesures compensatoires adaptées sont également en cours avec par exemple le district de propreté et le magasin Botanic.

Une gestion écologique des espaces végétalisés
Entre 1960 et 2018, la surface en espaces verts gérés par le service Espaces verts et de nature est passée de 102 ha à 440 ha soit en moyenne + de 7 ha/an. Strasbourg est aujourd'hui classée 3ème ville la plus verte de France avec 117 m² d'espaces verts publics par habitant.e (classement UNEP et HORTIS 2017 (en 2017 moyenne nationale de 48 m² d'espaces verts par habitant.e pour les cinquante plus grandes villes de France[1]).
Les nombreux espaces verts de Strasbourg sont ainsi une composante urbaine omniprésente, appréciée des riverain.e.s comme des touristes. Ils assurent également la continuité d'un territoire utile à la biodiversité, une trame verte au sein du tissu urbain.

d) Le Plan Canopée pour une ville plus verte, plus fraîche, plus respirable

Strasbourg a engagé depuis des années une politique de protection de son patrimoine arboré qui compte aujourd'hui 67500 arbres « urbains », pour un total de 33 hectares de boisement.

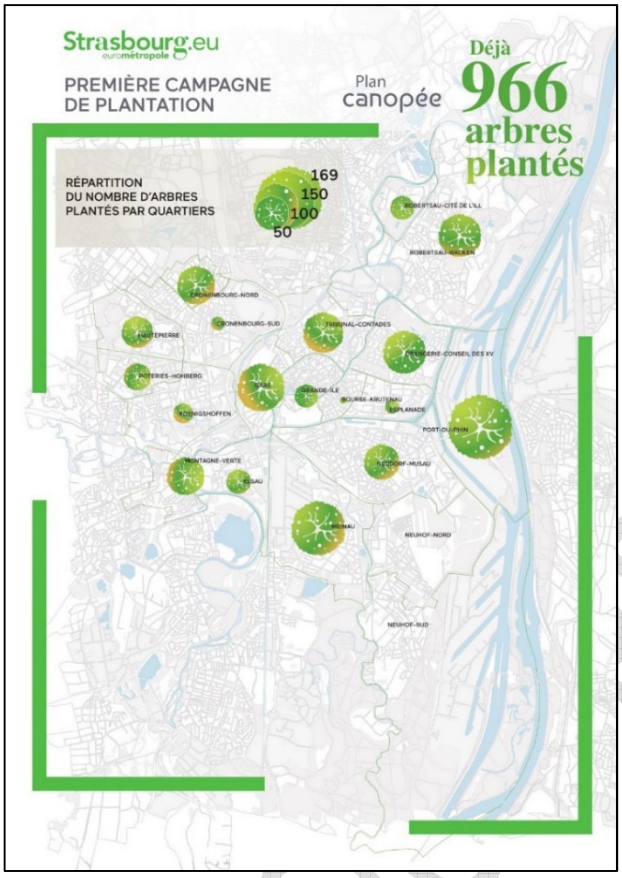
Les 3 massifs forestiers alluviaux : la forêt de la Robertsau (493 ha), la forêt du Neuhof (757 ha) et l'île du Rohrschollen (309 ha), classés en réserve naturelle, viennent compléter ce patrimoine. Ces arbres participent à la qualité du paysage urbain, offrent de nombreux services écosystémiques et concourent à améliorer la qualité de vie.

Chiffres clés :

- **67 500 arbres urbains**
- **33 ha de boisement**
- **3 massifs forestiers sur 1559 ha**

VERSION PROVISOIRE

Le 31 août 2020, le Plan canopée a été voté à l'unanimité au Conseil municipal. Il est composé de 18 actions qui s'articulent autour de 4 axes.
Ce dispositif vise à mettre en œuvre un ensemble de mesures afin de préserver le patrimoine arboré de Strasbourg, mais également de développer la strate arborée pour atteindre 30% de canopée à l'horizon 2050 sur le territoire strasbourgeois.
Afin d'étendre la surface de canopée, la collectivité s'est donné pour objectif de planter 10 000 arbres sur les domaines public et privé de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg d'ici à 2030.



Ainsi, de l'automne 2020 au printemps 2021 s'est déroulée la première campagne de mise en œuvre de ce plan, se matérialisant par la plantation de 966 arbres :

- 579 sur espaces publics de la ville de Strasbourg (espaces verts existants et équipements publics)
- 155 arbres d'alignements (de compétence EMS)
- 232 dans le cadre d'opération d'aménagement et sur les espaces privés.

Un premier refuge de biodiversité a été créé à proximité du parc du Heyritz à l'automne 2021 (pour la deuxième campagne de plantation). D'une surface totale de 650m², il compte 2 145 plants.
Fin 2021, 12 alignements ont débuté le processus de relâchement en port libre. Ces alignements, notamment composés de platanes et tilleuls, comprennent près de 750 sujets.
Une thèse à l'Université de Strasbourg accompagne le plan pour obtenir une analyse statistique détaillée de la variabilité spatio-temporelle de l'îlot de Chaleur Urbain strasbourgeois et évaluer le rôle de la végétation et de la géométrie urbaine sur le confort thermique humain.



Enfin, des expérimentations sont menées afin d'adapter la palette végétale aux changements climatiques.

VERSION PROVISOIRE

e) Des aménagements en faveur de plus de nature et de bien-être

Une déminéralisation et une végétalisation des espaces

La Ville de Strasbourg s'est engagée à limiter l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols grâce aux différents outils mobilisables que ce soit à l'échelle de l'aménagement du territoire avec le PLUi ou des différents projets (valorisation des friches, désimperméabilisation de l'espace public).

Pour assurer la résilience de Strasbourg face au changement climatique, il est aujourd'hui indispensable de poursuivre et de renforcer la dynamique engagée par un plan massif de déminéralisation et de renforcement de la place de la nature en ville, en saisissant toutes les opportunités dans l'espace public et en encourageant celles dans l'espace privé auprès de l'ensemble des propriétaires fonciers en activant les leviers et dispositifs.

Poursuite des travaux Strasbourg ça pousse :

- 72 nouvelles demandes de projets ont été enregistrées,
- 90 m2 déminéralisés dont 9 ouvertures de trottoirs, 3 espaces verts jardinés et 3 installations de bacs plantés.



Partenariat Vie fluviale



La Ville de Strasbourg et Voies Navigables de France (VNF) ont signé le 19/10/2021, un nouveau partenariat pour le développement des voies fluviales selon 5 orientations :

- L'amélioration de l'accueil et de la logistique touristique fluviale,
- Le développement de l'activité de fret fluvial de marchandises,
- La préservation du patrimoine naturel et bâti lié aux voies d'eau,
- Le développement des activités autour des voies d'eau,
- La synergie des acteurs et usagers des voies d'eau.

Une des premières actions s'appuiera sur une concertation large des parties prenantes en vue d'établir une stratégie commune d'actions visant à redonner toute sa place à l'eau comme support de développement, milieux écologique et voies de transport.

Culture du risque inondation

En 2021, 10 repères de crues historiques ou sites d'implantation stratégique (crue centennale) ont été identifiés pour le déploiement de repères de crue visant à maintenir et développer la culture du risque inondation sur le territoire de la Ville de Strasbourg. Ces repères seront installés progressivement (5 en 2022) afin de maintenir la culture du risque sur le territoire.

Réalisée tout début 2021, une mallette pédagogique "inondation : comprendre et agir" à destination du public scolaire et mise à disposition des écoles a été livrée. Accompagnée de livrets pour élèves et pour les enseignants, elle vise à mieux comprendre les phénomènes d'inondations et enseigner les bons gestes.

Chiffres clés :

Nombre d'habitant.e.s en zone inondable selon l'épisode de crue (concerné.e.s pour étude territoire à risque important d'inondation, de l'agglomération strasbourgeoise 2015)

- **3 400 habitant.e.s les crues fréquentes**
- **17 100 habitant.e.s pour les crues moyennes**
- **75 200 habitant.e.s pour les crues extrêmes.**

3. Strasbourg, ville sur la voie de l'exemplarité



La réduction et la décarbonation de la consommation d'énergie des bâtiments est un des premiers leviers de la lutte contre le réchauffement climatique.

Deux axes sont étudiés pour l'aménagement et les bâtiments neufs et existants : une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie et un développement de 40 % des énergies renouvelables et de récupération à horizon 2030. L'urbanisme contribue aussi à la décarbonation de la mobilité. La réhabilitation et la rénovation énergétique des bâtiments existants constituent un enjeu déterminant et complexe pour la transition écologique. L'essentiel du parc de bâtiments qui existera en 2030 est déjà construit.

La Ville s'engage dans une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre et de l'empreinte écologique de ses missions en favorisant une consommation, des comportements, des activités et achats responsables.

La Ville souhaite également promouvoir une restauration responsable et citoyenne avec des exigences toujours renforcées dans les marchés publics de l'alimentation scolaire et de la petite enfance.

Elle décline des actions d'écoresponsabilité, de sobriété et d'efficacité énergétique tout en développant le recours aux énergies renouvelables en premier lieu pour l'éclairage et les bâtiments et équipements publics de la Ville.

a) Strasbourg évalue ses impacts et se mobilise pour les réduire

Établissement d'un plan de sobriété et d'efficacité énergétique

Afin d'atteindre les objectifs fixés de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre du patrimoine bâti, il convient de s'appuyer sur la démarche négaWatt, et notamment le premier volet « sobriété énergétique », qui revient à identifier le gaspillage énergétique et à le résorber. Par des actions simples, des éco-gestes, principalement auprès des usager.ère.s des bâtiments publics, mais également des employé.e.s de la collectivité, le volume d'économies d'énergie au regard des investissements peut s'avérer très important. De plus, cela permet de faire entrer plus concrètement les citoyen.ne.s et les agent.e.s dans la transition énergétique, par cette éducation et sensibilisation du quotidien.

L'objectif est de l'ordre de 10 à 15 % de réduction par la sobriété énergétique d'ici 2030. Cette baisse est à prendre en compte dans l'objectif global et à ajouter à celle liée à l'efficacité et la rénovation énergétique du patrimoine bâti.

VERSION PROVISOIRE

En 2021, le Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de la Ville de Strasbourg a été réalisé pour la première fois, répondant ainsi à une exigence réglementaire. Cette démarche permet à la Ville de se doter d'ordres de grandeur concernant les émissions de GES liées à son patrimoine et à l'exercice de ses compétences.
Les postes les plus importants d'émissions sont les investissements de la Ville (principalement les travaux dans les bâtiments et espaces publics et les équipements), les consommations d'énergie dans les plus de 2 000 bâtiments municipaux ainsi que leur construction et les achats divers. La baisse des émissions entre 2019 et 2020 (-40%) est à mettre en perspective avec la crise sanitaire du Covid-19 en 2020, qui a entraîné une baisse d'activité.

L'année 2019 a été choisie comme référence, ce qui permettra de suivre les évolutions des émissions de l'administration, a minima tous les 3 ans. En effet, la **Ville de Strasbourg porte l'ambition de réduire ces émissions de moitié d'ici à 2030**.

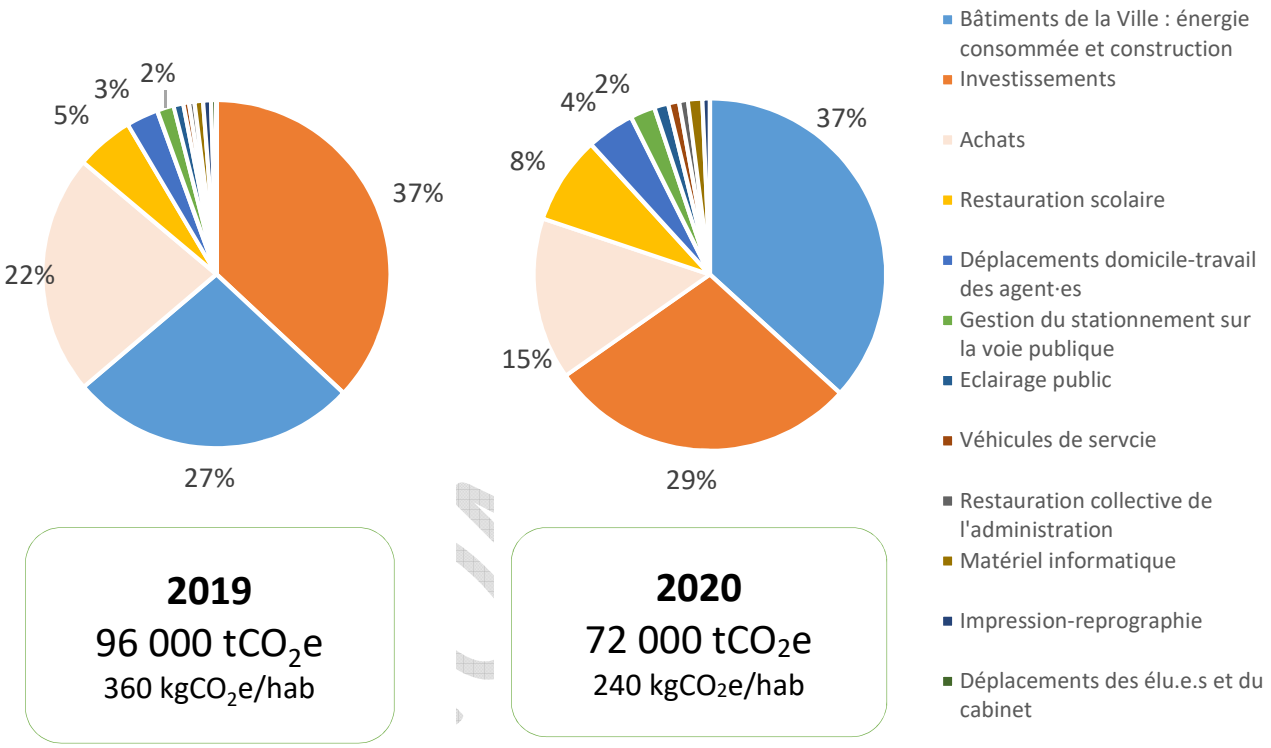


Figure 1 Évolution des émissions de gaz à effet de serre de la Ville de Strasbourg entre 2019 et 2020

b) Strasbourg engagée dans la réduction de l'impact environnemental de son parc bâti

La Ville de Strasbourg dispose d'un patrimoine bâti important : 1 199 bâtiments, qui représentent une surface de plus de 1,3 million de m² SHOB (données 2019).

Un **bilan carbone** relatif aux consommations énergétiques est également réalisé annuellement par la collectivité et permet ainsi de suivre la performance du parc. Il intègre le patrimoine dévolu aux services publics, les bâtiments mis en location par la collectivité et ceux dont la collectivité est locataire. La surface des bâtiments vacants de la Ville s'élève à 2% du parc : une attention particulière est apportée pour réduire ce taux.

À périmètre constant de compétence et avec correction climatique en 2019, la consommation d'énergie finale a baissé de 3% depuis 2012, et les émissions de GES associées ont quant à elles affiché une baisse de 35% depuis 2008.

Les consommations énergétiques du patrimoine bâti de la Ville de Strasbourg représentent un impact important : **135,9 GWh en énergie finale** (156,2 GWh à climat constant), ce qui correspond à environ 19,1 kt équivalent CO2 en 2019.



Facture énergétique de la collectivité en 2020 :

- **Patrimoine bâti : 86 576 MWh – 7 971 k€**

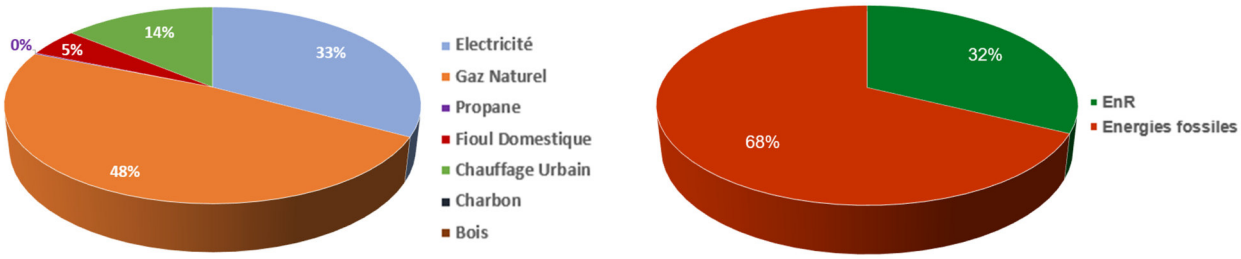
La Ville de Strasbourg se fixe comme ambition de prendre les objectifs par la loi portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) du 24 novembre 2018 (-40% d'ici 2030 par rapport à 2010 et -60% d'ici 2050) comme objectifs de base en visant à les renforcer. En parallèle, est adossée une volonté de basculement sur des énergies renouvelables afin de limiter la dépendance aux énergies fossiles.

Une stratégie transversale et concertée de gestion de patrimoine bâti est en cours d'élaboration et de budgétisation. Celle-ci vise à déployer des solutions complémentaires afin d'agir de manière cohérente sur l'ensemble des leviers d'actions : rénovation énergétique des bâtiments, optimisation de l'exploitation, développement de la maîtrise des usages en impliquant fortement les gestionnaires et occupants, et développement des énergies renouvelables.

Depuis près de dix ans, la collectivité met en place différentes mesures afin d'améliorer la connaissance de la performance énergétique du parc bâti et d'adapter sa stratégie. Avec notamment la réalisation d'audits énergétiques et le déploiement de la télégestion : 40% de la surface du parc bâti est actuellement télégérée, ce qui représente près de 60% de la consommation totale de chauffage des bâtiments.

Les bâtiments patrimoniaux doivent nécessairement s'inscrire dans la perspective 2050 de neutralité carbone et de recours aux énergies renouvelables, y compris en prenant en compte les énergies grises émises au cours du cycle de vie du bâtiment. Cette démarche préfigure la prochaine réglementation environnementale amenée à se substituer à la RT 2012 en vigueur et est intégrée dans la stratégie de construction des équipements de la Ville.
En complément de la réduction des consommations énergétiques des bâtiments, les objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre nécessitent l'abandon progressif de l'utilisation des énergies fossiles et la production d'énergie provenant de sources renouvelables.
Le parc bâti de la Ville de Strasbourg consomme 156 Giga Watt heures (en énergie finale, données corrigées du climat) et émet l'équivalent de 22 900 tonnes de CO2. Le mix énergétique de la consommation du parc est le suivant :

VERSION PROV



Répartition de la consommation par énergie 2019 (énergie finale brute)

c) Strasbourg déterminée à réduire l'impact environnemental de ses déplacements et de son éclairage public

Réduction de l'impact environnemental des déplacements au sein de la collectivité

La Ville de Strasbourg et l'Eurométropole et sont engagées dans une démarche de suivi et d'optimisation du parc de véhicules avec une triple certification Qualité, Environnement et Sécurité reconduite en 2019. Au-delà de la politique d'acquisition de véhicules plus vertueux, la formation à l'éconduite des agent.e.s est menée (8,5%), tout comme l'encouragement au report modal (avec un parc de vélos, vélos cargos, vélos à assistance électrique).

Les priorités affichées sont dans le cadre d'une démarche ambitieuse de **gestion du parc a été délibérée en décembre 2018**, avec indentification du budget dédié :

- La réduction du parc et optimisation de l'utilisation des matériels,
- L'acquisition de véhicules parmi les plus respectueux de l'environnement et de la santé pour viser un parc Crit'Air 0 ou 1 à l'horizon 2025
- La réduction de la consommation d'énergies fossiles, utilisation de carburants décarbonés et des énergies renouvelables (électrique, hydrogène ou GNV-bioGNV).
- L'amélioration du process d'entretien des véhicules

Chiffres clés :

- **Baisse de 11 % du nombre de véhicules de la collectivité en 10 ans**
- **Composition du parc de la Ville en 2018 : 310 véhicules légers dont**
  - 191 utilitaires,
  - 34 camions et poids lourds,
  - 375 vélos et deux-roues,
  - 1 200 petits matériels.

Facture énergétique de la collectivité en 2020 :

- **Éclairage : 10 252 MWh – 1 598 k€**
- **Carburants : 1 524 MWh – 252 k€**



La Ville de Strasbourg et l'ensemble des collectivités locales de l'Eurométropole, en accord avec la Région Grand Est, le Conseil Départemental du Bas-Rhin, l'État ont choisi d'engager dès mars 2018 un « Grenelle des Mobilités ».

VERSION PROVISOIRE

Cette démarche a été mise en place pour répondre aux problèmes d'encombrement des réseaux routiers et de pollutions atmosphériques au droit des axes les plus circulés.

Depuis septembre 2018, des évolutions réglementaires favorisant l'usage de véhicules propres pour les livraisons et de nouveaux services de mutualisation, sont en place dans la Grande Île de Strasbourg. La réglementation doit maintenant favoriser les pratiques vertueuses et les impacts favorables pour la qualité de l'air avec un objectif de 100% des livraisons en véhicule à faibles émissions d'ici fin 2022.

Moyenne journalière du trafic en entrée de ville :

	2019	**2020**	**2021**	**Évolution 2019-2021**
Place Blanche	14 900	7 380	8 690	-42%
Sotie A35 / Woldi	13 780	10 960	12 060	-12%
Rue de Sébastopol	7 280	5 110	4 980	-32%
Place d'Haguenau	21 030	16 390	17 530	-17%
Rue de l'Eglise-Rouge	11 910	10 180	11 550	-3%
Place de Bordeaux	6 090	3 940	4 360	-28%
Allée de la Robserstau	8 780	7 000	7 570	-14%
Boulevard Leblois	4 930	4 490	4 900	-1%
Pont d'Anvers	9 280	6 760	7 700	-17%
Pont du Danube	8 290	6 480	6 940	-16%
Rue Edmond Michelet	4 250	3 690	4 040	-5%
Pont d'Austerlitz	12 860	8 910	8 000	-38%
Pont du Heyritz	6 890	5 180	5 950	-14%
Rue de Saales	9 940	7 520	8 300	-16%
Ensemble	140 210	103 990	112 570	-20%

La crise du Covid-19 a indubitablement marqué la fréquentation routière en 2020 (-26% sur l'ensemble des points d'entrée de ville entre 2019 et 2020), néanmoins cette diminution s'inscrit dans une démarche d'apaisement des axes et de report modal engagée sur plus long terme. Ainsi le trafic a diminué de 20% en deux ans passant de 140 210 véhicules par jour aux entrées du centre urbain à 112 570 en 2020.

Taux d'équipement motorisé par ménage :

	2009	**2019**
Strasbourg Centre	0,6	0,6
Strasbourg Quartiers Est	1	0,9
Strasbourg Quartiers Ouest	1	1
Strasbourg Quartiers Sud	0,8	0,8

Taux d'équipement vélo par ménage :

	2009	**2019**
Strasbourg Centre	1,2	1,2
Strasbourg Quartiers Est	1,5	1,5
Strasbourg Quartiers Ouest	1,2	1,5
Strasbourg Quartiers Sud	1,2	1,4

VERSION PROVISOIRE

Plan de mobilité interne de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg
Depuis le lancement de la démarche de plan de déplacement en interne en 1998, la collectivité accompagne ses agent.e.s (données disponibles au niveau global Ville et Eurométropole) dans l'évolution de leurs pratiques de mobilité via différentes actions :



- La participation de l'employeur à l'abonnement de transport collectif (trains, bus, tram, vélo, abonnement multimodal Pass Mobilités)

- La facilitation du covoiturage dans le cadre de la plate-forme OPTIMIX et avec un accès privilégié au parking du centre administratif et réduction des places « agent.e.s » auto-solistes.

- Le développement du télétravail jusqu'à 2 jours par semaine (en 2019 : 580 employé.e.s le pratiquent +100/ an depuis la mise en place) avec la mise en place d'un observatoire du télétravail. La crise sanitaire de la COVID-19 ayant profondément modifié la relation au télétravail, une réflexion post-crise sera menée pour envisager les nouvelles modalités au sein de la collectivité.

Pour les déplacements professionnels, la collectivité met à disposition un pool de véhicules, vélos et vélos cargos avec assistance électrique et les déplacements longue distance s'effectuent prioritairement en train.

Réduction de l'impact environnemental de l'éclairage public
La Ville de Strasbourg est gestionnaire de tout l'éclairage public de son territoire, y compris les zones et axes métropolitains.

La Ville est engagée dans une démarche d'économie d'énergie suivie depuis 2010 et est certifiée ISO 50001 depuis juin 2018 pour l'éclairage public (91,7% des dépenses liées à l'activité éclairage public), les illuminations permanentes et de Noël. Le mobilier urbain (3,8%), le transport (0,6%) et l'éclairage gaz sont inclus dans l'activité mais hors champ de la certification.

Le Plan Lumière élaboré dès 2010 visait une baisse de 20 à 25 % des consommations énergétiques d'ici 2020 à périmètre constant. **Une baisse de 18% des consommations entre 2010 et 2018 est observée**. L'objectif d'économie d'énergie est décliné à travers un programme d'actions avec un financement et un suivi annuels dédiés.

Chiffres clés :

- **L'éclairage public représente 30,4% de la consommation totale électrique de la Ville en 2017.**

La Ville a également défini une politique de maintenance préventive qui privilégie l'usage de sources d'éclairage à haute efficacité énergétique (supérieure à 100 lumens par Watt et de longue durée de vie) permettant un renouvellement des sources au maximum tous les 6 ans (hors cas particulier). Le taux de LED est de 12% au 1er janvier 2018.
La déclinaison de la stratégie sera poursuivie d'ici 2030 afin de réduire d'a minima 20 à 25% les consommations par rapport à 2020 et de tendre vers 40 à 50%, avec notamment une massification du parc en LED avec un objectif de 50% de luminaires LED en 2030.

En lien avec les acteurs du territoire, l'application de la limitation de l'éclairage nocturne des publicités, pré-enseignes et enseignes lumineuses et des bâtiments non résidentiels sera recherchée (en lien avec la Police du bâtiment dans le cadre de la réglementation).

VERSION PROVISOIRE

La politique énergétique repose sur :

- L'amélioration de la performance énergétique (renouvellement du parc d'éclairage par du matériel performant)
- L'adaptation de l'éclairage au plus juste en fonction des besoins, la maîtrise de la dépense énergétique
- La veille technologique et la limitation de l'impact de l'éclairage sur l'environnement.


Elyxandro Cegarra / Strasbourg Eurometropole

Les économies ont été réalisées tant en termes **d'efficacité** des luminaires (remplacement des luminaires de forte puissance) **qu'en sobriété** : coupure des illuminations en heures creuses, suppression des sources énergivores et modulation des niveaux d'éclairement.

d) Strasbourg encourage une consommation responsable à travers ses achats et activités

L'exemplarité de la Commande Publique

Les contrats de la commande publique (article L.2 du code de la commande publique) se divisent en deux catégories : les contrats de concessions et les marchés publics. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg passent des marchés publics pour acheter des fournitures, des services et des travaux répondant à leurs besoins. Actes économiques, ces contrats peuvent également être utilisés pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées et intégrer des clauses

Deux axes de travail ont été déployés :

- Intégrer dans le **cahier des charges des clauses environnementales** (sobriété énergétique, mix et taux ENR minima, gestes écoresponsables), sociales (objectifs d'insertion sociale, partenariat avec des entreprises locales, circuits courts) ou de démocratie (comités de suivi du service par les usager.ère.s).
- **Prioriser ces objectifs dans les matrices de critères de choix** des futurs concessionnaires.

Chiffres clés :

- **Les marchés de la Ville ont permis la réalisation en 2018 de près de 183 000 heures par du personnel en insertion professionnelle.**

L'ensemble des marchés de la Ville et de l'Eurométropole porteurs d'une dimension sociale ont été rendu lisibles par un label "emploi +"





VERSION PROVISOIRE

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER), issu de la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et élargi par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte est obligatoire pour les collectivités territoriales et leurs groupements dont le montant total annuel des achats est supérieur à 100 M€ HT (ce qui est le cas de la Ville de Strasbourg). Il s'agit d'un document retraçant les grandes orientations de politique d'achat à caractère social et écologique, leurs modalités de mise en œuvre et de suivi de ces objectifs.

Ce schéma s'inscrit autour de 4 axes :

- **Gouvernance et communication**, pour faire connaître le SPASER au sein et à l'extérieur de la collectivité et partager largement ses orientations et les bonnes pratiques qu'il définit,
- **Achat public social et solidaire**, pour soutenir l'économie sociale et solidaire et poursuivre l'intégration de considérations éthiques et sociales dans les marchés,
- **Achat public écoresponsable et protecteur de la santé**, pour réduire les déchets liés aux achats publics, optimiser leur valorisation, limiter les pollutions, préserver les ressources naturelles et maîtriser la consommation énergétique,
- **Achat public** tourné vers le monde économique pour faciliter davantage l'accès des Petites et moyennes entreprises (PME) aux marchés publics, promouvoir le commerce équitable, les circuits courts…



La ville de Strasbourg a amorcé une transformation ambitieuse de son service de restauration collective de la petite enfance et de l'enfance, qui a pour objectif de combiner haut niveau de qualité nutritionnelle et sanitaire, moindre empreinte environnementale et meilleure soutenabilité économique et sociale.
Elle repose sur trois enjeux fondamentaux : la transition écologique, l'équité sociale et la démocratie participative.

Cette transformation se décline en deux étapes :

- Un nouveau marché de restauration scolaire et la petite enfance effectif depuis septembre 2021 dans le but d'initier un projet de transition alimentaire avec l'ensemble des parties prenantes du territoire. La finalité consiste à promouvoir collectivement une alimentation plus qualitative, attentive à la santé des enfants, respectueuse de l'environnement, adaptée à un modèle d'agriculture plus soutenable et dont l'accès reste équitable pour l'ensemble des enfants.

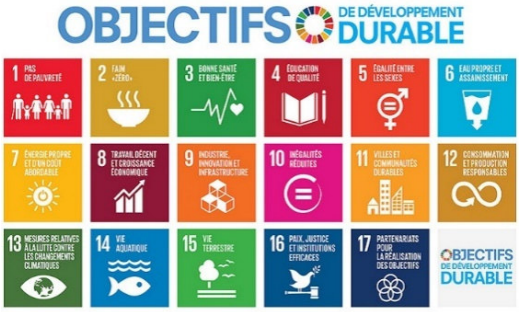
- La conception d'une nouvelle organisation de la restauration (étude débutée en avril 2022) dont la finalité est de pouvoir ancrer durablement les objectifs sus-mentionnés. Un des axes de réflexion concerne la diversification des modes de confection des repas afin de favoriser à terme et tant que possible la cuisine sur place et la liaison chaude.



Chiffres clés :

- **En 2019-2020, 18,6% de produits bio en valeur achat dont 13,6% de produits bio locaux**
- **Pour le marché en cours :**
  - **20% des produits labellisés en valeur achat**
  - **30% de produits bio dont les 2/3 locaux**
  - **30% de produits conventionnels issus de filière de proximité**

VERSION PROVISOIRE



Ville et Eurométropole de Strasbourg

1 parc de l'Etoile – 67076 strasbourg Cedex

Téléphone : +33 (0)3 68 98 51 32

Strasbourg.eu

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Budget primitif 2023 de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2023-74

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
et après avoir reçu communication du rapport sur la situation de la collectivité en matière de développement durable,

1) approuve le budget primitif pour l'exercice 2023 de la ville de Strasbourg tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe, et arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres,

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	116 117 409,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	219 046 478,00 €
014	Atténuation de produits	428 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	4 600 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 400 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	79 990 083,00 €
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	343 000,00 €
66	Charges financières	7 460 500,00 €
67	Charges spécifiques	104 200,00 €
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	610 330,00 €

		449 100 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
013	Atténuations de charges	722 455,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	30 152 998,25 €
73	Impôts et taxes	68 886 527,00 €
731	Fiscalité locale	224 813 000,00 €
74	Dotations et participations	96 778 571,48 €
75	Autres produits de gestion courante	13 892 629,00 €
76	Produits financiers	2 239 200,00 €
77	Produits spécifiques	2 281 819,27 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	9 322 800,00 €
		449 100 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	10 000 000,00 €
13	Subventions d'investissement	235 649,61 €
16	Emprunts et dettes assimilées	44 075 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	1 423 012,99 €
204	Subventions d'équipement versées	17 906 269,12 €
21	Immobilisations corporelles	36 900 383,89 €
23	Immobilisations en cours	81 536 684,39 €
27	Autres immobilisations financières	610 000,00 €
4541101	Travaux sur immeubles menaçant ruine	50 000,00 €
4541104	Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre	3 000,00 €
4541105	Travaux pour tiers – éclairage public	50 000,00 €
		192 800 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
021	Virement de la section de fonctionnement	4 600 000,00 €
024	Produit des cessions d'immobilisations	16 399 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 400 000,00 €

041	Opérations patrimoniales	10 000 000,00 €
10	Dotation fonds divers et réserves	10 500 000,00 €
13	Subventions d'investissement	11 047 665,70 €
16	Emprunts et dettes assimilées	119 110 885,30 €
21	Immobilisations corporelles	15 000,00 €
27	Autres immobilisations financières	627 449,00 €
4541201	Travaux sur immeubles menaçant ruine	50 000,00 €
4541205	Travaux pour tiers - Eclairage public	50 000,00 €
		192 800 000,00 €

2) approuve le budget primitif pour l'exercice 2023 du budget annexe de l'école européenne -tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe- et arrête aux sommes suivantes, pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres.

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	1 165 500,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	25 000,00 €
		1 220 500,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	406 000,00 €
74	Dotations et participations	800 700,00 €
75	Autres produits de gestion courante	13 800,00 €
		1 220 500,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
21	Immobilisations corporelles	25 000,00 €
		25 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	25 000,00 €
		25 000,00 €

3) *prend acte, dans l'**annexe 1**, de la présentation de la liste des organismes pour lesquels la Ville détient une part du capital, a garanti un emprunt, a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

4) *arrête pour le budget de 2023, le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 41,12%, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines,*

5) *approuve les versements suivants en faveur du Crédit municipal :*

Bénéficiaire	***Type de dépense***	***Nature comptable***	***Montant***
Crédit Municipal	*Subvention de fonctionnement (subvention d'équilibre)*	*657381*	*85 000 €*
Crédit Municipal	*Subvention d'équipement*	*2041582*	*17 000 €*
Crédit Municipal	*Prêt*	*2745*	*300 000 €*

6) *approuve le cadre suivant de gestion de la dette municipale pour l'année 2023 :*

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération n° 6 en date du 4 juillet 2020 ayant confié à la Maire la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération n° 11, en date du 24 juin 2019 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la ville de Strasbourg,

Vu les statuts des deux sociétés du groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de la ville de Strasbourg, afin que la ville de Strasbourg puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale,

Vu le document décrivant le mécanisme de la garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes,

I – Considérant qu'au 01/01/2023, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

L'encours de la dette s'élève à 303 976 456 €.
La dette est ventilée en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure et en précisant pour chaque élément sa part respective dans le total de l'encours, sa valorisation et le nombre de contrats concernés soit 39 contrats de 303 976 456 € représentant 100% de l'encours de dette classée 1-A.

Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la ville de Strasbourg souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

a) approuve la détermination du profil de la dette comme suit :

L'encours de la dette peut être augmenté au maximum de la somme inscrite au budget. Les emprunts ainsi que les instruments financiers retenus respecteront une ventilation conforme aux critères suivants :

- *100% maximum de l'encours de la dette classée 1-A ou 2-A,*
- *50% maximum de l'encours de la dette classée 1-B,*
- *0% pour les autres classifications.*

b) approuve le recours, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, à des produits de financement qui pourront être :

- *et/ou des emprunts de type « schuldschein »,*
- *et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou variable sans structuration,*
- *et/ou des emprunts bancaires à barrières sur EURIBOR,*
- *des emprunts obligataires (stand alone, EMTN ou groupés).*

La durée des produits de financement ne pourra excéder 40 années.
Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- *le T4M,*
- *le TAM,*
- *l'€STER,*
- *l'EURIBOR,*
- *le livret A,*
- *l'inflation,*
- *l'OAT.*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- *0,20 % de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,30 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*

- *un forfait de 80 000 €.*

c) autorise la Maire, respectivement l'adjoint chargé du ressort, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions et limites ci-dessus,

d) autorise à ces fins, la Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort :
- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à lancer des émissions obligataires ou à participer à des emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et signer les actes y relatifs,*
- *à lancer des émissions de type « schuldschein » et signer les actes y relatifs,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats répondant aux conditions posées aux alinéas précédents,*
- *à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement,*
- *à procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soulte,*
- *et notamment pour les réaménagements de dette, la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,*
- *et enfin à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus,*

II – Considérant, que compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la ville de Strasbourg souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses,

Considérant que ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR),

a) approuve le recours, dans le dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être:
- *des contrats d'échange de taux d'intérêts (SWAP),*
- *et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),*
- *et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR),*

- *et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).*

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 20 années.
En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être :
- *le T4M,*
- *le TAM,*
- *l'€STER,*
- *l'EURIBOR,*
- *l'OAT.*

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.
Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :
- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,15% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *un forfait de 10 000 euros,*

b) autorise la Maire, respectivement l'adjoint chargé du ressort, à recourir à des opérations de couverture sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui seront inscrits en section d'investissement du budget primitif.

c) autorise la Maire, respectivement l'adjoint chargé du ressort, à ces fins :
- *à lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,*
- *à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,*
- *à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue,*
- *à résilier l'opération retenue,*
- *à signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédent,*

III - la ville de Strasbourg ayant adhéré à l'Agence France Locale le 24 juin 2019:

a) décide que la garantie de la ville de Strasbourg est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les bénéficiaires) :

- *le montant maximal de la garantie pouvant être consenti pour l'année 2023 est égal au montant maximal des emprunts que la ville de Strasbourg est autorisée à souscrire pendant l'année 2023,*
- *la durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la ville de Strasbourg pendant l'année 2023 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,*
- *la garantie peut être appelée par chaque bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale, et*
- *si la garantie est appelée, la ville de Strasbourg s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés,*
- *le nombre de garanties octroyées par la Maire ou son-sa représentant-e au titre de l'année 2023 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque garantie sera égal au nombre tel qu'il figure dans l'acte d'engagement,*

b) *autorise la Maire ou son-sa représentant-e pendant l'année 2023, à signer le ou les engagements de garantie pris par la ville de Strasbourg, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la garantie, figurant en* ***annexe 2****,*

c) *autorise la Maire ou son-sa représentant-e à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,*

d) *en tant qu'actionnaire de l'Agence France Locale - Société Territoriale, informe que le compte rendu d'activité est consultable en* ***annexe 3,***

7) *approuve le dispositif de neutralisation des amortissements suivant :*
   - *débit 198 neutralisation des amortissements,*
   - *crédit 7768 neutralisations des amortissements, dépréciations et provisions,*

8) *informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant :*

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/uqbAz4sT.XllllL0a

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156712A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Strasbourg.eu

ANNEXE ATR – EDITION 2022 – EXERCICE 2021

annexe aux documents budgétaires

En application de l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de la liste des **organismes** pour lesquels la commune :
  - détient une part de capital,
  - ou a garanti un emprunt,
  - ou a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

  La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune.

- de la liste des **délégataires de service public.**

  Les dispositions de cet article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

- Ces informations sont disponibles :

  - concernant les subventions : dans une annexe au compte administratif approuvé par le conseil municipal le 24 juin 2022 intitulée « Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions » : produite en application de l'article L2313-1 alinéa 3 du CGCT, cette annexe répertorie toutes les aides (subventions ou avantages en nature) consenties aux organismes extérieurs, quelle que soit leur nature juridique, dès le premier euro ;

  - concernant les garanties d'emprunt accordées par la Ville : dans l'état de la dette propre et garantie annexée au même compte administratif ;

  - concernant la liste des délégataires de service public dans le rapport soumis au conseil municipal du 12 décembre 2022 (voir en particulier la rubrique « panorama » faisant suite à l'Avant-propos) ;

  - concernant la liste des organismes pour lesquels la Ville détient une part de capital :

    - la liste des sociétés à capitaux mixtes est produite dans la synthèse des rapports d'activité 2021 de ces sociétés présentée au conseil municipal le 12 décembre 2022 en application de l'article L1524-5 alinéa 14 du CGCT (cf. rubrique « Panorama » et tableau récapitulatif) ;

    - en complément figure ci-dessous l'état de participation de la collectivité dans les organismes pour lesquels un tel rapport n'est pas établi.

AUTRES ORGANISMES	***subvention versée en 2021 (en €)***	***emprunt garanti : capital restant dû au 31/12/2021 (en €)***	***capital détenu par la Ville au 31/12/2021***
PROCIVIS ALSACE / SACICAP			11,08 %
SOFIDAL			1,67 %
SEDES / SOCOLOPO			0,0007 %
Etablissements publics			***Collectivité de rattachement***
CREDIT MUNICIPAL	102 000,00 €		Ville
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	10 000,00 €		Ville et Etat

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE
MEMBRES

Version 2016.1

TABLE DES MATIERES

TITRE I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION 2
1. Définitions 2
2. Règles d'interprétation 3
TITRE II MODALITÉS DE LA GARANTIE 5
3. Objet de la Garantie 5
4. Bénéficiaires de la Garantie 5
5. Plafond de la Garantie 5
6. Nature juridique de l'obligation du Garant 6
TITRE III APPEL DE LA GARANTIE 7
7. Personnes habilitées à appeler la Garantie 7
8. Conditions de l'appel en Garantie 7
9. Modalités d'appel 7
TITRE IV PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE 11
10. Date de paiement 11
11. Modalités de paiements 11
TITRE V DURÉE DE LA GARANTIE 12
12. Date d'effet 12
13. Terme 12
14. Résiliation anticipée 12
TITRE VI RECOURS 13
15. Subrogation 13
16. Recours entre les Membres 13
TITRE VII COMMUNICATION 14
17. Information des Bénéficiaires 14
18. Publicité 14
19. Notifications 14
TITRE VIII STIPULATIONS FINALES 15
20. Impôts et taxes 15
21. Droit applicable et tribunaux compétents 15
LISTE DES ANNEXES 16

GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE

ENTRE

(1) La Collectivité ayant signé un Engagement de Garantie (le ***Garant***);

ET

(2) **AGENCE FRANCE LOCALE**, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé au 112 Rue Garibaldi, 69455 Lyon cedex 06, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (l'***Agence France Locale***) ;

EN PRÉSENCE DE :

(3) **AGENCE FRANCE LOCALE – SOCIÉTÉ TERRITORIALE**, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41, quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la ***Société Territoriale***) ;

EN FAVEUR DE :

(4) de tout titulaire de tout Titre Garanti décrit à l'Article 4.1 (le ***Bénéficiaire***) à titre de stipulation pour autrui, conformément aux dispositions de l'article 1121 du Code civil.

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT

(A) La Société Territoriale et l'Agence France Locale ont été constituées respectivement les 3 et 17 décembre 2013 dans le but de contribuer au financement des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 *de séparation et de régulation des activités bancaires*, codifié à l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales.

(B) Le Garant est Membre du Groupe Agence France Locale et a vocation à bénéficier de financements consentis par l'Agence France Locale.

(C) Conformément aux dispositions légales, aux statuts de la Société Territoriale et au pacte d'actionnaires conclu entre les Membres du Groupe Agence France Locale, la Société Territoriale et l'Agence France Locale (le ***Pacte***), la qualité de Membre de plein d'exercice du Groupe Agence France Locale et le bénéfice de financements consentis par l'Agence France Locale sont conditionnés à l'octroi par chacun des Membres d'une garantie conforme au modèle arrêté par le Conseil d'administration de la Société Territoriale.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

TITRE I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. DÉFINITIONS

Les termes utilisés avec une majuscule dans la présente Garantie auront la signification qui leur est donnée ci-dessous :

Agence France Locale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Annexe signifie une annexe à la présente Garantie ;

Appel en Garantie signifie tout appel au titre de la présente Garantie réalisé conformément aux stipulations de la présente Garantie ;

Article signifie un article du présent Modèle de Garantie ;

Bénéficiaire a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Collectivité signifie les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français ainsi que toute entité qui serait légalement autoriséeà participer au mécanisme mis en œuvre par le Groupe Agence France Locale;

Date d'Expiration a le sens qui lui est donné à l'Article 13.1 ;

Demande d'Appel a le sens qui lui est donné à l'Article 8.3 ;

Demande de Remboursement signifie la somme de toute demande de remboursement effectuée auprès du Garant par ou au nom d'un ou plusieurs autres Membres dans le cadre du mécanisme décrit à l'Article 16 ;

Encours de Crédit signifie la somme de tout montant dû, à tout instant, par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale, à l'exclusion des montants dus par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale au titre des encours de crédits initialement consentis pour une période maximale de 364 jours ;

Engagement de Garantie signifie l'engagement de garantie conforme au modèle figurant en Annexe A au présent Modèle de Garantie qui a été signé par le Garant ;

Garant a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Garantie signifie la garantie autonome à première demande consentie par le Garant en application des termes de sa ou de ses Engagement(s) de Garanties et du présent Modèle de Garantie ;

Garantie Société Territoriale signifie toute garantie consentie par la Société Territoriale en considération des obligations financières de l'Agence France Locale ;

Groupe Agence France Locale désigne collectivement la Société Territoriale et l'Agence France Locale ;

Jour Ouvré signifie tout jour autre que le samedi, le dimanche, un jour férié ou un jour durant lequel les banques sont tenues par la loi d'être fermées en France ou autorisées par la loi à être fermées en France ;

Membre signifie le Garant ainsi que toute Collectivité ayant adhéré au Groupe Agence France Locale conformément aux statuts de la Société Territoriale ainsi qu'au Pacte ;

Modèle de Garantie signifie le présent document régissant les modalités de la Garantie donnée par le Garant au titre d'un ou plusieurs Engagements de Garantie;

Pacte a le sens qui lui est donné au paragraphe (C) du préambule du présent Modèle de Garantie ;

Partie signifie le Garant, l'Agence France Locale ainsi que tout Bénéficiaire ayant accepté de devenir une partie à la présente Garantie ;

Plafond de la Garantie a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Plafond Initial a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Remboursement Effectif signifie la somme de tout montant effectivement payé au Garant en lien avec la présente Garantie par d'autres Membres, l'Agence France Locale, la Société Territoriale ou une personne ayant bénéficié d'un paiement indu au titre de la présente Garantie ;

Représentant a le sens qui lui est donné à l'Article 7 ;

Site a le sens qui lui est donné à l'Article 5.2(c) ;

Société Opérationnelle a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Société Territoriale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Titres Garantis a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.

2. RÈGLES D'INTERPRÉTATION

2.1. Principes Généraux

2.1.1 La signification des termes définis s'applique indifféremment au singulier et au pluriel de ces termes et, le cas échéant, au masculin ou au féminin.

2.1.2 Les titres utilisés dans le présent Modèle de Garantie ont été insérés uniquement pour la commodité de lecture et n'affectent ni le sens ni l'interprétation du présent Modèle de Garantie.

2.1.3 A moins que le contexte nécessite qu'il en soit autrement, toute référence à une disposition légale s'entend de la disposition telle qu'elle aura été modifiée, remplacée ou codifiée dans la mesure où cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou est susceptible de s'appliquer aux opérations stipulées par le présent Modèle de Garantie.

2.1.4 Toute référence à un autre document s'entend de ce document tel qu'il pourra être modifié ou remplacé.

2.1.5 Les exemples suivant les termes « inclure », « incluant », « notamment », « en particulier » et autres termes ayant le même sens ne sont pas limitatifs.

2.2. Modèle de Garantie et Engagements de Garantie

2.2.1 La présente Garantie est basée sur le Modèle de Garantie dans sa version 2016.1 qui a été arrêté par le Conseil d'Administration de la Société Territoriale le 26 novembre 2015.

2.2.2 Lors de la conclusion de tout contrat ou acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit d'un Membre, ce dernier est invité à signer un Engagement de Garantie au titre duquel il s'engage à consentir une garantie, en application et conformément aux stipulations du présent Modèle de Garantie, dans la limite de la somme des Plafonds Initiaux stipulés dans ledit Engagement de Garantie et les Engagements de Garanties préalables et non expirés.

2.2.3 Bien que chaque Engagement de Garantie soit signé à l'occasion de la conclusion d'un contrat ou d'un acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit du Garant, l'engagement dudit Garant n'est conditionné qu'à la réalité de l'Encours de Crédit et non à la validité des contrats ou actes ayant conduit à saconclusion.

2.2.4 Chaque Engagement de Garantie fait l'objet d'une approbation par l'organe compétent du Garant, le cas échéant de façon groupée, de façon à garantir la validité de l'engagement dudit Garant.

2.3. Pluralité de Modèles de Garantie

2.3.1 Chaque Engagement de Garantie et le Modèle de Garantie constituent ensemble un tout indivisible et le Garant ne peut pas se voir opposer un Modèle de Garantie qu'il n'aurait pas expressément accepté dans un Engagement de Garantie.

2.3.2 En cas de conclusion d'un Engagement de Garantie par le Garant faisant référence à un Modèle de Garantie différent de la version 2016.1, les Encours de Crédit dudit Garant feront l'objet d'une individualisation.

2.3.3 Les titulaires de Titres Garantis émis jusqu'à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie donné, pourront se prévaloir, pour la totalité de l'Encours de Garantie dudit Garant au choix, soit du dernier Modèle de Garantie accepté par le Garant dans un Engagement de Garantie à la date d'émission desdits Titres Garantis, soit des Modèles de Garantie postérieurs également acceptés par le Garant dans un Engagement de Garantie subséquent, étant néanmoins précisé que tout Appel en Garantie devra faire référence à un seul Modèle de Garantie.

2.3.4 Les titulaires de Titres Garantis émis postérieurement à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie postérieur à la version 2016.1 ne pourront se prévaloir que des Modèles de Garantie postérieurs acceptés par le Garant.

TITRE II
MODALITÉS DE LA GARANTIE

3. OBJET DE LA GARANTIE

Le Garant s'engage inconditionnellement et irrévocablement à payer à tout Bénéficiaire, à première demande, toute somme indiquée dans l'Appel en Garantie dans la limite du Plafond de Garantie visé à l'Article 5. L'Appel en Garantie devra être strictement conforme aux exigences du TITRE III de la présente Garantie.

4. BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

4.1. La Garantie est conférée au bénéfice de toute personne titulaire d'un titre éligible, la détention d'un titre éligible résultant de:

(a) l'inscription en compte, dans les registres de l'Agence France Locale ou d'un intermédiaire financier, comme titulaire d'un titre financier dont les modalités indiquent qu'il est éligible au bénéfice de la Garantie;

(b) la détention d'un document signé par l'Agence France Locale indiquant que ce document est éligible au bénéfice de la Garantie ;

(ci-après un ***Titre Garanti***).

4.2. La Garantie concerne les Titres Garantis existants ainsi que les Titres Garantis futurs ou à émettre.

5. PLAFOND DE LA GARANTIE

5.1. Le plafond de la Garantie (le ***Plafond de la Garantie*)** consentie par le Garant est égal à tout instant au montant total de son Encours de Crédit auprès de l'Agence France Locale :

(a) diminué de tout Appel en Garantie, à l'exception de l'Appel en Garantie pour les besoins duquel doit être calculé le Plafond de la Garantie;

(b) augmenté de tout paiement reçu par ce Membre en application d'un Remboursement Effectif ;

(c) diminué de toute Demande de Remboursement.

5.2. Il est par ailleurs précisé que :

(a) les éléments conduisant à une réduction du Plafond de la Garantie ne sont plus opposables aux Bénéficiaires à compter de la date à laquelle ils ont appelé la Garantie ;

(b) en cas d'Appel en Garantie et/ou de Demandes de Remboursement multiples,

(i) il sera tenu compte, pour la détermination du Plafond de la Garantie, des demandes reçues le Jour Ouvré précédant la date de calcul ;

(ii) il ne sera pas tenu compte des demandes reçues postérieurement au Jour Ouvré précédant la date de calcul et, dans l'hypothèse où le Plafond de la Garantie serait inférieur au total desdites demandes, l'obligation de paiement du Garant bénéficiera aux Bénéficiaires au prorata de leur demandes ;

(c) tout Bénéficiaire peut à tout moment se prévaloir dans un Appel en Garantie du montant de l'Encours de Crédit estimé au dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date d'Appel en Garantie, tel que publié par l'Agence France

Locale sur son site internet (le ***Site***) pour chaque Membre conformément à l'Article 17.1, ce montant étant réputé faire foi jusqu'à ce qu'une Partie apporte la preuve contraire.

5.3. Afin d'éviter toute ambigüité, le Plafond de la Garantie ne peut en aucun cas excéder la somme de chaque Plafond Initial stipulé dans chaque Engagement de Garanties dont la Date d'Expiration n'est pas intervenue.

6. NATURE JURIDIQUE DE L'OBLIGATION DU GARANT

6.1. La présente Garantie constitue une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil.

6.2. En conséquence, le Garant ne peut opposer ou faire valoir aucune exception ou objection de quelque nature que ce soit (à l'exception de celles figurant à l'article 2321 du Code civil), et notamment toute exception ou objection que l'Agence France Locale pourrait avoir à l'encontre du Bénéficiaire, sous réserve néanmoins du respect des stipulations de la présente Garantie.

6.3. Sous réserve des stipulations de l'Article 14, toutes les stipulations de la présente Garantie conserveront leur plein effet quelle que soit l'évolution de la situation financière, juridique ou autre de l'Agence France Locale ou du Garant. En particulier, la Garantie conservera son plein effet vis-à-vis des Bénéficiaires au cas où l'Agence France Locale demanderait la nomination d'un mandataire *ad hoc* ou d'un conciliateur (ou ferait l'objet d'une telle demande), conclurait un accord amiable avec ses créanciers ou ferait l'objet de l'une des procédures du Livre VI du Code de commerce.

TITRE III
APPEL DE LA GARANTIE

7. PERSONNES HABILITÉES À APPELER LA GARANTIE

La présente Garantie pourra être appelée par les personnes suivantes :

(a) chaque Bénéficiaire, pour ce qui le concerne ;

(b) le représentant de la masse ou toute personne habilitée à exercer des sûretés ou garanties pour le compte des Bénéficiaires conformément au droit applicable ou aux stipulations des Titres Garantis (le ***Représentant***), pour le compte des personnes qu'il est habilité à représenter ; ou

(c) la Société Territoriale, pour le compte de tout Bénéficiaire.

8. CONDITIONS DE L'APPEL EN GARANTIE

8.1. Appel par les Bénéficiaires

L'Appel en Garantie par les Bénéficiaires n'est soumis à aucune condition.

8.2. Appel par les Représentants

L'Appel en Garantie par les Représentants n'est soumis à aucune condition.

8.3. Appel par la Société Territoriale

La Société Territoriale peut décider d'appeler la Garantie dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

(a) en cas d'appel de la Garantie Société Territoriale ;

(b) en cas de demande de l'Agence France Locale de procéder à un Appel en Garantie (une ***Demande d'Appel***).

9. MODALITÉS D'APPEL

9.1. Principe

9.1.1 Une demande de paiement qui remplit, en substance et formellement, les exigences stipulées par le présent acte (en ce compris les modèles d'Appels en Garantie figurant en Annexe) constitue un appel en garantie pour les besoins de la présente Garantie (un ***Appel en Garantie***). La Garantie peut-être appelée en une ou plusieurs fois.

9.1.2 Un Appel en Garantie effectué pour un montant supérieur au Plafond de la Garantie sera réputé avoir été fait pour un montant égal au Plafond de la Garantie sans que cela remette en cause sa validité.

9.1.3 Un Appel en Garantie doit nécessairement être libellé en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

9.1.4 Un Appel en Garantie doit nécessairement indiquer sur quel Modèle de Garantie il est basé. Néanmoins, et conformément aux stipulations de l'Article 2.2, un Appel en Garantie peut bénéficier de la totalité du Plafond de la Garantie, y compris lorsque le Plafond de la Garantie résulte de la conclusion de plusieurs Engagements de Garantie par le Garant.

9.1.5 Un Appel en Garantie doit nécessairement être rédigé en français.

9.1.6 Une demande de paiement non conforme à ces exigences ne sera pas considérée comme valable et sera réputée ne jamais avoir été émise.

9.2. Appel par les Bénéficiaires

9.2.1 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe B, laquelle devra être signée par une personne dûment autorisée par le Bénéficiaire concerné et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.2.2 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du recouvrement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du recouvrement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres.

9.3. Appel par un Représentant

9.3.1 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe C, laquelle devra être signée par le Représentant ou une personne dûment habilitée par ce dernier conformément aux dispositions légales applicables et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.3.2 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du paiement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du demandeur de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du paiement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

9.4. Appel par la Société Territoriale

9.4.1 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe D, laquelle devra être signée par le Directeur Général de la Société Territoriale ou par toute personne dûment habilitée à cet effet conformément aux dispositions légales applicables.

9.4.2 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale résultant d'un appel de la GarantieSociété Territoriale devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants
:

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur du demandeur confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande d'Appel;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe (c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

9.4.3 En cas d'Appel en Garantie, la Société Territoriale instruit, simultanément à l'émission de l'Appel en Garantie, la Caisse des dépôts et consignations de payer les titulaires de Titres Garantis visés à l'Article 9.4.2(c) à la date à laquelle les sommes appelées leur seraient dues par l'Agence France Locale.

9.4.4 La notification d'appel devra également indiquer la date à laquelle le versement des fonds appelés devra avoir été effectué.

9.4.5 La forme et les modalités des Demandes d'Appels sont arrêtées par le Conseil d'Administration et ne sont pas une condition de validité de l'Appel en Garantie effectué par la Société Territoriale.

TITRE IV
PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE

10. DATE DE PAIEMENT

10.1. Libération en cas d'appel par les Bénéficiaires ou leurs Représentants

En cas d'Appel en Garantie par les Bénéficiaires ou leurs Représentants, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie.

10.2. Libération en cas d'appel par la Société Territoriale

En cas d'Appel en Garantie par la Société Territoriale, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie ou à toute date ultérieure stipulée dans l'Appel en Garantie.

11. MODALITÉS DE PAIEMENTS

11.1. Compte et mode de paiement

Les fonds doivent être versés par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'Appel en Garantie.

11.2. Devise de paiement

Les fonds doivent être versés en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

TITRE V
DURÉE DE LA GARANTIE

12. DATE D'EFFET

La présente Garantie entre en vigueur à la date de signature par le Membre d'un Engagement de Garantie.

13. TERME

13.1. Date d'Expiration

La Garantie prend fin à la date d'échéance stipulée dans l'Engagement de Garantie (la ***Date d'Expiration***).

13.2. Effet du terme

La Garantie ne peut plus faire l'objet d'aucun d'Appel en Garantie à l'issue de la Date d'Expiration.

14. RÉSILIATION ANTICIPÉE

14.1. Cas de résiliation anticipée

Nonobstant les stipulations de l'Article 13, la Garantie peut être résiliée par anticipation :

(a) à tout moment avec l'accord du Garant, de la Société Territoriale et de l'Agence France Locale ; ou

(b) en cas d'ouverture d'une procédure du Livre VI du Code de commerce à l'encontre de l'Agence France Locale, à la demande du Garant ; ou

(c) de façon automatique, en cas de signature par le Garant d'un Engagement de Garantie visant une version ultérieure de Modèle de Garantie.

14.2. Effet de la résiliation anticipée

14.2.1 La résiliation de la Garantie ne limite pas les capacités d'appel des titulaires de Titres Garantis dont les Titres Garantis sont antérieurs à la date de résiliation.

14.2.2 Aucune personne ne pourra en revanche se prévaloir de la Garantie à raison d'un titre financier ou d'un document postérieur à la date de résiliation.

TITRE VI
RECOURS

15. SUBROGATION

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant est subrogé dans les droits du Bénéficiaire à hauteur du montant payé et sur la base du Titre Garanti ayant servi de fondement à l'Appel en Garantie.

16. RECOURS ENTRE LES MEMBRES

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant bénéfice d'un recours personnel contre les autres Membres dont les modalités sont stipulées dans le Pacte.

TITRE VII
COMMUNICATION

17. INFORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

17.1. L'Agence France Locale s'engage à rendre publiques, sur son Site, à tout moment, les informations suivantes :

(a) l'Encours de Crédit de chaque Membre le premier (1er) Jour Ouvré précédant la date de mise à jour du Site ou à toute date ultérieure ;

(b) l'Encours de Crédit estimé de chaque Membre, en l'absence de remboursement anticipé de tout ou partie de l'encours consenti le dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date de mise à jour du Site;

(c) l'allocation des Encours de Crédit susvisés par version des Modèles de Garantie ;

(d) l'adresse et la personne à qui doit être envoyé un Appel en Garantie pour chaque Garant ;

(e) le montant des Appels en Garantie dont elle a connaissance.

17.2. L'Agence France Locale s'engage à mettre à jour le Site chaque Jour Ouvré.

17.3. L'Agence France Locale s'engage à souscrire un contrat avec un prestataire de service informatique externe qui sera en mesure et aura l'obligation de publier les informations susvisées sur un site internet de secours en cas de défaillance du Site. En cas de défaillance financière de l'Agence France Locale, ce dernier aura l'obligation de maintenir l'information accessible pendant une période minimale de six (6) mois à compter de l'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judicaire à l'encontre de l'Agence France Locale.

18. PUBLICITÉ

L'Agence France Locale est autorisée à porter à la connaissance de tout Bénéficiaire par tout moyen de son choix, l'existence et les termes de la présente Garantie.

19. NOTIFICATIONS

19.1. Toute notification ou communication au titre de la présente Garantie, y compris tout Appel en Garantie, devra être effectuée par écrit et adressée, au choix de l'émetteur de la notification :

(a) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception;

(b) par remise en main propre contre décharge, que ce soit par l'émetteur de la notification lui-même ou par porteur ou service de courrier rapide ; ou

(c) par huissier de justice.

19.2. Toute communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre de la Garantie ou concernant celle-ci produira ses effets à compter de:

(a) sa réception attestée par l'avis de réception, la décharge ou l'huissier de justice ;

(b) du Jour Ouvré suivant la présentation de la notification attestée par l'avis de dépôts, un tiers ou l'huissier de justice.

19.3. Toute notification ou communication au Garant, à l'Agence France Locale ou à la Société Territoriale devra être adressée à l'adresse indiquée sur le Site.

TITRE VIII
STIPULATIONS FINALES

20. IMPÔTS ET TAXES

20.1. Tout paiement dû par le Garant sera effectué sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposé, levé ou recouvré par ou pour le compte de l'Etat, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit prévu par la loi ou toute convention internationale applicable.

20.2. Si en vertu de la législation française, les paiements dus par le Garant au titre de la Garantie devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, le Garant ne procédera à aucune majoration des paiements.

21. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

21.1. La présente Garantie est régie par le droit français.

21.2. Tout litige relatif à la présente Garantie sera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE.....17
ANNEXE B MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE.....18
ANNEXE C MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN REPRÉSENTANT.....20
ANNEXE D MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE.....22

ANNEXE A
MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE

ENGAGEMENT DE GARANTIE

[Désignation du Garant**]**, représenté[e] par **[●]** en sa qualité de **[●]**

- consent une garantie autonome à première demande dont les modalités sont régies par le Modèle de Garantie Version 2016.1 dont une copie est annexée au présent Engagement de Garantie ;
- le montant initial de la garantie consentie en application du présent Engagement de Garantie est de_____(_____) euros[1] (le ***Plafond Initial***) ;
- le présent Engagement de Garantie expirera le_____(la ***Date d'Expiration***)[2] ;
- déclare que le présent Engagement de Garantie a été approuvé par son organe délibérant conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, ses documents constitutifs ;
- déclare accepter sans réserve les stipulations du Modèle de Garantie.

Le présent Engagement de Garantie est régi par le droit français et sera interprété conformément à celui-ci.

Tout litige relatif notamment à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Engagement de Garantie relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

Fait à **[●]**

Le **[●]**

Pour le Garant[3] Pour l'Agence France Locale

En présence de la Société Territoriale[4]

1 Indication du montant en chiffres et en lettres

2 obligatoire.

2 La date d'expiration doit être au plus tôt quarante-cinq (45) Jours Ouvrés après la date d'échéance contractuelle de l'acte ou du contrat ayant conduit à la signature de l'Engagement de Garantie.

3 Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour garantie autonome à première demande d'un montant plafond de [Plafond Initial, en chiffres et en lettres] euros ».

4 Un pouvoir général de contresigner les Engagements de Garantie pourrait être consenti par la Société Territoriale à l'Agence France Locale.

ANNEXE B
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [***insérer la date***]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***) dont nous déclarons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale ne nous a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***). Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous:

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant impayé (principal)**	**Montant impayé (intérêts)**	**Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total impayé**

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

(a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [insérer le(s) numéro(s) de (l')article] des modalités des Titres Garantis [en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [ ] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis)] ; et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.2 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de nous payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de [***insérer le nom de l'établissement teneur de compte***].][5]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour [*Insérer le nom du Bénéficiaire*]
en qualité de Bénéficiaire
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

[5] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou derèglement-livraison.

ANNEXE C
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN REPRÉSENTANT

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [***insérer la date***]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***) dont nous déclarons au nom et pour le compte des titulaires de Titres Garantis que nous représentons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale n'a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***) aux titulaires de Titres Garantis dont nous sommes les Représentants. Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous :

ISIN*	Common Code*	Date du Titre Garanti	Date d'échéance du Titre Garanti	Montant impayé (principal)	Montant impayé (intérêts)	Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)	Montant total impayé

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

(a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [*insérer le(s) numéro(s) de (l')article*] des modalités des Titres Garantis [*en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités*] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [ ] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis) ;] et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.3 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de [***insérer le nom de l'établissement teneur de compte***].][6]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____

Pour [*Insérer le nom du Représentant*]
en qualité de [préciser la qualité du Représentant l'autorisant à agir]
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

[6] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou derèglement-livraison.

ANNEXE D
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

Date : [***insérer la date***]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***).

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous vous informons que la Société Territoriale vient de recevoir [un appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale / une Demande d'Appel en Garantie] pour un montant total de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***).

4. En conséquence, nous vous demandons de payer le Montant Réclamé aux titulaires de Titres Garantis conformément au détail figurant ci-dessous:

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant (principal)**	**Montant (intérêts)**	**Autres montants dus (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total**

** si applicable*

5. Conformément à l'Article 9.4 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur de la Société Territoriale confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande en Paiement ;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres **[**de l'Agence France Locale / la Caisse des dépôts et consignations**]** au nom de la Société Territoriale et pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe 9.4.2(c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.2 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé **[**dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie / le_____**]**.

8. Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____
Pour la Société Territoriale
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**



RAPPORT D'ACTIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

2021

LA BANQUE QUI CHANGE DES BANQUES

CAFL
La banque des collectivités



“La collectivité affiche son objectif de solidarité territoriale notamment en direction des communes les moins favorisées.”

Jean-François DEBAT

Président de la Communauté d’Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse (01)

“Pour financer la construction de notre nouvelle usine, nous avons choisi l’AFL car les taux proposés étaient intéressants et qu’il était important pour nous de travailler avec une banque qui appartient aux collectivités locales.”

Nicolas GERARD
Président du Syndicat intercommunal des eaux de l’Euron Mortagne (54)



“Nous avons été rassurés par le modèle d’une banque uniquement dédiée aux collectivités et dont elles gèrent le pilotage en étant les actionnaires.”

Martine LAGUERIE

Maire d’Estézargues (30)



“Pour la Région Grand Est, le mot d’ordre est triple : diversification des sources de financements, sécurisation de l’accès à l’emprunt y compris à très long-terme et solidarité entre collectivités qui sont les uniques propriétaires, uniques bénéficiaires et uniques garants de l’AFL.”

Marc SEBEYRAN
Vice-président délégué aux Finances, contrôle de gestion et Commande publique de la Région Grand Est



SOMMAIRE

ÉDITO P.4

LE MOT DES PRESIDENTS P.5

LES FAITS MARQUANTS P.6

LA BANQUE ÉTHIQUE ET RESPONSABLE APPARTENANT AU MONDE LOCAL P.8

UNE BANQUE ENGAGÉE EN FAVEUR D’UN DÉVELOPPEMENT TOUJOURS PLUS DURABLE DES TERRITOIRES P.10

UNE BANQUE EN CIRCUITS COURTS P.12

UNE BANQUE QUI INCARNE LA FINANCE DURABLE P.14

UNE BANQUE QUI MUTUALISE L’ACCÈS DES COLLECTIVITÉS AU MARCHÉ OBLIGATAIRE P.16

UNE ENTREPRISE SOUCIEUSE DE SON IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL P.18

FINANCIÈREMENT, UNE BANQUE QUI POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT P.20

LA COMPOSITION DES INSTANCES DU GROUPE AFL P.22

496 COLLECTIVITES ACTIONNAIRES DU GROUPE AFL AU 31 DECEMBRE 2021 P.24

ÉDITO

Marquée par la crise sans précédent du Covid-19, l'année 2021 a, comme l'année 2020, constitué une année de défis pour les collectivités à bien des égards. Le monde local a une nouvelle fois été bouleversé dans son fonctionnement et a dû faire face aux défis de la relance économique tout en menant les transitions de ses territoires.

Dans ce contexte, l'AFL, la banque qu'elles ont créée, a joué le rôle qui lui incombe : proposer aux collectivités l'accompagnement financier nécessaire ainsi qu'une expertise pour les aider à répondre à ces enjeux.

Trois leviers d'actions majeurs de l'AFL ont caractérisé l'année 2021 :

Le premier est le fait d'avoir joué son rôle de financeur du monde local. Avec désormais près de 500 collectivités actionnaires représentant 22% de l'investissement public local, et plus d'1,2 milliard d'euros de crédits octroyés en 2021, l'AFL a répondu présente. Travaux de rénovation énergétique, construction d'écoles, de crèches, réhabilitation de centres-villes, développement de nouvelles mobilités, les projets financés sont nombreux. Avec 6,2% de part de marché (source : Finance Active), l'AFL a doublé sa part de marché dans le financement des collectivités locales.

Le second est d'avoir porté l'institutionnalisation de l'AFL dans le paysage. Reconnu comme « établissement de crédit public de développement » par le régulateur, l'AFL a développé de nombreux partenariats la positionnant comme acteur incontournable au sein du monde local : avec la récente Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), avec l'Ademe sur les sujets de transition écologique ou encore avec l'INET pour la production d'études thématiques à destination des collectivités locales.

Le troisième est le fait d'avoir pu apporter la solidité et la robustesse nécessaire aux collectivités, dans un environnement incertain et fluctuant. La solidité est soulignée par l'augmentation des fonds propres (plus de 206 millions d'euros), mais aussi le niveau de liquidité qui permet de satisfaire les besoins en emprunt des collectivités pendant plus de 12 mois sans recours au marché, ainsi que par un coût du risque très faible.



Les collectivités membres ont créé l'outil leur permettant, aujourd'hui, plus que jamais, de traverser la crise sanitaire et les conséquences économiques et sociales de la crise ukrainienne actuelle auxquelles la France va devoir faire face.



Olivier Landel,
Directeur général de l'AFL-ST

Yves Millardet,
Président du Directoire de l'AFL

LE MOT DES PRÉSIDENTS





Nos territoires traversent depuis 2020 une crise sans précédent qui bouleverse la vie quotidienne de nos concitoyens, la dynamique économique et le tissu social. Crise sanitaire tout d'abord qui a eu un impact également sur l'organisation des services publics et la vie démocratique locale. Crise ukrainienne désormais qui va durablement impacter nos collectivités.

Résilience, nous dit-on.

Si le mot est galvaudé, il prend tout son sens sur le terrain. Campagne de vaccination, mobilisation de moyens pour les hôpitaux et l'accueil des personnes âgés, accompagnements des entreprises (commerces, restaurants, industries…), mise en place des protocoles sanitaires dans les écoles, les crèches ou les transports publics, relance économique, accueil des réfugiés, aide au logement…

Nos collectivités ont maintenu le cap : limiter les effets conjoncturels de la crise grâce à des mesures contracycliques tout en favorisant les transitions de nos territoires : transition écologique, mais aussi sociale ou numérique.

L'impact de ces événements sur les finances des collectivités locales a été différencié. Par définition, les besoins et les capacités d'investissement de chacune aussi.

Dans ce contexte, nous avons souhaité, avec l'ensemble des collectivités actionnaires, que l'AFL puisse être une banque qui nous ressemble et qui nous rassemble : une banque éthique, incarnant une finance responsable qui nous permette de financer tous types de projets, et en particulier les projets à vocation sociale ou environnementale.

Avec près de 500 millions d'euros de prêts durables financés chaque année (soit le tiers des 1,2 milliard d'euros de crédits alloués en 2021), l'AFL répond pleinement aux besoins en financements verts des collectivités, à travers un dispositif innovant et sans contrainte.

Pour la première fois en 2021, elle a également développé une expertise solide grâce à une étude sur le financement de la transition écologique, réalisée avec le concours des élèves administrateurs de l'INET.

Là où certains parlent encore d'illusion de la finance verte, les collectivités locales françaises ont pris le sujet à bras le corps et ont proposé une réponse qui s'appelle l'AFL et qui s'adresse à toutes les collectivités, petites comme grandes, urbaines comme rurales, de métropole comme d'outre-mer.

Pia Imbs, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,
Présidente du Conseil d'administration de l'AFL-ST.

Sacha Briand, Vice-président de Toulouse Métropole chargé des finances,
Président du Conseil de surveillance de l'AFL.

LES FAITS MARQUANTS DE 2021

JANVIER

- L'AFL démarre sa septième année d'activité avec 411 collectivités membres et plus de 4,5 milliards d'euros de crédits octroyés depuis 2015.
- L'AFL lève 500 millions d'euros sur le marché obligataire avec un succès historique auprès des investisseurs.
- La Région Grand Est rejoint l'AFL.
- L'AFL réunit ses actionnaires pour dresser le bilan de l'année 2020 et les perspectives 2021.

FEVRIER

- Première réunion des ambassadeurs régionaux de l'AFL, sous la coordination de Jérôme Pasco, Maire de Conches-en-Ouche, administrateur de l'AFL-ST.
- Un premier partenariat est signé entre l'AFL et le SNDGCT.

MARS

- L'AFL publie ses résultats annuels 2020 marqués par l'arrivée à l'équilibre financier du Groupe.
- Pia Imbs est élue Présidente du Conseil d'administration, succédant à Jacques Pélissard, nommé Président d'honneur.
- L'AFL est reconnue comme établissement de crédit public de développement par l'ACPR.
- Clôture de la 28e augmentation de capital de l'AFL avec 19 nouvelles collectivités actionnaires.



Bordeaux Métropole (33)
Tramway

AVRIL

- La Région Bourgogne-Franche-Comté rejoint l'AFL.
- Les formations AFL intègrent le catalogue du CNFPT.

MAI

- S&P réaffirme la note de l'AFL AA-/A-1+.
- L'AFL publie une première étude sur le financement de la transition écologique dans les collectivités, avec l'INET.
- L'AG des actionnaires de l'AFL se tient pour la première fois en 100% distanciel grâce au vote en ligne.
- Moody's réaffirme la note de l'AFL Aa3/P-1.

JUIN

- L'AFL publie une deuxième édition de son baromètre de la santé financière des collectivités.
- L'AFL organise son événement annuel sur les finances locales.
- Le Conseil de surveillance de l'AFL voit l'arrivée d'une nouvelle membre : Sophie L'Hélias, Fondatrice et Présidente de LEADERXXCHANGE.
- L'AFL clôture sa 29e augmentation de capital en accueillant 23 nouvelles collectivités.

JUILLET – AOÛT

- L'AFL publie une première étude sur le financement de la transition écologique dans les petites villes – en partenariat avec l'APVF.
- L'AFL publie le premier reporting de ses obligations durables, détaillant l'allocation des fonds.
- Premier partenariat entre l'AFL et la Centrale d'achat du transport public (CATP).

SEPTEMBRE

- L'AFL réalise un premier podcast à destination des investisseurs.
- Première étude sur le financement de la transition écologique dans les villes de banlieue, en partenariat avec Ville & Banlieue.
- L'AFL publie ses résultats semestriels.
- L'AF, la Préfecture du Calvados et l'Union des maires du Calvados signent une convention de partenariat.
- Participation aux Evénements de l'AMRF, de l'ADGCF, de l'APVF, de France urbaine, de l'ANCT et de l'ADEME.

OCTOBRE

- Françoise Clech del Tedesco rejoint l'AFL comme Directrice du développement.
- Grand Bourg Agglomération soutient l'investissement de ses communes en facilitant leur adhésion à l'AFL.
- Participation aux événements de l'ANCT, AFIGESE, AATF, SNDGCT, AdCF, ADM54 et Villes de France.



Commune de Grenoble (38)
Téléphérique

NOVEMBRE

- Premier baromètre de la santé financière des « petites villes de demain » en partenariat avec l'ANCT.
- L'AFL et le Cerema signent leur première convention de partenariat
- L'AFL participe au Salon & au Congrès des Maires de l'AMF.
- Participation au Congrès de l'ACCD'OM.
- L'AFL clôture sa 30e augmentation de capital, accueillant 24 nouvelles collectivités dont deux métropoles : Dijon et Rennes.



Commune de La Possession (974)
Coeur de Ville

DECEMBRE

- Participation de l'AFL aux évènements du Cerema, de l'ANPP et de l'ADF ainsi qu'à la réunion des émetteurs publics à Bercy.
- Premier prix récompensant la signature AFL sur les marchés : « Most improved Bond market issuer » par cmdportal.
- L'AFL participe aux ETS à travers la présentation des élèves administrateurs de l'INET du rapport d'étape de leur étude (Saison 2).
- Fin d'année record pour l'AFL avec un total de 496 collectivités actionnaires et plus d'1,2 milliard d'euros de crédits.
- L'AFL clôture sa 31e augmentation de capital accueillant 19 nouvelles collectivités.
- Trois nouveaux représentants intègrent le CA : Bernard Bienvenu pour Grand Bourg Agglomération, Stéphane Bérard pour la Région Occitanie et Nicolas Samsoen pour le Département de l'Essonne.

L'AFL : BANQUE ÉTHIQUE ET RESPONSABLE APPARTENANT AU MONDE LOCAL

Banque publique de développement, l'AFL a la particularité d'avoir été créée par et pour les collectivités locales dans une logique coopérative qui a puisé son inspiration dans les pays nordiques.

Les collectivités en sont les uniques actionnaires, les uniques bénéficiaires et les uniques garantes.

LA RAISON D'ÊTRE DE L'AFL

S'inscrivant dans les dispositions de la loi Pacte, l'AFL s'est dotée fin 2019 d'une raison d'être. Celle-ci est inscrite dans les statuts de l'AFL et de l'AFL-ST depuis le 28 mai 2020.

Cette raison d'être reflète l'ADN du groupe AFL :

« Incarner une finance responsable pour renforcer le pouvoir d'agir du monde local afin de répondre aux besoins présents et futurs des habitants. »

A l'AFL, les collectivités sont non seulement actionnaires mais ambassadrices du modèle. Une douzaine de collectivités s'est ainsi portée volontaire pour se faire le porte-voix du modèle de l'AFL à l'échelle de leur région !

TROIS GRANDES VALEURS

En décembre 2020, le Conseil d'administration de l'AFL-ST a sélectionné trois valeurs qui doivent permettre d'asseoir son fonctionnement et de guider ses activités. Ces valeurs sont les suivantes :


Région Occitanie TER

EXPERTISE

Offrir aux collectivités une expertise fine sur les marchés financiers et les activités bancaires mais aussi sur les finances locales et la gestion de la dette.

SOLIDARITÉ

De la plus petite commune à la grande région, en zone rurale ou urbaine, en métropole ou en outre-mer, toutes les collectivités sont concernées et mutualisent leur accès à la ressource financière pour en optimiser le coût.

TRANSPARENCE

En tant qu'actionnaires, les collectivités impulsent les orientations stratégiques du Groupe et ont accès en toute transparence aux informations qui concernent l'activité de leur banque.

UN MODÈLE DE GOUVERNANCE UNIQUE

La gouvernance du Groupe AFL s'appuie sur une structure à deux niveaux, assurant une séparation des pouvoirs entre l'établissement de crédit et sa maison-mère dans l'objectif de :

- Prévenir les risques de conflits d'intérêt au sein des collectivités qui sont à la fois actionnaires et emprunteuses ;
- Conduire la responsabilité de l'ensemble des parties-prenantes par des mécanismes de contrôle ;
- Assurer une étanchéité entre les décisions stratégiques et la gestion opérationnelle.

LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE : COMPAGNIE FINANCIÈRE

SON ACTIONNARIAT :

Propriété exclusive des collectivités membres, actionnaires ensemble à 100 % : Communes, Départements, Régions, Etablissements publics de coopération intercommunale (avec ou sans fiscalité propre), Etablissements publics territoriaux et Etablissements publics locaux

SA MISSION :

- Promotion du Groupe AFL, notamment auprès de la sphère publique locale et représentation des intérêts des collectivités membres
- Gestion des adhésions au Groupe AFL
- Définition des grandes orientations stratégiques du Groupe AFL
- Pilotage du système de double garantie mis en place au sein du Groupe AFL

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION :

- **3 collèges représentant toutes les collectivités**
- **12 collectivités administratrices**

L'AGENCE FRANCE LOCALE : ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

SON ACTIONNARIAT :

Détenue à plus de 99,9 % par la Société Territoriale

SA MISSION :

- Gestion opérationnelle du Groupe AFL
- Financement sur les marchés
- Octroi de crédits aux collectivités membres

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE :

- **10 personnalités qualifiées dont 6 administrateurs indépendants**


Saint-Julien-en-Genevois (74)
Réalisation d'un groupe scolaire

UNE BANQUE ENGAGÉE EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT TOUJOURS PLUS DURABLE DES TERRITOIRES

En 2021, les collectivités locales françaises ont représenté près de 65% de l'ensemble des investissements du secteur public français.

En tant que banque 100% dédiée au financement de l'investissement public local, l'AFL ne finance que des projets d'intérêt public.



Commune de Duravel (46)
Revitalisation du centre-ville



Grand Orly Seine Bièvre (94)
Construction d'un écoquartier
« Les Portes d'Orly »

UN STATUT DE BANQUE PUBLIQUE DE DÉVELOPPEMENT

En 2021, l'AFL s'est vue reconnaître par l'ACPR, le superviseur bancaire français, le statut d'établissement de crédit public de développement.

Cette reconnaissance conforte l'identité de l'AFL, une banque unique en France au service exclusif des collectivités locales. Elle reconnaît l'AFL comme instrument de financement des politiques publiques tournée vers l'intérêt général.



Ville de Toulouse (31)
Construction de l'Ecole élémentaire
Jean Zay



Grenoble Métropole (38)
Construction d'une centrale
de cogénération

UNE INSTITUTIONNALISATION AU SEIN DU MONDE LOCAL

Partenaire des organisations nationales d'élus depuis de nombreuses années, l'AFL a signé et déployé en 2021 plusieurs partenariats structurants avec des associations nationales de premier plan dont :

- L'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), via un partenariat visant à proposer des solutions de financement clés en main pour les collectivités notamment dans le cadre des grands programmes visant à réduire les inégalités entre les territoires : « Petites villes de demain », « France services », « Action cœur de ville » ou encore « Territoires d'industrie ». L'ANCT a été créée par la loi du 22 juillet 2019, avec pour mission d'assurer un rôle de « fabrique à projets » pour permettre aux collectivités de mener à bien leurs projets ;
- L'Ademe, via un partenariat visant à renforcer l'expertise de l'AFL en matière d'analyse des dépenses durables des collectivités locales afin de pouvoir proposer un décryptage précis aux collectivités sur la transition écologique.

UNE EXPERTISE AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS LOCALES



La Roche sur Yon
Agglomération (85)
Construction d'une piscine

Au-delà de son rôle de financeur des collectivités, l'AFL a renforcé en 2021 son expertise au service des collectivités notamment via :

- Le développement de formations, portées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), à destination des agents des collectivités sur les questions de financements bancaires.



- La publication d'une étude inédite sur le financement de la transition écologique, réalisée par des élèves administrateurs de l'INET, avec le concours d'I4CE et de nombreuses associations nationales d'élus.

Cette étude a ensuite fait l'objet de différentes déclinaisons pour des publics particuliers : les petites villes, les villes de banlieue et les collectivités d'outre-mer.



- La publication du second baromètre de l'AFL sur la santé financière des collectivités, ainsi qu'une déclinaison spécifique pour les « petites villes de demain ».

UNE BANQUE EN CIRCUITS COURTS

D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

FONDS PROPRES :

243
millions de capital promis par les collectivités actionnaires.

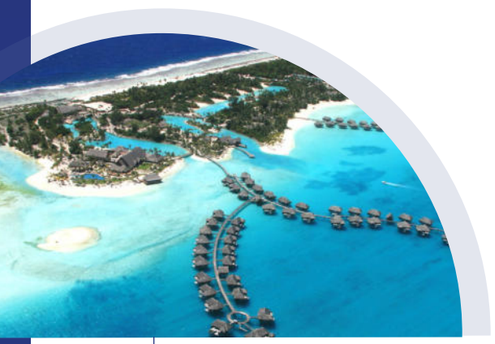
↓

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE :

6,6 MILLIARDS D'EUROS
levés sur les marchés financiers depuis 2015.

206
investisseurs.

Près d'
1,5 MILLIARD D'EUROS
levé en 2021.



Commune de Bora-Bora (987)
Vue d'ensemble

OÙ VA L'ARGENT ?

Nos collectivités actionnaires au 31 décembre 2021 :

496 COLLECTIVITÉS

- 4 Régions
- 10 Départements
- 2 Collectivités d'Outre-mer
- 14 Métropoles
- 5 Communautés urbaines
- 25 Communautés d'agglomération
- 42 Communautés de communes
- 6 Établissements publics territoriaux
- 15 Syndicats mixtes et intercommunaux
- 373 communes

52%
de la population française résident dans une collectivité membre de l'AFL.

20 %
poids des membres de l'AFL dans la dette publique locale au 31 décembre 2021.

85 COLLECTIVITÉS
devenues actionnaires en 2021.

Notre plus petit membre
au 31 décembre 2021
Syndicat intercommunal des Eaux de Sommerviller Vitrimont (54)

Notre plus grand membre
au 31 décembre 2021
Région Occitanie : 5,9 millions d'habitants.

FOCUS SUR 2021

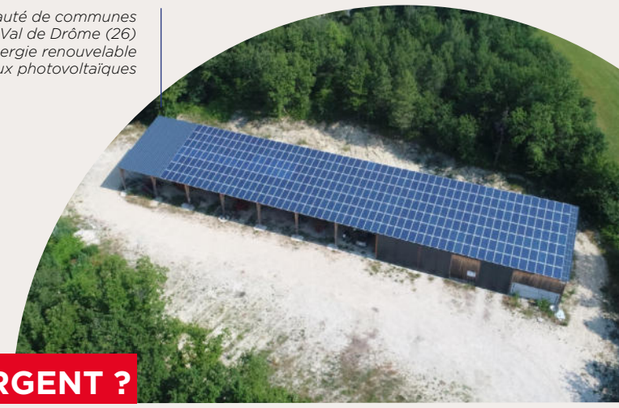
- 1,2 MILLIARD €
de crédits octroyés.
- 286 CONTRATS
de crédit signés.
- 193 COLLECTIVITÉS
ont emprunté auprès de l'AFL.
- 80 %
c'est la part des consultations dans lesquelles l'AFL est retenue.
- 5,6 MILLIARDS €
de crédits octroyés depuis 2015.

Notre plus petit crédit
en 2021 :
15 000€

Notre plus gros crédit
en 2021 :
55 millions €

Environ
- 40 %
part de marché en financement parmi les membres de l'AFL.

À QUOI SERT L'ARGENT ?



Communauté de communes de Val de Drôme (26)
Production d'énergie renouvelable via les panneaux photovoltaïques



Communauté de communes du Paus de Beaume-Drobie (07)
Salle multisports



Syndicat ILEVA (974) - Construction d'un centre de traitement et de valorisation des déchets

UNE BANQUE QUI INCARNE LA FINANCE DURABLE

Incarner la finance durable : tel est l'objectif que les collectivités ont souhaité pour leur banque.

Près de

500 MILLIONS D'EUROS

(sur 1,2 milliard de crédits) relèvent de prêts durables en 2021.

En cohérence avec ses engagements éthiques et responsables, l'AFL a mis en place un dispositif de financement durable des projets des collectivités à travers un dispositif innovant.



Département de l'Essonne (91)
Rénovation du Collège la Guinguette

QUEL DISPOSITIF ?

L'AFL a identifié dans les budgets principaux de ses collectivités actionnaires comptant plus de 3 500 habitants trois grandes catégories d'investissements oeuvrant directement pour les ODD de l'ONU.

1. L'accès à des services sociaux essentiels et de base (éducation et culture, emploi, accès aux services de santé essentiels, inclusion sociale) ;
2. La transition énergétique et écologique (transports publics à bas carbone, prévention et contrôle de la pollution, énergies renouvelables, ...) ;
3. Les infrastructures durables, les villes et la cohésion territoriale (gestion durable de l'eau, habitat accessible, infrastructures durables et accessibles).



Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest (974) - Projet d'endiguement Rivière des Galets à la Ravine de l'Hermitage

Commune de Grigny (91)
Construction d'un centre de santé à la Grande Borne



PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTIONS

PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION		CONTRIBUTION AUX ODD de l'ONU
Accès aux services sociaux essentiels de base	Contribution à un meilleur accès à l'éducation et à la culture par le biais d'installations et d'équipements à vocation éducative, sportive et culturelle Soutien au développement de l'activité économique dans le but de promouvoir et de préserver l'emploi dans les zones défavorisées Aide à l'accès aux services de santé essentiels Promotion de l'inclusion sociale en donnant aux populations vulnérables un accès équitable aux services essentiels	Education et culture Emploi Accès aux services de santé essentiels Inclusion sociale
Transaction énergétique et écologique	Contribution à la transition énergétique et au developpement durable en favorisant une économie bas-carbone et résiliente au changement climatique (transport publics à faibles émissions de carbone, énergies renouvlagbes, etc), et la prévention et le contrôle de la pollution	Transports publics à faibles émissions de carbone Prévention et contrôle de la pollution Energies renouvelables
Infrastructures durables, développement des communes et cohésion territoriale	Promotion de développement des territoires, des transformations urbaines, de la réduction de la fracture territoriale, du développement des infrastructures et des services publics essentiels Priorité aux territoires défavorisés	Gestion durable de l'eau et des eaux usées Logements abordables Infrastructures à coût abordable et durable

L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS DURABLES

Pour financer les dépenses d'investissement ainsi catégorisées, l'AFL lance des émissions obligataires durables.

A qui sont proposées les obligations ?

Environ 80% des investisseurs sont labellisés « durables » ou « soucieux d'allouer leur épargne à des investissements visant la transition écologique »

L'avantage du dispositif ?

Grâce à l'AFL, un grand nombre de membres de l'AFL (et non pas seulement aux plus grandes collectivités) ont accès au financement durable. Elle sert en outre toute la structure, et par là tous ses actionnaires, par sa contribution au refinancement de l'AFL.

La reconnaissance du dispositif ?

En janvier 2020, Vigeo Eiris a revu le dispositif mis en place et a et a exprimé « une assurance raisonnable » (le plus haut niveau d'assurance) sur les engagements de l'AFL. La première allocation des fonds a fait l'objet d'une revue par les commissaires aux comptes de l'AFL.



Métropole européenne de Lille (59)
Modernisation des équipements de tri et de traitement des déchets pour limiter les déchets non valorisés



Commune du Bouscat (33)
Création de nouvelles classes en maternelle et construction d'une crèche



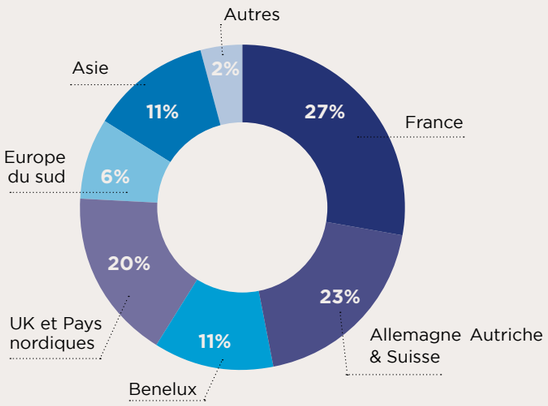
Communauté d'agglomération de Blois (41)
Construction d'équipements multifonctionnels à vocation culturelle, sportive et économique : le Jeu de Paume

UNE BANQUE QUI MUTUALISE L'ACCÈS DES COLLECTIVITÉS AU MARCHÉ OBLIGATAIRE

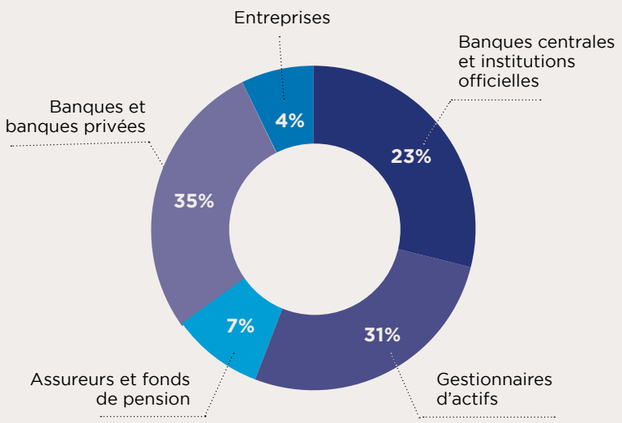
Au cours de l'année 2021, l'AFL a levé un volume record sur le marché obligataire à travers neuf émissions pour un montant total de 1,47 milliard d'euros.

Les ressources levées au cours de l'année 2021 par l'AFL se sont faites dans de bonnes conditions à une marge moyenne de 24,9 points de base contre la courbe des obligations assimilables du trésor (OAT) et une maturité moyenne pondérée de 9,3 années.

LES INVESTISSEURS PAR PROVENANCE GÉOGRAPHIQUE :



PAR TYPOLOGIE



MOODY'S

Aa3 /P-1

Notation Moody's
(dernière opinion de crédit : 6 octobre 2021)

Perspective stable

S&P Global Ratings

AA- / A-1+

Notation S&P
(dernière opinion de crédit : 28 mai 2021)

Perspective stable

1,47 MILLIARD €
levés sur le marché obligataire par des émissions à moyen et long terme en 2021

6,6 MILLIARDS €
levés depuis la création de l'AFL



"HSBC est fier et très honoré d'accompagner l'Agence France Locale depuis sa genèse et création en 2014. Bravo aux dirigeants, équipes et actionnaires de l'AFL qui ont su adapter à la législation française le modèle nordique d'agence de financement pour les collectivités locales. Ce modèle connu des investisseurs institutionnels internationaux, renforcé par la qualité de signature des collectivités et entités du secteur public en France a su gagner la confiance des marchés. La taille critique et grandissante de l'AFL couplée au savoir-faire de ses experts, lui permettent d'emprunter de façon optimale sur les différents marchés internationaux de dettes (EUR, USD, SEK, AUD). Enfin, l'engagement de l'AFL dans le domaine de la finance verte et durable en lien avec les investissements importants des collectivités locales en la matière est un vecteur de succès supplémentaire plus qu'indispensable dans le monde d'aujourd'hui. HSBC a dirigé à plusieurs reprises des émissions obligataires de références que nous savions stratégiques et déterminantes dans la construction de l'AFL, comme encore dernièrement l'émission obligataire verte et durable de 2022 : 500 millions d'euros au taux de 0.20% à 7 ans sursouscrite plus de 4,5 fois avec un livre d'ordre de 2,25 milliards de demande. Merci encore à l'AFL pour cette relation de confiance."

Jean BEUNARDEAU
Président du Conseil d'Administration,
HSBC Continental Europe



Communauté de communes des Coteaux du Girou (31) vue d'ensemble

UNE ENTREPRISE SOUCIEUSE DE SON IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Dès sa création, l'AFL s'est montrée extrêmement soucieuse de son impact social et environnemental. En tant qu'entreprise publique créée par et pour les collectivités, elle porte intrinsèquement les défis du monde local en la matière.

Chaque année l'AFL va plus loin dans ses engagements afin de limiter son empreinte carbone et d'améliorer son implication sociétale. L'ensemble de ses engagements impacte les thématiques achats, mobilités douces, conciliation vie professionnelle-vie personnelle, égalité des chances, égalité femmes/hommes, écogestes au travail.

NOS ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Prendre en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans la politique des achats :

Plus de plastique à l'AFL !
Mise en place d'une politique d'achats responsables dans le choix de ses fournisseurs avec l'achat de goodies responsables et « Made in France » et la suppression de l'achat de fournitures en plastique.

Digitaliser ses processus métiers

Déploiement de nouveaux systèmes digitalisés (finance de marché, production de la paie, gestion des déclarations réglementaires, suivi des crédits...)

Près de 20% des contrats de crédit signés électroniquement en 2021

Mise en place du vote électronique pour l'AG des actionnaires et l'approbation des accords d'entreprise par les salariés

Parmi les collectivités, plus de 2000 utilisateurs du Portail bancaire (espace client en ligne) en 2021.

Réduire son impact environnemental et les émissions de gaz à effet de serre :

Une banque qui maîtrise ses ressources : -30% de surface occupée grâce au déménagement de l'AFL

Mise en place d'une charte favorisant le télétravail

Publication d'une politique de mise à disposition de véhicules éco-responsables

Ouverture du forfait mobilité douce

152,5 kg de papiers / cartons recyclés dans les locaux

256 kg de papiers consommés (sur la base des impressions)

4H : c'est le temps de trajet en train en-deçà duquel l'avion n'est pas autorisé pour les déplacements professionnels

Un challenge sportif interne de 6 semaines visant à inciter les salariés à faire du sport (vélo, marche, course à pied) au quotidien

NOS ENGAGEMENTS SOCIAUX

Parce que les 32 collaborateurs de l'AFL sont les premiers acteurs de l'engagement de l'entreprise, l'AFL a défini et déployé, dès sa création, une politique de ressources humaines visant à favoriser l'épanouissement et le développement des compétences de ses collaborateurs.

Assurer le dialogue social

Conclusion d'un accord d'intéressement au profit de l'ensemble des salariés en 2021

Conclusion d'un accord d'entreprise Compte Epargne Temps permettant le transfert de jours sur les dispositifs d'épargne salariale

Favoriser l'insertion des personnes handicapées et l'emploi

L'AFL fait appel à des organismes d'insertion des personnes handicapées ou ESAT pour de nombreuses missions : achat de fournitures, missions de communication, recyclage du papier...

Veiller au bien-être des collaborateurs

100% des salariés éligibles ont signé la charte de télétravail bénéficiant ainsi jusqu'à 10 jours de télétravail par mois

Publication d'une charte sur le droit à la déconnexion

Organisation d'une session de sensibilisation à la prévention des risques psychosociaux pour l'ensemble du personnel.

L'AFL a mis en œuvre les préconisations de l'Etat en matière de prévention et de lutte contre le COVID-19 au travers de l'application du Protocole National pour assurer la santé et la sécurité de ses salariés .

Appliquer une politique de lutte contre les discriminations et favoriser l'égalité professionnelle

Non-discrimination dans les recrutements, les évolutions professionnelles et la politique de rémunération

Respect de la dignité et de l'égalité de traitement entre tous les collaborateurs ;

Mise en place de règles de respect de la mixité pour les organes dirigeants du Groupe.

Objectif d'un équilibre de genres parmi les salariés l'AFL selon les catégories d'âges.

Développer une politique d'insertion et de promotion interne

Insertion des jeunes : 3 contrats de professionnalisation et 4 contrats d'apprentissage ont été signés en 2021. L'entreprise a également accueilli deux jeunes pour une stage de découverte de l'entreprise.

Formation des salariés : 21 jours de formation dispensés sur l'année 2021, soit 0,5 jour par salarié. 50% des femmes et 27% des hommes ont bénéficié de formation en 2021

4 salariés ont été promus au cours de l'année 2021, 2 hommes et 2 femmes



Communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble Touzac (46) Le Pont Suspendu

FINANCIÈREMENT, UNE BANQUE QUI POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT

(RÉSULTATS AU 31/12/2021
CHIFFRES CONSOLIDÉS ET SOUS RÉFÉRENTIEL IFRS)



Collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon (975)
Pointe aux canons

Les résultats au 31 décembre 2021 confirment l'accélération de la croissance du Groupe AFL grâce à :

- **Un rythme exceptionnel d'adhésions de nouvelles collectivités et une forte augmentation de la production de crédits.**
- **La solidité du bilan dans un environnement incertain, caractérisée par un niveau de capitalisation élevé et une liquidité très abondante.**

L'année 2021 marque une nouvelle progression très importante du produit net bancaire lié à l'activité de crédits, qui s'inscrit dans la trajectoire de développement de la société, conformément au plan stratégique 2017-2021.
La progression des résultats hors éléments non récurrents, traduit la bonne dynamique de génération de revenus provenant de l'activité de crédits depuis l'exercice 2015.
Cela résulte de l'accroissement régulier et constant de l'encours du portefeuille de crédits octroyés aux collectivités locales membres.

« La solidité du modèle du Groupe AFL permet aujourd'hui d'accompagner les collectivités locales dans la réponse qu'elles apporteront demain à la crise actuelle dans un environnement qui s'annonce durablement complexe et incertain »

Thiebaut Julin,
Directeur financier de l'AFL,
Membre du Directoire





Commune de Loireauxence (44)
Pont de Varades

Ariane Chazel, Directrice Engagements et Risques de l'AFL, Membre du Directoire

"L'AFL doit apporter aux collectivités locales françaises son expertise dans l'appréhension d'enjeux financiers et bancaires parfois réputés complexes. Celles-ci attendent aussi de l'AFL le plus grand professionnalisme dans la conduite des activités de la banque. De la sorte, celles-ci pourront relever les défis qui s'annoncent parmi lesquels celui - essentiel - des transitions. L'AFL sera à leurs côtés.





Communauté d'agglomération du Val de Fensch (57)
Vue d'ensemble

LES RÉSULTATS 2021 EN CHIFFRES :

1,87 MILLION €
Résultat brut d'exploitation

1,73 MILLION €
Résultat net

13,99 MILLIONS €
Produit net bancaire (PNB) dont :

- 12,75 millions d'euros de marge nette d'intérêt
- 1,87 million d'euros de plus-values nettes de cessions de prêts et de titres
- -0,63 million d'euros de résultat net de la comptabilité de couverture

12,12 MILLIONS €
Charges d'exploitation dont :

- 6,09 millions d'euros de charges de personnel
- 5,12 millions d'euros de charges administratives
- 0,91 million de dotations aux amortissements

0,94 MILLION €
Coût du risque

15,73 % :
Ratio de solvabilité (CET1)

> 100%
Net Cash Requirement Ratio (NCRR) = la taille de la réserve de liquidité de l'AFL permet de faire face à un an d'activité.

0,68 année
Ecart de Durée de vie moyenne (Ecart de DVM) = l'écart entre la maturité moyenne de l'actif et du passif. L'AFL limite cet écart à 1 an maximum.

LA COMPOSITION DES INSTANCES DU GROUPE AFL

LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AFL-ST
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Pia Imbs – Présidente
(Jacques Pélissard jusqu'au 23/03/2021)

Sacha Briand
Vice-président

BLOC RÉGIONAL

RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Laurent Dejoie
Vice-président
en charge des finances
(jusqu'au 28/03/2022
Didier Reveau depuis)

RÉGION OCCITANIE
Stéphane Bérard
Conseiller régional

BLOC DÉPARTEMENTAL

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Nicolas Samsoen
Vice-président en charge des finances et de l'efficacité des politiques publiques

DÉPARTEMENT DE LA SAVOIE
Luc Berthoud
Vice-Président délégué habitat cohésion sociale et insertion

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Daniel Guiraud
Vice-président en charge des finances et de l'administration générale

BLOC COMMUNAL

COMMUNE DE CONCHES-EN OUCHE
Jérôme Pasco – Maire

COMMUNE DE GRENOBLE
Hakim Sabri
Adjoint au maire en charge des finances et de la comptabilité écologique

METROPOLE DU GRAND NANCY
Pierre Boileau
Vice-président en charge des relations avec les territoires voisins

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE
Michel Colin
Vice-président en charge du contrôle et gestion des risques, certification et transparence des comptes

MÉTROPOLE DE LYON
Bertrand Artigny
Vice-président en charge des finances

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
Syamak Agha Babaei
Vice-président en charge du budget et des finances

COMMUNE DE MAREAU-AUX-PRÈS
(depuis le 28/03/2022) :
Bertrand Hauchecorne – Maire

GRAND BOURG AGGLOMÉRATION
Bernard Bienvenu
1er Vice-président en charge du service aux communes et à la déconcentration

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Olivier Landel
Directeur général

Yves Millardet
Directeur général délégué

LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE L'AFL
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Sacha Briand - Président

Pia Imbs - Vice-Présidente

Sophie L'Hélias - Fondatrice et Présidente de LEADERXXCHANGE
(succédant à **Daniel Lebègue** – membre jusqu'au 06/05/2021)

Lars Andersson - Fondateur de Kommuninvest, Suède

Victoire Aubry – Membre du comité exécutif d'Icade en charge des finances, du juridique et des systèmes d'information

François Drouin – Président d'ETIFINANCE

Nicolas Fourt – Directeur général délégué de Sienna

Delphine Cervelle (depuis le 28/03/2022) - Directrice générale des services de la Ville de Saint-Ouen (succédant à **Barbara Falk** – membre jusqu'au 28/11/2021)

Olivier Landel – Délégué général de France urbaine et directeur général de l'AFL-ST

Rollon Mouchel-Blaisot – Préfet, Directeur du Programme national Action cœur de Ville

Carol Sirou – Présidente de Safineia Advisors LLC

LE DIRECTOIRE

Yves Millardet
Président du Directoire

Ariane Chazel
Directrice engagements et risques

Thiébaut Julin
Directeur financier

Commune de Bois-Guillaume (76)
Mairie



496 COLLECTIVITÉS ACTIONNAIRES DU GROUPE AFL

AU 31 DECEMBRE 2021

Auvergne-Rhône-Alpes

Ain (01)
Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, Communauté de communes Rives de l'Ain, Pays du Cerdon, Commune du Pont d'Ain, Commune de Sainte-Euphémie, Commune de Thil, Commune de Thoiry, Commune de Valserhône

Allier (03)
Conseil Départemental de l'Allier, Communauté d'agglomération Moulins Communauté, Communauté d'agglomération Vichy Communauté, Commune d'Arfeuilles, Commune de Cusset, Commune de Domérat, Commune d'Espinasse-Vozelle, Commune de Saint-Marcel-en-Marcillat, Commune de Vichy

Ardèche (07)
Communauté de communes Pays Beaume Drobie, Communauté de communes DRAGA, Commune d'Ailhon, Commune d'Aubenas, Commune de Beaumont, Commune de Bourg-Saint-Andéol, Commune de Chirols, Commune de Planzolles, Commune de Saint-Just-d'Ardèche, Commune de Saint-Mélany, Commune de Valgorge

Drôme (26)
Communauté de communes du Val de Drôme, Commune de Chabrillan, Commune de Cliousclat

Isère (38)
Métropole de Grenoble, Communauté de communes Cœur de Chartreuse, Commune de Bourgoin-Jallieu, Commune de Grenoble, Commune de Jarrie, Commune de Saint-Pierre-d'Entremont

Loire (42)
Commune de Boën-sur-Lignon, Commune de Bourg-Argental, Commune de Rive-de-Gier, Commune de Saint-Jean-Bonnefonds, Commune de Saint-Sauveur-en-Rue, Commune d'Usson-en-Forez

Haute-Loire (43)
Commune de Chadron

Puy-de-Dôme (63)
Communauté urbaine Clermont Auvergne Métropole, Commune de Billom, Commune de Clermont-Ferrand, Commune de La Monnerie le Montel, Commune de Loubeyrat, Commune de Pontaumur, Commune de Puy-Saint-Gulmier, Commune de Riom, Commune de Teilhède, Commune de Youx

Rhône (69)
Métropole de Lyon, Communauté de communes du Pays Mornantais, Communauté de communes de la Vallée du Garon, Commune de Chassieu, Commune de La Mulatière, Commune de Millery, Commune de Saint-Priest, Commune de Villeurbanne

Savoie (73)
Conseil Départemental de la Savoie, Communauté d'agglomération du Grand Chambéry, Communauté de Communes Cœur de Savoie, Commune de Challes-les-Eaux, Commune de Corbel, Commune de La Motte-Servolex, Commune de Montmélian, Commune de Motz, Commune du Pont-de-Beauvoisin, Commune de Saint-Béron, Commune de Saint-Pierre-d'Entremont

Haute-Savoie (74)
Communauté d'agglomération d'Annemasse - Les Voirons Agglomération, Communauté de communes de la Vallée Verte, Syndicat intercommunal d'adduction en eau potable de Combloux Domancy, Commune de Combloux, Commune d'Étrembières, Commune de Fillière, Commune de Morzine, Commune de Saint-Julien-en-Genevois

Bourgogne-Franche-Comté

Côte-d'Or (21)
Métropole de Dijon, Communauté de communes de la Plaine Dijonnaise, Commune de Collonges-et-Premières, Commune de Grosbois-en-Montagne, Commune d'Izier, Commune de Longvic, Commune de Tart

Doubs (25)
Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, Communauté urbaine du Grand Besançon, Commune de Huanne-Montmartin, Commune de Rigney

Jura (39)
Commune de Lons-le-Saunier

Saône-et-Loire (71)
Conseil Départemental de la Saône-et-Loire, Communauté urbaine Creusot Montceau, Communauté d'agglomération du Grand-Chalon, Commune d'Autun, Commune de Chalon-sur-Saône, Commune de Cressy-sur-Somme, Commune de Mâcon, Commune de Saint Martin d'Auxy

Yonne (89)
Communauté de communes Puisaye Forterre

Bretagne

Côtes-d'Armor (22)
Commune de Lannion

Finistère (29)
Brest Métropole, Communauté d'agglomération Morlaix communauté, Commune de Brest, Commune de Lesneven, Commune de Plouzané, Commune de Plouvorn

Ile-et-Vilaine (35)
Métropole de Rennes, Commune du Ferré, Commune de Fleurigné, Commune de Langouet, Commune de Le Verger, Commune de Lieuron, Commune de Rennes, Commune de Saint-Marc-le-Blanc, Commune de Visseiche

Morbihan (56)
Commune de Malestroit, Commune de Saint-Armel, Commune de Saint-Avé, Commune de Séné

Centre-Val de Loire

Eure-et-Loir (28)
Commune de La Saucelle

Indre (36)
Communauté de Communes Région de Levroux, Commune de Gargilesse-Dampierre

Indre-et-Loire (37)
Commune d'Athée-sur-Cher, Commune du Boulay, Commune de Francueil, Commune de Rochecorbon, Commune de Tours

Loir-et-Cher (41)
Communauté d'agglomération de Blois – Agglopolys, Commune de Vendôme

Loiret (45)
Communauté de communes Plaine du Nord Loiret, Commune de Gidy, Commune de Mareau-aux-Prés, Commune de Pannes

Corse

Commune de Monacia-d'Aullène

Grand Est

Ardennes (08)
Communauté de communes Ardenne Rives de Meuse, Commune d'Aubrives, Commune de Foisches, Commune de Hargnies

Aube (10)
Communauté de communes des Portes de Romilly-sur-Seine, Commune de Spoy

Marne (51)
Commune de Gueux

Meurthe-et-Moselle (54)
Métropole du Grand Nancy, Communauté de communes du Bassin de Pompey, Communauté de communes Mad et Moselle, Communauté de communes Moselle et Madon, Communauté de Communes du Pays-Haut-Val-d'Alzette, Communauté de Communes Vezouze-en-Piemont, Syndicat intercommunal des eaux de l'Euron Mortagne, Syndicat intercommunal des eaux Montigny-sur-Chiers et Villers-la-Chèvre, Syndicat intercommunal scolaire du Sanon, Syndicat mixte Eaux Sommerviller Vitrimont, Commune d'Anthelupt, Commune d'Athienville, Commune de Bathelémont, Commune de Bauzemont, Commune de Bayon, Commune de Bernécourt, Commune de Bezange-la-Grande, Commune de Bonviller, Commune de Bruley, Commune de Bures, Commune de Crion, Commune de Croismare, Commune de Dieulouard, Commune d'Euvezin, Commune de Flainval, Commune d'Hénaménil, Commune de Juvrecourt, Commune de Laxou, Commune de Maixe, Commune de Mandres-aux-Quatre-Tours, Commune de Montigny-sur-Chiers, Commune de Mouacourt, Commune de Pagney-derrière-Barine, Commune de Parroy, Commune de Richardménil, Commune de Saxon-Sion, Commune de Sionviller, Commune de Sommerviller, Commune de Vennezey, Commune de Virecourt, Commune de Ville-en-Vermois, Commune de Waville, Commune de Xures

Meuse (55)
Conseil Départemental de la Meuse, Commune de Pretz-en-Argonne

Moselle (57)
Communauté d'agglomération du Val de Fensch, Communauté de communes du Warndt, Commune de Corny-sur-Moselle, Commune de Jouy-aux-Arches, Commune de Metz, Commune de Morhange, Commune de Roussy-le-Village, Commune de Scy-Chazelles

Bas-Rhin (67)
Conseil Régional du Grand Est, Eurométropole de Strasbourg, Commune de Mundolsheim, Commune de Schiltigheim, Commune de Strasbourg, Commune de Weitbruch

Haut-Rhin (68)
Communauté de communes Pays de Rouffach, Communauté de communes de la Région de Guebwiller, Communauté de communes Sundgau, Commune de Buschwiller, Commune d'Huningue, Commune de Wittenheim

Vosges (88)
Communauté d'agglomération d'Epinal, Communauté de communes des Ballons des Hautes-Vosges, Commune de Ferdrupt, Commune de Rupt-sur-Moselle, Commune de Saint-Maurice-sur-Moselle, Commune des Voivres

Hauts-de-France

Aisne (02)
Conseil Départemental de l'Aisne

Nord (59)
Métropole Européenne de Lille, Communauté urbaine de Dunkerque, Communauté d'agglomération de Valenciennes, Communauté de communes du Cœur de l'Avesnois, Communauté de communes Pévèle Carembault, Commune d'Anzin, Commune d'Attiches, Commune d'Aubencheul-au-Bac, Commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes, Commune de Cysoing, Commune de Croix, Commune de Genech, Commune de Landas, Commune de Mons-en-Pévèle, Commune de Montrécourt, Commune de Noyelles-sur-Escaut, Commune de Raimbeaucourt, Commune de Sailly-lez-Lannoy, Commune de Saint-Saulve, Commune de Saulzoir, Commune de Thun l'Evêque, Commune de Waziers, Commune de Wavrin

Oise (60)
Communauté de communes du Pays Noyonnais, Commune de Grandvilliers, Commune de Noyon, Commune de Plailly,

Pas-de-Calais (62)
Communauté urbaine d'Arras, Communauté d'agglomération Pays de Saint Omer, Commune d'Arras, Commune de Carvin, Commune de Merlimont, Commune de Noyelles-sous-Lens, Commune de Rang-du-Fliers, Commune de Saint-Augustin

Somme (80)
Communauté d'agglomération Amiens Métropole, Commune d'Amiens, Commune de Rumigny

Île-de-France

Seine-et-Marne (77)
Commune de Bernay-Vilbert, Commune de Chelles

Yvelines (78)
Commune de Meulan-en-Yvelines, Commune de Vaux-sur-Seine

Essonne (91)
Conseil Départemental de l'Essonne, Commune de Brunoy, Commune de Grigny, Comme de La Ferté-Alais, Commune de Viry-Châtillon

Hauts-de-Seine (92)
Commune de Bagneux, Commune de Gennevilliers, Commune de Ville d'Avray

Seine-Saint-Denis (93)
Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, Etablissement public territorial Est Ensemble, Etablissement public territorial GPGE, Etablissement public territorial Plaine Commune, Commune du Blanc-Mesnil, Commune de Bondy, Commune de Clichy-sous-Bois, Commune d'Epinay-sur-Seine, Commune de Livry-Gargan, Commune de Montfermeil, Commune de Montreuil, Commune de Noisy-le-Grand, Commune du Pré-Saint-Gervais, Commune de Rosny-sous-Bois, Commune de Saint-Denis

Val-de-Marne (94)
Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre, Etablissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir, Etablissement public territorial Paris-Est-Marne et Bois, Commune de Bry-sur-Marne, Commune de Créteil, Commune du Kremlin Bicêtre, Commune de Nogent-sur-Marne, Commune de Villiers-sur-Marne, Commune de Vincennes

Val-d'Oise (95)
Communauté d'agglomération Val Parisis, Commune de Bessancourt, Commune de Garges-lès-Gonesse, Commune de Gonesse, Commune de Saint-Brice-sous-Forêt, Commune de Taverny

Normandie

Calvados (14)
Conseil Départemental du Calvados, Commune de Fontenay le Pesnel, Commune de Giberville, Commune de Glanville, Commune de Tourville-en-Auge

Eure (27)
Communauté de communes du Pays de Conches, Communauté de communes Roumois Seine, Commune de Conches-en-Ouche, Commune d'Evreux, Commune de Gisors, Commune de Muzy, Commune de Saint-Pierre-des-Fleurs, Commune de Saint-Pierre-du-Bosguérard, Commune du Thuit-de-l'Oison, Commune de Vernon

Manche (50)
Commune de Cherbourg-en-Cotentin

Orne (61)
Communauté urbaine d'Alençon, Commune d'Alençon

Seine-Maritime (76)
Métropole Rouen Normandie, Commune de Bois-Guillaume, Commune de La Feuillie

Nouvelle-Aquitaine

Charente-Maritime (17)
Communauté d'agglomération de la Rochelle, Communauté de communes de Gémozac, Commune de Bernay-Saint-Martin, Commune de Gémozac, Commune de Jazennes, Commune de Matha

Creuse (23)
Commune de Bourganeuf

Deux-Sèvres (79)
Communauté d'agglomération du Niortais, Syndicat des Eaux du Centre-Ouest

Dordogne (24)
Communauté d'agglomération du Grand Périgueux, Commune de Bergerac, Commune de Beynac-et-Cazenac, Commune de Château-L'Evêque, Commune de Peyrignac, Commune de Saint-Martial-d'Albarède, Commune de Sainte-Nathalène, Commune de Vitrac

Gironde (33)
Bordeaux Métropole, Commune de Bordeaux, Commune du Bouscat, Commune de Castillon-la-Bataille, Commune de Créon, Commune de Marcheprime, Commune de Moulis-en-Médoc, Commune de Peujard, Commune de Saint-Louis-de-Montferrand, Commune de Saint-Pierre-d'Aurillac, Commune de Saint-Romain-la-Virvée, Commune de Val-de-Livenne

Haute-Vienne (87)
Commune de Verneuil-sur-Vienne

Landes (40)
Commune de Biscarosse, Commune de Commensacq, Commune de Léon, Commune de Mimizan, Commune de Pouillon, Commune de Saint-Martin-de-Seignanx

Lot-et-Garonne (47)
Commune de Casseneuil, Commune de Saint-Maurin

Pyrénées-Atlantiques (64)
Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, Commune de Guéthary, Commune d'Oloron-Sainte-Marie, Commune d'Ossès, Commune de Pau, Commune de Saint-Etienne-de-Baïgorry

Vienne (86)
Communauté urbaine du Grand Poitiers, Commune de Dissay, Commune des Ormes

Occitanie

Ariège (09)
Conseil Départemental de l'Ariège, Commune de Foix

Aveyron (12)
Commune de Roquefort-sur-Soulzon

Gard (30)
Communauté de communes Cèze Cévennes, Communauté de communes du Pont du Gard, Syndicat mixte des eaux du Plateau de Signargues, Commune de Comps, Commune de Domazan, Commune d'Estézargues, Commune de Fournès, Commune de Roquemaure, Commune de Saint-André d'Olérargues, Commune de Saint-Gilles, Commune de Saint-Victor-de-Malcap, Commune de Valliguières, Commune de Vénéjan

Haute-Garonne (31)
Conseil Régional de l'Occitanie, Toulouse Métropole, Communauté de communes des Coteaux du Girou, Communauté de communes des Hauts Tolosans, Tisséo Collectivités, SIVOM Saudrune Ariège Garonne ; Syndicat mixte Eaux Tarn et Girou, Commune d'Aussonne, Commune de Bagnères-de-Luchon, Commune de Bretx, Commune de Colomiers, Commune d'Empeaux, Commune de Flourens, Commune de Grenade, Commune de Gagnac-sur-Garonne, Commune de Gragnague, Commune de Larra, Commune de Larroque, Commune de Lavernose-Lacasse, Commune de Marquefave, Commune de Merville, Commune de Montjoire, Commune de Pinsaguel, Commune de Pins-Justaret, Commune de Roques, Commune de Roquesérière, Commune de Roquettes, Commune de Saint-Hilaire, Commune de Toulouse, Commune de Villariès

Gers (32)
Commune de Condom

Hérault (34)
Sète Agglopôle Méditerranée, Commune de Balaruc-les-Bains, Commune de Capestang, Commune de Pomérols

Lot (46)
Communauté de communes de la Vallée du Lot et du Vignoble, Commune des Arques, Commune de Castelfranc, Commune de Cazals, Commune de Duravel, Commune de Pescadoires, Commune de Vire-sur-Lot

Hautes-Pyrénées (65)
Communauté de communes Adour Madiran, Commune de Capvern, Commune de Pujo

Pyrénées-Orientales (66)
Commune de Pollestres, Commune du Soler, Commune de Théza

Tarn (81)
Commune de Fiac

Tarn-et-Garonne (82)
Communauté de communes du Quercy Caussadais

Pays de la Loire

Loire-Atlantique (44)
Conseil Régional des Pays de la Loire, Conseil Départemental de Loire-Atlantique, Nantes métropole, Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Segréen – Anjou Bleu, Commune d'Ancenis-Saint-Géréon, Commune de Bougenais, Commune de Loireauxence, Commune de Nantes, Commune du Pallet, Commune de Rezé, Commune de Saint-Nazaire, Commune des Sorinières, Commune de Vertou

Maine-et-Loire (49)
Communauté d'agglomération de Saumur, Communauté de communes Loire Layon Aubance, Syndicat d'eau de l'Anjou, Commune de Beaucouzé, Commune d'Épieds, Commune du Lion d'Angers, Commune de Rochefort-sur-Loire, Commune de Saint-Augustin-des-Bois, Commune de Saumur

Mayenne (53)
Commune de Cossé-le-Vivien

Sarthe (72)
Communauté de communes de l'Huisne Sarthoise, Commune d'Allonnes

Vendée (85)
Communauté d'agglomération La Roche-sur-Yon, SyDEV, Commune de L'Aiguillon-la-Presqu'île, Commune de Saint-Hilaire-de-Riez

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Alpes de Haute-Provence (04)
Commune d'Aiglun, Commune d'Allons, Commune d'Aubenas-les-Alpes, Commune de Banon, Commune d'Entrepierres, Commune de Melve, Commune de Mison

Hautes-Alpes (05)
Communauté de communes Guillestrois Queyras, Commune d'Aiguilles, Commune d'Eygliers, Commune de Risoul, Commune de Saint-Clément-sur-Durance, Commune de Saint-Crépin

Alpes-Maritimes (06)
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins, Commune d'Andon, Commune de Pégomas, Commune de Saint-Cézaire-sur-Siagne, Syndicat intercommunal de l'eau potable du grand bassin cannois (SICASIL)

Bouches du Rhône (13)
Métropole d'Aix-Marseille Provence, Commune d'Istres, Commune de Marseille, Commune de Peypin, Commune du Puy-Sainte-Réparade, Commune de Sausset-les-Pins

Var (83)
Communauté de communes du Pays de Fayence, Commune de Gonfaron, Commune de Roquebrune-sur-Argens, Commune de Seillans

Vaucluse (84)
Commune de Mérindol, Commune de Pertuis

Collectivités d'outre-mer

Réunion (974)
Syndicat ILEVA, Communauté d'agglomération du Sud, Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest, Commune de la Possession

Saint-Pierre-et-Miquelon (975)
Collectivité d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon

Polynésie Française (987)
Collectivité d'outre-mer de Polynésie Française, Commune de Bora-Bora, Commune de Pirae

Vous êtes une collectivité :

Philippe ROGIER
Directeur des adhésions et du crédit
04 81 11 29 32
philippe.rogier@afl-banque.fr

Laurence LEYDIER
Directrice adjointe des adhésions et du crédit
04 81 11 29 37
laurence.leydier@afl-banque.fr

Astrée BOYET
Chargée de relation collectivités locales
04 69 84 81 02
astree.boyet@afl-banque.fr

Mathieu ROSNARHO
Chargé de relation collectivités locales
04 87 91 34 21
mathieu.rosnarho@afl-banque.fr

Lou LAMURE-GUIGARD
Chargée de développement
04 87 91 34 20
lou.lamure-guigard@afl-banque.fr

Vous êtes un investisseur :

Thiebaut JULIN
Directeur financier
thiebaut.julin@afl-banque.fr

Romain NETTER
Directeur du financement
à moyen et long terme
romain.netter@afl-banque.fr

Maëlien BOREL
Opérateur font-office financement
à moyen et long terme
maelien.borel@afl-banque.fr

Investor.Relations@afl-banque.fr

www.agence-france-locale.fr

Agence-France-Locale **@AgenceFRLocale** **contact@afl-banque.fr | 09 70 81 85 17**

AFL
La banque des collectivités

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 4 à l'ordre du jour : Budget primitif 2023 de la ville de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 48 voix + 1 - 1

+ 1 voix : Mme Nadia ZOURGUI a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

- 1 voix : M. Nicolas MATT a voté POUR alors qu'il souhaitait voter CONTRE.

Contre : 16 voix + 1

+ 1 voix : M. Nicolas MATT a voté POUR alors qu'il souhaitait voter CONTRE .

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°4

Budget primitif 2023 de la ville de Strasbourg.

Pour **48**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline**
Contre **16**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**
Abstention **0**	

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite à l'adoption de son budget primitif 2023.

Numéro V-2023-114

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

Le budget primitif 2023 propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+75,1 M€** en dépenses et de +**3,4 M€** en recettes. Le montant total des AP s'élève désormais à 1,4 Mds€ en dépenses et à 208,2 M€ en recettes.

Ces montants correspondent à l'ensemble des projets en cours, incluant pour les dépenses les montants déjà mandatés des exercices précédents, et ce pour les programmes non encore clôturés. Les recettes inscrites sont liées aux programmes de dépenses et comprennent des subventions perçues ou à percevoir et les cessions prévisionnelles.

S'agissant des dépenses à **+75,1 M€**, il convient de signaler les modifications suivantes :

- Dans le domaine de l'éducation et de la petite enfance, en hausse de **31,7 M€** :

  - +20,4 M€ pour l'AP de construction et de rénovation des bâtiments scolaires intégrant le nouveau programme du groupe scolaire Jesuitenfeld (20 M€) et l'augmentation du programme de travaux de restauration scolaire Claus (+0,4 M €) ;
  - +9 M€ pour l'AP de rénovation thermique des écoles incluant les nouveaux travaux pour les groupes scolaires Ziegelau (6 M€) et du Neufeld (3 M€) ;
  - +1,1 M€ pour l'AP de construction et de rénovation des structures de la petite enfance, concernant les transformations de jardins d'enfants en multi accueil pour les structures rue Fritz (+0,6 M€) et rue de Bâle (+0,5 M€).

- Dans le secteur sportif, à +**17,8 M€** :

  - +9,3 M€ pour l'AP de construction/rénovation des équipements sportifs 2019-2023 intégrant les nouvelles opérations de restructuration de la base eaux-vives (+2,1 M€) et le gymnase Ampère (+7,2 M€),

- +8 M€ pour l'AP de rénovation urbaine, dont le gymnase Solignac (+5 M€) et le complexe sportif Brigitte (+3 M€),
- +0,5 M€ pour l'AP de construction/rénovation des gymnases 2016-2018 concernant le salle de gymnastique Le Grand.

- Dans le domaine de la culture, à **+11,8 M€** :

  - +11 M€ pour l'AP de mise aux normes et de rénovation patrimoniale de l'Opéra,
  - +0,6 M€ pour l'AP Manufacture et les travaux de la nouvelle Haute école des arts du Rhin,
  - +0,5 M€ pour l'AP de travaux sur les équipements culturels 2018-2020 et plus précisément ceux pour le cinéma municipal,
  - -0,3 M€ pour l'actualisation de l'AP concernant l'ancienne COOP.

- Dans le domaine de la réglementation urbaine, à **+5 M€**, affectés à la plaine festive.

- Dans le secteur de la rénovation du patrimoine bâti, à **+4,9 M€**, qui correspondent aux AP de travaux dans les immeubles municipaux intégrant le nouveau programme de salle polyvalente au Port du Rhin porté par la SPL des Deux-Rives (+1,2 M€).

- Dans le poste mobilités et aménagement des espaces publics, à **+1,7 M€** :

  - +1,2 M€ pour l' AP de gestion durable de l'éclairage public,
  - +1 M€ pour l'AP du plan canopée,
  - -0,4 M€ pour l'AP d'accompagnement des projets urbains.

- Dans le domaine de l'aménagement urbain, à **+1 M€** dont +0,6 M€ pour l'AP de la maison du bâtiment et +0,2 M€ pour la nouvelle AP de trame verte.

Les recettes sont quant à elles en augmentation de **3,4 M€**. Elles concernent, pour :

- **+2,2 M€**, le secteur sportif, dont +1,6 M€ pour l'AP concernant la rénovation urbaine afin d'intégrer les recettes concernant les deux nouveaux programmes inscrits en dépense (gymnase Solignac et complexe sportif Brigitte), +0,4 M€ pour les subventions concernant le stade Walter au Neuhof et +0,2 M€ de nouvelles recettes pour la salle de gymnastique Le Grand,
- **+0,4 M€**, l'actualisation des recettes pour l'AP de construction/rénovation des bâtiments scolaires 2016-2018, plus précisément le groupe scolaire de la Meinau,
- **+0,3 M€** la mise à jour des recettes dans le domaine de la culture,
- **+0,3 M€** les rénovations de centres socio-culturels,
- **+0,2 M€** la mise à jour des recettes concernant les projets sur l'espace public.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les modifications d'autorisations de programme suivantes :

- *En dépenses 1 415 726 758,60 €,*
- *En recettes 208 216 370,23 €.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156651-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°5

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite à l'adoption de son budget primitif 2023.

Pour	**46**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**7**	**BARRIERE Caroline, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine**
Abstention	**10**	**BREITMAN Rebecca, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Fixation des taux des taxes directes locales pour 2023.

Numéro V-2023-112

En application de l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le Conseil municipal vote chaque année les taux des impositions directes locales. La présente délibération vise à fixer les taux des taxes directes locales pour l'année 2023.

Les taux des taxes directes locales sont **maintenus pour 2023** et s'établissent comme suit :
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 37,44 %,
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 72,52%,
- taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale (THRS) : 25,40 %.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles 1636 B sexies, 1636 B septies, 1636 B undecies et 1639 A du Code général des impôts,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

fixe

pour 2023 les taux d'imposition de fiscalité directe locale à des taux inchangés par rapport à 2022, soit à :

- *37,44 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties,*
- *72,52 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties,*
- *25,40 % pour le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-153334-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Pour un espace public mieux partagé : une nouvelle stratégie pour la politique du stationnement à Strasbourg - nouvelle tarification pour le stationnement sur voirie et en ouvrage et extensions de secteurs payants.

Numéro V-2023-277

La Ville de Strasbourg est engagée en faveur d'une ville plus résiliente et d'un meilleur partage de l'espace public pour améliorer le cadre de vie et le confort des Strasbourgeoises et des Strasbourgeois. Dans ce cadre, le Conseil municipal de la ville de Strasbourg a déclaré l'urgence climatique en juillet 2020, adopté le plan « canopée » en août 2020 et le plan piéton en mai 2021.

Ces transformations s'inscrivent en pleine cohérence avec la révolution des mobilités portée par l'Eurométropole de Strasbourg et qui repose notamment sur le développement massif des infrastructures de transports collectifs et des mobilités actives. De nombreux projets sont d'ores-et-déjà engagés au service de cette ambition :

- la Zone à Faibles Émissions-mobilités vise à améliorer la qualité de l'air pour toutes et tous ;
- les projets du plan vélo, notamment le Ring autour de la Grande-Ile, offrent de nouveaux itinéraires aux piétons et aux cyclistes ;
- la ligne G du BHNS qui sera livrée fin 2023 rendra plus accessible des services publics majeurs de la ville à partir de la gare centrale ;
- le tramway s'étend et se développe pour relier de nouveaux territoires au nord et à l'ouest de l'agglomération ; il s'accompagne d'une transformation profonde des espaces traversés.

Le stationnement joue dans ce contexte un rôle fondamental car il constitue un levier majeur à la fois pour le déploiement de la politique de mobilité et pour la transformation des espaces publics. La nouvelle politique de stationnement se déploie en trois volets intégrés qui, ensemble, permettront de libérer de l'espace public et d'améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants et de conforter le rayonnement touristique et économique.

Ainsi, il s'agit en priorité d'encourager à se passer de voiture individuelle, dans la lignée de la révolution des mobilités proposée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'agit ensuite d'inciter au stationnement le plus en amont possible du centre-ville élargi, en P+R particulièrement. Enfin, il s'agit d'encourager chacun·e, visiteur·teuse et résident·e, à

stationner en ouvrage plutôt qu'en voirie, pour permettre de nouveaux usages des espaces publics ainsi libérés.

Le Conseil municipal a ainsi approuvé, lors de sa séance du 20 septembre 2021, deux délibérations concernant les espaces publics et le stationnement. Avec ces délibérations, le cadre était donné pour lancer des démarches de participation citoyenne, réflexions et études permettant la mise en place de mesures adaptées et équilibrées, afin d'inciter les usager·es au report vers d'autres modes de déplacements actifs et de trouver une nouvelle répartition du stationnement entre voirie et ouvrages, tout ceci au profit d'un meilleur partage des espaces publics et de la qualité du cadre de vie.

Plusieurs temps d'échanges ont déjà pu avoir lieu avec les habitant·es et les acteurs du territoire entre la fin de l'année 2021 et le début de l'année 2023 et une enquête sur les usages du stationnement et des espaces publics a été menée à l'échelle de la Ville fin 2022. Forte de près de 3 500 répondants, les résultats de cette enquête nourrissent le plan d'actions proposé et viendront alimenter les différentes actions de transformation de l'espace public qui pourront être déployées grâce à la mise en place de la nouvelle stratégie du stationnement.

Les évolutions de la politique du stationnement proposées au Conseil municipal constituent un ensemble de mesures pour :

- inciter à utiliser les espaces disponibles dans les parkings en ouvrage, y compris les parkings-relais, pour libérer l'espace public et permettre son rééquilibrage au profit d'une ville à vivre ;
- améliorer la situation dans certains secteurs connaissant des difficultés et une forte pression en matière de stationnement sur voirie, par une régulation de celui-ci, et, ce, au bénéfice de tous : habitant·es, visiteur·teuses et acteurs économiques ;
- instaurer une tarification sociale pour protéger les plus fragiles, au cœur du bouclier social déployé par la Ville de Strasbourg.

I. État des lieux du partage de la voirie et du stationnement

Aujourd'hui Strasbourg compte environ 700 km de voirie. Le profil type d'une chaussée accorde trois quarts de l'espace aux déplacements motorisés et seulement un quart de l'espace aux piétons et cyclistes. La majeure partie de l'espace reste ainsi consacrée aux déplacements motorisés.

Pourtant, seulement 60% des Strasbourgeois·es ont une voiture et 40% de ces derniers disposent d'un emplacement pour stationner leur véhicule (INSEE 2019). De plus, l'occupation de l'espace n'est pas optimal dès lors que 95% du temps, une automobile est immobile (TURO 2022).

Outre les nombreux parkings publics et les parkings-relais implantés le long du réseau de transports en commun, la Ville de Strasbourg compte à ce jour environ 55 000 places de stationnement, dont 14 000 dans le périmètre « payant » sur voirie, pour 10 480 abonnés résidents. À ces chiffres, il convient d'ajouter les places de stationnement des parkings

privés, qu'ils soient collectifs ou individuels (lots en copropriété ou sur les parcelles individuelles), qui ne sont pas pleinement occupés.

II. Encourager l'utilisation des parkings en ouvrage

a) La mise en place d'un abonnement résidents dans les parkings en ouvrage publics

Afin d'encourager les habitants qui stationnent habituellement leur véhicule sur la voirie, à le faire désormais dans un parking en ouvrage, il est proposé de créer un nouvel abonnement résident, qui sera disponible dans la majorité des parkings gérés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Ce nouvel abonnement permettra ainsi de stationner dans un parking public, sous réserve de renoncer à le faire majoritairement sur la voirie. Cet abonnement sera de 60 euros par mois si le parking se situe en dehors de sa zone résidentielle et hors de la Grande Ile, et de 90 euros par mois s'il se situe dans sa zone de résidence ou sur la Grande Ile. Par conséquent, plus le résident fera un effort pour se garer loin de son lieu d'habitation, moins le tarif sera élevé pour lui. Cette démarche permettra de libérer de l'espace public tout en limitant les pollutions atmosphériques générées par les rotations automobiles, particulièrement en cœur de ville. L'abonnement inclura la possibilité de stationner gratuitement et quotidiennement durant 1h maximum sur l'espace public dans sa zone de stationnement résident afin de desservir son domicile au plus proche ou de répondre à d'autres besoins ponctuels en proximité.

Contrairement au stationnement sur la voirie, qui exige de trouver une place libre, le stationnement dans un parking en ouvrage offre un accès garanti et souvent plus rapide à une place, qui plus est sécurisée et accompagnée de services (parc à vélos, location de trottinette, armoire à colis, places pour véhicules électriques). Cette solution vise à diminuer les émissions de gaz à effet de serre ou d'oxyde et dioxyde d'azote ainsi que la congestion sur l'espace public provoquées par les automobilistes à la recherche d'une place de stationnement en voirie.

Les parkings ouverts au dispositif seront les parkings Halles P3 Wilson et Bateliers (la gestion de ce dernier échoira à l'Eurométropole de Strasbourg en février 2024 conformément à une délibération du Conseil municipal de novembre 2022), s'agissant des parkings gérés par la Ville de Strasbourg. Par ailleurs, il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, lors de sa séance du 24 mars 2023, d'ouvrir ce même dispositif dans les parkings Austerlitz, Broglie, Kléber-Homme de Fer, Wodli et Centre Historique-Petite-France, relevant de sa compétence.

Le cas échéant, la Ville de Strasbourg prendra à sa charge les pertes d'exploitation induites par cette action relevant de sa politique globale de stationnement, selon des modalités à définir avec l'Eurométropole de Strasbourg.

L'abonnement résident, en voirie ou en parking, restera ouvert à une seule voiture par foyer.

Ce nouvel abonnement sera mis en place concomitamment aux nouveaux tarifs des forfaits mensuels sur voirie présentés infra, soit au 1er octobre 2023.

b) L'adaptation des tarifs visiteurs dans les parkings publics

De plus, les tarifs visiteurs des parkings publics n'ayant pas évolué depuis 2015, il est désormais nécessaire de procéder à leur mise à jour. L'évolution de ces tarifs tient compte de la spécialisation des ouvrages et de leur localisation. La grille des abonnements et des forfaits déjà en place évoluera également selon l'indexation annuelle habituelle.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'approuver les grilles des tarifs visiteurs et abonnés figurant en annexe à la présente délibération, concernant les deux parkings gérés par la Ville de Strasbourg, le parking P3 des Halles et le parking des Bateliers. Ces tarifs seront applicables à partir du mois d'avril 2023.

Il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, lors de sa séance du 24 mars 2023, d'approuver, selon la même logique de spécialisation et de localisation des ouvrages, les grilles tarifaires visiteurs et abonnés des parkings relevant de sa compétence (parkings Gutenberg, Broglie, Kléber-Homme de Fer, Centre-Historique-Petite-France, Centre administratif, Austerlitz, Gare Wodli et Gare courte-durée).

c) La promotion des parkings relais

En parallèle, les parkings relais, implantés le long du réseau de transports en commun, et dont certains disposent d'importantes disponibilités, seront mis en avant par une campagne de communication pilotée par la CTS et l'Eurométropole de Strasbourg, afin d'informer les usagers sur le temps de parcours entre les P+R et le centre, de mettre en avant la gratuité dans les P+R pour les détenteurs d'un abonnement CTS ou d'un Pass Mobilité, de présenter les services disponibles en P+R, etc.

Afin d'accompagner ces mesures, un meilleur jalonnement vers les ouvrages d'entrée de ville, y compris vers les P+R, sera en outre mis en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg. L'objectif sera d'orienter préférentiellement les visiteur·teuses vers les P+R où ils pourront stationner leur véhicule puis voyager avec leurs passagers sur l'ensemble du réseau CTS.

III. Améliorer la situation des secteurs connaissant une forte pression en matière de stationnement sur voirie

a) Favoriser la rotation sur la voirie

Le secteur réglementé est payant de 9h à 19h. Il est organisé selon trois zones représentées par la zone rouge, la zone orange, et la zone verte :

- la zone rouge, qui correspond à ce jour à l'hyper-centre, concentre de nombreuses aménités, une offre en transports en commun performante ainsi que des parkings en ouvrage, mais aussi une forte pression sur l'espace public, la présence de

nombreux piétons et un nombre de places sur la voirie inférieure au nombre de résidents bénéficiant d'un titre de stationnement (900 titres résidents pour 800 places environ) ;
- les zones oranges correspondent à des zones mixtes, mêlant habitations et activités économiques, tout en offrant des transports en commun performants et des parkings publics permettant le report du stationnement de l'espace public vers les ouvrages ;
- les zones vertes sont des zones résidentielles limitrophes des zones citées précédemment, dépourvues de parkings publics et où en conséquence le stationnement s'effectue majoritairement en voirie ou en parking privé.

A l'instar des ouvrages, les tarifs visiteurs sur voirie n'ont pas évolué depuis début 2015. Afin d'inciter les usager·es à fréquenter les parkings publics en ouvrage et les parkings-relais, il convient donc d'actualiser ces tarifs. Plus élevés que dans les parkings, ils inciteront en effet les usager·es à stationner sur la voirie uniquement pour des courtes et très courtes durées et à utiliser les parkings pour des moyennes et longues durées. La hiérarchie tarifaire entre zone rouge, zone orange et zone verte sera maintenue, tout comme les durées maximum de stationnement ainsi que les tarifications spécifiques en faveur en particulier des professionnel·les de santé et des professionnel·les mobiles.

Ainsi, la première heure sera de 3,50€ en zone rouge, 2,50€ en zone orange et 1€ en zone verte. La deuxième heure sera de 8€ en zone rouge, 3,50€ en zone orange et 2€ en zone verte. La grille complète est disponible en annexe.
En outre, le montant du forfait de post-stationnement (35 €) et la possibilité de s'en acquitter à un tarif minoré (17 €) sont également maintenus.

De plus, Strasbourg étant une ville en transition, et ses lieux de vie évoluant, il convient d'adapter les tarifs affectés à certaines zones tarifaires pour mieux refléter la réalité du territoire. Il est ainsi proposé d'appliquer la tarification visiteurs « rouge » dans la Grande Ile, ainsi que dans les secteurs Gare, Halles, Sud avenue des Vosges et Krutenau, en reconnaissance de la dynamique d'élargissement du centre-ville. Pour conserver la cohérence du dispositif, la zone au nord de l'avenue des Vosges (zone 8), celle dans le quartier de la Laiterie (zone 10), la zone d'Esplanade (zone 5), ainsi que le nord Neudorf passeront en orange. Du fait de leur dominante résidentielle les zones du Conseil des XV et Orangerie et leurs extensions (zones 11 et 9), ainsi que l'îlot Saint Hélène seront en zone verte.

La carte des nouvelles zones tarifaires figure en annexe 1 à la présente délibération.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver la grille des tarifs visiteurs sur voirie figurant en annexe à la présente délibération. Ces tarifs seront applicables à partir du 03 avril 2023.

b) Améliorer la situation dans certains secteurs par la mise en place de la réglementation payante

Le quartier du Neudorf subit une forte pression en matière de stationnement, et ce depuis plusieurs années. En effet, certains secteurs ont peu de stationnement privé, des rues étroites et pas de parking public à ce jour, et les occupations de la voirie dépassant les 80% en moyenne en jour de semaine dans tous les secteurs enquêtés, avec jusqu'à 30% de véhicules ventouses. Le passage en zone réglementée devra donc permettre d'alléger cette pression et de « redonner de l'air » au quartier, en limitant notamment le stationnement des pendulaires provenant en particulier des secteurs voisins. La tension de la situation actuelle a fait l'objet d'expressions nombreuses et récurrentes des habitant.es.

Il est par ailleurs à noter que le quartier devrait bénéficier, dans les années à venir, d'un nouveau parking en ouvrage qui permettra un report de voitures stationnant sur la voirie.

Ailleurs dans la ville, les secteurs limitrophes à l'actuelle zone payante, en particulier le secteur entre les quais Zorn et Mullenheim jusqu'à la rue Lauth, ainsi que le quartier de l'Orangerie sont aujourd'hui à leur tour sous pression. La voirie y est ainsi saturée une grande partie de la journée, avec des pointes entre 100 % et 130% d'occupation, comprenant une part importante de véhicules de pendulaires et de véhicules « ventouse » (12%), c'est-à-dire stationnant au moins une journée. Plus de 50% des places sont occupées par des résidents dans ces deux secteurs. La réglementation payante, dans la continuité des périmètres déjà payants, devrait là encore permettre d'alléger la pression.

Il est donc proposé de mettre en place le stationnement payant dans ces deux quartiers. Il permettra d'y soulager la pression du stationnement, d'améliorer la rotation au profit des habitants, qui pourront bénéficier du forfait résidant dans leur zone d'habitation. Il limitera les stationnements de longue-durée des pendulaires actifs du secteur, incités à privilégier les transports en commun et les P+R, ou les parkings en ouvrage.

Le périmètre proposé correspond à environ 6 500 places pour le quartier du Neudorf et à environ 1 600 places pour le secteur Orangerie, quais Zorn/Mullenheim et rue Lauth. Ces extensions seront déployées dans le courant du premier semestre 2024.

Il est proposé que la tarification « orange » soit appliquée sur le secteur Heyritz et Nord du Neudorf, compte tenu de la typologie du quartier, de la tension sur l'offre de stationnement et des alternatives existantes dans les parkings ouverts au public de Rivetoile et de Danube, tandis la tarification « verte » s'appliquerait pour la partie Sud du Neudorf et le secteur Orangerie, quais Zorn/Mullenheim et rue Lauth.

Les cartes des périmètres d'extensions proposées figurent en annexes 2 et 3 à la présente délibération.

La mise en œuvre de ces extensions de périmètres payants par le concessionnaire Indigo, nécessitera la conclusion d'un avenant au contrat de concession signé le 09 octobre 2017 avec la ville de Strasbourg. Cet avenant sera proposé à l'approbation d'un prochain conseil municipal.

c) Envisager la mise en place d'un stationnement fonctionnel à haute rotation pour garantir le bon fonctionnement de la Ville

Dans l'optique d'améliorer encore la rotation des véhicules sur certains emplacements de stationnement, il est envisagé d'expérimenter des places dites « violettes ».

Ces places seraient à usage spécifique : il s'agirait d'un nombre de places définies en voirie, généralement à proximité d'un générateur de flux (commerces, pôle d'intermodalité, dépose minute), où la durée du stationnement serait très limitée. L'objectif serait de permettre une rotation très importante sur ces places et d'en faciliter l'accès pour le plus grand nombre et en particulier pour les commerces. Il s'agit ainsi d'identifier des zones de stationnement « utiles » pour faciliter le fonctionnement de la ville et des activités, notamment économiques.

La mise en place de ce dispositif fera l'objet d'une démarche de participation citoyenne par une consultation du monde économique et de la population pour identifier les besoins à prendre en compte dans le lancement de ce nouveau modèle et en définir ensuite les caractéristiques opérationnelles précises.

IV. Mettre en place un bouclier social pour les abonné·es résidents en voirie

Pour les ménages domiciliés dans une zone payante, il est possible de demander à bénéficier d'un abonnement dit « résident », qui permet de stationner en voirie au sein de sa zone d'affectation (liée à son adresse). Cet abonnement est valable pour une voiture par ménage. Le second véhicule du foyer a accès au forfait journalier pour ses besoins occasionnels.

Afin d'inciter les résidents à utiliser davantage les ouvrages, pour libérer et apaiser les espaces publics au profit d'autres usages (piétons, cyclistes, activités, etc.) et en cohérence avec la hausse envisagée des tarifs visiteurs sur voirie et en parkings, le prix du forfait mensuel sera augmenté. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place un bouclier social pour les habitants, et de créer ainsi un tarif résident solidaire ; permis depuis 2020 par la loi ; afin de s'adapter à leur situation financière. Ce tarif résident solidaire se basera sur le Revenu Fiscal de Référence (RFR) par part, comme cela est le cas pour les aides de la ZFE-m, ce qui permettra une lisibilité aussi bien au niveau de la métropole qu'au niveau de l'État.

Ainsi, le premier niveau de tarif solidaire correspondant à un RFR par part inférieur à 14 089 € annuels. Il permettra de sanctuariser le montant de l'abonnement à 15€ pour les ménages les plus fragiles. La tarification sera ensuite de 30 € pour un RFR compris entre 14 089 € et 22 983 € annuels, et le tarif plein sera porté à 40 €.

Ces nouveaux tarifs permettront d'encourager le report de la voirie vers les ouvrages et seront les mêmes pour l'ensemble des zones payantes. Ils seront mis en œuvre à partir d'octobre 2023.

V. La prise en compte de l'expertise d'usage des habitant·es et du monde économique

a) Le dialogue avec le monde économique

Il existe depuis 2018 et la mise en place de la réforme du stationnement sur voirie, un forfait journalier ouvert à certaines professions identifiées. Ce forfait est valable dans toutes les zones payantes de la ville, au prix de 11€ pour une journée. Sont concernées les professions dites mobiles, c'est-à-dire les professionnels de santé mobiles, certains artisans et certains métiers de bouche. En 2022, 8 664 forfaits ont été délivrés. Ce forfait sera maintenu en l'état pour continuer de répondre au besoin d'accessibilité à la Ville des professionnel·les.

Dans le cadre de l'évolution de la politique du stationnement, et du déploiement de la stratégie de logistique urbaine, des échanges avec les professionnel·les sont régulièrement organisés. Différentes thématiques continueront d'être abordées, comme le sujet de la logistique urbaine, avec tout ce qui relève des livraisons, le stationnement des professionnels (commerçants, artisans) et de leur clientèle, la déclinaison du dispositif des places « violettes », etc. Les apports de ces échanges seront entérinés dans une délibération ultérieure qui validera les compléments au présent plan d'actions.

b) L'information et la consultation des habitant·es

L'évolution de la politique de stationnement concerne tou·tes les habitant·es de la Ville de Strasbourg, il est donc essentiel de déployer une démarche tant d'information que de participation des habitant·es. Les publics concernés sont à la fois les habitant·es, les associations de riverains et les associations spécialisées.

Le dispositif validé dans le cadre de la présente délibération fera l'objet d'une communication auprès des habitant·es et des visiteur·teuses. Cela permettra d'une part aux résident·es de s'interroger sur leur choix de stationnement en voirie ou en ouvrage, et de pouvoir identifier à quelle strate de tarif en voirie ils sont éligibles. D'autre part, la communication permettra aux visiteur·teuses de s'approprier les alternatives à leur disposition pour accéder en cœur de ville.

La consultation portera sur les actions complémentaires au dispositif présenté ici et seront adaptées aux besoins spécifiques des différents quartiers. Cela permettra, entre autres, de préciser la localisation et les modalités de déploiement des places « violettes » ainsi que de travailler avec les habitant·es à l'aménagement de certains espaces libérés du stationnement au profit de déminéralisation, de végétalisation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- l'extension du secteur payant dans le quartier Neudorf, dans le secteur entre les quais Zorn et Mullenheim jusqu'à la rue Lauth, ainsi que dans le quartier de l'Orangerie, selon les plans prévisionnels ci-annexés,

- la mise en place d'une tarification sociale pour les résident.es sur voirie (limité à un titre résident par foyer), conformément à l'annexe jointe :

- 15 € par mois pour les personnes ayant un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 14 089 € annuels,

- 30 € par mois pour les personnes ayant un revenu fiscal de référence par part compris entre 14 089€ et 22 983 € annuels,

- 40 € par mois pour les personnes ayant un revenu fiscal de référence par part supérieur à 22 983 € annuels.

- la mise en place de la nouvelle tarification « résident strasbourgeois » dans les parkings P3 les Halles et Bateliers, limitée à un abonnement par foyer (sous réserve de renoncer à l'abonnement voirie précité), selon les dispositions suivantes :

- pour les personnes résidant dans un secteur payant de la commune de Strasbourg souhaitant stationner dans un parking de leur zone de résidence ou dans la Grande Ile : au tarif de 90€/mois,

- pour les personnes résidant dans un secteur payant de la commune de Strasbourg, souhaitant stationner dans un parking hors de leur zone de résidence et hors de la Grande Ile : au tarif de 60€/mois.

- les changements de zones tarifaires, conformément à l'annexe jointe :

- zone rouge : zone 1, zone 6, zone 4 et zone 7

- zone orange : zone 8, zone 10, zone 5, zone 14 (extension nord Neudorf)

- zone verte : zone 8 (incluant l'extension nord Neustadt), zone 9, zone 11 (incluant l'extension Orangerie), zone 13 (extension Îlot Sainte Hélène), zone 15 et zone 16 (extensions Neudorf)

- le principe d'instauration d'un dispositif de places de stationnement à forte rotation (durée de stationnement maximale très courte), dites places « violettes », dont les conditions de mise en œuvre feront l'objet d'une délibération dédiée après concertation avec le monde économique et les habitant·es.

décide

la mise en œuvre de l'augmentation du périmètre payant sur voirie dans le quartier du Neudorf pour environ 6 500 places, ainsi que dans le secteur entre les quais Zorn et Mullenheim jusqu'à la rue Lauth, et dans le quartier de l'Orangerie pour environ 1 600 places, suivant les plans prévisionnels ci annexés, au courant du premier semestre 2024

fixe

- à compter du 03 avril 2023, les tarifs visiteurs et abonnés des parkings en ouvrage de la Ville de Strasbourg et les tarifs visiteurs sur voirie, comprenant les nouvelles répartitions des zones rouges, oranges et vertes, conformément aux grilles ci-annexées,

- à compter du 1er octobre 2023, les tarifs des forfaits mensuels résidents sur voirie et le nouvel abonnement « résident strasbourgeois » en ouvrage, conformément aux grilles ci-annexées,

charge

la Maire ou son-sa représentant-e de prendre toutes les mesures réglementaires applicables, notamment concernant les modalités d'organisation et de fonctionnement du service du stationnement payant sur voirie,

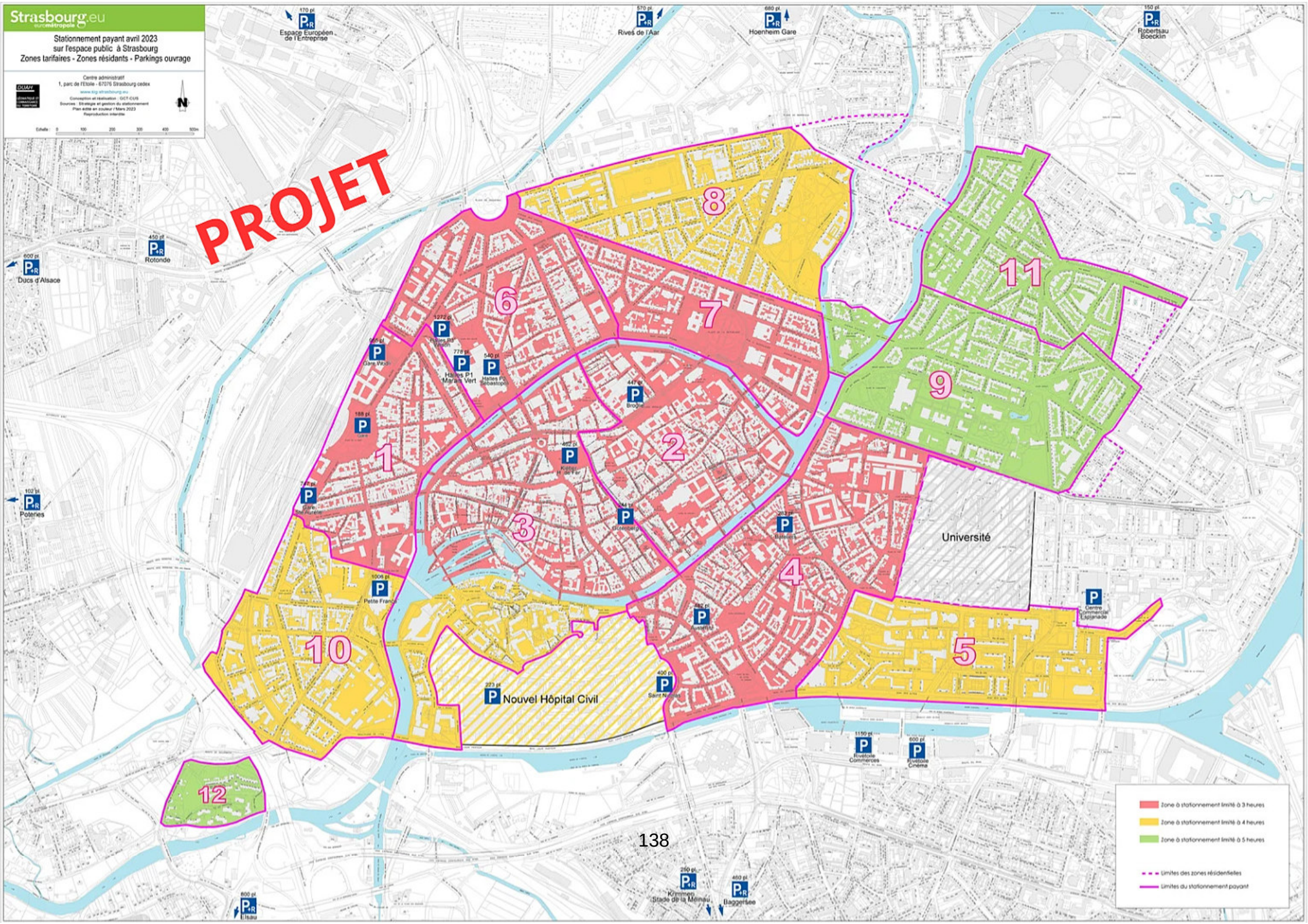
autorise

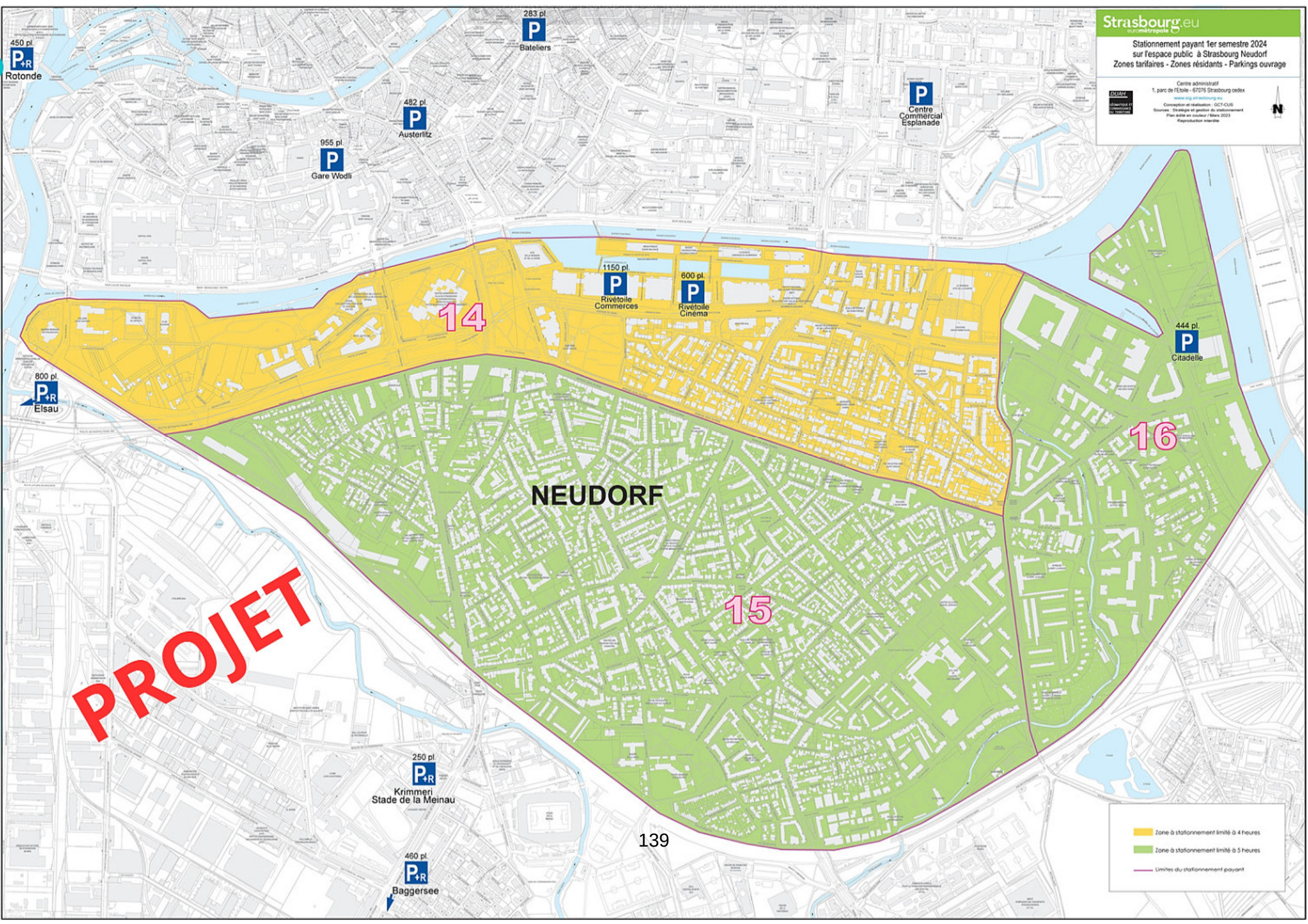
la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

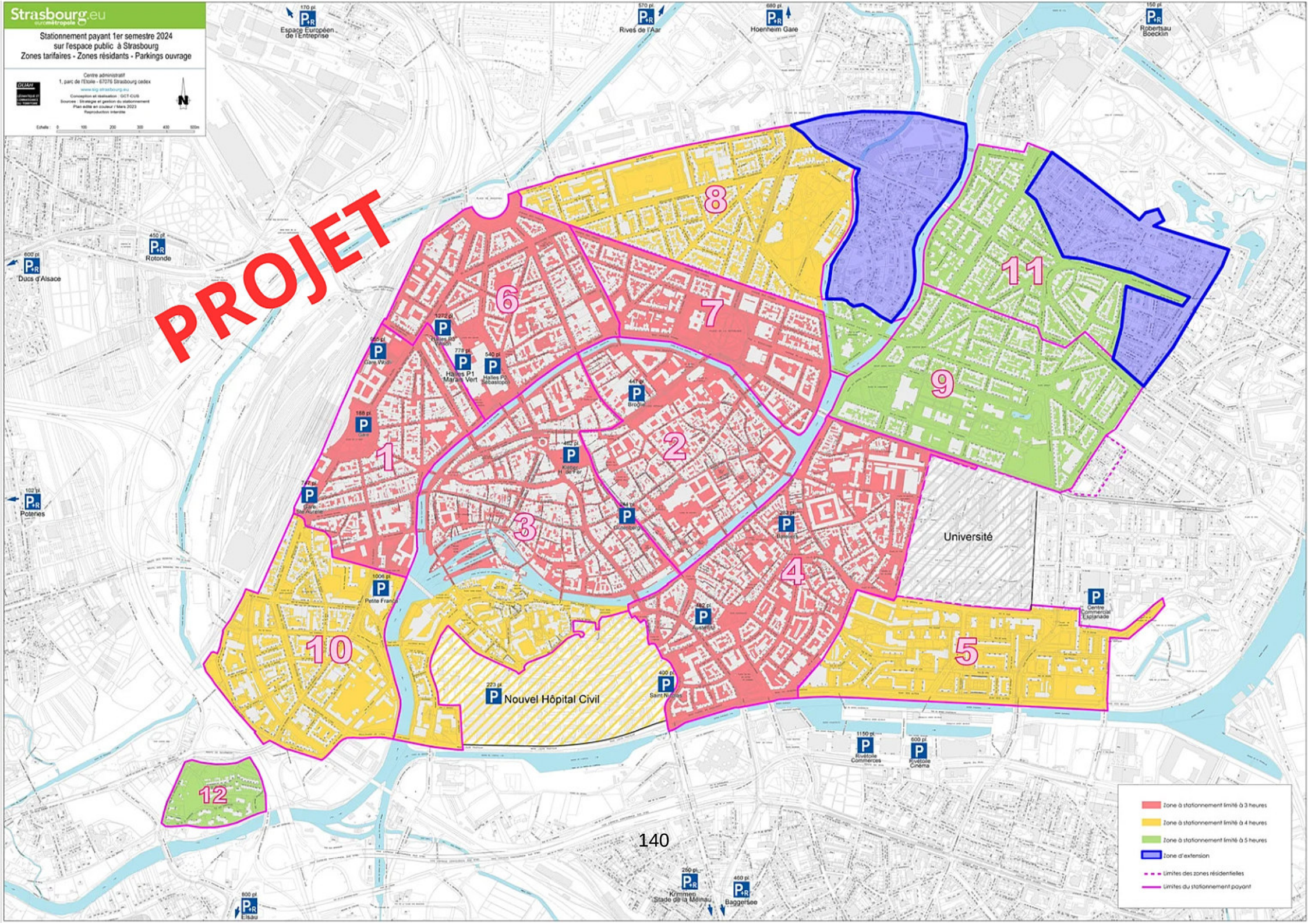
Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156821-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023


Strasbourg.eu
eurométropole
Stationnement payant avril 2023
sur l'espace public à Strasbourg
Zones tarifaires - Zones résidants - Parkings ouvrage
PROJET
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
Université
Nouvel Hôpital Civil
Espace Européen de l'Entreprise
Rives de l'Aar
Hoenheim Gare
Robertsau Boecklin
Rotonde
Ducs d'Alsace
Poteries
Petite France
Rivétoile Commerces
Rivétoile Cinéma
Ilsau
Krimmeri Stade de la Meinau
Baggersee
Zone à stationnement limité à 3 heures
Zone à stationnement limité à 4 heures
Zone à stationnement limité à 5 heures
Limites des zones résidentielles
Limites du stationnement payant


Strasbourg.eu
Stationnement payant 1er semestre 2024
sur l'espace public à Strasbourg Neudorf
Zones tarifaires - Zones résidants - Parkings ouvrage
450 pl.
Rotonde
283 pl.
Bateliers
482 pl.
Austerlitz
955 pl.
Gare Wodli
Centre Commercial Esplanade
1150 pl.
Rivétoile Commerces
600 pl.
Rivétoile Cinéma
444 pl.
Citadelle
800 pl.
Elsau
14
16
NEUDORF
15
PROJET
250 pl.
Krimmeri
Stade de la Meinau
460 pl.
Baggersee
Zone à stationnement limité à 4 heures
Zone à stationnement limité à 5 heures
Limites du stationnement payant


Strasbourg.eu
eurométropole
Stationnement payant 1er semestre 2024
sur l'espace public à Strasbourg
Zones tarifaires - Zones résidants - Parkings ouvrage
Centre administratif
1, parc de l'Etoile - 67076 Strasbourg cedex
www.sig.strasbourg.eu
Conception et réalisation : GCT-CUS
Sources : Stratégie et gestion du stationnement
Plan edité en couleur / Mars 2023
Reproduction interdite
PROJET
Espace Européen de l'Entreprise
Rives de l'Aar
Hoenheim Gare
Robertsau Boecklin
Rotonde
Ducs d'Alsace
Poteries
Gare Wodli
Halles P1 Marais Vert
Halles P3 Sébastopol
Broglie
Gare
Gare Ste-Aurélie
Kléber Hilton
Gutenberg
Petite France
Nouvel Hôpital Civil
Saint Nicolas
Bateliers
Rivétoile Commerces
Rivétoile Cinéma
Centre Commercial Espace Tanneries
Université
Elsau
Krimmeri Stade de la Meinau
Baggersee
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
Zone à stationnement limité à 3 heures
Zone à stationnement limité à 4 heures
Zone à stationnement limité à 5 heures
Zone d'extension
Limites des zones résidentielles
Limites du stationnement payant

REDEVANCES DE STATIONNEMENT SUR VOIRIE

La Maire, ou son/sa représentant(e), est chargée par le Conseil municipal de prendre toutes les mesures réglementaires applicables, notamment concernant les modalités d'attribution et de reconnaisance de la qualité d'ayant droit, selon les catégories ci-dessous définies, ainsi que concernant l'organisation et le fonctionnement du service du stationnement payant sur voirie.

La durée maximum de stationnement est limitée à 24h consécutives sur voirie.

GRILLES HORAIRES ET MONTANT DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT : APPLICABLES A COMPTER DU 3 AVRIL 2023

Les tarifs horaires seront applicables du lundi au samedi, sauf jours fériés, de 9h à 19h

ZONE ROUGE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	3,50 €	3,50 €
2h	4,50 €	8,00 €
2h15	2,00 €	10,00 €
2h30	2,00 €	12,00 €
2h50	5,00 €	17,00 €
3h00	18,00 €	35,00 €

ZONE ORANGE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	2,50 €	2,50 €
2h	1,00 €	3,50 €
2h15	2,50 €	6,00 €
2h30	2,00 €	8,00 €
2h50	1,00 €	9,00 €
3h00	1,00 €	10,00 €
3h20	4,00 €	14,00 €
3h45	3,00 €	17,00 €
4h	18,00 €	35,00 €

Dépose Gare sur voirie : tarif zone rouge

ZONE VERTE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	1,00 €	1,00 €
2h	1,00 €	2,00 €
3h	2,50 €	4,50 €
3h15	1,00 €	5,50 €
3h30	1,00 €	6,50 €
4h00	3,50 €	10,00 €
4h15	2,00 €	12,00 €
4h30	2,00 €	14,00 €
4h45	3,00 €	17,00 €
5h	18,00 €	35,00 €

Montant du Forfait de post-stationnement minoré = 17 € quelle que soit la zone tarifaire, si le paiement est effectué par l'usager dans les 72 heures

Montant du Forfait de post-stationnement = 35 € quelle que soit la zone tarifaire, si le paiement est effectué au-delà de 72 heures

Le montant du FPS pourra faire l'objet d'une déduction du montant du dernier ticket payé et valide au sens de l'article R2333-120-5 du Code général des collectivités territoriales.

TARIFS RESIDENTS : APPLICABLES A COMPTER DU 1er OCTOBRE 2023

Forfait mensuel :

15€ par mois pour les résidents ayant un revenu fiscal de référence par part inférieur ou égal à 14 089 € annuels

30€ par mois pour les résidents ayant un revenu fiscal de référence par part compris entre 14 089€ et 22 983 € annuels

40 € par mois pour les résidents ayant un revenu fiscal de référence par part supérieur à 22 983 € annuels

Forfait 12h consécutives payantes : 4 €

Forfait Résident strasbourgeois en parking : 1 heure gratuite par jour dans la zone de résidence

FORFAITS JOURNALIERS : APPLICABLES A COMPTER DU 1er OCTOBRE 2023

Forfait Résident 2 journalier :

zone rouge : 11 € par jour

zone orange : 8 € par jour

zone verte : 3 € par jour

Forfait professionnel mobile toutes zones : 11 € par jour

PROFESSIONNELS DE SANTE EN VISITE (pas de modification)

Gratuité du stationnement uniquement pendant la durée des visites (et non à proximité du cabinet médical)

VEHICULES DE SERVICE DE L'EUROMETROPOLE ET VEHICULES DU SERVICE D'AUTOPARTAGE EN TRACE DIRECTE SANS STATION "FREE-FLOATING" (pas de modification)

Redevance annuelle forfaitaire pour les véhicules de service de l'Eurométropole : 58€ par véhicule et par an

Redevance annuelle forfaitaire pour les véhicules du service d'autopartage en trace directe sans station "free-floating" : 58€ par véhicule et par an

Il est par ailleurs rappelé que depuis la date d'entrée en vigueur de la Loi n°2015-300 du 18 mars 2015, toutes les places de stationnement ouvertes au public sur voirie seront utilisées gratuitement par toute personne titulaire de la carte Mobilité inclusive (CMI) ou de la carte européenne de stationnement en cours de validité, ou par la tierce personne l'accompagnant.

Annexe délibération du Conseil municipal
20 Mars 2023

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE
À PARTIR DU 3 AVRIL 2023

VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		411,00 €	1 500,00 €
Halles P3	165,00 €	411,00 €	1 500,00 €

VISITEURS JOUR (7H – 21 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		356,00 €	1 269,00 €
Halles P3	140,00 €	336,00 €	1 236,00 €

VISITEURS JOUR Lundi à Vendredi (7H – 20 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Halles P3	121,00 €	282,00 €	1032,00 €

RESIDENTS VOIRIE VERS OUVRAGES JOUR / NUIT (24H/24H) A COMPTER DU 1er OCTOBRE 2023

	MENSUEL
Bateliers :	
Abonné résidant dans la zone du parking	90,00 €
Abonné résidant hors de la zone du parking	60,00 €
Halles P3 :	
Abonné résidant dans la zone du parking	90,00 €
Abonné résidant hors de la zone du parking	60,00 €

RESIDENTS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers	105,00 €	288,00 €	1002,00 €
Halles P3	105,00 €	288,00 €	1002,00 €
Halles P3 – Résidéo (jusqu'au 30 septembre 2023)	25,00 €	75,00 €	300,00 €

RESIDENTS NUIT et WE
(17H-10H du lundi au vendredi + sa, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		128,00 €	450,00 €

RESIDENTS NUIT et dimanche
(17H-10H du lundi au samedi, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		78,00 €	303,00 €
Halles P3 (18h à 9h, lundi au samedi di et JF)	36,00 €	78,00 €	303,00 €

Forfait HOTELIERS

	24h
Bateliers	17,00 €
Halles P3	17,00 €

MOTO 24/24

	Trimestriel
Bateliers	205,50€
Halles P3	205,50€

Abonnements par station CITIZ (24h/24)
Réduction de 10% sur le prix de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

Forfaits tout public - pré-vendus				
	Forfait 3 jours	**Forfait 5 jours (du lundi au vendredi)**	**Forfait 6 jours (dimanche à vendredi)**	**Forfait mensuel (en fonction de la disponibilité du parking)**
Bateliers	30,00 €			165,00 €
Halles P3	30,00 €	42,00 €	68,00 €	

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Tarification dans le parking P3 des Halles

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 2 h de stationnement	0,50 € par ¼ d'heure
De la 3ème h et jusqu'à 8 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 9ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
Au-delà de 13 h de stationnement	2 € par heure
Forfait par 24 heures de stationnement	21 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Tarif motos	50 % de réduction

Tarification dans le parking des Bateliers

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 3 h de stationnement	0,50 € par ¼ d'heure
De la 4ème h et jusqu'à 8 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 9ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
Au-delà de 13 h de stationnement	2 € / heure
Forfait pour 24 heures de stationnement	22 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Tarif motos	50 % de réduction

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°7

Pour un espace public mieux partagé : une nouvelle stratégie pour la politique du stationnement à Strasbourg - nouvelle tarification pour le stationnement sur voirie et en ouvrage et extensions de secteurs payants.

Pour **39**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **22**	BARRIERE Caroline, BONNAREL Aurélien, BREITMAN Rebecca, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe
Abstention **0**	

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Aménagement de la Plaine festive multi-usages de Strasbourg, relocalisation de la Foire Saint-Jean.

Numéro V-2023-262

Afin d'accompagner et d'encourager le dynamisme événementiel et culturel de Strasbourg, le Conseil municipal a décidé, dans sa séance du 24 juin 2022, d'aménager une Plaine festive multi-usages dont la localisation, la configuration et la capacité d'accueil permettront l'organisation de manifestations d'ampleur pour les Strasbourgeois-es, les habitant-es de l'agglomération et les visiteurs.

Située à l'entrée de la plaine des Bouchers, ce site de 7 hectares permettra d'accueillir des manifestations dans des conditions adaptées sur un espace bien intégré dans son environnement et dans le tissu urbain du secteur. Il permettra notamment de répondre aux besoins de la traditionnelle Foire Saint-Jean tout en offrant la possibilité d'accueillir d'autres manifestations festives évènementielles, sportives et culturelles en plein air sur un site central (festivals, accueil des cirques, retransmissions de grands événements sportifs, concerts en plein air, etc.).

Suite à de nombreux échanges et visite du site avec les professionnels forains, il est proposé de retravailler le calendrier d'installation de la Foire Saint-Jean pour permettre une installation satisfaisante sur le nouveau site.

Ainsi, pour l'édition 2023, dans le cadre d'un dialogue avec les porteurs de projet sur le site Archipel II, une installation sur le secteur du Wacken est proposée. Par ailleurs, afin de permettre une installation de la Foire sur le site de la Plaine des Bouchers en une seule phase au lieu de deux, il sera proposé aux professionnels forains une solution de moyen terme dans le secteur Zénith-Plaine des Sports pour les éditions 2024-2025. Cette solution répond à un certain nombre de critères indispensables à la bonne tenue de l'événement à savoir : l'accessibilité et la visibilité. Elle sera finalisée en concertation avec les riverains.

Si l'aménagement de la Plaine festive ouvre de nouvelles perspectives au regard des enjeux culturels, touristiques ou de mobilité, elle permet aussi d'impulser une approche territoriale globale et durable pour la Plaine des Bouchers. Il en va de même pour les aménagements qui seront réalisés dès l'été 2023 dans le quartier de Hautepierre, qui doivent permettre de donner plus d'ampleur à la plaine sportive dans les années à venir et garantir une complémentarité avec les installations sportives déjà présentes sur le site.

La reconstitution d'un terrain sportif d'entrainement à proximité et des aménagements complémentaires notamment sportifs permettront au quartier, pour les animations estivales comme pour les différentes disciplines du Parc des Sports, de s'exercer dans un cadre réaménagé plus cohérent.
Ces travaux, qui démarreront d'ici l'été prochain, seront réalisés dans le cadre d'un projet commun avec l'ensemble des services et associations intervenant sur le territoire en matière de sports, de culture, d'animations.
Du fait des travaux, le site ne pourra pas être utilisé entre mi-mai et mi-juillet. Dès mi-juillet, les animations de quartier et les différentes activités et manifestations sportives pourront reprendre.

Concernant la réalisation de l'esplanade transitoire au Zénith-Parc des Sports et des quelques aménagements nécessaires à l'ultime édition 2023 au Wacken, le montant de l'opération est estimé à ce jour, à 6,12 M€ TTC selon une première estimation, décomposés comme suit :

Désignation des travaux	**Montants HT**	**Montant TTC**
Travaux - Lot 1 : Voirie et assainissement	3 000 000 €	3 600 000 €
Travaux - Lot 2 : Réseau électrique	2 000 000 €	2 400 000 €
Divers : investigations géotechniques, coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS), publications, dossier loi sur l'eau et expertise zone humide, etc. …	100 000 €	120 000 €
TOTAL :	**5 100 000 €**	**6 120 000 €**

Concernant la reconstitution d'un terrain sportif d'entrainement à proximité notamment pour le rugby, et des aménagements sportifs complémentaires sur la plaine, selon une première estimation le montant de l'opération est estimé à ce jour, à 2,037 M€, décomposés comme suit :

Désignation des travaux	**Montants HT**	**Montant TTC**
Études et diagnostics	27 500 €	33 000 €
Travaux pour la création du terrain de rugby en herbe avec éclairage	730 000 €	876 000 €
Travaux pour la création de la piste d'athlétisme de 4 couloirs en herbe avec éclairage	380 000 €	456 000 €
Reprise de l'éclairage du stade d'athlétisme	390 000 €	468 000 €
Clôture et main courante	120 000 €	144 000 €
Éclairage de sécurité et circulation	50 000 €	60 000 €
TOTAL :	**1 697 500 €**	**2 037 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

émet

un avis favorable à l'implantation de la Foire Saint-Jean sur le site Archipel II dans le secteur du Wacken du 24 juin au 16 juillet 2023,

approuve

- *la réalisation des aménagements nécessaires à l'organisation des foires Saint-Jean 2023 à 2026 et qui permettront également d'organiser des animations estivales sur le site Zénith-Parc des Sports pour un montant global de 6 120 000 € TTC,*
- *la reconstitution d'un terrain sportif d'entrainement à proximité et des aménagements sportifs complémentaires sur la plaine pour un montant global de 2 037 000 € TTC,*
- *l'organisation d'une maîtrise d'ouvrage portée par la Ville de Strasbourg pour les travaux d'aménagement et d'adaptation-reconstitution des installations sportives,*
- *le lancement d'un marché de travaux relatif à la réalisation des aménagements nécessaires à l'organisation des foires Saint-Jean 2023 à 2026 et qui permettront également d'organiser des animations estivales sur le site Zénith-Parc des Sports décomposé comme suit :*
  Lot 1 voirie et assainissement pour un montant de 3 600 000 € TTC,
  Lot 2 réseau électrique pour un montant de 2 400 000 € TTC,
  Lot 3 infrastructures, arrosage, assainissement et surface du terrain de rugby 624 000 € TTC,
  Lot 4 surface de la piste d'athlétisme de 336 000 € TTC,
  Lot 5 éclairage des installations sportives de 900 000 € TTC,
  Lot 6 clôtures et mains courantes de 144 000 € TTC,
- *l'imputation de ces dépenses, mais aussi des investigations géotechniques, de la coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS), des frais de publications, du dossier loi sur l'eau et expertise zone humide, etc., pour un montant global de 8 157 000 € TTC sur la ligne de crédits du budget 2023, AP 0251, programme 1339.*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à :
- *signer tous les documents et conventions nécessaires à la mise en œuvre des aménagements du site,*
- *signer et exécuter tous les actes et marchés nécessaires à la réalisation de ces travaux.*

Adopté le 20 mars 2023

par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156629-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°9

Aménagement de la Plaine festive multi-usages de Strasbourg, relocalisation de la Foire Saint-Jean.

Pour	**40**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**10**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle**
Abstention	**0**	

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

ZAC DEUX RIVES : acquisition du lot de volume 3 au sein de l'immeuble dit "Cave à vins" auprès de la SPL DEUX RIVES.

Numéro V-2023-209

1) Contexte

La SPL DEUX RIVES est en charge de la réalisation des travaux de réhabilitation du bâtiment de la « Cave à Vins » situé dans le quartier COOP de la ZAC DEUX RIVES, et ce, conformément au programme des travaux de la ZAC.

Ce bâtiment dit « la Cave à vins », se compose des lots de volume suivants :

- volume 1 : COOP Culture ;
- volume 2 : ateliers 1, 2, 3a et 3b ;
- volume 3 : Petite Salle ;
- volume 4 : parties communes (ASL).

L'ensemble immobilier a vocation à être acquis par l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg dans son intégralité :

- s'agissant du volume 1 « COOP Culture » : une remise des ouvrages de droit, après travaux, au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, est prévue aux termes du Traité de Concession d'aménagement entre la Communauté Urbaine de Strasbourg et la SPL DEUX RIVES. La remise en gestion des ouvrages a été réalisée le 12 décembre 2022,

- s'agissant du volume 2 dit « ateliers 1, 2, 3a et 3b » : l'Eurométropole en a fait l'acquisition aux termes d'un acte de novembre 2021, suite aux délibérations du Conseil de l'Eurométropole du 24 septembre 2021 et du 19 novembre 2021. Cette acquisition permettra l'installation, dans ledit volume 2, d'entités relevant du domaine de compétence de l'Eurométropole (ADEUS, SPL DEUX RIVES),

- s'agissant du lot de volume 3 dit « la Petite Salle » : la Ville souhaite en faire l'acquisition en vue de l'implantation d'une salle polyvalente, répondant aux besoins des habitants et acteurs socio-culturels du quartier Coop-Port du Rhin.

2) Descriptif des biens et droits immobiliers acquis

a) La Petite Salle (lot de volume 3 ou V3)

L'acquisition porte sur le lot de volume 3 « la Petite Salle » du bâtiment dénommé « la Cave à Vins, situé en zone UYa du plan local d'urbanisme, et les références cadastrales de l'ensemble immobilier dans lequel il est situé sont les suivantes :

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue du Port du Rhin
Section HZ n° 671/153

Ce volume comprend:
- une salle d'environ 519 m² de SDP,
- des réserves en sous-sol d'environ 199 m² de SDP,
- une loggia de 5 m².

Ledit lot est un établissement recevant du public (ERP) de 2ème catégorie, de type L avec activités Y et R (effectif inférieur à 1500 personnes, personnel compris) et se compose :

- d'un plateau nu comprenant un sol en béton, laissé en son état existant,
- des travaux déjà réalisés par la SPL dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment, qui comprennent :
  - les installations électriques nécessaires, un éclairage réglementaire, les installations de sécurité, le lot CVC, la plomberie,
  - 7 sanitaires aménagés et équipés dont 2 sanitaires pour PMR,
  - un sanitaire ERT,
  - un local ERT,
  - un local vidoir,
  - une régie ERT avec équipement de poste de commandes pour le contrôle à distance des accès (portails, portillons, cour, aire de livraison),
  - un local SSI équipé.

Les biens et droits immobiliers sont vendus en l'état.

L'aménagement de la salle se fera dans le cadre d'une programmation précise des usages, en concertation avec les habitants du Port du Rhin. A ce jour, il est prévu de confier à la SPL DEUX RIVES :
- une mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour définir cette programmation,
- puis une mission de mandat pour la réalisation des aménagements finaux.

b) Les concessions de longue durée sur les parkings situés dans le parking silo COOP

L'acquisition du lot de volume 3 sera accompagnée de l'acquisition d'une concession longue durée portant sur trois droits de stationnement non individualisés dans le parking silo COOP, et ce afin de répondre au besoin de stationnement de la « Petite Salle ».

L'assiette cadastrale dudit parking silo COOP est la suivante :

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue du Port du Rhin
Section HZ n° 628/151

3) <u>Modalités d'acquisition</u>

a) La Petite Salle (volume 3) :

Différents échanges avec la SPL DEUX RIVES ont abouti à un accord sur le prix d'acquisition global, par la Ville, de 400 000 € HT, TVA au taux légal en vigueur et toutes autres taxes et frais en sus.

b) La concession longue durée portant sur trois (3) droits de stationnement non-individualisés sur le parking silo COOP

D'un commun accord avec la SPL DEUX RIVES, la concession de longue durée (30 ans) portant sur les 3 places de stationnement se réalisera moyennant un prix de 15 512 € HT par place de stationnement, soit un total de 46.536 € HT, taxes et frais en sus, payable comptant à la signature de l'acte authentique.

4) <u>Destination des biens acquis</u>

Le lot de volume 3 sera acquis en vue de l'implantation par la Ville d'une salle polyvalente.

5) <u>Constitution et adhésion à une association syndicale libre (ASL) par la Ville</u>

La présence d'espaces communs, et de plusieurs propriétaires au sein de l'ensemble immobilier, impose l'adhésion à une Association Syndicale Libre (ASL), composée à terme des deux collectivités propriétaires.

Elle a pour objet de gérer les servitudes, espaces et équipements collectifs de l'immeuble.

Le volume 4, comprenant notamment les espaces extérieurs, est géré par cette ASL.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis des services du Domaine du 20 janvier 2023
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

La vente par la SPL DEUX RIVES (ou de toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations sur autorisation écrite) au profit de la ville de Strasbourg du lot de volume 3 (ou lot de volume V3) situé à Strasbourg (67000) Rue Huguette Malbos et dont l'assiette cadastrale est la suivante :

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue du Port du Rhin
Section HZ n° 671/153

Cette acquisition se réalisera, moyennant un prix, payable comptant à la signature de l'acte authentique, de 400 000 € HT, TVA au taux légal en vigueur en sus, et toutes autres taxes et frais éventuellement dus en sus.

En ce non compris les frais d'acte et émoluments du notaire à la charge exclusive de la Ville de Strasbourg (l'acquéreur).

Par ailleurs, l'acquisition sera accompagnée d'une concession de longue durée (30 ans) portant sur 3 droits (places) de stationnement moyennant un prix, payable comptant à la signature de l'acte, de 15 512 € HT par droit de stationnement, soit un montant total de 46 536 € HT TVA au taux légal en vigueur en sus, et toutes autres taxes et frais éventuellement dus en sus.

En ce non compris les frais d'acte et émoluments du notaire à la charge exclusive de la Ville de Strasbourg (l'acquéreur).

décide

L'imputation budgétaire de la dépense sur la ligne comptable AP0229 - Fonction 020 – Nature 2313 – Programme 1420 – Service CP71.

autorise

La Maire ou son-sa représentant-e, à signer :

- *les contrats d'acquisition à intervenir (lot de volume 3 également dit lot de volume V3, CLD portant sur les parkings),*
- *ainsi que tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023

(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155635-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **10875223**
Réf OSE **: 2022-67482-95146**

Le 20/01/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Lot de volume (V3) destiné à l'implantation d'une salle polyvalente (Petite Salle)
Adresse du bien :	8, rue Huguette Malbos
Commune :	Strasbourg
Valeur:	**1 040 000 € HT** assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe 9 « détermination de la valeur vénale»)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER**, chargée de transactions immobilières / fanny.pfeiffer@strasbourg.eu / tél. : 03 68 98 63 65

Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 22/12/2022
de visite : /
de dossier en état : 22/12/2022

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition amiable par la ville de Strasbourg du lot de volume n° 3 sur le site COOP / Cave à vins.
Prix négocié : 400 000 € HT + 46 536 € HT pour les trois concessions de parking (soit 15 512 € HT l'unité).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

L'immeuble dont dépend le volume à évaluer est situé à l'Est du ban communal de Strasbourg.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Le volume sous expertise est situé dans le périmètre de l**a ZAC Deux Rives,** espace multi-sites de 74 hectares (presqu'île Citadelle, Starlette, Coop et Rives du Rhin), créé suivant délibération du conseil de communauté de la CUS (devenue EMS) du 20 décembre 2013. Il dépend d'un immeuble édifié sur l'ancien site **COOP.**

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4.3. Références cadastrales

L'immeuble dont dépend le lot de volume sous expertise figure au cadastre de la ville de Strasbourg sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	n°	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
Strasbourg	HZ	671/153	14 Rue du Port du Rhin	60,65
Strasbourg	HZ	628/151	Rue du Port du Rhin	28,88
			TOTAL	**89,53**

4.4 Descriptif

Les locaux soumis à expertise sont situés sur l'ancien site COOP, dans un bâtiment dénommé «Cave à vins» que la SPL DEUX RIVES a prévu de transformer pour aboutir à la création de sept établissements classés ERP à savoir :

- la salle hypostyle et la salle des cuves transformées en locaux réservés à de l'évènementiel
- la salle d'embouteillage pour une activité de restauration
- **la petite salle** en salle polyvalente utilisée pour des réunions, conférences et expositions
- les ateliers 1, 2 et 3 en bureaux

Les biens et droits immobiliers que la Ville souhaite acquérir et qui justifient la présente estimation correspondent au volume 3.

Destiné à être aménagé en salle polyvalente (ERP de 2e catégorie, de type L avec activités Y et R), ce volume occupant le RDC du bâtiment se compose d'un plateau nu (sol en béton) d'une surface de plancher (SDP) d'environ 519 m², auquel sont adjointes des réserves en sous-sol (199 m² SDP) ainsi qu'une loggia de 5 m².

Au jour de la vente, ce volume aura déjà fait l'objet d'un aménagement partiel comprenant les installations d'éclairage et de sécurité, les lots CVC (chauffage/ventilation/climatisation) et plomberie, sept sanitaires aménagés et équipés dont deux pour PMR, un sanitaire, un local et une régie ERT, un local vidoir, un local SSI équipé.

Un mandat doit être souscrit par la Ville auprès de la SPL DEUX RIVES pour la réalisation des **travaux d'aménagement intérieur.**

Parallèlement à cette vente, un contrat de concession d'une durée de 30 ans sera passé pour une mise à disposition de trois places de parking dans le futur parking Silo COOP.

Calcul de la surface utile (SU) à partir de la SDP déclarée

SDP (m²)	Coef	SU (m²)
519	0,9	467,1
199	0,9	179,1
TOTAL		**646,2**

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

SPL DEUX RIVES

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UYa.** La zone UY correspond à des sites en reconversion dont l'objectif est d'accueillir aussi bien des lieux culturels que des activités économiques non génératrices de nuisances. Le logement y est proscrit.

Dispositions spécifiques en zone **UYa** (ZAC Deux Rives) :

Stationnement : nonobstant les dispositions applicables en toutes zones, l'opération d'aménagement d'ensemble doit pouvoir disposer d'un nombre d'aires de stationnement, exigible pour le stationnement des véhicules motorisés, lui permettant de répondre aux besoins nécessaires à son bon fonctionnement.

Aménagements paysagers : ceux-ci doivent représenter une superficie d'au moins 20 % de l'opération d'aménagement d'ensemble.

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

Le bien à expertiser correspond à un plateau partiellement aménagé par le vendeur (l'électricité, le chauffage, la ventilation, la climatisation, la plomberie et les blocs sanitaires ont déjà été réalisés par la SPL DEUX RIVES).

La valeur vénale du volume qui englobe le local considéré sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

Il sera fait référence à cet égard aux ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) de locaux professionnels cédés « brut de béton ».

S'agissant d'une opération de transformation/rénovation, la structure de l'immeuble « Cave à vins » ne sera pas, à proprement parler, à l'état neuf mais, à l'instar des locaux de référence, les aménagements intérieurs seront à la charge de l'acquéreur. Du reste, certains postes de travaux de second œuvre ont déjà été réalisés par la SPL, alors que le marché des VEFA à l'état brut porte généralement sur des locaux entièrement nus, fluides en attente.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser dans le quartier du Neudorf, des ventes de locaux commerciaux et/ou professionnels cédés en **état futur d'achèvement** (VEFA) et à l'état **Brut de Béton** (BB). Cette étude sera complétée à titre informatif par une recherche de ventes de locaux cédés aménagés.

TERMES DE COMPARAISON : Locaux commerciaux et/ou professionnels VEFA **« Brut de Béton « (BB)**

Date	Section	Parcelle(s)	Quartier	Adresse	CN	Prix HT	SU	Prix/ m² SU	Nature	BB	Niveau	PKG	Surface : source
19/11/20	HX	289	Neudorf	François Epailly	VEFA	1 325 000 €	586,0	**2 261 €**	Loc prof	**BB**	3	4 PKG	Acte
18/06/20	DL	217	Neudorf	Edmond Michelet	VEFA	554 000 €	268,0	**2 067 €**	Local com	**BB**	RDC	-	Majic
20/12/18	HX	289	Neudorf	François Epailly	VEFA	1 735 880 €	662,0	**2 622 €**	Loc prof	**EB**	4	8 Pkgs SS	Acte
05/12/18	HX	336	Neudorf	Vitry le Francois	VEFA	298 850 €	139,0	**2 150 €**	Local com	**BB**	RDC	2 PKG ilot Bois	Acte
14/11/16	DX	886	Neudorf	Hopital-Thumenau	VEFA	560 000 €	232,7	**2 407 €**	Local com	**BB**	RDC	1 GAR SS	Acte
01/08/16	DK	153,216,218,222,174,220	Neudorf	Bassin D'austerlitz 32	VEFA	1 200 000 €	727,0	**1 651 €**	Local Prof	**BB**	2e	5 PKG SS	Acte
24/03/16	HX	290	Neudorf	François Epailly	VEFA	347 743 €	157,0	**2 215 €**	Local Prof	**BB**	2e	-	Acte
					Moyenne	860 210 €	396	**2 196 €**					
					Médiane	560 000 €	268	**2 215 €**					
					Quartile 1	450 872 €	195	**2 109 €**					
					Quartile 3	1 262 500 €	624	**2 334 €**					
Mutations écartées : SU trop élevée ou trop faible													
28/12/18	DT	534	Neudorf	Place de l'étoile	VEFA	4 739 624 €	***2189,0***	**2 165 €**	Local com	BB	RDC	30 PKG SSOL	Acte
04/04/16	HX	290	Neudorf	François Epailly	VEFA	81 620 €	***37,0***	**2 206 €**	Local Prof	BB	2e	-	Acte
18/11/21	DL	236	Neudorf	Alfred Kastler	VEFA	233 333 €	***82,0***	**2 846 €**	Loc com	BB	RDC	-	Acte

POUR INFORMATION : VEFA LOCAUX AMENAGES

Date	Section	N°	Quartier	Adresse	CN	prix total	SU	Prix/SU	Nature	Source Surface	Situation locative	Etage	PKG	Lot
19/11/20	HX	289	Neudorf	Francois Epailly	VEFA	1 325 980 €	586,00	**2 263 €**	Loc prof	Acte	Libre	3	4	111,179
22/10/20	HX	289	Neudorf	Francois Epailly	VEFA	325 000 €	125,60	**2 588 €**	Loc prof	Acte	Libre	2	2	171
29/09/20	HX	289	Neudorf	Francois Epailly	VEFA	562 883 €	223,00	**2 524 €**	Loc prof	Acte	Libre	2	3	172
18/06/20	HX	289	Neudorf	Francois Epailly	VEFA	268 969 €	124,30	**2 164 €**	Loc prof	Acte	Libre	1	-	107
20/12/18	HX	289	Neudorf	François Epailly	VEFA	1 735 880 €	662,00	**2 622 €**	Loc prof	Acte	Libre	4	8	112,175 à 178
08/07/16	HX	290	Neudorf	Francois Epailly	VEFA	448 076 €	176,00	**2 546 €**	Loc prof	Acte	Libre	-	2	20,21, 62,89
11/12/15	HX	290	Neudorf	François Epailly	VEFA	1 038 720 €	408,00	**2 546 €**	Loc prof	Acte	Libre	RDC	5	18
24/11/15	HX	290	Neudorf	François Epailly	VEFA	1 565 463 €	611,00	**2 562 €**	Loc prof	Acte	Libre	RDC	7	1
19/10/20	HZ	620	Neudorf	**Coopérative 3**	VEFA	4 284 000 €	1 362,60	**3 144 €**	Loc prof	**DIA**	Libre	2		1 à 6
03/09/20	HZ	620	Neudorf	**Coopérative 3**	VEFA	4 040 000 €	1 307,00	**3 091 €**	Loc prof	**DIA**	Libre	3		8 à 13
06/03/17	DL	207	ZAC DANUBE	*Rhin (route du) 35*	VEFA	864 319 €	341,70	**2 529 €**	Loc prof	Acte	Libre	2	4	105, 216 à 219
19/09/16	DL	207	ZAC DANUBE	*Rhin (route du)*	VEFA	825 856 €	323,10	**2 556 €**	Loc prof	Acte	Libre	2	4	104,212 à 215
30/05/16	DL	207	ZAC DANUBE	*Rhin (route du) 33*	VEFA	854 560 €	316,00	**2 704 €**	Loc prof	Acte	Libre	RDC	6	102,209,210 ..
15/09/16	DL	207	ZAC DANUBE	*Rhin (route du)*	VEFA	1 833 870 €	560,00	**3 275 €**	Loc prof	Acte	Libre	1	7	103, 203...
					Moyenne	**1 426 684 €**	**509**	**2 651 €**						
					Médiane	**951 520 €**	**375**	**2 559 €**						
					Quartile 3	**1 693 276 €**	**605**	**2 684 €**						
					Moyenne « FRANCOIS EPAILLY «	**1 385 851 €**	**592**	**2 477 €**						
					Moyenne « COOPERATIVE »	**4 162 000 €**	**1335**	**3 118 €**						
					Moyenne « ROUTE DU RHIN »	**1 094 651 €**	**385**	**2 766 €**						

8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Analyse du marché

L'étude de marché réalisée à partir de la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur a permis d'identifier sept mutations répondant aux critères de recherche. Le prix moyen et le prix médian **s**ont très proches (respectivement **2 196 € / m² SU et 2 215 € / m² SU)** permettant de conclure à une parfaite homogénéité des prix très sur ce segment de marché. La fourchette haute représentée par le quartile 3 (25 % des prix sont supérieurs et 75 % sont inférieurs) ressort à **2 334 € / m² SU** et la fourchette basse représentée par le quartile 1 (25 % des prix sont inférieurs et 75 % sont supérieurs) à **2 109 € / m² SU**. Une grande proportion de ces ventes porte sur des locaux cédés avec des emplacements de stationnement privatifs.

Éléments à prendre en compte (facteurs de la valeur)

L'ensemble immobilier dont dépend le local à évaluer bénéficie d'une situation favorable au sein d'une zone d'aménagement concertée (ZAC des Deux Rives) qui va transformer complètement l'image du quartier.
Avec trois places non individualisées dans un parking silo, pour 467 m² de surface utile, le ratio nombre de places de stationnement/SU du local est faible, ce d'autant plus que les places proposées ne sont pas privatives mais concédées pour une durée de 30 ans.

Valeur retenue

Compte tenu des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur du local considéré sera déterminée sur la valeur basse de l'étude de marché (quartile 1) soit 2 109 HT € / m² SU, ramenée à **2 000 € HT /m² SU** pour tenir compte de l'incidence des parkings (la plupart des termes de comparaison sont cédés avec un ou plusieurs emplacements et/ou garages privatifs alors que les trois places de la présente opération ne sont concédées que pour une durée de 30 ans).
Les réserves situées au sous-sol seront quant à elles valorisées sur la base d'une valeur unitaire pondérée à 0,3 soit **600 € HT / m² SU.**

******

Cette valeur est à mettre en lien avec le prix de vente proposé pour des lots situés dans le même immeuble (Cave à vins) à savoir : **Lot 1** : atelier n°1 de **674,30 m²** de surface de plancher (SDP) **et lot 2** : atelier n°2 de **674,40 m²** de SDP (c*es ateliers sont des ERP de 5e catégorie qui disposent de 3 sanitaires PMR, de 2 sanitaires/vestiaires ERT et de 2 locaux vidoirs fonctionnels)* **+ lots 3A et B** : ateliers d'une SDP de **1 520 m²,** aménagés comme ERP de 5e catégorie (c*es deux ateliers disposent chacun d'un sanitaire PMR, de 3 sanitaires ERT, ainsi que d'un local vidoir)*

Locaux annexes
Au sous-sol du bâtiment : **neuf réserves** d'environ 100 m² chacune, à répartir entre les différents lots
Accès des ateliers 1 et 2 à **deux loggias** d'environ 70 m² chacune ainsi qu'à **trois loggias** de 5 m²
Accès de l'atelier 3a à **une loggia** d'environ 70 m².
Accès de l'atelier 3b à **deux loggias** d'environ 70 m², ainsi qu'à **trois loggias** de 5m²

Surface utile (SU) totale *:* 2 582 m ²
Surface utile pondérée (SUP) : 2 852 m² (avec 900 m² de réserves au sous-sol pondérés à 0,3)

Ces lots étaient affectés à **usage de bureau** et **livrés aménagés** (cloisons, agencement des bureaux, réalisation des éléments mobiliers spécifiques et éléments de signalétique) **équipés de toutes les installations techniques** (chauffage, plomberie, ventilation, désenfumage, alimentation électrique, SSI). Le coût des travaux avait été estimé à 3 280 000 € soit **1 270 € / m² SU ou 1 150 € / m² SUP.**

Le prix de vente proposé était de 7 766 356 € HT. Sur ces bases, le prix de vente unitaire des locaux cédés aménagés ressortait à **3 008 € / m² SU ou 2 723 € /m² SUP**.
En retranchant le coût des travaux, le prix de vente unitaire des locaux à l'état brut a pu être fixé à **1 738 €/ m² SU ou 1 573 € / m² SUP.**

******

Les **l**ocaux faisant l'objet de la présente évaluation sont, quant à eux, partiellement aménagés. Cela justifie qu'ils soient évalués sur la base d'une valeur au m² SU et/ou SUP supérieure.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE– MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du volume soumis à expertise est fixée à **1 040 000 €,** déterminée comme suit :

Niveau	Surface Utile(m²)	Valeur unitaire au m² SU	Abatte-ment	VU retenue	Valeur Vénale (VV)	VV arrondie à
RDC	467	2 000 €	0%	2 000 €	934 000 €	935 000 €
Sous sol	179	2 000 €	70%	600 €	107 400 €	105 000 €
					Total	**1 040 000 €**
					Valeur unitaire au m²	1 610 €
				Marge d'appréciation 10 %		
					VV x 1,10	1 144 000 €
					Valeur unitaire au m²	1 771 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 1 144 000 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

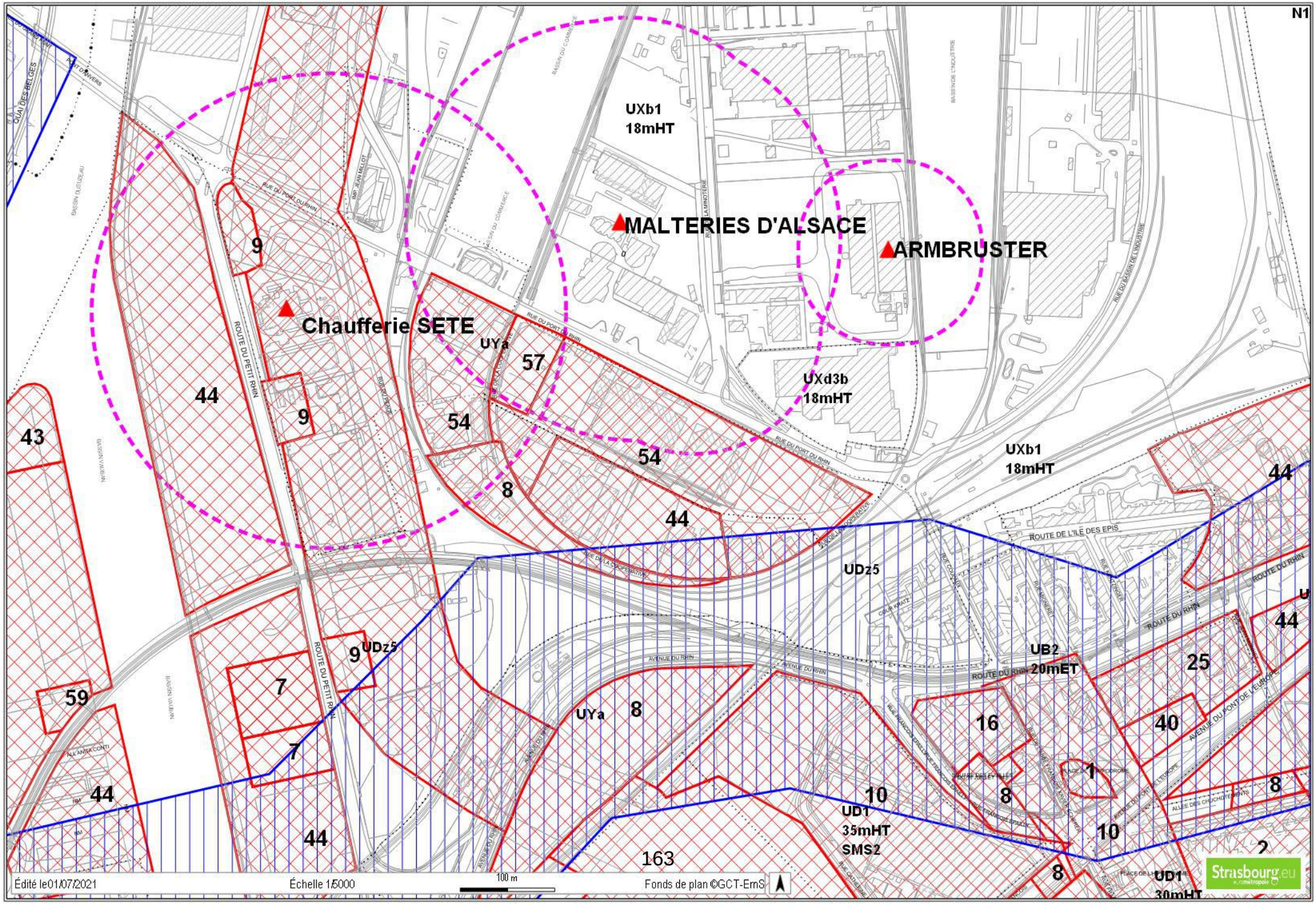


Pierre HEYD

Inspecteur Principal des Finances Publiques

Responsable du Pôle d'Evaluation Domaniale

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


N1
MALTERIES D'ALSACE
ARMBRUSTER
Chaufferie SETE
UXb1
18mHT
UXd3b
18mHT
UXb1
18mHT
UYa
UDz5
UB2
20mET
UD1
35mHT
SMS2
UD1
30mHT
ROUTE DU PETIT RHIN
ROUTE DU RHIN
RUE DU PORT DU RHIN
AVENUE DU RHIN
ROUTE DE L'ILE DES EPIS
Édité le01/07/2021
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Transactions amiables sur le territoire de la commune de Strasbourg.

Numéro V-2023-170

I. Acquisitions

48 rue du Jeu des enfants – STRASBOURG – Centre - Acquisition de lots de copropriété issus de prélèvement sur des parties communes

La configuration matérielle de la copropriété cadastrée section 58 n°171/27 de 4,56 ares située en zone UAB1 du Plan local d'urbanisme intercommunal, ne correspond pas à la situation juridique de l'immeuble.
Au sous-sol, la réalisation par la Ville de travaux d'excavation entre 2006 et 2008 a supprimé plusieurs caves, ce qui ne s'est pas traduit par la suppression des lots correspondants au Livre Foncier.

Cette situation est en cours de traitement par la refonte de l'esquisse d'étage et la modification du règlement de copropriété, poursuivant un objectif de rationalisation de la configuration des lots appartenant à la Ville.

Des régularisations par actes authentiques de ventes sont nécessaires, les travaux ayant eu pour conséquence l'incorporation d'un lot privé et de portions de parties communes.

Ainsi, lors de sa séance du 24 juin 2022 le Conseil municipal a approuvé un échange de lots de caves, en cours de régularisation.

L'acquisition à l'euro symbolique de lots de copropriété issus de prélèvement de parties communes auprès du syndicat des copropriétaires est également soumise à l'approbation du Conseil municipal, ce qui fait l'objet du présent développement.

Au sous-sol :
- une portion des parties communes spéciales d'environ 14 m² provenant de PC4, destinée à constituer le lot n°20,
- issue des travaux d'excavation, une portion des parties communes générales d'environ 60 m² provenant de PC1, destinée à constituer le lot n°19,
- issue des travaux d'excavation, une portion des parties communes générales d'environ 6 m² provenant de PC1, destinée à constituer le lot n°18,

Au 1er étage :
Une portion des parties communes générales d'environ 12 m² provenant de PC1, destinée à constituer le lot n°22 se sont trouvées intégrées dans un ensemble à usage de la Ville.

Il est proposé de procéder à la régularisation de la situation par l'acquisition à l'euro symbolique de ces portions de parties communes auprès du syndicat des copropriétaires représenté par le syndic, Hebding Immobilier.

II. Servitudes

STRASBOURG – Cronenbourg : constitution d'une servitude de vue au profit de la société NEXITY IR PROGRAMMES EST dans le cadre de la réalisation d'une opération immobilière sise 143 et 145 route de Mittelhausbergen.

La société NEXITY IR PROGRAMME EST souhaite réaliser une opération immobilière comprenant des logements et des stationnements sur deux parcelles privées sises 143 et 145 route de Mittelhausbergen. Dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire, la ville de Strasbourg a proposé la réalisation d'un « pignon animé » donnant sur la parcelle cadastrée section LN numéro 280/86, propriété de la ville de Strasbourg.

La réalisation de ce « pignon animé » consiste en la création d'une servitude de vue à la charge de la parcelle cadastrée section LN numéro 280/86, d'une superficie 23,46 ares, propriété de la ville de Strasbourg. Cette parcelle est classée en zone UB2 au Plan local d'urbanisme intercommunal.

Cette servitude permettra de réaliser, de maintenir ou de reconstruire à l'identique les ouvertures et fenêtres existant sur la façade EST en limite de séparation entre les deux fonds.

Cette constitution de servitude est proposée moyennant une indemnité d'un euro symbolique.

Il est proposé au Conseil municipal d'instaurer une servitude de vue au profit de la société NEXITY IR PROGRAMME EST ou un tiers ayant la faculté de s'y substituer :

- à la charge de la parcelle propriété de la ville de Strasbourg, cadastrée comme suit (fonds servant) :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Rustbaum »
Section LN n°280 de 23,46 ares

- au profit des parcelles (fonds dominant) cadastrées :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Route de Mittelhausbergen »
Section LN n°274/86 de 18,29 ares

Commune de Strasbourg
Lieudit « Route de Mittelhausbergen »
Section LN n°120/84 de 8,06 ares

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'assemblée générale de copropriété du bien sis 48 rue du Jeu des enfants en date du 10 novembre 2021
Vu l'assemblée générale de copropriété du bien sis 48 rue du Jeu des enfants en date du 14 décembre 2022,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

I. Acquisitions

I.1 48 rue du Jeu des enfants : Acquisition de lots de copropriété issus de prélèvement sur des parties communes

Acquisition auprès du syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du bien dont la désignation suit :

VILLE DE STRASBOURG – 48, rue du Jeu des Enfants
Section 58 n°171/27

. le nouveau lot n°20 consistant en une cave au sous-sol (précision faite que ledit nouveau lot a été créé par prélèvement d'une surface d'environ 14 m² sur les parties communes spéciales PC4) ;

. le nouveau lot n°18 consistant en une cave au sous-sol (précision faite que ledit nouveau lot a été créé par prélèvement d'une surface d'environ 6 m² sur les parties communes générales PC1) ;

. le nouveau lot n°19 consistant en une cave au sous-sol (précision faite que ledit nouveau lot a été créé par prélèvement d'une surface d'environ 60 m² sur les parties communes générales PC1) ;

. le nouveau lot n°22 consistant en un local d'activités au 1er étage comprenant une partie de local technique, une partie stockage, une partie de toiture terrasse (précision faite que ledit nouveau lot a été créé par prélèvement d'une surface d'environ 12 m² sur les parties communes générales PC1)

Moyennant l'euro symbolique (1€,-)

I.2 En tant que de besoin, l'esquisse d'étage modifiant l'esquisse n° 1733, de laquelle esquisse modificative résulte notamment la création des lots n° 18, 19, 20 et 22 susvisés et qui a été établie par Monsieur Vincent ROTH, Géomètre-Expert à SELESTAT (Cabinet UN POINT SIX) en date du 12 octobre 2022 dont une copie provisoire demeure ci-jointe.

I.3 En tant que de besoin, l'esquisse d'étage modifiant l'esquisse modificative établie par le Cabinet UN POINT SIX le 12 octobre 2022, laquelle esquisse modificative a été établie par Monsieur Vincent ROTH géomètre-expert susnommé en date du 13 octobre 2022 et qui a notamment pour objet de constater la fusion de lots, dont une copie provisoire demeure ci-jointe.

II. Servitudes

STRASBOURG – Cronenbourg : constitution d'une servitude de vue au profit de la société NEXITY IR PROGRAMMES EST dans le cadre de la réalisation d'une opération immobilière sise 143 et 145 route de Mittelhausbergen.

La constitution d'une servitude de vue perpétuelle qui permettra de réaliser, de maintenir ou de reconstruire à l'identique les ouvertures et fenêtres existant sur les façades en limite de séparation entre les deux fonds, moyennant une indemnité d'un euro symbolique.

Sur la parcelle (fonds servant) cadastrée :

Commune de Strasbourg
Section LN n°280 de 23,46 ares, lieudit : Rustbaum, sols
Propriété de la ville de Strasbourg

Au profit des parcelles (fonds dominant) cadastrées :

Commune de Strasbourg
Section LN n°274/86 de 18,29 ares, lieudit : route de Mittelhausbergen, terres, sols
En cours d'acquisition par la société NEXITY IR PROGRAMMES EST auprès de Mesdames KOEHL et HAMM,

Commune de Strasbourg
Section LN n°120/84 de 8,06 ares, lieudit : route de Mittelhausbergen, sols
En cours d'acquisition par la société NEXITY IR PROGRAMMES EST auprès de Monsieur GEISS et la société EC 2MM,

décide

- *l'imputation de la dépense de un euro (1€) relative à l'acquisition de lots de copropriété issus de prélèvements sur des parties communes de l'ensemble immobilier sis 48 rue du Jeu des enfants, sur la ligne budgétaire 824. 2132.785, service AD03,*

- *l'imputation de la recette de un euro (1 €) sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2111, programme 785, service AD03,*

autorise

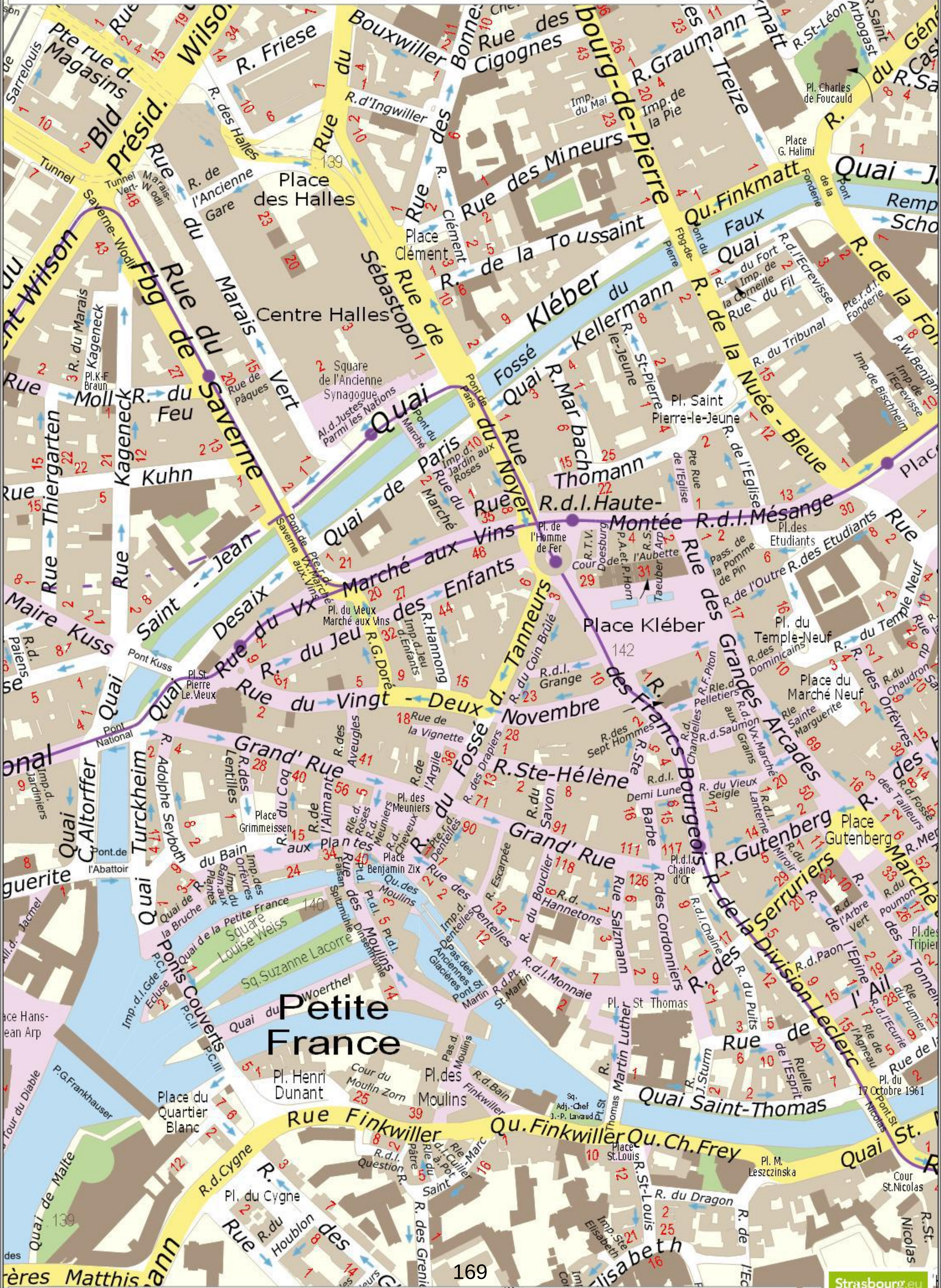
la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155432-DE-1-1)

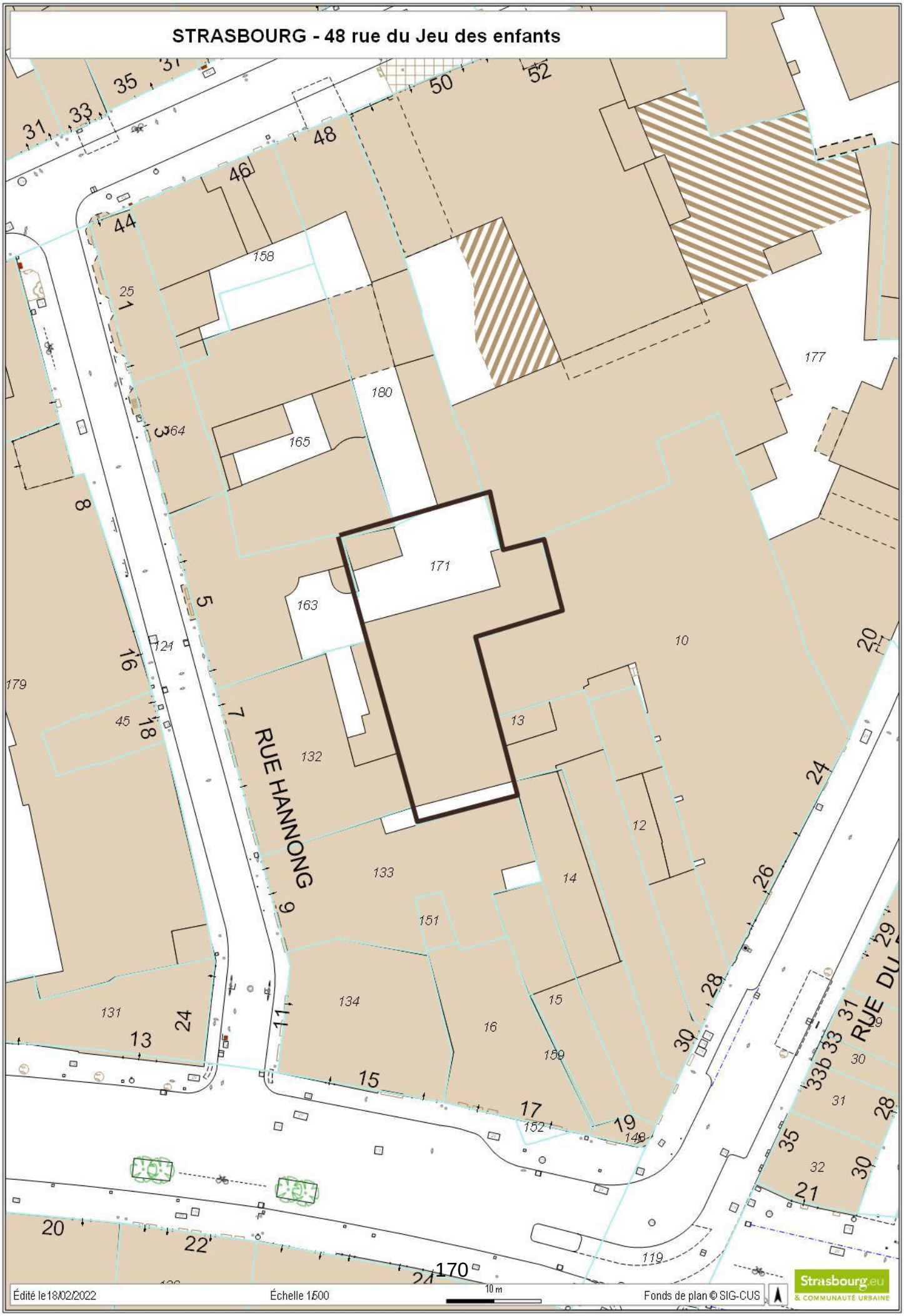
et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

STRASBOURG - 48 rue du Jeu des enfants



Édité le 18/02/2022 Échelle 1/5000 100 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 48 rue du Jeu des enfants
RUE HANNONG
RUE DU
Édité le 18/02/2022
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

CABINET
UN POINT SIX
GÉOMÈTRES EXPERTS
Anciennement cabinet SCHALLER-ROTH-SIMLER

www.unpointsix.fr

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

AGENCE DE SELESTAT
Tél : 03 88 58 00 00
PAEI du Giessen - 6, rue de l'Altenberg
CS 80 008, 67608 SELESTAT Cedex

AGENCE DE COLMAR
Tél : 03 89 23 67 43
3, rue Gambetta
68000 COLMAR

AGENCE DE STRASBOURG
Tél : 03 88 32 82 16
Immeuble le BELEM
5, rue de Lisbonne, 67300 SCHILTIGHEIM

ESQUISSE D'ETAGE

RELATIVE A UNE DIVISION EN COPROPRIETE

modifiant l'esquisse n° 1733

Origine des plans	Les plans des lots 17, 18, 19, 20, 21 et 22 de l'esquisse de copropriété ont été dessinés sur la base d'un relevé réalisé par nos soins en date du 14/04/2022
Contrôle	Sans objet
Esquisse modificative	Cette esquisse modifie l'esquisse de copropriété n°1733 réalisée par le Cabinet KLOPFENSTEIN le 03/05/1984 et enregistrée au cadastre le 20/07/1984. Le lot 16 est supprimé et remplacé par le lot 17 Les parties communes PC4 sont modifiées au sous sol avec la création du lot 20. Les PC1 sont modifiées au sous-sol avec la création des lots 18, 19 et au 1er étage avec la création du lot 22. Les lots 1, 2 et 4 sont supprimés et remplacés par le lot 21 créé. Les autres lots ne sont pas modifiés. Les tantièmes sont recalculés.

Esquisse établie et certifiée exacte par M Vincent ROTH, Géomètre-Expert
A SELESTAT, le 12 Octobre 2022

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
V. ROTH & J. SIMLER
CABINET UN POINT SIX
CS 80008
67608 SÉLESTAT CEDEX
N° D'INSCRIPTION 2020B400093

COPIE PROVISOIRE
avant enregistrement cadastral

La présente division en lots ainsi que l'affectation des coefficients de pondération sont reconnues exactes.

Date, Signature et Cachet :

DEPARTEMENT : BAS-RHIN

COMMUNE : STRASBOURG

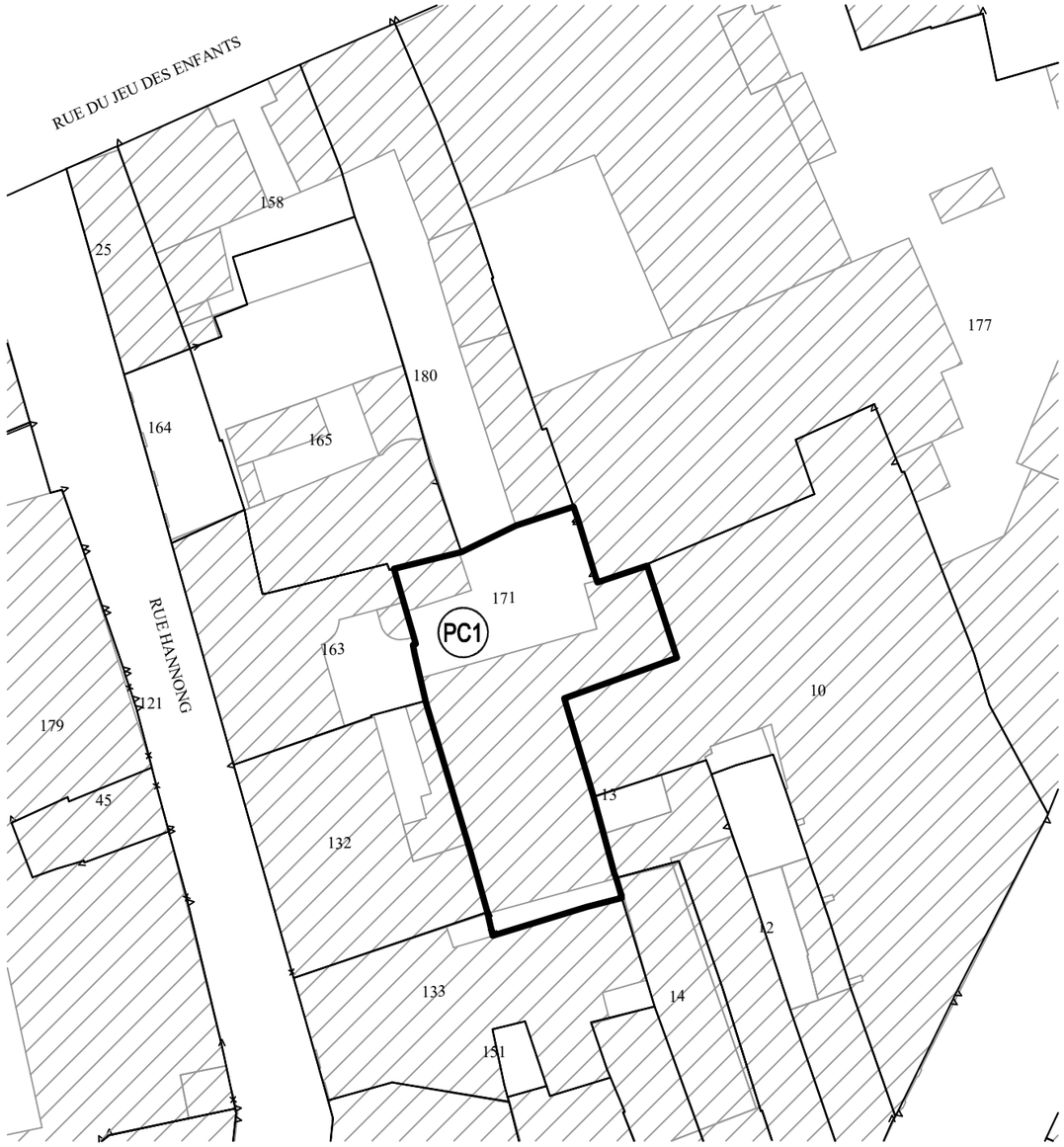
ADRESSE : 48, Rue du Jeu des Enfants

PREFIXE : 000

SECTION : 58

PARCELLE : 171/27

PLAN DE SITUATION



ÉCHELLE : 1/500e

REFERENCES INFORMATIQUES : H:\Communes\STRASBOURG\Esquisse\2022\2022030720\00\Lir

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION
PARTIES COMMUNES

ESQUISSE D'ETAGE N°

COMMUNE : STRASBOURG

Section : 58
Parcelle : 171/27

ADRESSE : 48, rue du Jeu des Enfants

COPROPRIÉTÉ

20220307200

	Définitions	Lots concernés
PC1	Les parties communes générales à savoir : - La totalité du sol bâti et non bâti cadastré en Section 58, Parcelle n° 171/27 d'une contenance de 4.56 ares. - L'ensemble des branchements, tuyaux de canalisation et réseaux divers avec leurs accessoires jusqu'aux raccordements particuliers à chaque lot. - AU REZ-DE-CHAUSSEE : 1 cour	Tous les copropriétaires de l'ensemble immobilier situé : Rue du Jeu des Enfants, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e (Lots : n° 3, 5 à 15, 17 à 22 ----> Bâtiment A, n° 101 ----> Garage, n° 201 à 204 ----> Parkings).
PC2	NON MODIFIEES Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984.	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 3, 5 à 15, 17 à 22, de l'ensemble immobilier situé : Rue du Jeu des Enfants, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.
PC3	NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984.	
PC4	Les parties communes spéciales au BATIMENT A, à savoir : - AU SOUS-SOL : 1 escalier d'accès au Rez-de-Chaussée, 1 dégagement	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 10 à 15, 17 à 20, de l'ensemble immobilier situé : Rue du Jeu des Enfants, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : 58
Parcelle : 171/27

COMMUNE : STRASBOURG

ADRESSE : 48, rue du Jeu des Enfants

COPROPRIÉTÉ

20220307200

	Définitions	Lots concernés
	Art. 76 de la Loi du 13.12.2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (S.R.U.). La quote-part des parties communes générales (PC1), afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble des valeurs des dites parties, telles que ces valeurs résultent lors de l'établissement de la copropriété, de la superficie et de la consistance des lots sans égard à leur utilisation. Elles ont été calculées en appliquant à la superficie utile des lots (superficie de plancher après déduction des murs, gaines, marches) un coefficient de pondération en fonction de la consistance (nature) de ceux-ci. La somme des superficies pondérées des lots est ramenée à une base de 1 000 : nous obtenons ainsi la quote-part de chaque lot exprimée en millièmes. Les quotes-parts des parties communes spéciales (PC2 à PC4) sont calculées suivant le même principe mais en considérant uniquement les lots (ou parties de lots) intéressés et non la totalité des lots. La somme des superficies pondérées des lots est ramenée à une base de 1 000 : nous obtenons ainsi la quote-part de chaque lot exprimée en millièmes. A noter que la partie rez-de-chaussée du lot n°21 (porche et local d'acivités) n'entre pas dans le calcul des PC2.	
	TABLEAU DES COEFFICIENTS : REZ-DE-CHAUSSEE ..... 1,1 1ER & 2EME ETAGE ..... 1,0 3EME ETAGE ..... 0,9 Grenier aménageable ..... 0,7 Garage ..... 0,5 Cave ..... 0,2 Toit-terrasse..... 0,1 Emplacement parkings ..... 0,3 Porche 0,15	

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TANTIÈMES GÉNÉRAUX

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : **58**
Parcelle : **171/27**

COMMUNE : **STRASBOURG**
ADRESSE : **48, rue du Jeu des Enfants**

COPROPRIÉTÉ

20220307200

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
1		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 2 et 4 POUR DONNER LE LOT n°21 .													
2		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 1 et 4 POUR DONNER LE LOT n°21 .													
3		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	00	02	 37	79	148					
4		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 1 et 2 POUR DONNER LE LOT n°21 .													
5		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	01	01	 37	72	135					
6		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Grenier aménageable (h>1.80 m)* *Grenier aménageable (surf. au sol)*		A	01	02	01	 19 44	26	48					
7		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	02	02	 37	72	135	487				
8		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	03	01	 38	66	125	448				
9		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Toit terrasse*		A	01	04	01	 49	10	18	65				
10		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	01	 3	1	2		19			
11		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	02	 5	2	4		31			

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : **58**
Parcelle : **171/27**

COMMUNE : **STRASBOURG**
ADRESSE : **48, rue du Jeu des Enfants**

COPROPRIÉTÉ

20220307200

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
12		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	03	22	9	16		138			
13		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	04	5	2	4		31			
14		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	05	5	2	4		31			
15		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	06	4	2	3		25			
16		LOT SUPPRIME ET REMPLACE PAR LE LOT n°17 .													
17		AU SOUS SOL DU BATIMENT A 1 cave *Cave*		A	01	81	07	36	14	26		225			
18		AU SOUS SOL DU BATIMENT A 1 cave *Cave*		A	01	81	08	6	2	4		38			
19		AU SOUS SOL DU BATIMENT A 1 cave *Cave*		A	01	81	09	60	23	44		374			
20		AU SOUS SOL DU BATIMENT A 1 cave *Cave*		A	01	81	10	14	5	10		88			
21		Un local d'acitivés comprenant : AU REZ-DE-CHAUSSE DU BATIMENT A 1 hall, 2 cuisines, 2 locaux techniques, 1 bureau avec placard, 1 dégagement, 2 stockages, 3 pièces, 2 salles, 1 accueil, 1 sanitaire, 1 WC, 1 porche, 1 escalier d'accès au 1er étage. AU 1ER ETAGE DU BATIMENT A 2 dégagements, 1 sanitaire, 1 WC, 1 chambre, 1 salle, 1 partie de local technique, 1 partie de stockage, 1 partie de toiture terrasse et sa verrière, 1 trémie d'escalier. *Local d'activités (RDC)* *Local d'activités (1er étage)* *Porche* *Toiture terrasse (1er étage)*		A	0	00	01	200 64 2 83	568	263					
22		Un local d'acitivés comprenant : AU 1ER ETAGE DU BATIMENT A 1 partie de local technique, 1 partie stockage, 1 partie de toiture terrasse *Local d'activités (1er étage)* *Toiture terrasse (1er étage)*		A	0	01	02	2 10	6	11					
LOTS 23 à 100 NON ATTRIBUES															

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : **58**
Parcelle : **171/27**

COMMUNE : **STRASBOURG**
ADRESSE : **48, rue du Jeu des Enfants**

COPROPRIÉTÉ

20220307200

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
101		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Garage*				00	01	15	15						
LOTS 101 à 200 NON ATTRIBUES															
201		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	02	11	6						
202		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	03	11	6						
203		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	04	11	6						
204		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	05	11	6						

TOTAL TANTIEMES	**1 000**	**1 000**	**1 000**	**1 000**

COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

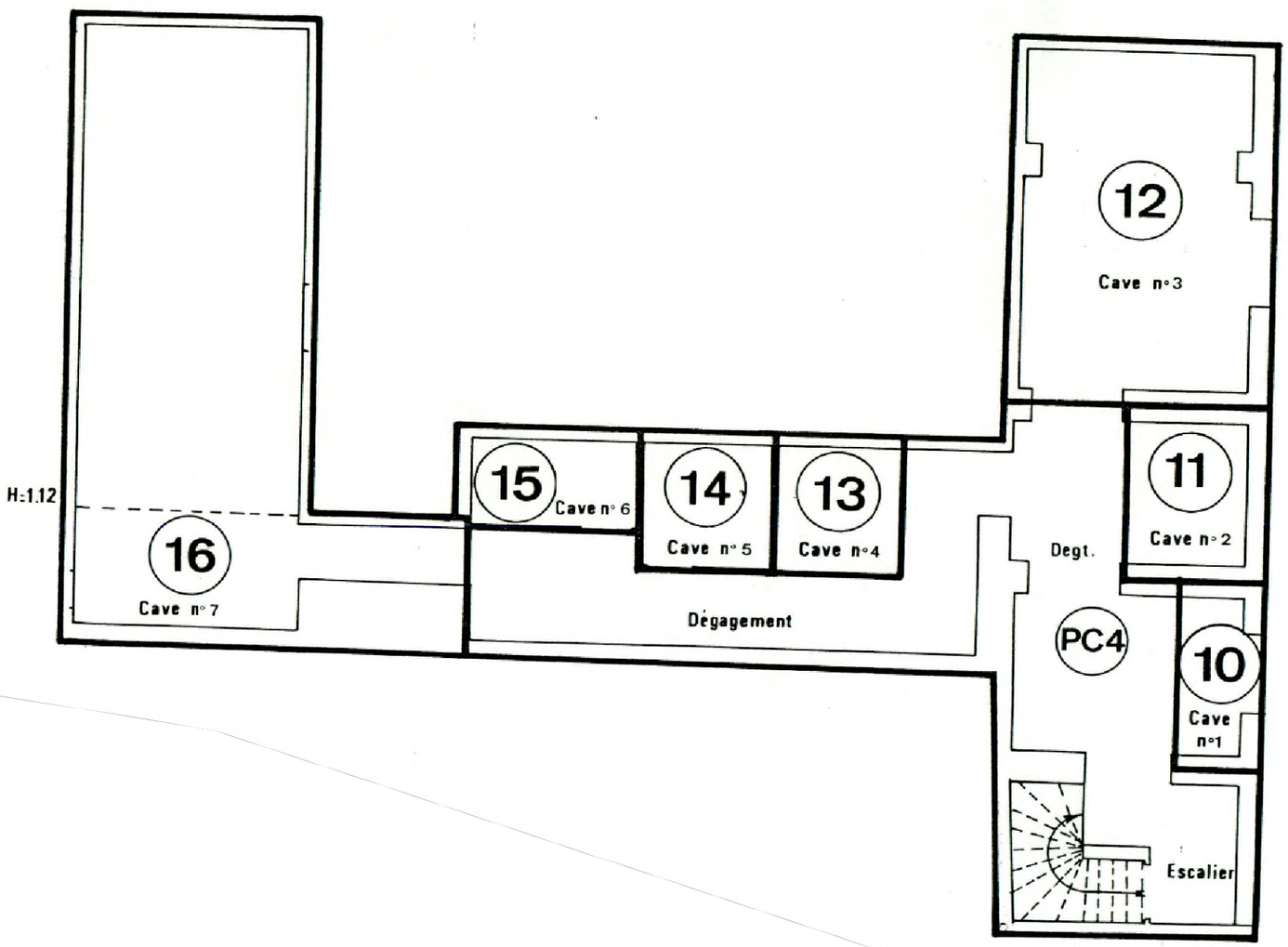
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Sous-Sol

Échelle approximative : 1/100e

Ancienne situation



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

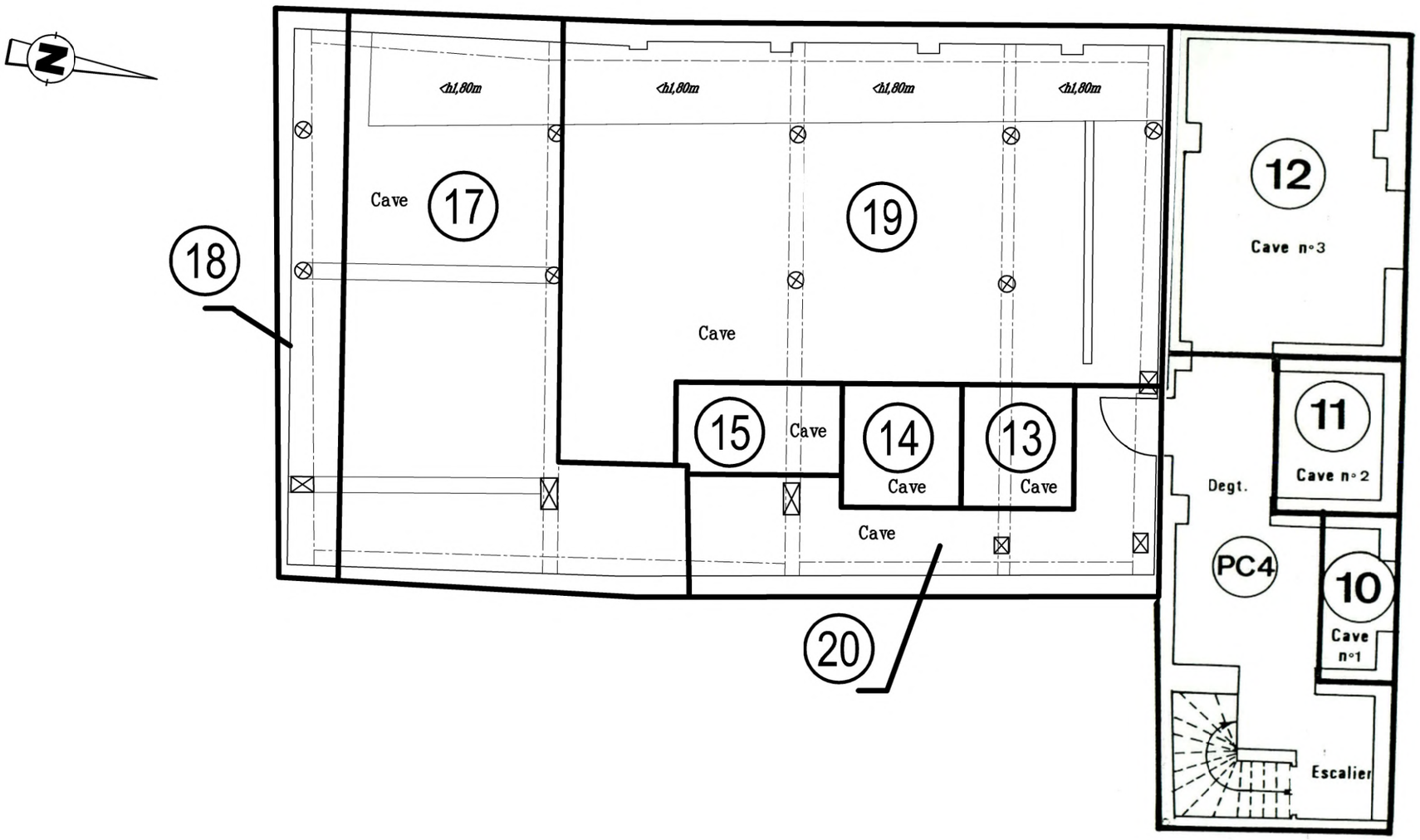
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Sous-Sol

Échelle approximative : 1/100e

Nouvelle situation



COMMUNE STRASBOURG

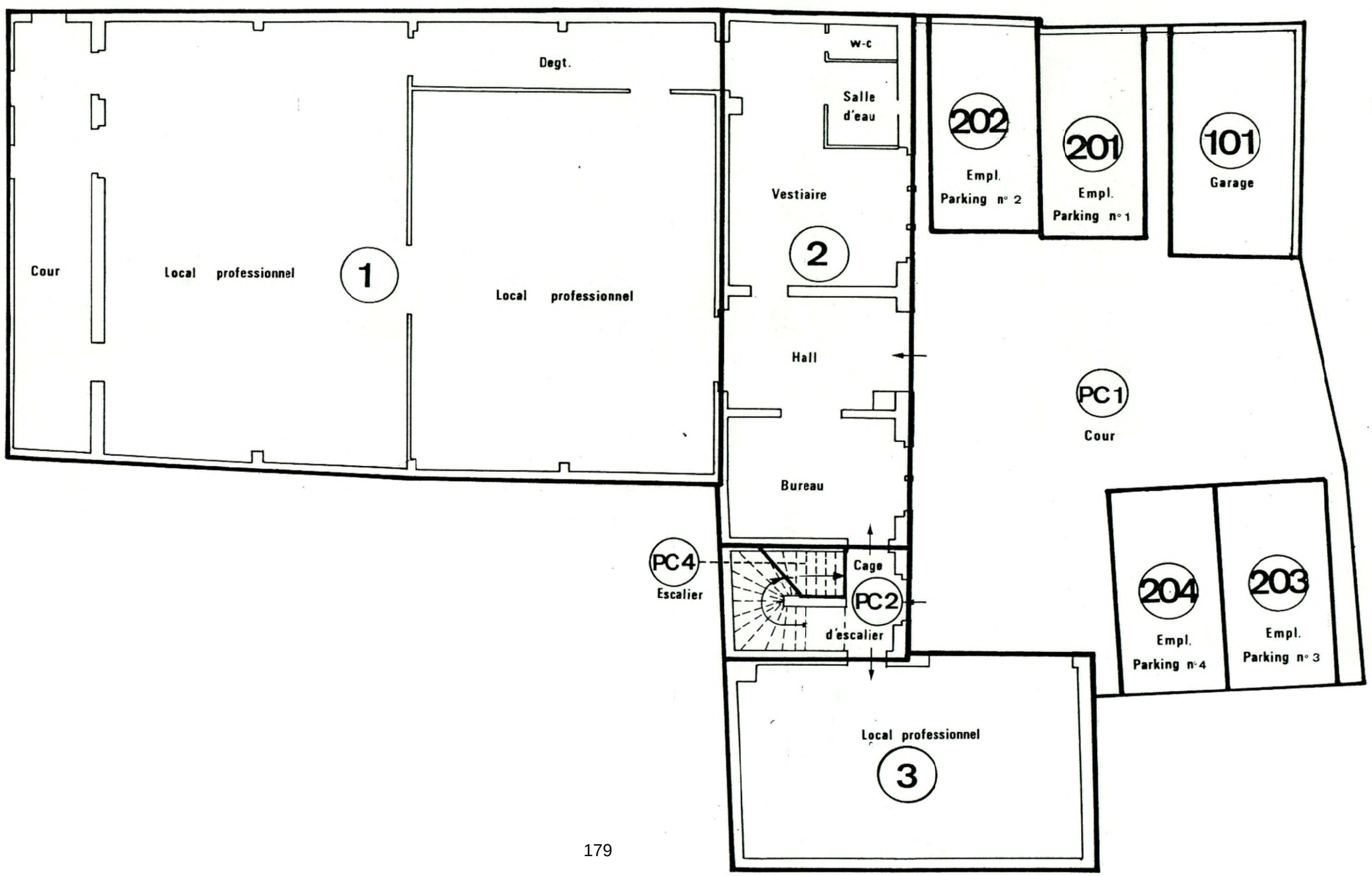
Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A
Rez-de-chaussée

Échelle approximative : 1/100e

Ancienne situation



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

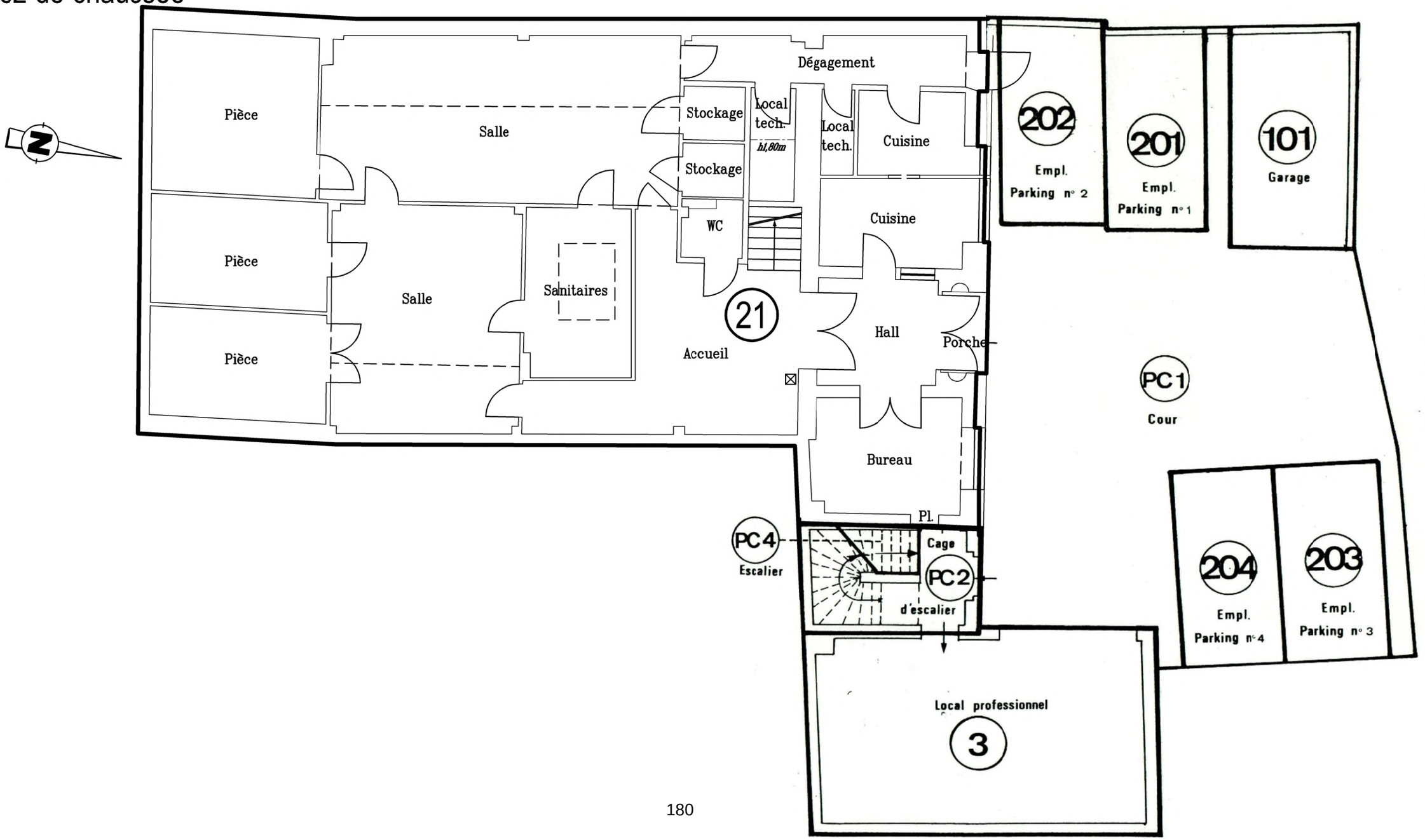
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Échelle approximative : 1/100e

Nouvelle situation

Rez-de-chaussée



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

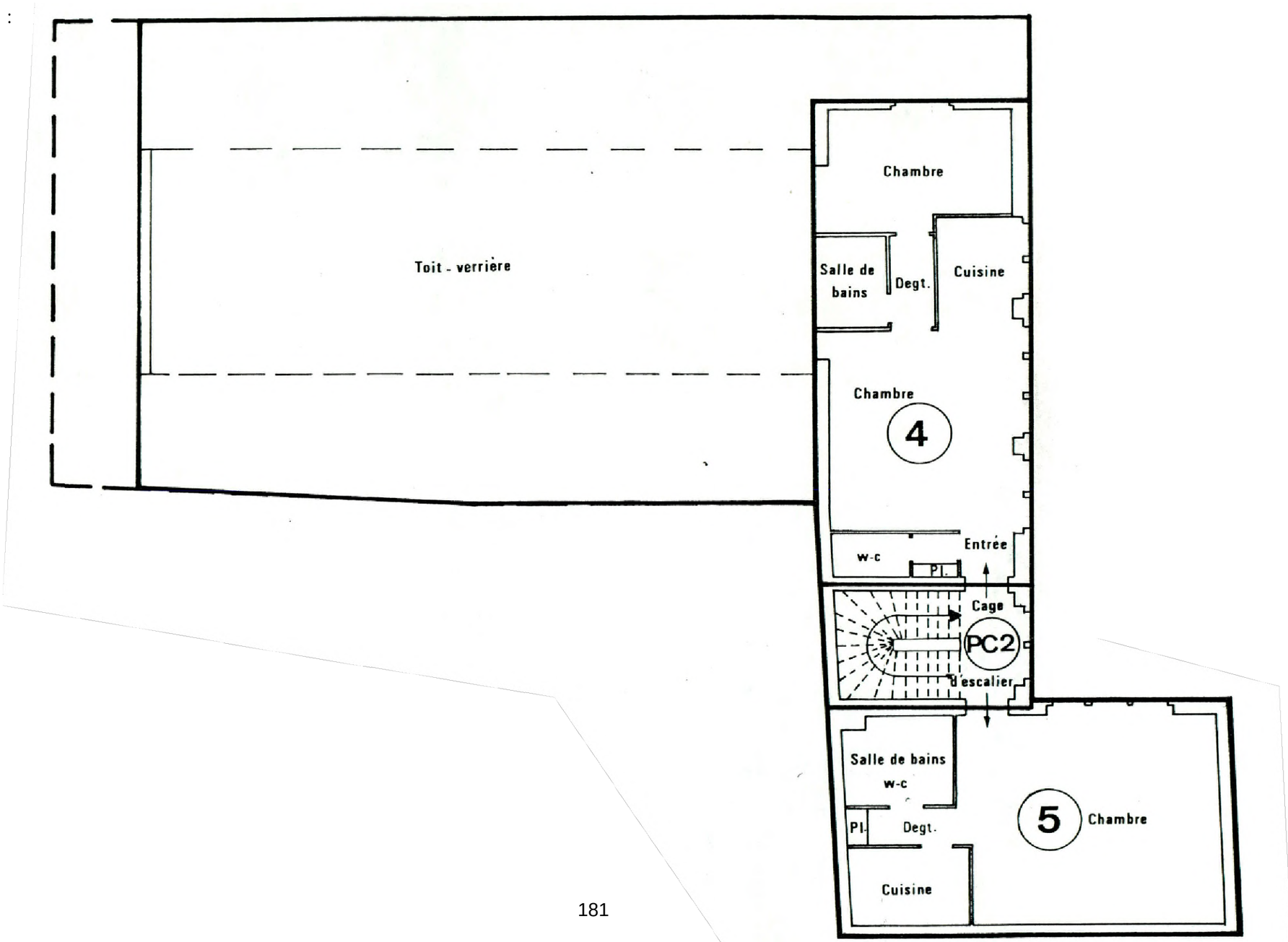
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

1er Étage

Échelle approximative : 1/100e

Ancienne situation



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

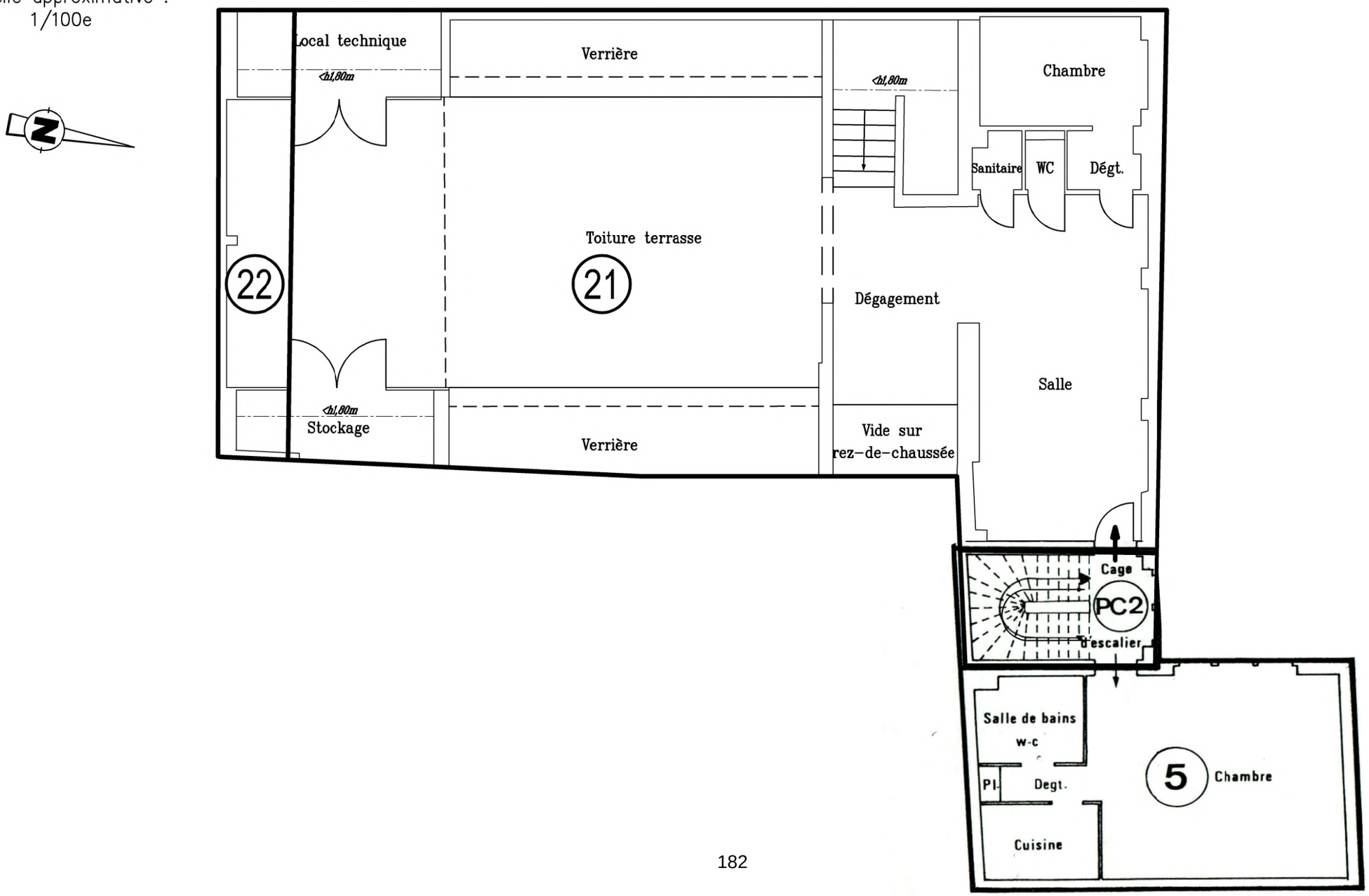
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

1er Étage

Échelle approximative : 1/100e

Nouvelle situation



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

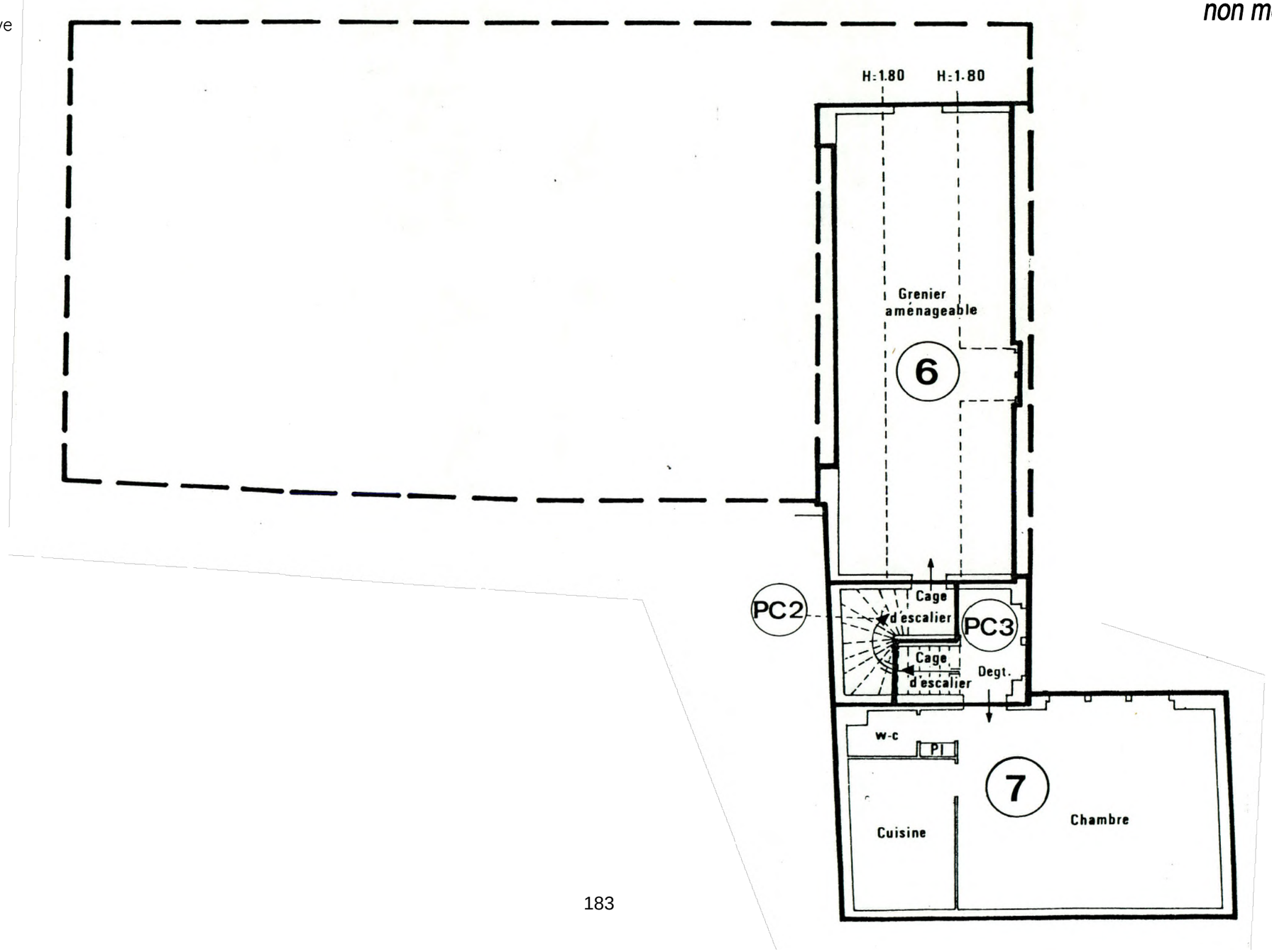
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

2ème Étage

Échelle approximative
1/100e

Ancienne situation
non modifiée



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

Section 58 Parcelle 171/27

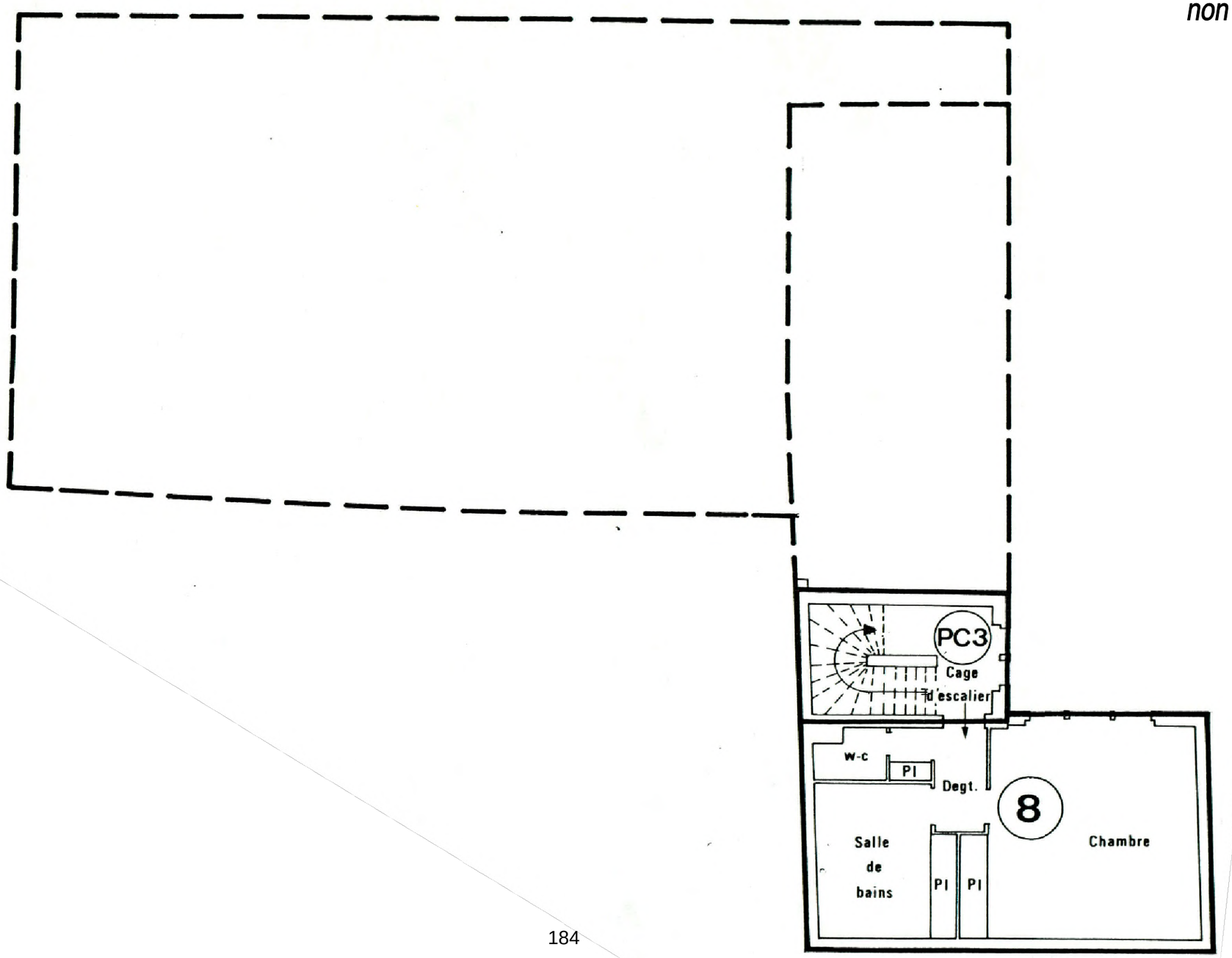
BÂTIMENT A

3ème Étage

Échelle approximativ
1/100e

Ancienne situation

non modifiée



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

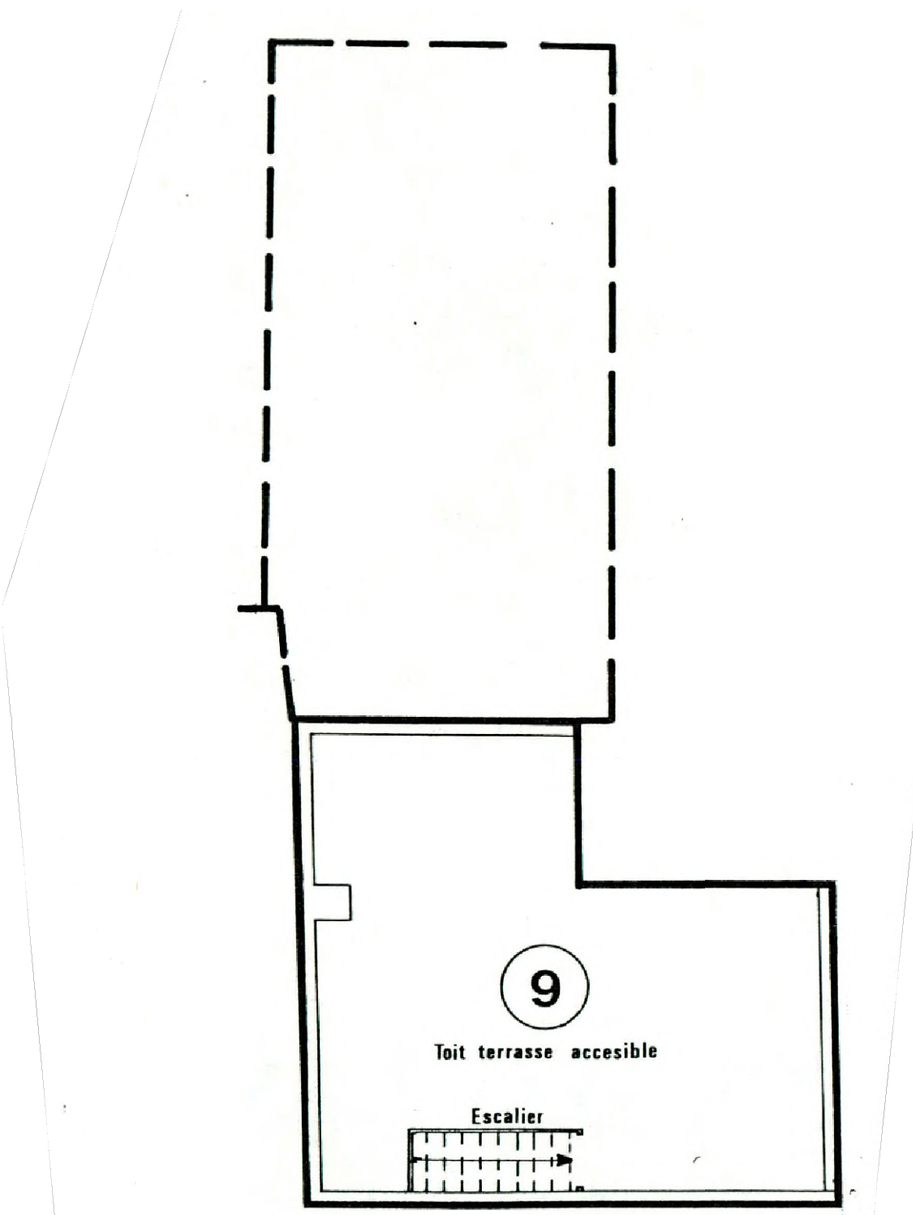
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Surcombles

Échelle approximative :
1/100e

Ancienne situation
non modifiée



CABINET
UN POINT SIX
GÉOMÈTRES EXPERTS

Anciennement cabinet SCHALLER-ROTH-SIMLER

www.unpointsix.fr

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

AGENCE DE SELESTAT
Tél : 03 88 58 00 00
PAEI du Giessen - 6, rue de l'Altenberg
CS 80 008, 67608 SELESTAT Cedex

AGENCE DE COLMAR
Tél : 03 89 23 67 43
3, rue Gambetta
68000 COLMAR

AGENCE DE STRASBOURG
Tél : 03 88 32 82 16
Immeuble le BELEM
5, rue de Lisbonne, 67300 SCHILTIGHEIM

ESQUISSE D'ETAGE

RELATIVE A UNE DIVISION EN COPROPRIETE

modifiant l'esquisse n° XXX

Origine des plans	Les plans des lots 23 et 24 de l'esquisse de copropriété ont été dessinés sur la base d'un relevé réalisé par nos soins en date du 14/04/2022
Contrôle	Sans objet
Esquisse modificative	Cette esquisse modifie l'esquisse de copropriété n°XXX réalisée par le Cabinet UN POINT SIX le 12/10/2022 et enregistrée au cadastre le XX/XX/XXXX. Les lots 13, 14, 15, 17, 18, 19 et 20 sont fusionnés pour donner le lot 23. Les lots 21 et 22 sont fusionnés pour donner le lot 24. Les autres lots ne sont pas modifiés. Les tantièmes sont recalculés.

Esquisse établie et certifiée exacte par M Vincent ROTH, Géomètre-Expert
A SELESTAT, le 13 Octobre 2022

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
V. ROTH & J. SIMLER
CABINET UN POINT SIX
CS 80008
67608 SÉLESTAT CEDEX
N° D'INSCRIPTION 2020B400093

COPIE PROVISOIRE
avant enregistrement cadastral

La présente division en lots ainsi que l'affectation des coefficients de pondération sont reconnues exactes.

Date, Signature et Cachet :

DEPARTEMENT : BAS-RHIN

COMMUNE : STRASBOURG

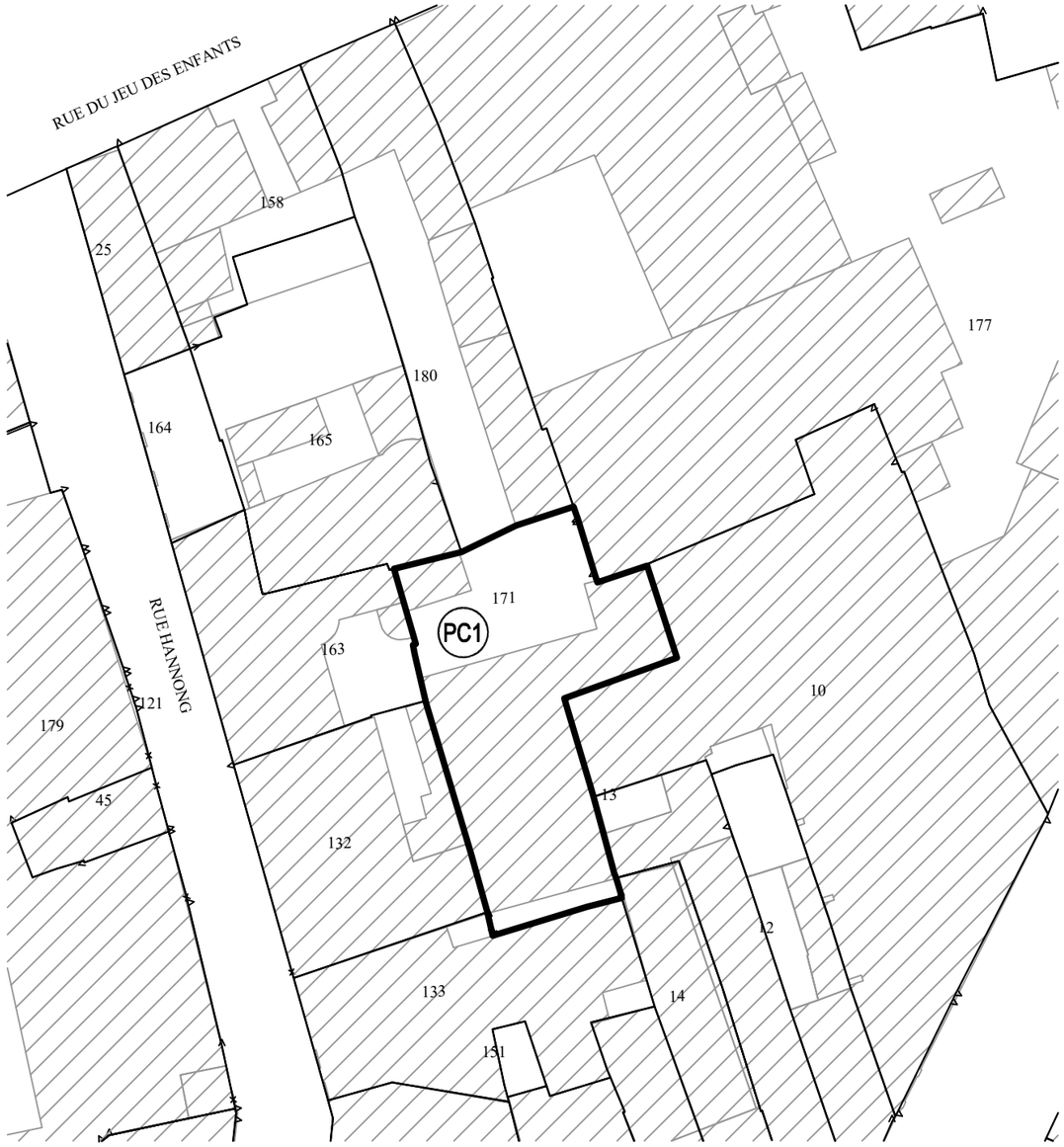
ADRESSE : 48, Rue du Jeu des Enfants

PREFIXE : 000

SECTION : 58

PARCELLE : 171/27

PLAN DE SITUATION



ÉCHELLE : 1/500e

REFERENCES INFORMATIQUES : H:\Communes\STRASBOURG\Esquisse\2022\2022030720\00\Lir

ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION
PARTIES COMMUNES

ESQUISSE D'ETAGE N°

COMMUNE : STRASBOURG

Section : 58
Parcelle : 171/27

ADRESSE : 48, rue du Jeu des Enfants

COPROPRIÉTÉ

20220307200

	Définitions	Lots concernés
PC1	Les parties communes générales à savoir : - La totalité du sol bâti et non bâti cadastré en Section 58, Parcelle n° 171/27 d'une contenance de 4.56 ares. - L'ensemble des branchements, tuyaux de canalisation et réseaux divers avec leurs accessoires jusqu'aux raccordements particuliers à chaque lot. - AU REZ-DE-CHAUSSEE : 1 cour	Tous les copropriétaires de l'ensemble immobilier situé : Rue du Jeu des Enfants, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e (Lots : n° 3, 5 à 12, 23 et 24 ----> Bâtiment A, n° 101 ----> Garage, n° 201 à 204 ----> Parkings).
PC2	NON MODIFIEES Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984.	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 3, 5 à 12, 23 et 24, de l'ensemble immobilier situé : Rue du Jeu des Enfants, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.
PC3	NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984.	
PC4	NON MODIFIE Voir Esquisse n°XXXX du 12/10/2022, enregistrée le XX/XX/XXXX.	Le groupe des copropriétaires formé par les propriétaires des lots n° 10 à 12 et 23, de l'ensemble immobilier situé : Rue du Jeu des Enfants, 67 000 STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de 1000/1000e.

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : 58
Parcelle : 171/27

COMMUNE : STRASBOURG

ADRESSE : 48, rue du Jeu des Enfants

COPROPRIÉTÉ

20220307200

	Définitions	Lots concernés
	Art. 76 de la Loi du 13.12.2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (S.R.U.). La quote-part des parties communes générales (PC1), afférente à chaque lot est proportionnelle à la valeur relative de chaque partie privative par rapport à l'ensemble des valeurs des dites parties, telles que ces valeurs résultent lors de l'établissement de la copropriété, de la superficie et de la consistance des lots sans égard à leur utilisation. Elles ont été calculées en appliquant à la superficie utile des lots (superficie de plancher après déduction des murs, gaines, marches) un coefficient de pondération en fonction de la consistance (nature) de ceux-ci. La somme des superficies pondérées des lots est ramenée à une base de 1 000 : nous obtenons ainsi la quote-part de chaque lot exprimée en millièmes. Les quotes-parts des parties communes spéciales (PC2 à PC4) sont calculées suivant le même principe mais en considérant uniquement les lots (ou parties de lots) intéressés et non la totalité des lots. La somme des superficies pondérées des lots est ramenée à une base de 1 000 : nous obtenons ainsi la quote-part de chaque lot exprimée en millièmes. A noter que la partie rez-de-chaussée du lot n°24 (porche et local d'acivités) n'entre pas dans le calcul des PC2.	
	TABLEAU DES COEFFICIENTS : REZ-DE-CHAUSSEE ..... 1,1 1ER & 2EME ETAGE ..... 1,0 3EME ETAGE ..... 0,9 Grenier aménageable ..... 0,7 Garage ..... 0,5 Cave ..... 0,2 Toit-terrasse..... 0,1 Emplacement parkings ..... 0,3 Porche 0,15	

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TANTIÈMES GÉNÉRAUX

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : **58**
Parcelle : **171/27**

COMMUNE : **STRASBOURG**
ADRESSE : **48, rue du Jeu des Enfants**

COPROPRIÉTÉ

20220307200

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
1		LOT SUPPRIME par l'Esquisse n°XXXX du 12/10/2022, enregistrée le XX/XX/XXXX.													
2		LOT SUPPRIME par l'Esquisse n°XXXX du 12/10/2022, enregistrée le XX/XX/XXXX.													
3		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	00	02	37	79	148					
4		LOT SUPPRIME par l'Esquisse n°XXXX du 12/10/2022, enregistrée le XX/XX/XXXX.													
5		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	01	01	37	72	135					
6		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Grenier aménageable (h>1.80 m)* *Grenier aménageable (surf. au sol)*		A	01	02	01	19 44	26	48					
7		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	02	02	37	72	135	487				
8		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Appartement*		A	01	03	01	38	66	125	448				
9		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Toit terrasse*		A	01	04	01	49	10	18	65				
10		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	01	3	1	2		19			
11		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	02	5	2	4		31			

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : **58**
Parcelle : **171/27**

COMMUNE : **STRASBOURG**
ADRESSE : **48, rue du Jeu des Enfants**

COPROPRIÉTÉ

20220307200

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
12		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Cave*		A	01	81	03	22	9	16		138			
13		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 14, 15, 17, 18, 19 et 20 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
14		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 13, 15, 17, 18, 19 et 20 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
15		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 13, 14, 17, 18, 19 et 20 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
16		LOT SUPPRIME par l'Esquisse n°XXXX du 12/10/2022, enregistrée le XX/XX/XXXX.													
17		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 13, 14, 15, 18, 19 et 20 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
18		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 13, 14, 15, 17, 19 et 20 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
19		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 13, 14, 15, 17, 18 et 20 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
20		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LES LOTS 13, 14, 15, 17, 18 et 19 POUR DONNER LE LOT n°23 .													
21		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LE LOT 22 POUR DONNER LE LOT n°24 .													
22		LOT SUPPRIME ET FUSIONNE AVEC LE LOT 21 POUR DONNER LE LOT n°24 .													
23		AU SOUS SOL DU BATIMENT A 1 cave *Cave*		A	01	81	04	130	50	95		812			
24		Un local d'acitivés comprenant : AU REZ-DE-CHAUSSE DU BATIMENT A 1 hall, 2 cuisines, 2 locaux techniques, 1 bureau avec placard, 1 dégagement, 2 stockages, 3 pièces, 2 salles, 1 accueil, 1 sanitaire, 1 WC, 1 porche, 1 escalier d'accès au 1er étage. AU 1ER ETAGE DU BATIMENT A 2 dégagements, 1 sanitaire, 1 WC, 1 chambre, 1 salle, 1 local technique, 1 stockage, 1 toiture terrasse et sa verrière, 1 trémie d'escalier. *Local d'activités (RDC)* *Local d'activités (1er étage)* *Porche* *Toiture terrasse (1er étage)*		A	0	00	01	200 66 2 93	574	274						
LOTS 25 à 100 NON ATTRIBUES															

ESQUISSE D'ETAGE N°

Section : **58**
Parcelle : **171/27**

COMMUNE : **STRASBOURG**
ADRESSE : **48, rue du Jeu des Enfants**

COPROPRIÉTÉ

20220307200

N° Lot	Propriétaire	Situation, nature et description du local	N° Voie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Superficie (en m²)	Q.P. au sol PC1	Quote part					
										PC2	PC3	PC4			
101		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Garage*				00	01	15	15						
LOTS 101 à 200 NON ATTRIBUES															
201		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	02	11	6						
202		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	03	11	6						
203		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	04	11	6						
204		NON MODIFIE Voir Esquisse n°1733 du 03/05/1984, enregistrée le 20/07/1984. *Parking*				00	05	11	6						

TOTAL TANTIEMES	**1 000**	**1 000**	**1 000**	**1 000**

COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

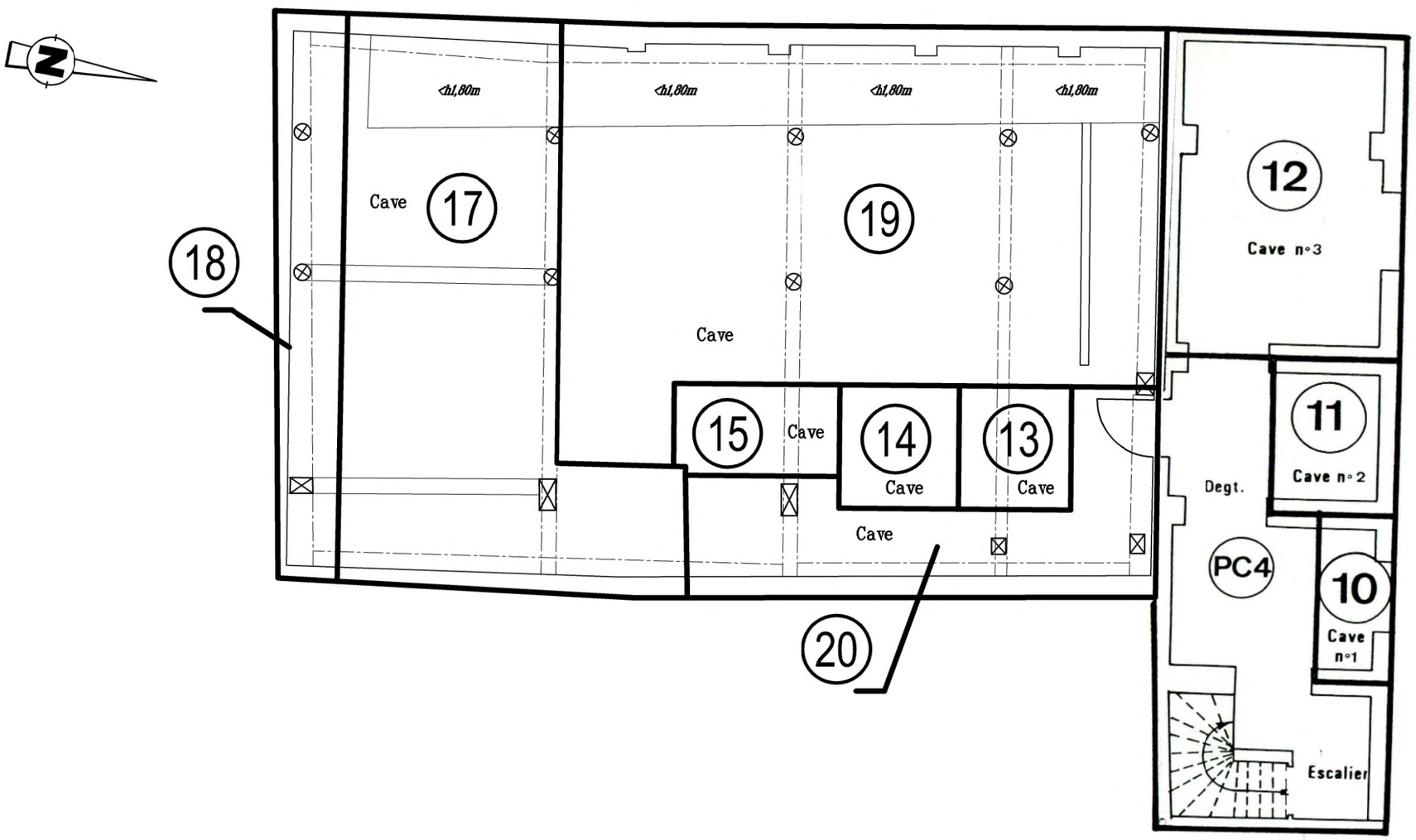
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Sous-Sol

Échelle approximative : 1/100e

Ancienne situation



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

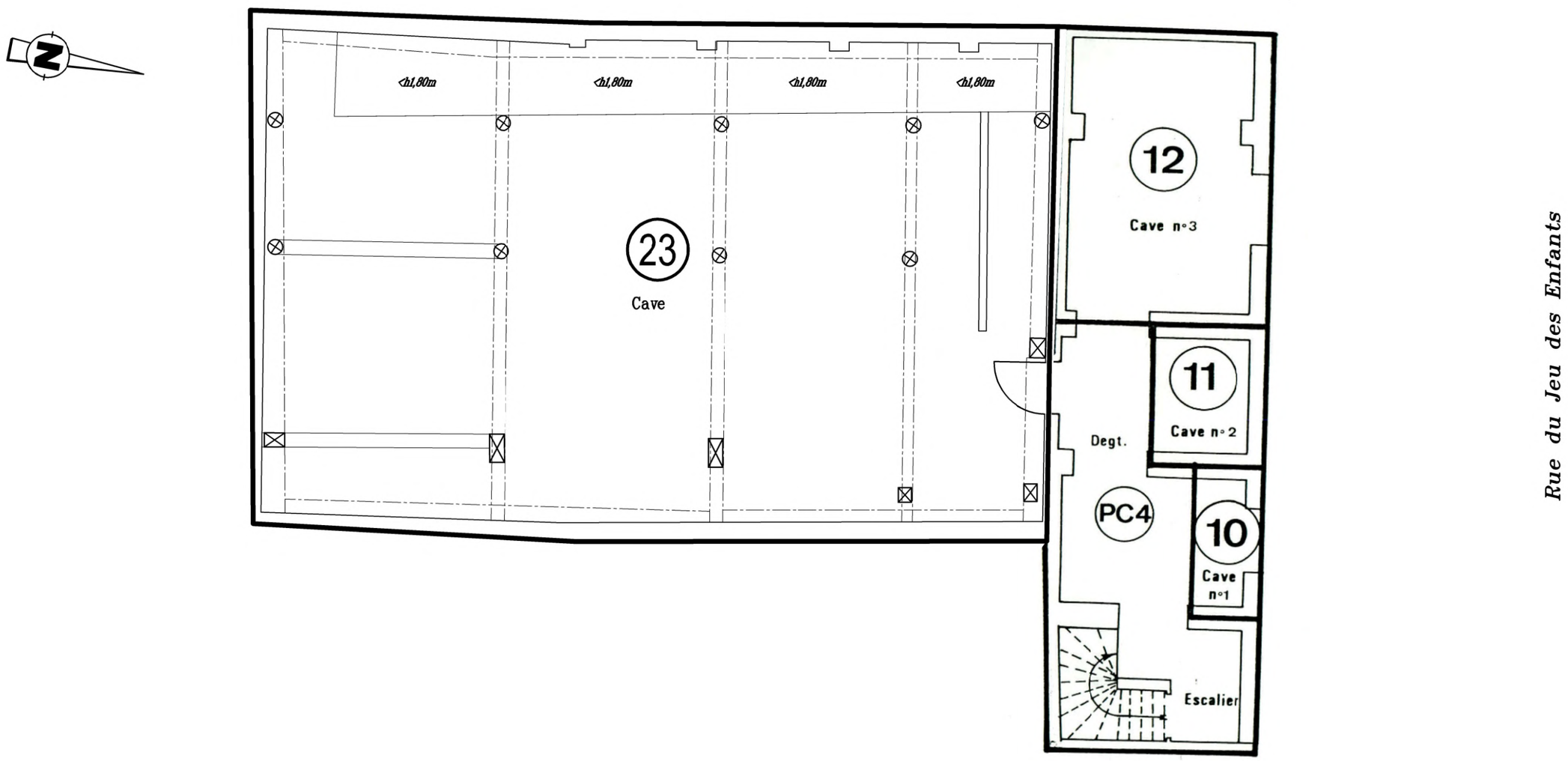
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Sous-Sol

Échelle approximative : 1/100e

Nouvelle situation



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

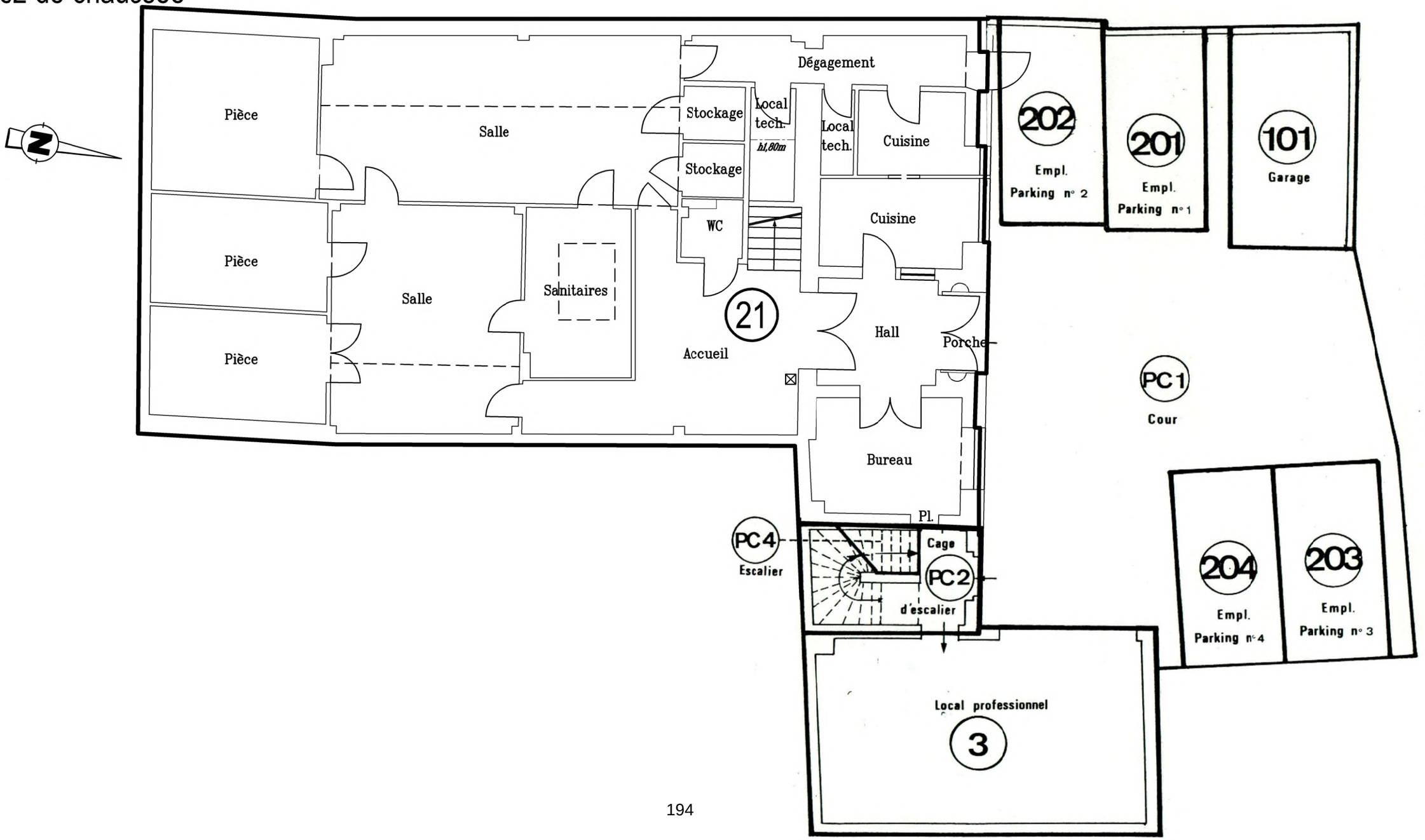
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Échelle approximative : 1/100e

Ancienne situation

Rez-de-chaussée



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

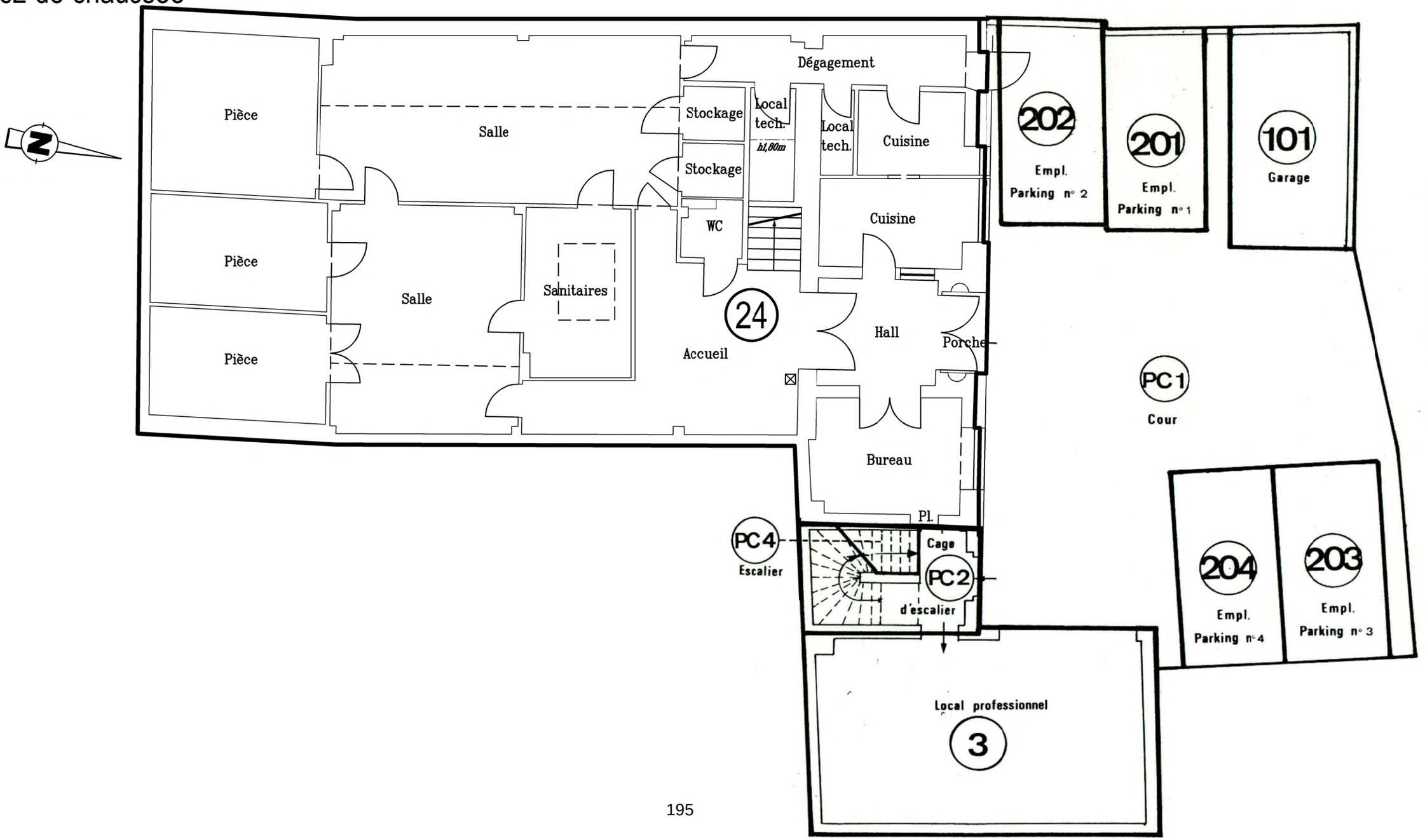
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Échelle approximative : 1/100e

Nouvelle situation

Rez-de-chaussée



COMMUNE STRASBOURG

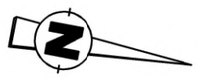
Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

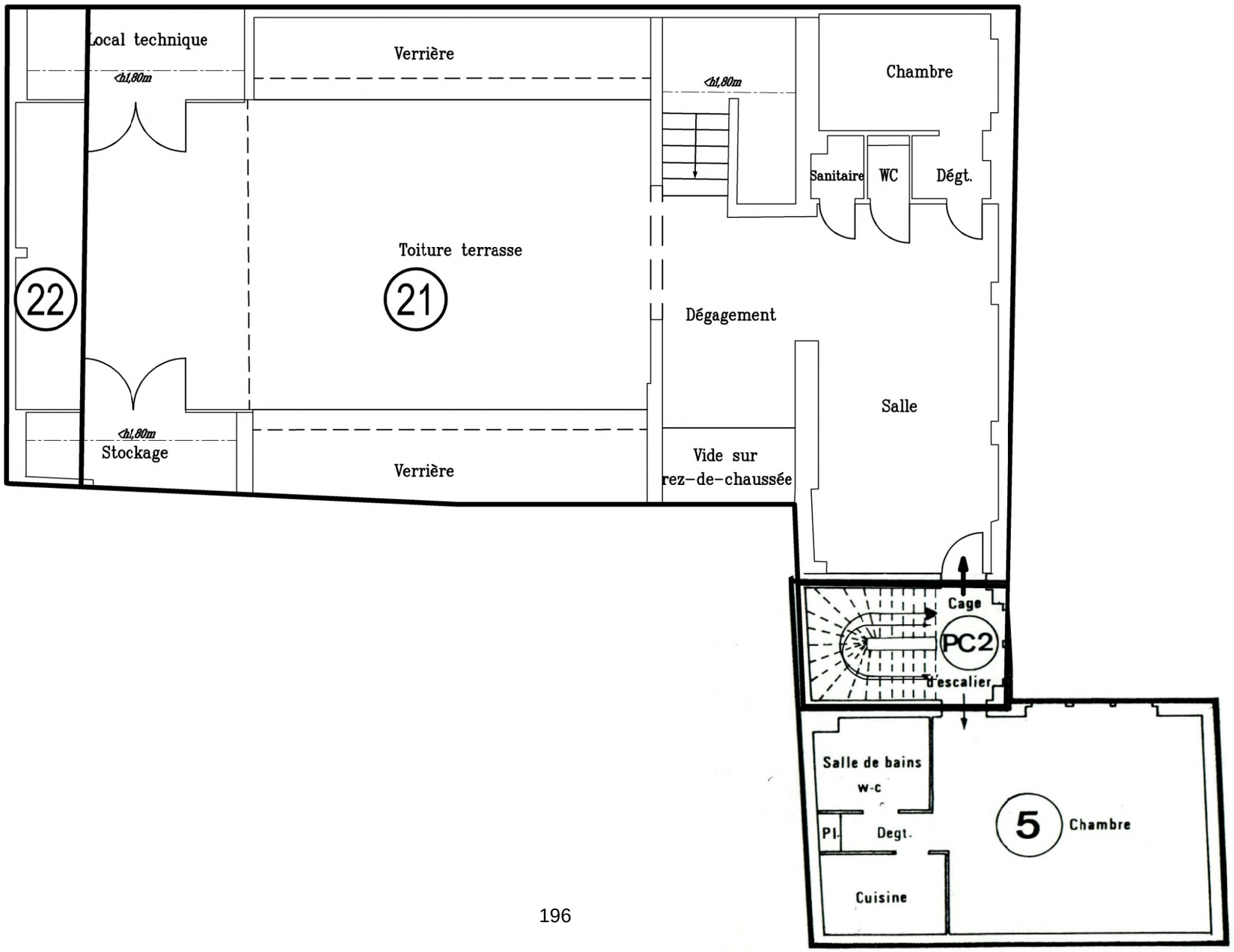
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

1er Étage

Échelle approximative : 1/100e





COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

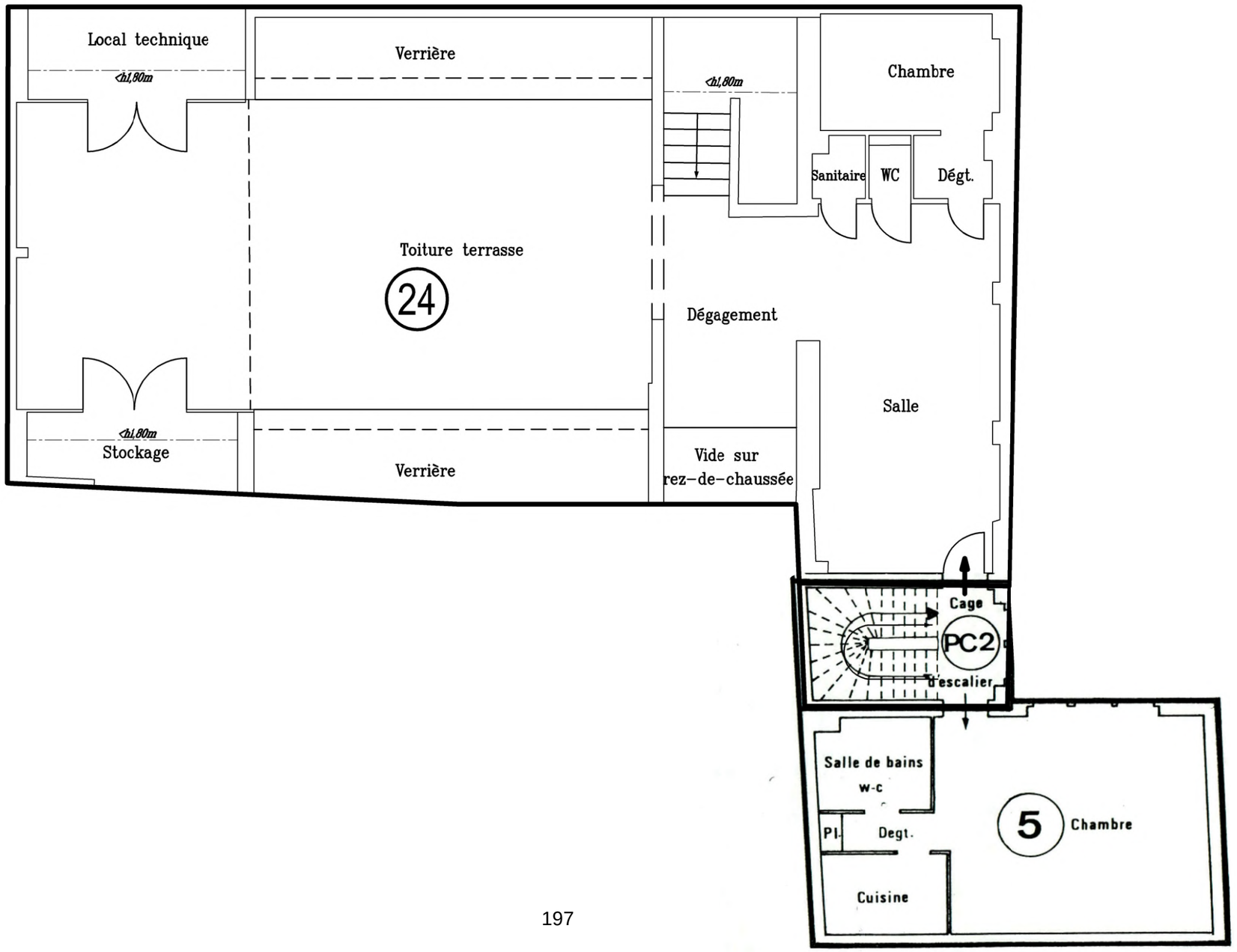
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

1er Étage

Échelle approximative : 1/100e

Nouvelle situation



Rue du Jeu des Enfants

COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

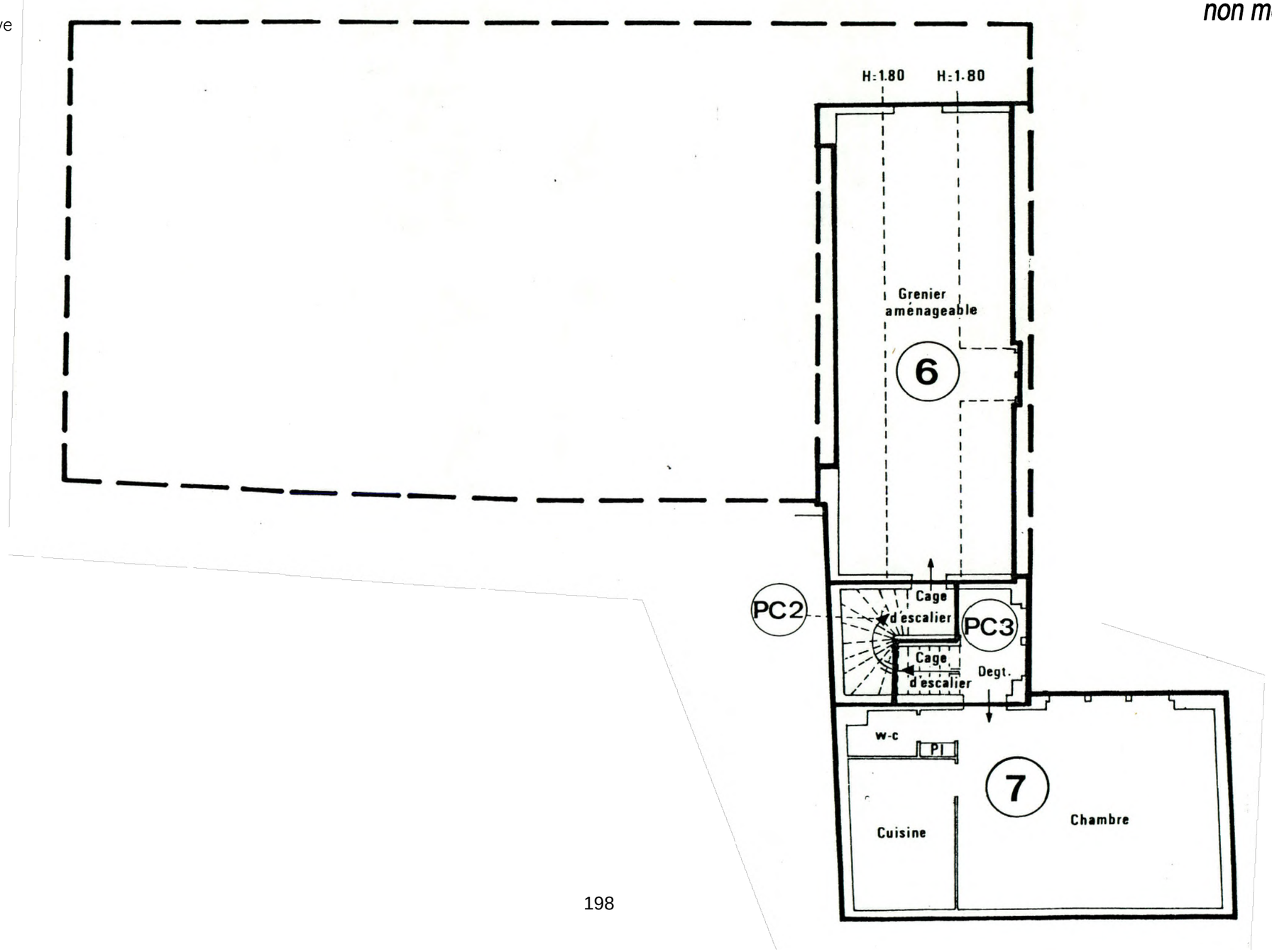
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

2ème Étage

Échelle approximative
1/100e

Ancienne situation
non modifiée



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

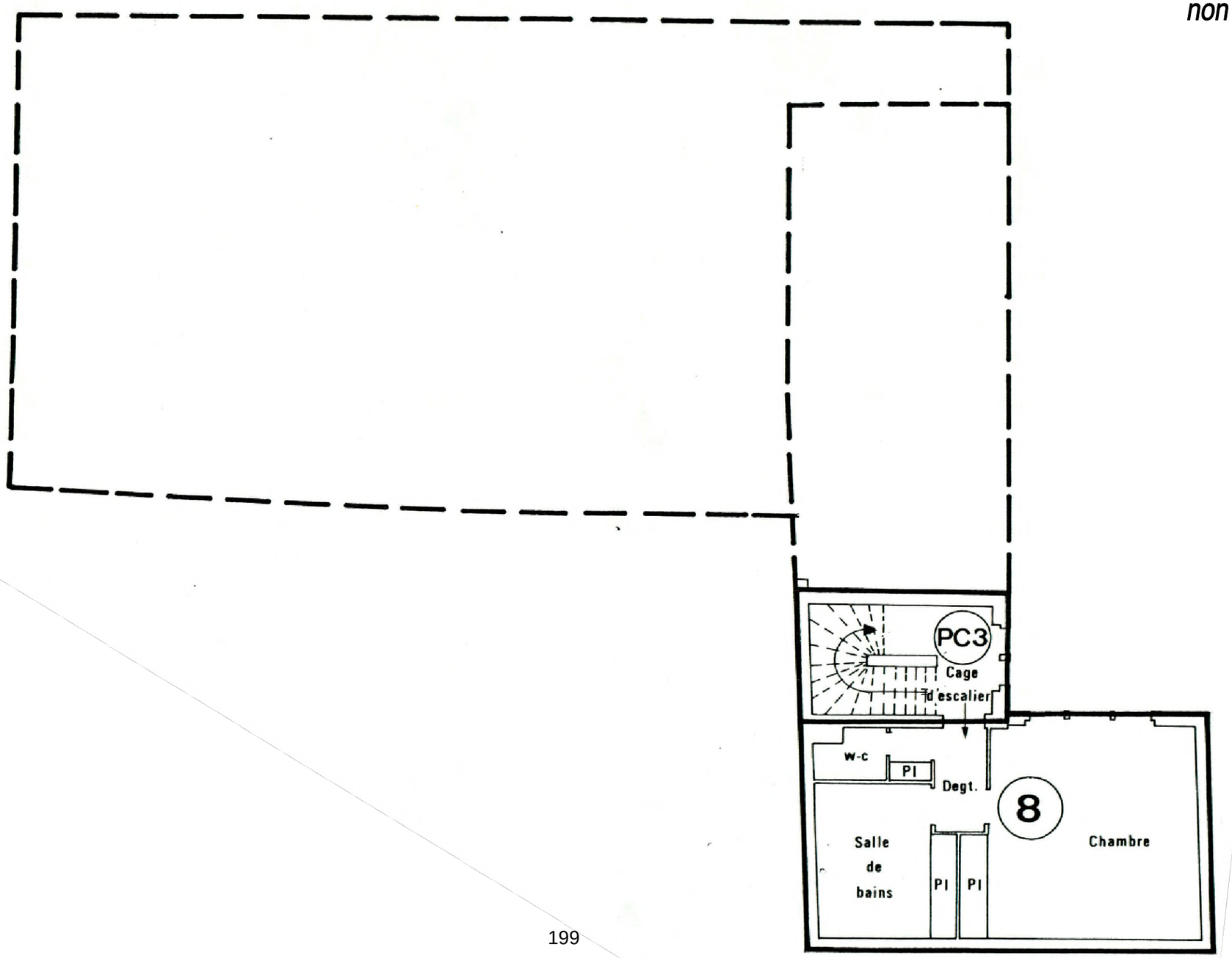
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

3ème Étage

Échelle approximativ
1/100e

Ancienne situation
non modifiée



COMMUNE STRASBOURG

Adresse 48, Rue du Jeu des Enfants

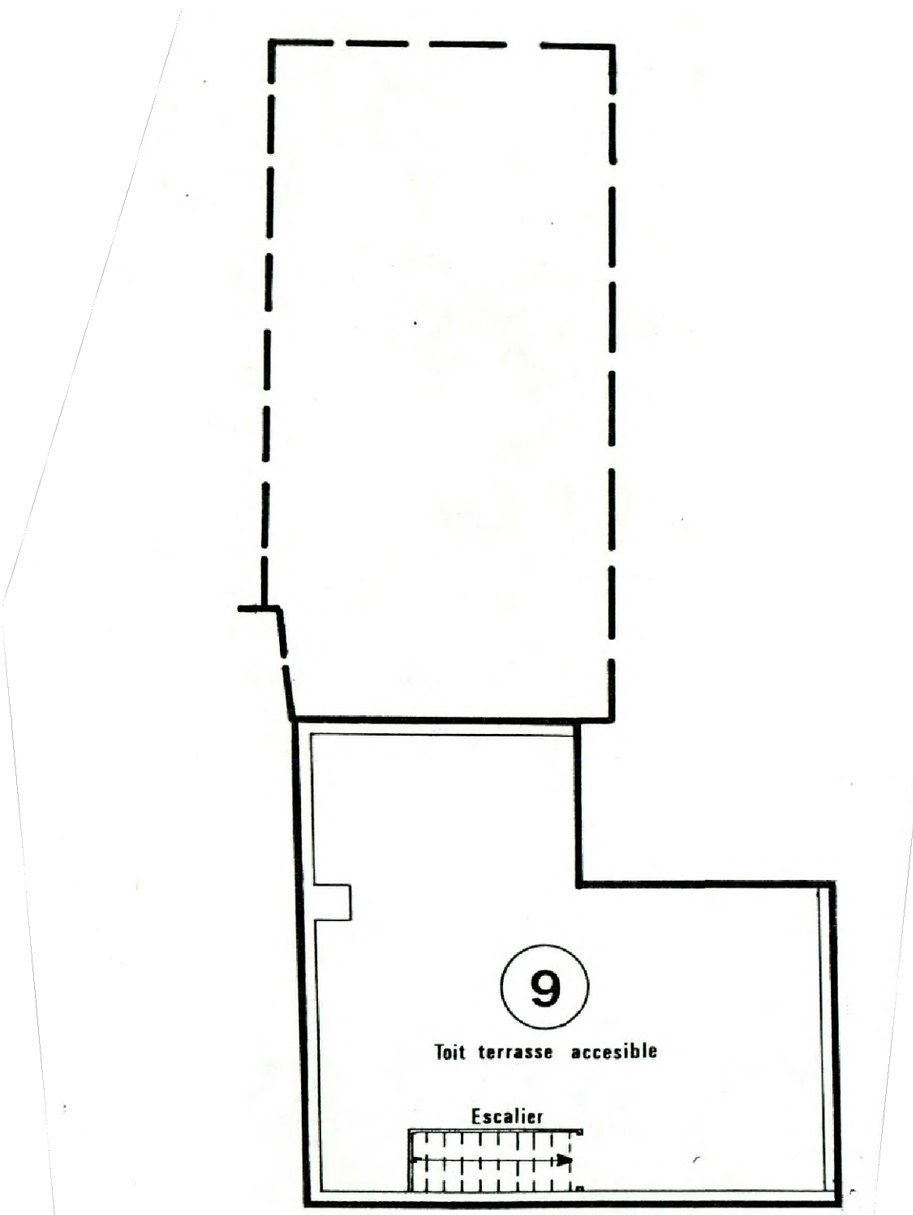
Section 58 Parcelle 171/27

BÂTIMENT A

Surcombles

Échelle approximative :
1/100e

Ancienne situation
non modifiée

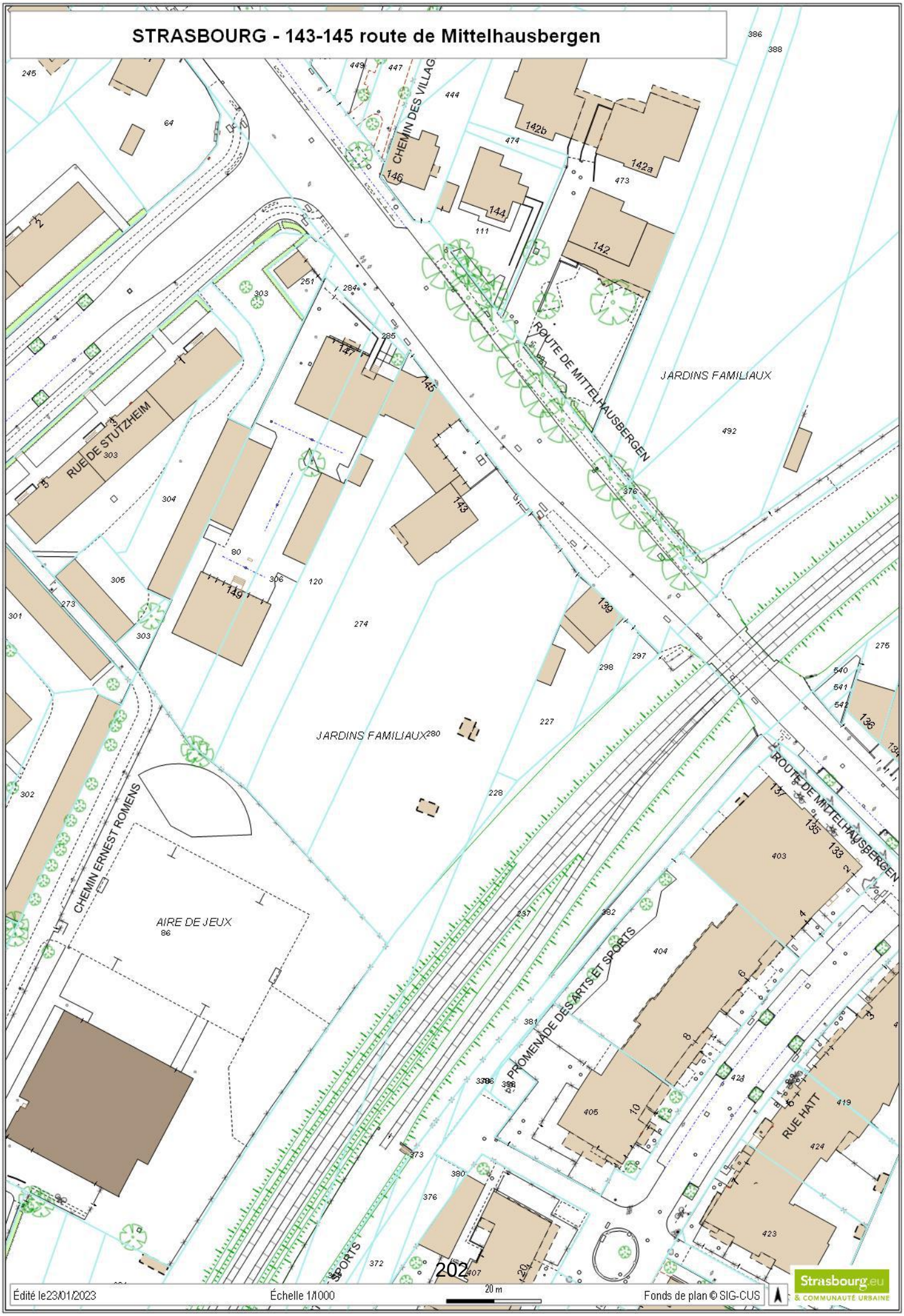


STRASBOURG - 143-145 route de Mittelhausbergen



Édité le23/01/2023 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 143-145 route de Mittelhausbergen
CHEMIN DES VILLAG
ROUTE DE MITTELHAUSBERGEN
JARDINS FAMILIAUX
RUE DE STUTZHEIM
JARDINS FAMILIAUX
CHEMIN ERNEST ROMENS
AIRE DE JEUX
PROMENADE DES ARTS ET SPORTS
RUE HATT
SPORTS
Édité le 23/01/2023
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Subvention au profit du bailleur OPHEA - 87 rue de l'Unterelsau à Strasbourg - Elsau.

Numéro V-2023-294

Par décision en date du 30 août 2022, l'Eurométropole a exercé son droit de préemption sur l'immeuble sis 87 rue de l'Unterelsau à Strasbourg – Elsau. L'emprise foncière de 5,70 ares est sûrbatie d'une maison d'habitation, libre de toute occupation.

Ce droit de préemption a été exercé en vue de permettre de mener une action ou opération d'aménagement visant à mettre en œuvre la politique locale de l'habitat, définie dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH), approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016.

L'immeuble a été acquis aux termes d'un acte authentique notarié en date du 29 novembre 2022, moyennent le prix total de 300 000,00 € augmenté des frais d'acquisition, en vue d'une revente au bailleur social OPHEA.

Le projet d'OPHEA comprend la démolition de la maison d'habitation et la réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux. L'opération permettra la création de 9 logements et 7 places de stationnement en extérieur, dont 6 logements en PLUS (70 %) et 3 logements en PLAI (30 %).

Ce projet participe à la reconstitution de l'offre hors site dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

La réalisation de l'opération est conditionnée par un accompagnement de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 25 juin 2021, la métropole a entériné un dispositif de participation financière dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur son territoire par la prise en charge :

- par l'Eurométropole d'un abattement sur le prix de cession à hauteur de 5 000 € par logement,
- sous condition de la participation équivalente de la commune sur le ban de laquelle est réalisée l'opération.

Il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa séance du 24 mars prochain, d'acter la mise en œuvre dudit dispositif et de prévoir un abattement sur le prix de cession de 45 000 €.

Il est donc proposé que la Ville de Strasbourg verse une subvention d'un montant équivalent de 45 000 € au profit d'OPHEA en vue de la réalisation de son projet de logements locatifs sociaux, sous condition suspensive de la délibération à intervenir du Conseil de l'Eurométropole.

Cette subvention fera l'objet d'une convention de subventionnement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 25 juin 2021
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention à OPHEA, dans le cadre de la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit d'OPHEA de l'immeuble sis 87 rue de l'Unterelsau à Strasbourg, sous condition suspensive de la délibération du Conseil de l'Eurométropole, de 5 000 € par logement, soit pour 9 logements, la somme de 45 000,00 € au titre du dispositif de participation financière par la ville de Strasbourg pour la réalisation de logements locatifs sociaux, sous réserve des conditions suivantes :

- la réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux,
- le programme devra contenir à minima 30 % de logements en PLAI et aucun logement en PLS ;
- *la nécessité d'intervention de l'Eurométropole devra être constatable et contrôlable au titre du bilan de l'opération du bailleur,*
- *la mise en œuvre de cette aide est conditionnée :*
  - *par la participation au moins égale de la commune sur le ban de laquelle l'opération est réalisée,*
  - *par la participation au moins égale de l'Eurométropole par une subvention en cas de cession d'un foncier ou d'un immeuble,*
- *les biens cédés devront être vacants à au moins 75% et pas d'opération en VEFA,*
- *le niveau d'exigence environnementale devra être conforme aux dispositions du PLUi en cours au jour de la conclusion de l'acte,*

Le versement de cette subvention fera l'objet d'un conventionnement avec les services référents.

décide

l'imputation de la dépense de 45 000,00 € sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 204 182, programme 7055, service AD03,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention de subventionnement et tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156501-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

STRASBOURG ELSAU - 87 RUE DE L'UNTERELSAU

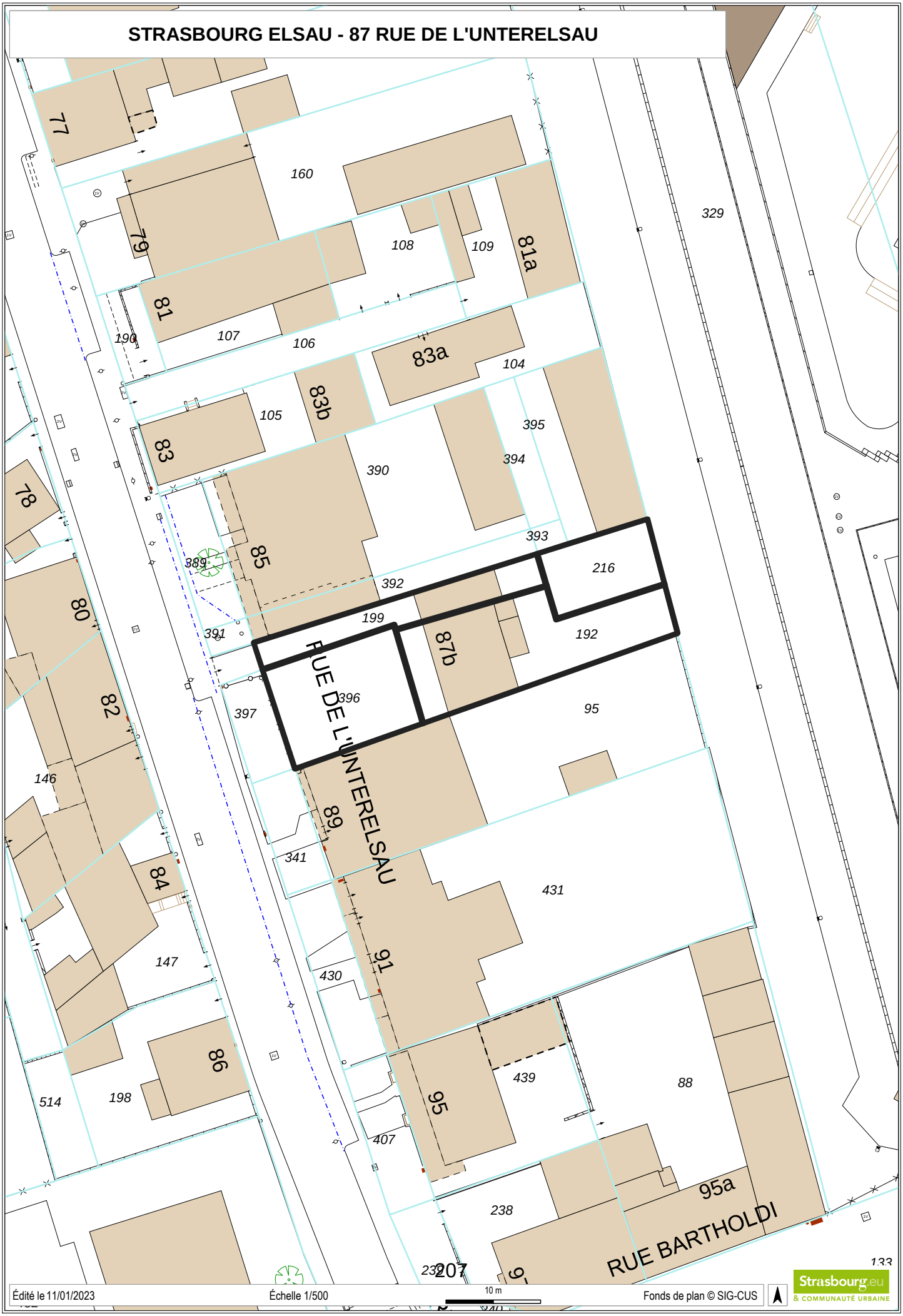


206

Édité le 11/01/2023 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG ELSAU - 87 RUE DE L'UNTERELSAU



Édité le 11/01/2023 | Échelle 1/500 | 10 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Groupement de commandes pour la passation d'accords-cadres pour la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2023-177

La Direction Architecture et Patrimoine (DAP) réalise des opérations de construction, de réhabilitation et de déconstruction pour l'ensemble des services de l'Eurométropole de Strasbourg, de la ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND).

Dans le cadre du CODEC (Contrat d'objectif déchet et économie circulaire) et compte-tenu des réglementations applicables, la DAP inscrit son action dans une démarche d'économie circulaire à appliquer de manière régulière aux différents projets dont elle assure la conduite d'opération.

Plusieurs actions sont engagées :
- passation d'un accord cadre pour le curage d'immeubles intégrant des objectifs de performance en matière de moindre déchets et en matière de réemploi et tout particulièrement la dépose soignée de produits-matériaux-équipements susceptibles de pouvoir être réemployés,
- passation d'un accord cadre pour des études de diagnostic et de maîtrise d'œuvre intégrant des objectifs de performance en matière de moindre déchets et en matière de réemploi (diagnostic produits-équipements-matériaux-déchets, stratégie économie circulaire, identification des filières à haut niveau de valorisation),
- passation d'un accord cadre pour la déconstruction d'immeubles intégrant des objectifs de performance en matière de moindre déchets et en matière de réemploi,
- conduite d'une démarche transversale avec la Direction développement économique et attractivité, la Direction urbanisme et territoire, la Direction espaces publics et naturels visant à l'émergence de plateformes d'économie circulaire du BTP via un appel à manifestation d'intérêt,
- implication dans un groupe de travail piloté par le Relais 2D et l'ADEME ayant pour objectif d'élaborer des clauses communes d'économie circulaire applicables aux maîtres d'ouvrage du territoire,
- passation d'un marché d'AMO Economie circulaire pour l'opération de restructuration du Groupe scolaire Eléonore,
- organisation d'une formation « Economie circulaire dans le champ de la construction / rénovation / maintenance : des clefs pour agir » au 2ème trimestre 2023,

– réflexions visant à intégrer l'éco-construction dans les démarches opérationnelles,
– mise en application du Pacte Bois à compter de 2023.

Ces actions améliorent la prise en compte des enjeux environnementaux : préservation des ressources naturelles, réduction de l'empreinte carbone des projets, réduction des déchets, résilience du territoire.

La DAP propose de nouveaux outils nécessaires à la prise en compte de l'économie circulaire dans les pratiques opérationnelles :

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Economie circulaire - pour les opérations neuves et les opérations de restructuration délibérées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement :
  - Mission selon les besoins identifiés pour chaque opération : diagnostic produits-équipements-matériaux-déchets, stratégie économie circulaire, analyses et justifications de matériaux, identification des filières, accompagnement en phase conception et réalisation.
- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Réemploi et/ou réutilisation - pour les opérations neuves et les opérations de restructuration issues du programme des opérations récurrentes :
  - Mission selon les besoins identifiés pour chaque opération : identification du gisement susceptible d'être réemployé et/ou réutilisé.
- Mission de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction de bâtiments
  - Mission selon les besoins identifiés pour chaque opération de déconstruction comprenant l'établissement de diagnostics patrimoniaux simplifiés, l'établissement de diagnostics produits-matériaux-déchets, des missions de maîtrise d'œuvre conception et réalisation, des missions OPC.

La plupart de ces besoins étant de nature identique pour l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, il est proposé de recourir à un groupement de commandes associant ces trois entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces dispositions poursuivent un double objectif :

– allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique,
– une gestion opérationnelle simplifiée.

S'agissant du rôle du coordonnateur du groupement de commande :

L'Eurométropole de Strasbourg, coordonnateur du groupement de commande, sera chargée de la gestion de la procédure de passation des accords-cadres au nom des trois membres du groupement. Le coordonnateur sera chargé de la signature et de la notification des accords-cadres. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de sa bonne exécution, notamment par la prise en charge de l'émission des bons de commande.

S'agissant des marchés à conclure :

En application des articles R2162-2 à R2162-14 du Code de la commande publique, les marchés à conclure seront passés sous la forme :

1° Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Economie circulaire - pour les opérations neuves et les opérations de restructuration délibérées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement	Accord-cadre avec passation de marchés subséquents
2° Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Réemploi et/ou réutilisation - pour les opérations neuves et les opérations de restructuration issues du programme des opérations	Accord-cadre avec émission de bons de commande
3° Mission de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction de bâtiments	Accord-cadre avec émission de bons de commande

La durée des marchés est fixée à une période de :
- Mission 1 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an,
- Mission 2 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an,
- Mission 3 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an.

Les accords-cadres susvisés sont passés avec un maximum de :

Ville :

Montant maximum	**Période initiale de 2 ans**	**Période supplémentaire de 1 an**	**Période supplémentaire de 1 an**
Mission 1	750 000 € HT	375 000 € HT	375 000 € HT
Mission 2	375 000 € HT	187 500 € HT	187 500 € HT
Mission 3	112 500 € HT	56 250 € HT	56 250 € HT

Eurométropole :

Montant maximum	**Période initiale de 2 ans**	**Période supplémentaire de 1 an**	**Période supplémentaire de 1 an**
Mission 1	237 500 € HT	118 750 € HT	118 750 € HT
Mission 2	112 500 €HT	56 250 € HT	56 250 € HT
Mission 3	375 000 €HT	187 500 € HT	187 500 € HT

OND :

Montant maximum	**Période initiale de 2 ans**	**Période supplémentaire de 1 an**	**Période supplémentaire de 1 an**
Mission 1	12 500 € HT	6 250 € HT	6 250 € HT
Mission 2	12 500 € HT	6 250 € HT	6 250 € HT
Mission 3	12 500 € HT	6 250 € HT	6 250 € HT

Les marchés seront passés selon procédure d'appel d'offres dans le respect des dispositions de l'article L2124-2 du Code de la Commande Publique.

Les crédits nécessaires à l'exécution des bons de commande qui découleront des accords-cadres susvisés émargent sur les budgets de chaque opération inscrite aux Programmes Pluriannuels d'Investissement ou sur crédits annuels.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1) *la conclusion, après procédure d'appel d'offres, des accords-cadres avec émission de bons de commande et passation de marchés subséquents avec maximum d'une durée fixée à une période de :*
   - *Mission 1 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an*
   - *Mission 2 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an*
   - *Mission 3 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an*

Les accords-cadres susvisés sont passés avec des maximums pour la Ville de :

Montant maximum	***Période initiale de 2 ans***	***Période supplémentaire de 1 an***	***Période supplémentaire de 1 an***
Mission 1	*750 000 € HT*	*375 000 € HT*	*375 000 € HT*
Mission 2	*375 000 € HT*	*187 500 € HT*	*187 500 € HT*
Mission 3	*112 500 € HT*	*56 250 € HT*	*56 250 € HT*

Les accords-cadres susvisés sont passés avec des maximums pour l'OND de :

Montant maximum	***Période initiale de 2 ans***	***Période supplémentaire de 1 an***	***Période supplémentaire de 1 an***
Mission 1	*12 500 € HT*	*6 250 € HT*	*6 250 € HT*
Mission 2	*12 500 € HT*	*6 250 € HT*	*6 250 € HT*
Mission 3	*12 500 € HT*	*6 250 € HT*	*6 250 € HT*

2) *la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre-Dame dont l'Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordonnateur.*

3) *la convention de groupement de commande portera sur la passation d'accords-cadres pour :*

1° Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Economie circulaire - pour les opérations neuves et les	*Accord-cadre avec passation de marchés subséquents*

opérations de restructuration délibérées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement	
2° Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Réemploi et/ou réutilisation - pour les opérations neuves et les opérations de restructuration issues du programme des opérations	*Accord-cadre avec émission de bons de commande*
3° Mission de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction de bâtiments	*Accord-cadre avec émission de bons de commande*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commande entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération,*
- *à signer et exécuter les accords-cadres et marchés résultant du groupement de commande pour ce qui concerne la ville de Strasbourg,*

autorise

la Maire, administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commande entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération,*
- *à signer et exécuter les accords-cadres et marchés résultant du groupement de commande pour ce qui concerne la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155653-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Convention constitutive de groupement de commandes

entre

la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame

Articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique

Vu les articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 mars 2023

et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2023

et

la Fondation de l'Œuvre Notre Dame représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Administratrice, agissant en application de l'article 2 de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII et de la délibération du Conseil Municipal du 20 mars 2023

un groupement de commandes pour la passation d'accords-cadres pour la Ville de Strasbourg, de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Fondations de l'Œuvre Notre-Dame

SOMMAIRE

Préambule 3

Article 1 : Constitution du groupement 3

Article 2 : Objet du groupement 3

Article 3 : Organes du groupement 4

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 4

Article 5 : Fin du groupement 5

Préambule

La Direction architecture et patrimoine réalise des opérations de construction, de réhabilitation et de déconstruction pour l'ensemble des services de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND).

Dans le cadre du CODEC (Contrat d'objectif déchet et économie circulaire) et compte-tenu des réglementations applicables, la Direction architecture et patrimoine inscrit son action dans une démarche d'économie circulaire qu'elle souhaite appliquer de manière régulière aux opérations qu'elle réalise.

Plusieurs actions sont engagées :

- Passation d'un accord cadre pour le curage d'immeubles intégrant des objectifs de performance en matière de moindre déchets et en matière de réemploi et tout particulièrement la dépose soignée de produits-matériaux-équipements susceptibles de pouvoir être réemployés ;

- Passation d'un accord cadre pour des études de diagnostic et de maîtrise d'œuvre intégrant des objectifs de performance en matière de moindre déchets et en matière de réemploi (diagnostic produits-équipements-matériaux-déchets, stratégie économie circulaire, identification des filières à haut niveau de valorisation) ;

- Passation d'un accord cadre pour la déconstruction d'immeubles intégrant des objectifs de performance en matière de moindre déchets et en matière de réemploi ;

- Conduite d'une démarche transversale avec la Direction développement économique et attractivité, la Direction urbanisme et territoire, la Direction espaces publics et naturels visant à l'émergence de plateformes d'économie circulaire du BTP via un appel à manifestation d'intérêt ;

- Implication dans un groupe de travail piloté par le Relais 2D et l'ADEME ayant pour objectif d'élaborer des clauses communes d'économie circulaire applicables aux maîtres d'ouvrage du territoire ;

- Passation d'un marché d'AMO Economie circulaire pour l'opération de restructuration du Groupe scolaire Eleonore ;

- Organisation d'une formation « Economie circulaire dans le champ de la construction / rénovation / maintenance : des clefs pour agir » au 2ème trimestre 2023 ;

- Réflexions visant à intégrer l'éco-construction dans les démarches opérationnelles ;

- Mise en application du Pacte Bois à compter de 2023.

Ces actions améliorent la prise en compte des enjeux environnementaux : préservation des ressources naturelles, réduction de l'empreinte carbone des projets, réduction des déchets, résilience du territoire.

La Direction architecture et patrimoine propose de nouveaux outils nécessaires l'intégration régulière de l'économie circulaire aux pratiques opérationnelles:

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – Economie circulaire – pour les opérations neuves et les opérations de restructuration délibérées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement :

    - Mission selon les besoins identifiés pour chaque opération : diagnostic produits-équipements-matériaux-déchets, stratégie économie circulaire, analyses et

justifications de matériaux, identification des filières, accompagnement en phase conception et réalisation.

- Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – Réemploi et/ou réutilisation – pour les opérations neuves et les opérations de restructuration issues du programme des opérations récurrentes :
    - Mission selon les besoins identifiés pour chaque opération : identification du gisement susceptible d'être réemployé et/ou réutilisé.

- Mission de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction de bâtiments
    - Mission selon les besoins identifiés pour chaque opération de déconstruction comprenant l'établissement de diagnostics patrimoniaux simplifiés, l'établissement de diagnostics produits-matériaux-déchets, des missions de maîtrise d'œuvre conception et réalisation, des missions OPC.

La plupart de ces besoins étant de nature identique pour l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND), il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Il s'inscrit dans la logique du groupement de commandes associant les trois entités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- Allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de la procédure de consultation unique ;

- Une gestion opérationnelle simplifiée.

Les articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique encadrent les dispositions règlementaires du groupement de commandes.

Les trois partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes la plus médiane, préservant en phase d'exécution l'autonomie de gestion des adhérents. Ainsi, en vertu de ce dispositif décris dans les articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie le marché. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel, de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame un groupement de commandes régi par le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, ci-après désigné « le groupement », a pour objet la passation de trois accords-cadres, en application des dispositions du Code de la commande publique :

1° Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – Economie circulaire – pour les opérations neuves et les opérations de restructuration délibérées dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement	Accord-cadre avec passation de marchés subséquents

2° Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – Réemploi et/ou réutilisation – pour les opérations neuves et les opérations de restructuration issues du programme des opérations	Accord-cadre avec émission de bons de commande
3° Mission de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction de bâtiments	Accord-cadre avec émission de bons de commande

La durée des marchés est fixée à une période de :

- Mission 1 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an
- Mission 2 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an
- Mission 3 : 2 ans renouvelables 2 fois 1 an

Les accords-cadres susvisés sont passés avec un maximum de :

Ville :

Montant maximum	Période initiale de 2 ans	Période supplémentaire de 1 an	Période supplémentaire de 1 an
Mission 1	750 000 €HT	375 000 €HT	375 000 €HT
Mission 2	375 000 €HT	187 500 €HT	187 500 €HT
Mission 3	112 500 €HT	56 250 €HT	56 250 €HT

Eurométropole :

Montant maximum	Période initiale de 2 ans	Période supplémentaire de 1 an	Période supplémentaire de 1 an
Mission 1	237 500 €HT	118 750 €HT	118 750 €HT
Mission 2	112 500 €HT	56 250 €HT	56 250 €HT
Mission 3	375 000 €HT	187 500 €HT	187 500 €HT

OND :

Montant maximum	Période initiale de 2 ans	Période supplémentaire de 1 an	Période supplémentaire de 1 an
Mission 1	12 500 €HT	6 250 €HT	6 250 €HT
Mission 2	12 500 €HT	6 250 €HT	6 250 €HT
Mission 3	12 500 €HT	6 250 €HT	6 250 €HT

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, la Ville de Strasbourg l'Eurométropole de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique.

En application de l'article L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour attribuer les marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom et pour le compte des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres,
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...),
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires des marchés en ce qui le concerne,
- de signer et de notifier les marchés,
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la commande publique,
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informés les adhérents sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché et en particulier à informer les adhérents de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 – Fin du groupement

La présente convention et, corrélativement, la mission du coordonnateur prend fin à la suite de la notification de l'ensemble des accords-cadres.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

La Maire
de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

La Présidente
de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

L'Administratrice
de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame

Jeanne BARSEGHIAN

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Association Strasbourg Initiation Nature et Environnement (SINE) :
- mise en place d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023-2025
- subvention 2023.

Numéro V-2023-249

Depuis 2009, l'association Strasbourg Initiation Nature Environnement (SINE), dans ses missions de coordination et d'animation du réseau associatif strasbourgeois, propose une expertise aux acteurs publics en matière d'éducation à l'environnement.

L'association développe ses activités autour de deux grands thèmes :

- la nature, la biodiversité en ville, l'alimentation de proximité en lien avec le jardin,
- l'éco-citoyenneté, les changements de comportement, en lien avec les problématiques environnementales d'un territoire urbain et périurbain.

À travers le soutien accordé par l'Eurométropole de Strasbourg (conventionnement pluriannuel), SINE a touché en 2022 plus de 13 000 personnes sur l'ensemble des activités proposées en direction de divers publics (jeune, scolaire, grand public), avec une priorité donnée aux territoires QPV. L'association a également sensibilisé 5419 enfants à l'occasion de 343 journées d'animations et comptabilisé 6368 participants à ses actions en direction du grand public (ateliers, expositions, évènements). Enfin, l'association a formé et sensibilisé 327 autres personnes (enseignants, animateurs, séniors, handicap) sur vingt-quatre demi-journées.

Aussi, fort de cette expertise reconnue et dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat, il est proposé d'initier un partenariat ville de Strasbourg-Association SINE afin d'accompagner les actions des services de la Ville, en y intégrant une déclinaison territoriale.

Rappel des objectifs du projet

La résilience suppose de faire de la santé environnementale une ambition majeure, englobant tant les enjeux d'éco-citoyenneté que ceux liés aux pratiques sportives et à la reconnexion avec la nature.

Sur ces thématiques, le partenariat établi avec l'association SINE a pour objectif commun de :

- informer, sensibiliser, former les publics,
- permettre l'acquisition de connaissances et d'aptitudes facilitant les changements de comportement, le respect et la reconnexion à la nature,
- participer à l'animation d'un réseau d'acteurs engagés en proximité relayant les bonnes attitudes,
- faciliter la capitalisation d'expériences.

Un premier travail, qui pourra être élargi à d'autres lieux ou thématiques, a permis de déterminer les orientations suivantes :

- accompagner les équipes éducatives dans leur appropriation des cours végétalisées,
- accompagner les acteurs présents sur le territoire du Parc Naturel Urbain en vue de développer l'éco-citoyenneté,
- participer à l'animation de classes découvertes éco-sportives.

Trois cibles principales seront visées en fonction des actions : les enfants et les professionnels les entourant, les relais (CSC, associations, enseignants, éducateur-trices, accompagnateur-trices, etc.) et le grand public.

Axe 1 : accompagner les équipes éducatives dans leur appropriation des cours végétalisées

La Ville de Strasbourg œuvre activement pour l'aménagement de cours Oasis, déminéralisées et végétalisées, au sein des établissements scolaires et de petite enfance.
Un travail de longue haleine est incontournable pour changer en profondeur les usages dans ces cours. Les besoins de liens avec la nature concernent tous les enfants, dès leur plus jeune âge. Le rôle de l'adulte est également essentiel. Accompagnateur dans le milieu naturel, c'est aussi lui qui transmettra le mieux à l'enfant ces valeurs de respect, d'enthousiasme et de préservation de notre patrimoine naturel commun.

L'association SINE interviendra, en complémentarité des accompagnements déjà mis en place, dans quinze d'établissements par an (treize écoles et deux EAJE) dont les espaces extérieurs ont été végétalisés dans un objectif de (re)connexion des enfants à la nature en accompagnant les professionnels adultes dans les nouveaux usages des cours d'école et d'EAJE dont les travaux de végétalisation sont terminés. L'objectif est de permettre aux enfants d'exploiter librement les espaces, de les confronter à différents éléments naturels et de développer leur sentiment de confiance en soi.

De plus, fidèle à ses engagements en la matière, une large concertation sera engagée dans un premier temps avec les inspecteurs de l'Éducation Nationale pour poser un cadre général d'intervention au sein des établissements scolaires et dans un second temps avec la communauté éducative présente sur chaque établissement afin de co-construire un projet adapté et partagé.

Axe 2 : Accompagner les acteurs du Parc Naturel Urbain en matière d'éco-citoyenneté

À terme, l'objectif poursuivi est de faire du PNU un lieu de référence en matière d'écocitoyenneté, en s'appuyant à la fois sur son patrimoine naturel, son patrimoine bâti et

ses acteurs locaux d'ores et déjà mobilisés en partie par la dynamique PNU. À cette fin, le partenariat avec le SINE permettra la mobilisation, la coordination et la co-construction de projets ayant vocation à promouvoir une éco-citoyenneté active et incarnée en proximité par tous les acteurs des quartiers strasbourgeois concernés (Koenigshoffen, Montagne Verte Elsau, pour le PNU ILL Bruche et Robertsau Wacken, Cité de l'Ill, Conseil des XV pour le PNU Ill Rhin).

Axe 3 : Accompagner le développement de la pratique sportive en milieu naturel
Sur un plan opérationnel, le SINE viendra appuyer et compléter l'action des animateurs sportifs dans l'accueil de classes permettant la découverte de l'environnement et la pratique d'activités en milieu naturel.

Ces orientations sont déclinées de façon opérationnelle dans la convention pluriannuelle d'objectifs annexée à la présente délibération.

Dans le cadre de ce partenariat couvrant la période 2023-2025, il est proposé au Conseil municipal un financement annuel à hauteur de 39 300 € soit un total prévisionnel de 117 900 € sur les trois ans de la convention. La subvention de 39 300 € pour l'année 2023 a fait l'objet d'une validation en groupe de travail subventions du 26 janvier 2023.

Son versement interviendra en deux fois, pour 60 % à la signature par toutes les parties de la convention financière, et 40 % au 3ème trimestre de l'année sur présentation de toutes pièces justificatives démontrant la réalisation des objectifs, conformément à la convention établie, et en tenant compte des besoins de financement actualisés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2025 avec l'association Strasbourg Initiation Nature et Environnement (SINE), telle qu'annexée à la présente délibération,*
- *la convention financière 2023 entre la ville de Strasbourg et l'association SINE, pour un montant de 39 300 €, telle qu'annexée à la présente délibération,*
- *la mise à disposition à titre gracieux de la tour du Schloessel à l'association SINE pour la réalisation des missions mentionnées dans le cadre du PNU,*

décide

l'imputation des crédits nécessaires, soit :
- *25 000 € au budget 2023 fonction 213 nature 20421 CRB PE10 du budget de la Direction des espaces publics et naturels, programme 1294/AP0243,*

- *14 300 € au budget 2023 fonction 820, nature 6574, CRB AD00A programme 8090 du budget de la Direction de l'urbanisme et des territoires,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer :
- *la convention d'objectifs et la convention financière 2023, susmentionnées, entre la ville de Strasbourg et l'association SINE,*
- *tous les actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération,*
- *la mise à disposition à titre gracieux de la tour du Schloessel à l'association SINE pour la réalisation des missions mentionnées dans le cadre du PNU.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155879-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2023

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire et

- l'association SINE (Strasbourg Initiation Nature Environnement), ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro folio 306 volume 78, et dont le siège est situé 155 rue Kempf à Strasbourg,
  représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric DECK.

Vu,
- l'article L5215-20-1 du code général des collectivités territoriales,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001,
- la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 20 mars 2023

Préambule :

L'association et la Ville de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs d'une durée de 3 ans (2023-2025), qui définit les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

Créée en 2000, l'association SINE a pour vocation d'organiser, coordonner et de promouvoir des actions d'éducation à la nature et à l'environnement de tout public sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, d'apporter sa compétence pédagogique au service de projets de sensibilisation du citoyen sur le territoire. Elle se fixe également pour mission de réunir les acteurs en particulier associatifs, œuvrant dans le domaine de l'éducation à la nature et à l'environnement.

Par ailleurs, l'association a pour objectifs de remplir toutes les conditions favorables à la réalisation des actions prévues dans la convention pluriannuelle d'objectifs.

Compte tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les projets de l'association.

…/…

Article 2 : Budget prévisionnel 2023

Le budget nécessaire à la réalisation des projets s'élève à 73 008 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2023, l'aide de la Ville de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève au total à la somme de 39 300 € :

- ✓ en deux versements : 23 580 € à la remise de la convention signée puis 15 720 € à la remise du bilan provisoire.

La subvention sera créditée :

- ✓ sur le compte bancaire n° de banque : 10278, n° de guichet : 01006, n° de compte : 000 200 39145 clé 71 au nom de l'association SINE, auprès du Crédit Mutuel.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et à la convention d'objectifs précitée ;

- ✓ transmettre à la Ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération ;

- ✓ ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ fournir à la Ville de Strasbourg, avant le 1er juillet de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

- ✓ de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville de Strasbourg,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Maire de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg– CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association SINE
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Frédéric DECK

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2023-2025

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, et

- l'association SINE (Strasbourg Initiation Nature Environnement), ci-après dénommée l'association, inscrite au registre des Associations du Tribunal d'instance de Strasbourg sous la référence Volume 78 Folio n°306 et dont le siège est 155 rue Kempf, 67000 STRASBOURG représentée par son-sa Président-e-en exercice, Monsieur Frédéric DECK.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg n°2023-249 du 20 mars 2023

Préambule

La Ville de Strasbourg, dans le cadre de sa politique en faveur du monde associatif témoigne de sa volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable. La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.

Créée en 2000, l'association SINE a pour vocation d'organiser, coordonner et de promouvoir des actions d'éducation à la nature et à l'environnement de tout public sur le territoire de l'Eurométropole et ses environs, d'apporter sa compétence pédagogique au service de projets de sensibilisation du citoyen sur l'ensemble du territoire eurométropolitain. Elle se fixe également pour mission de réunir les acteurs en particulier associatifs, œuvrant dans le domaine de l'éducation à la nature et à l'environnement sur son territoire.

Le partenariat souhaité avec l'association est détaillé ci-dessous.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association SINE définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.
Compte tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les actions suivantes que l'association s'engage à réaliser :

- Accompagner les équipes éducatives dans leur appropriation des cours végétalisées à

hauteur de 25 000€.
- Accompagner les acteurs présents sur le territoire du Parc Naturel Urbain en vue de développer l'éco-citoyenneté à hauteur de 8 000 €.
- Participer à l'animation de classes découvertes éco-sportives à hauteur de 6 300 €.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la- Président-e de l'association.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans le domaine de l'éducation à l'environnement et à l'éco-citoyenneté

La transformation écologique, la lutte contre les changements climatiques et la résilience sont au cœur du projet de territoire de la Ville de Strasbourg. Dans cette perspective, avec l'appui de son Plan Climat, la Ville de Strasbourg investit tous les champs de compétences qui sont les siens pour déployer des projets et actions dont l'objectif est de faire évoluer les pratiques au quotidien afin de réduire l'impact des activités sur l'environnement.

L'éducation à l'environnement et à l'éco-citoyenneté acte ainsi les objectifs suivants :
- permettre une meilleure compréhension des cycles de la nature pour mieux la protéger en ciblant tous les publics.
- faire connaître, accompagner et pérenniser les changements de comportement auprès des plus jeunes, des adolescents et des adultes.

Un premier travail qui pourra être élargi à d'autres lieux ou thématiques a permis de cibler avec trois directions les orientations citées ci-dessous.

Trois cibles principales seront touchées en fonction des actions : les enfants et les professionnels les entourant, les relais (CSC, associations, enseignants, éducateur-trices, accompagnateur-trices, etc.) et le grand public.

La Direction de l'enfance et de l'éducation de la Ville de Strasbourg œuvre activement pour l'installation de cours Oasis, déminéralisées et végétalisées, au sein des établissements scolaires et de petite enfance de la Ville de Strasbourg.

Par suite de la délibération du 16 novembre 2020 relative au réaménagement des cours d'établissements scolaires et de la petite enfance (projet cours Oasis) pour s'adapter aux changements climatiques, pour réinventer les usages en favorisant l'égalité filles-garçons et la reconnexion des enfants à la nature, il apparaît qu'un travail de plus longue haleine est

incontournable pour changer en profondeur les usages des cours Oasis, que ce soit celles des écoles ou celles des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE).

Les besoins de liens avec la nature concernent tous les enfants, dès son plus jeune âge. La notion de plaisir que procure le lien à la nature est une base à l'éveil et à l'apprentissage quel que soit l'âge.
De nombreux pédagogues et scientifiques sont formels. De 0 à 4 ans, l'enfant devrait passer le plus clair de son temps dehors, au contact de la nature. Elle est terrain d'apprentissages multiples grâce aux différents sens et canaux sollicités (moteur, cognitif, émotionnel, social,…). L'enfant y développe une acuité à l'observation, s'émerveille du monde du vivant, maturité et confiance sont renforcées au travers des expérimentations en milieu naturel. Le contact avec les éléments lui permet de développer le sens des responsabilités, la prise de risque et limites qui en découlent.

Le rôle de l'adulte est essentiel, guide et accompagnateur dans le milieu naturel, c'est aussi lui qui transmettra le mieux à l'enfant son amour, respect et enthousiasme et émerveillement au sujet de la nature. Sa posture nécessite d'être ajustée, stimulante et curieuse pour servir de modèle et il doit être accompagné pour apprendre à l'incarner.
Il est nécessaire que l'éveil et les apprentissages s'adaptent à un jeune public, y compris les bébés, envers qui, il faut être innovant et créatif en passant par des canaux multi-sensoriels (le toucher, le visuel, l'odorat, l'écoute, etc.) davantage que par le cognitif. Verbaliser chaque action posée reste toutefois impératif.

La cour est un cadre propice au déploiement d'enjeux éducatifs. Le réaménagement des cours d'école est un support de l'innovation pédagogique. Faire l'école dehors est une pratique pédagogique encore balbutiante en France contrairement aux pays nordiques ou encore à l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Nombreux sont pourtant les experts qui louent les vertus de la classe en plein air. Faire l'école de dehors une à deux demi-journées par semaine s'inscrit de toute évidence dans les programmes scolaires. Tout devient prétexte à favoriser les apprentissages et les notions scolaires sont alors abordées à travers l'observation, la découverte, la construction, la manipulation. On peut y pratiquer des mathématiques, de la géométrie, de l'histoire, du français, etc. Lire, écrire, compter s'avère pleinement compatible avec l'école du dehors.
Concernant les cours d'établissements de la petite enfance, elles sont considérées comme des lieux de vie à part entière, où les enfants expérimentent, jouent, se socialisent. En fonction de la météo, ils peuvent y passer plusieurs heures.

Par ailleurs, l'objectif poursuivi au niveau du Parc naturel urbain de Strasbourg est d'ériger ce territoire déjà engagé dans la prise en compte de son patrimoine naturel et bâti, comme un lieu de référence en matière d'écocitoyenneté. A cette fin, le partenariat dynamique avec le SINE permettra de renforcer la mobilisation, la coordination et la co-construction de projets promoteurs d'une éco-citoyenneté active et incarnée en proximité par les acteurs des quartiers strasbourgeois concernés (Koenigshoffen, Montagne Verte Elsau, pour le PNU Ill Bruche et Robertsau Wacken, Cité de l'Ill , Conseil des XV pour el PNU Ill Rhin).

Pour la Direction des Sports et de manière très opérationnelle le SINE viendra appuyer et compléter l'action des animateurs sportifs dans l'accueil de classes permettant la découverte de l'environnement et la pratique d'activités en milieu naturel. Dans la même optique des cours végétalisées, tout en favorisant la pratique sportive, l'enfant se reconnecte à la nature explore son milieu et ses capacités afin de gagner confiance en soi.

Article 4 : le projet associatif

SINE est une association qui a pour objet statutaire :

- d'organiser, coordonner et promouvoir des actions d'éducation à la nature et à l'environnement de tout public sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et ses environs ;
- de gérer le Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement de Bussierre et ses équipements mis à disposition dans un objectif d'éducation à la nature et à l'environnement, et notamment :
    - d'organiser l'accueil des publics et des associations intervenant sur le site de Bussierre,
    - de mettre en œuvre l'éducation à la nature et à l'environnement au sein des bâtiments et des espaces extérieurs,
    - de garantir la qualité et la cohérence des actions éducatives.
- d'apporter sa compétence pédagogique au service de projets de sensibilisation du citoyen sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de ses environs ;
- de réunir les acteurs, en particulier associatifs, œuvrant dans le domaine de l'éducation à la nature et à l'environnement sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et de ses environs.

Membre de l'ARIENA (Association Régionale pour l'Initiation à l'Environnement et la Nature en Alsace) dont la mission est reconnue d'utilité publique, l'association s'inscrit dans les valeurs partagées de ce réseau alsacien d'une cinquantaine de structures d'éducation à l'environnement. SINE et labellisée CINE comme dix autres maisons de la nature du territoire alsacien, et adhérente à la charte de l'Ariena Ainsi, SINE contribue au respect et à la protection de la nature par l'éducation à l'environnement. Elle propose une éducation à, pour et par l'environnement où la nature est à la fois support éducatif et source d'épanouissement. Tous les publics sont concernés, pas uniquement les enfants.

L'association SINE est amenée à accompagner des communes dans leur projet de sensibilisation de leurs publics.

Article 5 : les objectifs partagés

Le projet de l'association SINE rencontre les préoccupations de la Ville de Strasbourg qui les soutient. Les objectifs sont issus de discussions entre les deux parties.

Sur le volet en lien avec le projet des cours végétalisées, il a été convenu :

- Objectif 1 : Proposer un accompagnement technique pour dynamiser l'éducation à la nature et à l'environnement auprès du jeune public :

- expertise pour développer une pédagogie spécifique auprès des publics scolaires et de la petite enfance, en accompagnant la communauté éducative,

- aide au montage de projet et d'actions co-construites entre la Ville, SINE et les usagers des espaces renaturés,
- mise en place d'un accompagnement technique pour favoriser l'autonomisation de la communauté éducative dans l'utilisation des outils mis en place,
- accompagnement des utilisateurs pour mieux valoriser les équipements techniques et aménagements mis en place,
- favoriser les apports pédagogiques via les membres du réseau ARIENA.

  - Objectif 2 : Favoriser les changements de comportements et développer l'éco-citoyenneté au sein de la population :
- connaitre, faire connaitre et développer la place de la nature en ville et le rapport entre les citoyens et la nature, dès le plus jeune âge,
- contribuer à la prise de conscience de la fragilité et de la richesse de la nature en ville.

Sur le volet Parc naturel urbain, il est proposé :

- le développement de l'écocitoyenneté en partenariat avec tous les acteurs œuvrant sur les quartiers du PNU de Strasbourg notamment les Directions de territoire de la Ville, et l'accompagnement de la dynamique du projet « Bébés en forêt » pour la petite enfance ;
- l' animation du réseau des acteurs de l'éducation du PNU, engagés dans des actions d'écocitoyenneté celle-ci permettra à SINE de contribuer aux temps forts du PNU et des dynamiques de mise en valeur des ressources de ces quartiers (notamment fête du PNU, Journées du patrimoine,...).
- la mise à disposition ponctuelle de la Maison du PNU de la Tour du Schloessel à l'association SINE, à titre gratuit, dans la limite des disponibilités du lieu et du fonctionnement actuel du site géré par l'association Le Labo des Partenariats.

Sur le volet sportif, il a été convenu :

- l'accompagnement des éducateurs sportifs de la Ville de Strasbourg dans le projet de classes transplantées éco-sportives ;
- le déploiement des séances d'immersion nature à destination des classes accueillies une matinée par semaine, en lien avec l'environnement du site du Baggersee, et notamment la réserve naturelle du Neuhof, ainsi que la pratique physique des enfants.

Ce projet est porté par l'association SINE.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la municipalité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 117.900 €.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à : 39 300 €.
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à : 39 300 €.
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à : 39 300 €.

Le versement des deuxième et troisième années auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil Municipal.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de a Ville de Strasbourg.

Article 7 : évaluation

Une réunion de suivi de cette convention sera organisée en présence des élu.es de la Ville de Strasbourg et de l'association SINE en vue d'évaluer les actions réalisées dans le cadre de la présente convention.
L'association fournira un bilan quantitatif et qualitatif des projets menés sur le territoire en préparatif de cette réunion annuelle.
Des rencontres trimestrielles entre les chef.fes de projet de la Ville et l'association SINE seront mises en place pour s'informer des actions en cours.

3ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 8 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 9 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 10 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 11 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 2023.

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Frédéric DECK

A) Dynamiser l'éducation à la nature et à l'environnement auprès du jeune public dans les cours Oasis (environ 15 / an : 13 écoles et 2 EAJE) et favoriser les changements de comportements et développer l'éco-citoyenneté au sein de la population

Objectifs opérationnels	**Actions**	**Résultats attendus**
Développer une pédagogie spécifique auprès des publics scolaires et de la petite enfance, en accompagnent la communauté éducative	Observation des pratiques à différents temps de l'enfant Réalisation d'un diagnostic des potentiels pédagogiques de la cour, partagé avec la communauté éducative de l'établissement et en lien avec les gestionnaires techniques des établissements	• Nombre de diagnostics réalisés • Évaluation par les usagers des besoins en termes d'accompagnement à l'usage pédagogique • Nombre d'entretiens avec les acteurs encadrants ou usagers
Développer des actions co-construites entre la Ville, SINE et les usagers des espaces renaturés	Proposer un phasage des actions à mener en adéquation avec les besoins des usagers	• Nombre d'actions proposées
Favoriser l'autonomisation de la communauté éducative dans l'utilisation des outils mis en place	Animer des temps d'immersion nature en adéquation avec le niveau et l'âge des enfants Proposer aux enseignants des temps d'échanges, une mise en réseau des professionnels pratiquant la « re-naturation de l'enfance »	• Nombre d'animations réalisées • Nombre de professionnels présents dans les rencontres de mise en réseau
Valoriser les équipements techniques et aménagements mis en place	Ecouter les freins aux sorties régulières, accompagner le changement de pratique, les lister, valoriser les sorties actuelles Proposer des animations, chantiers de plantation, formations pour améliorer les pratiques	• Evaluation de l'évolution de l'usage des équipements • Nombre d'animations, chantiers, formations proposées
Favoriser les apports pédagogiques via les membres du réseau ARIENA	Proposer des accompagnements des usagers (formation, mise en réseau, transmission de guides, transmission de fiches pédagogiques…)	• Nombre de sensibilisations ou formations proposées aux professionnels des établissements concernés • Nombre d'ouvrages sur le lien Enfance/nature transmis • Nombre de fiches pédagogiques transmises
Connaitre, faire connaitre et développer la place de la nature en ville et le rapport entre les citoyens et la nature, dès le plus jeune âge	Proposer des animations, chantiers de plantation, sorties nature	• Nombre d'animations réalisées
Contribuer à la prise de conscience de la fragilité et de la richesse de la nature en ville	Proposer des animations, chantiers de plantation, sorties nature dans et autour de l'établissement	• Nombre d'animations réalisées Nombre de lieux natures observés alentours et communiqué aux usagers

B) Faire du PNU un lieu de référence en matière d'écocitoyenneté et coordonner les acteurs de l'éducation des quartiers concernés pour faire vivre le réseau des développeurs de l'éco-citoyenneté

Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus
Développer l'écocitoyenneté en partenariat avec tous les acteurs œuvrant sur les quartiers du PNU de Strasbourg	Accompagner les établissements dans la démarche Eco-école ou E3D Déployer des activités scolaires avec les établissements du quartier Poursuivre le développement d'activités tout public (CSC, petite enfance…) et leur promotion. Proposer, en lien avec les acteurs des quartiers, des activités grand public (ramassages de déchets, évènements annuels fête du PNU et Journées du patrimoine, et autres), en coordination avec les Services de la Ville (Directions de territoire, Mission PNU,...)	**Publics scolaires** Soutien auprès des enseignants et personnels des écoles PNU **Jeunes en temps de loisirs** Développer des partenariats avec d'autres structures (extrascolaire, petite enfance, CSC, Maison du PNU, etc.) **Grand public** Évènements écocitoyens co-organisés **Acteurs relais** Développer des ateliers, accompagnement et formation à destination d'acteurs relais (animateurs, éducateurs, enseignants, etc.)
Fédérer et animer le réseau des acteurs de l'éducation du PNU, engagés dans des actions d'écocitoyenneté sur le PNU Être un partenaire actif de la collectivité pour le développement de l'éco-citoyenneté sur ces territoires.	Animer le réseau des acteurs de l'éducation engagés sur le PNU, sans exclure les autres structures des quartiers engagées dans le développement de l'écocitoyenneté Renforcer le rôle de coordination via : - le soutien au montage de projets inter-associatifs, - une offre d'accompagnement pédagogique selon les demandes, - le développement d'outils pédagogiques partagés Contribuer activement à la déclinaison et au suivi du volet sensibilisation éco-citoyenne de la feuille de route stratégique PNU.	- Une meilleure connaissance entre acteurs du territoire sur leurs interventions et compétences respectives - Développer des projets collectifs et inter-organismes - Construire un réseau d'acteurs autour d'un projet partagé d'écocitoyenneté. - Renforcer le volet écocitoyen des projets proposés sur le territoire. - Contribuer à rendre compte de l'engagement écocitoyen global dans les territoires PNU (au Conseil des acteurs du PNU ou instances de démocratie participatives locales)

C) Classes de découverte éco-sportives du Baggersee

Objectifs opérationnels	**Actions**	**Résultats attendus**
Découverte de l'environnement et pratique d'activités en milieu naturel	Accompagner les éducateurs sportifs de la Ville de Strasbourg dans le projet de classes transplantées éco-sportives Déployer des séances d'immersion nature à destination des classes accueillies une matinée par semaine, en lien avec l'environnement du site du Baggersee, et notamment la réserve naturelle du Neuhof, ainsi que la pratique physique des enfants.	**Publics scolaires** Animations auprès des enfants des écoles strasbourgeoises accueillies sur le site du Baggersee 19 matinées par année scolaire

Projet	Montant 2022	Cout global du projet 2023	Montant demandé 2023	Montant proposé 2023	Montant prévu 2024	Montant prévu 2025	Total CPO 2022 2025
Accompagner les équipes éducatives dans leur appropriation des cours végétalisées.	0 €	56 700 €	38 500 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	75 000 €
Accompagner les acteurs présents sur le territoire du Parc Naturel Urbain en vue de développer l'éco-citoyenneté.	0 €	10 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	24 000 €
Participer à l'animation de classes découvertes éco-sportives.	0 €	6 308 €	6 308 €	6 300 €	6 300 €	6 300 €	18 900 €
TOTAL ANNUEL	0 €	73 008 €	52 808 €	39 300 €	39 300 €	39 300 €	117 900 €

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°14

Association Strasbourg Initiation Nature et Environnement (SINE) :

- mise en place d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2023-2025

- subvention 2023.

Pour	**47**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**0**	
Abstention	**12**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine**

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Programmation du Contrat de ville :
- première étape de soutien aux projets pour l'année 2023
- signature de conventions pluriannuelles d'objectifs avec l'Association de Gestion des Ateliers du Neuhof, l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville et l'association Nadi-Chaabi.

Numéro V-2023-270

Le Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2023, dont la durée a été prorogée d'un an jusqu'à fin 2023 par la loi de finances 2022, a été signé par 43 partenaires et porte un projet global d'équité urbaine et de cohésion sociale pour les habitant.es du territoire de la métropole, caractérisé par de très grandes inégalités socio-spatiales.
Le Contrat de ville vise à mettre en œuvre une stratégie partagée de développement social, urbain et économique pour les 18 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de l'agglomération, dont les 13 QPV de la Ville de Strasbourg.

1- Première étape de soutien aux projets pour l'année 2023 dans le cadre de l'appel à projets annuel

L'appel à projets annuel constitue l'un des leviers pour répondre aux objectifs du Contrat de ville. Il s'agit, à travers des projets portés principalement par des associations, de renforcer sur des territoires fragiles l'action des politiques publiques pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la métropole, et améliorer les conditions de vie de leurs habitant.es. Les projets soutenus s'inscrivent en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun et sont ainsi au service de l'innovation sociale. Ils constituent des réponses aux défis sociaux, démocratiques et environnementaux auxquels font face ces territoires et sont parties prenantes des politiques de réduction des inégalités.

L'appel à projets 2023, joint en annexe de la présente délibération, a été lancé le 1er octobre 2022 par l'Eurométropole de Strasbourg en concertation avec les partenaires co-financeurs (l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim). Il prévoit deux échéances de dépôt de dossiers : une première fixée au 15 novembre 2022 pour les projets se déroulant sur l'année civile 2023, et une seconde à venir le 1er avril 2023 pour les projets sur l'année scolaire 2023/2024.

Dans le cadre de cet appel à projets, les partenaires ont conjointement fixé les priorités suivantes :

- renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale et éducative,
- faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi, en priorité des jeunes,
- améliorer la qualité de vie des habitant.es, notamment :
  - renforcer le lien social à travers la médiation, le développement de l'offre de services de proximité et l'inclusion numérique,
  - développer l'animation de proximité,
  - accompagner les habitant.es à la transition écologique,
- faciliter l'accès au numérique,
- favoriser la prévention et la promotion de la santé,
- soutenir les actions en faveur des femmes.

La présente délibération concerne la première étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à l'appel à projets 2023 du Contrat de ville pour l'année civile 2023. Elle sera suivie d'autres étapes de soutien aux projets.
Elle propose de soutenir 168 projets pour un montant global de 868 658 €.
130 projets sont en reconduction et 38 sont de nouveaux projets. 28 projets relèvent plus spécifiquement du dispositif « Ville-Vie-Vacances ».
Le détail des projets soutenus, présenté par programme du Contrat de Ville et précisant le ou les quartiers d'intervention, figure en annexe jointe à la délibération.

2- Signature de conventions pluriannuelles d'objectifs avec l'Association de Gestion des Ateliers du Neuhof, l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville et l'association Nadi Chaabi

La présente délibération propose en outre la signature de trois conventions pluriannuelles d'objectifs pour la période 2023-2025 avec l'Association de Gestion des Ateliers du Neuhof (AGATE Neuhof), l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV) et Nadi Chaabi.

La ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable fondé sur la confiance, le respect et le dialogue. En accord avec ses orientations, la Ville de Strasbourg entend poursuivre le partenariat avec ces trois associations, dans la continuité des précédentes conventions pluriannuelles d'objectifs conclues sur la période 2018-2020 avec l'AGATE Neuhof et sur la période 2019-2021 avec l'AFEV et Nadi Chaabi.

<u>Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'AGATE Neuhof</u>

L'AGATE Neuhof a pour but de promouvoir un travail en commun entre toutes les personnes résidant ou travaillant au Neuhof, les associations et les groupes constitués, en vue de contribuer au développement local du quartier.

En 2018, la Ville de Strasbourg a conclu avec l'AGATE Neuhof une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2018-2020. À l'issue de cette période de conventionnement, l'évaluation a permis de souligner la pertinence du soutien aux actions proposées. La Ville de Strasbourg a poursuivi le soutien aux projets de l'association en 2021 et 2022.
Dans le cadre de sa permanence, l'association a accueilli de plus en plus d'habitants et a traité de plus en plus de demandes : de 5 700 demandes traitées en 2018, l'association est passée en 2021 à près de 10 000 demandes traitées. Ces demandes sont relatives à des sujets variés : logement, emploi, droits sociaux ou accès aux services publics en ligne. L'association participe aux groupes de travail mis en place par les services de la Ville de Strasbourg sur le territoire du Neuhof et est un partenaire de la collectivité dans le travail de gestion urbaine de proximité.

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville de Strasbourg et l'association se déploie autour des objectifs suivants :
- cadre de vie et gestion urbaine de proximité :
  - promouvoir l'implication des habitant.es dans des projets de développement locaux et des actions d'amélioration du cadre de vie (concertation),
  - contribuer à une gestion urbaine et sociale de proximité en lien avec la collectivité, les bailleurs et les habitant.es,
- promotion de la citoyenneté :
  - participer à la formation des habitant.es aux enjeux des politiques publiques (éducation populaire),
  - soutenir les initiatives collectives des habitant.es et encourager la citoyenneté,
- accompagnement social et relations aux institutions et services publics :
  - renforcer l'accompagnement des ménages les plus précaires dans la gestion du quotidien et leurs relations aux institutions et faciliter l'accès aux services de proximité (médiation sociale et scolaire),
- animation et valorisation du territoire :
  - organiser des manifestations permettant l'appropriation et l'animation du territoire,
  - valoriser l'image du quartier et améliorer la communication sur l'actualité du quartier.

Dans la perspective de poursuivre le travail engagé par l'association, il est proposé la signature une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs pour les exercices 2023 à 2025, annexée à la présente délibération. Une subvention d'un montant total de 99 000 € sera attribuée à l'association dans le cadre de cette convention, sur une durée de 3 ans, dont 33 000 € au titre de l'année 2023 dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville.

Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'AFEV

L'AFEV a pour objet de lutter contre les inégalités et leur relégation dans les quartiers populaires, en créant, à côté des politiques publiques, des espaces d'engagement citoyen pour les jeunes, en général, et pour les étudiants, en particulier.

Entre 2019 et 2021, l'AFEV a bénéficié d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec la Ville de Strasbourg. À l'issue de cette période de conventionnement, l'évaluation a permis de souligner la pertinence du soutien aux actions proposées. Sur cette période, ce

sont plus de 1 000 étudiant-es et jeunes qui se sont mobilisés au sein de l'AFEV en tant que mentors, volontaires en service civique et membres d'une colocation à projet solidaire (Kaps). 70% des jeunes engagé.es ont estimé que leur engagement au sein de l'AFEV les avait aidés à traverser la crise sanitaire. Le mentorat, action phare de l'AFEV, s'est particulièrement développé sur la période. Le nombre de mentoré.es a doublé, passant de 190 à 410 enfants accompagnés dans 9 QPV de l'Eurométropole de Strasbourg. Touchant en majorité des élèves d'élémentaire, le mentorat contribue autant à l'épanouissement scolaire que personnel des mentoré.es, qui sont 80% à avoir gagné en confiance et en estime de soi à l'issue des 2 années d'accompagnement.

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association se déploie autour des objectifs généraux suivants:

- favoriser l'engagement de la jeunesse, et notamment des étudiants-es, dans des actions de solidarité, en particulier mises en place au sein des QPV ;
- favoriser la réussite éducative pour toutes et pour tous, grâce entre autres au mentorat et à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur ;
- favoriser l'accès au logement pour les jeunes, et notamment pour les étudiants-es, tout en contribuant à la mixité sociale et aux dynamiques associatives des QPV.

Dans la perspective de poursuivre le travail engagé par l'association en matière de soutien à la vie et à l'engagement étudiant et de la jeunesse, de réussite éducative et d'égalité des chances au service des territoires les plus fragiles, il est proposé la signature d'une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs pour les exercices 2023 à 2025 annexée à la présente délibération. Dans ce cadre, il est proposé de soutenir en particulier l'action « Mentorat individuel à domicile », par l'octroi d'une subvention d'un montant total de 90 000 € sur une durée de 3 ans, dont 30 000 € au titre de l'année 2023 dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville.

Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Nadi Chaabi

L'association Nadi Chaabi a pour objet d'accompagner les familles dans leur rôle de parents, de favoriser les échanges interculturels et la sensibilisation à la lutte contre les différentes discriminations, et de lutter contre l'isolement des personnes âgées.

Entre 2019 et 2021, Nadi Chaabi a bénéficié d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec la Ville de Strasbourg. À l'issue de cette période de conventionnement, l'évaluation a permis de souligner la pertinence du soutien aux actions proposées. Sur cette période, ce sont 920 habitant-es de l'Elsau et de la Laiterie qui ont participé aux 42 conférences, débats et sorties organisés par l'association au sujet de la parentalité. Trois écoles maternelles de l'Elsau ont accueilli 10 rencontres à destination des parents relatives au bien-être à l'école. L'association a également proposé une vingtaine d'ateliers, de projections et de visites de l'Espace Egalité autour des questions de laïcité et de sensibilisation aux discriminations. Le club Seniors a contribué à rompre l'isolement durant la période de crise sanitaire et 640 personnes ont profité d'un programme de visites culturelles, d'activités sportives et de soirées conviviales. Du fait de la proximité du local de l'association avec la Cité Katholischer Bahnhof, une attention particulière a été portée à l'organisation d'activités

favorisant les rencontres et le bien-vivre ensemble, notamment la réalisation d'un jardin pédagogique.

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville, et l'association se déploie autour des objectifs généraux suivants :
- contribuer à l'animation de lieux de débat, d'engagement et de lien social pour les habitant.es pour construire le mieux vivre ensemble ;
- participer au soutien de la fonction parentale ;
- renforcer les actions de solidarités et d'échange à l'attention des séniors.

Dans la perspective de poursuivre le travail engagé par l'association en matière de soutien à la fonction parentale, d'animation d'espaces de débat et de lien social à l'échelle notamment des QPV Laiterie et Elsau, il est proposé la signature d'une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs pour les exercices 2023 à 2025 annexée à la présente délibération. Dans ce cadre, il est proposé de soutenir en particulier l'axe « soutien à la fonction parentale », l'axe « construire le mieux vivre ensemble » et l'axe « club séniors » par l'octroi d'une subvention d'un montant total de 66 000 € sur une durée de 3 ans, dont 22 000 € au titre de l'année 2023 dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme et Territoires – Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

ACADEMIE EUROPEENNE DES SPORTS	**4 000 €**
VVV Mobile boxe mini stage boxe & Savate vacances scolaires 2023	*2 000 €*
2023 Mobil 'E Boxe au pied des immeubles - printemps été Hautepierre	*2 000 €*
ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE	**5 500 €**
VVV printemps 2023	*1 500 €*
VVV hiver	*1 500 €*
Sport, loisirs et santé 2023	*2 500 €*
ASSOCIATION AUDIORAMA	**2 000 €**
Ateliers musique et vidéo sur ipads - VVV - 2023	
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	**2 000 €**
VVV hiver et printemps 2023 : du lien entre les habitants	
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	**9 000 €**
Accueil vacances d'hiver, printemps et été 2023 des enfants et familles QPV Cité Spach. Projet un pied dans la rentrée	*1 500 €*

Ville Vie Vacances avril 2023	*1 500 €*
Ville Vie Vacances été 2023	*1 500 €*
Ville Vie Vacances février 2023	*1 500 €*
Jardins part'ages	*3 000 €*
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	**6 000 €**
OPI Koenigshoffen séjour jeunes dans la Drôme printemps 2023	*1 500 €*
2023 Dans la montagne et la nature OPI Montagne Verte	*2 500 €*
Ouver'thur : culture, sport et art avec la cité !	*2 000 €*
CENTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	**8 000 €**
Dispositif Ville Vie Vacances premier semestre 2023	*1 500 €*
Dispositif Ville Vie Vacances deuxième semestre 2023	*6 500 €*
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	**10 500 €**
VVV Animations Familiales de Rue d'été 2023 - Tournée "Sous le soleil de Hautepierre"	*2 000 €*
A la découverte du Haut-Rhin ! - Séjour de découverte pour enfants été 2023	*1 500 €*
VVV Séjours de découverte pour adolescents - Sud de la France en été	*1 500 €*
VVV Séjour d'hiver à La Bresse pour adolescents	*2 000 €*
Promotion du bien-être et de l'empowerment des femmes du quartier de Hautepierre, et de l'égalité femmes-hommes	*1 500 €*
Éducation à l'environnement et à l'écologie pour les enfants et les familles de Hautepierre	*2 000 €*
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	**9 000 €**
Les jeunes à la conquête de l'orientation !	*4 000 €*
Action de prévention de rue auprès d'enfants (6/10 ans)	*5 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	**15 200 €**
VVV avril 2023 - Séjour à Amsterdam. Capitale historique, culturelle et écologique	*3 000 €*
VVV Vacances hiver 2023 - Séjour hiver de socialisation et découvertes sportives et environnementales	*4 000 €*
VVV Vacances printemps 2023 - Sports de pleine nature	*3 200 €*
VVV - Educasport - Jiu-jitsu Brasileiro - 2023	*500 €*
Chaud au chalet / froid à la neige	*3 000 €*
VVV - Une bouffée d'air dans les Vosges - rando nature- 2023 - 8eme édition	*1 500 €*
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	**9 000 €**
VVV Vacances février et avril 2023 "Questions de genre"	*3 000 €*
Les jeunes font leur court-métrage	*2 000 €*
Un « Jardin Forêt » à la Meinau	*4 000 €*
ENSEMBLE VIRÉVOLTE	**2 000 €**
Bêtes de scène, un bestiaire pas piqué des vers	
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	**3 000 €**
VVV hiver 2023 - Vacances de février	*1 500 €*
VVV printemps 2023	*1 500 €*
UNION SPORTIVE POLICE URBAINE STRASBOURG	**2 000 €**
Séjour partagé	

UNIS VERS LE SPORT	**11 700 €**
Séjour d'initiation aux activités de neige	*700 €*
Programme Éducation	*1 000 €*
Projet Pour Elles	*3 000 €*
Programme VIVACITE	*6 000 €*
Journée UNIS VERS le SPORT pour l'Europe	*1 000 €*
ASSOCIATION POUR L'ACCES AU DROIT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES THEMIS	**58 000 €**
Service Droit des Jeunes/ accès au droit et accompagnement des jeunes	
ASSOCIATION LE MIGOU	**2 000 €**
Cadet de la prévention Neuhof-Meinau Strasbourg	
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	**1 300 €**
Journée ski découverte nature Champ du feu	*700 €*
Visite pédagogique et éducative du Parc Animalier de Sainte-Croix	*600 €*
DRUGSTORE	**4 000 €**
Ligne D	
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	**3 000 €**
Alsace en été	*1 500 €*
Je suis Champion	*1 500 €*
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	**6 500 €**
Entr'elles	*1 500 €*
Le Festival des Talents : la Meinau du talent	*2 000 €*
Notre avenir notre environnement NHF	*2 000 €*
Place aux Habitants MNA 2023	*1 000 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	**2 000 €**
Sport et bien-être, place aux femmes 2023	
ASSOCIATION NADI CHAABI	**17 500 €**
Soutien à la fonction parentale	*12 500 €*
Construisons le mieux vivre ensemble	*5 000 €*
FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS	**5 000 €**
Soutien à la parentalité, soutenir les jeunes filles, femmes et familles	
ASSOCIATION 'LES SONS D'LA RUE'	**5 000 €**
Actions artistiques et culturelle 2023	
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	**15 000 €**
Du post-équipement à la permanence artistique de territoire !	
LA RONDE	**5 000 €**
Coup de Ballet dans les Musées en milieu périscolaire au CSC le Galet Hautepierre, dans deux écoles de Hautepierre et un collège de Cronenbourg	
WONDER WIZ'ART	**3 500 €**
L'ile aux couleurs	*1 500 €*
Tous artistes à Ampère	*2 000 €*
ASSOCIATION DE GESTION DES ATELIERS DU NEUHOF	**33 000 €**
Outil de la Participation des Habitants	
ASSOCIATION HORIZOME	**10 000 €**
Horizome 2023 : Projet cohésion sociale et cadre de vie	

COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST *Belles en sport* *Bien-être et Forme*	**2 700 €** *1 000 €* *1 700 €*
RESPIR *Randonnées Sportives Interculturelles et Solidaires*	**3 000 €**
ASSOCIATION CULTURELLE DES AFGHANS DE STRASBOURG *Rencontres et actions culturelles pour l'insertion et l'intégration*	**1 500 €**
INITIATIVES DE LA MONTAGNE VERTE *J'aime mon quartier*	**2 000 €**
LES DÉFRICHEURS *Lier et relier, l'émission radio qui crée des liens !*	**2 000 €**
TROC SAVOIRS - RESEAU D ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE STRASBOURG *Tous passeurs de savoirs*	**3 000 €**
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN *Café des Habitants d'Ampère : "L'instant Thé ou Café"* *Les rendez-vous de l'environnement et de la citoyenneté d'Ampère*	**1 000 €** *500 €* *500 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Café éphémère* *Ciné débats*	**3 000 €** *2 000 €* *1 000 €*
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE *Vie associative et lien social* *Vieillissement de l'immigration et accès aux droits*	**10 000 €** *3 000 €* *7 000 €*
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Action de socialisation et d'éducation à la protection de l'environnement*	**3 000 €**
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE *Le parcours de la vocation*	**3 000 €**
TOT OU T'ART *Parcours artistique vers l'emploi*	**2 500 €**
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES *La P@sserelle Numérique du CDAFAL67* *Dé'Pause - Garderie Solidaire du samedi*	**5 500 €** *3 000 €* *2 500 €*
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE *Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans*	**4 000 €** *4 000 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **315 900 €** sur la ligne suivante : fonction 020, nature 6574, activité DL04B, programme 8012.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de la Culture – Mission Développement des Publics**, les subventions suivantes :*

ARTEFACT PRL *Transmission 360*	**4 000 €**
ASSOCIATION AUDIORAMA *Musiques aux quartiers Neuhof - Meinau 2023*	**8 000 €**
ASSOCIATION BALLADE *Cités en musique Spach et Rotterdam* *Cro : la cité musicale* *Ateliers socio-culturels via la musique - QPV Port du Rhin*	**9 500 €** *1 500 €* *6 000 €* *2 000 €*
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Kiosque Culturel*	**1 500 €**
ASSOCIATION HORIZOME *Horizome 2023 : Arts et créativités : L'art au pied des immeubles*	**10 000 €**
ASSOCIATION INACT *Notre Mouvement*	**1 200 €**
ASSOCIATION LATITUDE 48-44 *Un temps pour grandir autour des instruments à percussion et du chant*	**1 500 €**
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION *Ciné plein air 2023*	**1 200 €**
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE *Éveil artistique pour les enfants du QPV*	**5 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Balades & dessins* *Court métrage d'habitants*	**3 000 €** *1 000 €* *2 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF *S'épanouir, se rencontrer, partager, la musique comme outil de socialisation !*	**4 000 €**
COLLEGE STOCKFELD *Classes orchestre 6e-5e - Collège Stockfeld - Cité éducative NMEMV*	**3 800 €**
COLORS URBAN ART *De l'art dans mon quartier : des rues hautes en couleur - Quartier Gare*	**5 000 €**
COMPAGNIE 12:21 *Rencontrer l'autre au-delà du territoire* *Semaine des réfugiés / Regards sur soi et rencontre avec l'autre*	**3 400 €** *1 400 €* *2 000 €*
HANATSUMIROIR *Action culturelle jeune public dans les Quartiers prioritaires politique de la ville* *Expressions d'elles*	**5 500 €** *3 000 €* *2 500 €*
LA CHAMBRE *Perceptions d'horizons*	**1 193 €**
SPEAKER *Lumière sur mon quartier 2023* *Speak show- Cinéma de Plein Air*	**8 500 €** *3 500 €* *5 000 €*
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN *Conte et Lecture Ampère*	**1 500 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **77 793 €** sur la ligne suivante : fonction 33, nature 6574, activité CU01G, programme 8087.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des Sports**, les subventions suivantes :*

AVENIR JEUNESSE FOOTBALL HAUTEPIERRE *Favoriser la pratique encadrée du football à Hautepierre*	**3 000 €**
CLUB ALPIN FRANCAIS SECTION STRASBOURG *Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof*	**2 000 €**
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE *Animation des quartiers basée sur le BMX* *Plateforme sportive près de chez toi !*	**6 000 €** *3 000 €* *3 000 €*
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION *Activités sportives en accès libre* *Médiation, éducation, pratique féminine et mixité par le sport à l'Elsau* *Mercredi du futsal*	**8 100 €** *2 100 €* *3 000 €* *3 000 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **19 100 €** sur la ligne suivante : fonction 415, nature 6574, activité SJ03B, programme 8056.*

- *d'attribuer au titre de la **Mission Projet Digital**, les subventions suivantes :*

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF *Projet territorial de médiation numérique - La Cybergrange*	**15 000 €**
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE *Accompagner aux compétences numériques et équiper les publics fragiles des QPV de l'Eurométropole*	**5 000 €**
FACILIT'UP *Projet Kesk'IA - l'intelligence artificielle: une compétence de demain pour les jeunes de QPV*	**2 000 €**
FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES - BAS-RHIN *Déambu'Lab, espace itinérant d'éducation au numérique*	**2 000 €**
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *La fabrique de l'e-citoyenneté : des web trotteurs pour une utilisation citoyenne du web*	**8 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **32 000 €** sur la ligne suivante : fonction 90, nature 6574, Activité DU06A, programme 8099.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme Territoire - Mission Parc Naturel Urbain**, les subventions suivantes :*

ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Jardin et Ecocitoyens 2023*	**2 500 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Rencontres Nature entre habitants*	**3 000 €**

ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE *Bric-à-bacs*	**15 500 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus de la manière suivante : **8 500 €** sur activité AD00A, nature 6574 et **12 500 €** sur AP0257, programme 1091, nature 20421*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Education – Service Famille Petite Enfance**, la subvention suivante :*

LE FURET *Lutter contre les stéréotypes et préjugés dans le secteur de la petite enfance : sensibiliser et accompagner l'évolution des pratiques ?*	**1 600 €**

- *d'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : code 4213, nature 65748, programme 8025.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction du Développement Économique et de l'Attractivité, Service Emploi Économie Solidaire**, la subvention suivante :*

LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE *La Conciergerie Solidaire d'Ampère : donner une nouvelle impulsion à l'expérimentation*	**20 000 €**

- *d'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : nature 65748, activité DU05D, programme 8024.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Mission Lutte contre les discriminations**, la subvention suivante :*

LIFETIME PROJECTS *Lutte contre les discriminations : sensibilisation à la laïcité et aux faits religieux en milieu scolaire*	**1 500 €**

- *d'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : activité ASOOF, nature 6574, fonction 524, programme 8031.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Éducation – Service Périscolaire Éducatif**, la subvention suivante :*

ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE *Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans*	**11 000 €**

- *d'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : fonction 284, nature 65748, activité DE02C.*

- *d'attribuer au titre de la **Mission Droit des Femmes Egalite de Genre**, les subventions suivantes :*

ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES *En mouvement avec les femmes pour l'égalité*	**5 000 €**
ASSOCIATION PAR ENCHANTEMENT *Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen*	**7 000 €**
ATELIER NA *Les Atelières : donner une place aux femmes dans l'espace public à l'Elsau*	**1 500 €**
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES *Action collective d'information juridique et sociale de proximité* *Éducation à l'égalité Strasbourg* *BAIE*	**8 000 €** *3 000 €* *2 000 €* *3 000 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **21 500 €**, sur la ligne suivante : fonction 524, nature 6574, activité DF00B, programme 8029*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Service Jeunesse Éducation Populaire**, les subventions suivantes :*

ARACHNIMA ART ET ECHANGE *Arachnima en tournée 2023*	**120 000 €**
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Koenigs'Animations 2023*	**5 000 €**
ASSOCIATION BRETZ'SELLE *Ateliers pédagogiques de mécanique cycle sur la tournée Arachnima 2023*	**4 500 €**
CENTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE *Volet sportif Arachnima*	**13 000 €**
CENTRE SOCIO CULTUREL DE LA MEINAU *Cocci'Trophy*	**5 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Montagne verte Plage 2023*	**5 000 €**
LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST *Arachnima*	**4 000 €**
MAISON DES JEUX DE STRASBOURG *Caravane des jeux 2023*	**9 000 €**
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG *L'université ramène sa science dans les quartiers*	**2 500 €**
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE *Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans*	**15 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **183 000 €**, sur la ligne suivante : fonction 422, nature 65748, activité AS11C, programme 8013.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Service Santé Autonomie**, les subventions suivantes :*

ASS DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE *Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes*	**18 600 €**
ASSOCIATION CITE SANTE NEUHOF *Santé participative*	**5 700 €**
ASSOCIATION NADI CHAABI *Club des seniors d'ici et d'ailleurs*	**4 500 €**
CLUB SÉNIOR DE L'ORANGERIE *Projet sport santé adapté aux séniors*	**1 200 €**
MAISON DE SANTE HAUTEPIERRE *Santé participative*	**3 000 €**
MIGRATIONS SANTE ALSACE *Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes* *Prévention et lutte contre les discriminations dans le domaine de la santé : mobiliser les habitants-es, former et mettre en réseau des acteurs et actrices professionnels-les de la santé et du social*	**10 500 €** *6000 €* *4500 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **43 500 €**, sur la ligne suivante : fonction 412, nature 65748, activité AS05D, programme 8006.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Département Développement des Politiques Sociales**, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Ateliers numériques à destination des habitant-es de Hautepierre et des apprenant-es FLE* *Accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle : Cours de Français Langue Etrangère*	**26 000 €** *3 000 €* *23 000 €*
ASSOCIATION LA RESU *Espace des possibles, un espace de travail partagé associatif au Neuhof*	**2 800 €**
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES *La P@sserelle Numérique du CDAFAL67*	**5 000 €**
L'INFORMATIQUE SOLIDAIRE *Action en faveur du numérique pour les familles*	**3 000 €**
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *Insertion des personnes bénéficiaires du R.S.A. et des autres minimas sociaux - Programme 11 : Parcours vers l'emploi* *Atelier sociolinguistique de proximité à visée sociale (FLE)*	**12 500 €** *9 000 €* *3 500 €*
LE PARCOURS *Construire la mise en confiance et l'estime de soi auprès de personnes, sur le plan personnel, social et dans l'insertion professionnelle, par un travail sur l'apparence et l'image.*	**12 000 €**
RETRAVAILLER ALSACE	**6 799 €** *2 399 €*

Cité de l'emploi 2022 - Préparation à deux événements emploi (forum, salon,...) *Transition pro - Seniors résidant majoritairement en QPV*	*4 400 €*
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Ateliers sociolinguistiques à Koenigshoffen et Hohberg*	**10 600 €**
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE *La langue française: Apprendre par le biais de la couture et agir contre toute déformation de cette langue*	**1 200 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU *Ateliers sociolinguistiques 2023*	**5 500 €**
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE *Ateliers socio linguistiques tous publics QPV Laiterie et positionnement pour le portail numérique*	**4 000 €**
CENTRE SOCIO CULTUREL DE LA MEINAU *Apprentissage du français à visée sociale, culturelle et citoyenne*	**4 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Action d'insertion sociale, culturelle et professionnelle à dominante linguistique*	**3 500 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER *Ateliers d'acquisition de savoirs socio-linguistiques 2023*	**7 066 €**
PLURIELLES *Action linguistique sur le QPV Laiterie*	**10 300 €**
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN *Français langue étrangère Ampère*	**1 500 €**
VIVRE *Accompagnement et aide à l'intégration citoyenne, soutien aux démarches et apprentissage du français pour les populations russophones*	**5 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus, qui représentent la somme de **120 765 €**, sur la ligne suivante : fonction 420, nature 65748, programme 8003, activité AS01B.*

approuve

les dispositions des conventions pluriannuelles d'objectifs 2023-2025 avec l'Association de Gestion des Ateliers du Neuhof, l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville et l'association Nadi Chaabi, telles qu'annexées à la présente délibération,

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents,*
- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions pluriannuelles d'objectifs 2023-2025 avec l'Association de Gestion des Ateliers du Neuhof, l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville et l'association Nadi Chaabi.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156192-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ACADEMIE EUROPEENNE DES SPORTS	2023. VVV mobile boxe mini stage & savate vacances scolaires	Première	Cronenbourg Hautepierre	3 000 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE	VVV printemps 2023	Première	Hautepierre	1 500 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE	VVV hiver	Première	Hautepierre	2 000 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION AUDIORAMA	Ateliers Musique et Vidéo sur ipads - Neuhof-Meinau - VVV - 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau	4 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	Ville Vie Vacances Hiver et Printemps 2023 : du lien entre les habitants	Renouvellement	Cronenbourg	3 000 €	3 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Accueil vacances d'hiver, printemps et été 2023 des enfants et familles QPV Cité Spach. Projet un pied dans la rentrée	Renouvellement	Spach	2 500 €	1 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Ville Vie Vacances Avril 2023	Renouvellement	Spach	2 000 €	2 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Ville Vie Vacances été 2023	Renouvellement	Spach	2 000 €	3 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Ville Vie Vacances Février 2023	Renouvellement	Spach	2 000 €	2 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	VVV Animations Familiales de Rue d'Été 2023 - Tournée "Sous le soleil de Hautepierre"	Renouvellement	Hautepierre	3 000 €	0 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	A la découverte du Haut-Rhin ! - Séjour de découverte pour enfants été 2023 - CSC de Hautepierre	Première	Hautepierre	1 820 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	VVV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre Pôle Jeunesse : Sud de la France en été	Renouvellement	Hautepierre	3 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	VVV Séjour d'hiver à La Bresse pour adolescents	Première	Hautepierre	2 300 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	VVV Séjours de découverte pour adolescents - CSC de Hautepierre Pôle Animations de Rue : Sud de la France en été	Renouvellement	Hautepierre	2 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV Avril 2023 Séjour à Amsterdam. Capitale historique, culturelle et écologique	Première	Neuhof - Meinau	4 000 €	-	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV - Une bouffée d'air dans les Vosges -rando nature- 2023 - 8eme édition	Première	Neuhof - Meinau	1 550 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV Vacs hiver_2023_ Séjour hiver de socialisation et découvertes sportives et environnementales	Renouvellement	Neuhof - Meinau	5 000 €	6 000 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV Vacs printemps_2023_Sports de pleine nature	Renouvellement	Neuhof - Meinau	4 000 €	1 500 €	3 200 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV - Educasport - Jiu-jitsu Brasileiro - 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau	500 €	0 €	500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Chaud au chalet / froid à la neige	Première	Neuhof - Meinau	3 500 €	-	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Les jeunes à la conquête de l'orientation !	Renouvellement	Laiterie	6 000 €	2 500 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	VVV Vacances février et avril 2023 "Questions de genre"	Renouvellement	Neuhof - Meinau	3 500 €	2 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Dispositif ville vie vacances premier semestre 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau Elsau	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Dispositif ville vie vacances deuxième semestre 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau	10 000 €	7 000 €	6 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ENSEMBLE VIRÉVOLTE	Bêtes de scène, un bestiaire pas piqué des vers	Renouvellement	Neuhof - Meinau	4 200 €	0 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	VVV Hiver 2023 - Vacances de février	Renouvellement	Neuhof - Meinau	3 000 €	1 200 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	VVV Printemps 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau	3 650 €	3 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville

UNION SPORTIVE POLICE URBAINE STRASBOURG	Séjour partagé	Première	Hautepierre Neuhof - Meinau	2 000 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Séjour d'initiation aux activités de neige	Renouvellement	Neuhof - Meinau	700 €	700 €	700 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNESSE - DISPOSITIF VILLE VIE VACANCES : 61 400 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ACADEMIE EUROPEENNE DES SPORTS	2023 Mobil'e boxe au pied des immeubles printemps été Hautepierre	Première	Hautepierre	3 000 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ACTION MEDIATION INSERTION HAUTEPIERRE	Sport, loisirs et santé 2023	Renouvellement	Hautepierre	10 000 €	2 500 €	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ARACHNIMA ART ET ECHANGE	Arachnima en tournée 2023	Renouvellement	Cité De L'Ill Port Du Rhin Elsau Hautepierre Neuhof - Meinau Hohberg Ampère	121 000 €	122 000 €	120 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Koenigs'Animations 2023	Renouvellement	Koenigshoffen-Est	8 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASS POUR L'ACCES AU DROIT POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES THEMIS	Service Droit des Jeunes/ accès au droit et accompagnement des jeunes	Renouvellement	Hautepierre Koenigshoffen-Est Hohberg Laiterie Spach Ampère Port Du Rhin Neuhof - Meinau Elsau Molkenbronn Murhof Quarteirs Ouest Guirbaden Marais Libermann Quartier Prioritaire De Lingolsheim	58 000 €	58 000 €	58 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION BRETZ'SELLE	Ateliers pédagogiques de mécanique cycle sur la tournée Arachnima 2023	Renouvellement	Cité De L'Ill Laiterie Hohberg Elsau Port Du Rhin Koenigshoffen-Est Hautepierre Neuhof - Meinau	5 200 €	4 800 €	4 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION LE MIGOU	Cadet de la prévention Meinau-Neuhof Strasbourg	Renouvellement	Neuhof - Meinau	3 500 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	OPI KOenigshoffen séjour jeunes dans la Drôme printemps 2023	Première	Hohberg	2 000 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	2023 Dans la montagne et la nature OPI Montagne Verte	Première	Murhof	4 096 €	-	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	Ouver'thur : culture, sport et art avec la cité !	Première	Cité De L'Ill	2 575 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Journée ski découverte nature Champ du feu	Renouvellement	Hohberg	700 €	650 €	700 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Visite pédagogique et éducative du Parc Animalier de Sainte-Croix	Renouvellement	Hohberg	1 300 €	600 €	600 €	Direction de Projet Politique de la Ville

CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Action de prévention de rue auprès d'enfant (6/10 ans)	Renouvellement	Laiterie	5 500 €	5 000 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Les jeunes font leur court-métrage	Renouvellement	Neuhof - Meinau	2 300 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CTRE LOISIRS ET JEUNESSE POLICE URBAINE	Volet sportif Arachnima	Renouvellement	Port Du Rhin Koenigshoffen-Est Hautepierre Neuhof - Meinau Elsau	13 000 €	13 000 €	13 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
DRUGSTORE	Ligne D	Renouvellement	Port Du Rhin	7 500 €	4 000 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	Alsace en été	Renouvellement	Muhrof Molkenbronn Cité De L'Ill	5 500 €	1 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INTÉGRATION EDUCATION SYNERGIE	Je suis Champion	Renouvellement	Muhrof Molkenbronn Cité De L'Ill	5 500 €	1 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Le Festival des Talents : la Meinau du Talent	Renouvellement	Neuhof - Meinau	2 500 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Place aux Habitants MNA 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau	1 300 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LES PETITS DEBROUILLARDS DU GRAND EST	Arachnima	Renouvellement	Port Du Rhin Ampère Neuhof - Meinau Hautepierre	8 000 €	0 €	4 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
UNIS VERS LE SPORT	Programme éducation	Renouvellement	Neuhof - Meinau	7 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Projet Pour Elles	Première	Hautepirre Neuhof - Meinau	3 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG	L'université ramène sa science dans les quartiers	Première	Hautepierre Hohberg Ampère Elsau Port Du Rhin Neuhof - Meinau Cité De L'Ill	2 500 €	-	2 500 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Notre avenir notre environnement	Première	Neuhof - Meinau	2 500 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Entr'elles	Première	Hautepierre	2 000 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Montagne verte Plage 2023	Renouvellement	Murhof Molkenbronn	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
MAISON DES JEUX DE STRASBOURG	Caravane des jeux 2023	Renouvellement	Molkenbronn Port Du Rhin	11 000 €	9 000 €	9 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Cocci'Trophy	Renouvellement	Neuhof-Meinau	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
JEUNESSE : 264 300 €							

Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans	Renouvellement	Quartiers Ouest Marais Molkenbronn Laiterie Cité De L'Illl Elsau Cronenbourg Spach Koenigshoffen-Est Neuhof - Meinau Hautepierre	31 000 €	31 000 €	30 000 €	Direction de 'Lenfance et de l'Education - Service Périscolaire Educatif (11 000€) + Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire (15 000€) + Direction de Projet Politique de la Ville (4000€)
LIFETIME PROJECTS	Lutte contre les discriminations : sensibilisation à la laïcité et aux faits religieux en milieu scolaire	Renouvellement	Spach Port Du Rhin	1 500 €	0 €	1 500 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE : 31 500 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASSOCIATION 'LES SONS D'LA RUE'	Actions artistiques et culturelle 2023	Première	Hautepierre Elsau	10 000 €	-	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION AUDIORAMA	Musiques aux quartiers Neuhof - Meinau 2023	Renouvellement	Neuhof - Meinau	8 000 €	8 000 €	8 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION BALLADE	Cités en musique Spach et Rotterdam	Première	Spach	1 500 €	-	1 500 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION BALLADE	Cro : la cité musicale	Renouvellement	Cronenbourg	25 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION BALLADE	Ateliers socio-culturels via la musique - QPV Port du Rhin	Renouvellement	Port Du Rhin	3 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Kiosque Culturel	Renouvellement	Guirbaden Marais Port Du Rhin Cité De L'Ill Neuhof - Meinau Cronenbourg Hautepierre	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION HORIZOME	Horizome 2023 : Arts et créativités : L'art au pied des immeubles	Renouvellement	Hautepierre	15 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION INACT	Notre Mouvement	Renouvellement	Laiterie Port Du Rhin	2 000 €	1 200 €	1 200 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION LATITUDE 48-44	Un temps pour grandir autour des instruments à percussion et du chant	Première	Ampere Port du Rhin Spach Cité de l'Ill Cronenbourg Hautepierre Hohberg Koenigshoffen est Laiterie Molkenbronn Murhof Elsau Neuhof-Meinau	8 000 €	-	1 500 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics

ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION	Ciné plein air 2023	Renouvellement	Elsau Cité De L'Ill Murhof Quartier Prioritaire De Lingolsheim	1 400 €	1 200 €	1 200 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	S'épanouir, Se rencontrer, Partager, la musique comme outil de socialisation !	Renouvellement	Neuhof - Meinau	4 000 €	0 €	4 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
COLLEGE STOCKFELD	Classes orchestre 6e-5e - COLLEGE STOCKFELD - Cité éducative NMEMV	Renouvellement	Neuhof - Meinau	3 800 €	3 800 €	3 800 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
COLORS URBAN ART	De l'art dans mon quartier : des rues hautes en couleur - Quartier Gare	Renouvellement	Cronenbourg	10 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
COMPAGNIE 12:21	Rencontrer l'autre au-delà du territoire	Première	Hautepierre	1 400 €	-	1 400 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
COMPAGNIE 12:21	Semaine des Réfugiés / Regards sur soi et rencontre avec l'autre	Première	Hautepierre	2 000 €	-	2 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Court métrage d'habitants	Renouvellement	Molkenbronn Murhof	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Balades & dessins	Renouvellement	Laiterie	1 000 €	2 000 €	1 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Eveil artistique pour les enfants du QPV	Première	Laiterie	8 000 €	-	5 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	Du post-équipement à la permanence artistique de territoire !	Renouvellement	Neuhof - Meinau	15 000 €	-	15 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
HANATSUMIROIR	Action culturelle jeune public dans les Quartiers Prioritaires Politique de la Ville	Renouvellement	Neuhof-Meinau	3 000 €	2 500 €	3 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
HANATSUMIROIR	Expressions d'elles	Première	Laiterie	2 500 €	-	2 500 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
LA CHAMBRE	Perceptions d'horizons	Première	Koenigshoffen-Est Hohberg	1 193 €	-	1 193 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
LA RONDE	Coup de Ballet dans les Musées en milieu périscolaire au CSC le Galet Hautepierre, dans deux écoles de Hautepierre et un collège de Cronenbourg	Première	Hautepierre Cronenbourg	15 000 €	-	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SPEAKER	Lumière sur mon quartier 2023	Renouvellement	Spach Cronenbourg Hautepierre Neuhof - Meinau	5 000 €	3 500 €	3 500 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
SPEAKER	Speak show - Cinéma de Plein AIr	Renouvellement	Spach Port Du Rhin Cronenbourg Hautepierre Neuhof - Meinau	7 500 €	5 000 €	5 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Conte et Lecture Ampère	Renouvellement	Ampère	1 500 €	1 000 €	1 500 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
WONDER WIZ'ART	L'ile aux couleurs	Première	Port Du Rhin	3 620 €	-	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
WONDER WIZ'ART	Tous artistes à Ampère	Première	Ampère	3 900 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ARTEFACT PRL	Transmission 360	Renouvellement	Laiterie	14 420 €	14 420 €	4 000 €	Direction de la culture - Mission Développement des Publics
ACCES AUX EQUIPEMENTS ET PROJETS CULTURELS : 106 293 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASS DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE	Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes	Renouvellement	Cité de L'Ill Hautepierre Neuhof - Meinau	18 600 €	16 200 €	18 600 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie

ASSOCIATION CITE SANTE NEUHOF	Santé participative	Renouvellement	Neuhof - Meinau	10 000 €	2 700 €	5 700 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie
ASSOCIATION NADI CHAABI	Club des seniors d'ici et d'ailleurs	Renouvellement	Laiterie	4 500 €	4 500 €	4 500 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST	Bien Etre et Forme	Première	Laiterie	2 790 €	-	1 700 €	Direction de Projet Politique de la Ville
MAISON DE SANTE HAUTEPIERRE	Santé participative	Renouvellement	Neuhof - Meinau	4 500 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie
MIGRATIONS SANTE ALSACE	Favoriser l'accès à la santé en direction des populations migrantes	Renouvellement	Cronenbourg Cité De L'Ill Neuhof - Meinau Laiterie Hautepierre	7 300 €	6 000 €	6 000 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie
MIGRATIONS SANTE ALSACE	Prévention et lutte contre les discriminations dans le domaine de la santé : mobiliser les habitants-es, former et mettre en réseau des acteurs et actrices professionnels-les de la santé et du social	Renouvellement	Hautepierre	7 000 €	4 500 €	4 500 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie
SANTE : 44 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES	En mouvement avec les femmes pour l'égalité	Renouvellement	Laiterie Cronenbourg Neuhof - Meinau Elsau Hautepierre Koenigshoffen-Est Marais Guirbaden Quartiers Ouest	31 000 €	6 300 €	5 000 €	Direction Générale des Services - Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Sport et Bien être, place aux femmes 2023	Renouvellement	Koenigshoffen-Est Hohberg	2 300 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION PAR ENCHANTEMENT	Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen	Renouvellement	Koenigshoffen-Est	12 000 €	7 000 €	7 000 €	Direction Générale des Services - Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
ATELIER NA	Les Atelières : donner une place aux femmes dans l'espace public à l'Elsau	Première	Elsau	13 794 €	-	1 500 €	Direction Générale des Services - Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	BAIE	Renouvellement	Elsau Port Du Rhin Hautepierre Cronenbourg Spach Laiterie Quartier Prioritaire De Lingolsheim Marais Libermann Guirbaden Quartiers Ouest	3 000 €	7 000 €	3 000 €	Direction Générale des Services - Mission Droit des Femmes Egalité de Genre

CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	Education à l'égalité Strasbourg	Renouvellement	Quartier Prioritaire De Lingolsheim Hautepierre Spach Elsau Laiterie	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction Générale des Services - Mission Droit des Femmes Egalité de Genre
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	Promotion du bien-être et de l'empowerment des femmes du quartier de Hautepierre, et de l'égalité femmes-hommes	Renouvellement	Hautepierre	1 800 €	1 000 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
EGALITE FEMMES/HOMMES : 22 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST	Belles en sport	Renouvellement	Laiterie	3 200 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
RESPIR	Randonnées Sportives Interculturelles et Solidaires	Renouvellement	Ampère Port Du Rhin Neuhof - Meinau Elsau Molkenbronn Koenigshoffen-Est Laiterie Hohberg Hautepirre Cronenbourg Cité De L'Ill Libermann Quartier Prioritaire De Lingolsheim	6 000 €	4 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	Programme Vivacité	Renouvellement	Marais Ampère Hautepierre Port Du Rhin Neuhof - Meinau	15 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
AVENIR JEUNESSE FOOTBALL HAUTEPIERRE	Favoriser la pratique encadrée du football à Hautepierre	Renouvellement	Hautepierre	7 500 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
CLUB ALPIN FRANCAIS SECTION STRASBOURG	Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof	Renouvellement	Neuhof - Meinau	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction des Sports
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	Animation des quartiers basée sur le BMX	Renouvellement	Hautepierre	4 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	Plateforme sportive près de chez toi !	Renouvellement	Hautepierre	4 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	Activités sportives en accès libre	Première	Spach Cronenbourg Hautepierre Neuhof - Meinau	3 000 €		2 100 €	Direction des Sports
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	Médiation, éducation, pratique féminine et mixité par le sport à l'Elsau	Renouvellement	Elsau	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
SPORTING STRASBOURG FUTSAL ASSOCIATION	Mercredi du futsal	Renouvellement	Cité de l'Ill Cronenbourg Hautepierre Neuhof-Meinau Koenigshoffen Est Elsau	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Sports
UNIS VERS LE SPORT	Journée UNIS VERS LE SPORT pour l'Europe	Renouvellement	Neuhof - Meinau	2 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SPORT : 28 100 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Jardin et Ecocitoyens 2023	Renouvellement	Koenigshoffen-Est Hohberg	2 500 €	2 500 €	2 500 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission Parc Naturel Urbain

ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	Bric-à-bacs	Renouvellement	Cité De L'Ill	20 000 €	3 000 €	15 500 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission Parc Naturel Urbain
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Action de socialisation et d'éducation à la protection de l'environnement	Renouvellement	Cronenbourg	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Jardins part'AGEs	Renouvellement	Spach	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	Education à l'environnement et à l'écologie pour les enfants et les familles de Hautepierre	Renouvellement	Hautepierre	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Un « Jardin Forêt » à la Meinau	Première	Neuhof - Meinau	20 000 €	-	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Rencontres Nature entre habitants	Renouvellement	Molkenbronn Murhof	3 000 €	3 840 €	3 000 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission Parc Naturel Urbain
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Les rendez-vous de l'environnement et de la citoyenneté d'Ampère	Renouvellement	Ampère	900 €	500 €	500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ENVIRONNEMENT : 33 500 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
FACILIT'UP	Projet Kesk'IA - l'intelligence artificielle: une compétence de demain pour les jeunes de QPV	Première	Murhof Molkenbronn Elsau Neuhof - Meinau Cronenboug Hautepierre	5 000 €	-	2 000 €	Direction Générale des Services - Mission Projet Digital
QUALIFICATIONS ET COMPETENCES : 2 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	Ateliers socio linguistiques 2023	Renouvellement	Elsau	12 500 €	5 500 €	5 500 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Ateliers sociolinguistiques à Koenigshoffen et Hohberg	Renouvellement	Koenigshoffen-Est Hohberg	18 141 €	10 600 €	10 600 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle : Cours de Français Langue Etrangère	Renouvellement	Marais Koenigshoffen-Est Hautepierre	23 000 €	23 000 €	23 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	La langue française: Apprendre par le biais de la couture et agir contre toute déformation de cette langue	Première	Koenigshoffen-Est	1 950 €	-	1 200 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Ateliers d'acquisition de savoirs socio-linguistiques 2023	Renouvellement	Cronenbourg	12 000 €	7 066 €	7 066 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Ateliers socio linguistiques tous publics QPV Laiterie et positionnement pour le portail numérique	Renouvellement	Laiterie	5 000 €	3 000 €	4 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Apprentissage du français à visée sociale, culturelle et citoyenne	Renouvellement	Neuhof - Meinau	6 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Action d'insertion sociale, culturelle et professionnelle à dominante linguistique	Première	Koenigshoffen-Est Hohberg Cité De L'Ill Cronnbourg Hautepierre Murhof Neuhof - Meinau Laiterie Elsau Port Du Rhin Molkenbronn Spach Ampère	5 000 €	-	3 500 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Atelier Sociolinguistique de Proximité à visée sociale (FLE)	Renouvellement	Neuhof - Meinau	5 500 €	3 500 €	3 500 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
PLURIELLES	Action linguistique sur le QPV Laiterie	Renouvellement	Laiterie	10 300 €	10 300 €	10 300 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Français Langue Etrangère Ampère	Renouvellement	Ampère	2 500 €	1 000 €	1 500 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
VIVRE	Accompagnement et aide à l'intégration citoyenne, soutien aux démarches et apprentissage du français pour les populations russophones.	Renouvellement	Hautepierre	6 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
APPRENTISSAGE ET MAÎTRISE DE LA LANGUE FRANCAISE : 79 166 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASS DE GESTION DES ATELIERS DU NEUHOF	Outil de la Participation des Habitants	Renouvellement	Neuhof - Meinau	39 000 €	27 000 €	33 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION HORIZOME	Horizome 2023 : Projet cohésion sociale et cadre de vie	Renouvellement	Hautepierre	15 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
GESTION URBAINE DE PROXIMITE : 43 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Ateliers numériques à destination des habitant-es de Hautepierre et des apprenant-es FLE	Renouvellement	Hautepierre	5 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION LA RESU	Espace des possibles, un espace de travail partagé associatif au Neuhof	Renouvellement	Neuhof - Meinau	2 800 €	3 000 €	2 800 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	Action collective d'information juridique et sociale de proximité	Renouvellement	Cronenbourg Hautepierre Laiterie	5 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction Générale des Services - Mission Droit des Femmes Egalité de Genre

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Projet territorial de médiation numérique - La Cybergrange	Première	Neuhof - Meinau	15 000 €	-	15 000 €	Direction Générale des Services - Mission Projet Digital
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES	La P@sserelle Numérique du CDAFAL67	Renouvellement	Neuhof - Meinau Cronenbourg	13 000 €	3 000 €	8 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales (5 000€) + Direction de Projet Politique de la Ville (3 000€)
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	Accompagner aux compétences numériques et équiper les publics fragiles des QPV de l'Eurométropole - Parcours thématiques (demandeurs d'emploi, seniors, parents, allophones)	Renouvellement	Quartier Prioritaire De Lingolsheim Hohberg Neuhof - Meinau Koenigshoffen-Est Cité De L'Ill Laiterie Cronenbourg Port Du Rhin Elsau Hautepierre Spach	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction Générale des Services - Mission Projet Digital
FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES - BAS-RHIN	Déambu'Lab, espace itinérant d'éducation au numérique	Renouvellement	Elsau	4 000 €	4 000 €	2 000 €	Direction Générale des Services - Mission Projet Digital
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	La fabrique de l'e-citoyenneté : des web trotteurs pour une utilisation citoyenne du web	Renouvellement	Koenigshoffen-Est Neuhof - Meinau Hautepierre Cronenbourg	8 000 €	8 000 €	8 000 €	Direction Génrale des Services - Mission Projet Digital
L'INFORMATIQUE SOLIDAIRE	Action en faveur du numérique pour les familles	Renouvellement	Port du Rhin Guirbaden Marais Quartiers Ouest	5 500 €	8 500 €	3 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales

INCLUSION NUMERIQUE / ACCES AUX DROITS : 49 800 €

Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASSOCIATION CULTURELLE DES AFGHANS DE STRASBOURG	Rencontres et actions culturelles pour l'insertion et l'intégration	Renouvellement	Cité De L'Ill Koenigshoffen-Est Hautepierre	3 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION NADI CHAABI	Construisons le mieux vivre ensemble	Renouvellement	Laiterie	5 000 €	2 000 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE	Vie associative et le lien social	Renouvellement	Koenigshoffen-Est Hohberg Cité De L'Ill Cronnbourg Hautepierre Murhof Neuhof - Meinau	10 000 €	0 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Café éphémère	Première	Molkenbronn Murhof	2 000 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INITIATIVES DE LA MONTAGNE VERTE	J'aime mon quartier	Renouvellement	Molkenbronn	2 200 €	1 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LES DÉFRICHEURS	Lier et relier, l'émission radio qui crée des liens !	Première	Spach	3 000 €	-	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
TROC SAVOIRS - RESEAU D ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE STRASBOURG	Tous passeurs de savoirs	Renouvellement	Molkenbronn Muhrof Elsau	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS-RHIN	Café des Habitants d'Ampère : "L'instant Thé ou Café"	Renouvellement	Ampère	1 000 €	500 €	500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LIEN SOCIAL : 19 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
ASSOCIATION NADI CHAABI	Soutien à la fonction parentale	Renouvellement	Elsau Laiterie	12 500 €	12 500 €	12 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES	Dé'Pause - Garderie Solidaire du samedi	Renouvellement	Cronenbourg	2 500 €	2 600 €	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS	Soutien à la parentalité, soutenir les jeunes filles, femmes et familles	Renouvellement	Hautepierre	7 000 €	3 000 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SOUTIEN A LA PARENTALITE : 20 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
CLUB SÉNIOR DE L'ORANGERIE	Projet sport santé adapté aux séniors	Renouvellement	Spach	1 200 €	1 200 €	1 200 €	Direction Solidarité Santé jeunesse - Service Santé Autonomie
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE	Vieillissement de l'immigration et accès aux droits	Renouvellement	Cronenbourg Hohberg Hautepierre Koenigshoffen-Est Neuhof - Meinau	7 000 €	4 000 €	7 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PERSONNES AGEES : 8 200 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE	Ciné débats	Renouvellement	Molkenbronn Murhof	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PARTICIPATION DES HABITANTS/CITOYENNETE : 1 000 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE	Le parcours de la vocation	Renouvellement	Guirbaden Quartiers Ouest Marais Hautepirre Elsau Neuhof - Meinau Cronenbourg Port Du Rhin	5 000 €	0 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	Insertion des personnes bénéficiaires du R.S.A. et des autres minimas sociaux - Programme 11 : Parcours vers l'emploi	Renouvellement	Neuhof - Meinau	9 000 €	6 985 €	9 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales

LE PARCOURS	Construire la mise en confiance et l'estime de soi auprès de personnes, sur le plan personnel, social et dans l'insertion professionnelle, par un travail sur l'apparence et l'image.	Renouvellement	Cité De L'Ill Neuhof - Meinau Port Du Rhin Elsau Cronenbourg Hautepierre Koenigshoffen-Est Spach Libermann Quartier Prioritaire De Lingolsheim Marais Guirbaden Quartiers Ouest	12 000 €	12 000 €	12 000 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
RETRAVAILLER ALSACE	Cité de l'emploi 2022 - Préparation à deux événements emploi (forum, salon,...)	Première	Hautepierre	2 399 €	-	2 399 €	Direction de Projet Politique de la Ville
RETRAVAILLER ALSACE	Transition pro - Seniors résidant majoritairement en QPV	Renouvellement	Neuhof-Meinau Hautepierre Cronenbourg Port Du Rhin Elsau Murhof Ampère Cité De L'Ill Spach	4 600 €	4 500 €	4 400 €	Direction Solidarité Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
TOT OU T'ART	Parcours artistique vers l'emploi	Première	Neuhof - Meinau Murhof Molkenbronn Hautepierre Cité De L'Ill Cronenbourg Hohberg Koenigshoffen-Est Spach Port Du Rhin Ampère Elsau Laiterie	5 000 €	-	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ACCES A L'EMPLOI : 35 799 €							
Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
LE FURET	Lutter contre les stéréotypes et préjugés dans le secteur de la petite enfance : sensibiliser et accompagner l'évolution des pratiques ?	Renouvellement	Elsau Neuhof - Meinau Koenigshoffen-Est Spach Hohberg Laiterie Hautepierre Marais Guirbaden Quartiers Ouest Quartier Prioritaire De Lingolsheim	2 000 €	1 600 €	1 600 €	Direction de l'Enfance et de l'Education - Service Famille Petite Enfance
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : 1 600 €							

Porteur	Projet	Première / Renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N -1	Montant proposé	Groupe de gestion
LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE	La Conciergerie Solidaire d'Ampère : donner une nouvelle impulsion à l'expérimentation	Renouvellement	Ampère	30 000 €	EMS 15 000 €	20 000 €	Direction du Développement Economique et de l'Attractivité - Service Emploi Economie Solidaire
ATTRACTIVITE TERRITOIRES ET ENTREPRISES : 20 000 €							

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
exercices 2023 - 2025

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN, et

- l' « Association de Gestion des Ateliers du Neuhof (AGATE Neuhof) », ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le volume 57 - Folio 2 à la date du 13 décembre 1988 et dont le siège est situé au 3 rue de Brantôme 67100 à Strasbourg, représentée par son Président en exercice Monsieur Sylvain GIROLT.

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023

Préambule

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.

La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties. Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation, et les modalités de leur évaluation. Elle précise également la capacité pour l'association à participer au développement des actions soutenues par la Ville. Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'association.

Par ailleurs, cette convention pluriannuelle d'objectifs est accompagnée d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association AGATE Neuhof définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, en respectant les modalités de suivi et d'évaluation définies dans les articles 7 et 8 de la présente convention.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville et de l'Eurométropole dans le domaine de la politique de la ville

La volonté de la Ville et de l'Eurométropole est d'agir en faveur de la réduction des fractures socio-spatiales. Elle se traduit par un engagement dans des programmes ambitieux de rénovation urbaine et dans un soutien aux actions inscrites dans les 19 programmes et les 10 orientations prioritaires du Contrat de ville 2015-2023.

L'ambition de la Ville et de l'Eurométropole est :

- de combattre les inégalités territoriales et sociales en concentrant ses efforts sur l'accompagnement des quartiers et des habitants les plus en difficulté et reconnus comme prioritaires,
- de maintenir la cohésion sociale afin de garantir un développement équilibré des territoires de l'Eurométropole,
- de lutter contre toute forme de discriminations et de favoriser l'égalité des droits.

Au niveau territorial, le Contrat de ville est décliné dans la Convention d'application territoriale du QPV Neuhof-Meinau, qui identifient 5 enjeux prioritaires pour le territoire, déclinés en objectifs stratégiques, puis en objectifs opérationnels. Cette convention est sur le site strasbourg.eu et accessible à l'adresse internet suivante : https://www.strasbourg.eu/egalite-urbaine-cohesion-sociale.

Article 4 : le projet associatif

L'association a pour but de promouvoir un travail en commun entre toutes les personnes résidant ou travaillant au Neuhof, entre les associations et groupes constitués du quartier, en vue de contribuer au développement local du quartier du Neuhof et en particulier :

- favoriser et faciliter la présence active des habitants, de leurs associations et des acteurs du quartier dans le développement économique et social du Neuhof,
- constituer les habitants, les associations en interlocuteurs actifs,
- être un lieu d'information, de réflexion, d'élaboration de projets et d'actions,
- promouvoir la globalité d'un développement local par des propositions constructives et rédigées,
- se donner les moyens adaptés aux circonstances et faire aboutir ses propositions avec les partenaires institutionnels,

- obtenir l'accès des habitants et des associations aux outils techniques nécessaires.

L'association s'interdit toute immixtion dans les affaires internes de ses composants et toute discussion politique et religieuse (article 2 des statuts de l'association).

Née au Neuhof en 1988, et s'inscrivant dans la continuité du travail mené par le collectif des associations du Neuhof, l'AGATE Neuhof s'adresse à tous indistinctement, enfants, jeunes, adultes, de toutes origines, qui se trouvent réunis sur les mêmes objectifs et s'impliquent ensemble sur les mêmes actions. L'association agit pour défendre les intérêts des habitants du Neuhof et suscite la participation citoyenne qui passe par :

- l'écoute des habitants dans la rue, lors des permanences, comme lors des activités ou d'actions menées par l'association sous la pression des besoins exprimés par les habitants,
- par un travail de recensement des besoins, des attentes, des dysfonctionnements dans tous les domaines qui relèvent du cadre de vie, du logement, de l'environnement, de l'aménagement du quartier, de l'information, de la communication, des équipements, des déplacements urbains, de l'amélioration et du fonctionnement efficace des services publics,
- par l'information à travers les publications réalisées par l'association,
- par l'animation de lieux de rencontres, d'informations et de débats où peuvent s'élaborer des projets et naître une parole collective issue de la réflexion menée ensemble.

Article 5 : les objectifs partagés

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville de Strasbourg et l'association se déploie selon les priorités définies dans la Convention d'application territoriale Neuhof-Meinau du Contrat de ville et s'articule autour des thématiques suivantes détaillées en objectifs généraux :

Cadre de vie et gestion urbaine de proximité

- promouvoir l'implication des habitants dans des projets de développement locaux et des actions d'amélioration du cadre de vie (concertation)
- contribuer à une gestion urbaine et sociale de proximité en lien avec la collectivité, les bailleurs et les habitants

Promotion de la citoyenneté

- participer à la formation des habitants aux enjeux des politiques publiques (éducation populaire)
- soutenir les initiatives collectives des habitants et encourager la citoyenneté

Accompagnement social et relations aux institutions et services publics

- renforcer l'accompagnement des ménages les plus précaires dans la gestion du quotidien et leurs relations aux institutions et faciliter l'accès aux services de proximité (médiation sociale et scolaire)

Animation et valorisation du territoire

- organiser des manifestations permettant l'appropriation et l'animation du territoire
- valoriser l'image du quartier et améliorer la communication sur l'actualité du quartier

Ces objectifs se déclinent à travers les actions suivantes :

- un accueil quotidien concernant le logement permettant l'intermédiation entre locataires et bailleurs (permanences, rendez-vous et actions collectives) et de manière plus générale un accueil quotidien sur l'accès aux droits,
- le relais d'informations concernant la vie du quartier et les problématiques rencontrées par les habitants par la tenue de rencontres régulières avec les services de la ville, les élus et les différents bailleurs,
- la réalisation de « tours de quartiers » et de porte à porte permettant le recueil d'information et la sensibilisation des habitants (informations sur la vie du quartier, sensibilisation sur les produits ménagers, sur la vie dans le logement…),
- la participation aux ateliers territoriaux de partenaires « cadre de vie », « organisation de la fête du parc Schulmeister » et « marché de Noël »,
- l'organisation du concours « Neuhof fleuri »,
- la tenue d'une permanence « compost » et la gestion des bacs de compost pour et avec les habitants du Neuhof,
- l'accueil des habitants, leur fournir une aide administrative et les accompagner dans l'utilisation de l'outil numérique et les orienter vers les services sociaux et administratif si besoin.

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville de Strasbourg à l'association

Le montant prévisionnel total de la subvention de la Ville de Strasbourg s'élève à 99 000 € sur trois années :

- pour la première année, le montant de la subvention s'établit à 33 000 €
- pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à 33 000 €
- pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à 33 000 €

Les subventions 2024 et 2025 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg. La subvention de 2023 sera versée suite à l'approbation par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg avant signature de la convention.

La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

Article 7 : instance de suivi et d'évaluation

L'évaluation de cette convention est réalisée dans une instance spécifique dans laquelle siègent l'association et la Ville de Strasbourg et dénommée « Comité de suivi et d'évaluation ».

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs (cf. fiche indicateurs en annexe). Définis au préalable entre les partenaires, ces indicateurs feront chacun l'objet d'une présentation au sein du Comité de suivi et d'évaluation et feront l'objet d'un bilan annuel présenté en Conseil municipal.

Article 8 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des bilans transmis par l'association.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi et d'évaluation, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 9 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 10 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 11 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi et d'évaluation, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 12 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 13 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi et d'évaluation, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Annexes

- Budget prévisionnel 2023-2024-2025
- Fiches indicateurs en vue de l'évaluation annuelle du projet

Signatures

Fait à Strasbourg, le 2023

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Sylvain GIROLT

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
exercices 2023 - 2025

Entre :

- **la Ville de Strasbourg**, dénommée la Ville, représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN,

- **l'Eurométropole de Strasbourg,** représentée par sa Présidente, Pia IMBS, et

- l'association **Association de la Fondation Etudiante pour la Ville - AFEV**, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre de la Préfecture de PARIS sous les références numéro d'ordre 91/2699 numéro de dossier 100895P et dont le siège est 221 Rue Lafayette 75010 PARIS représentée par sa Présidente en exercice, Madame Clotilde GINER.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2023

Préambule

La Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont la volonté d'inscrire leurs relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, les moyens alloués et les modalités d'évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'association à participer au développement des actions soutenues par la collectivité.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'Association.
Elle est accompagnée d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association AFEV définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : durée de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.
Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal et du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi.

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine du soutien à la vie et à l'engagement étudiant et dans le domaine de la politique de la ville

Les orientations en matière de soutien à la vie et à l'engagement étudiant

Par délibération du 26 février 2021, l'Eurométropole de Strasbourg a posé les fondamentaux d'une politique de soutien à la vie étudiante, autour d'une ambition écologique, sociale et démocratique renforcée, fondée sur quatre piliers pour un territoire aidant, accueillant, apprenant et résilient.

Les axes prioritaires de cette politique sont :

- l'amélioration de la qualité d'accueil des étudiants-es sur le territoire,
- le renforcement de l'intégration des étudiants-es dans la vie de la cité et dans le monde professionnel,
- le soutien des initiatives favorisant le bien-être étudiant sous toutes ses dimensions,
- l'approfondissement des relations, collaborations et partenariats avec tous les acteurs clés du territoire permettant l'atteinte des objectifs..

Les orientations en matière de politique de la ville

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des agglomérations, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitant-es.

C'est dans ce cadre que l'Eurométropole de Strasbourg agit en faveur de la réduction des fractures socio-spatiales et de l'équité territoriale. Cette volonté se traduit notamment par l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg en tant que porteur de projet du Contrat de ville de l'Eurométropole 2015 – 2023 en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de son territoire.

A ce titre, l'ambition de l'Eurométropole de Strasbourg est de soutenir et d'accompagner la vie associative locale, et ceci notamment dans les domaines et orientations suivants :

- **la jeunesse** : l'action avec et pour les jeunes des quartiers prioritaires constitue un axe transversal du Contrat de Ville. Cet axe trouve sa traduction opérationnelle dans de nombreux champs et notamment ceux de l'éducation, de la culture, du sport, de l'insertion et de l'accès à l'emploi, de la santé et du logement.
- **l'accompagnement à la scolarité et la prévention du décrochage scolaire** : la question de l'accompagnement à la scolarité au 1er et 2nd degré et du décrochage est

identifiée comme un programme prioritaire du Contrat de Ville 2015 – 2023 car il a des conséquences durables sur les enfants dont les difficultés scolaires compromettent leur réussite future ; sur les jeunes, collégiens-nes et lycéens-nes concernés-es, pour lesquels la poursuite des études et l'insertion professionnelle est particulièrement difficile ; sur l'ambiance des quartiers avec les répercussions en termes d'économie souterraine et d'incivilités. Les objectifs sont les suivants :

- réaliser un meilleur partage des données statistiques et des diagnostics relatifs au décrochage scolaire au service de l'évaluation des besoins et d'une approche territoriale fine,
- améliorer la lisibilité des moyens existants dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité,
- développer les actions de prévention du décrochage dans un cadre partenarial.

- **le renforcement des actions de l'Université dans les territoires** : l'Université de Strasbourg est partenaire du Contrat de Ville 2015 – 2023. A ce titre, il est prévu :
  - de soutenir l'implication des étudiants-es dans les QPV dans le cadre de leur formation en valorisant les actions citoyennes des étudiants-es dans les QPV par le Diplôme universitaire d'engagement étudiant (DUEE).
  - de favoriser l'accès des jeunes issus des QPV à l'enseignement supérieur et soutenir leur réussite, notamment dans le 1er cycle universitaire.
  - de renforcer la présence des étudiants-es dans les QPV au moyen de l'aide personnalisée aux élèves dans les quartiers et grâce au développement de projets solidaires et citoyens, pilotés par des étudiants-es qui pourraient loger dans les QPV.

Article 4 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans le domaine du soutien à la jeunesse et dans le domaine de l'éducation

Les orientations en matière de jeunesse sont :

- développer les parcours d'engagement des jeunes notamment dans l'action éducative locale et le volontariat associatif,
- valoriser les compétences acquises dans les différents circuits d'engagement,
- renforcer l'éducation à la citoyenneté.

Les orientations en matière d'éducation :

La délibération cadre du 21 juin 2021 fixe les orientations de la ville de Strasbourg en matière de politique éducative. Elle se décline autour de 3 ambitions majeures :

- garantir l'équité territoriale pour un égal accès à l'éducation,
- grandir dans un cadre de vie sain et durable,
- engager un processus démocratique autour des questions éducatives pour une citoyenneté ouverte aux autres et au monde.

L'action Mentorat s'inscrit dans l'ambition d'équité territoriale, en contribuant à renforcer l'accompagnement qualitatif des enfants pour réduire les risques de décrochage.

Article 5 : le projet associatif

L'association AFEV a pour objet de lutter contre les inégalités et la relégation dans les quartiers populaires en France, en créant, à côté des politiques publiques, des espaces d'engagement citoyen pour les jeunes, en général, et pour les étudiants, en particulier.

L'AFEV est un acteur historiquement engagé dans la création de passerelles entre les campus et les quartiers populaires, elle mobilise des étudiants bénévoles à qui elle propose différents terrains d'engagement solidaire au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Grâce à son expertise des territoires et des publics, l'association se positionne comme un expert de la jeunesse et de son engagement.

L'AFEV est une structure reconnue d'intérêt général qui agit en lien avec des politiques publiques locales et nationales au service des territoires avec une totale indépendance politique.

Ce mouvement se définit d'abord par sa capacité à œuvrer pour toujours plus de solidarité en créant une relation de partage qui refuse tout type de discrimination.

L'AFEV considère l'éducation et le droit au logement comme un bien commun qui doit être accessible à toutes et à tous.

Elle défend l'égalité en droit et en dignité pour chaque citoyen, elle intervient auprès de personnes fragiles, les appréhende d'égal à égal, et valorise leurs forces, leurs compétences.
Ses actions visent à développer et à renforcer la capacité d'agir des populations qu'elle accompagne, enfants, jeunes, familles, habitants tout en pensant que les engagés de l'AFEV apprennent eux aussi et renforcent leur capacité d'agir en intervenant pour et avec ces publics.

Article 6 : les objectifs partagés

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association se déploie autour des objectifs généraux suivants:

- favoriser l'engagement de la jeunesse, et notamment des étudiants-es, dans des actions de solidarité, en particulier mises en place au sein des QPV
- favoriser la réussite éducative pour toutes et pour tous, grâce entre autres au mentorat et à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur
- favoriser l'accès au logement pour les jeunes, et notamment pour les étudiants-es, tout en contribuant à la mixité sociale et aux dynamiques associatives des QPV

Ces objectifs partagés sont déclinés par l'association en actions, identifiées en tant qu'objectifs opérationnels de la présente convention :

- **favoriser l'engagement de la jeunesse, et notamment des étudiants-es, dans des actions de solidarité, en particulier mises en place au sein des QPV**

  Cet objectif se matérialise par la mise en place et le suivi d'une plateforme de l'engagement solidaire qui contribue à :

  - promouvoir et valoriser les expériences solidaires et innovantes des étudiants dans toutes les formes d'engagement de la jeunesse
  - encourager l'engagement social et associatif des étudiants-es dans les QPV
  - accompagner les étudiants dans la verbalisation des compétences acquises dans un cadre informel
  - développer la reconnaissance de l'engagement au sein du cursus universitaire
  - favoriser le "bien-être" étudiant en luttant contre l'isolement grâce à l'appartenance à un réseau d'étudiants-es engagés et à la participation à des actions collectives qui font sens

- **favoriser la réussite éducative pour toutes et pour tous, grâce entre autres au mentorat et à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur**

  Cet objectif se matérialise par la mise en place et le suivi d'actions de mentorat individuel à domicile qui contribuent à :

  - mettre en place un accompagnement individuel au domicile pour des enfants et jeunes de la maternelle au lycée sur deux années en mettant l'accent sur les périodes charnières (grande Section/CP, CM2/6ème, 4eme/3ème/2nde)

- développer le mentorat sur la majorité des QPV l'Eurométropole de Strasbourg
- proposer un accompagnement centré sur les besoins de l'enfant et du jeune et ses centres d'intérêt, pour travailler sur les questions éducatives dans leur globalité
- permettre aux jeunes mentorés de mieux comprendre ce que l'école attend, ses codes, renforcer sa confiance en lui, son autonomie, sa motivation, son ouverture culturelle, sa mobilité.
- accompagner l'accès à l'enseignement supérieur

Favoriser l'accès au logement pour les jeunes, et notamment pour les étudiants-es, tout en contribuant à la mixité sociale et aux dynamiques associatives des QPV

Cet objectif se matérialise par **la mise en place et le suivi de projets de Kolocation à Projets Solidaires (KAPS)** qui contribuent à :

- apporter une réponse au logement des jeunes, et notamment des étudiants-es, abordable, autonome et qui fait sens
- faire (re)venir les étudiants dans les QPV, dans un objectif de mixité sociale
- favoriser le développement urbain solidaire en ayant à cœur de tisser des liens entre l'urbain et l'humain, entre l'université et les territoires en QPV et ce dans un souci de mixité des publics
- permettre aux jeunes et aux étudiants-es de développer leur engagement citoyen en tant qu'habitant et avec les habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville en s'impliquant dans des actions partenariales et de proximité

Les déclinaisons opérationnelles de ces objectifs pourront évoluer au fur et à mesure de cette convention quant aux actions qui permettront l'atteinte de ces objectifs.

Les indicateurs de moyens et de résultats sont précisés en annexe de cette convention. Ils seront présentés chaque année en comité de suivi.

TITRE III : LES MOYENS

Pendant la durée de la convention, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 6, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elles.

Article 7 : la subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 126 000 € pour l'Eurométropole

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à 42 000 €
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à 42 000 €
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à 42 000 €

Sur les crédits de la Direction du développement économique – Service Enseignement supérieur, recherche, innovation :

Actions soutenues	**2023**	**2024**	**2025**
Plateforme de l'engagement solidaire	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Kaps – Kolocation à projets solidaires	16 000 €	16 000 €	16 000 €

Sur les crédits de la Direction de l'urbanisme et des territoires – Direction de projet Politique de la ville :

Actions soutenues	2023	2024	2025
Kaps – Kolocation à projets solidaires	16 000 €	16 000 €	16 000 €

Les subventions 2024 et 2025 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg. La subvention 2023 sera versée suite à l'approbation par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2023 avant signature de la convention.

La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 8 : la subvention versée par la Ville de Strasbourg à l'association

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 90 000 € pour la Ville de Strasbourg.

- Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à 30 000 €
- Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à 30 000 €
- Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à 30 000 €

Sur les crédits de la Direction des Solidarités de la Santé et de la Jeunesse – Service Jeunesse Education Populaire:

Actions soutenues	2023	2024	2025
Mentorat	15 000 €	15 000 €	15 000 €

Sur les crédits de la Direction de l'enfance et de l'éducation – Service périscolaire et éducatif :

Actions soutenues	2023	2024	2025
Mentorat	11 000 €	11 000 €	11 000 €

Sur les crédits de la Direction de l'urbanisme et des territoires – Direction de projet Politique de la ville :

Actions soutenues	2023	2024	2025
Mentorat	4 000 €	4 000 €	4 000 €

Les subventions 2024 et 2025 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg. La subvention 2023 sera versée suite à l'approbation par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg du 20 mars 2023 avant signature de la convention.

La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

Article 9 : méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les trois partenaires, ces indicateurs font l'objet d'une fiche indicateurs annexée à la présente convention.
L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 10 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.
Le Comité de suivi est co-présidé par la Présidente de l'association, la Maire de la Ville de Strasbourg ou son-sa représentant-e et la Présidente de l'Eurométropole ou son-sa représentant-e. Il se compose des membres suivants :

- la Présidente de l'association ou son-sa représentant-e
- la Directrice de l'association
- la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e
- la Présidente de l'Eurométropole ou son-sa représentant-e
- les référents-es des directions concernées de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique.

Article 11 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville et du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 12 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de la Ville et de l'Eurométropole pour procéder à deux évaluations intermédiaires et une évaluation finale. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, deux mois avant sa tenue.

L'association communique à la Ville de Strasbourg, deux semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.

Article 13 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal et du Conseil de l'Eurométropole.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 14 : communication

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg apparaîtront comme partenaires de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et

sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la collectivité, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 15 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 16 : obligation d'information

L'association s'engage à informer la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

L'association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par la Présidente ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.

L'association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux - ci dans des délais utiles.

Article 17 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la deuxième partie de la convention.

Article 18 : contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, qui pourront demander à l'Association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pourront procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 19 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 20 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Présidente	La Maire	La Présidente
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN	Clotilde GINER

CONVENTION PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS 2023-2025

Entre :

la Ville de Strasbourg, dénommée la Ville, représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN, et

l'association La Maison des familles - Nadi-Chaabi, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro VOL n° 78 FOL n° 124, et dont le siège est situé au 11, boulevard de Lyon à Strasbourg,
représentée par sa Présidente en exercice, Madame Mouna MOHIB.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023.

PRÉAMBULE

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable.
La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les deux parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, base de la contractualisation et les modalités de leur évaluation.
Elle précise également la capacité pour l'association à participer au développement des actions soutenues par la Ville.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'association.
Par ailleurs, cette convention pluriannuelle d'objectifs est accompagnée d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

TITRE I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'association « La Maison des familles - Nadi-Chaabi » définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, sur proposition du Comité de suivi (cf. article 9).

TITRE II - LES OBJECTIFS

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans le domaine de la politique de la ville

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des agglomérations, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers populaires et à améliorer les conditions de vie de leurs habitant-es.

C'est dans ce cadre que la Ville agit en faveur de la réduction des fractures socio-spatiales et de l'équité territoriale. Cette volonté se traduit notamment par l'engagement de la Ville au sein du Contrat de ville de l'Eurométropole 2015 – 2023 en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville de son territoire.

A ce titre, l'ambition de la Ville est de soutenir et accompagner la vie associative locale, et ceci notamment dans les domaines et orientations suivants :

- **l'accompagnement des parents**
    - mettre en synergie l'ensemble des acteurs, services et actions existants dans l'objectif de mieux toucher et d'accompagner les plus publics les plus fragiles
    - initier et accompagner un travail éducatif auprès des parents par des actions visant à renforcer notamment le développement du langage
    - reconnaître les compétences, les langues et les cultures des parents pour favoriser le vivre ensemble et le respect de chacun.e
    - inciter les parents à scolariser leurs enfants dès 2 ans en mettant en place des actions d'accompagnement des parents
    - renforcer le dialogue et la coopération entre acteurs éducatifs avec une attention particulière à la relation parents/école
    - renforcer la participation des parents à la vie et dans les instances des établissements scolaires
    - favoriser et prendre en compte l'expression des parents sur leurs besoins dans les domaines
    - assurer la formation et les échanges de pratiques des acteurs pour atteindre ces objectifs de renforcement du soutien de la parentalité

- **la prévention et la lutte contre les discriminations**. La Ville a défini le plan d'action sur les axes suivants :
    - prévenir et transformer pour faire reculer les préjugés et les stéréotypes par la sensibilisation de tous-tes (personnels éducatifs, agents de la collectivité…) et notamment des plus jeunes
    - soutenir et accompagner les victimes de discrimination
    - visibiliser, vulgariser et animer les échanges

- le vieillissement de la population. La Ville développe trois axes de travail fondamentaux, qui contribuent à favoriser :
    - l'autonomie des seniors et le droit à la citoyenneté, par le soutien à une offre de loisirs,de culture, de fabrique du lien social,
    - le maintien à domicile, avec un cadre de vie et un environnement favorables, dans une ville accessible par ses modes déplacement, son aménagement de l'espace public, du bâti et des services de proximité,
    - la solidarité avec les plus vulnérables, avec l'action des services municipaux et le soutien à celle des acteurs, partenaires, citoyens, associatifs.

La récente crise sanitaire et ses confinements successifs ont révélé et renforcé les situations de vulnérabilité des habitant.e.s isolé.e.s. Les seniors et les personnes en situation de handicap se sont trouvés encore plus isolés et fragilisés. Cette période de crise a ainsi provoqué le développement d'actions innovantes de soutien envers les publics les plus isolés, notamment avec la mise en place de partenariats de proximité et des complémentarités d'action de qualité. Forte de ces constats et des enseignements de la crise, la Ville souhaite renforcer ses actions de prévention de la perte d'autonomie par la recherche permanente de la prise en compte du vieillissement dans l'ensemble des politiques publiques, et le développement de la capacité d'agir des territoires par le foisonnement d'actions de proximité ciblées sur la lutte contre l'isolement, selon les cinq orientations majeures déclinées ci-dessous :

- renforcer l'accompagnement des personnes les plus fragiles, par un système de veille territoriale annuelle
- poursuivre l'engagement de soutien au maintien à domicile des personnes âgées à travers des dispositifs et des partenariats structurants : les centres locaux d'information et de coordination (Clic)
- consolider l'accompagnement à la professionnalisation des travailleurs sociaux sur le champ du soutien à l'autonomie
- renforcer et adapter le cadre du soutien aux aidants, et les initiatives associatives de proximité en direction des publics âgés
- soutenir les associations de proximité dans leur capacité d'innovation auprès des seniors isolés et fragiles

Article 4 : le projet associatif

L'association est à caractère socio-éducatif. Elle est laïque, apolitique et à but non lucratif.
Elle a pour objet de :

- accompagner les familles et défendre leurs intérêts matériels et moraux ;
- soutenir les parents dans leur rôle, en favorisant le maintien et le développent de leurs habiletés parentales ;
- sensibiliser et prévenir l'épuisement parental, créer un espace d'écoute et de dialogue afin de leur proposer des thématiques qui répondent à leurs problématiques
- accompagner et aider les enfants du quartier à développer certaines compétences par le jeu ;
- faciliter l'accès à la culture pour tous ;
- favoriser les passerelles et les échanges entre les cultures et les générations pour un mieux vivre ensemble ;
- gérer un club seniors « d'ici et d'ailleurs » pour lutter contre l'isolement des personnes âgées ;
- promouvoir la santé et le bien-être ;
- sensibiliser les jeunes à la lutte contre les différentes discriminations et à la laïcité
- œuvrer pour une citoyenneté active et une éducation populaire visant le progrès social ;
- promouvoir le développement personnel ;
- améliorer le cadre de vie du quartier et renforcer la cohésion sociale.

Article 5 : les objectifs partagés

Dans le cadre de la présente convention d'objectifs, le partenariat entre la Ville de Strasbourg et l'association se déploie autour des trois objectifs généraux suivants:

- contribuer à l'animation de lieux de débat, d'engagement et de lien social pour les habitants.es pour construire le mieux vivre ensemble
- participer au soutien de la fonction parentale
- renforcer les actions de solidarités et d'échange à l'attention des seniors

Ces objectifs généraux se déclinent à travers les actions suivantes, identifiées en tant qu'objectifs opérationnels de la présente convention :

- **contribuer à l'animation de lieux de débat, d'engagement et de lien social pour les habitant.es pour construire le mieux vivre ensemble :**

- **actions pédagogiques sur la laïcité et la lutte contre les discriminations** ateliers, conférences et animations autour des valeurs de la République et de la citoyenneté. Ateliers de sensibilisation des jeunes contre les discriminations, expositions, soirées débats, ateliers d'écriture.
- **animations et projets de proximité** création d'un jardin partagé, l'organisation d'événements festifs à vocation inter-associative, activités enfants hebdomadaire et projet artistique.

- **participer au soutien de la fonction parentale :**
  - **les 4 saisons de la famille** gestion et animation d'un espace de dialogues et d'échanges entre les familles pour notamment soutenir les mères (familles monoparentales) et valoriser les pères dans leur rôle éducatif à travers des ateliers parentalités et des petits déjeuner mensuel. Sorties et ateliers parent/enfant ponctuels visant à renforcer les temps de qualité passé en famille.
  - **les rencontres avec les parents au sein d'écoles maternelles** temps de dialogue et de soutien à la fonction parentale portant notamment sur la santé, la communication non violente, l'éducation aux écrans…
- **renforcer les actions de solidarités et d'échange à l'attention des seniors**
  - **le club des séniors d'ici et d'ailleurs** animation d'un espace d'écoute, d'échange et de rencontre entre seniors pour rompre l'isolement, ateliers santé, bien-être, sport, loisirs et sorties.

TITRE III : LES MOYENS

Article 6 : la subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 66 000 € pour la Ville de Strasbourg.

-Pour la première année, le montant de la subvention s'établit à 22 000 € ;
-Pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à 22 000 € ;
-Pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à 22 000 €

La subvention est couverte par des crédits de la Direction de Projet Politique de la Ville – Direction de l'urbanisme et des territoires et par des crédits du Service santé autonomie - Direction des Solidarités et de la Santé.

Les subventions 2024 et 2025 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal. La subvention de 2023 sera versée suite à l'approbation par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg avant signature de la convention.

La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg.

TITRE IV : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

L'évaluation est un outil que se donnent les parties, pour apprécier la validité de leurs objectifs initiaux, des conditions de leur réalisation, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux et leur réalisation finale et enfin les mesures d'amélioration et/ou de réajustement qui sont à entreprendre.
De manière générale, l'évaluation doit permettre :

- de faire travailler ensemble les acteurs et les partenaires sur des objectifs partagés ;
- de déterminer la pertinence d'un projet et par conséquent d'être un outil d'aide à la décision et un facteur de mobilisation d'une équipe ;
- de permettre aux associations de mettre en œuvre leurs politiques et d'améliorer la qualité de leurs actions ;

- d'orienter les politiques publiques par une action concertée, l'élaboration de nouveaux projets et de nouvelles actions sur la base de l'expérience acquise et de son évaluation.

Article 7 : méthodologie d'évaluation des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs partagés prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'un outil d'évaluation, complété au préalable par les deux partenaires et annexé à la présente convention.
Il comporte notamment les indicateurs qualitatifs et quantitatifs et tiendra compte du contexte local.
L'évaluation sera effectuée par un Comité de suivi.

Article 8 : la composition du Comité de suivi

Un Comité de suivi de la présente convention est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.
Il est co-présidé par le Président de l'association et la Maire ou son-sa représentant-e et se compose des membres politiques et techniques représentant l'association et la collectivité :

- la Présidente de l'association
- le directeur de l'association
- la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e
- les référent.e.s de la Direction de Territoire concernée
- les référent.e.s de la Direction de Projet Politique de la Ville de l'Eurométropole de Strasbourg
- les référent.e.s de la Direction Solidarités Santé Jeunesse de la Ville de Strasbourg.

Article 9 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base de l'outil d'évaluation figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et proposer des pistes d'adaptation ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois chaque année, à l'initiative de la Ville pour procéder à deux évaluations intermédiaires et une évaluation finale. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.
La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et la Ville deux mois avant sa tenue.
L'association communique à la Ville, un mois au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'outil d'évaluation dûment complété pour la période annuelle révolue.
La Ville envoie une invitation à trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi.

Article 11 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base de l'outil d'évaluation.
Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.
Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

TITRE V : LES DISPOSITIONS DIVERSES CONCERNANT LES MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 12: communication

La Ville apparaîtra comme partenaire de l'association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants, site Internet) relatifs aux actions spécifiques soutenues par la Ville, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles stipulées dans la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.
L'association s'engage à contracter les assurances nécessaires à cet effet et à se conformer aux réglementations en vigueur.

Article 14 : obligation d'information

L'association s'engage à informer la Ville, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements notables survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Article 15 : avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.

Article 16 : autres documents fournis par l'association

L'association s'engage à fournir chaque année un exemplaire du rapport de gestion et des comptes de l'exercice précédent, approuvés par son Assemblée Générale, signé par la Présidente ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant la réalisation ou au plus tard avant le 15 mai de l'année suivante.
L'association qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux - ci dans des délais utiles.

Article 17 : examens et contrôles

Les documents transmis en application des stipulations des articles précédents seront examinés par les instances compétentes de la Ville, qui pourra demander à l'association d'en assurer une présentation.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville pourra procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation des dotations et de la bonne exécution de la présente convention.
De manière générale, l'association s'engage à faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée.

Article 18 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever ses missions.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 19 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association La Maison des familles - Nadi-Chaabi
La Maire	La Présidente
Jeanne BARSEGHIAN	Mouna MOHIB

Strasbourg.eu
eurométropole

Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg

APPEL À PROJETS 2023



SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2023 2

2. ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS DÉPOSÉS 4

2.1. Les priorités de l'appel à projets 2023 4

2.2. Le caractère innovant et/ou structurant pour le territoire 6

2.3 Un contact avec les correspondant-es du Contrat de ville 6

2.4 L'attention portée au budget du projet 6

3. PROCÉDURE DE L'APPEL À PROJETS 7

3.1 Critères de recevabilité 7

3.2 Démarche à suivre pour la présentation du dossier de demande de subvention 8

3.3 Étapes et calendrier opérationnel d'instruction des dossiers 10

3.4 Contacts 11

3.5 Dispositif Ville Vie Vacances (VVV) 15

4. ANNEXES 17

4.1 Les priorités et modalités de financement des partenaires du Contrat de ville 17

4.1.1 Priorités de la Collectivité européenne d'Alsace 17

4.1.2 Priorités de la Région Grand Est 19

4.1.3 Priorités de la CAF du Bas-Rhin 23

4.2 Grille d'analyse pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets 25

1. CONTEXTE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2023

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des agglomérations, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitant.e.s.

Issu de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, le Contrat de ville de l'Eurométropole 2015-2023, cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville, affiche les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des quartiers défavorisés et de leurs habitant.e.s.

L'Eurométropole de Strasbourg porte, en lien avec 42 partenaires signataires, la mise en œuvre du Contrat de ville sur les 18 quartiers prioritaires (QPV) et les 4 quartiers de veille active de la métropole jusqu'en 2023 (cf. carte page 3).

L'appel à projets 2023 a pour objectif de soutenir des actions cohérentes dans les territoires avec les enjeux prioritaires du Contrat de ville. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre du Contrat de ville, ses 19 programmes thématiques, et les 18 conventions d'application territoriales (CAT) établies pour chaque QPV. En 2019, un avenant au Contrat de ville a intégré de nouveaux enjeux pour répondre à l'évolution des besoins dans les territoires.

Ces documents contractuels sont disponibles via le lien suivant :
https://www.strasbourg.eu/vie-quotidienne/egalite-urbaine-cohesion-sociale

Le schéma ci-dessous synthétise l'ensemble des champs d'intervention du Contrat de ville.

Des axes transversaux

- action avec et pour les jeunes
- prévention et lutte contre les discriminations
- égalité femmes-hommes
- apprentissage de la langue française
- développement durable
- image des quartiers
- vieillissement de la population

3 piliers du Contrat de ville

COHÉSION SOCIALE

Prévention décrochage scolaire

Attractivité des établissements scolaires

Accompagnement des parents

Accès à la culture

Santé

Partenariat avec l'Université

Pratique sportive

Inclusion numérique

EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Parcours vers l'emploi

Qualifications et compétences

Lien habitant-es - entreprises - acteurs de l'emploi

Attractivité des territoires et entreprises

Création et pérennisation des entreprises

CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Programme de renouvellement urbain

Gestion urbaine de proximité

Convention intercommunale attribution

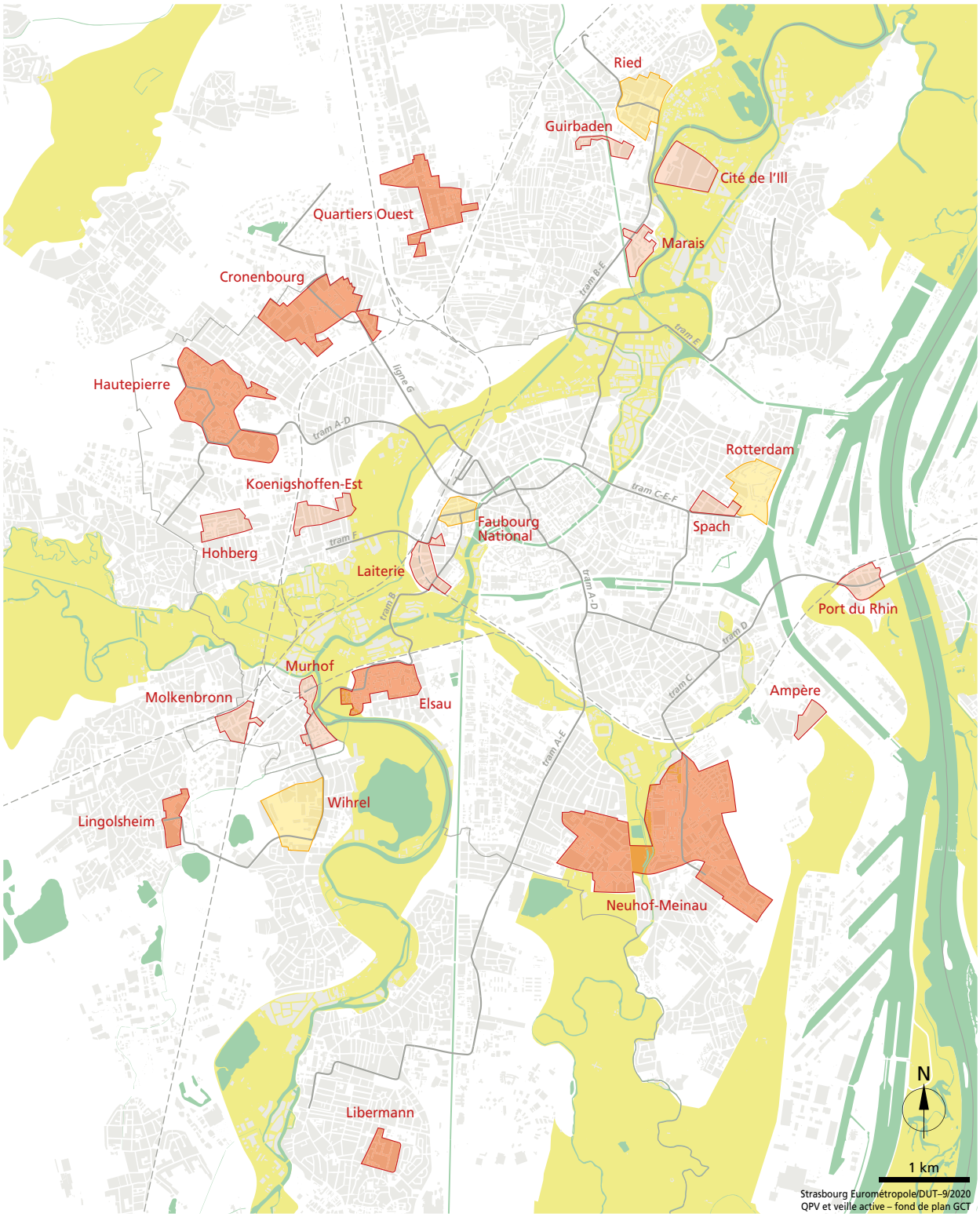
Prévention et sécurité (CISPD-R)

Prévention de la radicalisation

• Carte des territoires d'intervention de la politique de la ville

L'Eurométropole de Strasbourg compte 18 QPV et 4 quartiers de veille active répartis sur 6 communes : Bischheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Schiltigheim et Strasbourg.

Parmi ces QPV, 7 territoires bénéficient du 2ème programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030).



2. ATTENDUS À L'ÉGARD DES PROJETS DÉPOSÉS

L'instruction des projets se fera sur la base des attendus décrits ci-après.

2.1 Les priorités de l'appel à projets 2023

Le contexte économique, social et sociétal a fortement évolué ces dernières années, et la crise sanitaire est venue renforcer les inégalités qui marquent les quartiers populaires. Les difficultés subies par les habitant.e.s se sont accrues et sont d'autant plus visibles : accentuation de la précarité et difficulté à satisfaire les besoins de première nécessité, isolement et rupture du lien social, fracture numérique... Ces constats conduisent les partenaires de la politique de la ville à adapter leurs priorités d'action au regard de besoins émergents ou renforcés. En 2023, l'Etat et les collectivités souhaitent prioriser les financements autour des enjeux suivants:

- Renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en fragilité sociale et éducative

  Face à l'accentuation des fragilités sociales et éducatives, les partenaires souhaitent apporter un soutien particulier aux actions contribuant à renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes dans leur parcours de réussite scolaire et éducative et les liens parents-enfants.

- Faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi

  Dans les QPV, le taux de chômage est près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale. Cette situation dégradée de l'emploi dans ces territoires nécessite une action particulière des pouvoirs publics. Les partenaires du Contrat de ville souhaitent apporter un soutien renforcé aux projets qui contribuent à apporter des solutions concrètes pour mobiliser, accompagner et remettre à l'emploi les habitant-es, et notamment les jeunes.

- Améliorer la qualité de vie des habitant.e.s

  Renforcer le lien social à travers la médiation de proximité

  De nombreuses actions de solidarité portées par les acteurs associatifs sont déployées pour maintenir le lien social et offrir des espaces d'échanges avec les habitant.e.s, permettant de prévenir le repli sur soi et l'isolement. Elles constituent un appui important pour les habitant.e.s.

  Les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager la pérennisation d'actions visant à renforcer le lien social et à favoriser le lien avec les familles ou les personnes isolées pour faciliter l'accès aux services : aide aux démarches administratives, orientation vers les services publics,... Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population, une attention particulière sera accordée aux actions prenant en compte les besoins des personnes âgées.

  Favoriser l'animation de proximité

  Les actions d'animation dans l'espace public se sont développées depuis de nombreux années. Les partenaires du Contrat de ville souhaitent maintenir un haut niveau d'animations de proximité et d'activités dans les quartiers.

Accompagner les habitant.e.s à la transition écologique

Les habitant.e.s des quartiers populaires sont parmi les plus touchés par la précarité énergétique, les pics de chaleurs, les problèmes de santé liés à la pollution de l'air intérieur et extérieur... L'intégration d'un nouvel axe transversal « développement durable » dans l'avenant au Contrat de ville vise à prendre en compte les orientations du Plan Climat 2030 de l'Eurométropole dans un objectif de solidarité sociale et écologique. Dans ce contexte, les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager le développement d'actions répondant aux enjeux de la transition écologique. Une attention particulière sera accordée aux projets contribuant à l'initiation, l'apprentissage et l'accompagnement à la pratique du vélo.

- Faciliter l'accès au numérique

La crise sanitaire a mis en exergue l'enjeu d'accès de tous les citoyens et tous les territoires au numérique, tant en matière d'infrastructures que de nouveaux usages. Pour mieux répondre aux difficultés rencontrées par les habitant.e.s des QPV, les partenaires du Contrat de ville souhaitent encourager le développement d'actions contribuant à la réduction de la fracture numérique et au renforcement de l'accès aux droits.

- Favoriser la prévention et la promotion de la santé

Les inégalités de santé frappent particulièrement les habitant.e.s des quartiers prioritaires. Le lien entre conditions de vie et état de santé est aujourd'hui communément admis : l'état de santé d'une population résulte d'interactions complexes entre plusieurs déterminants d'ordre sociaux, territoriaux ou encore environnementaux. Les partenaires du Contrat de ville apporteront une attention particulière aux actions permettant d'améliorer le bien-être et l'état de santé des habitants, et visant à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé (cf p.15 pour les projets déposés au titre de l'Atelier santé ville de Strasbourg).

- Une priorité accordée aux actions en faveur des femmes

La crise sanitaire a eu un effet démultiplicateur des inégalités existantes, et en particulier des inégalités de genre. Les femmes ont été les premières touchées par les impacts économiques de la crise engendrée par la pandémie, du fait de leur surreprésentation dans les métiers les plus précaires. La crise sanitaire a également accru la double charge des femmes entre le travail et les responsabilités à domicile, avec les tâches ménagères, la garde des enfants,... Les partenaires du Contrat de ville souhaitent accorder une priorité aux actions en faveur des femmes, dans tous les domaines.

Pour faciliter l'intégration de cet axe transversal dans les projets déposés, une grille d'analyse vous est proposée en annexe. Des formations au montage de projets en faveur de l'égalité femmes-hommes, ou au développement social et à l'urbanisme sensibles au genre sont également organisées pour vous accompagner.

Ces priorités ne remettent pas en cause les piliers et objectifs définis dans le cadre du Contrat de ville. Les projets proposés répondant aux objectifs opérationnels du Contrat de ville et aux enjeux territoriaux des QPV définis dans les CAT demeurent éligibles à un soutien de la part des financeurs.

2.2 Le caractère innovant et/ou structurant pour le territoire, en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun

Une attention particulière sera apportée sur :

- La qualité de l'analyse des besoins et de la réponse apportée aux habitant.e.s des quartiers prioritaires

Le dossier doit notamment expliquer en quoi l'action tend à réduire les inégalités.

- La dimension partenariale du projet et la cohérence avec les actions menées par les opérateurs du territoire

L'initiative est co-construite avec les partenaires et forces vives du territoire. L'inscription dans le territoire et son tissu partenarial est une condition essentielle qui doit être mise en oeuvre à toutes les étapes du projet.

- La participation et la mobilisation des habitant.e.s

La participation et la mobilisation des habitant.e.s à différentes étapes du projet sont attendues, en les associant de préférence dès son élaboration, lors de sa mise en oeuvre et pendant toute la démarche d'évaluation.

2.3 Un contact avec les correspondant.e.s du Contrat de ville pris préalablement au dépôt du dossier

En amont du dépôt du dossier, il est **obligatoire** de prendre contact avec les référents locaux concernés:

- **le ou la correspondant.e de la Direction de projet du quartier** (agents des communes ou de l'Eurométropole) ;
- **le ou la délégué-e de la Préfète**.

Ils/elles peuvent accompagner les porteurs de projets : aide au montage de projet, rôle facilitateur dans la mise en réseau, conseils pour flécher les demandes de financement (droit commun/crédits spécifiques, etc...)

Si le projet concerne plus de 5 QPV, un contact devra être pris avec la Direction de projet Politique de la ville de l'Eurométropole de Strasbourg et la DDETS du Bas-Rhin (cf. coordonnées des contacts page 11).

2.4 L'attention portée au budget du projet

- Des subventions qui ne peuvent couvrir que les frais directement liés à l'action

Les crédits relevant de la politique de la ville financent des projets. Les dépenses liées au fonctionnement permanent de la structure porteuse du projet ne sont pas éligibles à une mobilisation des crédits de la politique de la ville. Ce type de dépenses courantes peut, le cas échéant, faire l'objet d'une prise en charge par le droit commun.

- Le budget précise les montants des subventions attendues de chaque partenaire financier, en recherchant un équilibre entre les cofinancements

Toute demande de financement au titre du Contrat de ville devra prioritairement mobiliser les crédits de droit commun des institutions partenaires.

- Les crédits qui peuvent être sollicités dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville sont principalement :

  - des crédits spécifiques « politique de la ville » de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) ;
  - des crédits des services déconcentrés de l'Etat correspondant au domaine dans lequel l'action s'inscrit ;
  - des crédits des collectivités locales sur leurs champs de compétences :
    - les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim ;
    - l'Eurométropole de Strasbourg ;
    - la Collectivité européenne d'Alsace ;
    - le Conseil Régional Grand Est ;
  - des crédits de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin (CAF) pour des actions entrant dans son champ de compétences.

3. PROCÉDURE DE L'APPEL À PROJETS

3.1 Critères de recevabilité

- l'appel à projet s'adresse à **des associations, des collectivités territoriales et des établissements publics**. Les associations sont éligibles dès lors qu'elles sont déclarées et qu'elles ont reçu un numéro de SIRET ;

- le projet concerne **un ou plusieurs QPV et bénéficie aux habitant-es des QPV dans une proportion très significative** (supérieure ou égale à 50%). Le porteur de projet décrit et quantifie le public des QPV ciblé par son ou ses action(s), énonce les résultats attendus, qualitatifs et quantitatifs, pour le public ciblé ;

- le dossier doit être **déposé sur la plateforme Dauphin** (cf. modalités de dépôt ci-après) :

⚠ **au plus tard le 15 novembre 2022 pour les projets se déroulant sur année civile 2023, ou pour les projets « Ville Vie Vacances » se déroulant pendant les vacances de février et printemps 2023 ;**

⚠ **au plus tard le 1er avril 2023 pour les projets se déroulant sur année scolaire 2023/2024, ou pour les projets « Ville Vie Vacances » se déroulant pendant les vacances d'été, de Toussaint ou de Noël 2023 ;**

⚠ **Tout dossier reçu après ces dates sera déclaré irrecevable.**

- **le dossier doit être complet** et comprendre toutes les pièces justificatives listées dans le dossier de demande de subvention (CERFA) : **cf notice Dauphin à télécharger via le site www.strasbourg.eu**;

- pour des actions en renouvellement, la recevabilité du dossier est conditionnée à **la production du bilan** montrant les résultats de l'action passée et permettant de mesurer la pertinence de son renouvellement.

3.2 Démarche à suivre pour le dépôt de dossier de demande de subvention

Les demandes de subvention devront être saisies en ligne sur l'outil de dépôt dématérialisé, le portail Dauphin mis en place par l'ANCT : https://usager-dauphin.cget.gouv.fr

Pour toute aide concernant la saisie en ligne, les porteurs de projet peuvent contacter la cellule d'assistance technique de l'ANCT par téléphone au 09 70 81 86 94 ou par mail à l'adresse suivante : support.P147@proservia.fr

⚠ **Une fois le dossier saisi sur Dauphin, le dossier doit obligatoirement être envoyé en format PDF à l'adresse mail suivante : contratdeville@strasbourg.eu**

⚠ **Points de vigilance :**

- La saisie du budget prévisionnel

Il est demandé d'avoir une attention particulière au budget prévisionnel de l'action. Pour que le dossier soit visible par les instructeurs du Contrat de ville, il conviendra de saisir à minima une demande d'un montant de 1€ au financeur suivant : 67-ETAT-POLITIQUE-VILLE.

- Si l'action est un projet existant ou ayant déjà été financé dans le cadre de la Politique de la ville

Le bilan financier et qualitatif de l'action 2022 est à transmettre sur le portail Dauphin. Cette démarche est obligatoire pour justifier de l'utilisation des subventions allouées en 2022.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la DRAC Grand Est

Pour les porteurs de projets intervenant dans le champ culturel et qui solliciteraient des subventions de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) du Grand Est, le dépôt d'un projet au titre de l'appel à projet du Contrat de ville ne vaut pas dépôt à l'appel à projets de la DRAC. Il est ainsi nécessaire de faire une demande spécifique via le lien suivant :

https://www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Appels-a-projets/Actions-culturelles-en-faveur-des-habitants-des-quartiers-de-la-politique-de-la-Ville-du-Grand-Est

Dans ce cadre, les demandes de subventions sont à déposer avant le 30 novembre 2022 au plus tard.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la CAF au titre du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)

Pour les porteurs de projets qui solliciteraient des subventions de la CAF au titre du CLAS et/ou du REAPP, la demande doit être déposée sur la nouvelle plateforme dématérialisée ELAN accessible via le lien suivant : https://elan.caf.fr/aides

Il est nécessaire de déposer également une demande sur la plateforme Dauphin.

L'appel à projets 2023 du REAAP sera lancé en décembre 2022. Les dossiers pourront être déposés tout au long de l'année. La plateforme de dépôt des dossiers sera accessible jusqu'à fin septembre 2023.

L'appel à projets 2022/2023 du CLAS sera lancé au cours du 1er semestre 2023. Les dates précises seront communiquées à l'ensemble des partenaires ultérieurement.

- Le cas spécifique des subventions demandées à la Région Grand Est

Pour les porteurs de projets qui solliciteraient des subventions de la Région Grand Est, la demande doit également être déposée en ligne à l'adresse suivante :

https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/

L'analyse des demandes se fera au fil de l'eau. La demande portant sur une manifestation ou une action datée devant se faire au minimum 3 mois avant celle-ci.

3.3 Étapes et calendrier opérationnel d'instruction des dossiers

DIFFUSION DE L'APPEL À PROJETS

le 3 octobre 2022

Projets sur année civile 2023	Projets sur année scolaire 2023/2024
ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS **En amont du dépôt du dossier, le porteur de projet doit contacter le ou la correspondant-e de la Direction de projet du quartier (agents des communes ou de l'Eurométropole) et le ou la délégué-e de la Préfète. Si le projet concerne plus de 5 QPV, un contact devra être pris avec la Direction de Projet Politique de la ville et la DDETS du Bas-Rhin.**	
du 3 octobre au 15 novembre 2022	**du 3 octobre 2022 au 1er avril 2023**
SAISIE EN LIGNE SUR LA PLATEFORME DAUPHIN - https://usager-dauphin.cget.gouv.fr	
Date limite de dépôt du dossier 15 novembre 2022	**Date limite de dépôt du dossier 1er avril 2023**
INSTRUCTION PARTAGÉE DES DOSSIERS **Organisation de réunions de coordination entre les financeurs**	
Courant janvier 2023	**1ère quinzaine de mai 2023**
COMITÉ DES FINANCEURS - **Temps d'arbitrage financier**	
Courant février 2023	**début juin 2023**
INFORMATION AUX PORTEURS DE PROJETS **Les instances décisionnelles étant propres à chaque institution, les calendriers pourront être différés**	
à compter de mi-mars 2023	**à compter de mi-juin 2023**

3.4 Contacts

COMMUNES ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	ÉTAT
SUJETS TRANSVERSAUX / SUPPORTS TECHNIQUES	
DIRECTION DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE **Mme Auriane MARTIN - assistante de projets** **03 68 98 82 78 - contratdeville@strasbourg.eu** **Direction de Projet Politique de la ville** **Ville et Eurométropole de Strasbourg** **Centre Administratif - 1 parc de l'Étoile** **4ème étage - bureau 470** **67076 Strasbourg Cedex**	**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS** **ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr** **DDETS - Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités** **Mission Ville** **Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin** **CS 50016 - 67084 Strasbourg Cedex**
CORRESPONDANT.E.S DANS LES TERRITOIRES	
QPV GUIRBADEN	
Mme Anne-Laure HAMELIN - responsable service sport - jeunesse - vie associative - politique de la ville **03 88 18 01 55** **al.hamelin@ville-bischheim.fr**	**M. François VAUTRIN - délégué de la préfète** **06 76 10 43 26** **francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr**
QPV QUARTIERS OUEST	
Mme Clarisse PHAM - cheffe de projet renouvellement urbain et social **03 68 98 64 62** **clarisse.pham@strasbourg.eu**	**M. François VAUTRIN - délégué de la préfète** **06 76 10 43 26** **françois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr**
QPV MARAIS	
Mme Sarah LAYMAND - chargée de projets Développement durable, Démocratie participative et Contrat de ville **03 88 83 90 00** **sarah.laymand@ville-schiltigheim.fr**	**M. François VAUTRIN - délégué de la préfète** **06 76 10 43 26** **françois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr**
QUARTIER PRIORITAIRE DE LINGOLSHEIM	
M. Thomas ZINGLE - responsable animation, vie associative, communication **03 88 78 88 88** **thomas.zingle@lingolsheim.fr**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**

QPV LIBERMANN	
Mme Christine CHEVALLAY - directrice des Solidarités **03 88 66 80 73** **c.chevallay@illkirch.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**
QPV CITÉ DE L'ILL	
Mme Karen GEIGER - chargée de mission quartier **03 88 45 88 54** **karen.geiger@strasbourg.eu**	**M. François VAUTRIN - délégué de la préfète** **06 76 10 43 26** **francois.vautrin@bas-rhin.gouv.fr**
QPV CRONENBOURG	
Mme Véronique JACOB-BOHN - chargée de mission quartier **06 12 79 26 02** **veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu**	**Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète** **06 77 38 19 29** **asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr**
QPV HAUTEPIERRE	
M. Raphaël AUBOIS-LIOGIER - chargé de mission quartier **06 73 27 62 60** **raphael.aubois-liogier@strasbourg.eu**	**Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète** **06 77 38 19 29** **asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr**
QPV HOHBERG	
Mme Véronique JACOB-BOHN - chargée de mission quartier **06 12 79 26 02** **veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**
QPV LAITERIE	
Mme Christelle LADENBURGER - chargée de mission quartier **03 68 98 72 42** **christelle.ladenburger@strasbourg.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**

QPV KOENIGSHOFFEN-EST	
Mme Léa TEILLET - chargée de mission quartier **03 68 98 60 56** **lea.teillet@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**
QPV MOLKENBRONN / MURHOF	
Mme Karen DE CHAZELLES - chargée de mission quartier **03 68 98 92 53** **karen.de-chazelles@strasbourg.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**
QPV ELSAU	
Mme Karen DE CHAZELLES - chargée de mission quartier **03 68 98 92 53** **karen.de-chazelles@strasbourg.eu**	**M. Jean-Marc KIEFFER - délégué de la préfète** **06 18 29 48 87** **jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr**
QPV MEINAU	
Mme Maylis BLANC - chargée de mission quartier **03 68 98 92 33** **maylis.blanc@strasbourg.eu**	**Mme Linda CHABOUNIA - déléguée de la préfète** **06 77 38 50 08** **linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr**
QPV NEUHOF	
Mme Lucia CARRONDO - chargée de mission quartier **06 73 19 92 44** **lucia.carrondo@strasbourg.eu**	**Mme Linda CHABOUNIA - déléguée de la préfète** **06 77 38 50 08** **linda.chabounia@bas-rhin.gouv.fr**
QPV PORT DU RHIN	
Mme Valentine SBERRO - chargée de mission quartier **03 68 98 82 38** **valentine.sberro@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**
QPV AMPÈRE	
Mme Marion OBERLE - chargée de mission quartier **03 68 98 66 64** **marion.oberle@strasbourg.eu**	**M. Djamel ROUABAA - délégué de la préfète** **07 85 40 41 19** **djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr**

QPV SPACH ET TERRITOIRE DE VEILLE ACTIVE ROTTERDAM	
Mme Elodie SEGURA - chargée de mission quartier **03 90 41 17 36** **elodie.segura@strasbourg.eu**	**Mme Asma KILICOGLU - déléguée de la préfète** **06 77 38 19 29** **asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr**

3.5. Dispositif Ville Vie Vacances (VVV)

Le dispositif Ville Vie Vacances (VVV) s'adresse prioritairement aux **enfants et jeunes en difficulté des quartiers de la Politique de la ville, âgés de 11 à 18 ans** et éloignés de l'accès aux loisirs et aux vacances. Ce dispositif n'a pas vocation à soutenir des prestations de loisirs de droit commun pendant les vacances scolaires (ex : Centre de loisirs sans hébergement).

Les actions soutenues doivent **répondre à une logique éducative, culturelle et sportive** et ciblent davantage les publics orientés par la protection judiciaire de la jeunesse, la prévention spécialisée, l'aide sociale à l'enfance, l'administration pénitentiaire et le programme de réussite éducative.

Attention, les projets VVV pour la période de Noël 2022 doivent s'inscrire dans un programme d'actions annuel, le cas échéant, il ne sera pas soutenu financièrement par l'Etat.

- Critères de sélection du projet

Public, territoire, période visée	• Jeunes de 11 à 18 ans • Quartier prioritaire de la ville (18) • Pendant les vacances scolaires
Critère de priorisation pour un financement	• Activités ayant lieu le week-end et plus particulièrement durant la période du mois d'août • Activités organisées en dehors des quartiers qui permettent une plus grande ouverture des jeunes au monde extérieur et favorisent la mobilité • Mixité garçons/filles avec un objectif de 50 % de jeunes filles bénéficiaires • Actions reposant sur une forte implication des jeunes, à toutes les étapes des actions, de leur élaboration à leur réalisation ainsi que les éventuelles modalités de restitution • Pour les demandes de renouvellement, remise du bilan N-1 lors du dépôt du dossier
Critère d'appréciation des financeurs	• Modalité de repérage des jeunes plus particulièrement des jeunes filles • Adéquation objectifs généraux/coût, réalisme financier et sérieux de gestion
Partenariat	• Nécessité d'un dialogue renforcé entre associations et avec les institutions dans un souci de cohérence tant au niveau de la mobilisation du public que des activités. Les actions coproduites seront favorisées
Informations importantes	• Les changements de calendrier, de lieux et d'horaires devront être annoncés préalablement aux partenaires financeurs • Des visites et contrôles pourront être effectués sur les sites • En cas de financement de votre action, vous devrez mentionner dans toutes vos communications la participation de la ville et/ou de l'État à votre projet • Les accueils collectifs de mineurs, avec ou sans hébergement, doivent être obligatoirement déclarés sur le site https://tam.extranet.jeunesse-sports.gouv.fr

- Constitution des dossiers

La démarche et le dépôt d'un projet VVV sont identiques au dépôt d'un dossier déposé au titre du Contrat de ville. Toutefois, chaque projet doit être accompagné d'un budget distinct et d'une description détaillant les critères visés.

- Calendrier

Projet prévu pour les vacances de :	Date limite de dépôt des dossiers :
février et printemps 2023	**15 novembre 2022**
d'été, Toussaint et Noël 2023	**le 1er avril 2023**

4. LES ANNEXES

4.1 Les priorités et modalités de financement des partenaires du Contrat de ville

4.1.1 Priorités de la Collectivité Européenne d'Alsace dans le cadre du Contrat de ville

Si vous demandez une subvention à la Collectivité Européenne d'Alsace, il est indispensable de prendre contact avec : M Thibaut PAPIRER– thibaut.papirer@alsace.eu et M Yves STROZIK - yves.strozik@alsace.eu

La Collectivité Européenne d'Alsace est partenaire des 3 contrats de ville signés sur le périmètre du Territoire Bas-Rhin. Ces 3 contrats concernent au total 21 quartiers prioritaires désignés Quartiers Politique de la Ville (QPV) :

- le Contrat de ville de l'EMS qui couvre 18 QPV
- le Contrat de ville de Haguenau-Bischwiller-Kaltenhouse qui concerne 2 QPV
- le Contrat de ville de Saverne pour 1 QPV

L'engagement de la collectivité au titre de cette politique publique recouvre deux réalités : le droit commun au titre des compétences « régaliennes » de la collectivité et une enveloppe spécifique.

1. Droit commun

La collectivité, de par sa position de chef de file des politiques sociales, est amenée à intervenir dans les domaines qui constituent les trois piliers des contrats de ville, particulièrement celui relatif à la cohésion sociale. Son action peut s'illustrer notamment à travers son action sociale de proximité, déléguée ou non, l'insertion et la lutte contre les exclusions, la protection de l'enfance, la santé, l'autonomie liée au handicap ou à l'âge.

La Collectivité Européenne d'Alsace est également compétente pour l'accueil des collégiens avec la mise à disposition d'équipements adaptés et la carte scolaire. Elle développe par ailleurs une politique volontariste en faveur de la jeunesse qui se traduit par différentes politiques légales ou volontaristes du de la collectivité (sociale et de prévention, éducative, sportive et culturelle, etc.).

Par ailleurs, elle décline une politique culturelle à partir de ses compétences obligatoires, notamment relatives au Schéma départemental des enseignements artistiques, de ses établissements tels que le Vaisseau, le Haut-Koenigsbourg, les Archives départementales et par sa contribution en faveur du développement artistique et culturel des territoires. Enfin, la Collectivité Européenne d'Alsace est engagée sur l'intégralité des programmes des trois contrats de ville dont le Conseil Départemental du Bas-Rhin était signataire

2. Priorités portées par la Collectivité Européenne d'Alsace

Par ailleurs, la Collectivité Européenne d'Alsace souhaite maintenir une enveloppe spécifique destinée à soutenir des projets autour de trois grands enjeux sociétaux : la jeunesse, la culture et l'insertion en particulier en soutien aux personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

Ainsi au titre de la campagne 2023, **10 priorités seront portées par la Collectivité Européenne d'Alsace.**

• LA JEUNESSE

Priorité 1 : la pratique sportive

Seront soutenues des actions favorisant l'accès aux sports de nature et les pratiques sportives associant au moins deux enjeux repérés comme importants à savoir : la santé, l'insertion et la citoyenneté.

Priorité 2 : L'engagement
Seront soutenues des actions qui incitent les jeunes à s'investir dans, leur quartier : donner des clefs à ces citoyens en devenir pour comprendre le monde environnant, les évolutions sociétales et leurs impacts (radicalisation, racisme...) ; la société vieillissante et la nécessité de renforcer les échanges d'expériences.

Priorité 3 : L'accompagnement à la scolarité et la prévention du décrochage scolaire
Seront soutenues des actions s'adressant en priorité à un public collégien. Ces actions devront obligatoirement associer plusieurs acteurs du territoire (ex : un collège associé à une Fédération professionnelle). Il s'agira d'apprendre au collégien à identifier puis utiliser les potentiels socioéconomiques présents sur son quartier.

Priorité 4 : L'attractivité et la valorisation des établissements scolaires
Seront soutenues des actions contribuant à améliorer l'attractivité des collèges situés dans les QPV du territoire. Les projets d'excellence dans les domaines culturels, linguistiques, scientifiques, associant des partenaires « prestigieux » (grandes écoles, fondations...) seront particulièrement soutenus.

Priorité 5 : L'accompagnement des parents
Seront soutenus des projets de soutien à la parentalité visant à mettre les parents pleinement acteurs de l'évolution de leurs enfants, en particulier s'agissant de collégiens.

- **L'INSERTION**

Priorité 6 : L'apprentissage et la maîtrise de la langue française
Seront soutenues des actions favorisant des parcours progressifs dans l'apprentissage de la langue et favorisant une mixité (hommes/femmes) dans les groupes. Les porteurs/porteuses de projet d'un territoire identique s'accorderont notamment à présenter une offre « complète » et complémentaire aux habitant-es du territoire ciblé.

Priorité 7 : Les parcours vers l'emploi
Seront soutenues des actions favorisant l'insertion professionnelle en partenariat avec le monde économique pour les publics les plus éloignés de l'emploi et basées sur l'accompagnement individuel du parcours d'insertion : les jeunes, les seniors et, prioritairement, les bénéficiaires du RSA (remobilisation, accès à la formation, alternance, clauses d'insertion, chantiers écoles, forum, job dating, tutorat, parrainage ou autres).
Un soutien pourra également être accordé aux actions visant à assurer une meilleure coordination entre les dispositifs d'insertion et emploi afin d'éviter les ruptures de parcours dans une perspective d'employabilité des personnes.

Priorité 8 : L'orientation et la formation
Seront soutenues des actions permettant l'acquisition de compétences numériques et luttant contre le risque d'addiction aux écrans : codage, langages informatiques, création de sites, blogs...
Un « bonus » sera attribué aux actions poursuivant ce double objectif : acquisition de compétences numériques et prévention de l'addiction aux écrans.
Un soutien pourra également être accordé à des actions permettant de créer les liens entreprises-jeunesse-formation : les actions d'accompagnement et de soutien aux parcours d'orientation développant la rencontre entre les jeunes et les entreprises dans le cadre d'accès aux stages de découverte des métiers et favorisant l'accessibilité aux contrats d'alternance tout en développant la mobilité.

Priorité 9 : Création d'entreprises et pérennisation
Seront soutenues des actions favorisant la notion d'entreprendre chez les jeunes adultes et notamment ceux bénéficiaire du RSA ou suivi dans la cadre de la garantie jeune.
Les projets inscrits dans une démarche collective ou collaborative (coopérative, pépinières d'entreprise, incubateur,...) seront considérés comme prioritaires.

• LA CULTURE

Priorité 10 : L'accès aux équipements et projets culturels
Seront soutenues des actions permettant aux publics éloignés d'une pratique culturelle, pour des raisons personnelles ou liées à leur situation au regard de la santé ou du handicap, de découvrir de nouvelles formes culturelles et d'accéder à l'offre culturelle existante.

Bénéficieront également d'une lecture bienveillante les projets initiant ou accompagnant le développement de pratiques et compétences artistiques dans des parcours associant amateurs et professionnels.

Enfin, un soutien pourra également être accordé aux actions de création ou de valorisation de la culture du conte (découverte ou transmission de contes traditionnels, travail sur des approches multiculturelles, lecture, écriture, mise en scène) pouvant intégrer le programme de diffusion du festival départemental VOOL (Vos Oreilles Ont la Parole).

3. Critères d'éligibilité des projets

Seront prioritairement retenus les projets reposant sur les critères d'éligibilité suivants :

- répondre aux priorités de la Collectivité Européenne d'Alsace stipulées au cahier des charges ;
- mobiliser le réseau partenarial et la recherche de cofinancement ;
- mutualiser les ressources et moyens disponibles sur le territoire ;
- définir précisément le périmètre du projet tant dans sa dimension territoriale qu'humaine (public ciblé) ;
- favoriser l'innovation dans le projet et encourager la responsabilisation des habitant-es (parents, jeunes, enfants,...) par leur engagement dans la construction du projet ;
- respecter le principe de mixité (hommes, femmes).

4.1.2 Priorités de la Région Grand Est dans le cadre du Contrat de ville

Le dispositif de soutien à la vie associative de proximité https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/

Plus que jamais, les associations apparaissent comme des porte-paroles des populations et deviennent des acteurs incontournables pour permettre à la société d'évoluer vers plus de lien social et d'humanité.
Elles permettent l'engagement citoyen individuel et/ou collectif, mènent des projets socialement innovants et contribuent à l'attractivité des territoires. Elles constituent le ferment du faire ensemble en région.

1. Contexte

La Région Grand Est soutient les associations à travers des politiques thématiques telles que la culture et le patrimoine, la jeunesse, le sport, l'environnement, la lutte contre les discriminations, le devoir de mémoire, le tourisme, l'éducation populaire, l'innovation sociale, la cohésion sociale ou l'emploi.
Elle souhaite aussi être à leur côté dans des actions et manifestations plus ciblées, au plus près des villages et communes, là où se tisse, en proximité, le lien social, le vivre ensemble.
A ce titre, la Région Grand Est a mis en place un dispositif d'aide au projet, facilement mobilisable et agile, permettant de soutenir financièrement les projets associatifs de proximité, originaux et reconnus d'intérêt local par les acteurs et les citoyens.

2. Objectifs

Ce dispositif dédié permet de soutenir des projets ou manifestations qui ne répondent pas aux critères d'intervention des politiques sectorielles de la collectivité, démontrent un intérêt reconnu localement, favorisent l'animation des territoires, renforcent le lien social. La Région Grand Est, convaincue de la force de l'engagement de ses habitants, soutiendra les animations et manifestations faisant la promotion de la vie associative locale. Elle entend ainsi concourir à la valorisation des associations du territoire et apporter une reconnaissance au travail et à l'engagement des bénévoles.

En territoires ruraux comme dans les quartiers urbains, la Région Grand Est accordera une aide financière à :

- Des manifestations de proximité et des projets originaux liés aux particularités du territoire concerné (date anniversaire exceptionnelle, coutumes locales...). Une attention particulière sera portée par ailleurs aux projets visant à promouvoir des comportements écoresponsables ;
- Des projets d'utilité sociale présentant un caractère populaire ou impliquant fortement la population dans l'organisation du projet, ou répondant à un besoin spécifique d'accès à une pratique, notamment sportive ;
- Des projets d'exception favorisant le bien vivre ensemble mettant en avant les valeurs de fraternité, d'échanges ou de lutte contre les discriminations. Les projets favorisant le ''aller vers '' à destination de populations exclues ou isolées, en raison de leur âge, de leur handicap, de leur origine, de leur lieu d'habitation, … ;
- Des projets caritatifs visant à lutter contre la précarité et favorisant l'entraide et la solidarité ;
- Des projets commémoratifs ou manifestations locales liés à la mémoire des conflits ou à la mémoire des grands événements du passé. Des projets en territoires ruraux visant à entretenir/valoriser le patrimoine d'intérêt local ou régional (notamment en lien avec le passé industriel de la Région).

3. Bénéficiaires

Ce dispositif s'adresse à toutes les associations ayant leur siège répertorié dans le Grand Est ou disposant d'une antenne en Région grand Est avec un n° de Siret Propre, et dont les activités s'inscrivent dans les différents domaines de compétences de la Région.

Les associations doivent faire preuve d'une gouvernance démocratique et d'un ancrage territorial avéré.

4. Critères

Les projets ou manifestations doivent :

- Démarrer durant l'année en cours,
- Répondre à une démarche non récurrente (à l'exception des projets ayant fait l'objet d'une demande d'aide parallèle au titre de la politique de la ville),
- Répondre à une démarche non commerciale et non concurrentielle,
- Justifier d'un intérêt pour l'animation du territoire concerné, en termes d'originalité, de nouveauté ou d'innovation,
- Impliquer les habitantes et habitants du ou des territoires concernés.

Une attention particulière sera apportée aux projets mettant en oeuvre un partenariat avec au moins un acteur du territoire (public, institutionnel ou associatif) par le biais d'une subvention ou par la mise à disposition gratuite d'une salle, de biens ou de personnes.

Sont exclus, les projets :

- Déposés par une association dont le siège social est hors du territoire de la Région Grand Est et ne possédant pas d'antenne spécifique avec un SIRET propre sur le territoire de la Région Grand Est ;
- Entrant dans un cadre exclusivement scolaire ;
- Relevant des secteurs de la petite enfance, de l'aide à la parentalité, de la médiation sociale et familiale, du grand âge, et tout secteur relevant de l'action sociale à l'exception du secteur caritatif ;
- Les rassemblements dédiés aux professionnels (assemblée générale, séminaire, colloque, salon, congrès, …) ;
- Les manifestations de type commercial (brocantes, marché artisanal, vide-grenier…) ;
- Les manifestations payantes, sauf si la participation demandée est raisonnable et de nature à couvrir une partie des frais d'organisation ;
- Les manifestations sportives dont la finalité principale est la compétition (tournoi, match …) inscrites au calendrier fédéral ;
- Les projets portés par les comités départementaux des fédérations sportives ;
- Les projets relevant d'un autre dispositif régional.

Sont également exclues les demandes portant sur les coûts de fonctionnement relatifs au projet associatif global de la structure.

Une même structure ne pourra déposer qu'une seule demande tous les deux ans. Dispositif non cumulable avec ELAN Bénévoles.

5. Modalités d'intervention de la région

Montant de l'aide au fonctionnement :

- Nature : subvention
- Section : fonctionnement
- Taux maxi : 60 %
- Plafond : 5 000 €
- Plancher : 300 €

Dans le cadre des dépenses de fonctionnement, sont éligibles :

- Les achats (dont achats de gel et masques) et prestations de services,
- Les locations,
- Les rémunérations intermédiaires et honoraires pour la réalisation du projet ou de la manifestation,
- La publicité, les frais de publication,
- Les déplacements, missions nécessaires à la réalisation du projet ou de la manifestation,
- Les charges de personnel pour la réalisation du projet ou de la manifestation.

Sont en revanche expressément exclus les frais liés à des prestations de services ou optionnelles (assurances, impôts et taxes sauf impôts sur les salaires …), les consommables (papiers, cartouches d'encre, essence, …).

La participation financière de la Région sera versée conformément à la décision attributive de subvention.

6. Modalités de dépôt des demandes

Toute demande doit être déposée en ligne via le site internet de la Région Grand Est (procédure dématérialisée) : https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/vie-associative-de-proximite-divap/

L'analyse des demandes se fera au fil de l'eau. La demande portant sur une manifestation ou une action datée devant se faire au minimum 3 mois avant celle-ci.

7. Modalités de sélection

Un Comité ad'hoc composé d'élus régionaux, issus de tous les groupes politiques, désignés par le Président du Conseil Régional se réunira régulièrement. Le Comité statuera sur la base du dossier déposé et la connaissance du territoire concerné.
Les décisions d'attribution des aides régionales seront prises par la Commission Permanente du Conseil Régional au regard de l'avis formulé par les membres du Comité et de l'enveloppe budgétaire disponible.

Pour toute demande d'information complémentaire, nous restons à votre disposition à l'adresse suivante : vieassociative@grandest.fr

4.1.3 Priorités de la CAF du Bas-Rhin dans le cadre du Contrat de ville

La Caf mobilise les moyens financiers de droit commun tels que prévus dans la convention d'objectifs et de gestion (COG) pour accompagner les actions relevant directement de son champ de compétences.

Par référence à la COG, les objectifs et engagements prioritaires de la CAF sont les suivants :

- développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience
  - pérenniser l'offre d'accueil collective existante et créer de nouvelles places notamment dans les zones prioritaires, tout en favorisant leur accès aux familles modestes ou confrontées au handicap d'un jeune enfant ;
  - accompagner des gestionnaires en difficulté afin d'améliorer la gestion de leurs structures EAJE et la qualité des projets ;
  - soutenir l'accueil individuel en poursuivant le maillage territorial des RAM et le soutien à l'exercice de la profession d'assistant maternel ;
  - mettre en œuvre des principes de qualité d'accueil posés par la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant.

- accompagner les parcours éducatifs des enfants âgés de 3 à 11 ans
  - poursuivre le soutien aux ALSH, notamment sur le temps du mercredi et favoriser leur accessibilité ;
  - faciliter l'accès aux loisirs des enfants, notamment les plus défavorisés ;
  - soutenir la diversification de l'offre de loisirs et de vacances proposée aux enfants et dynamiser les départs en vacances.

- soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie
  - accompagner, soutenir et valoriser les projets portés par les adolescents ;
  - renforcer la présence éducative numérique et renouveler les modalités de contact avec les jeunes pour favoriser leur engagement citoyen ;
  - soutenir l'engagement des jeunes notamment par une aide pour l'obtention du BAFA et l'accueil de jeunes en service civique ;
  - soutenir l'accès à l'autonomie des jeunes en matière de décohabitation.

- valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants
  - accompagner les parents à l'arrivée de l'enfant en améliorant les dispositifs existants et en concourant à leur bonne articulation ;
  - soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents ;
  - accompagner et prévenir les ruptures familiales, notamment grâce à la promotion des offres de services ;
  - accompagner les séparations pour favoriser la coparentalité, à la fois sur le champ de l'information, de l'accompagnement des situations les plus fragiles, du maintien des liens parents/enfants et de l'apaisement des conflits ;
  - renforcer la visibilité, la structuration et la cohérence des dispositifs.

- soutenir les politiques du logement
  - poursuivre et optimiser les partenariats avec les différents acteurs mobilisés dans la prévention des expulsions et la lutte contre l'habitat indigne ;
  - détecter le plus en amont possible des situations d'impayés et renforcer l'offre d'accompagnement social en faveur des allocataires pour favoriser la résorption de l'impayé et le maintien dans le logement ou le relogement de l'allocataire et le cas échéant de sa famille ;
  - poursuivre l'aide des ménages pour le maintien dans un logement décent, à travers la sensibilisation des bailleurs privés sur le respect des normes de décence.

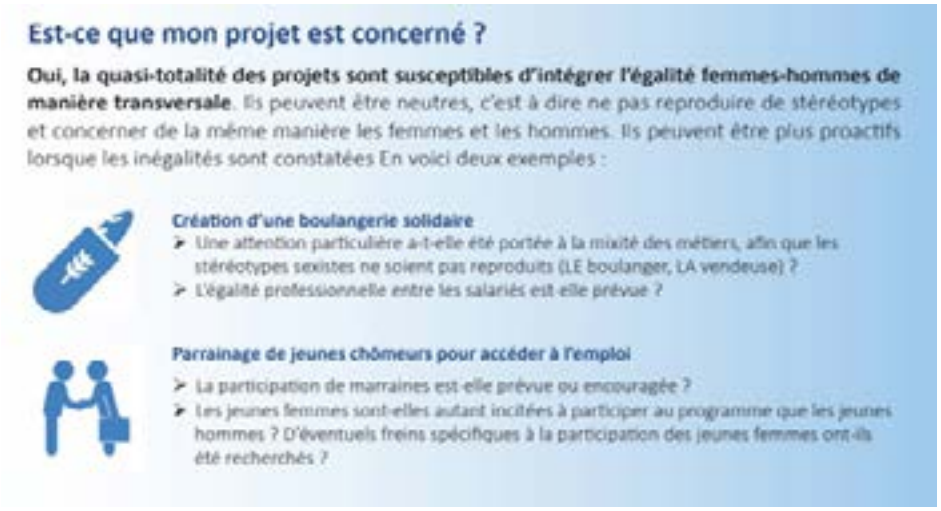
- contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale notamment dans les territoires prioritaires
  - contribuer à la levée des freins à l'insertion sociale et professionnelle ;
  - créer les conditions de maintien ou d'accroissement des équipements « animation de la vie sociale » (AVS), notamment dans les quartiers prioritaires de la ville et les zones de revitalisation rurale ;
  - veiller à la diversification de l'offre AVS pour développer, en particulier dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville :
    - l'accès des jeunes et des familles à des actions d'accompagnement des parents
    - une offre de socialisation précoce pour les familles de jeunes enfants
    - des actions d'accueil et d'écoute des jeunes et des solutions d'accès aux droits

- garantir la qualité et l'accès aux droits et services
  - renforcer entre partenaires la connaissance des usagers pour adapter le contenu des offres de services aux spécificités des publics sur les territoires ;
  - développer et optimiser les échanges dématérialisés avec les partenaires dans une logique d'accès aux droits et de simplification des démarches ;
  - mettre en œuvre les dispositifs proactifs de lutte contre le non recours.

4.2 Grille d'analyse pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les projets

Afin d'intégrer l'égalité femmes-hommes de manière transversale dans votre projet, quel qu'il soit, voici quelques points méthodologiques à garder en tête au moment de l'élaboration et de la rédaction de votre dossier.

N'oubliez pas qu'intégrer l'égalité femmes-hommes dans son projet est aujourd'hui à la fois une nécessité et un atout pour que le projet soit retenu et financé.



Egalité salariale et professionnelle

Les questions clés à (se) poser !

Les questions en gras sont les questions qui ont été identifiées comme étant les plus importantes :

DIAGNOSTIC	Le diagnostic initial du projet intègre-t-il des données chiffrées désagrégées par sexe ?	
	Le diagnostic initial intègre-t-il une analyse des situations et pratiques différenciées des femmes et des hommes ?	
CONTENU	**Dans son contenu, le projet prévoit-il une ou plusieurs actions pour favoriser l'égalité femmes-hommes ou lutter contre les stéréotypes de sexe ?** • Action de sensibilisation • Action de prévention des violences sexistes et sexuelles • Action de valorisation de rôle modèles de femmes ou d'hommes dans des secteurs où ils sont peu présents...	
	Dans son contenu, si le public est mixte, le projet prévoit-il des éléments pour prévenir les comportements excluants envers les femmes et/ou les garçons ?	
	Dans son contenu, si le public est mixte, le projet prévoit-il de mettre en place des éléments pour favoriser une répartition équilibrée des tâches entre les femmes et les hommes ?	
	Les intervenant-es sont-ils ou vont-ils être formé-es à l'égalité femmes-hommes ?	
GOUVERNANCE	Les modalités de décision permettent-elles à tous et toutes de s'exprimer ? La structure porteuse du projet a-t-elle une réflexion sur l'égalité femmes-hommes en interne (répartition des tâches, prévention des violences etc) ? Si la structure porteuse du projet est engagée en faveur de l'égalité, a-t-elle communiqué cet engagement aux prestataires engagés ?	

MOBILISATION DU PUBLIC-CIBLE	**Avez-vous identifié des freins spécifiques à la participation des femmes et/ou des garçons ?** • Accessibilité du lieu • Sentiment de sécurité • Infrastructures (toilettes, tenues, équipements) • Horaires • Besoin de mode de garde • Communication stéréotypée • Tarification • Thématiques stéréotypées	
	Des moyens sont-ils prévus pour contourner les freins spécifiques que vous avez identifié ? • Tarification spécifique • Modes de garde • Communication sans stéréotypes de sexe • Utilisation d'un langage inclusif • Thématiques choisies diversifiées pour inclure le plus de monde possible • Mise en avant de modèle identificatoires ou travail sur les représentations • Relances ciblées envers un public sous-représenté	
	Le projet prévoit-il une communication sans stéréotypes de sexe ?	
	Des partenaires spécifiques sont-ils identifiés pour aller vers le public sous-représenté ?	
ÉVALUATION ET SUIVI	Si le projet est mixte, des indicateurs sexués sont-ils prévus ? Si oui, lesquels ? Participation, Abandon, Impact, Satisfaction	
	Des indicateurs sont-ils prévus pour mesurer l'impact du projet sur l'égalité femmes-hommes et les stéréotypes de sexe ?	

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Contrat de réciprocité entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord.

Numéro V-2023-232

Les contrats de réciprocité Ville-campagne ont été imaginés dans le cadre des Assises de la ruralité en 2014 et repris lors du Comité interministériel aux ruralités le 13 mars 2015. Ce cadre de coopération permet de dépasser les logiques de concurrence et de renforcer les liens entre les territoires par le partage de savoir-faire et le portage de projets communs dont les apports en retours bénéficient au développement de chaque territoire et à leur confiance réciproque. Cette démarche contribue à sortir d'une vision pyramidale de l'aménagement pour construire des accords entre les territoires urbains et ruraux.

En mettant en avant leurs liens et leurs complémentarités, ces accords ont pour objectif, à terme, de tisser puis de renforcer des réseaux de territoires autour de projets fédérateurs où la force de chacun renforce celle de tous, dans un souci de cohérence et d'échanges réciproques.
Le « contrat de réciprocité » peut regrouper des territoires non contigus dès lors que des thématiques pertinentes sont identifiées (environnement et transition énergétique, développement économique, qualité et offre de services, ingénierie…). L'objectif est de favoriser la coopération interterritoriale en s'appuyant sur la complémentarité des territoires.

Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg (290 576 habitant·es) et l'Eurométropole de Strasbourg (511 552 habitant·es, 33 communes) ont étudié, avec l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS), la mise en œuvre d'un programme partenarial et expérimental avec le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord (93 120 habitant·es, 111 communes sur 8 communautés de communes - 2/3 dans le Bas-Rhin et 1/3 en Moselle). En effet, dès la création du Parc naturel régional des Vosges du Nord en 1975, la Ville de Strasbourg est devenue membre statutaire du syndicat mixte de coopération et nommée « ville périphérique ».

Un comité de pilotage, chargé de faire émerger, étudier, mettre en œuvre et suivre les projets interterritoriaux, a été constitué avec les élu·es délégué·es de chacun des territoires :
- pour le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord : Monsieur Michaël WEBER, Président du SYCOPARC, Comité syndical qui administre le syndicat mixte du Parc Naturel Régional – établissement public de coopération locale ;

- pour l'Eurométropole de Strasbourg : Mme Doris TERNOY, conseillère eurométropolitaine déléguée en charge de l'agriculture et de l'alimentation ;
- pour la Ville de Strasbourg : M. Marc HOFFSESS, adjoint à la Maire en charge de la transformation écologique du territoire.

Ces trois territoires souhaitent mettre en réseau leurs écosystèmes pour faire face aux transitions (écologique, climatique, sociale et énergétique). Ainsi le projet de contrat de réciprocité doit permettre de collaborer sur les grands enjeux de développement des trois partenaires autour de trois axes prioritaires, qui peuvent se croiser :

- *Le climat et environnement*

Il s'agit de développer des solidarités dans le cadre de la protection de l'environnement, de la biodiversité, et du développement d'énergie décarbonée à travers l'éducation à l'environnement, l'implication du grand public et des acteurs socio-économiques dans la préservation des ressources naturelles et en particulier forestière, la mise en place d'une compensation carbone permettant de soutenir la préservation de la biodiversité ou encore une réflexion autour du développement d'une filière pépinière.

- *Le soutien à l'économie locale*

L'objectif est de soutenir l'économie rurale, locale et durable à travers la mise en réseau des écosystèmes de l'innovation et de la formation avec les entreprises locales, la valorisation des filières alimentaires locales et durables par le développement de synergies entre les projets alimentaires territoriaux, la mutualisation de l'offre touristique et de loisirs, la valorisation d'un tourisme durable et respectueux de la capacité d'accueil des sites ou encore le soutien et le développement des filières locales dans le domaine de la construction et de la rénovation.

- *L'aménagement et mobilités*

Il s'agit d'inventer ensemble un modèle d'aménagement du territoire plus durable à travers un travail d'information et de sensibilisation sur la question des mobilités plus durables, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la zone à faibles émissions mobilité (ZFEm), le renforcement de l'accessibilité à un tourisme de proximité plus durable pour les habitant·es des territoires et l'accompagnement de la mutation du système urbain hyperpolarisé vers un système plus équilibré ville-campagne notamment en travaillant ensemble sur la question de la vacance des logements.

Les partenaires auront également à cœur de travailler conjointement à la sobriété énergétique ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables, éléments transversaux aux trois grands axes du contrat de réciprocité. Dans une optique de préservation des paysages et de la biodiversité, les signataires du contrat de réciprocité recherchent des coopérations sur des sujets communs, tels que : la planification de la sobriété énergétique et de la production d'énergies renouvelables, les instances de gouvernance des énergies renouvelables et la mobilisation citoyenne, les économies d'énergie dans l'habitat, les mobilités décarbonées.

Dix actions ont été retenues en priorité par le comité de pilotage :

Axe « Climat et environnement »

- **Action 1 : Conforter le partenariat entre les structures d'éducation à l'environnement**

Cette action a pour objet de partager les programmes d'initiation à l'environnement entre les structures d'éducation à l'environnement des territoires, de mieux connaitre les spécificités territoriales en matière d'environnement et de participer à l'éducation du jeune public en vue de la sensibilisation aux transitions environnementales et écologiques.

- **Action 2 : Adopte un arbre**

Cette action a pour objet de sensibiliser le grand public au changement climatique et au besoin de préservation des espaces forestiers et de nature.

- **Action 3 : Développer une filière pépinières**

Cette action vise la mise à disposition de végétaux adaptés au climat futur et de trouver des débouchés pour les producteurs locaux.

Axe « Soutien à l'économie locale »

- **Action 4 : Développer la gestion patrimoniale des bâtiments et l'éco-rénovation**

Dans un contexte de réduction de la consommation foncière et d'absence d'artificialisation nette des sols, la préservation et l'évolution du patrimoine bâti local revêtent un enjeu renouvelé. En lien avec les filières de la construction bas-carbone et de l'éco-rénovation (en particulier avec la filière bois et les artisans), il s'agit de mettre en réseau les savoir-faire et les porteurs de projets, et promouvoir les opérations pilotes (démonstrateurs, etc.), ainsi que la formation.

- **Action 5 : Innover par le design**

L'objectif est de faire des territoires la vitrine de l'innovation en s'appuyant sur les savoir-faire locaux. Il s'agira de permettre la mise en relation des écosystèmes de l'Eurométropole et du parc naturel des Vosges du Nord en favorisant la coopération entre artisans, industriels et porteurs de projets issus du monde créatif pour encourager l'innovation au service des transitions en s'appuyant notamment sur les démarches suivantes : Tango & Scan (édition spéciale), Appel à Projet SEVE, Workshop entre universitaires et écoles d'ingénieurs.

- **Action 6 : Valoriser les filières alimentaires locales**

Cette action repose sur la recherche de synergies entre les territoires dans le cadre des projets alimentaires territoriaux.

- **Action 7 : Étoffer et diversifier l'offre de loisirs scolaires**

La connaissance des territoires est un enjeu essentiel dans la création d'une coopération réussie. Cette action a pour objectif de rendre lisible la diversité des offres de loisirs auprès des établissements scolaires afin de faire connaître les territoires urbains et ruraux aux enfants des écoles et les sensibiliser à des territoires potentiellement méconnus.

Axe « Aménagement/mobilité »

- **Action 8 : Accompagner la mise en œuvre de la ZFE-m**

Cette action a pour objectif d'accompagner la mise en œuvre de la ZFE-m dans l'Eurométropole de Strasbourg et au-delà de son périmètre, afin de maintenir les liens et éviter un repli des territoires. Il s'agit d'informer les citoyens des territoires voisins et de discuter des politiques d'accompagnement éventuelles pour informer, prolonger et dupliquer des dispositifs mis en place par l'Eurométropole pour ses habitant·es.

- **Action 9 : Observer les mobilités loisirs**

Cette action doit permettre de mieux comprendre les interdépendances entre l'Eurométropole et les territoires vosgiens en coopération en termes de déplacements liés aux loisirs. Il s'agit notamment de mieux appréhender la fréquentation touristique de certains territoires (urbains ou ruraux) ainsi que les effets de la ZFE-m.

- **Action 10 : Mobiliser les logements vacants**

La préservation du patrimoine bâti est un enjeu important dans un contexte de préservation des ressources foncières et tout particulièrement avec la mise en œuvre de la démarche Zéro Artificialisation Nette (ZAN). L'objectif ici est double : remettre sur le marché des logements vacants et préserver le patrimoine bâti.

En fonction de l'actualité et du contexte, le comité de pilotage pourra proposer des évolutions à ses actions prioritaires en fonction des besoins exprimés par les trois collectivités.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer le contrat de réciprocité avec l'Eurométropole de Strasbourg et le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, joint en annexe à la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155743-CC-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Contrat de réciprocité

entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg
et le Parc naturel régional des Vosges du Nord

Parc naturel régional des Vosges du Nord

Strasbourg.eu
eurométropole





La genèse d'une coopération

Une matrice commune entre métropoles et parcs naturels régionaux

L'année 1967 a constitué un moment charnière dans l'aménagement du territoire national, en voyant la création concomitante des premières communautés urbaines, des parcs naturels régionaux et de la planification territoriale nouvelle avec la loi d'orientation foncière (LOF), qui créa les plans d'occupation des sols (POS) et les schémas directeurs. Les besoins urgents étaient de répondre à l'insalubrité des centres-villes et de loger une population en forte croissance.

C'est dans ce contexte de forte croissance démographique, urbaine et économique que sont nés les parcs naturels régionaux. Parmi les objectifs, figurent l'équipement des grandes métropoles d'équilibre en aires de détente tout en animant les secteurs ruraux, la valorisation des richesses naturelles et culturelles, ainsi que la préservation de la flore, de la faune et des paysages. Un lien originel entre les futures métropoles et les parcs naturels régionaux est ainsi pensé par le législateur.

Les Vosges comme bien commun

La constitution de la Région Grand Est repositionne le massif des Vosges, autrefois aux limites des anciennes régions, comme **un espace central au cœur d'un réseau d'agglomérations et de métropoles** que constituent le sillon lorrain et la vallée du Rhin supérieur. Les Vosges demeurent le massif français le plus densément peuplé (84 habitants/km² soit trois fois plus que la moyenne nationale), du fait de sa vocation industrielle (taux d'industrialisation de 14,5 %) et du poids de son activité touristique (plus de 10 000 emplois).

Les relations entre ces territoires ont, historiquement, été abordées en dissociant les espaces urbains des plaines et les espaces de montagnes, plus ruraux. Cette approche tranchée, autrefois constitutive de l'organisation du territoire, est à l'origine d'une vision polarisée de l'aménagement du territoire de l'après-guerre et de relations souvent déséquilibrées, au profit des agglomérations.

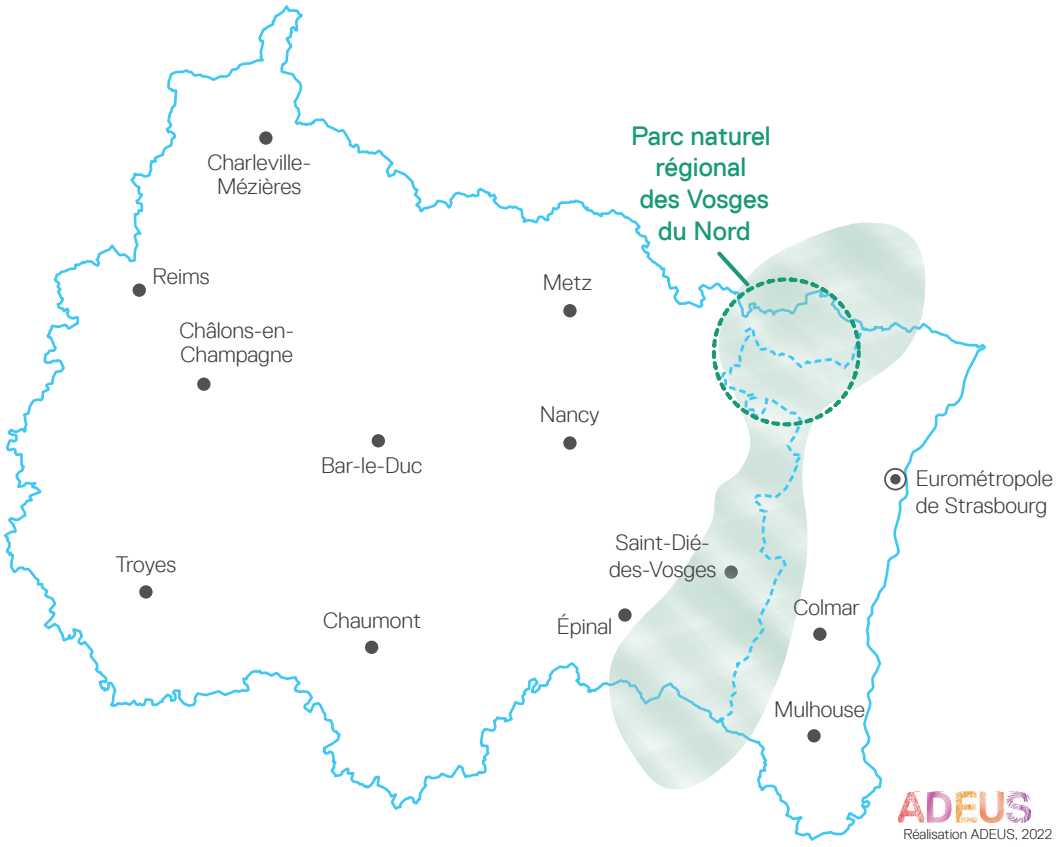
À l'ère de la mondialisation et du numérique, les enquêtes sur les modes de vie ou le monde économique montrent que population et acteurs socio-économiques aspirent aux mêmes attentes et besoins, qu'ils soient établis en ville ou dans des communes rurales (accès à l'emploi, formation, accès au logement, offre de commerces, transports alternatifs à la voiture, services à la personne ou aux entreprises, accès aux équipements et services culturels médicaux ou sociaux, accès au numérique, etc.).

Les contrats de réciprocité, un outil de coopération innovant et pragmatique

Les contrats ont été imaginés dans le cadre des Assises de la ruralité en 2014 et repris lors du Comité interministériel aux ruralités le 13 mars 2015. Ce cadre de coopération est axé sur les projets communs dont les apports en retours bénéficient aux deux territoires.

La démarche des contrats de réciprocité contribue à sortir d'une vision pyramidale de l'aménagement pour construire des accords stratégiques entre les territoires urbains et montagnards.

Chacun de ces territoires présente des atouts et des ressources propres à mettre en commun pour le gain de tous afin d'amplifier les politiques publiques dont ils sont les porteurs.



En mettant en avant leurs liens et leurs complémentarités, ces accords stratégiques ont pour objectif, à terme, de tisser puis de renforcer des réseaux de territoires autour de projets fédérateurs où la force de chacun renforce celle de tous, dans un souci de cohérence et d'échanges réciproques.

Un lien historique avec la Ville de Strasbourg, des coopérations thématiques

Dès la création du Parc naturel régional des Vosges du Nord en 1975, la Ville de Strasbourg est devenue membre statutaire du syndicat mixte de coopération et nommée ville périphérique.

Comme le précise la Charte constitutive du Parc naturel régional des Vosges du Nord, en lien avec les collectivités, le syndicat mixte pour le Parc (SYCOPARC) s'engage à promouvoir une politique globale de protection de la nature et de l'environnement.

Il lui appartient de trouver le juste équilibre entre cet objectif de préservation des espaces agricoles et naturels et la promotion du territoire, en réponse à la demande de lieux de découverte de la nature et de détente.

En l'espace de près d'un demi-siècle d'existence, le SYCOPARC a tenu ses engagements afin d'éviter la banalisation des paysages tout comme la muséification du territoire.

Afin de répondre aux nouveaux enjeux liés aux nécessaires transitions énergétiques, écologiques et sociales, le temps de la coopération entre territoires est venu.

C'est ainsi qu'en 2017 de premières réflexions et partenariats émergent autour de la filière bois, notamment autour des questions de la transition écologique, de l'innovation, de l'utilisation des ressources et de la valorisation des savoir-faire locaux sur des projets et politiques publiques divers.

Une volonté politique de consolider le partenariat et d'associer pleinement la métropole

La Ville (environ 290 000 habitants), l'Eurométropole de Strasbourg (environ 512 000 habitants) et le Parc naturel Régional des Vosges du Nord (environ 93 000 habitants, 111 communes réparties en huit communautés de communes) souhaitent aller plus loin et enclencher une autre vision de l'aménagement des territoires. L'enjeu est de mettre en réseau deux écosystèmes pour faire face aux transitions (écologique, climatique, sociale et énergétique).

La mise en œuvre d'un contrat de réciprocité entre ces trois parties a ainsi été étudiée en collaboration avec l'Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS).

L'objectif est de consolider un partenariat entre la métropole et ses territoires ruraux porteur de sens dans un contexte d'urgence climatique.

Loin de l'idée de concurrence territoriale, il s'agit bien de promouvoir, avec ce Contrat de réciprocité, la collaboration des uns avec les autres au bénéfice de tous.

Ce contrat de réciprocité entre le Parc naturel régional des Vosges du Nord et la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg confirme l'importance des Vosges comme bien commun.

Les engagements des parties

Article 1 : Objet du contrat de réciprocité

Dans le cadre de l'urgence climatique, le projet de contrat de réciprocité doit permettre de collaborer sur les grands enjeux de développement des trois partenaires pour :

* Inventer ensemble un modèle d'aménagement du territoire plus durable ;
* Développer des solidarités dans le cadre de la protection de l'environnement, de la biodiversité, et le développement d'énergie décarbonée ;
* Soutenir l'économie rurale, locale et durable.

Article 2 : Les axes de coopération

Les actions sont regroupées autour de trois axes prioritaires liés entre eux :

Climat et environnement

- Ouvrir les structures d'éducation à l'environnement sur les territoires voisins ;
- Impliquer le grand public, les acteurs socio-économiques dans la préservation des ressources naturelles et en particulier forestière ;
- Mettre en place une compensation carbone permettant de soutenir la préservation de la biodiversité ;
- Examiner l'intérêt de développer ensemble une filière pépinière.

Soutien à l'économie locale

- Mettre en réseau les écosystèmes de l'innovation et de la formation avec les entreprises locales ;
- Valoriser les filières alimentaires locales et durables à travers des synergies entre les projets alimentaires territoriaux ;
- Mutualiser l'offre touristique et loisirs à l'échelle des deux territoires et valoriser un tourisme durable et respectueux de la capacité d'accueil des sites ;
- Soutenir et développer les filières locales dans le domaine de la construction et de la rénovation.

Aménagement et mobilités

- Informer les habitant·e·s du Parc naturel régional des Vosges du Nord sur la question des mobilités plus durables pour l'accès au travail, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) ;
- Encourager l'accessibilité à un tourisme de proximité plus durable pour les habitant·e·s des deux territoires ;
- Accompagner la mutation du système urbain hyperpolarisé vers un système plus équilibré ville-campagne, notamment en travaillant ensemble sur la question de la vacance des logements.

Les partenaires auront également à cœur de travailler conjointement à la sobriété énergétique ainsi qu'à la production d'énergies renouvelables, éléments transversaux aux trois grands axes du contrat de réciprocité.

La transformation inévitable de notre modèle énergétique impose à tous les territoires de s'interroger sur la capacité à couvrir leurs besoins en énergie autrement que par des énergies fossiles. Pour ce faire, la diminution des besoins est un facteur incontournable, l'approvisionnement et la diversification énergétique en sont deux autres. Des complémentarités peuvent être trouvées pour compléter des besoins en chaleur ou en électricité.

Dans une optique transversale de préservation des paysages et de la biodiversité, les signataires du contrat de réciprocité recherchent des coopérations sur des sujets communs, tels que :

- la planification de la sobriété énergétique et de production d'énergies renouvelables,
- les instances de gouvernance des énergies renouvelables et la mobilisation citoyenne,
- les économies d'énergie dans l'habitat,
- les mobilités décarbonées.

Article 3 : Les actions prioritaires de coopération

Dix actions sont retenues en priorité.

Axe Climat et environnement

↦ Action 1 : Conforter le partenariat entre les structures d'éducation à la nature et à l'environnement

Cette action a pour objet de partager les programmes d'initiation à l'environnement entre les structures d'éducation à la nature et à l'environnement des territoires, de mieux connaitre les spécificités territoriales en matière d'environnement et de participer à l'éducation du jeune public en vue de la sensibilisation aux transitions environnementales et écologiques.

↦ Action 2 : Adopte un arbre

Cette action a pour objet de sensibiliser le grand public au changement climatique et au besoin de préservation des espaces forestiers et de nature.

↦ Action 3 : Développer une filière pépinières

Cette action vise la mise à disposition de végétaux adaptés au climat futur et de trouver des débouchés pour les producteurs locaux.

Axe Soutien à l'économie locale

↦ Action 4 : Développer la gestion patrimoniale des bâtiments et l'éco-rénovation

Dans un contexte de réduction de la consommation foncière et d'absence d'artificialisation nette des sols, la préservation et l'évolution du patrimoine bâti local revêtent un enjeu renouvelé. En lien avec les filières de la construction bas-carbone et de l'éco-rénovation (en particulier avec la filière bois et les artisans), il s'agit de mettre en réseau les savoir-faire et les porteurs de projets, et promouvoir les opérations pilotes (démonstrateurs, etc.), ainsi que la formation.

↦ Action 5 : Innover par le design

L'objectif est de faire des territoires la vitrine de l'innovation en s'appuyant sur les savoir-faire locaux. Cette action doit permettre la mise en relation des écosystèmes de l'Eurométropole de Strasbourd et du Parc naturel régional des Vosges du Nord en favorisant la coopération entre artisans, industriels et porteurs de projets issus du monde créatif pour encourager l'innovation au service des transitions. Elle peut s'appuyer sur les démarches suivantes :

- **Tango & Scan (édition spéciale) :** Mise en place d'un prix spécial qui valorise les ressources locales en ciblant notamment la valorisation des matériaux.
- **Appel à Projet SEVE :** Étendre l'appel à projet collaboratif étudiant-entreprise SEVE aux entreprises du Parc naturel régional des Vosges afin de les encourager à réaliser de nouveaux projets de développement et d'amélioration de leur compétitivité et de leur empreinte écologique. Il s'agit notamment de rapprocher les étudiant·e·s des écoles et universités strasbourgeoises des entreprises du Parc naturel régional des Vosges du Nord.
- **Workshop entre universitaires et écoles d'ingénieurs :** Faire travailler les étudiant·e·s sur les enjeux de transition des territoires. Exemple : workshop « s'asseoir en ville ou dans la nature ».

↦ Action 6 : Valoriser les filières alimentaires locales

Rechercher des synergies entre les territoires dans le cadre des projets alimentaires territoriaux.

↦ Action 7 : Étoffer et diversifier l'offre de loisirs scolaires

La connaissance des territoires est un enjeu essentiel dans la création d'une coopération réussie. Il s'agit de rendre lisible la diversité des offres de loisirs auprès des établissements scolaires afin de faire connaître les territoires urbains et ruraux aux enfants des écoles et les sensibiliser à des territoires potentiellement méconnus.

Axe Aménagement/mobilités

↦ Action 8 : Accompagner la mise en œuvre de la ZFE-m

Cette action a pour objectif d'accompagner la mise en œuvre de la ZFE-m dans l'Eurométropole de Strasbourg et au-delà de son périmètre, afin de maintenir les liens et éviter un repli des territoires. Il s'agit d'informer les citoyens des territoires voisins et de discuter des politiques d'accompagnement éventuelles pour prolonger des dispositifs mis en place par l'Eurométropole.

↦ Action 9 : Observer les mobilités loisirs

Cette action doit permettre de mieux comprendre les interdépendances entre l'Eurométropole de Strasbourg et les territoires vosgiens en coopération en matière de déplacements liés aux loisirs. Il s'agit notamment de mieux appréhender la fréquentation touristique de certains territoires (urbains ou ruraux) ainsi que les effets de la ZFE-m.

↦ Action 10 : Mobiliser les logements vacants

La préservation du patrimoine bâti est un enjeu important dans un contexte de préservation des ressources foncières et tout particulièrement avec la mise en œuvre du ZAN. L'objectif ici est double : remettre sur le marché des logements vacants et préserver le patrimoine bâti.

En fonction de l'actualité et du contexte, le comité de pilotage pourra proposer des évolutions à ses actions prioritaires en fonction des besoins exprimés par les élu·e·s des trois territoires.

Article 4 : La gouvernance du projet

Le comité de pilotage, constitué des représentant·e·s élu·e·s des trois partenaires, appuyé·e·s par leurs technicien·ne·s et l'Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur, est chargé d'approuver le programme de travail annuel et de prioriser les actions proposées, de s'assurer de l'avancement des actions et de valider les résultats obtenus, et enfin de proposer de nouveaux axes de réciprocités.

Les comités techniques pourront associer, en fonction des thématiques retenues, les partenaires institutionnels (collectivités, chambres consulaires…), privés (employeurs, industriels) et associatifs nécessaires. Ils sont chargés de mettre en œuvre les orientations du comité de pilotage, de faciliter l'implication des partenaires et des acteurs du territoire.

Article 5 : Le partage d'ingénierie

Les trois parties prenantes s'engagent à partager leur ingénierie pour développer et mettre en œuvre les projets identifiés dans le contrat.

Chacun recherchera à mettre en œuvre les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de actions.

Le SYCOPARC ne disposant pas de fonds propres, il s'appuiera sur les crédits dédiés du Contrat de plan interrégional.

Article 6 : La durée du contrat de réciprocité

Le présent Contrat de réciprocité est applicable jusqu'en 2026, et sera renouvelé d'année en année par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties signataires.

Fait à La Petite Pierre, le

Monsieur Michaël WEBER	Madame Jeanne BARSEGHIAN	Madame Pia IMBS
Président du SYCOPARC	Maire de Strasbourg	Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg



Parc naturel régional des Vosges du Nord

Strasbourg.eu eurométropole

ADEUS

© ADEUS - Photos ADEUS - Novembre 2022

Les publications et les actualités de l'urbanisme sont consultables sur le site de l'ADEUS
www.adeus.org

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Cadre du soutien de la Ville de Strasbourg aux associations à objet cultuel et projets cultuels.

Numéro V-2023-297

Contexte et attendus

La Constitution française, les lois de la République et le droit local d'Alsace-Moselle encadrent les relations de la Ville de Strasbourg avec les associations à objet cultuel et confèrent à la Ville de Strasbourg des responsabilités en matière de gestion de bâtiments liés à la pratique du culte. Ainsi, en charge de la propriété de nombreux lieux de cultes légués par l'histoire, la Ville en assume la pérennité patrimoniale.

Si la loi du 9 décembre 1905 de séparation des églises et de l'État n'est pas applicable en droit local alsacien-mosellan, le principe constitutionnel de laïcité garantit la neutralité des pouvoirs publics, le respect de toutes les croyances, le traitement égal des différents cultes et leur libre exercice.

Ce principe de laïcité n'interdit toutefois pas l'octroi, dans l'intérêt général et les conditions définies par la loi, de subventions à des activités ou des équipements dépendant des cultes. Le culte se définit ainsi comme un groupement de personnes réunies par une même croyance religieuse en vue de la célébration de cérémonies et de l'accomplissement de certains rites ou de certaines pratiques.

Il est rappelé qu'en droit local alsacien-mosellan, les cultes reconnus (statutaires) font l'objet de financements obligatoires par l'Etat et les collectivités locales. Ces dispositions ne viennent pas empêcher l'octroi de subventions volontaires à l'ensemble des cultes, dans une logique d'équité.

Principes et volontés de la Ville de Strasbourg

Veillant au respect de ce cadre et consciente de la spécificité de sa situation dans le pays, la Ville de Strasbourg affirme l'inscription de sa relation avec les cultes dans la République laïque et une politique inclusive, garantissant la liberté de chacun et chacune de croire ou de ne pas croire.

De ce fait, la Ville de Strasbourg considère l'égalité d'accès à un lieu de culte digne indispensable à la cohésion sociale. Elle considère que la promotion du vivre ensemble et la tolérance utile à la paix civile nécessitent visibilité et lieux religieux dignes. Ces impératifs appellent à l'engagement de la puissance publique et peuvent nécessiter la mobilisation de ses ressources pour assurer l'effectivité des droits et libertés individuels.

Par ailleurs, en application de ses priorités en matière de préservation des ressources foncières et énergétiques, la Ville de Strasbourg entend favoriser toutes les démarches visant à optimiser l'occupation des lieux de cultes. De la même façon la Ville de Strasbourg, aux côtés d'autres collectivités, souhaite soutenir les actions de lien social ou inter-religieuses pour développer l'intégration républicaine, la compréhension mutuelle et le partage.

Cadre et conditions des aides

La présente délibération vise ainsi à préciser les conditions de subventionnement volontaire des cultes statutaires et non statutaires, à l'exception donc des mécanismes concernant les financements obligatoires des cultes statutaires. Elle a pour but exclusif de déterminer les conditions dans lesquelles la Ville de Strasbourg fera usage de son pouvoir d'appréciation dans l'attribution de subventions pour lesquelles elle dispose d'un pouvoir d'opportunité. La présente délibération ne vise en rien les cas dans lesquels la Ville de Strasbourg se trouve dans une situation de compétence liée qui lui ferait, soit obligation, soit interdiction, d'attribuer une subvention. La Ville entend, lorsqu'elle dispose d'un pouvoir d'appréciation, n'attribuer de subventions que lorsque les conditions d'attribution d'une subvention prévues par les textes en vigueur sont remplies.

Les obligations s'attachant à l'attribution d'une subvention s'imposent à la Ville sans qu'il soit besoin de les mentionner individuellement. Ainsi notamment, les règles issues de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, ou encore des règles régissant les finances publiques locales trouveront à s'appliquer dans le cas des décisions d'attribution de subvention à l'égard des cultes.

La présente délibération ne constitue pas une attribution de subvention. Celles-ci feront l'objet de délibérations spécifiques du Conseil municipal. Dans un objectif de clarté et de transparence, la Ville souhaite décrire les considérations qu'elle entend prendre en compte en matière d'attribution de subvention à un culte. À ce titre, l'instruction de chaque demande doit permettre à la Ville de porter une appréciation sur l'existence d'un intérêt public local de chacune des subventions.

En outre, conformément aux lois de la République, les associations sont amenées à signer le contrat d'engagement républicain qui engage notamment à :
- respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution française,
- ne pas remettre en cause le caractère laïc de la République,
- s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

Aucune subvention ne pourra être accordée aux associations dont l'objet, l'activité ou les modalités selon lesquelles cette activité est conduite sont illicites ou incompatibles avec le contrat d'engagement républicain et la loi.

Ainsi, les structures sollicitant un financement public – qu'elles soient associations à objet cultuel ou établissements publics du culte – s'engagent notamment à assurer et à promouvoir le respect des lois et symboles de la République, la liberté de conscience, la liberté associative, l'égalité, la fraternité, la dignité de la personne humaine. Elles s'engagent aussi à lutter contre les discriminations et prévenir les violences de toutes natures.

La Ville de Strasbourg portera également une attention particulière à l'engagement des structures en faveur de la protection des droits humains, à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, à leur engagement en faveur de la parité dans les conseils d'administration, ainsi qu'aux actions qu'elles mènent en faveur du dialogue interreligieux.

En tout état de cause, la Ville saisira la Préfecture, conformément aux dispositions de la loi du 24 août 2021.

Les cultes sont appelés à dissocier clairement, par séparation des structures juridiques et comptables, les activités et lieux cultuels de ceux destinés à des pratiques culturelles ou socio-culturelles.

Dans le prolongement de l'obligation légale en vigueur pour le culte catholique et dans le but de favoriser un dialogue continu entre la municipalité et les associations – notamment concernant la gestion de leur patrimoine bâti – il est proposé aux associations à objet cultuel d'inviter un·e représentant·e du·de la Maire au conseil d'administration de la structure avec un statut d'observateur·rice ne prenant pas part aux votes.

Modalités d'instruction

Dans tous les cas, la Ville se réserve l'examen de chaque cas individuel de demande de subvention et le Conseil municipal prendra sa décision en fonction des données de chaque cas particulier.

L'examen de la demande débutera après la transmission des pièces suivantes par les demandeurs :

- les statuts de l'association ainsi que son dernier rapport d'activité et tout autre document permettant d'étudier son activité et son impact social, notamment en matière de promotion des principes et valeurs de la République,
- une lettre d'intention sur l'objet de la subvention attendue,
- le contrat d'engagement républicain dûment signé,
- un plan de financement équilibré justifié avec les pièces nécessaires, notamment concernant l'ensemble des financeurs du projet :

    - devis, notamment en cas de construction d'un nouveau lieu de culte ou de restructuration d'un local existant,
    - pièces relatives à d'éventuelles demandes de subventions auprès de l'État, d'autres collectivités ou acteurs privés ou publics,
- un projet architectural (APS) établi par un architecte ainsi que des précisions sur les usages projetés du lieu de culte,
- les comptes de l'association pour les deux années précédentes.

L'ensemble de ces éléments permettra d'apprécier la faisabilité de l'opération et l'opportunité de la demande.

Processus d'instruction et saisines extérieures

Pour les demandes de subventions d'investissement liées à de gros travaux au sens de l'article 606 du Code civil ou des nouveaux projets, le·la Préfet·e sera saisi·e dans le délai légal pour avis concernant le projet, selon les termes de la loi du 24 août 2021.

Sur les mêmes bases, le·la Préfet·e sera saisi·e avant toute garantie publique pour un emprunt destiné à la construction d'un édifice cultuel, ou la conclusion d'un bail emphytéotique.

Les autres collectivités territoriales, Collectivité européenne d'Alsace et Région Grand Est, pourront également être saisies pour étudier l'opportunité d'une contribution complémentaire à la subvention de la Ville de Strasbourg.

Le cas échéant, comme dans le cas d'apparition d'un culte jusqu'alors non présent à Strasbourg, le·la Maire pourra consulter les représentant·es des cultes strasbourgeois. Par ailleurs, le conseil scientifique universitaire qui accompagne l'organisation du Forum des Religions pourra également être consulté.

Les règles de financement qui s'appliquent aux lieux de cultes classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, pour lesquels un accord particulier, sans plafond, est applicable, sont les suivantes :
- participation de l'État : 40 %,
- participation de la Ville : jusqu'à 40 % maximum pour les monuments inscrits, jusqu'à 25 % pour les monuments classés,
- participation du propriétaire : 35 %.

La gestion de la Cathédrale de Strasbourg est quant à elle organisée par d'autres textes.

Ce monument est exclu du périmètre d'application de la présente délibération.

Pour les subventions d'investissement relatives à divers travaux de moindre ampleur dans des lieux de cultes, propriétés des associations à objet cultuel, les financements pourront être attribués selon la grille suivante :
- intervention d'urgence pour mise hors d'eau (gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie) : maximum 50 %,

- accessibilité des personnes à mobilité réduite (rampes, dégagements) : maximum 50 %,
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population : maximum 50 %,
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité (balisage, issues de secours) : maximum 40 %,
- remplacement chauffage : maximum 30 %,
- cloches et accessoires, abords, orgues : maximum 10 %.

En outre, il sera désormais possible de subventionner des transformations ayant pour objectif de réaliser des économies d'énergie à hauteur de 30 % maximum.

De façon générale, toutes les demandes de subvention seront par ailleurs analysées sous le prisme de la sobriété foncière et énergétique.

Par ailleurs, pour les subventions d'investissement relatives à des constructions neuves ou des restructurations d'ampleur de lieux de culte existants, dépendant de la nature et du montant des travaux, la Ville pourra participer au financement jusqu'à hauteur de 10 % T.T.C. maximum de la partie cultuelle des projets, suivant le budget prévisionnel en équilibre, accrédité par estimation ou devis préalable et justifié par factures.

Le montant de ces subventions d'investissement ne pourra excéder 1 000 000 €. Ce plafond, en concordance avec le délai de responsabilité décennale, s'applique à la somme des subventions d'investissement relatives à un lieu de culte, pour une durée de 10 années.

Il est en outre précisé pour mémoire qu'il est toujours loisible d'attribuer un local soit par bail, soit en vertu d'une convention d'occupation à une association pour l'exercice d'un culte.

Possibilité de baux emphytéotiques

La conclusion de baux emphytéotiques sera possible au profit des associations à objet cultuel devant présenter, dans le cas d'une nouvelle construction, un projet précis (au stade de l'APS) susceptible d'entraîner la délivrance d'un permis de construire ainsi qu'un plan de financement équilibré et détaillé permettant de dégager les capacités de financement nécessaires à la réalisation de ce projet, vérifié au vu des pièces présentées.

Sera introduit, dans lesdits baux, un droit de résiliation par la Ville des biens loués, dans l'hypothèse où ces biens seraient affectés à un autre usage que la pratique du culte concerné et à ses activités annexes ou complémentaires, telles que prévues dans les statuts des associations bénéficiaires.

Dans l'hypothèse où un bail et/ou une subvention serait conféré à une S.C.I., celle-ci devra, préalablement à toute cession de parts éventuelles en son sein, avertir la Ville. Un manquement à cette information constituerait une cause de résiliation du bail et/ou l'obligation de reverser les subventions reçues.

L'ensemble des principes, critères et procédures définis dans la présente délibération s'appliquera, le cas échéant, aux autres transactions foncières et immobilières entre la collectivité et les associations à objet cultuel.

D'autres subventions, de fonctionnement, pourront être accordées aux associations à objet cultuel, notamment pour aider au paiement des loyers et pour organiser des actions et manifestations inter-religieuses et tournées vers l'ensemble de la population. Celles-ci seront instruites selon le cadre en vigueur pour l'ensemble des associations et en cohérence avec les principes édictés ci-dessus pour les subventions d'investissement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les modalités suivantes de financement des travaux de création, extension, rénovation, restructuration de lieux de cultes :

L'éligibilité des dossiers de demande de subventions d'investissement est conditionnée :
- *à la production des statuts et d'une lettre d'intention sur l'objet de la subvention,*
- *à la production d'un plan de financement équilibré, justifié avec les pièces nécessaires,*
- *à la signature du contrat d'engagement républicain,*
- *le cas échéant, à la production d'un projet architectural établi par un architecte et validé par les représentants de la collectivité,*
- *à la transmission des comptes des deux années précédentes.*

En cas de décision de financement par la Ville d'une création, extension ou restructuration significative d'un lieu de culte, celui-ci :
- *ne pourra porter que sur la partie cultuelle du projet et ne pourra représenter plus de 10 % de la dépense totale T.T.C. de celle-ci,*
- *ne pourra dépasser la somme de 1 000 000 €.*

Une nouvelle demande de financement de ce type ne pourra être présentée pour un même lieu de culte avant l'expiration d'un délai de dix ans, courant à partir du versement de la précédente subvention ou de la dernière tranche de subvention.

Les financements pour travaux pourront être attribués selon la grille indicative suivante :
- *intervention d'urgence pour mise hors d'eau (gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie) : maximum 50 %,*
- *accessibilité des personnes à mobilité réduite (rampes, dégagements) : maximum 50 %,*
- *horloges extérieures présentant un intérêt pour la population : maximum 50 %,*

- *mises en conformité : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité (balisage, issues de secours) : maximum 40 %,*
- *remplacement chauffage : maximum 30 %,*
- *transformation pour économie d'énergie : maximum 30 %,*
- *cloches et accessoires, abords, orgues : maximum 10 %.*

La somme des travaux effectués dans un même lieu de culte sur une période de dix ans ne pourra, en dehors des cas relevant de l'urgence et de la sécurité des personnes, dépasser 1 000 000 €.

Lorsque les demandeurs pourront justifier d'un projet architectural et d'un plan de financement cohérent et équilibré, la Ville pourra conclure un bail emphytéotique à leur profit. Le projet de construction devra être précis, au stade de l'APS, et susceptible d'entraîner la délivrance d'un permis de construire ; les capacités de financement nécessaires à la réalisation de ce projet seront, elles aussi, examinées.

L'introduction, dans lesdits baux, d'un droit de reprise par la Ville des biens loués, dans l'hypothèse où ces biens seraient affectés à un autre usage que la pratique du culte concerné et des activités annexes ou complémentaires, telles que prévues dans les statuts des associations bénéficiaires, sera systématique.

Dans l'hypothèse où un bail et/ou une subvention serait conféré à une S.C.I., celle-ci devra préalablement à toute cession de parts éventuelles en son sein, avertir préalablement la Ville. Un manquement à cette information constituerait une cause de résiliation du bail et/ou l'obligation de reverser les subventions reçues.

Les dispositions de cette délibération annulent et remplacent la délibération n °V-2022-108 du 26 septembre 2022 ; toute demande, qu'elle concerne un nouveau projet de lieu de culte ou une intervention sur un lieu de culte existant, ne saura, pour quelques raisons que ce soit, dépasser le cadre posé par la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156572-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 17a à l'ordre du jour : Amendement - Cadre du soutien de la Ville de Strasbourg aux associations à objet cultuel et projets cultuels.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 17 voix - 2

- 2 voix : Mme Hülliya TURAN et M. Syamak AGHA BABAEI ont voté POUR alors qu'ils souhaitaient voter CONTRE.

Contre : 43 voix + 2

+ 2 voix : Mme Hülliya TURAN et M. Syamak AGHA BABAEI ont voté POUR alors qu'ils souhaitaient voter CONTRE.

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°17a

17a. Amendement déposé par le groupe Strasbourg Ensemble" - Cadre du soutien de la Ville de Strasbourg aux associations à objet cultuel et projets cultuels.

Pour	**17**	**AGHA BABAEI Syamak, BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe**
Contre	**43**	**ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MIGNOT Germain, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Abstention	**0**	

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 17b à l'ordre du jour : Cadre du soutien de la Ville de Strasbourg aux associations à objet cultuel et projets cultuels.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 47 voix + 1

+ 1 voix : Mme Khadija BEN ANNOU a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 14 voix

17b. Cadre du soutien de la Ville de Strasbourg aux associations à objet cultuel et projets cultuels.

Pour **47**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MAYIMA Jamila, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **14**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Travaux de restauration de l'église-collégiale Saint-Pierre-Le-Jeune et convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la ville de Strasbourg et la Paroisse.

Numéro V-2023-175

Description et contexte

La ville de Strasbourg est propriétaire, avec la paroisse Saint-Pierre-Le-Jeune, de l'église-collégiale éponyme.

Cet édifice religieux, dont les origines remontent au XI^{ème} siècle, constitue l'un des bâtiments les plus remarquables du patrimoine historique strasbourgeois, classé aux monuments historiques depuis 1862.

L'église-collégiale Saint-Pierre-Le-Jeune abrite également de nombreuses peintures (la « Navicella », le Cortège des nations, la Pesée des âmes) ainsi qu'un jubé exceptionnel. Elle attire de très nombreux visiteurs, ce qui en fait le troisième édifice religieux le plus visité de Strasbourg après la cathédrale et l'église Saint-Thomas.

Malgré plusieurs campagnes de restauration depuis le XIX^{ème} siècle, des pathologies affectent l'édifice, en lien avec une importante présence d'humidité (condensation, coulures et remontées capillaires) :
- présence importante de mousses et lichens et décollement des enduits en façades,
- détérioration des peintures dans l'édifice.

Des problèmes d'ouverture de certains châssis ne permettent par ailleurs pas d'assurer une ventilation correcte de l'édifice.

Des travaux d'intervention patrimoniale, permettant de résoudre les problèmes d'humidité et d'assurer une préservation des peintures à l'issue de leur restauration, doivent être réalisés au plus vite.

La propriété de l'édifice étant partagée entre la Paroisse Saint-Pierre-Le-Jeune et la Ville, la paroisse a sollicité la Ville afin que cette dernière porte la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Le Conseil presbytéral a pris une délibération en ce sens en avril 2022.

En effet, en application de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique, « lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L.2411-1 […] ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

Ainsi, la présente délibération porte sur :
- l'engagement de l'opération de restauration de l'église-collégiale ;
- le montage opérationnel et la signature de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Ville et la Paroisse.

Il s'agit d'une première délibération permettant à la fois la réalisation des études mais aussi la saisine des éventuels partenaires financiers au projet. Compte tenu de la spécificité de l'opération et du caractère remarquable de l'édifice, des contacts ont été pris avec les services de l'Etat, les collectivités et l'UEPAL afin de consolider le montage financier du projet.

La répartition définitive des financements de la Ville et de la paroisse sera définie par avenant à la convention de transfert dans le cadre d'une délibération à venir.

Programme de travaux

Les travaux préconisés sont listés ci-après. Ce programme résulte des propositions faites dans le cadre des études de diagnostic et de l'état des lieux de l'église effectué en 2022. Le phasage fonctionnel des travaux sera discuté avec le maître d'œuvre retenu.

Restauration des extérieurs :
- révision des toitures,
- révisions des systèmes de récupération/évacuation des eaux pluviales existants,
- remplacement des pierres de soubassements altérées, traitement et rejointoiement des pierres de taille, réfection des enduits extérieurs,
- révision des châssis ouvrants et mise en place de protections extérieures grillagées, mise en place d'un système de récolte des eaux de condensation.

Restauration des intérieurs :
- dépose des radiateurs situés le long des élévations et des réseaux liés,
- restauration des enduits et des décors,
- mise en lumière des intérieurs,
- reprise des enduits, restauration des décors et des dalles funéraires du cloître.

Mise aux normes de l'édifice.

Montage opérationnel

Les travaux concernent aussi bien la partie de l'édifice propriété de la paroisse que celle de la Ville. Compte tenu de leur imbrication, de la technicité des interventions, de la

responsabilité qui en découle et de la réalisation concomitante des travaux, il est préférable que tant les études que les travaux soient réalisés par les mêmes prestataires.

Au regard de sa compétence en matière de rénovation de patrimoine remarquable, la ville de Strasbourg est disposée à assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération.

Ainsi, il est proposé de conclure entre la Paroisse et la Ville, une convention de transfert de maitrise d'ouvrage. Le texte de ce projet de convention, stipulant notamment les attributions de maîtrise d'ouvrage, est annexé à la présente délibération.

Il précise :
- les missions confiées au maître d'ouvrage unique,
- le programme des travaux et les modalités de réception des travaux,
- les modalités de validation des différentes étapes par la Paroisse,
- les montants estimatifs des travaux.

Coût des travaux

L'estimation du coût de l'opération s'élève à 10 000 000 € TTC, et se décline comme suit :

Travaux	7 900 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordination sécurité-santé, …)	1 250 000 € TTC
Divers (diagnostics, jury, publications légales, panneau de communication, provisions, révisions…)	850 000 € TTC

Il est proposé de désigner la maîtrise d'œuvre de l'opération, de procéder aux sondages et essais complémentaires, et de revenir vers le Conseil municipal au terme des études de conception du projet et des engagements des autres partenaires avant d'engager les travaux.

Calendrier

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Désignation du maître d'œuvre	mars 2023
Etudes de maîtrise d'œuvre	2ème trimestre 2023-1er trimestre 2024
Passation des marchés de travaux	2ème trimestre 2024
Démarrage des travaux	Été 2024
Durée des travaux	Estimée entre 5 et 10 ans

Le maître d'œuvre est sélectionné suite à une procédure adaptée avec négociation.
La Direction de l'architecture et du patrimoine assure pour la ville de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les travaux de restauration de l'église-collégiale Saint-Pierre-Le-Jeune conformément au programme ci-avant exposé ;*
- *le transfert de la maîtrise d'ouvrage de la Paroisse protestante Saint-Pierre-le-Jeune à la ville de Strasbourg par convention ;*

décide

d'imputer les dépenses d'investissement sur l'autorisation de programme AP0248 programme 1352,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à signer la convention de transfert ci-annexée,*
- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de prestations intellectuelles et de services conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*
- *à signer les dossiers de demandes d'autorisations de travaux,*
- *à lancer toutes les procédures administratives,*
- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, de l'UEPAL et des autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

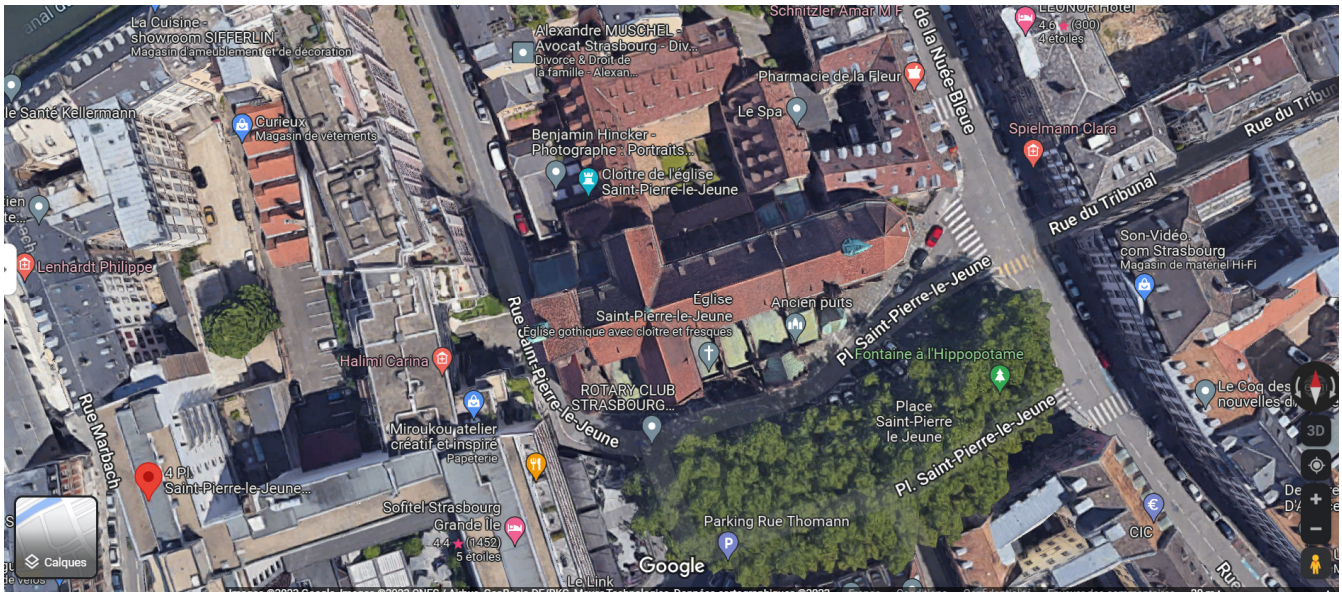
Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155617-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

ANNEXE

Restauration de l'église-collégiale St Pierre-Le-Jeune

Situé Place St-Pierre-Le-Jeune



Une propriété partagée

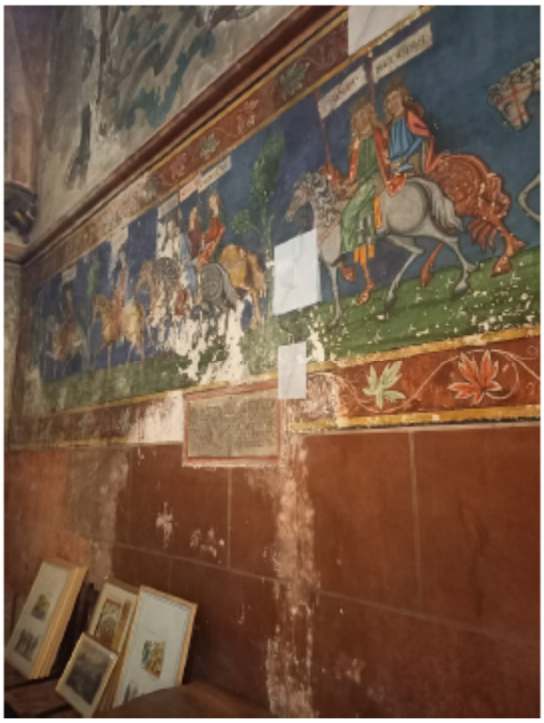
1 bâtiment, 2 propriétaires

- **Ville de Strasbourg.**
- **Paroisse Saint-Pierre-le-Jeune.**
- Limite : le jubé.





Etat des peintures murales intérieures





ETAT DES ENDUITS DE FACADES (ENDUITS ABIMES, MOUSSES)



Ville de Strasbourg

Paroisse Saint-Pierre-le-Jeune

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG ET LA PAROISSE SAINT-PIERRE-LE-JEUNE

Pour la restauration de l'église-collégiale Saint Pierre le Jeune

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage

Entre

LA VILLE DE STRASBOURG, domiciliée au 1 parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG Cedex,

Représentée par sa Maire JEANNE BARSEGHIAN, dûment habilité à signer la présente par délibération en date du 20 mars 2023,

Ci-après désignée « la Ville »

D'UNE PART,

Et

LA PAROISSE PROTESTANTE SAINT-PIERRE-LE-JEUNE, domiciliée au 3 rue de la Nuée Bleue - 67000 Strasbourg,

Représentée par M. le Pasteur PHILIPPE EBER, Président du conseil presbytéral,

Ci-après désignée « la Paroisse »

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

L'église-collégiale Saint-Pierre-le-Jeune fait l'objet d'une propriété partagée entre la Ville de Strasbourg et la Paroisse protestante Saint-Pierre-le-Jeune. En effet, les zones situées à l'Est du jubé appartiennent à la Ville et les zones situées à l'Ouest du jubé appartiennent à la Paroisse.

Différentes pathologies affectent l'édifice.
Les façades souffrent de problèmes liés à l'humidité. Les enduits se décollent, des coulures sont visibles, des remontées capillaires sont présentes en parties inférieures des murs. Les glacis des appuis des baies et sculptures présentent des mousses. Les revêtements des sols présentent également des altérations. Les systèmes de récupération des eaux pluviales sont régulièrement saturés.
Côté intérieur, quelques fissures ponctuelles sont visibles, les enduits se délient, des traces d'humidité sont présentes au niveau des sols et au niveau de certaines voûtes.
Les peintures murales qui n'ont pas fait l'objet de restauration continuent à se détériorer.
Dans le cloître, les enduits, surtout en partie basse des murs, s'altèrent. Des traces d'humidité et des altérations sont également visibles au niveau des dalles funéraires.

L'opération vise à programmer et réaliser les travaux pour assurer la bonne conservation de l'édifice et de ses composantes.

Pour mener à bien ce projet global, les parties ont décidé, en application des dispositions de l'article L 2422-1 et L 2422-12 du Code de la Commande Publique, de confier à la Ville de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération pour ses phases d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, d'études et de travaux.

La présente convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage unique exercée et en fixe le terme.

1 Objet de la convention de maîtrise d'ouvrage

Aux termes de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, « *lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 (...) ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».*

La Ville de Strasbourg et la Paroisse protestante Saint-Pierre-le-Jeune, ont décidé d'engager l'opération de restauration de l'église-collégiale Saint-Pierre-le-Jeune.

La restauration concerne l'ensemble de l'édifice dont la propriété est scindée en parcelles attribuées respectivement à chacune des deux parties. L'église relève ainsi de la compétence simultanée de la Paroisse et de la Ville. La Paroisse, considérée comme établissement public du culte, dispose d'un pouvoir de gestion sur l'édifice conformément à l'article 1-4 du décret

n°92-278 du 24 mars 1992 sur l'organisation des cultes protestants en vigueur dans les départements du Bas-Rhin.
Dans ces conditions la Paroisse souhaite confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Ville de Strasbourg.
La présente convention définit l'ensemble des conditions administratives, techniques et financières du transfert de maîtrise d'ouvrage de l'opération pour ses phases d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, d'études et travaux.

2 Missions confiées au maître d'ouvrage unique

La maîtrise d'ouvrage unique de l'opération sera assurée par la Ville de Strasbourg.
Les missions suivantes seront confiées au maître d'ouvrage unique :

2.1 Élaboration et passation des marchés publics

- assurer la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- respecter et mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives ad hoc s'appliquant au présent programme ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés pour la réalisation des études pré opérationnelles jusqu'à l'avant-projet, y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la désignation des entrepreneurs en charge de sa réalisation conformément aux exigences du Code de la commande publique ;
- attribuer, conclure et notifier l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération ;

2.2 Exécution des études et travaux

- effectuer les déclarations préalables de travaux auprès des gestionnaires de réseaux, les investigations complémentaires et le permis de construire…
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- agréer et effectuer, le cas échéant, le paiement des sous-traitants ;
- assurer le suivi technique et administratif des travaux, et procéder à l'ensemble des actes d'exécution (avenants, ordres de service, résiliations..) ;
- veiller à garantir l'accès aux bâtiments pendant la période des travaux ;
- assurer la réception, éventuellement partielle, des ouvrages et le suivi des levées des réserves ;
- procéder à la levée des réserves mentionnée au procès-verbal de réception ;
- assurer, si nécessaire, la mise en œuvre des garanties légales;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de toute action intentée, dans le cadre de la réalisation de l'opération ;
- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de l'opération.

3 Programme des travaux

Les travaux préconisés sont listés ci-après. Ce programme résulte des propositions faites dans le cadre des études de diagnostic et de l'état des lieux de l'église effectué en 2022. Le phasage fonctionnel des travaux sera discuté avec le maître d'œuvre retenu.

Restauration des extérieurs :
- Révisions des systèmes de récupération/évacuation des eaux pluviales existants, complément d'exploration par caméra des descentes d'eau intégrées, fourniture et pose de descentes d'eaux pluviales, réfection des chéneaux, mise en place de gouttière havraise, mise en place de boites à eau et de pare-neige,
- Remplacement des pierres de soubassements altérées, application de biocides sur les éléments en pierre de taille, réfection des enduits extérieurs et rejointoiement en recherche,
- Mise en place d'un drain à proximité des chapelles Saint-Nicolas, Zorn, Saint-Jean, de la partie basse de la tour occidentale, du bas-côté Sud et du chœur,
- Révision des châssis ouvrants et mise en place de protections extérieures grillagées, mise en place d'un système de récolte des eaux de condensation.

Restauration des intérieurs :
- Dépose des radiateurs situés le long des élévations et des réseaux liés,
- Restauration des enduits et des décors,
- Mise en lumière des intérieurs,
- Mise en œuvre d'un système d'assainissement des maçonneries,
- Interventions sur le sol du cloître pour permettre la ventilation,
- Reprise des enduits, restauration des décors et des dalles funéraires du cloître,
- Mise en place de regards de visite aux descentes d'eau intégrées.

S'y ajoute la mise en accessibilité de l'édifice.

4 Modalités de réception des travaux

Le maître d'ouvrage unique ou son représentant s'assurera de la bonne mise en œuvre des opérations de réception des ouvrages de l'opération, dans les conditions définies ci-après.

4.1 Opérations préalables à la réception

Il informera la Paroisse de la date à laquelle seront effectuées les opérations préalables à la réception afin que cette dernière puisse, selon sa volonté, y assister.
Une copie du ou des procès-verbal/ux des opérations préalables à la réception sera adressée à la Paroisse.

4.2 Réception et réserves

Une fois les opérations préalables à la réception terminée, le maître d'ouvrage transmettra à la Paroisse une copie du ou des procès-verbal/ux de réception – avec ou sans réserves – des ouvrages.

Dans l'hypothèse où la réception a fait l'objet de réserves, le maître d'ouvrage unique informera la Paroisse de la tenue des opérations de levée des réserves afin que cette dernière puisse, si elle le souhaite, y participer.
Au plus tard dans un délai de 90 jours à compter de l'envoi de la copie de la décision de réception sans réserve ou du procès-verbal de constat de levée des réserves, le maître d'ouvrage unique adressera à la Paroisse une copie des DOE.

4.3 Modalités de réception partielle

Le maître d'ouvrage ou son représentant pourra effectuer une réception partielle d'au moins un élément d'ouvrage considéré, et délimité. La réception partielle d'un ouvrage provoquera la remise de celui-ci au gestionnaire du ou des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 43 du CCAG travaux.

5 Modalités d'informations

5.1 Transmission d'informations

Le maître d'ouvrage unique informera régulièrement la Paroisse de l'évolution des phases d'étude et de travaux de l'opération à un référent désigné. Il s'engagera à transmettre les comptes rendus des réunions et le planning des opérations et travaux.

La Paroisse s'engage quant à elle à transmettre au maître d'ouvrage unique tous les documents en vue de la réalisation des études et des travaux (Plans, études antérieures, contraintes diverses du chantier …).

5.2 Validation préalable ou avis

Le maître d'ouvrage unique transmettra à la Paroisse, notamment pour validation et visas les plans et documents suivant :

- Le programme ;
- l'avant-projet et les études d'exécution de l'opération
- le DOE ;

Les validations ou avis des phases d'étude interviennent dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception des documents. Au-delà de ce délai, les documents seront réputés validés.

6 Modalités financières

6.1 Principes de financement

Le budget comprend :

- les marchés d'études pré opérationnelles, y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;

- les marchés d'étude pour la maîtrise d'œuvre ;
- les marchés de contrôle technique et de coordination sécurité (SPS) ;
- les marchés de travaux en eux-mêmes ;
- Les marchés de fournitures et services concourant à la réalisation de l'opération de travaux ;
- les frais annexes (publication, publicité, ...) et autres frais nécessaires pour réaliser le programme de réaménagement ;

Le financement de l'opération sera réparti entre la Ville et la Paroisse au terme des études de conception. La Ville va avancer les frais pour les études de maîtrise d'œuvre, les prestations intellectuelles et de services liées aux études de maîtrise d'oeuvre jusqu'en phase PRO-DCE incluses. A l'échéance de cette phase, le coût des travaux sera connu (issu de l'appel d'offres des travaux) ce qui permettra de déterminer la part financière de chacun.

Le budget définitif de l'opération et sa répartition entre la Ville et la Paroisse seront fixés par avenant à la présente convention. L'avenant traitera des modalités de règlement des comptes entre les deux parties (appels de fonds, périodicité des versements, règlement du solde, etc….).

Des subventions seront sollicitées auprès de la Collectivité Européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, de l'UEPAL et des autres financeurs. Dans le cadre de la présente convention, les actes en résultant seront établis et signés.

6.2 Montant prévisionnels

La présente convention fixe le budget prévisionnel de l'opération à 10 000 000 €, dont le détail des montants figure dans le tableau ci-après.

Travaux	7 900 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'oeuvre, contrôleur technique, coordination sécurité-santé, …)	1 250 000 € TTC
Divers (diagnostics, publications légales, panneau de communication, provisions…)	850 000 € TTC

7 Terme de la convention

7.1 Terme normal

Lorsque la réception des travaux intervient sans réserve, le terme de la convention intervient à compter de la signature du procès-verbal de réception des ouvrages par l'ensemble des partenaires.
Lorsque la réception des travaux intervient avec des réserves, le terme de la convention intervient lorsque l'intégralité des réserves pour les travaux concernés, y compris celles relatives à la garantie de parfait achèvement, seront levées.

7.2 <u>Résiliation amiable</u>

Les parties peuvent convenir d'un commun accord de mettre fin à la présente convention. Cette résiliation prend la forme d'un accord écrit des parties concernées précisant le délai de sa prise d'effet, ainsi que les conséquences financières de la fin anticipée du contrat

8 Litiges

Dans le cas où aucun accord n'aura pas pu être trouvé entre les parties après médiation, tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Pour la Ville de Strasbourg Le ../../…. La Maire Jeanne BARSEGHIAN	Pour la Paroisse protestante Saint-Pierre-le-Jeune Le ../../…. Le président du conseil presbytéral Philippe EBER

20

Communication au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Communication des observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est relatives au contrôle de la gestion de l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région.

Numéro V-2023-304

La Chambre régionale des comptes Grand Est a procédé à un contrôle des comptes et de la gestion de l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région (OTSR) pour les exercices 2016-2020.

Le rapport d'observations définitives a été adressé à la maire de Strasbourg le 02 février 2023.

Aux termes de l'article L243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives est communiqué par l'exécutif de la collectivité territoriale à son assemblée délibérante dès sa plus proche réunion, à savoir le Conseil municipal prévu le 20 mars 2023. Il fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante ; il est joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée et donne lieu à un débat.

Il appartient ainsi au Conseil municipal de Strasbourg de débattre de ce rapport et de prendre acte des observations définitives de la Chambre.

Le Conseil
Vu le Code des juridictions financières et notamment l'article L243-6
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir débattu

prend acte

des observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est relatives à un contrôle de la gestion de l'Office de tourisme de Strasbourg et sa région (OTSR) pour les exercices 2016-2020.

Communiqué le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156709-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Chambre régionale
des comptes
Grand Est

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES ET SA RÉPONSE

OFFICE DU TOURISME DE STRASBOURG ET SA RÉGION

(Département du Bas-Rhin)

Exercices 2016 à 2020

Le présent document a été délibéré par la chambre 25 octobre 2022

3-5, rue de la Citadelle ▪ 57000 METZ ▪ T +33 3 54 22 30 49 ▪ grandest@crtc.ccomptes.fr

SOMMAIRE

SYNTHÈSE 3
RAPPELS DU DROIT 4
RECOMMANDATIONS 5
1. PROCÉDURE 6
2. LES STATUTS ET LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES 6
2.1 La mise en œuvre des statuts 6
2.1.1 L'activité touristique dans la région de Strasbourg 6
2.1.2 La personnalité juridique et l'objet de l'association 8
2.1.3 La convention d'objectifs relative aux missions d'accueil des visiteurs et de promotion du tourisme 9
2.1.4 Le transfert de la compétence de promotion du tourisme à l'Eurométropole de Strasbourg 10
2.1.5 La coordination avec les autres instances en charge du tourisme 12
2.1.6 La coordination des divers partenaires du développement touristique local 13
2.2 Le fonctionnement des instances 15
2.2.1 L'assemblée générale 15
2.2.2 Le conseil d'administration 16
2.2.3 Le bureau 18
2.2.4 Le président et le président-délégué 18
2.2.5 Le trésorier 20
2.2.6 Le directeur de l'association 21
3. LES MISSIONS D'ACCUEIL ET D'INFORMATION DES VISITEURS ET DE PROMOTION DU TOURISME 22
3.1 L'accueil et l'information des visiteurs 23
3.1.1 Les locaux du bureau d'information 23
3.1.2 L'accueil des visiteurs 24
3.1.3 Les publications d'information à destination des visiteurs 25
3.1.4 La stratégie digitale 25
3.2 La promotion du tourisme 26
3.2.1 Les actions de promotion du tourisme 26
3.2.2 Les voyages et les déplacements 27
3.3 Le dispositif *« Euraccueil »* 28
3.4 La commercialisation de services touristiques 28
3.4.1 Les visites guidées 29
3.4.2 Le « Strasbourg pass » 29
3.5 La commercialisation de produits touristiques 30
3.6 Le financement des missions d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme 31
3.6.1 Les stipulations relatives à l'équilibre financier du service prévues par la convention d'objectifs 31
3.6.2 Les cotisations des membres et les recettes publicitaires et annexes 31
3.6.3 Les recettes issues des activités commerciales 32
3.6.4 Les subventions de fonctionnement 33
3.6.5 Les comptes du service public d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme 35
4. LES MISSIONS D'ORGANISATION DE PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE, DE FÊTES ET DE MANIFESTATIONS CULTURELLES 36
4.1 « Strasbourg, mon amour » 37
4.1.1 Le financement de l'opération *« Strasbourg mon amour »* 37

4.1.2 La contractualisation des subventions relatives à l'opération *« Strasbourg, mon amour »* 39
4.1.3 La fiabilité de l'enregistrement comptable de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* 39
4.1.4 La mise en œuvre des règles du code de la commande publique....40
4.1.5 L'effet de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* sur la fréquentation touristique ...41
4.2 Le concert de commémoration de la Grande Guerre....41
4.3 L'export du marché de Noël et de *« Strasbourg, mon amour »*....42
4.3.1 L'export du marché de Noël à Séoul, Dubaï et Taipei....43
4.3.2 Le marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New-York....44
4.3.3 L'atteinte des objectifs assignés aux opérations d'export du marché de Noël....50
5. LA SITUATION FINANCIÈRE....50
5.1 Le résultat....50
5.2 Le bilan....52
ANNEXE 1 : Détail des comptes de produits et de charges par activité....55
ANNEXE 2 : Comptes de produits et de charges....61
ANNEXE 3 : Soldes intermédiaires de gestion....64
ANNEXE 4 : Bilan fonctionnel....66

SYNTHÈSE

L'office du tourisme de Strasbourg et sa région a exercé ses missions d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme de manière efficiente mais le fonctionnement de ses instances révèle des défaillances.

L'office du tourisme de Strasbourg et sa région est une association de droit local. Il exerce entre 2016 et 2020 par délégation de l'Eurométropole de Strasbourg l'ensemble des missions prévues par le code du tourisme. La convention d'objectifs 2016-2018 renouvelée jusqu'en 2020 stipule irrégulièrement que la ville de Strasbourg continue de lui déléguer des compétences qu'elle ne détient plus en matière de tourisme. Cette irrégularité a pris fin à compter du 1er janvier 2021. En outre, les actions visant à améliorer l'accueil des membres des organisations internationales ayant leur siège à Strasbourg qu'il exerce dans ce cadre ne relèvent pas des missions prévues par le code du tourisme.

Sur la période contrôlée, l'office du tourisme de Strasbourg et sa région a mis en œuvre de manière efficiente les missions obligatoires de coordination des divers partenaires du développement touristique local, d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme en lien avec le comité départemental et le comité régional du tourisme. La stratégie digitale mise en œuvre a permis d'améliorer la visibilité de la destination Strasbourg. Les actions prévues par la convention d'objectifs ont été globalement mises en œuvre.

Le fonctionnement des instances de l'association s'avère cependant à tout le moins défaillant. Le conseil d'administration n'exerce pas la fonction de direction qui doit être la sienne selon les statuts. En outre, la justification des dépenses réalisées en contrepartie des subventions reçues s'avère très insuffisante et ne permet pas à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg de contrôler la bonne utilisation des sommes versées.

Les gestions des manifestations « Strasbourg, mon amour » et du marché de Noël à New-York sont affectées d'irrégularités et leurs effets respectifs sur la fréquentation touristique inexistants.

L'office du tourisme de Strasbourg et sa région a également organisé pour le compte de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg les missions facultatives d'organisation de la manifestation *« Strasbourg, mon amour »* et d'opérations d'export du marché de Noël dans des lieux emblématiques à l'étranger pour mettre en valeur la marque *« Strasbourg capitale de Noël »*. L'organisation d'un concert dans le cadre de la célébration du centenaire de la Grande Guerre n'entrait pas dans le cadre des missions qu'il pouvait mettre en œuvre à ce titre. Les objectifs assignés à ces opérations ne sont globalement pas atteints et leur gestion budgétaire et comptable - en particulier celle du marché de Noël organisé à New-York en décembre 2019 - est affectée de nombreuses irrégularités.

Les subventions versées pour l'accueil des visiteurs et la promotion du tourisme ont permis de financer les dépassements budgétaires des manifestations « Strasbourg, mon amour » et des opérations d'export du marché de Noël à l'étranger.

L'analyse des comptes de l'office du tourisme de Strasbourg et sa région fait apparaître que le montant des subventions versées pour la réalisation des missions déléguées est supérieur aux dépenses correspondantes. Les excédents versés à ce titre ont alors permis de financer les dépassements des prévisions budgétaires des opérations *« Strasbourg, mon amour »* et d'export du marché de Noël à l'étranger. Les résultats positifs consécutifs à la totalité des subventions attribuées ont alors alimenté la trésorerie de l'association qui atteint un niveau excessif par rapport aux besoins nécessaires. Á l'avenir, l'association devra veiller à convenir avec l'Eurométropole de Strasbourg de l'affectation de l'éventuelle part excédentaire des subventions versées.

RAPPELS DU DROIT

N° 1 : Conformément à l'article L. 612-5 du code de commerce, faire présenter à l'assemblée générale par le commissaire aux comptes le rapport spécial qu'il établit sur les conventions réglementées..... 16

N° 2 : Mettre en œuvre les dispositions statutaires de l'article 15 relatives au pouvoir de direction attribué au conseil d'administration, conformément à l'article L. 1134 du code civil. 18

N° 3 : Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif, mentionner dans l'annexe des comptes annuels les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants..... 22

N° 4 : Conformément à l'article L. 422-10 du code du commerce, ne pas réaliser d'opération commerciale qui ne soit pas prévue par les statuts..... 30

N° 5 : Présenter, à l'appui des conventions de subvention, des projets de budget et des comptes rendus financiers conformes à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et à ses textes d'application. 35

N° 6 : En application des normes comptables applicables et de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, mettre en œuvre une comptabilité analytique permettant d'identifier les charges et les produits du service public délégué et faisant apparaître la part issue des activités commerciales..... 36

N° 7 : Conformément au décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels, publier les comptes annuels et les rapports du commissaire aux comptes au journal officiel des associations et fondations d'entreprise..... 36

N° 8 : Conformément à l'article 266 du code général des impôts, ne pas comptabiliser les subventions reçues pour la mise en œuvre de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* comme la rémunération d'une prestation de service individualisée ou le complément d'un prix facturé au financeur..... 38

N° 9 : Conformément au règlement de l'autorité des normes comptables n° 2014-03 relatif au plan comptable général, enregistrer dans les états financiers l'intégralité des charges et des recettes selon leur nature et leur montant exact sans compensation. 40

N° 10 : Appliquer le code de la commande publique quand l'OTSR agit en tant que pouvoir adjudicateur en application de l'article L. 1211-1 du même code..... 40

N° 11 : Conformément à l'article L. 131-5 du code du tourisme, inscrire l'organisation d'actions de promotion sur les marchés étrangers dans un cadre coordonné par le comité départemental et le comité régional du tourisme..... 43

RECOMMANDATIONS

N° 1 : Formaliser les délibérations adoptées par le conseil d'administration, conformément à l'article 15 des statuts, dans les comptes rendus de ses réunions en faisant apparaître les résultats du vote par lequel il s'est prononcé. 18

N° 2 : Confier la fonction de caissier de l'association au trésorier et formaliser dans un règlement financier les procédures budgétaires et comptable. 21

N° 3 : Prévoir dans les statuts qu'une délégation de pouvoir peut être accordée au directeur dans les matières qui sont nécessaires à l'exercice de son pouvoir de gestion et d'organisation, élargir les délégations qui lui sont accordées à l'ensemble des actes qui s'y rattachent en les identifiant avec précision et mettre en œuvre des mécanismes de contrôle de son activité. 22

N° 4 : Présenter à la ville de Strasbourg une demande de subvention pour le financement du dispositif *« Euraccueil »* distincte de la demande liée au financement des missions de service public qui lui sont déléguées. 28

N° 5 : Préciser dans la convention d'objectifs que les recettes commerciales générées par les activités conventionnelles déléguées sont intégralement affectées au financement du service public administratif et sont distinctes des produits propres de l'OTSR qui ne peuvent financer que des engagements non prévus par la convention d'objectifs. 31

1. PROCÉDURE

La chambre régionale des comptes Grand Est a inscrit à son programme le contrôle des comptes et de la gestion de l'association Office du tourisme de Strasbourg et sa région (OTSR) pour les exercices 2016 à 2020.

Le contrôle a été ouvert par lettres adressées le 8 novembre 2021 à la présidente de l'association en fonctions à cette date et à son prédécesseur. En application de l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, les entretiens préalables aux observations provisoires se sont tenus le 31 mars 2022 avec le président en fonctions à cette date et le 8 avril 2022 avec sa prédécesseure.

Par courrier du 28 juin 2022, la chambre a adressé ses observations provisoires au président en fonctions et, pour ce qui les concerne, à ses prédécesseurs pendant la période contrôlée. Des extraits ont été également transmis aux personnes mises en cause.

Après examen des réponses reçues, la chambre a arrêté le 25 octobre 2022 ses observations définitives.

Ces observations portent sur les statuts et le fonctionnement des instances de l'OTSR, sur les missions d'accueil et d'information des visiteurs, de promotion du tourisme, d'organisation de programmes de développement touristique et de manifestations culturelles qui lui sont confiées et sur la situation financière de l'association.

2. LES STATUTS ET LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

2.1 La mise en œuvre des statuts

2.1.1 L'activité touristique dans la région de Strasbourg

Dans l'Eurométropole de Strasbourg comme dans les départements alsaciens, l'activité touristique est fortement marquée par l'attractivité des marchés de Noël, manifestations culturelles traditionnelles anciennes. À Strasbourg, cette activité a connu son essor dans les années 1990 à l'initiative de l'OTSR avec comme référence le marché de Noël de Nuremberg en Allemagne.

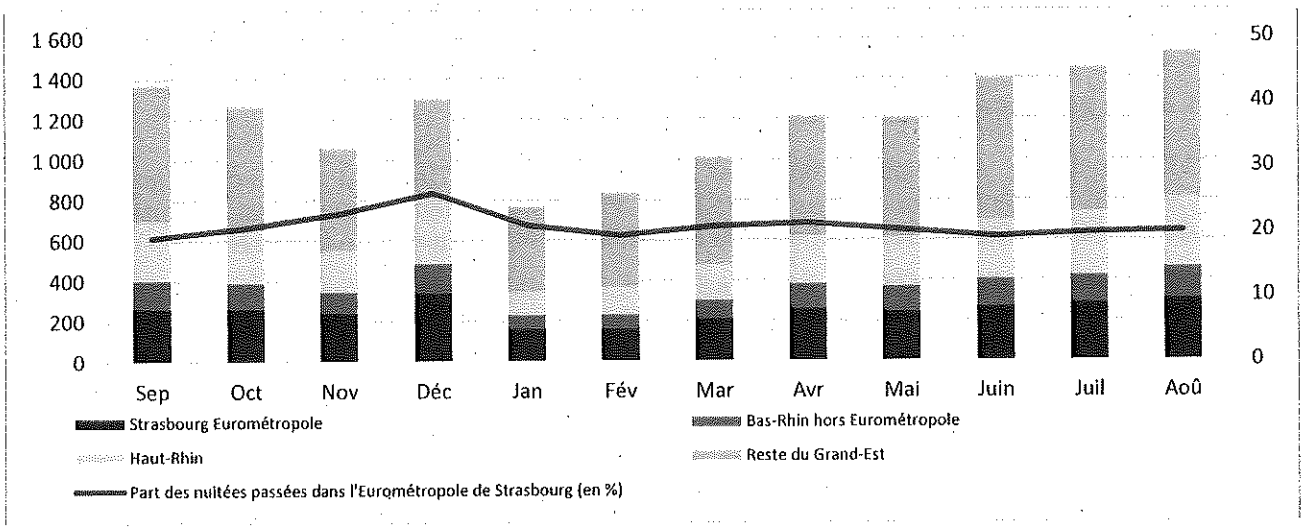
Sous l'effet d'une mercatique territoriale illustrée par le slogan adopté par l'OTSR en 1992 – *« Strasbourg, capitale de Noël »* – et de la mise en service de la ligne à grande vitesse Est-européenne en 2007, la fréquentation touristique a augmenté rapidement. Entre 2005 et 2016, le nombre de visiteurs pendant le mois de décembre à Strasbourg a doublé et franchi le seuil des 2 millions de touristes. Alors que le taux d'occupation des hôtels atteignait 36 % en décembre 1993, il atteint 83 % en décembre 2016[1]. Le mois de décembre est dès lors celui qui connaît la plus forte activité touristique. Les hôtels de l'Eurométropole de Strasbourg ont notamment enregistré en décembre 341 000 nuitées en 2019, soit 26 % de la fréquentation régionale de ce mois[2].

Pendant le reste de l'année, Strasbourg est aussi la première destination touristique de la région avec environ 20 % de la fréquentation hôtelière. La cathédrale est le site le plus fréquenté de la ville. Le patrimoine architectural et culturel alsacien et la tradition gastronomique et viticole sont les premières motivations des visiteurs dont un tiers viennent

[1] Bulletin de l'association des géographes français, 95-4, 2018, *Les marchés de Noël en Alsace. De l'extraordinaire à l'ordinaire du tourisme événementiel*, Alexandra Monot.
[2] Insee Analyses Grand Est, n° 124, 15/12/2020, *Été 2020 : entre deux vagues épidémiques, une brève respiration pour le tourisme.*

de l'étranger - majoritairement en provenance des pays frontaliers[3]. Les touristes séjournent en moyenne quatre jours dans la ville à partir de laquelle un tiers d'entre eux effectuent des excursions en Alsace à destination de Colmar et des villages de la route des vins. La présence du Parlement européen et d'organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe suscite par ailleurs un flux important de tourisme d'affaires.

Figure 1 : Nuitées par mois dans le Grand Est en 2019 (en milliers)



Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT).

Depuis le début des années 2010, la location d'hébergements chez des particuliers via des plateformes en ligne a également contribué à la croissance de la fréquentation touristique[4]. Au mois de décembre 2019, 165 000 nuitées dans ce type d'hébergement s'additionnaient aux 341 000 nuitées enregistrées dans l'hôtellerie traditionnelle. Sur l'ensemble de l'année 2019, Strasbourg figure au 46ème rang européen et au 8ème rang à l'échelle nationale au classement des destinations visitées par les utilisateurs de ces plateformes. Afin de réguler les conséquences de ce type de location sur l'accessibilité de l'habitat, l'Eurométropole de Strasbourg a adopté le 30 juin 2016 un règlement qui limite à 120 jours par an la location de locaux d'habitation.

La série d'attentats terroristes qui a touché la France depuis 2015 et Strasbourg le 11 décembre 2018 pèse fortement sur l'organisation du marché de Noël. Les impératifs sécuritaires augmentent son coût et entraînent des contraintes pour les riverains sans effet significatif cependant jusqu'à présent sur la fréquentation touristique.

A l'inverse, la crise sanitaire a eu pour conséquence la suspension de toute activité touristique lors du confinement de mars 2020. Elle a redémarré progressivement en juin 2020, mais les chiffres d'affaires des secteurs de la restauration et de l'hébergement sont demeurés inférieurs à leur niveau antérieur. Les hôtels du Bas-Rhin ont accusé une chute de la fréquentation de 44 % à 47 % entre juillet et septembre 2020 par rapport à 2019[5].

Le secteur du tourisme de la zone d'emploi de Strasbourg regroupait en 2017 près de 17 % des emplois liés à la présence de touristes (9 700) de la région Grand Est et 42 % des emplois

[3] Étude sur les clientèles touristiques de la destination Strasbourg, observatoire régional du tourisme et agence d'attractivité de l'Alsace, juin 2018.
[4] Insee Première, n° 1879, 26/11/2021, *Hébergements proposés par des particuliers via des plateformes : En 2019, Paris et Nice dans le top 10 des villes les plus fréquentées de l'Union européenne.*
[5] Insee Analyses Grand Est, n° 124, 15/12/2020, *Été 2020 : entre deux vagues épidémiques, une brève respiration pour le tourisme.*

touristiques relevaient de la restauration[6]. Le développement de ce secteur figure comme un des objectifs de la stratégie *« Éco 2030 »* de l'Eurométropole de Strasbourg.

En réponse à la crise sanitaire et en lien avec les orientations politiques du conseil métropolitain élu en juillet 2020, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite désormais réorienter la stratégie des *« 5 C »* (cathédrale, choucroute, coiffe, colombages et cigognes) qui a accompagné la massification et l'internationalisation du tourisme à Strasbourg pour viser la clientèle du bassin rhénan et valoriser davantage les atouts touristiques de l'ensemble du territoire métropolitain.

2.1.2 La personnalité juridique et l'objet de l'association

L'OTSR est une association régie par les articles 21 à 79-III du code civil local du 18 août 1896[7] maintenu en vigueur par la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle[8].

Conformément à l'article 55 du code civil local, ses statuts sont déposés au registre des associations du tribunal judiciaire de Strasbourg, dont l'extrait mentionne qu'ils ont été enregistrés le 6 juillet 1945 et modifiés en dernier lieu par l'assemblée générale extraordinaire du 11 juillet 2002.

Conformément à l'article 57 du code civil local, les statuts de l'OTSR définissent précisément son objet. Les statuts de l'association disposent que son objet social est notamment *« l'accueil des touristes et visiteurs ainsi que la promotion touristique de Strasbourg et de sa région »*. L'association ne commercialise pas de prestation hotellière.

En plus de l'accueil et de l'information des visiteurs et de la promotion du tourisme, l'association a également pour objet *« la conception, réalisation et diffusion de toute documentation susceptible de contribuer à mieux faire connaître les atouts touristiques de sa circonscription »*, la mise en œuvre de *« toute prospection et communication en France et à l'étranger tendant à favoriser le tourisme individuel et collectif »* et *« le montage et la commercialisation de produits touristiques au sens de l'article 2 de la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours »*. *« Chargée d'un service d'intérêt public »*, elle peut enfin prendre *« toutes initiatives (et organiser), en liaison avec les instances publiques, professionnelles et privées, locales, régionales et internationales, toutes les manifestations susceptibles de contribuer à la réalisation de son objet »*. Elle a son siège à Strasbourg et sa *« zone d'influence (...) couvre la région Alsace, ainsi que la zone géographique constituée par les Vosges, le pays de Bade (centre et sud) et la forêt noire centrale »*.

Conformément à l'article 58 du code civil local applicable aux associations inscrites, les statuts prévoient des dispositions relatives aux adhésions et à l'organisation de la vie associative. L'association rassemble les membres de droit et les professionnels et acteurs institutionnels du tourisme à jour de leur cotisation dont la candidature a été acceptée par le conseil d'administration qui dirige l'association. Il élit le président et un bureau composé d'au moins un vice-président, un secrétaire général et un trésorier.

Au 1er janvier 2020, l'association regroupait 463 adhérents, dont 26 membres de droit, 15 membres associés, 107 hôtels et campings, 136 entreprises proposant des services touristiques, 62 exploitants de meublés touristiques ou de chambre d'hôtes et 117 restaurants ou débits de boisson.

---

[6] Insee Analyses Grand Est, n° 49, 07/07/2017, *58 500 emplois touristiques dans le Grand Est, portés par l'hébergement et la restauration.*

[7] Modifié en dernier lieu par l'ordonnance n° 2015-904 du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations.

[8] Les associations qui relèvent de ces dispositions en application du code civil local ne relèvent pas de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association comme dans le reste de la France.

Au regard des dispositions du code civil local, l'OTSR dispose de la capacité juridique dans les mêmes conditions que les associations déclarées constituées sur le fondement de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et dans celles spécifiquement applicables aux associations relevant du code civil local.

2.1.3 La convention d'objectifs relative aux missions d'accueil des visiteurs et de promotion du tourisme

Le tourisme est une compétence partagée de l'État, des régions, des départements et des communes (article L. 111-1 du code du tourisme). En ce qui concerne le bloc communal, la création d'un office du tourisme est une compétence facultative du conseil municipal qui en fixe par délibération le statut et l'organisation (articles L. 133-1 et L. 133-2 du code du tourisme) pour assurer la mission de service public[9] que constitue *« l'accueil et l'information des touristes ainsi que la promotion touristique »* et *« (la contribution) à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local »* (article L. 133-3 du code du tourisme). La création d'un office du tourisme est facultative, mais si la commune l'a institué, il doit obligatoirement exercer ces deux missions[10].

L'office du tourisme peut également, si l'assemblée délibérante le décide, exercer des missions facultatives de *« participation à l'élaboration (...) de la politique touristique locale »* et de *« mise en œuvre des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles »* (article L. 133-3 du code du tourisme).

Il peut enfin *« commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues au chapitre unique du titre Ier du livre II »* relatif à la vente de voyages et de séjours et être *« consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques »* (article L. 133-3 du code du tourisme).

Les missions facultatives d'un office du tourisme pouvant générer des recettes commerciales substantielles, l'ensemble des missions qui lui sont déléguées peut constituer soit un service public administratif soit un service public commercial selon la nature de son financement[11].

Si l'office du tourisme est constitué sous forme associative, le conseil municipal lui confie l'exercice de ces missions par une convention[12].

Cette convention ne constitue pas, dans le cas d'un service public administratif, une délégation au sens des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT et L. 1121-3 du code de la commande publique[13] et n'est pas conditionnée à l'organisation d'un appel préalable à la concurrence. Si la convention prévoit que l'association partage un risque financier avec la collectivité, il s'agit néanmoins d'une délégation de service public au sens de la jurisprudence[14].

Au cas présent, l'objet associatif large de l'OTSR, qui peut prendre *« toutes initiatives (et organiser) toutes les manifestations susceptibles de contribuer à la réalisation de son objet »* lui permet de mettre en œuvre l'intégralité des missions obligatoires et facultatives que peut lui déléguer la collectivité compétente en matière de tourisme.

---

[9] Conseil d'État, 5 / 3 SSR, du 13 novembre 1996, n° 173500, inédit au recueil Lebon.
[10] Réponse du ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales à la question écrite n° 23855 de M. Daniel Chasseing (Corrèze - Les Républicains) publiée dans le JO Sénat du 02/02/2017 - page 408.
[11] Réponse du secrétariat d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation à la question écrite n° 15919 de M. Yves Pozzo di Borgo (Paris - UC) publiée dans le journal officiel du Sénat du 11/08/2011 - page 2109.
[12] Conseil d'Etat, 7 / 10 SSR, 10 juillet 1996, n° 140606, mentionné aux tables du recueil Lebon.
[13] Conseil d'État, Section, 6 avril 2007, n° 284736, publié au recueil Lebon.
[14] Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 24 mars 2022, n° 449826.

Sur la période examinée, la convention d'objectifs 2016-2018 établie entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et l'OTSR prévoit que lui sont déléguées l'intégralité des missions obligatoires et facultatives prévues à l'article L. 133-3 du code du tourisme pour la période 2016-2018.

La convention prévoyant que les missions de service public sont principalement financées par des subventions et accessoirement par des recettes commerciales, il s'agit d'une délégation de service public qui ne devait pas faire l'objet d'un appel à la concurrence. La convention assigne trois objectifs déclinés en 28 actions à l'OTSR :

- *« poursuivre les efforts en termes de qualité d'accueil, de services et de produits ;*
- *optimiser les outils et supports numériques comme levier de promotion, de découverte et de partage d'expérience ;*
- *renforcer la connaissance des clientèles et les actions marketing ».*

La convention d'objectifs n'a pas été renouvelée à l'échéance mais les conventions financières signées avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour 2019 prévoient sa prorogation pour une année. Dans le contexte de la réflexion engagée par l'Eurométropole de Strasbourg sur la mise en œuvre de la politique du tourisme évoquée dans la partie 2.1.4, une nouvelle convention tripartite a été signée pour l'année 2020. Elle reprend les objectifs de la convention 2016-2018 en précisant que le deuxième objectif comprend également la *« fidélisation »* des touristes et que la connaissance de la clientèle prévue pour le troisième objectif consiste à déterminer les différentes catégories de visiteurs ou « *segmentation des clientèles* ».

Les conventions d'objectifs prévoient un comité de suivi distinct du conseil d'administration de l'OTSR pour évaluer la mise en œuvre du programme d'action. Il a été réuni pour la première fois pendant la période contrôlée le 9 novembre 2020 à l'initiative des dirigeants élus le 2 octobre 2020.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 133-3 du code du tourisme, l'OTSR a transmis chaque année à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg un rapport annuel d'activité accompagné d'un rapport financier comprenant les comptes annuels de l'exercice passé et le budget de l'exercice en cours.

2.1.4 Le transfert de la compétence de promotion du tourisme à l'Eurométropole de Strasbourg

L'article 43 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a modifié l'article L. 5217-2 du CGCT relatif aux compétences des métropoles qui prévoit désormais que les métropoles exercent de plein droit en lieu et place des communes membres la compétence en matière de *« promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme »*.

La compétence de *« promotion du tourisme »* mentionnée dans les articles L. 5217-2 du CGCT et L. 134-1 du code du tourisme doit s'entendre comme recouvrant les compétences obligatoires d'accueil et d'information des touristes, de promotion touristique et de coordination des acteurs locaux du secteur mentionnées à l'article L. 133-3 du code du tourisme[15].

[15] Réponse du ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales à la question écrite n° 23855 de M. Daniel Chasseing (Corrèze - Les Républicains) publiée dans le JO Sénat du 02/02/2017 - page 408.

Sous réserve des exceptions prévues par le législateur[16] et selon le principe d'exclusivité applicable aux compétences facultatives comme la promotion du tourisme[17], les métropoles devaient se prononcer sur le maintien des offices de tourisme existants dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de ces dispositions. Lorsque la délibération institue un seul office du tourisme, celui-ci prend *« la dénomination d'office de tourisme métropolitain »* (L. 134-1-1 du code du tourisme).

Depuis sa création le 1er janvier 2015[18], l'Eurométropole de Strasbourg s'est substituée à la ville de Strasbourg pour l'exercice de la compétence de promotion du tourisme.

La communauté urbaine de Strasbourg qui lui préexistait exerçait déjà à cette date des compétences en matière de *« soutien à la promotion et au développement touristique de l'agglomération par le versement d'une subvention à l'office de tourisme et le soutien aux initiatives communales dans le domaine des équipements touristiques et de loisirs d'agglomération »* conjointement avec la ville de Strasbourg. La dernière modification des statuts de l'OTSR en avril 2002 tire les conséquences de cette compétence par la création de deux sièges de droit pour la communauté urbaine de Strasbourg à l'assemblée générale et au conseil d'administration.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée d'une stratégie en matière de tourisme intégrée à la feuille de route du développement économique *« Strasbourg Éco 2030 »* et perçoit la taxe de séjour en lieu et place de ses membres. Elle est le principal financeur de l'OTSR et de l'association Strasbourg Convention Bureau spécifiquement en charge du développement du tourisme d'affaires.

Malgré le transfert de compétence à l'Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2015 et alors que les exceptions prévues par le législateur ne s'appliquent pas à l'OTSR, la convention d'objectifs 2016-2018 prévoit que la ville de Strasbourg lui délègue une compétence qu'elle ne détient plus et lui verse une subvention de fonctionnement de 510 000 € par an.

Lors de l'assemblée générale de l'association du 8 juin 2017, le président de l'Eurométropole de Strasbourg a annoncé la volonté conjointe de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg de réaliser un audit de l'OTSR préalablement au renouvellement de la convention triennale. Le rapport de la mission d'audit présenté lors de la réunion du bureau de l'OTSR du 26 avril 2018 soulève la question de l'organisation de la compétence tourisme à l'échelle du territoire de la métropole.

Lors de la réunion du conseil d'administration de l'association du 5 juin 2018, le représentant de l'Eurométropole de Strasbourg a annoncé la constitution d'un groupe de travail associant des élus de la ville et la métropole sur cette question. Le groupe de travail a appuyé ses travaux sur le rapport d'une seconde mission réalisée par le service d'audit interne de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg présenté en août 2019. Sur la base de ces travaux, le groupe de travail a décidé de s'adjoindre les conseils d'une mission d'appui conduite par le cabinet ayant réalisé le premier audit. Le rapport du groupe de travail a été rendu en février 2020 sous la forme d'une feuille de route à destination des assemblées délibérantes qui seraient issues des élections municipales de 2020 actant le principe de l'achèvement du transfert de la promotion du tourisme à l'Eurométropole de Strasbourg.

---

[16] L'article L. 133-1 du code du tourisme prévoit que peuvent subsister les offices du tourisme communaux intervenant sur un périmètre où existe *« des marques territoriales protégées distinctes par leur situation, leur appellation ou leur mode de gestion »*. La loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne dispose qu'une station touristique peut conserver son office du tourisme si l'office intercommunal n'est pas situé sur son territoire et la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dispose qu'une station touristique intégrée à une communauté de communes peut récupérer la compétence.

[17] Cour Administrative d'Appel de Marseille, 5ème chambre - formation à 3, 11/04/2014, 12MA00381, Inédit au recueil Lebon.

[18] Par le décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée *« Eurométropole de Strasbourg »*.

Pendant la conduite de ces travaux, la ville de Strasbourg a versé de nouvelles subventions de fonctionnement à l'OTSR pour les exercices 2019 et 2020.

Lors de l'assemblée générale du 2 octobre 2020, la maire de Strasbourg et la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg nouvellement élues ont annoncé leur volonté de suivre la feuille de route définie par les équipes précédentes.

La présidente de l'OTSR a annoncé lors de la réunion du 16 décembre 2020 la constitution de quatre commissions thématiques (consolider les filières touristiques, s'adapter aux mutations de la destination urbaine, favoriser les dynamiques inter-territoires, enrichir l'écosystème) au sein de l'OTSR pour préparer cette évolution.

Le conseil métropolitain du 18 décembre 2020 a décidé que la subvention auparavant versée par la ville de Strasbourg serait désormais intégrée à celle versée par l'Eurométropole et s'est adjoint les services d'une nouvelle mission d'appui en vue de la révision des statuts de l'OTSR ou de la création d'un organisme d'une autre nature juridique pour regrouper l'exercice de ses missions et celles de Strasbourg Convention Bureau avant 2024. La présidente de l'Eurométropole de Strasbourg indique qu'il a été acté que le regroupement prendrait la forme d'une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont la rédaction des statuts a commencé en septembre 2022.

La chambre invite l'OTSR à conduire à son terme la démarche de dissolution en cours et observe que le futur office du tourisme constitué sous forme de SCIC devra prendre la dénomination d'office du tourisme métropolitain conformément à l'article L. 134-1-1 du code du tourisme.

2.1.5 La coordination avec les autres instances en charge du tourisme

Si les compétences dans le domaine du tourisme sont partagées entre l'État, les régions, les départements et le bloc communal, l'article L. 111-1 du code du tourisme prévoit qu'ils *« exercent ces compétences en coopération et de façon coordonnée »* et l'article L. 133-3 du même code que l'office de tourisme assure ses missions *« en coordination avec le comité départemental et le comité régional du tourisme »*.

La coordination de l'OTSR avec les autres instances en charge du tourisme se concrétise par leur participation au conseil d'administration au sein du collège des collectivités publiques.

Avec les services de l'État

La coordination de l'action de l'OTSR avec les services de l'État est recherchée dans les statuts par la participation de droit d'un de leur représentant au collège des collectivités publiques. Ce siège est toutefois vacant depuis la suppression du poste de chargé de mission responsable du tourisme en leur sein.

Avec la région Grand Est et le comité régional du tourisme

Le conseil régional est chargé d' « *assurer le recueil, le traitement et la diffusion des données relatives à l'activité touristique dans la région* », de « *coordonner, dans la région, les initiatives publiques et privées, dans les domaines du développement, de la promotion et de l'information touristiques* » (article L. 131-2 du code du tourisme) et de créer un comité régional du tourisme dont la composition prévoit la participation des offices du tourisme communaux (article L. 131-4 du code du tourisme).

Le conseil régional Grand Est a adopté un schéma régional de développement touristique (SRT) pour la période 2018-2023 qui se décline en cinq pactes de destination dont un est consacré à la destination Alsace. La région Grand Est est à l'origine de la création le

8 février 2019 de l'agence régionale du tourisme Grand Est (ART GE) qui se substitue aux comités régionaux du tourisme de Lorraine et de Champagne-Ardenne et reprend pour partie les missions relatives au tourisme confiées par le conseil régional d'Alsace à l'agence d'attractivité d'Alsace, qui assurait également la promotion économique à l'international et la gestion de la marque partagée *« Alsace »*.

Conformément à l'article L. 131-4 du code du tourisme, l'OTSR est membre de l'ART GE. Les statuts de l'OTSR prévoient la participation de droit de la région Grand Est au conseil d'administration et ses représentantes successives ont régulièrement participé à ses réunions. Après sa création, la représentation de la région au sein du conseil d'administration de l'OTSR a été assurée par la conseillère régionale également présidente de l'ART GE.

Avec la collectivité européenne d'Alsace et le comité départemental du tourisme

Le conseil départemental est chargé de l'élaboration de la *« politique touristique du département »* (article L. 132-4 du code du tourisme) qu'il confie au comité départemental du tourisme dont la mission est de *« la préparer et de la mettre en œuvre »* (article L. 132-2 du code du tourisme). L'article L. 132-3 du code du tourisme prévoit l'adhésion des offices du tourismes du département au comité départemental du tourisme.

La collectivité européenne d'Alsace dispose d'une compétence renforcée dans le domaine du tourisme. Elle *« est compétente pour promouvoir l'attractivité touristique de son territoire en France et à l'étranger »* (article L. 3431-7 du CGCT) et son comité départemental du tourisme est *« chargé d'animer et de coordonner l'action des collectivités territoriales et des autres acteurs concernés, en cohérence avec le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs »* (article L. 132-1 du code du tourisme).

À la suite de l'échec du référendum organisé en 2014 sur la fusion des départements alsaciens, les conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont décidé en 2016 de fusionner les comités du tourisme départementaux pour créer l'association Alsace Destination Tourisme (ADT) à qui ils ont confié l'animation de la stratégie d'innovation et de développement touristique de l'Alsace adoptée en décembre 2017 pour la période 2017-2021.

En anticipation de la création de la collectivité européenne d'Alsace (CEA) au 1er janvier 2021, les missions liées à la qualité de l'accueil touristique exercées par l'agence d'attractivité d'Alsace pour le compte de la région ont été confiées à ADT en février 2019 et celle-ci s'est vu confiée l'animation du pacte de destination Alsace qui décline le schéma régional de développement touristique à cet échelon. La CEA et ADT sont membres de droit du conseil d'administration de l'OTSR. Conformément à l'article L. 132-3 du code du tourisme, l'OTSR est membre d'ADT.

2.1.6 La coordination des divers partenaires du développement touristique local

En plus de la coordination avec le comité départemental et avec le comité régional du tourisme, l'article L. 133-3 du code du tourisme prévoit que l'office de tourisme *« contribue à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local »* et cette mission fait partie de celle qu'il doit obligatoirement mettre en œuvre.

La contribution de l'OTSR à la coordination des acteurs locaux du secteur du tourisme se concrétise par leur participation aux collèges du conseil d'administration au sein desquels ils sont représentés.

Le collège des institutionnels

Au sein du conseil d'administration, le collège des *« institutionnels »* compte neuf membres de droit. Il est composé d'un représentant de l'archevêché de Strasbourg, du président de la chambre de commerce et d'industrie Alsace Eurométropole (CCI AE), d'un de ses représentants, d'un représentant de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim, du président de la société Electricité de Strasbourg, du président du port autonome de Strasbourg, du président de la compagnie des transports strasbourgeois, du directeur régional de la SNCF, du directeur des musées municipaux de Strasbourg et d'un ou deux autres membres élus par l'assemblée générale.

Entre 2016 et 2020, la société Strasbourg Evénements, qui gère et exploite le Palais de la Musique et des Congrès, et l'association Jeune chambre économique de Strasbourg jusque fin 2017 ont disposé de représentants élus au conseil d'administration dans ce collège.

La chambre constate que près de la moitié des sièges au sein du collège des *« institutionnels »* sont demeurés vacants ou n'ont pas été occupés pendant la période contrôlée. Elle invite l'OTSR à revoir sa composition.

Si la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg déclare que la composition des collèges de la SCIC à qui seront confiées les missions de l'office du tourisme et de Strasbourg Convention Bureau permettra une meilleure coordination des partenaires institutionnels, la chambre observe qu'à ce jour l'association Strasbourg Convention Bureau, chargée par l'Eurométropole de Strasbourg de l'animation de la politique relative au tourisme d'affaires, n'est pas représentée au sein de ce collège.

Le collège des socio-professionnels

Le collège des *« socio-professionnels »* compte huit membres de droit et regroupe le président du groupement des hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons du Bas-Rhin, le président du groupement des chaînes hôtelières d'Alsace, le président du syndicat des hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons de Strasbourg et de sa région, le président du syndicat national des agences de voyage de la région Est, un représentant des compagnies aériennes, le président de l'association *« les vitrines de Strasbourg »*, le président de l'association *« Accueil jeunes Alsace »*, le président de l'union nationale des associations de tourisme-Alsace et un autre membre élu par l'assemblée générale.

Entre 2016 et 2020, le directeur du groupement des hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons du Bas-Rhin a siégé au titre de membre élu au sein de ce collège.

La rotation des titulaires des sièges est faible. Quatre d'entre eux les ont occupés pendant toute la période sous revue et figurent parmi les 15 membres du conseil d'administration qui ont participé à plus de la moitié de ses réunions.

Selon la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, la composition du collège des socio-professionnels de la SCIC à qui seront confiées les missions de l'office du tourisme et de Strasbourg Convention Bureau donnera *« une place significative aux partenaires socio-professionnels »*.

La chambre constate néanmoins que le siège du représentant des compagnies aériennes a été vacant pendant toute la période contrôlée et l'est encore à ce jour. Elle invite en conséquence l'OTSR à s'interroger sur l'opportunité de maintenir sa représentation au sein de l'instance de direction dans le cadre de la réflexion en cours sur ses statuts.

Le collège des « personnalités qualifiées »

Le collège des « *personnalités qualifiées* » est composé d'un maximum de 12 membres élus par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Le nombre de personnalités qualifiées a varié entre huit et 11 sur la période contrôlée. Les membres sont majoritairement des exploitants d'établissements hôteliers, de restauration ou de débits de boisson de Strasbourg ou des guides touristiques et la rotation des titulaires des sièges est fréquente puisque 20 personnes différentes ont été désignées entre 2016 et 2020. Toutefois, quatre d'entre elles ont occupé un siège au sein du collège pendant toute la période contrôlée et figurent parmi les 15 membres du conseil d'administration qui ont participé à plus de la moitié de ses réunions.

Le président en fonctions jusqu'au 2 décembre 2020 a été désigné par l'assemblée générale président d'honneur et membre du conseil d'administration comme personnalité qualifiée après l'élection de la représentante de la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg à la présidence de l'association.

Conformément à l'article L. 133-3 du code du tourisme, l'OTSR contribue à coordonner les interventions des acteurs du secteur qui sont tous représentés au sein des différents collèges du conseil d'administration à l'exception de l'association Strasbourg Convention Bureau. Les comptes rendus de ses réunions font apparaître que le conseil d'administration constitue un lieu d'échanges entre acteurs du tourisme de l'Eurométropole de Strasbourg sur les questions qui concernent le secteur.

2.2 Le fonctionnement des instances

2.2.1 L'assemblée générale

Le nombre d'adhérents de l'association tend à diminuer entre 2016 et 2020. L'association comptait 720 membres actifs en 2016 et n'en compte plus que 463 au 1er janvier 2020. Certains prestataires touristiques qui adhéraient à l'OTSR pour y trouver un canal de distribution et de commercialisation, notamment les loueurs de meublés touristiques et de chambres d'hôte, privilégient désormais l'adhésion aux plateformes en ligne dont l'activité se développe pendant la période contrôlée.

Parmi les membres de droit, qui disposent également de sièges au conseil d'administration, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont les mieux représentés avec respectivement trois et deux sièges. Jusqu'en 2017 cependant, le président de l'Eurométropole de Strasbourg occupait seul ces deux sièges, ayant également été désigné comme représentant de l'Eurométropole par une délibération du 5 mai 2014. *« Une même personne ne pouvant être membre que d'un seul collège et ce à un seul titre »* (article 11 des statuts), il ne disposait toutefois que d'une seule voix. Le conseil municipal de Strasbourg a désigné les trois représentants prévus par les statuts dès le début de la mandature.

La chambre observe qu'en prévoyant une telle représentation dans les modifications statutaires de 2002, l'assemblée générale extraordinaire a entendu privilégier les collectivités en charge de la compétence d'accueil des visiteurs et de promotion du tourisme. Cette compétence ayant désormais été transférée de manière exclusive à l'Eurométropole de Strasbourg, cette dernière devrait dès lors disposer davantage de membres de droit que la ville de Strasbourg au sein de l'assemblée générale.

Conformément aux statuts, une assemblée générale ouverte à l'ensemble des adhérents a été convoquée chaque année entre 2016 et 2020 pour déterminer le montant des cotisations des membres, examiner le rapport établi par le conseil d'administration sur les activités de l'association, le rapport financier comprenant les comptes de l'exercice passé et le budget de

l'exercice à venir et valider l'affectation du résultat proposée par le conseil d'administration. Conformément aux statuts qui lui confient cette attribution, l'assemblée générale s'est également prononcée sur les candidatures des adhérents au conseil d'administration.

Conformément aux articles L. 612-4 et D. 612-5 du code de commerce, l'assemblée générale a désigné un commissaire aux comptes et examiné son rapport. Le mandat de six années du commissaire aux comptes étant arrivé à échéance en 2017, celui-ci a été renouvelé lors de l'assemblée générale de la même année. Conformément à l'article L. 823-1 du code de commerce, un commissaire aux comptes suppléant a également été désigné par l'assemblée générale. Suite au décès du commissaire aux comptes en janvier 2020, le commissaire suppléant a pris ses fonctions à compter de l'adoption des comptes de l'exercice 2019.

L'article L. 612-5 du code de commerce prévoit que le commissaire aux comptes doit présenter à l'organe délibérant de l'association un rapport spécial sur les conventions passées entre la personne morale et l'un de ses administrateurs ou l'une des personnes assurant un rôle de mandataire social. Ce rapport vise notamment à informer les membres de l'association du salaire versé aux dirigeants élus et des participations prises par l'association dans d'autres organismes.

Le rapport spécial du commissaire aux comptes n'a pas été produit pour l'exercice 2016. Il a été produit pour les exercices 2017 à 2020 mais aucune mention n'en est faite dans les procès-verbaux des assemblées générales qui se sont réunies pendant la période contrôlée. Le président indique que le commissaire aux comptes a été informé de cette situation et a présenté en conséquence son rapport spécial sur l'exercice 2021 lors de l'assemblée générale du 5 juillet 2022.

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de faire présenter à l'assemblée générale par le commissaire aux comptes le rapport spécial sur les conventions réglementées signées par l'association et prend note de l'engagement du président de l'OTSR à mettre en œuvre cette obligation à l'avenir.

Rappel du droit n° 1 : Conformément à l'article L. 612-5 du code de commerce, faire présenter à l'assemblée générale par le commissaire aux comptes le rapport spécial qu'il établit sur les conventions réglementées.

2.2.2 Le conseil d'administration

La participation au conseil d'administration

Le conseil d'administration est constitué des membres des quatre collèges précités dont aucun ne détient la majorité des voix et dont les membres ne le sont qu'à un seul titre et ne peuvent pas être membre d'un autre collège. Il est composé d'au moins 20 et d'au plus 40 membres renouvelés par tiers au cours de l'assemblée générale suivant chaque exercice social. Conformément aux statuts, ce nombre a varié de 30 à 39 entre 2016 et 2020.

Conformément aux statuts, le conseil d'administration s'est réuni au moins deux fois par an et 14 fois au total entre 2016 et 2020. Le président en fonctions jusqu'au 2 décembre 2020 est le seul membre à avoir participé à la totalité de ces réunions.

En prenant en compte les pouvoirs donnés par les absents à leur représentant, le taux de participation qui atteint 80 % en moyenne sur la période permet de satisfaire la condition de réunion d'un quorum de la moitié des membres prévu par les statuts.

En ne prenant en compte que les membres présents, ce taux de participation atteint 46 % du fait de la présence de 15 membres à plus de la moitié des réunions.

La représentation de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg au sein du collège des collectivités publiques

En plus des représentants des collectivités et des instances territoriales en charge du tourisme précités, le maire de Strasbourg ou son représentant, un autre représentant du conseil municipal, le président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant et un autre représentant du conseil métropolitain sont membres du collège des *« collectivités publiques »*.

Le président de l'Eurométropole de Strasbourg représentait seul l'établissement public aux réunions du conseil d'administration jusqu'en septembre 2017.

Après la désignation de l'adjoint au maire en charge du commerce et du tourisme entre octobre 2016 et la fin de la mandature, comme membre du conseil d'administration en tant que personnalité qualifiée par l'assemblée générale du 8 juin 2017, la ville de Strasbourg disposait de trois représentants au sein du conseil d'administration. La désignation par l'Eurométropole de Strasbourg d'un second représentant quelques semaines après l'élection de l'adjoint en charge du commerce et du tourisme au conseil d'administration n'a pas permis de rétablir la parité prévue par les statuts et même après cette désignation, l'Eurométropole de Strasbourg n'a pas été présente ou représentée à toutes les réunions du conseil d'administration.

Les statuts ne définissent pas les critères sur la base desquels les personnalités qualifiées sont désignées. Ils précisent toutefois que les candidatures au conseil d'administration ne peuvent émaner que d'adhérents ayant au moins un an d'appartenance à l'association, ce qui exclut la possibilité pour un membre de droit non soumis à la condition d'adhésion de se présenter à ce titre.

À supposer qu'une interprétation extensive permette d'admettre l'hypothèse contraire, la condition liée au délai de présence à l'assemblée générale comme représentant de la ville de Strasbourg n'était pas remplie par l'adjoint en charge du commerce et du tourisme à la date de son élection au conseil d'administration. En outre le compte rendu de l'assemblée générale du 8 juin 2017 fait apparaître que sa qualification repose sur sa qualité d'adjoint au maire de Strasbourg alors que les statuts disposent que les représentants du conseil municipal de Strasbourg doivent siéger au sein du collège des *« collectivités publiques »*. Enfin les statuts prévoient que les membres du conseil d'administration *« ne peuvent être membres que d'un seul collège et à un seul titre »*. Or cet élu est déjà présent au conseil d'administration du 3 mai 2017 lors duquel il intervient en tant qu'adjoint au tourisme de la ville de Strasbourg.

La chambre observe que la désignation de l'adjoint au maire en charge du commerce et du tourisme au conseil d'administration n'était pas régulière au regard des statuts.

Les attributions du conseil d'administration

Les statuts prévoient que le conseil d'administration prend toutes les décisions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale par un vote à la majorité simple.

Cependant, contrairement à ce que prévoient les statuts, le conseil d'administration n'a délibéré pendant la période contrôlée que sur les procès-verbaux des séances précédentes, les projets de budgets et par exception sur des décisions relatives à l'activité de l'association comme la rémunération du président ou la validation de certaines dépenses associées au projet de marché de Noël à New-York. Lorsqu'il a été sollicité par le président ou le président délégué, l'avis du conseil d'administration n'a pas été soumis au vote et n'a pas été formalisé par une délibération jointe au compte rendu.

Le conseil d'administration n'a pas délibéré sur toutes les autres décisions qui constituent l'objet même de l'association comme la signature des conventions de délégation et de subvention avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la signature des contrats de prestations évènementielles dans le cadre de l'organisation des manifestations *« Strasbourg, mon amour »*, la création de la filiale OTSR USA Inc. et du fonds de dotation

dans le cadre de l'organisation du marché de Noël à New-York ou la signature d'un avenant au contrat de travail du directeur lui accordant une hausse de rémunération.

L'article 1134 du code civil dispose que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont formées. L'article 15 des statuts de l'OTSR prévoit que le conseil d'administration est l'organe directeur de l'association. La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de se conformer aux règles prévues par les statuts. Elle lui recommande également de formaliser les délibérations que le conseil d'administration adopte dans les comptes rendus de ses réunions en faisant apparaître les résultats du vote auquel il a été procédé. Elle prend note de l'engagement du président à respecter cette obligation et à mettre en œuvre cette recommandation à l'avenir.

Rappel du droit n° 2 : Mettre en œuvre les dispositions statutaires de l'article 15 relatives au pouvoir de direction attribué au conseil d'administration, conformément à l'article L. 1134 du code civil.

Recommandation n° 1 : Formaliser les délibérations adoptées par le conseil d'administration, conformément à l'article 15 des statuts, dans les comptes rendus de ses réunions en faisant apparaître les résultats du vote par lequel il s'est prononcé.

2.2.3 Le bureau

Le conseil d'administration élit en son sein un bureau pour une durée de trois ans, composé d'un président, de vice-présidents, d'un secrétaire général, d'un secrétaire général adjoint, d'un trésorier, d'un trésorier adjoint et d'assesseurs. Il est chargé de *« préparer et d'exécuter les décisions du conseil d'administration »*.

Entre 2016 et 2020, le bureau élu compte parmi ses membres les trois représentants de la ville de Strasbourg qui sont également président et vice-présidents et aucun représentant de l'Eurométropole de Strasbourg, sauf après l'élection de la représentante de l'Eurométropole comme présidente de l'OTSR le 2 décembre 2020. Il s'est réuni une fois par an sauf en 2019. Le taux moyen de participation des membres du bureau aux réunions est de 55 %.

Les statuts prévoient la possibilité pour le président de *« déléguer temporairement une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs »*. En application de ces dispositions, le président a délégué par convention de délégation sa signature aux deux autres représentants de la ville de Strasbourg également membres du bureau et vice-présidents de l'OTSR pour des actes nécessitant un engagement financier et une procuration bancaire.

Les comptes rendus des réunions du bureau font apparaître que les points de l'ordre du jour sont proches de ceux examinés par le conseil d'administration. Le bureau n'exerce pas les fonctions d'instance préparatoire qui lui sont assignées par les statuts. Par exemple, il n'examine pas les délibérations budgétaires et fonctionne comme une formation restreinte du conseil d'administration, comme l'illustre la réunion du 26 avril 2018 consacrée aux conclusions de l'audit commandé par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

2.2.4 Le président et le président-délégué

Les attributions du président et du président-délégué

Le président de l'OTSR est élu par le conseil d'administration tous les trois ans et *« chargé d'assurer le fonctionnement de l'association et d'exécuter les décisions du bureau. Il représente l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile »*.

Pendant la période contrôlée, le représentant du maire de Strasbourg au conseil d'administration qui exerce alors la fonction de président depuis le 14 octobre 2014 est réélu le 3 octobre 2017. Lors du conseil d'administration du 2 décembre 2020, la représentante de la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg est élue à cette fonction.

L'article 16 des statuts prévoit également la possibilité pour le conseil d'administration de désigner un ou deux présidents-délégués, sans définir précisément les attributions attachées à cette fonction. Sans application sur la période contrôlée jusqu'au 17 mai 2018, elle est dès lors attribuée à l'adjoint au maire en charge du tourisme jusqu'à son départ de l'OTSR en octobre 2020.

De manière irrégulière par rapport aux statuts de l'association, des décisions qui auraient dû faire l'objet de délibération du conseil d'administration comme la signature des conventions de délégation et de subvention avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la création de la filiale OTSR USA Inc. et du fonds de dotation dans le cadre de l'organisation du marché de Noël à New-York ou la signature d'un avenant au contrat de travail du directeur ont été prises par le président sans qu'il en ait reçu mandat.

Les rémunérations du président et du président-délégué au regard du régime fiscal de l'association

Si une association opte pour le régime d'imposition applicable aux organismes à but non lucratif prévu par l'article 261 du code général des impôts, l'instruction fiscale BOI-IS-CHAMP-10-10-20 du 7 juin 2017 précise « *qu'il est admis que le caractère désintéressé de la gestion de l'organisme ne soit pas remis en cause si la rémunération brute mensuelle totale versée à chaque dirigeant, de droit ou de fait, n'excède pas les trois quarts du SMIC* ». L'article 261 du code général des impôts énonce que des conditions relatives à la transparence financière, au fonctionnement démocratique de l'association et au montant de la rémunération versée doivent être respectées.

En matière de transparence financière, l'article 261 du code général des impôts et l'instruction précitée précisent que le versement de la rémunération doit être prévu par les statuts, que le vote de l'instance délibérative doit avoir lieu hors de la présence du dirigeant concerné à la majorité des deux tiers, que leurs rémunérations doivent figurer dans l'annexe des comptes et que le montant des ressources le cas échéant hors ressources issues des versements effectués par des personnes morales de droit public doit être constaté par un commissaire aux comptes.

Le fonctionnement démocratique de l'association est vérifié par le contrôle effectif des membres de l'association sur sa gestion et le renouvellement régulier des dirigeants.

Le montant de la rémunération doit être proportionné aux sujétions imposées au dirigeant et inférieur à un plafond correspondant à trois fois le montant du plafond visé à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale[19].

Enfin, l'article 261 du code général des impôts prévoit qu'un nombre limité de dirigeants peut être rémunéré en fonction du montant des ressources de l'organisme hors versements effectués par des personnes morales de droit public.

L'OTSR a opté pour le régime fiscal applicable aux organismes à but non lucratif. Les ressources ne provenant pas de subventions publiques de l'OTSR se situant au-delà d'1 M€, il est autorisé à rémunérer trois dirigeants.

L'article 11 des statuts de l'OTSR prévoit que « *les fonctions de membre du conseil d'administration sont en principe gratuites. Néanmoins, lorsque les administrateurs s'impliquent de manière importante, une indemnisation pourra être prévue dans les limites autorisées par les textes. Cette indemnisation fixée par le conseil d'administration veillera à*

[19] Soit sur la période : 9 654 € en 2016, 9 807 € en 2017, 9 933 € en 2018, 10 131 € en 2019, 10 284 € en 2020.

ne pas remettre en cause le caractère désintéressé de l'association et le but non lucratif poursuivi par celle-ci ».

Le conseil d'administration a décidé le 23 février 2015 d'accorder au président de l'OTSR une rémunération de 2 800 € nets mensuels *« jusqu'aux prochaines élections du bureau »*. Lors de la réunion du 3 octobre 2017, trois propositions sont soumises au vote des membres (le maintien de la rémunération, sa réduction de moitié et son retrait) et la rémunération du président est revue à la baisse à hauteur de 1 400 € nets mensuels. Le conseil d'administration instaure le 5 juin 2018 une rémunération pour le président délégué et plafonne les indemnités du président et du président délégué aux deux tiers du salaire minimum de croissance, soit 1 014,15 € bruts par mois.

Les rémunérations accordées au président entre 2016 et 2018 ont fait l'objet d'une demande de rescrit fiscal le 21 septembre 2016 sur la base des conditions prévues à cette date. Le rescrit de l'administration fiscale communiqué à l'OTSR le 5 janvier 2017 conclut que la rémunération versée au président de l'OTSR n'est pas de nature à faire perdre à l'association le caractère désintéressé de sa gestion.

Les rémunérations du président et du vice-président n'excédant pas les trois quarts du SMIC à partir du 5 juin 2018, elles ne remettent pas en cause le caractère désintéressé de la gestion après cette date.

Les rémunérations du président et du président-délégué au regard des subventions publiques reçues par l'OTSR

Le président s'est retiré de la séance du 3 octobre 2017 lors de laquelle le conseil d'administration a décidé d'abaisser sa rémunération à 1 400 €. Au contraire, ni lui ni le président-délégué ne se sont retirés de la séance du 5 juin 2018 lors de laquelle le conseil d'administration de l'OTSR leur a attribué une rémunération de 1 014,15 € bruts par mois, bien qu'ils aient proposé aux autres membres du conseil d'administration de ne pas assister au vote.

La chambre observe que leur qualité d'élus du conseil municipal et métropolitain est susceptible d'avoir compromis l'impartialité du vote des rémunérations qui leur ont été attribuées par le conseil d'administration.

2.2.5 Le trésorier

Le trésorier est selon les statuts *« responsable du suivi de la comptabilité générale »* de l'association.

Selon les comptes rendus de leurs réunions, le trésorier en fonction pendant la période contrôlée présente chaque année au conseil d'administration et à l'assemblée générale qui lui donne décharge les comptes annuels et le projet de budget de l'exercice à venir.

L'OTSR ne dispose pas d'un règlement financier précisant les fonctions du trésorier et l'organisation comptable et financière de l'association.

À la différence du directeur, le trésorier ne dispose pas d'une procuration bancaire de la part du président, tandis que le président cumule la fonction d'ordonnateur des dépenses et celle de caissier de l'association.

La chambre recommande à l'OTSR de confier à titre exclusif la fonction de caissier de l'association au trésorier et de formaliser dans un règlement financier les procédures budgétaires et comptables applicables. Elle observe que l'instauration en cours d'un contrôle interne établissant une piste d'audit fiable contribue partiellement à la mise en œuvre de cette recommandation.

Recommandation n° 2 : Confier la fonction de caissier de l'association au trésorier et formaliser dans un règlement financier les procédures budgétaires et comptable.

2.2.6 Le directeur de l'association

Les délégations accordées au directeur

La fonction de directeur n'est pas prévue par les statuts. Une délégation de signature a été accordée par le président au directeur de l'OTSR. Elle donne notamment au second la possibilité de signer au nom du président des devis et bons de commande jusqu'à 30 000 € hors taxes, les titres de paiement jusqu'à 5 000 € et les contrats à durée déterminée et indéterminée des salariés de l'association.

La délégation de signature accordée au directeur se limite aux *« actes nécessitant un engagement financier »* identifiés par la convention de délégation *« afin de limiter les procurations bancaires »*. Elle ne prévoit pas de délégation de pouvoir au directeur et ne concerne pas les autres actes de gestion et d'organisation de l'association.

L'absence de délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines comme par exemple la sécurité des salariés peut être interprétée par le juge judiciaire comme une négligence fautive du représentant légal de l'association en cas d'accident et peut justifier sa condamnation personnelle (Cass. Crim, 1er octobre 1991, n° 90-85-024).

La chambre recommande à l'OTSR de prévoir dans les statuts qu'une délégation de pouvoir peut être accordée au directeur dans les matières qui sont nécessaires à l'exercice de son pouvoir de gestion et d'organisation et d'élargir la délégation accordée aux actes qui s'y rattachent sans impliquer d'engagement financier.

Pour les actes dont la signature est déléguée au directeur, les termes de la convention de délégation sont imprécis. En matière de ressources humaines par exemple, le directeur peut signer tous les actes relatifs aux *« contrats du personnel »*. Le juge judiciaire estime qu'en la matière, le pouvoir de licencier par exemple doit être délégué de manière explicite par l'autorité associative qui en a le pouvoir (Cass. Soc., 21 septembre 2017, n° 16-10305).

La chambre recommande à l'OTSR de préciser davantage les pouvoirs qui sont délégués au directeur en lien avec les actes qui entrent dans le champ de la convention de délégation de signature.

Enfin, il apparaît que le directeur exerce dans certains domaines un pouvoir de décision qui ne se rattache pas aux pouvoirs qui lui sont délégués. À titre d'illustration, le directeur a signé le contrat de prestations évènementielles pour l'édition 2020 de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* alors que le montant engagé (203 173,36 €) dépasse le seuil des actes pour lesquels il a reçu délégation de signature.

La chambre observe que le fait de remplir des fonctions normalement dévolues aux dirigeants de droit fait partie des critères identifiés par l'instruction fiscale BOI-IS-CHAMP-10-50-20 du 7 juin 2017 comme étant susceptibles de caractériser une direction de fait. Elle recommande à l'OTSR de mettre en place des mécanismes de contrôle de l'activité du directeur. Elle prend note de l'engagement du président à prendre en compte cette recommandation pour la rédaction des statuts de la future SCIC.

Recommandation n° 3 : Prévoir dans les statuts qu'une délégation de pouvoir peut être accordée au directeur dans les matières qui sont nécessaires à l'exercice de son pouvoir de gestion et d'organisation, élargir les délégations qui lui sont accordées à l'ensemble des actes qui s'y rattachent en les identifiant avec précision et mettre en œuvre des mécanismes de contrôle de son activité.

La rémunération du directeur

La convention collective nationale des organismes de tourisme et son avenant n° 29 du 3 novembre 2020 relatif à la valeur du point prévoient pour les directeurs d'organisme à vocation intercommunale au 1er janvier 2021 une rémunération minimale au dernier échelon de 3 865,58 € brut, auquel il convient d'ajouter une prime d'ancienneté plafonnée à 20 %, ainsi qu'une gratification assimilable à un 13ème mois (17,5 % de la rémunération de base brute mensuelle du salarié), soit un montant minimal total de 5 315,17 €[20] brut mensuel après 20 ans d'ancienneté. Elle prévoit également une indemnité brute de fin de carrière au moins égale à 25 % du salaire brut mensuel par année de présence effective.

Le directeur a été embauché par l'association le 28 juin 1994. Sa rémunération évolue de 7 264 € nets (9 699 € bruts) par mois en 2016 à 8 730 € nets (11 110 € bruts) par mois en 2020 à la suite d'un avenant à son contrat de travail signé par le président le 18 décembre 2018 avec effet rétroactif au 1er août de la même année. Cet avenant n'a fait l'objet d'aucune délibération du conseil d'administration.

Le plafond de la rémunération des dirigeants non-salariés d'un organisme à but non lucratif visé à l'article L. 261 du code général des impôts est 10 284 € brut.

La chambre observe qu'en cas de requalification du rôle du directeur en dirigeant de fait, le montant de sa rémunération serait susceptible de faire perdre à l'association la reconnaissance du caractère désintéressé de sa gestion.

Si une association est dotée d'un budget annuel supérieur à 150 000 € par an et bénéficie d'une subvention publique supérieure à 50 000 €, elle doit indiquer dans l'annexe de ses comptes annuels les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants en application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif.

Sur la période contrôlée, les annexes aux comptes ne comportent pas d'indication du montant des rémunérations versées aux dirigeants. Seuls les rapports spéciaux du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées font mention des rémunérations accordées au président et au président-délégué. La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de faire figurer dans l'annexe des comptes les rémunérations de ses dirigeants. Elle prend note de l'engagement du président à la respecter pour les prochains exercices.

Rappel du droit n° 3 : Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif, mentionner dans l'annexe des comptes annuels les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants.

3. LES MISSIONS D'ACCUEIL ET D'INFORMATION DES VISITEURS ET DE PROMOTION DU TOURISME

Aux termes de l'article L. 133-3 du code du tourisme, l'office du tourisme doit exercer les missions de service public obligatoires que constituent l'accueil et l'information des visiteurs et la promotion du tourisme dans la métropole.

[20] Indice 3 379 x 1,144 x 1,2 + (17,5 %*3 865,58 €).

Le classement de l'OTSR

L'article L. 133-10-1 du code du tourisme prévoit que « *l'office de tourisme peut faire l'objet d'un classement dans des conditions fixées par décret* ». Ce classement est une condition déterminante pour celui de la collectivité compétente prévu aux articles L. 133-11 à L. 133-18 du code du tourisme en « *commune touristique* » ou en « *station de tourisme* », qui est une des conditions lui ouvrant la faculté de collecter la taxe de séjour prévue aux articles L. 2333-26 à L. 2333-47 du code général des impôts.

Conformément à l'article R. 133-36 du code du tourisme, la demande de classement de l'OTSR a été effectuée par l'Eurométropole de Strasbourg en 2015 et renouvelée en décembre 2020. Sur la base de critères[21] relatifs à l'accessibilité du bureau d'information, à la qualité de l'information mise à disposition des visiteurs, à la formation du personnel et au pilotage de la stratégie touristique du territoire, l'OTSR est classé en office du tourisme de catégorie I par arrêté préfectoral.

L'attribution de la marque « Qualité tourisme™ »

Parallèlement au classement des offices du tourisme, le ministère en charge du tourisme promeut une démarche de certification de la qualité de l'accueil des visiteurs par l'attribution de la marque « *Qualité tourisme™* ». En partenariat avec ADN Tourisme, qui fédère au niveau national les acteurs institutionnels du tourisme, la marque « *Qualité tourisme™* » est attribuée pour cinq ans aux offices du tourisme qui atteignent le niveau de performance requis.

L'OTSR est détenteur de la marque « *Qualité tourisme™* » depuis le 7 janvier 2016 et son attribution lui a été renouvelée en 2019. Le rapport d'audit de 2015 ne relève pas de non-conformité majeure et identifie des non-conformités mineures relativement aux relations avec les professionnels du tourisme et avec les fournisseurs et aux délais d'attente élevés pour les visiteurs au téléphone ou au bureau d'accueil. Le rapport d'audit de 2019 souligne l'amélioration de l'accueil des visiteurs en lien avec le réaménagement du bureau d'information. Il relève trois non-conformités mineures relatives aux relations avec les professionnels du tourisme comme en 2015, au dysfonctionnement de l'enquête de satisfaction des clients et à l'investissement insuffisant de l'OTSR pour la gestion de sa réputation numérique.

3.1 L'accueil et l'information des visiteurs

La convention d'objectifs 2016-2018 prévoit comme objectifs prioritaires n° 1 et n° 2 la poursuite des efforts « *en termes de qualité d'accueil, de services et de produits* » et l'optimisation « *des outils et supports numériques comme levier de promotion, de découverte et de partage d'expérience* ».

3.1.1 Les locaux du bureau d'information

Les locaux de l'OTSR sont loués à quatre propriétaires par des baux à échéances échelonnées. L'OTSR est également locataire d'un espace de stockage situé à Schiltigheim.

Le bureau d'information situé au rez-de-chaussée est un local à usage commercial dont la signature du contrat de location en 1991 a été conditionnée par le règlement d'un droit d'entrée de 625 040 €. Selon les termes du contrat, la ville de Strasbourg est « *co-débiteur solidaire* » de l'OTSR pour le paiement du droit d'entrée qu'elle a réglé dans son intégralité. Le bail a été

[21] Définis par l'arrêté du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des offices de tourisme abrogé par l'arrêté du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des offices de tourisme du ministre en charge du tourisme.

étendu en 1999 par avenant à un autre local commercial attenant au local principal dont la signature était conditionnée au règlement d'un droit d'entrée de 274 409 € payé par l'OTSR. Le fonds commercial est valorisé pour un montant de 899 449 € au compte 206 - droit au bail et le montant versé par la ville de Strasbourg au bailleur au nom de l'OTSR pour un montant de 625 040 € au compte 195 - fonds dédiés de la ville de Strasbourg.

La chambre observe qu'en application de l'article L. 5211-5 du CGCT, l'ensemble des droits et obligations relatifs à l'exercice de la compétence de promotion du tourisme de la ville de Strasbourg ont été transférés à l'Eurométropole à compter du 1er janvier 2015 et invite l'OTSR à comptabiliser le droit d'entrée réglé par la ville en fonds dédié de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'OTSR disposait jusqu'au 30 juin 2016 d'un second bureau d'accueil des visiteurs dans la gare de Strasbourg. En raison de la nature des demandes adressées aux agents d'accueil, dont une faible part seulement concernait le tourisme, l'OTSR n'a pas demandé le renouvellement du bail à l'échéance en vue de réduire les charges de fonctionnement. La fermeture du bureau d'accueil de la gare a permis une réduction des charges de locations de 9 000 € entre 2016 et 2017. Le coût des loyers augmente régulièrement par la suite et atteint en 2020 (178 798 €) un niveau proche de celui constaté en 2016.

Les loyers constituent l'essentiel des charges de services extérieurs qui diminuent de 58 % entre 2016 et 2020 (de 302 595 € à 258 880 €) du fait de la baisse des frais d'entretiens consécutive aux travaux de rénovation entrepris en 2017.

Prévus par les actions A3 et A5 dans la convention d'objectifs 2016-2018, ces travaux ont également permis de moderniser l'aménagement du bureau d'information et les conditions d'accueil des touristes. Le conseil d'administration a approuvé le 23 novembre 2015 un programme de travaux de rénovation pour un montant de 350 000 € et donné au président l'autorisation de contracter le seul emprunt en cours sur la période contrôlée pour les financer.

Les travaux ont démarré en janvier 2017 et le bureau d'accueil rénové a été inauguré le 8 juin 2017. Le montant total des travaux engagés s'élève à 418 000 €, soit un surcoût de 20 % par rapport au montant programmé.

3.1.2 L'accueil des visiteurs

L'amplitude des horaires d'ouverture du bureau d'information - tous les jours de l'année de 9 h 00 à 19 h 00 - lui permet de répondre à l'objectif de disponibilité du personnel pendant les évènements à fort rayonnement pour la destination prévue par la convention d'objectifs (action A11).

Les rémunérations des agents en charge de l'accueil des visiteurs constituent le poste principal des charges relatives au bureau d'information. Elles baissent de 6 % entre 2016 et 2019 (de 358 897 € à 337 868 €) et diminuent en 2020 (207 893 €) du fait du recours au dispositif d'activité partielle et de l'arrêt du recours à l'intérim pendant la crise sanitaire.

Entre 2018 et 2019, le nombre de visiteurs accueillis au bureau d'information baisse de 671 000 à 588 000[22]. En raison de la crise sanitaire, le nombre de visiteurs accueillis diminue fortement et atteint 120 000 en 2020. Selon une étude comparative réalisée en 2020 par ADN Tourisme auprès de 29 offices du tourisme, la fréquentation du bureau d'accueil de l'OTSR est inférieure à celle de l'office du tourisme de Bordeaux et supérieure à celle des offices de Nice, Lyon ou Marseille.

[22] En raison d'une évolution de la méthode de comptage (comptabilisation des personnes entrées et non plus des personnes ayant demandé un renseignement au comptoir) et de la fermeture du bureau d'information pendant les travaux de rénovation, les données disponibles pour 2016 et 2017 ne sont pas comparables avec les exercices suivants.

Le rapport de l'audit *« Qualité tourisme™ »* établi fin 2015 met en avant la qualité et l'engagement du personnel de l'OTSR et la situation stratégique du bureau d'information sur la place de la cathédrale mais identifie une non-conformité mineure aux délais d'attente élevés pour les visiteurs au téléphone ou au bureau d'accueil. Le rapport d'audit établi en 2019 souligne l'amélioration de l'accueil des visiteurs en lien avec le réaménagement du bureau d'information.

Si les orientations de la convention de délégation 2016-2018 relatives au bureau d'information ont été globalement mises en œuvre, celle-ci prévoyait également la mise en place de bornes d'information numérique dans le bureau d'information (action A5) qui ne l'ont pas été à ce jour.

3.1.3 Les publications d'information à destination des visiteurs

L'OTSR édite et met à jour chaque année des documents gratuits d'information et de promotion à destination des visiteurs.

Les *« éditions d'accueil »* sont constituées de neuf publications donnant accès à des informations sur le programme des visites-conférences organisées par les guides touristiques, les sites remarquables de Strasbourg, des circuits ludiques avec un jeu de questions et de réponses pour découvrir la ville et des recommandations d'hébergement et de restauration qui sont disponibles en plusieurs langues. Un plan de la ville en fait partie.

Les *« éditions spécifiques »* comptent six publications destinées qui comprennent notamment un plan destiné aux chauffeurs d'autocars et les supports des audio-guides et des visites guidées.

Conformément à l'action A4 prévue par la convention d'objectifs 2016-2018, l'OTSR a distribué à ses adhérents un agenda évènementiel permettant d'améliorer l'information des visiteurs sur les activités proposées pendant leur séjour.

Les charges liées à la distribution gratuite de documents baissent de 71 % entre 2016 (77 716 €) et 2020 (12 857 €) du fait de la dématérialisation des informations publiées sur le site internet de l'OTSR sur toute la période et de la crise sanitaire en 2020.

Le rapport de l'audit « Qualité tourisme™ » établi en 2019 identifie comme un point sensible la faible lisibilité des éditions de l'OTSR liée à leur nombre.

3.1.4 La stratégie digitale

L'objectif prioritaire n° 2 de la convention d'objectifs 2016-2018 doit se concrétiser par l'adaptation de la stratégie numérique de l'OTSR. Certaines actions prévues pour mettre en œuvre l'objectif n° 1 (actions A1 *« diagnostic externalisé du site internet »*, A2 *« moderniser la photothèque »* et A6 *« évolution du site internet »*) sont également des composantes du programme associé à cette orientation.

Conformément à la convention d'objectifs, une stratégie digitale a été élaborée par l'OTSR et arrêtée en octobre 2016. Elle prévoit d'augmenter la visibilité du site internet et des messages diffusés par l'OTSR sur les réseaux sociaux, d'améliorer l'image de marque de la destination en s'appuyant sur la refonte complète du site et le développement de contenus vidéos, de mettre en œuvre une stratégie de fidélisation et d'utiliser la mercatique expérientielle (intégration de témoignages d'expériences réelles des touristes) pour différencier l'image de la ville. Elle doit aussi servir l'objectif de promotion de la destination par la proposition de nouveaux services dont la vente en ligne et permettre la diminution des frais de fonctionnement en réduisant le recours au papier.

Le coût de la définition de la stratégie digitale et de l'achat du nouveau site s'élève à 49 672 € entre décembre 2016 et décembre 2017. Ces dépenses ont fait l'objet en décembre 2017 de

subvention d'investissement d'un montant de 13 000 € de la part de la ville de Strasbourg et de 25 900 € de la part de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le nouveau site internet a été mis en ligne le 27 novembre 2019 et concrétise la mise en œuvre des orientations déterminées par la stratégie digitale et la convention d'objectifs 2016-2018 en matière de contenu. Le nombre de visites sur le site a augmenté de 21 % entre 2016 et 2019 (657 922 visiteurs en 2019) et l'OTSR a augmenté sa visibilité sur les réseaux sociaux. Les ventes en ligne ont généré 7 753 € de recettes en 2020.

Selon l'étude comparative précitée, le nombre de visiteurs du site internet de l'OTSR le situe au niveau de celui de Lille et est inférieur à celui des sites des offices du tourisme de Nice, Marseille ou Lyon qui dépassent les deux millions de visiteurs. La performance de l'OTSR sur les réseaux sociaux le classe entre la 10 et la 16ème place en nombre d'abonnés selon les réseaux.

Suite à la crise sanitaire, le nombre de visiteurs sur le site a chuté à 391 912 en 2020. L'OTSR a mené une campagne active sur les réseaux sociaux pour assurer la visibilité de la destination comme la campagne *« #StrasbourgChezVous »*. Des photos de différents lieux et monuments de la ville ont été postées avec un commentaire permettant de les découvrir ou d'en apprendre davantage.

3.2 La promotion du tourisme

La convention de délégation 2016-2018 prévoit en tant qu'objectif prioritaire n° 3 *« le renforcement de la connaissance de la clientèle et des actions marketing »*.

3.2.1 Les actions de promotion du tourisme

La promotion de Strasbourg en tant que destination touristique fait l'objet d'une commission spécifique au sein de l'OTSR, qui se réunit une à deux fois par an pour préparer le plan d'action associé et son budget. Elle réunit des professionnels du tourisme membres de l'OTSR et les acteurs institutionnels du tourisme (ART-GE et ADT) et programme les rendez-vous professionnels auxquels l'OTSR participe pour promouvoir la destination sur les marchés de proximité et les marchés lointains, en lien avec les autres opérations mises en œuvre comportant un volet lié à la promotion touristique comme l'export du marché de Noël.

En 2019, 94 accueils de presse ont été réalisés pour partie en coopération avec l'agence d'attractivité d'Alsace, Alsace destination tourisme ou Atout France. Ils ont donné lieu à des contacts avec 139 journalistes ou blogueurs de 23 pays différents. L'OTSR a participé à deux rencontres avec la presse nationale et organisé six conférences de presse à l'occasion des temps forts de la saison touristique. Sur toute la période contrôlée et en coordination avec l'ART-GE et ADT, la promotion de la destination en Chine est assurée en permanence par le recours à un consultant local.

Le programme de promotion touristique a été adapté en 2020 pour tenir compte de l'impossibilité de participer à des rencontres professionnelles à l'étranger. L'OTSR a participé à trois rencontres professionnelles organisées en visio-conférence en lien avec des marchés de proximité et à des séminaires en ligne organisés par Atout France. Un plan de communication de relance du tourisme centré sur la clientèle de proximité a été mis en œuvre en s'appuyant notamment sur les fonctionnalités offertes par le nouveau site internet. Il a donné lieu à l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 125 000 € par l'Eurométropole de Strasbourg le 26 juin 2020.

Les charges associées à l'activité de promotion du tourisme diminuent de 16 % entre 2016 et 2019 (de 160 037 € à 134 855 €). Elles augmentent à nouveau en 2020 du fait de la mise en œuvre du plan de relance du tourisme pour un montant de 98 637 €.

Toutes les actions prévues dans le cadre du plan de relance n'ont pas pu être engagées en 2020. Conformément au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable à partir du 1er janvier 2020, le montant de 25 000 € restant à engager en 2021 a été enregistré en fonds dédiés à sa mise en œuvre au compte 194000.

En 2019, les retombées médiatiques identifiées par l'OTSR se traduisent par 253 articles ou citations radio ou télévision pour une contre-valeur publicitaire estimées à 3,8 M€[23].

À l'exception de la réalisation d'une base de données des clients individuels (action C6), les orientations prévues par la convention de délégation 2016-2018 ont été mises en œuvre par l'OTSR.

3.2.2 Les voyages et les déplacements

La promotion du tourisme implique des déplacements fréquents en France et à l'étranger. Ils sont enregistrés au compte 625100 - Voyages et déplacements mais aussi de manière irrégulière dans chacun des comptes enregistrant les opérations spécifiques non prévues par la convention d'objectifs[24].

L'article 2 de l'arrêté du 20 décembre 2002 relatif aux frais professionnels déductibles pour le calcul des cotisations de sécurité sociale pour les missions en France précise que l'indemnisation des frais professionnels s'effectue soit sous la forme du remboursement des dépenses réellement engagées, soit sur la base d'allocations forfaitaires dans la limite d'un barème qu'il prévoit. L'OTSR retient la première option et rembourse les frais de missions sur la base des justificatifs des dépenses. Les services concernés produisent un état récapitulatif des frais engagés pour chaque événement en précisant le lieu, la date et la ventilation des dépenses engagées directement par l'OTSR via la carte bancaire de l'association et de celles avancées par le salarié qui donnent lieu à remboursement. Les déplacements sont validés par la direction et par le conseil d'administration. La chambre observe toutefois qu'aucun ordre de mission ne matérialise cette validation. Elle prend note de l'engagement du président de l'OTSR d'établir de manière systématique un ordre de mission à l'avenir.

L'OTSR s'est doté en mai 2019 d'un barème afin d'encadrer le remboursement des frais de déplacements en fixant des plafonds de prise en charge. Le barème détermine les modes de transport et les tarifs éligibles au remboursement et les règles applicables pour la réservation de billets de train et d'avion. Les frais d'hébergement et de repas sont remboursés sur justificatifs dans la limite de plafonds de 255 € pour une nuitée à Paris (195 € en province et 320 € à New-York en hiver) et de 45 € par repas à Paris (35 € en province). Une tolérance de 30 % est prévue pour tenir compte des spécificités de certains déplacements dans le cadre de salons touristiques ou lors d'événements internationaux. Le dépassement de ce seuil de 30 % est également possible après autorisation préalable écrite de la direction. La chambre observe que la procédure d'autorisation préalable n'est pas systématiquement respectée.

Sont également remboursés sur le compte 625100 et de manière intégrale des abonnements de vélos et de tram pour le président et le vice-président, qui ne correspondent pas à des frais de mission mais à un remboursement des frais de trajet domicile travail. La chambre invite l'OTSR à enregistrer ces charges au compte relatif aux charges de personnel comme pour les autres salariés de l'OTSR.

---

[23] Selon une pratique courante mais sujette à débat chez les professionnels des relations publiques au regard des questions liées à la fiabilité des méthodes de calcul, l'évaluation de l'impact médiatique est mesurée par la contre-valeur publicitaire, c'est-à-dire le tarif d'achat d'un espace publicitaire pour une exposition médiatique comparable à celle offerte par l'article ou l'émission.

[24] Cf. partie 4.

Enfin, des frais divers dont le lien avec l'activité de l'association n'est pas suffisamment justifié ont été pris en charge pendant la période contrôlée, comme des repas dans des restaurants de Strasbourg et des cartes d'abonnement SNCF.

3.3 Le dispositif « *Euraccueil* »

En plus des trois objectifs prioritaires, la convention d'objectifs 2016-2018 prévoit également que l'OTSR est le partenaire de la ville de Strasbourg pour la mise en œuvre du dispositif « *Euraccueil* » dans le cadre d'une convention triennale spécifique. L'établissement de ce cadre conventionnel constitue une des actions prévues par l'objectif n° 1 (action A11).

La convention entre la ville de Strasbourg et l'OTSR a été signée en 2016 pour une période de trois ans, tacitement renouvelable. Elle s'inscrit dans la politique de « *renforcement de la dimension européenne de la ville* » qui accueille le siège du Conseil de l'Europe et du Parlement européen. Dans ce cadre, un agent de l'OTSR est chargé de traiter les demandes d'hébergement des parlementaires et des fonctionnaires européens et plus largement du personnel des délégations amenées à séjourner à Strasbourg dans le cadre de l'activité des institutions européennes et internationales et des représentations diplomatiques et consulaires. Il assure une permanence avec les services de la ville au Parlement européen pendant la durée des sessions.

La convention « *Euraccueil* » prévoit que les frais liés à la mission sont couverts par la subvention versée chaque année à l'OTSR en application de la convention de délégation des missions de service public touristique.

Le nombre de nuitées réservées par le public bénéficiaire auprès de l'agent en charge de la mission « *Euraccueil* » diminue de 5 257 en 2016 à 2 647 en 2019 (395 en 2020 du fait de la suspension des sessions pendant la crise sanitaire). La diminution du nombre de réservations s'explique par la diminution des frais de mission des parlementaires et des agents du Parlement européen et par le développement des réservations via les plateformes de location d'hébergements de particuliers en ligne.

La chambre observe que la mission « *Euraccueil* » ne fait pas partie des missions se rattachant au service public touristique qui peuvent être déléguées à l'OTSR aux termes de l'article L. 133-3 du code du tourisme. Elle recommande à l'OTSR, s'il est à l'initiative de ce dispositif, de présenter à la ville de Strasbourg une demande de subvention distincte de celle prévue dans le cadre de la délégation de service public. Le président indique que l'OTSR procédait de cette manière jusqu'en 2015 et que les deux missions font l'objet d'une seule demande depuis 2016 à l'initiative de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'engage à mettre en œuvre la recommandation de la chambre pour ce qui le concerne.

Recommandation n° 4 : Présenter à la ville de Strasbourg une demande de subvention pour le financement du dispositif « *Euraccueil* » distincte de la demande liée au financement des missions de service public qui lui sont déléguées.

La chambre observe que toutes les actions prévues par la convention de délégation 2016-2018 renouvelée jusqu'en 2020 ont été au moins partiellement mises en œuvre sur cette période.

3.4 La commercialisation de services touristiques

L'OTSR commercialise des services touristiques conformément à la convention d'objectifs dont les actions A7 « *construire des offres formatées* » et A8 « *créer des produits à destination des cibles spécifiques* » invitent l'OTSR à développer cette activité.

3.4.1 Les visites guidées

L'OTSR propose des visites guidées organisées selon trois modalités : des visites en groupes commercialisées auprès des agences de voyages et des autocaristes, des *« visites conférences »* assurées par un guide commercialisées au bureau d'information et des visites réalisées en autonomie par les visiteurs au moyen d'un audioguide.

Le nombre de visites groupées est en baisse constante sur la période de 3 257 en 2016 à 2 695 en 2019 (238 en 2020). Elles sont réalisées majoritairement et à part égale en français et en allemand (80 % des visites groupées), pour 15 % d'entre elles en anglais et pour le reste majoritairement en italien, espagnol et en russe. Le nombre de touristes optant pour les *« visites conférences »* est stable sur la même période (10 753 en 2019).

En conséquence, le produit des ventes de visites guidées est en baisse de 8 % entre 2016 et 2020 (de 190 272 € à 174 548 €). Il chute à 37 087 € du fait de la crise sanitaire.

Depuis 2016, le nombre de guides salariés de l'OTSR diminue et ils ne sont plus que deux en 2020. L'OTSR a davantage recours aux prestations de guides indépendants qui paient une cotisation sur les prestations desquelles il prélève des frais de gestion. Les honoraires des visites groupées sont payés par les touristes directement aux guides tandis que les honoraires des *« visites conférences »* sont payés à l'OTSR qui les reversent aux guides indépendants. Depuis 2021, l'intégralité des honoraires sont prélevés par l'OTSR qui les reverse aux guides indépendants.

Entre 2016 et 2019, les charges liées aux rémunérations des guides salariés diminuent de 36 % (de 136 237 € à 86 630 €) tandis que les honoraires reversés aux guides indépendants pour les *« visites conférences »* augmentent de 60 % (de 22 822 € à 36 595 €). Au total, le coût des visites guidées baisse de 20 % (de 169 614 € à 135 546 €). Il atteint 89 488 € en 2020.

L'OTSR dispose d'un catalogue fourni de visites guidées thématiques dont une partie est renouvelée chaque année pour fidéliser la clientèle locale. Il contribue à l'atteinte des objectifs fixés par la convention d'objectifs 2016-2018 en matière de valorisation de l'offre touristique de la destination.

3.4.2 Le « Strasbourg pass »

Le *« Strasbourg pass »* a été créé en 1995 et consiste à proposer une offre de cinq entrées gratuites et cinq à moitié prix pour un montant total inférieur au prix à plein tarif des deux entrées les plus chères pour accéder aux services de partenaires de l'OTSR proposant un service touristique. Il est réservé aux visiteurs individuels qui ne bénéficient pas des remises négociées par les opérateurs de tourisme auprès de ces mêmes partenaires. Il est décliné en deux versions, pour les adultes et les enfants.

Entre 2016 et 2019, le nombre de *« Strasbourg pass »* vendus diminue régulièrement et passe de 22 301 à 19 738. Il atteint 3 839 unités pendant l'année 2020 du fait de la crise sanitaire. La chute des ventes s'explique par l'augmentation des tarifs ou le retrait de certains partenaires majeurs qui ont réduit l'attractivité économique du produit et ont conduit l'OTSR à augmenter son prix en conséquence.

Entre 2016 et 2019, les charges liées aux *« Strasbourg pass »* augmentent de 15 % (397 647 € en 2019) en lien avec les hausses du tarif des prestations qu'il contient malgré la diminution des ventes. L'augmentation des recettes liées à l'augmentation du tarif permet de stabiliser les produits (416 461 € en 2019). Le solde demeure positif en fin de période (18 814 €) mais diminue de 78 % par rapport à 2016. Il est stable en 2020 malgré la crise sanitaire.

En 2021, la commercialisation du « *Strasbourg pass* » a été stoppée et une nouvelle offre est en cours de préparation. Sur la période contrôlée, il a contribué à l'atteinte des objectifs fixés par la convention d'objectifs 2016-2018 en matière de valorisation de l'offre touristique de la destination.

3.5 La commercialisation de produits touristiques

Dans l'espace ouvert au public du bureau d'information, l'OTSR gère une boutique où il commercialise divers produits locaux et des souvenirs. En plus des publications distribuées gratuitement aux visiteurs, l'OTSR propose également à la vente en boutique un guide de promenades et une édition enrichie du plan de la ville.

Les ventes en boutique croissent de 24 % entre 2016 et 2019 (de 317 092 € à 392 249 €). Elles chutent à 99 512 € en 2020 du fait de la crise sanitaire.

Les charges relatives à la commercialisation de produits touristiques augmentent de 33 % entre 2016 et 2019 (de 190 825 € à 253 620 €) et se réduisent fortement en 2020 (73 789 €).

Si les statuts de l'OTSR prévoient qu'il peut commercialiser des « *produits touristiques au sens de l'article 2 de la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours* », cette mention fait référence à la commercialisation de « *services touristiques dans les conditions prévues au chapitre unique du titre I^er^ du livre II* » relatif à la vente de voyages et de séjours prévues par l'article L. 133-3 du code du tourisme. La commercialisation de souvenirs, de produits alimentaires et de documentation en boutique ne fait pas partie des produits qu'il peut vendre à ce titre.

De même, les services touristiques commercialisés par l'OTSR ne correspondent pas à la définition des services de voyage et forfaits touristiques prévue par l'article L. 211-2 du code du tourisme, qui dispose qu'ils doivent inclure une prestation de transport ou de d'hébergement.

L'article L. 442-10 du code du commerce dispose qu' « *aucune association ou coopérative d'entreprise ou d'administration ne peut, de façon habituelle, offrir des produits à la vente, les vendre ou fournir des services si ces activités ne sont pas prévues par ses statuts* ». La chambre rappelle à l'OTSR l'interdiction d'exercer toute activité commerciale qui n'est pas prévue dans ses statuts. Elle prend note de l'engagement du président de l'OTSR à en tenir compte.

Rappel du droit n° 4 : Conformément à l'article L. 422-10 du code du commerce, ne pas réaliser d'opération commerciale qui ne soit pas prévue par les statuts.

La gestion d'une boutique de produits touristiques n'est pas non plus prévue par la convention d'objectifs. Si elle n'entre pas dans le champ des missions relatives à l'accueil et à l'information des visiteurs et à la promotion du tourisme prévues par l'article L. 133-3 du code du tourisme, elle peut constituer, au regard de la jurisprudence du juge administratif, une mission d'intérêt public complémentaire de ce service public si elle contribue à son équilibre financier[25] à condition qu'elle soit prévue par la convention d'objectifs.

La chambre recommande à l'OTSR de déterminer en lien avec l'Eurométropole de Strasbourg si cette activité entre dans le champ de la mission de service public qui lui est déléguée et de

[25] CE, 4 juin 1954, Dame Berthod, à propos d'une activité de vente de fournitures funéraires, accessoires au monopole des pompes funèbres, assurée « *tant en vue d'assurer l'équilibre financier de la régie que dans l'intérêt de la population* », ou Conseil d'Etat, 8ème et 3ème sous-sections réunies, du 23 mai 2003, n° 249995, publié au recueil Lebon, à propos de la création d'un service facultatif de réhabilitation des installations d'assainissement qui « *contribue à l'équilibre financier global du service de l'assainissement non collectif* ».

le préciser le cas échéant dans la convention d'objectifs, sous réserve que les statuts de l'association aient été actualisés pour lui permettre de la mettre en œuvre.

3.6 Le financement des missions d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme

3.6.1 Les stipulations relatives à l'équilibre financier du service prévues par la convention d'objectifs

La convention d'objectifs 2016-2018 prévoit que « *l'association est invitée à renforcer autant que possible ses recettes de fonctionnement autres, celles-ci devant lui permettre de renouveler ou de développer régulièrement ses actions tout en contenant voire en réduisant la sollicitation des financements publics* ».

La convention d'objectifs 2020 ne fait pas mention des produits issus des activités commerciales de l'OTSR.

En application des dispositions de l'article L. 133-3 du code du tourisme et de la jurisprudence du juge administratif précitée, les recettes commerciales du service public administratif de promotion du tourisme doivent contribuer à son équilibre financier.

Les subventions versées par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg doivent en conséquence équilibrer le résultat des activités déléguées compte tenu des recettes commerciales prévues par la convention de délégation qui doivent lui être intégralement affectées. Les recettes de la commercialisation de services touristiques et le cas échéant de produits touristiques prévues par la convention d'objectifs constituent des recettes du service public délégué. Elles ne constituent pas des ressources propres de l'OTSR qui pourraient lui permettre de mettre en œuvre des initiatives que la convention ne prévoirait pas.

La chambre recommande de préciser dans la convention d'objectifs que les recettes commerciales du service public administratif de promotion du tourisme doivent être affectées à son financement et que les recettes issues des autres activités gérées régulièrement constituent des ressources propres de l'OTSR susceptibles de financer des engagements non prévus par la convention d'objectifs. Le président s'engage pour ce qui le concerne à tenir compte de cette recommandation.

Recommandation n° 5 : Préciser dans la convention d'objectifs que les recettes commerciales générées par les activités conventionnelles déléguées sont intégralement affectées au financement du service public administratif et sont distinctes des produits propres de l'OTSR qui ne peuvent financer que des engagements non prévus par la convention d'objectifs.

3.6.2 Les cotisations des membres et les recettes publicitaires et annexes

Les statuts de l'OTSR prévoient que l'adhésion à l'association est soumise au versement d'une cotisation annuelle pour les membres qui ne sont adhérents ni de droit ni d'honneur. Son montant est fixé par le conseil d'administration.

Depuis 2017, les membres peuvent décider de contribuer par une part de cotisation supplémentaire de 50 % afin de figurer dans une rubrique du site internet permettant de donner une visibilité à leur offre. Depuis 2019, ces prestations assimilées à des prestations publicitaires soumises à la TVA font l'objet d'une comptabilité distincte.

Ces prestations s'ajoutent aux recettes publicitaires enregistrées par l'OTSR pour les espaces qu'il commercialise dans les publications qu'il produit et sur son site internet. Ces recettes sont

en baisse de 5 % entre 2016 et 2019 (de 20 196 € à 19 129 €) et diminuent davantage en 2020 (4 529 €).

Enfin, l'OTSR a également enregistré en 2016 et en 2019 des recettes commerciales issues d'activités annexes pour des montants de 19 333 € et de 2 000 € au compte 708 - Produits des activités annexes.

La chambre observe que, comme la vente de produits touristiques en boutique, les activités publicitaires sont réalisées par l'OTSR sans que ses statuts le prévoient.

En considérant que les ventes en boutique font partie des recettes commerciales du service public délégué, les cotisations de ses membres et les recettes publicitaires et annexes constituent les seules ressources propres dont l'OTSR peut disposer librement pour développer des projets conformes à ses statuts.

3.6.3 Les recettes issues des activités commerciales

Le montant des recettes commerciales du service public d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme

En intégrant les ventes de produits touristiques en boutique, les recettes commerciales affectées au financement du service public d'accueil et à l'information des visiteurs et de promotion touristique augmentent de 3 % entre 2016 et 2019 (de 957 483 € à 985 258 €). Elles baissent fortement en 2020 (227 694 €) du fait de la crise sanitaire.

Les recettes commerciales du service public délégué représentent entre 37 % et 41 % des ressources affectées aux missions prévues par la convention d'objectifs[26] entre 2016 et 2019 et 27 % en 2020.

La contractualisation des recettes issues des activités commerciales

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit que la détermination des tarifs des services publics locaux est la compétence exclusive de l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) qui ne peut les déléguer ni à son président ni au délégataire du service. La détermination des tarifs permet à l'EPCI qui délègue la mise en œuvre d'un service public de définir l'équilibre financier du service auquel il contribue par le versement de subventions et de s'assurer que les modalités de délégation sont conformes à la nature du service public délégué.

La convention d'objectifs 2016-2018 prévoyant que l'OTSR finance une partie des missions qui lui sont confiées par des recettes issues d'activités commerciales, l'association supporte un risque financier. En conséquence, la convention d'objectifs constitue une délégation de service public au sens de la jurisprudence[27].

La vente de services touristiques est prévue par la convention d'objectifs 2016-2018 qui précise qu'elle contribue à mettre en valeur l'attractivité touristique du territoire. Cependant, ni la convention d'objectifs ni les conventions financières signées avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour sa mise en œuvre ne déterminent les tarifs des services commercialisés par l'OTSR et le conseil métropolitain n'a pas approuvé les tarifs pratiqués par l'OTSR pendant la période contrôlée.

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de respecter la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de détermination des tarifs relatifs au service public d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme.

---

[26] Cf. partie 5.1.
[27] Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 24 mars 2022, n° 449826.

Si la commercialisation de produits touristiques devait à l'avenir être intégrée aux missions de service public déléguées à l'OTSR, le conseil métropolitain devrait également approuver la grille tarifaire des produits vendus dans la boutique.

La fiscalisation des recettes issues des activités commerciales

Les recettes issues des activités commerciales sont supérieures au seuil déterminé par l'article 261 du code général des impôts (72 432 €) au-delà duquel elles ne peuvent être considérées comme accessoires des missions exercées sans but lucratif. Conformément aux dispositions de cet article, l'OTSR a opté pour leur imposition à la taxe sur la valeur ajoutée et enregistre les activités commerciales soumises à la TVA dans des comptes spécifiques.

3.6.4 Les subventions de fonctionnement

Le montant des subventions de fonctionnement

La convention d'objectifs 2016-2018 prévoit que la ville et l'Eurométropole de Strasbourg contribuent au financement des missions déléguées à l'OTSR pour des montants annuels respectifs de 510 000 € et de 1 367 000 € sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets de l'exercice par le versement d'une subvention de fonctionnement. Entre 2016 et 2020, les montants versés à l'OTSR correspondent aux montants programmés par la convention d'objectifs 2016-2018.

La convention d'objectif signée en 2020 ne précise par les montants versés par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Les modalités de vote et de versement de la subvention de fonctionnement de l'Eurométropole de Strasbourg ont été modifiées en 2020 en conséquence de la mission conduite par le conseil métropolitain sur la gouvernance de la compétence de promotion du tourisme. Contrairement aux années précédentes, seule la moitié de la subvention a été votée en février 2020, le vote de la deuxième moitié ayant été reporté après les élections municipales prévues à cette date au mois de juin 2020. Suite à la crise sanitaire et au report des élections, le président de l'Eurométropole a signé un arrêté le 16 juin 2020 attribuant à l'OTSR un quart de la subvention prévue par la convention d'objectifs *« afin de ne pas fragiliser la trésorerie et le bon fonctionnement de l'association »*, et le dernier quart a été voté par le conseil métropolitain issu des élections le 25 septembre 2020.

Entre 2016 et 2020, le montant des subventions d'exploitation affectées à la mise en œuvre de la convention d'objectifs est stable (de 1 897 000 € à 1 877 000 €) et il augmente en 2020 (2 M€).

Tableau 1 : Subventions accordées à l'OTSR pour la mise en œuvre de la convention d'objectifs

	2016	2017	2018	2019	2020
Subventions des collectivités - compte 740000	1 897 000 €	1 887 000 €	1 877 000 €	1 877 000 €	1 877 000 €
dont montant conventionné avec Strasbourg	*510 000 €*	*510 000 €*	*510 000 €*	*510 000 €*	*510 000 €*
dont montant conventionné avec l'EMS	*1 367 000 €*	*1 367 000 €*	*1 367 000 €*	*1 367 000 €*	*1 367 000 €*
dont montant conventionné avec la CCI AE	*20 000 €*	*10 000 €*	- €	- €	- €
Autres ressources publiques affectées au financement de la convention d'objectifs					
Subventions opé. Spécifiques - compte 740009	- €	- €	- €	- €	*125 000 €*
Subventions d'investissement	- €	38 900 €	- €	- €	- €
Affectation du résultat N-2 – compte 741310	72 581 €	- €	- €	- €	- €

Source : comptes de l'OTSR et conventions financières, à l'exception de la subvention de 156 564 € enregistrée au compte 740009 en 2018 considérée comme ne se rattachant pas à la convention d'objectifs.

Selon les termes de la convention d'objectifs 2016-2018, les subventions de fonctionnement accordées pour l'appliquer doivent *« permettre à l'association de financer son fonctionnement général et toute opération qu'elle souhaitera mener dans le cadre de ses missions et de ses objectifs tels que définis (par) la convention »*. La chambre observe que la stratégie digitale fait partie de ces missions mais a néanmoins fait l'objet de subventions d'investissement supplémentaires de la part de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Jusqu'en 2017, le résultat de l'exercice N-2 était enregistré comme une subvention reportée à l'exercice N au compte 74310. Suite au rapport de l'audit réalisé en 2017, la présentation des comptes a évolué et les excédents de l'OTSR sont intégralement affectés au report à nouveau sans distinction de la part des excédents générée par les subventions d'exploitation affectées au financement des actions prévues par la convention d'objectifs.

La contractualisation des subventions de fonctionnement

L'OTSR étant constituée sous forme associative, les subventions qu'il reçoit s'inscrivent dans le cadre prévu par les dispositions relatives à la transparence financière de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 9-1 à 15)[28].

Conformément au décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016 précisant les caractéristiques du formulaire unique de demande de subvention des associations, les demandes de subvention sont présentées par l'OTSR sur la base d'une note stratégique accompagnée d'un projet de budget analytique par mission. Cependant, elles ne sont pas accompagnées d'un projet de budget conforme au plan comptable comme le prévoit le décret précité. Les services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ne sont par conséquent pas en mesure de rapprocher les comptes de l'exercice passé et le projet de budget pour mesurer ses effets au regard de la situation financière de l'association et notamment des éventuels excédents de subvention accumulés. Selon son président, l'OTSR s'est conformé à cette obligation à compter de l'exercice 2021.

En outre, les projets de budget analytiques prévoient les dépenses et les charges relatifs à l'ensemble des activités de l'OTSR et non celles relatives aux seules opérations prévues par la convention d'objectifs et ne sont pas accompagnés des budgets analytiques spécifiques à ces actions comme le prévoit le décret précité. Par conséquent, ils ne permettent pas à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg de constater que les subventions demandées seront affectées exclusivement à la mise en œuvre de la convention d'objectifs.

[28] Réponse du ministère chargé des collectivités territoriales à la question écrite n° 12579 de M. Jean Louis Masson (Moselle - NI) publiée dans le journal officiel du Sénat (Moselle - NI) du 10/11/2011 - page 2862.

Conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, l'attribution des subventions de fonctionnement donne lieu à l'établissement de conventions financières. En conformité avec ces dispositions, l'OTSR présente à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu financier d'exécution qui fait apparaître les écarts constatés entre le budget prévisionnel et les réalisations.

Cependant, ce compte rendu financier n'est pas établi conformément au plan comptable applicable et n'est pas accompagné du tableau de répartition entre le budget principal et le bilan financier des charges communes indiquant les critères utilisés pour répartir les charges selon les missions subventionnées comme le prévoit l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier. La ville et l'Eurométropole de Strasbourg ne peuvent par conséquent ni rapprocher le compte rendu financier des comptes annuels de l'association pour s'assurer de leur concordance, ni vérifier que les subventions accordées ont été utilisées conformément à leur objet, ni constater l'existence d'un éventuel excédent.

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de présenter à l'appui des conventions de subvention des projets de budget conformes au plan comptable applicable accompagnés de projet de budgets analytiques prévoyant les recettes et les dépenses exclusivement affectées à la réalisation des actions subventionnées et des bilans financiers établis sur le même format faisant apparaître les éventuels excédents. Elle prend note de l'engagement du président à se conformer à cette obligation à l'avenir.

Rappel du droit n° 5 : Présenter, à l'appui des conventions de subvention, des projets de budget et des comptes rendus financiers conformes à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et à ses textes d'application.

3.6.5 Les comptes du service public d'accueil et d'information des visiteurs et de promotion du tourisme

La comptabilité analytique de l'OTSR

Les activités commerciales rattachées aux missions de service public comme celles qui ne s'y rattachent pas entrent dans le champ de l'article L. 410-1 du code de commerce qui introduit le livre IV du même code relatif à la liberté des prix et de la concurrence. À ce titre, les subventions perçues par l'OTSR ne doivent pas avoir d'incidence sur les tarifs pratiqués[29]. Pour s'assurer du respect de ce principe, l'Autorité de la concurrence[30] recommande la tenue d'une comptabilité sectorisée des activités commerciales.

Les dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations en vigueur depuis le 3 juillet 2021 prévoient que les conventions attribuant des subventions doivent déterminer les conditions dans lesquelles l'OTSR peut conserver tout ou partie de la subvention n'ayant pas été intégralement consommée.

Pour respecter ces obligations et pour produire des bilans financiers analytiques réguliers, l'OTSR doit être en mesure de communiquer à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg une information financière analytique permettant d'identifier les charges et les produits associés aux activités de service public déléguées faisant apparaître la part relative aux activités commerciales.

[29] CJCE, 19 mai 1993, Corbeau, affaire C-320/91.

[30] V. pour une régie directe, avis n° 99-A-11 du 9 juin 1999 relatif à une demande d'avis de la Chambre professionnelle des transporteurs routiers de l'Isère sur la situation créée par l'octroi d'une aide financière à une régie départementale de transport par un conseil général.

L'information financière produite par l'OTSR permet de distinguer certaines charges selon les activités rattachées à la mission de service public déléguée comme les rémunérations du personnel, qui sont ventilées entre les missions d'accueil, de promotion du tourisme et d'administration générale.

Cependant, cette information financière ne permet pas d'identifier la part des charges d'administration générale affectées aux missions déléguées ni les charges imputables aux seules activités commerciales. À titre d'illustration, elle ne permet de distinguer ni la part du loyer des locaux imputable au bureau d'information et celle imputable à la boutique, ni la part du temps de travail du personnel d'accueil imputable à l'information des touristes et celle imputable aux activités commerciales, ni celle du personnel en charge de la promotion imputable à la commercialisation de prestations publicitaires.

Afin de prévenir le risque d'atteinte à la liberté du commerce et de permettre à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg de contrôler la bonne mise en œuvre de la convention d'objectifs, la chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de mettre en œuvre une comptabilité analytique permettant d'identifier les charges et les produits du service public délégué et faisant apparaître la part issue des activités commerciales.

Rappel du droit n° 6 : En application des normes comptables applicables et de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, mettre en œuvre une comptabilité analytique permettant d'identifier les charges et les produits du service public délégué et faisant apparaître la part issue des activités commerciales.

La publication des comptes de l'OTSR

Le décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels prévoit que les comptes des associations soumises à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes et les rapports de ce dernier doivent être publiés sur le site internet de la direction de l'information légale et administrative. L'OTSR n'a pas procédé à la publication de ces documents pendant la période contrôlée.

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de publier ses comptes annuels et les rapports de son commissaire aux comptes au journal officiel des associations et fondations d'entreprise. Elle prend note de l'engagement du président de l'OTSR de se conformer à cette obligation dès l'année 2022.

Rappel du droit n° 7 : Conformément au décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels, publier les comptes annuels et les rapports du commissaire aux comptes au journal officiel des associations et fondations d'entreprise.

4. LES MISSIONS D'ORGANISATION DE PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE, DE FÊTES ET DE MANIFESTATIONS CULTURELLES

Conformément à l'article L. 133-3 du code du tourisme, l'OTSR est également en charge des missions facultatives d'élaboration et de mise en œuvre de programmes locaux de développement touristique et de l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles.

À ce titre, l'OTSR organise chaque année la manifestation à vocation touristique *« Strasbourg mon amour »* et mène des opérations spécifiques visant à promouvoir le marché de Noël de Strasbourg à l'international. En 2018, il a également organisé un concert dans le cadre des commémorations nationales du centenaire de la première guerre mondiale.

La convention d'objectifs 2016-2018 prévoit la possibilité pour l'OTSR de réaliser ces missions facultatives et stipule que « *tout projet exceptionnel, non prévu au budget prévisionnel de l'année N présenté avant le 30 juin de l'année N-1 pourra faire l'objet d'une demande de subvention supplémentaire. (...). Dans l'hypothèse d'une suite favorable à cette demande, un avenant au présent document ou une convention spécifique sera rédigée entre les parties* ».

4.1 « Strasbourg, mon amour »

L'opération *« Strasbourg mon amour »* (SMA) est une opération d'animation de la ville organisée autour de la Saint-Valentin, imaginée et mise en œuvre par l'OTSR depuis 2013 pour promouvoir l'image romantique de la ville et augmenter la fréquentation touristique pendant la basse saison. Elle repose sur un programme composé d'actions organisées et financées par l'OTSR, comme l'installation d'un *« café des amours »* sur la place Kleber à Strasbourg en 2018 et en 2019, et d'initiatives privées organisées par les acteurs locaux partenaires de l'opération (expositions et dîners à thème, concerts, projections de films romantiques, etc.).

Si l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles peut être déléguée à l'OTSR en application de l'article L. 133-3 du code du tourisme, elle continue de relever également de la ville de Strasbourg au titre de sa compétence générale sur les affaires de la commune après le transfert de la compétence d'accueil et d'information des touristes et de la promotion touristique à l'Eurométropole de Strasbourg.

4.1.1 Le financement de l'opération *« Strasbourg mon amour »*

Entre 2016 et 2020, les charges liées à l'opération qui figurent dans les états financiers varient entre un minimum de 229 995 € en 2019 et un maximum de 339 421€ en 2016.

Tableau 2 : Charges associées à l'opération *« Strasbourg mon amour »*

	Compte	2016	2017	2018	2019	2020
Strasbourg mon amour (SMA)	623130	339 421 €	232 924 €	303 593 €	229 995 €	290 152 €

Source : comptes de l'OTSR.

L'opération est financée à titre principal par des subventions attribuées par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de conventions distinctes de celles relatives aux missions d'accueil et d'information des touristes et de promotion du tourisme. L'OTSR reçoit également de la région Grand Est une subvention pour l'organisation de cette opération. Le montant total de ces subventions croît de 75 000 € en 2016 à 285 000 € en 2020.

Tableau 3 : Montants des subventions attribuées pour le financement de l'opération *« Strasbourg mon amour »*

	2016	2017	2018	2019	2020
Ville de Strasbourg	- €	- €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
Eurométropole de Strasbourg	60 000 €	100 000 €	130 000 €	130 000 €	130 000 €
Région Grand Est	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Apports en nature de la ville de Strasbourg	- €	- €	- €	80 000 €	80 000 €
Total	75 000 €	115 000 €	205 000 €	285 000 €	285 000 €

Source : conventions financières ou arrêtés d'attribution de subvention.

Les montants des subventions attribuées par la ville et l'Eurométropole de Strasbourg enregistrés dans les états financiers sont compensés de la taxe sur la valeur ajoutée payée

par l'OTSR (à l'exception de l'exercice 2016) au sein du même compte de sorte que le montant des subventions enregistrées au compte de résultat ne correspond pas aux montants déterminés par les conventions financières.

Tableau 4 : Subventions affectées à l'opération *« Strasbourg, mon amour »*

	2016	2017	2018	2019	2020
Compte 740010 - subventions SMA	75 000 €	95 833 €	170 833 €	170 833 €	169 044 €

Source : comptes de l'OTSR.

En outre, les contributions volontaires et les prestations en nature correspondantes de la ville de Strasbourg ne figurent ni au compte de résultat ni en annexe pour l'exercice 2019.

En application du 1° de l'article 266 du code général des impôts, les subventions n'entrent dans le champ de la TVA que lorsqu'elles peuvent être analysées comme la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de services individualisée rendue au profit du financeur ou comme le complément de prix d'une opération imposable. Les subventions versées pour la réalisation de l'opération *« Strasbourg, mon amour »*, qui n'est pas facturée au public participant, ne répondent pas à cette définition. La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de comptabiliser les subventions au titre de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* conformément à l'article 266 du code général des impôts. Elle prend note de l'engagement du président à s'y conformer à l'avenir.

Rappel du droit n° 8 : Conformément à l'article 266 du code général des impôts, ne pas comptabiliser les subventions reçues pour la mise en œuvre de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* comme la rémunération d'une prestation de service individualisée ou le complément d'un prix facturé au financeur.

L'opération est également financée par des recettes spécifiques provenant du mécénat, du parrainage ou de la billetterie des évènements organisés dans ce cadre.

Tableau 5 : Recettes issues de l'opération *« Strasbourg, mon amour »*

	Comptes	2016	2017	2018	2019	2020
Mécénat SMA	706300	60 021 €	91 677 €	62 216 €	79 586 €	53 918 €
Parrainage SMA	706301	5 000 €	4 167 €	8 333 €	-	-
Billetterie SMA	707005	49 451 €	19 810 €	18 325 €	26 144 €	14 916 €

Source : comptes de l'OTSR.

Sous réserve des observations relatives à la fiabilité des comptes de l'opération formulées dans la partie 4.1.3, le solde des produits et des charges relatives à l'opération fait apparaître un besoin de financement non couvert par les produits et les subventions prévues dans le cadre de l'opération, sauf en 2019.

Tableau 6 : Solde des produits et des charges relatifs à l'opération *« Strasbourg, mon amour »*

	2016	2017	2018	2019	2020
Produits (comptes706300/706302/207005) - Charges (compte 740010)	- 149 949 €	- 21 437 €	- 43 886 €	46 568 €	- 52 274 €

Source : Comptes de l'OTSR.

Le coût total annuel de la manifestation *« Strasbourg, mon amour »* est supérieur aux prévisions budgétaires et au montant des ressources propres de l'OTSR identifiables en l'état des comptes pour l'exercice 2016.

4.1.2 La contractualisation des subventions relatives à l'opération *« Strasbourg, mon amour »*

En dépit de l'absence de mention de l'opération dans la convention d'objectifs 2016-2018, les conventions financières signées en 2016 et 2017 avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour financer l'opération *« Strasbourg, mon amour »* se rattachent aux subventions de fonctionnement qu'elle prévoit et disposent que l'association s'engage *« à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et à la convention d'objectif 2016-2018 »*.

À l'inverse, les conventions financières 2018, 2019 et 2020 sont des conventions spécifiquement affectées au financement de l'opération et prévoient que *« l'association s'engage à utiliser les fonds octroyés à la bonne réalisation de l'opération »*. Cependant, les projets de budget remis à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg à l'appui des demandes de subventions de fonctionnement font apparaître une contribution de l'OTSR à l'opération « *Strasbourg, mon amour* » (sauf pour l'exercice 2019), qui reste par conséquent financée en partie par les subventions de fonctionnement affectées aux missions de service public obligatoires.

Afin d'améliorer la lisibilité du budget de l'opération et de faciliter le contrôle des subventions affectées à son financement par la ville et l'Eurométropole, la chambre invite l'OTSR à ne pas faire apparaître les coûts associés à la manifestation *« Strasbourg, mon amour »* dans les projets de budget remis à l'Eurométropole de Strasbourg à l'appui de la demande de subvention de fonctionnement, mais uniquement dans le cadre conventionnel spécifique à l'opération.

Comme pour les subventions de fonctionnement, les projets de budget et les bilans financiers de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* ne sont pas établis selon le plan comptable applicable. En outre, les bilans financiers de l'opération ne font pas apparaître les écarts constatés avec le budget prévisionnel et ne permettent pas à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg de contrôler la bonne affectation des subventions versées.

4.1.3 La fiabilité de l'enregistrement comptable de l'opération *« Strasbourg, mon amour »*

Les charges liées à l'opération *« Strasbourg, mon amour »* sont toutes comptabilisées dans un compte 623 - Publicité, publications, relations publiques et traitées comme des charges de même nature alors que les bilans financiers analytiques de l'opération font apparaître qu'il s'agit de charges de nature différente. En outre, des recettes comme la redevance perçue auprès de l'exploitant du « café des amours » sont imputées analytiquement sur ce compte et compensent les charges qui y sont comptabilisées.

L'article 911-5 du règlement de l'autorité des normes comptables n° 2014-03 relatif au plan comptable général également applicable aux associations prévoit que « *le compte est la plus petite unité retenue pour le classement et l'enregistrement des mouvements comptables. Les opérations sont enregistrées dans les comptes dont l'intitulé correspond à leur nature. La compensation des comptes est interdite, sauf lorsqu'elle est expressément prévue par les dispositions en vigueur* ».

En application de cet article, les charges et les produits relatifs à l'opération *« Strasbourg, mon amour »* doivent être enregistrés dans un compte correspondant à leur nature sans compensation et non dans un compte global.

Les éléments de comptabilité analytique relatifs à l'opération produits par l'OTSR dans les comptes rendus financiers de l'opération ne correspondent pas avec le compte correspondant dans les états financiers annuels. Ils sont provisoires pour les années 2016 à 2018 et, quand ils sont définitifs, divergent selon les financeurs à qui ils sont adressés.

À titre d'illustration, le bilan financier définitif de l'opération en 2020 présenté à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg fait mention d'un total de dépenses toutes taxes comprises hors prestations en nature de 298 789 € tandis que le bilan financier présenté à la région Grand Est affiche un total de 317 046 € et le compte 623130 – « Strasbourg, mon amour » dans les états financiers 2020 fait apparaître un montant de 290 152 €.

Tableau 7 : Bilans financiers de l'opération *« Strasbourg, mon amour »*

Montant total toutes taxes comprises	2016 (p)	2017 (p)	2018 (p)	2019 (d)	2020 (d)
Subventions (A)	75 000 €	115 000 €	205 000 €	285 000 €	285 000 €
Ressources OTSR (B)	348 804 €	115 654 €	131 800 €	158 714 €	93 789 €
dont contributions propres de l'OTSR	220 064 €	2 139 €	22 200 €	30 187 €	25 955 €
Contributions en nature privées (C)	140 000 €	140 000 €	140 000 €	60 000 €	60 000 €
Dépenses totales hors prestation en nature (D)	423 804 €	232 793 €	336 800 €	363 714 €	298 789 €
Prestations en nature (E)	140 000 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €	140 000 €
Coût total (F=A+B+C=D+E)	563 804 €	372 793 €	476 800 €	503 714 €	438 789 €

Source : bilans financiers de l'opération « Strasbourg, mon amour » produits à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg, rapport financier 2017 pour 2017 ; p : prévisionnel, d : définitif.

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation d'enregistrer l'intégralité des charges et des produits selon leur nature et leur montant exact sans compensation dans ses états financiers.

Rappel du droit n° 9 : Conformément au règlement de l'autorité des normes comptables n° 2014-03 relatif au plan comptable général, enregistrer dans les états financiers l'intégralité des charges et des recettes selon leur nature et leur montant exact sans compensation.

4.1.4 La mise en œuvre des règles du code de la commande publique

En application de l'article L. 1211-1 du code de la commande publique, l'OTSR agit en tant que pouvoir adjudicateur soumis au code de la commande publique pour la mise en œuvre des missions de service public administratif qui lui sont déléguées dans le cadre des conventions qui le lient avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Le bilan financier 2020 de l'opération fait état d'une prestation de *« conception, création et réalisation »* réalisée par une agence d'évènementiel déjà associée à toutes les éditions précédentes pendant la période contrôlée pour un montant de 179 112 € hors taxe. Au regard du montant et de la nature de la prestation, l'OTSR pouvait opter pour la procédure adaptée prévue par les articles L. 2123-1, R. 2122-8 et R. 2123-1 du code de la commande publique dans sa rédaction alors en vigueur. Aucune pièce n'a cependant été produite pour attester que l'OTSR a respecté pour la signature de ce contrat les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure énoncés par l'article L. 3 du même code.

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation d'appliquer le code de la commande publique quand il agit en tant que pouvoir adjudicateur en application de l'article L. 1211-1 du même code.

Rappel du droit n° 10 : Appliquer le code de la commande publique quand l'OTSR agit en tant que pouvoir adjudicateur en application de l'article L. 1211-1 du même code.

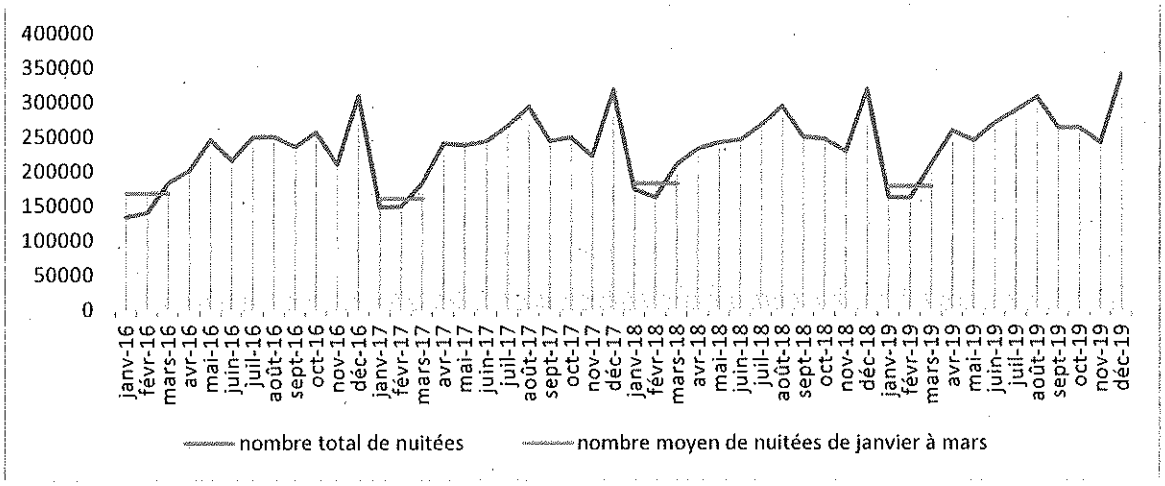
4.1.5 L'effet de l'opération « *Strasbourg, mon amour* » sur la fréquentation touristique

Les conventions signées avec la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg prévoient que l'opération « *Strasbourg, mon amour* » est conçue pour répondre à la « *problématique* » que constitue le fait que « *le premier trimestre demeure le point faible de l'activité touristique de l'agglomération strasbourgeoise* ».

Entre 2016 et 2019, les données relatives au nombre de nuitées en hôtellerie dans l'Eurométropole de Strasbourg ne font pas apparaître d'effet significatif de l'opération « *Strasbourg, mon amour* » sur le nombre de nuitées observées en février par rapport à celui des mois de janvier et de mars de la même année. En 2018, le nombre de nuitées observé en février dans l'Eurométropole de Strasbourg est même inférieur à celui observé pendant les mois de janvier et mars.

Les données relatives aux évènements organisés dans le cadre de l'opération et communiquées par l'OTSR font apparaître que la fréquentation touristique est stable sur la période (55 000 visiteurs) et qu'elle est principalement le fait de résidents de l'Eurométropole de Strasbourg.

Figure 2 : Nombre de nuitées en hôtellerie dans l'Eurométropole de Strasbourg



Source : INSEE et OTSR, traitement CRC Grand Est.

La chambre observe qu'entre 2016 et 2019, l'objectif d'augmentation de la fréquentation touristique entre le marché de Noël et le printemps assigné à la manifestation « *Strasbourg, mon amour* » n'est pas atteint.

4.2 Le concert de commémoration de la Grande Guerre

Le groupement d'intérêt public (GIP) de la mission du centenaire de la première guerre mondiale était l'opérateur des manifestations mémorielles présidées par le président de la République lors de son déplacement du 4 au 10 novembre 2018 dans les départements concernés par le conflit. Le 20 novembre 2018, le GIP de la mission du centenaire a signé avec l'OTSR une convention qui lui confie l'organisation du concert qui s'était tenu dans la cathédrale de Strasbourg le 4 novembre et du cocktail dînatoire qui l'avait suivi.

La chambre observe que l'organisation d'un tel concert n'entre pas dans le cadre de la mission d'organisation de fêtes et de manifestations culturelles confiée à l'OTSR par la ville et par l'Eurométropole de Strasbourg et qu'elle ne correspond pas à la mission de promotion du tourisme qui constitue l'objet statutaire de l'association.

Une lettre de la mission du centenaire datée du 16 octobre 2018 mentionne un accord de principe pour la signature de la convention, qui a donné lieu au versement d'une subvention d'un montant total de 156 564 € après la signature de deux avenants le 20 décembre 2018. L'OTSR n'a pas produit de demande de subvention manifestant qu'il était à l'origine du projet justifiant l'attribution d'une subvention au sens de l'article 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Comme pour l'opération *« Strasbourg, mon amour »*, les charges relatives au coût de l'opération sont imputées au compte 623301- Actions de promotion diverses (156 564 € en 2018 et 41 € en 2019) et traitées comme des charges de même nature de manière irrégulière par rapport au règlement de l'autorité des normes comptables n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.3 L'export du marché de Noël et de *« Strasbourg, mon amour »*

L'OTSR a réalisé entre 2016 et 2020 des opérations d'export du marché de Noël à l'étranger. Ces opérations consistent à organiser des marchés de Noël en format réduit dans des lieux emblématiques de capitales de pays dont l'OTSR cible la clientèle pour promouvoir la destination. Le premier objectif est d'organiser une opération commerciale permettant aux partenaires exposants d'exporter leurs produits sur les marchés ciblés. Le second objectif est de toucher une clientèle aisée sur des marchés lointains dont l'OTSR estime qu'ils représentent un potentiel de développement permettant d'augmenter la durée des séjours et le montant moyen des dépenses des visiteurs. Le troisième objectif est de toucher indirectement la clientèle française via les retombées médiatiques associées.

Un quatrième objectif est assigné au marché de Noël à New-York (NY) et vise à exporter la marque *« Strasbourg, capitale de Noël »* sur tous les marchés du fait de la visibilité médiatique conférée par l'organisation d'un évènement dans cette ville.

En 2016, une opération d'export de la manifestation *« Strasbourg, mon amour »* au Japon a également été réalisée sur ce modèle.

En 2016 et en 2017, les opérations relatives à l'export du marché de Noël à Taïpei et à Séoul et de *« Strasbourg, mon amour »* au Japon ont entraîné pour l'OTSR des charges d'environ 200 000 € par an. L'opération d'export du marché de Noël à Dubaï a donné lieu à des frais préparatoires (voyages sur place) mais n'a pas été menée à son terme. L'opération d'export du marché de Noël à New-York représente un total de charges de 650 131 € sur la période 2017-2020 dans les comptes de l'OTSR.

Tableau 8 : Charges relatives aux opérations d'export du marché de Noël à l'étranger

	Comptes	2016	2017	2018	2019	2020
SMA Japon 2016	623135	83 086 €	- €	- €	- €	- €
Marché Noël Taipei 2016	625145	119 477 €	555 €	- €	- €	- €
Marché Noël Dubaï 2017	625146	- €	12 325 €	- €	- €	- €
Marché Noël NY 2018-2019	625147	- €	50 640 €	56 824 €	410 844 €	131 823 €
Marché Noël Seoul 2017	625148	- €	129 001 €	12 251 €	- €	- €

Source : comptes de l'OTSR.

Comme pour les autres missions facultatives exercées par l'OTSR, l'enregistrement globalisé des charges relatives aux opérations d'export dans un compte 623 - Publicité, publications, relations publiques ou 625 – déplacements, missions et réceptions ne correspond pas à la nature réelle des dépenses et affecte la régularité des comptes de l'OTSR.

Les comptes font apparaître des recettes liées à l'export des marchés de Noël et de l'opération *« Strasbourg, mon amour »* pour un montant de 67 437 € en 2016, 20 912 € en 2017 et 310 476 € en 2020.

Tableau 9 : Recettes relatives aux opérations d'export du marché de Noël et de SMA

	Comptes	2016	2017	2018	2019	2020
Partenariat marchés de Noël Asie	706008	57 700 €	20 912 €	- €	- €	- €
Ventes export SMA	707900	9 737 €	- €	- €	- €	- €
Refact. Frais marché de Noël NY	708800	- €	- €	- €	- €	310 476 €

Source : comptes de l'OTSR.

Le solde des charges et des produits affectés à l'opération fait apparaître un besoin de financement compris entre 69 075 € en 2017 et 410 844 € en 2019 sauf pour l'exercice 2020.

Tableau 10 : Solde des produits et des charges relatifs à l'export du marché de Noël et de SMA

	2016	2017	2018	2019	2020
Produits (comptes 706008/707900/708800) - charges (comptes 623135/625145/625146/ 625147/625148)	- 135 126 €	- 171 609 €	- 69 075 €	- 410 844 €	178 653 €

Source : Comptes de l'OTSR.

4.3.1 L'export du marché de Noël à Séoul, Dubaï et Taipei

Les opérations d'export du marché de Noël à Taïpei, à Dubaï et à Séoul ne sont pas prévues par la convention d'objectif 2016-2018 et n'ont fait l'objet ni d'étude de marché préalable ni d'approbation du conseil d'administration de l'OTSR.

L'initiative de l'organisation des opérations d'export est prise par le président en lien avec la ville de Strasbourg sans concertation avec l'Eurométropole. Le conseil d'administration est informé de l'opération d'export à Taipei lors de la réunion du conseil d'administration du 29 septembre 2016 et de l'opération à Séoul le 3 mai 2017 sans qu'il ait été préalablement consulté.

Les statuts prévoient que l'OTSR peut mettre en œuvre « *toute prospection et communication en France et à l'étranger tendant à favoriser le tourisme individuel et collectif à Strasbourg* ». Cependant, l'organisation de ces opérations n'a été coordonnée ni avec Alsace Destination Tourisme ni avec le comité régional du tourisme d'Alsace qui préexistait à l'agence régionale du tourisme Grand Est alors que l'article L. 131-5 du code du tourisme prévoit que les « *actions de promotion sur les marchés étrangers sont coordonnées par le comité régional du tourisme et par le comité départemental du tourisme* ».

La chambre rappelle à l'OTSR l'obligation de respecter les compétences du comité départemental et du comité régional du tourisme en matière de coordination des actions de promotion sur les marchés étrangers.

Rappel du droit n° 11 : Conformément à l'article L. 131-5 du code du tourisme, inscrire l'organisation d'actions de promotion sur les marchés étrangers dans un cadre coordonné par le comité départemental et le comité régional du tourisme.

Les prévisions de charges relatives aux opérations d'export figurent dans les budgets remis à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg à l'appui des demandes de subvention de fonctionnement pour un montant de 60 000 € en 2016 et 23 000 € en 2017.

Les prévisions budgétaires de leur coût s'avèrent très sous-estimées par rapports aux montants des charges enregistrés dans les comptes de l'OTSR. Ni les projets de budget ni les comptes rendus financiers transmis à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg ne leur permettent de vérifier que ces opérations sont financées par les ressources propres de l'OTSR.

La chambre observe que le coût total annuel des opérations d'export à Taïpei, à Dubaï et à Séoul est supérieur aux prévisions budgétaires et au montant des ressources propres de l'OTSR identifiables en l'état des comptes.

4.3.2 Le marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New-York

4.3.2.1 La conception de l'opération

Au mois de septembre 2016, le conseil d'administration de l'OTSR examine le projet d'organiser un marché de Noël à New-York en décembre 2018.

Au début de l'année 2017, des dépenses d'un montant de 38 000 € correspondant à une prestation d'accompagnement à la collecte des fonds nécessaires sont engagées sans consultation préalable du conseil d'administration. Ses membres sont seulement invités à exprimer leurs éventuelles réticences lors de la réunion du 3 octobre 2017 sur le principe de l'organisation du marché de Noël à New-York et sur le versement d'un acompte pour la réservation de l'emplacement.

Le projet de budget pour 2018 examiné par le conseil d'administration le 17 mai 2018 prévoit 54 000 € de dépenses préparatoires et une réunion dédiée à son organisation est planifiée le 5 juin 2018. Le programme de l'opération est arrêté lors de cette réunion. Il est prévu de mettre en place des chalets au Madison square Park pour vendre des spécialités alsaciennes et d'organiser des animations liées à l'univers de Noël et de l'Alsace. Le coût prévisionnel s'élève à 2,5 M€ et son financement doit reposer principalement sur le mécénat. Un comité de pilotage ad hoc distinct du conseil d'administration est créé. Les réunions de cette instance n'ont pas donné lieu à des comptes rendus. La chambre prend note de l'engagement du président à formaliser le travail des instances de préparation d'un évènement de cette ampleur à l'avenir.

Entre octobre 2018 et février 2019, le conseil d'administration constate l'insuffisance du résultat de l'appel aux dons, acte le principe de l'élargissement de la prospection aux partenaires institutionnels en Alsace et reporte l'opération à décembre 2019. L'agence régionale du tourisme Grand Est annonce le principe d'un accord pour participer au financement jusqu'à hauteur de 353 000 € dans le cadre du pacte de destination Alsace. Le coût prévisionnel est abaissé à 1,6 M€ et le comité de pilotage est élargi à ces nouveaux partenaires de l'opération renommée *« Marché de Noël de Strasbourg – Alsace à New-York »*.

Entre mai et octobre 2019, le conseil d'administration valide le transfert de l'emplacement au parc de Bowling Green et le plan de financement définitif est arrêté. La ville et l'Eurométropole de Strasbourg accordent pour la réalisation de l'opération des subventions de respectivement 66 660 € et 133 340 € en juillet 2019 à l'issue de débats animés au sein de leurs assemblées délibérantes. Le budget définitif abaisse les prévisions de dépenses à 1,2 M€.

Tableau 11 : Budget du marché de Noël Strasbourg-Alsace à New-York

Recettes		Dépenses	
Pacte de destination Alsace	368 000 €	Dépenses aux Etats-Unis	445 500 €
Eurométropole de Strasbourg	66 660 €	Location des espaces publics	25 200 €
Ville de Strasbourg	133 340 €	Dépenses en France	478 995 €
Mécénat	284 000 €	Autres dépenses connexes / pacte de destination	140 000 €
OTSR	177 695 €	Achats de marchandises en France	150 000 €
Recettes d'exploitation	210 000 €		
Total	1 239 695 €	Total	1 239 695 €

Source : OTSR.

Le marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New-York a lieu du 6 au 22 décembre 2019. Alors que le conseil d'administration de l'OTSR envisage en février 2020 de reconduire l'opération sur plusieurs années, la crise sanitaire qui débute le mois suivant ne lui permet plus d'envisager cette hypothèse.

4.3.2.2 La société filiale « OTSR USA Inc. »

En application de l'article 21 du code civil local, l'OTSR a créé une société dénommée *« OTSR-USA Inc. »* immatriculée le 31 mai 2019 et domiciliée chez un mandataire dans l'État du Delaware afin d'encaisser les recettes des ventes réalisées pendant le marché de Noël et de supporter les charges liées à son organisation sur place. Le capital est entièrement détenu par l'OTSR représenté par son président qui est également nommé directeur non rémunéré de la société en application des statuts. Le trésorier de l'OTSR est nommé trésorier de la société.

Aucune délibération du conseil d'administration de l'OTSR n'a autorisé la création de cette filiale dont l'existence n'est jamais mentionnée dans les comptes rendus de ses réunions.

Lors de l'exercice 2019, l'OTSR verse à sa filiale des avances d'un montant total de 395 535 € inscrit à son compte d'associé dans le bilan de la société pour 441 197 $. L'avance est financée par transfert depuis les comptes de disponibilités et figure au tableau des filiales et participations dans l'annexe des états financiers conformément au règlement comptable applicable. Une provision pour dépréciation de l'immobilisation financière que constitue la créance de l'OTSR est constituée pour un montant de 120 000 € et reprise lors du l'exercice 2020.

Ni l'avance ni la provision n'ont été inscrites au budget 2019 de l'OTSR et n'ont fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration.

Lors de la séance pendant laquelle le conseil d'administration approuve les comptes de l'exercice, le trésorier ne fait mention ni de l'avance ni de l'appréciation pesant sur le recouvrement de la créance qui motive la constitution de la provision et sa reprise quelques mois seulement après le versement de l'avance. De manière irrégulière par rapport aux dispositions des articles L. 225-38 et R. 612-6 du code du commerce, le versement de l'avance n'est pas encadré par une convention dont par conséquent aucune mention n'est faite dans le rapport spécial du commissaire aux comptes de l'association sur les comptes de l'exercice 2019.

Lors de l'exercice 2019, la société OTSR USA Inc. enregistre des produits d'un montant de 423 062,83 $ (406 291 €[31]) liés aux ventes réalisées pendant la manifestation et à

[31] La conversion euro-dollar est établie sur la base d'un euro pour 1,1 dollar qui correspond au taux de change moyen constaté en 2019.

l'encaissement de dépenses refacturées à l'OTSR pour un montant de 88 055,15 dollars (79 250 €). Le résultat net de l'exercice est négatif (- 27 999,47 dollars, soit 25 200 €). À l'actif de la société figurent notamment 28 chalets qu'elle a acquis pour un montant total de 130 119 €.

Aucune convention approuvée par le conseil d'administration de l'OTSR n'autorisait son président à engager pour son compte en tant que directeur de la société OTSR USA Inc. les dépenses qui lui ont été refacturées. En outre, les factures relatives à l'achat des chalets ont été payées sur ordre du directeur de l'OTSR sans qu'il n'en ait reçu le mandat du directeur de la société OTSR USA Inc.

En l'absence de perspective de reconduction de l'opération, l'exercice 2020 est consacré à l'organisation de la liquidation de la filiale OTSR USA Inc. qui est dissoute le 15 avril 2021. Le compte d'associé de l'OTSR alimente le résultat de liquidation qui permet notamment de couvrir la perte correspondant à la valeur nette comptable des chalets. Ceux-ci ont été endommagés pendant leur transport de retour à Strasbourg et 24 d'entre eux sont revendus à la société à qui ils avaient été achetés à un prix 13 fois inférieur au montant de l'achat. Les quatre autres ne sont pas mentionnés sur la facture de revente et ne figurent plus à l'actif de l'OTSR.

La chambre observe que les comptes de l'exercice 2020 de l'OTSR constatent une charge financière correspondant à la perte de la part de l'avance accordée à la société OTSR USA Inc. pour un montant de 295 362 €.

4.3.2.3 Le fonds de dotation de l'office du tourisme de Strasbourg et sa région

L'OTSR a créé le 5 juin 2019 un fonds de dotation afin de permettre aux quatre mécènes de l'opération de bénéficier des avantages fiscaux prévus aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts (CGI)[32]. Si le fonds de dotation de l'OTSR constitue un élément du plan de financement de l'opération d'export du marché de Noël à New-York, ses statuts prévoient qu'il a pour mission de contribuer à toutes les opérations d'organisation de marchés de Noël à l'étranger. Il est présidé jusqu'à sa dissolution par le président de la Fondation pour Strasbourg, également membre du conseil d'administration de l'OTSR jusqu'en 2017. Le trésorier de l'OTSR est nommé trésorier du fonds de dotation.

Conformément à l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, la création du fonds de dotation a fait l'objet d'une déclaration à la préfecture du Bas-Rhin qui a été publiée au journal officiel des associations le 29 juin 2019 et le conseil d'administration du fonds a désigné un commissaire aux comptes. Cependant, les comptes du fonds de dotation n'ont pas été publiés comme le prévoit l'article précité. Le fonds est doté d'un capital initial de 15 000 € versé par l'OTSR qui correspondant au montant minimum prévu par le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation.

Si la création d'un fonds de dotation a été évoquée lors de la réunion du conseil d'administration de l'OTSR le 3 octobre 2017, elle n'a cependant donné lieu à aucune délibération formelle manifestant la volonté de l'OTSR d'approuver cette décision et de verser une dotation en capital.

Comme l'avance versée à OTSR USA Inc., la dotation de l'OTSR n'est pas encadrée par une convention et le trésorier n'en a pas fait mention lors de la séance pendant laquelle le conseil d'administration approuve les comptes de l'exercice 2019.

Pendant l'exercice 2019-2020, le fonds de dotation a enregistré un montant de dons de 198 000 € et une contribution volontaire en nature d'une valeur de 32 000 € de la société à qui

[32] Pour les particuliers, une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % du montant des dons dans la limite de 20 % du revenu imposable et pour les sociétés une réduction d'impôt égale à 60 % du montant des dons dans la limite de 5 ‰ du chiffre d'affaires.

les chalets ont été achetés au titre de l'article 238 bis du code général des impôts. L'intégralité des apports financiers et de la dotation initiale ont été affectés à des achats relatifs à l'organisation du marché de Noël à New-York pour un montant de 211 535 € et le résultat comptable atteint 727 € à la fin du premier exercice, qui couvre la période allant de la création du fonds à la fin de l'année 2020.

L'annexe des comptes du fonds ne comporte ni le compte de résultat par origine et par destination ni le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public[33] prévus pour les organismes dont le montant collecté auprès du public dépasse 153 000 €. En conséquence, les comptes produits par le fonds de dotation ne permettent pas aux mécènes de vérifier que les fonds qu'ils ont versés ont été affectés au financement du marché de Noël à New-York.

L'OTSR ayant délégué au fonds de dotation la responsabilité d'effectuer un appel au don pour son compte et en son nom, en application de l'article 3 bis de la loi n° 91-772 précitée, celui-ci aurait dû lui reverser les sommes collectées ou préciser dans une déclaration déposée auprès du préfet du Bas-Rhin les critères d'attribution de la part des ressources collectées non reversée à l'OTSR. Au surplus, les dépenses ont été engagées par le président du fonds de dotation sans approbation par le conseil d'administration du programme d'action prévu par les statuts. À défaut de ce document de cadrage, le fonds de dotation a pris en charge des dépenses relatives à l'organisation du marché de Noël à New-York sans logique d'intervention définie en cohérence avec celle de l'OTSR.

Le fonds de dotation a été liquidé par décision de son conseil d'administration le 23 décembre 2020 déclarée à la préfecture qui l'a publiée le 25 mai 2021. Le boni de liquidation de 753,74 €[34] a été attribué à la Fondation pour Strasbourg.

4.3.2.4 Le mécénat de la société cessionnaire des chalets à la société OTSR USA Inc.

Les factures émises pour l'achat des chalets du marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New-York ont été payées par la société OTSR USA Inc. et la sélection de l'entreprise retenue n'a pas fait l'objet de la procédure adaptée prévue à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique. La contribution en nature de l'entreprise enregistrée dans les comptes du fonds de dotation est néanmoins susceptible d'avoir constitué la contrepartie des prestations qu'elle a fournies à titre onéreux à la filiale américaine de l'OTSR et la jurisprudence du juge administratif établit qu'elle est susceptible d'être considérée comme faisant partie intégrante des prestations onéreuses qui auraient dû être soumises au code des marchés publics[35].

En outre, elle a permis à la société qui a vendu les chalets à OTSR USA Inc. de bénéficier d'une fiscalité réduite pour les prestations fournies à titre gracieux dans le cadre de la convention de mécénat signée avec le fonds de dotation de l'OTSR. L'instruction fiscale BOI-BIC-RICI-20-30-10-20 dans sa version en vigueur à la date de la signature de la convention de mécénat précise que *« pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, le versement doit procéder d'une intention libérale de l'entreprise et ne doit pas être la contrepartie d'une prestation que l'organisme a effectuée à son profit »*.

La contribution en nature enregistrée dans les comptes du fonds de dotation et réalisée par la société qui a vendu les chalets à OTSR USA Inc. est susceptible d'avoir constitué la contrepartie des prestations qu'elle a fournies à titre onéreux à la filiale américaine de l'OTSR

[33] Prévus par l'article 4 de la loi n° 91-772 relative au congé de représentation en faveur des associations et mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique, l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et l'article 432-1 du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

[34] Les comptes du fonds de dotation au 31/12/2020 faisaient pourtant apparaître un actif net de 726,74 € et non 753,74 € (disponibilités), compte tenu d'une dette bancaire de 27 €.

[35] Conseil d'État, Assemblée, 04/11/2005, n° 247298, Publié au recueil Lebon.

et à l'OTSR. Le risque d'une requalification de la convention en parrainage n'ouvrant pas droit aux avantages fiscaux attachés aux opérations de mécénat est établi.

4.3.2.5 Le bilan financier de l'opération

Le bilan financier présenté par l'OTSR à ses financeurs comporte des rubriques dont le détail ne correspond ni à celles présentées dans le projet de budget ni aux comptes prévus par le plan comptable applicable et ne présente pas les écarts entre les prévisions et les dépenses constatées. Il fait apparaître un total de dépense d'un montant de 1 260 738 € légèrement inférieur au montant prévu par le budget de l'opération sans participation financière de l'OTSR.

Tableau 12 : Bilan financier du marché de Noël Strasbourg-Alsace à New-York

Recettes		Dépenses	
Pacte de destination Alsace	345 000 €	Dépenses aux États-Unis	591 481 €
Eurométropole de Strasbourg	134 000 €	Location des espaces publics	62 757 €
Ville de Strasbourg	66 000 €	Dépenses en France	401 179 €
Mécénat	230 000 €	Achats de marchandises en France	205 321 €
OTSR	- €		
Recettes d'exploitation	426 500 €		
Total	1 201 500 €	Total	1 260 738 €

Source : OTSR.

Il n'existait entre l'agence régionale du tourisme Grand Est (ART-GE) et l'OTSR ni de convention prévoyant le versement d'une subvention ni de convention de mandat autorisant le président de l'OTSR à engager pour le compte de l'ART-GE les dépenses qui lui ont été refacturées. Ces dépenses ont été engagées par le directeur de l'OTSR qui a indiqué qu'il disposait d'une ligne ouverte lui permettant d'engager les dépenses sans avoir pu produire de justificatif.

La contribution de l'ART-GE pourrait apparaître au compte 708800 – refacturation des frais du marché de Noël à New-York dans le compte de résultat de l'exercice 2020 mais la pièce justificative correspondante à cette opération n'a pas été produite par l'OTSR. Le montant de l'opération (310 476 €) ne correspond pas avec le montant indiqué dans le bilan financier.

Dans l'hypothèse où un mandat aurait été donné à l'OTSR par l'ART-GE, l'article 621-11 règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général prévoit que *« les opérations traitées par l'entité pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers »* et que *« seule la rémunération de l'entité est comptabilisée dans le résultat »*.

En conséquence, les dépenses supportées par l'OTSR et les produits issus de leur refacturation à l'ART-GE n'auraient pas dû figurer aux comptes de résultat des exercices 2019 et 2020 et le solde positif correspondant majore fictivement le résultat de l'exercice 2020.

Sous réserve des observations relatives à leur graves défauts de fiabilité, la consolidation des comptes de l'OTSR, de sa filiale américaine et de son fonds de dotation fait apparaître que le coût total du projet s'élève à 1 487 737 €, soit un montant supérieur de 20 % au coût prévu par le budget de l'opération et de 24 % au coût apparaissant dans le bilan financier communiqué par l'OTSR à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg.

Tableau 13 : Charges et produits relatifs au marché de Noël Strasbourg-Alsace à New-York enregistrés dans les états financiers de l'OTSR et de ses filiales

Charges	2019	2020	Total
OTSR USA Inc. (A)	406 291 €	294 469 €	700 760 €
Dépenses refacturées à l'OTSR (B)	- 79 250 €	- €	- €
Fonds de dotation (C)	- €	244 310 €	244 310 €
OTSR (D)	410 844 €	131 823 €	542 667 €
Total (A-B+C+D)	817 135 €	670 602 €	1 487 737 €
Produits			
OTSR USA Inc. (E)	381 091 €	319 676 €	700 767 €
dont avance OTSR (F)	395 535 €	- €	395 535 €
Dépenses refacturées à l'OTSR (G)	- 79 250 €	- €	- €
Fonds de dotation (H)	- €	245 037 €	245 037 €
dont dotation OTSR (I)	15 000 €	- €	15 000 €
OTSR (J)	200 000 €	310 476 €	510 476 €
Total (E+G+H+J)	581 091 €	875 189 €	1 456 280 €
Solde			
OTSR USA Inc. (E-A)	- 25 200 €	25 207 €	7 €
Fonds de dotation (H-C)	- €	727 €	727 €
OTSR (J-D-F-I)	- 621 379 €	178 653 €	- 442 726 €
Total	- 236 044 €	204 587 €	- 31 457 €

États financiers de l'OTSR, du fonds de dotation de l'OTSR et de la société OTSR USA Inc. Le taux de change adopté est 1 $ pour 0,9 € comme dans le bilan financier de l'OTSR et explique l'écart résiduel de 7 € entre les résultats 2019 et 2020 de la société OTSR USA Inc.

Compte tenu des financements apportés par les autres partenaires institutionnels et du solde négatif de 31 457 € entre les produits et les charges relatifs à l'opération, la contribution nette de l'OTSR s'élève à 474 183 € pour la période 2019-2020, soit un montant trois fois supérieur à celui prévu par le budget de l'opération qui n'a pas été mentionné dans le compte rendu financier de l'opération remis à la ville et à l'Eurométropole de Strasbourg.

Tableau 14 : Ressources affectées au financement du marché de Noël Strasbourg-Alsace à New-York enregistrées dans les états financiers de l'OTSR et de ses filiales entre 2019 et 2020

Ressources	Etats financiers	Budget de l'opération	Bilan financier de l'OTSR
OTSR	474 183 €	177 695 €	- €
Ville de Strasbourg	66 660 €	66 660 €	66 660 €
Eurométropole de Strasbourg	133 340 €	133 340 €	133 340 €
Pacte de destination Alsace*	310 476 €	368 000 €	345 000 €
Mécénat	230 037 €	284 000 €	230 000 €
Autres recettes	273 041 €	210 000 €	426 500 €
	1 487 737 €	1 239 695 €	1 201 500 €

*Source : États financiers de l'OTSR, du fonds de dotation de l'OTSR et de la société OTSR USA Inc., *Agence régionale du tourisme Grand Est, ville de Colmar, Colmar Agglomération, ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération, comité interprofessionnel des vins d'Alsace.*

En tenant compte des dépenses enregistrées dans les comptes 2017 et 2018, qui n'apparaissent ni dans les budgets remis aux financeurs publics à l'appui des demandes de subvention ni dans le bilan financier définitif de l'opération, le coût total non financé par les

subventions affectées à l'organisation du marché de Noël Strasbourg-Alsace à New-York s'élève à 581 647 € sur la période contrôlée.

Ce montant est supérieur aux montants issus des cotisations des adhérents de l'association et des recettes publicitaires, qui constituent les seules ressources propres identifiables de l'OTSR en l'état des comptes.

4.3.3 L'atteinte des objectifs assignés aux opérations d'export du marché de Noël

Au regard des états financiers de l'OTSR, le premier objectif assigné aux opérations d'export du marché de Noël à l'étranger - l'organisation d'une opération commerciale équilibrée - n'est jamais atteint sur la période contrôlée.

L'atteinte de l'objectif visant à développer le tourisme en Alsace sur des marchés lointains est difficilement mesurable. Le conseil d'administration de l'OTSR estimait cependant en mai 2018 que le bilan de l'opération d'export à Séoul était décevant et que la pertinence des manifestations en Asie hors du Japon devait être remise en cause.

Concernant le marché de Noël à New-York, la chambre observe qu'en raison de sa programmation en décembre 2019, l'opération n'a pas produit l'effet escompté sur le volume de touristes et sur la dépense moyenne journalière des visiteurs du fait de l'interruption du tourisme consécutif à la crise sanitaire.

Selon l'OTSR, le troisième objectif relatif à la sensibilisation de la clientèle française via les retombées médiatiques associées et le quatrième objectif assigné à l'organisation du marché de Noël à New-York visant à exporter la marque *« Strasbourg, capitale de Noël »* ont été concrétisés par une contre-valeur publicitaire des retombées médiatiques estimée à 623 767 € pour les opérations organisées à Taipei et à Séoul et à 6,2 M€ pour le marché de Noël à New-York.

La chambre observe cependant que les retombées médiatiques, dont la méthode de valorisation monétaire est au demeurant sujette à caution, ne sauraient constituer la mesure définitive du succès de l'opération qui n'est établie par aucune autre donnée objective.

5. LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1 Le résultat

Le chiffre d'affaires de l'OTSR baisse de 4 % entre 2016 et 2019 et diminue de 45 % entre 2019 et 2020, en raison de la crise sanitaire.

Le maintien des ventes de *« Strasbourg pass »* et la hausse des ventes de produits en boutique ne compensent pas intégralement la baisse des ventes de visites guidées et des recettes issues des opérations menées en dehors du champ de la convention d'objectifs que constituent l'opération *« Strasbourg, mon amour »*, les prestations publicitaires et les opérations d'export du marché de Noël dont les recettes disparaissent à compter de l'exercice 2018.

Tableau 15 : Composition du chiffre d'affaire part selon la nature des activités de l'OTSR

En euros HT	2016	2017	2018	2019	2020
Ventes de produits touristiques	317 092 €	347 905 €	425 346 €	392 249 €	99 512 €
Ventes de services touristiques	621 058 €	523 500 €	513 035 €	591 009 €	128 182 €
Sous-total missions de SP obligatoires	*938 150 €*	*871 405 €*	*938 381 €*	*983 258 €*	*227 694 €*
SMA / partenaires privés (SP facultatif)	114 472 €	115 654 €	88 874 €	105 730 €	68 834 €
Export Marché de Noël (SP facultatif)	67 437 €	20 912 €	- €	- €	310 476 €
Recettes publicitaires et activités annexes	39 529 €	17 722 €	17 211 €	19 129 €	4 529 €
Chiffres d'affaires	**1 159 588 €**	**1 025 693 €**	**1 044 466 €**	**1 108 117 €**	**611 533 €**
Produits d'exploitation du SP délégué	2 835 150 €	2 758 405 €	2 815 381 €	2 860 258 €	2 229 694 €
Part du CA dans les produits du SP délégué	41 %	37 %	37 %	39 %	27 %

Source : comptes annuels de l'OTSR.

La stabilité des charges de services extérieurs et autres services (- 4 %) entre 2016 et 2019 s'explique par le fait que la baisse des coûts associés aux publications destinées à l'information des visiteurs et aux visites guidées est compensée par les coûts associés aux opérations d'export du marché de Noël et à la manifestation *« Strasbourg, mon amour »* qui ne sont pas prévues par la convention d'objectifs.

La hausse des subventions attribuées à l'OTSR pour financer ces opérations ne permet pas de compenser le surcoût qu'elles engendrent et l'excédent brut d'exploitation est négatif entre 2016 et 2019 sauf en 2018. Les cotisations des adhérents permettent néanmoins d'atteindre un résultat d'exploitation positif sauf en 2016.

Tableau 16 : Évolution du résultat d'exploitation de 2016 à 2020

En euros HT	2016	2017	2018	2019	2020
+ Ventes de marchandises	825 397 €	715 592 €	789 380 €	852 162 €	201 502 €
+ Ventes de services	314 858 €	310 101 €	255 086 €	255 955 €	99 555 €
Dont recettes publicitaires	*20 196 €*	*17 722 €*	*17 211 €*	*19 129 €*	*4 529 €*
+ Produits des activités annexes	19 333 €	- €	- €	2 000 €	310 476 €
Chiffre d'affaires	**1 159 588 €**	**1 025 693 €**	**1 044 466 €**	**1 110 117 €**	**611 533 €**
- Coût d'achat des marchandises	532 967 €	453 923 €	516 122 €	635 971 €	134 160 €
- Variation stock de marchandise	3 211 €	28 913 €	7 918 €	15 717 €	4 351 €
- Consommation de matières premières	52 414 €	44 512 €	46 546 €	40 602 €	35 633 €
- Services extérieurs et autres services	1 238 263 €	1 041 969 €	1 167 034 €	1 191 983 €	1 005 710 €
- Charges de personnel	1 486 190 €	1 429 087 €	1 384 461 €	1 397 800 €	1 204 968 €
- Impôts et taxes	80 043 €	88 950 €	92 817 €	93 281 €	51 020 €
+ Subventions d'exploitation	2 041 886 €	1 982 833 €	2 204 397 €	2 247 833 €	2 177 238 €
Excédent brut d'exploitation	**- 191 614 €**	**- 78 828 €**	**33 965 €**	**- 17 404 €**	**352 929 €**
+ Cotisations et autres produits de gestion courante	130 856 €	106 094 €	109 053 €	124 503 €	127 508 €
- Autres charges de gestion courante	185 €	1 310 €	487 €	785 €	1 037 €
+ Reprises sur provisions et transferts de charges	33 319 €	28 951 €	8 282 €	123 407 €	- €
+ Utilisation des fonds reportés et fonds dédiés	- €	- €	- €	- €	- €
- Dotations aux dépréciations et amortissement	82 602 €	54 256 €	66 014 €	71 139 €	117 930 €
- Reports en fonds dédiés	- €	- €	- €	- €	25 000 €
Résultat d'exploitation	**- 110 226 €**	**651 €**	**84 799 €**	**158 582 €**	**336 470 €**

Source : comptes annuels de l'OTSR.

En 2019, le résultat est supérieur à la somme des recettes publicitaires et des cotisations, qui constituent les seules ressources propres de l'OTSR identifiables en l'état des comptes. Il aurait dû être supérieur si les charges relatives au marché de Noël à New-York avaient été comptabilisées régulièrement (410 844 €). Le résultat 2019 est en conséquence constitué par un excédent de subventions de fonctionnement versées pour la mise en œuvre des missions de service public obligatoires.

En 2020, le montant des subventions de fonctionnement n'a pas été ajusté à la forte contraction des charges et le résultat d'exploitation croît fortement (336 470 €). L'augmentation importante des charges financières relatives à l'organisation du marché de Noël à New-York pèse sur le résultat qui demeure positif. Si le solde négatif des dépenses refacturées (178 653 €)[36] avait été régulièrement comptabilisé, le résultat de l'OTSR (196 031 €) aurait cependant été inférieur.

L'excédent brut d'exploitation résultant du maintien des subventions de fonctionnement pendant la crise sanitaire a permis de compenser le coût du marché de Noël à New-York. Le résultat 2020 est par conséquent également constitué d'un excédent de subventions de fonctionnement versées pour la mise en œuvre des missions de service public obligatoires et indument affecté à une opération non prévue par la convention de délégation.

Tableau 17 : Évolution du résultat comptable de 2016 à 2020

En euros HT	2016	2017	2018	2019	2020
Résultat d'exploitation	- 110 226 €	651 €	84 799 €	158 582 €	336 470 €
Produits financiers	93 754 €	16 290 €	7 259 €	4 241 €	120 958 €
Charges financières	- €	1 966 €	2 105 €	121 823 €	296 895 €
Résultat financier	93 754 €	14 324 €	5 154 €	- 117 582 €	- 175 937 €
Résultat exceptionnel	44 183 €	29 543 €	26 697 €	21 087 €	35 498 €
Résultat de l'exercice	27 711 €	44 518 €	116 650 €	62 087 €	196 031 €

Source : comptes annuels de l'OTSR

5.2 Le bilan

Les ressources enregistrées en fonds dédiés en 2016 au compte *« subventions pour remboursement d'emprunts »* (548 817 €) versées par la ville de Strasbourg ont été transférées dans les capitaux permanents au compte « *report à nouveau* » qui est passé de 53 000 € à 673 000 € entre 2016 et 2017.

Seul subsistait en fonds dédiés jusqu'en 2020 le montant du droit d'entrée dans les locaux du bureau d'information payé par la ville de Strasbourg pour le compte de l'OTSR en 1991. Les capitaux permanents issus des subventions accumulées par le passé servent de réserves pour l'activité de l'OTSR sans apparaître en fonds dédiés au bilan. Entre 2016 et 2020, le report à nouveau s'accroît de 33 % du fait des résultats positifs des exercices de l'année précédente.

[36] Solde des recettes issues de la refacturation (310 476 €) et des charges supportées par l'OTSR au titre de l'opération (131 823 €) calculé dans l'hypothèse la plus favorable pour l'OTSR où l'intégralité des charges enregistrées au titre de cet exercice devaient être refacturées.

Tableau 18 : Le fonds de roulement entre 2016 et 2020

En euros HT	2016	2017	2018	2019	2020
Fonds de roulement	317 780 €	479 286 €	552 115 €	329 290 €	819 516 €
- dont ressources stables	1 297 684 €	1 764 911 €	1 821 612 €	1 947 939 €	1 996 148 €
Capitaux permanents	123 827 €	820 228 €	917 657 €	1 084 995 €	1 149 504 €
Emprunt	- €	319 642 €	278 914 €	237 903 €	196 603 €
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	548 817 €	- €	- €	- €	25 000 €
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	625 040 €	625 041 €	625 041 €	625 041 €	625 041 €
- dont emplois stables	- 979 904 €	- 1 285 625 €	- 1 269 497 €	- 1 618 649 €	- 1 176 632 €
Immobilisations incorporelles	- 910 421 €	- 907 309 €	- 938 730 €	- 934 814 €	- 933 077 €
Immobilisations corporelles	- 32 326 €	- 367 883 €	- 320 337 €	- 273 320 €	- 228 575 €
Immobilisations financières	- 10 308 €	- 10 308 €	- 10 308 €	- 10 393 €	- 10 393 €
Participations et créances rattachées à des participations	- 122 €	- 122 €	- 122 €	- 400 122 €	- 4 587 €

Source : comptes annuels de l'OTSR

Le fonds de roulement croît en conséquence du fait des excédents de résultats répétés affectés en report à nouveau et de l'emprunt de 350 000 € contracté pour financer les travaux du bureau d'accueil. La chambre observe que cet emprunt était inutile et qu'il a engendré des frais financiers non nécessaires pour l'OTSR.

Tableau 19 : Le besoin en fonds de roulement entre 2016 et 2020

En euros HT	2016	2017	2018	2019	2020
Besoin en fonds de roulement	- 866 648 €	- 759 143 €	- 825 879 €	- 563 956 €	- 256 385 €
- dont actif circulant	205 286 €	172 202 €	151 674 €	297 398 €	186 884 €
- dont passif circulant	- 1 071 934 €	- 931 345 €	- 977 553 €	- 861 354 €	- 443 269 €
Dettes Fournisseurs	- 355 561 €	- 310 445 €	- 369 193 €	- 329 569 €	- 126 825 €
Autres dettes	- 716 373 €	- 620 900 €	- 608 360 €	- 531 785 €	- 316 444 €

Source : comptes annuels de l'OTSR

Le besoin en fonds de roulement – négatif - s'accroît en raison de la forte diminution des dettes *« fournisseurs »* et des *« autres dettes »*.

La trésorerie de l'OTSR reste globalement stable sur la période, sauf pendant l'exercice 2019 qui enregistre la prise de participation de 395 535 € dans la filiale américaine dédiée au marché de Noël à New York financée par les disponibilités de l'association.

La trésorerie représente en moyenne sur la période 134 jours de fonctionnement et a atteint un niveau représentant 153 jours de fonctionnement en 2018.

Tableau 20 : Trésorerie de l'OTSR entre 2016 et 2020

En euros HT	2016	2017	2018	2019	2020
Trésorerie	1 184 428 €	1 238 429 €	1 377 994 €	893 246 €	1 075 901 €
Nb de jours de fct	*124*	*144*	*153*	*95*	*152*

Source : comptes annuels de l'OTSR

Le niveau élevé du report à nouveau résultant de la reprise de fonds dédiés de la ville de Strasbourg en 2017 sans autorisation de sa part et l'affectation des résultats constitués en 2019 et en 2020 d'excédents de subvention sans autorisation de la commune de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) contribuent ainsi à alimenter une trésorerie trop élevée au regard des charges de fonctionnement de l'OTSR.

Les dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, en vigueur depuis le 3 juillet 2021, prévoient que les conventions attribuant des subventions doivent déterminer les conditions dans lesquelles une association peut conserver tout ou partie de la subvention n'ayant pas été intégralement consommée.

ANNEXE 1 : Détail des comptes de produits et de charges par activité

Tableau 1 : Comptes de produits par activité

	Compte	2016	2017	2018	2019	2020
Mécénat SMA	706300	60 021 €	91 677 €	62 216 €	79 586 €	53 918 €
Parrainage SMA	706301	5 000 €	4 167 €	8 333 €	- €	- €
Billetterie SMA	707005	49 451 €	19 810 €	18 325 €	26 144 €	14 916 €
Sous-total SMA		**114 472 €**	**115 654 €**	**88 874 €**	**105 730 €**	**68 834 €**
Partenariat marchés de Noël Asie	706008	57 700 €	20 912 €	- €	- €	- €
Refact. Frais marché de Noël NY	708800	- €	- €	- €	- €	310 476 €
Ventes export SMA	707900	9 737 €	- €	- €	- €	- €
Sous-total export marché de Noël et SMA		**67 437 €**	**20 912 €**	**- €**	**- €**	**310 476 €**
Ventes de visites de groupes	706000	100 929 €	96 436 €	69 733 €	58 160 €	12 256 €
Frais de gestion des guides indépendants	706003	19 594 €	22 334 €	42 431 €	37 210 €	5 729 €
Ventes de visites conférences	706004	47 396 €	53 106 €	52 210 €	58 845 €	14 617 €
Ventes de visites groupées par des guides de l'union européenne	706901	2 996 €	2 477 €	941 €	1 679 €	177 €
Ventes de visites avec audioguide	707200	19 357 €	17 382 €	20 998 €	18 654 €	4 308 €
Sous-total ventes de visites guidées		**190 272 €**	**191 735 €**	**186 313 €**	**174 548 €**	**37 087 €**
Commissions sur les billets de tram	706006	1 026 €	1 270 €	2 011 €	1 346 €	576 €
Ventes de produits alimentaires 10 %	707004	- €	- €	20 €	- €	- €
Ventes d'articles divers en boutique 0 %	707011	- €	- €	- €	1 971 €	1 108 €
Ventes articles divers taux normal	707103	61 258 €	87 071 €	130 387 €	134 722 €	33 587 €
Ventes billets de tram	707105	41 648 €	33 451 €	40 099 €	37 034 €	9 274 €
Ventes de timbres postes 0 %	707202	11 146 €	9 717 €	13 855 €	12 123 €	2 746 €
Ventes art. Divers boutique 0 %	707901	5 877 €	1 568 €	2 173 €	- €	- €
Ventes de documentation - taux normal	707102	31 769 €	32 166 €	42 631 €	39 240 €	10 702 €
Ventes documentation - taux réduit	707104	164 368 €	182 662 €	194 170 €	165 813 €	41 519 €

411

Sous-total ventes de produits touristiques		**317 092 €**	**347 905 €**	**425 346 €**	**392 249 €**	**99 512 €**
Ventes de *« Strasbourg pass »*	707101	430 786 €	331 765 €	326 722 €	416 461 €	83 342 €
Sous-total *« Strasbourg pass »*		**430 786 €**	**331 765 €**	**326 722 €**	**416 461 €**	**83 342 €**
Prestations Internet 20 %	706001	- €	- €	- €	- €	7 753 €
Sous-total ventes en ligne		**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**7 753 €**
Prest. publicité 20 %	706010	19 211 €	16 739 €	16 226 €	17 159 €	4 529 €
Prest. publicité UE 0 %	706900	985 €	983 €	985 €	1 970 €	- €
Sous-total publicité		**20 196 €**	**17 722 €**	**17 211 €**	**19 129 €**	**4 529 €**
Activités annexes 20 %	708000	19 333 €	- €	- €	2 000 €	- €
Sous-total autres activités annexes		**19 333 €**	**- €**	**- €**	**2 000 €**	**- €**

Source : comptes de l'OTSR.

412

Tableau 2 : Comptes de charges par activité (hors contributions et prestations en nature)

	Compte	2016	2017	2018	2019	2020
Dépliants gratuits	623101	62 147 €	42 817 €	35 890 €	- €	- €
Dépliants gratuits hors taxe	623110	15 569 €	15 143 €	15 569 €	22 823 €	12 857 €
Sous-total publications gratuites		**77 716 €**	**57 960 €**	**51 459 €**	**22 823 €**	**12 857 €**
Supports des visites conférences	607850	5 039 €	2 634 €	2 230 €	9 010 €	4 340 €
Honoraires des visites conférences	622602	22 822 €	22 240 €	28 446 €	36 595 €	22 027 €
Honoraires des guides indépendants	622604	3 113 €	2 842 €	6 573 €	2 752 €	- €
Rémunérations des guides salariés	641102	136 237 €	111 845 €	96 623 €	86 630 €	63 121 €
Fournitures administratives des guides	606401	2 403 €	1 679 €	1 682 €	559 €	- €
Sous-total visites guidées		**169 614 €**	**141 240 €**	**135 554 €**	**135 546 €**	**89 488 €**
Achats de prestations *« Strasbourg pass »*	607200/ 607800/ 607303	345 261 €	278 245 €	280 176 €	397 647 €	62 538 €
Sous-total *« Strasbourg pass »*		**345 261 €**	**278 245 €**	**280 176 €**	**397 647 €**	**62 538 €**
Strasbourg mon amour	623130	339 421 €	232 924 €	303 593 €	229 995 €	290 152 €
Sous-total SMA		**339 421 €**	**232 924 €**	**303 593 €**	**229 995 €**	**290 152 €**
SMA Japon 2016	623135	83 086 €	- €	- €	- €	- €
Marché Noël Taipei 2016	625145	119 477 €	555 €	- €	- €	- €
Marché Noël Dubaï 2017	625146	- €	12 325 €	- €	- €	- €
Marché Noël NY 2018-2019	625147	- €	50 640 €	56 824 €	410 844 €	131 823 €
Marché Noël Séoul 2017	625148	- €	129 001 €	12 251 €	- €	- €
Sous-total export marché de noël		**202 563 €**	**192 521 €**	**69 075 €**	**410 844 €**	**131 823 €**
Achats de marchandises	607000	49 648 €	66 311 €	81 540 €	81 599 €	19 908 €
Achats articles Divers	607001	25 693 €	26 225 €	32 389 €	46 574 €	7 088 €
Achat de dépliants	607002	33 815 €	7 965 €	17 050 €	7 785 €	17 643 €
Achats billets de tram	607003	38 575 €	29 350 €	40 246 €	37 582 €	8 521 €
Achats articles intra-UE	607007	10 333 €	23 476 €	35 564 €	21 778 €	8 429 €

413

Achats divers hors TVA	607008	1 203 €	350 €	854 €	- €	- €
Achats articles Ss Tva-Com	607011	- €	- €	- €	798 €	- €
Achats Articles Avec Com.	607014	11 161 €	11 126 €	11 953 €	10 374 €	3 803 €
Achats de timbres	607020	12 239 €	8 241 €	14 120 €	12 824 €	1 890 €
Variation du stock	603700	3 211 €	28 913 €	7 918 €	15 717 €	4 351 €
Cadeaux à la clientèle	623400	- €	- €	- €	185 €	59 €
Transports des marchandises	624200	4 947 €	3 867 €	8 179 €	8 404 €	2 097 €
Sous-total ventes en boutique		**190 825 €**	**205 824 €**	**249 813 €**	**253 620 €**	**73 789 €**
Costumes des hôtesses	623102	2 447 €	3 279 €	2 273 €	2 808 €	2 577 €
Personnel intérimaire / Sécurité	621100	10 112 €	7 832 €	8 057 €	8 550 €	- €
Décorations des vitrines	623820	13 823 €	8 515 €	8 251 €	7 322 €	6 248 €
Rémunérations accueil	641103	332 515 €	314 077 €	322 582 €	319 188 €	199 068 €
Sous-total bureau d'information		**358 897 €**	**333 703 €**	**341 163 €**	**337 868 €**	**207 893 €**
Etudes et prestations	604000	10 998 €	16 075 €	19 006 €	13 779 €	11 292 €
Fournitures électricité	606110	10 751 €	4 833 €	5 015 €	5 534 €	5 530 €
Fournitures carburant	606140	806 €	853 €	905 €	608 €	509 €
Fournitures d'entretien	606300	358 €	383 €	344 €	772 €	219 €
Fournitures petits équipements	606310	433 €	1 095 €	2 042 €	2 710 €	8 540 €
Fournit administratives	606400	12 931 €	7 538 €	6 354 €	7 193 €	1 421 €
FOURNIT.IMPRIMES administratifs	606402	9 326 €	8 745 €	7 787 €	4 548 €	2 075 €
Fournitures logiciels	606500	4 408 €	3 311 €	3 411 €	4 899 €	6 047 €
Sous-total autres fournitures		**50 011 €**	**42 833 €**	**44 864 €**	**40 043 €**	**35 633 €**
Honoraires mission comptable	622600	29 783 €	31 237 €	30 484 €	31 549 €	25 141 €
Honoraires consultants	622601	12 488 €	5 430 €	5 902 €	20 533 €	19 746 €
Annonces et insertions	623100	8 866 €	5 760 €	7 260 €	7 560 €	8 664 €
Actions & outils communication	623103	3 699 €	3 140 €	10 368 €	3 821 €	62 112 €
Pourboires dons courants	623800	3 081 €	450 €	1 050 €	210 €	450 €
Frais postaux	626000	68 901 €	54 765 €	53 094 €	47 470 €	17 361 €
Frais télécommunication	626100	1 963 €	1 545 €	1 438 €	- €	- €

414

Frais télécommunication	626101	17 415 €	13 835 €	12 776 €	13 418 €	13 070 €
Services bancaires	627500	5 592 €	4 602 €	5 732 €	6 586 €	3 481 €
Cotisations diverses	628101	19 723 €	20 594 €	21 840 €	20 185 €	9 643 €
Rémunération administration	641104	411 193 €	466 290 €	462 157 €	539 719 €	434 190 €
Sous-total administration		**582 704 €**	**607 648 €**	**612 101 €**	**691 051 €**	**593 858 €**
Plan de relance du tourisme	623105	- €	- €	- €	- €	98 637 €
Dépenses de presse	623200	- €	- €	3 000 €	310 €	3 406 €
Foires et salons	623300	31 966 €	22 359 €	36 747 €	22 717 €	3 567 €
Voyages et déplacements	625100	15 248 €	11 530 €	18 275 €	20 393 €	12 938 €
Missions & réceptions	625600	15 311 €	16 792 €	17 985 €	12 208 €	774 €
Accueil et réceptions pro.	625601	24 668 €	18 588 €	24 247 €	6 491 €	- €
Rémunérations promotion	641105	72 844 €	81 717 €	62 425 €	72 736 €	43 890 €
Sous-total promotion du tourisme		**160 037 €**	**150 986 €**	**162 679 €**	**134 855 €**	**163 212 €**
Actions de promotion diverses	623301	- €	- €	156 564 €	41 €	- €
Sous-total Mission du centenaire		**- €**	**- €**	**156 564 €**	**41 €**	**- €**
Congés payés	641200	4 119 €	9 432 €	- 11 290 €	- 48 567 €	- 17 500 €
Indemnités et avantages divers	641400	76 703 €	- 24 131 €	13 686 €	24 340 €	21 576 €
Indemnités journalières	641410	- 96 €	- 810 €	984 €	- €	- €
Indemnités activité partielle	641420	- €	- €	- €	- €	15 534 €
Cotisations à l'URSSAF	645100	313 430 €	322 494 €	307 007 €	300 907 €	223 256 €
Cotisations mutuelle & prévoyance	645200	- €	- €	- €	16 899 €	16 307 €
Cotisations retraite	645300	33 549 €	35 427 €	35 497 €	77 553 €	60 054 €
Cotisations retraite	645310	48 697 €	50 228 €	48 390 €	- €	- €
Indemnités de fin de carrière	645510	15 000 €	20 000 €	- €	- €	120 000 €
Charges sociales / cp. & primes	645520	6 251 €	- 1 255 €	- 7 936 €	- 30 974 €	- 11 800 €
Tickets restaurant	647001	24 729 €	23 717 €	27 989 €	30 538 €	21 315 €
Médecine du travail	647500	3 437 €	3 373 €	3 303 €	3 543 €	3 056 €
Autres charges de personnel	648000	4 280 €	6 026 €	11 497 €	3 209 €	393 €
Formation professionnelle	648100	3 302 €	10 657 €	11 547 €	2 079 €	12 508 €

415

Sous-total autres charges de personnel		**533 401 €**	**455 158 €**	**440 674 €**	**379 527 €**	**464 699 €**
Sous-traitance générale	611	- €	- €	- €	- €	- €
Redevances de crédit-bail	612	6 753 €	6 081 €	4 150 €	4 150 €	3 972 €
dont crédit-bail immobilier	*6125*	- €	- €	- €	- €	- €
Locations	613	185 395 €	174 234 €	177 821 €	180 421 €	181 798 €
dont location immobilière	*6132*	179 732 €	170 468 €	172 824 €	174 838 €	178 378 €
Charges locatives et de copropriété	614	8 804 €	9 274 €	8 514 €	10 021 €	19 606 €
Entretiens et réparations	615	80 435 €	93 169 €	65 229 €	33 741 €	36 223 €
Primes d'assurance	616	18 658 €	14 928 €	17 159 €	18 512 €	16 589 €
Etudes et recherches	617	- €	- €	- €	- €	- €
Divers et rabais, remises et autres	618 + 619	2 550 €	1 676 €	1 493 €	1 368 €	692 €
Sous-total services extérieurs		**302 595 €**	**299 362 €**	**274 366 €**	**248 213 €**	**258 880 €**

Source : Comptes de l'OTSR.

416

ANNEXE 2 : Comptes de produits et de charges

Tableau 1 : Produits

	Comptes	2016	2017	2018	2019	2020
Ventes de marchandises	707 709	825 397 €	715 592 €	789 380 €	852 162 €	201 502 €
Ventes de services	706	314 858 €	310 101 €	255 086 €	255 955 €	99 555 €
Produits des activités annexes	708	19 333 €	- €	- €	2 000 €	310 476 €
Total chiffre d'affaires	**70**	**1 159 588 €**	**1 025 693 €**	**1 044 466 €**	**1 110 117 €**	**611 533 €**
Subventions d'exploitation	**74**	**2 041 886 €**	**1 982 833 €**	**2 204 397 €**	**2 247 833 €**	**2 177 238 €**
Cotisations	756	124 460 €	105 431 €	108 957 €	123 460 €	126 572 €
Produits divers de gestion courante	758	6 396 €	663 €	96 €	1 043 €	936 €
Total autres produits de gestion courante		**130 856 €**	**106 094 €**	**109 053 €**	**124 503 €**	**127 508 €**
Reprises sur dépréciations et provisions et amortissements	781	- €	27 334 €	8 282 €	17 540 €	- €
Transfert de charges	79	33 319 €	1 617 €	- €	105 867 €	- €
Total produits d'exploitation		**3 365 649 €**	**3 143 571 €**	**3 366 198 €**	**3 605 860 €**	**2 916 279 €**
Produits d'exploitation encaissables		***3 332 330 €***	***3 114 620 €***	***3 357 916 €***	***3 482 453 €***	***2 916 279 €***
Produits des participations, des autres immo. fin. et créances, VMP	76	*93 754 €*	*16 290 €*	*7 259 €*	*4 241 €*	*958 €*
Reprise sur provisions pour risques et dépréciations	786	- €	- €	- €	- €	*120 000 €*
Total produits financiers		**93 754 €**	**16 290 €**	**7 259 €**	**4 241 €**	**120 958 €**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	771	407 €	25 132 €	6 775 €	- €	- €
Produits sur exercices antérieurs	772	- €	- €	1 516 €	24 499 €	23 712 €
Quote-part des sub° ; d'invest. virées au résultat	777	56 394 €	5 833 €	19 221 €	14 750 €	14 522 €
Total produits exceptionnels		**56 801 €**	**30 965 €**	**27 512 €**	**39 249 €**	**38 234 €**
Total produits		**3 516 204 €**	**3 190 826 €**	**3 400 969 €**	**3 649 350 €**	**3 075 471 €**
Prestations en nature	871	- €	- €	- €	- €	91 625 €
Total contributions volontaires en nature	87					91 625 €

Source : Comptes OTSR.

417

Tableau 2 : Charges

Poste	Comptes	2016	2017	2018	2019	2020
Achats de matières, appro., études, prestations, matériels, autres	601 à 609	585 381 €	498 435 €	562 668 €	676 573 €	169 793 €
Variations de stocks de marchandises et approvisionnement	603	3 211 €	28 913 €	7 918 €	15 717 €	4 351 €
Total consommation de matières et approvisionnements	**60**	**588 592 €**	**527 348 €**	**570 586 €**	**692 290 €**	**174 144 €**
Redevances de crédit-bail	612	6 753 €	6 081 €	4 150 €	4 150 €	3 972 €
Locations	613	185 395 €	174 234 €	177 821 €	180 421 €	181 798 €
Charges locatives et de copropriété	614	8 804 €	9 274 €	8 514 €	10 021 €	19 606 €
Entretiens et réparations	615	80 435 €	93 169 €	65 229 €	33 741 €	36 223 €
Primes d'assurance	616	18 658 €	14 928 €	17 159 €	18 512 €	16 589 €
Divers et rabais, remises et autres	618 + 619	2 550 €	1 676 €	1 493 €	1 368 €	692 €
Total services extérieurs	**61**	**302 595 €**	**299 362 €**	**274 366 €**	**248 213 €**	**258 880 €**
Personnel extérieur	621	10 112 €	7 832 €	8 057 €	8 550 €	- €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	622	68 206 €	61 749 €	71 405 €	91 429 €	66 914 €
Publicité, publications, relations publiques	623	564 105 €	334 387 €	580 565 €	297 792 €	488 729 €
Transports de biens et transports collectif du personnel	624	4 947 €	3 867 €	8 179 €	8 404 €	2 097 €
Déplacements, missions, réception	625	174 704 €	239 431 €	129 582 €	449 936 €	145 535 €
Frais postaux et de communication	626	88 279 €	70 145 €	67 308 €	60 888 €	30 431 €
Services bancaires et assimilés	627	5 592 €	4 602 €	5 732 €	6 586 €	3 481 €
Divers et rabais, remises et autres	628 + 629	19 723 €	20 594 €	21 840 €	20 185 €	9 643 €
Total autres services extérieurs	**62**	**935 668 €**	**742 607 €**	**892 668 €**	**943 770 €**	**746 830 €**
Impôts, taxes et versements assimilés	**63**	**80 043 €**	**88 950 €**	**92 817 €**	**93 281 €**	**51 020 €**
Rémunération du personnel	641 + 644	1 033 515 €	958 420 €	947 167 €	994 046 €	759 879 €
Charges sociales	645 + 646 +647	445 093 €	453 984 €	414 250 €	398 466 €	432 188 €
Autres charges de personnel	648	7 582 €	16 683 €	23 044 €	5 288 €	12 901 €
Total charges de personnel	**64**	**1 486 190 €**	**1 429 087 €**	**1 384 461 €**	**1 397 800 €**	**1 204 968 €**
Autres charges de gestion courantes	**65**	**185 €**	**1 310 €**	**487 €**	**785 €**	**1 037 €**

418

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	**681**	**82 602 €**	**54 256 €**	**66 014 €**	**71 139 €**	**117 930 €**
Dotation aux amortissements	6811 + 6812 + 6816	56 394 €	54 256 €	66 014 €	71 139 €	71 611 €
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs	6817	26 208 €	- €	- €	- €	46 319 €
Reports en fonds dédiés	**689**	- €	- €	- €	- €	25 000 €
Total des charges d'exploitation		**3 475 875 €**	**3 142 920 €**	**3 281 399 €**	**3 447 278 €**	**2 579 809 €**
Charges d'exploitation décaissables		*3 393 273 €*	*3 088 664 €*	*3 215 385 €*	*3 376 139 €*	*2 436 879 €*
Charges d'intérêts	661	- €	1 966 €	2 105 €	1 823 €	1 533 €
Autres charges financières	664 à 668	- €	- €	- €	- €	295 362 €
Dotations aux amo., aux dépréc. et provisions sur actifs financiers	686	- €	- €	- €	120 000 €	- €
Total charges financières		**- €**	**1 966 €**	**2 105 €**	**121 823 €**	**296 895 €**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	671	544 €	1 422 €	713 €	18 162 €	- €
dont pénalités	*6711 + 6712*	- €	1 422 €	131 €	374 €	- €
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	672	- €	- €	102 €	- €	2 736 €
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	675	12 074 €	- €	- €	- €	- €
Total charges exceptionnelles	**67 + 687**	**12 618 €**	**1 422 €**	**815 €**	**18 162 €**	**2 736 €**
Total charges	**6**	**3 488 493 €**	**3 146 308 €**	**3 284 319 €**	**3 587 263 €**	**2 879 440 €**
Prestations	862	- €	- €	- €	- €	91 625 €
Total emploi des contributions volontaires en nature	**86**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**91 625 €**

Source : Comptes OTSR.

ANNEXE 3 : Soldes intermédiaires de gestion

Solde intermédiaire de gestion	2016	2017	2018	2019	2020
Vente de marchandise	825 397 €	715 592 €	789 380 €	852 162 €	201 502 €
- coût d'achat des marchandises	532 967 €	453 923 €	516 122 €	635 971 €	134 160 €
- variation stock de marchandise	3 211 €	28 913 €	7 918 €	15 717 €	4 351 €
+ Production vendue	334 191 €	310 101 €	255 086 €	257 955 €	410 031 €
- consommation de matières premières et approvisionnement hors marchandises	52 414 €	44 512 €	46 546 €	40 602 €	35 633 €
- services extérieurs et autres services	1 238 263 €	1 041 969 €	1 167 034 €	1 191 983 €	1 005 710 €
- charges de personnel	1 486 190 €	1 429 087 €	1 384 461 €	1 397 800 €	1 204 968 €
- impôts et taxes	80 043 €	88 950 €	92 817 €	93 281 €	51 020 €
+ subventions d'exploitation	2 041 886 €	1 982 833 €	2 204 397 €	2 247 833 €	2 177 238 €
= Excédent ou insuffisance brute d'exploitation	**- 110 226 €**	**651 €**	**84 799 €**	**158 582 €**	**336 470 €**
+ Autres produits de gestion courante	130 856 €	106 094 €	109 053 €	124 503 €	127 508 €
- Autres charges de gestion courante	185 €	1 310 €	487 €	785 €	1 037 €
+ reprises sur provisions et transferts de charges	33 319 €	28 951 €	8 282 €	123 407 €	- €
- dotations aux dépréciations, provisions et amortissement d'exploitation	82 602 €	54 256 €	66 014 €	71 139 €	117 930 €
- reports en fonds dédiés	- €	- €	- €	- €	25 000 €
= résultat d'exploitation	**- 110 226 €**	**651 €**	**84 799 €**	**158 582 €**	**336 470 €**
+ Produits financiers	93 754 €	16 290 €	7 259 €	4 241 €	120 958 €
- charges financières	- €	1 966 €	2 105 €	121 823 €	296 895 €
= résultat financier	**93 754 €**	**14 324 €**	**5 154 €**	**- 117 582 €**	**- 175 937 €**
= résultat courant avant impôt	**- 16 472 €**	**14 975 €**	**89 953 €**	**41 000 €**	**160 533 €**
+ Produit exceptionnel	56 801 €	30 965 €	27 512 €	39 249 €	38 234 €
- charges exceptionnelles	12 618 €	1 422 €	815 €	18 162 €	2 736 €
= Résultat exceptionnel	**44 183 €**	**29 543 €**	**26 697 €**	**21 087 €**	**35 498 €**
dont plus ou moins-value de cession	*- 12 074 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
= résultat de l'exercice	**27 711 €**	**44 518 €**	**116 650 €**	**62 087 €**	**196 031 €**

Total produits	3 516 204 €	3 190 826 €	3 400 969 €	3 649 350 €	3 075 471 €
Total charges	3 488 493 €	3 146 308 €	3 284 319 €	3 587 263 €	2 879 440 €
Excédent ou déficit	**27 711 €**	**44 518 €**	**116 650 €**	**62 087 €**	**196 031 €**
Dotations et reprises sur provisions	- €	- €	- €	- €	- €
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions sur actifs financiers	- €	- €	- €	120 000 €	- €
Dotations aux amortissements, aux provisions ou aux dépréciations réglementées ou exceptionnelles	- €	- €	- €	- €	- €
Reprise sur provisions pour risques et dépréciations produits financiers	- €	- €	- €	- €	- 120 000 €
Reprises sur provisions et dépréciations exceptionnels	- €	- €	- €	- €	- €
Quote-part des subventions d'investissements virées au résultat	- 56 394 €	- 5 833 €	- 19 221 €	- 14 750 €	- 14 522 €
Capacité d'autofinancement	**32 674 €**	**63 990 €**	**155 161 €**	**115 069 €**	**204 439 €**

Source : Comptes OTSR.

421

ANNEXE 4 : Bilan fonctionnel

Poste	Comptes	2016	2017	2018	2019	2020
Fonds propres et réserves	10	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Report à nouveau	11	52 818 €	672 643 €	717 161 €	833 812 €	895 899 €
Report à nouveau	*110*	52 818 €	672 643 €	717 161 €	833 812 €	895 899 €
Report à nouveau	*119*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	*115*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Excédent ou déficit de l'exercice	RESULTAT SIG	27 711 €	44 518 €	116 650 €	62 087 €	196 031 €
Subventions d'équipement	13	43 298 €	103 067 €	83 846 €	69 096 €	54 574 €
Provisions réglementées	14	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour risques et autres provisions	15	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Amortissements [y. c. stocks]	28	750 346 €	363 490 €	398 257 €	451 080 €	560 643 €
Dépréciation des créances	49	0 €	0 €	0 €	0 €	3 000 €
Dépréciations des immobilisations	29	0 €	0 €	0 €	120 000 €	0 €
Dépréciation des comptes financiers	59	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Capitaux Permanents		**874 173 €**	**1 183 718 €**	**1 315 914 €**	**1 536 075 €**	**1 710 147 €**
Emprunts et dettes assimilées	16	0 €	319 642 €	278 914 €	237 903 €	196 603 €
Fonds dédiés ou reportés	19	1 173 857 €	625 041 €	625 041 €	625 041 €	650 041 €
dont fonds reportés liés aux legs ou donations	*191*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont fonds dédiés sur subventions d'exploitation	*194*	548 817 €	0 €	0 €	0 €	25 000 €
dont fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	*195*	625 040 €	625 041 €	625 041 €	625 041 €	625 041 €
dont fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	*196*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total ressources stables		**2 048 030 €**	**2 128 401 €**	**2 219 869 €**	**2 399 019 €**	**2 556 791 €**
Immobilisations incorporelles	20	1 047 470 €	1 051 574 €	1 067 051 €	1 072 611 €	1 067 244 €
dont frais d'établissement	*201*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont frais de recherche et développement	*203*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont donations temporaires d'usufruit	*204*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

422

dont concessions, brevets, licences, marques, etc.	*205*	148 021 €	152 125 €	167 602 €	173 162 €	167 795 €
dont autres immo. incorporelles	208	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles	21	592 466 €	561 285 €	572 734 €	586 603 €	602 938 €
dont terrains et bâtiments		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont matériel, outillage, etc.		592 466 €	561 285 €	572 734 €	586 603 €	602 938 €
Immobilisations mises en concession	22	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations corporelles en cours	23	26 727 €	3 €	0 €	0 €	8 794 €
Biens reçus par legs ou donations et destinés à être cédés	24	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Immobilisations financières	27	10 308 €	10 308 €	10 308 €	10 393 €	10 393 €
dont titres immobilisés	*271 + 272*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont titres immobilisés de l'activité de portefeuille	*273*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont prêts	*274*	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
dont dépôts et cautionnements	*275*	10 308 €	10 308 €	10 308 €	10 393 €	10 393 €
Participations et créances rattachées à des participations	26 + 25	122 €	122 €	122 €	400 122 €	4 587 €
Total emploi stables		**1 677 093 €**	**1 623 292 €**	**1 650 215 €**	**2 069 729 €**	**1 693 956 €**
Fonds de roulement net global		370 937 €	505 109 €	569 654 €	329 290 €	862 835 €
Dettes fournisseurs d'exploitation	401 + 403	280 155 €	195 762 €	294 432 €	242 612 €	110 515 €
Fournisseurs - factures non parvenues	408	75 406 €	114 683 €	74 761 €	86 957 €	16 310 €
Fournisseurs débiteurs - avances, acomptes, autres avoirs	409	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dettes liées aux charges de personnel	42	308 688 €	216 963 €	212 521 €	160 345 €	128 233 €
Dettes sociales	43	247 208 €	256 948 €	248 610 €	207 379 €	162 205 €
Dettes fiscales	44	42 442 €	27 646 €	29 955 €	22 278 €	26 006 €
Produits constatés d'avance	487 + 4887	0 €	0 €	0 €	124 179 €	0 €
Autres dettes d'exploitation - clients créditeurs	41	118 035 €	119 343 €	116 074 €	2 270 €	0 €
Total des ressources d'exploitation		**1 071 934 €**	**931 345 €**	**976 353 €**	**846 020 €**	**443 269 €**
Dettes sur immobilisations	404 + 405	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dettes - Confédérations, fédération, union, entités affiliées	45	0 €	0 €	0 €	15 000 €	0 €
Autres dettes hors exploitation	46 + 47 + 17	0 €	0 €	1 200 €	334 €	0 €

Total des ressources hors exploitation		**0 €**	**0 €**	**1 200 €**	**15 334 €**	**0 €**
Total passifs circulants		**1 071 934 €**	**931 345 €**	**977 553 €**	**861 354 €**	**443 269 €**
Stocks et en-cours		138 006 €	109 093 €	101 175 €	85 458 €	81 107 €
Acomptes, avoirs et fournisseurs débiteurs		0 €	0 €	10 001 €	9 929 €	1 677 €
Charges constatées d'avance		11 354 €	11 032 €	11 013 €	101 792 €	7 782 €
Charges à répartir		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Créances redevables et comptes rattachés		102 654 €	45 778 €	40 015 €	79 757 €	100 944 €
Autres créances d'exploitation		6 140 €	32 122 €	7 009 €	20 462 €	38 693 €
Total actifs circulants d'exploitation		**258 154 €**	**198 025 €**	**169 213 €**	**297 398 €**	**230 203 €**
Valeurs mobilières de placement		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Créances - Confédérations, fédération, union, entités affiliées		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total actifs circulants hors exploitation		**289 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total actifs circulants		**258 443 €**	**198 025 €**	**169 213 €**	**297 398 €**	**230 203 €**
Besoin en fonds de roulement		**- 813 491 €**	**- 733 320 €**	**- 808 340 €**	**- 563 956 €**	**- 213 066 €**
Trésorerie = Fonds de roulement-besoins en fonds de roulement		**1 184 428 €**	**1 238 429 €**	**1 377 994 €**	**893 246 €**	**1 075 901 €**
Trésorerie active		**1 184 428 €**	**1 238 429 €**	**1 377 994 €**	**893 246 €**	**1 075 901 €**
Trésorerie passive		**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Total Trésorerie		**1 184 428 €**	**1 238 429 €**	**1 377 994 €**	**893 246 €**	**1 075 901 €**
Total actif		**3 119 964 €**	**3 059 746 €**	**3 197 422 €**	**3 260 373 €**	**3 000 060 €**
Total passif		**3 119 964 €**	**3 059 746 €**	**3 197 422 €**	**3 260 373 €**	**3 000 060 €**

Source : Comptes OTSR.

424

OFFICE
DE TOURISME
DE STRASBOURG
ET SA RÉGION

17 PLACE DE LA CATHÉDRALE
BP 70020
67082 STRASBOURG CEDEX
TEL. +33 (0)3 88 52 28 28
FAX +33 (0)3 88 52 28 29
E-MAIL info@visitstrasbourg.fr
www.visitstrasbourg.fr

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
GRAND EST
ENREGISTRE LE
30 JAN. 2023
COURRIER ARRIVE
GREFFE
n° 23-0097

Monsieur Luc HERITIER
Vice-Président
CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
GRAND EST
365 rue de la Citadelle
57000 METZ

Strasbourg, le 30 janvier 2023

Vos réf. : GR : 22-2013

Objet : Réponse au rapport d'observations définitives de la CRC

Monsieur le Vice-Président,

J'accuse réception de votre rapport d'observations définitives relatif au comptes et à la gestion de l'OTSR durant les exercices 2016 à 2020 qui nous est parvenu le 6 décembre 2022.

Celui-ci fait suite à votre rapport d'observations provisoires daté du 28 juin 2022 et à nos observations écrites adressées en retour par mail le 30 août 2022.

Ce rapport comprend des recommandations et considérations générales sur le fonctionnement et les missions de l'association, qui appellent de ma part et de celle de l'équipe salariée de l'OTSR d'une part des engagements de mise en œuvre, d'autre part certaines précisions et nuances, récapitulées dans le document ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Président, mes meilleures salutations.

Joël STEFFEN
Président

Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg : Volume XVI - folio N° 627/45 - SIRET N° 77583270900035 - APE N° 7990Z - N° TVA intracommunautaire : FR66775832709
Immatriculé au registre des opérateurs de voyages et de séjours - Atout France - sous le N° IM067120003 - RC professionnelle : assurance Axa Lacour Strasbourg, 6 quai du Maire Dietrich - 67000 Strasbourg / n° de contrat : 10137173004
Garantie financière : Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APST), 15 avenue Carnot - 75017 Paris

REPONSE AU RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES RELATIF A LA GESTION DE L'OFFICE DE TOURISME DE STRASBOURG ET SA REGION (OTSR) DURANT LES EXERCICES 2016 A 2020

En préambule, je tiens à souligner que M. Jean-Jacques GSELL était le Président de l'OTSR en fonction durant la période contrôlée.
Mme Michèle KANNENGIESER lui a succédé le 2 décembre 2020 jusqu'au 21 janvier 2022, date à laquelle j'ai moi-même été élu à ce poste.

Pour rappel, la Chambre Régionale des Comptes Alsace - de sa dénomination à l'époque - avait déjà procédé en 2001 à un contrôle complet de la comptabilité pour les exercices 1996 à 1998, qui s'était soldé par un courrier de fin de contrôle daté du 17/12/2003 et signé du Président Jean Castex.
Cette procédure de contrôle n'avait mentionné aucune remarque, ni rappel à la loi, ni observation de quelque nature qu'elle soit.
Les procédures qui étaient en place à l'OTSR en 2001 n'ont pas changé ou ont, au contraire, été améliorées en s'appuyant sur les services spécialisés - commissaire aux comptes, expert-comptable, consultations juridiques régulières... - afin de respecter les dispositions en vigueur et leurs évolutions.

Concernant le contrôle effectué sur les exercices 2016 à 2020, certains termes utilisés par la Chambre Régionale des Comptes Grand Est (CRC) dans sa synthèse appellent des précisions ou nuances de la part de l'OTSR :

- La CRC mentionne que *« le fonctionnement de ses instances [de l'OTSR] révèle des défaillances »* en expliquant notamment que *« La convention d'objectifs [...] stipule irrégulièrement que la ville de Strasbourg continue de lui déléguer des compétences qu'elle ne détient plus [...] »*.
Or, cette pratique ne relève pas du fonctionnement des instances de l'OTSR, et comme le souligne la CRC, « Cette irrégularité a pris fin à compter du 1er janvier 2021 ».

- elle précise que *« les gestions des manifestations « Strasbourg mon amour » et du marché de Noël à New-York sont affectées d'irrégularités »*.
La terminologie utilisée me semble excessive, laissant à penser à des malversations financières. La CRC confirme ainsi en différents points détaillés dans le rapport qu'il s'agit de questions de forme ou de présentation et ce, sur une partie seulement des comptes et des budgets de certains exercices.

LES STATUTS ET LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

L'OTSR est une association inscrite auprès du Tribunal d'Instance de Strasbourg, Volume XVI N 62, depuis le 9 septembre 1945.
A ce titre, certaines règles doivent être appliquées, notamment :

- *« Conformément à l'article L. 612-5 du code de commerce, faire présenter à l'assemblée générale par le commissaire aux comptes le rapport spécial qu'il établit sur les conventions réglementées. »*
L'OTSR a toujours produit ce document (à l'exception d'une année, en 2016) mais sans le mentionner dans les procès-verbaux de ses assemblées. Cette mention a donc été ajoutée au procès-verbal de l'Assemblée générale 2022 et le sera dorénavant.

- *« Mettre en œuvre les dispositions statutaires de l'article 15 relatives au pouvoir de direction attribué au conseil d'administration, conformément à l'article L. 1134 du code civil. »*
J'ai pris bonne note de ce rappel et ai veillé à ce qu'il soit immédiatement appliqué lors des prochains Conseils d'administration, en particulier en ce qui concerne la formalisation des décisions.

- *« Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif, mentionner dans l'annexe des comptes annuels les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants. »*
J'ai pris bonne note de ce rappel et en ai tenu compte immédiatement pour l'Assemblée générale 2022 et le ferai pour les suivantes.

Sur ce point, il me semble donc important de bien faire la différence entre des « irrégularités », terme employé par la CRC, et des simples questions de présentation.

En ce qui concerne la recommandation de la CRC de « confier la fonction de caissier au trésorier de l'association », celle-ci est difficilement compatible avec le mode de fonctionnement de l'OTSR qui nécessite une disponibilité au quotidien des personnes responsables des procédures de règlement et de mises en paiement.
Le trésorier est statutairement « [...] responsable du suivi de la comptabilité générale [...] » (art. 17) mais ne peut assurer la fonction de caissier qui nécessite un suivi au quotidien des engagements et règlements de l'association.

En ce qui concerne la « formalisation dans un règlement financier des procédures financières et comptables », elle est en cours dans le cadre de l'instauration de la PAF (Piste d'Audit Fiable) dans notre association en lien avec notre Commissaire aux Comptes et notre expert-comptable.

Le Directeur, comme l'ensemble des responsables de service, dispose bien d'une délégation précisant notamment les montants maxima d'engagements financiers. Il n'a cependant pas d'accès à la comptabilité et ne peut pas passer d'écritures afin de respecter la séparation des pouvoirs.
Lors de la rédaction des nouveaux statuts, la recommandation relative aux autres actes nécessaires à l'exercice du pouvoir de gestion et d'organisation du Directeur sera prise en compte.

Par ailleurs, la CRC recommande de *« présenter à la Ville de Strasbourg une demande de subvention pour le financement du dispositif « Euraccueil » et distincte de la demande liée au financement des missions de service public qui lui sont déléguées »*. Cette activité d'Euraccueil au sein de l'OTSR a fait l'objet d'une demande de subvention distincte depuis la mise en place de ce service dans les années 90 jusqu'en 2015, date à laquelle la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg ont souhaité que nous l'intégrions dans la convention annuelle précisant l'ensemble des missions de l'OTSR et par conséquent dans les subventions de fonctionnement attribuées à l'OTSR.
Nous soumettrons donc cette recommandation à l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).

LES MISSIONS D'ACCUEIL ET D'INFORMATION DES VISITEURS ET DE PROMOTION DU TOURISME

La CRC pointe le fait que certaines opérations commerciales réalisées par l'OTSR, ainsi que la boutique de produits touristiques, ne sont pas mentionnées dans les statuts.
Ce manque de précisions sera rectifié.

Je prends également bonne note du fait qu'il est demandé de présenter à l'avenir, *« à l'appui des conventions de subvention, des projets de budget et des comptes rendus financiers conformes à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et à ses textes d'application »* et vous informe que nous respecterons à l'avenir cette forme de présentation.

A compter de l'exercice 2021, l'OTSR s'est bien mis en conformité avec une présentation des comptes et des budgets conformes au plan comptable général des entreprises. Ces documents ont accompagné la demande de subvention 2021, datée de juillet 2020, et les suivantes.

Concernant la comptabilité analytique dont fait état la CRC, celle-ci est par défaut facultative. Dans le cas de l'OTSR, une tenue de comptabilité analytique existait jusqu'en 2019 et avait complexifié fortement l'administratif de l'association pour un résultat jugé non satisfaisant.
En effet, compte tenu de l'activité de l'OTSR qui est très aléatoire - à la fois dans sa partie de mission de service public mais aussi et surtout dans sa partie commerciale comme on l'a vu lors des périodes perturbées -, il est très difficile de fixer des clés de répartition des fonctions transversales et des services généraux.
A ma connaissance et pour ces raisons, aucun autre office de tourisme associatif ne présente de comptabilité analytique, en tout cas parmi les 25 plus importants en France, de taille et d'effectif comparables.

Enfin, s'agissant des comptes annuels de l'OTSR nécessitant une publication au Journal Officiel des Associations et Fondations, à aucun moment, notre expert-comptable et notre commissaire aux comptes, qui assistent à toutes nos Assemblées générales, n'ont fait état d'une quelconque irrégularité. Cette publication a cependant été mise en place dès l'année dernière et le sera à l'avenir.

En ce qui concerne la demande : « préciser dans la convention d'objectifs, que les recettes commerciales générées par les activités conventionnelles déléguées sont intégralement affectées au financement du service public administratif et sont distinctes des produits propres de l'OTSR qui ne peuvent financer que des engagements non prévus par la convention d'objectifs », j'en prends bonne note et la transmettrai aux services de l'EMS en charge de la rédaction de notre convention d'objectifs.

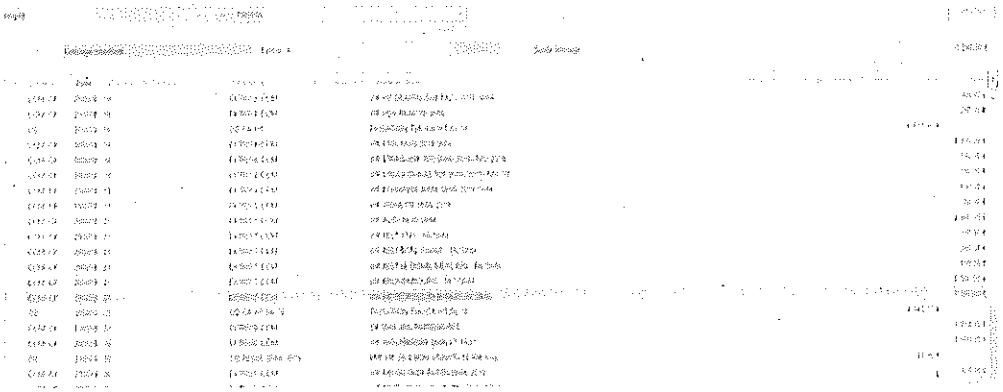
LES MISSIONS D'ORGANISATION DE PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE, DE FETES ET DE MANIFESTATIONS CULTURELLES

Au sujet de l'opération « Strasbourg mon Amour », la CRC fait état de plusieurs remarques :

- un écart entre les subventions enregistrées et les montants mentionnés dans les conventions financières.
  Cet écart est dû à l'imputation de la TVA qui vient réduire le montant de la subvention (qui lui est TTC). Il s'agit d'une obligation comptable pour l'association. Par ailleurs contrairement à la mention de la CRC, la manifestation « Strasbourg mon amour » est facturée au public sous la forme d'un prix d'entrée variable avec réductions (chômeurs, étudiants, etc.).
  L'OTSR avait suivi, en 2018, les préconisations de son Cabinet comptable qui précisait les dispositions à prendre en matière de TVA. Nous les avons modifiées dès l'édition de février 2022.
- un besoin de financement non couvert par le solde des produits et des charges.
  L'OTSR juge que cette manifestation participe au rayonnement de Strasbourg et fait donc partie de ses missions, comme le prévoient ses statuts. Ce solde est donc parfois financé par les ressources propres de l'OTSR.

- l'obligation d'enregistrer l'intégralité des charges et des recettes selon leur nature et leur montant exact.
La CRC pointe un écart de 5,6 % soit 18 257 € en 2020. Il s'explique essentiellement par l'imputation d'une recette de redevance déduite des charges (donc une déduction de charges de 8 100 €)) et non une recette propre. Cela a été rectifié depuis.
En la matière, l'OTSR avait suivi les préconisations du Cabinet d'expertise comptable.
Il s'agit là d'une interprétation différente de la présentation des comptes analytiques. Une déduction de charge ou une augmentation de produits ne change en rien le résultat du bilan, ni celui de la manifestation « Strasbourg mon amour », ni celui de l'OTSR. Ainsi l'intégralité des recettes et des dépenses figure bien dans les comptes établis par le Cabinet d'expertise comptable et certifiés par le Commissaire aux Comptes.

Les redevances du « Café des Amours » facturées à la SARL METROPOLE ont été comptabilisées pour la somme de 8 100 € - 810 € (avoir) = 7 290 € le 29/04/2019 (virement CCM) dans le compte 708SMA : « partenaires privés » :



Dans le tableau 7, présenté par la CRC, est mentionnée, sous la ligne « contributions en nature privées », une enveloppe prévisionnelle de 60 000 € et ne constitue pas le chiffre définitif constaté au bilan.

Il ne s'agit donc nullement d'irrégularités affectant gravement la sincérité des comptes de l'OTSR comme le mentionne le rapport, et l'OTSR rappelle que l'ensemble des dépenses et des recettes est bien inscrit dans les comptes comptables certifiés de l'association.

En ce qui concerne le code de la commande publique, l'OTSR applique ces dispositions depuis 2020 lorsqu'il agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Il s'inscrit, par ailleurs, dans toutes les stratégies de promotion nationale, régionale et départementale, comme cela a été souligné dans la synthèse figurant au début du rapport.
Les opérations de promotion du Marché de Noël de Strasbourg à l'export ont ainsi toujours été appuyées, soit au niveau régional, soit au niveau départemental : opérations de promotion (via Atout France, Alsace Destination Tourisme...), accueils de médias, éductours...
Ces partenariats se sont renforcés à l'occasion du « 1er Marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New York » en 2019 pour lequel la Région et les départements ont été co-financeurs.

S'agissant des **événements** organisés par l'OTSR :

- pour « **Strasbourg mon amour** », il est important de comparer l'évolution des nuitées sur le mois de février et de le faire sur la même période entre 2016 et 2019. La comparaison avec les mois de janvier et de mars n'est pas pertinente, l'objectif étant de développer les nuitées sur la seule période de la manifestation. Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg a bien enregistré une hausse de plus de 50 % des nuitées entre 2013 (date de création de l'événement « Strasbourg mon amour ») et 2019. Même s'il n'est évidemment pas établi que cette hausse soit liée à cette seule opération, elle y participe forcément.
  Je tiens à préciser que l'objectif de l'OTSR pour cette opération n'est pas de concurrencer le Marché de Noël de Strasbourg, dont les chiffres de fréquentation font que décembre est aujourd'hui le mois le plus fréquenté dans l'année. L'objectif de cet événement en février est de dynamiser une période plutôt calme en terme de fréquentation touristique et de porter un « coup de projecteur » sur notre destination par un positionnement décalé et innovant.

- pour **le concert de commémoration de la Grande Guerre**, la CRC reproche à l'OTSR le non-respect des procédures de commande publique.
  Je précise que cette manifestation, placée sous l'autorité de la Présidence de la République Française, était initialement un projet tripartite entre Préfecture/Ville de Strasbourg/Mission du centenaire de la 1ère Guerre Mondiale.
  Contraints par les délais, les parties prenantes ont décidé, au mois de septembre 2018, de confier l'organisation de cet événement à l'OTSR.
  Dans ce sens, un courrier lui a été adressé par le Président de la Mission du centenaire de la 1ère Guerre Mondiale, M. Joseph ZIMET, en date du 16 octobre 2018.
  L'OTSR a ainsi dû contractualiser avec une entreprise maîtrisant les contraintes liées à l'organisation d'un concert à l'intérieur de la cathédrale de Strasbourg.

- pour **les marchés de Noël à l'export**, il est reproché à l'OTSR de ne pas avoir demandé l'approbation de son Conseil d'administration.
  Or, ces différentes opérations ont bien été soumises et discutées lors de Conseils d'administration et les décisions actées dans les procès-verbaux :

  - le Marché de Noël de Taïpei a été évoqué une 1ère fois lors du Conseil d'Administration du 27/04/2016 puis confirmé lors du Conseil d'Administration du 29/09/2016 ;
  - le projet de Marché de Noël à Dubaï a été évoqué lors du Conseil d'Administration du 03/05/2017 (il n'a finalement pas eu lieu) ;
  - le Marché de Noël de Séoul a été discuté lors du Conseil d'Administration du 03/10/2017.

Le Conseil d'administration a donc bien été consulté, comme le précise le rapport de la CRC, et il n'a pas émis d'avis défavorable quant à la pertinence de ces événements.

Contrairement à ce qui est stipulé dans le rapport, tous les événements « Marché de Noël de Strasbourg » (Moscou, Tokyo, Taipei, Séoul et New York) ont bien été menés en étroite coopération avec le CRT Alsace (et ARTGE après la fusion des régions).
Ainsi, plusieurs actions de promotion ont eu lieu parallèlement à l'événement lui-même, tant en amont pour communiquer dans le pays en question que durant la manifestation où des opérations de type « BtoB » ont été systématiquement organisées conjointement avec le CRT/ARTGE et les bureaux export d'ATOUT FRANCE, organisme de promotion de l'Etat à l'étranger. L'ADT n'avait pas de mission de prospection sur ces marchés.

Plus particulièrement, le dernier événement - à New York en 2019 - a été co-construit avec l'ARTGE. La dénomination « **Marché de Noël de Strasbourg-Alsace** » affiche clairement la volonté d'une promotion commune « Strasbourg-Alsace ».
Un financement exceptionnel a même été attribué par la Région Grand Est dans le cadre du Pacte de Destination 2019. Un intense programme de promotion a été mené aux Etats-Unis avec l'ARTGE dans l'année qui a précédé cet évènement (accueils de presse en Alsace - bloggeurs, presse écrite, TV...), opérations auprès des agents de voyages et tour-opérateurs américains, etc.

L'événement « le 1er Marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New York » a été une manifestation particulièrement ambitieuse. À notre connaissance, aucune autre ville au monde n'a, pour le moment, pu ou su organiser un tel événement au cœur de Manhattan. Les retombées médiatiques étaient le premier impact recherché. Elles sont très importantes, estimées à plus de 240 millions de personnes touchées aux Etats-Unis, mais aussi en France.
Malgré les péripéties que peut engendrer une manifestation de cette ampleur, la CRC souligne que le budget prévisionnel de 1 239 000 € est très proche du bilan financier finalisé à 1 260 738 €.

Le Conseil d'administration a bien été informé des différentes étapes comme le souligne le rapport. Je prends cependant note de la remarque générale et confirme que celle-ci a déjà été appliquée avec une formalisation plus stricte par un vote des décisions prises par le Conseil d'administration.

En ce qui concerne la création de la société OTSR-USA, elle était nécessaire pour la tenue de l'événement « Marché de Noël de Strasbourg-Alsace à New York », afin :

- de pouvoir organiser et mettre en œuvre la manifestation sur place (contractualiser avec les entreprises américaines, être en mesure de contracter une police d'assurance américaine pour couvrir l'événement conformément aux lois américaines, etc.) ;
- de s'assurer de l'équilibre budgétaire (pouvoir bénéficier de la récupération de la TVA, être en mesure de pouvoir encaisser des recettes commerciales, etc.) ;
- enfin de séparer clairement en termes comptables les opérations liées à cette manifestation de celles de l'OTSR pour une parfaite transparence.

Sur l'avance de provision, l'OTSR a bien versé à la société OTSR-USA une avance et une provision lors de l'exercice 2019. Le budget prévisionnel 2019 ayant été établi au mois de juin de l'année précédente (en 2018 donc), cette ligne budgétaire ne pouvait donc y être intégrée. Il a effectivement été constaté l'absence d'une convention « ad hoc », mais ces avances et provisions ont bien été inscrites dans les états financiers conformément aux dispositions comptables.

La CRC pointe que *« les factures relatives à l'achat des chalets ont été payées sur ordre du directeur de l'OTSR sans qu'il n'en ait reçu le mandat du directeur de la société OTSR USA Inc. »*. La société OTSR USA avait bien la capacité d'acquérir les chalets aux Etats-Unis sous la responsabilité de son directeur Jean-Jacques GSELL en accord avec le directeur de l'OTSR Patrice GENY ; mais effectivement ces actions n'avaient pas fait l'objet d'autres formalisations.

Je prends note de l'affirmation de la CRC relative au pouvoir adjudicateur, en précisant que c'est bien la société OTSR-USA qui a acheté aux Etats-Unis les chalets français pour les installer à New York.
Par ailleurs, l'OTSR précise que l'achat des chalets a fait l'objet d'une mise en concurrence auprès de 5 entreprises aux Etats-Unis, au Canada, en Pologne et en Alsace : RUSTYLE (Duttlenheim) et Burger (Colmar) qui fournit notamment la Ville de Colmar pour son Marché de Noël.

Ces chalets ont été très endommagés lors de leur retour de New York consécutivement aux différentes étapes de montage, de démontage, de stockage avant et après l'événement et de manutention (notamment dans les containers). Le rapport de la CRC souligne bien ces dégâts. Toutefois, ils n'ont pas été vendus à une valeur vingt fois inférieure - comme l'indique la CRC - mais au montant de 450 € HT pièce, soit à 16 % de leur valeur initiale (de 2 800 € HT) en précisant bien qu'ils étaient vendus en l'état.

En ce qui concerne l'absence de convention entre l'ARTGE et l'OTSR, elle s'explique par le fait que l'ARTGE n'était pas en mesure d'honorer une facture globale émanant de l'OTSR et a préféré prendre en charge des prestations pour un montant équivalent. Cela permettait également juridiquement à l'ARTGE un meilleur contrôle de l'utilisation des fonds.

La CRC fait remarquer que *« les dépenses supportées par l'OTSR et les produits issus de leur refacturation à l'ARTGE n'auraient pas dû figurer aux comptes de résultat des exercices 2019 et 2020 et le solde positif correspondant majore fictivement le résultat de l'exercice 2020 »*. Je tiens à signaler que les recettes figurent effectivement dans les comptes mais également dans les dépenses pour un même montant, ce qui ne change pas le résultat comptable de l'OTSR. De la même manière, les recettes liées aux activités de vente du bureau d'accueil constituent également des ressources propres de l'OTSR pour un montant de 392 249 €, comme le souligne la CRC.

Par ailleurs, il est important de préciser que, comme pour toute opération de promotion et de communication menée par des organismes de tourisme, le premier objectif est bien d'accroître la notoriété de la destination touristique, de favoriser les retombées médiatiques dans le pays cible et d'intensifier les contacts avec les professionnels du tourisme (agences de voyages, tour-opérateurs...) afin de développer les flux de touristes et non de mener une opération commerciale équilibrée. Dans le cas présent, le Marché de Noël n'est qu'un « moyen », un « support » pour faire la promotion de Strasbourg et de l'Alsace.

Quant au résultat jugé décevant de l'opération d'export à Séoul, il convient de rappeler que les opérations de promotion de ce type comportent toujours une part de risque. Certaines sont plus porteuses que d'autres. Il est vrai que le Marché de Noël à Séoul a été moins impactant au contraire de l'ensemble des autres événements (Tokyo, Moscou, Taipei et New York).
Pour prendre le cas particulier du « Marché de Noël de Strasbourg à Tokyo », les deux éditions de 2009 et 2010 nous donnent le recul suffisant pour analyser l'évolution des nuitées en provenance du Japon et constater que celles-ci ont augmenté de plus de 55 % en Alsace entre 2009 et 2014. Aucun autre événement ou action de promotion n'aurait permis d'atteindre un tel résultat et cette manifestation permet de gagner 5 à 8 années de promotion et de communication sur un marché considéré alors comme prioritaire comme celui du Japon.

La CRC pointe le principe des valorisations sous forme de contre-valeurs publicitaires et considère qu'il est discutable.
Il n'est sans doute pas parfait et ne peut être utilisé comme mesure définitive du succès de l'opération. C'est cependant ce mode de calcul qui est retenu par l'ensemble des professionnels de la communication, en l'absence de meilleur outil.
Même avec ces mesures imparfaites, il n'en reste pas moins que cet événement à New York a généré une contre-valeur publicitaire estimée à 6 millions € qui serait un ratio investissement/retour sur investissement bien supérieur à d'autres opérations passées.

LA SITUATION FINANCIERE

La CRC questionne l'utilité de l'emprunt de 350 000 € contracté pour financer les travaux de rénovation et de reconfiguration du bureau d'accueil. Ces travaux d'agrandissement et d'aménagements lourds font l'objet d'amortissements comme le prévoient les dispositions comptables, avec en contrepartie un prêt amortissable sur une durée similaire pour conserver un équilibre budgétaire sur les exercices.

Concernant la trésorerie, jugée trop élevée par la CRC, il convient là aussi de préciser que le fonds de roulement sert essentiellement à financer le fonctionnement de la structure du 1er janvier de l'exercice jusqu'à la date de versement de la première moitié de la subvention annuelle de fonctionnement.
Celle-ci dépend de différentes étapes (vote en Conseil de l'Eurométropole, procédures de signatures et de versement...). La date de versement effectif sur les comptes de l'OTSR est très variable et se situe autour des mois d'avril à mai mais pouvant aller jusqu'au mois de juin.
Une trésorerie s'élevant à 1 million d'euros sur un budget annuel autour de 3 millions d'euros est donc nécessaire pour couvrir cette période.

CONCLUSION

Plusieurs points de rappels du droit et remarques de la CRC concernent les questions de présentation et de formalisation des actes de la vie de l'association figurant dans le rapport de la CRC ont pu faire l'objet de dispositions correctives, dès 2020 ou plus récemment.
L'OTSR s'engage à mettre en œuvre les adaptations telles que détaillées dans la présente réponse, en rappelant les nuances apportées sur le qualificatif d'« irrégularité » et certaines réserves d'interprétation ou de faisabilité.

Par ailleurs, ainsi que cela avait été présenté lors de la réponse au rapport provisoire, la gouvernance touristique fait actuellement l'objet d'une réorganisation par le biais d'une mission d'accompagnement pilotée par l'Eurométropole de Strasbourg.
Très attendue, cette démarche aboutira à la fusion entre deux outils phares pour le tourisme sur le territoire - l'OTSR et le Strasbourg Convention Bureau, ainsi qu'à la révision des missions et du fonctionnement de la structure.
Cette fusion donnera naissance en 2023/2024 à une SAS-Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC).

Ce regroupement permettra :

- à l'Eurométropole de Strasbourg, collectivité qui porte la compétence et assume le financement, d'exercer pleinement ses prérogatives, en lien avec la Ville de Strasbourg et les communes de l'intercommunalité, les socio-professionnels et l'ensemble des partenaires concernés ;
- de positionner la nouvelle structure comme un « vaisseau amiral » ouvert sur le territoire, fédérateur pour l'accueil, la promotion et l'animation de la destination ;
- de mettre en œuvre une stratégie globale définie avec l'Eurométropole de Strasbourg, afin de tendre vers un tourisme responsable, préservant l'environnement et le climat, orienté vers une économie locale et durable, développant la dimension inclusive et sociale, ainsi que le lien avec les habitants - dont le tourisme et les loisirs locaux.

La création de cette nouvelle structure donnera lieu à la rédaction de nouveaux statuts et à la redéfinition et la clarification des rôles des instances et des dirigeants. Nous tiendrons compte des remarques de la CRC lors de leur rédaction.



Joël STEFFEN
Président

« La société a le droit de demander compte
à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

L'intégralité de ce rapport d'observations définitives
est disponible sur le site internet
de la chambre régionale des comptes Grand Est :
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

Chambre régionale des comptes Grand Est
3-5, rue de la Citadelle
57000 METZ
Tél. : 03 54 22 30 49
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Actualisation des désignations de représentant-es de la Ville de Strasbourg au sein de divers organismes.

Numéro V-2023-288

Par délibérations antérieures, le Conseil municipal a désigné ses représentant-es au sein de divers organismes extérieurs, conformément aux dispositions des articles L.2121-21, L.2121-33 et L.2541-8 du Code général des collectivités territoriales.

Il convient d'actualiser les désignations au sein de plusieurs organismes afin de remplacer des élu-es désigné-es précédemment.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L.2121-21, L.2121-33 et L.2541-8
du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

actualise la désignation de représentant-es de la Ville de Strasbourg au sein des organismes suivants :

LOCUSEM
Conseil d'administration
Carmen PAOLONE (en remplacement de Pierre ROTH)

MISSION D'INFORMATION ET D'EVALUATION SUR L'AVENIR DU BÂTIMENT DE L'OPERA NATIONAL DU RHIN A STRASBOURG
1 suppléant-e : Etienne GONDREXON (en remplacement de Pierre ROTH)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE (GROUPE SCOLAIRE REUSS)
1 suppléant-e : Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES COMPOSANT LE JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DES ECOLES ET GYMNASES, LA RENOVATION DU CABINET MEDICAL , LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU RESTAURANT SCOLAIRE POUR LE GROUPE SCOLAIRE STURM
1 suppléant-e : Yasmina CHADLI (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES COMPOSANT LE JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE MATERNELLE BRANLY
1 suppléant-e : Joris CASTIGLIONE (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES COMPOSANT LE JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE ELEONORE
1 suppléant-e : Yasmina CHADLI (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES COMPOSANT LE JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DES ECOLES, LA REORGANISATION ET LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU RESTAURANT SCOLAIRE POUR LE GROUPE SCOLAIRE DE LA ROBERTSAU
1 suppléant-e : Joris CASTIGLIONE (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES COMPOSANT LE JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CREATION D'UNE MAISON DES SERVICES AU PUBLIC DANS LE QUARTIER DE L'ELSAU
1 suppléant-e : Germain MIGNOT (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES COMOSANT LE JURY DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE SOCIO-CULTUREL DANS LE QUARTIER DE NEUHOF
1 titulaire : Germain MIGNOT (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION CONSULTATIVE DES JARDINS FAMILIAUX
Joris CASTIGLIONE (en remplacement de Ariane HENRY)

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX
1 titulaire : Hülliya TURAN (en remplacement de Ariane HENRY)
1 suppléant : Germain MIGNOT (en remplacement de Hülliya TURAN)

KALEIDOSCOOP
Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

FONDS DE DOTATION ESS'OR
Carmen PAOLONE (en remplacement de Pierre ROTH)

MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI

Conseil d'administration
Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

ASSOCIATION RELAIS CHANTIER
Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

SCIC RELAIS 2 D
Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS
1 titulaire : Carmen PAOLONE (en remplacement de Pierre ROTH)

ASSOCIATION AJISTE GESTIONNAIRE DES AUBERGES DE JEUNESSE DE STRASBOURG
Assemblée générale : Joris CASTIGLIONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)
Conseil d'administration : Joris CASTIGLIONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)

LYCEE LOUIS PASTEUR
1 suppléant-e : Yasmina CHADLI (en remplacement de Adrien ARBEIT)

LYCEE MARIE CURIE
1 suppléant-e : Carmen PAOLONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)

LYCEE RENE CASSIN
1 suppléant-e : Carmen PAOLONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)

COLLEGE DU STOCKFELD
1 titulaire : Germain MIGNOT (en remplacement de Pierre ROTH)

COLLEGE DE L'ESPLANADE
1 suppléant-e : Carmen PAOLONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)

COLLEGE FUSTEL DE COULANGES
1 suppléant-e : Aurélien BONNAREL (en remplacement de Adrien ARBEIT)

COLLEGE LOUIS PASTEUR
1 suppléant-e : Aurélien BONNAREL (en remplacement de Adrien ARBEIT)

COLLEGE LOUISE WEISS
1 suppléant-e : Jean WERLEN (en remplacement de Adrien ARBEIT)

COLLEGE KLEBER
1 titulaire : Sophie DUPRESSOIR (en remplacement de Adrien ARBEIT)

ECOLE MATERNELLE ALBERT LE GRAND
Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

ECOLE ELEMENTAIRE ALBERT LE GRAND

Antoine DUBOIS (en remplacement de Pierre ROTH)

ECOLE MATERNELLE MUSAU
Benjamin SOULET (en remplacement de Adrien ARBEIT)

ECOLE ELEMENTAIRE MUSAU
Benjamin SOULET (en remplacement de Adrien ARBEIT)

ECOLE MATERNELLE NEUFELD
Carmen PAOLONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)

ECOLE ELEMENTAIRE NEUFELD
Carmen PAOLONE (en remplacement de Adrien ARBEIT)

ECOLE MATERNELLE LEONARD DE VINCI
Germain MIGNOT (en remplacement de Ariane HENRY)

ECOLE ELEMENTAIRE LEONARD DE VINCI
Germain MIGNOT (en remplacement de Ariane HENRY)

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156838-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°22

Actualisation des désignations de représentant-es de la Ville de Strasbourg au sein de divers organismes.

Pour	**48**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, ZIELINSKI Carole**
Contre	**0**	
Abstention	**8**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine**

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Avis sur l'ajustement du tableau des emplois.

Numéro V-2023-225

Les emplois relevant des compétences de la Ville de Strasbourg sont créés par le Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur :
- la création d'emplois temporaires pour répondre aux besoins saisonniers de certains services,
- la transformation d'emplois créés précédemment et rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées (changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 313-1 et L. 332-8 2° du CGFP
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156029-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023 relative à la création d'emplois correspondant à un besoin saisonnier

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nombre de mois de travail**	**Nature des fonctions**	**Cadre d'emplois**	**Grade**	**Traitement de base**
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	Animateur en accueil de loisirs *(BAFA)*	4	Accueillir et animer un groupe d'enfants dans un accueil de loisirs. Assurer la sécurité physique, affective et morale des enfants confiés. Contribuer à leur éducation, leur socialisation et leur épanouissement.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 368
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	Aide au responsable technique de site	16	Assurer diverses tâches d'entretien, de petite manutention et de déplacement de mobilier. Assurer l'ouverture/fermeture d'établissement.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 367
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	Agent d'entretien	2	Assurer le nettoyage des locaux.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 367
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Inscriptions et scolarité	Agent administratif	1,5	Instruire et saisir les inscriptions scolaires et les renouvellements d'inscriptions périscolaires. Réaliser des tâches de tri, de contrôle et de classement.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 367
Direction de la Culture	Musées	Agent d'accueil et de surveillance	33	Assurer la surveillance dans les musées.	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine	IB 367
Direction des Sports	Vie sportive	Animateur *(sans ou avec BAFA)*	28	Animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation ou adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 367 ou 368
Direction des Sports	Vie sportive	Educateur sportif	15	Encadrer et animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Educateur des APS	Educateur des APS	IB 389 à 452
Direction Evénements et vie associative	-	Agent logistique et technique	6	Veiller au respect des conditions de sécurité des opérations sur l'espace public. Assurer le fonctionnement logistique et technique des opérations.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 367
Direction Evénements et vie associative	-	Animateur *(BAFA)*	18	Assurer des activités d'animation à destination du grand public.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 368

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de la Réglementation urbaine	Réglementation de la circulation	1 chargé des arrêtés - référent technique	Instruire les dossiers et la délivrance d'actes administratifs relatifs aux opérations et travaux en vérifiant la faisabilité technique et réglementaire.	Temps complet	Technicien ou rédacteur	Technicien à technicien principal de 1ère classe Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant surveillant de travaux calibré agent de maîtrise à technicien).
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Sécurité	Police municipale	1 chargé de l'accueil et du suivi des véhicules	Assurer l'accueil du public pour les mises en fourrière et les déclarations de chiens dangereux. Traiter et classer les dossiers. Assurer le suivi d'entretien des véhicules.	Temps complet	Agent de police municipale	Gardien-brigadier à brigadier-chef principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gardien de police municipale).

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Renouvellement du groupement de commande "voyages et déplacements" conclu entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2023-269

L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg prennent en charge les frais de déplacement (transport, hébergement, restauration) des élu·es, des agent·es et des intervenant·es extérieur·es, selon un cadre (règlement intérieur et plafonds de remboursement) fixé par délibération.

Pour les déplacements spécifiques présentant une complexité particulière, comme les déplacements en délégation (salons ou congrès), les déplacements à l'étranger avec transport multimodal ou encore ceux liés à l'accueil de conférencier·ères, un marché de prestations d'agence de voyage a été attribué à la société Havas.

Ce marché arrivant à échéance le 31 décembre 2023, il convient de le relancer.

Il est proposé à cette fin de constituer un groupement de commandes entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, coordonné par la première, pour lancer un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2 du Code de la Commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, pour des prestations d'agence de voyage, pour l'année 2024, éventuellement reconductible pour 3 périodes de 1 an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans, pour un montant annuel minimum de 25 000 € HT et un montant annuel maximum de 450 000 € HT pour l'Eurométropole de Strasbourg, et pour un montant annuel minimum de 25 000 € HT et un montant maximum annuel de 250 000 € HT pour la Ville de Strasbourg.

Objet	**Collectivité**	**Montant en € HT annuel**	
		Minimum	**Maximum**
Prestation d'agence de voyage	Eurométropole de Strasbourg	25 000	450 000
	Ville de Strasbourg	25 000	250 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'un accord-cadre à bons de commande, après mise en concurrence, pour des prestations d'agence de voyage, pour l'année 2024, éventuellement reconductible pour 3 périodes de 1 an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans, pour un montant annuel minimum de 25 000 € HT et un montant annuel maximum de 450 000 € HT pour l'Eurométropole de Strasbourg, et pour un montant annuel minimum de 25 000 € HT et un montant maximum annuel de 250 000 € HT pour la Ville de Strasbourg,

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2023 et suivants sur les lignes 6251, 6234, 6531 et 65861.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg conformément aux articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique, ainsi que toutes les pièces nécessaires à l'exécution du marché.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156022-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

VOYAGES ET DÉPLACEMENTS

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 mai 2022

Et

La ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application de délibérations du Conseil municipal du 16 mai 2022

un groupement de commandes pour un appel d'offres ouvert sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour des prestations de voyages et déplacements.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	4
Article 5 : Responsabilité	5
Article 6 : Fin du groupement	5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	5

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de la commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce groupement, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à des prestations de voyages et déplacements.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Ville de Strasbourg

Montant mini : 25 000 € HT
Montant maxi : 250 000 € HT

Eurométropole de Strasbourg

Montant mini : 25 000 € HT
Montant maxi : 450 000 € HT

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d’évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Cadre de mise en œuvre du mécénat au bénéfice de la Ville de Strasbourg.

Numéro V-2023-295

Contexte de structuration d'une stratégie de mécénat transversale

Dans un contexte financier contraint, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à se tourner vers de nouvelles sources de recettes pour mettre en œuvre des projets de nature diverses. Reims, Metz, Rouen, Lyon, Tours… Nombreuses sont les villes et métropoles à avoir structuré le mécénat d'entreprises ou de particuliers en direction des projets portés par les collectivités tout au long de la décennie 2010. Outre les retombées financières attendues et engrangées, ces démarches participent de l'animation territoriale et du nécessaire rapprochement entre acteurs dans l'intérêt général du territoire.

La décision de structurer la politique de mécénat de la Ville de Strasbourg vise à permettre :

- un **portage politique transversal**, tourné vers l'animation d'un écosystème d'acteurs, en lien avec le Pacte pour une économie locale durable et le Réseau des Partenaires (EPL et assimilés),
- une **analyse à 360° des besoins**, toutes directions confondues, avec un focus sur les thématiques climat/environnement, culture, patrimoine, sport et social ; et la possibilité de faire arbitrer une sélection de projets « mécénables » par l'exécutif et d'éviter la concurrence entre thématiques,
- une **complémentarité recherchée dans les sources de financement** des différents projets.

Animation d'un écosystème d'acteurs : le Club des mécènes

À Strasbourg, le mécénat culturel est pratiqué depuis de nombreuses années au bénéfice des Musées, via notamment des « sociétés d'Amis », principalement alimentées de dons de particuliers. Au milieu des années 2010, un Club d'entreprises Partenaires a été constitué sous forme associative afin de financer les festivités du Millénaire de la Cathédrale, puis les illuminations d'été.

Ce club regroupe aujourd'hui un petit noyau de structures, dont trois sociétés d'économie mixte du Réseau des Partenaires de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il a vocation à être élargi et à devenir la porte d'entrée privilégiée pour les mécènes désireux

de contribuer au financement des projets publics. L'adhésion à ce club est gratuite. Les entreprises qui y adhèrent signent une charte déontologique (annexée à la présente délibération). Aucun flux financier ne transite par cette association, les fonds objets du mécénat étant directement versés par les entreprises à la collectivité.

Cadre méthodologique

- **Charte déontologique**

En annexe de la présente délibération, une charte déontologique indique le cadre légal et éthique dans lequel se développera le mécénat public. Cette charte s'appuie sur les préconisations de l'ADMICAL et de l'Association Française des Foundraisers (AFF), deux références dans le domaine du mécénat en France, mais également sur des chartes de même type votées par d'autres collectivités. Cette charte a été transmise au déontologue de la Ville de Strasbourg pour avis. La présente délibération propose par ailleurs, dans une logique d'amélioration continue des pratiques, l'adhésion de la Ville de Strasbourg à l'AFF, d'un montant de 208 euros par an, afin de bénéficier des ressources générales (évolutions juridiques et marketing, formations) et spécifiques aux collectivités et au Grand Est.

- **Comité technique et Comité de pilotage**

Un comité technique, incluant les services compétents de l'administration (direction générale, service juridique, direction des finances et directions opérationnelles concernées) se réunira au moins trois fois dans l'année pour suivre la mise en œuvre de la stratégie relative au mécénat et préparer les travaux d'un comité de pilotage qui, composé d'élus, se réunira au moins deux fois dans l'année pour impulser, piloter et évaluer la stratégie déployée.

- **Constitution et animation d'un Club de mécènes**

Les mécènes souhaitant s'inscrire dans cette démarche seront invités à adhérer gratuitement au Club des Partenaires, association créée en 2015 à l'occasion du millénaire de la cathédrale, afin d'intégrer la dynamique collective de mécénat structurée par la ville de Strasbourg. Les travaux collégiaux de ce club permettront d'identifier chaque année un volet de projets susceptibles d'être soutenus par des mécènes. Les contreparties ou remerciements (inférieurs à 25% du montant du don) feront également l'objet de discussions dans ce cercle.

- **Processus de recensement et validation des projets**

Les directions sollicitées, en lien avec les élus thématiques, proposent chaque année des projets susceptibles de faire l'objet de mécénat. Ces projets sont soumis à la validation du comité de pilotage puis proposés aux mécènes qui souhaiteraient apporter leur contribution à ceux faisant sens par rapport à leur démarche RSE, aux valeurs de leur entreprise ou contribueraient à leur image et « marque employeur ». Des échanges réguliers entre la direction de projet Mécénat et le Club permettront de construire ces

partenariats, dans le respect de la charte déontologique annexée à la présente délibération. Une procédure d'instruction de chaque projet de mécénat sera effectuée en ce sens préalablement à la signature de la convention permettant de le contractualiser.

- **Délégation de signature**

Les conventions de mécénat d'un montant inférieur à 50 000 euros pourront être signées par la Maire de Strasbourg, par délégation du Conseil municipal. Une communication portant sur les conventions de mécénat conclues sera présentée en Conseil municipal chaque année.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la structuration d'une stratégie globale en matière de mécénat, dans les domaines de la culture, du patrimoine, du sport, du social et de l'environnement,*
- *la charte de déontologie jointe à la présente délibération, qui sera adossée à chacune des conventions de mécénat,*
- *l'adhésion de la ville de Strasbourg à l'Association Française des* Foundraisers*,*

autorise

la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer les conventions de mécénat d'un montant inférieur à 50 000 euros, dans le respect de la charte de déontologie.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156514-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Charte déontologique du mécénat de la ville de Strasbourg

— Préambule

Les acteurs privés, personnes morales et individus, s'impliquent dans les projets d'intérêt général initiés par la collectivité. La ville de Strasbourg souhaite que sa recherche de mécénat et partenariats soit menée en cohérence avec ses missions de service public, ses valeurs et ses impératifs, tout en l'inscrivant dans un cadre d'exemplarité et de transparence aux niveaux déontologique, éthique et juridique.

— Définition du mécénat, différences avec le parrainage

1. Le mécénat est défini par la loi n°2003-709 du 1er août 2003 comme une libéralité, un don. Il consiste en un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général ».
2. Trois formes de mécénat sont possibles : financière, en nature (don de biens, mise à disposition de matériel) ou de compétences (prestation d'un service, transfert d'une technologie).
3. Le mécénat en tant que don diffère du parrainage (ou *sponsoring* en anglais) qui implique la recherche d'un bénéfice commercial et publicitaire direct pour le partenaire.

— Principes généraux relatifs aux partenaires et aux dons

1. La ville de Strasbourg met en place une démarche de mécénat afin de nouer des liens fédérateurs avec le secteur privé. Toute entreprise, quelle que soit sa taille, peut devenir mécène. L'adhésion gratuite au Club des mécènes, partenaire privilégié de la collectivité, est privilégiée. Cette adhésion implique l'acceptation et le respect des statuts du Club des mécènes. Chaque mécène sera tenu de signer la présente Charte.
   La ville de Strasbourg définit chaque année, avec l'appui du Club des mécènes, des projets d'intérêt général ouverts au mécénat. Le Club des mécènes pourra proposer à la collectivité des projets susceptibles de bénéficier d'un mécénat.

— Conditions préalables à la relation partenariale

1. La ville de Strasbourg se réserve le droit de ne pas accepter le soutien d'une personne physique ou morale dont les valeurs et l'éthique ne seraient pas en cohérence avec les siennes ou avec celles des autres partenaires, ou présenterait un risque pour son image ou pour la réalisation de ses missions. La ville de Strasbourg ne recevra pas de fonds ou donations de la part d'organisations françaises ou étrangères à caractère politique, syndical ou religieux, ainsi que des fonds ou donations provenant de comptes abrités par des paradis fiscaux.

2. Aucune loi n'interdit à une entreprise d'être à la fois mécène et prestataire d'une collectivité publique. Cependant, la ville de Strasbourg s'interdira de conclure une convention de mécénat ou de partenariat susceptible d'entraîner une méconnaissance des principes fondamentaux de la commande publique. En effet, la relation mécénale s'inscrit dans une totale étanchéité avec d'éventuelles autres relations financières susceptibles d'intervenir entre le mécène et la collectivité.

— Engagements mutuels

1. La ville de Strasbourg conçoit des projets d'intérêt général s'inscrivant dans des thématiques telles que l'environnement, le social, la culture, le patrimoine ou le sport. Le mécène choisit un ou plusieurs projets porteur(s) de sens dans le cadre privilégié du Club des mécènes.
2. Une convention sera systématiquement établie entre le mécène et la ville de Strasbourg.
3. Dans le cadre du mécénat, des contreparties peuvent être accordées au mécène, dans une disproportion marquée avec le montant du don (25% maximum). Ces remerciements, qui pourront prendre différentes formes (matérielles, visibilité, mise à disposition d'espaces…) seront définis dans la convention de mécénat.
4. Au moins deux réunions par an seront organisées entre les membres du Club des mécènes et des représentants de la Ville afin, notamment, d'échanger sur le fonctionnement du partenariat.

J'atteste avoir pris connaissance des principes de la charte déontologique du mécénat de la ville de Strasbourg et m'engage / engage mon organisation à en respecter les principes.

Fait à , le / /

Prénom :
Nom :
Organisation :
Signature :

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 26 à l'ordre du jour : Cadre de mise en œuvre du mécénat au bénéfice de la Ville de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 49 voix + 1

+ 1 voix : Mme Khadija BEN ANNOU a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 5 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°26

Cadre de mise en œuvre du mécénat au bénéfice de la Ville de Strasbourg.

Pour	**49**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole**
Contre	**5**	**BONNAREL Aurélien, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, MIGNOT Germain, TURAN Hulliya**
Abstention	**0**	

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Budget primitif 2023 de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2023-75

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. *approuve le budget primitif pour l'exercice 2023 de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe,*

   a) *arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget, le montant des chapitres :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	1 341 700,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 855 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	550 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	2 000,00 €
66	Charges financières	6 300,00 €
67	Charges spécifiques	5 000,00 €
		3 760 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 581 190,00 €
74	Dotations et participations	902 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	1 246 060,00 €
77	Produits spécifiques	30 750,00 €
		3 760 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
041	Opérations patrimoniales	12 596,89 €
16	Emprunts et dettes assimilées	10 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	16 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	1 084 000,00 €
23	Immobilisations en cours	877 403,11 €
		2 000 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
02		880 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	550 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	12 596,89 €
10	Dotations, Fonds divers et réserves	20 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	537 403,11 €
		2 000 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

En Dépenses	**10 886 169,56 €**
En Recettes	**500 402,68 €**

b) autorise l'augmentation d'une autorisation de programme :

- *2023-AP0242 de 300.000€ pour l'acquisition et la réhabilitation du bâtiment Site de la Meinau ;*

c) autorise la création d'une autorisation de programme :

- *2023-AP0271 pour 400.000€ destinés à la rénovation énergétique du patrimoine immobilier de la Fondation*

2. *approuve le remboursement à l'Eurométropole de Strasbourg des frais de personnel pour les agents affectés à l'Œuvre Notre-Dame en fonction du décompte qui sera adopté par la commission mixte paritaire qui statuera sur l'exercice 2023 ;*

3. *informe que les documents budgétaires sont consultables à partir du lien suivant : https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/Jkcp3N6Z.C5555LOq*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156653A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Prise en charge des soldes déficitaires des régies municipales.

Numéro V-2023-108

Il existe à ce jour 26 régies de recettes, d'avances et mixtes (recettes et avances) au sein de la Ville de Strasbourg.

Les régisseurs de recettes encaissent des fonds reversés ensuite au service de gestion comptable (SGC ou Trésorerie) qui, à son tour, les utilise pour prendre en charge les titres de recettes émis par la collectivité.
Parallèlement, les régisseurs d'avances décaissent des fonds qu'ils justifient auprès du SGC, cette dernière renouvelant leurs avances si les dépenses sont conformes. Il est à noter que l'ordonnateur utilise le logiciel comptable Coriolis et le SGC utilise le logiciel Hélios.

Un travail a été mené conjointement entre l'ordonnateur et le SGC depuis 2018 pour remettre à plat les comptabilités des régies. Il en résulte un constat de soldes parfois excédentaires et parfois déficitaires.

Les soldes excédentaires avaient été traités à la fin de l'année 2021 pour un montant de 73 764,84 €.

Quant aux régies pour lesquelles les soldes sont débiteurs, et ce malgré des investigations approfondies menées conjointement avec le SGC, il est proposé de délibérer pour que la collectivité prenne en charge ces déficits. Les soldes afférents sont récapitulés en annexe à la présente délibération.

S'agissant plus particulièrement de la régie de recettes « stationnements résidents et autres », en accord avec le SGC, le montant définitif du déficit a été fixé à 24 162,17 €. En effet, les « journaux grand livre » (fichiers Excel) examinés n'étaient pas tenus de manière assez fiable et n'ont pas permis de déterminer quel régisseur (4 depuis la création de la régie) était responsable de ce manque et donc d'effectuer une mise en débet à l'encontre d'un des régisseurs.

Par ailleurs un montant de 14 219,74 € restait disponible dans le logiciel du SGC, en attente d'une régularisation par l'émission d'un titre de recettes exceptionnelles. La charge nette s'élève donc *in fine* pour la collectivité à 9 994,97 €.

L'ensemble des déficits, traité au sein de cette délibération, représente pour la Ville un montant de 26 748,64 € (dont le détail est annexé), incluant le déficit « stationnements résidents » de 24 162,17 €. Ce montant de prise en charge correspond à moins de 40 % du montant total des recettes exceptionnelles, elles-mêmes issues d'un solde anormalement créditeur – titrées fin 2021.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'autoriser, pour la régie « stationnements résidents et autres », l'utilisation du versement en instance de 14 219,74€, pour régulariser les soldes non justifiés de 14 167,20 € observés dans la balance comptable de la régie,*

- *de prendre en charge les déficits en question en établissant un mandat pour chaque régie concernée pour charges exceptionnelles pour un montant total de 26 748,64 €,*

- *d'imputer la dépense de fonctionnement sur l'imputation budgétaire et comptable suivante : fonction 020, nature 65888, code service FP05B.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155826-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Tiers	Débit du Compte	Exercice								NUMERO HELIOS	Total	N° Titre Provisoire/ N° Titre Définitif	3EME NUM HELIOS	Recapitulatif	
		2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014					Total 4711	26 748,64 €
BIBLIOBUS	4711			94,00 €		110,00 €				1114626674	204,00 €	Titre 6605 du 30/08/19 pour 115 € et Titre 8178 de 2017 pour 699,20 €		Total 4648	0,00 €
															26 748,64 €
ACCUEIL PETITE ENFANCE RR	4711					150,30 €				1140592696	150,30 €	Titre 9028 du 31/12/17 pour 2774,81€			
Ecole de danse recettes	4711		75,01 €							2100901981	75,01 €	Titre 2758 du 20/04/20 pour 48843,30	1171632581		
														VDS	**26 748,64 €**
BOUTIQUE CULTURE	4116					2 085,60 €				1141256220	2 085,60 €	Titre 225 du 11/07/17 pour 2085,60 MED pers pub 19/03/21			
MEDIATHEQUE DE HAUTEPIERRE RR	4711				17,01 €					1171164008	17,01 €	Titre 9048 du 31/12/2018 pour 109,35			
RR ECOLE MUNICIPALE DES SPORTS	4711	5,16						49,39 €		1137334352	54,55 €	Titre 7540 du 31/12/15 pour 280€ Titre 6996 du 21/12/2021 pour 75€	1171945558		
STATIONNEMENT RESIDANTS	4711	24162,17								1137334352	24 162,17 €		1171945558		
										TOTAL VDS	**26 748,64 €**				

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Autorisation par la Ville de Strasbourg de la création d'une filiale commune entre R-GDS et la SASU V.GAS SUD pour l'exploitation d'une station-service multi-énergies rue de la Plaine des bouchers (article L.1524-5 du CGCT).

Numéro V-2023-69

R-GDS souhaite implanter une nouvelle station multi énergies (BioGNC/GNC) sur le territoire de la Meinau – rue de la Plaine des Bouchers.

La station BioGNC/GNC existante, installée rue du Doubs, est aujourd'hui vieillissante et inadaptée aux nouveaux usages ; elle doit donc être remplacée par une station de plus grande capacité installée sur le terrain acquis par R-GDS au 78, rue de la Plaine des Bouchers.

En janvier 2022 R-GDS a lancé un appel d'offre de conception-réalisation et exploitation-maintenance d'une station multi-énergies (BioGNC/GNC) au sein d'une société dédiée qui serait constituée entre le candidat retenu et R-GDS.

À l'issue de l'appel d'offres et des réunions de négociation, l'offre de la société V.GAS SUD EST a été retenue pour construire la station et être le partenaire de R-GDS dans la société d'exploitation – commercialisation de la station-service.

V.GAS SUD EST est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelles (SASU) ayant pour activité principale le financement, l'installation, l'exploitation et la promotion de stations de carburants et énergies alternatifs, notamment le gaz naturel pour véhicule, le biométhane, l'électricité et l'hydrogène.
Il s'agit d'une entreprise en plein développement, filiale à 100 % de la société PROVIRIDIS, dont la Caisse des dépôts et consignations est actionnaire.

R-GDS souhaite créer une société commune avec le constructeur de la station pour l'exploitation commerciale et la maintenance technique de cette dernière. Il s'agit ainsi pour R-GDS d'être associée à la qualité du service rendu et de valoriser son savoir-faire acquis à travers l'exploitation et la maintenance de la station de la rue du Doubs notamment.

R-GDS, propriétaire du terrain et de cette station, les louera à la société commune pour une durée de 15 ans à compter de la date de mise en service de l'installation. L'objectif est de mettre en service l'installation en janvier 2024.

Le montage retenu s'articule ainsi autour :
- d'une propriété par R-GDS du terrain et de la station GNV ;
- d'une exploitation par une filiale associant V.GAS SUD EST et R-GDS, en minorité, conformément aux prescriptions de la commission de régulation de l'énergie.

La note de présentation jointe en annexe de la présente délibération précise le contexte de l'opération, le partenaire choisi, les caractéristiques de la société à créer et sa gouvernance, le retour sur investissement attendu ainsi que les risques associés et les mesures de maîtrise de risque afférentes.

Les principales caractéristiques de la filiale à constituer sont les suivantes :
- forme : société par action simplifiée (SAS),
- dénomination sociale : le nom de la société sera définitivement arrêté à la signature des statuts,
- capital : 100 000 € en numéraires, apportés par la SEML R-GDS à hauteur de 40 %, et à hauteur de 60 % par la SASU V.GAS SUD EST,
- objet : la société aura pour objet exclusif l'exploitation de la station multi-énergies située 78, rue de la Plaine des Bouchers.

En sa qualité d'actionnaire et d'administrateur de R-GDS, et conformément à l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, il est proposé que la ville de Strasbourg autorise la SEM R-GDS à créer une filiale commune avec la SASU V.GAS SUD EST ayant pour objet exclusif l'exploitation de la station multi-énergies située 78, rue de la Plaine des Bouchers.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales
vu le projet de statuts de la société à créer et la note de présentation jointe en annexe
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

la création par la SEML Réseau GDS d'une filiale commune avec la SASU V.GAS SUD EST sous forme de société par action simplifiée au capital de 100 000 € ayant pour objet exclusif l'exploitation de la station multi-énergies située 78, rue de la Plaine des Bouchers, selon le projet de statuts de la filiale annexé,

autorise

la prise de participation par la SEML R-GDS dans le capital de la filiale, en cours de constitution, par apports en numéraires de 40 000 €, à hauteur de 40 % du capital,

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération,*
- *les représentants permanents de la Ville de Strasbourg au conseil d'administration de la SEML Réseau GDS à prendre toutes décisions et à signer tous actes concourant à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155882-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Société ……
Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros
Siège social : 14 place des Halles
67000 Strasbourg
en cours d'immatriculation au RCS Strasbourg

S T A T U T S C O N S T I T U T I F S

Les soussignées :

La société V.GAS SUD EST

Société par actions simplifiée au capital de 1 019 990 euros, ayant son siège social au 135 avenue Victoire, 13790 - Rousset, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence, sous le numéro 824 901 623, représentée par Monsieur Eric RONCO agissant en qualité de Président de la société COMBISYS, société présidente de la société PROVIRIDIS, société présidente de la société V.GAS SUD EST, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « V.GAS SUD EST »

ET

La société Réseau GDS

Société anonyme au capital de 9 778 000 euros, dont le siège est situé 14, place des Halles 67000 Strasbourg, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg, sous le numéro 548 501 113, représentée par Madame Martine MACK, en sa qualité de Directrice générale, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « R-GDS »

Ont établi, ainsi qu'il suit, les Statuts de la société par actions simplifiée (la « Société ») qu'ils ont convenu de constituer entre eux.

DEFINITIONS

Outre les termes commençant par une majuscule définis dans les présents Statuts, les termes et expressions commençant par une majuscule auront, aux fins des présentes, la signification prévue au présent article, sauf si le contexte exige un sens différent :

« Actions » désigne toute action émise ou à émettre par la Société.

« Affilié » désigne (i) toute société que l'un quelconque des Associés de la Société détient ou Contrôle (ii) toute entité qui détient ou Contrôle un des Associés de la Société (iii) toute société détenue ou Contrôlée par une société ou entité visée au (ii)

« Associé » désigne toute personne physique ou morale détentrice d'Actions.

« **Associé Majoritaire** » désigne V.GAS SUD EST

« **Associé Minoritaire** » désigne R-GDS

« Budget Annuel » désigne le document annuel faisant état de l'ensemble des charges et des produits prévisionnels sur l'année en cause ainsi que des investissements à venir et de la trésorerie attendue sur la période.

« Cession » désigne toute opération (autre qu'une émission d'actions par la Société), à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, entraînant le transfert, même à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit ou de tous droits dérivant d'une action ou de toute valeur mobilière émise par la Société ou y donnant droit (en ce compris notamment tout droit de vote, droit préférentiel de souscription ou droit de percevoir des dividendes), quelles que soient la cause et la forme juridique de cette opération de transfert y compris la location d'actions, la fusion, la confusion de patrimoine ou l'apport d'actifs. Le verbe « Céder » sera interprété en conséquence (y compris la notion de « Cessionnaire »).

« Comité de Direction » désigne le comité de direction de la Société dont les modalités de fonctionnement et compétences figurent en particulier à l'article 19 des Statuts.

« Contrôle » désigne le contrôle d'une société au sens de l'article L. 233-3 I du Code de commerce (et le verbe Contrôler et ses déclinaisons devront être interprétés par référence à cette notion de Contrôle).

« **Contrats principaux** » désigne le Contrat de maintenance, le Contrat de service client, le Contrat de bail et le Contrat d'assistance.

« Jour Ouvré » désigne tout jour entier (excepté les samedi, dimanche et jours fériés) où les établissements de crédit sont de façon générale ouverts à Paris.

« Majorité Simple » désigne :

- Lors d'une assemblée ou d'une consultation des Associés une majorité des voix supérieure à cinquante (50) % des droits de vote des Associés présents ou représentés, le nombre de voix détenues par chaque Associé étant proportionnel au nombre de parts de capital qu'il détient.

- Lors des réunions du Comité de Direction une majorité des voix des membres du Comité de Direction présents ou représentés, supérieure à cinquante (50)%, chaque membre du Comité de Direction disposant d'un nombre de voix proportionnel à la Participation du ou des Associés qu'il représente.

« Participation » désigne pour chaque Associé, le pourcentage des Actions détenues par cet Associé par rapport au nombre total d'Actions détenues par l'ensemble des Associés.

« Personne » désigne toute personne physique, toute société, entreprise, filiale, succursale, société en participation, société créée de fait, fonds commun de placement à risques ou autre fonds d'investissement, association, trust, fiducie, ou groupement et généralement toute entité, ayant la personnalité morale ou non, y compris toute personne morale de droit public.

« Président » désigne le président de la Société tel que défini dans les Statuts à l'article 17.

« Statuts » désigne les présents Statuts.

« Tiers » désigne toute Personne qui n'est pas Associé.

« Titres » désigne (i) toute action émise et toute autre valeur mobilière émise ou à émettre donnant ou pouvant donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou par tout autre moyen, à l'attribution d'actions ou à d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une quotité du capital social de la Société, (ii) le droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou le droit d'attribution résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves de la Société, (iii) tout démembrement des titres de la Société visés ci-dessus et (iv) tout autre titre de même nature que les titres visés ci-dessus émis ou attribués par une quelconque société ou entité de quelque nature que ce soit à la suite d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actif ou opération similaire ; sauf indication contraire, l'expression « Titres » signifie les Titres de la Société.

« Titres à Céder » désigne les Titres offerts à la Cession par l'Associé Cédant.

TITRE I FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1. Forme.

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les Statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés.

En conséquence, si la Société ne comprend qu'un seul Associé :

- Les décisions devant être prises par la collectivité des Associés sont de la compétence de l'Associé unique,
- Et par « les Associés », il conviendra d'entendre « l'Associé unique ».

La Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses Actions.

Article 2. Objet.

La Société a pour objet exclusif l'exploitation commerciale et la maintenance technique de la station multi énergies située rue de la Plaine des Bouchers à Strasbourg.

Article 3. Dénomination.

La dénomination sociale est : ……

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et du greffe auprès duquel la Société est immatriculée.

Article 4. Siège social.

Le siège social est fixé : 14 place des Halles – 67000 Strasbourg

Il peut être transféré en tout autre endroit sur le territoire du Bas-Rhin par décision du Président, qui est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

Article 5. Durée.

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation, validée par la collectivité des Associés.

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une délibération de la collectivité des Associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout Associé peut demander au Président de la chambre commerciale du Tribunal judiciaire du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

TITRE II CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6. Apports.

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté, par les Associés, au capital de la Société une somme de cent mille euros (100.000 €) répartie comme suit :

- Par la société V.GAS SUD EST

Une somme en numéraire de soixante mille euros, ci 60 000 €

- Par la société Réseau GDS,

Une somme en numéraire de quarante mille euros, ci 40 000 €

Correspondant à cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, souscrites et libérées intégralement, laquelle somme a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de la banque […], et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et délivré par ladite banque.

Article 7. Capital social.

Le capital social de la Société est fixé à cent mille euros (100 000 €). Il est divisé en cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, toutes de même catégorie (les « Actions » et individuellement une « Action »).

Article 8. Modifications du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi par décision collective des Associés statuant dans les conditions de l'article 22.1 des Statuts.

Les Associés délibérant collectivement peuvent déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser ou décider, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les Associés ont proportionnellement au montant de leurs Actions un droit de préférence à la souscription des Actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Article 9. Forme des Actions.

Les Actions sont obligatoirement nominatives.

La matérialité des Actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

À la demande de l'Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Article 10. Libération des Actions

Les Actions en numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital résultant pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

Les Actions rémunérant un apport en nature doivent également être intégralement libérées dès leur émission.

Lors d'une augmentation de capital, les Actions nouvelles en numéraire sont libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission, le solde étant appelé selon les modalités fixées dans la décision de la collectivité des Associés statuant sur l'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'Associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au Président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 11. Modalités de transmission des Actions.

La transmission des Actions inscrites s'opère à l'égard de la Société et des Tiers par un virement du compte de l'Associé Cédant au compte du Cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement, signé par les Parties. Ce mouvement est inscrit sur un registre, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les huit (8) jours qui suivent celui-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par l'Associé Cédant ou son mandataire.

La Société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les frais de transfert des Actions sont à la charge des Cessionnaires, sauf convention contraire entre Cédants et Cessionnaires.

La Société tient à jour, dans les conditions légales, le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'Associés avec indication du nombre d'Actions détenues.

Les dispositions des articles 14 à 16 des Statuts ne sont pas applicables lorsque la Société ne compte qu'un seul Associé.

Toute Cession de Titres intervenue en violation des stipulations des Statuts ou accord de l'ensemble des Associés (cet accord pouvant résultant d'une convention entre eux) par l'un quelconque des Associés est nulle et ne pourra être transcrite sur le registre de mouvements de titres de la Société.

Article 12. Indivisibilité des Actions – Nue-propriété et usufruit

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'Actions indivises sont représentés aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient à l'Associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives, sauf pour celles entraînant une modification des présents Statuts, pour lesquelles le droit de vote appartient à l'Associé détenant la nue-propriété. Cependant, les Associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant la réception de cette lettre. Toutefois, dans tous les cas, le droit de vote pour les décisions collectives concernant l'affectation des résultats appartient à l'usufruitier et l'Associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

Le droit de communication ou de consultation de l'actionnaire peut être exercé par chacun des copropriétaires d'Actions indivises, par l'usufruitier et par le nu-propriétaire d'Actions.

Article 13. Droits et obligations attachés aux Actions.

1. Chaque Action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société comme en cas liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les Statuts.

2. Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Les droits et obligations attachés à l'Action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des Associés.

3. Chaque Action donne droit à une voix dans les décisions collectives des Associés dans les conditions légales et statutaires.

4. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

5. Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les droits attachés aux Actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la Société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

6. Si les Actions sont grevées d'usufruit, leur inscription en compte doit faire ressortir l'existence de l'usufruit.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'Actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 14. Cession ou transmission des titres

14.1 Principes généraux

Les Titres sont librement négociables, sous réserve des dispositions de l'Article 14.3 ci-après. Tout Transfert qui interviendra en violation de l'Article 14.3 ci-après sera nul de plein droit en application de l'article L. 227-15 du Code de commerce.

14.2 Cession Libre

Par exception à l'Article 14.3, les Associés pourront librement céder entre eux tout ou partie des Titres qu'ils détiennent et tout Associé pourra librement céder tout ou partie des Titres qu'il détient à un ou plusieurs Affiliés (une « **Cession Libre** ») à la condition que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

(i) Que l'Affilié Cessionnaire se soit engagé à rétrocéder à l'Associé Cédant, ce dernier s'étant engagé à les acquérir ou à les faire acquérir par l'une de ses sociétés Affiliées, les Titres de la Société que l'Affilié détient, préalablement à la date à laquelle l'Affilié cessionnaire cesserait d'être Affilié de l'Associé Cédant ;

(ii) Que l'Affilié Cessionnaire ait préalablement adhéré à tout accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des Associés de la Société et la Société ;

(iii) Que l'Associé Cédant ait notifié son projet de Cession Libre aux autres Associés au moins dix (10) jours ouvrés avant la réalisation de cette Cession. Cette notification devra se conformer aux prescriptions de l'article 15 relatives à une Notification de Cession.

Une Cession Libre pourra également résulter d'un accord écrit et non-équivoque de l'ensemble des Associés de ne pas soumettre une Cession de Titres aux restrictions prévues par l'article 14.3. Cet accord pourra résulter d'un acte spécifique ou d'un accord général préalable dans le cadre d'un accord extrastatutaire conclu entre l'ensemble des Associés de la Société et la Société.

Tout autre Transfert de Titres, volontaire ou forcé, à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme que ce soit, alors même qu'il ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumis aux dispositions de l'Article 14.3 ci-après.

14.3 Inaliénabilité des Titres

Sous réserve de l'Article 14.2, aucune Cession ne sera possible dans le cas où l'Associé concerné serait soumis à une obligation d'inaliénabilité dans le cadre d'un accord de l'ensemble des Associés (cet accord pouvant résultant d'une convention entre eux).

Article 15. Notification de Cession

Sous réserve du cas d'une Cession à un Affilié réalisée conformément à l'article 14 des Statuts, si un Associé Cédant envisage la Cession de Titres à un Tiers (le « Cessionnaire Envisagé »), l'Associé Cédant transmettra à chaque Associé et à la Société une Notification de Cession.

La Notification de Cession devra contenir les informations suivantes :
- l'identité du ou des Cessionnaire(s) Envisagé(s) ;
- l'identité de la Personne Contrôlant en dernier ressort le ou les Cessionnaire(s) Envisagé(s) si cette information est connue ;
- le nombre, la nature et, le cas échéant, la catégorie des Titres devant être Cédés ;
- les conditions et modalités de la Cession envisagée (les « Conditions ») et notamment le prix (en numéraire) de Cession envisagé ;
- les liens financiers, capitalistiques ou autres, le cas échéant, existant entre l'Associé Cédant et le ou les Cessionnaire(s) Envisagé(s) ;

- les conditions affectant les engagements de l'Associé Cédant ou du ou des Cessionnaire(s) Envisagé(s), étant précisé qu'en tout état de cause, le projet de Cession devra impérativement être subordonné à la condition suspensive de l'absence d'exercice par les Bénéficiaires du Droit de Première Offre qui leur est reconnu au titre de l'article 16 des Statuts ;
- une description, le cas échéant, des accords ou engagements entre l'Associé Cédant et le ou les Cessionnaire(s) Envisagé(s) aux termes desquels le ou les Cessionnaire(s) Envisagé(s) consentiraient à l'Associé Cédant toute option ou promesse visant au rachat ultérieur par ce dernier de tout ou partie des Titres ainsi cédés ;
- la date prévisionnelle de réalisation du projet de Cession.

Dans le cas d'un projet de Cession à titre gratuit (la « Donation »), d'un projet de Cession dont le prix ne serait pas payé intégralement en numéraire (tel que notamment en cas d'apport, de fusion ou de scission) (l'« Opération d'Echange ») ou d'un projet de Cession dont les Titres cédés ne seraient pas le seul bien dont l'Associé Cédant envisage la Cession (l'«(Opération Complexe »), la Notification de Transfert devra également comporter les éléments de référence pris en compte et la(es) méthode(s) de valorisation retenue(s), la valeur des Titres cédés ainsi que, dans le cas d'une Opération d'Echange ou d'une Opération Complexe, la valeur des biens qu'il recevrait au titre de l'échange.

Si la Notification de Cession ne comprend pas l'ensemble des informations requises, les délais visés ci-dessous et prenant comme point de départ la date de la Notification de Cession ne commenceront à courir qu'à compter du jour de la réception par les Associés du ou des renseignements manquants.

Article 16. Droit de Première Offre

Chaque Associé consent à l'autre Associé (le « Bénéficiaire ») un droit de première offre tel que précisé ci-après (le « Droit de Première Offre ») en cas de projet de Cession de Titres de la Société dans les termes et conditions ci-après de telle sorte que tout projet de Cession de Titres par un Associé devra être présenté en priorité au Bénéficiaire.

Dès lors qu'un Associé envisagerait de céder tout ou partie de ses Titres (le « Sortant »), ce dernier devra adresser au Bénéficiaire une notification (le « Notification de Sortie ») faisant état de sa volonté de Cession de tout ou partie de ses Titres en indiquant le nombre et la nature des Titres dont la Cession est envisagée (les « Titres Offerts »).

Le Bénéficiaire disposera d'un délai de soixante (60) jours ouvrés à compter de la réception de la Notification de Sortie (le « Délai de Positionnement ») pour notifier au Sortant (avec copie à la Société) s'il entend exercer son Droit de Premier Offre en formulant une offre de rachat de tout ou partie des Titres que le Sortant souhaite céder (la « Proposition d'Achat »).

Si le Bénéficiaire n'a pas transmis une Proposition d'Achat dans le délai visé ci-dessus, il sera réputé avoir renoncé à son Droit de Première Offre et le Sortant sera (sauf si un autre Bénéficiaire a transmis une Proposition d'Achat) libre de céder ses Titres à tout Tiers selon des conditions précisées ci-après.

Toute Proposition d'Achat devra exprimer la volonté du Bénéficiaire d'acquérir tout ou partie des Titres Offerts, le prix proposé (lequel devra être exclusivement payable en numéraire) et les principales conditions du Transfert.
Suite à la réception de la Proposition d'Achat, le Sortant disposera d'une délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'expiration du Délai de Positionnement pour notifier son acceptation de la Proposition d'Achat (l' « Acceptation ») ou son refus de tout ou partie de la Proposition d'Achat émise par le Bénéficiaire. Il est précisé que l'absence de prise de position par le Sortant sur la Proposition d'Achat dans le délai visé ci-dessus vaudra refus tacite de la Proposition d'Achat faite.

En cas d'Acceptation par le Sortant, la Cession des Titres Offerts et le paiement du prix figurant dans la Proposition d'Achat devront être réalisés dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de l'Acceptation.

En cas de refus par le Sortant de la Proposition d'Achat formulée par le Bénéficiaire, le Cédant sera libre de céder les Titres à Céder à tout Tiers cessionnaire sous réserve cumulativement qu'une telle cession soit réalisée (i) à des

conditions juridiques non-dégradées (par exemple, le Sortant ne pourra pas consentir au Cessionnaire Envisagé une garantie d'actif et de passif tandis que la Proposition d'Achat ne l'aurait pas prévue), (ii) à un prix au moins supérieur de 10% par rapport à la Proposition d'Achat en termes de prix, (iii) que la Cession au profit du Cessionnaire Envisagé soit réalisée dans les douze (12) mois suivant l'expiration du Délai de Positionnement et (iv) le cas échéant, que le Cessionnaire Envisagé adhère à tout accord extra statutaire liant des Associés de la Société. Faute pour le Sortant de respecter ces conditions de Cession à un Tiers, la Cession en cause sera nulle et inopposable à la Société.

Faute pour le Sortant de procéder à la Cession de ses Titres dans le respect des termes prévus au paragraphe ci-dessus, il devra à nouveau, préalablement à tout autre projet de Cession de Titres, se conformer aux stipulations des présentes.

Il est expressément convenu que dans l'hypothèse où le Sortant céderait sa participation à un Cessionnaire Envisagé conformément aux stipulations du présent article, quelle qu'en soit l'hypothèse, le Bénéficiaire conservera la possibilité d'exercer tout droit de sortie conjointe dont il pourrait bénéficier en vertu de tout accord extrastatutaire.

TITRE III ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 17. Président.

17.1 Nomination

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou personne morale. Si le Président de la Société est une personne morale, il est représenté par son représentant légal.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des Associés statuant aux conditions des décisions collectives, pour une durée déterminée ou indéterminée. Le Président est rééligible.

Les fonctions de Président ne donnent pas lieu à rémunération.

17.2 Cessation des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci de l'une des procédures visées par le Livre VI du Code de commerce. En cas de décès, ou d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois (3) mois, il est pourvu à son remplacement par décision du Comité de Direction pour la durée du mandat restant à courir.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois, qui pourra toutefois être réduit par le Comité de Direction lors de la décision relative au remplacement du Président démissionnaire. La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des Associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres.

Le Président est révocable ad nutum, sans préavis ni indemnité (sans préjudice de l'allocation de dommages et intérêts en cas de révocation brutale ou décidée dans des circonstances injurieuses ou vexatoires), par la collectivité des Associés statuant aux conditions des décisions collectives.

En outre, le Président est révocable par la chambre commerciale du Tribunal judiciaire pour cause légitime, à la demande de tout Associé.

Article 18. Pouvoirs du Président.

Le Président représente la Société à l'égard des Tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et par les Statuts aux Associés (notamment dans la limite des pouvoirs conférés au Comité de Direction).

Dans les rapports entre Associés, le Président peut, sous réserve des pouvoirs spécifiques accordés à la collectivité des Associés par les stipulations des Statuts, faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et conformes aux Statuts.

Le Président a la faculté de déléguer, sous sa responsabilité, à toute personne physique ou morale de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Article 19. Comité de Direction

Au sein de la Société, un organe collégial dénommé « Comité de Direction » est institué qui assume le contrôle permanent de la gestion de la Société tant que la Société est détenue par plusieurs Associés (ci-avant et ci-après le « **Comité de Direction** »).

19.1 Composition

Chaque Associé de la Société désigne un représentant, personne physique ou morale, comme membre du Comité de Direction. Tout membre personne physique désigné par un Associé doit être employé ou mandataire social dudit Associé ou d'un Affilié de l'Associé qu'il représente. Les membres personnes morales sont représentés par un représentant permanent désigné à cet effet.

Chaque Associé notifie à la Société dans les dix (10) jours de la signature des statuts le nom des personnes désignées pour être membres du Comité de Direction. Lors de la nomination des membres du Comité de Direction, l'Associé qui les nomme, désigne également un membre suppléant chargé d'assister aux séances et de prendre part au vote des délibérations du Comité de Direction en lieu et place du membre titulaire qu'il supplée en son absence.

Par la suite, en cas de changement des membres du Comité de Direction, le ou les Associés concernés notifieront le nom du nouveau membre du Comité de Direction désigné par leurs soins à la Société.

Chaque Associé pourra également révoquer les membres qu'il a désignés sans avoir à fournir un quelconque motif.

La durée des mandats des membres du Comité de Direction titulaires et suppléants est indéterminée. Le mandat n'est pas rémunéré.

En cas de démission d'un des membres du Comité de Direction, l'Associé qui l'avait désigné est tenu de désigner un nouveau membre pour le remplacer, dans un délai de deux (2) semaines à compter de la date d'effet de la démission dudit membre.

19.2 Secrétaire du Comité de Direction et Président

Le secrétariat du Comité de Direction est assuré par un représentant de l'Associé majoritaire ou par une personne désignée en cette qualité par un représentant de l'Associé majoritaire en début de séance, dénommée « Secrétaire du Comité de Direction ».

Il doit veiller au bon fonctionnement du Comité de Direction. A ce titre, il doit s'assurer de la régularité des convocations et de la tenue des réunions du Comité de Direction.

Le Président de la Société présidera le Comité de Direction. Il ne dispose pas de voix délibérative.

19.3 Délibérations du Comité de Direction

19.3.1 Généralités

Le Comité de Direction se réunit au moins deux fois par an, sur convocation d'un de ses membres, du Secrétaire du Comité de Direction ou du Président.

Les convocations sont obligatoirement faites par écrit (par tout procédé, y compris par voie de message électronique) au moins huit (8) Jours Ouvrés à l'avance et devront inclure l'ordre du jour de la réunion du Comité de Direction. L'auteur de la convocation communiquera dans le même délai, à tous les membres du Comité de Direction tous les documents et informations disponibles nécessaires à l'accomplissement de leur mission et leur permettant de prendre des décisions éclairées.

Le Comité de Direction est convoqué et tient séance au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation, étant précisé que les membres du Comité de Direction peuvent assister à la réunion par voie de conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance permettant l'identification dudit membre. Il est présidé par le Président du Comité de Direction ou, si ce dernier n'est pas présent, par l'un des membres du Comité de Direction désigné à la Majorité Simple par le Comité de Direction.

Les membres du Comité de Direction pourront se faire représenter par un autre membre du Comité de Direction ou par tout salarié, employé ou mandataire social de l'Associé dont la représentation au Comité de Direction est concernée, dûment muni d'un pouvoir à cet effet.

De plus, chaque membre peut se faire assister par une ou plusieurs autres personnes physiques, employée ou mandataire social de l'Associé ou d'un Affilié de l'Associé qu'il représente, qui n'aura (ou n'auront) pas voix délibérative.

Les décisions du Comité de Direction seront matérialisées par un procès-verbal, lequel sera rédigé dans les conditions fixées au 19.3.3. ci-dessous. La signature par e-mail ou par tout procédé électronique dudit procès-verbal sera autorisée.

19.3.2 Quorum/Majorité

(i) Sur première convocation, le Comité de Direction ne pourra valablement délibérer que pour autant que tous les membres du Comité de Direction sont présents ou représentés (le « ***Premier Comité »***).

(ii) Si le Premier Comité ne peut se tenir valablement conformément au (i) ci-dessus, une nouvelle convocation devra être effectuée immédiatement en vue d'une nouvelle réunion du Comité de Direction à tenir, sauf cas d'urgence, dans les QUINZE (15) jours calendaires du Premier Comité (le « ***Second Comité »***) selon les règles prévues au paragraphe ci-dessous.

Le Second Comité ne pourra valablement délibérer sur les décisions qui requièrent une adoption à l'unanimité que si les membres présents ou représentés représentent plus de 70 % de la Participation globale de tous les Associés ayant une représentation au Comité de Direction.

Le Second Comité ne pourra valablement délibérer sur les décisions qui requièrent une Majorité Simple que si les membres présents ou représentés représentent plus de 50% de la Participation globale de tous les Associés ayant une représentation au Comité de Direction.

(iii)Au sein du Comité de Direction, les décisions sont prises à la Majorité Simple ou à l'unanimité des membres présents ou représentés lorsqu'elle est requise, conformément aux stipulations fixées à l'article 19.3.4 ci-après.

19.3.3 Procès-verbaux

Les délibérations du Comité de Direction, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Ce registre est tenu au siège de la Société, il pourra prendre une forme dématérialisée. Les procès-verbaux sont signés par les membres du Comité de Direction.

Les procès-verbaux sont établis par le Secrétaire du Comité de Direction et indiquent notamment le mode de délibération, la date de délibération, les membres du Comité de Direction présents ou représentés ou absents, ainsi que toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, le nom du président de séance, les questions à l'ordre du jour, les débats et les résultats des votes.

Le Secrétaire du Comité de Direction adresse, par tous moyens, dans les dix (10) Jours Ouvrés suivant la date de la réunion du Comité de Direction, le projet de procès-verbal à chaque membre du Comité de Direction.

Chaque membre du Comité de Direction ayant assisté à la réunion disposera d'un délai de huit (8) jours maximum suivant réception du procès-verbal pour émettre tout commentaire ou signer le procès-verbal. En l'absence de commentaires formulés dans le délai prévu, le procès-verbal sera réputé accepté par les membres du Comité de Direction. Cette acceptation devra être suivie d'une signature en original par au moins l'un des membres du Comité de Direction présents lors du Comité de Direction suivant.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

19.3.4 Pouvoirs du Comité de Direction

Relèvent de la compétence exclusive du Comité de Direction et sont prises à l'unanimité des voix des membres du Comité de Direction présents ou représentés les décisions suivantes définies de façon limitative :

- Conclusion de toute caution, aval, garantie, prêt ou emprunt par la Société, en ceux compris les contrats de financement ;
- Validation et actualisation du Plan d'Affaires et du budget Annuel, ayant pour conséquence une diminution du TRI Projet sous la valeur du TRI Projet Minimum. Dans le cas d'un besoin de financement supplémentaire, il est rappelé que l'Associé Majoritaire pourra contribuer seul à ces besoins via le compte courant d'associé
- Toute modification ou résiliation des Contrats principaux ; une modification est dite significative lorsqu'elle se traduit par une diminution du TRI Projet sous la valeur du TRI Projet Minimum ;
- Toute décision de la Société susceptible de conduire à un cas de défaut au titre des contrats de financement ;
- Création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ;
- Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association ;
- Toute décision représentant un investissement ou un engagement de la Société d'un montant supérieur à un million (1.000.000) euros hors taxes à l'exception des cas où cet investissement ou cet engagement serait prévu dans le Budget Annuel ou le Plan d'Affaires ;
- Toute demande d'appel de fonds en compte-courant d'associés auprès de l'Associé Minoritaire, à la condition que les besoins en trésorerie de la Société soient établis ;
- Toute décision d'appel de fonds en compte-courant d'associés auprès de l'Associé Minoritaire dans les mêmes conditions que pour l'Associé Majoritaire ;
- Toute décision concernant un litige, de la Société d'un montant supérieur à deux cent cinquante mille (50.000) euros hors taxes à l'exception des cas où ce litige serait prévu dans le Budget Annuel

Relèvent de la compétence exclusive du Comité de Direction et sont prises à la Majorité Simple les décisions suivantes :

- Toute conclusion, modification et/ou résiliation par la Société d'une convention conclue, directement ou indirectement, avec un Affilié, un actionnaire, un membre du Comité de Direction, un

administrateur, un mandataire social et/ou tout autre dirigeant de la Société (en ce compris toute convention réglementée visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce) ;

- Toute conclusion, modification et/ou résiliation par la Société du contrat de fourniture de gaz alimentant la station ;
- Arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion préparé par le Président ;
- Validation et actualisation du Plan d'Affaires et du Budget Annuel, n'ayant pas pour conséquence une diminution du TRI Projet sous la valeur du TRI Projet Minimum ;
- Toute modification ou résiliation des Contrats Principaux ne conduisant pas à une diminution du TRI Projet sous la valeur du TRI Projet Minimum ;
- Toute décision concernant un litige, de la Société d'un montant supérieur à cinquante mille (50.000) euros hors taxes et inférieur ou égal à deux cent cinquante mille (250.000) euros hors taxes à l'exception des cas où ce litige, serait prévu dans le Budget Annuel
- Toute décision par la Société ou l'une de ses filiales de recrutement, de licenciement ou de modification du contrat de travail.

Article 20. Conventions entre la Société, le Président, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses Associés détenant plus de 10% des droits de vote.

20.1

La procédure de contrôle des conventions est celle prévue par l'article L.227-10 du Code de Commerce sous réserve de l'exception prévue à l'article L. 227-11 du Code de commerce.

20.2

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de Commerce sont applicables, dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

20.3

Le commissaire aux comptes présente à la collectivité des Associés un rapport sur ces conventions.

Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation par le Président, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les Associés statuent chaque année lors de l'approbation des comptes de l'exercice sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'Associé intéressé participant au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Article 21. Commissaires aux comptes.

Le contrôle de la Société est exercé par un ou deux commissaires aux comptes titulaires nommés et exerçant leur mission dans les conditions prévues par la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES

Article 22. Pouvoirs / Majorité.

Toutes les décisions autres que celles énumérées ci-après sont de la compétence du Président.

Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, les décisions devant être prises par la collectivité des Associés sont de la compétence de l'Associé unique.

22.1 Relèvent de la compétence exclusive de la collectivité des Associés, statuant à l'unanimité, les décisions suivantes :

(a) Modification des Statuts et notamment :
- Augmentation, réduction, amortissement du capital social ;
- Toute émission ou attribution, immédiate ou à terme, directe et/ou indirecte, de Titres pouvant donner accès au capital et/ou aux droits de vote de la Société ou de ses filiales ;
- Fusion, scission, apport partiel d'actif ou toute autre réorganisation, cession totale ou partielle de fonds de commerce ou mise en location-gérance ;
- Transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- Extension ou modification de l'objet social de la Société.

(b) Prorogation, dissolution et liquidation de la Société, ainsi que nomination du liquidateur et approbation des comptes annuels en cas de liquidation, désignation de tout mandataire judiciaire (dont notamment tout mandataire ad hoc et/ou tout conciliateur) ;

(c) Suppression du droit préférentiel de souscription lors de toute augmentation de capital ou émission de Titres de la Société ;

(d) Changement significatif des règles comptables adoptées pour la Société ;

(e) Dérogation au principe de la distribution du dividende ;

(f) Nomination et renouvellement du ou des commissaires aux comptes ;

(g) Et plus généralement celles nécessitant l'accord unanime des Associés en vertu de la loi ou des règlements, telles que celles prévues à l'article L. 227-19 du Code de commerce, ainsi que celles portant augmentation des engagements d'un Associé ;

(h) Constitution de toute sûreté et de tout privilège sur les Titres de la Société, y compris ceux prévus aux Contrats de Financement.

22.2 Relèvent de la compétence exclusive de la collectivité des Associés, statuant à la Majorité Simple, les décisions suivantes :

(a) Nomination, renouvellement, fixation de la rémunération et révocation du Président ;

(b) Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

(c) Approbation du rapport du ou des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Article 23. Quorum.

Les décisions relevant de la compétence de la collectivité des Associés autres que celles adoptées à l'unanimité seront valablement adoptées à la Majorité Simple, dans les conditions de quorum stipulées ci-après, le nombre de voix de chaque Associé étant proportionnel au nombre de parts de capital qu'il détient.

Pour toutes les décisions autres que celles adoptées à l'unanimité, la collectivité des Associés, réunie sur première convocation, ne pourra valablement délibérer que pour autant que tous les Associés soient présents ou représentés (la « Première Assemblée »).

Si le quorum requis lors de la Première Assemblée n'est pas atteint, une nouvelle convocation sera effectuée immédiatement en vue d'une nouvelle réunion de la collectivité des Associés à tenir dans les dix (10) jours de la date prévue pour la Première Assemblée (la « Deuxième Assemblée »).

Lorsque la collectivité des Associés est réunie sur deuxième convocation, celle-ci ne pourra valablement délibérer sur les décisions qui requièrent une adoption à l'unanimité que pour autant que les Associés présents ou représentés représentent plus de 70 % du capital social et des droits de vote de la Société.
Lorsque la collectivité des Associés est réunie sur deuxième convocation, celle-ci ne pourra valablement délibérer sur les décisions qui requièrent une adoption à la Majorité Simple que pour autant que les Associés présents ou représentés représentent plus de 50 % du capital social et des droits de vote de la Société.

Article 24. Modalités de tenue des réunions.

24.1 Les décisions sont prises :

- Soit aux termes d'une assemblée générale qui pourra se tenir par visioconférence ou tous autres moyens de télécommunication dématérialisés ;
- Soit aux termes d'une consultation par correspondance ;
- Soit aux termes d'une décision unanime prise au moyen d'un acte.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels de la Société doit être effectuée en assemblée générale.

24.2 Assemblées générales

- Présentiel

L'assemblée générale est convoquée par le Président ou, en cas de carence de ce dernier, par un mandataire désigné en justice. Toutefois, un Associé détenant seul une Participation au moins égale à 5 % du capital social et des droits de vote de la Société dispose du droit de convoquer les assemblées générales.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est faite par tous moyens, quinze (15) jours au moins avant la date de réunion ; elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation et est accompagnée de tous les documents nécessaires à la parfaite information des Associés quant aux questions portées à l'ordre du jour.

Toutefois, le délai de quinze (15) jours) précité peut être réduit avec l'accord unanime des Associés.

Tout Associé est représenté par une personne physique qui doit être un(e) employé(e) ou un (e) représentant(e) légal(e) de l'Associé qu'elle représente et munie d'un pouvoir régulier à cet effet. Les Associés peuvent désigner un mandataire permanent ayant pouvoir de les représenter à toutes les assemblées générales jusqu'à révocation écrite dudit mandat.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les délibérations sont constatées par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms ou dénomination du président de séance, des Associés présents ou représentés et des mandataires, le nombre d'actions ayant ou non le droit de vote détenu par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée générale, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Le procès-verbal de la réunion est signé par le Président et l'un des Associés présents ou par leur représentant.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour, sauf accord unanime de tous les Associés.

- Téléréunion

Les assemblées générales peuvent se tenir sous la forme d'une vidéoconférence ou d'une audioconférence (téléréunion).

Les dispositions relatives à l'initiative de la réunion, aux délais de convocation, à la représentation des Associés, à sa convocation, à l'ordre du jour, s'appliquent *mutatis mutandis* aux téléréunions.

Toutefois, le président de séance établit un procès-verbal de la téléréunion mentionnant le résultat des votes et le notifie, dans les deux jours ouvrables à compter de la date de la téléréunion, à tous les Associés. Les décisions prises lors de la téléréunion deviennent effectives dès le retour dudit procès-verbal signé par chaque Associé présent ou représenté lors de la téléréunion ou dans les huit (8) jours ouvrables à compter de la date d'envoi du procès-verbal à défaut de retour ou d'observations communiquées à la Société par lettre recommandée avec avis de réception reçue dans ledit délai.

Le président de séance modifie le procès-verbal de la téléréunion en conséquence des retours et des observations des Associés ayant fait part de leurs observations dans les délais et conditions précitées et notifie ledit procès-verbal révisé à tous les Associés dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de l'expiration du délai de (8) jours ouvrables précité donné aux Associés pour formuler leurs observations.

24.3 Consultations par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le Président ou, en cas de carence de ce dernier, un Associé détenant seul ou avec ses Affiliés une Participation au moins égale à 5 % du capital social et des droits de vote, adresse à chaque Associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée ou par courriel le texte des résolutions proposées au vote, ainsi que les documents nécessaires à la parfaite information des Associés.
Les Associés disposent d'un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date d'envoi du projet des résolutions pour émettre leur vote par tout moyen.

Le Président établit un procès-verbal de la consultation écrite mentionnant la réponse de chaque Associé.

Toute abstention exprimée lors de la consultation écrite ainsi que l'absence d'indication de vote ou le fait pour l'Associé de ne pas faire parvenir sa réponse dans le délai visé ci-dessus seront assimilés à un vote défavorable à l'adoption de la résolution.

24.4 Décisions collectives prises au moyen d'un acte unanime

Les décisions collectives prises par acte sous seing privé ou notarié auquel interviennent tous les Associés, lorsqu'elles sont légalement possibles, ne donnent pas lieu à convocation, ni à délai pour les documents relatifs à l'information des Associés.

Elles sont opposables à la Société à partir du moment où son Président, s'il n'est pas Associé, en a eu connaissance et dès leur signature par l'ensemble des Associés si le Président est Associé.

Article 25. Droit de communication des Associés.

Pour toute décision collective des Associés, chacun d'eux a droit d'obtenir communication :
- du rapport du Président ou de l'auteur de la convocation,
- du texte des résolutions proposées au vote des Associés,

- des rapports du ou des commissaires aux comptes dont l'établissement pourrait être requis par la loi,
- des rapports dont l'établissement pourrait être requis par la loi par tous autres commissaires (aux apports, à la fusion, etc..) ainsi que des traités d'apport, fusion, ou autres sur lesquels les Associés seraient appelés à statuer.

Pour toute décision collective ayant trait à l'approbation des comptes sociaux, chacun d'eux à droit d'obtenir en outre les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés.

Enfin, à toute époque de l'année les Associés disposent d'un droit de communication permanent, qui s'exerce au siège social et qui porte sur les documents suivants des trois derniers exercices :
- les inventaires et les comptes annuels,
- le cas échéant, les comptes consolidés,
- la liste des Présidents,
- la liste des Associés,
- les rapports du Président,
- les procès-verbaux des décisions collectives intervenues au cours des trois derniers exercices et les feuilles de présence à ces assemblées (auxquels doivent être joints, s'il en existe, les procurations et les formulaires de vote par correspondance),
- les rapports généraux et spéciaux du ou des commissaires aux comptes et des commissaires aux apports, à la fusion, à la scission,
- s'il y a lieu, les bilans sociaux.

Le droit de communication permanent est exercé au siège social par tout Associé, ceci à toute époque de l'année, à charge de prévenir la Société au moins huit (8) jours par avance.

Sauf en ce qui concerne l'inventaire, les Associés peuvent prendre copie des documents mis à leur disposition.

Article 26. Exercice social.

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 27. Comptes annuels.

Il est tenu une comptabilité des opérations sociales conformément à la loi.
A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Un état des cautionnements, avals et garanties donnés et des sûretés consenties par la Société est annexé au bilan.

Le Président établit un rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion est établi, et les activités en matière de recherche et de développement.

Toutefois lorsque la Société est une petite entreprise au sens des articles L. 123-16 et D. 123-200, 2° du Code de commerce, elle est dispensée de l'obligation d'établir un rapport sur la gestion de la Société pour l'exercice écoulé. La collectivité des Associés, approuve les comptes annuels après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 28. Résultats sociaux.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des Statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les Associés à titre de dividende proportionnellement au nombre d'Actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, les Associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont l'assemblée générale a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'Associé unique ou aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de cette distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable et il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

La perte, s'il en existe, peut-être, après l'approbation des comptes par la collectivité des Associés, inscrite à un compte spécial de report à nouveau pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs.

La part de chaque Associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 29. Modalités de paiement des dividendes / Acomptes.

29.1

Une décision collective ordinaire des Associés, a la faculté d'accorder pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en Actions dans les conditions prévues par la loi.

La demande de paiement du dividende en Actions doit intervenir dans un délai fixé par décision collective ordinaire des Associés sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu, pour une durée ne pouvant excéder trois mois, par décision du Président, en cas d'augmentation de capital.

29.2

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective ordinaire des Associés ou, si elle lui en donne mandat, par le Président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire devra avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi en cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des Statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 30. Comité social et économique

Si un comité social et économique est institué, les délégués de ce comité exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président de la Société.

Article 31. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer les Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue dans le délai fixé par la loi, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des prescriptions visées ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les Associés n'ont pu valablement délibérer. Dans tous les cas le tribunal peut accorder à la Société un délai maximum de six mois pour régulariser la situation. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 32. Dissolution – liquidation ou transmission universelle du patrimoine.

32.1

Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les Statuts sauf prorogation par décision collective des Associés. La dissolution anticipée de la Société peut être prononcée par les Associés à tout moment.

32.2

Sauf en cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les Actions dans une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraine sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des Tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par la collectivité des Associés statuant aux conditions des décisions collectives.

Le liquidateur représente la Société, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable, et il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

Les Associés peuvent l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des Actions est effectué entre les Associés dans les mêmes proportions que leur Participation au capital.

32.3

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'Associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, s'il en est offert et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Toutefois, les dispositions ci-dessus relatives à la transmission universelle du patrimoine sans liquidation à l'Associé unique ne sont pas applicables si l'Associé unique est une personne physique, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 33. Contestations.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les Associés, soit entre la Société et l'Associé unique ou les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront, si elles ne peuvent être réglés à l'amiable, jugées conformément à la loi et soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Article 34. Nomination du premier Président

Est nommée en qualité de Présidente, pour une durée indéterminée :
La Société PROVIRIDIS, société par action simplifiée au capital de 770 010€, dont le siège social est sis 135 avenue Victoire, 13790 – Rousset et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence, sous le numéro 750 938 722, elle-même dûment représentée par Monsieur Eric RONCO.

Article 35. Commissaires aux comptes.

Est désigné aux fonctions de commissaire aux comptes, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à la décision collective des Associés qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028 :

SARL ARMINGOL & ASSOCIES, Commissaires aux comptes, au capital de 383.832 € n° SIRET 493 578 991 00017, sise Immeuble Hémilyte, 150, avenue Georges Pompidou, 13100 – Aix-en-Provence, représentée par Monsieur Jean-Luc ARMINGOL.

Laquelle, préalablement pressentie, a déclaré en ce qui la concerne, accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination.

Article 36. Engagements pour le compte de la Société en formation.

36.1. Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux Associés, ledit état est ci-annexé.

36.2. Les soussignées donnent mandat à Monsieur Eric RONCO, à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société :

- accomplir les démarches administratives et la prospection nécessaires à la constitution et à la mise en route de l'activité sociale,
- passer et souscrire, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels il est requis une autorisation préalable des Associés.

Ces actes et engagement seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés.

Article 37. Pouvoirs.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour procéder aux formalités de constitution de la Société et, notamment, pour remplir les formalités de publicité prévues par la loi.

Article 38. Frais.

Les frais, droits et honoraires des présents Statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la Société.

Fait à Strasbourg, le …

Réseau GDS
Société anonyme au capital de 9 778 000 euros, dont le siège est situé 14, place des Halles 67000 Strasbourg, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg, sous le numéro 548 501 113, représentée par Madame Martine MACK, en sa qualité de Directrice générale, dûment habilitée à l'effet de présente,

V.GAS SUD EST
Société au capital de 1 019 990 euros, ayant son siège social au 135 avenue Victoire, 13790 - Rousset, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence, sous le numéro 824 901 623, représentée par Monsieur Eric RONCO, en qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

La Société PROVIRIDIS, société par action simplifiée au capital de 770 010€, dont le siège social est sis 135 avenue Victoire, 13790 – Rousset et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence, sous le numéro 750 938 722, représentée par Monsieur Eric RONCO.
Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions de Président »

Annexe

Actes accomplis pour le compte de la Société en formation avant la signature des Statuts :

- Ouverture du compte bancaire à la banque **.....** pour dépôt des fonds constituant le capital social

Prise de participation dans le capital d'une nouvelle société d'exploitation-maintenance et commercialisation de Bio GNC/GNC par la SEM R-GDS

---

1. Contexte

R-GDS souhaite implanter une nouvelle station multi énergies (BioGNC/GNC) sur le territoire de la Meinau – Rue de la Plaine des Bouchers.

La station BioGNC/GNC existante et installée Rue du Doubs est vieillissante et inadaptée aux nouveaux usages. En effet le succès que connaît le bioGNC/GNC conduit un nombre grandissant de véhicules à l'utiliser et ce alors que son accessibilité ne le permet pas créant des encombrements sur la rue du Doubs. Elle doit être remplacée par une station de plus grande capacité installée sur le terrain acquis par R-GDS au 78, rue de la Plaine des Bouchers.

En janvier 2022 R-GDS a lancé un appel d'offre de conception-réalisation et exploitation-maintenance d'une station multi-énergies (BioGNC/GNC) au sein d'une société dédiée qui serait constituée entre le candidat retenu et R-GDS.

2. Exploitation commerciale et maintenance technique de la nouvelle station

R-GDS souhaite créer une société commune avec le constructeur de la station pour l'exploitation commerciale et la maintenance technique de cette dernière. Il s'agit pour R-GDS d'être associée à la qualité du service rendu et de valoriser son savoir-faire acquis à travers l'exploitation et la maintenance de la station de la rue du Doubs notamment.

En raison de la proximité géographique de la station avec les locaux techniques de R-GDS, les équipes de maintenance de R-GDS pourront assurer une astreinte, ainsi que toutes les opérations de maintenance de niveau 1 sur la station.

R-GDS, propriétaire du terrain et de cette station, les louera à la société commune pour une durée de 15 ans à compter de la date de mise en service de l'installation. L'objectif est de mettre en service l'installation en janvier 2024.

3. Partenaire retenu à l'issue de l'appel d'offres

À l'issue de l'appel d'offres et des réunions de négociation qui se sont tenues depuis le dépôt des dossiers, l'offre de la société V.GAS SUD EST a été retenue pour fournir la station et être le partenaire de R-GDS dans la société d'exploitation - commercialisation. Outre une parfaite compréhension des clauses du cahier des charges, V.GAS SUD EST permet à la future société de bénéficier de perspectives importantes de développement commercial à travers les entreprises déjà clientes du réseau V-GAS et du prix affiché à la pompe structurellement moins élevé que ceux affichés par la concurrence.

V.GAS SUD EST est une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelles ayant son siège social à ROUSSET 13790, 135 Avenue Victoire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro unique d'identification SIRET : 824 901 623 00010. Elle est représentée par M. Eric RONCO en qualité de Président de la société COMBISYS, société présidente de la société PROVIRIDIS, société présidente de la société V.GAS SUD EST.

C'est une société ayant pour activité principale le financement, l'installation, l'exploitation et la promotion de stations de carburants et énergies alternatifs, notamment le gaz naturel pour véhicule, le biométhane, l'électricité et l'hydrogène.
Il s'agit d'une entreprise en plein développement. La CDC est actionnaire de la société PROVIRIDIS, maison-mère de V.GAS SUD EST dont PROVIRIDIS est l'associée unique.

4. Caractéristiques de la société, détenue minoritairement par R-GDS

En raison des exigences de son autorité de régulation, la Commission de Régulation de l'Energie, R-GDS participera selon des principes stricts à la société commune, à savoir :

- une détention minoritaire : 40% des parts ;
- une absence de pouvoir de contrôle.

La société aura la forme d'une Société par Actions Simplifiée avec pour objet exclusif l'exploitation de la station multi-énergies située 78, rue de la Plaine des Bouchers.
Le capital social de la société sera de 100 000 €. La faiblesse du capital social s'explique par le fait que la société ne sera pas propriétaire de la station et qu'elle n'aura donc pas à porter l'investissement dans la station.

Son siège social sera situé 14, place des Halles à Strasbourg.

Le nom de la société sera définitivement arrêté à la signature des statuts.

La société sera administrée par un Président, personne physique ou morale. Il représentera la société à l'égard des tiers et sera investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Un Comité de Direction sera mis en place, chaque associé désignant un titulaire et un suppléant en son sein.

5. Avis du Conseil d'administration de R-GDS

Le Conseil d'Administration de R-GDS a validé lors de sa séance du 19 octobre 2022 :

- Le choix de la société V.GAS SUD EST pour la construction.
- Les conditions dans lesquelles la construction (contrat clé en mains pour le compte de R-GDS, propriétaire de la station) et l'exploitation seront menées (création d'une société d'exploitation dédiée, avec R-GDS comme actionnaire minoritaire, versant à R-GDS des loyers pour exploiter la station qui appartient à R-GDS).
- La participation de R-GDS à hauteur de 40 000 € au capital de la société d'exploitation.
- Un TRI actionnaire prévisionnel pour R-GDS dans la société d'exploitation supérieur à 6%.

- L'absence d'abondement automatique en comptes courants d'associés de la part de R-GDS. L'exposition financière de R-GDS se limite donc au montant engagé pour le capital social, à savoir 40 000 €, en l'absence de tout abondement en compte courant qui serait décidé par le Conseil d'Administration de R-GDS.

Il a préalablement pris connaissance de l'ensemble des risques et des mesures de maîtrise de risque afférentes. Concernant spécifiquement la future société d'exploitation dont R-GDS sera actionnaire, il s'agit des risques suivants :

- Le **risque commercial** de la société exploitant la station GNV, maîtrisé au regard, d'une part des perspectives de développement de flottes, déjà actées, des clients situés en proximité avec la station et, d'autre part, des niveaux de prix pratiqués par Proviridis dans les stations françaises, comparativement aux prix historiquement pratiqués sur Strasbourg.

- Le **risque d'exploitation de la société** exploitant la station GNV, maîtrisé au regard de l'analyse faite par les services de R-GDS rompu à la maintenance de plusieurs stations qui confirme la pertinence des coûts pris en compte par Proviridis dans ses éléments de prospective financière.

- **Le risque de défaillance et gros renouvellement de la station GNV propriété de R-GDS** maîtrisé, au regard de la garantie constructeur inscrite dans le CCAP de la mise en concurrence organisée par R-GDS ainsi que de l'intégration des équipements dans le contrat de maintenance mis en place par Proviridis vis-à-vis de la future société d'exploitation (en cas de défaillance imputable à Proviridis).

6. Avis du Comité Social et Économique de R-GDS

Conformément à l'article L2312-8 du code du travail, le comité social et économique a été consulté pour émettre un avis sur ce projet de création de filiale. L'avis rendu était le suivant : « *Le CSE se prononce favorablement sur la création de la société d'exploitation de la station multi-énergie avec V.GAS SUD EST et sur l'implication des salariés de l'entreprise dans les opérations de maintenance. Le CSE alerte toutefois sur les questions de personnel à anticiper : formation, astreinte et sur la charge de travail pour les équipes en place* »

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Avenant n°5 à la convention de groupement de commandes relative à l'adhésion à la plateforme mutualisée de dématérialisation "Alsace Marchés Publics" : déploiement de nouveaux services complémentaires au profil acheteur mutualisé.

Numéro V-2023-165

La plateforme mutualisée dédiée à la dématérialisation des marchés publics dénommée «Alsace Marchés Publics», mise en service en octobre 2012, est hébergée et maintenue par la société ATEXO.

Un groupement de commandes associant la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement, la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération et des membres contributeurs, a été constitué par convention en date du 14 septembre 2021 pour développer la plateforme Alsace Marchés Publics.

I – Déploiement de nouveaux services complémentaires au profil acheteur mutualisé

A l'occasion de la consultation relative à l'hébergement et à la maintenance du profil acheteur mutualisé, réalisée courant 2021, les fondateurs et les contributeurs ont formulé le souhait de pouvoir se doter, par le biais du groupement, de services complémentaires répondant à leurs besoins respectifs dans un objectif de plus de dématérialisation.
Le calendrier prévisionnel de déploiement des premiers nouveaux services retenus serait le suivant :
Ouverture aux acheteurs publics des services suivants :
- 1er trimestre 2023 - Documenthèque partagée d'achats réalisés,
- 2ème trimestre 2023 - Logiciel de rédaction à destination des collectivités non dotées,
- 3ème trimestre 2023 - Outil en ligne de statistiques et d'évaluation,
- 3ème trimestre 2023 - Logiciel d'élaboration d'une stratégie d'achat.

Ouverture aux entreprises des services suivants :
- 2ème trimestre 2023 - Logiciel de mise en relation des entreprises pour la co-traitance.

Cette dématérialisation assure un gain de temps pour les acheteurs publics et pour les entreprises.

II – Le financement de la plateforme tel qu'organisé par la convention constitutive du groupement

A - Financement du profil acheteur mutualisé

Prévue à l'article 11.1 de la convention constitutive de groupement, la participation forfaitaire des contributeurs est relative aux seuls frais de fonctionnement du profil acheteur mutualisé Alsace Marchés Publics.
Après déduction du total des participations forfaitaires perçues de la part des membres contributeurs, les dépenses relatives aux frais de fonctionnement du profil acheteur mutualisé sont supportées par les membres fondateurs selon la clé de répartition suivante :

- la Collectivité européenne d'Alsace : 1/3,
- la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg : 1/3 (étant entendu que chacun de ces deux membres contribuera de manière distincte pour 1/6 ème chacun),
- la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération: 1/3 (étant entendu que chacun de ces deux membres contribuera de manière distincte pour 1/6 ème chacun).

Les nouveaux services pressentis sont actuellement exclus de l'application de l'article 11.1. en vigueur de la convention de groupement.

B – Financement de services complémentaires

En effet, l'article 11.2 de la convention de groupement prévoit que le déploiement de nouveaux services n'entrant pas dans le socle de base de la plateforme, fera l'objet d'un avenant définissant les modalités de participation financière de chacun des membres intéressés par les services et outils associés aux dépenses d'investissement et de fonctionnement. C'est l'objet même de la présente délibération.

III – Le financement de la plateforme tel que prévu par le projet d'avenant n°5 à la convention constitutive du groupement

Les profils des entités contributrices sont hétérogènes d'un point de vue de leurs capacités de financement. Aussi, afin de lever le frein que constitue le coût d'entrée à supporter l'année N pour ces nouveaux services (dépenses d'investissement + dépenses de fonctionnement du module afférent à chacun de ces nouveaux services) et de permettre au plus grand nombre de membres du groupement d'accéder à ces nouveaux services, la Collectivité européenne d'Alsace prend en charge intégralement les coûts totaux d'acquisition des services complémentaires précités, soit 104 500 € HT (125 400 € TTC).

L'augmentation du nombre potentiel d'entités utilisatrices permettrait, par la même occasion, de diminuer les coûts de fonctionnement par entité de ces services, les coûts de fonctionnement étant divisés par le nombre d'entités utilisatrices. Les coûts de fonctionnement, seuls à la charge de chaque entité, seraient alors très avantageux et inférieurs à ceux qui ont pu être constatés auprès d'autres éditeurs de plateforme.

Pour les coûts de fonctionnement annuels (hébergement et maintenance) de chacun des nouveaux services associés de collaboration à distance visés dans le projet d'avenant n°5, la clé de répartition proposée est la suivante : **prise en charge du coût annuel en euros TTC du module afférent au service concerné à parts égales par l'ensemble des entités**

utilisatrices de celui-ci, peu importe la date d'adhésion de ces entités aux nouveaux services associés en cours d'année.

Pour supporter cette prise en charge intégrale des investissements, le 24 mars 2022, la Collectivité européenne d'Alsace a déposé auprès de la Région Grand-Est une demande d'aide FEDER dans le cadre du programme REACT-EU en vue du financement des investissements inhérents à l'optimisation des services de collaboration à distance de la plateforme dématérialisée Alsace Marchés Publics. Cette aide a été obtenue par décision de la Région Grand-Est du 17 octobre 2022 pour un montant de 83 600 €.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 11.2 de la convention de groupement, le projet d'avenant n°5 y afférent, qui sera signé par tous les membres du groupement, vise notamment à fixer les modalités de financement des coûts de fonctionnement annuel de chaque nouveau module précité. Il étend également le mandat confié à la Collectivité européenne d'Alsace en tant que coordonnateur du groupement et facilite la procédure d'adhésion des nouveaux membres contributeurs. Enfin, il introduit des dispositions relatives au Règlement Général sur la Protection des Données. Il est joint en annexe au présent rapport.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la clé de répartition suivante pour le financement des coûts de fonctionnement annuel (hébergement et maintenance) de chacun des nouveaux services associés de collaboration à distance visés dans l'avenant n°5 : prise en charge du coût annuel en euros TTC du module afférent au service concerné à parts égales par l'ensemble des entités aux nouveaux services associés en cours d'année,*

- *le montant de la participation au titre des services complémentaires à la charge de la ville de Strasbourg à hauteur de 4 657 € TTC / an,*

- *les termes de l'avenant n°5 à la convention constitutive du groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs à l'hébergement, la maintenance et le développement de la plateforme mutualisée Alsace Marchés Publics et divers services associés signée le 14 septembre 2021, joint en annexe à la présente délibération. Cet avenant prévoit notamment la clé de répartition précitée entre entités utilisatrices pour le financement des coûts de fonctionnement annuel (hébergement et maintenance) de chaque nouveau service associé de collaboration à distance visé dans l'avenant n °5 ; il étend également le mandat confié à la Collectivité européenne d'Alsace en tant que coordonnateur du groupement et facilite la procédure d'adhésion des nouveaux*

membres contributeurs ; enfin, il introduit des dispositions relatives au Règlement Général de la Protection des Données,

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e à signer cet avenant et à accomplir tout acte afférant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155406-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Avenant n°5 à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs à l'hébergement, la maintenance et le développement de la plateforme mutualisée Alsace Marchés publics et divers services associés

MODALITES DE FINANCEMENT DE SERVICES ET OUTILS SPECIFIQUES

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs à l'hébergement, la maintenance et le développement de la plateforme mutualisée Alsace Marchés publics et divers services associés, signée le 14 septembre 2021 entre les membres fondateurs suivants :

- **la Collectivité européenne d'Alsace**, représentée par M. Frédéric BIERRY, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n° CP 2022-….. du ……..,
- **la Ville de Strasbourg**, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, habilitée pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,
- **l'Eurométropole de Strasbourg**, représentée par Mme Pia IMBS, habilitée pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n° ……..,
- **la Ville de Mulhouse**, représentée par Mme Michèle LUTZ, habilitée pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,
- **Mulhouse Alsace Agglomération**, représentée par M. Fabian JORDAN, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,

Et les membres contributeurs suivants :

- **la Commune de Fegersheim**, représentée par M. Thierry SCHAAL, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,
- **Habitation Moderne**, représentée par Mme Virginie JACOB, habilitée pour signer le présent avenant n° 5,
- **la Commune de Haguenau**, représentée par M. Claude STURNI, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,
- **la Communauté d'Agglomération de Haguenau**, représentée par Claude STURNI, habilité pour signer le présent avenant n°5 en vertu d'une délibération n°…… ,
- **la Commune de Hœnheim**, représentée par M. Vincent DEBES, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,
- **la Commune d'Illkirch-Graffenstaden**, représentée par M. Thibaud PHILIPPS, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,
- **la Commune de Lingolsheim**, représentée par Mme Catherine GRAEF-ECKERT, habilitée pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération du……..,

- **la Commune de Molsheim**, représentée par M. Laurent FURST, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,

- **la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig**, représentée par M. Laurent FURST, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **la Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn**, représentée par M. Roger ISEL, habilité pour signer le présent avenant n°5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **la Commune de Saverne,** représentée par M. Stéphane LEYENBERGER, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **la Communauté de Communes du Pays de Saverne,** représentée par M. Dominique MULLER, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération N°……..,

- **la Commune de Sélestat,** représentée par M. Marcel BAUER, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **la Communauté de Communes de Sélestat,** représentée par M. Olivier SOHLER, , habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle**, représenté par M. Jean-Claude LASTHAUS, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **Alsace Habitat,** représentée par M. Nabil BENNACER, habilité pour signer le présent avenant n° 5,

- **la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS),** représentée par M. Emmanuel AUNEAU, habilité pour signer le présent avenant n° 5,

- **ARTE GEIE,** représenté par M. Emmanuel SUARD, habilité pour signer le présent avenant n° 5,

- **le Syndicat Mixte pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères de Molsheim et environs (SMICTOMME),** représenté par M. Jean-Philippe HARTMANN, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **CITIVIA SPL et CITIVIA SEM, membres du GIE EPL Sud Alsace**, représentés par Mme Florence GROSJEAN, habilitée pour signer le présent avenant n° 5,

- **la Commune de Wissembourg**, représentée par Mme Sandra FISCHER-JUNCK, habilitée pour signer le présent avenant n°5 en vertu d'une délibération n°……..,

- **la Communauté de communes du Pays de Wissembourg,** représentée par M. Serge STRAPPAZON, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,

- **la Communauté de communes du Ried de Marckolsheim,** représentée par M. Frédéric PFLIEGERSDOERFFER, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération n°……,

- **la Commune de Bischwiller,** représentée par M. Jean-Lucien NETZER, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération du……..,

- **la Commune de Brumath,** représentée par M. Etienne WOLF, habilité pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération……..,

Et les membres contributeurs suivants, intégrés par avenants respectifs n° 1, 2, 3 et 4 à la convention constitutive du groupement :

- **le Port autonome de Strasbourg,** représenté par Mme Claire MERLIN, habilitée pour signer le présent avenant n° 5,

- **Rhine Europe Terminals,** représenté par M. Mathieu KINDER, habilité pour signer le présent avenant n° 5,

- **la Commune de Schiltigheim,** représentée par Danielle DAMBACH, habilitée pour signer le présent avenant n° 5 en vertu d'une délibération du……,

- **la Commune de Saint-Louis,** représentée par Pascale SCHMIDIGER, habilitée à signer l'avenant n° 5 en vertu d'une délibération du …….

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1414-3,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 2113-6 et suivants,

Exposé des motifs :

Le présent avenant a pour objet d'apporter des modifications à la convention constitutive du groupement de commandes pour la passation de marchés publics relatifs au fonctionnement de la plateforme mutualisée (aussi « portail ») Alsace Marchés Publics afin d'y intégrer les modalités de participation financière de chaque membre du groupement (chaque membre fondateur et chaque membre contributeur) intéressé par l'utilisation de services et outils associés au portail acheteur Alsace Marchés Publics.

L'article 11.2 de la convention constitutive de groupement de commandes prévoit que les membres intéressés par la mise en place d'un service ou d'un outil complémentaire n'entrant pas dans le socle de base de la plateforme qui serait associé à celui de la plateforme, participent au financement pour son acquisition, son hébergement, sa maintenance et le cas échéant son développement.

Les modalités de participation financière de chacun des membres intéressés par les services et outils associés aux dépenses d'investissement et de fonctionnement de ces nouveaux outils ou services doivent être définis par voie d'avenant.

C'est l'objet principal du présent avenant n° 5.

Le présent avenant vise également à modifier les dispositions de l'article 4.1 de la convention constitutive de groupement relatives au mandat donné au coordonnateur du groupement, d'une part, en étendant la liste des mandants à tous les membres du groupement (et non plus seulement aux membres fondateurs) et, d'autre part, en facilitant et accélérant la procédure d'adhésion de chaque nouveau membre contributeur par la suppression de la disposition de l'article 4.1 prévoyant, avant la signature de chaque avenant d'adhésion entre le coordonnateur et le postulant, que des délibérations

concordantes des membres fondateurs doivent être prises pour approuver la demande d'adhésion.

Enfin, le présent avenant a pour objet de préciser le sens de certaines dispositions de la convention et notamment d'introduire des dispositions relatives au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Dispositif :

Sur la proposition de la Collectivité européenne d'Alsace, en tant que coordonnateur du groupement Alsace Marchés Publics, les membres du groupement de commande entendent apporter les modifications suivantes à la convention constitutive du groupement, dans sa version modifiée par les avenants n° 1, n° 2 n° 3, n° 4 :

Article 1

Les modifications suivantes sont apportées à la convention constitutive de groupement :

1.1. Modification de l'alinéa 3 de l'article 2 de la convention constitutive de groupement

L'alinéa 3 de l'article 2 « Objet du groupement de commandes » est ainsi modifié et complété, les modifications apparaissant en caractères gras et les suppressions apparaissant en caractères barrés :

« Elle a vocation à être complétée, le cas échéant, par un ou plusieurs avenants signés par l'ensemble des membres du groupement, pour en préciser, modifier ou compléter les termes au cas par cas, selon les contrats à conclure dans le cadre du groupement.

La présente convention concerne les modalités d'hébergement, de fonctionnement, de maintenance et de développement de la plateforme Alsace Marchés Publics, objet de la constitution du groupement. Dès lors, tout avenant à la présente convention, supposé intéresser le groupement en son entier, devra être approuvé et signé par l'ensemble de ses membres, excepté le cas des avenants visés à l'article 4.1 de la présente convention qui seront signés par le seul coordonnateur en vertu du mandat qui lui est confié. »

1.2. Modification de l'article 4.1 de la convention constitutive de groupement

L'article 4.1. « Mandat confié au coordonnateur de la convention » est ainsi modifié, les modifications apparaissant en caractères gras et les suppressions apparaissant en caractères barrés :

« Les membres fondateurs de la plateforme Alsace Marchés Publics **et les membres contributeurs du groupement** confient au coordonnateur du groupement le mandat de signer en leur nom et pour leur compte les actes suivants :

- Les avenants **à la présente convention** constatant l'adhésion d'un nouveau membre au groupement de commandes, après délibération du nouveau membre approuvant la présente convention et les modalités de contribution financière ;

- Les avenants constatant le changement de forme juridique d'un membre du groupement, le cas échéant après délibération (ou simple information) du membre concerné par la modification et, le cas échéant, délibérations des organes délibérants des membres fondateurs ;
- Les conventions d'adhésion à conclure avec toute nouvelle entité qui souhaiterait utiliser les services de **la plateforme** « Alsace Marchés Publics »;
- **Les modifications de l'annexe 1 à la présente convention précisant les membres utilisateurs des services associés et les modalités de répartition des coûts de fonctionnement de ces services associés, conformément à l'article 10.1 de la présente convention ;**

- Pour ester en justice, conformément à l'article 7 de la présente convention.

Le coordonnateur informe les membres du groupement des avenants et conventions d'adhésion signées dans le cadre de ce mandat **en leur adressant, dans les meilleurs délais, l'avenant d'adhésion conclu avec chaque nouveau membre et lui, ainsi que** lors des réunions du Comité technique du groupement (conformément à l'article **8.2**).

Le coordonnateur communique également la liste actualisée des membres utilisateurs des services associés figurant en annexe 1 à la présente convention lors d'une réunion du Comité technique.

En tout état de cause, le coordonnateur fournira tout document administratif, financier et technique se rapportant à sa mission, sur simple demande des membres du groupement. »

1.3. Modification de l'article 10.1 de la convention constitutive de groupement

L'article 10.1 « Adhésion de nouveaux membres » de la convention est ainsi modifié, les modifications apparaissant en caractères gras et les suppressions apparaissant en caractères barrés :

« Chaque nouveau membre adhère au groupement de commandes par délibération de son organe délibérant approuvant la présente convention et ses annexes, dont notamment les modalités de contribution financière. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur et peut être transmise aux autres membres sur demande.

Un avenant à la présente convention est ensuite conclu entre le nouveau membre et le coordonnateur du groupement, en vertu du mandat qui lui est confié par l'article 4.1 de la présente convention.

L'annexe 1 à la présente convention précisant les membres utilisateurs des services associés et les modalités de répartition des coûts de fonctionnement s'en trouve automatiquement modifiée par le coordonnateur.

Les nouveaux membres contributeurs ont accès aux services électroniques réservés aux membres fondateurs et contributeurs, non accessibles aux **bénéficiaires** à titre gratuit de la plateforme.

Quelle que soit la date d'adhésion d'un nouveau membre contributeur au cours de l'année, l'intégralité de la participation forfaitaire est due.

Dans le cas où de nouveaux membres financeurs rejoindraient le groupement de commandes, avant la date limite de réception des offres pour la passation du marché d'hébergement et maintenance de la plateforme, leur participation financière serait constatée par un avenant à

la présente convention, qui fixera le montant forfaitaire dû pour chaque nouveau membre ; le restant des dépenses (hors forfaits) devant être acquitté par les membres fondateurs selon la même clé de réparation que celle prévue à l'article 11.1. »

1.4. Ajout de dispositions à l'article 11.2 de la convention constitutive de groupement

L'article 11.2 « Financement de services et outils associés » de la convention est ainsi complété par les alinéas suivants :

« **Par dérogation aux dispositions du 1er alinéa du présent article, sont pris en charge intégralement par la Collectivité européenne d'Alsace, les coûts totaux d'acquisition des services complémentaires au portail acheteur Alsace Marchés Publics suivants :**

- **Documenthèque partagée d'achats réalisés**
- **Logiciel de rédaction des pièces administratives**
- **Outil en ligne de statistiques et d'évaluation**
- **Logiciel d'élaboration d'une stratégie d'achat.**

Chaque année, les coûts annuels en euros TTC de fonctionnement (hébergement et maintenance) des modules suivants seront divisés par le nombre de membres utilisateurs de ceux-ci et pris en charge à parts égales, peu importe la date d'adhésion de ces entités aux nouveaux services associés en cours d'année :

- **Documenthèque partagée d'achats réalisés**
- **Logiciel de rédaction des pièces administratives**
- **Outil en ligne de statistiques et d'évaluation**
- **Logiciel d'élaboration d'une stratégie d'achat.**

Le nombre de membres utilisateurs des modules précités faisant l'objet d'une répartition des coûts de fonctionnement est précisé dans l'annexe 1 à la présente convention. »

1.5. Modification des dispositions finales de la convention constitutive de groupement et création d'un nouvel article 14

La disposition finale de la convention, relative aux annexes, est intégrée dans un nouvel article 14 et ainsi modifiée, les modifications apparaissant en caractères gras soulignés :

« **ARTICLE 14 – Annexes à la convention**

Les annexes listées ci-après contiennent des dispositions ayant la valeur contractuelle des dispositions de la présente convention.

Les annexes à la présente convention sont ainsi listées :

- Annexe 1 : Annexe précisant les membres utilisateurs des services associés et les modalités répartition des coûts de fonctionnement,
- Annexe 2 : Charte d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics.

1.6. Création d'un nouvel ARTICLE 15 à la convention constitutive de groupement de commandes – Dispositions relatives au Traitement des données personnelles issues du Règlement général de la protection des données

Un nouvel article 15 portant sur les dispositions relatives au Traitement des données personnelles est introduit dans la convention constitutive de groupement de commandes :

> **« Article 15 - Dispositions relatives au Traitement des données personnelles issues du Règlement général de la protection des données :**

Les Parties se transmettent et se mettent à disposition mutuellement aux fins de réalisation de l'objet de la Convention des données, fichiers, etc., de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, constituant des données personnelles.

Les Parties s'engagent à agir conformément à la règlementation entourant la protection des données personnelles et s'engagent à cet égard à respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, transmises, traitées et à ne pas les réutiliser à d'autres fins.

Les Parties s'engagent notamment à respecter toutes les obligations découlant du « Règlement 2016/679 » et à ce que les personnes autorisées aient accès aux données personnelles dans la limite de l'exécution de la convention et s'engage à respecter la confidentialité liée à la Convention.

En matière de sécurité les Parties s'engagent à mettre en place et maintenir pendant toute la durée de la Convention toutes les mesures techniques et organisationnelles, notamment toutes les mesures de sécurité adaptées à la nature des données personnelles traitées et aux risques présentés par les éventuels Traitements effectués de manière à préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles.

Les Parties s'engagent à ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution de la présente convention.

Chaque partie s'abstient en tout hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de la présente convention à ses propres fins ou pour le compte de tiers, à l'exception de l'exécution de la convention et s'engage à modifier ou supprimer, à la demande de la personne dont les données sont traitées, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de données obligatoires, et en toute hypothèse, à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution du contrat toutes les données personnelles collectées à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

Les Parties s'engagent à informer sans délai les autres Parties de toute requête d'une personne concernée au titre de ses droits sur ses données personnelles susceptibles d'impliquer les autres Parties et à coopérer pour faciliter la réponse à ces demandes.

Les Parties s'engagent à mettre en place, pour tout transfert de données personnelles, vers un pays tiers à mettre en place les garanties requises par la règlementation relative à protection des données personnelles applicables.

En cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée des données personnelles collectées dans le cadre de la convention les Parties s'engagent à respecter la règlementation et à notifier la CNIL dans les délais impartis.

En cas de violation de données impactant les autres Parties, la Partie qui a détecter la violation de données devra en avertir les autres Parties concernées dans les plus brefs délais et à coopérer dans le cadre de l'établissement de l'analyse d'impact de cette violation ainsi qu'à mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui seraient nécessaires. Les Parties s'engagent à coopérer afin de pouvoir notifier la violation des données personnelles à toute autorité de contrôle compétente en conformité avec la règlementation relative à la protection des données personnelles.

A l'expiration de la présente Convention ou en cas de résiliation anticipée pour quelque cause que ce soit, les parties conservent les données échangées dans le cadre de la convention. Cette conservation se poursuit jusqu'à l'achèvement des finalités licites pour lesquelles elles ont été collectées. A l'achèvement de ces finalités, les parties détruisent les données sauf finalités ultérieurs compatibles avec la finalité initiale.

Chaque partie, lorsqu'elle est qualifiée de responsable du traitement, fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Chaque partie s'engage à informer les personnes dont elle recueille les données des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur. »

Article 2

L'annexe 1 à la convention précisant les membres utilisateurs des services associés et les modalités de répartition des coûts de fonctionnement est créée.

Article 3

Toutes les autres dispositions de la convention telle que modifiée par les avenants n° 1, n° 2, n° 3, n° 4 restent inchangées.

Article 4

Le présent avenant n° 5 entre en vigueur dès sa signature par toutes les parties.

Fait à STRASBOURG,

Le

En …… exemplaires originaux.

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

Frédéric BIERRY

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire de la Ville de Strasbourg,

Jeanne BARSEGHIAN

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

Pia IMBS

Pour la Ville de Mulhouse,
Le Maire de la Ville de Mulhouse,

Michèle LUTZ

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération,

Fabian JORDAN

Pour la Commune Fegersheim,
Le Maire de la Commune de Fegersheim,

Thierry SCHAAL

Pour Habitation Moderne,
La Directrice Générale d'Habitation Moderne,

Virginie JACOB

Pour la Commune de Haguenau,
Le Maire de la Commune de Haguenau,

Claude STURNI

Pour la Communauté d'Agglomération de Haguenau,
Le Président de la Communauté d'Agglomération de Haguenau,

Claude STURNI

Pour la Commune de Hœnheim,
Le Maire de la Commune de Hœnheim,

Vincent DEBES

Pour la Commune d'Illkirch-Graffenstaden,
Le Maire de la Commune d'Illkirch-Graffenstaden,

Thibaud PHILLIPS

Pour la Commune de Lingolsheim,
Le Maire de la Commune de Lingolsheim,

Catherine GRAEF-ECKERT

Pour la Commune de Molsheim,
Le Maire de la Commune de Molsheim,

Laurent FURST

Pour la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig,
Le Président de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig,

Laurent FURST

Pour la Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn,
Le Président de la Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn,

Roger ISEL

Pour la Ville de Saverne,
Le Maire de la Ville de Saverne,

Stéphane LEYENBERGER

Pour la Communauté de Communes du Pays de Saverne,
Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Saverne,

Dominique MULLER

Pour la Commune de Sélestat,
Le Maire de la Commune de Sélestat,

Marcel BAUER

Pour la Communauté de Communes de Sélestat,
Le Président de la Communauté de Communes de Sélestat,

Olivier SOHLER

Pour le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle,
Le Vice-Président en charge de la commande publique du Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle,

Jean-Claude LASTHAUS

Pour Alsace Habitat,
Le Directeur Général d'Alsace Habitat,

Nabil BENNACER

Pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois,
Le Directeur Général de la Compagnie des Transports Strasbourgeois,

Emmanuel AUNEAU

Pour ARTE GEIE,
Le Directeur de la gestion de ARTE GEIE,

Emmanuel SUARD

Pour le Syndicat Mixte pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères de Molsheim et environs (SMICTOMME),
Le Président du Syndicat Mixte pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères de Molsheim et environs (SMICTOMME),

Jean-Philippe HARTMANN

Pour CITIVIA SPL et CITIVIA SEM, membres du GIE EPL Sud Alsace,
L’administratrice du GIE EPL Sud Alsace

Florence GROSJEAN

Pour la Commune de Wissembourg,
Le Maire de la Commune de Wissembourg,

Sandra FISCHER-JUNCK

Pour la Communauté de communes du Pays de Wissembourg
Le Président de la Communauté de communes du Pays de Wissembourg

Serge STRAPPAZON

Pour la Communauté de communes du Ried de Marckolsheim,
Le Président de la Communauté de communes du Ried de Marckolsheim,

Frédéric PFLIEGERSDOERFFER

Pour la Commune de Bischwiller
Le Maire de la Commune de Bischwiller

Jean-Lucien NETZER

Pour la Commune de Brumath,
Le Maire de la Commune de Brumath,

Etienne WOLF

Pour le Port autonome de Strasbourg,
La Directrice générale,

Claire MERLIN

Pour Rhine Europe Terminals,
Le Directeur général,

Mathieu KINDER

Pour la Commune de Schiltigheim,
La Maire,

Danielle DAMBACH

Pour la Commune de Saint-Louis,
La Maire,

Pascale SCHMIDIGER

Annexe 1 précisant les membres utilisateurs des services associés et les modalités de répartition des coûts de fonctionnement

Article 1 - Documenthèque partagée d'achats réalisés

Les membres suivants utiliseront la documenthèque partagée d'achats réalisés :

- ….
- ….
- ….

Soit un total de … membres utilisateurs, impliquant, au titre des coûts de fonctionnement du service associé précité, une participation financière pour chacun des utilisateurs listés ci-dessus à hauteur de ..%.

Article 2 - Logiciel de rédaction des pièces administratives

Les membres suivants utiliseront le logiciel de rédaction des pièces administratives :

- ….
- ….
- ….

Soit un total de … membres utilisateurs, impliquant, au titre des coûts de fonctionnement du service associé précité, une participation financière pour chacun des utilisateurs listés ci-dessus à hauteur de ..%.

Article 3 - Outil en ligne de statistiques et d'évaluation

Les membres suivants utiliseront l’outil en ligne de statistiques et d'évaluation :

- ….
- ….
- ….

Soit un total de … membres utilisateurs, impliquant, au titre des coûts de fonctionnement du service associé précité, une participation financière pour chacun des utilisateurs listés ci-dessus à hauteur de ..%.

Article 4 - Logiciel d'élaboration d'une stratégie d'achat

Les membres suivants utiliseront le logiciel d'élaboration d'une stratégie d'achat

- ….
- ….
- ….

Soit un total de … membres utilisateurs, impliquant, au titre des coûts de fonctionnement du service associé précité, une participation financière pour chacun des utilisateurs listés ci-dessus à hauteur de ..%.

Alsace Marchés Publics
Plateforme mutualisée

Charte d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

Membres fondateurs du groupement (dénomination actuelle) : Collectivité européenne d'Alsace, Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération, Eurométropole et Ville de Strasbourg.

Coordonnateur du groupement : Collectivité européenne d'Alsace

1 - OBJET DE LA PRESENTE CHARTE

La présente charte fixe les modalités et les conditions d'utilisation de la plateforme, ainsi que les responsabilités de ses utilisateurs. Elle s'applique aux membres du groupement et plus généralement à l'ensemble des entités autorisées à l'utiliser, après signature d'une convention d'adhésion.

2 - SERVICES OFFERTS PAR LA PLATEFORME ALSACE MARCHES PUBLICS

Alsace Marchés Publics est une plateforme dématérialisée, mutualisée, de publication d'annonces de marchés publics et de réception d'offres électroniques. Elle est la propriété des membres fondateurs du groupement de commandes (désignés ci-dessus), représenté par son coordonnateur : la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Créée le 1er octobre 2012, la plateforme Alsace Marchés Publics a vocation à proposer les services suivants :

- Une salle dématérialisée pour la passation des marchés publics et délégations de service public ;
- Des outils de travail collaboratif ;
- La fourniture de clés de chiffrement et d'outils de signature ;
- L'archivage des procédures.

Elle permet à ses utilisateurs - via une seule adresse https://alsacemarchespublics.eu/agent - de publier leurs annonces de marchés publics et recevoir des offres électroniques dans une salle dématérialisée à portée départementale, régionale, nationale, voire transfrontalière. Les entités contributrices financièrement bénéficient de l'accès au module contrat (échanges sécurisés avec les entreprises) et DUME.

La solution de dématérialisation des marchés publics qui a été choisie offre toutes les garanties de sécurité ; elle permet de dématérialiser tous les types de procédures de passation de marchés publics et regroupe les marchés publics alsaciens facilitant ainsi l'accès de la commande publique aux entreprises.

La plateforme Alsace Marchés Publics permet aux entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil d'acheteur conformément à la règlementation relative aux marchés publics en vigueur et au besoin de nouveaux services associés à ladite plateforme
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres.
- Partager les expériences entre acheteurs.

3 - MODALITES D'ACCES

Les membres du groupement de commande (fondateurs et contributeurs) bénéficient des services de la plateforme AMP dans les conditions définies par la présente charte à compter de la conclusion de la convention constitutive du groupement de commande, à laquelle la présente charte est annexée.

Pour bénéficier des services de la plateforme AMP en tant qu'utilisateur, une convention d'adhésion doit préalablement avoir été conclue entre les membres du groupement, représentés par leur coordonnateur, et l'entité intéressée.

L'entité doit désigner au sein de ses effectifs un « administrateur » à qui le coordonnateur confiera un identifiant et un mot de passe, afin de pouvoir configurer et administrer l'espace réservé à l'entité sur la plateforme.

Un droit d'accès à cet espace réservé pourra être accordé par cet administrateur à un ou plusieurs utilisateurs, qui devront nécessairement intervenir pour le compte de l'entité concernée.

Seuls les administrateurs et utilisateurs identifiés peuvent accéder aux services de la plateforme.

La souscription aux services de la plateforme Alsace Marchés Publics implique la désignation d'un « administrateur » Il s'agit d'une personne physique nommée par l'entité lors de la demande d'adhésion. L'administrateur est chargé de mettre en place et de gérer les services de la plateforme pour le compte de son entité.

Pour l'utilisation des services, l'entité s'engage à ne pas divulguer les codes d'accès (identifiant / mot de passe) sous quelque forme que ce soit, en dehors des personnes habilitées à utiliser le service. En cas de perte ou de vol d'un identifiant/mot de passe, l'entité en informe dans les meilleurs délais la CeA, coordonnateur du groupement.

Le non-respect des règles d'accès et d'utilisation de la plateforme pourra conduire à la résiliation unilatérale de la convention d'adhésion par le groupement, représenté par son coordonnateur.

La résiliation de la convention entraîne la suppression du compte « utilisateur » de l'entité. L'entité bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver l'ensemble des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

4 - RESPONSABILITE DE L'ENTITE UTILISATRICE

- Quant à l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

L'entité s'engage, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement à n'utiliser les services auxquels il a souscrit que pour la passation de ses propres marchés publics.

L'entité s'engage également, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement, à ce qu'aucun autre établissement ou organisme, indépendant de l'entité au plan administratif et technique, situé dans son enceinte ou à l'extérieur, ne puisse bénéficier des services de la plateforme Alsace Marchés Publics sans que ce dernier n'ait sollicité préalablement l'accord des membres du groupement.

L'entité doit utiliser les services dans le respect des lois et règlements. En conséquence il est strictement interdit à l'entité d'utiliser les services mis à sa disposition pour stocker ou transmettre, quelle que soit leur forme, des fichiers dont le contenu serait en infraction avec la loi et les règlements applicables.

- Quant aux pannes ou incidents techniques

Les moyens techniques d'intervention et d'assistance en vue d'assurer un fonctionnement régulier des services sont assurés par le prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Cependant, les membres du groupement ou le prestataire concerné ne seront pas responsables des défaillances résultant de faits indépendants de leur volonté, dont notamment, les cas de force majeure ou des défaillances dues à des éléments relevant de la responsabilité de l'entité.

De manière générale, l'entité doit disposer des matériels et logiciels conformes et adaptés, ainsi que du personnel qualifié pour assurer le bon fonctionnement du/des service(s) proposés par la plateforme Alsace marchés Publics.

Au égard à la nature évolutive de la plate forme, aux contraintes de maintenance et d'évolution technologique, la continuité de l'accessibilité à la plate forme reste une obligation de moyens.

5 - RESPONSABILITE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

La responsabilité des membres du groupement ne saurait en aucun cas être engagée par les entités.

Il est notamment établi, non limitativement, que :

- Les membres du groupement n'endossent aucune responsabilité et n'exerce aucun contrôle, de quelque forme que ce soit, sur le contenu, la nature ou les caractéristiques des données transportées et/ou qui pourraient transiter sur la plateforme, ainsi qu'en cas d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics non conforme à la présente charte ou aux textes législatifs et règlementaires ;

- Les membres du groupement ne sont pas responsables du contenu et de la nature des informations, signes, images, graphismes, sons ou toutes autres données transmises par l'entité ;

- La responsabilité des membres du groupement ne saurait être engagée en cas de d'intrusion d'un tiers dans le système informatique de l'entité ;

- Les membres du groupement ne peuvent être en aucun cas responsables de la fiabilité de transmission des données, des temps d'accès, des éventuelles restrictions d'accès sur des réseaux et/ou serveurs spécifiques connectés au réseau internet.

6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les membres du groupement concèdent à l'entité un droit d'usage non exclusif, non transférable ni cessible sur les services de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Lorsque des supports physiques, comprenant des logiciels, remis à l'entité sont fournis, lesdits supports restent la propriété pleine et entière du fournisseur, sauf dérogation expresse et écrite. Lorsque les supports physiques sont achetés par l'entité, seule la propriété des supports est transférée et non pas celle des logiciels.

L'entité s'engage à ne pas porter atteinte directement, indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auquel il serait associé, aux droits de propriété en cause.

Tous les fichiers et données de l'entité transmis aux membres du groupement dans le cadre de l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics restent la pleine propriété de l'entité.

7 - DROIT D'ACCES AUX FICHIERS INFORMATISES

Les informations concernant les opérateurs économiques et enregistrées sur la plateforme Alsace Marchés Publics ne sont transmises qu'aux personnes physiques ou morales qui sont expressément habilitées à les connaître.

Tout opérateur économique peut demander la communication des informations le concernant auprès du prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme, et les faire rectifier le cas échéant, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

8 - LOI ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La loi applicable est la loi française. Toute difficulté relative à l'application de la présente charte sera soumise, à défaut d'accord amiable préalable, aux tribunaux de Strasbourg, quel que soit le lieu d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics. Cette clause s'applique même en cas de référé, de pluralité de défendeurs, ou d'appel en garantie.

9 - CLAUSES FINALES

L'approbation et la signature de la convention d'adhésion implique de la part de l'entité l'acceptation de la présente charte d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics, dans l'intégralité de ses dispositions.

Les membres du groupement de commande approuvent la présente convention par la conclusion de la convention constitutive du groupement à laquelle la présente charte est annexée.

Toute modification aux présentes conditions d'utilisation fera l'objet d'une information et d'une notification aux entités par les membres du groupement.

Si une ou plusieurs dispositions des présentes conditions sont déclarées nulles ou caduques par application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire ou administrative définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions continueront de s'appliquer.

Je soussigné (nom-prénom) .....,
représentant (nom de l'entité).....
déclare avoir pris connaissance des dispositions de la charte d'utilisation.

Fait à .....
Le .....
Signature

31

Communication au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Numéro V-2023-199

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 4 juillet 2020.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés passés par la Ville de Strasbourg en procédure adaptée (2e, 3e et 4e seuil) ou en procédure formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 215 000 € HT (fournitures et services) et à 5 382 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er novembre et le 31 décembre 2022.

Communiqué le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155567-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2022/772	MISE EN ŒUVRE D'UNE "ORDONNANCE VERTE" POUR LES FEMMES ENCEINTES DE LA VDS : SENSIBILISATION DES FEMMES ENCEINTES AUX PERTURBATEURS ENDOCRINIENS	ANTIGONE	67000 STRASBOURG	37 500,00
2022/854	CONSERVATION RESTAURATION DE DIX PEINTURES EN GRISAILLE DE TOBIAS STIMMER	ART PARTENAIRE	78000 VERSAILLES	89 500,00
2022/857	ACQUISITION DE CARAVANES D'OCCASION	CARAVAN 67	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	50 000,00
2022/865	MISE EN OEUVRE D'UNE ORDONNANCE VERTE POUR LES FEMMES ENSEINTES DE LA VDS LOT 2 PANIERS DE LEGUMES BIO	EARL LE PANIER DU JARDIN D AGNES	67370 NEUGARTHEIM ITTLENHEIM	225 000,00
2022/865	MISE EN OEUVRE D'UNE ORDONNANCE VERTE POUR LES FEMMES ENSEINTES DE LA VDS LOT 2 PANIERS DE LEGUMES BIO	FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	67490 FRIEDOLSHEIM	225 000,00
2022/865	MISE EN OEUVRE D'UNE ORDONNANCE VERTE POUR LES FEMMES ENSEINTES DE LA VDS LOT 2 PANIERS DE LEGUMES BIO	LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE	67200 STRASBOURG	225 000,00
2022/918	PRESTATIONS DE BROYAGE ET DE GYROBROYAGE PRESTATION DE BROYAGE DE DÉCHETS	CIGOBOIS	67190 STILL	100 000,00
2022/919	PRESTATIONS DE BROYAGE ET DE GYROBROYAGE PRESTATIONS DE GYROBROYAGE	KRETZ	67150 OSTHOUSE	25 000,00
2022/962	DÉMANTÈLEMENT ET TRANSFORMATION DES ANCIENNES ROUTES AU SEIN DE LA RÉSERVE NATURELLE NATIONALE DU MASSIF FORESTIER	EIFFAGE ROUTE NORD EST	67120 WOLXHEIM	550 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2022/861	MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE RELATIVE LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE SERVICES AU PUBLIC (MSAP) À L'ELSAU	QUALICONSULT	67960 ENTZHEIM	24 182,50
2022/863	AMO GOUVERNANCE MUSEE ZOOLOGIQUE DE STRASBOURG	ESPELIA	75009 PARIS 9	46 650,00
2022/866	MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES AU RHENUS SPORT ET AUTRES EMPLACEMENTS ACHAT DE BILLETS 2022/2023	SIG STRASBOURG	67000 STRASBOURG	510 792,00
2022/870	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU JARDIN D'ENFANT RUE FRITZ CVC	KRESS TFE	67560 ROSHEIM	280 000,00
2022/871	MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES ET AUTRES EMPLACEMENTS ACHAT DE BILLETS MATCHS A DOMICILE CHAMPIONNAT	RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	67100 STRASBOURG	193 925,77
2022/873	TRVX REMPLACEMENT DE MENUISERIES EXTERIEURES ECOLE DU CONSEIL DES XV - LOT 2 PROTECTIONS SOLAIRES	TIR TECHNOLOGIES TOILES INDUS RHIN TEC	67840 KILSTETT	79 064,00
2022/876	TRVX REMPLACEMENT DE MENUISERIES EXTERIEURES ECOLE DU CONSEIL DES XV - LOT 4 PEINTURE	DECOPEINT	67840 KILSTETT	20 749,76
2022/881	SPECTACLE VIVANT INTITULÉ "LA TRISTESSE DE L'ÉLÉPHANT" PRÉSENTÉ LES 25, 26 ET 27 JANVIER 2023	COMPAGNIES DES RIVES DE L ILL	68110 ILLZACH	12 246,10
2022/898	MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION INNOVANTE FOURN. PERFORMANCE ENERGETIQUE OPTIMISATION EXPLOITATION APPLIQUEE BATIMENTS	KIPSUM	92500 RUEIL MALMAISON	29 443,88
2022/901	ACCOMPAGNEMENT GROUPE PROJET DU CONSEIL DE LA VIE INTERCULTURELLE ET CITOYENNE	MANA MANA	67240 GRIES	23 000,00
2022/902	SPECTACLE VIVANT INTITULÉ "KVETCH" PRÉSENTÉ LES 4, 5 6 AVRIL 2023	COMPAGNIE DU PASSAGE	2001 NEUCHATEL SUISSE	19 606,70
2022/904	EVALUATION DE LA SAISON 2 DU BUDGET PARTICIPATIF	LESBUDGETSPARTICIPATIFS FR	75020 PARIS 20	32 700,00
2022/905	ACHAT D'UN VITRAIL DE THEO DOESBURG	EADY EAST THE SLOUGHIS	68920 WETTOLSHEIM	60 000,00
2022/906	TRVX REMPLACEMENT DE MENUISERIES EXTERIEURES ECOLE DU CONSEIL DES QUINZE - LOT 5 ELECTRICITE	ELECTRICITE ILLER	67120 MOLSHEIM	28 964,59

2022/908	TRVX AMENAGEMENT ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK SALLE D'EXPOSITION MUSEE ALSACIEN- LOT 8 PARQUET VITRIFICATION	SINGER PARQUETS	68140 GRIESBACH AU VAL	4 645,50
2022/909	TRVX AMENAGEMENT ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK SALLE D'EXPOSITION MUSEE ALSACIEN- LOT 9 PEINTURE	MAYART	67840 KILSTETT	9 724,00
2022/910	SPACTACLE VIVANT "VINGT ANS" DECEMBRE 2022	OC ET CO	67000 STRASBOURG	25 300,00
2022/911	SPECTACLE VIVANT "FOI AMOUR ESPERANCE" AVRIL 2023	OC ET CO	67000 STRASBOURG	7 700,00
2022/912	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK EN SALLE D'EXPOSITION POUR LE MUSÉE ALSACIEN CARRELAGE - FAÏENCE - TERRAZZO	DIPOL	67118 GEISPOLSHEIM	4 635,00
2022/913	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK EN SALLE D'EXPOSITION POUR LE MUSÉE ALSACIEN GROS-OEUVRE	FM DEVELOPPEMENT	67800 HOENHEIM	16 785,00
2022/914	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK EN SALLE D'EXPOSITION POUR LE MUSÉE ALSACIEN ÉLECTRICITÉ	ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	32 943,04
2022/915	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK EN SALLE D'EXPOSITION POUR LE MUSÉE ALSACIEN CHAUFFAGE - VENTILATION - SANITAIRE	VONTHRON ENTREPRISES	67207 NIEDERHAUSBERGEN	25 487,78
2022/916	MISE EN PLACE D'UNE CONCIERGERIE MULTISERVICES DE CENTRE-VILLE	LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE D ALSACE	67300 SCHILTIGHEIM	189 697,50
2022/926	RENOVATION DE SIX COURTS DE TENNIS EN TERRE BATTUE ARTIFICIELLE A STRASBOURG	SLAMCOURT	67670 MOMMENHEIM	240 795,20
2022/930	TRVX D'AMENAGEMENT ANCIENNE BOUTIQUE CHACOK EN SALLE D'EXPOSITION POUR LE MUSEE ALSACIEN - LOT6 PLATRERIE	REATECH	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	50 067,00
2022/931	PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT ET D'ANIMATION EN VUE DE L'ELABORATION D'UN REGLEMENT DES USAGES DU DOMAINE PUBLIC À STRASBOURG	BLANRUE	67100 STRASBOURG	25 400,00
2022/943	ACHAT D'OEUVRES D'ALAIN LE FOLL MUSEE TOMI UNGERER	ZINS	75007 PARIS	26 400,00
2022/944	RAVAUX D'ÉLÉCTRICITÉ - KNX-ENI - DANS LE CADRE DE LA RESTRUC GROUPE SCOLAIRE GUSTAVE DORÉ À STRASBOURG BIS ELÉCTRICITÉ - KNX-ENI	VEIT ELECTRICITE	67207 NIEDERHAUSBERGEN	47 779,02
2022/949	ACQUISITION DE 233 PACKS COMPLETS DU JEU LES MOTS DU CLIC + 2 SUPPORTS DE JEU THÉMATIQUES	STIMULTANIA	67000 STRASBOURG	25 000,00

2022/950	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE RESTRUCTURATION DU CENTRE SOCIO-CULTUREL SCHOELCHER A STRASBOURG-CRONENBOURG	SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DEUX RIVES	67016 STRASBOURG CEDEX	39 430,00
2022/954	TRVX REAMENAGEMENT DU PARC DE LA PLACE DE HAGUENAU A STRASBOURG	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	36 267,50
2022/955	TRVX DE MISE EN PLACE DE BATIMENTS MODULAIRES POUR DEUX GROUPES SCOLAIRES A STRASBOURG - LOT 2 SALLE POLYVALENTE SCHWILGUE	II VINCI CONCEPTS MODULAIRES	67600 BINDERNHEIM	145 817,50
2022/956	MOE EXTENSION DU GYMNASE ALBERT LE GRAND A STRASBOURG MARCHE SIMILAIRE 1	LIONEL DEBS ARCHITECTURES	67000 STRASBOURG	54 800,00
2022/957	TRVX REMPLACEMENT DES PORTES DE CHAMBRES DE L'AUBERGE DE JEUNESSE DU JARDIN DES DEUX RIVES A STRASBOURG MARCHE SIM. MENUISERIE EXT. ALU	L'HORIZON DU VERRE	67100 STRASBOURG	1 380,09
2022/959	TRVX RESTRUCTURATION DU JARDIN D'ENFANTS RUE FRITZ LOT 7 MENUISERIES INT.	STUTZMANN AGENCEMENT	67320 DURSTEL	133 196,98
2022/960	RENOVATION ET MISE EN ACCESSIBILITE DU CINEMA MUNICIPAL 3 RUE DES FRANCS-BOURGEOIS - LOT 2 DECOR PEINTURE	PEINTURES ECODURABLES	67114 ESCHAU	49 999,60

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Marchés publics et avenants.

Numéro V-2023-201

1. Autorisation de signature de marchés publics

Il est proposé d'autoriser la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
22VDS0105	Mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration de l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune à Strasbourg	La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 90 mois	1090 architectes	647 786	02/02/2023
23VDS0005	Travaux liés à la foire Saint-Jean à Strasbourg Lot n°1 - Voirie et assainissement	1 an	GCM	Montant minimum 50 000 € HT Montant maximum 3 000 000 € HT	16/03/2023
23VDS0005	Travaux liés à la foire Saint-Jean à Strasbourg Lot n°2 – Réseaux électriques	1 an	S2EI / PONTIGGIA / SIGMATECH	Montant minimum 50 000 € HT Montant maximum 2 000 000 € HT	16/03/2023

2. Avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. ***Autorisation de signature de marchés publics***

autorise

la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
22VDS0105	Mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration de l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune à Strasbourg	La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 90 mois	1090 architectes	647 786	02/02/2023
23VDS0005	Travaux liés à la foire Saint-Jean à Strasbourg Lot n°1 - Voirie et assainissement	1 an	GCM	Montant minimum 50 000 € HT Montant maximum 3 000 000 € HT	16/03/2023
23VDS0005	Travaux liés à la foire Saint-Jean à Strasbourg Lot n°2 – Réseaux électriques	1 an	S2EI / PONTIGGIA / SIGMATECH	Montant minimum 50 000 € HT Montant maximum 2 000 000 € HT	16/03/2023

2. ***Avenants***

approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter le marché, les avenants et les documents y afférents.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155742-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 215 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DEPN= Direction Espaces Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - CONCOURS	DAP	V2018/1156	Mission de maîtrise d'oeuvre relative à la création d'un restaurant scolaire et à l'extension de l'école élémentaire Finkwiller à Strasbourg	699 450	ROUBY - HEMMERLE BRIGAND Architectes	3	19 129,48 (le montant des avenants précédents s'élève à 26 425 € HT)	6,51	745 004,48	08/12/2022
Objet de l'avenant au marché V2018/1156: le présent avenant porte sur des études complémentaires relatives à la déminéralisation des cours d'école et à l'isolation des combles existants en vue d'atteindre les objectifs fixés par le décret tertiaire.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA 4	DAP	V2021/1213	Travaux de construction du nouveau groupe scolaire de la Meinau, Lot N° 02, TERRASSEMENTS – VRD - ASSAINISSEMENT	489 965,25	GCM S.A.S.	4	111 866 (le montant des avenants précédents s'élève à 101 829,75 € HT)	43,61	703 661	08/12/2022
Objet de l'avenant au marché V2021/1213: le présent avenant porte sur la modification de la profondeur de dépollution nécessaire. Il résulte de circonstances particulières qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	20170896	Travaux de restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré à Strasbourg	681 283,73	ELECTRICITE VEIT	6	2 847,70 (le montant des avenants précédents s'élève à 78 506,66 € HT)	11,94	762 638,09	05/01/2023
Objet de l'avenant au marché 20170896 : le présent avenant porte une demande de la maîtrise d'ouvrage d'inverser le phasage des travaux car la tranche optionnelle 3 (relative au bâtiment C-EM) a été réalisée à la place de la tranche optionnelle 1 (portant sur le bâtiment A-EE).										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	20200451	Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld à Strasbourg - phases 3 à 5	277 592,68	HERRBACH PAUL	4	5 781,78 (le montant des avenants précédents s'élève à 15 414,20 € HT)	7,64	298 788,66	05/01/2023

Objet de l'avenant au marché 20200451 : le présent avenant porte sur plusieurs demandes des utilisateurs, principalement sur un remplacement de robinetterie, un vidoir dans les sanitaires garçons pour faciliter le nettoyage des locaux, une dépose et repose d'une vasque en résine dans les sanitaires maternelles et un évier inox supplémentaire dans la salle des maîtres.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - CONCOURS	DAP	2021/72	Mission de maîtrise d'oeuvre pour la création de la nouvelle maison de l'enfance Finkwiller à Strasbourg.	290 160	LOIC PICQUET ARCHITECTE	1	36 960	12,74	327 120	08/12/2022
Objet de l'avenant au marché 2021/72: l'avenant porte sur la mise à jour du taux de rémunération MOE par rapport au nouveau montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux. L'enveloppe a nettement augmenté en raison d'une adaptation nécessaire du sous-sol, des demandes de l'ABF, des évolutions postérieures au programme concernant l'aménagement du jardin, et la mise en oeuvre d'isolants bio-sourcés.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DAP	2020/949	Construction d'un restaurant scolaire pour le groupe scolaire Erckmann Chatrian., Lot N° 20, ELECTRICITE	238 076,59	VEIT ELECTRICITE	4	1 659,61 (le montant des avenants précédents s'élève à 12 018,63 € HT)	5,75	251 754,83	19/01/2023
Objet de l'avenant au marché 2020/949: l'avenant porte sur la mise en œuvre du dispositif réglementaire du Plan Particulier de Mise en Sûreté partiellement décrit dans le cahier des charges. Il s'agit ainsi de compléter le dispositif par la mise en place des boitiers contenant la télécommande d'activation de l'alarme et d'ajouter une télécommande afin que l'alerte puisse être donnée depuis les salles à manger et depuis l'office.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - PAN	DAP	V2018/1080	Mission de maîtrise d'oeuvre relative au redéploiement partiel de la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) dans la Manufacture des Tabacs à Strasbourg	1 181 648	ATELIER D'ARCHITECTURE PHILIPPE PROST	4	12 300 (le montant des avenants précédents s'élève à 97 528,47 € HT)	9,29	1 291 476,47 €	02/02/2023
Objet de l'avenant au marché V2018/1080: l'avenant porte sur des missions complémentaires rendues nécessaires en cours d'exécution du marché de maîtrise d'oeuvre. Précisément, il s'agit d'une mission complémentaire pour le contrôle d'exécution du lot Platrerie - Faux plafond et d'un complément à la mission Mobilier (phases DCE et ACT).										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA 4	DAP	2019/908	Restructuration et extension du groupe scolaire du Hohberg, Lot N° 11, MENUISERIES INTERIEURES BOIS	410 000	HUNSINGER SAS	3	13 344 (le montant des avenants précédents s'élève à 42 117 € HT)	13,53	465 461	08/12/2022
Objet de l'avenant au marché 2019/908: le présent avenant porte sur des modifications au projet sur demande des utilisateurs afin de rendre la surveillance des sanitaires plus facile lors des moments de récréation . Les plans des entreprises ont été modifiés (ajout de portes vitrées ; rideau intérieur ; faux plafonds ...).										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA 4	DAP	V2021/995	Restructuration et extension du Groupe scolaire du Hohberg, Lot N° 5B, Gros oeuvre	232 000	DICKER	1	16 202,71	6,98	248 202,71	02/02/2023
Objet de l'avenant au marché V2021/995: le présent avenant porte premièrement sur la réparation des champs d'escalier intérieur de l'élémentaire suite aux travaux de désamiantage. Deuxièmement, il porte sur la rehausse du garde corps de la descente d'escalier vers la sous station suite à la déconstruction de la cheminée qui servait anciennement de garde corps.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA 4	DAP	V2021/705	Gymnase Branko Karabatic du Centre Sportif Robertsau – Rénovation énergétique, mise en sécurité et accessibilité, Lot N° 05, Menuiseries extérieures - serrurerie	324 361,65	LAUGEL & RENOUARD	2	14 902 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 2 931 € HT)	5,5	342 194,65	02/02/2023
Objet de l'avenant au marché V2021/705: le présent avenant porte sur la fourniture et pose de brise-soleil en tubes aluminium thermo laqué en remplacement de ceux en bois initialement prévus et trop facilement inflammables (demande du bureau de contrôle) d'une part ; et sur la mise en place de verrous (demande des utilisateurs) d'autre part.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	2021/1228	Travaux de construction du nouveau groupe scolaire de la Meinau, Lot N° 05, GROS-ŒUVRE	2 088 979,23	SELTZ CONSTRUCTIONS	5	260 060,29 (le montant des avenants précédents s'élève à 174 338,64 € HT)	20,79	2 523 378,16	02/02/2023
Objet de l'avenant au marché 2021/1228: le présent avenant porte sur des travaux de renforcement du bâtiment E1 fissuré suite au sinistre (fissuration traversante) résultant de travaux de renforcement des sols. Le montant sera remboursé par les assurances quand le partage des responsabilités sera établi. A noter qu'il s'agit de circonstances imprévues qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir au sens de l'article R2194-5 du Code de la commande publique.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	2019/864	Restructuration et extension du groupe scolaire du Hohberg, Lot N° 18, INSTALLATIONS ELECTRIQUES	717 052,13	EIE	4	8 205,89 (le montant des avenants précédents s'élève à 65 836,29 € HT)	10,33	791 094,31	02/02/2023
Objet de l'avenant au marché 2019/864: cette proposition d'avenant fait suite a une demande de la Direction Enfance Education de la Ville de Strasbourg, la référence d'équipement en sèche-mains électriques a été changée pour une marque et référence mieux adaptée aux enfants (meilleur pouvoir séchant, afin de fluidifier les sorties des toilettes).										

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Conclusion de conventions transactionnelles.

Numéro V-2022-56

Convention transactionnelle relative au marché 2019/824 ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une Maison de Sport Santé (MSS) dans l'Aile Médicale des Bains Municipaux

Le marché objet de la présente convention a été attribué au groupement MICHEL SPITZ ARCHITECTES - IMAGINE l'architecture - SIB Études - IMAEE - ID – ECONOMIE 2 - INGEMANSSON pour un montant de 449 946,00 € HT (539 935.20 €TTC).

Par la suite, des avenants et marchés similaires suivants ont été notifiés au groupement de maîtrise d'œuvre :

- avenant 01 ayant pour objet le réajustement - à montant global de marché inchangé de 449 946,00 € HT - de la répartition d'honoraires entre l'architecte mandataire (MSA) et son cotraitant architecte du Patrimoine (IMAGINE l'Architecture),
- avenant 02 conclu à l'issue de la phase APD pour un montant de 44 076,00 € portant ainsi le montant du marché à 494 022,00 € HT (592 826.40 €TTC),
- marché similaire 01 correspondant aux études de faisabilité concernant la remise en fonction des bassins et douches de la salle d'hydrothérapie d'un montant de 3 000 € HT portant le montant du marché à 497 022,00 € HT (596 426.40 €TTC).

La présente convention résulte d'études supplémentaires réalisées par le maître d'œuvre lors de la reconsultation du marché de travaux portant sur le clos-couvert ainsi que d'une interruption des travaux d'aménagement intérieur de 6 mois. En outre, des aléas de chantier (déplombage et déconstruction), nécessitant des investigations complémentaires, sont survenus. Les honoraires initiaux de maîtrise d'œuvre n'étaient par conséquent plus en adéquation avec la réalité du chantier.

La maîtrise d'œuvre a présenté une réclamation d'un montant de 63 973,18 € HT (76 767,82 € TTC).

Les honoraires supplémentaires correspondant à l'arrêt de chantier lié aux délais d'instruction du permis de construire ne sont pas imputables au maître d'ouvrage et ne peuvent pas être acceptés.

À l'issue des négociations, le maître d'œuvre a accepté de renoncer à une partie de sa réclamation qui a ainsi été ramenée à 32 443,28 € HT (38 931,94 € TTC).

Eu égard à l'application de la notion juridique « d'enrichissement sans cause » par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la Ville de Strasbourg et les sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2 ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 32 443,28 € HT soit 38 931,94 € TTC, réparti de la manière suivante :

- Société MICHEL SPITZ ARCHITECTES : 17 668,96 € HT, soit 21 202,75 € TTC,
- Société ECONOMIE 2 : 14 774,32 € HT, soit 17 729,18 € TTC.

Il est prévu de régler ces prestations aux deux sociétés dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code civil.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini dans la présente délibération, et emporte entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le principe du règlement amiable des différends entre la Ville de Strasbourg et les entreprises suivantes, au moyen de la convention transactionnelle portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité,*

- *l'imputation des dépenses relatives à ces transactions sur les crédits prévus au budget, tels que définis comme suit :*

Entreprise	***Objet de la convention transactionnelle***	***Somme à verser par la Ville de Strasbourg au titulaire du contrat***	***Imputation budgétaire***
MICHEL SPITZ ARCHITECTES - IMAGINE	*2019/824 ayant pour objet la mission de*	*32 443,28 € HT*	*Fonction 420*

l'architecture - SIB Études - IMAEE - ID – ECONOMIE 2 - INGEMANSSON	*maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une Maison de Sport Santé (MSS) dans l'Aile Médicale des Bains Municipaux*		*Nature 2313 Programme 1245 Service CP22 Enveloppe 2023 AP0228*

- *la conclusion de la convention transactionnelle jointe à la présente délibération entre la Ville de Strasbourg et lesdites entreprises,*

- *l'engagement des parties à la présente convention transactionnelle à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ transactionnel objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du Code général des collectivités territoriales. Ainsi, la Ville de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant à la qualité de constructeur ; les entreprises renoncent quant à elles au surplus de leurs réclamations,*

autorise

la Maire ou son.sa représentant.e à signer et à exécuter la convention transactionnelle jointe à la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155845-CC-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Convention transactionnelle

Entre :

La Ville de Strasbourg, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023 , rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.
Ci-après dénommée « VILLE de STRASBOURG », d'une part,

Et :

D'autre part, les sociétés ci-dessous :

- La société MICHEL SPITZ ARCHITECTES, représentée par M. Sébastien MURÉ et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

  Ci-après dénommée « MSA », d'autre part,

- La société ECONOMIE 2 représentée par M. Nicolas PACZEK et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention,

  Ci-après dénommée « ECONOMIE 2 », d'autre part,

Vu le Code civil (art. 2044 et suivants),

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011 page 6248),

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 (CE, 5-6 chr, 5 juin 2019, n° 412732)
« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public »

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

Objet du marché :

La Ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre MICHEL SPITZ ARCHITECTES - IMAGINE l'architecture - SIB Études - IMAEE - ID – ECONOMIE 2 - INGEMANSSON un marché de maîtrise d'œuvre référencé 2019/824, notifié le 07/10/2019, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'une Maison de Sport Santé (MSS) dans l'Aile Médicale des Bains Municipaux – 10 Boulevard de la Victoire à Strasbourg.

Le montant initial du marché de maîtrise d'œuvre attribué s'élève à 449 946,00 € HT (539 935.2 €TTC).

Par la suite, les avenants et marché similaire suivants ont été notifiés au groupement de maîtrise d'œuvre :

Avenant 01 : notifié le 05/06/2020
Il a pour objet le réajustement - à montant global de marché inchangé de 449 946,00 € HT - de la répartition d'honoraires entre l'architecte mandataire (MSA) et son cotraitant architecte du Patrimoine (IMAGINE l'Architecture). Ce réajustement découle de la prise en compte des responsabilités inhérentes aux ouvrages classés, et de leur part relative comparée à l'ensemble du programme de travaux.

Avenant 02 : notifié le 26/07/2021
À l'issue de la phase APD (avant-projet définitif) du marché de maîtrise d'œuvre, un avenant d'un montant de 44 076,00 € HT a été conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre. Le montant du marché de maîtrise d'œuvre a été porté à 494 022,00 € HT (592 826.40 €TTC).

Marché similaire 01 : référencé 2021/1236, notifié le 07/01/2022
Il correspond aux études de faisabilité concernant la remise en fonction des bassins et douches de la salle d'hydrothérapie. Ce diagnostic complémentaire fait suite au souhait de la collectivité d'avoir des données techniques, architecturales, financières et environnementales pour envisager la possibilité de redonner à la salle d'hydrothérapie sa fonction d'origine. D'un montant de 3 000 € HT, le montant cumulé des marchés de maîtrise d'œuvre attribués a été porté à 497 022,00 € HT (596 426.40 €TTC).

Objet de la convention :

Les travaux ont été planifiés en deux phases :
- Une phase de travaux relative aux travaux portant sur le clos-couvert : travaux de charpente, couverture, pierres de taille, ravalement de façades,
- Une phase de travaux portant sur l'aménagement intérieur.

1- Travaux portant sur le clos-couvert :

La consultation des travaux correspondants a été dissociée de la consultation des travaux d'aménagement intérieur afin que les travaux soient réalisés de manière anticipée et ne pas être concomitants avec l'ouverture au public des bains municipaux (anciennement piscine de la Victoire) situés dans le même bâtiment.

En effet, ces travaux, portant sur le clos-couvert du bâtiment, génèrent des nuisances sonores incompatibles avec l'exploitation de l'espace wellness des bains municipaux comprenant des espaces de détente et de repos (spas, bassin extérieur…).

Afin d'optimiser le planning de ces travaux, le maître d'ouvrage a demandé au groupement de maîtrise d'œuvre de lancer la consultation des marchés correspondants dans le cadre d'un macro-lot regroupant l'ensemble des corps d'état concernés. Cette solution présente l'avantage de réduire le temps d'organisation et de pilotage de chantier, ces missions étant confiées à une entreprise générale qui réalise la totalité des travaux dans le cadre de co-traitances et de sous-traitances.

La consultation correspondante s'est malheureusement révélée infructueuse en l'absence d'offre respectant le budget du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage a donc demandé à la maîtrise d'œuvre de lancer une nouvelle consultation de travaux en lots séparés afin d'augmenter la mise en concurrence.

Ceci a généré des études supplémentaires pour le maître d'œuvre qui a dû reprendre l'ensemble des cahiers des charges.

2- Travaux d'aménagement intérieur :

Planning des travaux :
Il était prévu que les travaux d'aménagement intérieur débutent avant la fin des travaux de clos-couvert ne générant pas d'interruption dans le déroulement du chantier.

Les honoraires des missions OPC (organisation-pilotage-coordination) et DET (direction de l'exécution des travaux) du marché de maîtrise d'œuvre avaient été déterminés sur cette base.

Les travaux d'aménagement intérieur sont soumis à l'obtention d'un permis de construire. Ils ne peuvent pas débuter en l'absence de l'arrêté correspondant.

Compte-tenu de l'emplacement du bâtiment dans le secteur sauvegardé, le permis de construire a été instruit par l'Architecte des Bâtiments de France. Compte-tenu de la complexité du projet, de l'interprétation du règlement relatif au secteur sauvegardé de la Ville et de son application au bâtiment, de nombreuses mises au point ont été nécessaires dans l'élaboration du permis.

Un refus de permis a été dans un 1er temps notifié à la maîtrise d'œuvre. Ce refus a nécessité le dépôt d'un nouveau permis pour lequel les délais d'instruction se sont imposés une seconde fois, générant un report du démarrage des travaux.

Le maître d'ouvrage a donc demandé un arrêt des travaux à l'issue des travaux de clos-couvert et avant l'engagement des travaux d'aménagement intérieur. Le délai d'interruption s'est élevé à 6 mois.

Les honoraires initiaux de maîtrise d'œuvre n'étaient par conséquent plus en adéquation avec la réalité du chantier.

Aléas de chantier :

Lors de la réalisation des études de maîtrise d'œuvre, des hypothèses sur les caractéristiques des planchers ont été prises par le maître d'œuvre. Ces hypothèses ne pouvaient être confortées qu'à l'issue d'importants travaux de déplombage et de démolitions.

En effet, la réalisation d'investigations préalables n'était pas possible en raison de la présence importante de plomb. Les investigations préalables sont soumises à la réglementation en terme de code du travail et de santé publique : un déplombage préalable, selon une méthodologie spécifique conforme à la réglementation en vigueur, doit être réalisé avant toute intervention.

Ainsi, à l'issue des travaux de déplombage puis de démolition, il a été constaté une fragilité structurelle des planchers nécessitant d'importants renforts. Ces renforts réalisés par des profilés métalliques ont engendré un allongement du planning des travaux de 2 mois.

Les honoraires initiaux de maîtrise d'œuvre n'étaient par conséquent plus en adéquation avec la réalité du chantier.

La maîtrise d'œuvre a présenté une réclamation d'un montant de 63 973,18 € HT (76 767,82 € TTC) correspondant :
- Aux études de maîtrise d'œuvre supplémentaires dans le cadre d'une nouvelle consultation de marchés de travaux (paragraphe 1)
- À l'allongement des missions OPC et DET (paragraphe 2)

L'établissement d'un marché similaire n'a pas été possible, les conditions de contractualisation de ce marché n'étant pas respectées, un délai maximal de 3 ans devant être respecté à compter de la date de notification du marché initial (07/10/2019).

Il a donc été convenu, d'un commun accord entre la maitrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, que le règlement des honoraires supplémentaires ferait l'objet d'un protocole transactionnel.

Suite à la transmission de la réclamation, la direction architecture et patrimoine et la maîtrise d'œuvre se sont rapprochées afin d'échanger sur le bien-fondé de la réclamation et définir ses termes.

Les honoraires supplémentaires correspondant à des demandes du maître d'ouvrage et à des aléas qu'un acheteur diligent ne pouvait pas identifier lors des études de maîtrise d'œuvre sont justifiés et par conséquent acceptés.

Les honoraires supplémentaires correspondant à l'arrêt de chantier lié aux délais d'instruction du permis de construire ne sont pas imputables au maître d'ouvrage et ne peuvent pas être acceptés.

À l'issue des négociations, le maître d'œuvre a accepté de renoncer à une partie de sa réclamation qui a ainsi été ramenée à 32 443,28 € HT (38 931,94 € TTC).

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et les sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2 ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 32 443,28 € HT soit 38 931,94 € TTC réparti de la manière suivante :

- Société MICHEL SPITZ ARCHITECTES : 17 668,96 € HT soit 21 202,75 € TTC
- Société ECONOMIE 2 : 14 774,32 € HT soit 17 729,18 € TTC

Dans le souci de ne pas pénaliser les sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2 en raison du caractère dûment justifié de leur réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à :

- La société MSA, une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 17 668,96 € HT.
- La société ECONOMIE 2 , une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 14 774,32 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de régler un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financiers des sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2 suite aux prestations effectuées.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par la VILLE DE STRASBOURG aux sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2 et concessions réciproques :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser, dans le cadre du présent protocole transactionnel, aux sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2 sur le fondement de l'enrichissement sans cause, les sommes suivantes :

- MSA : la somme de 17 668,96 € hors taxes soit 21 202,75 € toutes taxes comprises,
- ECONOMIE 2 : la somme de 14 774,32 € hors taxes soit 17 729,18 € toutes taxes comprises.

Soit au total la somme de 32 443,28 euros hors taxes, soit 38 931,94 euros toutes taxes comprises au titre des prestations réalisées.

La société renonce au surplus de sa réclamation. Elle renonce par ailleurs à percevoir toute somme complémentaire au titre de l'exécution des prestations objet du contrat. Elle reconnait expressément avoir d'ores et déjà été réglée de l'ensemble des prestations réalisées par ses soins dans le cadre de l'exécution du marché.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de :

la société MICHEL SPITZ ARCHITECTES

Code banque : 14707
Compte : 70215044237
Clé RIB : 15
IBAN : FR76 1470 7508 7070 2150 4423 715
BIC : CCBPFRPPMTZ

la société ECONOMIE 2
Code banque : 10278
Compte : 00027554545
Clé RIB : 60
IBAN : FR76 1027 8010 8400 0275 5454 560
BIC : CMCIFR2A

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG, la société MICHEL SPITZ ARCHITECTES et la société ECONOMIE 2 renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, la VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente transaction est conclue conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil, et bénéficie de la chose jugée en dernier ressort, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents excepté les stipulations de l'article 4 ci-dessus.

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir été notifiée aux sociétés MICHEL SPITZ ARCHITECTES et ECONOMIE 2.

Article 6 - Compétence d'attribution en cas de litige :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Pour la société MICHEL SPITZ
ARCHITECTES

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG
La Maire,
Jeanne BARSEGHIAN

Pour la société ECONOMIE 2

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Renouvellement de marchés publics pour des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg - Conclusion d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2023-222

Il est nécessaire, pour 2023, de remettre en concurrence les marchés publics pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité, pour en permettre l'exécution à partir de janvier 2024.

Les modalités sont précisées ci-dessous :

Intitulé du marché	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
AO Maquettage et mise en page des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	5 000 € HT	70 000 € HT	50 000 € HT
AO Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	80 000 € HT	350 000 € HT	210 000 € HT
AO Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	150 000 € HT	110 000 € HT

Ces marchés seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Ils prendront la forme d'accords-cadres avec émission de bons de commande, en application des articles L.2125-1-1° et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique. La durée de ces accords-cadres sera fixée à 4 ans maximum avec une durée initiale d'un an, reconductible trois fois.

La présente délibération concerne également la conclusion d'une convention de groupement de commandes, entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique.

La Ville de Strasbourg sera coordonnatrice du groupement de commandes pour les accords-cadres ci-après :

Intitulé du marché	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
AO Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	80 000 € HT	350 000 € HT	210 000 € HT
AO Impression des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	40 000 € HT	240 000 € HT	150 000 € HT
AO Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	150 000 € HT	110 000 € HT
AO Diffusion des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 € HT	170 000 € HT	120 000 € HT

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la passation, après mise en concurrence, d'accords-cadres d'une durée d'un an renouvelable trois fois, pour des prestations de fournitures et services, pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité, aux modalités suivantes :

Intitulé du marché	*Minimum annuel*	*Maximum annuel*	*Estimation annuelle*
AO Maquettage et mise en page des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*5 000 € HT*	*70 000 € HT*	*50 000 € HT*
AO Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*80 000 € HT*	*350 000 € HT*	*210 000 € HT*
AO Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*20 000 € HT*	*150 000 € HT*	*110 000 € HT*

décide

- *d'imputer les dépenses en résultant sur les lignes :*

  - *PC01F fonction 022 nature 62268.TTC Honoraires,*
  - *PC01F fonction 022 nature 6236.TTC Catalogues et imprimés,*
  - *PC01F fonction 022 nature 6288 Autres,*

- *de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, pour la passation de marchés publics ayant pour objet la réalisation et la diffusion des magazines municipaux,*

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant·e :*

  - *à mettre en concurrence les prestations, conformément aux dispositions du code de la commande publique,*
  - *à signer la convention constitutive de groupement de commandes (en annexe de la présente délibération) avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
  - *à signer les marchés publics en résultant,*
  - *à exécuter les marchés publics en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155758-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux et métropolitains

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020,

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application de la délibération du conseil municipal du 4 juillet 2020

Il est prévu **un groupement de commandes** pour le lancement d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux et métropolitains.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	4
Article 5 : Responsabilité	5
Article 6 : Fin du groupement	5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les 2 collectivités, sous la coordination de la Ville de Strasbourg, et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure,
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines de la Ville et de l'Eurométrople de Strasbourg.

Les marchés seront lancés selon la procédure de l'appel d'offres conformément aux articles R 2124-2 et R 2161-2 à 5 du Code de la commande publique.
Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord-cadre avec montants minimums et montants maximums.

Ville de Strasbourg

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Impression des magazines de la Ville de Strasbourg	80 000 € HT	350 000 € HT	210 000 € HT
AO Diffusion des magazines de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	150 000 € HT	110 000 € HT

Eurométropole de Strasbourg

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Impression des magazines de l'Eurométropole de Strasbourg	40 000 € HT	240 000 € HT	150 000 € HT
AO Diffusion des magazines de l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 € HT	170 000 € HT	120 000 € HT

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;

- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;

- de signer et de notifier les marchés ;

- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;

- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Gestion et animation du Shadok, tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable : convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2023-253

Dans le cadre de leur stratégie en faveur d'un numérique responsable, approuvée par délibérations du Conseil municipal du 30 janvier 2023 et du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 03 février 2023, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent mettre en œuvre un tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable dans les locaux du Shadok, situé 25 presqu'île Malraux à Strasbourg.

Les orientations de ce projet sont le fruit d'un travail collectif qui a donné lieu à :
- une consultation des citoyen·nes (1 900 réponses),
- une concertation avec l'écosystème local de l'éducation populaire et de la médiation numérique (60 structures mobilisées).

Trois axes de développement ont ainsi été définis :
- pour le grand public :
  - les pratiques numériques de la vie quotidienne : favoriser l'apprentissage des compétences de base dans le domaine numérique et contribuer à accroître la culture numérique critique des citoyen·nes,
  - les aspects créatifs de la technologie : découvrir des usages ludiques du numérique et s'appuyer sur le numérique pour développer sa créativité,
- pour les professionnel·les et aidant·es numériques :
  - l'accompagnement et l'outillage leur permettant d'acquérir des compétences numériques et de développer leur pratique.

Depuis l'été 2021, une programmation a été mise en œuvre afin de tester et valider la pertinence de ces orientations, ainsi que l'appétence du public pour cette offre de services. Sur l'année 2022, ce sont près de 4 000 personnes qui ont bénéficié des animations proposées au Shadok par des acteurs de l'éducation et de la médiation numériques.

La phase de concertation a cependant mis en exergue les limites de la régie directe et une volonté des acteurs de s'approprier pleinement le Shadok pour en faire un vrai tiers lieu d'éducation populaire au numérique. Le modèle proposé pour y parvenir est celui du marché public d'achat de prestations pour la gestion et l'animation du Shadok,

dans le cadre d'un groupement de commandes commun aux deux collectivités. Ce mode de gestion permet de répondre à la fois aux besoins exprimés et à la volonté politique commune de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg de porter des valeurs conformes à leur stratégie numérique responsable en matière de sobriétés, solidarités et libertés numériques.

Présentation du projet :

Le projet comprend :

A la charge de la ville de Strasbourg :
- la gestion administrative, financière et technique du bâtiment : elle comprendra une phase initiale d'appropriation des lieux par le prestataire ; par la suite, le prestataire assurera en toute autonomie la gestion quotidienne de l'équipement et prendra en charge le paiement du loyer,
- les animations relevant des pratiques numériques de la vie quotidienne,
- les animations relevant des aspects créatifs de la technologie.

A la charge de l'Eurométropole de Strasbourg :
- les outils et animations relevant de l'offre de services pour les professionnel·les et aidant·es numériques,
- la mise à disposition de l'équipement au prestataire dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public avec le prestataire retenu. Le montant de la redevance est fixé en tenant compte de l'équilibre général du contrat.

La maintenance du bâtiment fait l'objet d'un marché distinct.

Convention constitutive d'un groupement de commandes :

Afin d'assurer la cohérence globale du projet, il a été convenu d'arrêter les bases d'un montage commun. Ce montage s'inscrit dans la logique d'un groupement de commandes associant la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. La coordination du groupement sera assurée par la ville de Strasbourg, qui sera chargée de :
- la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement ; la procédure de passation est l'appel d'offres ouvert,
- la signature et la notification des marchés en découlant.

Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurera de la bonne exécution des marchés et prendra directement en charge les dépenses relevant de sa compétence.

La ville de Strasbourg, coordinateur du groupement, tiendra à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives à l'activité du groupement.

Coûts prévisionnels et planning :

Le montant prévisionnel du projet s'établit à 1 510 000 € HT. Les marchés seront passés pour une durée de 4 ans, comprenant une période initiale de 2 ans et une période de reconduction de 2 ans. Ils seront à prix forfaitaires.

Le montant est réparti de la façon suivante entre les collectivités :

	Montants HT	Ville de Strasbourg	Eurométropole de Strasbourg
Période initiale	Année 1	375 000 €	40 000 €
	Année 2	325 000 €	40 000 €
Total période initiale (2 ans)		**700 000 €**	**80 000 €**
Période unique de reconduction	Année 3	325 000 €	40 000 €
	Année 4	235 000 €	40 000 €
Total période de reconduction (2 ans)		**650 000 €**	**80 000 €**
Total		**1 350 000 €**	**160 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le projet relatif à la gestion et l'animation du Shadok, tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable,*
- *la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la gestion et l'animation du Shadok dont la ville de Strasbourg assurera la mission de coordonnateur,*
- *le lancement d'une consultation en vue de la passation d'une procédure formalisée, en appel d'offres ouvert (conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 et suivants du Code de la commande publique). Ce marché, à prix forfaitaires, est estimé pour la ville de Strasbourg, à 700 000 € HT pour la période initiale et à 650 000 € HT pour la période de reconduction,*

décide

de l'imputation des dépenses relevant de ses domaines de compétence sur la ligne budgétaire DU06B 6228 011, sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la ville de Strasbourg,

autorise

la Maire ou son.sa représentant·e :

- *à signer la convention de groupement de commandes jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à signer et à exécuter les marchés en résultant.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155910-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG ET L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique

Gestion et animation du Shadok, tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable

A la charge de la Ville de Strasbourg :

- La gestion administrative, financière et technique du bâtiment ;
- Les animations relevant des pratiques numériques de la vie quotidienne ;
- Les animations relevant des aspects créatifs de la technologie ;

A la charge de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Les outils et animations relevant de l'offre de services pour les professionnel.les et aidant.es numériques ;

Vu les articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique relatifs aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

La Ville de Strasbourg représentée par Madame Jeanne Barseghian, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 20 mars 2023

ET

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2023

Un groupement de commandes pour l'achat de prestations pour la gestion et l'animation du Shadok, tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement et nature des prestations

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, ci-après désigné « le groupement », a pour objet la passation de marchés publics pour des prestations de services relatifs à la gestion et l'animation du Shadok, tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable.

Par ailleurs, la présente convention vise à répartir le financement des prestations :
A la charge de la Ville de Strasbourg :

- La gestion administrative, financière et technique du bâtiment ;
- Les animations relevant des pratiques numériques de la vie quotidienne ;
- Les animations relevant des aspects créatifs de la technologie ;

A la charge de l'Eurométropole de Strasbourg :

- Les outils et animations relevant de l'offre de services pour les professionnel.les et aidant.es numériques ;

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux termes des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique.

En application des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour attribuer les marchés. Elle est composée conformément aux dispositions du Code général des collectivités locales applicables au coordonnateur.

Article 4: Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés.

Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres,
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...),
- de communiquer, le cas échéant, à l'adhérent les documents nécessaires des marchés en ce qui le concerne,

- de signer et de notifier les marchés,
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents, de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la commande publique,
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution du marché et en particulier à informer l'adhérent de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Financement du projet

Les prestations de services pour la gestion et l'animation du Shadok, tiers lieu d'éducation populaire au numérique responsable, sont financés sur le budget des deux collectivités concernées par ce projet.

Les montants des financements sont répartis au prorata des services à la charge respective de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, comme précisé à l'article 2, soit :

	Montants HT	Ville de Strasbourg	Eurométropole de Strasbourg
Période initiale	Année 1	375 000,00 €	40 000,00 €
	Année 2	325 000,00 €	40 000,00 €
TOTAL PERIODE INITIALE (2 ans)		**700 000,00 €**	**80 000,00 €**
Période unique de reconduction	Année 3	325 000,00 €	40 000,00 €
	Année 4	325 000,00 €	40 000,00 €
TOTAL PERIODE DE RECONDUCTION (2 ans)		**650 000,00 €**	**80 000,00 €**
TOTAL		**1 350 000,00 €**	**160 000,00 €**

Article 6 : Durée

La présente convention entre en vigueur à l'issue de sa signature par l'ensemble des parties.

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront réglés en priorité à l'amiable ou seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

À Strasbourg, le ……

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
La Maire Jeanne BARSEGHIAN	La Présidente Pia IMBS

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Conclusion d'accords-cadres et d'une convention de groupement de commandes pour l'exécution de prestations de traiteurs pour les besoins de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2023-271

Conclusion d’accords-cadres relatifs aux prestations de traiteurs

Pour répondre aux besoins de la Ville et de l’Eurométropole de Strasbourg en matière de prestations de traiteurs, il est proposé de constituer des accords-cadres pour l’achat de fournitures et de prestations de traiteurs pour une durée maximale de quatre ans.

Ces besoins couvrent la fourniture et la livraison de denrées alimentaires préparées, de boissons, de matériel et de mobilier de restauration (en location), de vaisselle (en location) et des services associés à l’occasion de buffets, de repas et de collations.

Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif lors de la mise en concurrence au respect de certaines orientations :
- garantir les circuits courts concernant les matières premières locales,
- favoriser l’utilisation privilégiée de matières premières de saison,
- favoriser l’agriculture biologique,
- favoriser le commerce équitable pour les produits concernés,
- l’interdiction de l’utilisation de contenants alimentaires présentant des risques de comporter de perturbateurs endocriniens,
- la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- favoriser le traitement optimal des déchets (alimentaires et non alimentaires),
- avoir recours aux dispositifs d’insertion par l'activité économique (IAE).

Sont exclues des accords-cadres les prestations de location de salles, de fournitures et services des boulangers-pâtissiers non-référencés comme traiteurs et des restaurateurs, ainsi que les prestations réalisées dans certains lieux nécessitant un agrément ou contrat d'exclusivité.

Les présents accords-cadres seront passés selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1-3° et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la Commande Publique, pour une durée maximale de 4 ans. Ils prennent la forme d’accords-cadres à

marchés subséquents en application des articles L.2125-1-1°et R.2162-1 ainsi que les articles R.2162-7 à R.2162-12 du même code.

Ils seront passés sans montant minimum, avec montant maximum.

Le besoin de la collectivité est alloti comme suit :

- Lot n°1 : Cocktails ou collations avec service, pour un montant maximum de 160 K € H.T. par an,

- Lot n°2 : Buffets ou repas chauds assis avec service, pour un montant maximum de 130 K € H.T. par an.

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

L'ensemble des besoins décrits ci-dessus étant de nature identique pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, il est convenu d'arrêter les bases d'un montage commun.

A cet effet, la constitution d'un groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg permettra non seulement d'obtenir un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés, mais encore de réaliser des économies grâce à une remise en concurrence permanente des prestataires.

Il est donc proposé, pour la passation des accords-cadres relatifs à la réalisation de prestations de traiteurs, de constituer un groupement de commande conformément aux dispositions des articles L. 2113- 6 et L. 2113-7 du code de la Commande Publique et à la convention jointe en annexe.

Il est proposé de confier la coordination de ce groupement de commandes à la Ville de Strasbourg, laquelle aura la charge de passer, de signer et de notifier, pour son compte et celui de l'Eurométropole de Strasbourg, l'accord-cadre concerné.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

sous réserve de l'inscription des crédits au budget :

- *la passation, après mise en concurrence des accords-cadres suivants pour une durée maximum de 4 ans en vue de l'achat de prestations de traiteurs suivantes :*

- *<u>Lot n°1</u> : Cocktails ou collations avec service, pour un montant maximum de 160K € H.T. par an,*

- *<u>Lot n°2</u> : Buffets ou repas chauds assis avec service, pour un montant maximum de 130 K € H.T. par an,*

- *la conclusion d'une convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, désignant la ville de Strasbourg comme coordonnateur dudit groupement,*

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits de fonctionnement du budget principal de la ville de Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg, sachant que la ville de Strasbourg aura la charge de lancer les consultations relatives à l'accord-cadre et certains marchés subséquents, de prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention et de signer et notifier l'accord-cadre et certains marchés subséquents en résultant,*

- *à lancer les consultations relatives aux accords-cadres, à prendre toutes les décisions y relatives et à signer les marchés conformément à la convention de groupement de commandes annexée à la présente délibération,*

- *à mettre en concurrence, signer et exécuter les marchés subséquents de la ville de Strasbourg en résultant.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156036-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Prestations de traiteurs

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 mai 2022

Et

La ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application de délibérations du Conseil municipal du 16 mai 2022

un groupement de commandes pour la conclusion d'accords-cadres relatifs aux prestations de traiteurs.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	4
Article 5 : Responsabilité	4
Article 6 : Fin du groupement	5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	5

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;

- des économies d'échelle.

Le Code de la Commande Publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel, de référer à cette demande

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'accords-cadres à marchés subséquents relatifs aux prestations de traiteurs.

Les accords-cadres seront passés selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1-3° et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la Commande Publique Conformément aux dispositions des articles L.2125-1-1° et R.2162-1 ainsi que les articles R.2162-7 à R.2162-12 du même code, il s'agit d'accords-cadres à marchés subséquents sans montant minimum ni montants maximum.

Le besoin des deux collectivités est alloti comme suit :

Lot n°1 : Cocktails ou collations avec service, pour un montant maximum de 160K€ H.T. par an pour la Ville et 120K€ H.T. par an pour l'Eurométropole de Strasbourg,

Lot n°2 : Buffets ou repas chauds assis avec service, pour un montant maximum de 130K€ H.T. par an pour la Ville et 120K€ H.T. par an pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Contribution financière de la ville de Strasbourg au profit de l'Opéra National du Rhin au titre de l'année 2023.

Numéro V-2023-266

Depuis 1972, l'Opéra national du Rhin a mutualisé les moyens des opéras de Strasbourg, Mulhouse et Colmar pour assurer la meilleure diffusion possible de ses spectacles sur son territoire. Depuis lors, l'Opéra national du Rhin est géré sous forme de syndicat intercommunal constitué des villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. L'Opéra national du Rhin a son siège dans les locaux du théâtre municipal de Strasbourg, mis à disposition par la ville de Strasbourg.

Depuis la création de cet établissement, la ville de Strasbourg, en tant que membre du syndicat contribue, avec les villes de Mulhouse et Colmar, l'État, la Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg, au budget de l'Opéra national du Rhin par le versement d'une participation financière annuelle.

Par la délibération du 12 décembre 2022, la ville de Strasbourg a confirmé sa volonté d'apporter un soutien financier en tant que membre fondateur à la réalisation de l'objet du syndicat intercommunal et de poursuivre le financement de la ville à l'Opéra national du Rhin au titre de l'année 2023. Un premier versement de 2 369 773 € a eu lieu en janvier 2023.

Le budget primitif 2023 ayant été arrêté, il est proposé de fixer le montant total de la contribution financière annuelle de la ville de Strasbourg à 6 937 837 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement, pour l'exercice 2023, de la contribution financière de 6 937 837 € à l'Opéra national du Rhin,*

- *le versement échelonné du solde de la contribution au mois d'avril 2023 pour 2 369 773 €, et au mois de septembre 2023 pour 2 198 291 €,*

décide

l'imputation de la dépense de 6 937 837 € sur la ligne AU18D/311/65888, au budget de l'année 2023,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à verser et à déterminer les modalités de versement de cette contribution financière et à adopter les actes, conventions et avenants nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156092-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Travaux de rénovation patrimoniale et énergétique de bâtiments municipaux :
- bâtiment accueillant le Théâtre Jeune Public - Centre Dramatique National (Petite scène) - 1 rue du Pont Saint-Martin à Strasbourg,
- bâtiment accueillant le Centre de Loisirs pour la Jeunesse - 74 chemin du Schulzenfeld à Strasbourg Neuhof.

Numéro V-2023-172

Contexte :

Théâtre Jeune Public Petite Scène :

Le bâtiment abritant le Théâtre Jeune Public Petite Scène se situe 1 rue du Pont Saint-Martin dans le secteur sauvegardé de la ville de Strasbourg. Cette ancienne église a été construite en 1905 dans le style néo-gothique. Une première tranche de travaux réalisés en 2021-2022 a permis de réaliser la mise en sécurité et accessibilité du bâtiment.

Une seconde phase de travaux doit maintenant être engagée :

- d'une part pour reprendre les désordres suivants sur les façades et la couverture du bâtiment : moellons en grès de façades localement très abimés, crépis qui se désagrègent, couverture en tuiles amiantées,
- d'autre part les menuiseries de l'édifice sont constituées d'ouvrages très hétérogènes et globalement en mauvais état : vitraux d'origine, châssis en bois à simple vitrage, châssis en PVC, châssis métalliques.

Ces travaux de rénovation patrimoniale permettront également d'améliorer les conditions de confort pour les usagers tout en réduisant la consommation énergétique du bâtiment d'environ 30 % par des interventions techniques respectueuses du caractère architectural de l'édifice.

Centre de Loisirs pour la Jeunesse :

Le bâtiment abritant le Centre de Loisirs pour la Jeunesse (CLJ), association socio-éducative de la Police Nationale qui accueille des enfants de 10 à 17 ans et qui assure des missions de prévention de la délinquance et d'apprentissage de la citoyenneté, se situe 74 chemin du Schulzenfeld à Strasbourg Neuhof. Le bâtiment a été construit en 1982. Suite

à un incendie dans les années 2000, d'importants travaux de rénovation intérieure et de clos couverts ont été entrepris en 2007.

Les façades sont dans un état moyen : les murs sont recouverts d'un enduit, les fenêtres sont de type double vitrage au rez-de-chaussée et simple vitrage au sous-sol. Elles sont pour la plupart complétées par un barreaudage, ainsi que des volets roulants au rez-de-chaussée.

D'un point de vue fonctionnel, le bâtiment dispose de locaux vétustes et inadaptés aux différentes activités dispensées.

L'opération consiste à réaliser une rénovation patrimoniale, énergétique et fonctionnelle ainsi que des travaux de mises aux normes sécurité-incendie et accessibilité.
La rénovation énergétique permettra des économies de l'ordre de 50 %.

	Avant rénovation énergétique	**Après rénovation énergétique**
Consommations énergétiques chauffage (kWh[Energie finale]	10 000	4 760
Consommations énergétiques chauffage (kWh[Energie primaire]/m².an)	86	38
Coût des consommations énergétique de chauffage (€ TTC/an) à prix constant du kWh base 2021	1 800	857

Cette opération d'équipement est programmée et inscrite à la convention pluriannuelle du deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg signée avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Elle bénéficie de participations financières détaillées ci-après.

Programmes des travaux :

Théâtre Jeune Public Petite Scène :

Le programme des travaux comprend :

- la dépose de la couverture amiantée et le remplacement de cette dernière incluant les prescriptions patrimoniales,
- l'isolation thermique de la toiture,
- le remplacement des menuiseries extérieures vétustes,
- la réhabilitation des vitraux, et leurs doublages par un châssis intérieur ouvrant pour l'amélioration thermique,
- la restauration des façades (enduits et pierres de taille).

Centre de Loisirs pour la Jeunesse :

Le programme des travaux comprend :

- des améliorations fonctionnelles qui répondent aux besoins exprimés par la structure occupante : aménagement d'une cuisine pédagogique dans l'actuelle cuisine, transformation des vestiaires sportifs dans l'étage inférieur en espace de stockage, transformation de l'actuel garage en salle d'activité en complément des 2 salles existantes au rez-de-chaussée.

  Par ailleurs, les anciennes douches des arbitres seront transformées en sanitaires accessibles de façon indépendante au CLJ afin d'être mises à disposition des occupants de la plaine Elan (Jardins de la Montagne verte et futur lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt Cités fertiles lancé le 13 janvier 2023),
- des travaux de rafraîchissement (peintures, revêtements de sols…),
- des travaux de mise en sécurité, mise en accessibilité et amélioration de la sûreté du bâtiment,
- des travaux d'isolation thermique afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Ces travaux seront complétés par l'aménagement d'un abri à vélos et d'un local poubelles clos-couvert.

Montant de l'opération et coût prévisionnel des travaux :

Théâtre Jeune Public Petite Scène :

Le coût des travaux est estimé à 960 000 € HT (valeur septembre 2022) pour un montant global d'opération qui s'établirait à 1 540 000 € TTC toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

Travaux	1 160 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordinateur sécurité protection santé)	180 000 € TTC
Frais divers (diagnostics, provisions pour aléas, etc.)	200 000 € TTC

Centre de Loisirs pour la Jeunesse :

Le coût des travaux est estimé à 700 000 € HT (valeur mars 2023) pour un montant global d'opération qui s'établirait à 1 120 000 € TTC toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

Travaux	840 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordinateur sécurité protection santé)	130 000 € TTC
Frais divers (diagnostics, provisions pour aléas, etc.)	150 000 € TTC

Au titre de la convention ANRU, l'opération bénéficie de soutiens financiers prévisionnels à hauteur de 247 500 €, répartis comme suit :

ANRU	147 500 €
Collectivité européenne d'Alsace	100 000 €

La maîtrise d'ouvrage est portée par la Direction architecture et patrimoine.

Le planning des opérations :

Le planning prévisionnel des opérations est le suivant :

Désignation du maître d'œuvre	2ème trimestre 2023
Etudes de maîtrise d'œuvre	3ème trimestre 2023 - 2ème trimestre 2024
Consultation des entreprises	3ème trimestre 2024
Travaux	4ème trimestre 2024 à 1er trimestre 2025

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les travaux de rénovation patrimoniale et énergétique du bâtiment du Théâtre Jeune Public Petite Scène situé 1 rue du Pont Saint-Martin selon le programme ci-avant exposé,*
- *les travaux de rénovation fonctionnelle, patrimoniale et énergétique et de mise aux normes du bâtiment du Centre de Loisirs pour la Jeunesse situé 74 chemin du Schulzenfeld selon le programme ci-avant exposé,*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement correspondant aux travaux du Théâtre Jeune Public sur l'AP 2016/0204 programme 1145 ainsi que sur l'AP 2019/0226 programme 1269,*
- *d'imputer les dépenses d'investissement correspondant aux travaux du bâtiment abritant le Centre de Loisirs pour la Jeunesse sur l'AP 2023/0219 programme 1385 ainsi que sur l'AP 2019/0226 programme 1269,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux, de fournitures et services conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*
- *à signer les dossiers de demandes de permis de démolir et de construire,*
- *à lancer toutes les procédures administratives,*
- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, et des autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

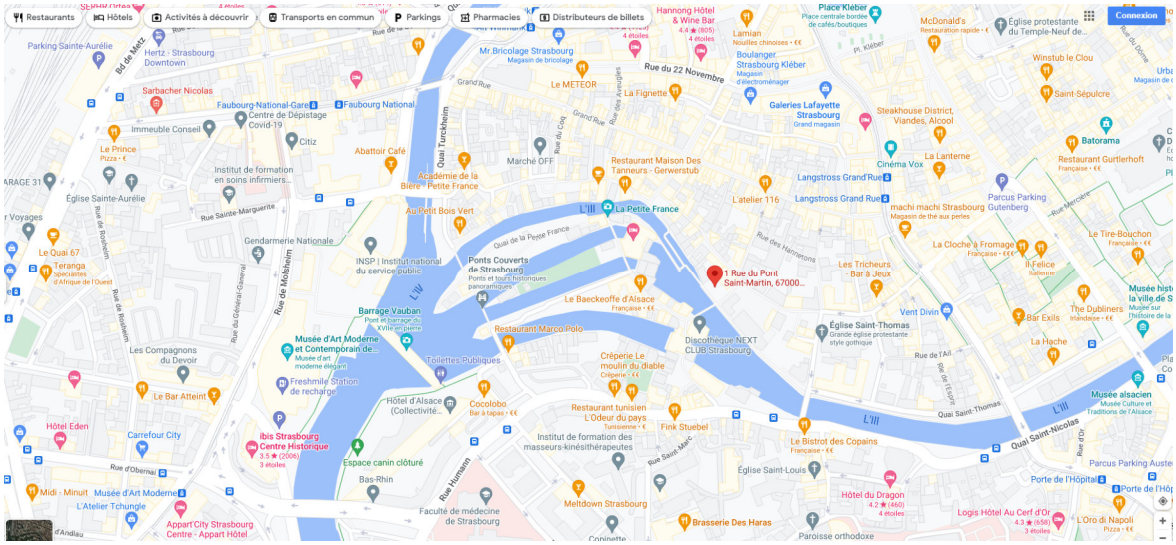
Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155629-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

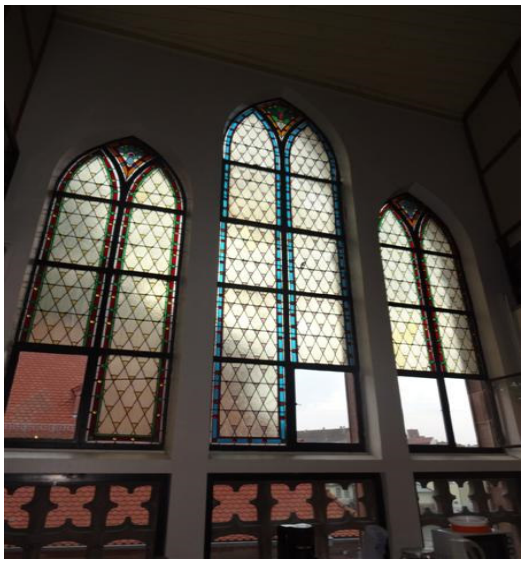
ANNEXE

Rénovation du Théâtre Jeune Public Petite Scène

Situé 1 rue du Pont St-Martin





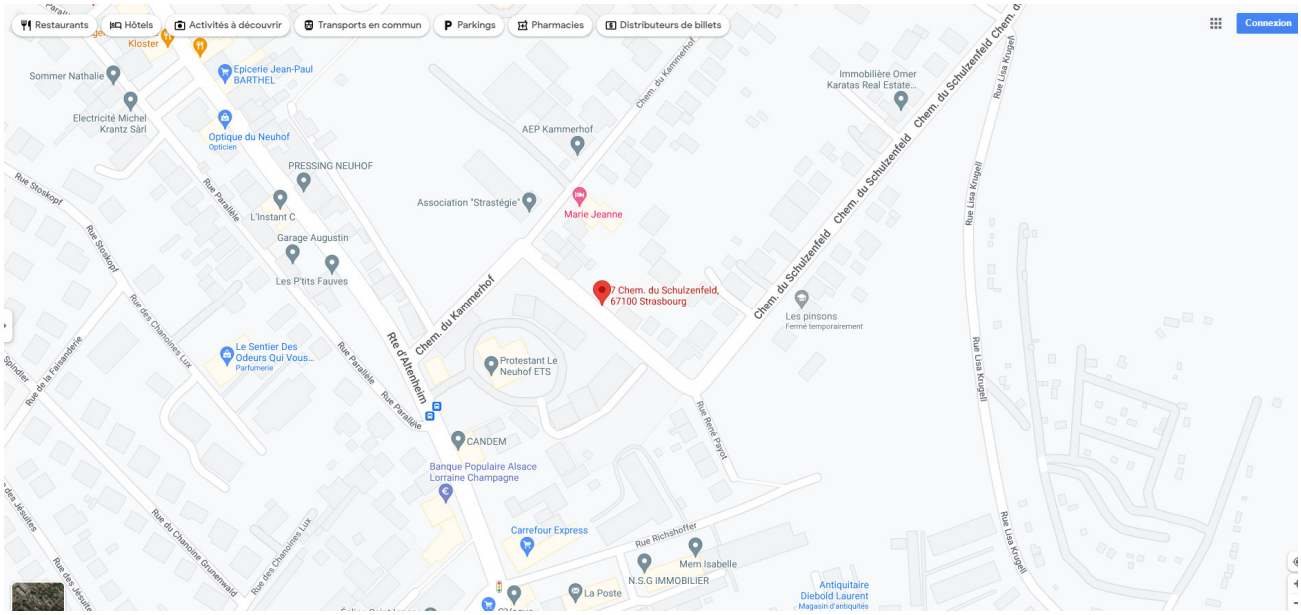




Rénovation et mises aux normes du

Centre de Loisirs pour la Jeunesse

Situé 7 rue du Schulzenfeld











Cuisine



Vestiaires désaffectés

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Travaux de mise aux normes et de rénovation du cinéma Star Saint-Exupéry - 24 rue du 22 novembre à Strasbourg.

Numéro V-2023-176

La Ville de Strasbourg mène une politique ambitieuse en matière de cinéma et d'audiovisuel en soutenant des associations qui développent aussi bien des actions d'éducation aux images que des festivals.

La Ville est également propriétaire de plusieurs équipements :
- un cinéma municipal géré en délégation de service public,
- une maison de l'Image abritant plusieurs associations sur ces thématiques,
- les locaux du cinéma Star Saint-Exupéry, cinéma art et essai emblématique de la ville.

Cette dynamique impulsée par la Ville sur le cinéma et l'audiovisuel est complétée par l'Eurométropole de Strasbourg, qui gère un fonds de soutien à la production audiovisuelle et cinéma instauré dès 1995 et un bureau d'accueil des tournages dédié.

Les travaux de mise aux normes du cinéma Star Saint-Exupéry, dont le bâtiment appartient à la Ville de Strasbourg, s'inscrivent dans cette politique volontariste en matière de cinéma et d'audiovisuel.

Descriptif et contexte du projet

Le cinéma Star Saint-Exupéry et le bar-brasserie attenant, le Café du 7ème art, font partie d'un groupement d'exploitation. Ils se déploient sur trois niveaux : sous-sol, rez-de-chaussée et 1er étage dans un bâtiment propriété de la ville de Strasbourg.

Le sous-sol est occupé par une salle de jeux (billard), des réserves, des sanitaires, une salle du cinéma (salle 5) et des locaux techniques (arrivées eau et électricité, TGBT, chaufferie).
Le rez-de-chaussée est occupé par le restaurant (cuisine, salle et réserves), le cinéma (salle 1) et des sanitaires.
Le 1er étage est occupé par le cinéma, avec 3 salles (salle 2, 3 et 4), des réserves, les cabines de projections et des sanitaires.

L'établissement dispose d'un avis défavorable d'exploitation depuis 2008 motivé par un certain nombre de non-conformités en terme de sécurité-incendie : absence d'isolement vis-à-vis des tiers superposés et contiguës, non-conformité des alarmes, absence de désenfumage des grandes salles de cinéma. L'avis défavorable a été confirmé par la sous-commission départementale de sécurité lors de sa séance du 26 avril 2022.

Or, l'article R143-3 du Code de la construction et de l'habitation dispose que « *Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie.* »

Par conséquent, la présente délibération porte sur l'engagement de travaux de mise aux normes et de rénovation du cinéma Star Saint-Exupéry, conformément au plan pluriannuel d'investissement communiqué au Conseil municipal en novembre 2021.

Le périmètre des travaux est limité aux obligations relevant du propriétaire du bâtiment.

Programme des travaux

L'objectif de l'opération est d'obtenir l'avis favorable d'exploitation des deux équipements.

Le programme de travaux porte sur :
- la mise en sécurité incendie de l'établissement,
- la mise en accessibilité du bâtiment aux personnes à mobilité réduite,
- des travaux de mise aux normes et de rénovation patrimoniale des canalisations et réseaux électriques.

Calendrier

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Etudes de programmation	1er trimestre 2023
Désignation du maître d'œuvre	2ème et 3ème trimestres 2023
Etudes de maîtrise d'œuvre	3ème trimestre 2023 - 2ème trimestre 2024
Consultation des entreprises	4ème trimestre 2024
Travaux	1er trimestre 2025 - 1er trimestre 2026

Les conditions d'immobilisation du cinéma et du bar feront l'objet d'une délibération ultérieure.

Montant de l'opération

Les inscriptions budgétaires correspondant à l'opération s'élèvent à 7 500 000 € TTC (valeur mars 2023).

Le montant des travaux, des honoraires (maitrise d'œuvre, contrôle technique, sécurité et protection de la santé, système de sécurité incendie) et des frais divers (publicité, diagnostics divers, provisions pour aléas, etc.) s'inscriront dans ce montant de 7,5 M € TTC.

La maîtrise d'ouvrage est portée par la Direction architecture et patrimoine, qui se réserve la possibilité de confier le pilotage de l'opération à un mandataire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les travaux de mise aux normes et de rénovation du cinéma Star Saint-Exupéry, conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement sur l'autorisation de programme AP 2021/0247 programme 1320

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux, de fournitures et services conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*
- *à signer les dossiers de demandes de permis de démolir et de construire,*
- *à lancer toutes les procédures administratives,*
- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, et des autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 20 mars 2023

par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155636-DE-1-1)

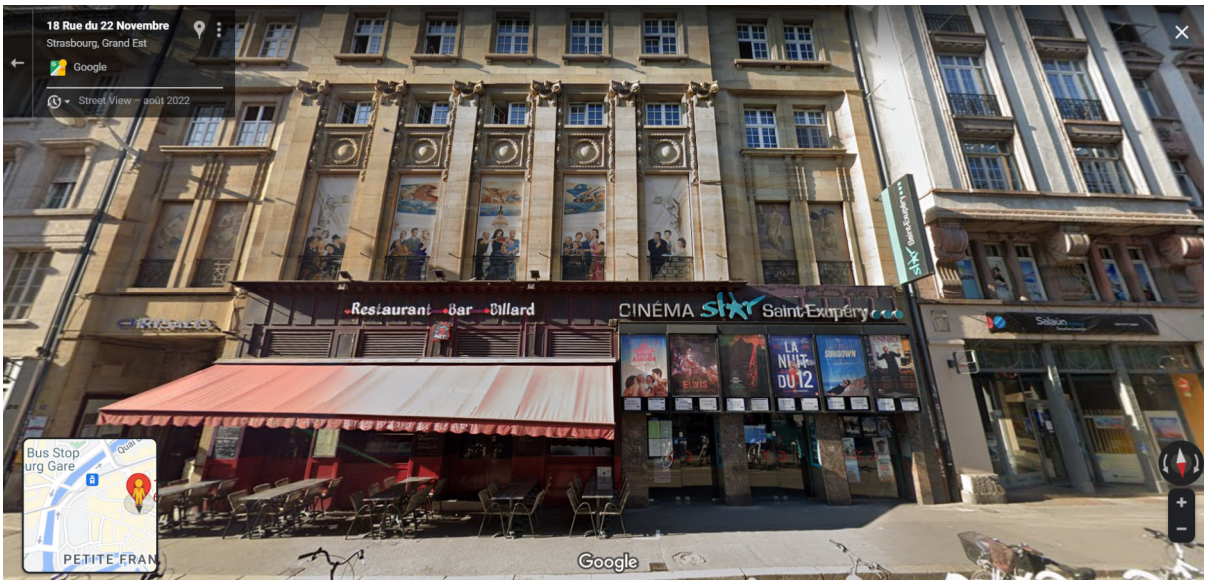
et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

ANNEXE

Rénovation et mise aux normes du cinéma STAR-ST EXUPERY

Situé 18 rue du 22 novembre





41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de subventions en faveur des pratiques artistiques en amateur et des projets en direction du développement des publics.

Numéro V-2023-99

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2023 de la Direction de la Culture, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

Ces propositions s'inscrivent dans le cadre de :

- la délibération relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg du 14 décembre 2020, qui entend notamment légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique strasbourgeois et intégrer les habitants.es dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives,
- la délibération sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur du 21 juin 2021 qui vise à développer le tissu artistique local et la création et œuvrer pour l'épanouissement et la bonne santé physique et mentale de chacun ; elle prévoit ainsi le soutien financier notamment aux associations qui ont une forte ambition artistique et ont recours à des professionnels, celles qui participent de l'équité et du dynamisme territorial, celles qui œuvrent à l'élargissement des publics ainsi que tous les projets impliquant des publics dits « éloignés » de la culture et comportant une dimension intergénérationnelle ou interculturelle, celles qui favorisent l'émergence, l'aide à la professionnalisation des jeunes artistes en leur offrant des premières expériences artistiques.

PRATIQUES ARTISTIQUES EN AMATEUR

ECRITURE-POESIE

Écritures et voix nomades	**3 000 €**

Créée en 2019 sur le quartier de Cronenbourg, l'association propose des ateliers d'écritures ouverts à tous et encadrés par une animatrice, formée à la médiation par l'écriture ainsi que le Laboratoire des voix nomades, qui consiste à la mise en voix par des comédiens-nnes des textes écrits et lus dans divers lieux : parcs, jardins, bistrot, librairie, fleuriste.

CIRQUE

APACA – GRAINE DE CIRQUE	**58 000 €**

Une aide globale à l'association Graine de cirque permettant de soutenir :

- Fonctionnement de l'école de cirque 50 000 €
- Les rencontres régionales des écoles de cirque 1 000 €
- Cabaret Cirqu'Envol 2023 5 000 €
- Action culturelle à destination des enfants fréquentant le CSC Au-delà des Ponts 2 000 €

DANSE

Académie de danse Daniela Gihr	**3 000 €**

L'école de danse Daniela Gihr propose des cours de danse classique et jazz pour tous les publics à partir de 4 ans avec un projet de création de bourses pour permettre l'accès aux enfants défavorisés.

Compagnie Watt	**6 000 €**

Organisation de Club'in house autour de la danse urbaine en amateur. Avec cinq éditions prévues (funk, hip hop, house, street festival et breakdance), l'association vise à transmettre un patrimoine artistique culturel singulier à près de quelques 130 participants·es par soirée.

De cœur et d'art	**3 000 €**

Création et représentation du spectacle « Temps Pis ! », un spectacle de danse des élèves de l'école de danse contemporaine programmé au théâtre de Hautepierre à Strasbourg au mois de juin 2023.

Dounya	**3 000 €**

Création théâtrale et diffusion d'un spectacle de danse avec des amateurs intitulé « Amaban : ce n'est pas fini ! Pour un avenir meilleur ! » et qui traite de questions d'éco-citoyenneté.

Mindset Studio 116	**3 000 €**

Le Studio 116 propose des ateliers à la carte principalement en danses urbaines. Le projet soutenu est celui de l'accompagnement d'un groupe d'une dizaine de jeunes danseurs hip-hop qui viennent de manière régulière au studio 116 avec des propositions de créneaux d'entrainement fixes avec des professionnels locaux ainsi que des créneaux libres. L'association envisage un partenariat avec Pole Sud, ainsi qu'avec la SIG avec des créations chorégraphiques notamment pour des matchs.

JBUS – Jeune ballet universitaire de Strasbourg	**3 000 €**

Le Jeune Ballet Universitaire est composé de 30 étudiants-es dont 15 danseurs et les autres en gestion, scénographie, communication, musique, propose SAISON(s), une série d'évènements sous formes chorégraphiques et performatifs avec quatre temps forts pour les quatre saisons. Plusieurs partenariats sont envisagés avec l'orchestre de chambre de l'Université et le NEST (association d'anciens danseurs de l'ONR).

Lindy Spot	**3 000 €**

L'association propose depuis plus de 10 ans des cours de danses swing et se développe dans différents quartiers de Strasbourg. Pour 2023, elle propose des formations individuelles et collectives avec du contenu technique et pédagogique, encadrées par des artistes professionnels, au bénéfice des professeurs bénévoles de l'association.

Mistral Est	**25 500 €**

Compagnie de danses urbaines, Mistral Est déploie ses actions auprès d'amateurs ou de professionnels, avec des créations chorégraphiques, l'organisation d'événements (Rencontres chorégraphiques ou Battle Connexion), des workshops et des trainings (session d'entrainement ouverte), le projet « Trajectoires » en lien avec Pole Sud, des ateliers hebdomadaires d'éveil artistique et de pratiques artistiques et des sorties culturelles. Le soutien apporté est une aide au fonctionnement de l'association et une aide aux projets déposés dans le cadre de l'appel à projet du contrat de ville : « Des arts premiers aux arts urbains », les « Rencontres chorégraphiques de la Robertsau, Elsau, Neuhof, Cronenbourg et Meinau » (Connexions) et le projet Trajectoires#15.

Vivre	**3 000 €**

Organisation d'ateliers de danses classiques tchétchènes et de danses internationales en faveur des personnes russophones et des habitants du quartier de Hautepierre au CSC le Galet.

THEATRE

ARTUS- Théâtre universitaire de Strasbourg	**4 000 €**

Production et diffusion de six spectacles et d'un projet de petite forme théâtrale pour la saison 2022/2023 et organisation de quatre ateliers de pratiques artistiques (théâtre, éclairage scénique, maquillage de scène).

La Maison Théâtre	**30 000 €**

La Maison Théâtre propose, sur la saison 2022-2023, des ateliers de pratique de théâtre de manière hebdomadaire aux enfants, adolescents et adultes, principalement au sein de la salle du Tambourin dont elle en assure la gestion, l'exploitation et la maintenance.
Son action s'articule autour de quatre pôles : les Rencontres de la Maison théâtre ; Faites du théâtre ; Spach Land 3 et répertoire en construction.

Lolita	**5 000 €**

Organisation du festival de théâtre d'improvisation à l'occasion des 30 ans de la LOLITA durant une semaine, du 18 au 22 avril 2023, dans quatre salles différentes (CSC Fossé des 13, People bar, Phare citadelle, Illiade). En complément, l'association proposera une exposition de ses archives et des ateliers découverte de l'impro pour le grand public ainsi que pour les plus confirmés.

Théâtre Alsacien de Strasbourg	**2 000 €**

Création d'une comédie musicale / singspiel « Im Kines » : cette comédie musicale est l'occasion d'aborder un spectacle sous cette forme dans la langue régionale.

CHORALES ET ENSEMBLES VOCAUX

Chœur Philharmonique de Strasbourg	**63 000 €**

Fondé en 2003, et doté, depuis 2017, d'une personnalité juridique sous forme associative, le Chœur philharmonique de Strasbourg, formé d'une centaine de choristes amateurs est l'un des acteurs de la vie culturelle strasbourgeoise qui tisse des liens artistiques avec différents partenaires de la Ville et développe des actions artistiques à destination des publics les plus variés. Le soutien de 63 000 € permet de contribuer à la mise en œuvre du projet associatif sur la saison 2023, fondé notamment sur la pratique chorale en amateur, le développement de partenariats avec d'autres pratiques artistiques ainsi que des actions de diversification des publics.

Chorale Voix-Si Voix-La	**1 500 €**

Soutien à la saison 2022/2023 de la chorale Voix-SiVoix-La avec la tenue de répétitions hebdomadaires encadrées par un chef de chœur professionnel. La saison sera jalonnée par la tenue de concerts, l'un à l'occasion de Noël, le 18 décembre 2022, et celui des « Chants d'Europe » le 11 juin 2023.

Diverson	**3 000 €**

Structuration du développement de l'ensemble vocal amateur en trois volets :
- communication sur les réseaux sociaux avec l'appui d'une vidéaste professionnelle ;
- ambition artistique avec l'appui d'un coach vocal ;
- professionnalisation avec l'engagement d'instrumentistes professionnels.

Ensemble Vocal Diversio	**2 000 €**

Soutien à la saison 2022-2023 de cet ensemble vocal avec la découverte de chants d'hier et d'aujourd'hui autour du monde et de la lune. L'ensemble assurera la création d'un spectacle vivant mêlant chant et mise en scène pour cinq concerts dans le Grand Est dont trois à Strasbourg en janvier et en juin 2023.

Gospel Kids	**34 650 €**

L'association Gospel Kids propose la mise en place d'ateliers de chants gospel dans différents territoires avec une finalité de représentations en concerts. Plusieurs groupes sont concernés par des interventions ponctuelles dans les écoles, destinées à faire découvrir le chant et inviter les enfants à s'inscrire dans des ateliers hebdomadaires :
- des choristes Gospel Kids : 300 enfants de 5 à 16 ans, 40 à 50 enfants par lieu de répétition (Hautepierre, Orangerie, Haguenau) ;
- des choristes Génération Gospel Kids : 20 jeunes de 16 à 25 ans (Hautepierre) et près de 1 500 enfants scolarisés.

Ensemble Vocal DE-CI DE-LA	**500 €**

Soutien de la saison 2022-2023 de cet ensemble vocal, notamment sur deux grands axes : Noël avec messe du couronnement de Mozart et chants de Noël puis en 2ème partie de saison, un programme autour de la mer avec des chants traditionnels marins. Les concerts prévus en juin rendront hommage à l'eau, ressource vitale et porteront un message écologique.

Chœur St Guillaume	**3 000 €**

Le Chœur de Saint-Guillaume est une formation musicale associative, constituée de choristes et d'instrumentistes exigeants ayant pour volonté de produire les œuvres du grand répertoire avec des solistes professionnels de renom. Son histoire, sa réputation et l'ambition concertante qui le caractérisent, en font un acteur de premier plan du patrimoine musical et culturel en Alsace. Deux projets phare prévus pour la saison (novembre 2022 puis avril 2023) avec en complément des concerts orchestraux et vocaux d'automne, de Noël, de printemps et d'été.

Chorale strasbourgeoise	**3 600 €**

Soutien à la saison 2022-2023 de cette chorale, qui vient de fêter ses 150 ans et qui proposera différents concerts (un grand concert annuel et plusieurs concerts intermédiaires).

Ensemble vocal Allegro	**3 000 €**

Soutien de la saison 2022-2023 de cet ensemble vocal avec l'organisation, en plus des répétitions hebdomadaires, de trois ou quatre concerts au mois de juin (musiques de film « Allegro fait son cinéma ») puis quatre concerts à Noël.

Ensemble vocal de Strasbourg	**5 000 €**

L'ensemble vocal de Strasbourg est composé de 50 choristes sous la direction de Christian Uhlmann. Travail d'envergure à partir de janvier 2023, autour du Stabat Mater de G. Rossini avec une représentation prévue en novembre 2023. Le programme nécessitera de faire appel à 4 solistes professionnels et environ 45 instrumentistes dont certains sont de jeunes professionnels ou en cours de professionnalisation (3ème cycle du conservatoire).

Ensemble vocal universitaire de Strasbourg	**5 000 €**

Ensemble vocal composé d'étudiants-es, personnels de l'université et autres choristes fidèles, sous la direction de Clothilde Gaborit. Cette saison est axée autour de la découverte de la musique baroque française à travers les œuvres d'André Campa et de Marc-Antoine Charpentier avec la collaboration de musiciens professionnels jouant sur instruments anciens et spécialistes de cette période. Concerts en décembre et en juin avec la participation à des cérémonies officielles de l'Université.

Ensemble vocal Variations	**3 000 €**

Soutien de la saison 2022-2023 de cet ensemble vocal sous la direction de Damien Simon autour de deux programmes. L'un au printemps, avec un bassoniste autour de « Vent du Nord, programme nordique du XXème siècle ». Puis en octobre avec la Philharmonie de Strasbourg et l'ensemble vocal de Thann autour du « Requiem for the living » de Dan Forrest.

La Cohue – Chœur de l'université de Strasbourg	**3 000 €**

Soutien de la saison 2022-2023 de la Cohue qui est une chorale universitaire composée d'environ 80 choristes dont une majorité d'étudiants-es et dirigée par Annick Desbizet.

Saison autour de deux programmes musicaux : aux sources médiévales, Noël de la Baltique et « Tango sino NO ». Différents lieux de représentation : églises, université (portique), POKOP, Marcel Marceau.

Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	**7 000 €**

Les Petits Chanteurs de Strasbourg - Maîtrise de l'Opéra national du Rhin sont créés en 2001 par Philippe Utard et actuellement dirigés par Luciano Bibiloni. Chœur d'enfants de référence, il exporte l'image de jeunesse et d'excellence de l'Opéra, de la ville de Strasbourg et de l'Alsace dans toute l'Europe lors de concerts. Depuis 2009, ils font partie de l'organisation musicale de l'Opéra national du Rhin. Le chœur d'enfants intervient en fonction des programmations prévues dans la saison, tout en menant en parallèle ses propres prestations publiques. Pour cette saison 2022-2023, la maîtrise élargit son rayonnement avec des tournées et échanges (Dresde, Venise, Argentine), des interventions dans le cadre des Noëlies, productions d'opéra avec l'ONR, concerts caritatifs (Passions Alsace).

L'Orchestre du Rhin	**30 000 €**

7ème édition du concert participatif « À vos marques, prêts, chantez ! » porté par l'Orchestre du Rhin qui propose à un millier de chanteurs amateurs (dont 300 élèves de quartiers prioritaires de la Ville) de se retrouver lors d'un grand concert le 11 juin 2023.
Une douzaine d'ateliers répartis sur la saison permettront de préparer le programme de ce concert orienté cette année sur les Chœurs du monde. Des ateliers virtuels sont également proposés, pour certains en direct de l'Opéra du Rhin, permettant ainsi à des chanteurs amateurs de participer en dehors de Strasbourg. Cette saison, le projet intègrera également sur scène des élèves du centre chorégraphique de Strasbourg et des associations et écoles de danse amateurs de la Ville.

Pélicanto	**3 000 €**

Pélicanto est une chorale associative LGBTI+ composée de 55 choristes luttant contre les discriminations liées au genre et aux sexualités. La création d'un spectacle annuel fédère les choristes tout au long de l'année en plus des concerts qui peuvent être ponctuellement donnés.

Sun Gospel Singers	**3 000€**

« Sun Gospel Singers » est une chorale pour la promotion des spirituals et du chant Gospel qui propose la 3ème édition du Festival Gospel de Strasbourg dont la thématique porte sur les racines de l'esclavage.

ORCHESTRES ET ENSEMBLES INSTRUMENTAUX

Horizome	**5 000 €**

Depuis septembre 2021, un studio d'enregistrement musical « La Ruche » est mis à disposition des jeunes artistes amateurs. Le studio se situe au sein du tiers-lieu « Pépinière » à Hautepierre. Le studio peut accueillir au total jusqu'à 50 jeunes de Hautepierre et d'autres QPV : un accompagnement artistique et technique est proposé encadré par plusieurs intervenants professionnels.

Musica International	**4 000 €**

Musica international a pour mission la constitution et la gestion d'une bibliothèque numérique internationale du répertoire choral mise à disposition de la communauté mondiale chorale.

D'Rhinwagges	**3 600 €**

Ensemble musical créé en 1976, l'orchestre à géométrie variable fonctionne toute l'année avec une vingtaine de musiciens et propose un répertoire populaire allant de la musique alsacienne aux compositions tchèques et moraves. Le soutien apporté porte sur l'organisation du traditionnel concert annuel au Palais de la Musique et des congrès, reconduit depuis 46 années. Le concert aura lieu le 27 mars 2023.

Orchestre Harmonie Caecilia	**5 000 €**

L'Orchestre d'Harmonie Caecilia 1880 Strasbourg Robertsau sous la direction d'André Hincker présentera son traditionnel concert annuel salle Erasme au Palais de la musique et des congrès avec entrée libre, le dimanche 05 novembre 2023.

Orchestre d'Harmonie des Jeunes de Strasbourg (OHJS)	**3 500 €**

Soutien de la saison 2022-2023 de cet orchestre d'harmonie (créé en 2019 et réunissant de jeunes musiciens-nnes) et actuellement sous la direction de Maxime Maurer. La saison, riche de concerts, comprendra des collaborations avec des structures d'enseignement (école de musique Pole Sud, association des trombonistes du Bas-Rhin), des salles de spectacle (Cité de la musique et de la danse, Palais des fêtes, Cinéma Vox), une tournée estivale, des partenaires comme le Conservatoire, la Haute école des Arts du Rhin et enfin le quatuor de saxophones ReSono.

Orchestre universitaire de Strasbourg	**10 000 €**

Soutien de la saison 2022-2023 de cet orchestre qui permet aux étudiants-es musiciens français et internationaux, notamment les primo-arrivants des campus strasbourgeois de pratiquer la musique orchestrale dans une formation symphonique de bon niveau sous la direction du jeune chef d'orchestre Mauro Mariani. Les concerts de la saison sont ouverts à tous et en entrée libre. Pour cette saison, sont prévus, trois concerts symphoniques en décembre et trois également en avril-mai 2023 et ils seront complétés par une session de musique de chambre en janvier-février et des échanges franco-allemands au Printemps avec l'accueil de l'orchestre de l'Université de Hambourg et celui de Freiburg-im-Breisgau.

ARTS PLASTIQUES ET ARTS VISUELS

Les Bateliers	**85 000 €**

Soutien au fonctionnement annuel de cet établissement d'enseignement d'art et d'artisanat d'art, qui propose des ateliers tout public (enfants à partir de 4 ans, adolescents, adultes) du lundi au samedi ainsi que pendant les vacances scolaires pour les enfants. Des actions spécifiques sont organisées à destination des séniors et personnes en précarité. Les Bateliers organisent également des animations intérieures et extérieures (exposition, marchés, brocante).

CINÉMA- AUDIOVISUEL

LABFILMS	**3 000 €**

Marathon vidéo 48h est un festival audiovisuel annuel où des équipes (40 maximum) doivent écrire, réaliser et monter un film de 4 minutes maximum en 48h sur un week-end, sur un thème imposé et commun. Les courts-métrages réalisés sont soumis au vote du public et d'un jury professionnel lors d'une soirée de projection de clôture. Festival programmé du 27 au 29 mai 2023 avec projection dans une grande salle de l'UGC.

PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Compagnie Les Gladiateurs	**6 000 €**

Interventions artistiques (cirque, théâtre, improvisation) de la compagnie Les Gladiateurs auprès des gens du voyage résidant sur l'aire de la rue de Dunkerque pour l'année 2023.

GIP ACMISA	**7 000 €**

Contribution au financement des projets présentés par des enseignants et des projets à dimension académique ou départementale tels que Le Printemps de l'écriture, des rencontres d'écrivains, Lire la Ville, les cafés scientifiques lycéens et des résidences.

Cœur de Clown	**5 000 €**

Créée en 1998, l'association Cœur de Clown a pour objet l'intervention de comédiens formés à l'art du clown en direction d'enfants hospitalisés, de personnes âgées, de personnes souffrant d'un handicap mental ou moteur ainsi que toute personne en milieu spécialisé dans les services de longue durée. Les artistes de l'association Cœur de Clown ont ainsi souhaité s'inviter au sein de six EHPAD de Strasbourg, à raison d'une intervention d'une demi-journée par mois dans chaque structure. Les interventions seront encadrées par deux comédiens professionnels. L'objectif de ces interventions est de créer une relation privilégiée avec chacun des résidents, de permettre un nouvel espace d'expression, de découvrir une forme artistique et de leur permettre de trouver une certaine légèreté. Au-delà de la simple présence de clowns, les artistes proposeront aux résidents, à leur famille mais aussi au personnel de l'EHPAD un atelier d'expression clownesque.

Cie THEAT'REIS – Pédagogie et Création	**4 500 €**

Nouveau projet triennal qui fait suite au projet « D'hier à demain, Paroles de Contes » déployé sur 2019/2022. Le projet s'appuie sur différentes formes artistiques (contes, théâtres, etc.), et notamment :

- différents temps d'initiation et de rencontre avec la pratique lors de stages, de rencontres des publics des partenaires sur leur propre temps d'accueil (aide aux devoirs, café des aînés, jardin partagé, etc.) et de manifestations et évènements du territoire (rentrée des associations, fêtes de quartier, St Nicolas, Carnaval, etc.),
- ateliers théâtre gratuits pour enfants et ados « les p'tits comédiens » tous les mercredis (sauf vacances scolaires),
- atelier adulte hebdomadaire « Au petit théâtre de la lecture » : une invitation à lire "ensemble" pour passer de "lire à dire" et confronter les représentations,
- une production de spectacle portée par les artistes à destination des participants.

Tôt ou t'Art	**25 000 €**

Créée en 2001, l'association, structure atypique en France, a pour objet d'animer un réseau de structures sociales, médico-sociales et culturelles en Alsace, essentiellement sur Strasbourg (103 structures culturelles des domaines spectacle vivant, arts plastiques, patrimoine, cinéma, médiathèques et culture scientifique et 328 structures médico-sociales et d'insertion professionnelles) pour contribuer à faire des pratiques culturelles et artistiques, un moteur de l'inclusion et de la cohésion sociale. Ses actions sur l'année 2023, au bénéfice de quelques 70 000 personnes en situation de vulnérabilité (handicap, insertion, grande précarité, enfants et adolescents placés en foyers, habitant des QPV, demandeurs d'asile, réfugiés, etc.) se déclinent principalement par une proposition de sélection de places de spectacles à 3 euros ou gratuites issues de la programmation des établissements culturels, une offre de formation et de sensibilisation aux pratiques culturelles et artistiques à destination des professionnels, l'organisation ou la participation à des temps forts (forums, conférences, séminaires, etc.) et l'accompagnement et le soutien à des projets artistiques et culturels.

Compagnie 12:21	**2 000 €**

Depuis 2016, la compagnie 12:21 collabore avec des structures en charge de l'accueil des mineurs non accompagnés (Groupe SOS Foyer Oberholz, Foyer Notre-Dame, etc.) sur des projets artistiques et culturels. Les artistes de la compagnie 12:21 proposent des ateliers d'éveil culturel aux mineurs non accompagnés qui aboutissent à la création de formes artistiques. Pour 2023, la compagnie propose le projet « Rencontres au 21ème siècle » articulé autour d'une série d'ateliers d'écriture créative (slam), d'arts plastiques et de stop-motion au bénéfice de 12 jeunes (mineurs non accompagnés) de 15 à 18 ans complétés d'au moins trois sorties culturelles. Les réalisations artistiques seront diffusées lors de la semaine des réfugiés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après, au titre de l'exercice 2023 :

- *à hauteur de 446 850 €, au titre de l'aide aux pratiques artistiques en amateur :*

Structure	***Montant***
Écritures et voix nomades	*3 000 €*
APACA – GRAINE DE CIRQUE	*58 000 €*
Académie de danse Daniela Gihr	*3 000 €*
Compagnie Watt	*6 000 €*
De cœur et d'art	*3 000 €*

Structure	***Montant***
Dounya	*3 000 €*
Mindset Studio 116	*3 000 €*
JBUS – Jeune ballet universitaire de Strasbourg	*3 000 €*
Lindy Spot	*3 000 €*
Mistral Est	*25 500 €*
Vivre	*3 000 €*
ARTUS- Théâtre universitaire de Strasbourg	*4 000 €*
La Maison Théâtre	*30 000 €*
Lolita	*5 000 €*
Théâtre Alsacien de Strasbourg	*2 000 €*
Chœur Philharmonique de Strasbourg	*63 000 €*
Chorale Voix-Si Voix-La	*1 500 €*
Diverson	*3 000 €*
Ensemble Vocal Diversio	*2 000 €*
Ensemble Vocal DE-CI DE-LA	*500 €*
Gospel Kids	*34 650 €*
Chœur Saint-Guillaume	*3 000 €*
Chorale strasbourgeoise	*3 600 €*
Ensemble vocal Allegro	*3 000 €*
Ensemble vocal de Strasbourg	*5 000 €*
Ensemble vocal universitaire de Strasbourg	*5 000 €*
Ensemble vocal Variations	*3 000 €*
La Cohue – Chœur de l'université de Strasbourg	*3 000 €*
Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	*7 000 €*
L'Orchestre du Rhin	*30 000 €*
Pélicanto	*3 000 €*
Sun Gospel Singers	*3 000 €*
Horizome	*5 000 €*
Musica International	*4 000 €*
D'Rhinwagges	*3 600 €*
Orchestre Harmonie Caecilia	*5 000 €*
Orchestre d'Harmonie des Jeunes de Strasbourg (OHJS)	*3 500 €*
Orchestre universitaire de Strasbourg (OUS)	*10 000 €*
Les Bateliers	*85 000 €*
Labfilms	*3 000 €*
TOTAL	***446 850 €***

- *à hauteur de 24 500 €, au titre de l'aide aux projets de développement des publics :*

Structure	***Montant***
Compagnie Les Gladiateurs	*6 000 €*
GIP ACMISA	*7 000 €*
Cœur de Clown	*5 000 €*
Cie THEAT'REIS – Pédagogie et Création	*4 500 €*
Compagnie 12 :21	*2 000 €*
TOTAL	***24 500 €***

Les propositions ci-exposées représentent une somme totale de 471 350 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G – fonction 311 – nature 65748 – programme 8087 du budget 2023, dont le disponible avant le présent Conseil est de 819 000 €.

- *à hauteur de 25 000 €, au titre de l'aide aux projets de développement des publics :*

Structure	***Montant***
Tôt ou t'Art	*25 000 €*

La proposition ci-exposée représente une somme totale de 25 000 € à imputer :
- *à hauteur de 19 000 € sur les crédits ouverts sous CU01G – fonction 311 – nature 65748 – programme 8087 du budget 2023, dont le disponible avant le présent Conseil est de 819 000 €,*
- *à hauteur de 6 000 € sur les crédits ouverts sous AS01B 520 – nature 65748 – programme 8003 du budget 2023, dont le disponible avant le présent Conseil est de 410 650 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155811-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Attribution de subventions en faveur des pratiques artistiques en amateur et des projets en direction du développement des publics.

Attribution de subventions en faveur des pratiques artistiques en amateur

DATE DU GTS : **jeudi 26 janvier 2023**

DATE DU CONSEIL MUNICIPAL : **lundi 20 mars 2023**

STRUCTURE	INTITULE	NATURE	MONTANT SOLLICITÉ VILLE DE STRASBOURG	MONTANT ATTRIBUE N-1	MONTANT PROPOSE	N° FIPRO
ECRITURE ET POÉSIE						
ECRITURES ET VOIX NOMADES	Ateliers d'écriture et laboratoire des voix nomades	AIDE AU PROJET	4 000,00 €	- €	3 000 €	1
CIRQUE						
APACA GRAINE DE CIRQUE	Fonctionnement de l'école de cirque	AIDE AU FONCTIONNEMENT	50 000,00 €	50 000 €	50 000 €	2
APACA GRAINE DE CIRQUE	Les rencontres régionales des écoles de cirque régionales et européennes	AIDE AU PROJET	1 000,00 €	1 000 €	1 000 €	3
APACA GRAINE DE CIRQUE	Cabaret CIRQU'ENVOL 2023	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	5 000 €	5 000 €	4
APACA GRAINE DE CIRQUE	Action culturelle à destination des enfants du CSC Au-Delà des Ponts	AIDE AU PROJET	2 000,00 €	2 000 €	2 000 €	5
DANSE						
ACADÉMIE DE DANSE DANIELA GIHR	La Danse pour tous	AIDE AU FONCTIONNEMENT	10 670,00 €	3 000 €	3 000 €	6
COMPAGNIE WATT	Club in House	AIDE AU PROJET	7 000,00 €	6 000 €	6 000 €	7
DE CŒUR ET D'ART	Temps Pis !	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 000,00 €	3 000 €	3 000 €	8
DOUNYA	Projet éco-citoyen Amaban : c'est pas fini ! Pour un avenir meilleur !	AIDE AU PROJET	7 000,00 €	- €	3 000 €	9
MINDSET	"Boursiers" : accompagnement de jeunes danseurs amateurs	AIDE AU PROJET	8 000,00 €	3 000 €	3 000 €	10
JBUS - JEUNE BALLET UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	SAISON(s)	AIDE AU PROJET	3 000,00 €	- €	3 000 €	11
LINDY SPOT	Formation de professeurs bénévoles	AIDE AU FONCTIONNEMENT	10 000,00 €	- €	3 000 €	12
MISTRAL EST	Aide au fonctionnement de l'association	AIDE AU FONCTIONNEMENT	63 000,00 €	25 500 €	25 500 €	13
VIVRE	Animation et gestion d'un groupe de danse tchétchène		4 000,00 €	- €	3 000 €	14
THÉÂTRE						
ARTUS - THÉÂTRE UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	Saison 2022/2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	4 000,00 €	4 000 €	4 000 €	15
LA MAISON THÉÂTRE	Projets et ateliers théâtre du Tambourin	AIDE AU FONCTIONNEMENT	32 000,00 €	30 000 €	30 000 €	16
LOLITA	Festival de théâtre d'improvisation à l'occasion des 30 ans de la LOLITA	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	- €	5 000 €	17
THÉÂTRE ALSACIEN DE STRASBOURG	Création d'une comédie musicale / singspiel "Im Kines"	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	- €	2 000 €	18
MUSIQUE ET CHANT : CHORALES ET ENSEMBLES VOCAUX						
CHŒUR PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG	Saison 2022-2023 du Chœur philharmonique de Strasbourg	AIDE AU FONCTIONNEMENT	75 000,00 €	63 000 €	63 000 €	19
CHORALE VOIX-SI VOIX-LA	Saison 2022/2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	1 500,00 €	- €	1 500 €	20
DIVERSON	Structuration du développement de l'ensemble vocal amateur	AIDE AU FONCTIONNEMENT	5 000,00 €	- €	3 000 €	21
ENSEMBLE VOCAL DIVERSIO	Découverte de chant d'hier et d'aujourd'hui autour du monde et de la lune	AIDE AU FONCTIONNEMENT	2 000,00 €	- €	2 000 €	22
GOSPEL KIDS	Fonctionnement de l'association 2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	50 000,00 €	34 650 €	34 650 €	23
ENSEMBLE VOCAL DE-CI DE-LÀ	Saison 2022/2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	500,00 €	- €	500 €	24
CHŒUR DE SAINT GUILLAUME	Saison 2022/2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	4 500,00 €	30 000 €	3 000 €	25
CHORALE STRASBOURGEOISE	Saison de la chorale strasbourgeoise	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 600,00 €	3 600 €	3 600 €	26
ENSEMBLE VOCAL ALLEGRO DE STRASBOURG	Saison annuelle 2022-2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 000,00 €	3 000 €	3 000 €	27
ENSEMBLE VOCAL DE STRASBOURG	Préparation et présentation publique du STABAT MATER de G. ROSSINI	AIDE AU FONCTIONNEMENT	10 000,00 €	3 000 €	5 000 €	28
ENSEMBLE VOCAL UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	A la découverte de la musique baroque française	AIDE AU FONCTIONNEMENT	15 000,00 €	3 000 €	5 000 €	29
ENSEMBLE VOCAL VARIATIONS	Programme musical saison 2022-2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 000,00 €	3 000 €	3 000 €	30
LA COHUE - CHŒUR DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG	Saison 2022/2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	4 000,00 €	3 000 €	3 000 €	31
MANECANTERIE DES PETITS CHANTEURS DE STRASBOURG – MAÎTRISE DE L'ONR	Saison 2022/2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	7 000 €	7 000 €	32
ORCHESTRE DU RHIN	A vos marques, prêts, chantez ! 2022/2023	AIDE AU PROJET	100 000,00 €	60 000 €	30 000 €	33
PELICANTO	Saison 2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 000,00 €	3 000 €	3 000 €	34
SUN GOSPEL SINGERS	Festival Gospel de Strasbourg, aux racines de l'esclavage – 3ème édition	AIDE AU PROJET	4 500,00 €	3 000 €	3 000 €	35
MUSIQUE ET CHANT : ORCHESTRES ET ENSEMBLES MUSICAUX						
HORIZOME	Accompagnements artistiques et techniques au Studio LA RUCHE à Hautepierre	AIDE AU PROJET	8 000,00 €	5 000 €	5 000 €	36
MUSICA INTERNATIONAL	Développement et gestion de la bibliothèque virtuelle internationale du répertoire choral	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	4 000 €	4 000 €	37
ENSEMBLE MUSICAL D'RHINWAGGES	Organisation du concert annuel au PMC	AIDE AU PROJET	3 600,00 €	- €	3 600 €	38
ORCHESTRE D'HARMONIE CAECILIA 1880	Grand concert de l'Harmonie Caecilia au Palais de la musique et des congrès	AIDE AU PROJET	14 000,00 €	8 800 €	5 000 €	39
ORCHESTRE D'HARMONIE DES JEUNES DE STRASBOURG	Saison de concerts 2023	AIDE AU FONCTIONNEMENT	3 530,00 €	- €	3 500 €	40
ORCHESTRE UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	Saison 2022-2023 de l'Orchestre Universitaire de Strasbourg	AIDE AU FONCTIONNEMENT	10 000,00 €	10 000 €	10 000 €	41
ARTS PLASTIQUES ET ARTS VISUELS						
LES BATELIERS	Gestion et animation du centre culturel et créatif	AIDE AU FONCTIONNEMENT	106 000,00 €	85 000 €	85 000 €	42
CINÉMA- AUDIOVISUEL						
LABFILMS	Marathon vidéo 48h	AIDE AU PROJET	3 000,00 €	2 000 €	3 000 €	43
		SOUS-TOTAL 1	***670 400,00 €***	***466 550,00 €***	***446 850,00 €***	

Attribution de subventions en faveur des projets culturels en direction du développement des publics.

STRUCTURE	INTITULE	NATURE	MONTANT SOLLICITÉ VILLE DE STRASBOURG	MONTANT ATTRIBUE N-1	MONTANT PROPOSE	N° FIPRO
GLADIATEURS	CHANTIERS IN SITU : Théâtre et cirque auprès des gens du voyage	AIDE AU PROJET	11 800,00 €	6 000 €	6 000 €	44
GIP ACMISA	Contribution complémentaire de la direction de la culture	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	7 000 €	7 000 €	45
CŒUR DE CLOWN	Interventions de Clowns professionnels dans les EHPAD de la Ville de Strasbourg	AIDE AU PROJET	5 000,00 €	- €	5 000 €	46
COMPAGNIE THEAT'REIS – PÉDAGOGIE ET CRÉATION	« Quelles traces pour demain – 2023/2025 »	AIDE AU PROJET	5 700,00 €	4 500 €	4 500 €	47
TÔT OU T'ART	Aide au fonctionnement de l'association	AIDE AU FONCTIONNEMENT	25 000,00 €	25 000 €	25 000 €	48
COMPAGNIE 12:21	Rencontres au 21è siècle	AIDE AU PROJET	2 000,00 €	- €	2 000 €	49
		SOUS-TOTAL 2	***37 700,00 €***	***29 500,00 €***	***36 500,00 €***	
		TOTAL	***708 100,00 €***	***496 050,00 €***	***483 350,00 €***	

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de subventions aux écoles de musique associatives de Strasbourg.

Numéro V-2023-100

L'attribution de subventions aux écoles de musique associatives de Strasbourg s'inscrit dans le cadre de :

- la délibération relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg du 14 décembre 2020 qui entend notamment légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique strasbourgeois,
- la délibération sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur du 21 juin 2021 qui réaffirme son soutien aux écoles de musique.

Les pratiques artistiques en amateur s'inscrivent au cœur des enjeux sociétaux actuels. Elles favorisent le développement de la personne, la participation active à la vie artistique et culturelle de la cité, l'implication citoyenne, la diversité sociale et intergénérationnelle et le bien-vivre ensemble sur le territoire. Elles permettent par ailleurs d'apporter des propositions en termes d'équité territoriale et sociale.

Riche d'un réseau de 17 écoles de musique associatives, la pratique musicale en amateur tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux concitoyens qui partagent leur passion avec leur entourage ou avec leurs proches. Les écoles de musique y contribuent fortement en offrant un cadre d'exercice de la pratique en amateur, centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves de tout âge.
Pour l'année scolaire 2022-2023, les 17 écoles de musique de Strasbourg enseignent cet art à plus de 3 500 élèves.

La ville de Strasbourg soutient financièrement les écoles de musique par :

- une subvention de fonctionnement dite « socle »,
- des subventions d'aides aux projets,
- des subventions pour favoriser l'inscription des personnes les plus défavorisées (aides solidaires à la pratique musicale).

La présente délibération propose le versement de subventions pour les écoles de musique dans le cadre des aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés ainsi que pour des projets spécifiques.

Pour les aides aux élèves :
Le montant de l'aide financière concerne les familles ayant un quotient familial inférieur ou égal à 900 selon la répartition ci-dessous :
- 250 € d'aide pour un élève dont le quotient familial est entre 0 et 350,
- 210 € d'aide pour un élève dont le quotient familial est entre 351 et 550,
- 190 € d'aide pour un élève dont le quotient familial est entre 551 et 750,
- 150 € d'aide pour un élève dont le quotient est entre 751 et 900.

Au regard des orientations politiques fondées notamment sur la justice sociale et afin de renforcer l'accès à la pratique musicale, il a été acté le rajout d'une nouvelle tranche de QF supplémentaire défini entre 751 et 900 qui donne lieu à une aide maximale de 150 € par élève. Le montant ne peut excéder 90 % des frais d'écolage.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2023 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes aux écoles de musique, au titre des aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés :

Ecole de musique	**Nombre d'élèves éligibles à une aide financière**	**Montant octroyé au titre des aides financières pour les élèves défavorisés**
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	87	17 961 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	5	1 170 €
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	72	14 360 €
POLE SUD	31	5 865 €
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	31	6 036 €
CEMC ROBERTSAU Centre d'Education Musicale et Culturel	7	1 350 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	48	9 160 €
ECOLE DE MUSIQUE DE L'HARMONIE CAECILIA 1880 DE LA ROBERTSAU	3	610 €
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	9	1 680 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	76	14 345 €
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	54	11 740 €
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN – CSC CAMILLE CLAUSS	58	11 331 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	150	30 340 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE NEUDORF	49	9 192 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	31	5 478 €

Ecole de musique	Nombre d'élèves éligibles à une aide financière	Montant octroyé au titre des aides financières pour les élèves défavorisés
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	43	7 957 €
Total	**754**	**148 574 €**

Pour les aides aux projets spécifiques, les subventions tiennent compte d'orientations selon quatre priorités :

- l'école dans son territoire : actions qui contribuent aux dynamiques de territoire,
- l'école et les publics spécifiques : actions en direction du public éloigné ou empêché,
- la participation des écoles à des projets structurants portés par la ville de Strasbourg ou soutenus par elle et plus largement des projets partenariaux ,
- la proposition de projets pluridisciplinaires, faisant appel à différentes esthétiques (musique/danse, musique/arts plastique, etc.).

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2023 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes pour 17 projets portés par 12 écoles de musique pour un total de 64 250 € :

CEMCR (CENTRE D'ÉDUCATION MUSICALE ET CULTUREL DE LA ROBERTSAU)	**2 900 €**

Soutien au projet « Chou chou chou n'est pas du cha cha cha », une création musicale impliquant professeurs et élèves de l'école de musique autour du patrimoine latino-alsacien. Ce projet a comme finalité pédagogique de travailler le triolet et une finalité environnementale pour plaider en faveur de la conservation du hamster d'Alsace qui se nourrit de chou. La restitution est prévue lors de la fête de la musique en juin 2023.

CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	**12 350 €**

Soutien au projet de préfiguration d'un pôle musical au Port du Rhin avec l'équipe du CMK et les acteurs du territoire au travers de divers ateliers artistiques et transversaux : écriture de chansons, mise en musique et spectacle (avec le Weepers Circus), improvisation et découverte d'instruments des pays de l'Est (en collaboration avec l'école de musique de Kehl), projet autour du thème des fleurs (avec une intervenante graphiste diplômée de la HEAR). Des restitutions de ces projets seront proposées au CSC du Port du Rhin. La fin d'année sera ponctuée avec un projet transfrontalier avec l'école de musique de Kehl.

ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN – CSC CAMILLE CLAUSS	**1 600 €**

Projet autour d'un film muet de Buster Keaton encadré par huit professeurs de l'école de musique avec une soixantaine d'élèves dont la projection est prévue en juin 2023.

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	4 000 €

- Soutien pour une série d'évènements, hors les murs, avec des animations musicales spécifiques proposées lors de discussions avec les habitants-es du quartier ainsi que des séances d'éveil musical pendant les vacances scolaires à l'antenne Tannerie (annexe du CSC), des ateliers de percussions, une participation à la fête du parc naturel urbain et des auditions délocalisées dans deux autres antennes du CSC : 2 500 €.
- Soutien pour la participation de l'école de musique à « Montagne Verte en fête », une semaine de festivité fin juin (incluant la fête de la musique) : 1 500 €.

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU FOSSE DES 13	4 000 €

- Soutien pour les concerts du réseau des écoles de musique avec deux concerts pédagogiques pour tous les ateliers de musiques actuelles du réseau (17 et 18 mars 2023) et un concert dans le cadre de la fête de la musique dans la salle du Fossé des 13 le 20 juin 2023 : 2 500 €.
- Soutien pour le projet « écoles de musique 2.0 » avec un travail de composition et d'arrangements musicaux en vue d'un concert transversal inter-écoles du réseau : 1 500 €.

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUDORF	4 000 €

Soutien au projet de création d'un spectacle musical sur le thème des contes traditionnels et des contes détournés avec une grande partie des élèves de l'école de musique dont la représentation aura lieu le samedi 24 juin 2023.

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	8 000 €

- Soutien au spectacle impliquant les élèves percussionnistes de l'école de musique et proposant une immersion dans le répertoire du compositeur et percussionniste mexicano-américain Ivon Trevino. Deux représentations sont prévues le 17 mars à l'Espace Django avec une séance scolaire et une séance grand public : 3 000 €.
- Suite au succès du projet autour d'une création pour violons, le travail s'étend aux élèves guitaristes des écoles de musique toujours en partenariat avec le quatuor professionnel ADASTRA pour trois séances de restitution : 5 000 €.

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	2 300 €

Soutien aux « après-midi musicaux de l'Elsau » avec trois animations musicales destinées aux seniors, en février, juin et décembre et assurées par les élèves de l'école de musique autour d'un répertoire musical de chansons françaises (Aznavour, Salvador, Piaf, etc.).

ECOLE DE MUSIQUE DU STOCKFELD	1 000 €

Soutien au projet « LE CONCERT », un projet interne à l'école de musique mobilisant cinq à six professeurs et une quarantaine d'élèves pour une création artistique dont la restitution se déroulera sous la forme d'un concert final au mois de juin 2023. Partenariat avec l'APAN (association pour l'animation du Neuhof) et l'Espace Django.

ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	13 000 €

Soutien à l'Orchestre Partagé Junior (OPJ) des écoles de musique et du conservatoire de Strasbourg. Interventions pédagogiques (hebdomadaires + certains week-end) des

professeurs des écoles de musique dans le cadre de l'OPJ (orchestre partagé junior), créé en septembre 2023, pour répondre au besoin d'un grand orchestre symphonique pour les élèves junior à l'échelle du réseau et en lien avec le Conservatoire notamment pour accueillir les élèves du dispositif DEMOS qui souhaitent poursuivre l'expérience orchestrale à l'issue de leur parcours. Deux représentations sont programmées, en février 2023 à la Cité de la musique et de la danse et en juin 2023 au Palais des fêtes.

LE PELICAN MUSICIEN	**5 000 €**

- Soutien à un projet de spectacle et concert musical associant à la fois les professeurs et les élèves avancés de l'école de musique : 2 000 €.
- Soutien à un projet de concert pour la fête de l'Europe autour d'un répertoire des musiques d'Europe avec l'école de musique et des élèves de l'école St Jean : 3 000 €.

POLE SUD	**6 100 €**

- Soutien au projet « Irish Tunes » avec l'organisation d'un évènement du réseau des écoles de musique à l'occasion de la Saint Patrick : animation musicale et dansée avec restitution finale le vendredi 17 mars 2023 à 19h30 au bar de Pôle Sud : 4 300 €.
- Soutien au projet « L'harmonie du cœur de la cité » avec des actions pédagogiques et artistiques partenariales avec l'OHJS (Orchestre d'Harmonie des Jeunes de Strasbourg) pour faire la promotion des instruments rares. Partenariat étendu aux écoles du quartier avec temps de visibilité sur le parvis de Pôle Sud à l'occasion de la fête de la musique le 21 juin 2023 : 1 800 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après, au titre de l'exercice 2023 :

- *à hauteur de 148 574 € pour les aides financières pour la pratique des élèves les plus défavorisés :*

Structure	***Montant octroyé***
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	*17 961 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL FOSSE DES TREIZE	*1 170 €*
ARES –Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*14 360 €*
POLE SUD	*5 865 €*
ADEMSC – Association pour le Développement de l'Ecole de Musique de Strasbourg Centre	*6 036 €*
CEMC ROBERTSAU *Centre d'Éducation Musicale et Culturel*	*1 350 €*

Structure	***Montant octroyé***
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE CRONENBOURG	*9 160 €*
ECOLE DE MUSIQUE DE L'HARMONIE CAECILIA 1880 DE LA ROBERTSAU	*610 €*
ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE DE NEUHOF-STOCKFELD	*1 680 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	*14 345 €*
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	*11 740 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN – CSC CAMILLE CLAUSS	*11 331 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	*30 340 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE NEUDORF	*9 192 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	*5 478 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	*7 957 €*
Total	***148 574 €***

- *à hauteur de 64 250 € pour des projets spécifiques :*

Structure	***Montant octroyé***
CEMCR (CENTRE D'ÉDUCATION MUSICALE ET CULTUREL DE LA ROBERTSAU)	*2 900 €*
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	*12 350 €*
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN – CSC CAMILLE CLAUSS	*1 600 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	*4000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU FOSSE DES 13	*4 000€*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUDORF	*4 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	*8 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	*2 300 €*
ECOLE DE MUSIQUE DU STOCKFELD	*1 000 €*
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	*13 000 €*
LE PELICAN MUSICIEN	*5 000 €*
POLE SUD	*6 100 €*
Total	***64 250 €***

Soit un total (aides pour les élèves et aides pour des projets spécifiques) à hauteur de 212 824 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de la ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 65748, activité CU01B au titre de l'exercice 2023, dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 274 000 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières relatives à ces subventions.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155901-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Attribution de subventions aux écoles de musiques associatives
Aides aux projets spécifiques

DATE DU GTS : **jeudi 26 janvier 2023**

DATE DU CONSEIL MUNICIPAL : **lundi 20 mars 2023**

STRUCTURE	INTITULE	NATURE	MONTANT SOLLICITÉ VILLE DE STRASBOURG	MONTANT ATTRIBUE N-1	MONTANT PROPOSE
CSC DU FOSSE DES 13	Concerts réseau des écoles de musique	AIDE AU PROJET	2 500,00 €	2 500 €	2 500 €
CSC DU FOSSE DES 13	Projet écoles de musique 2.0	AIDE AU PROJET	1 500,00 €	- €	1 500 €
CSC DU NEUDORF	Neudorf fête la musique dans la forêt des contes	AIDE AU PROJET	7 133,00 €	- €	4 000 €
CSC DE LA MONTAGNE VERTE	L'école de musique du CSC "Hors les murs"	AIDE AU PROJET	2 500,00 €	- €	2 500 €
CSC DE LA MONTAGNE VERTE	Montagne Verte en fête	AIDE AU PROJET	1 500,00 €	1 500 €	1 500 €
CSC ELSAU	Les après-midi musicaux de l'Elsau : trois animations musicales destinées aux ainés	AIDE AU PROJET	2 300,00 €	- €	2 300 €
POLE SUD	Irish Tunes, animation musicale et dansée de Saint Patrick	AIDE AU PROJET	4 316,00 €	- €	4 300 €
POLE SUD	L'harmonie du cœur de la cité	AIDE AU PROJET	1 800,00 €	- €	1 800 €
CSC DU NEUHOF	Une trêve inopinée au Neuhof	AIDE AU PROJET	3 800,00 €	- €	3 000 €
CSC DU NEUHOF	Autour d'une création pour cordes	AIDE AU PROJET	5 400,00 €	- €	5 000 €
ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	Orchestre Partagé Junior (OPJ) des écoles de musique et du conservatoire de Strasbourg	AIDE AU PROJET	13 700,00 €	- €	13 000 €
CSC DE KOENIGSHOFFEN	Réalise ton ciné concert	AIDE AU PROJET	1 600,00 €	- €	1 600 €
ECOLE DE MUSIQUE DU STOCKFELD	"LE CONCERT"	AIDE AU PROJET	1 000,00 €	- €	1 000 €
CEMCR (CENTRE D'ÉDUCATION MUSICALE ET CULTUREL DE LA ROBERTSAU)	"Chou chou chou n'est pas du cha cha cha"	AIDE AU PROJET	2 900,00 €	- €	2 900 €
CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	Une saison pour préparer le projet de Pôle musical au Port du Rhin avec l'équipe du CMK et les acteurs du territoire	AIDE AU PROJET	12 350,00 €	- €	12 350 €
LE PELICAN MUSICIEN	Ensemble instrumental professeurs et élèves de l'école de musique	AIDE AU PROJET	7 000,00 €	- €	2 000 €
LE PELICAN MUSICIEN	Concert pour la fête de l'Europe	AIDE AU PROJET	3 700,00 €	- €	3 000 €
			74 999,00 €	***4 000,00 €***	***64 250,00 €***

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Haute École des Arts du Rhin (HEAR) et ses membres fondateurs pour la période 2022-2023.

Numéro V-2022-966

L'Etablissement public de coopération culturelle dénommé Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) regroupant Le Quai, école supérieure d'art de Mulhouse, l'Académie supérieure de musique du Conservatoire de Strasbourg et l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg a été créé en 2011 suite à la délibération du Conseil municipal du 6 décembre 2010 ainsi qu'à la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2010, les instances délibérantes de la ville de Mulhouse et l'Etat (DRAC Grand Est) ayant également approuvé la démarche.

Ses membres fondateurs sont : la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et l'Etat (DRAC Grand Est).

Les statuts de la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) ne fixent pas les taux de contribution des différents membres fondateurs au budget de l'EPCC mais prévoient la définition des modalités de financement de l'établissement à la conclusion de conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles.

Les objectifs et les moyens sur lesquels les membres fondateurs, signataires de la convention, s'accordent, répondent au projet d'établissement proposé par la direction de la HEAR, conformément aux articles 5 et 29 des statuts de l'EPCC.

Compte tenu du départ du directeur, intervenu le 1er juillet 2022, il est proposé, en concertation avec l'ensemble des membres fondateurs, d'acter un conventionnement pour les exercices 2022 et 2023 et de s'engager sur un contrat pluriannuel à partir de l'exercice 2024, à l'instar du précédent contrat 2019-2021. Cette temporalité d'exécution d'une convention sur deux années permet ainsi aux membres fondateurs de se laisser la possibilité d'une mise en adéquation du futur contrat d'objectifs et de moyens avec le prochain projet d'établissement qui sera proposé par la nouvelle direction entrée en fonction en février 2023.

Ce conventionnement fait suite aux deux contractualisations successives signées entre la HEAR et ses membres fondateurs pour les périodes 2015-2018 et 2019-2021.

Il est également proposé pour approbation au Conseil de l'Eurométropole, au Conseil municipal de la ville de Mulhouse et à l'Etat (DRAC Grand Est), membres fondateurs de l'EPCC.

Les contributions de la ville de Strasbourg, prévues au titre de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des montants cités, dans le cadre de l'annualité du budget.

La ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et l'Etat (DRAC Grand Est) confirment par cet engagement leur soutien au projet de la HEAR, pôle d'excellence en matière d'enseignements artistiques supérieurs, de nature à conforter leur attractivité et leur créativité artistique.

Le budget primitif 2023 ayant été arrêté, il est proposé de fixer le montant total de la contribution financière de la ville de Strasbourg pour l'année 2023 à 4 960 000 €.

Par une délibération du 12 décembre 2022, le Conseil municipal a approuvé le versement d'une première tranche de 1 866 667 € de la contribution financière de la ville de Strasbourg au titre de l'année 2023.
Il est ainsi proposé d'effectuer, au mois d'avril 2023, le versement de la seconde tranche de cette participation financière annuelle pour un montant de 1 866 667 € en fonctionnement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la signature de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'établissement public « la Haute École des Arts du Rhin (HEAR) » 2022-2023,*
- *le versement d'une contribution annuelle de 4 960 000 € pour 2023 à la HEAR au titre de l'engagement financier pris par la ville de Strasbourg membre fondateur de l'établissement, sous réserve du vote par le Conseil des crédits correspondants,*
- *le versement au mois d'avril 2023 d'une seconde tranche de la contribution financière 2023 à hauteur de 1 866 667 €,*

décide

l'imputation de la dépense de 4 960 000 € pour 2023, sous réserve du vote par le Conseil des crédits correspondants sur la ligne AU21A/312/6588,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre l'établissement public « la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) » et les autres membres fondateurs, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et l'Etat (DRAC Grand Est).

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-148615-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
Haute école des arts du Rhin / Membres fondateurs
(2022 – 2023)

SOMMAIRE

Préambule

Article 1 - Objet de la présente convention

Article 2 - Orientations générales et engagements de la HEAR

Sous-article 2.1 - Les engagements pédagogiques de la HEAR

Sous-article 2.2 - Les engagements de la HEAR en aménagement et développement territorial

Article 3 - Les engagements communs en matière de ressources

Sous-article 3.1 - Pour le site arts plastiques de Strasbourg (SAPS)

Sous-article 3.2 - Pour le site arts plastiques de Mulhouse (SAPM)

Sous-article 3.3 – Pour le site de l'Académie supérieure de musique (ASM) à la Cité de la Musique et de la Danse de Strasbourg

Article 4 - Moyens mis à disposition de la HEAR

Sous-article 4.1 - Les moyens financiers

Sous-article 4.2 - La mise à disposition des locaux

Sous-article 4.3 – La mise à disposition de véhicules

Sous-article 4.4 - La situation spécifique de l'Académie supérieure de musique (ASM)

Article 5 - Modalités d'évaluation de la convention et de contrôle de sa mise en œuvre

Sous-article 5.1 - Evaluation financière

Sous-article 5.2 - Evaluation quantitative et qualitative

Sous-article 5.3 - Evaluation par l'Etat

Article 6 - durée de la convention

Article 7 - modifications de la convention

Article 8 - modalités de résiliation de la convention

Article 9 - compétences juridictionnelles

641

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
Haute école des arts du Rhin / Membres fondateurs
(2022 – 2023)

Vu l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

Vu l'arrêté SGARE n°2010/160 du 23 décembre 2010 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle dénommé Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes ;

Vu l'arrêté du 31 octobre 2013 abrogeant l'arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2013 portant organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques dans les établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes (DNA) ;

Vu la circulaire n°2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

Entre les soussignés,

- Le ministère de la Culture, représenté par Madame Josiane Chevalier, préfète de la Région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle Lutz, Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 04 juillet 2020 ;
- La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne Barseghian, Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 04 juillet 2020 ;
- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia Imbs, Présidente, dûment habilitée par délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020 ;
- La Haute école des arts du Rhin représentée par Madame Anne Mistler, Présidente, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du 10 octobre 2020.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

La Haute école des arts du Rhin, établissement public de coopération culturelle (EPCC) créé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010, est un établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence. Elle dispense des enseignements en art, communication, design et musique. Elle accueille près de 750 étudiants qu'elle mène à des diplômes de niveau Bac+3 à Bac +8. L'établissement accueille et anime le Centre de Formation de Plasticien Intervenant et propose une offre de formation continue. La HEAR apporte également des ateliers de pratiques amateurs en arts plastiques.

Implantée sur trois sites à Mulhouse et Strasbourg, l'école s'inscrit au cœur de l'espace rhénan supérieur, concourt à la dynamique métropolitaine qui anime ce territoire, contribue à son rayonnement et renforce son attractivité.

Riche du passé des institutions qu'elle regroupe, des traditions et de l'identité si singulière de l'Alsace, elle est ouverte sur le monde et sur les mutations technologiques, économiques et sociales qui le traversent, mutations auxquelles elle aspire, à sa juste place, à contribuer et donner du sens.

La HEAR fonde son modèle pédagogique sur la porosité des disciplines artistiques qu'elle enseigne, cultive les passerelles entre les enseignements théoriques et la pratique, conjugue les approches individuelles et les démarches collectives. La HEAR forme des artistes, créateurs et interprètes engagés dans la société qui a besoin de se nourrir à des visions du monde alternatives.

A la fois établissement d'enseignement supérieur, actrice du développement local mais également partie prenante de l'animation culturelle du territoire, la HEAR entend inscrire dans un cadre pluriannuel son action et ses relations avec ses collectivités publiques fondatrices (Etat, Villes de Strasbourg et de Mulhouse, Eurométropole de Strasbourg).

Article 1 - Objet de la présente convention

L'article 5 des statuts de la Haute école des arts du Rhin dispose qu'un conventionnement soit établi entre l'établissement et ses membres fondateurs. Il a notamment pour objet :

- De définir les orientations des projets pédagogiques en arts plastiques et en musique de l'établissement ;
- De fixer le montant des participations des membres fondateurs ;
- De valoriser les prestations en nature ;
- De définir les modalités d'évaluation du conventionnement.

Au-delà de ces éléments fondamentaux qu'il importe de formaliser, la présente convention a également pour objet de régir, au sein d'un seul et même document, l'ensemble des relations en matière de patrimoine, d'équipement et de gestion des ressources humaines entre l'établissement et ses membres fondateurs.

Article 2 – Orientations générales et engagements de la HEAR

La signature de la présente convention marque :

- Le souci de l'Etat de garantir un niveau élevé de formation supérieure artistique et musicale en Alsace répondant aux exigences nationales et européennes ;
- La volonté des Villes fondatrices, de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Collectivité européenne d'Alsace, de placer l'enseignement supérieur artistique et musical au cœur de leurs politiques respectives et communes de développement et d'aménagement du territoire.

En écho à ces attentes, la HEAR affirme :

- Sa détermination à répondre aux exigences pédagogiques qui ont porté à sa création ;
- Son engagement à contribuer, à l'aune des moyens qui lui sont alloués, au rayonnement, au dynamisme et à la cohésion sociale des agglomérations, à la professionnalisation des acteurs culturels et à leur implantation sur le territoire alsacien dans les conditions ci-dessous exposées.

Sous-article 2.1 – Les engagements pédagogiques de la HEAR

Les propositions ci-dessous s'appuient sur le bilan du dernier contrat d'objectif et de moyens, présenté en Conseil d'administration le 9 novembre 2021, les résultats des enquêtes qualité menées auprès des étudiant.es/diplômé.es, des préconisations du rapport de la Cour des comptes sur l'enseignement artistique en France, enfin et principalement sur le projet d'établissement validé par le Conseil d'administration en février 2021.

2.1.1 - Axe 1 - les missions d'enseignement supérieur

Axe 1.a – Poursuivre la structuration des modalités d'admissions

- Finaliser la mise en œuvre de la réforme Parcours sup en arts plastiques / l'adapter à la spécificité des modalités de sélection en musique ;
- Réformer les modalités d'organisation de l'examen d'entrée en arts plastiques pour garantir l'égalité des candidats et l'adéquation des profils à la diversité des filières de formation post année 1 en conformité avec la nouvelle réglementation ;
- Innover dans la sélection (anonymisation des entretiens, mise en place de nouvelles voies d'accès, etc.) ;

Axe 1.b - Maintenir la diversité des parcours et de la haute qualité des cursus

- **La qualité des formations et le renforcement de leur diversité**

- Le respect scrupuleux des prescriptions réglementaires nationales et européennes liées à la délivrance des diplômes ;
- La construction des fondamentaux de l'enseignement en arts et en musique ;
- L'affirmation de la place prépondérante de la recherche dans les formations du premier et du deuxième cycle ;
- La conduite d'une auto-évaluation des formations dispensées et la préparation de la prochaine campagne d'accréditation de l'établissement ;
- La capacité d'énoncer et de formaliser les méthodes originales et les expérimentations pédagogiques mises en place (notamment dans le guide de l'étudiant et dans l'outil de scolarité « Taïga ») ;
- L'adaptation et l'objectivation des modalités d'évaluation (mixité des jurys/publicité des bilans/représentation étudiante) ;
- Le renforcement de la transversalité en premier et second cycle.

- **La préservation de la richesse et de l'originalité du modèle**

- Le maintien du nombre de mentions de diplômes proposées par l'établissement pour les arts plastiques ;
- La finalisation de la réforme de l'option communication (spécialisation de l'année 2/articulation entre le 1er et le deuxième cycle (internationalisation du DNSEP et ouverture d'un partenariat croisé avec l'Université de Strasbourg) ;
- La finalisation de la réforme de l'option art (SAPS) : renforcement de la lisibilité de l'offre de formation proposée par les groupes pédagogiques et du socle des fondamentaux du premier cycle ;
- La structuration de l'offre de formation sur le site de Mulhouse à l'aune de l'ouverture du parcours Nomade et de la réflexion sur l'évolution de l'option Design ;

- La mise en place d'enseignements croisés entre enseignant.es des différents sites, options et groupes pédagogiques ;
- L'adaptation régulière de l'offre de formation aux mutations écologiques économiques, sociales et culturelles (renforcement de l'intégration des questions liées à la transition écologique dans les enseignements) ;
- Le renforcement de l'articulation des enseignements dispensés par l'école avec les enseignements dispensés par d'autres établissements d'enseignement supérieur sur le campus de Mulhouse (ENSISA, Master ESS UHA, DNMADE, Lycée Louis Armand) ;
- Le développement de l'offre de formation supérieure musicale en lien avec l'Université : mise en place d'un master de pédagogie musicale avec l'INSPE ;
- L'ajustement de la maquette pédagogique du Diplôme d'Etat pour adapter les compétences développées aux mutations et renouvellements des pratiques artistiques et avec le souci d'assurer la meilleure employabilité des diplômé.es ;
- L'approfondissement de la porosité entre les enseignements en arts plastiques et en musique avec la mise en place :
    - ✓ D'une réflexion sur la convergence des calendriers scolaires ;
    - ✓ Construire des journées d'étude, colloques ou séminaires conjoints ;
    - ✓ Proposer des cours ou dispositifs communs à la musique et aux arts plastiques, notamment pour l'acquisition de compétences transversales (communication, gestion de projets, élocution, médiation, etc.) ou artistiques (chœur) ;
- L'adaptation du matériel pédagogique aux évolutions technologiques (et notamment aux évolutions numériques dans le domaine du numérique, de la vidéo et du design).

- **L'ouverture sur le monde**

- Structuration/optimisation des partenariats avec les établissements étrangers ;
- Fluidification des mobilités sortantes et entrantes des étudiant.es (mise en œuvre de la carte d'étudiant.es européennes/dématérialisation du dossier) ;
- Expérimentation des mobilités hybrides ;
- Encouragement des mobilités des enseignant.es et du personnel administratif par le biais de dispositifs incitatifs (projets internationaux, bourses de mobilité) ;
- Renforcement de la pratique des langues étrangères pour les étudiant.es (multiplication des cours en anglais dans la perspective de création de cursus internationaux, à l'instar de la mention communication graphique) et agents de l'établissement (cours d'anglais en interne) ;
- Renforcement de la qualité de l'accueil des étudiant.es étrangers et notamment des étudiants victimes de migrations subies (climatiques, économiques, politiques) : participation de la HEAR au programme PAUSE ;

- Densification des connexions avec les réseaux internationaux (ELIA, Cumulus, AEC) en exploitant les programmes de financement.
- L'entrée de la HEAR dès l'automne 2023 dans l'université européenne « EU4ART », permettra de rendre l'école attractive à l'échelle européenne. EU4ART est la première Université Européenne Erasmus+ en art. En devenant membre d'une alliance de six écoles supérieures d'art en Europe, avec Dresden, Budapest, Rome, Riga et Helsinki, la HEAR disposera d'un atout non négligeable pour attirer des étudiant.es du monde entier.

Axe 1.c – Renforcer les services aux étudiant.es et leur qualité de vie

- Poursuivre l'accompagnement individualisé tant sur le plan pédagogique que sur le plan de la mobilité internationale ou de l'insertion professionnelle ;
- Améliorer les modalités d'accueil des étudiant.es en situation de handicap (adaptation des contenus de cours/ des modalités d'évaluation/des cursus) ;
- Amplifier la participation des étudiant.es à la définition des orientations de l'établissement et à l'évaluation de leur formation (enquête annuelle /systématisation de leur association au séminaire d'inter semestre) ;
- Aménager les cursus pour ne pas surcharger les emplois du temps des étudiant.es en arts plastiques, en leur laissant ainsi la possibilité d'imaginer leur propre parcours ;
- Faciliter l'accès des ateliers techniques en diffusant les conditions *in situ* et dans le guide des études en pointant les nécessités d'anticipation et d'inscription dans un projet. Proposer des initiations dans ces ateliers tout au long de l'année ;
- Créer une plateforme numérique de partage des ressources (salles, matériel, emploi du temps, documents, etc.) ;
- Renforcer le partage des ressources des bibliothèques ;
- Améliorer les conditions de signalement et de traitement des situations de discriminations et de violences sexistes ou sexuelles : personnel référent ; étudiant.es relais, campagnes d'information ; stages de formation ;
- Améliorer les modalités d'accompagnement des victimes : permanences d'écoute par des psychologues, formation du personnel, conventionnement avec des structures professionnelles ;
- Employer l'écriture inclusive dans la communication générale de l'école ;
- Elargir l'offre de services pédagogiques : mise en place d'un magasin général, sur le site de la Manufacture.

2.1.2 - Axe 2 - l'acquisition de compétences professionnelles

Axe 2.a – Actions reconduites du précédent contrat :

La HEAR est d'ores et déjà investie dans le développement des compétences professionnelles de ses étudiant.es tout au long de leurs études et au-delà, au moyen de dispositifs variés qu'elle s'engage à maintenir :

- L'organisation au sein de l'établissement d'une permanence physique régulière assurée par un spécialiste des questions juridiques, sociales et fiscales liées aux activités de création ;
- L'inscription gratuite des étudiants de l'option communication qui le souhaitent à Central Vapeur ;
- La rencontre permanente avec des créateurs professionnels, enseignants et artistes invités (workshops, master classes, jurys d'évaluation et de diplômes) ;
- La transmission de compétences transversales (langue, gestion de projet, prise de parole, etc.) ;
- L'organisation de journées dédiées à la professionnalisation à l'attention des étudiant.es dans l'ensemble des disciplines ;
- L'accompagnement méthodologique et financier de projets hors les murs (aides à projet étudiants et diplômé.es, la préparation et l'accompagnement des étudiant.es à la participation à des concours ou à des commandes) ;
- La participation à des projets hors les murs en partenariat avec des institutions musicales, artistiques, scientifiques ou socio-économiques ;
- Les partenariats durables avec des entreprises partageant les valeurs de l'école ;
- Le suivi des diplômé.es au travers d'enquêtes d'insertion annuelle avec un volet particulier porté sur le genre et l'origine socio-économique ;
- Le recrutement de moniteurs et monitrices chargés d'accompagner les étudiant.es dans leurs projets et d'améliorer l'accessibilité des étudiant.es aux ateliers ;
- La mise en contact des acteurs économiques et culturels, nationaux et régionaux, avec nos diplômé.es, jusqu'à 5 années après leur sortie ;
- La multiplication des modalités de partenariats avec les entreprises de tous secteurs (commercial, industriel, ESS) pour donner l'occasion à de nombreux étudiant.es de comprendre la diversité du système marchand ;
- La mobilisation du week-end des diplômes et des journées Portes Ouvertes comme un moment de rencontres avec des professionnel.les.

Axe 2.b – Actions nouvelles

Enjeu essentiel pour l'ensemble des parties à la présente convention, le développement des compétences professionnelles sera amplifié durant les 2 années de la convention :

- La clarification de ce que l'on nomme la professionnalisation ;

- Le renforcement de l'accompagnement des étudiant.es diplômé.es pendant deux ans suivant l'obtention du diplôme ;
- L'intensification des cours professionnalisants dès le début de la formation et l'attribution de crédits aux enseignements de compétences professionnelles ;
- L'incitation des enseignant.es à présenter leurs parcours professionnels aux étudiant.es et à partager leurs expériences artistiques personnelles ;
- L'implication croissante des étudiant.es dans la définition des contenus et des formats du programme de professionnalisation ;
- Le renforcement de l'immersion des étudiant.es dans des environnements professionnels durant leurs études avec l'examen des possibilités de développer des formats d'alternance ;
- La gratuité de l'accès des étudiant.es de 5ème année et des diplômé.es de l'année précédente à la plateforme numérique de ressources et de conseil (plateforme présage) portée par le dispositif Plan d'Est ;
- L'optimisation de l'articulation du dispositif d'accompagnement des jeunes diplômé.es en design sur le site de Mulhouse et du dispositif d'incubation « Fluxus » piloté par la DRAC Grand Est ;
- Le développement d'un programme inter-sites de mentorat pour préparer les étudiant.es à la vie professionnelle (CV, portfolio, prise de parole, construction d'un budget, etc.).

2.1.3 - Axe 3 - La structuration de la recherche

- Conforter les deux unités de recherche existantes en élargissant leur périmètre ;
- Accompagner l'évolution du parcours Nomade vers la création d'une unité de recherche transversale art et design ;
- Accompagner le développement du Doctorat transfrontalier en Interprétation et Composition Musicale ;
- Clarifier la politique éditoriale de la HEAR et la place de la recherche dans cette politique ;
- Intégrer la dimension internationale dans tous les projets de recherche.

Sous-article 2.2 - Les engagements de la HEAR en aménagement et développement territorial

2.2.1 - Axe 1 - L'approfondissement de l'équilibre territorial

Axe 1.a - L'équilibre territorial du point de vue institutionnel et administratif

- Renouveler l'association de l'établissement au site alsacien de l'enseignement supérieur / renouveler la convention cadre de partenariat avec l'UHA ;

- Contribuer au dynamisme des réseaux spécialisés d'enseignement supérieur au plan local (Alsace tech et le réseau des écoles supérieures d'art du Grand Est) ;
- Concrétiser la mutualisation des ressources documentaires au sein d'une bibliothèque partagée avec l'EOST et l'ENGEES à la Manufacture des Tabacs ;
- Conforter l'unité de l'établissement, la juste répartition des moyens et la mutualisation des ressources humaines entre les différents sites ;
- Maintenir la circulation des agents entre les sites tout en mobilisant les potentialités des communications à distance (équipement de bureaux pour des réunions en visioconférence).

Axe 1.b - L'équilibre territorial du point de vue pédagogique

- Clarifier et bien afficher les possibilités de circulation intersites ouvertes aux étudiant.es ;
- Maintenir le workshop année 1 inter-sites et prévoir un temps sur chaque site ;
- Renforcer la cohérence de l'offre de formation avec celle des autres établissements d'enseignement supérieur et notamment les établissements intervenant dans le champ du design (DNMADE) ;
- Elargir les parcours croisés en musique (master pédagogie avec l'INSPE) et les échanges d'enseignements (Faculté des sciences économiques de l'UHA, faculté de médecine, faculté de chirurgie dentaire, faculté des sciences historiques, INSA, ENSISA…) ;
- Mobiliser les dispositifs financiers encourageant les rapprochements et croisements pédagogiques tel que le Pacte Compétences de la Région Grand Est ou les Initiatives d'Excellences ;
- Donner l'opportunité aux étudiant.es de travailler en petits groupes avec des étudiant.es d'autres écoles et des universités du site alsacien (Master économie sociale et solidaire de l'UHA), du réseau Alsace Tech mais aussi de l'association des écoles supérieures d'art du Grand Est (Metz-Epinal, Nancy, Reims).

2.2.2 - Axe 2 - La contribution au développement économique

Axe 2.a - Contribuer au maintien des compétences sur le territoire

- Accompagner l'installation des diplômés sur le territoire ;
- Mettre à disposition des jeunes diplômé.es des espaces leur permettant de démarrer leur activité professionnelle sur le territoire des Villes partenaire (participation aux écosystèmes créatifs tels que Motoco à Mulhouse ou la Manufacture et la Coop à Strasbourg) ;
- Etoffer le réseau d'entreprises et d'institutions amies susceptibles d'offrir des stages et des emplois aux étudiant.es et diplômé.es.

Axe 2.b - Contribuer à l'émergence de compétences humaines et techniques

nécessaires à la compétitivité des entreprises économiques et culturelles locales

- Multiplier les interventions d'experts et de professionnels pour former les étudiant.es aux enjeux de la transition industrielle sur les territoires ;
- Faciliter les transferts de compétences et d'expériences mis en œuvre au plan national ou international vers des partenaires locaux (pôle textile Alsace) ;
- Développer des projets valorisant le potentiel local (ressources/savoir-faire) et permettant de reconstituer ou de soutenir des filières locales vertueuses ;
- Multiplier les projets de création avec les ensembles instrumentaux et les scènes musicales régionales ;
- Adapter l'offre de formation continue aux besoins spécifiques des artistes auteurs et designers ;
- Engager le CFPI dans un réseau professionnel national et dans un contexte de recherche internationale.

Axe 2.c - Contribuer à la diffusion et à la démocratisation culturelle

- Encourager ses étudiant.es à s'investir dans des projets initiés ou soutenus par les Villes fondatrices, leurs agglomérations et plus largement l'ensemble du territoire alsacien : résidences d'artistes dans les établissements scolaires, participation de la HEAR à l'ingénierie d'un « parcours de formation culture » à l'attention des animateurs socio-culturels des Villes fondatrices ;
- Elargir le dispositif culture et diversité à d'autres lycées du territoire ;
- Maintenir et faire évoluer les classes à horaires aménagés en arts plastiques ;
- Sensibiliser et préparer les lycéens (élargir les initiatives visant à rapprocher l'école des publics et lycées éloignés des arts plastiques et de la musique) ;
- Élargir son offre d'ateliers de pratiques artistiques pour le public amateur et en renouveler les formats ;
- Consolider ses collaborations régulières avec les institutions culturelles et artistiques locales (Musées, bibliothèques, Opéra national du Rhin, CEAAC, Shadok) ainsi que sa contribution aux événements culturels réguliers (Biennale Mulhouse 00, Festival Musica, Rencontres de l'illustration, Strasbourg, Capitale mondiale du livre…).

Axe 2.d - Faire rayonner le territoire

- Mobiliser le prestige de l'école lié à son histoire, à son modèle original, à la qualité de ses enseignements et la richesse des parcours de ses anciens ;
- Maintenir un niveau élevé de recrutement des enseignant.es pour garantir la qualité et le rayonnement national et international des formations, en portant une attention particulière aux artistes du territoire ;

- Développer les partenariats avec des institutions (Conseil de l'Europe, ONU) et établissements internationaux prestigieux ;
- Activer son réseau d'artistes et de musiciens réputés au travers du choix de ses intervenants extérieurs.

Article 3 - Les engagements communs en matière de ressources

1. Pour le site arts plastiques de Strasbourg (SAPS)

- Concrétiser la requalification du jardin du SAPS ;
- Articuler l'agenda 2030 de la HEAR avec la politique immobilière de la Ville ;
- Poursuivre la mise en sécurité du bâtiment historique (centrale de détection/zones refuges/studio).

2. Pour le site arts plastiques de Mulhouse (SAPM)

- Achèvement de la phase 1 du programme de modernisation du site (local chimique/étude du système de ventilation) et enclencher la phase 2 (requalification des chambres/poursuite de la mise en sécurité/réfection de l'amphithéâtre/requalification des locaux de l'atelier photo/stockage des réserves de l'atelier volume) ;
- Déclassement de la catégorie de l'établissement au regard de la réglementation ERP (- de 200 personnes) ;
- Articuler l'agenda 2030 de la HEAR avec la politique immobilière de la Ville.

3. Pour le site de l'Académie supérieure de musique (ASM) à la Cité de la Musique de Strasbourg :

- Interconnexion des réseaux informatiques EMS et HEAR pour faciliter le partage d'informations entre les services de l'ASM et les deux autres sites ;
- Modalités de mise à disposition et de valorisation voire de facturation des locaux et équipements de la cité de la musique (en lien avec l'EMS).

Article 4 - Moyens mis à la disposition de la HEAR

Sous-article 4.1 - Les moyens financiers

4.1.1 - Les Villes fondatrices :

Pour accompagner la mise en œuvre du projet d'établissement, les membres fondateurs contribuent de la façon suivante pour l'exercice 2022 :

	Fonctionnement	Investissement	**Total**
Ville de Strasbourg	5 600 000 €	190 500 €	**5 790 500 €**
Ville de Mulhouse	1 877 125 €	59 500 €	**1 936 625 €**
Total	**7 477 125 €**	**250 000 €**	**7 727 125 €**

Pour l'exercice 2023, en section de fonctionnement, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants à leur budget :

- la Ville de Mulhouse verse en une seule fois une contribution de 1 660 196 € en 2023,
- la Ville de Strasbourg s'engage sur une contribution de 4 960 000 € versée en trois fois maximum au mois de janvier, avril et septembre.

Pour l'exercice 2023, en section d'investissement :

Les contributions des villes fondatrices restent identiques, à savoir :

- 190 500 € de subvention d'équipement de la part de la ville de Strasbourg ;
- 59 500 € de subvention d'équipement de la part de la ville de Mulhouse.

4.1.2 - L'État :

a. Pour l'année 2022, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) s'élèvent à un montant indicatif de 1 176 900 € ;

Participation Etat (DRAC)	
Arts plastiques	733 000 €
Musique	414 900 €
CFPI	29 000 €
Total	**1 176 900 €**

b. Pour l'année 2023, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) s'élèvent à un montant indicatif de 1 176 900 € ;
c. Ces montants prévisionnels de subventions de l'État n'excluent pas la possibilité pour la HEAR d'adresser des demandes de subventions spécifiques, liées à des projets nouveaux développés.
d. Les contributions financières de l'État (DRAC Grand Est) mentionnées ci-dessus ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
    - L'inscription des crédits en AE et en CP en Loi de finances, la délégation des crédits correspondants et la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la LOLF ;
    - Le respect par la HEAR des obligations mentionnées dans de la présente convention ;
    - Le contrôle par l'État (DRAC Grand Est) en fin d'exercice que le montant

annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

Sous-article 4.2 – La mise à disposition des locaux

4.2.1 - Désignation des locaux et du matériel

a. La Ville de Mulhouse met gracieusement à disposition de la HEAR :

Des locaux d'une surface de 4 222 m^2 et un logement de fonction d'une surface de 140 m^2, situés 3, quai des Pêcheurs à Mulhouse (valeur locative de 192 000€).

b. La Ville de Strasbourg met gracieusement à disposition de la HEAR des locaux répartis sur plusieurs sites.

La valeur globale annuelle de ces mises à disposition s'élève à 664 000 €.

Les lieux mis à disposition sont désignés ci-dessous :

- Cité de la musique et de la danse, 1 place Dauphine
  - Des locaux à usage administratif d'une surface globale d'environ 105 m² (valeur locative annuelle de 14 000 €) ;
  - Des salles et locaux nécessaires à l'enseignement supérieur de la musique ou à son fonctionnement. Ces locaux sont par ailleurs utilisés par la Ville de Strasbourg pour les autres enseignements du Conservatoire relevant de sa compétence.
- Des locaux répartis dans quatre bâtiments correspondant à l'ancienne Ecole Supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg, (valeur locative annuelle de 650.000€) à savoir :
  - L'école des Arts Décoratifs d'une surface de 7 361 m², située 1 rue de l'Académie, dénommé bâtiment historique ;
  - Un logement de 65 m² situé 1 rue de l'Académie ;
  - L'espace d'exposition « la Chaufferie » de 118 m² situé 5 rue de la Manufacture des tabacs ;
  - La Manufacture des tabacs, d'une surface de 4 235 m², intégrée dans un programme de redéploiement dans ces nouveaux locaux, sur une surface utile totale de 3679 m^2 et pour les fonctions suivantes :
    - Accueil et convivialité : 170 m²
    - Centre de Ressources Documentaires Arts-Sciences : 720 m²
    - Enseignement théorique : 415 m²
    - Ateliers transversaux : 867 m²
    - Art : 452 m²
    - Scénographie : 475 m²
    - Studios de musique de la HEAR-Académie supérieure de musique : 330 m²
    - Logistique générale : 250 m².

- Une annexe d'une surface de 4 124 m², située 2 rue de l'Académie, dont l'usage se terminera au moment de l'installation complète de la HEAR prévu dans le cadre du programme de redéploiement à la Manufacture et dans le bâtiment historique.

L'ensemble des équipements, matériels et instruments, acquis sur la base des budgets d'investissement votés annuellement, sont propriétés de la HEAR.

L'exercice d'une activité différente de celle prévue par les statuts de la HEAR est interdit, sauf autorisation expresse et préalable des Villes. L'exercice d'une telle activité doit, en tout état de cause, présenter une complémentarité ou une relation avec l'objet statutaire de la HEAR.

4.2.2 - Conditions générales de la mise à disposition

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre précaire et révocable sous les conditions qui suivent, que la HEAR s'oblige à observer ou à subir, sans pouvoir réclamer des dommages et intérêts.

Elle vaut autorisation d'occupation du domaine public, consentie à la HEAR exclusivement pour l'exercice des missions découlant de son objet statutaire.

De plus, la présente convention ne saurait conférer de quelconques droits réels à la HEAR. Il ne s'opère aucun transfert de propriété.

4.2.3 - Conditions et obligations d'entretien et de maintenance

La HEAR s'engage à utiliser les locaux dans le respect des règles de gestion de la comptabilité publique et conformément à leur destination.

Les Villes réalisent les travaux de grosses réparations ainsi que les travaux de réhabilitation, de maintenance et d'entretien courant des locaux, équipements et matériels dans le respect de leurs moyens financiers. Elles en conservent les contrats et réalisent les contrôles dits réglementaires périodiques.

Les Villes s'engagent également à entretenir régulièrement les espaces verts situés dans l'enceinte de leurs propriétés.

La HEAR s'engage à prévenir les Villes de toutes dégradations, toutes détériorations qu'elle constaterait dans les lieux.

4.2.4 - Charges de fonctionnement

Pour les locaux des sites d'arts plastiques, la HEAR prend directement en charge les dépenses d'énergie, d'abonnements et de consommations (électricité, chauffage, gaz, eau…). Les autres charges locatives relatives à l'entretien et la maintenance des locaux, du matériel et des espaces verts seront prises en charge par la HEAR, selon le cas, soit directement, soit contre remboursement aux Villes, exception faite des dépenses d'entretien des espaces verts public du site d'arts plastiques de Strasbourg, dont l'entretien courant, pour ce motif, demeure pris en charge par la Ville de Strasbourg.

En ce qui concerne les locaux de la Cité de la musique et de la danse, la Ville de Strasbourg prendra directement en charge les dépenses d'énergie et autres charges locatives qui incombent à la HEAR et les valorisera au titre de la contribution de la Ville de Strasbourg au fonctionnement de l'enseignement supérieur de la musique.

4.2.5 - Investissements

Les investissements liés à l'immobilier sont effectués et pris en charge par les Villes pour les bâtiments et espaces verts dont elles sont propriétaires.

Les Villes sollicitent tout partenariat financier et perçoivent les cofinancements correspondants. Au plus tard au 1er juillet de l'année N–1, la HEAR propose aux Villes ses besoins en investissements immobiliers. Les Villes les approuvent, le cas échéant, lors du vote de leur budget primitif de l'année N.

Les Villes informent et associent les services de la HEAR à la programmation et au suivi des travaux concernant les bâtiments qu'elle occupe et les bâtiments qu'elle a vocation à occuper (Manufacture des tabacs) ainsi qu'aux opérations d'aménagement urbain susceptibles d'impacter l'établissement (diagonale verte et piétonnisation des quais à Mulhouse/ extension du réseau de chaleur à Strasbourg).

La HEAR prend en charge directement les investissements mobiliers, et notamment les investissements mobiliers liés à la requalification de la Manufacture des tabacs et sollicite les cofinancements correspondants.

4.2.6 - Mesures de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont applicables en fonction de la nature des locaux occupés.

La mise en œuvre de ces mesures relève de la compétence de la HEAR pour les locaux des deux sites d'arts plastiques pour les mesures liées à l'exploitation et l'utilisation des locaux. La mise en œuvre des mesures impliquant des

aménagements ou des travaux continuent de relever de la Ville propriétaire.
Concernant les mesures de sécurité et d'hygiène applicables dans les locaux de la Cité de la Musique et de la Danse, la HEAR s'engage à les respecter dans le cadre de la gestion globale du site.
La HEAR s'engage à respecter les conditions de sécurité liées à l'exercice de son activité. Il s'agit de se conformer à toutes les dispositions légales et réglementaires, instructions et consignes régissant les établissements recevant du public. Elle s'engage à suivre les instructions et directives de la Préfecture et des autres autorités compétentes en matière de sécurité.
Le Directeur de la HEAR devra désigner pour les locaux qui en sont dépourvus un responsable unique de sécurité, à défaut ce sera le directeur de la HEAR ou son administrateur en cas de vacances du poste de direction.
A l'issue de tout contrôle éventuellement réalisé par les autorités compétentes, il s'engage à communiquer aux Villes tout procès-verbal ou compte-rendu de visite.
Les Villes se réservent le droit de mandater toute personne afin d'examiner le niveau d'hygiène des locaux concernés.
En cas de dysfonctionnements liés à l'hygiène et la sécurité, la HEAR est tenue d'en informer les Villes dans les plus brefs délais.

4.2.7 - Travaux et améliorations

La HEAR s'engage à ne procéder à aucun aménagement ou modification des locaux mis à disposition sans en avoir préalablement sollicité l'autorisation écrite des Villes qui se réservent le droit de refuser.
La HEAR ne peut opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de « cloisonnement » percement d'ouverture sur les locaux mis à sa disposition sans le consentement préalable écrit des Villes qui valident techniquement les interventions envisagées de façon à garantir ses intérêts et la pérennité de ses biens meubles et immeubles dans le cadre du respect de l'œuvre architecturale.
La HEAR ne peut effectuer dans les locaux mis à disposition des travaux pouvant changer sa destination, ou nuire à sa solidité et, de même, il ne peut faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale sous peine d'être responsable de tous désordres ou accidents.
La HEAR supporte, sans y apporter aucun obstacle, tous les travaux, qui deviendraient nécessaires tant aux abords des locaux mis à disposition qu'à l'intérieur, mis en œuvre à l'initiative des Villes, et ce sans pouvoir réclamer aucune indemnité. En pareil cas, un calendrier prévisionnel des travaux est adressé à la HEAR dans un délai raisonnable.

4.2.8 - Assurances et responsabilité

Les locaux de la Cité de la musique et de la danse, du site d'arts plastiques de Strasbourg (bâtiment historique et Manufacture) et du site d'arts plastiques de Mulhouse, ainsi que les logements de fonction y afférant sont assurés en intégralité par les Villes en qualité de propriétaires.

Les Villes assurent la totalité de l'ensemble immobilier en valeur de construction à neuf contre les risques : incendie, explosion, tempête, ouragan, cyclone, dégâts des eaux, dommages électriques, tempête, grêle, neige, vol, vandalisme, attentat, bris de glaces, recours des voisins et des tiers.

La HEAR fait son affaire des risques locatifs lui incombant du fait de son occupation en qualité d'affectataire et de l'assurance de ses biens propres.

En matière de responsabilité civile, la HEAR s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile et doit garantir les activités pour des montants de garantie suffisants.

La HEAR est seule responsable pour les dommages vis-à-vis des tiers de tout accident, dégât, et dommage de quelle nature que ce soit causés par son activité.

4.2.9 - Cession et sous-occupation

Les locaux mis à disposition de la HEAR dans le cadre de ses missions statutaires ne peuvent être cédés ni faire l'objet de prêt ou de transfert de jouissance sauf accord préalable des Villes. La HEAR se substitue de plein droit aux Villes dans le cadre des conventions d'occupation portant sur les locaux objets de la présente et liant les Villes à des tiers.

Sous-article 4.3 – Mise à disposition de véhicules

4.3.1 – Pour le site d'arts plastiques de Strasbourg :

A la demande de la HEAR, la Ville de Strasbourg met à disposition de façon ponctuelle, dans les limites de ses possibilités, des véhicules de son parc automobile pour des besoins déterminés.

Ces mises à disposition sont effectuées à titre gratuit, et le retrait des véhicules s'effectue par l'intermédiaire d'une carte magnétique renouvelée annuellement.

4.3.2 Pour le site d'arts plastiques de Mulhouse :

Depuis le 1er janvier 2011, l'utilitaire Renault Kangoo, immatriculé 2391YE68 continue d'être affecté à l'école aux conditions initiales et dans l'attente d'un éventuel transfert.

Cette mise à disposition s'accompagne des répartitions suivantes :

- Frais de maintenance et d'essence à la charge de la HEAR ;
- Assurance du véhicule à la charge de la Ville.

Sous-article 4.4 - La situation spécifique de l'Académie supérieure de musique (ASM)

4.4.1 - Conditions d'intervention du personnel enseignant du Conservatoire à Rayonnement Régional de Strasbourg (CRR) dans les enseignements dispensés par l'ASM

Les personnels enseignants du CRR demeurent employés, gérés, rémunérés par l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).

Ces personnels interviennent au titre de l'enseignement supérieur dans le cadre de leur service ordinaire. En sont déduites ainsi, des modalités de remboursement ou de valorisation du coût de l'Académie supérieur de Musique suivantes :

1. **La modalité d'évaluation des heures réalisées pour l'enseignement des disciplines dominantes,** faisant annuellement l'objet d'un remboursement forfaitaire par la HEAR.

   Ce remboursement, réévalué en 2021 par le Conservatoire, comme prévu par le précédent contrat, est fixé pour 2023 à 413 000 €.

2. **La modalité d'évaluation des heures réalisées pour les unités d'enseignement complémentaire**, faisant annuellement l'objet d'une valorisation établie sur la base du coût horaire chargé de l'enseignant constaté lors de l'exercice précédent multiplié par le nombre d'heures dédiées à cet enseignement.

   Cette valorisation, réévalué en 2021 par le Conservatoire, comme prévu par le précédent contrat, est fixée pour 2023 à 270 000 €.

   Par ailleurs, les interventions des enseignant.es du CRR effectuées en dehors de leur service ordinaire font l'objet d'un engagement et d'une prise en charge directe par la HEAR, dans le respect des règles de cumul d'emploi.

4.4.2 - Modalités de valorisation de la mise à disposition des moyens généraux du Conservatoire

La mise à disposition des moyens généraux du Conservatoire (personnel administratif et technique, locaux, parc instrumental, matériel informatique) au bénéfice de l'Académie supérieure de musique fait l'objet d'une valorisation prenant en compte la part respective des deux missions d'enseignement (initial et supérieur) dispensés au sein du Conservatoire, au regard de leurs poids budgétaires respectifs.

Le calcul de cette valorisation, pour 2023, est évalué ainsi, au regard du compte administratif 2020 (dernier CA consolidé) :

- Montant du Compte administratif (CA) du CRR auquel sont retranchées

1. Les dépenses de fonctionnement ne concernant que le CRR ;
2. La masse salariale permanente ;
3. La masse salariale du personnel administratif et technique ;
4. Le tout formant un montant déduit.

- A ce montant déduit, est appliquée le taux de 14,9%, découlant du rapport entre

5. Le Coût Académie supérieure de musique (intégrant la valorisation des unités d'enseignement complémentaire) et
6. [Le Coût de l'Académie supérieure de musique + le CA du CRR]

Le montant de valorisation en découlant s'élève à 420 717 €.

Article 5 - Modalités d'évaluation de la convention et de contrôle de sa mise en œuvre

Sous-article 5.1 - Evaluation financière

La HEAR s'engage à fournir annuellement aux membres fondateurs un rapport financier accompagné du compte administratif du dernier exercice clôt, avec ses états annexes.

Les collectivités procèdent, conjointement avec la HEAR, à l'évaluation des conditions de réalisation de la présente convention d'objectifs et de moyens. Une rencontre annuelle, pourra être organisée entre chaque membre fondateur et la HEAR afin d'analyser les comptes et le budget prévisionnel.

Pour faciliter le suivi annuel de la convention, une projection financière est annexée à la présente convention. Cette projection servira de référentiel pour l'analyse de l'évolution des charges et des recettes de l'établissement.

En outre, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les collectivités fondatrices. La HEAR s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Sous-article 5.2 - Evaluation quantitative et qualitative

Pour permettre aux membres fondateurs d'évaluer les conditions de mise en œuvre des objectifs assignés à la HEAR, cette dernière remet 6 mois avant le terme de la présente convention un rapport d'auto-évaluation intégrant notamment les indicateurs suivants :

Axe pédagogique	**Engagements de la HEAR**	**Indicateurs**
	Pré-sélection des candidats Diversité des parcours Qualité de l'offre de formation Egalité des chances Attractivité	Intégration à Parcours Sup Nombre de diplômes et de mentions Prix obtenus Actualisation du Manifeste pour l'égalité, l'équité et le respect d'autrui et suivi des profils socio-économique des étudiant.es
	Ouverture sur le monde	Nombre de mobilités étudiantes et enseignantes (formations, stages) Nombre de conventions de partenariat Nombre d'étudiant.es étrangers accueillis Nombre d'enseignant.es étranger.es Expériences pédagogiques en langue étrangère Nombre de masterclass d'artistes
	Structure des effectifs / sélectivité / attractivité	Nombre d'étudiant.es par site/année/option Nombre d'inscrits à l'examen d'entrée / origine géographique
	Qualité du service étudiant	Taux d'encadrement Surface par étudiant.e
	Porosité des disciplines	Nombre de projets transdisciplinaires et de stages « hors limite » Nombre de cours partagés
Axe territorial	**Engagements de la HEAR**	**Indicateurs**
	Renforcement de l'équilibre territorial, inscription dans le processus de la réforme territoriale	Nombre et qualité d'expériences pédagogiques partagées Mise en place d'un agenda de rencontres régulières entre les directions, voire les équipes pédagogiques des établissements de la région Grand Est.
	Contribution à l'insertion professionnelle, à l'égalité des chances, au développement économique et à la transition écologique	Nombre d'aides à projets attribuées Motivation, origine et objectif des aides attribuées Nombre d'étudiant.es sélectionnés dans les académies (orchestre/composition) Nombre et qualité de partenariats avec des entreprises ou des réseaux d'entreprises Nombre d'anciens étudiants /enseignants implantés sur le territoire régional Taux d'insertion des anciens étudiants et des anciennes étudiantes En complément des indicateurs quantitatifs, la HEAR fournira 15 présentations qualitatives de

		parcours/profils de diplômés en arts plastiques issus des différentes options (+ 5 ans) et 5 présentations qualitatives de parcours/profils de diplômés en musique (+ 5 ans) ». Nombre de cours et séquences de professionnalisation Taux de recyclage des déchets Nombre d'actions menées en faveur de ces opérations de recyclage
	Animation culturelle / éducation artistique	Nombre de concerts programmés Nombre d'expositions/performances programmées Nombre de partenariats culturels soutenus Nombre de collégiens et lycéens sensibilisés Nombre de conférences ouvertes au public Nombre et typologie des participants inscrits (âge, bénéficiaires des tarifs réduits, nombre d'agents des Villes inscrits…) aux ateliers publics
	Rayonnement territorial	Nombre de partenariats régionaux, nationaux et internationaux conclus Nombre de mentions de la HEAR dans les médias locaux, nationaux et internationaux Nombre de prix et distinctions Nombre d'artistes en résidence

Sous-article 5.3 - Evaluation par l'Etat

Pour l'État, l'évaluation de la présente convention se compose :

- Du bilan dressé par le directeur en auto-évaluation sur la base des dispositions du sous-article 5.2 ;
- D'un rapport d'évaluation de fin de convention effectué par les services de l'État (Direction Régionale des Affaires Culturelles, DRAC) ou/et par le Service de l'inspection de la Direction Générale de la Création Artistique.

Article 6 - durée de la convention

L'échéance de la présente convention est fixée au 31 décembre 2023. Elle ne saurait faire l'objet d'une reconduction tacite. Les parties conviennent d'un commun accord que la présente convention porte sur les exercices 2022 et 2023.

Article 7 - modifications de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant approuvé et signé par l'ensemble des parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui le régissent.

Article 8 - modalités de résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'il pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 - compétences juridictionnelles

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour L'Etat, La Préfète de la Région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin, Josiane Chevalier	Pour la Haute école des arts du Rhin, La Présidente, Anne Mistler
Pour la Ville de Strasbourg, La Maire, Jeanne Barseghian	Pour la Ville de Mulhouse, La Maire, Michèle Lutz
Pour l'Eurométropole de Strasbourg, La Présidente, Pia Imbs	

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Numéro V-2023-89

Dans le cadre du budget 2023, il est proposé d'attribuer les crédits suivants pour la mise en œuvre de projets culturels :

ARTS VISUELS

Apollonia	**40 000 €**

En 2023, l'association développera d'une part le projet Vital, lauréat d'Europe Créative et du Fonds Culture du Contrat triennal. Cela comprend la production et l'installation dans l'espace public de quatre œuvres d'artistes européens. D'autre part, dans son lieu dédié, elle a prévu de programmer trois expositions dont les artistes sont identifiés à la suite d'appels à candidature. L'une d'elle sera dédiée à la scène artistique iranienne. Elle poursuivra une mission de préparation d'une résidence, une exposition prévue dans le cadre du 50ème anniversaire de l'adhésion de l'Irlande à l'UE, en lien avec le Centre culturel irlandais (Paris), elle s'attachera à diffuser à l'international l'exposition « Aspects de la photographie contemporaine ukrainienne » présentée dans son lieu en 2022. Elle reconduira ses partenariats culturels avec principalement Jazz d'Or, l'École européenne de Strasbourg, le CSC Escale...

Accélérateur de Particules	**27 500 €**

Réalisation de 2 projets récurrents : 1) « Les Ateliers ouverts » pendant 2 week-ends en mai 2023 et 2) « Regionale-Strasbourg » en décembre 2023. Pour cette deuxième manifestation, tri-régionale qui réunit 18 partenaires à Bâle et sa région, Fribourg, Mulhouse, Sélestat et Strasbourg, l'association est coordinatrice et co-commissaire des expositions présentées à Strasbourg avec divers partenaires qui peuvent varier d'une année à l'autre. Cette manifestation contribue à la diffusion de la jeune création strasbourgeoise auprès des scènes artistiques frontalières de Bâle et de Fribourg et participe de sa professionnalisation.

Art Propulsion	**2 000 €**

Strasbourg Art Photography a l'objectif de présenter une sélection de photographies contemporaines au grand public à travers un parcours en ville investissant des lieux divers non dédiés pour la plupart à la présentation de photos. La manifestation est gratuite pour le public. La prochaine édition se tient du 1er au 30 novembre 2023.

Basler Kunstverein	**3 500 €**

Le Basler Kunstverein est le coordinateur de l'ensemble de la manifestation d'arts visuels transfrontalière et tri-rhénane « Regionale » réunissant 18 lieux dans les cantons de Bâle (CH), à Fribourg (D) et en Alsace (Hégenheim, Mulhouse et Strasbourg). Cette contribution permet le développement de la manifestation à Strasbourg et recouvre une participation au financement des outils mutualisés mis en place.

Colors Urban Art	**25 000 €**

Il s'agit de la 5ème édition de Colors, festival international dédié au Street Art et au Graffiti. Il se déroulera principalement dans le quartier Gare, les principes sont reconduits d'une année à l'autre : une quinzaine d'artistes invités interviennent en août et septembre 2023. L'association propose par ailleurs une documentation du Street Art à Strasbourg sur le site Strasbourg Streetartmap.eu, accessible gratuitement.

Collectif Envie de Quartier	**3 000 €**

L'ancienne vespasienne du quai Finkmatt est devenue un « Petit cabinet » d'art grâce à l'initiative d'une association de quartier. Elle propose quatre fois par an une proposition artistique confiée à des artistes professionnels amenés à rencontrer un public composé de riverains et de passants ainsi que des amateurs et professionnels de l'art contemporain.

Inact	**7 000 €**

L'association défend l'art performatif et intermédias à Strasbourg avec une place privilégiée pour les nouvelles pratiques numériques dans le cadre événementiel du *festival des arts mutants* - international et pluridisciplinaire d'art performance et propose également des ateliers de pratique artistique accessibles aux amateurs. Cette édition développera le thème du « dissensus » et proposera un premier cycle du 28 avril au 1er mai 2023. Un deuxième cycle en juin, prendra place au Port du Rhin dans le cadre de la fête de quartier, et au Jardin des Deux Rives de façon transfrontalière. Ce sera la 12ème édition. Les artistes sont sélectionnés dans le cadre d'un appel à candidature international.

In Extremis	**2 000 €**

De façon annuelle, l'association propose une exposition de photographie contemporaine à partir de la collection exceptionnelle de Madeleine Millot-Durrenberger. En 2023, deux expositions sont prévues, la première en mai avec Colette Hyvrard et Thierry Urbain, la deuxième en octobre sera collective sur le thème « Du rythme dans la photographie ». Les expositions ont lieu dans l'espace dédié du 27, rue Sainte-Madeleine.

La Pierre large	**4 000 €**

Quatrième « Saison culturelle du LAB » proposée par la galerie associative de La Pierre large dédiée aux arts visuels, avec une orientation photographique et vidéo. Elle a été créée en 2019 par deux artistes Benjamin Kiffel et Bénédicte Bach, curateurs des expositions proposées. Celles-ci sont généralement monographiques et les artistes issus en grande partie de la scène locale et régionale. Un volet « Découverte » intègre les plus jeunes. La démarche de médiation est une dimension revendiquée. Quatre expositions sont prévues en 2023.

Le Tube	**5 000 €**

Pour l'année 2023, l'association Le Tube, forte de 6 ans d'expérience, poursuit son objectif d'accompagner les jeunes créateurs en début de parcours dans leur professionnalisation. Ceci, grâce à un accompagnement complet : soutien au développement et à la réalisation d'une œuvre originale, une édition, un temps de médiation notamment par l'affichage dans l'espace public. Le choix des artistes se fait par appel à candidature. Pour cette édition le thème retenu est : « Questionner et imaginer la création de demain ». La démarche s'inscrit dans une logique de partenariat et s'appuie sur d'autres acteurs tels que CRIC, Accélérateur de particules, Zone d'art…

Les Ateliers Éclairés	**7 500 €**

Les Ateliers éclairés, tiers lieu de la Virgule-Coop réunit actuellement une quinzaine d'associés. Ils proposent tout au long de l'année une offre de formations, d'initiations, d'ateliers, d'événements et de débats autour de la culture et des pratiques artistiques, numériques et artisanales, à destination du grand public, de professionnels et aussi de publics plus ciblés tels que les habitants du Port du Rhin. Ses orientations : l'Esprit maker et l'innovation citoyenne, la réduction de la fracture numérique, l'accompagnement de jeunes entrepreneurs et artistes du territoire, des projets solidaires et environnementaux (jardin pédagogique, recyclage). Il est à noter que le soutien en fonctionnement est destiné à soutenir la coordination des activités des Ateliers éclairés.

Les Ateliers Éclairés – Immersion	**10 000 €**

Le projet Immersion (anc. White Line) - dernière édition réalisée en 2020-, propose événements, workshops et résidences autour de l'expérience immersive et des nouvelles technologies, notamment la réalité augmentée et virtuelle. L'un des objectifs est de permettre un apprentissage des outils et de participer au développement de la filière. Le public privilégié est celui des professionnels, notamment de l'audiovisuel ainsi que les étudiants des enseignements artistiques supérieurs. Six actions sont annoncées : workshops de vidéomapping et de réalité virtuelle, résidences avec des créateurs prévus à la Virgule dans la halle numérique et dans le dôme 360° installé spécialement.

Plan d'Est – Pôle Arts Visuels Grand Est	**3 000 €**

Issue du Schéma d'orientation pour le développement des arts visuels en Grand Est - SODAVI, porté par la DRAC Grand Est et soutenu par la Région, l'association développe des actions de promotion des professionnels des arts visuels. En 2023, elles prendront la forme d'un cycle de podcast, l'organisation d'une journée professionnelle, des temps de mise en réseau, une rencontre transfrontalière, la mise à jour régulière de la plateforme dédiée, la diffusion d'une newsletter et la représentation de la filière auprès de l'État et des collectivités locales.

Rhénanie	**5 400 €**

Le festival MIAM né en 2022, associe une trentaine d'acteurs de la Virgule, et principalement de Garage Coop et du CRIC. Avec un commissariat assuré par Sonia Verguet - designeure, autour du lien entre alimentation et écologie, les sujets traités porteront sur l'adaptation alimentaire face au changement climatique, les multiples fonctions du comestible au quotidien ou encore l'impact de nos choix, tangible ou imperceptible sur l'environnement. Ils seront développés à travers la présentation d'œuvres, un partage de connaissances et de savoir-faire émanant de designers, plasticiens, artisans d'art, chercheurs, philosophes, vignerons, chefs, agriculteurs, historiens.

L’objectif est de toucher un public large grâce en particulier à une communication renforcée et de participer de la dynamique collective du site en mettant en valeur ses riches ressources.

ILLUSTRATION LIVRE

Bibliothèque sonore	**1 800 €**

Depuis sa création à Strasbourg en 1979, cette association qui réunit les « donneurs de voix » enregistre des ouvrages au format audio. Ces enregistrements sont destinés aux personnes empêchées de lire, sans limite géographique, régulièrement inscrites. Les donneurs de voix sont bénévoles. L'accès aux titres par les publics est gratuit. L'association participe à la réduction des inégalités et à l'accessibilité du livre pour tous les publics.

BNU	**5 000 €**

Depuis plusieurs années, l'action culturelle de la BNU vient compléter et enrichir l'offre des acteurs culturels du territoire. La BNU déploie une programmation ambitieuse avec le développement de sa programmation en lien avec Capitale Mondiale du Livre. La demande porte sur le soutien à deux expositions et leur médiation, notamment « Bande dessinée du réel », exposition qui prend place dans le cadre des Rencontres de l’Illustration 2023.

Cyprine Chaude	**3 000 €**

Cyprine Chaude est un magazine annuel, dont le premier numéro est paru en 2021. Le magazine contribue à lutter contre les discriminations en donnant la parole aux minorités de genre et en les rendant visibles. Son objectif est de rendre l'art accessible en proposant un bel objet fait de matières nobles réalisé en circuit court à Strasbourg et de soutenir les artistes et autrices de la région. Le magazine mobilise différents collectifs et créateurs et créatrices strasbourgeoises et est diffusé au-delà de nos territoires dans un international proche. Il répond aux enjeux d’éco responsabilité en imprimant entièrement à Strasbourg artisanalement.

Fantastiqueer	**6 000 €**

L’association Fantastiqueer est née d’une interrogation sur les représentations LGBTQI+ dans la littérature des imaginaires en France (SF, la fantasy et le fantastique). Ce domaine de création littéraire a toujours été un terrain d’expérimentation des libertés narratives et queer. Ce festival crée un pont entre des auteurs, des autrices, des artistes et les publics, pour qui ces imaginaires sont des nouveaux chemins à parcourir, et les publics LGBTQI +, notamment jeunes adultes et adolescents, qui trouveront chez ces héros et héroïnes des personnages à leur image. Ce festival se composera d’un salon du livre, de dédicaces, d’expositions, de performances, d’une journée professionnelle et d’un espace jeunesse.

Les Règles de la Nuit	**13 000 €**

L’association propose la réalisation d'ateliers d'écriture autour de l'écriture d’anticipation et de la science-fiction afin de construire des imaginaires collectifs. Plusieurs ateliers sont imaginés, notamment auprès de publics scolaires, marginalisés, migrants, allophones ou encore intergénérationnels. Une restitution via podcast permettra de diffuser le travail réalisé auprès du plus grand nombre.

On ne compte pas pour du beurre	4 000 €

Cette jeune maison d'édition associative sollicite un soutien pour sa troisième année d'existence, en vue de réaliser l'édition de deux albums inclusifs à l'échelle nationale, mais surtout le développement de ses actions de médiation autour de la question du genre en littérature jeunesse auprès des scolaires, des médiathèques et de différents publics du territoire strasbourgeois, dont les contacts et partenariats sont déjà pris ou sont en cours. Un véritable travail de partenariat est réalisé avec les illustrateurs et illustratrices du territoire strasbourgeois.

Plume de Paon	8 000 €

L'association participe au soutien de la lecture et à la promotion de la littérature par le livre-audio dont elle organise un festival annuel à Strasbourg. Le Festival Plume de Paon propose un volet grand public et pédagogique, principalement auprès des lycéens avec le Prix Plume de Paon, la Nuit du livre audio et un volet professionnel avec des rencontres thématiques. Reconnues à l'échelle internationale, les différentes actions de Plume de Paon s'inscrivent dans le cadre Strasbourg Capitale Mondiale du Livre.

CULTURE REGIONALE

À livre ouvert / Wie ein offenes buch	4 000 €

L'association propose des projets qui invitent à la rencontre des textes, des langues et des publics. S'appuyant sur des partenariats variés, ces rencontres développent des questions de société à partir de lectures mises en scène. Les textes et les auteurs choisis valorisent le patrimoine culturel alsacien en l'inscrivant dans un fort dialogue interculturel. Les actions proposées par l'association trouvent un écho dans la programmation Strasbourg Capitale Mondiale du Livre.

Culture et Bilinguisme	8 000 €

L'association Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle anime le Centre culturel alsacien par une programmation d'expositions, de conférences, de débats et de cours de dialecte. De plus, elle publie la revue Land und Sproch, revue trimestrielle bilingue, et porte des projets de promotion de la langue et de la culture régionale.

Fédération Alsace Bilingue	2 500 €

La Fédération Alsace Bilingue, qui regroupe 24 associations dédiées à la culture régionale, organise chaque année le colloque « Rencontres de Strasbourg des langues régionales ou minoritaires d'Europe » destiné à promouvoir les langues régionales d'Europe. Le colloque prévu en juin 2023 porte sur les actions et potentialités de l'enseignement bilingue dans le Rhin Supérieur.

Institut des arts et traditions populaires	800 €

L'Institut des Arts et Traditions Populaires d'Alsace a été fondé en 1976 pour assurer la sauvegarde du patrimoine alsacien. Cette association organise chaque année une cérémonie de remise de prix pour récompenser les talents artistiques alsaciens.

MUSIQUES ACTUELLES

Dodekazz	30 000 €

Soutien à la 18ème édition du Festival de musiques actuelles Contre-temps qui se tient du 03 au 25 juin 2023. L'événement est porté par l'association Dodekazz. Il regroupe des concerts live et dancefloors, une exposition street art et d'autres événements festifs, ces actions constituent l'identité de ce festival inclusif et populaire qui révèle au public les multiples facettes des cultures urbaines au cœur de l'espace urbain.

Dirty 8 – La Maison Bleue	**15 000 €**

L'association Dirty 8 programme les activités de la Maison Bleue. Cet équipement doté d'une salle de spectacle et de locaux pour la formation et les répétitions dans le domaine des musiques actuelles accueille près de 120 événements par an. La Maison Bleue propose un accompagnement de la scène émergente par des formations centrées sur les techniques de la scène, la diffusion de concerts show-case et l'accompagnement artistique, administratif ainsi que la mise à disposition d'un parc de matériel scénique pour les filages.

Compagnie Tangram	**18 000 €**

L'association porte le projet du groupe de jazz Ozma, présent au sein d'un important réseau de diffusion en France et à l'international. En 2023, l'association projette la mise en œuvre du projet Propulsion, dispositif transfrontalier créé par la compagnie pour accompagner les jeunes talents européens en lien avec le Luxembourg.

Molodoï	**23 000 €**

Molodoï est une salle de concert mise à disposition des associations strasbourgeoises depuis 1994. Par son objet associatif, l'association Molodoï contribue à la promotion des artistes professionnels et amateurs. Elle favorise son accès aux projets d'éducation populaire et aux structures socio-éducatives de son territoire pour faire vivre un lieu de culture solidaire.

Les sons d'la rue	**10 000 €**

L'association les Sons d'la Rue, créée en 1997 est spécialisée dans l'accompagnement des jeunes artistes des courants musicaux du hip-hop et plus largement des cultures urbaines au sein de la Faculté Artistique Culturelle et Citoyenne (FACC). En 2023, l'association les Sons d'la rue décide de créer un véritable projet territorial sur le quartier de l'Elsau sur les champs culturels et artistiques ainsi que sociaux et économiques, en lien étroit avec la FACC et les acteurs locaux.

Musiquesactuelles.net	**10 000 €**

Musiquesactuelles.net est une plateforme numérique dédiée à l'actualité de la filière (formations, tremplins régionaux, appels à projet, offres d'emploi, sorties de disques, clips sur l'actualité musicale du Grand Est). Aujourd'hui, l'association propose en outre des sessions d'informations collectives, des formations et un accompagnement en direction du grand public, des artistes professionnels, des amateurs et des étudiants.

Yurga	**5 000 €**

L'association Yurga est spécialisée dans la production de spectacles et d'actions de prévention des risques auditifs auprès du jeune public par le biais des écoles et des collèges. En parallèle l'association s'est spécialisée dans l'organisation d'ateliers de sensibilisation aux médias, elle propose enfin des initiations à l'usage d'une sonorisation pour les musiciens débutants.

Collectif Oh !	**10 000 €**

Créé en 2009, le collectif Oh! mène ses activités de label autour des musiques improvisées et du jazz. Le projet du collectif porte sur la diffusion des groupes du label en lien avec Jazzdor, favorisant les échanges avec des collectifs européens et l'ancrage régional par des actions artistiques et culturelles de territoire avec le soutien de la Drac Grand Est.

Longevity	**25 000 €**

Le festival Longevity est un événement festif autour de la culture rave qui valorise les musiques électroniques et les arts visuels auprès du tout public dont le public familial. Sa 9ème édition se tiendra les 25-26-27 août 2023 au Jardin des Deux Rives. En amont du festival, l'association propose d'animer le parc avec des ateliers participatifs pour la confection de la scénographie du site, dans le respect des gestes écoresponsables. Durant le festival, des activités ludiques sont proposées telles que l'initiation à la pratique du mix pour les grands et les petits à partir de 3 ans.

Mussik	**10 000 €**

Créée en 2018 pour accompagner les activités du pianiste Sébastien Troendlé, l'association Mussik organisera à Strasbourg *On the Mississippi*, festival de boggie-woggie, de blues et autres musiques aux racines afro-américaines. L'événement proposera des concerts de la scène internationale ainsi que des master classes de danse et de musique. Cette 1ère édition aura lieu du 12 au 14 mai 2023 à Strasbourg et Ostwald.

La Grenze	**10 000 €**

La Grenze est une terrasse culturelle estivale qui programme des activités culturelles et accueille d'autres activités de l'économie solidaire en partenariat avec des acteurs culturels strasbourgeois. En cela, la Grenze contribue à donner de la visibilité aux artistes émergeants dans le domaine des musiques actuelles et des arts de la rue et constitue une animation estivale dans le quartier Gare.

FACC Strasbourg – Mémoires Vives	**60 000 €**

Créée en 2006, la Compagnie Mémoires Vives contribue par ses projets au développement artistique et culturel des quartiers populaires. Progressivement l'association repense le cadre de son projet au sein de la Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne (FACC) et devient en 2023 la FACC Strasbourg dont elle s'approprie le nom en développant 4 axes : création pluridisciplinaire au travers des ateliers de spectacle vivant, l'accompagnement à la création, la production et l'édition des musiciens émergents au travers du label Facctory Music, la formation et l'entrainement de danseurs amateurs au sein de la Faccrew et l'organisation du festival annuel OQP pour valoriser toutes les actions artistiques portées par la FACC examinée dans le cadre du renouvellement de la convention pour la période 2023-2026.

Sturm Production	**23 000 €**

L'association Sturm Production est à l'initiative du festival Jazz à la Petite France dont la 3ème édition aura lieu Place St Thomas du 12 au 14 juillet 2023. Cet événement a pour vocation de promouvoir la scène jazz régionale en privilégiant la parité entre hommes et femmes et de poursuivre outre le festival, la saison musicale intitulée Ah les Femmes! pour interroger par des conférences, tables-rondes et temps d'échanges, la place de la femme

dans la musique. En 2023, l'association développe particulièrement la promotion de la scène jazz féminine européenne.

THEATRE

Démostratif	**20 000 €**

Fondé en 2018 par un étudiant de l'Université de Strasbourg, Démostratif est un festival pluridisciplinaire dédié à la création émergente, accueillant des productions d'étudiants, de jeunes artistes et d'artistes confirmés. La 6ème édition se tiendra du 06 au 10 juin 2023 sur le campus universitaire et le quartier de la Krutenau, avec un appel à projet à destination des étudiants ; une programmation de spectacles, associant chaque année un auteur, mais aussi des expositions, des concerts, des lectures... ; un accompagnement des jeunes équipes ; des temps de rencontres et de réflexion avec les professionnels ; des actions culturelles sur le quartier en amont et pendant le festival. Avec une nouveauté en 2023 : la mise en place d'une université d'été pensée comme une plateforme d'échange à l'échelle européenne avec différentes universités.

Esprit Joueur	**10 000 €**

Né de la rencontre entre les compagnies Esprit joueur et Va savoir, le Curieux festival est un nouveau temps fort qui s'inscrit depuis 2022 dans le paysage culturel eurométropolitain. Favorisant la rencontre entre artistes et chercheurs, professionnels et amateurs, compagnies locales et nationales, il cherche à mettre en lumière les sciences et les enjeux contemporains, à travers le prisme du spectacle vivant. La 2ème édition se déroulera du 12 au 21 avril 2023. Au programme : des spectacles, des projections, une soirée tremplin pour les amateurs, des rencontres, des ateliers en milieu scolaire...

C'est Tout un Art !	**8 000 €**

Fondé en 2007 par Nicole Docin-Julien, le festival Couleurs Contes est né d'une audacieuse envie de créer des temps de partage et de rencontre autour de l'oralité. Initialement ancré dans le quartier Gare, il se déploie aujourd'hui sur l'ensemble des quartiers de Strasbourg et au-delà (Koesnigshoffen, Robertsau, Ostwald), essaimant contes et légendes en milieu culturel, social et hospitalier. La 17ème édition se tiendra du 23 juin au 03 juillet 2023, avec une programmation de spectacles, rencontres, ateliers et projections.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Accroche Note	**20 000 €**

L'ensemble Accroche Note est orienté vers la création, la diffusion et la médiation autour de la musique de chambre contemporaine. Sa programmation, qui soutient activement la création contemporaine, fait découvrir un répertoire inédit, au croisement des disciplines. Afin d'élargir son public, il s'attache à décloisonner les genres et développe une importante activité pédagogique. Pour la saison 2022-2023, Accroche Note donnera de nombreux concerts en France et à l'étranger. L'ensemble Accroche Note, très présent sur le territoire strasbourgeois, est l'un des acteurs incontournables de la musique contemporaine en Alsace et au niveau national et international. L'ensemble a signé une convention de partenariat avec l'État et la ville de Strasbourg pour la période 2018-2021. Le renouvellement de la convention est prévu en 2023.

AJAM	**13 000 €**

Depuis sa création en 1960, l'AJAM poursuit sa mission : promouvoir des jeunes artistes professionnels de haut niveau en leur organisant des tournées de concerts de musique de chambre à Strasbourg et dans le reste de l'Alsace. L'AJAM propose ainsi une offre de qualité en musique de chambre, et plusieurs artistes mis en lumière par l'AJAM font aujourd'hui une carrière remarquée. Grâce à divers partenariats, l'association rayonne dans toute la région. Pour sa saison 2022-2023, l'AJAM s'inscrit une fois de plus dans cette volonté de promouvoir la musique classique et particulièrement la musique de chambre. Cette promotion passe par une ouverture des propositions en direction des publics éloignés de l'offre culturelle, tout en soutenant l'excellence des jeunes artistes musiciens.

AMIA	**13 000 €**

Fondée en 1976, l'AMIA organise chaque année une saison de concerts de musique allant de la période médiévale à la période classique (XVIe au XVIIIe siècle), avec la particularité de n'inviter que des ensembles professionnels jouant sur instruments anciens, issus de France et d'Europe. Les concerts ont essentiellement lieu à Strasbourg et sont déclinés également dans d'autres communes d'Alsace (Barr, Dambach La Ville...), et sont souvent à entrée libre. Pour sa saison 2022-2023, l'AMIA propose 7 concerts en Alsace dont 5 à Strasbourg. Les ensembles programmés, tous reconnus, se caractérisent par leur exigence et la qualité de leur interprétation. Par sa programmation spécifique de concerts sur instruments anciens, l'AMIA contribue à la diversité et la qualité de l'offre musicale à Strasbourg.

Amis de l'orgue Sainte-Aurélie	**2 000 €**

Cette association à l'origine de la restauration de l'orgue Sibermann de l'église Sainte-Aurélie organisera du 18 au 20 mai 2023 les 4èmes Rencontres des Claviers, destinées à mettre en valeur le riche répertoire d'œuvres pour orgue, clavecin et piano. Elle proposera sur 3 jours 4 concerts assurés par des interprètes français reconnus, 3 conférences assurées par des facteurs d'instruments et musicologues, ainsi que des actions pédagogiques autour de ces instruments. Cet évènement contribue à enrichir l'offre musicale dans le quartier Gare à destination des strasbourgeois et des visiteurs, à mettre en valeur un orgue patrimonial et à proposer une visibilité aux artistes émergents.

Amis de la Chapelle Rhénane	**35 000 €**

La Chapelle Rhénane, créée en 2001, est un ensemble professionnel de chanteurs et instrumentistes solistes à géométrie variable, composé de musiciens français et allemands, explorant en particulier le répertoire vocal européen baroque. Il mène des actions de médiation et de sensibilisation à la musique baroque et a procédé à plusieurs enregistrements pour lesquels il a obtenu diverses récompenses. La Chapelle Rhénane est régulièrement invitée par des festivals de renom. L'ensemble est reconnu nationalement et internationalement tout en étant ancré sur le territoire strasbourgeois.

Accent 4	**5 000 €**

Cette association, créée en 1985, gère la radio classique strasbourgeoise Accent 4, qui est l'unique radio classique associative de France. Elle propose à ses auditeurs une programmation classique diversifiée en continu, 24h/24h, annonce les concerts donnés à Strasbourg par le biais de son bulletin des programmes, diffuse régulièrement des concerts

d'ensembles de la région et invite chaque semaine des acteurs de la vie musicale locale et des artistes passant à Strasbourg. Accent 4 contribue activement à la promotion de la vie musicale régionale.

ARPFIC	**3 000 €**

Créée en 2019, l'ARPFIC (Association pour la Recherche et la Promotion d'une Facture Instrumentale peu Commune), vise à favoriser la recherche en facture instrumentale, la coopération entre inventeurs, fabricants et artistes, les réalisations artistiques qui en découlent, mais aussi plus globalement la transmission, l'émergence de vocations et l'accès à des instruments rares pour tous les artistes. Le projet de l'ARPFIC pour 2023 s'articule autour du développement d'instruments nouveaux et inédits, afin de compléter toujours plus le parc instrumental, tout en favorisant un travail collaboratif entre des acteurs de la scène musicale, de l'artisanat, de l'ingénierie et de la pédagogie. Ce projet imaginé et porté par un luthier de la région travaillant depuis plusieurs années sur la conception et la fabrication d'instruments nouveaux, répond aux besoins exprimés par des compositeurs d'aujourd'hui, en partenariat avec d'autres luthiers et de nombreux musiciens. L'activité de l'ARPFIC répond à un besoin croissant à l'échelle strasbourgeoise mais également régionale, où travaillent de nombreux artistes tournés vers la création contemporaine et l'improvisation.

Association Saint-Pierre-le-Jeune – La Clef des Arts	**2 500 €**

Depuis plusieurs années, l'association organise tous les vendredis soirs durant l'été, une série de visites guidées thématiques de l'église Saint-Pierre-le-Jeune, suivies de spectacles dans son enceinte (église et cloître), alliant musique, théâtre, danse, lecture et conférences. Elle fait appel pour cela à de nombreux artistes professionnels régionaux, nationaux et internationaux reconnus. La programmation à Saint Pierre le Jeune propose au public des prestations de qualité durant une période où l'offre culturelle est moins fournie à Strasbourg, tout en valorisant le patrimoine de la Ville. Elle sollicite l'aide de la Ville pour l'édition 2023 de cette programmation, qui s'étendra du 07 juillet au 25 août 2023.

Axis Modula	**3 000 €**

Axis Modula est un ensemble de musique contemporaine strasbourgeois créé en 2017, axé sur la création et la médiation, à destination des publics jeunes, éloignés et empêchés. En 2023, Axis Modula proposera une saison nommée « Empuissancement » qui s'articulera autour des projets de création et de diffusion, sans exclure des interventions et ateliers-concerts, qui prendront place aussi bien dans les grandes institutions de la ville que dans les quartiers prioritaires (école de Musique St-Thomas, Espace Django, Sturm Production, le Vaisseau, EPHAD, la Laiterie...). L'association ne cesse de se développer grâce à des concepts innovants, participatifs et immersifs, qui placent le public au cœur de ses spectacles. L'ancrage territorial, la coopération avec tous les acteurs du spectacle vivant, et la forte présence dans différents quartiers et structures de la ville sont à valoriser.

Dreieck Interférences	**3 000 €**

Dreieck Interferences est un collectif de musiciens qui se définit comme une « coopérative de pensées sonores ». L'objet même de la structure est d'être dans une dynamique de diffusion et de promotion de la création musicale contemporaine, jazz, et actuelle. Pour la 2ème édition du Festival les Habitées, l'association va à la rencontre du public dans des lieux de la vie quotidienne (marché de la Meinau, toit d'immeuble à Cronenbourg,

secours populaire, base plein air du Heyritz...) pour s'adresser à différents publics. Cette 2ème édition du Festival Les Habitées se déroulera du 19 au 23 juillet 2023. Chaque concert privilégie une forme légère et acoustique co-construite avec le lieu d'accueil en divers endroits de Strasbourg. Il collabore avec l'association Radio Caddie et son studio de radio mobile tout-terrain, ainsi qu'avec le CSC l'Albatros de Lingolsheim, pour des ateliers de médiations et de construction d'instruments auprès des habitants de Lingolsheim pour la mise en œuvre d'une création collective.

Festival des musiques sacrées du Monde	**50 000 €**

Forte du succès des précédentes éditions, cette association organisera du 07 au 15 octobre 2023 la 11ème édition du Festival des Sacrées Journées de Strasbourg qui aura pour thème « Danses et musiques sacrées ». Il sera proposé une douzaine de concerts dans divers lieux religieux, principalement à Strasbourg et dans d'autres communes d'Alsace. Ces concerts s'organisent autour de 3 ensembles de spiritualités différentes se succédant au cours d'une soirée, ainsi que divers ateliers et rencontres. Au total, une centaine d'artistes de France et du monde se produiront. Ce Festival, favorisant le dialogue interreligieux et la rencontre des cultures, porte les valeurs de la Ville de Strasbourg, capitale européenne et des droits de l'Homme. Fort de son succès, le Festival des Sacrées Journées de Strasbourg s'accompagne depuis quelques années désormais des Sacrées Journées Junior, qui se composent d'actions de médiation et de concerts à destination des publics scolaires.

Festival des musiques sacrées du Monde	**5 000 €**

Dans la continuité des objectifs portés par l'association de connaissance de l'autre, de dépassement des clivages pour favoriser le vivre ensemble, l'association poursuit une dynamique engagée en 2020 en direction du jeune public avec le projet « Sacrées Journées junior ». Les deux précédentes éditions ont touché 1 200 jeunes dont une majorité de Strasbourgeois. Construit en lien étroit avec les établissements scolaires et les professeurs des écoles, cette action a pour objectif de vivre l'échange interculturel par l'expérience sensible et de « permettre d'engager en classe un débat apaisé sur un sujet parfois délicat, par la médiation artistique ». Au travers de concerts de musiques « sacrées » au sein de différents lieux de cultes, les élèves sont accompagnés à la découverte de l'altérité dans sa pluralité. Le projet concourt ainsi à l'intérêt général et à l'intérêt public local par ses contributions à la lutte contre les discriminations, et contre l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie. L'association bénéficie par ailleurs du soutien de nombreux partenaires dont la CEA et la Région Grand-Est. Cette nouvelle édition touchera environ 1 200 jeunes dont des élèves strasbourgeois (des territoires Gare, Cronenbourg, Montagne Verte, Cité de l'Ill, Stockfeld, Elsau, Port du Rhin, et Neuhof) et des élèves de l'Eurométropole des communes d'Illkirch-Graffenstaden, de Lingolsheim et d'Ostwald.

Arts et Lumières en Alsace	**3 000 €**

L'association Arts et Lumières d'Alsace organise le Festival Voix et Route romane en septembre et « Les Noëlies » à la période de Noël. Créé il y a 30 ans, « Voix et route romane », seul festival itinérant et thématique sur le répertoire de la musique médiévale en France, est destiné à mettre en valeur les édifices romans d'Alsace. Le thème et la programmation de l'édition 2023 du festival sont en cours d'élaboration. Il comprendra une dizaine de concerts répartis sur 3 week-ends entre fin août et début septembre 2023.

Les programmes de cette manifestation sont riches et originaux et les ensembles vocaux et instrumentaux invités, issus de divers pays d'Europe dont la France, sont reconnus.

Forum Voix Étouffées	**15 000 €**

Créée en 2003 à Paris et implantée à Strasbourg depuis 2012, l'association Forum Voix Étouffées œuvre pour la redécouverte d'un répertoire de musique rare, puisqu'elle met en lumière les partitions de compositeurs victimes des totalitarismes européens et contraints à l'exil au XXème siècle. Les actions du Forum Voix Étouffées sont riches et variées : diffusion musicale, enregistrements, recherche scientifique, publications, actions de médiation... En parallèle, l'association anime un réseau d'organismes œuvrant dans le même sens dans plus de 10 pays européens.

Les Ensembles 2.2	**15 000 €**

Les Ensembles 2.2, collectif d'arts numériques sonores basé à Strasbourg et créé en 2010, réunit compositeurs, instrumentistes, plasticiens et vidéastes. Il crée des œuvres musicales ou multimédia faisant appel aux nouvelles technologies et permettant un traitement du son, de la lumière et de l'image en temps réel. Il accompagne par ailleurs de jeunes créateurs, en lien notamment avec la HEAR, et développe une action de médiation culturelle en direction de publics diversifiés autour des langages utilisant le numérique. Les créations, installations et performances qu'il réalise ou accompagne sont diffusées à Strasbourg, dans le reste de la France et à l'international. Il collabore avec plusieurs partenaires en France et en Europe, dont Le Fresnoy, studio national des arts contemporains à Tourcoing ou le ZKM à Karlsruhe.

Le Masque	**8 000 €**

Le Masque, créé en 1996, est un ensemble strasbourgeois d'instrumentistes et chanteurs à géométrie variable allant de 3 à 10 musiciens, qui explore le répertoire baroque en croisant musique, danse et théâtre. Depuis 2007, Le Masque propose une saison de concerts à Strasbourg. Il organise par ailleurs en été à Neuwiller-les-Saverne une Académie de musique et de danse baroques, ainsi qu'un festival « Les rencontres baroques de Neuwiller ». La saison 2022-2023 à Strasbourg comprendra plusieurs concerts de musiques baroque joués en l'église Saint Pierre le Vieux et au Temple-Neuf. L'ensemble donnera par ailleurs des concerts dans d'autres villes d'Alsace.

L'Imaginaire	**7 000 €**

Créée en 2009, l'association « L'imaginaire - musiques d'idées » est un collectif de compositeurs et interprètes devenu l'un des acteurs de la musique contemporaine à Strasbourg. L'Imaginaire a développé son activité selon 3 grands axes structurants : soutien à la création / médiation pour familiariser le grand public à ce répertoire et pédagogie / transmission. L'association s'est par ailleurs implantée sur le territoire de la Ville avec notamment une saison de concerts.

Musique et orgues de Saint-Paul	**1 000 €**

L'association Musique et orgues de l'Église réformée Saint-Paul se donne pour mission de valoriser les orgues de cette église strasbourgeoise. Pour ce faire, elle organise régulièrement des concerts de musique essentiellement classique autour de ces orgues, en faisant appel à des musiciens français et internationaux reconnus. Durant la saison 2023, l'association proposera une dizaine de concerts dont cinq au cours de l'été (les samedis

de la Neustadt) et un concert de Noël. Les concerts proposés par cette association, par la diversité de leur programmation et le niveau des interprètes invités, contribuent à la qualité de l'offre en musique classique à Strasbourg.

Passions Croisées	**2 000 €**

L'association Passions Croisées porte l'ensemble musical baroque « Les Ornements » composé de jeunes artistes diplômés de différents conservatoires européens. Cet ensemble professionnel explore à travers une saison de concerts des œuvres inédites du 18ème siècle. Cette saison de concert a lieu à l'Église Saint-Guillaume, où Passions Croisées souhaite s'établir sous la forme d'une résidence à l'année. En parallèle, l'association souhaite mener des actions de médiation et de sensibilisation à la musique baroque avec un public scolaire (4 classes concernées). Les concerts proposés à Strasbourg ont pour visée la redécouverte de partitions oubliées et méconnues, en parallèle d'une démarche de valorisation des compositrices.

UT	**10 000 €**

Cette association strasbourgeoise vise à promouvoir la création contemporaine via l'électroacoustique et les moyens multimédias. L'action de l'association se structure autour de 3 axes : l'animation d'un studio de création ouvert aux acteurs de la musique électroacoustique, le soutien à la création, et l'organisation du festival des arts sonores Exhibitronic, destiné à stimuler et mettre en valeur la création.

Voix et arts sacrés – Trecanum	**2 500 €**

Fondée en 2005, l'association qui porte l'ensemble vocal Trecanum s'attache à promouvoir le patrimoine musical du Haut Moyen Age en s'appuyant pour son interprétation sur une recherche musicologique menée par son directeur. Comme chaque année, la saison 2023 donnera lieu à une série de concerts à Strasbourg, 8 autres concerts à échelle régionale, en plus d'autres concerts dans divers pays.

Voix de Stras	**10 000 €**

Voix de Stras est un chœur professionnel créé en 1998 qui comprend aujourd'hui 6 chanteuses. Il explore principalement le répertoire contemporain, travaillant régulièrement avec des compositeurs qui écrivent pour lui. Voix de Stras se produit en concert en France et à l'international tout en participant à de nombreuses actions hors cadre traditionnel pour aller vers un public plus éloigné de ce répertoire. En parallèle, le chœur mène des actions de médiation en direction de publics scolaires, étudiants et choristes amateurs, en partenariat avec des acteurs culturels locaux. Ce chœur, très actif et ancré à Strasbourg, contribue activement à la vie musicale de la ville en participant à ses temps forts et agit pour la diversification des publics de la musique classique et contemporaine.

Volutes	**2 500 €**

L'orchestre de chambre Volutes, créé en 1996, est dirigé bénévolement par Etienne Bardon, musicien retraité de l'OPS. Il offre à de jeunes professionnels l'opportunité d'étoffer leur expérience orchestrale. Cet ensemble cherche à travers sa programmation à faire découvrir des œuvres peu jouées, de compositeurs connus ou méconnus. Comme chaque année, la saison 2023 s'articule autour de quatre concerts au Centre socio-culturel l'Escale à la Robertsau. Cet ensemble participe à la formation professionnelle de musiciens

issus notamment du Conservatoire de Strasbourg, tout en contribuant à l'offre culturelle strasbourgeoise.

AUDIOVISUEL ET CINEMA

Mémoire des Images Réanimées d'Alsace	**18 000 €**

L'association MIRA, cinémathèque régionale numérique collecte, inventorie et documente des films amateurs réalisés par des alsaciens et alsaciennes ou sur l'Alsace depuis les débuts du cinéma, au sein d'une base de données. Elle sauvegarde ainsi de la disparition des documents historiques inédits, constitue une mémoire audiovisuelle régionale, pérenne et accessible. Par ailleurs, elle valorise le patrimoine et crée du lien entre les générations grâce à diverses actions (File ta Bobine en temps scolaire, Mémoire et films anciens en EHPAD, ateliers de création et de découverte hors temps scolaire).

Le RECIT (Réseau Est Cinéma Image et Transmission)	**10 000 €**

L'association LE RECIT (Réseau Est Cinéma Image et Transmission, ex Alsace Cinémas) coordonne en Alsace les dispositifs nationaux de diffusion en milieu scolaire « Lycéens et apprentis au cinéma » et « Collège au cinéma », « Ecole et cinéma » et « Maternelle au cinéma ». Elle coordonne également le dispositif « Passeurs d'Image » dédié aux interventions d'éducation aux images hors temps scolaire. L'association a été désignée depuis 2016 par la DRAC Pôle régional d'éducation aux images. À ce titre, le RECIT forme et anime le réseau des professionnels, fédère et accompagne les acteurs de l'éducation aux images.

SAFIRE (Société des auteurs en Région Est)	**3 500 €**

La société des auteurs réalisateurs de films indépendants en Région Est (SAFIRE) sollicite la collectivité pour le financement d'ateliers pratiques thématiques (documentaire et nouvelles écritures à Strasbourg, fiction à Nancy) de 6 jours chacun pour améliorer les éléments techniques et artistiques des dossiers et les compétences administratives des porteurs.

LABFILMS	**11 000 €**

L'association Labfilms organise dans les cinémas Star de Strasbourg la troisième édition du Festival du film de l'Est dédié à la production (professionnelle, associative ou individuelle) de courts métrages en région Grand Est. Sur 4 jours, du mercredi au samedi, en octobre 2023 seront proposés des projections en compétition et hors compétition, une masterclass sur la distribution des courts métrages, une journée professionnelle, un concours de mini-films (moins de 3 min), 3 séances documentaires et les États généraux de la production associative.

Les Films du Spectre	**35 000 €**

L'association propose en collaboration avec Speaker, 10 séances de cinéma en plein air durant la saison estivale intégrant les objectifs d'équité territoriale, accessibilité, expérience spectateur, l'éducation à l'image, et la professionnalisation des bénévoles. Les séances seront précédées d'animations co-construites avec le territoire et Speaker. Les lieux pressentis sont : - Neudorf, Place Henri Will - Quartier Gare - Heyritz - Orangerie-Neuhof, Place des colombes- Baggersee- Hautepierre, Plaine des Jeux- Parc des Poteries-

Jardin des Deux-Rives- Cronenbourg, Parc de la Bergerie, les jeudis et vendredis de fin juin à fin août.

Les Films du Spectre	**40 000 €**

L'association organise le 22ème Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg, du 22 septembre au 1er octobre 2023. L'événement rassemble environ 15 000 personnes par an, fait participer la plupart des cinémas de la Ville et prend également place sur le domaine public à travers « Le Village » mais aussi une projection en plein air. L'association propose également une exposition autour du numérique au Shadok intitulée « Connexions » et met en place des ateliers pédagogiques et d'éducation à l'image.

DANSE

DACM – Compagnie Gisèle Vienne	**20 000 €**

L'activité artistique de Gisèle Vienne à travers l'association De l'Autre côté du Miroir est particulièrement emblématique des orientations artistiques contemporaines avec une dimension transdisciplinaire prépondérante où la danse, le théâtre, la marionnette, les arts plastiques et la musique sont associés dans un spectacle total. Son audience dépasse les frontières nationales et participe au rayonnement culturel international de notre ville.

Mindset	**5 000 €**

Après avoir fondé le studio 116, école dédiée aux danses urbaines sur le quartier de la Meinau, Mélissa Baden, jeune danseuse d'hip hop, a souhaité créer l'association, Mindset, en vue de monter des projets pour dynamiser le lieu et enrichir la programmation en parallèle des cours. Mindset revient cette année avec son projet Capsule, qui propose de réunir le public autour de cinq rendez-vous par an, de septembre à juin. Le format sera le suivant : présentation d'une courte pièce par un collectif de danseurs ou un artiste émergent du territoire, suivi d'un échange et d'un temps convivial. Ce projet favorise une dynamique d'évènementiel culturel sur le quartier de la Meinau, autour des cultures urbaines, et permet à des artistes émergents locaux de se produire et de rencontrer le public.

PATRIMOINE

Maison Européenne de l'Architecture – Rhin supérieur	**15 000 €**

La Maison européenne de l'architecture - Rhin supérieur organise le festival « Les Journées de l'architecture » du 22 septembre au 31 octobre 2023, sur le thème « Architecture_Transformer ». L'association est engagée dans une démarche de diffusion de la culture architecturale sur le territoire transfrontalier du Rhin supérieur. Les manifestations au programme s'adressent tant aux professionnels qu'au grand public et aux scolaires grâce à la mobilisation de partenaires variés et à des formats multiples : conférences, visites, ateliers, spectacles, jeux, actions pédagogiques...

Archi Strasbourg	**5 000 €**

Le site internet archi-wiki est un outil au service de la connaissance de notre territoire : il propose un panorama très large de l'architecture strasbourgeoise grâce à un recensement collaboratif dynamique. Alimenté par des contributeurs bénévoles de manière collaborative, et consulté par 1 200 personnes par jour, il rassemble des informations sur environ 10 000 adresses à Strasbourg et valorise le fonds des archives.

Les améliorations apportées au site doivent permettre d'en accroitre l'accessibilité, l'ergonomie et la qualité.

Espace Européen Gutenberg	**15 000 €**

L'association Espace Européen Gutenberg (EEG) met en valeur le patrimoine historique de la région lié à l'imprimerie, de Gutenberg à nos jours et mène des actions de médiation autour des métiers et techniques d'impression. Elle porte le projet de création d'une structure polymorphe et atypique : le Centre Gutenberg, conservatoire et ateliers de l'imprimerie et des arts graphiques. Ses projets 2023 s'articulent entre le développement du projet scientifique et culturel du Centre Gutenberg, des formations autour des savoir-faire et des actions culturelles (conférences, rencontres, expositions, résidence d'artiste) contribuant à la dynamique Capitale Mondiale du Livre.

VALORISATION CULTURELLE

Stras Iran	**5 000 €**

Crée en 2009, l'association organise différentes manifestations destinées à promouvoir la culture iranienne dans toute sa diversité en particulier artistique. Elle organise notamment un festival biennal, la « Quinzaine culturelle iranienne », dont la prochaine édition est prévue en 2024. Les précédentes éditions ont permis à un public nombreux et diversifié de découvrir la richesse des productions artistiques portées par des artistes iraniens vivant en France. En 2023, l'association organisera des concerts, en particulier à l'occasion de la Fête du Feu, en parallèle de soirées littéraires, programmations cinématographique, cours de cuisine...

SINE	**5 000 €**

L'association SINE a pour vocation d'organiser et promouvoir des actions d'éducation à la nature et à l'environnement de tout public sur le territoire de l'EMS et environs, d'apporter sa compétence pédagogique au service de projets de sensibilisation sur l'ensemble du territoire eurométropolitain et de réunir les acteurs œuvrant dans le domaine de l'éducation à la nature. Elle gère et coordonne le CINE Bussières, Centre d'Initiation à l'Environnement situé à la Robertsau. Ce centre, outre l'accueil d'actions d'éducation à l'environnement, propose une programmation artistique de qualité et diversifiée dans les champs des arts visuels et du spectacle vivant; objet de la présente subvention. Cette demande de subvention permet de financer le volet "action culturelle" du projet : espace d'expositions, concerts avec ensembles locaux émergents, contes, Salon *De la nature au livre*, conférences, débats...

Académie Rhénane	**1 000 €**

Cette association mène une série de projets destinés à valoriser la culture dans l'espace rhénan par l'organisation de conférences ou de manifestations culturelles dans différents domaines artistiques : littérature, poésie notamment. Par ailleurs elle décerne des prix à des projets remarquables en sciences et en littérature.

Oasis de la rencontre	**2 000 €**

L'association a pour objet de gérer et d'animer le jardin dénommé « L'Oasis de la Rencontre » à la Meinau, jardin interreligieux inauguré et ouvert au grand public le 06 Octobre 2013, en partenariat avec les communautés religieuses du quartier. Ce projet

favorise la rencontre et le dialogue entre les religions et les cultures et repose sur une dynamique partenariale du territoire, notamment avec la prévention spécialisée, le centre socio-culturel et les établissements scolaires. Un travail en direction de la jeunesse est en effet mené, avec l'accueil de classes de collèges dont pour 2023 des classes des collèges Twinger et Vauban. Des outils de communication sont construits dont un livret à l'appui des visites et échanges. Le lieu étant investi par divers publics dont des jeunes du territoire, un kiosque à livre y sera prochainement installé.

Ligne Verte Terre de Paix	**3 000 €**

En 2023, l'association organise la 4ème édition de son Forum. Cette manifestation met en valeur les échanges humains et vise par des conférences, débats et rencontres avec les représentants de cinq peuples-racines à faire réfléchir le grand public sur l'évolution de notre société, à partager des enseignements sur la Nature, à bâtir des ponts entre nos sociétés modernes et traditionnelles et à soutenir des projets d'avenir. Les recettes engendrées viseront à financer cinq projets émanant des cinq peuples présentés : Maasaï, Lobas, Navajos, Tapirapé, Maya.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Apollonia	*40 000 €*
Accélérateur de Particules	*27 500 €*
Art Propulsion	*2 000 €*
Basler Kunstverein	*3 500 €*
Colors Urban Art	*25 000 €*
Collectif Envie de Quartier	*3 000 €*
Inact	*7 000 €*
In Extremis	*2 000 €*
La Pierre Large	*4 000 €*
Le Tube	*5 000 €*
Les Ateliers Éclairés – Fonctionnement	*7 500 €*
Les Ateliers Eclairés – Immersion	*10 000 €*
Plan d'Est – Pôle Arts Visuels Grand Est	*3 000 €*
Rhénanie	*5 400 €*
Bibliothèque sonore	*1 800 €*
BNU	*5 000 €*
Cyprine Chaude	*3 000 €*
Fantastiqueer	*6 000 €*

Les règles de la Nuit	*13 000 €*
On ne compte pas pour du beurre	*4 000 €*
Plume de Paon	*8 000 €*
À livre ouvert / Wie ein offenes buch	*4 000 €*
Culture et Bilinguisme	*8 000 €*
Fédération Alsace Bilingue	*2 500 €*
Institut des arts et traditions populaires	*800 €*
Dodekazz	*30 000 €*
Dirty 8 – La Maison Bleue	*15 000 €*
Compagnie Tangram	*18 000 €*
Molodoï	*23 000 €*
Les sons d'la rue	*10 000 €*
Musiquesactuelles.net	*10 000 €*
Yurga	*5 000 €*
Collectif Oh !	*10 000 €*
Longevity	*25 000 €*
Mussik	*10 000 €*
La Grenze	*10 000 €*
FACC Strasbourg – Mémoires Vives	*60 000 €*
Sturm Production	*23 000 €*
Démostratif	*20 000 €*
Esprit Joueur	*10 000 €*
C'est Tout un Art !	*8 000 €*
Accroche Note	*20 000 €*
AJAM	*13 000 €*
AMIA	*13 000 €*
Amis de l'orgue Sainte-Aurélie	*2 000 €*
Amis de la Chapelle Rhénane	*35 000 €*
Accent 4	*5 000 €*
ARPFIC	*3 000 €*
Association Saint-Pierre-le-Jeune – La Clef des Arts	*2 500 €*
Axis Modula	*3 000 €*
Dreieck Interferences	*3 000 €*
Festival des musiques sacrées du Monde	*50 000 €*
Arts et Lumières en Alsace	*3 000 €*
Forum Voix Étouffées	*15 000 €*
Les Ensembles 2.2	*15 000 €*
Le Masque	*8 000 €*
L'Imaginaire	*7 000 €*
Musique et orgues de Saint-Paul	*1 000 €*
Passions Croisées	*2 000 €*
UT	*10 000 €*
Voix et arts sacrés – Trecanum	*2 500 €*
Voix de Stras	*10 000 €*
Volutes	*2 500 €*
Mémoire des Images Réanimées d'Alsace	*18 000 €*

Le RECIT (Réseau Est Cinéma Image et Transmission)	*10 000 €*
SAFIRE (Société des auteurs en Région Est)	*3 500 €*
LABFILMS	*11 000 €*
Les Films du Spectre	*35 000 €*
Les Films du Spectre	*40 000 €*
DACM – Compagnie Gisèle Vienne	*20 000 €*
Mindset	*5 000 €*
Maison Européenne de l'Architecture – Rhin supérieur	*15 000 €*
Archi Strasbourg	*5 000 €*
Espace Européen Gutenberg	*15 000 €*
Stras Iran	*5 000 €*
SINE	*5 000 €*
Académie Rhénane	*1 000 €*
Ligne Verte Terre de Paix	*3 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 905 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2023.

Festival des musiques sacrées du Monde	*5 000 €*
Oasis de la rencontre	*2 000 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 7 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AT03A, fonction 025, nature 6574 programme 8036 du budget 2023.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155819-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Conseil Municipal du 20 mars 2023

Association	Nature de la sollicitation	Montant		
		Sollicité	Proposé	Alloué N-1
Apollonia	Fonctionnement	50 000 €	40 000 €	40 000 €
Accélérateur de particules	Fonctionnement	27 500 €	27 500 €	27 500 €
Art Propulsion	Aide au projet	20 000 €	2 000 €	2 000 €
Basler Kunstverein	Aide au projet	7 232 €	3 500 €	7 000 €
Colors Urban Art	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Collectif Envie de quartier	Fonctionnement	4 000 €	3 000 €	3 000 €
Inact	Fonctionnement	10 000 €	7 000 €	7 000 €
In Extremis	Aide au projet	2 000 €	2 000 €	2 000 €
La Pierre large	Fonctionnement	5 000 €	4 000 €	4 000 €
Le Tube	Fonctionnement	6 000 €	5 000 €	5 000 €
Les Ateliers éclairés	Fonctionnement	25 000 €	7 500 €	7 500 €
Les Ateliers éclairés - Immersion	Aide au projet	20 000 €	10 000 €	0 €
Plan d'Est - Pôle Arts Visuels Grand Est	Fonctionnement	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Rhénanie	Aide au projet	10 800 €	5 400 €	0 €
Bibliothèque sonore	Fonctionnement	3 500 €	1 800 €	3 500 €
BNU	Fonctionnement	11 250 €	5 000 €	5 000 €
Cyprine Chaude	Fonctionnement	7 000 €	3 000 €	0 €
Fantastiqueer	Aide au projet	10 000 €	6 000 €	0 €
Les règles de la nuit	Aide au projet	17 000 €	13 000 €	17 000 €
On ne compte pas pour du beurre	Fonctionnement	6 000 €	4 000 €	5 500 €
Plume de Paon	Aide au projet	9 000 €	8 000 €	8 000 €
À livre ouvert/Wie ein offenes buch	Fonctionnement	11 000 €	4 000 €	4 000 €
Culture et Bilinguisme	Fonctionnement	10 000 €	8 000 €	9 000 €
Fédération Alsace Bilingue	Fonctionnement	2 500 €	2 500 €	2 500 €
Institut des arts et traditions populaires	Fonctionnement	800 €	800 €	800 €
Dodekazz	Aide au projet	45 000 €	30 000 €	9 200 €
Dirty 8 - la Maison Bleue	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	20 000 €

Compagnie Tangram	Conventionnement	18 000 €	18 000 €	18 000 €
Molodoï	Fonctionnement	30 000 €	23 000 €	23 000 €
Les sons d'la rue	Aide au projet	10 000 €	10 000 €	40 000 €
Musiquesactuelles.net	Fonctionnement	30 000 €	10 000 €	10 000 €
Yurga	Fonctionnement	10 000 €	5 000 €	5 000 €
Collectif Oh !	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Longevity	Fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Mussik	Aide au projet	20 000 €	10 000 €	0 €
La Grenze	Aide au projet	12 500 €	10 000 €	10 000 €
FACC Strasbourg-Mémoires Vives	Fonctionnement	100 000 €	60 000 €	20 000 €
Sturm Production	Fonctionnement	50 000 €	23 000 €	23 000 €
Démostratif	Aide au projet	40 000 €	20 000 €	20 000 €
Esprit Joueur	Aide au projet	20 000 €	10 000 €	10 000 €
C'est tout un art	Aide au projet	10 000 €	8 000 €	8 000 €
Accroche Note	Conventionnement	20 000 €	20 000 €	20 000 €
AJAM	Fonctionnement	14 000 €	13 000 €	13 000 €
AMIA	Fonctionnement	15 000 €	13 000 €	13 000 €
Amis de l'orgue Ste Aurélie	Aide au projet	4 500 €	2 000 €	2 000 €
Amis de la Chapelle Rhénane	Fonctionnement	35 000 €	35 000 €	35 000 €
Accent 4 (radio)	Fonctionnement	7 000 €	5 000 €	5 000 €
ARPFIC	Fonctionnement	8 000 €	3 000 €	3 000 €
Association St Pierre le Jeune - La Clef des arts	Fonctionnement	3 500 €	2 500 €	2 500 €
Axis Modula	Fonctionnement	5 000 €	3 000 €	3 000 €
Dreieck Interferences	Aide au projet	18 000 €	3 000 €	3 000 €
Festival des musiques sacrées du Monde	Aide au projet	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Festival des musiques sacrées du Monde	Aide au projet	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Association Arts et Lumières en Alsace - Festival Voix et Routes Romanes	Aide au projet	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Forum Voix Étouffées	Fonctionnement	25 000 €	15 000 €	15 000 €
Les Ensembles 2.2	Conventionnement	30 000 €	15 000 €	15 000 €
Le Masque	Fonctionnement	12 000 €	8 000 €	8 000 €
L'Imaginaire	Fonctionnement	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Musique et orgues de St Paul	Fonctionnement	2 000 €	1 000 €	1 000 €
Passions Croisées	Aide au projet	10 000 €	2 000 €	0 €

UT	Fonctionnement	20 000 €	10 000 €	10 000 €
Voix et arts sacrés - Trecanum	Fonctionnement	2 500 €	2 500 €	2 500 €
Voix de Stras	Fonctionnement	27 000 €	10 000 €	10 000 €
Volutes	Fonctionnement	3 000 €	2 500 €	2 500 €
Mémoire des Images Réanimées d'Alsace	Fonctionnement	18 000 €	18 000 €	18 000 €
Le RECIT (Réseau Est Cinéma Image et Transmission)	Aide au projet	10 000 €	10 000 €	10 000 €
SAFIRE (Société des auteurs en Région Est)	Aide au projet	4 000 €	3 500 €	3 500 €
LABFILMS	Aide au projet	14 000 €	11 000 €	8 000 €
Les films du Spectre	Aide au projet	35 000 €	35 000 €	23 000 €
Les films du Spectre	Aide au projet	40 000 €	40 000 €	40 000 €
DACM - Cie Gisèle Vienne	Fonctionnement	35 000 €	20 000 €	25 000 €
Mindset - *projet Capsules*	Aide au projet	5 380 €	5 000 €	5 000 €
Maison Européenne de l'architecture - Rhin supérieur	Aide au projet	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Archi-Strasbourg	Aide au projet	10 000 €	5 000 €	0 €
Espace Européen Gutenberg	Aide au projet	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Stras Iran	Aide au projet	5 000 €	5 000 €	5 000 €
SINE	Fonctionnement	20 000 €	5 000 €	5 000 €
Académie Rhénane	Aide au projet	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Oasis de la rencontre	Aide au projet	4 715 €	2 000 €	0 €
Ligne Verte Terre de Paix	Aide au projet	25 000 €	3 000 €	5 000 €

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°44

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Pour	Contre	Abstention
58	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de bourses d'études municipales et de prix aux élèves du Conservatoire de Strasbourg pour l'année 2022-2023.

Numéro V-2023-122

Les élèves du Conservatoire résidant à Strasbourg et suivant un cursus complet au sein de l'établissement (initiation / éveil, cycles 1 et 2, cycle d'orientation amateur, CPES « Classe préparatoire à l'enseignement supérieur » A et B) ont pu déposer une demande de bourse municipale pour l'année scolaire 2022/2023.

Ces bourses sont destinées à couvrir tout ou partie des frais d'inscription ainsi que toutes les dépenses annexes liées à leurs études (achat, location ou entretien d'un instrument, de partitions, de livres, d'accessoires, etc.).

I. Bourses municipales

Les bourses pour l'année scolaire 2022/2023 sont attribuées selon les critères suivants :

a. Montant du quotient familial

Détermination du montant de la bourse en fonction du quotient familial :

Quotient familial	Montant de la bourse
Supérieur à 741	0 €
De 561 à 740	100 €
De 121 à 560	150 €
De 57 à 120	200 €
De 0 à 56	250 €

b. Avis favorable de la Direction et de l'équipe pédagogique au vu du parcours scolaire de chaque élève et des appréciations des professeurs

101 dossiers ont satisfait aux critères d'attribution retenus et les propositions d'attribution s'établissent comme suit :

Bourses à 100 €	30
Bourses à 150 €	53

Bourses à 200 €	9
Bourses à 250 €	9
TOTAL	101

Soit une enveloppe totale de **15 000 €** pour les bourses municipales.

II. Prix de la Ville de Strasbourg et Prix Pierre Pflimlin

Par ailleurs, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer le « Prix de la ville de Strasbourg » s'élevant à 1 000 € répartis en deux prix de 500 € aux deux élèves du Conservatoire qui auront obtenu un maximum de récompenses en CPES A « Classe préparatoire à l'enseignement supérieur » (ancien COP « Cycle à orientation professionnelle ») au cours de l'année scolaire 2022/2023.

D'autre part, il est proposé d'attribuer le « Prix Pierre Pflimlin » s'élevant également à 1 000 € et répartis en deux prix de 500 € aux deux élèves du Conservatoire ayant obtenu les meilleures récompenses dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année scolaire 2022/2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1. *l'allocation de bourses d'études pour l'année 2022/2023 selon la répartition suivante :*
   - *9 bourses à 250 €,*
   - *9 bourses à 200 €,*
   - *53 bourses à 150 €,*
   - *30 bourses à 100 €,*

2. *l'attribution des récompenses 2022/2023 suivantes :*
   - *le Prix de la ville de Strasbourg de 1 000 € réparti en deux prix de 500 € aux deux élèves du Conservatoire ayant obtenu un maximum de récompenses en CPES A (ancien COP) dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année 2022/2023,*
   - *le Prix Pierre Pflimlin de 1 000 € réparti en deux prix de 500 € aux deux élèves du Conservatoire ayant obtenu les meilleures récompenses dans les disciplines d'interprétation instrumentale, chorégraphique ou théâtrale au cours de l'année 2022/2023,*

décide

que les imputations de la dépense, d'un montant de 17 000 €, sont de nature :
- *pour les Bourses municipales : 311-65131-AU15B,*
- *pour les Prix de la ville de Strasbourg et les Prix Pierre Pflimlin : 311-65132-AU15B,*

au budget primitif 2023, dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 17 000 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à désigner les lauréats du Prix de la ville de Strasbourg et du Prix Pierre Pflimlin et à attribuer les récompenses y afférentes.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155510-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Œuvre Notre-Dame - Programme des travaux d'entretien et de maintenance 2023-2024 à exécuter par la Fondation sur la cathédrale de Strasbourg.

Numéro V-2023-138

Les travaux de restauration et d'entretien sur la cathédrale de Strasbourg sont partagés entre l'Etat et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame (OND). Une convention-cadre signée le 26 juin 1999 entre le Ministère de la culture et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame détermine les conditions de la collaboration entre les deux acteurs institutionnels. Cette convention-cadre, d'une durée de 99 ans, précise que :

- l'Etat est maître d'ouvrage des travaux de restauration et d'entretien de la cathédrale de Strasbourg,
- l'Etat donne mandat à l'OND pour exercer en son nom la maitrise d'ouvrage de certaines opérations. Les mandats relatifs à des opérations de restauration font l'objet d'avenants ponctuels à la convention-cadre qui ne la modifie pas mais précisent les conditions particulières de mise en œuvre de chaque opération (libellé, nature, montant) après examen des propositions de programme au sein du comité de pilotage de la cathédrale. Les mandats relatifs aux opérations d'entretien sont annuels et font l'objet d'une décision conjointe entre l'OND et les services déconcentrés du ministère de la culture,
- les mandats de délégation de maitrise d'ouvrage ne donnent lieu à aucune rémunération de l'OND par l'Etat,
- l'OND finance intégralement les opérations qui lui sont confiées et cette prise en charge est constitutive d'un don de la Fondation à l'Etat,
- la maitrise d'œuvre de l'ensemble des opérations de restauration est assurée par l'architecte en chef des monuments historiques en charge de la cathédrale de Strasbourg. Il assure également cette fonction pour les opérations d'entretien prises en charge par l'OND alors que les opérations d'entretien dont l'Etat assume personnellement la maîtrise d'ouvrage sont réalisées sous le contrôle de l'architecte des bâtiments de France, conservateur de l'édifice.

Les derniers mandats de délégation de maitrise d'ouvrage concernent la réhabilitation du portail Saint-Laurent dont les travaux sont en cours et le programme d'entretien sur la période 2021-2022.

Il est proposé au Conseil d'approuver la signature de l'avenant n°20, relatif au programme des travaux d'entretien pour la période 2023-2024. Ce programme d'intervention est

formalisé dans un carnet d'entretien et de maintenance élaboré conjointement entre l'OND et la Direction régionale des affaires culturelles. Ce carnet est visé par le Directeur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, l'Architecte des bâtiments de France, le Conservateur régional adjoint des monuments historiques et l'Architecte en chef des monuments historiques. Ce carnet précise les conditions de réalisation de l'entretien courant (nettoyage, déneigement), dresse l'inventaire des actions de réparation ou d'amélioration à régler sur la période de validité du carnet et informe du bilan sur la période écoulée. Les interventions réalisées par l'Œuvre Notre-Dame, apparaissant au bilan de la période 2021-2022, sont valorisées à hauteur d'environ 25 000 € et correspondent pour une grande partie à des frais de personnel.

Par rapport à sa version précédente du carnet d'entretien, l'OND offre un niveau de qualité et de performance supérieur puisqu'elle a mis en place une équipe spécialement formée au travail sur cordes ; la réactivité et la capacité à intervenir en des endroits habituellement difficilement accessibles évoluent ainsi fortement.

Le carnet d'entretien ainsi que le projet d'avenant n°20 et la convention-cadre de 1999 sont annexés à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'avenant n°20 à la convention-cadre du 26 juin 1999 déterminant les modalités du mandat de maitrise d'ouvrage confié par l'Etat à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, pour la mise en œuvre des opérations d'entretien sur la période 2023-2024,

autorise

la prise en charge des travaux relevant de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame par cette dernière et les éventuelles dépenses dans le cadre des crédits courants inscrits au budget de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame,

autorise

la Maire, administratrice de la Fondation, ou son-sa représentant-e, à signer le présent avenant n°20 à la convention-cadre du 26 juin 1999 et à accomplir tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-153502-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

AVENANT N°20
à la convention-cadre du 26 juin 1999

RELATIF AU PROGRAMME DES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE 2023-2024 À EXÉCUTER PAR LA FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME SUR LA CATHÉDRALE DE STRASBOURG

donnant mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'exécution des travaux d'entretien et de maintenance 2023-2024 selon la répartition figurant en annexe au présent avenant.

ENTRE :

l'**État**, ministère de la Culture, représenté par Madame la Préfète de la région Grand Est, ci-après dénommé le maître d'ouvrage, d'une part,

ET

la **fondation de l'Œuvre Notre-Dame**, représentée par Madame la Maire de Strasbourg, son administratrice, ci-après dénommé le mandataire d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet

Le maître d'ouvrage a décidé, d'un commun accord avec la fondation de l'Œuvre Notre-Dame, de réaliser le programme d'entretien et de maintenance 2023-2024 sur la cathédrale de Strasbourg avec une répartition des travaux pris en charge par l'État et ceux à exécuter par l'Œuvre Notre-Dame.

Le présent avenant a pour objet, conformément aux dispositions de l'article 1er de la convention-cadre du 26 juin 1999, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser le programme d'entretien et de maintenance 2023-2024 qui lui incombe, au nom et pour le compte du maître d'ouvrage, dans les conditions fixées ci-après.

Article 2 - Programme - financements

Le programme de ces travaux d'entretien et de maintenance 2023-2024 a été préparé conjointement par les services de l'État et l'Œuvre Notre-Dame; il comprend l'ensemble des opérations figurant au carnet annexé.

Conformément à l'article 2 de la convention-cadre du 26 juin 1999, le financement des travaux incombant à la fondation de l'Œuvre Notre-Dame est intégralement apporté par ses soins.

Ce montant comprendra notamment la rémunération du maître d'œuvre, des entreprises et de tous les intervenants éventuels, les primes d'assurances éventuellement souscrites, les frais d'avocat, d'expertise, de gardiennage et plus généralement toutes les charges incombant au mandataire dans le cadre de sa mission.

Article 3 - Organisation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3 de la convention-cadre du 26 juin 1999, la maîtrise d'œuvre des opérations incombant à la fondation de l'Œuvre Notre-Dame sera confiée à l'architecte en chef des monuments historiques, architecte de la cathédrale.

Article 4 - Contenu de la mission du mandataire

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants :

- gestion administrative, financière et comptable des opérations.
- information du clergé affectataire de la cathédrale du contenu et du déroulement des travaux.

Et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

Le mandataire est tenu envers le maître d'ouvrage à la bonne exécution des attributions dont il a été chargé par lui.

Le mandataire représente le maître d'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions qui lui ont été confiées jusqu'à l'achèvement de sa mission dans les conditions définies ci-après.

Article 5 - Personnes habilitées à engager les parties à la convention.

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Madame la Maire de Strasbourg, administratrice de la fondation de l'Œuvre Notre-Dame, qui sera seule habilitée à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution du présent avenant.

Pour les approbations que le maître d'ouvrage doit délivrer au titre du présent avenant, Madame la Préfète de la région Grand Est pourra se faire représenter par la directrice régionale des affaires culturelles ou le conservateur régional des monuments historiques adjoint assistés, le cas échéant, des inspecteurs généraux des monuments historiques territorialement compétents ou de toute personne qu'il désignera.

Article 6 - Réception des travaux.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de la fin des travaux exécutés par l'Œuvre Notre-Dame.
Il organise une visite des ouvrages avec le maître d'ouvrage et établit un compte rendu des observations retenues par le maître d'ouvrage. Il transmet ses propositions au maître d'ouvrage. Celui-ci dispose d'un délai de 21 jours pour faire connaître sa décision au mandataire, faute de quoi son accord tacite aux propositions du mandataire est réputé acquis.

Article 7 - Achèvement de la mission.

La mission du mandataire prend fin par le quitus délivré par le maître d'ouvrage ou par la résiliation de l'avenant dans les conditions fixées ci-après.

Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de sa mission, et notamment la réception des travaux et la levée des réserves dès réception.

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.

Article 8 - Dispositions diverses

8.1 *Rémunération du mandataire*
Le mandataire exécute sa mission à titre gracieux.

8.2 *Pénalités*
Il n'est pas prévu de pénalité.

8.3 *Durée de l'avenant*
Le présent avenant prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

8.4 *Résiliation*
Il peut être mis fin au présent avenant par le maître d'ouvrage pour des motifs d'intérêt général. La décision et ses modalités pratiques d'application sont notifiées au mandataire.

Fait à Strasbourg, le

Pour le ministère de la Culture la Préfète de la région Grand Est,	Pour la fondation de l'Œuvre Notre-Dame, la Maire de Strasbourg Administratrice de la fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Josiane CHEVALIER	Jeanne BARSEGHIAN

2023
2024

BAS-RHIN

STRASBOURG

CATHEDRALE NOTRE-DAME

Classée monument historique par liste de 1862

Carnet d'entretien et de maintenance

VERSION PROVISOIRE

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame – Bureau d'études – Décembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

Cadrage 5

Principes 5

Bilan de la période 2021-2022 6

Tableau des fiches d'interventions 2021-2022 6

Bilan des opérations de maintenance et d'astreintes 7

Tableau des travaux en propre régie réalisés par l'OND 8

Nouvelle activité de travaux sur cordes 9

Intervention 9

Suivi 9

Nouvelle fiche : Faune et Flore 10

Programme d'entretien courant 11

Organisation de l'entretien courant 11

Interventions non prévues 11

Liste des opérations d'entretien courant 2023-2024 12

Programme des projets à l'étude 31

Organisation des projets 31

Fiches « projets » 31

Programme d'interventions ponctuelles 40

Organisation des interventions 40

Liste des interventions programmées 40

Fiches « État » 42

Fiches « Conservation » 54

Fiches « Taille de pierre et Maçonnerie » 59

Fiches « Menuiserie » 63

Fiches « Serrurerie » 68

Fiches « Cordisme » 71

Programme des opérations de suivi 78

Organisation des opérations 78

Liste des opérations programmées 78

Validation du programme des opérations 94

Liste des travaux 94

Signatures des représentants 95

Annexes 96

Contacts utiles 96

Plan général de prévention 97

INTRODUCTION

CADRAGE

La convention signée le 26 juin 1999 entre le Ministre de la Culture et le Maire de Strasbourg, Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, précise les modalités de collaboration entre l'État et l'Œuvre Notre-Dame pour la restauration et l'entretien de la Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg.

L'État, maître d'ouvrage, donne mandat à l'Œuvre Notre-Dame (au sens de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985) pour exercer en son nom la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations d'entretien. La convention précise qu'un avenant annuel, comportant un programme d'intervention devra être mis en place préalablement aux travaux.

Il est stipulé que le mandat ne donnera lieu à aucune rémunération par l'État. L'Œuvre Notre-Dame assurera l'intégralité des financements des parties pour lesquelles elle aura reçu mandat. Les travaux et ouvrages réalisés resteront, après achèvement et réception, propriété exclusive de l'État.

La convention précise que l'Architecte en Chef des Monuments Historiques en charge de la Cathédrale assurera la maitrise d'œuvre des opérations d'entretien menée par l'Œuvre Notre-Dame, sous le contrôle de l'Architecte des Bâtiments de France. Lorsqu'une maîtrise d'œuvre est nécessaire, l'Architecte en Chef des Monuments Historiques produira un dossier d'études. Pour les opérations d'entretien relevant de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, représentant l'État, la maitrise d'œuvre est assurée par l'Architecte des Bâtiments de France.

La DRAC tient à jour un bilan sanitaire qui servira de base à la construction du carnet d'entretien. La circulaire relative au contrôle scientifique et technique des services de l'État sur la conservation des monuments historiques classés ou inscrits fait référence.

PRINCIPES

Ce document propose une synthèse de l'ensemble des opérations d'entretien et de maintenance jugées nécessaires, qu'ils relèvent de l'État ou de la Fondation. Ces opérations sont présentées sous forme de fiches décrivant leurs aspects opérationnels. Afin de clarifier l'organisation des interventions, il est proposé de distinguer ces fiches en trois catégories :

- **Les opérations d'entretien et de maintenance courantes (E-)**, relevant de la mission de veille de la Fondation, mais pouvant associer l'État. Elles sont exécutées de manière récurrente tout le long de la période, et reconduites sur la prochaine automatiquement.
- **Les projets d'intervention (P-)**, nécessitant une étude préalable en association avec l'Architecte en Chef et/ou la Conservation Régionale des Monuments Historiques, et donnant lieu en second temps à une intervention à programmer, sous forme de fiches d'intervention.
- **Les interventions ponctuelles (I-)**, visant à régler un désordre constaté, sont classées par ordre de priorité : selon le cas, elles sont traitées dans la période courante, ou peuvent être reconduites. Les fiches relevant de l'OND seront également organisées par corps de métier ou activité.
- **Les opérations de suivis périodiques (S-)**, visant à s'assurer de la bonne tenue des interventions passées ou à surveiller l'évolution d'un phénomène potentiellement dégénérescent. Leur périodicité peut être annuelle ou semestrielle. Ces suivis sont assurés dans le cadre d'opérations courantes, et peuvent générer des fiches d'intervention ponctuelle. Ils sont systématiquement reconduits sur la période suivante.

L'ensemble de ce dossier est élaboré conjointement par l'État et la Fondation (OND, ACMH, CRMH, ABF/UDAP) et sera soumis pour validation au conseil municipal de Strasbourg, qui siège également en qualité de conseil d'administration de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

BILAN DE LA PÉRIODE 2021-2022

Les tableaux suivants présentent le bilan des interventions menées dans le cadre du carnet d'entretien et de maintenance de la période 2021-2022. Selon l'évolution de la classification des interventions, les fiches antérieures à 2017 reconduites sur les périodes suivantes seront réparties différemment. Leur immatriculation restera inchangée, hormis l'ajout d'un préfixe selon la nouvelle classification, afin de permettre une lecture cohérente d'un dossier à l'autre : **E-** pour les fiches d'entretien courant, **I-** pour les interventions et **S-** pour les fiches de suivi.

TABLEAU DES FICHES D'INTERVENTIONS 2021-2022

Études ACMH/CRMH/OND			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Statut**
I-0079-2010-ETAT	Bandes de cuivre détériorées ou manquantes	Vantaux du portail principal	**Reconduite**
I-0131-2014-OND	Dégradation des ferronneries et risque d'intrusion	Sacristie, porte nord	**Reconduite**
I-0170-2017-ETAT	Problème d'évacuation des eaux	Sous le vestibule Knauth	**Traitée**
I-0188-2017-ETAT	Altération du retable	Chapelle Sainte-Catherine	**Reconduite**
ETAT			
I-0129-2011-ETAT	Câbles électriques sans protection	Tourelle d'escalier entre le croisillon nord et la nef	**Reconduite**
I-0157-2014-ETAT	Câbles électriques sans protection	Tourelle d'escalier entre le croisillon sud et la nef	**Reconduite**
I-0160-2014-ETAT	Présence d'une grande quantité de fientes	Cour d'Erwin, dite Leichhöfel	**Mise à jour**
I-0218-2020-ETAT	Grillage anti-pigeon détérioré	Baie nord de la tour sud, 2ème niveau	➔ **OND**
I-0219-2020-ETAT	Trémie de l'oculus	Massif occidental, tour Nord	**Mise à jour**
I-0220-2020-ETAT	Opérations de couverture	Plusieurs endroits	**Mise à jour**
I-0194-2018-ETAT	Infiltration d'eau	Combles du transept nord	**Reconduite**
I-0221-2020-ETAT	Opérations de menuiserie	Ensemble de l'édifice	**Reconduite**
I-0200-2018-ETAT	Remplacement du câble chauffant	Coursive du bas-côté sud	**Mise à jour**
I-0207-2018-ETAT	Opérations de verrerie et de vitraillerie	Ensemble de l'édifice	**Reconduite**
I-0236-2020-ETAT	Serrure électronique à poser	Porte de la galerie touristique sud	**Traitée**
OND : CONSERVATION			
I-0173-2017-OND	Altération des inscriptions gravées	Haute tour, niveau de la plateforme	**Mise à jour**
I-0189-2017-OND	Altération du mortier	Intérieur du contrefort nord entre le narthex et la nef	**Mise à jour**
I-0191-2018-OND	Altération des bases de meneaux et corniches	Base de la flèche, orientation sud	**Mise à jour**
I-0202-2018-OND	« Cuvettes d'arrachement » des éclairages	Coursives des tourelles d'escaliers, 66m	**Traitée**
I-0203-2018-OND	« Cuvettes d'arrachement » des éclairages	Plate-forme nord de la tour de croisée	**Traitée**
I-0214-2018-OND	Élément des fonds baptismaux à recoller	Bras nord du transept	**Reconduite**
I-0222-2020-OND	Solins de la tour de croisée	Base de la tour, zone sud-est	**Reconduite**
OND : TAILLE DE PIERRE ET MAÇONNERIE			
I-0166-2017-OND	Allèges des baies	Baies du beffroi	**Mise à jour**
I-0224-2020-OND	Seuil à restaurer	Porte sud de la galerie du chevet, vers le cloître	**Traitée**
I-0225-2020-OND	Dalle de recouvrement	Bas-côté Sud, coursive au bas du transept	**Reconduite**

OND : MENUISERIE			
I-0107-2011-OND	Manque d'entretien de la porte	Chapelle Saint Laurent, porte extérieure, côté ouest	➔ **ÉTAT**
I-0113-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Bas-côté nord, vestige de tourelle d'escalier	**Reconduite**
I-0123-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'accès à la coursive du bas-côté nord	**Reconduite**
I-0124-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle, entre le croisillon nord et la haute nef	**Reconduite**
I-0125-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle, entre le croisillon sud et la haute nef	**Reconduite**
I-0226-2020-OND	Déformation du couvercle de l'oculus	Voûte de la base de la flèche de la flèche	➔ **ÉTAT**
OND : FORGE ET SERRURERIE			
I-0227-2020-OND	Porte de la Galerie Goetz	Galerie nord, côté loge-caisse	➔ **ÉTAT**
I-0228-2020-OND	Ouverture des gargouilles	Massif occidental, sous le plancher de la tour nord	**Traitée**
I-0229-2020-OND	Baie donnant sur le chœur	Tour de croisée, galerie naine ouest	**Traitée**

BILAN DES OPÉRATIONS DE MAINTENANCE ET D'ASTREINTES

Nature des opérations	**Coût (€)**
Entretien courant (nettoyage, balayage et petites opérations)	14 352
Astreintes OND (sollicitations, appels téléphoniques, interventions)	2 116
Coût indicatif total (€)	**16 468**

TABLEAU DES TRAVAUX EN PROPRE RÉGIE RÉALISÉS PAR L'OND

N° de fiche	Date	Situation	Intervention réalisée	Coût (€)
1010-2021	14/17/21	Galerie du chevet	Reprise de la gouttière	200
1014-2021	09/08/21	Galerie du chevet	Reprise de la tringlerie de la porte du côté Nord	200
1017-2021	14/12/21	Maison des gardiens	Cadre en grillage condamnant un accès aux pigeons vers la roue d'écureuil	600
1020-2021	13/12/21	Nef de la Cathédrale	Installation des tapisseries	800
1021-2021	19/10/21	Nef de la Cathédrale	Sécurisation du système d'accrochage des tapisseries	800
1023-2021	14/12/21	Massif occidental	Reprise de la palissade et d'un élément d'huisserie de la porte ouest	200
1025-2021	07/03/22	Nef de la cathédrale	Restauration d'une dalle amovible permettant l'accès aux câbles	1 000
1027-2022	22/02/22	Plateforme touristique	Reprise d'un couvercle de poubelle et du verrou de la dernière porte de la montée	600
1029-2022	10/03/22	Galerie du chevet	Condamnation d'un accès aux pigeons dans les combles de l'abside	600
1030-2022	09/08/22	Base de la flèche	Fabrication et pose d'un système de protection de la serrure de la grille d'accès	400
1031-2022	16/05/22	Galerie Goetz Nord	Pose d'une grille anti-intrusion sur la baie de la galerie Goetz	600
1032-2022	13/06/22	Galerie Goetz Sud	Remplacement d'une dalle couvrant un puit à côté de la loge-caisse	600
1033-2122	09/08/22	Maison des gardiens	Reprise des croisillons de la porte d'entrée par la plateforme	200
1037-2022	29/06/22	Loge-caisse	Reprise des gonds de la porte de la tourelle	200
1045-2022	12/10/22	Descente touristique	Soudure de la main-courante au démarrage de la descente	200
1046-2022	*15/10/22*	*Nef de la Cathédrale*	*Installation des tapisseries*	800
			Coût indicatif total (€)	**8 000**

NOUVELLE ACTIVITÉ DE TRAVAUX SUR CORDES

Dans le cadre de la réactivation d'une équipe de cordistes au sein de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, une nouvelle activité spécifique s'ajoute aux interventions réalisées dans le cadre de l'entretien et de la maintenance de l'édifice. De plus, les spécificités de cette activité justifient une nouvelle forme de Fiche Travaux dédiée, la Fiche Travaux sur Cordes, gérée comme les autres types de fiches par le Bureau d'études. Elle nécessite également la validation par les services de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine d'un plan de prévention spécifique, joint en annexe du présent document.

INTERVENTION

Il est entendu que les interventions sur cordes doivent être réalisées à un rythme suffisant pour permettre un maintien de compétence adapté. La programmation de ces interventions sera donc établie sur une base mensuelle.

Un autre élément à prendre en compte est la haute réactivité de l'équipe cordistes, dont la formation spécifique permet une grande autonomie dans les interventions sur l'édifice. C'est pourquoi le format de la Fiche de Travaux sur Cordes reprend en première page celui des autres fiches travaux : demandeur, délai, etc. Ainsi, outre les fiches intégrées au présent document et validées par les autorités compétentes, l'équipe cordistes sera amenée à répondre à toute demande intervenant hors de cette programmation, sous l'autorité du demandeur et dans le cadre du plan de prévention spécifique validé par les services de l'État.

Contrairement aux fiches travaux classiques qui viennent en complément du Carnet, les FTC se posent en supplément : elles documentent systématiquement chaque intervention, quel qu'en soit le cadre (fiches du carnet d'entretien, demande spécifique, intervention d'urgence, etc.).

SUIVI

L'autre aspect de l'activité sur corde concerne les fiches de suivi. En effet, selon la disponibilité et le volume de risque liés aux autres moyens d'accès, l'accessibilité sur corde peut permettre le suivi de la plupart des désordres et points d'intérêts identifiés. Les inspections sur cordes sont également l'occasion de révéler d'autres désordres, à l'instar des opérations en nacelles, et qui seront documentées à chaque intervention pour suite à donner.

NOUVELLE FICHE : FAUNE ET FLORE

La sensibilisation collective à l'impact des activités humaines sur la faune et la flore conduit la Fondation à d'avantages de mesures pour la connaissance et la préservation de la vie sauvage sur l'édifice. Les interventions les plus évidentes en la matière concerne la population de pigeons, de faucons et d'oiseaux migrateurs, ainsi que des chiroptères. Leur matérialisation dans le cadre du Carnet d'Entretien et de Maintenance concerne en particulier les fiches suivantes :

- **E-10182018-OND :** Traitement de la population des pigeons
- **S-0178-207-OND :** Bouchons manquants dans les trous de boulin

En complément des actions programmées, la Fondation se dote d'une nouvelle fiche de signalement, afin de documenter l'observation de la faune et de la flore sur l'édifice et de poursuivre les réflexions sur les actions à proposer et à mettre en œuvre.

PROGRAMME D'ENTRETIEN COURANT

ORGANISATION DE L'ENTRETIEN COURANT

Les fiches suivantes détaillent les opérations courantes menées par les artisans de la Fondation, auxquelles viennent s'ajouter les interventions régulières à prévoir conjointement avec les services de l'État, comme l'entretien et la maintenance du réseau d'écoulement des eaux pluviales sur l'édifice.

Chaque fiche précise le cadre opérationnel, le protocole et la fréquence d'intervention, permettant ainsi au service de la Fondation de planifier les tâches et d'en assurer le suivi sur un calendrier.

Plusieurs fiches peuvent être associées dans la même intervention, selon les opportunités opérationnelles et les moyens disponibles. Le présent programme en tient compte et les interventions pressenties sont notifiées sur les fiches concernées, et résumées sur un tableau dédié, présenté en annexe.

Ainsi, les opérations d'entretien seront suivies selon un calendrier qui permettra d'articuler certaines des autres interventions.

C'est dans le cadre de ces opérations courantes que la Fondation assure sa mission de veille permanente.

INTERVENTIONS NON PRÉVUES

Les interventions non prévues dans le carnet d'entretien font l'objet d'une organisation spécifique.

Tous les dysfonctionnements constatés doivent faire l'objet d'un signalement sous forme d'une fiche type, présentée en annexe, et disponible en pièce jointe au format PDF remplissable.

Pour cela, le signalement doit comporter les renseignements suivants :

- Nature et description du problème rencontré,
- Situation géographique sur l'édifice,
- Qualification de l'urgence.

La fiche de signalement doit être transmise à l'Œuvre Notre-Dame sous format papier ou communiquée par courriel. Le modèle de la fiche de signalement, présenté en annexe, comporte les instructions à suivre. Ces informations permettront aux agents de la Fondation de procéder à un constat précis, avec proposition d'intervention.

Les opérations dont la mise en œuvre dépasse le cadre d'entretien courant et qui ne s'intègrent pas dans un chantier planifié, seront soit traitées en « fiche travaux » par la Fondation, soit inscrites au carnet d'entretien de la prochaine période.

LISTE DES OPÉRATIONS D'ENTRETIEN COURANT 2023-2024

Ce tableau liste l'ensemble des fiches d'entretien recensées pour cette période. Les fiches sont détaillées dans les pages suivantes.

Entretien			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
E-1001-2018-OND	Nettoyage des abords de l'édifice	Galerie Goetz	**p.13**
E-1002-2018-OND	Nettoyage du circuit touristique	Massif occidental	**p.14**
E-1003-2018-OND	Nettoyage de la galerie de la rose	Massif occidental	**p.15**
E-1004-2018-OND	Nettoyage de la galerie des cloches	Massif occidental	**p.16**
E-1005-2018-OND	Nettoyage du beffroi	Massif occidental	**p.17**
E-1006-2018-OND	Nettoyage des parties hautes	Haute tour	**p.18**
E-1007-2018-OND	Nettoyage des coursives de la nef	Parties hautes de la nef	**p.19**
E-1008-2018-OND	Nettoyage de la tour de croisée	Tour de croisée	**p.20**
E-1009-2018-OND	Nettoyage des coursives	Bras sud du transept	**p.21**
E-1010-2018-OND	Nettoyage des coursives	Bras nord du transept	**p.22**
E-1011-2018-OND	Nettoyage des coursives	Bas-côté sud	**p.23**
E-1012-2018-OND	Nettoyage des coursives	Bas-côté nord	**p.24**
E-1013-2018-OND	Nettoyage de l'abside	Parties hautes de l'abside et des chapelles orientales	**p.25**
E-1014-2018-OND	Nettoyage du cloître d'Erwin	Cloître d'Erwin	**p.26**
E-1015-2018-OND	Déneigement et traitement anti-verglas	Abords de l'édifice et accès à la plateforme	**p.27**
E-1016-2018-OND	Entretien du réseau d'écoulement	Ensemble de l'édifice	**p.28**
E-1017-2018-OND	Traitement anti-graffiti	Ensemble de l'édifice	**p.29**
E-1018-2018-OND	Traitement de la population de pigeons	Ensemble de l'édifice	**p.30**

Situation détaillée

Le nettoyage des abords de la cathédrale comprend plusieurs zones :

- La galerie Goetz (nord et sud)
- L'enceinte du monte-charge (côté nord)
- Le seuil du portail central

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées :

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

Situation détaillée

Le nettoyage du circuit touristique de la cathédrale comprend plusieurs zones :

- Les tourelles d'escalier de la montée (Sud) et de la descente (Nord) avant l'ouverture au public,
- Le toit de la loge-caisse (attention aux crépines),
- Les coursives de la base de la haute-tour,
- La base des quatre tourelles d'escalier de la haute tour,
- La plate-forme (attention aux grilles d'évacuation),
- La coursive autour de la maisonnette des gardiens.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Du matériel supplémentaire (grand balai, raclette) est disponible dans le local à la base de la haute tour.

Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Descente de la benne

La poubelle de la haute tour est descendue par le monte-charge.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage de la galerie de la rose comprend :

- Les escaliers (nord et sud) descendant des coursives de la nef à la tour de croisée,
- Les plateformes nord et sud et la galerie naine.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage de la galerie des cloches comprend plusieurs zones :

- La coursive périphérique
- Les planchers des tours nord et sud

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage du beffroi comprend plusieurs zones :

- Les escaliers et la coursive de la charpente recevant les cloches
- Le plancher du beffroi
- Le bac receveur et les chéneaux d'évacuation des eaux de la plate-forme, sous le plancher

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage des parties hautes comprend plusieurs zones :

- Les tourelles d'escalier,
- La coursive du petit étage,
- La coursive et la plate-forme de la base de la flèche.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0201-2018-OND : Chute d'une petite console

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage des coursives de la nef comprend plusieurs zones :

- Les escaliers « Hans Hammer » (Sud) et à volée droite (Nord), menant à la galerie de cloches,
- Les coursives nord et sud,
- Le chéneau et la grille d'évacuation sous l'escalier droit (prévoir tournevis cruciforme : accès fenêtres des combles).

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage de la tour de croisée comprend :

- Les escaliers (Nord et Sud) descendant des coursives de la nef à la tour de croisée,
- Les plateformes nord et sud et la galerie naine.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage du bras sud du transept comprend :

- Les coursives Est et Ouest du croisillon,
- Les portions des tourelles d'escaliers en colimaçons
- L'escalier descendant à la coursive de l'abside

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage du bras nord du transept comprend :

- Les coursives Est et Ouest du croisillon,
- Les portions des tourelles d'escaliers en colimaçons
- L'escalier descendant à la coursive de l'abside

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage du bas-côté sud comprend :

- Les coursives du bas-côté et le la chapelle Saint Laurent,
- Les escaliers Est et Ouest desservant le bas-côté.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage du bas-côté nord comprend :

- Les coursives du bas-côté et le la chapelle Sainte Catherine,
- Les escaliers Est et Ouest desservant le bas-côté.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Situation détaillée

Le nettoyage de l'abside comprend :

- Les escaliers en colimaçon (nord et sud) descendant des coursives du transept à celle de l'abside,
- Ladite coursive autour de l'abside.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

E-1016-2018-OND : Entretien du réseau d'écoulements

Cette zone comporte plusieurs points à contrôler, dans le cadre de l'entretien du réseau d'écoulement des eaux de pluie.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

Balayage

Le matériel de balayage est disponible au Chorbuewes : sceaux, pelles, balais et balayettes. Le balayage de la zone est toujours effectué à sec. Les agents devront porter, le cas échéant, des masques anti-poussière. Les détritus récoltés sont versés dans les poubelles de la Fondation.

Fiches associées

E-1018-2018-OND : Fientes et nids de pigeons

Les fientes de pigeons sont désolidarisées de leur support à sec, en employant l'outil le plus adapté à l'état du support. Le nettoyage à grande eau est à proscrire, car il peut provoquer une importante contamination en sels.

En cas de présence de nids de pigeons, il convient de secouer les œufs et de les remettre en place : ils seront inféconds, mais continueront d'être couvés, ce qui retardera d'autant une nouvelle ponte.

S-0178-2017-OND, S-0179-2017-OND, S-0185-2017-OND : Inventaires

Cette zone est susceptible de comporter des éléments à signaler ou à traiter dans le cadre des fiches de suivi :

- Trous de boulin sans bouchon,
- Éléments métalliques corrodés, présentant un risque de chute,
- Fissures ou fractures d'éléments en pierre.

I-0160-2018-ETAT

La pose d'un filet anti-pigeons est engagée.

Déclenchement

En cas de chute importante de neige ou de présence de verglas, propre à perturber la fréquentation de l'édifice et de ses abords par les usagers, le personnel de la Fondation, en lien avec les services de la Ville, assurent le déneigement de la zone.

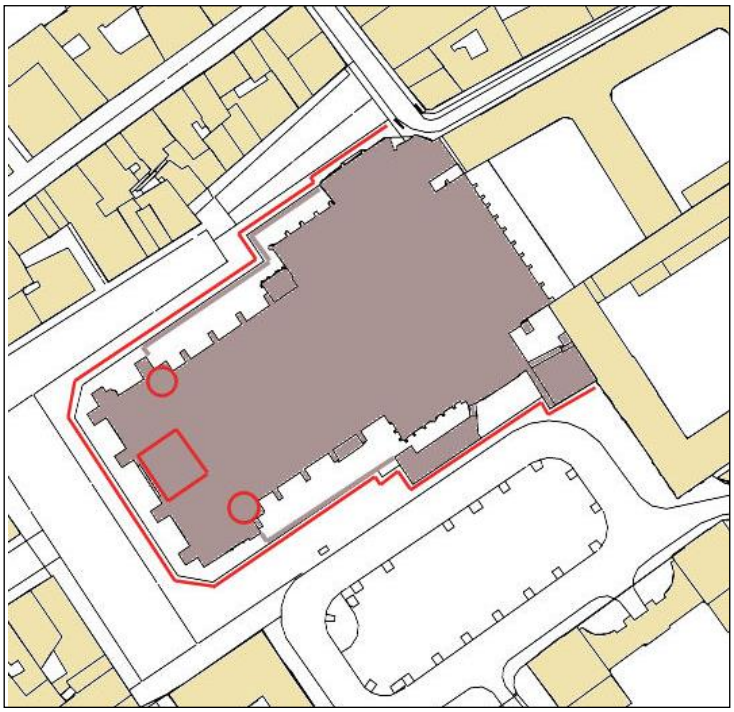
Lorsque cette opération est déclenchée le week-end, elle est assurée en début de matinée par deux agents :

- L'agent d'astreinte régulière,
- L'agent d'astreinte de déneigement, mobilisé selon les prévisions météorologiques

Zone d'intervention

La zone d'intervention est définie comme suit (lignes rouges sur le plan) :

- Au sol, sur 2 mètres autour de l'édifice,
- Tourelles d'escalier de montée et descente à la plateforme (SE et NE),



Protocole

L'outillage nécessaire est stocké dans le Chorbuewes. Si possible, l'opération doit être terminée à l'heure d'ouverture du circuit touristique de la Cathédrale. La neige est pelletée sur toute la zone, puis, en cas de verglas ou de gel, du sable rouge est repandu partout où un risque est encouru. Une attention particulière est portée aux abords des accès de l'édifice et des escaliers, ou les risque de chutes sont plus important.

Attention : ne jamais utiliser de sel sur la pierre.

Présentation

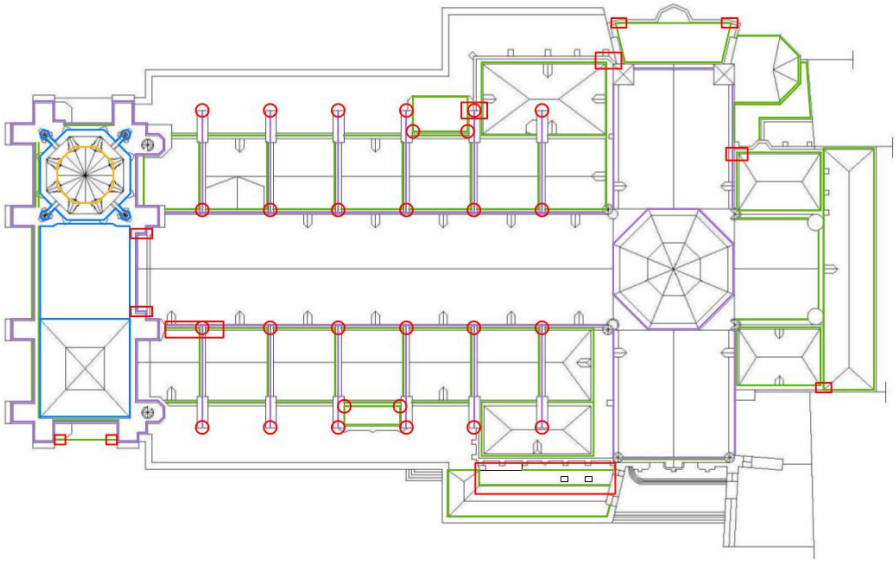
L'ensemble du réseau d'évacuation des eaux de pluie doit être entretenu régulièrement. Chaque intervention d'entretien réalisée est l'occasion de s'assurer du bon état des éléments assurant les écoulements sur la zone de l'intervention.

En outre, la cartographie ci-dessous permet de situer l'ensemble des points à surveiller particulièrement, leur dysfonctionnement pouvant conduire à d'importantes infiltrations à l'intérieur de l'édifice.

En complément à l'entretien courant des zones accessibles par les agents de la Fondation, la nouvelle équipe Cordiste est en mesure d'intervenir régulièrement sur les zones en hauteur. Il est proposé d'assurer une intervention annuelle sur l'ensemble. La présente fiche sera mise à jour au fur et à mesure de l'élaboration du protocole d'intervention.

Cathédrale de Strasbourg

Réseau des eaux pluviales (parties hautes)



Légende :

- Niveau 1 (entre 0 et 25m)
- Niveau 2 (entre 25 et 50m)
- Niveau 3 (entre 50 et 70m)
- Niveau 4 (entre 70 et 100m)
- Zones sensibles (passage mensuel)
- Zones d'intervention avec nacelle (passage annuel)

Niveau 1 : galerie basse du massif occidental, bas-côtés, vestibule Knauth, chapelle et portail Saint-Laurent, chapelle Saint-Jean, sacristie, cloître, chapelle Saint-André, local de stockage et espace Saint-Michel, chapelle Sainte-Catherine, petit trésor, loge-caisse.

Niveau 2 : coursives de la galerie des cloches, coursive de la haute nef, arcs boutants, contreforts, transepts, toiture de la tour de croisée.

Niveau 3 : plate-forme

Niveau 4 : flèche

juin 2018

Préambule

Certaines formes d'expression publique peuvent se manifester par diverses inscriptions apposées sur la cathédrale de Strasbourg. Ces tags et graffitis, réalisés par différents moyens (spray aérosol, feutre, stylo, etc.), sur les matériaux constitutifs de la cathédrale, plus ou moins poreux (grès, mortiers, bois, verre, métaux), nécessitent selon leur nature, leur propos et leur situation géographique sur l'édifice, un guide méthodologique pour les retirer ou les atténuer.

Protocole curatif

1re étape : Réalisation d'un constat d'état rapide avec prises photographiques.

- Localisation,
- Nature et état du support,
- Nature des substances colorantes,
- Dimensions,
- Estimation de l'âge du tag ou du graffiti.

2e étape : Information aux décideurs et déclaration aux autorités.

3e étape : Choix des intervenants.

- Fondation de l'Œuvre Notre-Dame,
- Services de la ville de Strasbourg avec accompagnement de la Fondation.

4e étape : Essais et traitements : nettoyage de surface - dispersion dans la porosité - halos résiduels.

Au préalable il est important de procéder à différents essais progressifs de nettoyage, selon la nature du support et des pigments dispersés dans le solvant employé.

1. Au moyen de techniques douces dont l'innocuité est avérée pour le support :
2. Solvant : eau déminéralisée, solution de tensioactifs ou surfactants.
3. Technique : mécanique au moyen de brosses à poils doux, scalpel, par injection/extraction, éponge, cataplasme, argiles, durée et cycles d'application...
4. Au moyen de techniques similaires mais avec un spectre de solvant plus large en gel ou en solution, en portant une attention particulière aux risques pour les matériaux et le manipulateur :
5. Solvant de type alcools, alcanes, aldéhydes…
6. Nettoyage par laser.
7. Nettoyage par micro abrasion.

5e étape : documentation de l'ensemble de l'intervention.

MISE À JOUR : Lors de la réhabilitation du circuit et de la maison des gardiens, l'entreprise Léon Noel a procédé à l'élimination des graffitis puis à la mise en œuvre d'un traitement anti-graffiti incolore et perspirant (Remmers anti-graffiti type 2).

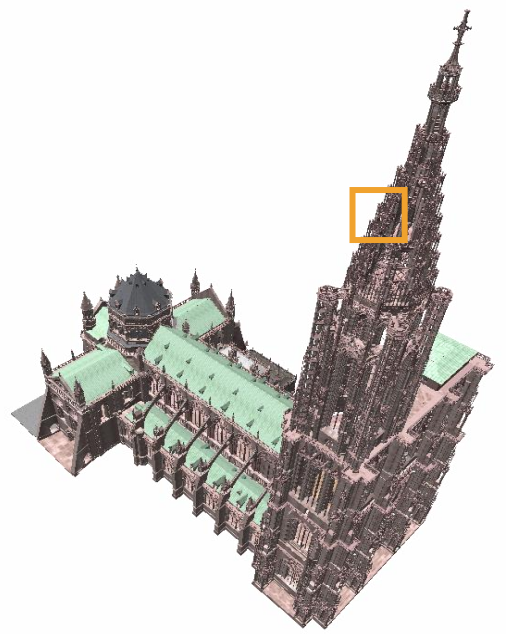
Le protocole préconisé par le fabriquant (*Nettoyeur haute pression à eau chaude ; pression 80 bars et une température d'environ 85° à 90°C ; après nettoyage, deux couches d'Anti-Graffiti Type 2 doivent être à nouveau appliquées.)* n'est pas applicable sur l'édifice, en raison de l'action mécanique abrasive importante des nettoyeurs haute-pression. Il conviendra donc d'adapter le protocole comme suit :

- **Pulvérisation d'eau « chaude » supérieure au point de fusion des cires (selon la nature exacte de la cire, des essais *in-situ* et au minimum au-delà de 45°C) tout en y associant une action mécanique au moyen de brosse nylon et d'éponge pour absorber et retirer les solutions visqueuses désolidarisées du support.**
- **Après séchage et, en l'absence de « fantôme » du graffiti (traitement complémentaire à prévoir), nouvelle application du produit en 2 couches successives au moyen d'un pinceau.**

Préambule

Ce dossier est en cours d'élaboration, et vise à dresser l'inventaire des solutions envisageables, afin de formuler des propositions opérationnelles.

Outre les aménagements multiples visant à interdire l'accès des certaines zones de l'édifice aux volatiles, les mesures engagées dans la période 2019 – 2020 à titre d'essai sont listées ainsi :



Installation d'une aire de nidification pour faucons pèlerins

Cette installation, mise en place par l'OND en novembre 2020 à l'intérieur de la flèche, vise à accueillir de manière pérenne un couple de faucons pèlerins, qui pourra avoir un impact significatif sur le comportement des pigeons. Cette opération profite de l'accompagnement de la Ligue de Protection des Oiseaux.

BILAN: Malgré la situation idéale du nichoir, l'expérience n'a pas permis de nidification viable. Un œuf seul a été découvert, non viable. Il semble que les activités humaines, particulièrement les incursions nocturnes, aient chassé les faucons. Il est envisagé de poursuivre néanmoins l'expérience, avec une réflexion sur un éventuel changement de localisation, moins adaptée mais plus discrète.

Tests de dispositifs répulsifs sur le transept sud

Trois dispositifs différents ont été testés au niveau de la façade sud du transept sud de la cathédrale. En attente du bilan définitif de l'État, pour le compte duquel ils ont été déployés, une évaluation interne tend à considérer ces différentes méthodes relativement peu efficaces :

- Test d'un dispositif à ultra-sons et d'un dispositif émetteur simulant le cri de prédateurs potentiels, au niveau de la façade sud du transept de l'édifice.
- Test d'un dispositif répulsif à base de gel chimique, dans la même zone.

BILAN: Les dispositifs ci-dessus ne semblent pas avoir significativement eu d'impact sur la population des pigeons.

Autres pistes à explorer

Les réflexions sont en cours sur des propositions à élaborer :

- Nouvelle expérimentation d'une aire de nidification mieux préservée des contacts humains
- Création d'un pigeonnier sur l'édifice

PROGRAMME DES PROJETS À L'ÉTUDE

ORGANISATION DES PROJETS

Certains désordres constatés nécessitent une étude préalable, pilotée par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques, par le Conservateur Régional des Monuments Historiques, ou en régie propre, selon les cas. Ceci doit constituer une catégorie de fiche à part entière, sous la mention « Projets ».

Lorsque l'étude préalable de ces projets est réalisée et validée par les autorités compétentes, leur mise en œuvre constituera une intervention dont la traçabilité sera assurée par une fiche « intervention », à l'instar des opérations programmées dans le présent dossier.

FICHES « PROJETS »

Les tableaux suivant présentent le nouveau classement des fiches d'intervention. Un index reprend, en fin de dossier, la liste chronologique des fiches, et renvoie aux pages concernées.

Projets ACMH/CRMH/OND			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
P-0079-2010-ÉTAT	Bandes de cuivre détériorées ou manquantes	Vantaux du portail principal	**32**
P-0131-2014-OND	Dégradation des ferronneries et risque d'intrusion	Sacristie, porte nord	**33**
P-0173-2017-OND	Altération des inscriptions gravées	Haute tour, niveau de la plateforme	**34**
P-0188-2017-ÉTAT	Altération du retable	Chapelle Sainte-Catherine	**35**
I-0173-2017-OND	Altération des inscriptions gravées	Haute tour, niveau de la plateforme	**36**
P-0237-2022-OND	Mauvais écoulement des eaux de pluie	Tourelle d'escalier Sud-Est du croisillon Sud	**37**
P-0238-2022-OND	Dégradation des marches et du dallage	Parvis du croisillon Sud du transept	**38**
I-0240-2022-OND	Gravure de 1488 altérée	Salle du petit trésor	**39**

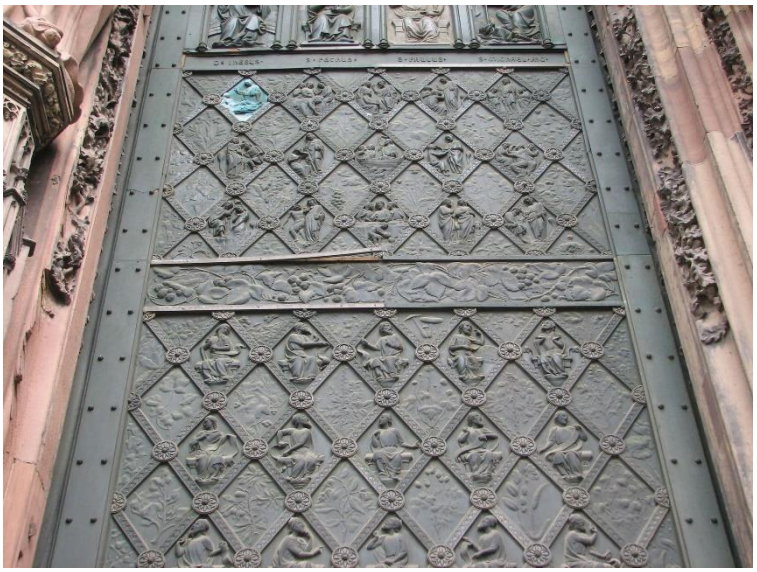
Description du problème constaté

Des bandes du décor de cuivre des vantaux du portail principal sont dégradées, déformées ou manquantes.

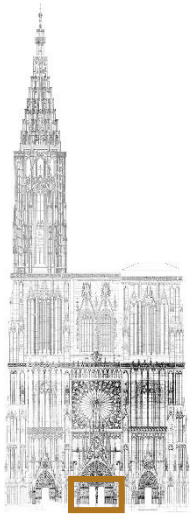
Solution proposée

Étude d'une restauration à part entière des vantaux du portail, à programmer par la CRMH

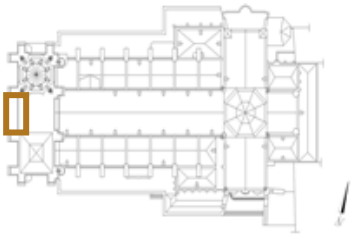
Documentation photographique



ELEVATION OUEST



VUE EN PLAN



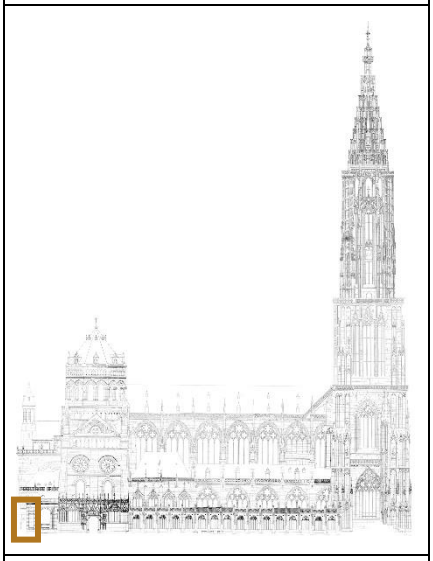


Description du problème constaté

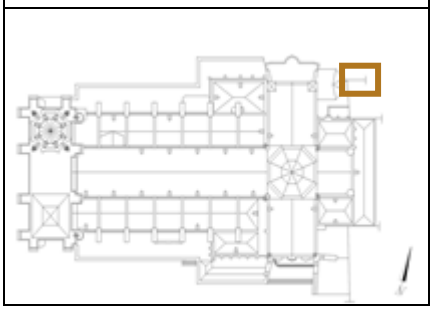
On constate un risque d'intrusion par la descente de gouttière, ainsi qu'une dégradation avancée des grilles protégeant les baies.

Mise à jour : un rapport d'analyses conduites par le laboratoire Epitopos en mars 2019 conclut que sur la prise d'échantillon (dont la localisation est indiquée sur la première photo ci-dessous) aucune trace d'intention de dorure n'a été détecté, sur dix couches successives identifiées.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

Proposition d'une étude ACMH complète de l'ensemble de l'ouvrage, comportant les points suivant :

- Rajout d'une herse en éventail au droit de la descente ;
- Restauration ou restitution des grilles existantes ;
- Changement ou réparation des serrures.

Documentation photographique

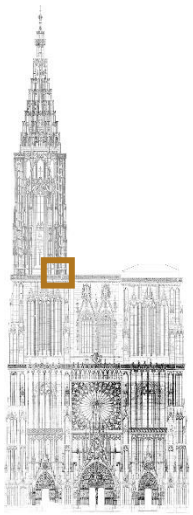




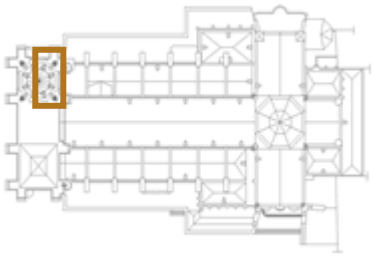
Description du problème constaté

Décollement en fines plaques des inscriptions gravées entre le XVI[e] et XIX[e] siècle. Cette altération est probablement due à la présence de joints durs et à l'application d'hydrofuge.

ELEVATION OUEST



VUE EN PLAN

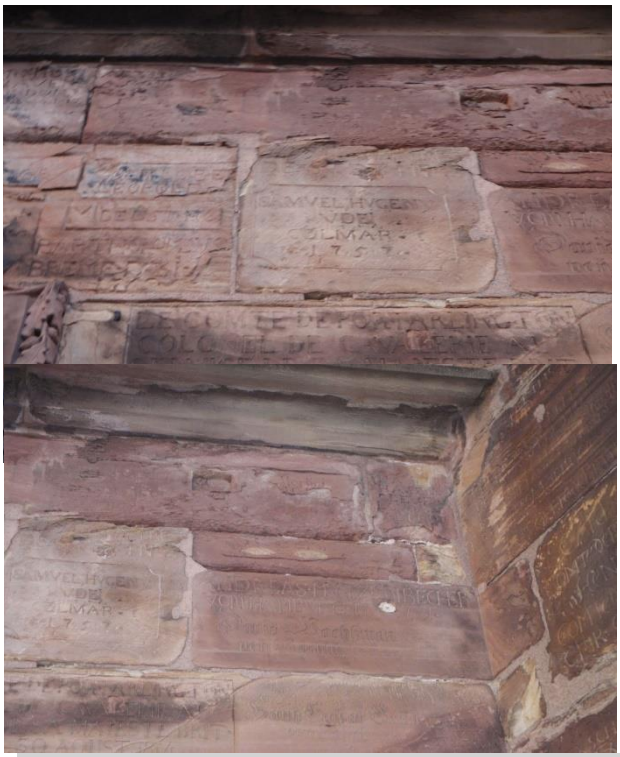


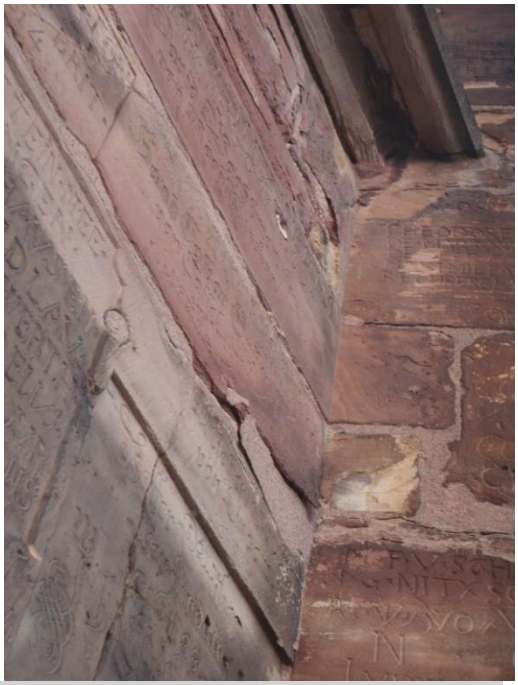
Solution proposée

- État des lieux : historique des travaux et des différents produits utilisés, définition de la source d'altération ;
- Documentation : protocole de suivi, photographies et estampages des inscriptions (lorsque c'est possible) ;
- Enlèvement des joints ciment et rejointoiement au mortier de chaux, sur l'ensemble de la zone et du glacis immédiatement supérieur ;
- Évaluation de la salinité et de l'hydrophobicité des surfaces gréseuses et traitement en conservation approprié des parements engravés ;
- Élaboration d'un protocole de suivi.

CE DOSSIER EST EN COURS DE TRAITEMENT.

Documentation photographique





Description du problème constaté

- Fermeture difficile des battants du retable en bois de l'autel du Sacré-Cœur daté de la fin du 19e siècle.
- Décollement d'une vache du décor dans le battant gauche

Solution proposée

Faire appel à un restaurateur menuisier pour fixer le décor et reprendre les ouvertures des battants.

Documentation photographique

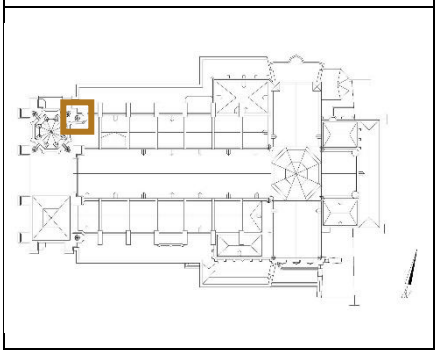




Description du problème constaté

Altération de la maçonnerie située sur le retour est du pilier entre le narthex et la nef (dit "pilier sainte Rita"). Cet ensemble brique-mortier semble avoir été mis en œuvre avec la campagne de travaux conduite par Johann Knauth au début du XXe siècle. Le mortier est très friable.

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE



Solution proposée

- Analyse de la nature du mortier ;
- Consolidation judicieuse après essai de compatibilité. Selon la nature minéralogique du mortier, il convient de sélectionner un produit compatible (bioconsolidants ou autres types, applicables aux calcaires).

MISE À JOUR : Les résultats d'analyses concluent à la présence d'un apprêt et d'un enduit coloré, très probablement une ancienne restitution au mortier imitant le grès. Les options d'interventions sont ouvertes (restitution, consolidation, etc.), en attente d'une décision.

Documentation photographique







Description du problème constaté

L'écoulement des eaux de pluie dans les escaliers de la tourelle ne se fait pas correctement.

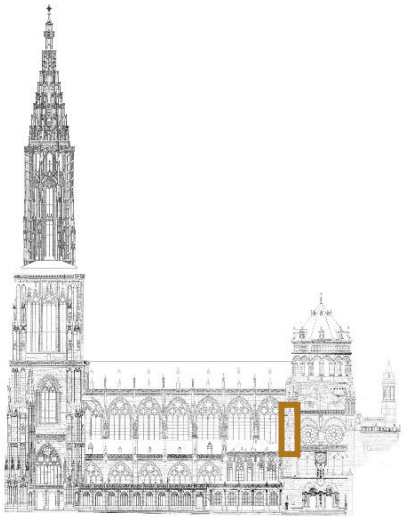
Solution proposée

Reprendre la rigole pratiquée dans les marches, et étudier le percement de la paroi de la tourelle et la réalisation d'une pissette. Cette opération pourrait être réalisée sur cordes.

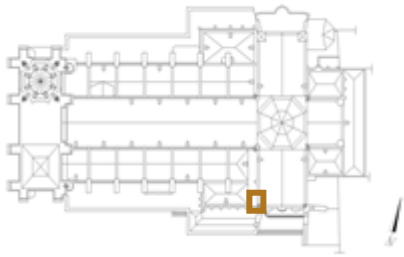
Documentation photographique



ELEVATION SUD



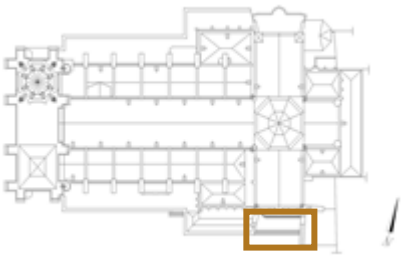
VUE EN PLAN



Description du problème constaté

Le parvis du croisillon sud du transept présente de nombreux éléments altérés ou dégradés.

VUE EN PLAN



Solution proposée

Un chantier de restauration et de conservation semble nécessaire : conservation ou remplacement des éléments le nécessitant, et rejointoiement complet de l'ouvrage.

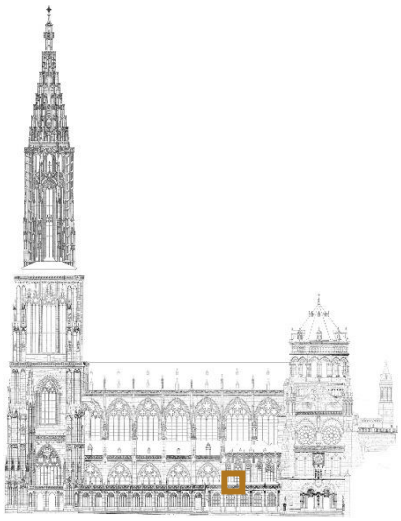
Documentation photographique



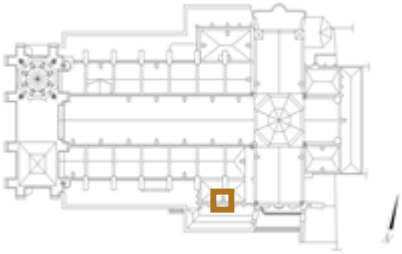
Description du problème constaté

Une importante dégradation, principalement due à la contamination de sels, affecte la gravure

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Solution proposée

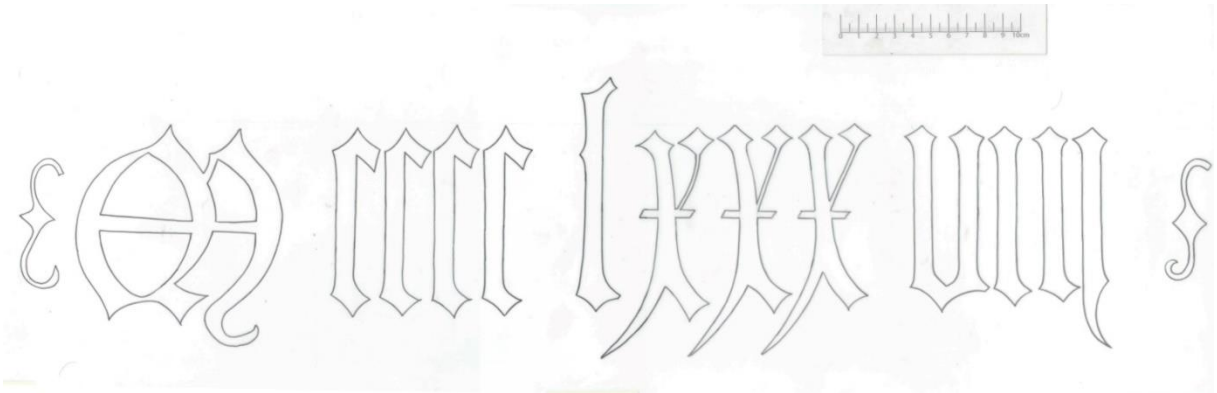
Dans le cadre d'un stage en conservation à l'été 2022, un travail d'analyse et de dessalement a été réalisé.

Un estampage en plâtre, ainsi que le calque précis de la gravure intégrale, réalisé d'après photo, permettent aujourd'hui de proposer une restitution au mortier de conservation.

Transmettre le dossier de proposition à la CRMH pour validation, puis un dossier d'intervention *a posteriori.*

Documentation photographique





PROGRAMME D'INTERVENTIONS PONCTUELLES

ORGANISATION DES INTERVENTIONS

Cette partie regroupe les opérations visant à traiter une altération ou un désordre ponctuel, à programmer selon la priorité attribuée à la situation. Les fiches détaillant ces opérations sont classées, non plus chronologiquement selon leur date d'élaboration, mais :

- par intervenant (OND ou État),
- puis, pour ce qui concerne la Fondation, par corps de métier ou activité,
- enfin par ordre de priorité, précisée par une mention en entête (prioritaire ou non).

Ces fiches décrivent le désordre ou l'altération constatée, ainsi que sa situation précise sur l'édifice. Une solution opérationnelle est proposée systématiquement. Une mention précise également lorsqu'une étude de maîtrise d'œuvre est nécessaire. Certaines de ses interventions relèvent également de la restauration, et non de l'entretien. Il conviendra dans ce cas d'associer la Conservation Régionale des Monuments Historiques, en trois temps :

- élaboration d'un dossier d'étude préalable pour validation
- information sur le lancement de la mise en œuvre
- transmission d'un dossier des ouvrages exécutés

En fonction de leur situation sur l'édifice et de leurs contraintes opérationnelles, les fiches d'interventions peuvent être intégrées, pour rappel ou pour intervention, dans le descriptif d'autres fiches (entretien, intervention ou suivi) dont elles peuvent partager les critères. Par exemple, les opérations nécessitant une nacelle, ou celles qui partagent un espace localisé, seront programmées ensemble. Cette organisation permet de mieux gérer les ressources et le suivi des interventions. Un tableau, présenté en annexe, résume l'association opérationnelle des fiches entre elles.

LISTE DES INTERVENTIONS PROGRAMMÉES

Les tableaux suivant présentent le nouveau classement des fiches d'intervention. Un index reprend, en fin de dossier, la liste chronologique des fiches, et renvoie aux pages concernées.

ÉTAT			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0157-2014-ÉTAT	Câbles électriques sans protection	Tourelles d'escalier (N&S) entre le transept et la nef	**43**
I-0160-2014-ÉTAT	Présence d'une grande quantité de fientes	Cour d'Erwin, dite Leichhöfel	**44**
I-0226-2020-ÉTAT	Déformation du couvercle de l'oculus	Voûte de la base de la flèche	**45**
I-2027-2020-ÉTAT	Porte de la Galerie Goetz	Galerie Nord, côté loge-caisse	**46**
I-0219-2020-ÉTAT	Trémie de l'oculus	Massif occidental, tour Nord, plancher du premier niveau	**47**
I-0220-2020-ÉTAT	Opérations de couverture	Ensemble de l'édifice	**48**
I-0194-2018-ÉTAT	Infiltration d'eau	Combles du transept nord	**49**
I-0221-2020-ÉTAT	Opérations de menuiserie	Ensemble de l'édifice	**50**
I-0200-2018-ÉTAT	Dépose du système de câbles chauffants	Coursives des bas-côtés	**51**
I-0207-2018-ÉTAT	Opérations de verrerie et de vitraillerie	Ensemble de l'édifice	**52**
I-0107-2011-ÉTAT	Restauration de la porte	Chapelle Sainte-Catherine, porte extérieure, côté Ouest	**53**

OND : CONSERVATION			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0191-2018-OND	Altération des bases de meneaux et corniches	Base de la flèche	**55**
I-0214-2018-OND	Élément des fonds baptismaux à recoller	Bras nord du transept	**56**
I-0222-2020-OND	Solins de la tour de croisée	Base de la tour, zone sud-est	**58**
I-0239-2022-OND	Sculpture de lion	Culée du contrefort 5 du côté Sud	**59**
OND : TAILLE DE PIERRE ET MAÇONNERIE			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0166-2017-OND	Éléments d'appui et d'allèges dangereux	Baies du beffroi	**60**
I-0225-2020-OND	Dalle de recouvrement	Bas-côté Sud, coursive au bas du transept	**61**
I-0241-2022-OND	Fleuron de pinacle	Vestibule Knauth	**62**
OND : MENUISERIE			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0113-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Bas-côté nord, vestige de tourelle d'escalier	**64**
I-0123-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'accès à la coursive du bas-côté nord	**65**
I-0124-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'escalier, entre le croisillon nord et la haute nef	**66**
I-0125-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'escalier, entre le croisillon sud et la haute nef	**67**
OND : FORGE ET SERRURERIE			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0242-2022-OND	Barreaudage des baies des tourelles	Tourelles d'escalier entre les croisillons et la nef	**69**
I-0243-2022-OND	Réalisation des étriers	Baies du Beffroi	**70**
OND : CORDISME			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0218-2020-OND	Grillage anti-pigeon détérioré	Baie nord de la tour sud, vers le beffroi, 2ème niveau	**72**
I-0244-2022-OND	Oreille de dragon en cuivre à refixer	Façade Sud du croisillon Sud du transept	**73**
I-0245-2022-OND	Câbles à déposer	Contreforts du côté Sud	**74**
I-0246-2022-OND	Sangle du redent de la grande rose	Massif occidental	**75**
I-0247-2022-OND	Décollement par plaque	Glacis de la corniche de la galerie des Apôtres	**76**
I-0248-2022-OND	Chute d'une petite clé suspendue	Haute tour	**77**

FICHES « ÉTAT »

ÉTAT			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0157-2014-ÉTAT	Câbles électriques sans protection	Tourelles d'escalier (N&S) entre le transept et la nef	**43**
I-0160-2014-ÉTAT	Présence d'une grande quantité de fientes	Cour d'Erwin, dite Leichhöfel	**44**
I-0226-2020-ÉTAT	Déformation du couvercle de l'oculus	Voûte de la base de la flèche	**45**
I-2027-2020-ÉTAT	Porte de la Galerie Goetz	Galerie Sud, côté loge-caisse	**46**
I-0219-2020-ÉTAT	Trémie de l'oculus	Massif occidental, tour Nord, plancher du premier niveau	**47**
I-0220-2020-ÉTAT	Opérations de couverture	Ensemble de l'édifice	**48**
I-0194-2018-ÉTAT	Infiltration d'eau	Combles du transept nord	**49**
I-0221-2020-ÉTAT	Opérations de menuiserie	Ensemble de l'édifice	**50**
I-0200-2018-ÉTAT	Dépose du système de câbles chauffants	Coursives des bas-côtés	**51**
I-0207-2018-ÉTAT	Opérations de verrerie et de vitraillerie	Ensemble de l'édifice	**52**
I-0107-2011-ÉTAT	Restauration de la porte	Chapelle Sainte-Catherine, porte extérieure, côté Ouest	**53**

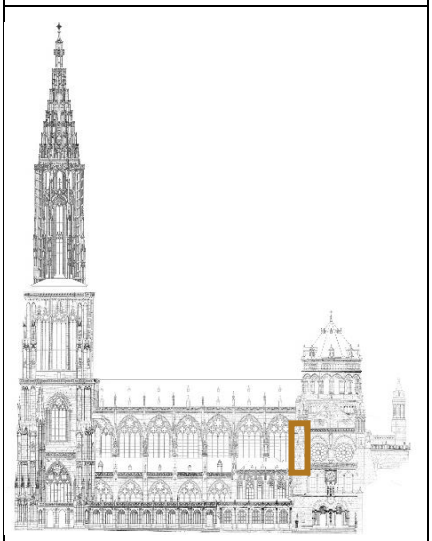
Description du problème constaté

Les câbles électriques au bas des escaliers des tourelles Nord et Sud ne sont pas équipés de protection mécanique.

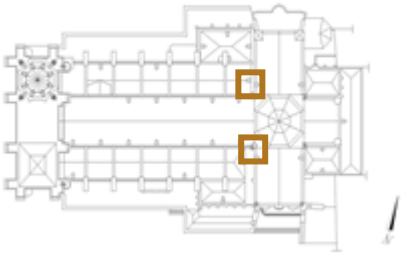
Cependant, étant données les modifications prochaines des systèmes d'éclairage et de surveillance de l'édifice, le cheminement des câbles est appelé à évoluer.

La présente fiche ne propose donc pas de solution, mais constitue un rappel de la problématique, en attendant la prochaine configuration.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Documentation photographique

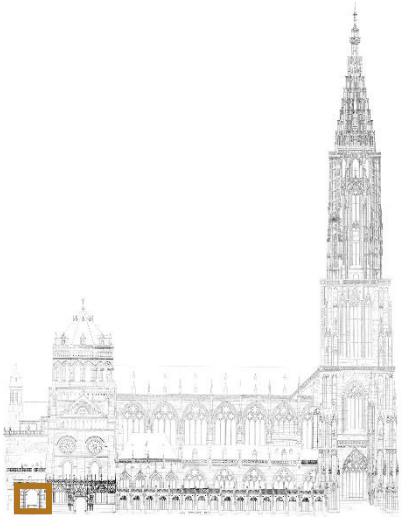




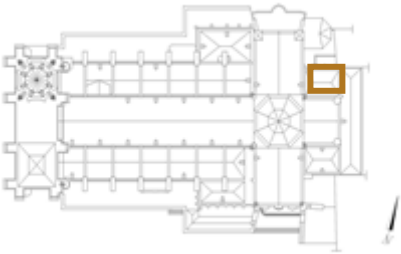
Description du problème constaté

On constate l'accumulation d'une grande quantité de fientes de pigeons sur le dallage de la cour, les dais et bases.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

- Nettoyage, selon le protocole indiqué, de l'ensemble des surfaces recouvertes.
- Installation d'un filet anti-pigeons couvrant toute la cour (fixation dans le joint du lit de pose de la balustrade).
  La pose du filet est en attente de la réalisation des travaux de couvertures adjacents.

MISE À JOUR : Proposition d'intégrer ce chantier dans le lot couverture (État/sacristie Massol) du chantier du Portail Saint Laurent (StLAU)

Documentation photographique







Description du problème constaté

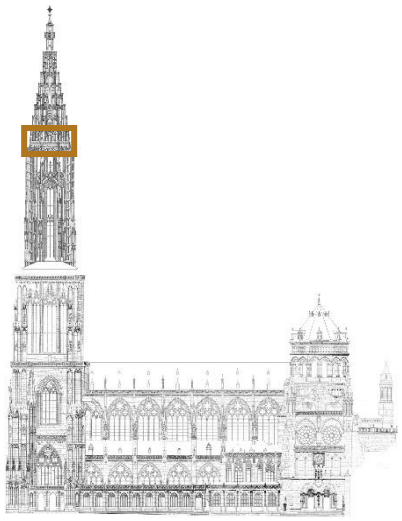
La couverture du couvercle de l'oculus de la voûte de la base de la flèche est déformée, l'accumulation d'eau provoquée engendre des infiltrations au niveau du couvercle en bois.

Solution proposée

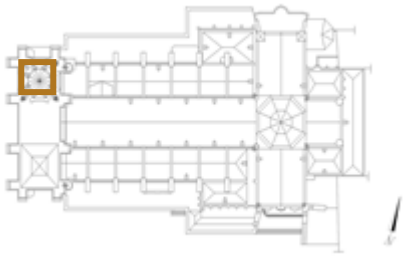
Recréer un couvercle neuf et lui appliquer la couverture redressée.

Prévoir un accompagnement de l'OND pour les opérations de treuillage.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



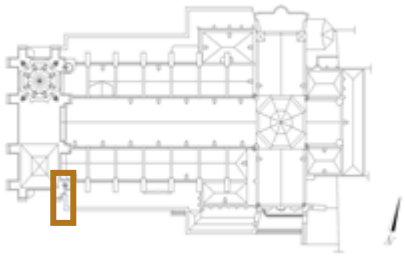
Documentation photographique



Description du problème constaté

L'ensemble de la serrurerie de la porte Est de la Galerie Goetz, côté Sud, montre des signes d'usure et nécessite un entretien.

VUE EN PLAN



Solution proposée

- Redresser et reprendre les éléments ayant perdu leur fonctionnalité, corriger la course des éléments mobiles.
- Intervention du menuisier pour la reprise de la traverse et des éléments de menuiserie en partie basse, et entretien de l'huisserie.

MISE À JOUR : Le serrurier de l'OND a bien redressé toutes les ferrures et repris l'ensemble des éléments métalliques. La reprise des menuiseries est maintenant confiée aux services de l'État.



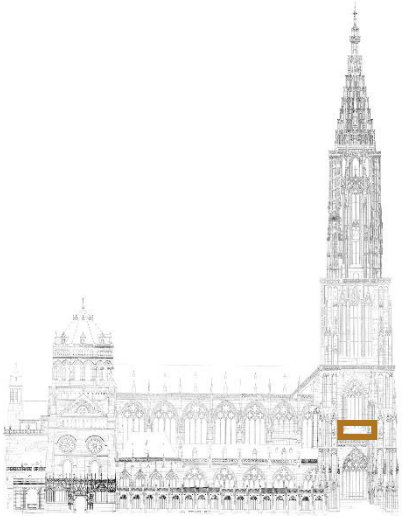
Documentation photographique



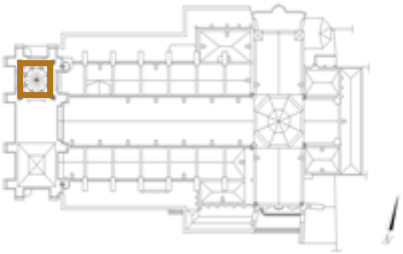
Description du problème constaté

Rien n'empêche l'accès des pigeons à l'espace sous le plancher de la tour Nord.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

MISE À JOUR : Pose d'un filet provisoire, en attendant la reprise et l'amélioration du dispositif existant. Une des charnières du vantail sud de la trappe est brisée.

Documentation photographique

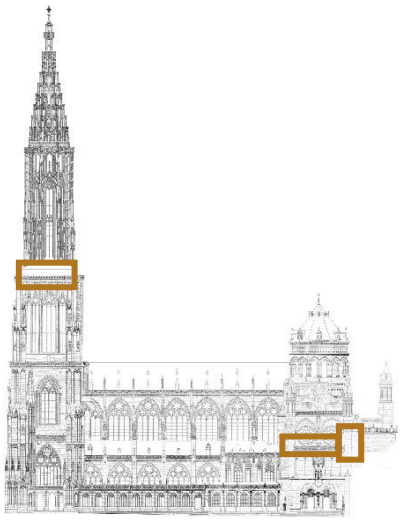




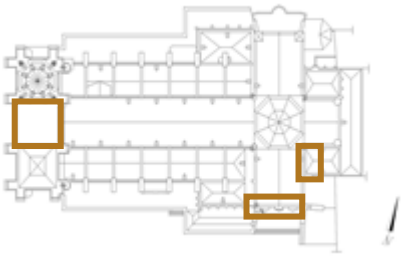
Description du problème constaté

Désordres ponctuels de couverture.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Solution proposée

Intégration au programme d'entretien conduit par l'État :

- **Au-dessus de la galerie du cloître, côté de la chapelle St André**

Percements ponctuels.

- **Première coursive de la façade du croisillon sud du transept**

La couverture inox de la coursive présente des défauts de soudure.

- **Couvercle de l'oculus central de la plateforme**

Infiltration d'eau pluviale sur la charpente du beffroi : réfection d'un joint provisoire, en attendant la reprise complète de la couverture dans le cadre du lot État du futur chantier de la tourelle Sud-Est de la haute tour.

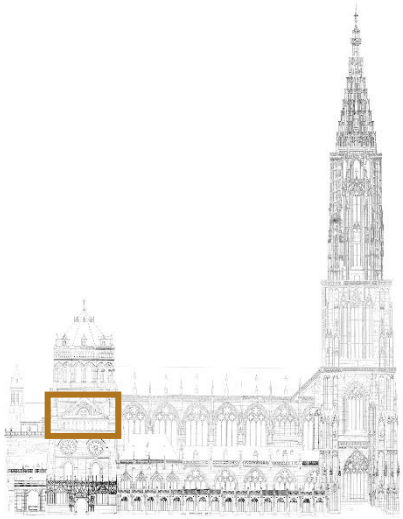
Documentation photographique

Description du problème constaté

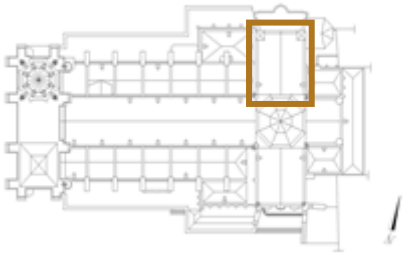
On constate un défaut d'étanchéité dû à la dégradation d'un joint silicone en lieu et place de solin (pas d'engravure dans la maçonnerie).

Le choix du matériau est très discutable pour plusieurs raisons : durabilité, corps huileux et hydrophobe, compatibilité entre matériaux.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

Remise en œuvre d'un joint plus pérenne.

Documentation photographique





Description des problèmes constatés

- **Combles de la chapelle Saint Laurent**

Menuiserie et vitre endommagées.

- **Combles du bas-côté Nord et lucarne du local de l'orgue**

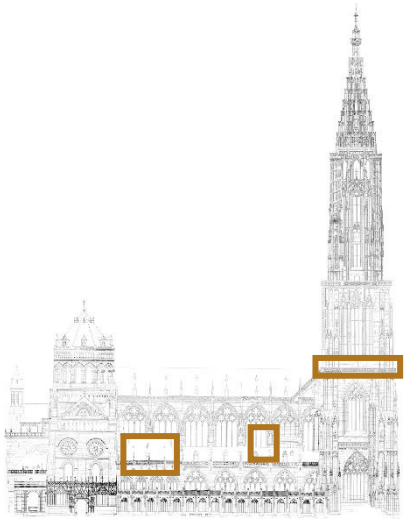
Menuiserie et vitre endommagées.

- **Tour sud, 2ème niveau**

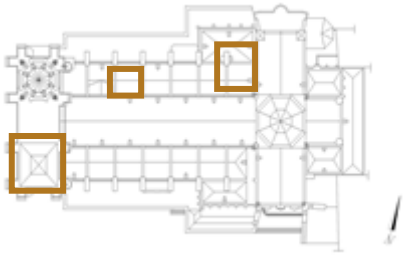
Le plancher montre d'importants signes de vieillissement, ce qui représente un grave danger de chute, en particulier du côté ouest.

MISE À JOUR : lors de ce chantier, prévoir un accompagnement de l'OND pour le bardage des matériaux par treuillage.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

Intégration au programme d'entretien conduit par l'État.

Documentation photographique







Description du problème constaté

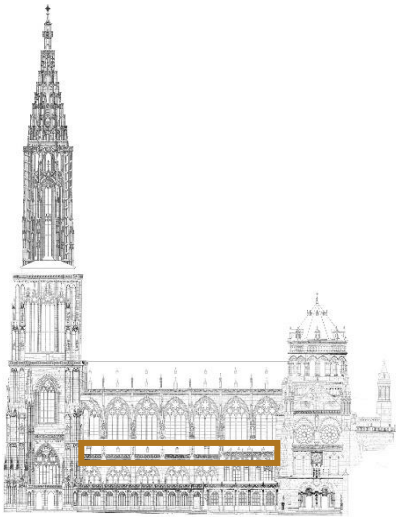
Le câble chauffant parcourant les coursives des bas-côtés est source de problèmes, notamment pour l'entretien courant de cette partie de l'édifice.

Solution proposée

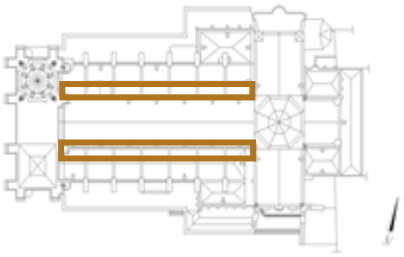
Remplacement du câble par un système d'enrouleur, qui ne se déploie qu'en période d'usage.

MISE À JOUR : L'utilité du système n'est plus évidente.
Proposition de retirer purement et simplement l'ensemble.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Documentation photographique



Description des problèmes constatés

- **Chapelle Saint Laurent**

Chantier de restauration des baies à part entière à prévoir en complément des interventions d'urgence opérées par l'OND.

MISE À JOUR : **Cette opération a été intégrée au lot État du chantier de restauration du portail St Laurent / sacristie**

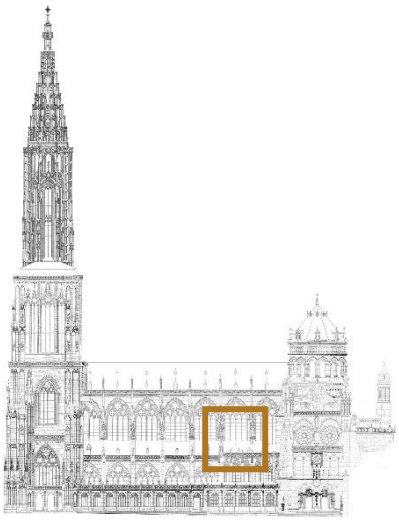
- **Galerie des gâbles**

Panneau d'un vitrail percé ou manquant

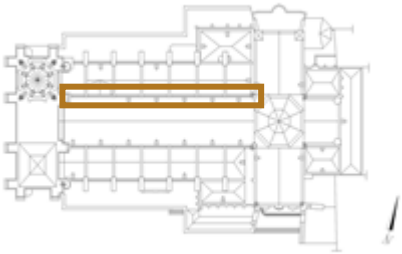
- **Bas-côté nord**

Dégradation des verrières de protection et des vitraux (éléments manquant, verres brisés, etc.)

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



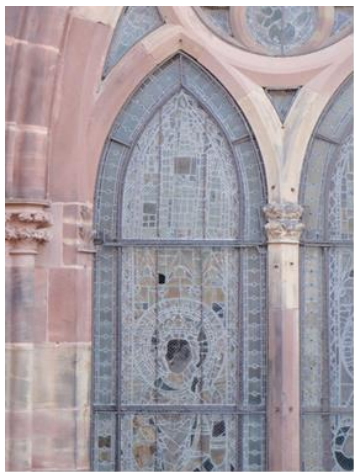
Solution proposée

Intégration au programme d'entretien conduit par l'État.

Documentation photographique



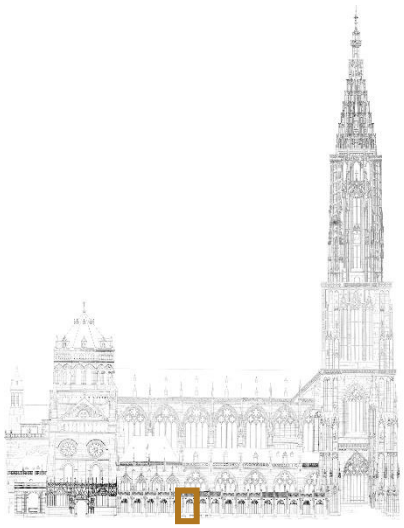




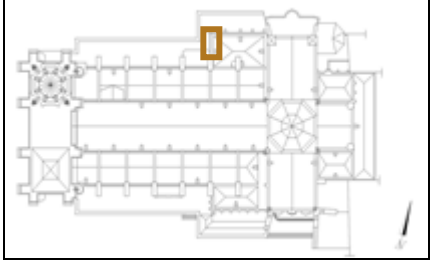
Description du problème constaté

La porte qui est exposée aux intempéries nécessite un entretien.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN

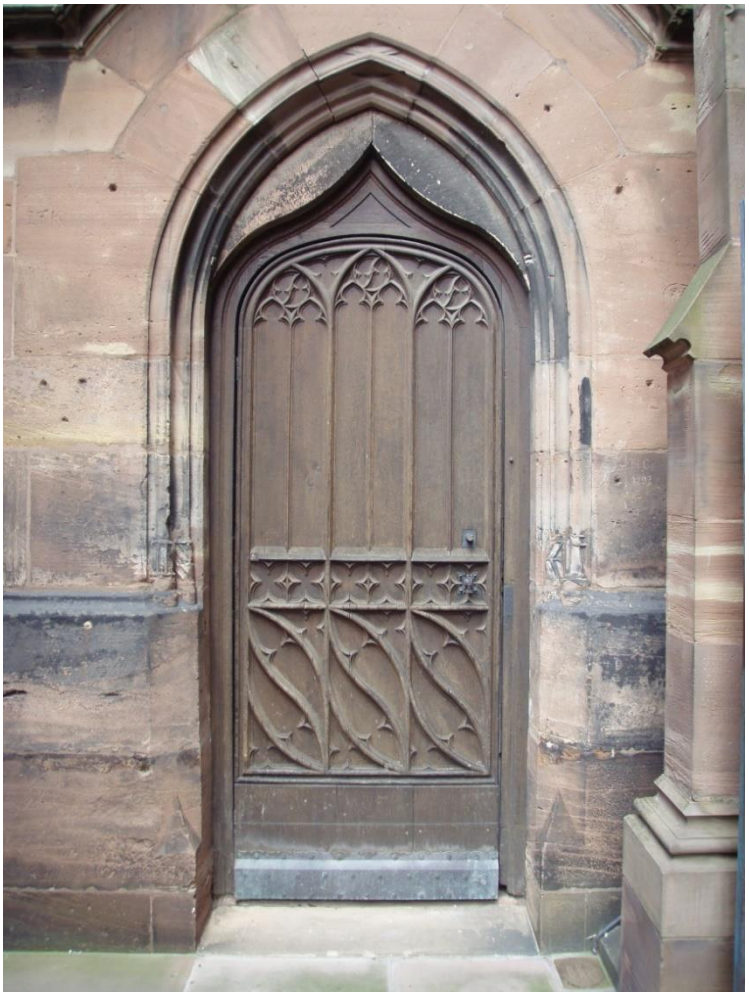


Solution proposée

- Graissage des gonds et verrous ;
- Application d'huile de lin ou de cire sur support sec et nettoyé.

MISE À JOUR : Le bloc serrure a été changé. Un travail de restauration et de conservation reste à faire, par empiècements. Cette opération pourra intégrer le lot État du chantier de restauration du portail St Laurent / sacristie.

Documentation photographique



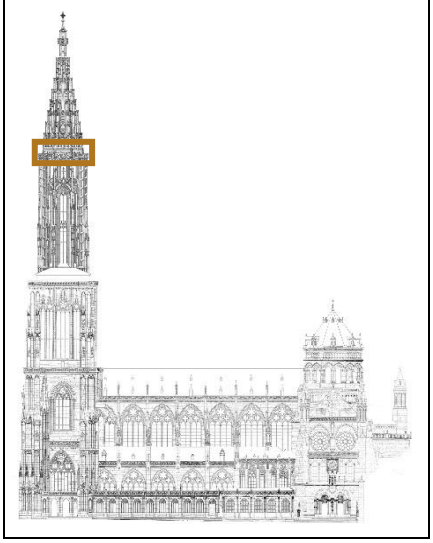
FICHES « CONSERVATION »

OND : CONSERVATION			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0191-2018-OND	Altération des bases de meneaux et corniches	Base de la flèche	**55**
I-0214-2018-OND	Élément des fonds baptismaux à recoller	Bras nord du transept	**56**
I-0222-2020-OND	Solins de la tour de croisée	Base de la tour, zone sud-est	**58**
I-0239-2022-OND	Sculpture de lion	Culée du contrefort 5 du côté Sud	**59**

Description du problème constaté

On constate des altérations aggravées des éléments en partie basse et des corniches directement inférieures, probablement dues à la migration de gypse par capillarité.

ELEVATION SUD

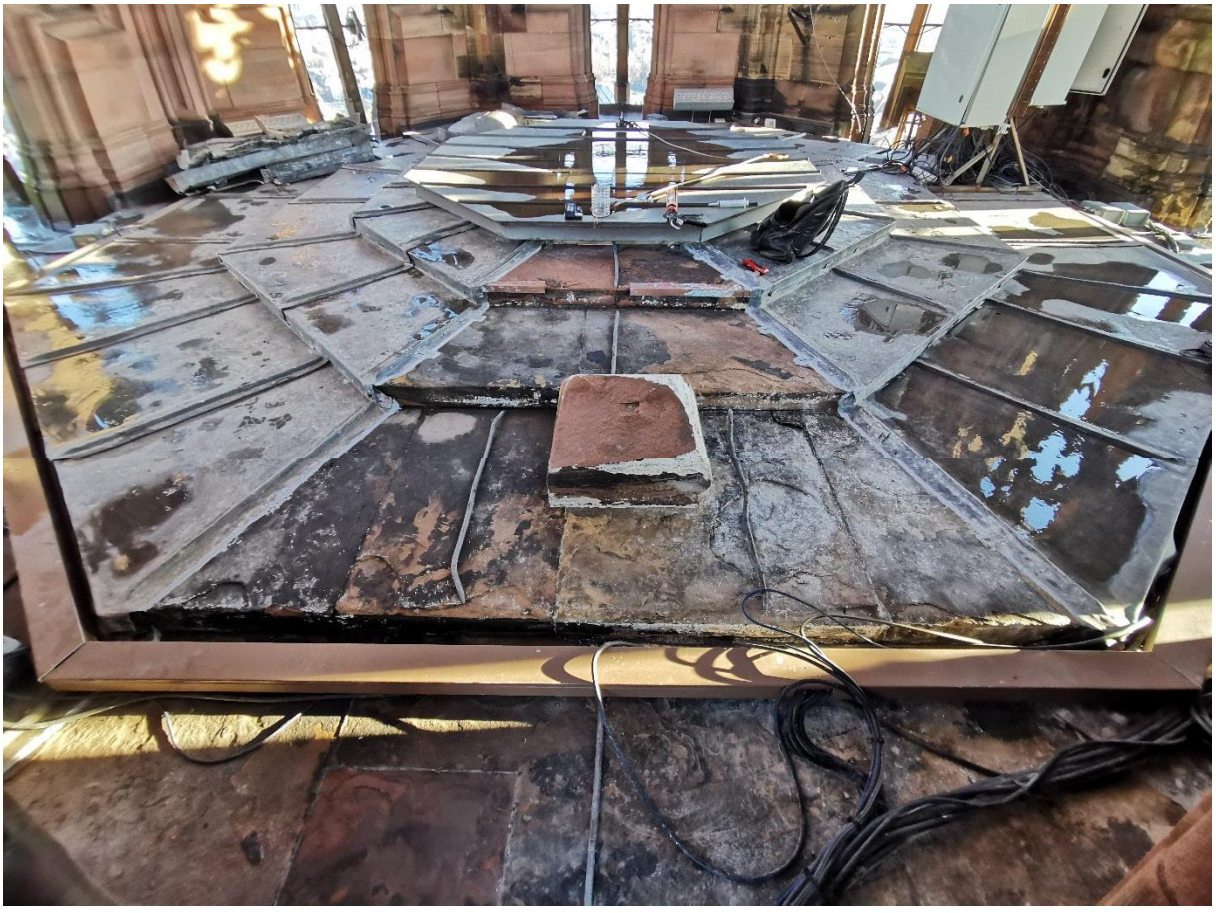


Solution proposée

- Purge préventive des éléments présentant un risque de chute
- Proposition d'un essai sur zone : dégarnir la couverture de plomb et son lit de plâtre, afin de mesurer son influence sur la dégradation des grès. Ce test pourra enrichir les constats d'altérations similaires sur l'édifice.
- Pour ce faire, l'intervention d'un couvreur, en coordination avec l'État, est envisagée.

MISE À JOUR : Le huitième de la couverture de plomb a été dégarnie, ainsi que la forme de plâtre, orientation ouest. Un dossier complet documente la mise en œuvre et les analyses réalisées, ainsi que les préconisations en découlant. Ce dossier sera transmis à la CRMH

Documentation photographique



Description du problème constaté

Un élément de réseau des fonts baptismaux est brisé nettement.

Solution proposée

Nettoyage et collage de l'élément.

Transmission du dossier d'intervention à la CRMH pour son intégration dans le dossier d'œuvre.

Documentation photographique







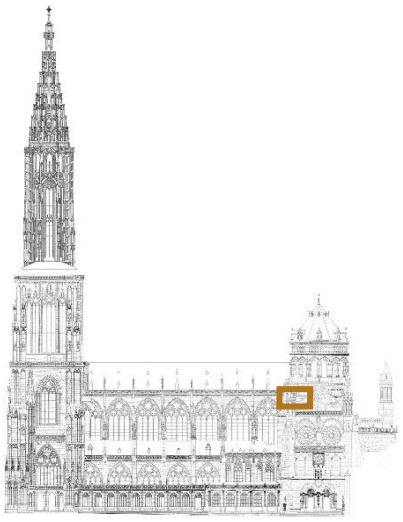
Description du problème constaté

On constate une mauvaise tenue de certains solins réalisés durant le chantier de la tour de croisée.

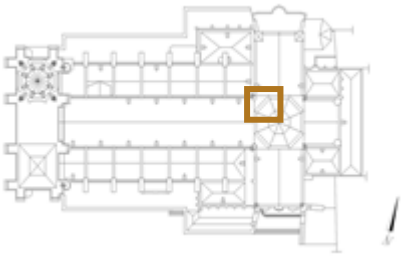
Solution proposée

Reprise des solins qui le nécessite, selon le protocole établi lors des chantiers plus récents.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Documentation photographique



Description du problème constaté

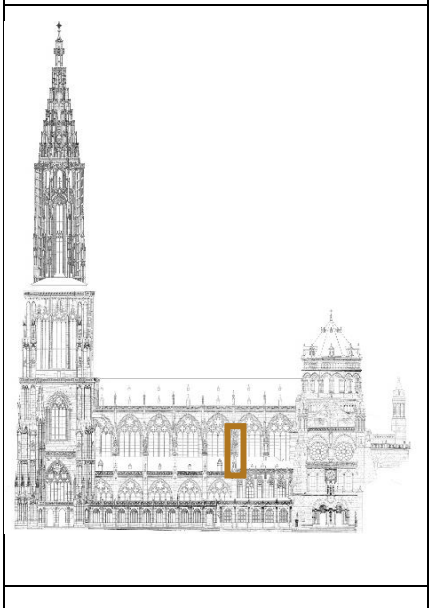
Lors d'une opération de suivi et de purge menée par les services de l'État en septembre 2021, l'OND a déposé une sculpture de lion fortement altérée, et présentant un grand risque de chute.

Solution proposée

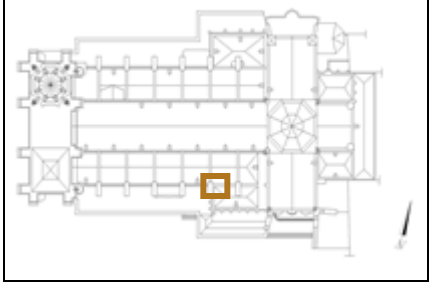
La statue déposée a fait l'objet d'un enregistrement et d'un premier constat d'état. Il s'agit de traiter l'élément en conservation, en vue de travaux éventuels de restauration.

Cette restauration pourra prendre place dans le cadre d'un prochain chantier, côté sud, actuellement programmé pour la période 2026-2035.

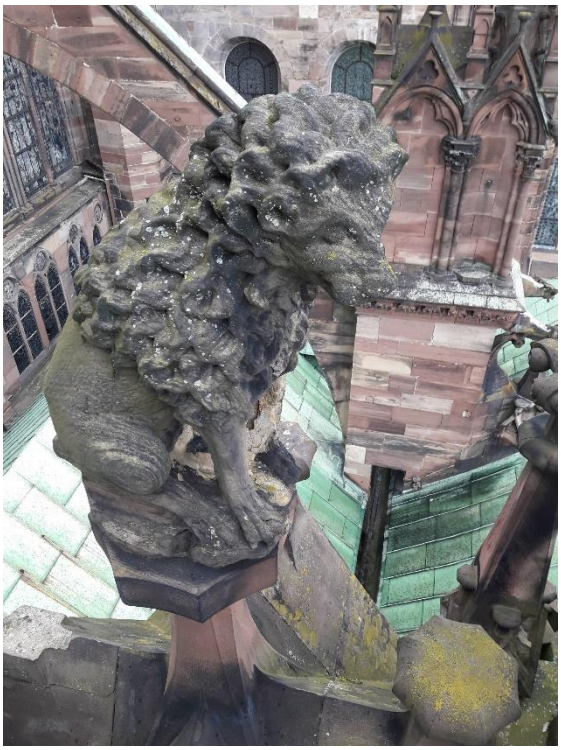
ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Documentation photographique





FICHES « TAILLE DE PIERRE ET MAÇONNERIE »

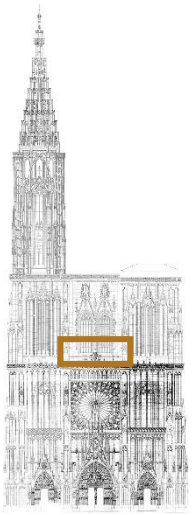
OND : TAILLE DE PIERRE ET MAÇONNERIE			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0166-2017-OND	Éléments d'appui et d'allèges dangereux	Baies du beffroi	**60**
I-0225-2020-OND	Dalle de recouvrement	Bas-côté Sud, coursive au bas du transept	**61**
I-0241-2022-OND	Fleuron de pinacle	Vestibule Knauth	**62**

Description du problème constaté

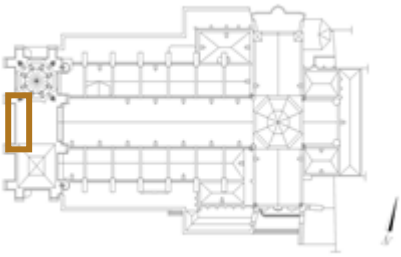
Chute de la partie centrale d'un appui en grès, dans les baies des abat-sons, sans doute suite aux vibrations de la charpente du carillon, en contact avec les pierres. Tant les appuis, en dalle en surplomb, que les éléments d'allège, menacent de chuter.

Une mise en sécurité des appuis et allèges a été opérée, par redressement et étaiement des éléments instables.

ELEVATION OUEST



VUE EN PLAN



Solution proposée

MISE À JOUR : Dans le cadre du stage d'une étudiante ingénieure-architecte, un dossier a été élaboré et présenté à l'ACMH. La proposition principale consiste à reprendre les charges par une poutre en bois transversale, prise dans des étriers scellés au plomb. Le chantier sera mis en œuvre après validation.

Documentation photographique







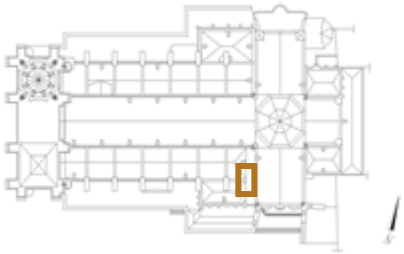
Description du problème constaté

Une dalle de recouvrement est fortement fissurée, risquant à terme de provoquer des infiltrations d'eau.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN



Solution proposée

Purge et collage de l'élément en voie de décollement, ou traitement de la dalle en restauration.

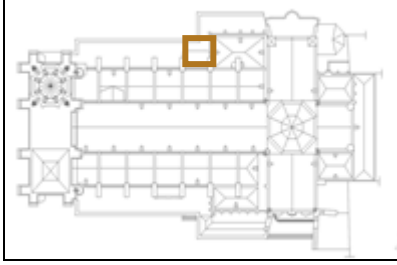
Documentation photographique



Description du problème constaté

La chute d'un fleuron ornant la façade du vestibule Knauth nécessite une intervention en restauration.

VUE EN PLAN



Solution proposée

Relevé, taille, sculpture et pose d'une copie en restauration.

S'agissant d'une opération de restauration, il convient de transmettre à la CRMH un dossier préalable, de l'informer sur le lancement de l'exécution des travaux, puis de transmettre un dossier d'ouvrages exécutés.

Documentation photographique



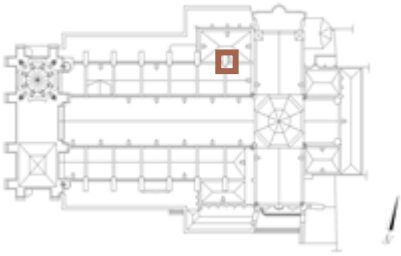
FICHES « MENUISERIE »

OND : MENUISERIE			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0113-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Bas-côté nord, vestige de tourelle d'escalier	**64**
I-0123-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'accès à la coursive du bas-côté nord	**65**
I-0124-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'escalier, entre le croisillon nord et la haute nef	**66**
I-0125-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'escalier, entre le croisillon sud et la haute nef	**67**

Description du problème constaté

Marches de l'escalier couvertes de fientes de pigeons.

VUE EN PLAN



Solution proposée

- Nettoyage des fientes de pigeons selon protocole conseillé ;
- Fermeture de la tourelle par la mise en place d'une porte avec serrure empêchant le passage des pigeons ;
- Intervention du serrurier pour la réalisation des pentures.

EN COURS DE TRAITEMENT.

Documentation photographique

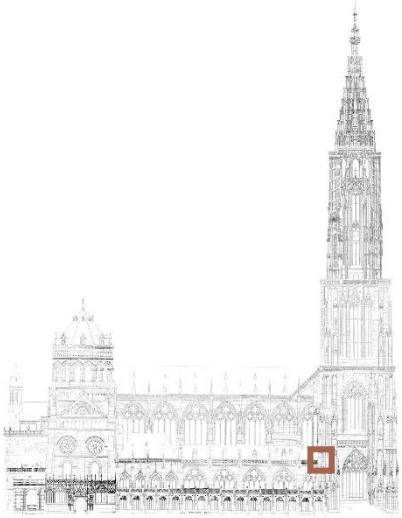




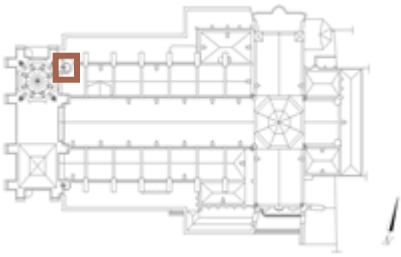
Description du problème constaté

Marches de l'escalier couvertes de fientes de pigeons.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

- Nettoyage des fientes de pigeons selon protocole conseillé si nécessaire ;
- Fermeture de l'escalier par la mise en place d'une porte avec serrure empêchant le passage des pigeons ;
- Intervention du serrurier pour la réalisation des pentures ;
- Intervention du serrurier pour la pose de barreaux dans les baies.

EN COURS DE TRAITEMENT.

Documentation photographique



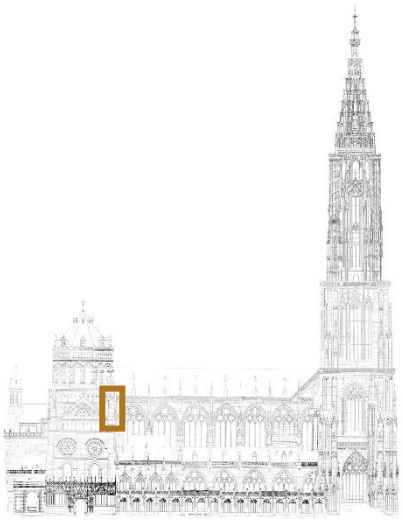




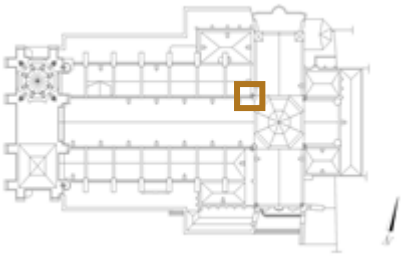
Description du problème constaté

Marches de l'escalier couvertes de fientes de pigeons.

ELEVATION NORD



VUE EN PLAN



Solution proposée

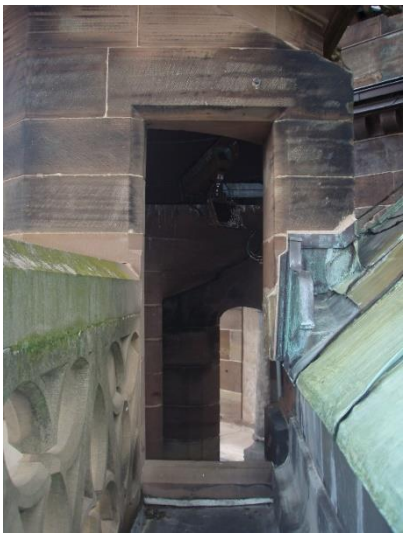
- Nettoyage des fientes de pigeons selon protocole conseillé si nécessaire ;
- Fermeture de l'escalier par la mise en place de portes avec serrures empêchant le passage des pigeons ;
- Intervention du serrurier pour la réalisation des pentures.
- Intervention du serrurier pour la pose de barreaux dans les baies.

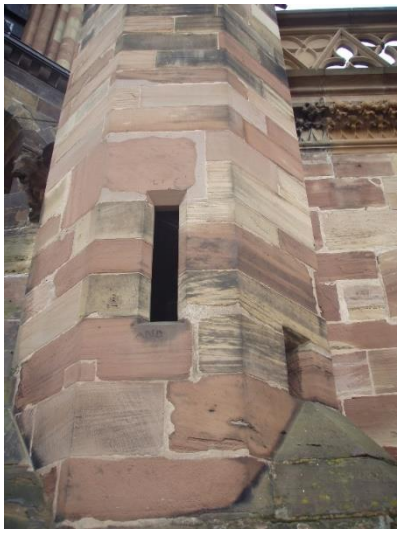
EN COURS DE TRAITEMENT.

Documentation photographique





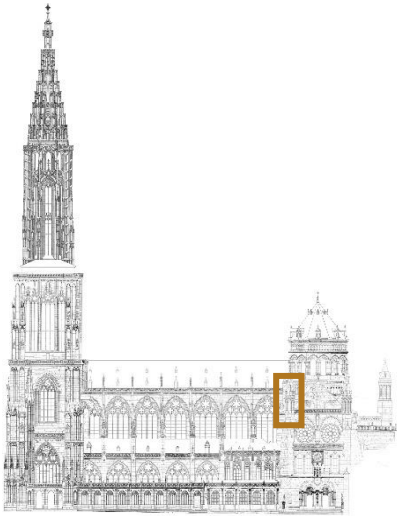




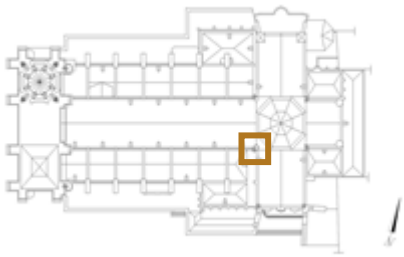
Description du problème constaté

Marches de l'escalier couvertes de fientes de pigeons.

ELEVATION SUD



VUE EN PLAN

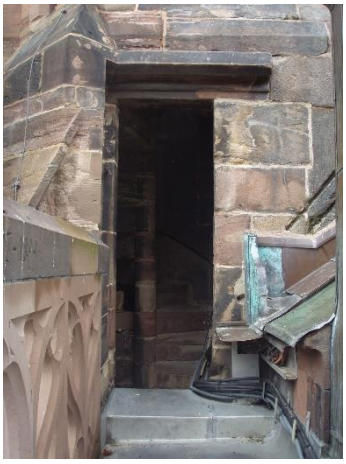


Solution proposée

- Nettoyage des fientes de pigeons selon protocole conseillé si nécessaire ;
- Fermeture de l'escalier par la mise en place de portes avec serrures empêchant le passage des pigeons ;
- Intervention du serrurier pour la réalisation des pentures.
- Intervention du serrurier pour la pose de raquettes dans les baies.

EN COURS DE TRAITEMENT.

Documentation photographique









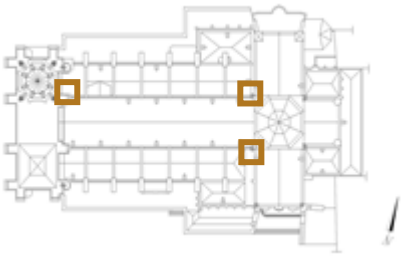
FICHES « SERRURERIE »

OND : FORGE ET SERRURERIE			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0242-2022-OND	Barreaudage des baies des tourelles	Tourelles d'escalier entre les croisillons et la nef	**69**
I-0243-2022-OND	Réalisation des étriers	Baies du Beffroi	**70**

Description du problème constaté

En lien avec les fiches menuiserie I-0123-2011 à I-0125-2011, nécessité de condamner l'accès des baies aux pigeons

VUE EN PLAN



Solution proposée

Réalisation de barreaudage pour chaque baie des tourelles concernées

Documentation photographique



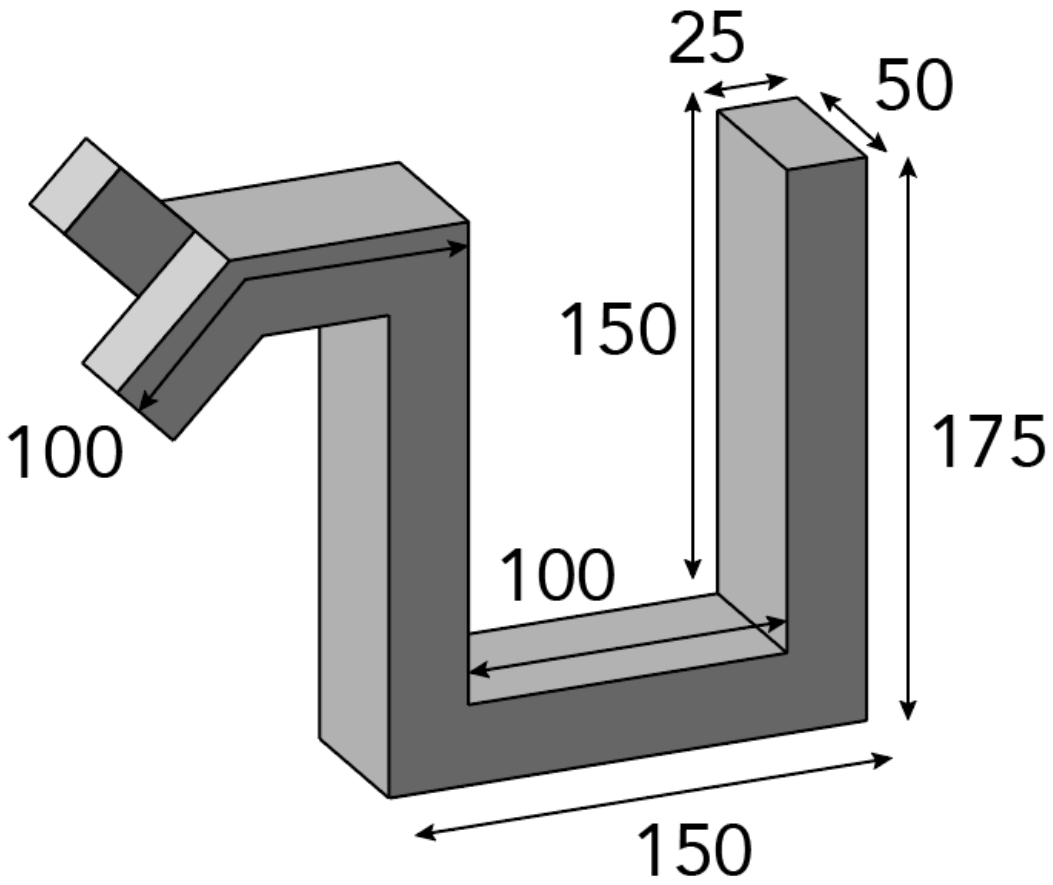


Description du problème constaté

En lien avec la fiche I-0166-2017, il s'agit de réaliser les étriers métalliques qui pourront recevoir la poutre de soutènement des appuis des baies du beffroi, selon la proposition d'intervention formulée.

Documentation visuelle

Ce schéma de principe est à ajuster en fonction des choix qui seront opérés concernant le chantier en question. Les cotations sont donc arbitraires.



FICHES « CORDISME »

OND : CORDISME			
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Page**
I-0218-2020-OND	Grillage anti-pigeon détérioré	Baie nord de la tour sud, vers le beffroi, 2ème niveau	**72**
I-0244-2022-OND	Oreille de dragon en cuivre à refixer	Façade Sud du croisillon Sud du transept	**73**
I-0245-2022-OND	Câbles à déposer	Contreforts du côté Sud	**74**
I-0246-2022-OND	Sangle du redent de la grande rose	Massif occidental	**75**
I-0247-2022-OND	Décollement par plaque	Glacis de la corniche de la galerie des Apôtres	**76**
I-0248-2022-OND	Chute d'une petite clé suspendue	Haute tour	**77**

Description du problème constaté

Grillage anti-pigeon de la lancette droite descellé.

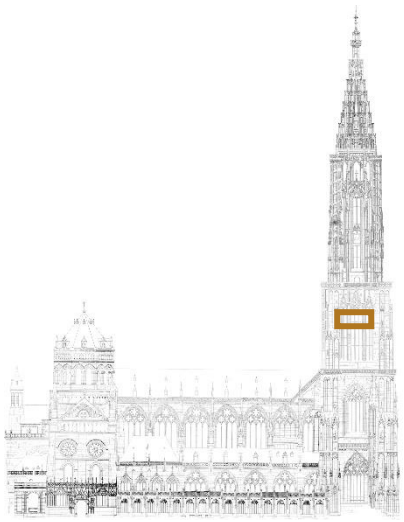
Solution proposée

Intervention sur cordes pour reprise de la fixation.

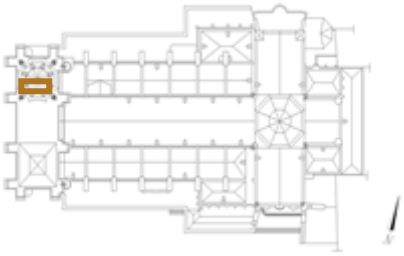
Documentation photographique



ELEVATION NORD

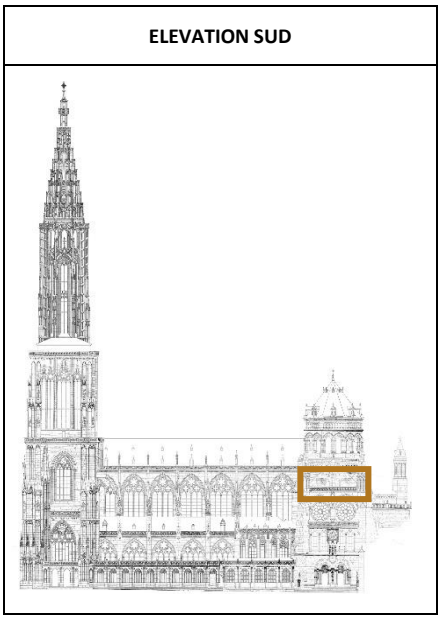


VUE EN PLAN



Description du problème constaté

L'oreille d'un dragon en cuivre c'est dessoudé.



Solution proposée

Une intervention sur corde permettra de fixer l'oreille. Proposition de riveter l'élément plutôt que de le souder.

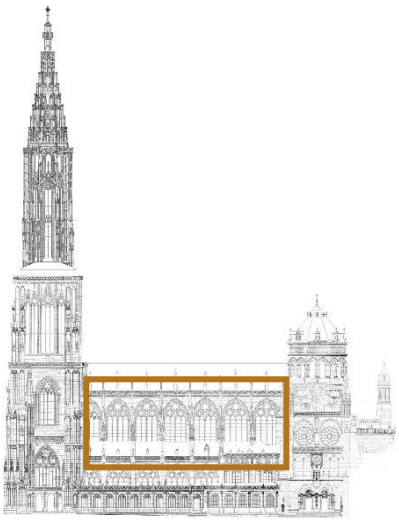
Documentation photographique



Description du problème constaté

À l'instar du côté Nord (cf. fiches de travaux sur corde), le dispositif de câbles chauffants et d'anti-pigeons ne sont plus utilisés et sont prêts à être déposés.

ELEVATION SUD



Solution proposée

Intervention sur cordes similaire aux opérations menées en août / septembre / octobre.

Documentation photographique

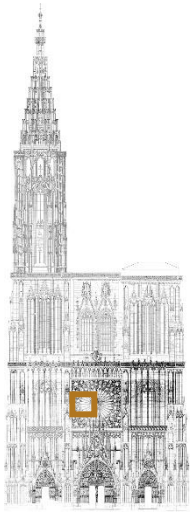
Description du problème constaté

La sangle du redent de la grande rose maintient depuis des années un élément à re-sceller de manière pérenne.

Solution proposée

Intervention sur corde pour un scellement pérenne de l'élément, puis dépose de la sangle.

ELEVATION OUEST



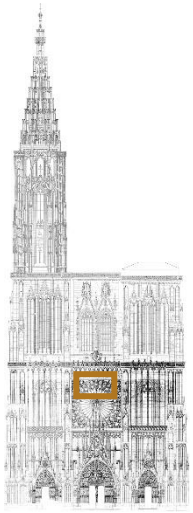
Documentation photographique



Description du problème constaté

Un phénomène de décollement par plaque semble s'être accentué, et peut présenter un risque de chute.

ELEVATION OUEST



Solution proposée

Intervention sur corde afin de sécuriser ou de purger l'élément à titre préventif.

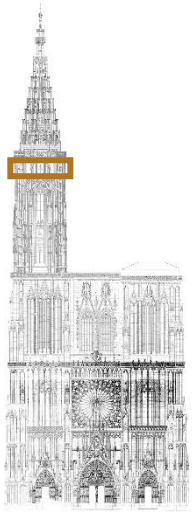
Documentation photographique



Description du problème constaté

Une petite clé suspendue, restauration des années 1980 collée sans goujons, a chuté et a nécessité le suivi des sept éléments similaires disposés autour de la haute tour, à 90 mètres.

ELEVATION OUEST



Solution proposée

Dans le cadre du suivi, proposition de recoller l'élément avec un goujon, et de sécuriser les sept éléments similaires.

Documentation photographique





PROGRAMME DES OPÉRATIONS DE SUIVI

ORGANISATION DES OPÉRATIONS

Ce chapitre recense les opérations de suivi à réaliser à long terme sur l'édifice. Elles peuvent concerner la surveillance de phénomènes dégénérescents, ou la veille de la bonne tenue dans le temps d'une mise en œuvre passée. À terme, chaque chantier réalisé sur l'édifice peut intégrer le processus de suivi, par la création de fiches à intégrer dans ce programme.

De nouvelles dispositions, en concordance avec l'État, amènent à réorganiser certaines fiches de suivi, en rassemblant les éléments à suivre par grandes zones. Chacune de ces fiches servira de support aux prochaines opérations avec nacelle, en recensant l'ensemble des points d'intérêts et des actions envisagées.

La fréquence de ces opérations est amenée à être évaluée, puis ajustée dans le temps. Elle s'inscrit sur le long terme, et les fiches de suivi sont systématiquement reconduites d'un carnet d'entretien au suivant, jusqu'à ce qu'elles soient rendues obsolètes par un constat ou une intervention, curative ou préventive.

À noter que la nouvelle équipe de travaux sur cordes participera très activement à la plupart des opérations de suivi, en fonction des zones d'interventions programmées.

LISTE DES OPÉRATIONS PROGRAMMÉES

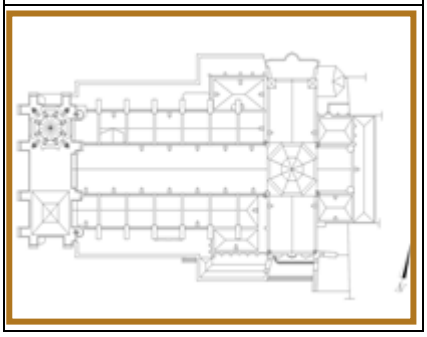
Ce tableau présente l'ensemble des suivis programmés pour la période 2020/2021, accompagnées des fréquences de suivi attendues. Les fiches sont détaillées dans les pages suivantes.

Suivi				
Fiche	**Intitulé**	**Situation**	**Périodicité**	**Page**
S-0178-2017-OND	Bouchons manquant dans les trous de boulin	Ensemble de la cathédrale	En continu	79
S-0179-2017-OND	Corrosion des ancrages	Ensemble de la cathédrale	En continu	80
S-0185-2017-OND	Fissures et fractures	Ensemble de la cathédrale	En continu	81
S-0230-2020-OND	Opération de suivi conjointe OND/ETAT	Haute tour	Annuel, à élaborer	82
S-0231-2020-OND	Opération de suivi conjointe OND/ETAT	Massif occidental	Annuel, à élaborer	84
S-0232-2020-OND	Opération de suivi conjointe OND/ETAT	Côté Nord	Annuel, à élaborer	86
S-0233-2020-OND	Opération de suivi conjointe OND/ETAT	Côté Sud	Annuel, à élaborer	88
S-0234-2020-OND	Opération de suivi conjointe OND/ETAT	Côté Est	Annuel, à élaborer	90
S-0235-2020-OND	Opération de suivi conjointe OND/ETAT	Intérieur de l'édifice	Annuel, à élaborer	92

Description du problème constaté

Des trous de boulin manquent de bouchons dans plusieurs cas, pas toujours accessibles

VUE EN PLAN



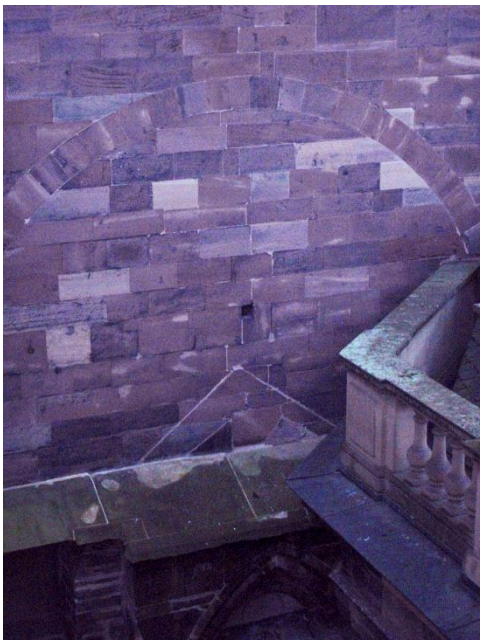
Solution proposée

- Recensement continu des bouchons manquant ;
- Taille et pose de bouchon dans les cas facilement accessibles ;
- Notification des éléments inaccessibles pour mise en œuvre concertée.

MISE À JOUR : Proposition de création de bouchons compatibles avec la nidification d'espèces menacées. Pratiquer une ouverture de 7 centimètres environ permet le passage de martinets mais pas celui des pigeons.

Documentation photographique



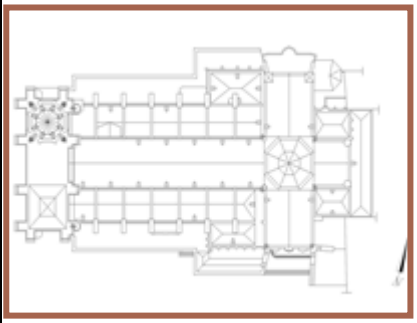




Description du problème constaté

Formation de fissures provoquées par la corrosion d'éléments métalliques (ancrages, agrafes, etc.) pouvant mener à la chute d'éclats et de gravats.

VUE EN PLAN

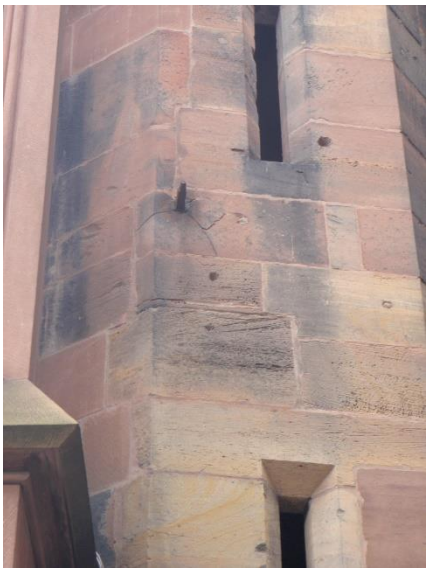


Solution proposée

- Référencement et suivi des points sensibles.
- Dépose préventive des fragments susceptibles de tomber, à l'aide d'une nacelle ou sur cordes si nécessaire.

Documentation photographique

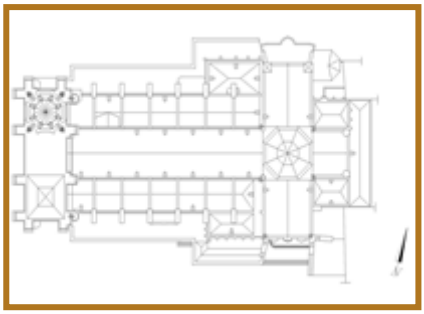




Description du problème constaté

Présences de fissures sur l'ensemble des maçonneries de l'édifice, évolutions inconnues

VUE EN PLAN



Solution proposée

- Recensement des points sensibles pour traitement ponctuels ou suivi
- Recherche de système de suivi adapté si besoin.

MISE À JOUR : Intégrer au suivi les fissuromètres posés récemment :

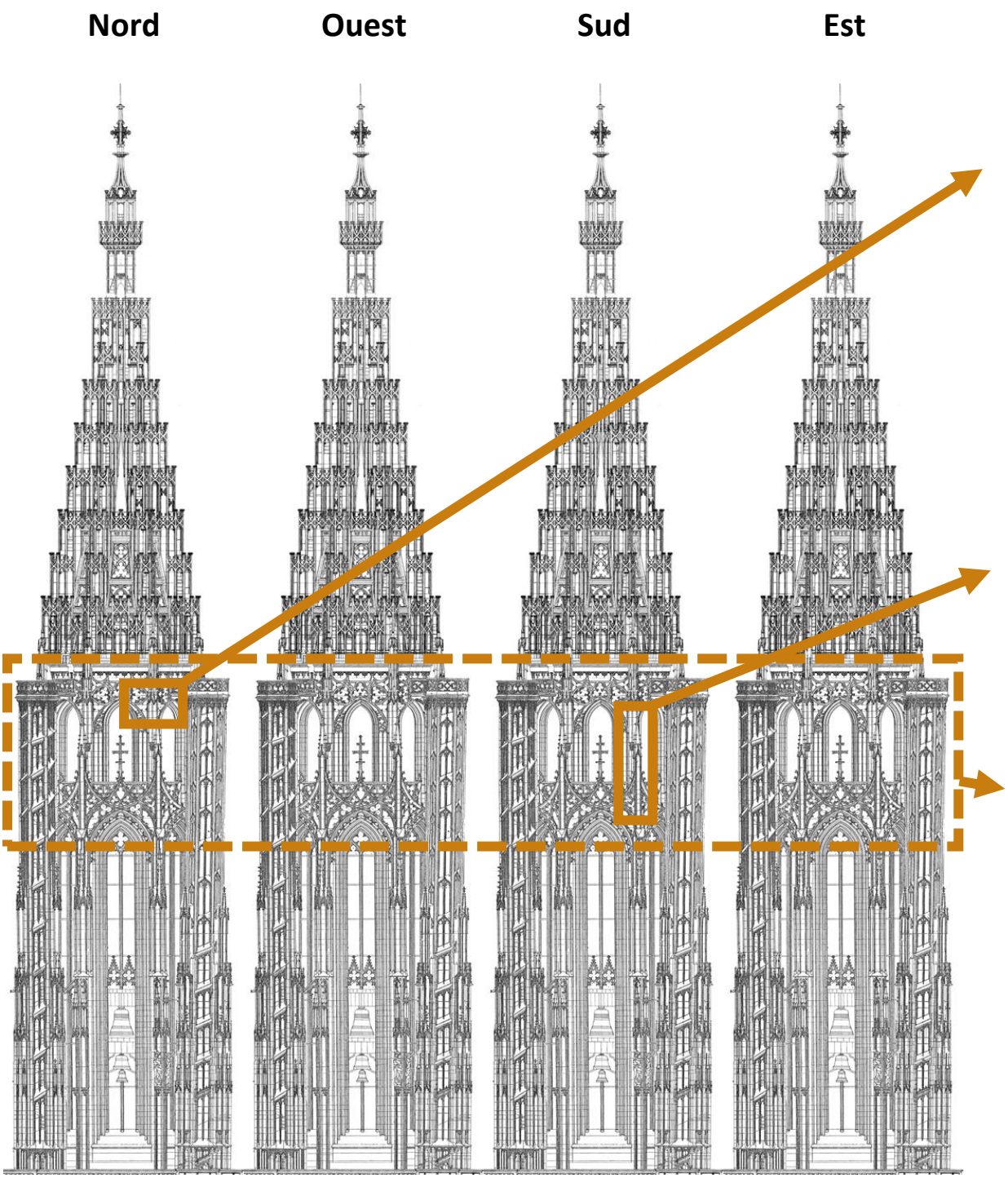
Contreforts 2,3,4,5 du côté Sud.

Documentation photographique





Situation des points d'intérêts



Détails

1





Chute d'une petite clé suspendue. Il s'agit d'un élément rapporté, collé sans goujons, vraisemblablement durant les années 1970.

Risque de répétition du phénomène sur les sept autres, à contrôler.

2



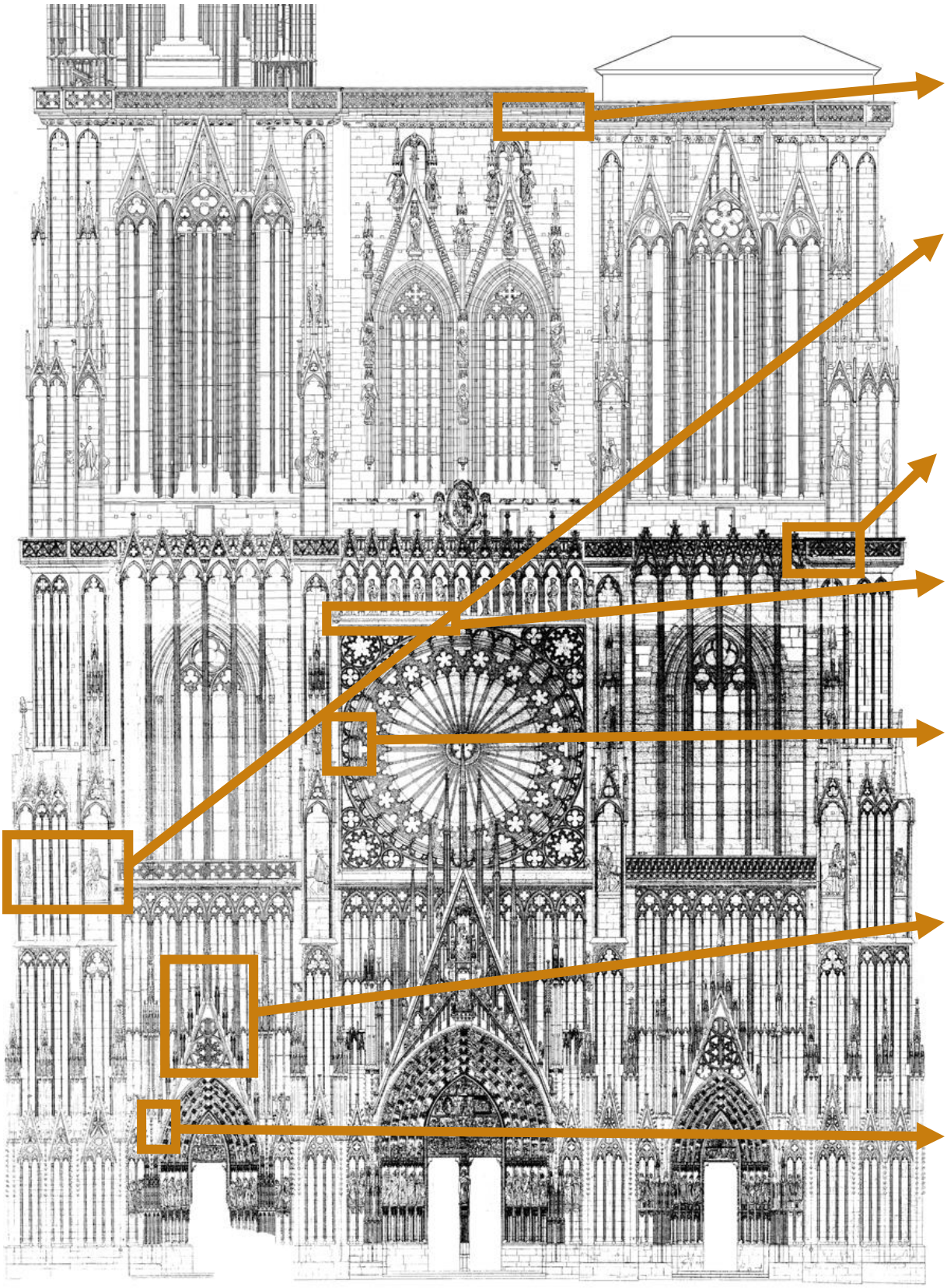
Fissure verticale du pinacle, probablement due à l'oxydation du goujon.

À suivre, en attendant de sécuriser ou déposer l'élément pour traitement en conservation.

3

Plusieurs chutes d'éléments, durant cette saison, conduisent à porter une attention particulière aux parties hautes de l'édifice : voûte festonnée, baies du petit étage, baies de la haute tour. Cette opération d'inspection et de suivi sera effectuée sur cordes.

Situation des points d'intérêts



Détails

1



Un élément de corniche subit des infiltrations par le système d'évacuation des eaux de pluies de la plate-forme. Un suivi des dégradations pourrait mettre en évidence le besoin d'une intervention.

2



La tête des chevaux, enveloppés d'un filet : progression des dégradations à évaluer, jusqu'à la nécessité d'une intervention en dépose et/ou conservation.

3



On constate un délitement important sur la face extérieure de la balustrade, en particulier au niveau de la fleur. Une sécurisation de l'élément pourrait s'avérer nécessaire.

4



Le début d'un phénomène de décollement par plaque du glacis de la corniche de la galerie des Apôtres, nécessite d'être suivi, en vue d'une purge ou d'une intervention en conservation.

5



La sangle maintenant un redent de la rosace est toujours fonctionnelle, mais permet un léger mouvement horizontal du redent. Un meilleur positionnement de la sangle pourrait être utile.

6



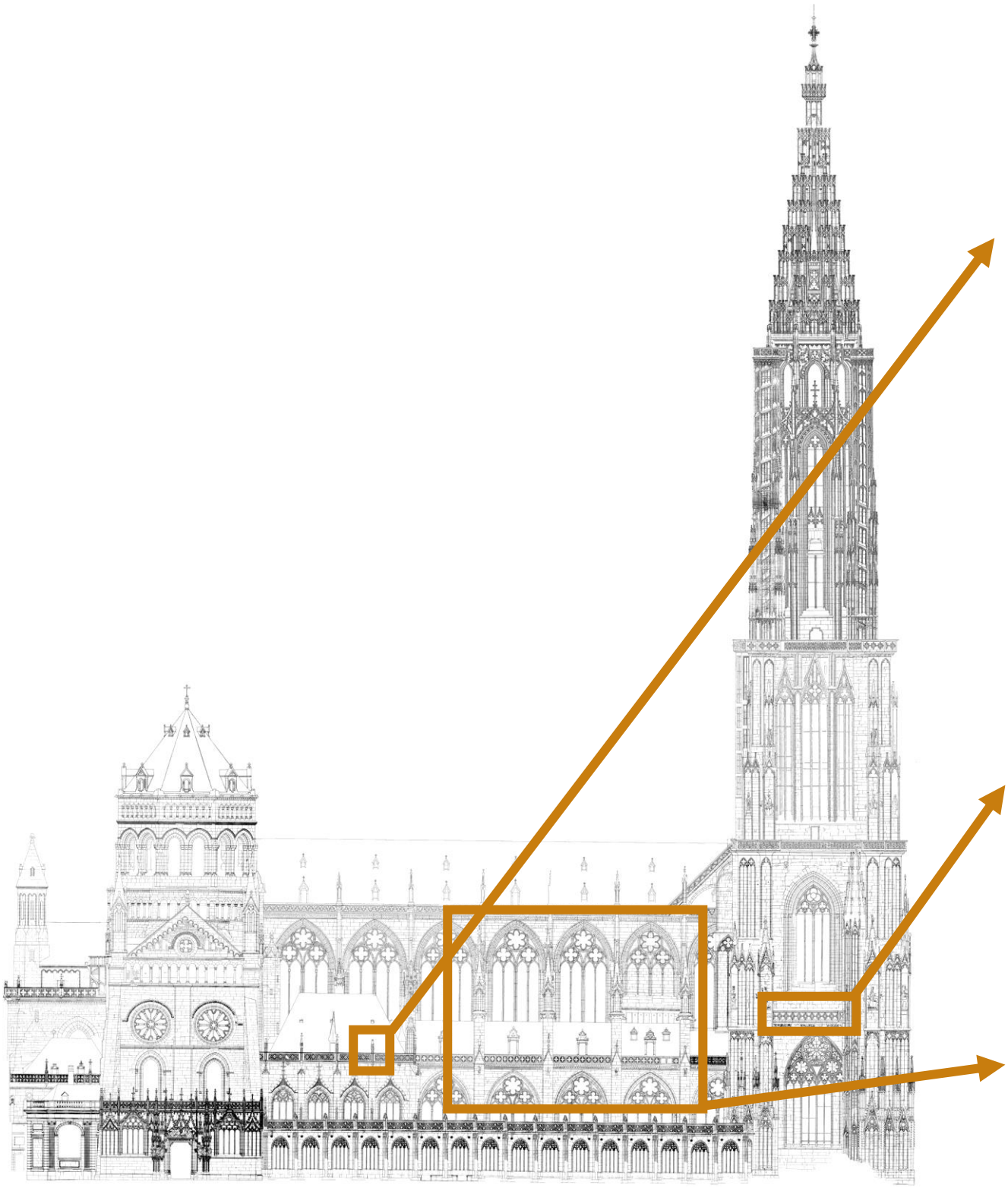
Délitement en cours d'un bouton de terminaison, à suivre jusqu'à la nécessité d'un recollage.

7



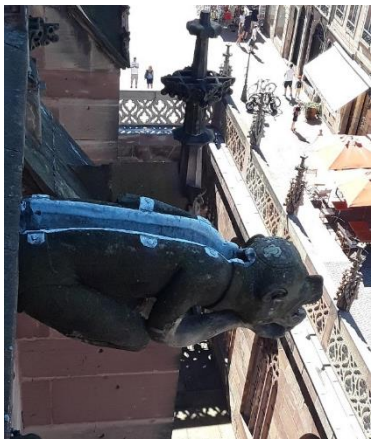
Suivi des dégradations, Un chantier de reprise de l'ensemble des pinacles de la galerie (fractures, jeu dans les scellements, etc.) doit être envisagé.

Situation des points d'intérêts



Détails

1 Gargouille de la chapelle Saint Laurent



Cet élément montre des signes importants de délitement, laissant craindre la chute d'éléments

2 Frise sous la coursive touristique



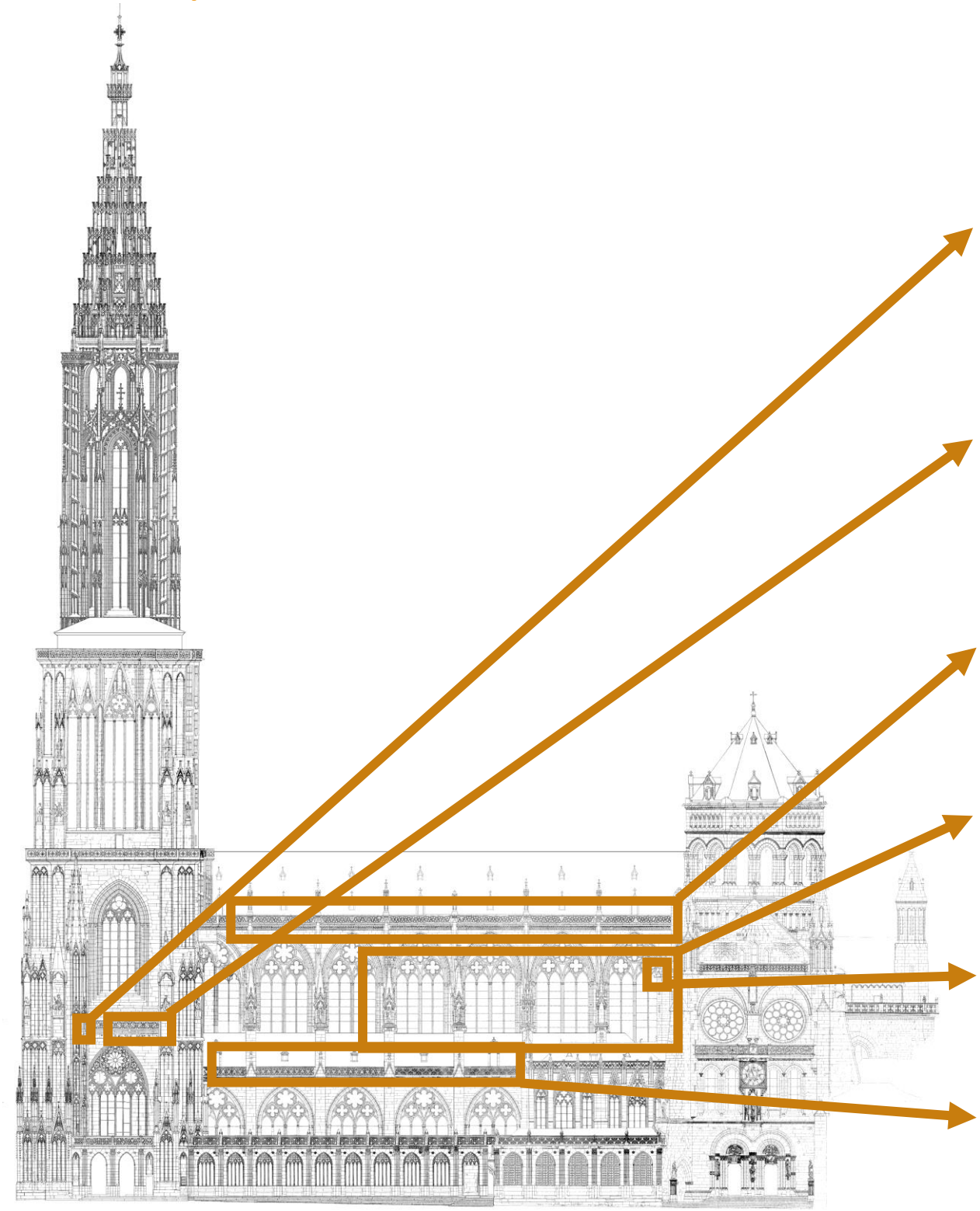
Éléments de sculpture de la frise, fissurés ou fracturés, risque de chute.

3 Fissuromètres contreforts



Lors des opérations de dépose des câbles et des dispositifs anti-pigeons, l'équipe cordiste a constaté l'ouverture importante des joints de la maçonnerie des contreforts du côté Nord. Plusieurs fissuromètres ont été posés et nécessitent un suivi.

Situation des points d'intérêts



Détails

1



Frise du contrefort

Éléments de sculpture de la frise, fissurés ou fracturés, risque de chute sur la toiture de la loge-caisse.

2



Moulure de la corniche

Un élément de moulure de la corniche au-dessus de la loge-caisse menace de chuter, à sécuriser.

3



Balustrade de la haute nef

L'état de dégradation général de la balustrade de la coursive Sud de la nef est à suivre, afin de prévenir la chute d'éléments.

4



Arcs-boutants et colonnes

On constate une altération des contreforts et de colonnettes les supportant, laissant craindre un léger affaissement de cette partie de l'ouvrage.

5



Gargouille gauche du contrefort 4

Cette pièce a été purgée de plusieurs éléments (patte, bec) et nécessitera un traitement en conservation pour sécuriser l'ensemble.

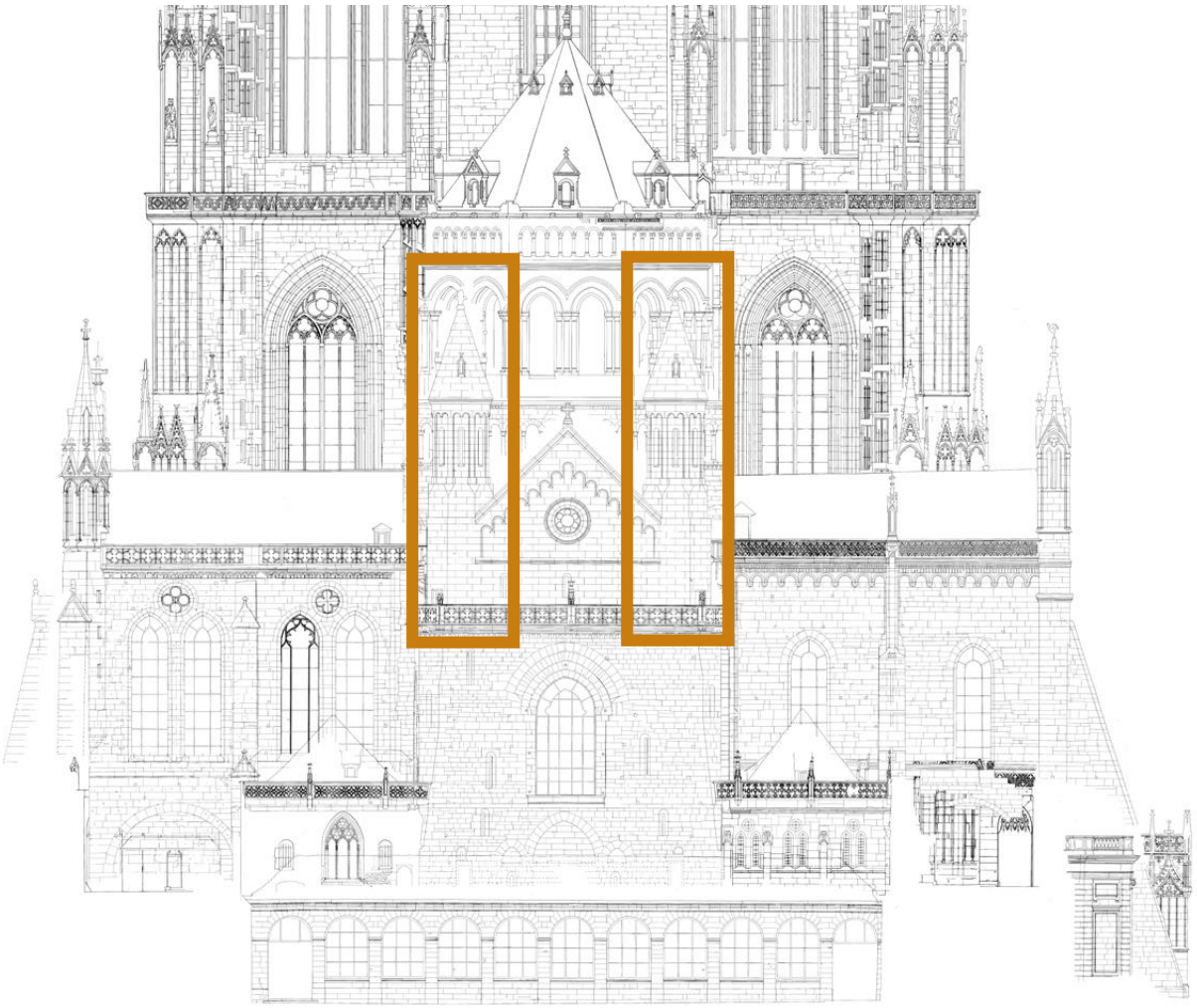
6



Balustrade du bas-côté

L'état de dégradation général de la balustrade du bas-côté Sud est à suivre, afin de prévenir la chute d'éléments.

Situation des points d'intérêts



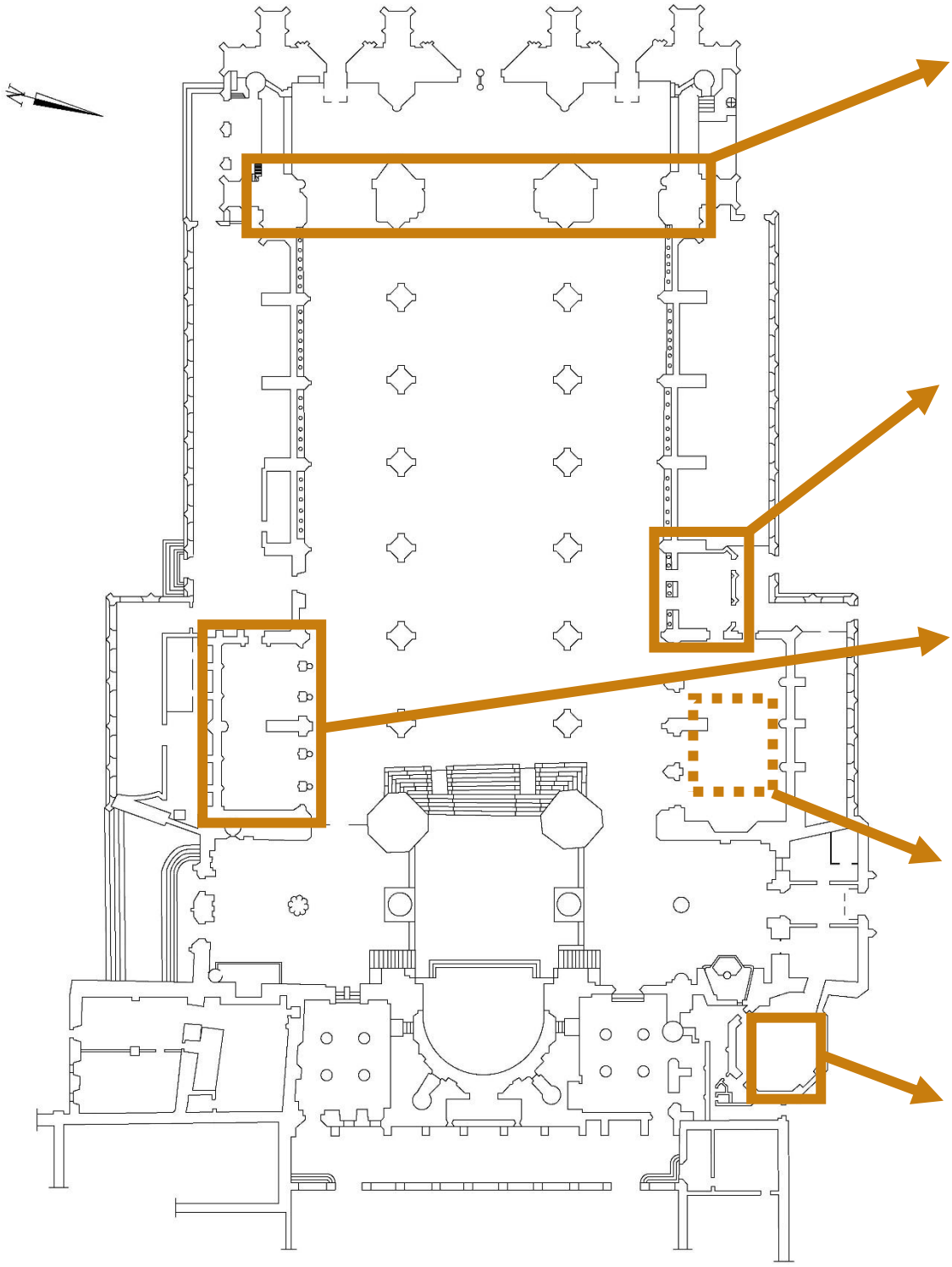
Détails

1



Tourelles du chevet

Ces ouvrages feront l'objet d'un chantier futur, mais les nombreuses dégradations constatées méritent d'être suivies, en cas d'intervention nécessaire d'ici là.



1 Arc doubleau narthex/nef

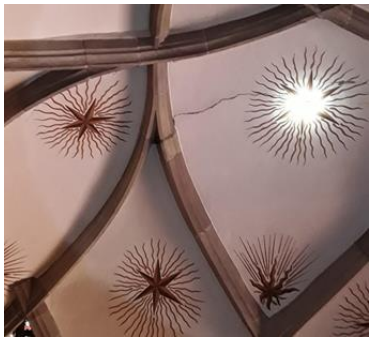
Une chute d'élément à la sortie de l'hiver 2019 pose la question d'un phénomène de dilatation de l'ouvrage, à surveiller.

2 Dallage du vestibule Knauth



Suivi visuel de l'évolution de la dégradation du dallage, depuis la proscription de l'emploi de détergent. Ce phénomène est également à mettre en lien avec la fiche 0170-2017-ETAT, relative au problème d'écoulement sous le vestibule.

3 Voûte de la chapelle Sainte- Catherine



Le phénomène de fissuration a été ausculté par l'extrados (fiche I-0184-2017-OND). Il n'en est apparu aucune crainte pour l'intégrité structurelle de la voûte, mais le suivi reste nécessaire.

4 Mérule, fondations, sous la chapelle Saint-Laurent



Le développement de mérule en sous-sol pose la question des conditions climatiques des fondations. Le phénomène semble en très nette régression depuis les nouvelles mesures d'aération, à suivre.

5 Infiltrations d'eau, sacristie

Le plafond de la sacristie montre des signes évidents d'infiltration, à suivre en parallèle des opérations de reprise de couverture sur les extérieurs.

VALIDATION DU PROGRAMME DES OPÉRATIONS

LISTE DES OPÉRATIONS

I-0079-2010-ÉTAT	Bandes de cuivre détériorées ou manquantes	Vantaux du portail principal	**32**
I-0107-2011-ÉTAT	Restauration de la porte	Chapelle Sainte-Catherine, porte extérieure, côté Ouest	**53**
I-0113-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Bas-côté nord, vestige de tourelle d'escalier	**64**
I-0123-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'accès à la coursive du bas-côté nord	**65**
I-0124-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'escalier, entre le croisillon nord et la haute nef	**66**
I-0125-2011-OND	Marches couvertes de fientes de pigeons	Tourelle d'escalier, entre le croisillon sud et la haute nef	**67**
I-0131-2014-OND	Dégradation des ferronneries et risque d'intrusion	Sacristie, porte nord	**33**
I-0157-2014-ÉTAT	Câbles électriques sans protection	Tourelles d'escalier (N&S) entre le transept et la nef	**43**
I-0160-2014-ÉTAT	Présence d'une grande quantité de fientes	Cour d'Erwin, dite Leichhöfel	**43**
I-0166-2017-OND	Éléments d'appui et d'allèges dangereux	Baies du beffroi	**60**
I-0173-2017-OND	Altération des inscriptions gravées	Haute tour, niveau de la plateforme	**34**
I-0188-2017-ÉTAT	Altération du retable	Chapelle Sainte-Catherine	**35**
I-0189-2017-OND	Altération du mortier	Intérieur du contrefort nord entre le narthex et la nef	**36**
I-0191-2018-OND	Altération des bases de meneaux et corniches	Base de la flèche	**55**
I-0194-2018-ÉTAT	Infiltration d'eau	Combles du transept nord	**49**
I-0200-2018-ÉTAT	Dépose du système de câbles chauffants	Coursives des bas-côtés	**51**
I-0207-2018-ÉTAT	Opérations de verrerie et de vitraillerie	Ensemble de l'édifice	**52**
I-0214-2018-OND	Élément des fonds baptismaux à recoller	Bras nord du transept	**56**
I-0218-2020-OND	Grillage anti-pigeon détérioré	Baie nord de la tour sud, vers le beffroi, 2ème niveau	**72**
I-0219-2020-ÉTAT	Trémie de l'oculus	Massif occidental, tour Nord, plancher du premier niveau	**45**
I-0220-2020-ÉTAT	Opérations de couverture	Ensemble de l'édifice	**48**
I-0221-2020-ÉTAT	Opérations de menuiserie	Ensemble de l'édifice	**50**
I-0222-2020-OND	Solins de la tour de croisée	Base de la tour, zone sud-est	**57**
I-0225-2020-OND	Dalle de recouvrement	Bas-côté Sud, coursive au bas du transept	**61**
I-0226-2020-ÉTAT	Déformation du couvercle de l'oculus	Voûte de la base de la flèche	**45**
I-2027-2020-ÉTAT	Porte de la Galerie Goetz	Galerie Sud, côté loge-caisse	**46**
I-0237-2022-OND	Mauvais écoulement des eaux de pluie	Tourelle d'escalier Sud-Est du croisillon Sud	**37**
I-0238-2022-OND	Dégradation des marches et du dallage	Parvis du croisillon Sud du transept	**38**
I-0239-2022-OND	Sculpture de lion	Culée du contrefort 5 du côté Sud	**58**
I-0240-2022-OND	Gravure de 1488 altérée	Salle du petit trésor	**39**
I-0241-2022-OND	Fleuron de pinacle	Vestibule Knauth	**62**
I-0242-2022-OND	Barreaudage des baies des tourelles	Tourelles d'escalier entre les croisillons et la nef	**69**
I-0243-2022-OND	Réalisation des étriers	Baies du Beffroi	**70**
I-0244-2022-OND	Oreille de dragon en cuivre à refixer	Façade Sud du croisillon Sud du transept	**73**
I-0245-2022-OND	Câbles à déposer	Contreforts du côté Sud	**74**
I-0246-2022-OND	Sangle du redent de la grande rose	Massif occidental	**75**
I-0247-2022-OND	Décollement par plaque	Glacis de la corniche de la galerie des Apôtres	**76**
I-0248-2022-OND	Chute d'une petite clé suspendue	Haute tour	**77**

SIGNATURES DES REPRÉSENTANTS

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Chef de Service

M. Eric Fischer

Architecte des Bâtiments de France
Conservateur de la Cathédrale

Mme Agnès Blondin

Architecte en Chef
des Monuments Historiques

M. Pierre-Yves Caillault

Conservateur Régional Adjoint
des Monuments Historiques

M. Alexandre Cojannot

ANNEXES

CONTACTS UTILES

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame – Ateliers de la Cathédrale			
Adresse électronique générique	**œuvre-notre-dame@strasbourg.eu**		
Du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 :			
Responsable des Ateliers : M. Frédéric Degenève	**03 68 98 74 58**		**06 30 52 37 10**
Bureau d'études des ateliers de la Cathédrale	**03 68 98 74 49**	**ou**	**03 68 98 74 59**
En cas d'urgence, en dehors des heures de bureau :			
Cadre d'astreinte	**06 30 52 39 08**		

Responsable Unique de Sécurité de la Cathédrale	
Mme Agnès Blondin	**agnès.blondin@culture.gouv.fr**
M. Romuald Schnell	**romuald.schnell@culture.gouv.fr** **03 69 08 51 00**

Fabrique de la Cathédrale	
M. Guillaume Chapot	**intendance-cathe@orange.fr** **03 88 32 75 78**

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Équipe de travaux sur Cordes

Version : juin 2022

PLAN GÉNÉRAL DE PRÉVENTION

Ce document vise à fixer le cadre préventif général des chantiers de travaux sur cordes réalisés par l'équipe de cordistes de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, dans le cadre de ses missions de conservation-restauration et d'entretien courant de l'édifice. Il s'agit également d'un support de communication entre les différents intervenants et partenaires concernés par ces opérations, en particulier les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Grand-Est, et son Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Bas-Rhin. À partir de ce plan général de prévention, sera établi, pour chaque intervention, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce PPSPS se présentera sous la forme du Plan de Secours, intégré à la Fiche de Travaux sur Cordes, cadrant chaque chantier.

1. Réglementation

Outre les principes généraux de prévention, introduits par **la loi n°91-1414 du 31 décembre 1991**, les principes régissant aujourd'hui les travaux en hauteur, et plus spécifiquement les travaux sur corde, sont définis principalement par le **décret 2004-924, du 1er septembre 2004**, et sa circulaire **DRT 2005/08**. Ces textes stipulent notamment :

- La prévalence des EPC, et la nécessité de justifier, par l'analyse préalable comparée des moyens d'accès, la pertinence des travaux sur corde.
- La formation et la qualification obligatoire des personnels (certification non-obligatoire).
- L'usage de deux cordes dont l'une est pourvue d'un système d'arrêt des chutes.
- La vérification systématique et le contrôle périodique des EPI de catégorie 3.

Norme	Champ d'application
EN 341	Descendeurs auto-freinant
EN 353-1	Antichute mobile sur support rigide
EN 353-2	Antichute mobile sur support flexible
EN 354	Longes
EN 355	Absorbeurs d'énergie
EN 358	Longes de maintien
EN 360	Antichute à rappel automatique
EN 361	Harnais antichute
EN 362	Connecteurs
EN 363	Systèmes d'arrêt des chutes
EN 397	Casques pour l'industrie
EN 12492	Casques pour l'escalade et l'alpinisme
EN 567	Bloqueurs d'escalade de d'alpinisme
EN 795 A	Dispositifs d'ancrages fixes
EN 795 B	Dispositifs d'ancrages mobiles
EN 795 C	Dispositifs d'ancrages « ligne de vie » en câble
EN 795 D	Dispositifs d'ancrages « ligne de vie » en rail
EN 795 E	Dispositifs d'ancrages « corps morts »
EN 892	Cordes dynamiques
EN 1496	Dispositifs de sauvetage par élévation
EN 1891 A	Cordes semi-statiques
EN 12278	Poulies
EN 12841 A	Dispositifs de réglage pour support de sécurité
EN 12841 B	Dispositif d'ascension pour support au travail
EN 12841 C	Descendeur pour support de travail
EN 15151-1	Dispositif de freinage pour blocage assisté de la main

Liste des compétences, extraite de l'attestation de formation des agents :
Appliquer la réglementation des travaux en hauteur *Appliquer des notions de droit du travail (responsabilité civile et pénale)* *Appliquer des notions de mécanique et de résistance du système de protection utilisé* *Utiliser le système de protection en place* *Surveiller l'état du système de protection utilisé* *Appliquer les procédures d'intervention* *Respecter les consignes de prévention des risques* *Participer à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre des secours* *Matelotage & réalisation des différents nœuds* *Mise en place d'équipements en sécurité* *Sorties en grande hauteur (>35m)* *Chantier d'application en équipe* *Secours sur cordes en sécurité* *Validation de la partie théorique*

La **note de la Direction Générale du Travail du 5 décembre 2019** appuie ces prescriptions, en réaffirmant la nécessité d'un mode opératoire préalable, en amont de toute intervention, et en insistant sur la formation et le maintien des compétences des personnels. L'équipe cordistes de l'OND a été formé par un organisme agréé par les institutions de la filière cordiste française **DPMC,** et tiendra à jour un suivi des compétences, documenté selon le **Référentiel Activités Compétences** à chaque intervention. Ci-dessus sont listées les compétences attestées des agents, ainsi que l'ensemble des normes EN auxquelles répondent les équipements utilisés (cf. page précédente).

2. Analyse des risques

Le tableau suivant, extrait du Document Unique de la Fondation de L'Œuvre Notre-Dame, présente l'analyse des risques spécifiques liés aux travaux sur cordes. Pour chaque nature de risque identifiée, le Risque Brut est calculé en multipliant la fréquence du risque par sa gravité. Cette valeur est ensuite pondérée par le facteur de prévention, établi en fonction de la maîtrise du risque (formation, EPI, etc.) Le résultat final de ces calculs se gradue selon une échelle mesurant l'acceptabilité des expositions. Les chiffres obtenus ici correspondent au meilleur résultat possible (inférieur à 5)

F : Fréquence	G : Gravité	P : Prévention
F1 = Quasi-impossible **(1)** F2 = Une à deux fois par an **(3)** F3 = Une à deux fois par mois **(5)** F4 = Une à deux fois par semaine **(8)** F5 = Une à deux fois par jour **(10)**	G1 = Gênes, fatigue **(1)** G2 = Accident/maladie sans AT **(3)** G3 = Accident/maladie avec AT **(5)** G4 = Accident/maladie avec séquelles **(8)** G5 = Accident/maladie potentiellement mortel (**10)**	P1 = Maîtrisé **(0,05)** P2 = Assez maîtrisé **(0,2)** P3 = Peu maîtrisé **(0,5)** P4 = Pas maîtrisé **(1)**

Activité / Risque	Évènement dangereux / Dommage	Évaluation			Moyen de prévention		Risque résiduel
		F	G	X	Description	P	
Chute de hauteur due à une mauvaise utilisation de corde	Blessures ; Fractures ; Fatalité	5	10	50	Utilisation de 2 systèmes de corde, équipements certifiés, personnel compétent, utilisation d'un système d'arrêt de chute	0.05	**2,5**
Chute de hauteur due à une rupture de corde	Blessures ; Fractures ; Fatalité	1	10	10	Corde EN1891 à répertorier dans un classeur d'EPI ; Vérification régulière à chaque prise de poste	0.05	**0,5**
Chute de hauteur due à la rupture d'ancrages réalisés	Blessures ; Fractures ; Fatalité	5	10	50	Test annuel d'ancrage ou support (par organisme de contrôle)	0.05	**2,5**
Chute de hauteur due à défaillance EPI	Blessures ; Fractures ; Fatalité	1	10	10	Contrôle régulier des EPI ; EPI normalisées ; Matériel régulièrement changé ; Respect de la procédure d'utilisation, de gestion et du stockage des EPI	0.05	**0,5**
Manutention	TMS ; Lombalgie ; Blessures musculaires (tendinites)	5	5	25	Exercices d'échauffements avant la phase de travail ; Temps de pause ; Respecter les manières de travail ainsi que le transport de charge ; Charge moyenne à l'aide d'un levage	0.05	**1,25**
Conditions météorologique	Hypothermie ; Hyperthermie ; Insolation ; Épuisement du à la chaleur	5	5	25	Protection de la tête ; Boire de l'eau ; Effectuer des pauses régulières ; Prise en considération du vent et du soleil ; Protection des yeux ; EPI et vêtements adéquat	0.05	**1,25**
Chutes d'objets (mousquetons, EPI, outillage...)	Blessures suites à impact	5	1	5	Équipements et outillages sécurisés ; Délimitation de la zone de travaux ; Panneaux de signalisation ; Balisage ; Port du casque obligatoire	0.05	**0,25**
Perte de connaissances / Épuisement physique	Blessures ; Fractures ; Fatalité	5	8	40	Certificat d'aptitude médical ; Travail en binôme ; Temps de pause ; Rotation	0.05	**2**
Risque de blessures petites ou importantes durant le travail	Égratignures ; Coupures ; Fractures ; Entailles profondes ; Blessures	5	5	25	Kit de pharmacie et de secours sur site	0.05	**1,25**
Usage produits : contact avec des produits dangereux (peaux, yeux)	Irritations ; Brûlures	5	5	25	Lunettes ; Gants de protection ; EPI de protection	0.05	**1,25**
Passage de tiers personnes à l'aplomb des cordes équipées	Blessures sur tiers	5	10	50	Balisage ; Surveillance ; Signalisation ; Plots de sécurité	0.05	**2,5**

3. Dispositions complémentaires de prévention

Outre les mesures de préventions réglementaires et celles découlant du tableau d'analyse des risques, l'équipe de cordistes de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'appuie sur la documentation technique du métier de cordiste, ainsi que sur les particularités de l'édifice, pour compléter l'ensemble :

- Contrôle systématique de l'équipement et des ancrages à chaque prise de poste.
- Signalétique et sécurisation des chantiers (zones d'ancrage et d'équipement, etc.) adaptée à la présence possible de public.
- Arrimage des outils et utilisation d'appareils imperdables.
- Cordistes en position de confort (sur descendeur) dès que possible.
- Adaptation des périmètres et des protections en fonction des localisations (recours à des filets, etc.).
- Communication avec les intervenants tiers (autres agents, entreprises, public).
- Établir la zone d'accueil des services de secours en fonction de la hauteur de travail et de la localisation (parvis, galerie Goetz, plateforme avec accès par le monte-charge, etc.).
- Exercice systématique du plan de secours au début des interventions, et maintien régulier des compétences même en période éventuelle d'inactivité.
- Dans le cadre des intrusions irrégulières de tiers sur l'édifice, une attention particulière sera portée pour empêcher l'accès aux cordes et aux équipements laissés en place au cours des opérations : enroulage et « kittage » des cordes de travail et de sécurité, débrayage des cordes guides, signalétiques renforcées.

4. La Fiche de Travaux sur Cordes

Les interventions menées par les équipes de l'Œuvre Notre-Dame hors du cadre des chantiers attribués par l'État et supervisés par l'Architecte en Chef des Monuments Historiques sont cadrés par plusieurs documents, selon leurs nature : il s'agit des **fiches d'entretien**, des **fiches d'interventions** et des **fiches de suivi**, établies dans le cadre du Carnet d'Entretien et de Maintenance, d'une part, et des **fiches travaux**, crées lors de tâches ponctuelles réalisées en interne sous la nécessité de travaux non programmés, et qui assure le suivi des tâches techniques réalisées.

Dans le cadre de la réactivation d'une équipe de travaux sur corde, une fiche spécifique se construit, rendue nécessaire par les particularités réglementaires, opérationnelles et transversales de l'activité. Cette **fiche de travaux sur corde**s assure la documentation de l'ensemble des phases de l'intervention, de sa demande au retour d'expérience des agents. Elle comporte notamment le **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé** (en cas de co-activité ou non) et le **Plan de Secours** (méthode opérationnelle de secours à mettre en œuvre par les agents en fonction des phases du chantier). Voici une présentation succincte du contenu type de la fiche :

- **Demande d'intervention :** cette page présente la nature du besoin de l'intervention, sa localisation et son délai d'exécution. C'est le support du dialogue et de la validation de

l'autorisation d'intervention auprès des divers intervenants (DRAC, Hiérarchie interne et agents opérationnels).

- **Analyse du chantier :** cette partie préalable à l'intervention permet de caractériser les particularités de l'intervention, l'analyse des moyens d'accès et le volume de risque inhérent, et établit toutes les mesures particulières à prendre en fonction de la localisation et des spécificités du cadre du chantier.
- **Mode opératoire :** phasage du chantier, établissement des équipements et des techniques à mettre en œuvre pour répondre aux besoins de l'intervention.
- **PPSPS et plan de secours :** détail précis du matériel spécifique à disposition, des méthodes de secours à employer, et des zones d'accès et d'évacuation à prévoir en cas d'incident ou d'accident.
- **Observations et bilan (documenté en aval de l'intervention) :** en plus des points d'intérêts techniques, il s'agit essentiellement du retour d'expérience des agents quant aux méthodes et aux équipements employés, ainsi que l'identification des axes de progrès en matière de sécurité et d'efficacité, et du suivi des compétences (référentiels des compétences validés individuellement).

5. Contacts utiles

- **Référente Unique de Sécurité :** Agnès BLONDIN, 03 69 08 51 00
- **Technicien des services culturels en charge de la sécurité et de l'entretien de la cathédrale :** Romuald SCHNELL, 06.09.94.64.96
- **Fondation de L'Œuvre Notre Dame :** Cadre d'astreinte OND, 06.30.52.39.08

CONVENTION-CADRE RELATIVE AUX TRAVAUX EXECUTES PAR LA FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE-DAME SUR LA CATHEDRALE DE STRASBOURG

Entre :

L'Etat français, représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, Ministre de la Culture et de la Communication, ci-après dénommé **l'Etat**, d'une part,

et

la fondation de l'Oeuvre Notre-Dame, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de Strasbourg, ci-après dénommée **l'OND**, d'autre part,

il est arrêté et convenu ce qui suit :

L'Etat est propriétaire en vertu du décret de l'Assemblée Nationale des 2 et 4 novembre 1789, de la Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg, édifice classé parmi les monuments historiques (liste publiée au Journal Officiel du 16 février 1930), et mis à la disposition de l'archevêque de Strasbourg par la loi du 18 germinal an X.

L'Oeuvre Notre-Dame est une fondation de droit local, dont le statut actuel est défini par l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII ; aux termes de cet arrêté, les biens et revenus de cette fondation sont spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg et cette fondation est administrée par la Ville de Strasbourg.

La présente convention a pour objet d'organiser la collaboration entre l'Etat et l'Oeuvre Notre-Dame, pour la restauration et l'entretien de la Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg.

S'agissant de la restauration d'un édifice classé parmi les monuments historiques, et aux termes de l'article 20 de la loi du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, les dispositions de ladite loi ne sont pas applicables en l'espèce. La volonté des parties est cependant de s'inspirer, pour la présente convention, de ces dispositions, et notamment des articles 3 et 5, relatifs au mandat de maîtrise d'ouvrage.

La présente convention ne préjuge en rien de l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques en ce qu'elle concerne notamment les autorisations préalables à la réalisation de tous travaux sur l'édifice classé.

Article 1er : Maîtrise d'ouvrage

L'Etat est maître d'ouvrage des travaux de restauration et d'entretien de la cathédrale de Strasbourg ; il donne mandat à l'OND, au sens de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 susvisée, pour exercer en son nom la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations. Ces mandats feront l'objet d'avenants à la présente convention, dont le contenu correspondra aux prescriptions de l'article 5 de ladite loi.

Opérations de restauration

Avenants ponctuels, par opération, précisant la nature, le montant, la programmation et l'intitulé exacts des opérations concernées, après examen des propositions de programme et des projets de travaux au sein du comité de pilotage et du comité scientifique de la Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg, mis en place par décision du 10 janvier 1995. Ces avenants porteront sur des opérations complètes, et pourront donc avoir une durée de validité pluriannuelle.

Opérations d'entretien

Avenants annuels, comportant un programme d'interventions de gros entretien. Les opérations d'entretien courant feront l'objet de décisions conjointes de l'Oeuvre Notre-Dame et des services déconcentrés du Ministère de la Culture et de la Communication.

Le mandat de maîtrise d'ouvrage ne donnera lieu à aucune rémunération de l'OND par l'Etat. Les travaux et ouvrages exécutés resteront, après achèvement et réception, la propriété exclusive de l'Etat.

Article 2 : Financement

L'OND assumera l'intégralité du financement des opérations de travaux pour la maîtrise d'ouvrage desquels elle aura reçu mandat de l'Etat, qu'il s'agisse d'entretien ou de restauration. Cette prise en charge est constitutive d'un don en nature de la fondation à l'Etat.

Le montant prévisionnel de ces financements sera précisé dans les avenants à la présente convention prévus à l'article 1er.

Article 3 : Maîtrise d'oeuvre

L'Etat est maître d'ouvrage de l'ensemble des opérations de restauration ou d'entretien de la cathédrale de Strasbourg ; en conséquence, et conformément à l'article 3 du décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques, la maîtrise d'oeuvre est assurée dans les conditions suivantes :

Opérations de restauration

La maîtrise d'oeuvre des opérations de restauration est assurée par un architecte en chef des monuments historiques. Cet architecte en chef sera choisi conjointement par l'Etat et par l'OND, pour une durée renouvelable de quatre ans.

Il sera rémunéré conformément au décret n° 87-312 du 5 mai 1987 relatif aux honoraires et vacations alloués aux architectes en chef des monuments historiques et vérificateurs.

Opérations d'entretien

Ces opérations seront confiées au même maître d'oeuvre que les opérations de restauration ; conformément au décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France, les opérations d'entretien s'effectueront sous le contrôle de ce fonctionnaire, conservateur de l'édifice, qui demeure maître d'oeuvre exclusif des opérations dont l'Etat assume personnellement et directement la maîtrise d'ouvrage.

Article 4 : Suivi de la convention

Une réunion annuelle sera organisée entre les signataires pour assurer le suivi de la présente convention. A cette occasion, l'Oeuvre Notre-Dame présentera à l'Etat le montant du don prévu à l'article 2 pour l'exercice échu.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention-cadre entre en vigueur au jour de sa signature, pour une durée de 99 ans.

Fait à Strasbourg, le 26 JUIN 1999

La Ministre de la Culture
et de la Communication

Catherine TRAUTMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Œuvre Notre-Dame - Convention entre la ville de Strasbourg et la Fondation relative à l'attribution d'une subvention d'équilibre.

Numéro V-2023-136

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est une fondation de droit local, administrée par la ville de Strasbourg dont le statut actuel est défini par l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII. L'article 1 de cet arrêté précise que les biens et revenus de cette fondation sont spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la cathédrale Notre-Dame. La Fondation étant une personne morale distincte de la Ville, elle dispose de son propre budget.

Les ressources de la fondation proviennent :
- des revenus du patrimoine immobilier et foncier : quarante-cinq lots (logements et locaux professionnels) répartis dans quatorze immeubles et environ mille hectares de fonciers (terres, forêts, vignes, prés, etc…) répartis sur cent vingt-cinq communes du Bas-Rhin,
- des revenus d'exploitation de la plateforme de la cathédrale : ce site a fait l'objet de travaux de réhabilitation conséquents en 2018/2019 pour améliorer les conditions d'accueil des visiteurs et envisager l'accroissement des recettes. L'accès à la plateforme a fait l'objet de fermetures administratives en 2020, limitant la fréquentation à 79 000 personnes alors qu'en année habituelle elle accueille plus de 220 000 visiteurs,
- des recettes issues de dons courants pour environ 50 000 € annuellement et hors legs ponctuels,
- de la vente de produits dérivés à hauteur de 40 000 € par an environ,
- des opérations ciblées de mécénat.

En complément de ces recettes propres, la ville de Strasbourg verse chaque année une subvention d'équilibre à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame dont l'utilisation est encadrée par une convention financière qui dispose que la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à l'objet social de la convention. La convention est annexée à cette délibération. Le montant de la subvention proposée, de 900 000 €, est inscrit aux budgets prévisionnels respectifs de la Ville et de l'Œuvre Notre Dame.

Les principaux projets développés pour la cathédrale en 2023 concernent les travaux de restauration du portail Saint-Laurent, les études préparatoires pour le chantier de la Tourelle Sud Est de la Haute Tour ainsi que les travaux récurrents liés à l'entretien quotidien de la cathédrale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement d'une subvention municipale à hauteur de 900 000 € à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2023,

décide

- *l'imputation de la dépense de 900 000 € sur la ligne HP05A 65738 du budget de la Ville ;*
- *l'imputation de la recette de 900 000 € sur la ligne HP05A 74741 du budget de l'Œuvre Notre-Dame ;*

autorise

- *la Maire, administratrice de l'Œuvre Notre-Dame, à signer la convention financière annexée à la présente délibération, au titre de l'Œuvre Notre-Dame,*
- *le premier adjoint à la Maire à signer cette convention au titre de la ville de Strasbourg.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-153491-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION FINANCIERE

Entre :

La Ville de Strasbourg, représentée par M. Syamak AGHA BABAEI, 1er Adjoint à la maire, en charge des questions budgétaires et financières.

et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, 3 place du Château à 67000 Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire de la Ville de Strasbourg et Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ci-après dénommée "la Fondation".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention.
La Fondation a pour mission "la gestion de ses biens et revenus qui continueront à être spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la cathédrale de Strasbourg" (cf. article 1er de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII).

Afin de soutenir l'activité de la Fondation, la Ville de Strasbourg a décidé de lui octroyer une subvention d'équilibre pour l'exercice 2023.

Article 2 : Versement de la subvention.
La Ville de Strasbourg s'engage à verser une subvention de 900 000 € dont le montant a été fixé et approuvé par le Conseil municipal.

Article 3 : Engagements de la Fondation.
En signant la présente convention, la Fondation s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet.

De manière générale, elle facilite le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables.

Article 4 : Exécution.
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg le

Pour la Ville de Strasbourg
Par délégation

Syamak AGHA BABAEI
1er Adjoint à la maire
en charge des questions budgétaires et financières

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Jeanne BARSEGHIAN
Maire de Strasbourg
Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Œuvre Notre-Dame - Adhésion à la plateforme mutualisée de dématérialisation "Alsace Marchés Publics".

Numéro V-2023-137

La plateforme dénommée «Alsace Marchés Publics» (*alsacemarchespublics.eu)* est un profil d'acheteur mutualisé dédié à la passation des marchés publics (article L. 2132-2 Code de la commande publique) géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :
- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

Cette plateforme est opérationnelle depuis le 1er octobre 2012 et son utilisation a été ouverte aux collectivités alsaciennes en 2013 : elle référence en 2020 près de 500 entités utilisatrices et 20 000 entreprises.

Alsace Marchés Publics (AMP) est aujourd'hui un profil d'acheteur permettant de répondre aux obligations de dématérialisation des procédures de marchés publics posées par l'article L. 2132-2 et les annexes 7 et 8 du Code de la commande publique.

La dématérialisation des procédures constitue aujourd'hui un enjeu majeur de l'amélioration des achats publics, car elle permet de faciliter l'accès des entreprises aux mises en concurrence et d'assurer les obligations de transparence de la commande publique. À cet effet, la plateforme Alsace Marchés Publics est le principal guichet d'accès à la commande publique en Alsace pour les entreprises.

A l'heure actuelle, près de 500 entités utilisent la plateforme AMP à titre gratuit. Elle permet à ces entités utilisatrices de :
- disposer d'un profil d'acheteur conformément à la règlementation relative aux marchés publics en vigueur,
- faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres,
- partager les expériences entre acheteurs.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) assure la coordination du groupement de commandes constitué entre la Collectivité européenne d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace agglomération et les membres contributeurs en vue de la passation de plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'hébergement, le fonctionnement et la maintenance, les développements et l'acquisition de services associés de la plateforme mutualisée de dématérialisation des contrats de la commande publique «Alsace Marchés Publics».

L'adhésion se fait par approbation d'une convention d'une durée allant jusqu'au 31 janvier 2024, reconductible. Une charte d'utilisation définit les règles d'utilisation de la plateforme ainsi que les différentes responsabilités de l'ensemble des utilisateurs.

Cette convention est conclue avec la CeA en vertu du mandat qui lui est confié par les membres fondateurs du groupement de commande pour signer les conventions d'adhésion avec tous les nouveaux adhérents en leur nom et pour leur compte.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil «Alsace Marchés Publics» à la date de signature de la convention sont utilisables par l'adhérent à titre gratuit. L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les termes de la convention d'adhésion à la plateforme «Alsace Marchés Publics» et de la charte d'utilisation des services, jointes en annexe à la présente délibération,

décide

l'adhésion de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame à la plateforme « Alsace Marchés Publics » en tant qu'entité utilisatrice à titre gratuit,

autorise

la Maire, administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ou son-sa représentant-e, à signer la convention d'adhésion ainsi que la charte d'utilisation et à accomplir tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-153494-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Alsace Marchés Publics
Plateforme mutualisée

Charte d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

Membres fondateurs du groupement (dénomination actuelle) : Collectivité européenne d'Alsace, Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération, Eurométropole et Ville de Strasbourg.

Coordonnateur du groupement : Collectivité européenne d'Alsace

1 - OBJET DE LA PRESENTE CHARTE

La présente charte fixe les modalités et les conditions d'utilisation de la plateforme, ainsi que les responsabilités de ses utilisateurs. Elle s'applique aux membres du groupement et plus généralement à l'ensemble des entités autorisées à l'utiliser, après signature d'une convention d'adhésion.

2 - SERVICES OFFERTS PAR LA PLATEFORME ALSACE MARCHES PUBLICS

Alsace Marchés Publics est une plateforme dématérialisée, mutualisée, de publication d'annonces de marchés publics et de réception d'offres électroniques. Elle est la propriété des membres fondateurs du groupement de commandes (désignés ci-dessus), représenté par son coordonnateur : la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Créée le 1er octobre 2012, la plateforme Alsace Marchés Publics a vocation à proposer les services suivants :

- Une salle dématérialisée pour la passation des marchés publics et délégations de service public ;
- Des outils de travail collaboratif ;
- La fourniture de clés de chiffrement et d'outils de signature ;
- L'archivage des procédures.

Elle permet à ses utilisateurs - via une seule adresse https://alsacemarchespublics.eu/agent - de publier leurs annonces de marchés publics et recevoir des offres électroniques dans une salle dématérialisée à portée départementale, régionale, nationale, voire transfrontalière. Les entités contributrices financièrement bénéficient de l'accès au module contrat (échanges sécurisés avec les entreprises) et DUME.

La solution de dématérialisation des marchés publics qui a été choisie offre toutes les garanties de sécurité ; elle permet de dématérialiser tous les types de procédures de passation de marchés publics et regroupe les marchés publics alsaciens facilitant ainsi l'accès de la commande publique aux entreprises.

La plateforme Alsace Marchés Publics permet aux entités utilisatrices de :

- Disposer d'un profil d'acheteur conformément à la règlementation relative aux marchés publics en vigueur et au besoin de nouveaux services associés à ladite plateforme
- Faciliter l'accès des entreprises aux achats des collectivités publiques et privées et optimiser les réponses aux appels d'offres.
- Partager les expériences entre acheteurs.

3 - MODALITES D'ACCES

Les membres du groupement de commande (fondateurs et contributeurs) bénéficient des services de la plateforme AMP dans les conditions définies par la présente charte à compter de la conclusion de la convention constitutive du groupement de commande, à laquelle la présente charte est annexée.

Pour bénéficier des services de la plateforme AMP en tant qu'utilisateur, une convention d'adhésion doit préalablement avoir été conclue entre les membres du groupement, représentés par leur coordonnateur, et l'entité intéressée.

L'entité doit désigner au sein de ses effectifs un « administrateur » à qui le coordonnateur confiera un identifiant et un mot de passe, afin de pouvoir configurer et administrer l'espace réservé à l'entité sur la plateforme.

Un droit d'accès à cet espace réservé pourra être accordé par cet administrateur à un ou plusieurs utilisateurs, qui devront nécessairement intervenir pour le compte de l'entité concernée.

Seuls les administrateurs et utilisateurs identifiés peuvent accéder aux services de la plateforme.

La souscription aux services de la plateforme Alsace Marchés Publics implique la désignation d'un « administrateur » Il s'agit d'une personne physique nommée par l'entité lors de la demande d'adhésion. L'administrateur est chargé de mettre en place et de gérer les services de la plateforme pour le compte de son entité.

Pour l'utilisation des services, l'entité s'engage à ne pas divulguer les codes d'accès (identifiant / mot de passe) sous quelque forme que ce soit, en dehors des personnes habilitées à utiliser le service. En cas de perte ou de vol d'un identifiant/mot de passe, l'entité en informe dans les meilleurs délais la CeA, coordonnateur du groupement.

Le non-respect des règles d'accès et d'utilisation de la plateforme pourra conduire à la résiliation unilatérale de la convention d'adhésion par le groupement, représenté par son coordonnateur.

La résiliation de la convention entraîne la suppression du compte « utilisateur » de l'entité. L'entité bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver l'ensemble des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

4 - RESPONSABILITE DE L'ENTITE UTILISATRICE

- Quant à l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics

L'entité s'engage, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement à n'utiliser les services auxquels il a souscrit que pour la passation de ses propres marchés publics.

L'entité s'engage également, sous peine de résiliation de la convention d'adhésion par les membres du groupement, à ce qu'aucun autre établissement ou organisme, indépendant de l'entité au plan administratif et technique, situé dans son enceinte ou à l'extérieur, ne puisse bénéficier des services de la plateforme Alsace Marchés Publics sans que ce dernier n'ait sollicité préalablement l'accord des membres du groupement.

L'entité doit utiliser les services dans le respect des lois et règlements. En conséquence il est strictement interdit à l'entité d'utiliser les services mis à sa disposition pour stocker ou transmettre, quelle que soit leur forme, des fichiers dont le contenu serait en infraction avec la loi et les règlements applicables.

- Quant aux pannes ou incidents techniques

Les moyens techniques d'intervention et d'assistance en vue d'assurer un fonctionnement régulier des services sont assurés par le prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Cependant, les membres du groupement ou le prestataire concerné ne seront pas responsables des défaillances résultant de faits indépendants de leur volonté, dont notamment, les cas de force majeure ou des défaillances dues à des éléments relevant de la responsabilité de l'entité.

De manière générale, l'entité doit disposer des matériels et logiciels conformes et adaptés, ainsi que du personnel qualifié pour assurer le bon fonctionnement du/des service(s) proposés par la plateforme Alsace marchés Publics.

Au égard à la nature évolutive de la plate forme, aux contraintes de maintenance et d'évolution technologique, la continuité de l'accessibilité à la plate forme reste une obligation de moyens.

5 - RESPONSABILITE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

La responsabilité des membres du groupement ne saurait en aucun cas être engagée par les entités.

Il est notamment établi, non limitativement, que :

- Les membres du groupement n'endossent aucune responsabilité et n'exerce aucun contrôle, de quelque forme que ce soit, sur le contenu, la nature ou les caractéristiques des données transportées et/ou qui pourraient transiter sur la plateforme, ainsi qu'en cas d'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics non conforme à la présente charte ou aux textes législatifs et règlementaires ;

- Les membres du groupement ne sont pas responsables du contenu et de la nature des informations, signes, images, graphismes, sons ou toutes autres données transmises par l'entité ;

- La responsabilité des membres du groupement ne saurait être engagée en cas de d'intrusion d'un tiers dans le système informatique de l'entité ;

- Les membres du groupement ne peuvent être en aucun cas responsables de la fiabilité de transmission des données, des temps d'accès, des éventuelles restrictions d'accès sur des réseaux et/ou serveurs spécifiques connectés au réseau internet.

6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les membres du groupement concèdent à l'entité un droit d'usage non exclusif, non transférable ni cessible sur les services de la plateforme Alsace Marchés Publics.

Lorsque des supports physiques, comprenant des logiciels, remis à l'entité sont fournis, lesdits supports restent la propriété pleine et entière du fournisseur, sauf dérogation expresse et écrite. Lorsque les supports physiques sont achetés par l'entité, seule la propriété des supports est transférée et non pas celle des logiciels.

L'entité s'engage à ne pas porter atteinte directement, indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auquel il serait associé, aux droits de propriété en cause.

Tous les fichiers et données de l'entité transmis aux membres du groupement dans le cadre de l'utilisation des services de la plateforme Alsace Marchés Publics restent la pleine propriété de l'entité.

7 - DROIT D'ACCES AUX FICHIERS INFORMATISES

Les informations concernant les opérateurs économiques et enregistrées sur la plateforme Alsace Marchés Publics ne sont transmises qu'aux personnes physiques ou morales qui sont expressément habilitées à les connaître.

Tout opérateur économique peut demander la communication des informations le concernant auprès du prestataire chargé de l'hébergement et de la maintenance de la plateforme, et les faire rectifier le cas échéant, conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

8 - LOI ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La loi applicable est la loi française. Toute difficulté relative à l'application de la présente charte sera soumise, à défaut d'accord amiable préalable, aux tribunaux de Strasbourg, quel que soit le lieu d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics. Cette clause s'applique même en cas de référé, de pluralité de défendeurs, ou d'appel en garantie.

9 - CLAUSES FINALES

L'approbation et la signature de la convention d'adhésion implique de la part de l'entité l'acceptation de la présente charte d'utilisation de la plateforme Alsace Marchés Publics, dans l'intégralité de ses dispositions.

Les membres du groupement de commande approuvent la présente convention par la conclusion de la convention constitutive du groupement à laquelle la présente charte est annexée.

Toute modification aux présentes conditions d'utilisation fera l'objet d'une information et d'une notification aux entités par les membres du groupement.

Si une ou plusieurs dispositions des présentes conditions sont déclarées nulles ou caduques par application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision judiciaire ou administrative définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions continueront de s'appliquer.

Je soussigné (nom-prénom) .....,
représentant (nom de l'entité).....
déclare avoir pris connaissance des dispositions de la charte d'utilisation.

Fait à .....
Le .....
Signature

Alsace Marchés Publics
Plateforme mutualisée

ALSACE
Collectivité européenne

Place du Quartier Blanc
F-67964 Strasbourg cedex 9

N° d'enregistrement :

Objet de la convention :
Modalités et conditions d'utilisation de la plate-forme mutualisée Alsace Marchés Publics

CONVENTION D'ADHESION

Date de signature :

Date de notification :

Nom et siège social ou cachet du contractant :

Convention passée en exécution de la délibération du Conseil d'Alsace n° CP-2021-6-8-11 du 31 mai 2021

Service chargé du suivi du dossier : Service SI et Exécution à la Direction des achats et de la commande publique :

Courriel : alsacemarchespublics@alsace.eu
Téléphone : 03/69/49/39/10 (numéro unique)

CONVENTION D'ADHESION

ENTRE

La Collectivité européenne d'Alsace, dont le siège est sis Place du Quartier Blanc à Strasbourg, représentée par Monsieur le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement de commandes constitué en application de la délibération n° CP-2021-6-8-11 du 31 mai 2021,

Dénommé « la CeA »,

d'une part,

ET

La ……., dont le siège est sis ……., à ……., représenté(e) par Monsieur, Madame le Maire/ Président(e),

Dénommée « l'adhérent »,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

La plateforme dénommée « Alsace Marchés Publics » est un profil d'acheteur mutualisé (article L. 2132-2 Code de la commande publique) géré par les cinq collectivités fondatrices suivantes :

- Collectivité européenne d'Alsace,
- Ville de Strasbourg,
- Ville de Mulhouse,
- Eurométropole de Strasbourg,
- Mulhouse Alsace Agglomération.

La présente convention a pour objet de fixer les règles d'utilisation de ce profil d'acheteur par toute entité adhérente.

ARTICLE 2 – MANDAT CONFIE A LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE :

Les membres fondateurs figurant à l'article 1er de la présente convention ont confié, par délibérations respectives de leurs assemblées délibérantes à la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement de commandes, mandat pour approuver et signer la présente convention en leur nom et pour leur compte.

Pour ce qui concerne les formalités d'adhésion, la Collectivité européenne d'Alsace sera l'unique interlocuteur du nouvel adhérent.

ARTICLE 3 – UTILISATION DE LA PLATEFORME ALSACE MARCHES PUBLICS :

3.1. Services disponibles.

Les services disponibles sont décrits à l'article 2 de la charte d'utilisation annexée à la présente convention.

L'adhérent s'engage à limiter son intervention sur l'outil à l'utilisation des services suscités sans y apporter de modifications d'aucune sorte.

3.2. Modalités d'utilisation.

La charte d'utilisation de l'outil, annexée à la présente convention, devra être scrupuleusement respectée. Son non-respect pourra entraîner la suspension immédiate de l'utilisation des services offerts par l'intermédiaire de la présente convention et pourra avoir pour conséquence une exclusion définitive conformément aux dispositions de l'article 6.

En outre, en cas de préjudice subi par l'un des membres fondateurs, un autre adhérent, le prestataire de services ou un tiers du fait du non-respect des règles édictées dans la charte d'utilisation, la responsabilité de l'adhérent signataire de la présente convention pourra être engagée.

3.3. Interlocuteurs.

En dehors des formalités d'adhésion telles que définies à l'article 2 de la présente convention, tout adhérent à la plate-forme s'adressera directement :

- Pour les problèmes techniques de fonctionnement de l'outil, à la société ATEXO en utilisant exclusivement le numéro de hotline ou tout autre moyen mis à la disposition par le prestataire ;

- Pour toute autre question, au Service SI et Exécution (Direction des achats et de la commande publique) de la Collectivité européenne d'Alsace ;

- Pour les établissements publics :
  - Pour les problèmes techniques de fonctionnement de l'outil, à la société ATEXO en utilisant exclusivement le numéro de hotline ou tout autre moyen mis à la disposition par le prestataire,
  - Pour toute autre question, à leur membre fondateur de rattachement

Pour les sessions de formation, celles-ci seront organisées par territoire. Tout adhérent en sera informé afin qu'il puisse s'inscrire.

3.4. Coût.

Les fonctionnalités disponibles sur le profil « Alsace Marchés Publics » à la date de signature de la présente convention sont utilisables par l'adhérent **à titre gratuit**.

L'adhérent ne dispose d'aucun droit d'aucune sorte sur le profil d'acheteur en dehors de la faculté d'utiliser l'outil dans les limites définies dans la présente convention.

La création d'une structure de portage dédiée de la plateforme ou la mise en œuvre de fonctionnalités nouvelles bénéficiant à l'adhérent entraînant un coût pourra nécessiter le paiement, par l'adhérent d'un droit d'utilisation. Si cela était le cas, la faculté d'utilisation ou tout autre droit sur des fonctionnalités nouvelles donnera lieu à la signature d'une nouvelle convention.

ARTICLE 4 – EVOLUTIONS :

L'adhérent n'aura aucun droit quant aux évolutions et au devenir de la plateforme, qui sont laissées à l'appréciation des membres fondateurs visés à l'article 1.

L'adhérent ne pourra en aucun cas contester auprès des membres fondateurs les éventuelles évolutions de la plateforme ainsi que, le cas échéant, sa fermeture.

En cas d'évolutions entrainant des coûts supplémentaires pour les membres fondateurs, la présente convention pourra être modifiée dans les conditions prévues à l'article 8 ou résiliée sans indemnité d'aucune sorte pour l'adhérent dans les conditions définies à l'article 11.

ARTICLE 5 – CLAUSES D'ENTREE ET DE SORTIE :

5.1. Clause d'entrée.

La plateforme Alsace Marchés publics ne pourra être utilisée par l'adhérent qu'une fois que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Il appartient à l'adhérent d'effectuer, sous sa responsabilité, les vérifications nécessaires pour assurer la compatibilité technique de son système d'information avec l'outil. Il fournira l'ensemble des coordonnées nécessaires à la Collectivité européenne d'Alsace et notamment celle du contact qu'il aura préalablement identifié au sein de sa structure. L'adhérent est responsable de la gestion de ses procédures.

La Collectivité européenne d'Alsace délivrera à l'adhérent les indications nécessaires pour lui permettre d'accéder au profil d'acheteur « Alsace Marchés Publics » et notamment les codes et profil d'utilisateur.

5.2. Clause de sortie.

Dans les hypothèses évoquées aux articles 6, 8 et 11, la fin de la présente convention pour quelque raison que ce soit entraîne la mise en œuvre des dispositions suivantes :

Dans l'hypothèse où un adhérent ne souhaite plus utiliser la plateforme, il devra en référer à la Collectivité européenne d'Alsace, coordonnateur du groupement par courrier en recommandé avec accusé de réception.

La Collectivité européenne d'Alsace, en tant que coordonnateur, devra informer la société gestionnaire de la plateforme de tout départ d'adhérents afin que cette dernière fasse le nécessaire sur la plateforme.

ARTICLE 6 – CLAUSE D'EXCLUSION :

Le non-respect des règles d'accès et d'utilisation de la plateforme prévue par la présente convention et par les dispositions de la charte utilisateurs peut entraîner la suspension immédiate de l'utilisation des services offerts à l'utilisateur comme indiqué à l'article 3.2 de la présente convention.

Il peut également avoir pour conséquence une exclusion définitive qui implique la résiliation unilatérale de la présente convention d'adhésion par le groupement, représenté par son coordonnateur.

La Collectivité européenne d'Alsace informera l'adhérent des motifs pour lesquels son exclusion pourra être prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'adhérent présentera par courrier ses remarques et observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception du courrier transmis par la Collectivité européenne d'Alsace.

Une décision définitive de résiliation de la convention pour cause d'exclusion lui sera alors notifiée.

Comme indiqué à l'article 3 de la charte d'utilisation, si cette décision notifie l'exclusion de l'entité, la résiliation de la convention entraînera la suppression du compte « utilisateur » de l'entité. L'entité bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant

d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver l'ensemble des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Cette exclusion n'entraîne le versement d'aucune indemnité d'aucune sorte à l'entité de la part des membres du groupement.

En cas de préjudice subi en raison des faits ayant entrainé l'exclusion du membre, ce dernier pourra voir sa responsabilité engagée.

ARTICLE 7– CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE :

En aucun cas, les membres fondateurs ne pourront voir leur responsabilité engagée pour un quelconque motif tiré de l'utilisation de la plateforme, et notamment :

- du fait d'un dysfonctionnement quelconque de cette dernière,
- du fait des documents, informations ou tous autres échanges intervenus du fait de l'utilisation de la plateforme par l'adhérent

Si un utilisateur constate un dysfonctionnement technique sur l'outil, il en informera directement la société gestionnaire de la plateforme et préviendra, en parallèle, son contact tel qu'il a été défini par les dispositions de l'article 3.3.

ARTICLE 8 - MODIFICATION

En cas d'acquisition de nouvelles fonctionnalités avant la fin de la présente convention entrainant un coût supplémentaire pour les membres fondateurs, ceux-ci pourront proposer à l'adhérent un avenant à la présente convention ou la résiliation de celle-ci.

Cet avenant permettra de formaliser les nouvelles obligations liées à l'utilisation des fonctionnalités, ainsi que le coût supplémentaire qu'elles engendrent, le cas échéant.

Si les deux parties ne peuvent se mettre d'accord sur les nouvelles dispositions contractuelles consécutives aux évolutions techniques de l'outil, la présente convention sera résiliée sans que celle-ci puisse donner lieu au versement d'indemnité d'aucune sorte à l'adhérent. Cette résiliation sera notifiée par courrier avec accusé de réception à l'adhérent.

Celui-ci bénéficiera du service de la plate-forme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plateforme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver les consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa date de notification. Le commencement d'utilisation de l'outil aura lieu selon les modalités fixées à l'article 5.1 de la présente convention.

La durée de la convention est prévue jusqu'au 31/01/2024.
Ce délai pourra être prolongé par décision expresse de la Collectivité européenne d'Alsace pour une période de deux ans reconductible une fois, sans qu'il soit nécessaire de formaliser cette prolongation par avenant.

ARTICLE 10 – CONTESTATIONS OU LITIGES :

Les contestations ou litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 11 – CAS DE RESILIATION

11.1. Résiliation pour une cause externe aux signataires de la convention.

En cas de cause externe et notamment, de résiliation du marché liant la Collectivité européenne d'Alsace à la société hébergeant la plateforme, la résiliation de la présente convention pourra être prononcée.

Dans ce cas, l'adhérent bénéficiera du service de la plateforme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plate-forme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'effectuer l'archivage des consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Aucune indemnité d'aucune sorte ne sera due.

11.2. Résiliation pour faute de l'adhérent ou à la demande de celui-ci.

La présente convention pourra être résiliée pour faute de l'adhérent conformément aux stipulations de l'article 6 du présent contrat en cas d'exclusion.

L'adhérent pourra aussi demander la résiliation de la présente convention pour tout autre motif. Dans ce cas, il devra adresser un courrier envoyé avec accusé de réception à la Collectivité européenne d'Alsace, au moins un mois avant la date de résiliation souhaitée.

Dans les deux cas, aucune indemnité d'aucune sorte ne sera due.

11.3. Résiliation du fait de la Collectivité européenne d'Alsace.

Outre les cas prévus aux articles 6 et 8, la Collectivité européenne d'Alsace peut résilier la présente convention pour quelque motif que ce soit, sans qu'aucune indemnité d'aucune sorte ne soit due à l'adhérent.

Dans ce cas, l'adhérent bénéficiera du service de la plateforme jusqu'à la date limite de remise des offres de la procédure la plus longue mise en ligne sur la plateforme au moment de la décision d'exclusion, assorti d'un délai de 7 jours francs supplémentaires lui permettant d'ouvrir les offres électroniques reçues relativement à cette procédure et d'archiver les consultations. A l'expiration de ce délai, toute utilisation de l'outil lui sera interdite.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace

Le Président,

Pour l'adhérent,

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Œuvre Notre-Dame - Convention entre la Fondation et la Fabrique de la cathédrale relative à l'exploitation du dispositif de sécurité incendie à la cathédrale de Strasbourg.

Numéro V-2023-151

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est une fondation de droit local, administrée par la ville de Strasbourg dont le statut actuel est défini par l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII. L'article 1 de cet arrêté précise que les biens et revenus de cette fondation sont spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la Cathédrale Notre-Dame. La Fondation étant une personne morale distincte de la Ville, elle dispose de son propre budget dont la principale ressource est l'exploitation du circuit de visite touristique conduisant à la plateforme de la cathédrale.

Dans le cadre des évolutions et adaptations permanentes en termes de gestion de la cathédrale de Strasbourg, notamment sur la dimension sécuritaire, il s'avère nécessaire de procéder à l'extension de la plage horaire de fonctionnement du PC sécurité de l'édifice. L'exploitation du PC sécurité relève de la Fabrique de la cathédrale et la plage de fin de service devra être portée de 18h à 20h pendant la période allant du 1er avril au 30 septembre et de 18h à 19h pendant la durée du marché de Noël.

Ces nouvelles dispositions sont favorables à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame puisque même s'il apparait un coût supplémentaire pour l'OND évalué annuellement à 10 000 €, elles permettent de préserver les recettes d'exploitation de la plateforme arrêtées à 1,4 M € au BP 2023.

La convention annexée à la présente délibération précise les conditions de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, à savoir les modalités de présence du personnel de la Fabrique de la cathédrale pour assurer la gestion du PC sécurité et les modalités d'indemnisation, par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, de la Fabrique des frais avancés par cette dernière.

La Fabrique de la cathédrale est l'établissement public chargé de veiller à l'entretien des parties de la cathédrale liées au culte et d'administrer les biens et revenus affectés à l'exercice à ce dernier, en réglant les dépenses et en assurant les moyens d'y pourvoir.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les termes de la convention de partenariat entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et la Fabrique de la cathédrale relative à l'exploitation du dispositif de sécurité incendie à la cathédrale de Strasbourg, annexée à la présente délibération,

décide

l'imputation des dépenses évaluées à 10 000 € annuellement pour 2023 sur la ligne HP05H 6282 du budget de l'Œuvre Notre-Dame,

autorise

la Maire, administratrice de l'Œuvre Notre-Dame, ou son-sa représentant-e, à signer la convention et à accomplir tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-153536-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE A LA GESTION DU PC SÉCURITÉ DE LA CATHÉDRALE DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION DE LA PLATEFORME TOURISTIQUE

Entre

La FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME, sise au 3, Place du Château à Strasbourg (67000) représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de la Ville de Strasbourg agissant en qualité d'Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, elle-même autorisée à signer la présente convention, en application de la délibération du conseil municipal de Strasbourg du 4 juillet 2020.

Et

LA FABRIQUE DE LA CATHEDRALE, sise 16 rue brûlée à 67081 Strasbourg cedex, représentée par Monsieur Didier MUNTZINGER, archiprêtre de la Cathédrale.

Il a été convenu ce qui suit :

I - Préambule

Il apparait que les conditions d'exploitation actuelles de la cathédrale de Strasbourg ne respectent pas l'article MS 66 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP). En effet, il a été fait le constat du décalage des heures de présence de la Fabrique et des heures d'ouverture de la plateforme en période estivale ; la Fabrique est présente jusqu'à 18h00 et la plateforme fermant à 20h du 1er avril au 30 septembre et à 19h pendant la période du marché de noël.
Deux solutions sont envisageables :

- Alignement des horaires entre les deux entités
- Présence d'un agent SSIAP, en surveillance du SSI, jusqu'à la fermeture de la plateforme

Compte tenu d'une part des pertes de recettes liées à une réduction des périodes d'ouverture de la plateforme et d'autre part des incidences défavorables en termes de sécurité en cas de réduction des plages d'ouverture de la plateforme, la Fabrique accepte de laisser un agent SSIAP en surveillance du SSI jusqu'à fermeture de la plateforme.

La présente convention précise les conditions de mise en œuvre de cet accord.

II - Moyens mis en oeuvre

les partenaires prennent les dispositions suivantes :

II.1 Pour la Fabrique de la Cathédrale :

Dans le cadre de ses missions de gestion de la sécurité incendie et plus particulièrement de l'exploitation et de la surveillance permanente du PC sécurité de la cathédrale, elle assure une présence devant le SSI par un agent qualifié et habilité au-delà des heures habituelles et nécessaires à ses propres besoins.

Les horaires de présence de cet agent vont de 18h00 à 20h00 habituellement sur la période allant du 1er avril au 30 septembre et de 18h00 à 19h00 pendant la période du marché de noël. Par ailleurs, actuellement, les dimanches les horaires vont de 19h30 à 20h et les samedis de 19h00 à 20h00.
Ces horaires peuvent être aménagés dans le cadre d'un dialogue entre les deux parties dont les termes sont formalisés par un document écrit (y compris par mail).
En cas d'évolution des conditions d'exploitation,

- Pour un changement permanent, l'OND fournira par écrit (y compris par mail) les nouveaux horaires à la Fabrique au moins 20 jours calendaires avant prise d'effet ;
- Pour un changement ponctuel,
    - Prolongation des plages horaires dans le cadre d'évènements ou opérations particulières, etc…
    - Réduction des plages horaires pour répondre à des demandes exceptionnelles, etc…

  Ces aménagements ponctuels feront l'objet d'une demande écrite (y compris par mail) préalable au moins 15 jours calendaires avant prise d'effet.

II.2 Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame :

Elle indemnise la Fabrique pour le temps passé à hauteur d'un montant fixé au 20 mars 2023 à 30 euros par heure, exonéré de TVA.
Cette indemnité n'est pas due en cas d'ouverture de la cathédrale pour ses propres besoins, indépendamment du fonctionnement de la plateforme.
En cas de fermeture de la plateforme, l'indemnité est due si la Fabrique n'a pas été prévenue suffisamment tôt pour organiser le planning du personnel SSIAP. C'est en ce sens que les modifications sollicitées par l'OND doivent respecter un préavis de 15 jours.

Le prix est révisé annuellement, sur la base de l'Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) − CPF 80.10 − Services de sécurité privée publié trimestriellement par l'INSEE.
Lien pour accéder à l'indice : https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546340#Tableau

La révision est effectuée annuellement au 1er janvier sur la base du dernier indice connu.
La dernière valeur actuellement connue de l'indice est fixée provisoirement à 103,5 pour le trimestre T3 de 2022.

III Durée de la convention et résiliation :

La présente convention est fixée pour une durée d'une année à compter de la date de sa signature. Au-delà, elle sera reconduite tacitement, par périodes annuelles, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.
Il pourra être mis fin à la convention par lettre recommandée avec AR envoyée 3 mois avant l'échéance de la période en cours.

IV Litiges

Tous les litiges auxquels pourrait donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le ……

En deux exemplaires,

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, Son Administratrice	Pour la Fabrique de la cathédrale, L'archiprêtre de la Cathédrale

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Restauration de la salle des administrateurs du Musée de l'Œuvre Notre-Dame, Arts du Moyen Âge : convention de mécénat.

Numéro V-2023-156

Dans le cadre de la stratégie de mécénat mise en place par les Musées de la ville de Strasbourg, un soutien financier, en compétence ou en nature, peut être proposé aux musées par des particuliers, entreprises privées ou fondations pour l'enrichissement, la restauration ou la valorisation des collections, notamment dans le cadre des expositions ou restauration d'œuvres.

Située au 1er étage de l'aile Renaissance de la maison de l'Œuvre, la salle des Administrateurs accueillait le Conseil et les délibérations des administrateurs de l'Œuvre Notre-Dame. La salle s'ouvre sur une chambre forte où étaient conservés les fonds collectés pour la construction de la cathédrale et les archives de la Fondation. Il s'agissait aussi d'un lieu solennel où le receveur rendait compte de sa gestion devant les délégués du Magistrat de la Ville. Elle est intégrée au parcours du musée depuis sa fondation.

La salle est ornée de boiseries marquetées de style Renaissance et d'un plafond à caissons datant de la fin du XVIe ou du début du XVIIe siècle.
Son état de conservation et son authenticité en font l'unique exemple de salle à boiseries Renaissance intégralement conservée à Strasbourg.
Mais aujourd'hui, un encrassement très important s'observe sur le registre supérieur de la boiserie et sur le plafond, masquant les nuances des différentes essences de bois.
La restauration de l'ensemble des boiseries est envisagée, sous le contrôle de la Conservation régionale des Monuments Historiques (salle classée MH). Elle permettra de retrouver les différentes nuances et d'harmoniser l'ensemble, ainsi que de refixer les placages soulevés.

La Société des Amis des Arts et des Musées de Strasbourg (SAAMS) ainsi que le Crédit Mutuel ont souhaité apporter leur soutien financier à ce projet à hauteur de 25 000 € pour chaque partenaire.

Cette action s'inscrit dans le cadre du mécénat tel que défini à l'article 6 de la loi sur le mécénat du 1er août 2003, codifié à l'article 238 bis du Code général des impôts.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la conclusion au titre des musées de la convention jointe en annexe entre la Ville et la Société des Amis des Arts et des Musées de Strasbourg (SAAMS) et le Crédit Mutuel dans le cadre de la restauration de la salle des administrateurs du musée de l'Œuvre Notre-Dame, à hauteur de 50 000 € au total,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à accomplir tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155691-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION DE MECENAT

Entre

D'une part,

La Société des Amis des Arts et des Musées de Strasbourg (SAAMS)
Association de droit local, inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg – Vol.I – Folio n° 74
20 rue des Serruriers, 67000 Strasbourg,
Représentée par Bertrand GILLIG, président.

ci-après dénommée « SAAMS »

et

La **Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,**
Association de droit local inscrite au Registre des Associations de Strasbourg (VOL. n°5 FOL. n°25).
Dont le siège est situé au sis 4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg.
Représentée par M. Eric PETITGAND, Directeur Général Adjoint

ci-après dénommés ensemble « les Mécènes »

Et

D'autre part,

La Ville de Strasbourg (Musées de la Ville de Strasbourg)
Dont le siège est situé au 1 parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX,
Représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du 20 mars 2023 du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg

Ci-après dénommée "MVS",

ci-après dénommés collectivement les « Parties ».

Vu la loi n°2003-79 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment les dispositions codifiées à l'article 238 bis du code général des impôts ;
Vu l'article L.2242-1 du Code général des collectivités territoriales

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Dans le cadre de la rénovation de la salle des administrateurs de la Maison de l'Œuvre Notre-Dame (Strasbourg), les Musées de la Ville de Strasbourg (MVS) vont faire restaurer les boiseries de cette salle par un restaurateur qualifié placé sous l'autorité et le contrôle scientifique de Mme Cécile DUPEUX, conservatrice du Musée de l'Œuvre Notre-Dame.

La SAAMS et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe souhaitent contribuer à cette restauration et apporter leurs concours financiers aux MVS à hauteur de **25 000 € nets (vingt-cinq mille euros) chacun** compte tenu de l'estimation du montant des travaux de restauration projetés.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention et ne saurait en être dissocié.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention (ci-après la « Convention ») a pour objet de préciser les engagements respectifs des Parties dans le cadre du mécénat en numéraire effectué par les Mécènes.

La présente convention définit :
- les modalités du soutien apporté par les Mécènes aux MVS pour parvenir à mettre en œuvre le projet de restauration décrit dans le Préambule ci-dessus ;
- les modalités de valorisation des contreparties consenties par le Bénéficiaire.

Article 2 : Apport de la SAAMS et de la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe

La SAAMS et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe s'engagent à verser respectivement la somme de **25 000 euros nets (vingt-cinq mille euros)** à la Ville de Strasbourg pour financer cette restauration.

Ces versements seront versés par la SAAMS et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe aux MVS au plus tard le 30 juin 2023.

La présente convention faisant foi de facture, les versements du mécénat consentis s'effectueront par virements bancaires, sur présentation du RIB de la Ville de Strasbourg.

Conformément aux dispositions de l'article 238 bis du Code général des impôts, un reçu de déductibilité fiscale sera adressé par les MVS à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe sur simple demande de ces derniers dès le versement du don.

Article 2 bis – Obligation déclarative des Mécènes

En application du 6 de l'article 238 bis du code général des impôts, le Mécène qui effectue au cours d'un exercice fiscal plus de 10 000 euros de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue au même article, doit déclarer par voie électronique à

l'administration fiscale, à l'aide du formulaire n° 2069-RCI-SD, le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des différents bénéficiaires ainsi que le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie.

La valeur des biens et services reçus en contrepartie à déclarer par les Mécènes est précisée à l'article 3.2 de la présente convention.

Article 3 : Apports des MVS

Dans le respect des principes et instructions fiscales qui gouvernent l'octroi de contreparties par les MVS à ses mécènes, et en particulier dans le respect d'une disproportion marquée entre la valeur du don et celle desdites contreparties, il est prévu que les MVS prennent les engagements suivants, dès l'entrée en vigueur de la convention et pendant toute la durée de celle-ci.

▪ 3.1. Communication

Pendant toute la durée de la présente convention, les MVS s'engagent à faire mention du partenariat avec la SAAMS et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe sur tous les supports de communication, de médiation et de signalétique liés au projet décrit dans le Préambule ci-dessus, avec la mention « Restauration rendue possible grâce au mécénat de la SAAMS et du Crédit Mutuel ». Les supports concernés sont (liste non exhaustive) :

- cartel de la salle des administrateurs ;
- pages du site internet des MVS (« www.musees.strasbourg.eu ») et du portail des collections des MVS (« https://musees-strasbourg.skin-web.org/ ») consacrées au Musée de l'Œuvre Notre-Dame et à ses collections ;
- communiqué et dossier de presse mentionnant cette restauration ;
- toute publication des Éditions des Musées de la Ville où cette restauration figurera.

La salle des administrateurs, qui sera rénovée en 2023, faisant partie du parcours de la prochaine exposition du Musée de l'Œuvre Notre-Dame prévue de février à mai 2024 sur la thématique de « Strasbourg 1600 », il est entendu que le soutien de la SAAMS et de la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe en faveur de cette restauration figurera dans le dossier de presse, le catalogue et les supports de médiation de l'exposition, dès lors que la salle des administrateurs sera mentionnée.

Les MVS mentionneront la SAAMS et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe parmi leurs mécènes sur les supports qu'ils seraient amenés à utiliser pour promouvoir de façon générale leur politique de mécénat.

Les MVS feront les meilleurs efforts pour faire figurer les logos de la SAAMS et de la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe dans une taille suffisante, compte tenu des contraintes internes des musées et des impératifs d'efficacité des supports sur lesquels il figurera.

Il est entendu que la SAAMS et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe devront approuver préalablement toute utilisation de leurs logos par les MVS.

Le Bénéficiaire autorise les Mécènes à évoquer leur action de soutien dans leur propre communication institutionnelle et communication interne, sur tous supports, sous réserve que les différentes mentions relatives à ce soutien lui soient soumises pour accord.

- **3.2 Contreparties**

3-2-1 Octroi de contreparties

En contrepartie de son soutien, les MVS accordent à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe :

- 100 (cent) billets d'entrée dans les Musées de la Ville de Strasbourg (valorisation : 7,5€/unité) et 60 (soixante) billets d'accès à la plateforme de la cathédrale de Strasbourg (valorisation : 8€/unité),

- Deux visites guidées du Musée de l'Œuvre Notre-Dame, en dehors des horaires d'ouverture du musée (dates à déterminer en fonction du planning du musée) pour 25 à 50 personnes maximum par visite (valorisation : 1 500€/visite).

En complément, les MVS accordent à la SAAMS :

- Deux visites guidées du Musée de l'Œuvre Notre-Dame, en dehors des horaires d'ouverture du musée (dates à déterminer en fonction du planning du musée) pour 25 à 50 personnes maximum par visite (valorisation : 1 500€/visite).

3-2-2 Valorisation des contreparties

Chaque contrepartie octroyée fait l'objet d'une valorisation par les MVS.

En matière de communication mentionnée au 3-1 et conformément à la doctrine fiscale, la contrepartie est valorisée 2 000€ nets (deux mille euros) par mécène.

L'ensemble de ces contreparties y compris en matière de communication sont accordées dans la limite d'un plafond de 25 % de l'apport de chaque mécène, soit dans la limite de 6 250€ nets (six mille deux cent cinquante) par mécène.

3-2-3 Utilisation des contreparties

Lorsque la SAAMS et/ou la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe leur en font la demande, les MVS leur font parvenir un état des contreparties consommées et de celles qui restent à consommer.

La durée de consommation par le mécène des contreparties octroyées par les MVS ne peut excéder 6 (six) mois suivant la fin de la présente convention.

- **3.3 Utilisation de Photographies**

Pendant la durée de la présente convention, les Mécènes pourront librement utiliser dans leur communication, exclusivement réservée à l'opération de mécénat, des photographies des

MVS et/ou des œuvres qu'ils contiennent ou qui leur ont été prêtées par des tiers, et dont les droits appartiennent aux MVS. Ces images seront choisies d'un commun accord avec le service communication des MVS.

Cette utilisation est strictement limitée à la communication institutionnelle des Mécènes relative au mécénat objet de la présente convention. Sont exclusivement considérés comme relevant de la communication institutionnelle : les rapports d'activités, les lettres internes, les documents destinés à l'affichage interne, les annuaires, les journaux internes, les cartons d'invitation à une visite privée des MVS, le site Internet de la société, l'Intranet de la société, les cartes de vœux (y compris électroniques), les agendas non commercialisés et les brochures institutionnelles du mécène.

Pour toutes les utilisations ci-dessus énumérées, quel que soit leur objet ou leur support de représentation ou de reproduction, les Mécènes s'engagent à préciser le crédit photographique suivant : © Musées de Strasbourg, nom du Photographe.

Pour chaque utilisation non liée spécifiquement aux opérations de mécénat, les Mécènes devront informer les MVS lorsque les droits des images leur appartiennent, et acquitter les droits photographiques correspondants.

En aucun cas les images des œuvres ne pourront faire l'objet d'une quelconque commercialisation par les Mécènes.

Pour les besoins de sa communication interne, exclusivement réservée à l'opération du présent mécénat, les Mécènes pourront réaliser des photographies et des captations lors des événements organisés par eux. Il est entendu entre les Parties que les Mécènes devront préalablement et sous leur seule responsabilité, obtenir les autorisations nécessaires dans le cadre des prises de vues et des captations.

Article 4 : Suivi

Pour assurer le suivi de la présente Convention, les Parties désignent les interlocuteurs suivants :

- Pour les MVS : Mme Anne BOCOURT, responsable communication des MVS, anne.bocourt@strasbourg.eu

- Pour la SAAMS : M. Bertrand GILLIG, Tél. : 06 03 13 13 35, courriel : gillig.bertrand@orange.fr cc. saams@orange.fr

- Pour la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe : M. Eric DACLIN, 4 Rue Frédéric-Guillaume-Raiffeisen, 67000 Strasbourg, eric.daclin@creditmutuel.fr

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des Parties et prend fin le 31 décembre 2024.

Article 6 : Résiliation

- **6.1 Abandon du Projet**

Dans le cas d'abandon total ou partiel du Projet, la Convention est résiliée de plein droit.

- **6.2 Inexécution des obligations**

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des Parties, de l'une ou des obligations prévues dans la présente Convention, celle-ci est résiliée de plein droit après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de 30 (trente) jours sans préjudice des dommages et intérêts dus en réparation de préjudices pouvant résulter de la défaillance à l'origine de la rupture.

- **6.3 Force majeure**

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des Parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente Convention, la Partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la Convention.
Il est entendu par événements de force majeure, des évènements imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente Convention et telle que définie à l'article 1218 du code civil.

Article 7 : Litige et loi applicable

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient des tribunaux de Strasbourg compétents, après épuisement des voies de règlement amiables.

Fait en trois exemplaires de 6 (six) pages à Strasbourg le XX xxx 2023,

Pour la Ville de Strasbourg **La Maire** **Par délégation**	**Pour la SAAMS**	**Pour la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe**
Mme Anne MISTLER **Adjointe aux arts et aux cultures**	**M. Bertrand GILLIG** **Président**	**M. Eric PETITGAND** **Directeur Général Adjoint**

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution d'une subvention à l'association D-Clic.

Numéro V-2023-237

Il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 8 000 € à un organisateur de manifestations à Strasbourg.

Association D-Clic	**8 000 €**

Organisation de dictées lors des vacances scolaires dans cinq Centres socio-culturels de la ville, avec une grande finale le 24 juin 2023 sur la Place Kléber.

Le projet est d'intervenir dans différents quartiers et d'inviter les habitants à rejoindre le cœur de la ville de Strasbourg à l'occasion de cette grande finale. Par ailleurs, il s'agit de proposer un projet fédérateur à l'échelle des quartiers et notamment lors des congés scolaires de février et d'avril, afin de dynamiser davantage cette période.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de la subvention suivante :

Association D-Clic	*8 000 €*

Le crédit nécessaire pour le mandatement de cette subvention, soit 8 000 €, est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 297 926 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à cette subvention.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155764-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Attribution d’une subvention à un organisateur de manifestations à Strasbourg

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué N-1
ASSOCIATION D-CLIC	Projet	8 500 €	8 000 €	8 000 €

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la licence sportive.

Numéro V-2023-183

La pratique sportive est un vecteur d'inclusion, d'émancipation et de vivre ensemble dans la ville. Elle permet à chacun·e de vivre concrètement la citoyenneté et participe directement au bien-être et à la bonne santé des habitant·e·s. A Strasbourg, les personnes les plus vulnérables cumulent souvent les facteurs de risques sociaux et de santé, ainsi la lutte pour une meilleure équité territoriale est une priorité.

Le coût de la pratique sportive a été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs. Le dispositif de bourse d'aide à la licence sportive vise à lever ce frein et à inciter les jeunes strasbourgeois·e·s à pratiquer le sport en club et ce, quel que soit leur âge, leur genre, leur origine, leur milieu social ou leur capacité physique.

A ce jour 77 associations sportives représentant 72 disciplines différentes se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale « club sport citoyen » permettant d'accueillir les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive. Ces associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrant.e.s aux valeurs de la République et à organiser des actions citoyennes, participant ainsi à la mise en œuvre de la transformation démocratique.

Ainsi, l'aide à la pratique sportive forme la pierre angulaire d'un dispositif global construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain des clubs et de l'accès au sport pour toutes et tous. Ce dispositif participe directement à la prise en compte des enjeux sociaux et démocratiques dans le soutien apporté aux clubs sportifs strasbourgeois.

Les subventions proposées dans la présente délibération s'appliquent pour la saison 2022-2023. Le dispositif d'aide à la licence sportive a fait l'objet d'une demande de soutien financier à hauteur de 60 000 € auprès de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2022-2023

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2022-2023 :
- être âgé-e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,

- s’inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

Le dispositif :

1. sur présentation de l’attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise maximale de 80 € sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire,
2. les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

La présente délibération vise ainsi à financer une troisième et dernière partie des bénéficiaires du dispositif pour la saison sportive 2022-23, soit 510 inscrits portant le total définitif à 2 833 jeunes. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 51 000 €** aux associations sportives suivantes :

Associations	**Disciplines**	**Nombre de bénéficiaires**	**Subvention Proposée**
Académie Européenne des Sports	Ju-jitsu – boxe	4	400 €
AJF Hautepierre	Football	3	300 €
AS 2000	Football	1	100 €
AS Cheminots de Strasbourg	Athlétisme-natation	3	300 €
AS Corona	Boxe	12	1 200 €
AS Electricité de Strasbourg	Tennis	1	100 €
AS Pierrots Vauban	Football	1	100 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	5	500 €
ASL Gendarmerie d’Alsace	Judo-kickboxing	3	300 €
ASL Robertsau	Football-judo-karaté-natation-tennis	15	1 500 €
ASPTT Strasbourg	Athlétisme-badminton-football- judo-handball-natation-taekwondo	58	5 800 €
Association Sportive et	Football	2	200 €

Educative de la Cité de l'Ill			
Association Sportive Strasbourg	Athlétisme-basket-football	10	1 000 €
Association Taekwondo ITF de Strasbourg	Taekwondo	3	300 €
Boxe Française Strasbourg	Boxe	17	1 700 €
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	1	100 €
Cercle Sportif Neuhof	Football	1	100 €
Club Sportif de Hautepierre	Boxe thaï – capoeïra-karaté	5	500 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	8	800 €
FC Kronenbourg Football	Football	6	600 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	2	200 €
Hapkido System	Hapkido	1	100 €
International Meinau Académie	football	42	4 200 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket-football-karaté-taekwondo	14	1 400 €
Karaté Club de la Robertsau	Karaté	1	100 €
La Sportive Neuhof	Gymnastique	4	400 €
Les Libellules Basket Club de Strasbourg	Basket	11	1 100 €
Meinau Boxing Club	Boxe – kickboxing	14	1 400 €
Mixsage	Karaté	2	200 €
Panza Gymnothèque	Boxe-karaté-MMA	156	15 600 €

Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme-basket-judo-karaté-tennis de table	32	3 200 €
Sporting Club Red Star	Football	1	100
Sports et Loisirs Constantia Neudorf	Gymnastique	4	400 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	6	600 €
Strasbourg GRS	Gymnastique	2	200 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe – muay thaï	26	2 600 €
Strasbourg United	Football	3	300 €
Strasbourg Université Club	Football- handball gymnastique- -judo-karaté-volley-ball	18	1 800 €
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	Natation	9	900 €
Union Sportive Egalitaire	Gymnastique	3	300 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives suivantes, pour un montant total de 51 000 € :

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention Proposée***
Académie Européenne des Sports	*Ju-jitsu – boxe*	*4*	*400 €*
AJF Hautepierre	*Football*	*3*	*300 €*
AS 2000	*Football*	*1*	*100 €*

AS Cheminots de Strasbourg	*Athlétisme-natation*	*3*	*300 €*
AS Corona	*Boxe*	*12*	*1 200 €*
AS Electricité de Strasbourg	*Tennis*	*1*	*100 €*
AS Pierrots Vauban	*Football*	*1*	*100 €*
AS Strasbourg Elsau Portugais	*Football*	*5*	*500 €*
ASL Gendarmerie d'Alsace	*Judo-kickboxing*	*3*	*300 €*
ASL Robertsau	*Football-judo-karaté-natation-tennis*	*15*	*1 500 €*
ASPTT Strasbourg	*Athlétisme-badminton-football-handball-judo-natation-taekwondo*	*58*	*5 800 €*
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	*Football*	*2*	*200 €*
Association Sportive Strasbourg	*Athlétisme-basket-football*	*10*	*1 000 €*
Association Taekwondo ITF de Strasbourg	*Taekwondo*	*3*	*300 €*
Boxe Française Strasbourg	*Boxe*	*17*	*1 700 €*
Cercle Sportif Meinau	*Gymnastique*	*1*	*100 €*
Cercle Sportif Neuhof	*Football*	*1*	*100 €*
Club Sportif de Hautepierre	*Boxe thaï – capoeïra-karaté*	*5*	*500 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*8*	*800 €*
FC Kronenbourg Football	*Football*	*6*	*600 €*
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	*Football*	*2*	*200 €*
Hapkido System	*Hapkido*	*1*	*100 €*
International Meinau Académie	*football*	*42*	*4 200 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Basket-football-karaté-taekwondo*	*14*	*1 400 €*
Karaté Club de la Robertsau	*Karaté*	*1*	*100 €*
La Sportive Neuhof	*Gymnastique*	*4*	*400 €*

Les Libellules Basket Club de Strasbourg	*Basket*	*11*	*1 100 €*
Meinau Boxing Club	*Boxe – kickboxing*	*14*	*1 400 €*
Mixsage	*Karaté*	*2*	*200 €*
Panza Gymnothèque	*Boxe-karaté-MMA*	*156*	*15 600 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Athlétisme-basket-judo-karaté-tennis de table*	*32*	*3 200 €*
Sporting Club Red Star	*Football*	*1*	*100*
Sports et Loisirs Constantia Neudorf	*Gymnastique*	*4*	*400 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*Rugby*	*6*	*600 €*
Strasbourg GRS	*Gymnastique*	*2*	*200 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*Boxe – muay thaï*	*26*	*2 600 €*
Strasbourg United	*Football*	*3*	*300 €*
Strasbourg Université Club	*Football-gymnastique-handball-judo-karaté-volley-ball*	*18*	*1 800 €*
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	*Natation*	*9*	*900 €*
Union Sportive Egalitaire	*Gymnastique*	*3*	*300 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 322 / 65748 /8092 / SJ03B du Budget Primitif 2023,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral

le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155573-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Conseil municipal du 20 mars 2023

Subventions Bourses d'aide à la licence sportive

3e et dernier versement au titre de la saison sportive 2022-2023

Montant total 51 000 €

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2022/2023	Montant total versé saison sportive 2021/2022
Académie Européenne des Sports	Boxe - jujitsu	4	400 €	5 400 €	-
AJF Hautepierre	Football	3	300 €	1 500 €	2 200 €
AS 2000	Football	1	100 €	2 700 €	-
AS Cheminots de Strasbourg	Athlétisme-natation	3	300 €	3 300 €	2 400 €
AS Corona	Boxe anglaise	12	1 200 €	7 100 €	2 900 €
AS Electricité de Strasbourg	Tennis	1	100 €	1 900 €	600 €
AS Pierrots Vauban	Football	1	100 €	4 500 €	4 400 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	5	500 €	6 300 €	6 200 €
ASL Gendarmerie d'Alsace	Judo-kickboxing	3	300 €	1 400 €	1 000 €
ASL Robertsau	Football-judo-karaté-natation-tennis	15	1 500 €	1 500 €	-
ASPTT Strasbourg	Athlétisme-badminton-football--handball judo – natation-taekwondo	58	5 800 €	28 400 €	21 400 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Football	2	200 €	7 400 €	8 300 €
Association Sportive Strasbourg	Athlétisme-basket-football	10	1 000 €	9 600 €	8 300 €
Association Taekwondo ITF de Strasbourg	Taekwondo	3	300 €	300 €	-
Boxe Française Strasbourg	Boxe	17	1 700 €	1 700 €	-
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	1	100 €	5 500 €	3 900 €

Cercle Sportif Neuhof	Football	1	100 €	2 400 €	1 900 €
Club Sportif de Hautepierre	Boxe thaï – capoeïra-karaté	5	500 €	500 €	400 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	8	800 €	12 400 €	11 600 €
FC Kronenbourg Football	Football	6	600 €	5 500 €	6 200 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	2	200 €	6 800 €	13 100 €
Hapkido System	Hapkido	1	100 €	1 700 €	1 100 €
International Meinau Académie	Football	42	4 200 €	17 000 €	12 900 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket- football-karaté-taekwondo	14	1 400 €	17 500 €	12 300 €
Karaté Club de la Robertsau	Karaté	1	100 €	700 €	-
La Sportive Neuhof	Gymnastique	4	400 €	5 700 €	3 800 €
Les Libellules Basket Club de Strasbourg	Basket	11	1 100 €	5 800 €	7 700 €
Meinau Boxing Club	Boxe thaï	14	1 400 €	6 000 €	5 000 €
Mixsage	Karaté	2	200 €	1 900 €	4 700 €
Panza Gymnothèque	Boxe-karaté-MMA	156	15 600 €	15 600 €	4 400 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme-basket-judo-karaté-tennis de table	32	3 200 €	14 400 €	7 900 €
Sporting Club Red Star	Football	1	100 €	1 700 €	4 700 €
Sports et Loisirs Constantia Neudorf	Gymnastique	4	400 €	400 €	-
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	6	600 €	2 500 €	1 500 €
Strasbourg GRS	Gymnastique rythmique	2	200 €	3 500 €	4 000 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe-Muay Thaï	26	2 600 €	4 800 €	2 800 €
Strasbourg United	Football	3	300 €	2 400 €	1 200 €
Strasbourg Université Club	Football-gymnastique-handball-judo-	18	1 800 €	7 900 €	3 600 €

	karaté- volley ball				
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	Natation	9	900 €	10 200 €	7 200 €
Union Sportive Egalitaire	Football- gymnastique	3	300 €	2 400 €	700 €

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°52

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la licence sportive.

Pour **56**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Versement de subventions aux associations sportives de territoire.

Numéro V-2023-184

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville réaffirme son soutien aux acteurs associatifs locaux qui œuvrent au quotidien pour le bien-être, la santé, l'éducation, la citoyenneté et le lien social des Strasbourgeois.

Les dispositifs de subvention aux associations sportives intègrent progressivement les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par la ville de Strasbourg. Le dialogue de gestion mené avec les principaux acteurs du sport (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) permet une meilleure prise en compte de ces dimensions dans les activités développées.

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de 125 163 € aux associations sportives listées ci-après.

1. Versement des soldes de subventions aux clubs de performance - sports collectifs - Saison sportive 2022-2023

Pour accompagner les clubs de performance dans leur parcours et les aider à faire face aux lourdes dépenses engendrées dans la saison sportive (frais de déplacement, d'hébergement, recrutement des entraîneurs et joueurs, etc.), il est proposé de verser aux clubs le solde de l'aide financière octroyée pour la saison en cours, soit un montant total de 33 000 € réparti comme suit :

ASPTT Strasbourg soutien aux activités de handball féminin => N1 : 11 400 € soutien aux activités de badminton => Top 12 : 6 400 €	**17 800 €**
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure soutien aux activités de handibasket => Nat B	**5 000 €**
Neuhof Futsal soutien aux activités de futsal => D2	**1 000 €**

Strasbourg Alsace Rugby soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 3	**1 000 €**
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 € soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 2 400 €	**4 800 €**
Volley-Ball Club Strasbourg soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 € soutien aux activités de volley féminin => N3 : 1 000 €	**3 400 €**

2. Soutien aux activités et projets des clubs de territoire

Ce soutien constitue le principal levier de financement des clubs amateurs strasbourgeois. Les montants de subvention sont déterminés, en collaboration avec l'Office des Sports, à partir de 4 critères : le nombre de licenciés, le niveau de compétition, la qualification de l'encadrement sportif et le volume horaire d'occupation des stades et gymnases. En complément de la délibération du Conseil municipal du 30 janvier 2023, il s'agit d'accorder une subvention générale de fonctionnement à trois derniers clubs pour la saison sportive 2022-2023, pour un montant total de 34 663 € réparti comme suit :

AS Pierrots Vauban Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023	8 344 €
Club des Sports de Glace Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023	14 284 €
International Meinau Académie Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023	12 035 €

3. Versement de subventions pour l'organisation d'événements et animations sportives

Les manifestations sportives constituent des événements ponctuels, récurrents ou exceptionnels permettant à la Ville de montrer son dynamisme et d'animer son territoire. Il est ainsi proposé de soutenir l'organisation des manifestations suivantes pour un montant total de 57 500 € :

BMX Strasbourg Soutien à l'organisation de la 1ère manche du challenge Nord Est de BMX les 1er et 2 avril 2023 au stade vélodrome de Hautepierre (en complément d'un soutien logistique valorisé à 3 693 €)	3 000 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	1 500 €

Soutien à l'organisation d'un open international de taekwondo au gymnase Rotonde du 17 au 19 mars 2023 (en complément d'un soutien logistique valorisé à 1 550 €)	
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06 Soutien à l'organisation du match de 16e de finale de la Coupe de France de football, le samedi 21 janvier 2023 au stade de la Meinau	11 000 €
Nouvelle Ligne Soutien à l'organisation du NL Contest au skate park de la Rotonde du 26 au 28 mai 2023 (en complément d'un soutien logistique valorisé à 10 300 €)	41 000 €
Unis vers le Sport Soutien à l'organisation, le 16 mars 2023 au Jardin des Deux Rives, de la Course franco-allemande « Unis vers le sport pour l'Europe » à destination des élèves des écoles élémentaires de Strasbourg et Kehl	1 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de 125 163 € réparti comme suit :

- ***33 000 € au titre de la saison sportive 2022-2023, sur le compte 40/6574/8060/SJ03C aux associations suivantes :***

ASPTT Strasbourg *soutien aux activités de handball féminin => N1 : 11 400 €* *soutien aux activités de badminton => Top 12 : 6 400 €*	*17 800 €*
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure *soutien aux activités de handibasket => Nat B*	*5 000 €*
Neuhof Futsal *soutien aux activités de futsal => D2*	*1 000 €*
Strasbourg Alsace Rugby *soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 3*	*1 000 €*
Strasbourg Université Club *soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 €* *soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 2 400 €*	*4 800 €*
Volley-Ball Club Strasbourg *soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 €* *soutien aux activités de volley féminin => N3 : 1 000 €*	*3 400 €*

- ***34 663 € sur le compte SJ03B 6574/415/8058 aux associations suivantes :***

AS Pierrots Vauban *Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023*	*8 344 €*
Club des Sports de Glace *Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023*	*14 284 €*
International Meinau Académie *Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023*	*12 035 €*

- ***57 500 € sur le compte 415/6574/8057/SJ03B aux associations suivantes :***

BMX Strasbourg *Soutien à l'organisation de la 1ère manche du challenge Nord Est de BMX les 1er et 2 avril 2023 au stade vélodrome de Hautepierre (en complément d'un soutien logistique valorisé à 3 693 €)*	*3 000 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo *Soutien à l'organisation d'un open international de taekwondo au gymnase Rotonde du 17 au 19 mars 2023 (en complément d'un soutien logistique valorisé à 1 550 €)*	*1 500 €*
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06 *Soutien à l'organisation du match de 16e de finale de la Coupe de France de football, le samedi 21 janvier au stade de la Meinau*	*11 000 €*
Nouvelle Ligne *Soutien à l'organisation du NL Contest au skate park de la Rotonde du 26 au 28 mai 2023 (en complément d'une valorisation logistique valorisé à 10 300 €)*	*41 000 €*
Unis vers le Sport *Soutien à l'organisation, le 16 mars 2023 au Jardin des Deux Rives, de la Course franco-allemande « Unis vers le sport pour l'Europe » à destination des élèves des écoles élémentaires de Strasbourg et Kehl*	*1 000 €*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires :

- *326/65748/8060/SJ03C sur l'exercice 2023, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 587 000 €,*
- *326/65748/8058/SJ03B sur l'exercice 2023, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 34 663 €,*
- *326/65748/8057/SJ03B sur l'exercice 2023, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 60 000 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155692-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Conseil municipal du 20 mars 2023

Versement des soldes de subventions aux clubs de performance - sports collectifs - Saison sportive 2022/2023

Le montant total des soldes de ce dispositif s'élève à 33 000 € répartit comme suit :

	Solde 2022-2023	Total 2022-2023	Total 2021-2022
ASPTT Strasbourg soutien aux activités de handball féminin => N1 : 11 400 € soutien aux activités de badminton => Top 12 : 6 400 €	17 800 €	89 000 €	89 000 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure soutien aux activités de handibasket => Nat B	5 000 €	25 000 €	25 000 €
Neuhof Futsal soutien aux activités de futsal => D2	1 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Alsace Rugby soutien aux activités de rugby masculin => Fédéral 3	1 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Université Club soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 € soutien aux activités de volley-ball féminin => N2 : 2 400 €	4 800 €	24 000 €	24 000 €
Volley-Ball Club Strasbourg soutien aux activités de volley-ball masculin => N2 : 2 400 € soutien aux activités de volley féminin => N3 : 1 000 €	3 400 €	17 000 €	17 000 €

Soutien aux activités et projets des clubs

Le montant total de ce dispositif s'élève à 34 663 € et se répartit comme suit :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
AS Pierrots Vauban	Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023	8 344 €	8 344 €	8 344 €
Club des Sports de Glace	Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023	14 284 €	14 284 €	14 284 €
International Meinau Académie	Soutien au fonctionnement général du club pour la saison sportive 2022/2023	12 035 €	12 035 €	12 035 €

Soutien à l'organisation d'événements et animations sportives

Le montant total de ce dispositif s'élève à 57 500 € et se répartit comme suit :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
BMX Strasbourg	Soutien à l'organisation de la 1ère manche du challenge Nord-Est de BMX les 1er et 2 avril 2023 au stade vélodrome de Hautepierre (en complément d'un soutien logistique valorisé à 3 693€)	3 000 €	3 000 €	-
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Soutien à l'organisation d'un open international de taekwondo au gymnase de la Rotonde du 17 au 19 mars 2023 (en complément d'un soutien logistique valorisé à 1 550 €)	2 000 €	1 500 €	1 500 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Soutien à l'organisation des 16e de finale de la Coupe de France de football le 21 janvier au stade de la Meinau	11 000 €	11 000 €	-
Nouvelle Ligne	Soutien à l'organisation du NL Contest au skate park de la Rotonde du 26 au 28 mai 2023 (en complément d'un soutien logistique valorisé à 10 300 €)	52 000 €	41 000 €	41 000 €
Unis Vers le Sport	Soutien à l'organisation, le 16 mars 2023 au Jardin des Deux Rives, de la course franco-allemande « Unis vers le sport pour l'Europe » à destination des élèves des écoles élémentaires de Strasbourg et Kehl.	2 000 €	1 000	-

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Contrat de développement Port autonome de Strasbourg, ville de Strasbourg, Eurométropole de Strasbourg et Région Grand Est : approbation du nouveau contrat.

Numéro V-2022-1250

L'histoire de Strasbourg et celle de son port sont étroitement liées. De tout temps, les activités fluviales ont contribué à la vitalité de la cité. Elles ont su s'adapter au fil du temps aux évolutions territoriales, économiques, et plus récemment climatiques, et n'ont cessé de se développer pour participer à faire de Strasbourg une métropole à l'économie dynamique et une terre d'échanges.

Aujourd'hui encore, le Port autonome de Strasbourg (PAS) représente un atout majeur pour le territoire, et doit continuer à renforcer les activités en place et à cultiver sa vocation de terreau de nouvelles solutions de développement économique, mais aussi écologique et énergétique. Le PAS concentre 500 entreprises sur ses différents sites, ce qui représente 27 000 emplois directs et indirects. Il est le 2ème port fluvial de France avec plus de 7 millions de tonnes de marchandises par an acheminées par voie fluviale et la première gare fret d'Alsace. Le PAS est également un pôle énergétique majeur depuis des décennies. Il poursuit son engagement dans sa transition écologique et énergétique, et entend contribuer à celle du territoire dans son ensemble. Il est enfin caractérisé par sa forte intégration dans l'enveloppe urbaine, en contact direct avec des secteurs habités.

Le développement et la performance du port sont ainsi fortement liés aux politiques publiques et aux choix d'aménagement du territoire mis en œuvre par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

C'est pourquoi il avait été décidé en 2011 de mettre en commun des axes stratégiques et des moyens au service du développement du Port autonome de Strasbourg.
Ceux-ci se traduisent alors dans un « Contrat de développement » qui formalise les rapports de partenariat privilégiés existants entre la Ville, l'Eurométropole et le PAS, leurs enjeux partagés et leurs projets communs.

Cette convention tripartite a fait preuve de son utilité puisqu'elle a permis de faire aboutir des sujets majeurs, à l'instar de la validation du projet urbain des Deux Rives et les cessions foncières nécessaires à sa mise en œuvre, l'aménagement de la liaison interport qui permet d'améliorer l'accessibilité du Port en bonne cohabitation avec les quartiers habités, ou

encore la mise en route d'une démarche d'écologie industrielle qui fédère de nombreuses entreprises.

Son actualisation est aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte la montée en puissance des enjeux climatiques au sens large et garantir une approche globale de la transformation écologique :

- poursuite de la transition énergétique et écologique du port dans le cadre de la stratégie de la métropole (plan climat air énergie, schéma directeur des énergies, trame verte et bleue, renforcement de la biodiversité…),
- accompagnement du déploiement de la ZFE-m pour concilier enjeu de santé publique autour de la qualité de l'air et efficacité économique du port,
- organisation de la résilience du Port et du territoire aux changements climatiques (îlots de chaleur, fluctuations des niveaux du Rhin, risque d'inondation…).

Le nouveau contrat prolonge également le cadre de coopération autour de sujets ouverts dans le précédent contrat :

- adaptation continue des activités économiques et entreprises accueillies compte tenu des mutations de l'économie et amélioration des services à leur intention,
- renforcement des actions concourant à la stratégie de logistique urbaine,
- sécurisation de l'accessibilité tous modes au Port, en cohérence avec les enjeux urbains et écologiques et avec la stratégie de mobilités de l'Eurométropole de Strasbourg, et développement volontariste des accessibilités complémentaires à l'accessibilité routière, tant pour les marchandises que pour les salariés (fret ferroviaire et fluvial),
- contribution à la stratégie d'accueil touristique, dont le fluvial est une composante à développer, et plus largement de l'usage récréatif des voies d'eau sur le territoire,
- développement des conditions de bonne cohabitation dans la durée entre activités et habitat

L'enjeu global est d'assurer la meilleure conciliation entre le développement économique et résilient au changement climatique du port, le renforcement de son rôle de hub multimodal, la prise en compte des enjeux climatiques et écologiques, et le développement urbain de Strasbourg.

La démarche d'élaboration du nouveau contrat a été l'opportunité de redéfinir sa gouvernance en y associant la Région Grand Est du fait de ses compétences en matière économique et d'aménagement du territoire.

Les signataires ont convenu de traduire ces enjeux dans trois grands axes communs de dialogue, d'études et de mise en œuvre :

1. **la relation Ville – Port** : l'acceptabilité des activités industrialo-portuaires pour les habitants et notamment les nouveaux arrivants dans la ZAC des Deux-rives, l'insertion du port dans son environnement urbain, la prévention des risques industriels,
2. **le développement économique** : l'accueil des entreprises, l'accessibilité multimodale, l'offre de services aux entreprises et au territoire, le développement touristique,
3. **la transformation énergétique et territoriale** : l'adaptation au changement climatique, la diminution de l'empreinte carbone des sites portuaires et notamment

la promotion des mobilités décarbonées, la production d'énergies renouvelables, la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau.

L'une des actions que les partenaires ont convenu de travailler en priorité est l'élaboration d'un schéma directeur de planification qui permettra d'actualiser la vision territoriale de la transformation du PAS en intégrant le traitement croisé et coordonné des différents enjeux précédemment listés, et d'améliorer ainsi leur opérationnalisation.

Le Contrat de développement, joint en annexe à la présente délibération, constitue un cadre global et d'engagements mutuels pour les six prochaines années. Il se déclinera sur le plan opérationnel dans une feuille de route qui constituera l'outil de suivi régulier du partenariat. Les partenaires ont souhaité renforcer le dispositif de pilotage technique et politique pour garantir la fluidité de la coopération, l'aboutissement des sujets et l'évaluation continue.

Les autres partenaires naturels de ce contrat seront également associés en tant que de besoin (VNF, SCNF Réseau, SPL Deux-Rives, OTSR, Ville de Kehl et son port, etc.).
La contractualisation autour de la mise en œuvre de projets spécifiques fera, le cas échéant, l'objet de conventions *ad hoc*.

Compte tenu du caractère très transversal du contrat, la Ville de Strasbourg développera, en lien avec l'Eurométropole de Strasbourg, une gouvernance interne qui permettra son suivi régulier avec l'ensemble des élus thématiques et de territoire concernés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les termes du nouveau contrat de développement entre la Région Grand Est, la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et le Port autonome de Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer ledit document et à accomplir tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-151375-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Contrat de développement

Eurométropole de Strasbourg

Ville de Strasbourg

Région Grand Est

Port autonome de Strasbourg

PROJET

Table des matières

1 Introduction 4

2 Stratégies des partenaires 5
2.1 La stratégie de la Région Grand Est 5
2.2 La stratégie de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg vis-à-vis de la zone portuaire et du Port autonome de Strasbourg 7
2.3 La stratégie du PAS 9

3 Le rôle et les fonctions de la zone portuaire 10
3.1 La logistique internationale, européenne, nationale, régionale et locale 10
3.2 L'accueil de l'industrie et des activités de commerce de gros 11
3.3 La production et le stockage d'énergies 12
3.4 L'accueil des bateaux de croisière 12
3.5 Les infrastructures des nouvelles technologies de communication 13

4 ENJEUX CROISES 13
4.1 ENJEU 1 : LA RELATION VILLE-PORT 13
4.1.1. Acceptabilité des activités industrialo-portuaires 13
4.1.2. La prévention des risques 14
4.1.3. Insertion du port dans son environnement urbain - Imbrication ville/port 15
4.1.4. Le marketing territorial 17
4.2. ENJEU 2 : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 18
4.2.1. Le rayonnement de Strasbourg et de la Région 18
4.2.2. L'accueil et le développement des entreprises 18
4.2.2.1. Accessibilité multimodale du territoire portuaire 19
Accessibilité ferroviaire 20
Accessibilité routière : 20
4.2.2.2. Développement de l'offre de services 21
Intégrer les entreprises dans leur écosystème territorial 21
Optimiser une offre de service 22
4.2.2.3. Renouvellement et développement foncier 23
4.2.3. Le développement touristique 23
L'accueil des paquebots de croisière 23
Tourisme à thèmes 24
Bateaux de visite de Strasbourg 25
La plaisance et les canaux 25
4.3. ENJEU 3 : LA TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE 26
4.3.1. Programmer un développement des fonctions portuaires compatible avec les enjeux de transformation écologique et d'adaptation au changement climatique 26

PROJET

4.3.2. Diminuer l'empreinte carbone des sites portuaires 26
4.3.3. Améliorer la qualité de l'air 29
4.3.4. Développer une logistique urbaine innovante 30
4.3.5. Préserver la biodiversité 31
4.3.6. Qualité de l'eau 32
4.3.7. Adaptation au changement climatique 34

5 Gouvernance du contrat de développement 35
5.1. Durée du contrat 35
5.2. Le pilotage du contrat 35
Un comité de pilotage : 36
Un comité des DG 36
Un comité technique : 36
5.3. Communication et concertation, démarches partenariales 37

PROJET

1 INTRODUCTION

STRASBOURG ET SON PORT, UNE HISTOIRE TRES LIEE

La présence d'une activité fluviale à Strasbourg remonte à l'antiquité. Déjà à l'époque du " castrum ", les romains décident d'y installer un petit port de commerce. Au Moyen Age, l'activité portuaire se concentre aux pieds de la Cathédrale, autour de l'Ancienne Douane, sous l'impulsion de la puissante Corporation de l'Ancre, fondée en 1331. Celle-ci jouit durant des siècles d'un quasi-monopole sur le Rhin jusqu'à Mayence.

Cette activité portuaire fluviale a dû s'adapter au fil du temps aux évolutions économiques, politiques, climatiques et n'a cessé de se développer pour participer à faire de Strasbourg ce qu'elle est, un grand centre économique, culturel et politique, terre d'humanisme et d'échanges.

Le port s'impose comme un pivot de la logistique métropolitaine strasbourgeoise. Il assure une fonction d'interface entre la ville, la région et le couloir rhénan qui a historiquement garanti son attractivité commerciale.

Aujourd'hui encore, et plus que jamais, le Port de Strasbourg représente un atout majeur pour Strasbourg et la vitalité de son territoire. Il doit continuer à renforcer les activités en place et à poursuivre sa vocation de terreau de nouvelles solutions de développement de développement économique, mais aussi écologique et énergétique. Le PAS concentre 500 entreprises sur ses sites, ce qui représente 27 000 emplois directs et indirects. Il est le 2ème port fluvial de France avec plus de 7 millions de tonnes de marchandises par an par voie fluviale et la premièregare fret d'Alsace. Le PAS est également un pôle énergétique majeur depuis des décennies. Il est aujourd'huiengagé dans sa transition énergétique et entend contribuer à celle engagée au niveau du territoire dans son ensemble. Il est enfin caractérisé par sa forte intégration dans l'enveloppe urbaine, en contact direct avec dessecteurs habités.

Le développement et la performance du port sont ainsi fortement liés aux politiques publiques et aux choix d'aménagement du territoire et aux projets de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

C'est pourquoi il avait été décidé en 2011 de mettre en commun des axes stratégiques et des moyens au service du développement du Port autonome de Strasbourg.

Ceux-ci se sont traduits dans un « Contrat de développement » qui formalise les rapports de partenariat privilégiés existants entre la Ville, l'Eurométropole et l'institution portuaire, leurs enjeux partagés et leurs projets communs.

C'est toute la finalité du contrat de développement de mettre en commun des réflexions et des moyens au service d'une stratégie concertée, globale et transversale entre le Port autonome de Strasbourg la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'enjeu global est d'assurer la meilleure conciliation entre le développement économique et résilient au changement climatique du port, le renforcement de son rôle de hub multimodal, la prise en compte desenjeux climatiques et écologiques, et le développement urbain de Strasbourg. Cette convention tripartite,dont un bilan a été dressé, a fait la preuve de son utilité puisqu'elle a permis de faire avancer un certain nombre de sujets, tels que le projet urbain des Deux Rives, des cessions foncières en vue de la mutation urbaine de plusieurs terrains, la liaison interport, la mise en route d'une démarche d'écologie industrielle…

La nécessité de son actualisation s'est fait jour pour prendre en compte un contexte en forte évolution, notamment au niveau territorial, la montée en puissance des enjeux climatiques au sens large et le besoin d'une approche globale de la transformation du territoire portuaire et métropolitain. Il s'agit donc de prendre en charge de nouveaux sujets, mais aussi de se donner les moyens d'aboutir sur les sujets ouverts dans le précédent contrat.

C'est la raison pour laquelle l'élaboration d'un nouveau contrat a été engagée dans une gouvernance élargie à la Région Grand Est du fait de ses compétences en matière économique et d'aménagement du territoire. Le Port autonome de Strasbourg est avant tout un outil économique au service du territoire local, mais aussi régional, national et transfrontalier. La compétence économique, selon la loi, relève des prérogatives coordonnées de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région. En conséquence, la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Région, du fait de leurs compétences respectives, apparaissent naturellement légitimes pour être

PROJET

signataires du contrat de développement, au côté du Port gestionnaire de son domaine, notamment pour actionner les leviers économiques et administratifs nécessaires à son adaptation pour optimiser sa plus-value pour le territoire.

Les partenaires ont souhaité renforcer le dispositif de pilotage technique et politique pour garantir la fluidité de la coopération, l'aboutissement des sujets et l'évaluation continue.

L'objectif du contrat de contrat de développement est de structurer la manière de travailler ensemble. Il constitue un cadre global et d'engagements mutuels pour les six prochaines années. Les principaux engagements font l'objet d'encadrés dans la partie 4. Leur déclinaison opérationnelle est détaillée dans une feuille de route élaborée et pilotée par les instances définies dans la partie 5.

2 STRATÉGIES DES PARTENAIRES

2.1 La stratégie de la Région Grand Est

La Région pilote trois grands schémas stratégiques pour le développement régional : Le SRDEII, le SRDT et le SRADDET.

Le Schéma Régional de Développement Economique, d'Internationalisation et d'innovation (SRDEII) de la Région Grand Est en vigueur depuis le mois de juin 2017 porte l'ambition collective de la Région et de ses partenaires, dont l'Eurométropole de Strasbourg, au service de l'attractivité économique du Grand Est.

Cette stratégie économique opérationnelle vise à dynamiser la compétitivité des entreprises en vue de maintenir et de conforter les activités économiques, de créer les emplois de demain, de relancer et moderniser l'industrie, de diffuser les innovations ainsi que d'accroitre le rayonnement à l'international de la région.

La bioéconomie et l'industrie du futur y sont identifiés comme les deux domaines prioritaires d'activité stratégique.

Le SRDEII est construit autour de six objectifs :

- Accélérer l'innovation et les transitions économiques dans le Grand Est,
- Créer un choc de financement de l'économie,
- Impulser un souffle d'entrepreneuriat et d'innovation,
- Démultiplier l'action à l'international,
- Organiser la puissance publique en réseau au plus près des territoires,
- Inventer une gouvernance économique partagée et innovante.

Ces 6 objectifs sont déclinés en 26 actions structurantes qui ont été engagées progressivement sous forme d'une cinquantaine de dispositifs d'intervention régionale à ce jour. Au titre de ces actions concrètes figurent en particulier le déploiement du plan régional dédié à l'industrie du Futur, l'amplification de l'écologie industrielle territoriale dont la démarche exemplaire des entreprises du Port Autonome de Strasbourg, ainsi que la promotion des mobilités innovantes et durables comme facteurs de compétitivité économique et d'innovation.

Le **Schéma Régional de Développement du Tourisme** (SRDT) adopté en mars 2018 pour la période 2018-2023 a été conçu comme un véritable plan de croissance de l'économie touristique régionale et repose sur :

Cinq orientations principales :

- Une offre de sens et d'excellence,
- Cinq destinations touristiques structurantes : Alsace, Ardennes, Champagne, Lorraine, Vosges,
- La compétitivité des entreprises et des territoires,

PROJET

- Le digital et l'innovation au cœur de la stratégie,
- Une gouvernance innovante.

Et six thématiques « signatures » :

- Culture et patrimoine,
- Tourisme de mémoire,
- Tourisme de nature,
- Oenotourisme et gastronomie,
- Itinérance,
- Thermalisme et bien être.

En 2021, à la faveur de la crise sanitaire mais également de tendances de fond, la Région a orienté sa stratégie vers un tourisme durable, porteur de sens, respectueux des populations et de l'environnement. Dans ce contexte, le tourisme fluvial et fluvestre est un atout incontestable qui répond à une demande de plus en plus prégnante et qui correspond aux aspirations grandissantes du « slow tourisme ». Avec 1375 km de rivières et de canaux dont 1037 km navigables, le Nord Est est une terre de prédilection pour le tourisme fluvial et fluvestre.

La Région retient 4 axes stratégiques pour augmenter la fréquentation de l'offre fluvestre :

- Développer et maintenir l'infrastructure fluviale et fluvestre dans le Grand Est,
- Constituer l'offre / mettre en tourisme,
- Améliorer le rayonnement européen de l'offre fluviale/fluvestre (promotion),
- Mettre en œuvre une gouvernance par voie d'eau.

Le **Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires** (SRADDET) a fait l'objet d'une large concertation et a été adopté le 22 novembre 2019. Ce schéma s'appuie sur deux axes stratégiques :

- Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires,
- Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté.

En l'état actuel du projet de SRADDET, la valorisation du Port autonome de Strasbourg répond à plusieurs objectifs dont :

- Devenir une région à énergie positive et bas carbone,
- Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte,
- Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale,
- Développer une économie locale ancrée dans les territoires.

Ainsi ce projet de développement s'inscrit pleinement dans le projet d'aménagement durable du territoire régional en valorisant un site existant, bénéficiant de nombreuses connections et d'une animation permettant le développement des démarches d'écologie industrielle territoriale (EIT).

Le volet métropolitain signé entre la Région et l'Eurométropole de Strasbourg au titre du SRDEII met en exergue l'une des orientations fortes du SRDEII qui est de faire du Grand Est une plaque tournante de l'économie transfrontalière, ainsi qu'une place attractive sur le marché international des Investissements Directs Etrangers (IDE). Il s'appuie sur le diagnostic du SRDEII qui identifie pleinement le rôle des ports : Les ports fluviaux constituent des atouts majeurs dans la compétitivité et l'attractivité des territoires, permettant de relier directement le Grand Est aux ports de la Mer du Nord. Véritables points nodaux du transport de marchandises, ils offrent des possibilités multimodales efficaces et des services à forte valeur ajoutée aux acteurs économiques.

La stratégie concertée de la Région au travers du SRDEII et de l'Eurométropole de Strasbourg au travers de Strasbourg Eco 2030 prévoit d'accompagner les entreprises dans des nouveaux caps de croissance et d'actions collectives, en s'inscrivant de plain-pied dans les transitions numériques, énergétiques et environnementales. Le parc

PROJET

d'activité économique qu'est le Port Autonome de Strasbourg est particulièrement concerné par ces défis.

Le volet métropolitain vise ainsi à conforter la place du Port Autonome de Strasbourg, tant dans sa dimension de « hub » multimodal, de porte d'entrée « vitrine » du territoire et de plate-forme logistique, que dans le fonctionnement de ses infrastructures, le développement des échanges inter-entreprises et des activités économiques en lien avec l'industrie du futur.

En déclinaison opérationnelle du volet métropolitain, un Pacte Offensive Croissance Emploi a été signé le 28 août 2018. Il prévoit le renforcement des synergies de la Région et de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'intégration transfrontalière, d'innovation et d'expérimentation.

2.2 La stratégie de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg vis-à-vis de la zone portuaire et du Port autonome de Strasbourg

Avec plus de quatre cents entreprises représentant dix mille emplois, le Port autonome de Strasbourg est l'un des emblèmes de cette présence d'une industrie forte sur notre territoire : 1ère zone d'activité d'Alsace avec ses capacités portuaires, ferroviaires et routières qui en font le deuxième port fluvial de France, avec sa position frontalière et son accès international, le Port Autonome de Strasbourg joue un rôle essentiel dans le développement économique actuel et futur de Strasbourg.

Le Port autonome de Strasbourg est bien un atout économique inestimable pour la Ville et son développement. Il est constitutif de son ADN et doit accompagner le développement urbain de manière constructive et innovante.

Afin d'accélérer la transformation écologique et la décarbonation de l'économie locale, d'amplifier les démarches de transitions et d'en partager les opportunités avec le plus grand nombre, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont axé leur stratégie sur le **Pacte pour une économie locale durable** qui s'appuie sur les travaux, la dynamique partenariale et la confiance développés dans le cadre de la stratégie Strasbourg Eco 2030 dont elle prend le relais. Le Pacte vient renforcer l'Alliance pour le Climat en mobilisant les acteurs économiques autour des objectifs du Plan Climat, et plus généralement ceux du développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies dans le cadre de l'Agenda 2030.

Le Pacte pousse la transition vers un modèle économique qui profite à tous les citoyens de l'Eurométropole, de toutes les communes et tous les quartiers, qui préserve et améliore l'environnement et la santé de chacun.

À la fois feuille de route commune du territoire, acte d'engagement des acteurs économiques locaux et positionnement stratégique, le Pacte vise à :

- Assurer un développement économique local équilibré sobre en ressources, à l'impact réduit sur l'environnement, qui profite au plus grand nombre, Amplifier la dynamique collective et les démarcheslocales de transitions (énergétique, écologique, sociale, numérique),
- Conforter Strasbourg, laboratoire européen des transitions.

Les engagements transversaux qui doivent permettre de concrétiser la transformation soutenable du territoire portent sur sept orientations pour une économie locale et durable :

1. Coopération : « Se connaitre, se faire connaitre, se faire confiance »,
2. Transition écologique : « Renforcer la résilience de notre métropole face aux crises multiples »,
3. Innovation : « Expérimenter pour innover et transformer durablement le territoire »,
4. Transition numérique : « Faire du numérique et de la donnée des accélérateurs des transitions écologique et sociale »,
5. Emploi : « Développer les compétences et l'accès à un emploi pérenne pour tous »,
6. Transition sociale : « Inclure chacun dans les dynamiques économiques du territoire »,
7. Évaluation : « Garder le cap collectif et suivre la transition du territoire ».

Le Pacte pour une économie locale durable s'inscrit pleinement dans le pilier écologique qui fonde la feuille de route politique de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg. Il vise à engager activement et fortement les entreprises du territoire dans sa mise en œuvre.

L'outil de la mise en œuvre de ces ambitions climatiques et écologiques est le **Plan climat air énergie territorial (PCAET) de l'Eurométropole de Strasbourg** et des 33 communes qui la composent. Il vise à structurer une démarche de transformation écologique du territoire via un cadre d'actions, de suivi et d'évaluation adossé à la démarche de labellisation Territoire engagé pour la transition écologique de l'ADEME (ex Cit'ergie).

Afin de planifier la transition énergétique du territoire et atteindre son objectif de neutralité carbone et de 100% d'énergies renouvelables en 2050, l'Eurométropole de Strasbourg s'est également doté en décembre 2019 d'un **Schéma Directeur des Energies (SDE).** Sa révision a été engagée à l'automne 2022. Il est décliné autour de 5 axes structurants :

- Une baisse massive des consommations : réduire de 48% des consommations énergétiques du secteur tertiaire (réf 2012) et de 18% la consommation énergétique industrielle d'ici 2030 (réf 2017),
- Le développement des énergies renouvelables, vers un objectif 100% renouvelable à 2050, et leurproduction locale,
- L'évolution des réseaux énergétiques et leur adaptabilité à la stratégie du territoire,
- L'objectif de neutralité carbone à horizon 2050,
- Une mobilité efficiente et décarbonée.

Il constitue le cadre stratégique et opérationnel d'une vision énergétique actualisée, tenant compte des évolutions du contexte et de la volonté d'accélérer les investissements sur le territoire en termes de sobriété et de production d'énergies renouvelables locales. Il s'élabore dans un cadre partenarial, garant du partage de la vision et de l'engagement de tous dans sa mise en œuvre. Il se décline dans un Schéma directeur des réseaux de chaleur, un Schéma directeur solaire, un Schéma directeur des mobilités décarbonées. Ce dernier accompagne le déploiement de la Zone à faibles émissions mobilité.

L'Eurométropole travaille en parallèle à une stratégie de sobriété et de rénovation énergétique, maillon complémentaire essentiel, portant sur l'ensemble des composantes du territoire consommatrices d'énergie et émettrices de GES, dont le tertiaire et l'industrie.

L'Eurométropole soutient fortement la démarche d'écologie industrielle territoriale (EIT) menée en collaboration entre le Groupement des Usagers des Ports de Strasbourg, l'ADEME et la Région Grand Est sur le Port Autonome de Strasbourg. Cette démarche est, à ce jour, parmi les plus avancées sur le territoire français, tant au niveau des retombées économiques pour les entreprises participantes qu'au niveau de la gouvernance et de l'autonomie financière.

La mise en place de **la Zone à faibles émissions mobilité** (ZFE-m) votée par le Conseil de l'EMS en octobre2021 et mise en place à compter du 1er janvier 2022 a pour objectif d'améliorer la qualité de l'air sur le territoire métropolitain. Pour ce faire, la ZFE-m agit sur l'évolution des comportements de mobilités et sur le renouvellement des véhicules. Elle porte sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole et concerne tant les particuliers que les acteurs économiques.

Un travail étroit avec les acteurs économique a été conduit en amont de l'instauration de la ZFE, pour concilier au mieux les enjeux de qualité de l'air et de climat, de mobilité pour tous, de préservation de l'attractivité économique. Cette concertation se poursuit dans le cadre de la gouvernance partenariale mise en place par l'Eurométropole de Strasbourg, à laquelle les acteurs économiques du territoire et leurs représentants, dont le PAS et le GUP pour le site portuaire, sont associés. Elle contribuera à l'évaluation régulière du dispositif.

A la croisée des enjeux de mobilité et de développement économique, l'élaboration d'une **stratégie de logistique urbaine durable** est d'importance pour le territoire métropolitain. Le Port est un territoire clef dans cette nouvelle politique publique, et le PAS un partenaire essentiel dans la construction de la vision et sa mise en œuvre en lien avec

PROJET

les entreprises.

Le partenariat renouvelé établi entre la Ville de Strasbourg et Voies navigables de France sur la période 2021-2026 dans le cadre de la **Charte « Vie fluviale** » signée entre les 2 parties le 19 Octobre 2021 entend développer les voies d'eau du territoire.

Le développement souhaité de ce partenariat à l'échelle eurométropolitaine et transfrontalière positionne le Port Autonome de Strasbourg comme un acteur incontournable et stratégique pour la poursuite de ces objectifs, particulièrement sur les axes de développement touristique, de fret fluvial et de développement des usages récréatifs et économiques plus large en lien avec la voie d'eau, réaffirmés dans le cadre de ce partenariat.

Enfin, la position géographique du Port en fait un lieu de jonction et de conciliation entre d'un côté le développement de la cité et l'accueil d'habitants et d'usagers et de l'autre un tissu économique et industriel puissant de l'agglomération. Elle se concrétise dans **l'urbanisation du nouveau quartier des Deux Rives**, en lisière du Port, qui a fait de l'identité rhénane, portuaire et transfrontalière un axe fondateur de son développement.

Le projet urbain des Deux-Rives est en effet l'aboutissement d'une politique territoriale ambitieuse d'exploitation d'anciennes friches industrielles du Port autonome de Strasbourg, traduction de la volonté de renouveler la ville sur elle-même, et de s'ouvrir sur le Rhin et vers l'Allemagne. Depuis sa genèse, le projet illustre l'ambition de faire de cet espace transfrontalier un espace urbain continu, sur 360°, permettant de connecter à la fois le Port du Rhin et le quartier du Neudorf à la ville centre, mais aussi d'ouvrir Strasbourg vers l'Allemagne, comme symbole du renforcement des liens franco-allemands.

Le projet relève le défi de s'intégrer et de cohabiter avec les activités économiques industrielles existantes et à venir du Port autonome de Strasbourg. Le projet se développe autour des axes structurants suivants :

- Il s'agit tout d'abord d'installer les conditions de cohabitation vertueuse de la ville avec son port,
- Le projet s'attache à développer une stratégie urbaine fondée sur des opportunités de développer denouvelles façons de d'habiter, de travailler, de vivre ensemble, de se déplacer (démarche Ecocité, projet démonstrateur Citadelle…), tient compte des questions de risques et traite par les choix spatiaux et constructifs les nuisances
- Le projet se fonde également sur le patrimoine paysager existant et la richesse écologique qu'il peut représenter quand il est valorisé (renforcement des trames vertes et bleues du territoire métropolitain),
- Enfin, ce territoire s'appuie sur la promotion d'une politique des mobilités décarbonées.

Pour favoriser cette coexistence ville/port, le PAS s'attache, lui, à améliorer les performances environnementales et économiques des entreprises (démarche d'écologie industrielle et de mobilités décarbonées),

Le pilotage du projet de ZAC multi-sites des Deux-Rives est assuré depuis 2013 par la Société Publique Locale (SPL) Deux-Rives, dont les deux actionnaires sont la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole.

Enfin, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg mobilisent, en lien avec le PAS, l'écosystème académique du territoire pour nourrir les réflexions sur les enjeux portuaires et sa mutation territoriale. Le dernier programme « POPSU métropole » piloté par le PUCA a ainsi centré ses travaux autour de "Strasbourg, métropole portuaire : interfaces et interactions territoriales" afin d'identifier et de documenter le rôle des interfaces et interactions ville- port dans le processus de métropolisation strasbourgeois.

2.3 La stratégie du PAS

Le Port de Strasbourg est le deuxième port fluvial français après Paris, le 4ème port fluvial européen et l'équivalent du Grand port maritime de Bordeaux en termes de trafic. Les différents sites du PAS s'étendent sur 100 km de fleuve, entre Lauterbourg et Marckolsheim. Avec l'ensemble de ses plateformes, il constitue un atout considérable pour la Région Grand Est. Le Rhin joue le rôle de façade maritime qui manque à la région et est ainsi le support d'importants développements logistiques et industriels.

Le PAS dispose de deux filiales détenues à 100 % : l'une, Rhine Europe Terminals, assure l'exploitation des terminaux conteneurs et plus généralement des opérations de manutention de marchandises, l'autre, Batorama, l'exploitation des bateaux-promenades touristiques dans Strasbourg.

Leurs connexions aux échelles locale, régionale, nationale et internationale conduisent les sites du PAS à être des zones industrielles et logistiques de premier plan, qui contribuent à maintenir un tissu économique et industriel performant.

La pertinence et l'efficacité du Port supposent le maintien de ce haut niveau de connexion et de différents accès aux ports dans les trois modes de transport dont la complémentarité est indispensable : le fluvial, le ferroviaire et le routier. En particulier, la connexion aux corridors européens doit être améliorée. Le risque de contournement de la région Grand Est par les principaux flux européens est réel.

Le Port autonome de Strasbourg se positionne résolument dans la réponse aux deux grands défis actuels :

- La compétitivité et la performance économique,
- La transition écologique et énergétique.

Le PAS est engagé depuis mi-2022 dans la refonte de son projet stratégique, ce dernier devant aboutir en 2023.Le travail stratégique s'articule autour de 8 axes :

- Dynamiser la politique d'axe rhénan,
- Développer la multimodalité,
- Être moteur de la transition énergétique et environnementale,
- Adopter une vision prospective du territoire avec la planification spatiale.
- Intégration territoriale,
- Améliorer la relation client et partenaire,
- Interroger notre modèle économique,
- Repenser la gouvernance et les performances du Groupe.

Le présent partenariat permettra de contribuer à l'ensemble de ces axes. L'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Région seront notamment associées à l'élaboration d'un **Schéma directeur de planification**, qui concrétisera la vision prospective sur le territoire du port des ambitions en matière d'économie, d'écologie et de mobilités. Ce schéma sera un outil de pilotage important du présent contrat,

Le PAS est au cœur de nombreux autres partenariats. Un partenariat entre les ports du Rhin supérieur, Upper Rhine Ports, existe depuis 2012, de même qu'un partenariat avec Voies Navigables de France initié en 2015 et renouvelé en septembre 2022. Ces deux partenariats seront à mobiliser dans le cadre de la mise en œuvre du présent Contrat.

3 LE RÔLE ET LES FONCTIONS DE LA ZONE PORTUAIRE

3.1 La logistique internationale, européenne, nationale, régionale et locale

Strasbourg et l'Alsace disposent d'une position privilégiée sur le principal axe économique européen, Londres-Milan. Adossée sur le Rhin, qui est la voie de communication structurante de cet espace économique, Strasbourg est de plus au carrefour des axes Allemagne-Méditerranée et Paris-Europe Centrale, reliant le noyau européen fondateur aux pays d'Europe centrale. L'axe vers les pays d'Europe centrale se renforce par le développement de la nouvelle route ferroviaire de la soie.

La dynamique logistique du territoire alsacien est fortement structurée par cette situation géographique et sa forme de corridor d'échanges et de flux à l'échelle européenne. Elle est également très polarisée sur l'aire strasbourgeoise, qui constitue une grande métropole régionale de près de 500 000 habitants et est, après Paris et Lyon, l'un des dix principaux pôles logistiques français grâce au pôle industriel et multimodal qu'est le Port

PROJET

autonome.

La zone portuaire est la plus grande zone logistique d'Alsace, où est présent le plus grand nombre de transporteurs et de prestataires logistiques. La présence de ces activités est liée, d'une part au besoin d'approvisionner ou de diffuser le fruit des activités productives implantées sur la zone portuaire et plus largement l'aire urbaine. Elle tient, d'autre part, aux effets de la métropolisation dont les fonctions génèrent directement de nombreux et importants flux pour soutenir la consommation des territoires qu'elle polarise et pour assurer l'approvisionnement de nombreuses activités de services et du secteur tertiaire.

La logistique présente sur le Port est donc à la fois une logistique de distribution et un outil au service de logiques de production : internationales, européennes, nationales et régionales. Elle présente des atouts de tout premier ordre, très spécifiques en comparaison d'autres régions françaises :

- Un positionnement stratégique sur le Rhin permettant un accès privilégié à Rotterdam et Anvers, premiersports d'Europe, et principales portes d'entrée européennes du commerce international,
- Un positionnement stratégique aux croisements de quatre corridors de fret ferroviaire européen dans le cadre du Réseau transeuropéen de transport (RTE-T),
- une multimodalité très vivace, fortement appuyée sur une infrastructure fluviale et un outillage portuaire d'excellent niveau, complétés par un réseau ferroviaire à fort potentiel,
- Une base industrielle forte et diversifiée, qui a engendré une logistique puissante,
- Un savoir-faire reconnu dans le milieu logistique,
- Une bonne logistique à forte valeur ajoutée créatrice d'emploi,
- Une situation idéale pour le développement de la logistique urbaine, du fait de sa proximité immédiate avec le cœur de la métropole et la qualité des connexions par la voie d'eau.

Le développement de la logistique touristique et économique internationale jusqu'au cœur de la métropole strasbourgeoise, réaffirmé dans le cadre du partenariat « Vie Fluviale », fait du Port autonome de Strasbourg, une porte d'entrée indéniable et stratégique.

L'accueil des bateaux de croisières comme des bateaux de plaisance de plus petits gabarits et leur acheminement vers les sites touristiques et les haltes fluviales en développement du territoire métropolitain sont des objectifs majeurs de ce partenariat.

La Région Grand Est, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg considèrent que le Port autonome de Strasbourg représente un atout essentiel dans leur stratégie de développement économique et dans leurs orientations pour une logistique durable, et souhaitent accompagner le Port dans le développement de cette fonction.

3.2 L'accueil de l'industrie et des activités de commerce de gros

La zone portuaire de Strasbourg est à la fois un hub de connexion des différents modes de transport de marchandises mais aussi une zone d'activité logistique et industrielle majeure à l'échelle de l'agglomération et de la région.

Pour sa partie industrielle, elle est la première zone d'activité de l'agglomération. Plus de 400 entreprises y sont implantées générant 23 000 emplois directs et indirects. Les entreprises implantées réalisent un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards d'euros. L'activité industrielle dans l'Eurométropole représente 28% de la valeur ajoutée du territoire.

Elle accueille des entreprises de premier rang couvrant un large panel d'activités. Ainsi plusieurs sous-secteurs industriels sont représentés dont notamment :

- L'automobile avec PUNCH POWERGLIDE, BLACKHAWK, BMW,
- Le papier/carton avec BLUEPAPER,
- La métallurgie avec NLMK, ARCELOR MITTAL, KDI…
- L'industrie mécanique avec COMESSA, ALDES, …
- L'agroalimentaire avec CARGILL, les MOULINS ADVENS, le COMPTOIR AGRICOLE de HOCHFELDEN, AGRO67, MALTERIE d'ALSACE, LES CAFÉS SATI, ESCAL, CAFE RECK, LACTINA, SIL FALA, SENSIENT FLAVORS…
- Les produits du bâtiment : avec SOPREMA, HILZINGER et différents négoces de matériaux,

PROJET

- De nombreuses entreprises de taille plus modeste dont certaines sont sous-traitantes des autres,
- Le traitement de déchets avec l'Usine de valorisation énergétique, SCHROLL, SITA, DERICHEBOURG, METALIFER, SARM, SARDI, TREDI.

L'implantation des entreprises sur la zone industrielle et portuaire de Strasbourg est principalement motivée par la proximité de leurs marchés, l'adéquation du bassin d'emploi aux besoins des entreprises et des facilités de transport multimodal (route, fleuve et fer) adaptées aux volumes à traiter. La pertinence de ces implantations se traduit notamment par un volume d'investissements important réalisé chaque année par les entreprises. Les entreprises implantées sur la zone expriment clairement leur volonté de pérenniser leur développement sur ce territoire.

3.3 La production et le stockage d'énergies

La production et le stockage d'énergies sont des activités historiques des ports en général et des Ports de Strasbourg en particulier. Le trafic de charbon a depuis longtemps été supplanté par les produits gaziers et pétroliers dont les stockages sont situés au Port aux pétroles, pôle d'intérêt vital de l'Etat en raison des réserves stratégiques qui y sont présentes avec des entreprises telles que : BOLLORÉ, RUBIS STOCKAGE, WAGRAM, SES, PRODAIR.

Depuis quelques années, les Ports de Strasbourg ont entamé leur transition énergétique. Cela s'est traduit par l'implantation, sur le territoire portuaire, de chaufferies urbaines : ES biomasse, RCUA, SETE.

Plus récemment, le PAS a porté un projet de chaleur de récupération dans lequel il est devenu actionnaire minoritaire au sein de la société R-PAS qui récupère la chaleur de l'industriel Blue Paper, construit et exploite un réseau qui permet de desservir des logements et d'autres industriels. R-PAS a vocation à se développer et représente l'un des principaux gisements d'énergie renouvelable de l'agglomération.

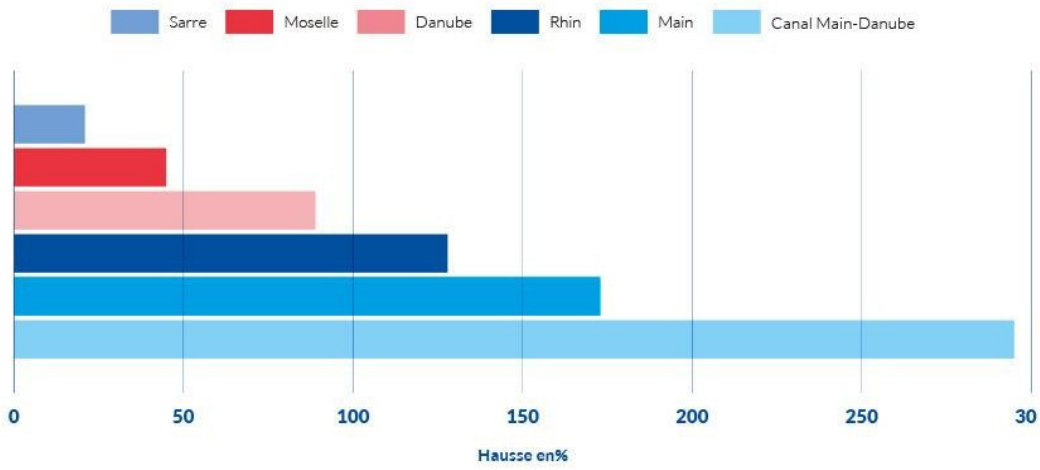
Des réflexions sont aussi en cours sur le potentiel hydrogène du territoire portuaire avec plusieurs usages identifiés. Le PAS se positionne en tant que terre d'accueil des énergies nouvelles et décarbonées. En lien avec le Port e Kehl, il PAS accompagne les projets énergétiques de l'Eurométropole, notamment le projet d'import de chaleur fatale en provenance de l'entreprise allemande BSW.

3.4 L'accueil des bateaux de croisière

Depuis les années 2000, le tourisme des croisières fluviales a connu un réel essor notamment par l'arrivée importante de nouveaux touristes étrangers qui viennent visiter l'Europe, notamment en provenance d'Amérique du Nord.
Sur le Rhin, le trafic des bateaux de croisières a ainsi doublé sur les quinze dernières années (+128% sur la période 2002-2017).

Augmentation du trafic de croisières fluviales entre 2002 et 2017 sur les fleuves européens (en%)

PROJET



Source : CCNR, sur la base de données de l'Administration allemande des voies d'eau et de la navigation

Le marché de la croisière dispose de perspectives de croissance encore très importantes notamment du fait de l'arrivée progressive des touristes chinois.
A Strasbourg, l'activité de la croisière rhénane a représenté 222 000 passagers en 2018, en dépit d'un phénomène exceptionnel de basses eaux qui a considérablement contraint les possibilités de navigation sur le Rhin pendant plusieurs mois.

L'augmentation du nombre de passagers embarquant ou débarquant à Strasbourg a ainsi poursuivi sa croissance, bien entendu du fait de la croissance du marché mais aussi grâce au développement de nouvelles capacités d'accueil des bateaux de 135 mètres à Strasbourg.

3.5 Les infrastructures des nouvelles technologies de communication

Le territoire portuaire se situe au niveau d'un nœud européen de fibres optiques. A ce titre, il accueille différents équipements qui sont déterminants dans le développement digital de la région :

- Des infrastructures de Transit (réseau de fibres optiques),
- Des datacenters : SFR et OVH.

4 ENJEUX CROISES

L'ensemble des signataires du contrat partagent trois grands enjeux communs qui font l'objet du présent Contrat.

4.1 ENJEU 1 : LA RELATION VILLE-PORT

4.1.1. Acceptabilité des activités industrialo-portuaires

L'acceptabilité sociétale et la perception par la population des activités industrielles ou de transport s'est dégradée ces trente dernières années, en dépit des efforts importants consentis par les entreprises pour réduire leurs nuisances, que ces efforts résultent d'évolutions règlementaires ou d'actions volontaires.

Cet enjeu de « vivre le port comme un atout plutôt qu'une nuisance » et de pouvoir pérenniser ces activités économiques pourvoyeuses de richesse et d'emplois pour le territoire oblige à instiller dans chaque réflexion, qu'elle soit urbaine ou portuaire, la question de la relation ville-port.

PROJET

Cette problématique couvre essentiellement les thèmes suivants :

- La prise en compte de la présence et de la proximité des activités industrielles et des infrastructures de transport dans le cadre de la conception et la mise en œuvre des projets urbains afin de ne pas générer de futurs conflits d'usage et/ou de préserver l'efficacité des infrastructures. A ce titre, la bonne gestion des secteurs d'interface entre la ville et le port revêt une importance particulière,
- La poursuite du travail, en lien avec les entreprises, de réduction des risques technologique et industriels et de limitation des nuisances d'exploitation (sonores, olfactives, …),
- La prise en compte des enjeux d'une industrie du futur urbaine à forte valeur ajoutée, intégrant les transitions en cours de manière innovante,
- La concertation avec les riverains, l'information et la promotion des activités portuaires auprès des habitants afin de faire connaître le port et les activités des entreprises : l'amélioration des échanges avec la population constitue un vecteur d'apaisement dans les relations entre les riverains et les industriels.

Les parties considèrent que l'acceptabilité des activités industrialo-portuaires par les populations riveraines est un enjeu majeur pour la pérennité du territoire portuaire, et qu'à ce titre il est d'une importance capitale que les parties instillent cette dimension dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques.

Les parties reconnaissent le port comme une zone industrielle, avec ses risques et ses nuisances maîtrisées. Cette vocation industrielle du port implique de ne pas réaliser d'aménagements :

- portuaires qui engendrent des aléas supplémentaires sur les parties urbanisées ;
- urbains qui méconnaissent les enjeux portuaires en matière de sécurité, d'accessibilité et d'impacts.

Elle implique aussi de continue à travailler sur le traitement et la limitation des impacts des activités actuelles sur le territoire.

Les parties s'engagent à développer une culture portuaire pour Strasbourg de manière générale et en particulier dans les nouveaux quartiers créés à la faveur du projet urbain des Deux Rives, et à travailler en commun à mieux faire connaître le PAS et son utilité auprès du grand public.

4.1.2. La prévention des risques

L'espace industrialo-portuaire génère des risques de natures différentes : risques technologiques et liées au transport de matières dangereuses, risques pour la qualité des milieux (air, eau, sols), risque pour la santé (air,bruit, propagation de maladies infectieuses). La réduction de la vulnérabilité des personnes ou des biens et le renforcement de la résilience des zones exposées à un risque seront efficients si, au préalable, émerge une bonne connaissance de ces risques et une prise de conscience collectives, partagées et opérationnelles auprès de tous les acteurs concernés. Il s'agit ainsi de développer la culture générale du risque : connaissance par tous les acteurs (élus, entreprises, habitants, etc.) des phénomènes naturels et appréhension de la vulnérabilité. L'information des populations, et ceci dès le plus jeune âge, est le moteur essentiel pour faire progresser la culture du risque. Celle-ci doit permettre d'acquérir des règles de conduite et des réflexes, mais aussi de débattre collectivement des pratiques, des positionnements, des enjeux, etc.

L'objectif de la communication sur les risques est alors de décliner les transmissions de messages pour traiter de l'ensemble des sujets du domaine (chaque aléa, les différentes vulnérabilités, la prévention, l'alerte, l'éducation, la mémoire, etc.) mais aussi cibler différents publics afin de les mobiliser plus aisément sur leurs responsabilités. La combinaison de vecteurs d'information augmente les possibilités d'atteindre et de sensibiliser le public visé.

En matière de maîtrise des risques, les services de l'Etat ont fait évoluer leur dispositif de gestion. Ainsi, les dispositions spécifiques ORSEC « Port du Rhin » ont été validées en février 2019 et ont pour objet de disposer d'une organisation de crise planifiée et adaptée en cas d'accident.

Les parties s'engagent à développer la connaissance et partager la surveillance sanitaire des facteurs de risques liés aux activités du site portuaire.

Elles s'engagent à définir une politique de développement de la culture du risque qui permet d'acquérir des règles de conduite et des réflexes, mais aussi de débattre collectivement des pratiques, des positionnements, des enjeux, etc.

4.1.3. Insertion du port dans son environnement urbain - Imbrication ville/port

Depuis la fin du XIXème siècle, le périmètre et la physionomie de la zone portuaire ont fortement évolué tant par les extensions successives du port que par les transformations qui ont pris corps en son sein. En effet, l'espace portuaire est en constante évolution au gré de l'évolution des activités et des entreprises, des mutations sectorielles et des développements technologiques.

Ces mutations internes sont inhérentes à toute zone d'activités. À ce titre, il est à noter l'intérêt manifeste que revêtent les modalités de mise à disposition des terrains aux entreprises sous la forme de contrat d'amodiation longue durée (location). En effet, ces contrats permettent de conserver un contrôle "public" sur ces fonciers et ainsi de renforcer les garanties de résorption ou de mutation des friches industrielles au fil du temps.

A l'échelle de la métropole, la situation du PAS a profondément évolué. Le PAS est à l'origine une zone industrialo-portuaire construite hors la ville. Or l'accroissement démographique de l'agglomération et le projet politique de ville transfrontalière Strasbourg-Kehl ont progressivement réduit les espaces qui séparaient la ville du port et induisent une nouvelle relation ville-port.
Le Plan Local d'Urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg, dans les orientations de son PADD, conforte la place du port dans son rôle clé pour l'attractivité du territoire. (PADD - décembre 2016 - 3.1 développement économique)
Le développement de la ZAC des Deux Rives renouvelle les rapports entre la ville et le port, notamment au niveau des nouveaux sites urbanisés.

Enfin sur le plan des réseaux de communications, et du développement du numérique, les infrastructures de la Ville, de l'Eurométropole et du PAS doivent être coordonnées pour être plus efficaces.

La Région et L'Eurométropole s'engagent à associer le PAS à l'élaboration des outils de planification (SRADDET, SCOT, PLU) et aux réflexions spécifiques qui concernent son territoire (Ceinture Verte...). Le PAS s'engage à contribuer activement à ces réflexions, notamment sur le volet économique, écologique, climatique et paysager

L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg s'engagent à conforter les emprises portuaires et à associer le PAS dans les réflexions relatives à l'évolution du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Elles s'engagent à l'associer au suivi du plan-guide du projet urbain Deux-Rives et à ses évolutions le cas échéant.

Les parties s'engagent à collaborer dans la recherche de solutions qui garantissent la bonne prise en compte croisée des enjeux urbains et portuaires.

Que cela soit auprès des populations ou des acteurs économiques, l'image du port de Strasbourg est duale. Pour une part, la zone portuaire est perçue positivement comme un territoire à forts enjeux économiques et environnementaux, comme un outil servant le tissu économique régional et la distribution des biens de

consommations vers les populations. Pour une autre part, la zone portuaire est perçue comme un générateur de nuisances qui accueille des activités industrielles, de logistique et de transports dont l'utilité collective n'est pas réellement appréhendée et acceptée au sein même du territoire métropolitain.

L'image d'une zone d'activités se construit sur plusieurs facteurs et évolue au gré des évolutions sociétales. Si les besoins des entreprises portuaires étaient antérieurement essentiellement fonctionnels, notamment de disposer d'un terrain et d'infrastructures de transport multimodales efficaces, de nouveaux besoins ou enjeux sont apparus dans une concurrence territoriale exacerbée :

- L'efficacité de l'accessibilité au port pour tous les modes,
- Le besoin de services :
    - aux salariés pour répondre aux besoins des personnels (mobilité, restauration, sécurité, activités sportives, etc…),
    - aux entreprises (énergie, services multimodaux, haut débit…),
    - aux usagers,
- Le besoin d'un environnement paysager et urbain de qualité, qui participe à l'image générale du port, de l'entreprise et à son attractivité en termes de recrutement (qualité des voiries et des espaces publics, intégration paysagère des sites privés…),
- Une dynamique territoriale stable, pérenne et partagée entre acteurs institutionnels.

Ces besoins des entreprises et de leurs salariés, s'ils se déclinent physiquement sur le territoire portuaire, sont autant d'éléments qui permettent d'améliorer la perception de la zone portuaire.

Le PAS s'engage à mener une réflexion stratégique en termes de planification spatiale et à y associer l'EMS et la Ville de Strasbourg. Une attention particulière sera portée aux espaces en interface entre la ville et le port et développement de services et aménités mutualisables.

Les partenaires s'engagent à veiller à la cohérence et la complémentarité des activités accueillies sur le territoire portuaire, dans une logique de synergie territoriale afin de préserver l'identité et l'efficacité du territoire portuaire.

- Entretien et exploitation des voiries publiques

Si les ports sont généralement des espaces clos avec des accès très contrôlés, le port de Strasbourg a la particularité d'être un port ouvert, traversé quotidiennement par des milliers de véhicules utilisant les voiries du port pour la desserte de Strasbourg depuis le Sud de l'agglomération.

Cette situation s'est traduite en 1979 par un transfert de gestion de l'axe routier Nord-Sud au profit de la Communauté urbaine de Strasbourg (axe routier constitué de la rue du Havre - rue de la Rochelle). Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg et le PAS se sont réparti les voiries, l'Eurométropole de Strasbourg gérant l'axe structurant Sud-Nord, et le PAS gérant l'ensemble des voiries secondaires qui irriguent les terre-pleins portuaires.

Afin de se projeter vers une programmation de l'entretien de ses voiries, le PAS a confié au CEREMA en 2014 une mission de diagnostic de l'état des voiries et de définition d'une stratégie de gestion. Cette étude sous-tend aujourd'hui le programme pluriannuel d'entretien des infrastructures routières du PAS.

L'Eurométropole de Strasbourg a également réalisé un audit similaire sur ces voiries portuaires mettant en exergue la nécessité d'intervenir sur les voiries sollicitées par un fort trafic. Certaines portions de ces voiries ayant souffert d'un manque d'entretien chronique ou ayant été dégradées par de multiples travaux de réseaux enterrés, les usagers expriment régulièrement leur mécontentement au sujet de l'état dégradé des revêtements de chaussée et de l'inconfort, voire de l'insécurité, de circulation qui en découlent. De plus, l'état dégradé de l'axe structurant Sud Nord participe négativement à l'image du port et des entreprises qui y sont implantées.

Tous les travaux de voirie dans le port ont des impacts directs sur les circulations. Il faut donc garantir que les différents gestionnaires des voiries dans le port s'informent mutuellement de la programmation des travaux et que

le PAS en soit systématiquement informé pour pouvoir transmettre l'information aux entreprises implantées.

Au-delà de l'entretien des infrastructures routières, la propreté des voies et des accotements est également essentielle dans l'image renvoyée aux usagers. Sur la base de la convention de 1979, l'EMS se charge de nettoyer la route du Rohrschollen et la route du Havre.

L'Eurométropole de Strasbourg et le PAS mèneront une réflexion et des actions collaboratives visant à :

- prendre en compte l' évolution des usages au regard de l'affectation des voiries, pour intégrer notamment le développement du vélo,
- intégrer le développement de la mobilité électrique et des besoins d'infrastructures d'avitaillement induits. Un premier travail a été engagé sur les parkings privés des entreprises. Des réflexions pourront se poursuivre concernant les besoins sur les voies et emprises publiques le cas échéant.
- élaborer un programme pluriannuel d'investissement concerté afin de programmer dans le temps, et en cohérence avec les fonctions des voies et les niveaux de service attendus, les travaux nécessaires à la remise et au maintien en bon état des voiries du port, qu'elles soient propriété de l'Eurométropole de Strasbourg ou du PAS.
- améliorer la communication auprès des usagers concernant les interventions sur les voiries de la zone portuaire.

- Activités interlopes

La zone portuaire est depuis plusieurs années le théâtre d'activités interlopes qui pèsent fortement sur l'image et l'attractivité du port et de ses entreprises, mais aussi sur la qualité de vie des habitants riverains.

Concernant la prostitution de rue, il est aujourd'hui notoire que les voiries du port se voient occupées par un nombre important de personnes en situation de prostitution. La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées inclut, outre un accompagnement des personnes vers une sortie de la prostitution, la pénalisation des clients. La vigilance des pouvoirs publics à l'application de cette loi est essentielle pour le bien de toutes et tous, d'abord pour les victimes du système prostitutionnel, et ensuite pour l'environnement proche des lieux de prostitution. A défaut, l'incompréhension des entreprises et salariés-es du secteur ne peut que se confronter à ce qui peut être considéré, à tort, comme une exhibition néfaste et admise par les pouvoirs publics.

La Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et le PAS s'engagent à mener une réflexion concertée, en associant les services de l'Etat, pour définir les actions qui permettraient d'endiguer ou contenir le système prostitutionnel dans les rues du Port

4.1.4. Le marketing territorial

Les stratégies économiques de l'Eurométropole Strasbourg et de la Région Grand Est intègrent les caractéristiques du Port autonome de Strasbourg, qui contribuent significativement au rayonnement de l'aire d'influence de la métropole Strasbourgeoise. La stratégie de l'Eurométropole met plus particulièrement en exergue quatre secteurs-clés dont celui des mobilités innovantes et multimodales. Le port constitue l'un des atouts de la ville non seulement par le grand pôle logistique et industriel qu'il représente mais aussi du fait de la qualité de ses infrastructures ferroviaires et fluviales, qui l'ouvrent sur l'Europe et l'international.
Par ailleurs, le Plan Local d'Urbanisme intègre les stratégies de l'Eurométropole de Strasbourg en matière économique. Les orientations du PADD confortent la place du port dans son rôle clé pour l'attractivité du territoire. (PADD - décembre 2016 - 3.1 développement économique)

Si la présence du PAS contribue à l'attractivité et au rayonnement à la fois de la ville et de la Région, inversement le rayonnement et la capacité attractive de Strasbourg contribuent à l'attractivité du PAS, au bénéfice notamment

des entreprises et des salariés présents sur la zone. Les différentes parties partagent donc un enjeu de marketing territorial commun.

Les parties s'engagent à partager leurs stratégies de marketing territorial. Le PAS s'engage à contribuer aux actions de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est. L'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est s'engagent à intégrer la promotion des plateformes portuaires dépendant du PAS dans leurs actions de marketing territorial, en mettant l'accent sur le caractère particulier du territoire portuaire qui a vocation à accueillir des entreprises industrielles et logistiques.

4.2. ENJEU 2 : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

4.2.1. Le rayonnement de Strasbourg et de la Région

Strasbourg est la seule ville d'Europe à la croisée de quatre corridors transeuropéens de transport : mer du Nord Méditerranée, Atlantique, Rhin-Danube, Rhin-Alpes.

Le PAS est intégré dans plusieurs partenariats et réseaux de dimension internationale :

- la coopération trinationale Upper Rhine Ports de 9 ports français, allemands et suisses de Bâle à Mannheim qui est unique en Europe ;
- le Groupement européen de coopération territoriale Corridor Rhin-Alpes qui joue un rôle majeur de coordination des différentes collectivités et acteurs de ce corridor de transport et est largement reconnu comme modèle par la Commission européenne ;
- l'Association internationale villes-ports.

Les actions de lobbying au niveau européen de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Région Grand Est (pouvant s'appuyer sur leurs Bureaux à Bruxelles) et du PAS seront coordonnées.

Depuis le début des années 2010, l'Etat met en œuvre des politiques de coopération interportuaire de plus en plus poussées et intégrées par grand axe fluvial (HAROPA sur la Seine, Medlink sur le Rhône, Norlink ports dans le Nord). L'axe rhénan n'a jusqu'à présent pas été concerné.

Le PAS a été à l'origine, en 2012, de la mise en place de la coopération Upper Rhine Ports. Cependant, il n'existe pas, à ce stade, de coordination spécifique entre les ports français de l'axe rhénan.

Les parties s'engagent à être force de proposition sur le sujet de la coopération inter-portuaire à l'échelle de l'axe rhénan et / ou régional.

4.2.2. L'accueil et le développement des entreprises

Le PAS est l'aménageur et le gestionnaire du domaine portuaire. Historiquement, il a pris en charge, conçu et réalisé l'ensemble des travaux de creusement des bassins, de viabilisation et d'aménagement des terre-pleins qui ont transformé des terres alors vierges en un espace dédié à l'activité économique. Le PAS assure également l'entretien et la maintenance des espaces publics créés (voiries, éclairage public, voies ferrées, bassins, espaces-verts…).

Dans le cadre de la gestion portuaire, le PAS met ses terrains ou plans d'eau (bassins) à la disposition des entreprises à des fins industrielles et commerciales, dans le cadre de contrats d'occupation ou d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ce qui correspond à sa vocation première d'établissement portuaire. Ce dispositif vertueux garantit la maîtrise de la vocation des terrains, de la qualité des implantations et de la capacité à intégrer les enjeux émergents dans la durée.

La Ville de Strasbourg a un passé, un présent et un avenir industriels, et la zone portuaire est le principal espace de la Ville dans lequel cette vocation industrielle s'exprime.

La Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg confirment leur soutien au mode de gestion de la zone portuaire par le PAS, tout particulièrement son rôle d'aménageur et la mise à disposition de foncier par le dispositif d'amodiations.

Pour un port comme celui de Strasbourg, les enjeux de maintien et de renforcement de l'attractivité du territoire portuaire se concentrent sur les thèmes suivants (qui sont développés plus bas) :

- **l'accessibilité multimodale du territoire portuaire**, depuis ou vers son hinterland, et depuis ou vers le Rhin Supérieur et l'échelle continentale (accessibilité routière, ferroviaire et fluviale),
- **le développement de l'offre de services** qui constituent des éléments de compétitivité dans la concurrence des zones d'activité à l'échelle du Rhin supérieur (services aux entreprises, services aux salariés, haut débit, etc…),
- **le développement ou le renouvellement foncier** au travers de la création d' offres foncières pour répondre aux besoins d'implantation d'entreprises nouvelles, ou d'extension d'entreprises existantes.

4.2.2.1. Accessibilité multimodale du territoire portuaire

La desserte multimodale du port de Strasbourg est au cœur d'enjeux cruciaux: enjeux énergétiques, environnementaux, de résilience à des crises multiples, d'efficience et d'acceptabilité ainsi que de développement économique.
A l'instar de toute zone d'activités, qui plus est portuaire, la prise en compte de l'efficience des dessertes du port pour les trois modes de transports que sont la voie d'eau, le fer et la route, revêt une importance capitale pour le tissu économique local. En effet, outre les flux de marchandises propres aux entreprises portuaires, le port de Strasbourg s'articule également avec les zones d'activités et les entreprises situées dans l'aire d'influence métropolitaine, qui prennent aussi une part dans les flux en desserte du port.

Le contexte urbain, avec cette plus forte proximité des trafics générés par le port avec l'enveloppe urbaine à vocation d'habitat, en France comme en Allemagne, renforce la perception et l'exposition aux nuisances générées par ces trafics et induit une obligation de leur maîtrise en compatibilité avec la préservation et le renforcement de la dynamique économique. En effet, si l'ensemble des acteurs publics ne remet pas en cause la nécessité d'une desserte efficace du port, les enjeux de qualité de l'air et de santé publique, mais également de bruit (et dans une moindre mesure de sécurité routière et d'accidentologie) sont aujourd'hui prégnants et placent la desserte routière du port au cœur du débat public.

Le Port et les différentes entreprises qui le composent sont également conscients de leur rôle dans la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre, en accord avec les différents plans climat existants à toutes les échelles territoriales ; la part des transports est majeure dans ces émissions qui doivent rapidement se réduire.

La question du transport de marchandises doit, comme celle du transport de voyageurs, traiter d'abord de la génération de déplacements (les optimiser au maximum en nombre et en portée), puis de la faisabilité de transferts modaux, enfin de l'amélioration du rendement énergétique (optimisation logistique) et de la réduction des nuisances (énergies plus « propres »). C'est sous cette approche globale que la question des accès tous modes au Port doit être confortée.

Ainsi, l'accent doit être avant tout mis sur l'objectif de doublement des trafics de fret ferroviaire ; cet objectif ambitieux nécessite un effort partenarial continu tant pour l'amélioration des infrastructures existantes que de la levée des barrières (réglementaires, économiques, organisationnelles) freinant encore le développement du fret ferroviaire.

PROJET

Accessibilité ferroviaire

Le PAS a mis au cœur de sa stratégie le développement des liaisons ferroviaires avec un objectif de doublementde son trafic ferroviaire à horizon 2030 (par rapport à 2020), en cohérence avec la Stratégie nationale de développement du fret ferroviaire. Tous les ports misent sur un accroissement de la part du fret ferroviaire pour fluidifier leurs connexions avec leurs hinterlands. Dans cette optique, le PAS se trouve face à plusieurs enjeux :

- faciliter l'accès au port depuis l'Allemagne, en particulier en baissant le coût de cette section qui bien qu'inférieure à 1 km représente 20 % du coût d'une navette Strasbourg-Rotterdam et en améliorant laconnexion des infrastructures de franchissement de la frontière ;
- raccourcir le trajet vers le Sud pour éviter le passage par le sillon lorrain et résoudre ainsi la question des tunnels du Doubs ;
- préserver la qualité de sa desserte ferroviaire existante, d'une part, en assurant les travaux de renouvellement des voies ferrées là où cela est nécessaire (réseau ferré national pour l'accès Sud auport de Strasbourg, réseaux ferrés national et portuaire pour l'accès au port de Marckolsheim), d'autre part, en garantissant des sillons pour le trafic fret, notamment en s'articulant avec le déploiement du réseau express métropolitain européen;
- se positionner sur le ferroutage. La région du Rhin supérieur manque d'une plateforme en la matière. Les différents sites du PAS représentent de réelles opportunités.

Pour répondre à ces enjeux, le PAS a fortement investi en 2019-2020 dans la mise à niveau de sa gare de triage, première gare de fret d'Alsace. Le PAS porte désormais un projet majeur de nouveau terminal ferroviaire afin d'accroître ses capacités de traitement en nombre de trains. Les études en ont été lancées fin 2021.

Les parties conviennent de l'importance du développement du fret ferroviaire.

Les parties s'engagent à veiller à un équilibre entre le transport de voyageurs, notamment le projet REME, et le transport de marchandises, afin de permettre des connexions fret performantes.

Le Port Autonome de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à préserver les fonctionnalités ferroviaires dans les zones de développement urbain, notamment la voie ferrée le long de Starlette et à permettre le développement de ses trafics, via son projet de nouveau terminal ferroviaire et, en lien avec la Région Grand Est, le développement des connexions au réseau national et international.

Les parties s'engagent à trouver les solutions pragmatiques et qualitatives afin de rendre les voies ferrées actuelles compatibles avec des traversées, notamment pour les modes actifs dans le respect des enjeux de sécurité ferroviaire et des personnes.

Accessibilité routière :

Sur une distance s'étirant sur 10 kilomètres le long du Rhin, la zone portuaire est aujourd'hui desservie par deux grands axes qui assurent également l'accessibilité depuis l'Allemagne :

- Un accès sud:
  - vers la France par la RM363 (2x2 voies), dont l'efficacité connective vers les autoroutes françaises a été améliorée avec l'achèvement des travaux de la Rocade Sud,
  - vers l'Allemagne par la L98 (2x1 voie) pour connecter l'axe autoroutier allemand.

- Un accès central:
  - vers la France par l'avenue du Rhin (ex-RN4) requalifiée en boulevard urbain,
  - vers l'Allemagne par le pont de l'Europe et la connexion en 2x2 voies vers l'A5.

L'avenue du Rhin absorbe un trafic routier important qui génère des situations de congestions récurrentes entraînant des pertes de productivité pour les entreprises, une insatisfaction croissante des usagers particuliers ou professionnels, ainsi qu'un mécontentement des riverains à l'encontre des poids lourds, bien que la part de ceux-ci dans le trafic soit minoritaire (environ 7%) et en diminution au regard de périodes antérieures. L'avenue du Rhin concentre une pollution permanente qui occasionne un problème de santé publique comme les constats et différentes mesures du PPA l'ont montré, et comme cela a été rappelé lors des travaux de la mission d'information et d'évaluation portant sur les perspectives d'évolution de l'avenue du Rhin (MIE, juin 2019).
L'urbanisation le long de l'avenue du Rhin renforce la demande de maîtrise du trafic global, dont le trafic poids lourds, qui pourrait aboutir à terme à limiter progressivement le nombre de poids lourds sur cet axe. Cette orientation nécessite de travailler aux conditions d'accès à la zone portuaire pour préserver sa bonne accessibilité tous modes, la fonctionnalité de ses activités et les conditions d'exploitation des entreprises.
Compte tenu de l'étalement géographique du port sur un axe Nord-Sud, il est nécessaire que la plateforme portuaire puisse préserver a minima deux accès performants afin de maintenir l'efficience de sa desserte et les conditions d'exploitation des entreprises.

Les parties partagent le besoin, que ce soit dans des fonctions purement logistiques ou des fonctions industrielles, de développer une accessibilité tous modes performante de la zone portuaire, passant notamment par le développement du ferroviaire et du fluvial. Elles s'engagent à étudier et porter les nouvelles offres de mobilités moins carbonées.

Elles conviennent également qu'au regard des enjeux importants et grandissants en termes d'exposition à la pollution atmosphérique, portés par la ZFE-m de l'Eurométropole de Strasbourg, les émissions doivent être limitées au maximum, notamment à proximité de l'avenue du Rhin.
Pour cela, les parties prenantes s'engagent à porter une stratégie partagée d'incitation des usagers de la voirie, dont les entreprises du PAS, à opter quand cela est possible pour des mobilités alternatives, ou à défaut de s'équiper de véhicules moins polluants

Les parties partagent le constat que la multimodalité de la zone portuaire, inclut nécessairement une part de trafic routier, même si l'objectif de baisser cette part au bénéfice des modes alternatifs doit guider l'ensemble de la stratégie d'accessibilité. Elles conviennent que l'amélioration des conditions d'accessibilité de la zone portuaire est un enjeu majeur pour la plateforme multimodale portuaire et pour asseoir la pérennité et le développement des acteurs économiques qui la composent.

Les parties s'engagent à étudier les différents scénarios possibles permettant au port de Strasbourg de bénéficier de deux accès routiers de desserte, géographiquement répartis et tenant compte d'itinéraires routiers efficients et économiquement performants tant dans l'approche de l'agglomération que de la desserte locale du port.
Cette étude devra prendre en compte la capacité actuelle et future des accès, leur rôle dans le fonctionnement du port, leur compatibilité avec la politique de déplacements à l'échelle du territoire, de santé publique et d'urbanisation, les contraintes environnementales de toutes natures, les perspectives d'évolution de parts modales, d'évolution quantitative et qualitative des parcs roulants, les contraintes économiques et juridiques, les enjeux d'acceptabilité tant des acteurs économiques que de la population ; cette étude devra traiter les différents volets nécessaires : investissements/aménagements, réglementation, exploitation, tarification

4.2.2.2. Développement de l'offre de services

Intégrer les entreprises dans leur écosystème territorial

Les partenaires s'engagent à promouvoir l'intégration des entreprises dans les démarches collectives développées sur la zone portuaire (PEPS, CLES, GUP….- voir enjeu n°2) ou de l'Eurométropole.

La Région Grand Est, le Port Autonome de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à proposer aux entreprises du Port Autonome de Strasbourg une offre territoriale d'accompagnement lisible, efficace et coordonnée, leur permettant :

- de valoriser les initiatives innovantes des entreprises et de les intégrer dans l'écosystème local
- d'intégrer le plan régional Industrie du Futur,
- D'accéder aux dispositifs régionaux de financement de leurs projets de développement,
- D'accompagner les innovations des entreprises, notamment en mobilisant les dispositifs régionaux de financement de l'innovation, en recourant aux appels à projets…
- De mobiliser les dispositifs régionaux de financement de la formation pour répondre à leurs besoins en compétences en phase de recrutement,
- De mobiliser les dispositifs régionaux de financement de l'efficacité énergétique (CLIMAXION)
- De mobiliser les dispositifs d'accompagnement dans le cadre du plan climat de l'Eurométropole de Strasbourg
- D'accéder aux dispositifs régionaux d'accompagnement des entreprises en difficultés.

Optimiser une offre de service territoriale

Dans un contexte concurrentiel accru et une recherche d'image valorisante, les attentes des entreprises ont évolué. Si ces dernières recherchaient historiquement de simples solutions foncières et des infrastructures, elles recherchent aujourd'hui des sites qualitatifs proposant des solutions foncières et immobilières associées à des offres de services.

Ces offres de services constituent un vecteur d'attractivité dans la compétition entre territoires mais aussi un élément de performance pour les entreprises qui les utilisent.

Conscient de ces enjeux, le PAS souhaite poursuivre les réflexions et les actions visant à développer l'offre de services à destination des entreprises du port autonome de Strasbourg :

- promouvoir et faciliter l'usage de la multimodalité,
- développer autant que possible l'accès au très haut débit,
- poursuivre les efforts sur l'amélioration de l'agrément de la zone et notamment la qualité des espaces publics,
- mener une réflexion visant à l'amélioration de la sécurité,
- accompagner les actions de synergies dans le cadre de la démarche CLES (Coopération Locales En Synergie),
- mener une réflexion pour le développement de services de proximité à destination des salariés sur le port de Strasbourg (commerces, restaurants, services bancaires, activités sportives….) et intégrer le centre routier dans cette réflexion dans une logique de polarité ; ces services gagneront à être pensés en synergie entre zones portuaires et habitées,
- poursuivre les réflexions et la mise en œuvre des actions du Plan de Déplacement (PEPS).

Les partenaires considèrent que le développement de l'offre de services est un élément essentiel de la fonctionnalité de la zone portuaire et s'engagent à accompagner le PAS dans ces réflexions et actions.

La Ville et l'Eurométropole s'engagent à intégrer le besoin des entreprises dans les réflexions programmatiques conduites sur les Deux Rives pour mutualiser les services et aménités urbaines au profit des salariés, visiteurs et habitants.

4.2.2.3. Renouvellement et développement foncier

En cohérence avec les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de décembre 2016, le territoire portuaire doit conserver des disponibilités foncières pour pouvoir accueillir de nouvelles entreprises ou permettre les développements des entreprises déjà implantées.

Le projet urbain des 2 Rives, dont la ZAC éponyme a été créée en 2013, traverse le port de Strasbourg dans sa partie centrale. Dans ce cadre, le PAS a cédé plus de 22 hectares de terrain, réduisant de ce fait sa capacité d'accueil d'entreprises. Par ailleurs, le PAS dispose de très peu de disponibilités foncières à Strasbourg (96% des terrains sont aujourd'hui occupés).

De nombreuses plateformes portuaires ont connu ou connaissent des problématiques, notamment urbaines, similaires à Strasbourg. Dans tous les cas, des solutions de développement foncier sortant de la circonscription « historique » de ces ports ont été mises en œuvre pour permettre la poursuite du développement des activités. Dans le cas de Strasbourg, les développements en cours à Lauterbourg et à Marckolsheim répondent à cette logique, mais sont aujourd'hui les derniers terrains bord à eau qui, compte tenu de la richesse environnementale du secteur rhénan, restent aménageables.

Dès lors, deux solutions seront mises en œuvre pour permettre l'accueil des entreprises, et en particulier celles utilisant la multimodalité :

- Le renouvellement urbain et la densification de la zone portuaire existante, en particulier en optimisant les surfaces réservées par les entreprises pour leur développement, ou en « remembrant » des surfaces peu utilisables du fait de leur configuration, dans le but de dégager des terrains mieux adaptés. Cet enjeu de densification du port est une priorité afin de poursuivre son développement tout en valorisant les infrastructures existantes et en limitant la consommation de foncier et l'artificialisation des sols en cohérence avec les objectifs du Zéro artificialisation nette (ZAN).
  La mise en place d'une vision territoriale recherchant les meilleurs équilibres entre préservation/développement de la biodiversité et développement économique est une condition de cette densification sur le périmètre actuel du Port. Elle passera par une stratégie d'évitement et de réduction des impacts, mais aussi de compensation environnementale à construire à l'échelle du Port (démarche ERC).

- Le développement à l'échelle régionale de zones d'accueil logistiques plurimodales bien reliées en particulier au fer, pour l'accueil d'entreprises prêtes à utiliser de tels services.

> Les parties reconnaissent le Port comme l'acteur de référence du territoire métropolitain pour le développement de zones d'activités multimodales. Les parties s'engagent à garantir sur le long terme la possibilité pour le PAS de développer ses activités sur des surfaces multimodales à l'échelle de la Région Grand Est.
>
> Le PAS s'engage à développer une réflexion d'ensemble en matière de planification spatiale prenant en compte les enjeux de sobriété et d'optimisation foncières, de maîtrise des risques, de préservation de la biodiversité à l'échelle des emprises portuaires actuelles. Le PAS s'engage à y associer l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Région Grand Est.

4.2.3. Le développement touristique

Depuis plusieurs décennies, le PAS intervient dans le développement touristique du territoire.

L'accueil des paquebots de croisière

Le PAS dispose de deux terminaux de croisières : un terminal de croisière au quai des Belges permettant d'accueillir des paquebots fluviaux de 110 mètres et un terminal mis en service en 2017 situé rue de la Minoterie permettant d'accueillir les paquebots fluviaux de 135 mètres. Par ailleurs, l'armateur Croisieurope dispose de son propre terminal de croisière, situé

rue du Havre, accessible aux bateaux de 110m.

En 2019, c'est plus de 230 000 passagers qui ont embarqué ou débarqué à Strasbourg.

Ces croisiéristes génèrent des retombées financières pour le territoire, évaluées à 48 €/passager et qui tiennent aussi à l'activité d'approvisionnement et d'entretien des bateaux.

Les enjeux de l'accueil des paquebots fluviaux sont multiples :

- Un enjeu de capacité d'accueil : face à la croissance prévisible de ce marché, le PAS souhaite mener une réflexion relative aux capacités d'accueil des paquebots fluviaux à Strasbourg (capacité des terminaux existants, perspective de développement de nouveaux emplacements…),

- Un enjeu environnemental : la réflexion liée au développement des capacités d'accueil pourrait être accompagnée d'une réflexion innovante sur les émissions de gaz à effet de serre des bateaux de croisière,

- Un enjeu de cohabitation : le stationnement des paquebots fluviaux en zone urbaine, notamment au quai des Belges, peut générer des difficultés de cohabitation avec des habitants (bruits des touristes, groupes électrogènes en fonctionnement, autocars cherchant les croisiéristes, véhicules de livraison, déchets…),

- Un enjeu de développement de services : si le port de Strasbourg offre aujourd'hui des solutions de stationnement et d'embarquement satisfaisantes pour les armateurs, la question du développement de services complémentaires est à étudier.

> La Région, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville partagent l'importance de l'accueil des paquebots de croisière à Strasbourg.
>
> Ils s'engagent à définir une stratégie sur le développement touristique notamment en matière de tourisme fluvial et de renforcement de la qualité de l'accueil des croisiéristes, à laquelle le PAS s'engage à contribuer.

Concernant l'amélioration des conditions de cohabitation avec les riverains du quai des Belges et une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux liés à la présence des paquebots fluviaux à Strasbourg, le PAS étudiera les solutions techniques qui pourraient être mise en œuvre, notamment l'électrification à quai.

Tourisme à thèmes

La Région, l'Eurométropole et la Ville souhaitent que des offres de tourisme à thèmes puissent se développer en complément de l'offre traditionnelle, notamment le segment de marché relatif au tourisme de découverte économique.

Il est à noter que plusieurs initiatives sont en cours sur ce thème :

- L'entreprise SCHROLL a réalisé la construction de la « Maison du recyclage » qui vise à sensibiliser le plus grand nombre aux vertus de la valorisation des déchets et à la compréhension de la filière,
- La création d'un parcours de « tourisme éthique » permettant la visite de plusieurs acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire,
- La relance de visites du port en bateau par BATORAMA et le PAS.

Conscient de l'importance que revêt l'appréhension de l'industrie par le plus grand nombre, la Région Grand Est soutient les projets de tourisme de découverte économique au titre de son dispositif « projets structurants ».

Bateaux de visite de Strasbourg

BATORAMA, filiale du PAS, transporte chaque année plus de 750 000 passagers afin de leur faire découvrir Strasbourg par la voie d'eau. C'est la première activité touristique payante du Grand Est.

Les grands enjeux de cette activité sont :

- L'amélioration continue de l'offre de service afin de conforter son attractivité,
- Le renouvellement de la flotte de bateaux vers des bateaux à propulsion propre (électrique, hydrogène, etc…) afin d'améliorer l'empreinte carbone de l'activité et participer activement à la prise en compte des enjeux environnementaux relatifs aux transports en ville,
- La pertinence et la fonctionnalité du(des) point(s) d'appontement en cohérence avec l'offre touristique de Strasbourg.

La Région Grand Est, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg confirment l'importance que revêt l'activité des bateaux de visite dans l'offre touristique de Strasbourg et soutiennent la politique de l'entreprise en matière de renouvellement de la flotte vers des solutions plus propres du point de vue environnemental.
L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg s'engagent à accompagner Batorama et le PAS dans le l'adaptation et/ou le développement des lieux d'appontement.

Les parties s'engagent également à étudier l'usage de ces infrastructures et de cette flotte au profit de l'accessibilité touristique plus large de Strasbourg (notamment en lien avec les autocaristes).

La plaisance et les canaux

L'offre strasbourgeoise est composée de 6 ports de plaisance développant une capacité d'accueil d'environ 270 places.
Strasbourg est très bien localisée à l'interconnexion du canal de la Marne au Rhin, du canal du Rhône au Rhin et du Rhin. 3 ports de plaisance sont situés sur les canaux à niveau constant, les 3 autres sur des bassins directement connectés au Rhin

L'offre de location de bateaux est très disparate entre les secteurs. Très présente sur le parcours de la Marne au Rhin, elle est très faible sur le canal du Rhône au Rhin (ce qui est dû à la discontinuité du canal) et absente à Strasbourg à l'exception de deux offres de location de bateau électrique (sociétés Marin d'eau douce et Captain Bretzel).

Sur le Rhin, son activité porte sur la plaisance privée (permis obligatoire)

Concernant l'accueil des plaisanciers de passage, environ la moitié des ports proposent des places dédiées uniquement aux visiteurs toutefois relativement faibles en nombre. Aussi deux enseignements apparaissent dès à présent :

- L'offre faible de places visiteurs à Strasbourg ne permet pas d'établir une continuité dans l'offre touristique du réseau navigable et d'identifier Strasbourg comme une escale incontournable des villes fluviales de l'Est.
- Une ouverture totale du canal entre Strasbourg et Colmar prévu à l'horizon 2028 pourrait situer Strasbourg comme port de départ, d'arrivée et de passage entre deux voies touristiques majeures.

La Ville de Strasbourg s'est engagée, en partenariat avec VNF, dans une démarche multi-partenariale pour le développement et la diversification de l'usage des voies d'eau navigables (démarche « vie fluviale »). L'implication du PAS permet le développement de nouvelles offres touristiques : installation d'une base de location de bateaux électriques sans permis, bateaux à passagers d'animation, etc.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent déterminer une stratégie touristique en termes d'accueil de bateaux de plaisance et de construction d'une offre touristique renouvelée qui pourrait par exemple prendre en compte les besoins non satisfaits d'une offre d'itinérance bateaux-cycles. Le PAS s'engage à contribuer à cette stratégie.

Les partenaires s'engagent à diversifier les offres de tourisme fluvial tout en conciliant les usages des voies d'eau et à participer aux démarches partenariales en ce sens.

Les parties s'engagent à participer conjointement au développement d'une capacité d'accueil complémentaire pour la plaisance privée à horizon 2028 en vue de l'ouverture totale du canal du Rhône au Rhin entre Strasbourg et Colmar.

Dans le prolongement de la démarche « Vie fluviale », les partenaires s'engagent à étudier et mettre en œuvre avec VNF et les partenaires privés du territoire une offre de loisirs urbains sur la voie d'eau, en compatibilité avec ses autres usages.

4.3. ENJEU 3 : LA TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

4.3.1. Programmer un développement des fonctions portuaires compatible avec les enjeux de transformation écologique et d'adaptation au changement climatique

La crise climatique, l'effondrement de la biodiversité, la montée en puissance des enjeux énergétiques, influent sur la conception du devenir du territoire et le contexte normatif. La capacité à continuer à transformer le territoire portuaire et à en intensifier les usages économiques passe par une vision globale et articulée du point de vue territorial (territoire métropolitain transfrontalier, périmètre du Port, parcelles de chaque entreprise) et des thématiques traitées (programmation économique, urbaine, écologie, des mobilités) :

- Construction d'une vision de programmation stratégique à l'échelle du Port, notamment pour concilier économie et écologie (notamment du point de vue de la trame écologique et de la gestion des approches de compensation environnementale),
- Traduction dans un schéma directeur de planification contractualisé entre les parties et validé par les services de l'Etat,
- Pilotage de sa mise en œuvre par le PAS, qui pourrait compléter son rôle d'aménageur d'un rôle d'opérateur de compensations écologiques
- Traduction dans le PLUi et les autres documents de planification aux différentes échelles territoriales.

Le PAS s'engage à consolider la vision stratégique et prospective de son développement économique et écologique et à la spatialiser dans un Schéma directeur urbain.
Elle s'engage à la co-construire avec la ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est s'engagent à accompagner et intégrer ces réflexions dans leurs propres démarches de planification urbaine et écologique.

4.3.2. Diminuer l'empreinte carbone des sites portuaires

- Développer la connaissance

L'empreinte carbone de la zone portuaire de Strasbourg n'a pas été mesurée finement jusqu'alors, de même que son poids dans l'empreinte carbone de l'Eurométropole de Strasbourg. Le premier enjeu est donc un enjeu de connaissance afin de connaître le point de situation actuelle et envisager des actions chiffrées.

Les parties s'engagent à développer la connaissance, à mesurer l'empreinte carbone de la zone portuaire de Strasbourg, et à évaluer son poids dans l'empreinte carbone territoriale de l'Eurométropole de Strasbourg.

- Développer les mutualisations et synergies entre entreprises

Le PAS, l'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est sont engagés depuis 2013 dans la démarche CLES (Coopérations locales et environnementales en synergie), qui est, à la fois, la plus importante et la plus ancienne démarche d'écologie industrielle de la région, et aussi l'une des plus matures au niveau national. Elle permet d'économiser chaque année 3 500 T eqCO_2 et d'accompagner les entreprises dans leurs efforts de réduction de leurs émissions.

CLES a démontré sa capacité à entraîner les entreprises implantées sur le port, industriels et logisticiens, sur de nouveaux schémas de développement plus vertueux d'un point de vue environnemental. La démarche a désormais vocation à poursuivre le développement de nouvelles synergies. Elle permet aussi de sensibiliser et informer les entreprises sur de nouvelles technologies ou dispositifs plus performants sur le plan environnemental. Les entreprises financent désormais 50 % du coût de la démarche, ce qui est un modèle au niveau français, mais le soutien des acteurs publics reste important pour s'assurer d'un véritable projet de territoire et d'une démarche d'intérêt général.

Les parties s'engagent à poursuivre sur le long terme leur soutien à cette démarche tout en visant un financement par les entreprises supérieur ou égal à 50 % de son coût qui s'inscrit pleinement dans les objectifs du PTRTE de l'EMS (Pacte de Relance et Transition Ecologique) signé le 26 avril 2022.

La Région, en collaboration avec l'ADEME à travers le programme Climaxion, souhaite continuer à accompagner techniquement la démarche CLES, financièrement en cas de projets éligibles aux dispositifs de soutien en faveur de l'économie circulaire et de synergies entre entreprises inscrites dans la démarche, et à l'inclure dans tous les échanges du réseau EIT Grand Est. La maturité de CLES et l'investissement important des entreprises en font un exemple à promouvoir au niveau régional et national.

Les parties s'engagent à veiller à la poursuite de recherche de synergies des gains environnementaux dans le cadre de CLES.
Le développement de l'écologie industrielle et de l'économie circulaire, la réduction de la quantité de déchets, le renforcement du tri sélectif, y compris de nouvelles filières, sont des objectifs partagés entre l'Eurométropole de Strasbourg et le PAS, qui trouvent leur traduction opérationnelle dans le travail entrepris sur cet aspect dans CLES.

- Développer les mobilités actives

En 2012, à la demande des entreprises implantées, le Port autonome de Strasbourg a lancé un Plan de Déplacements Inter-Entreprises, afin d'améliorer l'accessibilité de la zone portuaire.

La mise en place du projet s'est déroulée en plusieurs temps. Un diagnostic « mobilités » des salariés de la zone portuaire a été réalisé en 2012. Le Plan de déplacements des Entreprises du Port de Strasbourg (PEPS), pour augmenter les mobilités alternatives à la voiture, a mobilisé outre les acteurs institutionnels comme l'Eurométropole, l'ADEME, la DREAL, la CARSAT, la CCI, la Région, le conseil départemental, une cinquantaine de référents désignés spécifiquement dans les entreprises. Il a été signé par les différentes parties fin 2013.

Les actions ont été lancées dès 2014, conformément au plan défini, et coordonnées par une équipe d'animation. Le PAS et l'Eurométropole de Strasbourg financent depuis 2014 la mise en place du Plan de déplacements de la zone portuaire de Strasbourg. En concertation avec les entreprises du port, ce plan d'action a été actualisé et publié en 2022. La mobilité des salariés est au cœur de l'attractivité des entreprises et donc au cœur de l'attractivité de la zone portuaire de Strasbourg.

Le développement du vélo est une composante importante de cet objectif, en traduction des stratégies eurométropolitaine et régionale qui visent à accompagner les changements de mobilités des habitants et des travailleurs, notamment à travers

le développement du réseau de pistes cyclables.

En juin 2021, l'Eurométropole de Strasbourg a adopté un « plan vélo » inédit, reposant notamment sur un vaste programme de développement du réseau cyclable au travers de 100 M€ d'investissements.

Le plan vélo régional 2022-2028 adopté en juin 2022 par le Conseil Régional, se décline en 8 engagements et 31 actions pour promouvoir la pratique cycliste auprès de tous les publics : habitants, travailleurs, personnes en situation de fragilité, lycéens, sportifs. Ce plan contribuera à accompagner les changements de mobilité dans tout le Grand Est. Entre autres perspectives, il prévoit un accompagnement des collectivités à la réalisation d'aménagements cyclables menant aux équipements d'intérêt régional : il s'agit de permettre aux travailleurs, visiteurs, réguliers ou occasionnels, de rejoindre à vélo les grands générateurs de flux.

Les parties s'engagent à maintenir leur soutien à PEPS, en co-finançant le travail d'animation de PEPS et l'expérimentation de solutions innovantes de mobilités domicile-travail sur le territoire portuaire.

Le PAS et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à poursuivre leur partenariat visant à compléter le réseau cyclable sur le port en cohérence avec le plan vélo régional et de l'Eurométropole.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à intégrer la zone portuaire dans les réflexions sur l'actualisation du volet déplacement du PLUi et sur le développement des modes actifs.

- Promouvoir les énergies renouvelables

L'enjeu énergétique et la sécurisation des approvisionnements constituent un enjeu majeur pour les entreprises de la zone portuaire. La transition énergétique doit permettre d'aller vers un territoire durable. Les parties partagent l'objectif de faire de la zone portuaire un territoire pionnier en matière d'énergies renouvelables.

D'après l'ADEME, la première énergie renouvelable est l'énergie de récupération.

Depuis 2015, le PAS travaille à une stratégie énergétique en partenariat avec RCUA visant à développer des mutualisations sur cette thématique.

Les études menées ont permis de quantifier les flux énergétiques entrants et sortants des grands industriels de la zone portuaire. En particulier, 3 industriels disposant d'un gisement important en chaleur de récupération ont pu être identifiés, ainsi que des exutoires pour les réseaux de chaleur urbains ou pour d'autres industriels de la zone portuaire. La société R-PAS a été créée en 2020 pour mettre en œuvre les projets et le réseau de chaleur est opérationnel depuis 2021. Ce réseau a vocation à s'étendre et à permettre la décarbonation de certains industriels.

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé la révision de son Schéma directeur des énergies. Les opportunités de valorisation de la chaleur fatale seront étudiées, notamment l'exportation vers un réseau de chaleur. Elle va également renouveler la ligne d'incinération des boues de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau.

Le PAS s'engage à poursuivre la recherche de valorisation de la chaleur de récupération dans le but de faire contribuer le territoire portuaire aux objectifs du Plan Climat Air Energie de l'Eurométropole de Strasbourg et de ses documents de planification énergétique.

L'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et le PAS s'engagent à rendre possible le développement du réseau de chaleur R-PAS sur la zone portuaire et du réseau de récupération de la chaleur fatale de BSW porté par la SEM Calorie Strasbourg Kehl. L'Eurométropole s'engage à étudier les opportunités de valorisation de chaleur fatale de la prochaine ligne d'incinération de la station d'épuration de Strasbourg La Wantzenau.

L'Eurométropole s'engage à associer le PAS à la révision du Schéma Directeur des énergies et des autres schémas liés. Elle s'engage à étudier finement avec le PAS et le Port de Kehl les conditions de mise en œuvre du réseau de la SEM Calorie dans le territoire portuaire.

PROJET

Le territoire portuaire, du fait de la présence de nombreux entrepôts logistiques, recèle un potentiel qu'il faut étudier en matière d'énergie photovoltaïque.

Les parties s'engagent à étudier les potentialités du territoire portuaire en termes d'énergies photovoltaïque ou éolienne et à favoriser la réalisation de projets éventuels.
Le dispositif Climaxion pourra être exploré pour travailler sur l'efficacité énergétique des bâtiments et sur les énergies renouvelables.

4.3.3. Améliorer la qualité de l'air

L'EMS a initié, depuis le 1er janvier 2022, la mise en place d'une Zone à faibles émissions - mobilité (ZFE-m) à travers des restrictions progressives de circulation pour les véhicules selon leurs vignettes Crit'Air, et ce, sur l'ensemble de son territoire.

- Développer la connaissance

La qualité de l'air en différents points de la zone portuaire de Strasbourg n'est pas mesurée à ce jour. Or, l'évolution des activités sur le port, en proximité de quartiers habités, pose la question de sa surveillance renforcée et pérenne.

Le premier enjeu est donc de connaître le point de situation actuelle, afin d'envisager des actions préventives ou correctives le cas échéant.

La réalisation d'un état des lieux des connaissances, études et données disponibles permettra d'identifier les manques et les moyens à mettre en place pour améliorer cette connaissance et mettre en œuvre des mesures et des aménagements pour limiter l'impact des activités existantes sur la qualité de l'air et/ou pour anticiper celui des activités et aménagements futurs. Ce travail pourra être réalisé en lien avec Atmo Grand Est, association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air, dont le PAS est membre. Cela pourrait aussi être l'occasion d'approfondir les méthodes de calcul concernant l'évaluation des émissions polluantes issues de la flotte fluviale afin que les acteurs concernés participent à l'élaboration de ces méthodes.

Par ailleurs, la qualité de l'air est un sujet important pour l'acceptabilité des activités industrialo-portuaires par les populations riveraines. Un partenariat avec Atmo pourrait être envisagé sur la sensibilisation.

Les parties s'engagent à développer la connaissance et la mesure de la qualité de l'air de la zone portuaire de Strasbourg, ainsi qu'à localiser l'origine des polluants identifiés.
Les parties s'engagent à travailler de manière collaborative, dans le cadre de la révision du Plan de Protection de l'Atmosphère porté par l'Etat, à la mise en œuvre d'un plan d'actions et à l'amélioration de l'information et de la communication grand public sur les émissions industrielles.

- La promotion de carburants alternatifs

Le PAS est engagé depuis plusieurs années dans la promotion de carburants alternatifs. Il l'a démontré sur sa propre flotte de véhicules avec un passage progressif en véhicules électriques, mais aussi en facilitant l'émergence d'offres pour accompagner les changements de flottes de ses clients ou utilisateurs des infrastructures portuaires : création d'une capacité en GNV dans la zone Eurofret, participation à une étude européenne sur le développement du GNL pour le transport fluvial et routier, conduite d'une étude avec France Hydrogène sur le potentiel hydrogène au PAS.

La Région pourra mobiliser ses dispositifs dédiés à la mobilité, comme le soutien au déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules hybrides et électriques, recharge bioGNV et recharge hydrogène sous réserve d'éligibilité.

Batorama est également passé depuis 2017 à l'utilisation du GTL, carburant moins émetteur en NOx, en attendant le renouvellement de l'ensemble de sa flotte vers une motorisation électrique.

Afin de permettre l'émergence de carburants plus durables, la Région Grand Est s'est dotée, en décembre 2021, d'un plan motorisations à faibles émissions destiné à décarboner la mobilité routière et à favoriser l'émergence de stations

multi-énergies.

L'objectif principal de ce Plan est d'identifier, sur les territoires, les besoins et les solutions de développement concernant les biocarburants liquides, le (bio)GNV, l'électromobilité et l'utilisation de l'Hydrogène. Cette identification doit permettre de faire émerger des projets locaux (production, distribution, usage …) autour de ces nouvelles motorisations.

Ce plan se traduit notamment par deux dispositifs d'aide, le premier pour des études territoriales, dont l'Eurométropole de Strasbourg s'est déjà saisie, et le seconde pour des aides à l'acquisition et retrofit de véhicules routiers à faibles émissions.

Le PAS s'engage à poursuivre son action pour encourager le passage des à des carburants alternatifs dans le cadre d'une mobilité durable et bas carbone, que ce soit en développant des capacités d'avitaillement ou en accompagnant des porteurs de projet. Le PAS s'engage à relayer les objectifs de la ZFE-m auprès de ses usagers et à promouvoir le report modal. L'EMS s'engage à associer activement le PAS et ses usagers au suivi et à l'évaluation de la ZFE-m de manière à identifier ensemble les évolutions à apporter pour permettre le juste de développement de l'activité portuaire, en cohérence avec les objectifs de la ZFE-m.

La Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville s'engagent à intégrer les zones portuaires dans les réflexions portant sur le déploiement de carburants alternatifs, notamment dans le cadre de l'étude du Schéma directeur des mobilités décarbonnées piloté par l'Eurométropole.

Le PAS s'engage à travailler avec les entreprises pour le limiter les émissions de NOx et de particules liées à leurs mobilités en lien avec la révision du plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de Strasbourg.

L'un des objectifs retenus dans le cadre du PPA validé en 2014 pour le secteur industriel était d'inscrire un principe de stabilisation des émissions d'oxydes d'azote NOx et de particules dans la zone PPA, sur la base de la moyenne des émissions des années 2007 à 2009. En pratique, cette gestion des émissions du secteur industriel doit garantir à la fois l'amélioration continue des installations en place et maintenir la possibilité d'implantations industriellesnouvelles.

Pour les installations industrielles nouvelles, il est également demandé que les études d'impact soient renforcées sur l'aspect « air », par l'application systématique des meilleures techniques disponibles en matière de pollution atmosphérique.

Les travaux de mise à jour du PPA ont débuté en 2019 (pour les émissions de polluants, la mise en place de mesures compensatoires pourrait par exemple être étudiée). Les dispositions seront probablement renforcées et des échanges devront avoir lieu entre l'Etat, le PAS et l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre d'un groupede travail « industrie ».

Les parties s'engagent à mener une réflexion innovante, dans le cadre de la révision du Plan de Protection de l'Atmosphère, sur les dispositions qui permettront de diminuer, ou à défaut de maintenir, les émissions industrielles sur le territoire du PAS.

4.3.4. Développer une logistique urbaine innovante

Sur la courte (logistique urbaine) et moyenne distance, de nouvelles chaînes logistiques réduisant les nuisances en adaptant les vecteurs au contexte territorial doivent être déployées, tant en renforçant la mobilisation des capacités offertes par la voie d'eau qu'en s'appuyant sur des véhicules routiers alternatifs (électriques, vélo- cargos…).

Le PAS est par nature une zone logistique. Sur le site de Strasbourg, les principaux acteurs de la logistique sont présents. Le territoire portuaire est à moins de 10 km du centre-ville historique. Ces deux caractéristiques font du PAS un acteur incontournable pour faire émerger des solutions propres de logistique urbaine.

A ce titre, le PAS a participé et co-financé les études menées entre 2010 et 2015 par l'Eurométropole de Strasbourg sur la logistique urbaine. L'EMS a engagé à l'automne 2022 l'élaboration d'une stratégie et d'une feuille de route en matière de logistique urbaine.

Le développement de solutions de logistique urbaine propres et décarbonées nécessite de disposer de plateformes de chargement et de déchargement à la fois sur le port et à proximité immédiate du centre-ville, tout en veillant à traiter les problématiques de nuisances vis-à-vis des riverains que ces plateformes pourraient occasionner. Elles pourraient permettre de gérer à la fois l'approvisionnement et l'évacuation de matériaux des chantiers, les déchets, les flux de livraison des entreprises comme des habitants. Plusieurs projets innovants sont à l'étude en lien avec VNF sur les secteurs du Nord du centre-ville, d'Archipel 2 au Wacken et de Citadelle au sein des Deux Rives.

Les parties conviennent de lancer une réflexion spécifique afférente au développement de nouvelles chaînes logistiques du dernier kilomètre s'appuyant notamment sur le mode fluvial.

Les parties s'engagent à faciliter l'émergence de projets pilotes de logistique urbaine propre.
Les parties s'engagent à préserver des sites ayant un accès multimodal pour la logistique urbaine.

4.3.5. Préserver la biodiversité

Les différents sites portuaires du PAS (Strasbourg, Lauterbourg, Marckolsheim et Beinheim) sont tous situés dans la vallée rhénane, l'un des espaces les plus riches en termes de biodiversité de la région. Les sites portuaires sont ainsi au contact de forêts alluviales qui bénéficient de mesures spécifiques de protection ou de gestion (7 500 ha de forêt rhénane sont classés en forêt de protection et en réserve naturelle). Cette situation géographique des espaces portuaires réclame des actions volontaristes pour permettre les continuités écologiques, tout en respectant la destination industrielle et logistique des sites concernés. Le PAS est signataire de la Charte « Tous unis pour plus de biodiversité » (Eurométropole de Strasbourg) et a été récompensé pour ses actions par deux Libellules (Région Grand Est).

En 2019, le PAS s'est doté d'une stratégie en matière de biodiversité et a mis en place un partenariat avec l'ADEUS et ODONAT en 2021 afin de travailler à la matérialisation de la trame verte et bleue au sein de ses propres espaces et être le relais au sein des espaces des entreprises.

PROJET

Le PAS s'engage à :

- assurer l'entretien de ses espaces de manière respectueuse des espèces et respecte les engagements de la charte « Tous unis pour plus de biodiversité » ;
- développer, quand cela est possible, des projets concrets de trame verte et bleue visant à faciliter les déplacements des espèces via par exemple le montage d'un projet Trame verte et bleue ;
- participer en tant que partenaire technique aux éventuels projets de Trame verte et bleue menés sur les communes de Strasbourg, Lauterbourg, Marckolsheim et Beinheim).
- exercer un rôle d'influenceur et de facilitateur auprès des entreprises implantées sur les sites portuaires en matière de préservation de la biodiversité afin de diffuser les bonnes pratiques.
- limiter autant que possible l'imperméabilisation des surfaces ;
- mettre en cohérence les actions du PAS avec les objectifs du Plan Rhin Vivant ;
- soutenir et contribuer à la démarche Ceinture verte de la Ville.

L'Eurométropole de Strasbourg et le PAS s'engagent à :

- lutter contre les espèces invasives, en particulier végétales, notamment au travers d'entretien écologique des espaces (écopaturage) ;
- travailler ensemble au traitement des lisières de forêt ;
- envisager une gestion à l'échelle du territoire portuaire de la biodiversité et notamment dans la définition des coefficients d'espaces verts requis dans les projets, dans une logique d'application globalisée des règles par secteur ;
- travailler à la mise en œuvre de reconnexions écologiques entre les réservoirs de biodiversité grâce à la création et préservation de corridors.
- faciliter la mise en oeuvre du plan de gestion de la réserve naturelle de Neuhof-Illkirch.

Les partenaires s'engagent à mener une réflexion pour constituer un opérateur de compensation sur les sujets relatifs au foncier, au carbone et à l'environnement à une échelle à définir en lien étroit avec l'Etat. Le PAS pourrait être un territoire d'expérimentation

4.3.6. Qualité de l'eau

L'eau de Strasbourg provient quasi exclusivement des eaux souterraines. Cette eau souterraine provient de la nappe phréatique rhénane qui est naturellement potable, et constitue l'une des réserves d'eau potable les plus grandes d'Europe. La métropole strasbourgeoise jouit d'une eau potable de bonne qualité, qui constitue une ressource vitale à préserver. Elle est menacée par les pollutions humaines générées principalement par l'agriculture et l'industrie.

La proximité immédiate du Port avec le captage d'eau du Polygone, qui approvisionne la majorité des habitants de la métropole en eau potable, renforce le besoin de veiller conjointement à la qualité de l'eau sur ce secteur.

- Qualité de l'eau des bassins

<u>Développer la connaissance</u>

Les parties s'engagent à développer la connaissance sur le sujet et à mesurer la qualité de l'eau (état chimique et écologique) de la zone portuaire de Strasbourg.

Prévenir les pollutions

Le PAS maintient un certain nombre d'équipements pour prévenir les pollutions accidentelles.

En matière d'assainissement, le PAS et l'Eurometropole ont réalisé les installations nécessaires pour le raccordement au réseau de l'ensemble des 28 emplacements de bateaux. Dans le cadre des réflexions sur une nouvelle gare fluviale pour le millier de bateaux de croisières accostant chaque année au port, le PAS souhaite intégrer les sujets liés au raccordement au réseau d'assainissement, mais aussi au réseau électrique pour limiter la mise en service de générateurs électriques.

Dans le cadre de l'application du zonage d'assainissement sur la zone du port, des infrastructures de réseau d'assainissement sont nécessaires pour raccorder des installations encore en Assainissement Non Collectif.

Le PAS et l'Eurométropole de Strasbourg mèneront une réflexion collaborative visant à déterminer et à phaser les investissements nécessaires.

Collecter les déchets

Le PAS entretient les bassins dont il a la gestion et collecte plusieurs tonnes de déchets flottant dans ceux-ci.

Le PAS s'engage à poursuivre son entretien des bassins et à être un territoire d'expérimentation sur de nouvelles méthodes d'entretien.

L'Eurométropole de Strasbourg et le PAS s'engagent à unir leurs efforts lutter contre les dépôts illégaux de déchets et favoriser leur diminution sur le secteur.

- Qualité de l'eau de la nappe phréatique (démarche assainissement - champ de captage)

Développer la connaissance

L'état des lieux en termes de qualité des eaux souterraines n'est pas connu du PAS.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à partager périodiquement avec le PAS l'état des lieux sur les eaux souterraines.

Prévenir la pollution des sols et des eaux souterraines

Le PAS est engagé depuis 2017 dans une démarche de « sécurisation du champ captant en eau potable de Strasbourg Polygone », en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg. Cette démarche consiste à mener les études nécessaires d'identification des entreprises cibles puis les aider (domaines administratif, technique, financier) à atteindre la meilleure efficacité des actions de réduction voire suppression des risques de pollution liée à leurs activités.

Les parties s'engagent à maintenir leur soutien à l'action collective engagée.

Le Port Autonome de Strasbourg concentre une part importante des activités industrielles de l'agglomération dans le cadre d'une gestion foncière particulière. Le Port Autonome de Strasbourg (PAS) conserve majoritairement la propriété des terrains qu'il met à disposition des entreprises, ceci lui permettant de conserver un contrôle du foncier tant dans son utilisation qu'en matière d'état des sols. Ce modèle a notamment permis, dans le cadre d'un dialogue entre l'Etat, le PAS et les industriels concernés, de résorber et reconvertir des friches industrielles importantes

PROJET

comme les anciennes forges de la rue du Rhin Napoléon ou la centrale Thermique de la rue de Bayonne.

La vocation pérenne de l'espace portuaire à accueillir des activités industrielles, alliée aux évolutions relatives à une meilleure prise en compte des problématiques environnementales, conduit à approfondir la connaissance des contaminations des sols sur le territoire portuaire avec l'objectif de mieux appréhender les risques.

La réalisation d'un inventaire historique urbain à l'échelle du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, entamée en 2017 et 2018 et qui s'achèvera en 2024-25 pour Strasbourg (hors secteur du PAS), apportera une connaissance de la pratique par le passé d'activités potentiellement polluantes sur ses fonciers. Cet inventaire vise à rassembler, structurer et conserver les informations sur les sites industriels et les activités de service dans une base de données homogène pour, ensuite, les intégrer dans un système d'information géographique permettant une localisation à l'échelle du parcellaire cadastral.

L'exploitation des données historiques collectées permettra à terme de :

- veiller à la protection des personnes et de l'environnement ;
- fiabiliser et sécuriser les opérations d'aménagement et de construction dans le cadre de l'évolution de l'occupation des terrains ;
- prévoir les conséquences (techniques et financières) d'une éventuelle pollution sur un foncier et proposer des solutions le plus en amont possible ;
- donner un outil d'aide à la décision et de gestion du foncier.

Le PAS et l'EMS s'engagent à partager leurs méthode et résultats sur leurs secteurs respectifs concernant la pollution des sols.

4.3.7. Adaptation au changement climatique

L'accord de Paris fixait l'objectif de maintenir le réchauffement global bien en deçà de 2°C et « de poursuivre les efforts nécessaires pour le limiter à 1 ,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle d'ici la fin du siècle". Aujourd'hui les engagements des signataires de l'accord de Paris tracent une trajectoire vers +3°C, alors que le rapport du GIEC d'octobre 2018 souligne combien il est indispensable de conserver le cap des 1,5°C. A ce seuil d'élévation detempérature, les dérèglements climatiques auront déjà des conséquences non négligeables sur les populations et les écosystèmes et au-delà des 2°C, les impacts seraient dramatiques sur notre capacité à nous nourrir, sur notre santé, et pourraient même devenir irréversibles. Si toutes les mesures d'atténuation doivent être poussées aumaximum de leur réalisation pour contenir le réchauffement, en parallèle, des démarches doivent être déployées pour viser une adaptation effective cohérente avec la hausse des températures et les perturbations associées.

Au niveau de l'Eurométropole de Strasbourg, les relevés de Météo-France enregistrent une élévation de température d'environ 1,4°C depuis les années 1900 en moyenne annuelle (assez proche de la hausse des températures au niveau mondiale +1,3°C) et une hausse récente des températures moyennes d'environ 0,3°C par décennie, ce qui souligne l'accélération du processus de réchauffement. Les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'en 2050 indépendamment du scénario retenu.

L'étude de vulnérabilité menée dès 2012 par l'ADEUS a permis d'identifier les principaux défis auxquels le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg devra faire face pour s'adapter aux conséquences des changements climatiques. Celles-ci vont être de plusieurs ordres : amplification des problèmes environnementaux et sanitaires déjà observés lors d'aléas climatiques (inondations, coulées d'eaux boueuses, extrêmes de chaleur …), mais également fragilisation du territoire en termes de santé (espèces invasives, pollens..), de biodiversité, de développement économique.

Si le territoire est confronté depuis plusieurs année déjà à la réalité du changement climatique via des épisodes caniculaires renforcés par le phénomène d'îlot de chaleur urbain, des pics de pollution à l'ozone avec les effets sanitaires associés, ou des épisodes orageux entrainant des coulées d'eaux boueuses dommageables, un travail de prise de conscience reste nécessaire pour se projeter vers des actions d'adaptation qui dépassent la gestion

des « situations de crise », en privilégiant les services rendus par la nature et en combattant la mal-adaptation. La notion d'adaptation doit mobiliser l'ensemble des secteurs (agriculture, bâtiment, économie, santé..). Le rôle des acteurs publics est de montrer la voie sur cette thématique.

Le PAS est engagé depuis 2017 dans un partenariat avec l'INSA autour de projets INTERREG sur cette question (Clim'Ability). L'un des sujets de préoccupation du PAS est la question de la navigabilité du Rhin, dans les périodes de basses eaux en particulier. Ainsi, en 2018 par exemple, la navigation sur le Rhin a été compliquée pendant près de six mois faute de débit suffisant.

La prévention du risque inondation est également un enjeu majeur pour améliorer la résilience du territoire en cas de crise et permettre la continuité d'activité. L'Eurométropole de Strasbourg, le PAS et la Région Grand Est sont parties prenantes de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) Bruche Mossig Ill Rhin. Les dispositions de cette stratégie prévoient entre autres :

- La sensibilisation des acteurs économiques et des gestionnaires de réseaux pour limiter les dommages en cas de crue et faciliter le retour à la normale (possibilité de lien avec Clim'Ability),
- La modernisation de la Porte de garde du Port aux Pétroles (une étude de faisabilité a été réalisée par le Port Autonome de Strasbourg et Voies Navigables de France en 2019),
- L'identification des potentiels systèmes d'endiguements, notamment les systèmes de protection contre lescrues du Rhin, et la mise en conformité des systèmes d'endiguements avérés.

Par ailleurs, l'augmentation des températures va accentuer le phénomène d'îlot de chaleur : à Strasbourg, on observe un écart de 12°C pendant une journée chaude entre un parc tel que l'Orangerie et la zone centrale du PAS (source : Thermographie ADEUS, 2014, USGS Landsat-BD Ortho IGN).

Les parties s'engagent à travailler ensemble sur la question de l'adaptation du territoire au changement climatique et à diffuser les connaissances sur le sujet auprès des entreprises et des citoyens.

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les dispositions de la stratégie locale de gestion des risques d'inondations Bruche Mossig Ill Rhin, afin d'améliorer la résilience du territoire aux inondations.

Les parties s'engagent à étudier les actions d'adaptation au changement climatique dans le cadre de l'aménagement du site, notamment pour lutter contre les îlots de chaleur, en veillant notamment à limiter la minéralisation des espaces, à maintenir la végétation existante et à introduire de nouveaux éléments de biodiversité, à réduire l'inertie thermique des bâtiments et les émissions de chaleur des activités anthropiques.

Les parties s'engagent à travailler de concert sur les questions de résilience des activités portuaires face aux problématiques de navigabilité du Rhin, que ce soit en période de basses ou de hautes eaux.

5 Gouvernance du contrat de développement

5.1. Durée du contrat

Le présent contrat de développement est conclu pour une durée de 6 ans. Il pourra faire l'objet de mises à jour validées par le comité de pilotage.

5.2. Le pilotage du contrat

Les engagements figurant dans les encadrés du présent Contrat font l'objet d'une déclinaison opérationnelle dans une feuille de route. Cette dernière sera actualisée chaque année et validée en comité de pilotage.

Afin d'organiser le suivi de la mise en œuvre des engagements des partenaires, ceux- s'appuieront sur les structures suivantes :

PROJET

Un comité de pilotage :

Les missions principales du comité de pilotage sont les suivantes :

- Donner l'impulsion au partenariat
- Valider les propositions du comité technique
- Valider et piloter la feuille de route annuelle du Contrat

Ce comité sera composé a minima de :

- La Présidente du PAS et un administrateur représentant l'Etat
- La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, ou son représentant
- La Maire de Strasbourg, ou s représentant
- Le Président de la Région Grand Est, ou son représentant
- Les Directeurs Généraux et DGA de compétence de chaque entité signataire

Le comité de pilotage se réunit au moins 2 fois par an.

Un comité des DG

La mission principale de ce comité des DG est de préparer le comité de pilotage.

Ce Comité sera composé a minima :

- du DGS de la Région Grand Est et des DGA concernés
- de la DGS de l'EMS et des DGA concernés
- de la DG du PAS et des directeurs concernés

Le comité des DG se réunit 2 semaines avant chaque comité de pilotage.

Un comité technique :

Les missions principales du comité technique sont les suivantes :

- Préparer la feuille de route opérationnelle annuelle du Contrat de développement
- Préparer les comités de pilotage
- Suivre la réalisation de la feuille de route et proposer les ajustements éventuels de cette dernière
- Rendre compte au comité de pilotage
- Mettre en place les outils de suivi du Contrat : indicateurs d'impact en lien avec les différents enjeux (développement des entreprises, maintien d'un hub logistique, transition écologique intégration dans un environnement urbain, …), tableaux de bord
- Identifier les instances ou parties prenantes déterminantes dans l'évolution du projet et assurer un partage d'information régulier avec elles pour garantir une meilleure cohérence des actions entreprises.
- Veiller à la prise en compte et au respect de la réglementation sur les aides d'Etat
- Organiser la gestion des projets spécifiques découlant du présent Contrat

Ce comité technique sera composé a minima des :

- représentants des services de l'Eurométropole et Ville de Strasbourg provenant notamment de :
  - La Direction de l'Urbanisme et territoires
  - La Direction du Développement économique et de l'attractivité
  - La Direction des Mobilités
  - La Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains
  - La Direction Transitions Energie Climat (en création)

PROJET

- représentants des services du Port autonome de Strasbourg et notamment de :
    - La Direction de la Valorisation du Domaine
    - La Direction de la Maîtrise d'ouvrage Technique
    - La Direction de la Stratégie des Transitions

- représentants de la Région Grand Est :
    - La Direction Générale Adjointe des Mobilités
    - La Direction de la Maison de la Région de Strasbourg
    - La Direction du Tourisme
    - La Direction Energies Climat et Economie Circulaire
    - La Direction de la Compétitivité et de la Connaissance

Le comité technique pourra associer les services de l'Etat, du Groupement des Usagers du Port, de la SPL des Deux Rives, de Voies navigables de France et de SNCF Réseau à ses travaux en cas de besoin.

Le comité technique se réunit 1 fois/trimestre.

Par ailleurs, les partenaires entretiendront des échanges fluides et réguliers dans l'intervalle.

5.3. Communication et concertation, démarches partenariales

Les partenaires coordonneront leurs actions de communication sur le présent Contrat et sa mise en œuvre.

Ils définiront en commun les éventuelles actions de concertation nécessaires ainsi que la sollicitation de partenaires non parties au présent Contrat.

PROJET

Fait en 4 exemplaires originaux,

STRASBOURG, le

Pour le Port autonome de Strasbourg,

La Directrice Générale
Madame Claire MERLIN

STRASBOURG, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,

La Présidente
Madame Pia IMBS

STRASBOURG, le

Pour la Région Grand-Est,

Le Président
Monsieur Franck LEROY

STRASBOURG, le

Pour la Ville de Strasbourg,

La Maire
Madame Jeanne BARSEGHIAN

PROJET

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de subventions au titre des fonds de soutien du Contrat triennal "Strasbourg capitale européenne 2021-2023" et du dispositif "Agora Strasbourg capitale européenne".

Numéro V-2023-124

Afin de conforter l'ambition et l'envergure européenne et internationale de Strasbourg, trois nouveaux fonds de soutien ont été créés et rattachés au Contrat triennal « Strasbourg capitale européenne 2021-2023 » :

- le fonds de soutien « culture », avec une dotation de 9 M€, qui a pour objectif de soutenir, encourager et valoriser la dimension européenne des projets portés par des structures de création, des structures patrimoniales ainsi que par des artistes,
- le fonds de soutien « démocratie », avec une dotation de 9 M€, qui permet de soutenir des projets d'envergure européenne et internationale dans le domaine de la démocratie, des droits humains, de la citoyenneté européenne et de la promotion des valeurs européennes,
- le fonds de « soutien recherche et innovation », avec une dotation de 5 M€, visant à ouvrir de nouvelles voies vers les technologies futures et émergentes, tout en soutenant les collaborations et l'interdisciplinarité.

Par délibérations du Conseil municipal n°4 du 31 janvier 2022 et n°57 du 20 septembre 2021, un appel à projets au titre des fonds Démocratie et Culture du Contrat triennal a été lancé, et un dispositif de soutien pour répondre aux initiatives des associations européennes du territoire, membres de l'Agora - Strasbourg capitale européenne, a été mis en place.

Depuis le 1er avril 2022 toute structure désireuse de concourir au rayonnement de Strasbourg comme capitale européenne et des droits humains peut déposer une demande de financement au titre des fonds susvisés et du dispositif Agora - Strasbourg capitale européenne.

Au 31 décembre 2022, sont dénombrés 135 dossiers déposés au titre des fonds susvisés, et ce, selon la ventilation suivante : 29 dossiers au titre du fonds « démocratie », 93 dossiers au titre du fonds « culture », 5 dossiers au titre du fonds « recherche et innovation » et 8 dossiers au titre du dispositif dédié « Agora ».
Au 31 décembre 2022, le taux prévisionnel d'engagement budgétaire consolidé des signataires au titre des fonds de soutien du Contrat triennal est le suivant :

- 23 %, soit présentement 2 107 637 €, au titre du fonds « démocratie »,
- 46 %, soit présentement 4 126 092 € au titre du fonds « culture »,
- 53 %, soit présentement 2 650 000 €, au titre du fonds « recherche et innovation »,
- 35 %, soit présentement 527 657 €, au titre du dispositif « Agora ».

La présente délibération a pour objet de soutenir financièrement une troisième liste de projets au titre des fonds susvisés, dans la continuité des délibérations éponymes du Conseil municipal du 26 septembre et du 12 décembre 2022.

Ce soutien financier prendrait la forme de subvention de fonctionnement, projet ou investissement selon la ventilation suivante :
- 2 projets au titre du fonds « démocratie » pour un montant cumulé de subvention à hauteur de 26 940 € pour la Ville de Strasbourg et de 8 824 € pour l'Eurométropole,
- 12 projets au titre du fonds « culture » pour un montant cumulé de subvention à hauteur de 573 833 € pour la Ville de Strasbourg, hors projets en régie,
- 2 projets au titre du dispositif dédié « Agora » pour un montant cumulé de subvention à hauteur de 14 160 € pour la Ville de Strasbourg et de 14 160 € pour l'Eurométropole.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention de partenariat signée en 2018 entre la Ville de Strasbourg et le Collège d'Europe (campus de Bruges), le Conseil municipal a déjà délibéré le 30 janvier 2023 un soutien de 2 500 € au voyage d'études à Strasbourg organisé du 13 au 16 février 2023 par cet institut de formation, action qui participe in fine aux objectifs du fonds démocratie.

La Ville de Strasbourg propose le soutien financier aux projets renseignés ci-dessous :

<u>Fonds démocratie</u>

FONCTIONNEMENT

Association LES JEUNES EUROPEENS - STRASBOURG – Plan d'action	**22 325 €**

Fonctionnant autour de différents pôles, l'association propose tout un pan d'actions pour sensibiliser un public diversifié et explorer l'Europe sous tous ses angles. En l'espèce, l'activation du levier financier du Contrat triennal permettra de soutenir les actions suivantes :

- <u>Eurodéputé au tableau !</u> : programme qui vise à porter à connaissance le travail des député.e.s européen.nes au cours de l'année scolaire précédant les élections européennes de mai 2024. À travers ces actions, des eurodéputé.e.s francophones, et même anglophones, pourront se déplacer dans des classes situées dans l'Eurométropole de Strasbourg ou ailleurs dans l'Alsace et le Grand Est pour rencontrer des jeunes, de tous milieux scolaires confondus. Dix interventions pédagogiques sont prévues au bénéfice d'une vingtaine de classes ;

- Le Rhin espace de vie et laboratoire européen : week-end de séminaire transfrontalier au printemps 2023 à l'instar du 33ème Entretien de Strasbourg interrogeant le statut du Rhin en tant que fleuve européen, il s'agit de réitérer l'expérience, mais en se focalisant davantage sur la protection environnementale de ce milieu naturel, avec un focus sur le travail de coopération transfrontalière dans un cadre tri-national ;

- Conférences sur les métiers de l'Europe à Strasbourg : cinq conférences se dérouleront sur un an et demi et réuniront à chaque rendez-vous trois métiers différents. Ces conférences envisagent une labellisation dans le cadre du 70ème anniversaire du Parlement européen ;

- Séminaire transfrontalier sur les médias : projet de séminaire transfrontalier franco-germano-suisse sur les médias, prévu pour l'automne 2023. 120 participant.e.s sont attendu.e.s de tous les versants du Rhin supérieur, dont des expert.e.s et journalistes français.e.s, allemand.e.s et suisses pour un regard croisé sur la thématique des médias ;

- Y-FED : « Europe is what we make of it ! » : Forte de l'expérience acquise en 2019, l'association prévoit d'organiser une rencontre européenne à Strasbourg au printemps 2024 afin de simuler un modèle d'Europe fédérale. Il s'agit en l'espèce de revisiter ce modèle à la lumière des apports de la Conférence sur le Futur de l'Europe, en incluant les propositions des citoyen.ne.s au design institutionnel ;

COMITE FRANÇAIS POUR L'UNION PANEUROPEENNE - Colloque international "Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne"	**4 165 €**

Paneurope France est la branche européenne de l'Union paneuropéenne internationale, fondée en 1926, sous l'égide du comte Richard Coudenhove-Kalergi, et considérée comme l'ancêtre des mouvements européistes.

L'association organise entre le 17 et 18 février 2023 un colloque aux côtés du Conseil de Présidence élargi de l'Union Paneuropéenne Internationale ayant pour thème principal « Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne ». Cette manifestation réunit au Centre européen de la Jeunesse du Conseil de l'Europe une trentaine de comités nationaux européens.

Un projet qui couple éphéméride (centenaire de la publication de l'ouvrage de Richard Coudenhove-Kalergi, à l'initiative de la création du Conseil de l'Europe) et débats autour de la souveraineté européenne en matière technologique, énergétique et de défense.

Dispositif Agora

FONCTIONNEMENT

Association RESEAU ENVIRONNEMENT SANTE – Colloque comment construire un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien	**11 560 €**

L'association Réseau environnement Santé a pour objectif de mettre la santé environnementale au cœur des politiques publiques.

Le présent projet a pour objet l'organisation au printemps 2023 d'un colloque sur la construction d'un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien. Ce colloque s'appuie principalement sur une résolution du Parlement européen de juillet 2020 qui invite notamment la Commission européenne à soutenir la création d'un tel réseau européen.

Le colloque vise à développer un plaidoyer à destination de la Commission européenne et du Comité des régions dans la perspective de créer ce réseau. Il s'agit de préciser les contours et objectifs d'un réseau qui pourrait être lancé fin 2023 en lien avec l'Organisation Mondiale de la Santé et à la suite de la 7ème Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé.

Enjeu majeur de santé publique, l'objectif est de mettre en relief cette question, tout en facilitant l'échange de bonnes pratiques et expériences des collectivités françaises, sur une dizaine de domaines d'actions (inter alia la commande publique, les actions de médiation, la petite enfance, le bâtiment, l'eau).

Association MOUVEMENT EUROPEEN ALSACE - L'Eurobus à votre rencontre à Strasbourg et en Alsace pour le mois de l'Europe 2023	**2 600 €**

L'Eurobus est un projet de bus pédagogique itinérant aux couleurs de l'Europe qui propose une sensibilisation à la citoyenneté européenne de façon ludique. L'Eurobus se présente comme une démarche allant vers le grand public et notamment des personnes qui ne se rendraient pas spontanément à un évènement avec une teinte européenne.

À chacune des 12 étapes envisagées, les bénévoles associatifs assurent l'animation d'activités pédagogiques sur l'Europe. Ils et elles interagissent avec les passants autour d'une carte géante de l'Europe et d'items à positionner (drapeaux nationaux, noms des pays européens, des villes capitales, mais aussi monuments emblématiques, joueurs de foot ou encore spécialités culinaires). Parmi les aménités prévues, des jeux concours, des quizz européens, un « molkky » de l'Europe et des « blind tests » en lien avec la culture européenne, un multiplicité d'actions pour attendre un public divers. Forte du succès escompté lors des deux premières éditions, cette manifestation souhaite monter en puissance élargissant le périmètre d'intervention (Eurométropole de Strasbourg, Haguenau, Sélestat et Colmar). Les étapes se déroulent tout au long du mois de mai 2023 sur des plages horaires de 3 à 4 heures en priorité les jours de weekend et les mercredis après-midis, afin de sensibiliser un maximum de personnes.

Fonds Culture

FONCTIONNEMENT

ILLUSTRATION - LIVRE

PLUME DE PAON - Bourse de création sonore	**4 333 €**

La Plume de Paon propose la mise en œuvre d'une bourse de création sonore francophone. La Bourse permettra à l'auteur sélectionné de bénéficier d'un temps libre d'écriture de deux mois à temps complet, de bénéficier de l'accompagnement d'un studio strasbourgeois pour mettre en voix le texte écrit pour une production de livre audio natif, de bénéficier de rencontres (en présentiel ou à distance) avec des professionnels du livre audio et du podcast européens (partenaire belge PILEn), et enfin de bénéficier de visibilité lors du Festival du livre audio et du podcast de Strasbourg à travers une rencontre avec les deux lauréats qui auront été sélectionnés. Les auteurs retenus seront invités à séjourner à Strasbourg en mai 2023 et leurs créations sonores seraient mises en lumière lors de l'événement Strasbourg Capitale mondiale du livre 2024.

REGION GRAND EST - Rencontres littéraires européennes	**10 000 €**

La Région Grand Est propose la création de ses Premières rencontres littéraires européennes. Cette manifestation est organisée autour d'Olivier Guez, prix Renaudot 2017. Cet évènement, composé d'une table ronde, de discussion et d'un temps musical, porte le label des 70 ans du Parlement européen.

FAUTEUIL VAPEUR – Format(s) – Festival de design graphique	**10 000 €**

Cette deuxième édition de Format(s), festival de design graphique, qui fédère institutions et associations de tout le territoire, se compose de trois expositions : l'une proposée par le Signe – Centre national du design graphique, une seconde avec la Collection d'affiches de l'école d'art de Bâle mise en regard avec les affiches du Signe, et enfin une autre en partenariat avec le Maillon autour des affiches de théâtre du territoire local et européen. Des conférences de figures locales et nationales du graphisme, des interventions professionnelles sur des projets concrets, une session professionnelle autour du droit d'auteur en Europe et un salon de 20 exposants (affiches, éditions, livres, typographie et fonderies) ponctueront la quinzaine.

AUDIOVISUEL & CINEMA

ASSOCIATION REPLIQUES – Post Doc	**12 500 €**

Ce projet consiste dans la création d'une émission de podcast consacré à la fabrication du cinéma documentaire.

Le podcast a pour objectif de proposer au public de longs entretiens autour du cinéma documentaire et de ses étapes de création. Il donnera la parole aux réalisateurs de films qui ont choisi le documentaire pour raconter le monde.

LE LIEU DOCUMENTAIRE – L'Europe tous terrains : figures, paysages et modes de vie – documenter l'Europe	**5 000 €**

De novembre 2022 à décembre 2023 dans différents lieux-partenaires de Strasbourg, le Lieu documentaire, en partenariat avec le Laboratoire SAGE (CNRS-Université de Strasbourg) et le Lieu d'Europe, propose une série de rendez-vous autour de projections de films documentaires sur le thème de l'Europe

MIRA – Archives capitales ! collection européenne des films amateurs de Strasbourg	**10 000 €**

A l'occasion des 100 ans du format 9,5mm, l'association MIRA souhaite mettre en lumière – grâce au cinéma et à l'histoire - l'importance de Strasbourg, terre de cinéma, de création mais aussi terreau de réflexions et de valeurs européennes en visant trois objectifs :

- objectif 1 : Constituer une collection européenne de films à Strasbourg,
- objectif 2 : Éditorialiser les collections et organiser leur rayonnement en Europe,
- objectif 3 : Positionner Strasbourg comme berceau du cinéma et ville novatrice en matière d'archives.

LE TROISIEME SOUFFLE – Festival cinema Makers	**17 000 €**

Festival Cinema Makers (nom provisoire) prendra place à Strasbourg à l'automne (entre septembre et novembre 2023) : la réflexion, la mise en réseau, l'échange de pratiques et d'expériences entre salles de cinéma européennes et les divers réseaux professionnels (associations, syndicats…), l'expérimentation collective et la participation seront le terreau de dynamiques nouvelles à partager et à construire avec les spectateur.trices. Ce festival s'inscrit aussi dans la volonté d'amplifier le projet du Cosmos et de participer à son développement.

LES FILMS DU SPECTRE – Festival européen du film fantastique – Actions européennes	**25 000 €**

Cette action comporte deux volets, le premier concerne l'invitation, pendant le festival, de distributeurs à des séances de visionnage des films présentés en sélection afin de stimuler l'acquisition de ces films par des distributeurs français. La deuxième partie concerne la collaboration avec une plateforme de mise en ligne (Cinando avec lequel collabore directement le festival de Cannes et le marché du film cannois) afin de prolonger la possibilité de visionnage pour des distributeurs n'ayant pas pu se rendre au festival.

DANSE

POLE SUD – Rencontres chorégraphiques européennes	**70 000 €**

Le projet de « Rencontres chorégraphiques européennes - Strasbourg 2023 » prend racine au sein du réseau Grand Luxe, dont POLE-SUD CDCN Strasbourg est un des membres fondateurs. En six ans de coopération européenne, le réseau Grand Luxe a accompagné pas moins d'une cinquantaine d'équipes artistiques.

Cette année un événement transnational regroupera des spectacles d'artistes ayant bénéficié de l'aide du réseau Grand Luxe mais également la présentation d'œuvres en cours de création, illustrant l'accompagnement artistique au cœur du projet du réseau. Les

Rencontres chorégraphiques européennes se dérouleront sur trois journées consécutives en novembre 2023, qui seront à la fois un temps de visibilité indispensable pour les artistes invités mais aussi une opportunité de tournées et /ou de repérage.

THEATRE

ASSOCIATION LONGTEMPS, JE ME SUIS COUCHE DE BONNE HEURE – Demain commence aujourd'hui	**30 000 €**

Le projet propose la création d'un temps fort à la fois artistique, culturel et citoyen en direction de la jeunesse et du grand public sur la transition climatique. Pensé comme un festival sur deux jours, avec en amont un travail de création et d'action culturelle, ce temps fort proposera, dans des institutions culturelles, des spectacles, rencontres, débats pour partager une vision engagée de la transition écologique autour d'actions concrètes, porteuses d'espoir pour demain. Au-delà des interactions prévues avec le Parlement européen, le projet aura une envergure européenne, à travers les partenariats et échanges croisés avec des structures culturelles bruxelloises. Sera notamment mise en œuvre une programmation artistique conjointe offrant une vitrine et faisant rayonner Strasbourg à travers la création artistique émergente.

MUSIQUES ACTUELLES

ASSOCIATION DIFFUSION PROD – Strasbourg For Music Convention, live, export !	**100 000 €**

Strasbourg For music est un projet de mise en visibilité et de circulation des acteurs strasbourgeois, d'attractivité pour des professionnels régionaux, français et internationaux. L'objectif de ce projet est de mettre en place, développer et pérenniser une convention, un festival, une présence à l'export, et à terme, un réseau transfrontalier de circulation des équipes artistiques et administratives strasbourgeoises, alsaciennes et régionales, de favoriser l'échange des savoirs et des compétences et d'améliorer les opportunités de travail durables dans ce secteur.

INVESTISSEMENT

AUDIOVISUEL & CINEMA

MIRA – Archives capitales ! collection européenne des films amateurs de Strasbourg	**30 000 €**

À l'occasion des 100 ans du format 9,5mm, l'association MIRA souhaite mettre en lumière – grâce au cinéma et à l'histoire - l'importance de Strasbourg, terre de cinéma, de création mais aussi terreau de réflexions et de valeurs européennes en visant trois objectifs :

- objectif 1 : Constituer une collection européenne de films à Strasbourg,
- objectif 2 : Editorialiser les collections et organiser leur rayonnement en Europe,
- objectif 3 : Positionner Strasbourg comme berceau du cinéma et ville novatrice en matière d'archives.

SAS MEMENTO PRODUCTION – Une affaire de principe	250 000 €

La société Memento production produit un long métrage de cinéma intitulé UNE AFFAIRE DE PRINCIPE qui sera réalisé par Antoine Raimbault. Il s'agit d'un scénario réaliste et documenté reprenant l'affaire Dalli qui secoua la Commission Européenne en 2012 et poussera l'institution à renforcer les règles d'éthique et transparence en matière de lobbying. Le tournage est prévu à Strasbourg en 2023.

PROJETS PORTES EN REGIE

De surcroît, il est à noter le soutien des signataires du Contrat Triennal à trois projets portés par la Ville de Strasbourg en régie :

- « Lire notre Monde » - Strasbourg, capitale mondiale du livre UNESCO :

Dans le cadre de l'événement Strasbourg, Capitale mondiale du livre UNESCO pour 2024, le présent dossier déposé au contrat triennal cible une sélection d'activités et d'évènements qui croisent plus particulièrement les enjeux européens portés par la Ville de Strasbourg. Le projet « Lire Notre Monde » s'articule autour de 5 axes stratégiques et déploiera 25 programmes.

- « Formation et accompagnement des acteurs culturels en matière de transition écologique – construire un nouveau modèle européen à Strasbourg » :

La Ville propose de développer un plan d'accompagnement et de formation trans-sectoriel à destination des opérateurs, artistes, compagnies locaux visant à les soutenir dans leurs démarches de transition écologique. Cette formation participative et collective d'ampleur visera idéalement 100 à 150 professionnels des différents secteurs de la culture du territoire. Elle aura lieu au second semestre 2023, autour de 2 journées en plénière pour l'ouverture et la clôture et de sessions de formation en sous-groupes.

- Fondation de l'Œuvre Notre-Dame - colloque des architectes de cathédrale d'Europe à Strasbourg en septembre 2023 :

L'Association européenne des architectes de cathédrales, d'églises et des responsables d'ateliers communément appelée « Association des Dom » en Français et dont le siège se trouve en Allemagne confie à ses membres depuis 1975 la tenue d'un colloque annuel d'envergure sur 5 jours qui rassemble quelque 140 personnes dans une ville différente chaque année.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu les articles L1611-4, L2121-29, L2311-7 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT),

vu les articles 9-1 et suivantes de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
vu l'article 43 de la Loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des territoires (dite MAPTAM)
vu l'avis favorable du comité politique du Contrat triennal 'Strasbourg capitale européenne 2021-2023'
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

approuve

1. *l'attribution et le versement d'une subvention de projet de :*

- *22 325 € à l'association LES JEUNES EUROPEENS-STRASBOURG pour la mise en œuvre de son plan d'action,*

- *4 165 € au COMITE FRANÇAIS POUR L'UNION PANEUROPEENNE pour la mise en œuvre du projet « Colloque international Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne »,*

- *11 560 € à l'association RESEAU ENVIRONNEMENT SANTE pour la mise en œuvre du projet « Colloque comment construire un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien »,*

- *2 600 € à l'association MOUVEMENT EUROPEEN-ALSACE pour la mise en œuvre du projet « L'Eurobus à votre rencontre à Strasbourg et en Alsace pour le mois de l'Europe 2023»,*

- *4 333 € à l'association PLUME DE PAON pour la mise en œuvre du projet « Bourse de création sonore »,*

- *10 000 € à la REGION GRAND EST pour la mise en œuvre du projet « Rencontres littéraires européennes »,*

- *10 000 € à l'association FAUTEUIL VAPEUR pour la mise en œuvre du projet « Format(s) – Festival de design graphique »,*

- *12 500 € à l'association REPLIQUES pour la mise en œuvre du projet « Post Doc »,*

- *5 000 € à l'association LE LIEU DOCUMENTAIRE pour la mise en œuvre du projet « L'Europe tous terrains : figures, paysages et modes de vie – documenter l'Europe »,*

- *10 000 € à l'association MIRA pour la mise en œuvre du projet « Archives capitales ! collection européenne des films amateurs de Strasbourg »,*

- *17 000 € à l'association TROISIEME SOUFFLE pour la mise en œuvre du projet « Festival cinema Makers »,*

- *25 000 € à l'association LES FILMS DU SPECTRE pour la mise en œuvre du projet « Festival européen du film fantastique – Actions européennes »,*

- *70 000 € à l'association POLE SUD pour la mise en œuvre du projet « Rencontres chorégraphiques européennes »,*

- *30 000 € à l'association LONGTEMPS, JE ME SUIS COUCHE DE BONNE HEURE pour la mise en œuvre du projet « Demain commence aujourd'hui »,*

- *100 000 € à l'association DIFFUSION PROD pour la mise en œuvre du projet « Strasbourg for music : convention, live, export ! ».*

2. *l'attribution et le versement d'une subvention d'investissement de :*

- *30 000 € à l'association MIRA pour la mise en œuvre du projet « Archives capitales ! collection européenne des films amateurs de Strasbourg »,*

- *250 000 € à SAS MEMENTO PRODUCTION pour la mise en œuvre du projet « une affaire de principe ».*

3. *les conventions financières y afférentes (dont le projet figure en annexe de la présente délibération) définissant les conditions et modalités de versement des subventions susvisées,*

décide

1. *l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la DREIT sous la ligne budgétaire fonction 041, programme 8124, activité AD06B, dont le disponible sous réserve d'adoption du BP 2023 est de 1 264 817 €, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :*

- *22 325 € à l'association LES JEUNES EUROPEENS- STRASBOURG au regard de son plan d'action, selon la ventilation suivante: 75%, soit présentement 16 744 €, au titre de l'exercice 2023 (acompte), 25% soit présentement 5 581 €, au titre de l'exercice 2024 (solde), sous réserve d'adoption du budget primitif 2024 ;*

- *4 165 € au COMITE FRANÇAIS POUR L'UNION PANEUROPEENNE au regard du projet « Colloque international Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne », selon la ventilation suivante: 75%, soit présentement 3 124 € (acompte), et 25%, soit présentement 1 041 € (solde), au titre de l'exercice 2023 ;*

2. *l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la DREIT sous la ligne budgétaire fonction 041, programme 8130, activité AD06B, dont le disponible sous*

réserve d'adoption du BP 2023 est de 81 000 €, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :

- *11 560 € à l'association RESEAU ENVIRONNEMENT SANTE pour la mise en œuvre du projet « Colloque comment construire un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien », selon la ventilation suivante: 75%, soit présentement 8 670 € (acompte), et 25%, soit présentement 2 890 € (solde), au titre de l'exercice 2023 ;*

- *2 600 € à l'association MOUVEMENT EUROPEEN ALSACE pour la mise en œuvre du projet « L'Eurobus à votre rencontre à Strasbourg et en Alsace pour le mois de l'Europe 2023» ? selon la ventilation suivante: 75%, soit présentement 1 950 € (acompte), et 25%, soit présentement 650 € (solde), au titre de l'exercice 2023 ;*

- *l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la Culture sous la ligne budgétaire fonction 33, nature 6574, programme 8123, activité AU10C, dont le disponible sous réserve d'adoption du BP 2023 est de 800 000 € selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :*

- *4 333 € à l'association PLUME DE PAON pour la mise en œuvre du projet « Bourse de création sonore »,*

- *10 000 € à la REGION GRAND EST pour la mise en œuvre du projet « Rencontres littéraires européennes »,*

- *10 000 € à l'association FAUTEUIL VAPEUR pour la mise en œuvre du projet « Format(s) – Festival de design graphique »,*

- *12 500 € à l'association REPLIQUES pour la mise en œuvre du projet « Post Doc »,*

- *5 000 € à l'association LE LIEU DOCUMENTAIRE pour la mise en œuvre du projet « L'Europe tous terrains : figures, paysages et modes de vie – documenter l'Europe »,*

- *10 000 € à l'association MIRA pour la mise en œuvre du projet « Archives capitales ! collection européenne des films amateurs de Strasbourg »,*

- *17 000 € à l'association TROISIEME SOUFFLE pour la mise en œuvre du projet « Festival cinema Makers »,*

- *25 000 € à l'association LES FILMS DU SPECTRE pour la mise en œuvre du projet « Festival européen du film fantastique – Actions européennes »,*

- *70 000 € à l'association POLE SUD pour la mise en œuvre du projet « Rencontres chorégraphiques européennes »,*

- *30 000 € à l'association LONGTEMPS, JE ME SUIS COUCHE DE BONNE HEURE pour la mise en œuvre du projet « Demain commence aujourd'hui »,*

- *100 000 € à l'association DIFFUSION PROD pour la mise en œuvre du projet « Strasbourg for music : convention, live, export ! ».*

3. *l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la Direction de la Culture sous la ligne budgétaire fonction 33, nature 20421, programme 7064, activité AU10, dont le disponible sous réserve d'adoption du BP 2023 est de 1 200 000 €, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :*

- *30 000 € à l'association MIRA pour la mise en œuvre du projet « Archives capitales ! collection européenne des films amateurs de Strasbourg »,*

- *250 000 € à SAS MEMENTO PRODUCTION pour la mise en œuvre du projet « une affaire de principe ».*

autorise

la Maire, ou son-sa représentant-e à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer toutes les pièces relatives aux subventions susvisées, notamment les arrêtés, conventions financières et avenants y afférents.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155839-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2023-2024

Entre :

- La Ville de Strasbourg, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

- et l'association LES JEUNES EUROPEENS - STRASBOURG ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 49411434100014 et siégeant au 25 Avenue du Général de Gaulle 67000 Strasbourg, représentée par son Président en exercice, Monsieur Alexandre GODONAISE,

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

Fonctionnant autour de différents pôles, l'association propose tout un pan d'actions pour sensibiliser un public diversifié et explorer l'Europe sous tous ses angles. En l'espèce, l'activation du levier financier du Contrat triennal permettra de soutenir les actions suivantes :

— *Eurodéputé au tableau !: programme qui vise à porter au vu le travail des député.e.s européen.nes au cours de l'année scolaire précédant les élections européennes de mai 2024. À travers ces actions, des eurodéputé.e.s francophones, et même anglophones, pourront se déplacer dans des classes situées dans l'Eurométropole de Strasbourg ou ailleurs dans l'Alsace et le Grand Est pour rencontrer des jeunes, de tous milieux scolaires confondus. Dix interventions pédagogiques sont prévues au bénéfice d'une vingtaine de classes ;*

— *<u>Le Rhin espace de vie et laboratoire européen</u> : week-end de séminaire transfrontalier au printemps 2023 à l'instar du 33ème Entretien de Strasbourg interrogeant le statut du Rhin en tant que fleuve européen, il s'agit de réitérer l'expérience, mais en se focalisant davantage sur la protection environnementale de ce milieu naturel, avec un focus sur le travail de coopération transfrontalière dans un cadre tri-national ;*

— *<u>Conférences sur les métiers de l'Europe à Strasbourg</u>: cinq conférences se dérouleront sur un an et demi et réuniront à chaque rendez-vous trois métiers différents. Ces conférences envisagent une labellisation dans le cadre du 70ème anniversaire du Parlement européen ;*

— *<u>Séminaire transfrontalier sur les médias</u>: projet de séminaire transfrontalier franco germano-suisse sur les médias, prévu pour l'automne 2023. 120 participant.e.s sont attendu.e.s de tous les versants du Rhin supérieur, dont des expert.e.s et journalistes français.e.s, allemand.e.s et suisses pour un regard croisé sur la thématique des médias ;*

— *<u>Y-FED : « Europe is what we make of it ! »</u>: Forte de l'expérience acquise en 2019, l'association prévoit d'organiser une rencontre européenne à Strasbourg au printemps 2024 afin de simuler un modèle d'Europe fédérale. Il s'agit en l'espèce de revisiter ce modèle à la lumière des apports de la Conférence sur le Futur de l'Europe, en incluant les propositions des citoyen.ne.s au design institutionnel ;*

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du 1er avril 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 30 juin 2024 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 30 juin 2024.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'opération -dont le détail figure en annexe de la présente convention- est de **189 374,50 € TTC**.

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du cahier des charges du fonds de soutien démocratie du Contrat. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions du cahier des charges susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le cahier des charges susvisé.

projet

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **22 325 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

- un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **16 744 €,** à la notification de la convention ;

2024

- le solde de 25% d'un **montant maximum de 5 581 € sous réserve d'adoption du BP 2024** et sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

- qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
- relatives **au portage** de l'opération
- qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;
- transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
- intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
- intégrer une mention relative au soutien financier du 'Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023' ;
- soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
- faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
- inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

projet

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

À Strasbourg, le ……..

Pour la Ville de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Alexandre GODONAISE

projet

ANNEXE 1 : DEPENSES PREVISIONNELLES

Récapitulatif des dépenses prévisionnelles

	Total	Bénéficiaires directs	Typologie
Projet 1 - Interventions pédagogiques : Eurodéputés au tableau ! (année scolaire 2022-2023)			
Frais de restauration et d'hébergement	2 548,00 €	**600**	élèves du secondaire
Frais de déplacement et logistique	1 320,00 €		
Frais d'animation et de communication	5 200,00 €		
TOTAL	**9 068,00 €**		
Projet 2 - Week-end trinational : Le Rhin en commun (printemps 2023)			
Hébergement et restauration	17 505,00 €	**150**	jeunes actifs et étudiants
Frais de déplacement et logisitique	8 100,00 €		
Frais d'animation de l'événement	6 565,00 €		
Communication et dissémination des résultats	7 155,00 €		
TOTAL	**39 325,00 €**		
Projet 3 - Conférences : les métiers de l'Europe (année scolaire 2022-2023)			
Hébergement et restauration	3 500,00 €	**800**	jeunes actifs et étudiants
Frais de déplacement et logisitique	6 000,00 €		
Communication et dissémination des résultats	500,00 €		
TOTAL	**10 000,00 €**		
Projet 4 - Evénement international : 36e Entretiens de Strasbourg - Journées trinationales de la presse (automne 2023)			
Hébergement et restauration	9 800,00 €	**150**	jeunes actifs et étudiants
Frais de déplacement et logisitique	17 973,00 €		
Communication et dissémination des résultats	1 250,00 €		
TOTAL	**29 023,00 €**		
Projet 5 - Evénement international : 3e édition du Y-Fed (été 2024)			
Hébergement et restauration	37 525,00 €	**150**	jeunes actifs et étudiants
Frais de déplacement et logisitique	35 451,00 €		
Frais de comité de pilotage	1 000,00 €		
Communication et dissémination des résultats	9 080,00 €		
TOTAL	**83 056,00 €**		
Frais de fonctionnement			
Quote-part de frais de location des locaux de l'association (loyer, charges, assurances et consommations courantes) (24 mois, local servant de lieu de travail aux volontaires en service civique ainsi que de lieu de réunion et de travail)	8 880,00 €		
Volontaires en service civique *(9 volontaires pour des missions de 9 mois, missionnant chacun sur les projets détaillées dans ce dossier, et en soutien occasionnel sur d'autres projets également soumis dans le cadre ce dossier)*	6 885,00 €		
Frais d'impression et de poste pour les événements ci-dessus (0,75€/bénéficiaire)	1 387,50 €		
Réunions de l'équipe bénévole (catering pour 10 réunions)	750,00 €		
Frais de déplacement et de représentation des Jeunes Européens pour les réunions partenariales	1 000,00 €		
TOTAL	**18 902,50 €**		
TOTAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES	**189 374,50 €**		

projet

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2023

Entre :

- La Ville de Strasbourg, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

- et l'association RESEAU ENVIRONNEMENT SANTE ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 51224145600049 et siégeant à l'adresse MAISON DES ASSOCIATIONS 206 QUAI DE VALMY 75010 PARIS 10, représentée par son Président en exercice, Monsieur André CICOLELLA,

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

Colloque comment construire un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien

L'association Réseau environnement Santé a pour objectif de mettre la santé environnementale au cœur des politiques publiques.

Le présent projet a pour objet l'organisation au printemps 2023 d'un colloque sur la construction d'un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien. Ce colloque s'appuie principalement sur une résolution du Parlement européen de juillet 2020 qui invite notamment la Commission européenne à soutenir la création d'un tel réseau européen.

Le colloque vise à développer un plaidoyer à destination de la Commission Européenne et du Comité des Régions dans la perspective de créer ce réseau. Il s'agit de préciser les contours et objectifs d'un réseau qui pourrait être lancé fin 2023 en lien avec l'Organisation Mondiale de la Santé et à la suite de la 7ème Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé.

Enjeu majeur de santé publique, l'objectif est de mettre en relief cette question, tout en facilitant l'échange de bonnes pratiques et expériences des collectivités françaises, sur une dizaine de domaines d'actions (inter alia la commande publique, les actions de médiation, la petite enfance, le bâtiment, l'eau).

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du 1er avril 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 30 octobre 2023 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 31 décembre 2023.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

L'assiette de dépenses prévisionnelles considérée pour cette opération -dont le détail figure en annexe de la présente convention- est de **76 405 € TTC.**

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du règlement financier du dispositif Agora. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions règlement susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le règlement susvisé.

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **11 560 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

- un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **8 670 €,** à la notification de la convention ;

- le solde de 25% d'un **montant maximum de 2 890 €** sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

- qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
- relatives **au portage** de l'opération
- qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;

- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;
- transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
- intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
- intégrer une mention relative au soutien financier du 'Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023' ;
- soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
- faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
- inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

projet

À Strasbourg, le ……..

Pour la Ville de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	André CICOLELLA

projet

ANNEXE 1 : ASSIETTE DE DEPENSES PREVISONNELLES

Achats fournitures, et matériel pour le colloque : 10 750 €

Rémunérations intermédiaires et honoraires : 30 200 €

Publicité, publications : 5 950 €

Déplacements/missions : 13 000 €

Charges de personnel (rémunération et charges sociales) : 8 505 €

Personnel bénévole : 8 000 €

Total : 76 405 € TTC

projet

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2023

Entre :

- La Ville de Strasbourg, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

- Et l'association COMITE FRANÇAIS POUR L'UNION PANEUROPEENNE ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 43206859100028 et siégeant au 53 BD DE GRENELLE 75015 PARIS 15, représentée par son Président en exercice, Monsieur Eric CAMPION,

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

Colloque international "Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne"
Paneurope France est la branche européenne de l'Union paneuropéenne internationale, fondée en 1926, sous l'égide du comte Richard Coudenhove-Kalergi, et considérée comme l'ancêtre des mouvements européistes.

L'association organise entre le 17 et 18 février 2023 un colloque aux côtés du Conseil de Présidence élargi de l'Union Paneuropéenne Internationale ayant pour thème principal "Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne ". Cette manifestation réunit au Centre européen de la Jeunesse du Conseil de l'Europe une trentaine de comités nationaux européens.

Un projet qui couple éphéméride (centenaire de la publication de l'ouvrage de Richard Coudenhove-Kalergi, à l'initiative de la création du Conseil de l'Europe) et débats autour de la souveraineté européenne en matière technologique, énergétique et de défense.

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du 1er avril 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 30 juin 2023 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 31 décembre 2023.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'opération -dont le détail figure en annexe de la présente convention- est de **70 000 € TTC**.

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du cahier des charges du fonds de soutien démocratie du Contrat. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions du cahier des charges susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le cahier des charges susvisé.

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **4 165 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

- un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **3 124 €,** à la notification de la convention ;

- le solde de 25% d'un **montant maximum de 1 041 €** sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses

justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

- qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
- relatives **au portage** de l'opération
- qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité

commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;
- transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
- intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
- intégrer une mention relative au soutien financier du 'Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023' ;
- soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
- faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
- inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

À Strasbourg, le ……..

projet

Pour la Ville de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Eric CAMPION

projet

ANNEXE 1 : DEPENSES PREVISIONNELLES

61 - Services extérieurs	**30 000 €**
Locations hébergement restauration	24 000 €
Entretien et réparation	
Assurance	1 000 €
Documentation secrétariat	5 000 €
62 - Autres services extérieurs	**40 000 €**
Rémunérations intermédiaires et honoraires	20 000 €
Publicité, publication	4 000 €
Déplacements, missions	16 000 €

TOTAL : 70 000 € TTC

projet

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2023

Entre :

- La Ville de Strasbourg, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

- et l'association MOUVEMENT EUROPEEN ALSACE ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 88120289900012 et siégeant à l'adresse 76 ALLEE DE LA ROBERTSAU 67000 STRASBOURG, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Rebecca BREITMAN.

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil municipal du 20 mars 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

L'Eurobus à votre rencontre à Strasbourg et en Alsace pour le mois de l'Europe 2023
L'Eurobus est un projet de bus pédagogique itinérant aux couleurs de l'Europe qui propose une sensibilisation à la citoyenneté européenne de façon ludique. L'Eurobus se présente comme une démarche allant vers le grand public et notamment des personnes qui ne se rendraient pas spontanément à un évènement avec une teinte européenne.

À chacune des 12 étapes envisagées, les bénévoles associatifs assurent l'animation d'activités pédagogiques sur l'Europe. Ils et elles interagissent avec les passants autour d'une carte géante de l'Europe et d'items à positionner (drapeaux nationaux, noms des pays européens, des villes capitales, mais aussi monuments emblématiques, joueurs de foot ou encore spécialités culinaires). Parmi les aménités prévues, des jeux concours, des quizz européens, un molkky de l'Europe et des "blind tests" en lien avec la culture européenne, un multiplicité d'actions pour attendre un public

projet

divers. Forte du succès escompté lors des deux premières éditions, cette manifestation souhaite monter en puissance élargissant le périmètre d'intervention (Eurométropole, Haguenau, Sélestat et Colmar). Les étapes se déroulent tout au long du mois de mai 2023 sur des plages horaires de 3 à 4 heures en priorité les jours de weekend et les mercredis après-midis, afin de sensibiliser un maximum de personnes.

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter du 1er avril 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 30 octobre 2023 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 31 décembre 2023.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'opération -dont le détail figure en annexe de la présente convention- est de **16 545 € TTC.**

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du règlement financier du dispositif Agora. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions règlement susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le règlement susvisé.

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **2 600 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

- un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **1 950 €,** à la notification de la convention ;

- le solde de 25% d'un **montant maximum de 650 €** sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses

justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

- qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
- relatives **au portage** de l'opération
- qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il

s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;
- transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
- intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
- intégrer une mention relative au soutien financier du 'Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023' ;
- soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
- faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
- inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

À Strasbourg, le ……..

projet

Pour la Ville de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Maire	La Présidente
Jeanne BARSEGHIAN	Rebecca BREITMAN

projet

ANNEXE 1 : DEPENSES PREVISIONNELLES

Achats fournitures et matériel: 8 550 €

Services extérieurs (locations): 2 200 €

Publicité, publications : 980 €

Déplacements/missions : 2 242 €

Impôts : 770 €

Charges de personnel (rémunération et charges sociales) : 444 €

Charges fixes de fonctionnement : 1 359 €

Total : 16 545 € TTC

projet

Attribution de subvention

Délibération Conseil municipal
du 20 mars 2023

FONDS DEMOCRATIE

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant global sollicité au titre du Contrat triennal 2021-2023	Montant cumulé de subvention proposé par les signataires (Cotech/Copil)	Montant de subvention proposé par la Ville de Strasbourg	Montant octroyé N-1	Fonds / dispositif concerné
Association LES JEUNES EUROPEENS-STRASBOURG	Plan d'action	134 006,5 €	119 090 €	22 325 €	N.A	Démocratie
COMITE FRANÇAIS POUR L'UNION PANEUROPEENNE	Colloque international "Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne"	25 000 €	22 216 €	4 165 €	N.A	Démocratie
			TOTAL	**26 490 €**		

DISPOSITIF AGORA

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant global sollicité au titre du Contrat triennal 2021-2023	Montant cumulé de subvention proposé par les signataires (Cotech/Copil)	Montant de subvention proposé par l'Eurométropole de Strasbourg	Montant octroyé N-1	Fonds /dispositif concerné
Association RESEAU ENVIRONNEMENT SANTE	Projet 'Colloque comment construire un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien'	68 000 €	57 800 €	11 560 €	N.A	Agora
Association MOUVEMENT EUROPEEN-ALSACE	Projet 'L'Eurobus à votre rencontre à Strasbourg et en Alsace pour le mois de l'Europe 2023'	16 545 €	13 000 €	2 600 €	N.A	Agora
			TOTAL	**14 160 €**		

FONDS CULTURE

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant global sollicité au titre du Contrat triennal 2021-2023	Montant cumulé de subvention proposé par les signataires (Cotech/Copil)	Montant de subvention proposé par la Ville de Strasbourg	Montant octroyé N-1	Fonds /dispositif concerné
Association La Plume de Paon	Projet 'BOURSE CREATION SONORE'	13 000 €	12 999 €	4 333 €	N.A	Culture
Association Répliques	Projet 'POST DOC'	25 000 €	25 000 €	12 500 €	N.A	Culture
Le lieu documentaire (vidéo les beaux jours)	Projet 'L'Europe tous terrains : figures, paysages et modes de vie – documenter l'Europe'	26 000 €	21 000 €	5 000 €	N.A	Culture
Région Grand Est	Projet 'Rencontres littéraires européennes'	25 000 €	21 000 €	10 000 €	N.A	Culture
MIRA, mémoire des images réanimées d'Alsace	Projet 'Archives capitales ! collection européenne des films amateurs à Strasbourg'	160 000 €	135 000 €	40 000 € (dont 10 000 € fonctionnement et 30 000 € investissement)	N.A	Culture
Association FAUTEIL-VAPEUR	Format(s) – 'Festival de design graphique'	40 000 €	30 000 €	10 000 €	15 000 €	Culture
Le troisième souffle	Projet 'Festival Cinema Makers'	68 000 €	49 000 €	17 000 €	N.A	Culture
Association Les Films du Spectre	Projet 'Festival européen du film fantastique 2023 - Actions européennes'	75 000 €	73 000 €	25 000 €	30 000 €	Culture
Pôle SUD CDCN	Projet 'Rencontre chorégraphies européennes – Strasbourg 2023'	200 000 €	171 000 €	70 000 €	N.A	Culture
Association 'Longtemps je me suis couché de bonne heure'	Projet 'Demain Commence Aujourd'hui'	88 000 €	63 000 €	30 000 €	N.A	Culture
Association diffusion prod	Projet 'Strasbourg for music: convention, live, export!'	288 800 €	213 000 €	100 000 €	N.A	Culture
SAS Memento production	Projet 'Une affaire de principe'	5 698 793 €	400 000 €	250 000 €	N.A	Culture
			TOTAL	**573 833 €**		

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Région Grand Est**

domiciliée : 1 place Adrien Zeller - 67000 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro / N° SIRET 20005226400013

représentée par Monsieur Franck LEROY, Président

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Région Grand Est pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Rencontres littéraires européennes »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 55 000 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 10 000 € (Dix Mille Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

projet

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

Projet

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Pour l'association :

Franck LEROY
Président

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Fauteuil Vapeur**

domiciliée : Garage COOP - 2 rue de la Coopérative - 67000 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro volume 87, Folio n° 217 / N° SIRET 52843157000035

représentée par Madame Amélie DUFOUR, Présidente

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Fauteuil Vapeur pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Format(s) - Festival de design graphique »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 336 220 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 10 000 € (Dix Mille Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

projet

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser

Projet

le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Pour l'association :

Amélie DUFOUR
Présidente

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Répliques**

domiciliée : Maison des associations - 1A place des Orphelins - 67000 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro Volume 34, Folio nP 663 / N° SIRET 49797547400022

représentée par Monsieur Swen DE PAUW, Président

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Répliques pour l'action suivante issue de son projet associatif : « série de podcasts intitulée "Post Doc" »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 33 500 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 12 500 € (Douze Mille Cinq Cent Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

projet

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser

Projet

le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Pour l'association :

Swen DE PAUW
Président

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **MIRA**

domiciliée : 7 rue des Alisiers - 67100 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro Volume 84, Folio n°131 / N° SIRET 49491167000029

représentée par Madame Christiane SIBIEUDE, Présidente

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association MIRA comme suit :

- Investissement pour un montant de 30 000 €
- Aide au projet : « Archives capitales ! collection européenne des films amateurs à Strasbourg » pour un montant de 10 000 €

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 460 000 €

Article 2 : Versement de la subvention

Projet

L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 40 000 € (Quarante Mille Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

Projet

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Pour l'association :

Christiane SIBIEUDE
Présidente

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Le Troisième Souffle**

domiciliée : 3 rue des Francs Bourgeois - 67000 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro Volume 89, Folio n° 24 / N° SIRET 52955780300028

représentée par Monsieur Till ZIMMERMANN, Président

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Le troisième Souffle pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Festival Cinema Makers »

qui se déroulera aux dates suivantes : Automne 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 85 000 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 17 000 € (Dix Sept Mille Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

projet

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser

Projet

le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication

Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :	Pour l'association :
Jeanne BARSEGHIAN Maire	Till ZIMMERMANN Président

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Les Films du Spectre**

domiciliée : 9 rue du Vieil Hôpital - 67000 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro Volume 83, Folio N°356 / N° SIRET 490 548 963 00027

représentée par Madame Consuelo HOLTZER, Présidente

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Association Les Films du Spectre pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Festival européen du film fantastique 2023 - Actions européennes »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 75 000 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 25 000 € (Vingt Cinq Mille Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

projet

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser

Projet

le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication

Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :	Pour l'association :
Jeanne BARSEGHIAN Maire	Consuelo HOLTZER Présidente

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Pôle Sud**

domiciliée : 1 rue de Bourgogne - 67100 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro Volume 024, Folio 037 / N° SIRET 77887022000010

représentée par Monsieur Olivier PRZYBYLSKI-RICHARD, Président

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Pôle Sud pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Rencontre chorégraphiques européennes »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 2 170 998 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 70 000 € (Soixante Dix Mille Euros)

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

projet

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser

Projet

le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication

Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :	Pour l'association :
Jeanne BARSEGHIAN Maire	Olivier PRZYBYLSKI-RICHARD Président

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Longtemps, je me suis couché de bonne heure**

domiciliée : 5 rue de Genève - 67000 STRASBOURG

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro Volume 95, Folio 285 / N° SIRET 478 273 634 000 79

représentée par Monsieur Bertrand KRILL, Président

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Longtemps, je me suis couché de bonne heure pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Demain Commence Aujourd'hui »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 293 000 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 30 000 € (Trente Mille Euros)

projet

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

Projet

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Pour l'association :

Bertrand KRILL
Président

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et l'association bénéficiaire dénommée : **Association Diffusion Prod**

domiciliée : 10 boulevard Tolstoï - 54510 TOMBLAINE

Inscrite au registre des associations du Tribunal judiciaire de Strasbourg sous le numéro / N° SIRET 82998188500017

représentée par Madame Carole COMMUN, Présidente

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement l'association Association Diffusion prod pour l'action suivante issue de son projet associatif : « Convention Strasbourg for music : convention, live, export ! »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 362 450 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 100 000 € (Cent Mille Euros).

projet

Cette somme sera créditée sur le compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements de l'association
L'association s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg le rapport annuel approuvé en assemblée générale comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif (cf. Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020) avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le président de l'association
- un commissaire aux comptes pour les associations dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux de l'association, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association
L'absence partielle ou totale du respect des obligations de l'association, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge de l'association du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par l'association.

Projet

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'association doit en aviser le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, l'association bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Pour l'association :

Carole COMMUN
Présidente

projet

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

d'une part,

et le bénéficiaire dénommé : **SAS Memento Production**

domicilié : 9 cité Paradis - 75010 PARIS

SIRET n° 44927512200033

représenté par Monsieur Alexandre MALLET-GUY, Président

d'autre part.

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 dit *« Règlement général d'exemption par catégorie »*, modifié par le Règlement (UE) n° 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 et modifié par le Règlement (UE) n° 2020/972, en son article 53,
Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est précisé que la subvention allouée à l'organisme bénéficiaire constitue une aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du Règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, visé ci-dessus, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire SAS Memento Production pour l'action suivante : « Production du long métrage de fiction intitulé « Une affaire de principe »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

Projet

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 5 698 793 €

Article 2 : Versement de la subvention

L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 250 000 € (Deux Cent Cinquante Mille Euros).

Cette somme sera créditée, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention sera créditée sur :
Le compte N° XXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de : XXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg les comptes annuels approuvés par l'assemblée des associés avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
   - le représentant de l'organisme bénéficiaire
   - un commissaire aux comptes pour les bénéficiaires dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 €

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux du bénéficiaire, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports utilisés en lien avec l'opération – dont les génériques de début et de fin - le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos, ainsi que la mention « avec le soutien du contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023

f. organiser sur le territoire de la ville de Strasbourg, en liaison avec la Ville de Strasbourg mais aux frais du bénéficiaire, une avant-première du film en présence de membres de l'équipe du film et mettre à disposition de la ville de Strasbourg un minimum de 30 places gratuites.

g. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

h. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

i. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

projet

Article 4 : Non-respect des engagements du bénéficiaire
L'absence partielle ou totale du respect des obligations du bénéficiaire, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;
b. la mise à la charge du bénéficiaire du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;
c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par le bénéficiaire.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, le bénéficiaire doit en aviser le plus rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le représentant du bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, le bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Pour le bénéficiaire :

projet

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

Alexandre MALLET-GUY
Président

projet

Attribution de subvention

Délibération Conseil municipal
du 20 mars 2023

FONDS DEMOCRATIE

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant global sollicité au titre du Contrat triennal 2021-2023	Montant cumulé de subvention proposé par les signataires (Cotech/Copil)	Montant de subvention proposé par la Ville de Strasbourg	Montant octroyé N-1	Fonds / dispositif concerné
Association LES JEUNES EUROPEENS-STRASBOURG	Plan d'action	134 006,5 €	119 090 €	22 325 €	N.A	Démocratie
COMITE FRANÇAIS POUR L'UNION PANEUROPEENNE	Colloque international "Autonomies et Stratégies de l'Union Européenne"	25 000 €	22 216 €	4 165 €	N.A	Démocratie
			TOTAL	**26 490 €**		

DISPOSITIF AGORA

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant global sollicité au titre du Contrat triennal 2021-2023	Montant cumulé de subvention proposé par les signataires (Cotech/Copil)	Montant de subvention proposé par l'Eurométropole de Strasbourg	Montant octroyé N-1	Fonds /dispositif concerné
Association RESEAU ENVIRONNEMENT SANTE	Projet 'Colloque comment construire un réseau européen des villes et territoires sans perturbateur endocrinien'	68 000 €	57 800 €	11 560 €	N.A	Agora
Association MOUVEMENT EUROPEEN-ALSACE	Projet 'L'Eurobus à votre rencontre à Strasbourg et en Alsace pour le mois de l'Europe 2023'	16 545 €	13 000 €	2 600 €	N.A	Agora
			TOTAL	**14 160 €**		

FONDS CULTURE

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant global sollicité au titre du Contrat triennal 2021-2023	Montant cumulé de subvention proposé par les signataires (Cotech/Copil)	Montant de subvention proposé par la Ville de Strasbourg	Montant octroyé N-1	Fonds /dispositif concerné
Fondation Œuvre Notre Dame	Colloque des architectes de cathédrale d'Europe à Strasbourg en septembre	58 000 €	42 000 €	25 000 €	N.A	Culture
Association La Plume de Paon	Projet 'BOURSE CREATION SONORE'	13 000 €	12 999 €	4 333 €	N.A	Culture
Association Répliques	Projet 'POST DOC'	25 000 €	25 000 €	12 500 €	N.A	Culture
Le lieu documentaire (vidéo les beaux jours)	Projet 'L'Europe tous terrains : figures, paysages et modes de vie – documenter l'Europe'	26 000 €	21 000 €	5 000 €	N.A	Culture
Région Grand Est	Projet 'Rencontres littéraires européennes'	25 000 €	21 000 €	10 000 €	N.A	Culture
MIRA, mémoire des images réanimées d'Alsace	Projet 'Archives capitales ! collection européenne des films amateurs à Strasbourg'	160 000 €	135 000 €	40 000 € (dont 10 000 € fonctionnement et 30 000 € investissement)	N.A	Culture
Association FAUTEIL-VAPEUR	Format(s) – 'Festival de design graphique'	40 000 €	30 000 €	10 000 €	15 000 €	Culture
Le troisième souffle	Projet 'Festival Cinema Makers'	68 000 €	49 000 €	17 000 €	N.A	Culture
Association Les Films du Spectre	Projet 'Festival européen du film fantastique 2023 - Actions européennes'	75 000 €	73 000 €	25 000 €	30 000 €	Culture
Pôle SUD CDCN	Projet 'Rencontre chorégraphies européennes – Strasbourg 2023'	200 000 €	171 000 €	70 000 €	N.A	Culture
Association 'Longtemps je me suis couché de bonne heure'	Projet 'Demain Commence Aujourd'hui'	88 000 €	63 000 €	30 000 €	N.A	Culture
Association diffusion prod	Projet 'Strasbourg for music: convention, live, export!'	288 800 €	213 000 €	100 000 €	N.A	Culture
SAS Memento production	Projet 'Une affaire de principe'	5 698 793 €	400 000 €	250 000 €	N.A	Culture
			TOTAL	**598 833 €**		

CONVENTION AU TITRE

DE L'ANNEE 2023

PROJET

Entre :

La ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Syamak AGHA BABAEI, 1er Adjoint à la maire

d'une part,

et le bénéficiaire dénommé : **FONDATION Œuvre Notre-Dame**

domicilié : Maison de l'œuvre Notre Dame, 3 place du château - 67000 STRASBOURG

N° SIRET 48068792000011

représenté par Madame Jeanne BARSEGHAN, Maire de la Ville de Strasbourg et Administratrice de la Fondation de l'œuvre Notre-Dame

d'autre part.

Vu les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 en ses articles 9-1, 10 et 10-1, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 (art 1),
Vu le Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2021-2023, signé le 9 mai 2021
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention
La ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire FONDATION Œuvre Notre-Dame pour l'action suivante: « colloque des architectes de cathédrale d'Europe à Strasbourg en septembre 2023 »

qui se déroulera aux dates suivantes : Année 2023

et dont le budget prévisionnel total s'élève à 72 500 €

Article 2 : Versement de la subvention
L'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation de l'opération décrite ci-dessus s'élève à : 25 000 € (Vingt-Cinq Mille Euros).

Cette somme sera créditée sur le compte, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention sera créditée sur :
Le compte n° XXXXXXXXXXXXXXXXXX
ouvert auprès de XXXXXXXXXXXXXXXX

Article 3 : Engagements du bénéficiaire
Le bénéficiaire s'engage à :

a. réaliser l'opération pour laquelle la subvention est versée ;

b. transmettre à la Ville de Strasbourg un compte-rendu d'exécution d'activité et financier de l'opération dans les six mois suivant la fin de l'opération ;

c. fournir à la Ville de Strasbourg les comptes annuels approuvés par l'assemblée des associés avant le 30 juin de l'année suivant la réalisation de l'opération ; ces documents seront certifiés par :
- le représentant de l'organisme bénéficiaire
- un commissaire aux comptes pour les bénéficiaires dont l'aide publique (toutes collectivités confondues) est supérieure à 153 000 € ;

d. faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation de l'opération, notamment par le libre accès, d'une part, aux locaux du bénéficiaire, d'autre part, aux manifestations organisées, enfin aux documents administratifs et comptables ;

e. faire figurer sur tous les supports publicitaires le logo de la ville de Strasbourg qu'elle peut se procurer auprès de la direction de la Culture ou télécharger à l'adresse Internet suivante : https://www.strasbourg.eu/logos ;

f. faire connaître à la ville de Strasbourg, dans un délai de un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettre à la Ville ses statuts actualisés.

g. ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques.

h. le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité.

Article 4 : Non-respect des engagements du bénéficiaire
L'absence partielle ou totale du respect des obligations du bénéficiaire, aura pour effet :

a. l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg ;

b. la mise à la charge du bénéficiaire du reversement total ou partiel de la subvention allouée ;

c. le refus de la part de la ville de Strasbourg d'examiner toute demande d'aide financière ultérieurement présentée par le bénéficiaire.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, le bénéficiaire doit en aviser le plus

PROJET

rapidement possible la collectivité qui se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : **Durée**
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023 pendant laquelle l'action faisant l'objet du versement de la subvention sera réalisée.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le représentant de l'organisme bénéficiaire.

Article 6 : **Exécution**
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, CS 71022, 67070 Strasbourg Cedex.

Article 7 : Dispositions diverses

7.1 Modalités de communication
Pour la transmission des documents et justificatifs visés ci-dessus à l'article 3, *b, c, f, h*, le bénéficiaire procèdera par envoi électronique à l'adresse email : aurelie.rosenfelder@strasbourg.eu.

7.2 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

7.3 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 7.1, les parties conviennent de saisir le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le.....

Pour la ville de Strasbourg :

Pour le bénéficiaire:

Syamak AGHA BABAEI
1er Adjoint à la maire

Jeanne BARSEGHIAN
Maire de Strasbourg
Administratrice de la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame

PROJET

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°55

Attribution de subventions au titre des fonds de soutien du Contrat triennal "Strasbourg capitale européenne 2021-2023" et du dispositif "Agora Strasbourg capitale européenne".

Pour	Contre	Abstention
56	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de bourses municipales d'études supérieures dans le cadre des jumelages - dispositif de bourses villes jumelles - MOBILITWIN.

Numéro V-2023-167

Dans le cadre des relations entre Strasbourg et ses cinq villes jumelles (Boston aux Etats-Unis, Dresde et Stuttgart en Allemagne, Leicester au Royaume-Uni et Ramat Gan en Israël), la Ville de Strasbourg accorde des bourses pour les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois désirant y effectuer soit des études, soit un stage obligatoire d'une durée minimale de trois mois, l'un et l'autre devant s'effectuer dans le cadre du cursus de formation du candidat.

Par ce dispositif, la Ville de Strasbourg poursuit deux objectifs :
- encourager la mobilité des étudiants à l'international,
- consolider ses relations avec ses cinq villes jumelles en encourageant les échanges universitaires.

Le dispositif restreint le périmètre géographique des séjours à la ville jumelle, à l'exception de la ville de Boston pour laquelle la ville de Cambridge peut être concernée car il s'agit d'un pôle urbain et universitaire de premier ordre dans l'aire métropolitaine de Boston.

Définition et critères d'éligibilité

Le **montant moyen** des bourses varie en fonction de la destination, et se décline de la manière suivante :

BOSTON	2 000 €
DRESDE	1 000 €
LEICESTER	1 500 €
RAMAT-GAN	1 500 €
STUTTGART	1 000 €

Au total, un budget de **50 000 €** est consacré par la Ville de Strasbourg aux bourses villes jumelles. Cette bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

Pour être éligible, un étudiant doit :
- être inscrit au minimum en L3 (ou équivalent) au moment du départ, ou en L1 ou L2 si le séjour d'études s'effectue dans le cadre d'un double diplôme,
- être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois au moment du départ,
- séjourner au moins trois mois dans l'une des villes jumelles pour des études ou un stage obligatoire dans le cadre d'un cursus de formation,
- le départ à l'étranger doit avoir lieu entre le mois de septembre de l'année N-1 et le mois de juin de l'année N+1.

S'agissant des modalités de sélection, un jury chargé d'examiner les dossiers de candidature et composé de Madame la Maire ou de son(sa) représentant(e) ainsi que de représentants de l'Université et des établissements d'enseignement supérieur, et du Rectorat d'Académie de Strasbourg, arrête la liste définitive des boursiers.
Le cahier des charges en annexe à la présente délibération détaille les conditions d'attribution de la bourse et les critères d'éligibilité.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra moduler le montant du forfait précisé ci-dessus, à la baisse ou à la hausse. S'agissant de la possibilité de revoir le montant des bourses à la hausse, cette disposition ne concerne que les étudiants susceptibles de séjourner dans l'université partenaire plus de deux semestres (soit les doubles diplômes).

Il est proposé au Conseil municipal de reconduire le dispositif de ces bourses pour l'année 2023, selon les modalités exposées, afin de satisfaire le maximum de dossiers dans la limite des budgets totaux disponibles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré

approuve

la reconduction au titre de l'année 2023, aux conditions et précisions énoncées dans l'exposé des motifs, du dispositif de bourses destinées à favoriser les échanges universitaires avec les villes jumelles de la Ville de Strasbourg,

décide

l'imputation de la dépense totale de 50 000 € sous la fonction 048, nature 65131 « bourses et prix » - activité AD06D, sous réserve du vote du budget primitif 2023,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à désigner les personnes bénéficiaires de ces bourses au vu des décisions qui seront arrêtées par le jury.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155767-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

INFORMATIONS PRATIQUES A L'ATTENTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PARTENAIRES DU DISPOSITIF et des ETUDIANTS SOUHAITANT DEPOSER UNE CANDIDATURE

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR LE DOSSIER DE CANDIDATURE A UNE BOURSE VILLE JUMELLE

PRESENTATION DU DISPOSITIF

*À travers le dispositif de bourses Villes Jumelles-Mobilitwin, la Ville de Strasbourg poursuit deux **objectifs** : encourager la mobilité des étudiants à l'international d'une part et consolider ses relations avec ses cinq villes jumelles (BOSTON aux Etats-Unis, DRESDE et STUTTGART en Allemagne, LEICESTER au Royaume-Uni et RAMAT GAN en Israël) d'autre part.*

*Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg peut accorder des bourses pour les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois désirant y effectuer soit des études, soit un stage obligatoire d'une durée minimale de 3 mois, l'un et l'autre devant s'effectuer dans le cadre du cursus de formation du candidat. Le dispositif restreint le **périmètre géographique** des séjours à la ville jumelle, à l'exception de la ville de Boston pour laquelle la ville de Cambridge peut être concernée car il s'agit d'un pôle urbain et universitaire de premier ordre dans l'aire métropolitaine de Boston.*

*Une enveloppe globale de **50 000 €** est allouée à ce dispositif pour l'année **2023.***

*Le montant **moyen** des bourses varie en fonction de la destination* :

BOSTON	***2 000 €***
LEICESTER	***1 500 €***
STUTTGART	***1 000 €***
DRESDE	***1 000 €***
RAMAT-GAN	***1 500 €***

La bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

En cas d'annulation totale de la mobilité de l'étudiant, le montant versé devra être intégralement remboursé. Si seule une partie de la mobilité physique peut être réalisée, le montant de la bourse pourra être modulé.

L'octroi d'une bourse Villes Jumelles-Mobilitwin n'est pas automatique et est soumis à différents critères évalués par un jury de sélection.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra moduler le montant du forfait précisé ci-dessus, à la baisse ou à la hausse. S'agissant de la possibilité de revoir le montant des bourses à la hausse, cette hypothèse ne concerne que les étudiants susceptibles de séjourner plus de deux semestres (soit les doubles diplômes) dans l'université partenaire.

DOMAINES ET NIVEAUX D'ÉTUDES DES CANDIDATS – CANDIDATS ELIGIBLES

- être inscrit au minimum en **L3 (ou équivalent)** au moment du départ,
  ou
- en **L1 ou L2 et** effectuer un séjour d'études dans le **cadre d'un double diplôme**

- être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois au moment du départ

- séjourner **au moins trois mois** dans l'une des villes jumelles pour des études ou un stage obligatoire dans le cadre d'un cursus de formation

- le départ à l'étranger doit avoir lieu entre le **mois de septembre de l'année N-1 et le mois de juin de l'année N+1** (N : année de demande de bourse) *(exemple : pour une bourse en 2023, il faut que la date de départ à l'étranger soit comprise entre septembre 2022 et juin 2024)*

CAS D'INELIGIBILITE

a) **les candidats ayant déjà bénéficié d'une bourse villes jumelles** lors des années précédentes ne sont pas admis à postuler une seconde fois.

b) les étudiants effectuant leur mobilité dans un pays dont ils ont la nationalité.

c) un **cursus à distance** est non-éligible au dispositif Mobilitwin.

CRITERES ET PROCEDURES DE SELECTION

La sélection est effectuée par un jury composé de différents représentants d'établissements d'enseignement supérieur. Cette commission est présidée par la Maire de la Ville de Strasbourg ou l'un(e) de ses représentant(e)s.

Plusieurs critères sont pris en compte par le jury :

- la qualité de l'ensemble du dossier de présentation du candidat
- la cohérence du projet de mobilité avec le projet de l'étudiant (projet d'études et/ou professionnel), son caractère original ainsi que l'intérêt pour la ville de destination
- le niveau du candidat, tel qu'il ressort de son parcours de formation antérieur
- Les aides perçues par d'autres organismes et la durée de séjour.

Le jury établit ensuite la liste des candidats ainsi sélectionnés sur la base d'une grille de notation s'appliquant de manière identique à tous les dossiers. Il peut également établir une liste d'attente en cas de désistement de candidats sélectionnés.

Un courrier de notification de la Ville de Strasbourg sera envoyé à chaque candidat ayant déposé une candidature contenant la décision du jury.

CALENDRIER

Session jury

☐ **Date limite de dépôt des dossiers** : 22 mai 2023

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** début juillet 2023 (date à préciser ultérieurement)

☐ **Annonce des résultats** par la Ville de Strasbourg **:** mi-juillet 2023

☐ **Versements des bourses :** au plus tard fin 2023

Le jury se réserve le droit de se réunir une seconde fois au courant du deuxième semestre si des demandes se présentent et en fonction de l'enveloppe budgétaire restante. Les modalités pratiques de ce second jury seront discutées directement avec les partenaires/établissements concernés.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est à remplir en ligne via le portail des aides : https://aides.strasbourg.eu/ en sélectionnant le téléservice « Bourses villes jumelles Mobilitwin »

PIECES A JOINDRE AU DOSSIER DE CANDIDATURE dûment complété (ne pas oublier les annexes)

1. Le CURRICULUM VITAE du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages)

2. Le PROJET PROFESSIONNEL et PERSONNEL du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages). *Le candidat rédige **son projet personnel** sous une forme permettant d'expliquer **le choix des études dans la ville jumelle / le choix de son stage dans la ville jumelle** par rapport aux études antérieures et **la carrière professionnelle future**.* Ce projet doit être structuré et ne pas être une simple lettre de motivation.

3. Le RELEVE DE NOTES des deux derniers semestres

4. Une ATTESTATION de la structure d'accueil dans la ville jumelle (précisant les coordonnées du responsable de l'accueil et dates de séjour)

5. **Une APPRECIATION d'un responsable pédagogique sur le niveau du (de la) candidat(e) (cf annexe 1)**

6. Une lettre d'engagement de l'étudiant à rembourser la bourse si le séjour ne devait pas s'effectuer. **(cf annexe 2)**

7. Une attestation sur l'honneur des autres bourses et/ou rémunérations perçues/sollicitées (cf annexe 3)

8. Un RIB au nom de l'étudiant

- merci de préciser votre adresse sur le RIB si elle n'y figure pas. Elle doit correspondre à l'adresse permanente de contact indiquée sur la fiche de renseignement.
- Préciser le nom et l'adresse de la banque ainsi que le code IBAN-SWIFT-BIC pour les comptes étrangers

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 56 à l'ordre du jour : Attribution de bourses municipales d'études supérieures dans le cadre des jumelages - dispositif de bourses villes jumelles - MOBILITWIN.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 58 voix + 1
+ 1 voix : M. Marc HOFFSESS a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°56

Attribution de bourses municipales d'études supérieures dans le cadre des jumelages - dispositif de bourses villes jumelles - MOBILITWIN.

Pour **58**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2023/2024.

Numéro V-2023-168

Depuis la signature de la convention de jumelage en 1990, tant Dresde que Strasbourg se sont affirmées comme des pôles majeurs en matière de recherche scientifique en Europe et dans le monde. Le développement de synergies dans ce domaine s'inscrit parfaitement dans la stratégie actuelle de ce jumelage et contribue à lui offrir une nouvelle visibilité.

Un dispositif de bourses de recherche destiné à favoriser la mobilité de doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents inscrits à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde a été mis en place en 2017. Ces mobilités ont été fortement impactées par la crise sanitaire des dernières années, néanmoins, au vu des potentialités de coopération entre les centres de recherche des deux villes, il est proposé de reconduire ce dispositif de bourses au titre de l'année universitaire 2022/2023 selon les modalités suivantes :

Enveloppe globale : 3 000 €
Montant maximum des bourses variables en fonction de la durée du séjour :
- Séjour jusqu'à 2 mois : 1 500 €
- Séjour supérieur à 2 mois : 3 000 €

Il s'agit d'un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

Conditions d'éligibilité :
- être inscrit en thèse à l'Université de Strasbourg pour les doctorants,
- être affilié à une unité de recherche incluse dans le périmètre de l'Université de Strasbourg pour les chercheurs post-doctorants ou permanents,
- effectuer son séjour dans un institut de recherche, à Dresde,
- le départ à Dresde doit intervenir durant l'année universitaire 2023/2024.

Disciplines scientifiques concernées :
- physique du vivant,
- biomédecine,
- robotique,
- chimie,

- ainsi que tout nouveau champ thématique susceptible de développer la coopération scientifique entre les instituts de recherche des deux villes.

Modalités de sélection :
Un jury chargé d'examiner les candidatures recueillies arrêtera la liste des boursiers au mois de juin 2023. Si besoin, ce jury pourra être reporté à une date ultérieure par Mme la Maire ou son / sa représentant-e.
Le cahier des charges en annexe à la présente délibération détaille les conditions d'attribution de ces bourses.

En fonction du nombre de candidatures obtenues, d'éventuelles autres sources de financement perçues par les candidats ainsi que de la durée de leur séjour, le jury se réserve le droit de revoir à la baisse les montants mentionnés ci-dessus.

Il est proposé au Conseil municipal de reconduire ce dispositif de bourses de recherche pour l'année universitaire 2023/2024, selon les modalités exposées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2023 / 2024,

décide

l'imputation de la dépense de 3 000 € sous la fonction 048, nature 65131- activité AD06D,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à désigner les personnes bénéficiaires de ces bourses au vu des décisions qui seront arrêtées par le jury.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral

le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155773-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

DISPOSITIF DE BOURSES DE RECHERCHE STRASBOURG-DRESDE Année 2023/2024

INFORMATIONS PRATIQUES A L'ATTENTION DES DOCTORANTS ET CHERCHEURS SOUHAITANT DEPOSER UNE CANDIDATURE

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR LE DOSSIER DE CANDIDATURE A UNE BOURSE DE RECHERCHE DANS LE CADRE DU JUMELAGE STRASBOURG-DRESDE

PRESENTATION DU DISPOSITIF

Dans le cadre du jumelage qui unit les villes de Strasbourg et de Dresde, les perspectives de coopérations universitaires et scientifiques paraissent extrêmement intéressantes et prometteuses.
Afin de soutenir et dynamiser cette coopération, la Ville de Strasbourg met en place un dispositif de bourses de recherche destinée à favoriser la mobilité des doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents affiliés à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde.
Cette coopération porte actuellement sur 4 disciplines scientifiques prioritaires : physique du vivant, biomédecine, robotique, chimie. Toutefois, tout nouveau champ thématique susceptible de développer la coopération scientifique entre les instituts de recherche des deux villes, sera pris en considération.

*Une enveloppe globale de **3 000 €** est allouée à ce dispositif de bourses pour l'année universitaire **2023/2024.***

*Le montant **maximum** des bourses varie en fonction de la durée du séjour* :

Séjour jusqu'à 2 mois : 1 500 €
Séjour supérieur à 2 mois : 3 000 €

Cette bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

En cas d'annulation du départ, le montant versé devra être intégralement remboursé.

L'octroi d'une bourse de recherche n'est pas automatique et est soumis à différents critères évalués par un jury de sélection présidé par Mme la Maire ou son – sa représentant-e.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra octroyer des bourses inférieures au forfait précisé ci-dessus.

DISPOSITIF DE BOURSES DE RECHERCHE STRASBOURG-DRESDE Année 2023/2024

CRITERES DE CANDIDATURE

- être inscrit en thèse à l'Université de Strasbourg pour les doctorants
- être affilié à une unité de recherche incluse dans le périmètre de l'Université de Strasbourg pour les chercheurs post-doctorants ou permanents

- Avoir l'un des diplômes suivants :
  - Master ou équivalent (en vue d'un doctorat)
  - Doctorat (pour un séjour de recherche postdoctorale)

- Avoir des connaissances linguistiques adaptées à la langue de travail et au projet de recherche poursuivi à Dresde

- Avoir établi des contacts préalables avec un institut de recherche ou un établissement d'enseignement supérieur à Dresde

- Travailler sur un projet de recherche pour lequel le séjour à Dresde apportera une plus-value scientifique substantielle

- Séjourner au minimum un mois à Dresde

- Le départ à l'étranger doit avoir lieu au courant de l'année universitaire 2023/2024 (date limite de départ : 30 juin 2024)
  Un report de la mobilité au-delà de cette année pourra être autorisé à titre exceptionnel, si les conditions l'exigent, par Mme la Maire de Strasbourg ou sa / son représentant-e. La nouvelle date limite de départ sera alors précisée au demandeur.

CAS D'INELIGIBILITE

- **les candidats ayant déjà bénéficié d'une bourse de recherche Strasbourg-Dresde** ne sont pas admis à postuler une seconde fois.

- les **dossiers de candidature incomplets ne seront pas pris en compte**

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

1. **Le FORMULAIRE DE CANDIDATURE** dûment complété

   Le formulaire de candidature peut être récupéré :

   - soit auprès de la **Direction des relations européennes et internationales** de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (Email : carine.huck@strasbourg.eu ; Tel : (00 33) 3 68 98 74 17)
   - soit auprès du **Master Physique – Physique cellulaire** de l'Université de Strasbourg (Email : riveline@unistra.fr).

2. **Le CURRICULUM VITAE** du (de la) candidat(e)

3. **Le PROJET DE RECHERCHE** du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages). *Le candidat présente son projet ainsi que les travaux d'études ou de recherche entrepris jusqu'à présent et pouvant motiver la mobilité à Dresde.*

4. Le **CALENDRIER DES TRAVAUX** envisagés dans la structure d'accueil.

5. Le cas échéant, la **LISTE DES PUBLICATIONS** du (de la) candidat(e)

6. Une **ATTESTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL** à Dresde se référant au projet de recherche du (de la) candidat(e) et confirmant la mise à disposition d'un poste de travail.

7. **L'INSCRIPTION** au doctorat à l'Université de Strasbourg / ou la copie du contrat doctoral / ou la copie du contrat de travail.

8. Une **LETTRE D'ACCEPTATION du chef d'équipe** dont dépend le doctorant ou le chercheur.

9. Une **LETTRE D'ENGAGEMENT du candidat** à rembourser la bourse si le séjour ne devait pas s'effectuer. (cf. annexe 1)

10. Une **ATTESTATION SUR L'HONNEUR MENTIONNANT LES AUTRES BOURSES** perçues/sollicitées dans la perspective de cette mobilité (cf. annexe 2)

11. **Un RIB** au nom du candidat
    a. merci de préciser votre adresse sur le RIB si elle n'y figure pas. Elle doit correspondre à l'adresse permanente de contact indiquée sur le formulaire de candidature.
    b. préciser le nom et l'adresse de la banque ainsi que le code IBAN-SWIFT-BIC pour les comptes étrangers.

PROCEDURE DE SELECTION

Les dossiers de candidature doivent être remplis par les candidats, **en français ou en anglais**, puis transmis **en format numérique** à la **Direction des relations européennes et internationales de la Ville et Eurométropole de Strasbourg** à l'adresse suivante : carine.huck@strasbourg.eu
Cette dernière vérifiera qu'ils sont complets, accusera réception des dossiers, et les transmettra aux membres du jury.
Un jury chargé d'examiner les candidatures recueillies arrêtera la liste des boursiers au mois de juin 2023. Si besoin, ce jury pourra être reporté à une date ultérieure par Mme la Maire ou son / sa représentant-e.

Plusieurs critères sont pris en compte par le jury :

- la qualité de l'ensemble du dossier de présentation du candidat
- la cohérence du projet de mobilité avec le projet de recherche
- le niveau du candidat, tel qu'il ressort de son parcours universitaire antérieur
- Les aides perçues par d'autres organismes et la durée de séjour.

Le jury établit ensuite la liste des candidats ainsi sélectionnés sur la base d'une grille de notation s'appliquant de manière identique à tous les dossiers. Il peut également établir une liste d'attente en cas de désistement de candidats sélectionnés.

Un courrier de notification de la ville de Strasbourg sera envoyé à chaque candidat ayant déposé une candidature contenant la décision du jury.

CALENDRIER

Pour l'année universitaire 2023/2024, le calendrier prévisionnel est le suivant :

☐ **Date limite de réception des dossiers par la Direction des relations européennes et internationales de la ville de Strasbourg** : 5 juin 2023

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** fin juin 2023 (date à préciser ultérieurement).

☐ **Annonce des résultats** par la ville de Strasbourg **:** juillet 2023 (date à préciser ultérieurement)

☐ **Versements des bourses :** août 2023

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Jumelage Strasbourg-Stuttgart - partenariat scolaire entre le lycée Louis Pasteur et le Neues Leibniz Gymnasium.

Numéro V-2023-243

L'intensification des échanges entre les établissements scolaires de Strasbourg et de ses villes jumelles allemandes constitue une priorité politique. Un partenariat existe depuis 1964 entre le lycée Louis Pasteur et le Neues Leibniz Gymnasium de Stuttgart. Cette coopération a cependant été mise en suspens pendant plusieurs années.

A l'occasion du 60ème anniversaire de jumelage entre les deux villes, en 2022, ce partenariat a été réactivé par des équipes pédagogiques des deux établissements. Une charte de coopération a été officiellement signée par les proviseurs le 11 mai 2022, en présence d'élu-e-s des deux villes.

En 2022, des rencontres d'un jour ont d'ores et déjà été organisées entre les élèves de classe de Seconde tant à Strasbourg qu'à Stuttgart. Elles concernent une cinquantaine d'élèves de chaque lycée et se poursuivront au printemps 2023. Une rencontre spécifique aux deux équipes pédagogiques (50 enseignants) est également prévue au printemps 2023, à Strasbourg.

Afin d'intensifier cette coopération, les établissements souhaitent proposer aux élèves de la Section Euro-allemand (Seconde, Première et Terminale) une rencontre en tiers-lieu du 22 au 26 mai 2023. Elle se déroulerait sur l'île de Sainte-Marguerite (près de Cannes). Le programme de ce séjour comprend des ateliers linguistiques, des demi-journées d'activités relatives aux problématiques environnementales (protection de la faune et de la flore, milieu aquatique, etc.), un projet théâtre, des découvertes culturelles.
Le déplacement et l'hébergement en commun de l'ensemble des élèves favoriseront les échanges et la cohésion du groupe.

La subvention sollicitée par le lycée Louis Pasteur couvre l'ensemble du programme d'actions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement d'une subvention de 3 000 euros au lycée Louis Pasteur

décide

d'imputer la dépense à hauteur de 3 000 € sur les crédits ouverts à la DREI, ligne budgétaire AD06D- fonction 041, nature 65748, programme 8054, dont le disponible avant le présent Conseil est de 41 000 €

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155783-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Conseil Municipal du 20 mars 2023

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
VILLE				
Lycée Louis Pasteur	Echange avec le Neues Leibniz Gymnasium de Stuttgart	3000 €	3000 €	-D

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Soutien aux jardins urbains et à la végétalisation de la ville :
- accès au jardin botanique - Université de Strasbourg,
- édition 2023 des 48 heures de l'agriculture urbaine - Eco-Conseil.

Numéro V-2023-123

Il est proposé au Conseil de se prononcer sur l'attribution des subventions suivantes :

1- Accès au Jardin botanique - Université de Strasbourg

Le Conseil municipal de Strasbourg a approuvé, en septembre 2000, une convention de partenariat avec l'Université de Strasbourg, par laquelle la Ville s'engageait à verser chaque année une subvention de fonctionnement de 60 000 €, en contrepartie de l'élargissement des horaires d'ouverture du jardin botanique en semaine et le week-end. Cette subvention représente la contribution de la Ville à l'accroissement des charges de fonctionnement – nettoyage et gardiennage – liées à l'augmentation des horaires d'ouverture.

Par ailleurs, la Ville rembourse également l'entretien de l'allée du Barry, passage public entre la rue de l'Observatoire et la rue de l'Université, pour un montant de 7 132,94 €.

2- Edition 2023 des 48 h de l'agriculture urbaine - Eco-Conseil

La ville de Strasbourg est partenaire de cette nouvelle édition des « 48 heures de l'agriculture urbaine », évènement national de promotion de la végétalisation et du jardinage urbain organisé dans une quinzaine de villes de France, chaque printemps.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Ville qui consistent à favoriser l'autosuffisance alimentaire au travers du concept de "ville nourricière", à associer les habitants pour développer la végétalisation de l'espace public et à lutter contre les ilots de chaleurs. Concrètement, cette fête mobilise les acteurs strasbourgeois du jardinage urbain et de la végétalisation de la ville. Elle permet de marquer le lancement de la saison de jardinage en faisant découvrir aux habitants les différentes manières d'agir sur l'espace public, améliorant ainsi le cadre de vie et cultivant le goût du mieux vivre ensemble.

Le programme de cet évènement se déroulera du 28 au 30 avril 2023, pour lancer et célébrer la saison de jardinage. À ce weekend printanier s'ajouteront des dates avant/après pour permettre à des structures de proposer des visites de sites, ateliers de découverte, de projections ciné-débat et de balades itinérantes.
À ce jour, le détail de la programmation n'est pas pleinement finalisé.
Son organisation repose sur un collectif d'associations, dont ECO-Conseil est la représentante.

Pour l'année 2023, il est proposé d'allouer une subvention de 25 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

l'affectation des subventions suivantes :

1) *67 132,94 € à l'Université de Strasbourg*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03D

2) *25 000 € à l'association Eco-Conseil*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03 D

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes, et tout document afférant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155419-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Service Espaces verts et de nature

TABLEAU DE SYNTHESE

Subventions 2023

	Réalisé 2022	Demandée 2023	Proposée 2023
Université de Strasbourg	67 132,94 €	67 132,94 €	67 132,94 €
ECO CONSEIL 48 heures de l'agriculture urbaine	30 000 €	30 000 €	25 000 €

ARRÊTÉ

La Maire de la ville de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L. 2121-29 du Code Général des collectivités territoriales
Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 mars 2023
Vu la demande présentée le 21 décembre 2022 par Eco Conseil

ci-après dénommée l'association :
inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le n° VOL 54 FOLIO 30
dont le siège est 33A, rue de la Tour 67200 STRASBOURG
représenté par M. Benoit RIBON, son Président
et tendant à l'octroi d'une subvention

DECIDE

article 1er

Une subvention d'un montant 25 000 ,00 € est accordée à l'association afin d'assurer la réalisation de l'action suivante :

48H de l'agriculture urbaine 2023

article 2 :

La subvention sera créditée sur le compte bancaire 08004438885 au nom d'ECO CONSEIL auprès du CREDCOOP

article 3 :

L'association est tenue de respecter les points suivants :

- utiliser les fonds octroyés conformément à l'objet de sa demande
- transmettre à la collectivité un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivant la fin de l'opération

- de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables.

- informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés

- faire état du soutien de la collectivité dans sa communication

article 4 :

L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 du présent arrêté d'attribution est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville

- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués

- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

article 5 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Madame la trésorière de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Strasbourg, le

La Maire par Délégation

Suzanne BROLLY
Adjointe à la Maire

affaire suivie par : Service Espaces verts et de nature – SOLANGE OFFERLE –Tél : 03.68.98.61.46

995

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Soutien aux actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Numéro V-2022-1315

La Ville participe, aux côtés de l'Eurométropole, à favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficulté : chômeurs de longue durée, habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), personnes en situation d'isolement, de handicap ou d'exclusion, jeunes, bénéficiaires du RSA (BRSA).

Les opérateurs de l'emploi, comme les Missions Locales ou le Relais Chantiers, participent aux objectifs communs définis par la collectivité et contribuent par leur accompagnement aux priorités du Service Public de l'Emploi.

1. Soutien aux acteurs de l'accompagnement vers l'emploi

Mission Locale Pour l'Emploi Strasbourg et Eurométropole *Fonctionnement 2023*	**140 000 €**

La Mission Locale de Strasbourg exerce une mission de service public de proximité avec pour objectif d'accueillir, d'informer et d'accompagner tous les jeunes de 16 à 25 ans dans leurs parcours d'insertion professionnelle et sociale. Elle développe des actions sur le territoire de l'Eurométropole en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes et est soutenue par la Ville de Strasbourg, notamment pour leur intervention auprès des jeunes des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV).

En 2022, la Mission Locale de Strasbourg a accueilli dans un contexte très particulier 2 290 jeunes strasbourgeois pour la première fois et accompagné vers l'emploi et l'autonomie 5 926 jeunes.

En 2023, la Mission Locale de Strasbourg s'est fixé comme objectifs :
- d'améliorer son service d'accueil et d'écoute sans RDV,
- d'aménager des espaces libres et de convivialité,
- de développer une approche adaptée pour les jeunes en difficulté,
- d'accompagner les besoins en recrutement des entreprises,
- d'accompagner les jeunes et les adultes bénéficiaires du RSA sur le territoire de Strasbourg.

La Mission locale maintient par ailleurs son investissement pour sécuriser les parcours d'insertion professionnelle des jeunes les plus en précarité par l'accès aux aides financières ; cela concerne notamment le Fonds d'Aide aux Jeunes dont elle a la gestion. Elle souhaite continuer sa participation active dans la plateforme « Job coaching » d'accompagnement et de préparation intensive à l'activité des nouveaux entrants dans le dispositif RSA.

Il est proposé de porter le soutien de la Ville à hauteur de 140 000 €.

Relais Chantiers *Fonctionnement 2023*	**11 000 €**

Le Relais chantiers assure une mission d'insertion en mobilisant le développement du dispositif des clauses sociales dans les marchés publics, depuis 1994 au sein de la Mission locale pour l'emploi puis sous forme autonome avec la constitution de l'association Relais chantiers en 2012. Cette association a poursuivi son évolution en 2019 pour constituer une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) le Relais 2D, assurant les missions d'accompagnement des donneurs d'ordre au titre de l'analyse et du suivi de leurs propres marchés.

L'association Relais chantiers accompagne, quant à elle les publics éloignés de l'emploi par leur remise à l'emploi et la construction de parcours au titre du dispositif des clauses sociales. Cette activité permet d'offrir aux personnes en difficulté d'insertion des opportunités d'emploi.

Dans le cadre du deuxième programme de renouvellement urbain, l'association va accroître la mobilisation des publics résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, en lien avec les équipes projet renouvellement urbain, les maîtres d'ouvrage et les acteurs de l'emploi. Le Relais chantiers propose en 2023 de conduire une action renforcée dans les 7 territoires en renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg et d'initier des clauses innovantes, dites clauses d'actions sociales, au travers des partenariats écoles entreprises ceci afin de faciliter l'accès à l'emploi des jeunes.

La clause sociale a représenté en 2021, 57 maîtres d'ouvrages partenaires, 356 entreprises suivies, plus de 874 130 heures d'insertion ce qui correspond à près de 544 équivalents temps plein.

Grâce aux clauses sociales, 972 candidats en difficulté d'accès à l'emploi ont pu accéder à une expérience professionnelle et 306 personnes ont pu bénéficier d'une formation (31 %). Le programme national de renouvellement urbain a représenté 534 800 heures soit 352 équivalent temps plein.

Les contrats de travail d'une durée supérieure à 6 mois, représentaient 45 % des contrats.

76 % des publics bénéficiaires de la clause sociale résident sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg parmi lesquels 376 personnes sont issues d'un quartier politique de la ville.

Il est proposé de porter le soutien de la Ville à hauteur de 11 000 €.

2. Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée

Acteurs opérationnels de l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » *Fonctionnement 2023*	**65 652 €**

En janvier 2021, la Ville de Strasbourg a adhéré à l'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) qui vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur trois principes : personne n'est inemployable, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

Pour la Ville de Strasbourg, le projet est déployé sur deux territoires : Elsau – Montagne Verte et Port du Rhin – Ampère où l'enjeu de l'insertion socio-professionnelle est prégnant et prioritaire.

L'atteinte de l'objectif de suppression de la privation d'emploi repose sur la mobilisation des Personnes Privées Durablement d'Emploi (PPDE) et des partenaires pour activer toutes les solutions d'emploi déjà existantes. Pour les PPDE qui ne pourraient y accéder, il y a création d'une entreprise à but d'emploi (EBE) qui propose des services supplémentaires et utiles à partir des compétences et envies des futurs salariés.

Dans une logique de co-construction du projet et d'innovation, la Ville de Strasbourg a fait appel depuis juillet 2021 à des acteurs opérationnels pour recenser les freins à l'emploi, les savoir-faire et envies professionnelles des personnes, les informer des opportunités d'emploi et accompagner la construction de l'EBE et/ou d'une solution transitoire avec les Comité Locaux pour l'Emploi (CLE).

En vue de la deuxième phase d'expérimentation TZCLD, il s'agit de maintenir un niveau de mobilisation des acteurs suffisamment élevé pour accélérer encore la dynamique du retour à l'emploi des PPDE :

- avec la poursuite des rencontres individuelles avec les PPDE et la recherche active d'opportunités de création d'emplois supplémentaires au cœur de chaque territoire.
  Elles permettent de mobiliser les PPDE dans la co-construction du projet TZCLD tout en leur proposant les dispositifs d'insertion professionnelle, de parcours de formation ou d'opportunités d'emploi existants.
  Depuis le début de projet, ce sont plus de 300 PPDE qui ont été rencontrées. En 2022, 70 PPDE volontaires rencontrées ont trouvé un emploi pérenne.

- avec la dynamique innovante dans l'animation des CLE et groupes de travail dans une démarche d'innovation qui inclut les PPDE dans l'ensemble du projet pour une gouvernance co-construite et partagée. Il est essentiel de poursuivre ce travail d'animation innovante (facilitation, processus de prise de décision par consentement, …) en faisant appel à un partenaire.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil que la Ville de Strasbourg renouvelle son soutien aux partenaires de l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée dans les territoires Elsau-Montagne Verte et Port du Rhin-Ampère à hauteur du montant total de 65 652 € sur l'année 2023 répartis de la façon suivante, en fonction des projets des structures et du nombre d'ETP consacré à TZCLD.

STRUCTURES	MONTANTS
GIE Genius (CSC Elsau et CSC Montagne Verte)	22 824 €
AMSED	15 000 €
Drugstore	13 828 €
IES	4 000 €
Activ'action	10 000 €

Les entretiens individuels et le suivi des PPDE sont confiés à GIE Genius en consortium avec les centres socio-culturels de l'Elsau et celui de la Montagne Verte et à IES pour le territoire Elsau – Montagne Verte. L'AMSED organise les entretiens individuels à Ampère, Drugstore au Port du Rhin. Activ'Action anime les comités locaux pour l'emploi, les rencontres thématiques spécifiques des deux territoires.

Les partenaires s'appuieront sur les « Comités Locaux pour l'Emploi », instances de pilotage décisionnaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer la subvention suivante pour l'exercice budgétaire 2023 :*

Structure	**Montant**
Mission Locale Pour L'emploi Strasbourg et Eurométropole	140 000 €
Relais Chantiers	11 000 €
GIE Genius (CSC Elsau/CSC Montagne Verte)	22 824 €
AMSED	15 000 €
Drugstore	13 828 €

IES	4 000 €
Activ'Action	10 000 €
TOTAL	216 652 €

- *d'imputer la somme de 213 652 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 6574 – DU05D programme 8024,*
- *d'imputer la somme de 3 000 € sur les crédits ouverts à la direction politique de la ville pour la subvention Relais Chantiers : ligne budgétaire Fonction 020 - Nature 6574 – Activité DL04B – Programme 8012,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et décisions d'attribution y afférentes.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155971-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Attribution de subventions
Conseil Municipal
du 20 mars 2023

Dénomination de l'organisme	**Nature de la sollicitation**	**Montant sollicité**	**Montant octroyé**	**Montant alloué pour l'année n-1**
MLPE	Fonctionnement	140 000 €	140 000 €	140 000 €
Relais Chantiers	Fonctionnement	11 000 €	11 000 €	10 000 €
Gie Genius	Fonctionnement	22 824 €	22 824 €	7 496 €
Amsed	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	10 000 €
Drugstore	Fonctionnement	13 828 €	13 828 €	10 500 €
Ies	Fonctionnement	4 000 €	4 000 €	8 104 €
Activ'Action	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	-
TOTAL		**216 652 €**	**216 652 €**	**186 100 €**

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°60

Soutien aux actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Pour **55**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

"Strasbourg Capitale de Noël" - passation d'un marché public relatif à la location de chalets et fourniture d'éléments de menuiserie dans le cadre de l'évènement.

Numéro V-2023-239

En 2022, près de trois millions de visiteurs se sont rendus dans la capitale alsacienne afin de profiter de l'expérience « Strasbourg Capitale de Noël », qui se traduit par des marchés de Noël et des animations dans la ville de Strasbourg. Ils comptent environ 320 stands et s'étendent sur plus d'une dizaine de sites, principalement sur la Grande Île de Strasbourg. Chaque année, les retombées économiques liées à « Strasbourg Capitale de Noël » pour le territoire sont estimées à 250 millions d'euros tous secteurs confondus. Cette manifestation est portée en régie par la ville de Strasbourg.

L'appel à concurrence, objet de cette délibération, porte pour le lot 1, sur la fourniture, le montage, la maintenance et le démontage de chalets devant servir de lieu d'information, d'animation, de vente pour des associations ou de sécurité sur les différents sites de l'opération « Strasbourg Capitale de Noël ».
Il s'agit pour ce lot de répondre aux besoins propres de la ville de Strasbourg et sont par conséquent exclus les chalets directement gérés et pris en charge par les commerçants des divers sites.

Le lot 2 concerne la fourniture, la pose et la dépose d'éléments de menuiserie pour l'opération « Strasbourg Capitale de Noël ». Il s'agit de répondre aux besoins de conception sur mesure, de fourniture, de location, de pose et de dépose d'éléments de menuiserie afin d'organiser cette manifestation dans de bonnes conditions, et d'assurer notamment la sécurisation des chalets et autres structures implantées sur l'espace public.

Ainsi, il est proposé de lancer une consultation relative la location de chalets et fourniture d'éléments de menuiserie dans le cadre de l'évènement « Strasbourg Capitale de Noël ».

Les accords-cadres à émission de bon de commande seront lancés sous forme d'appel d'offre conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Ils fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Ils seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

Les montants minimum et maximum des accords-cadres à émission de bons de commandes sont les suivants:

	Montant minimum annuel	**Montant maximum annuel**	**Montant minimum sur 4 ans**	**Montant maximum sur 4 ans**
Lot n°1 : Location, pose et dépose de chalets pour l'opération « Strasbourg Capitale de Noël »	15 000 € H.T.	120 000 € H.T.	60 000 € H.T.	480 000 € H.T.
Lot n°2 : Fourniture, pose et dépose d'éléments de menuiserie pour l'opération « Strasbourg Capitale de Noël »	10 000 € H.T.	100 000 € H.T.	40 000 € H.T.	400 000 € H.T.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, la passation d'accords-cadres à émission de bon de commande faisant l'objet de l'allotissement suivant :

- *Lot n°1 : Location, pose et dépose de chalets pour l'opération « Strasbourg Capitale de Noël » pour un montant minimum annuel de 15 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 120 000 € H.T.*
- *Lot n°2 : Fourniture, pose et dépose d'éléments de menuiserie pour l'opération « Strasbourg Capitale de Noël » pour un montant minimum annuel de 10 000 € H.T. et un montant maximum annuel de 100 000 € H.T.*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget sur les lignes concernées ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à lancer les consultations, à signer et notifier les accords-cadres à émission de bon de commande précités,*
- *à exécuter les accords-cadres à émission de bon de commande en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155748-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

"Strasbourg Capitale de Noël" 2023, 2024 et 2025 - passation d'un marché public relatif à la conception, la production-fourniture et la réalisation technique d'une scénographie de la place Kléber et du grand sapin.

Numéro V-2023-265

En 2022, près de trois millions de visiteurs se sont rendus dans la capitale alsacienne afin de profiter de l'expérience « Strasbourg Capitale de Noël ».

Dans le cadre des illuminations annuelles, la place Kleber accueille le grand sapin et devient le cœur de la manifestation pour les habitant·es et les visiteur·ses.

La présente délibération porte sur la passation d'un marché public en vue de la désignation d'un prestataire pour la conception, la production et la réalisation de la scénographie globale de la place Kléber. Les prestations suivantes sont attendues :
- la scénographie globale de la place Kléber dans toutes ses dimensions et composantes (grand sapin et massif, patrimoine bâti, arbres et jardinières, mobilier urbain, etc.),
- la production, la fourniture, les acheminements des éléments de décorations et d'illuminations,
- la réalisation technique comprenant la mise en place, la maintenance et le démontage.

Dans le cadre de cette procédure, les candidats devront proposer un projet artistique et technique avec un parti pris marqué et assumé, répondant notamment aux objectifs suivants :
- réaffirmer les valeurs de Strasbourg Capitale de Noël : authenticité, émerveillement, solidarité, modernité,
- consolider l'identité de la place Kléber avec une décoration et une mise en lumière créative, originale et authentique des différents espaces,
- proposer une identité et une narration artistique reconnaissable et homogène sur l'ensemble des éléments du projet, renforçant le récit et le statut remarquable de Strasbourg Capitale de Noël,
- l'écoresponsabilité.

Il est proposé de lancer une consultation pour les trois années à venir, via un marché public dont le montant est estimé au maximum à 645 000 € HT.

Le montant maximal par année est estimé à 215 000 € HT.

Ce besoin fera l'objet d'une mise en concurrence selon une procédure adaptée telle que prévue par les articles L. 2123-1, R. 2123-1-3° et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché public prendra la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire en application de l'article R. 2112-6-2° du Code de la commande publique.

La durée du marché public concerne les éditions de Strasbourg Capitale de Noël des années 2023, 2024, 2025.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

sous réserve de la disponibilité des crédits, la passation d'un marché public pour l'achat de prestations de conception, de production ainsi que de réalisation d'une scénographie globale de la place Kléber (dont le grand sapin) pour les années 2023, 2024 et 2025, pour un montant maximum estimé à 645 000 € H T,

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits de fonctionnement du budget principal de la ville de Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à mettre en concurrence la prestation, conformément aux dispositions du Code de la commande publique,*
- *à signer et exécuter les marchés publics en résultant.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023

(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156005-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 62 à l'ordre du jour : "Strasbourg Capitale de Noël" 2023, 2024 et 2025 - passation d'un marché public relatif à la conception, la production-fourniture et la réalisation technique d'une scénographie de la place Kléber et du grand sapin.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 47 voix + 1

+ 1 voix : M. Hervé POLESI a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 4 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°62

"Strasbourg Capitale de Noël" 2023, 2024 et 2025 - passation d'un marché public relatif à la conception, la production-fourniture et la réalisation technique d'une scénographie de la place Kléber et du grand sapin.

Pour	**47**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Contre	**0**	
Abstention	**4**	**BARRIERE Caroline, GEISSMANN Céline, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine**

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Lancement d'une délégation de service public relative à la gestion des maisons de la petite enfance de la Robertsau (rues des Fleurs et Baronne d'Oberkirch).

Numéro V-2023-113

La ville de Strasbourg propose une offre diversifiée d'accueil pour les enfants, de leurs dix semaines à leur entrée à l'école maternelle, et d'accompagnement du parent.

Elle dispose ainsi de 79 établissements d'accueil du jeune enfant gérés ou financés par la Ville pour une capacité totale de 3 000 places.

La politique d'accueil de la petite enfance vise à garantir à chaque enfant un accueil de qualité et à permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle. À ce titre, la collectivité soutient le développement de places d'accueil dans des conditions adaptées aux besoins des enfants et des parents usagers.

La maison de la petite enfance des Fleurs

La construction d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant sur un terrain à l'angle des rues des Fleurs et de la Carpe Haute à la Robertsau a été approuvée par délibération du Conseil municipal en septembre 2019.

D'une capacité totale de 60 places, cet établissement est destiné à renforcer l'offre d'accueil sur ce secteur et de relocaliser le multi-accueil du Wacken de 20 places actuellement implanté dans des locaux modulaires rue du Jasmin et la halte-garderie associative de 20 places actuellement implantée rue Boecklin dans des locaux exigus ne permettant pas d'offrir un service complet incluant la restauration et l'accueil à plein temps.
Ainsi, le nouvel équipement permet de répondre aux besoins de relocalisation des deux structures dans de nouveaux locaux et de créer 20 places supplémentaires, au regard des besoins des familles et de l'objectif d'équité territoriale.

La délégation de service public comme choix de mode de gestion

Il est proposé de confier la gestion de la maison de la petite enfance des Fleurs par voie de délégation de service public, qui constitue une concession, telle que définie par les articles

L 1121-1 et L 1121-4, ainsi qu'au Livre III du code de la commande publique relatifs aux contrats de concession.

Ce mode de gestion répond aux enjeux et aux exigences de la collectivité en présentant un certain nombre d'avantages, notamment :
- la maitrise du service et le contrôle fort de la collectivité à travers le cahier des charges et la contrainte de service inhérente à la délégation de service public,
- la qualité de service par le cahier des charges, notamment la qualité d'accueil des enfants et des familles. La collectivité demeure responsable de la continuité du service et exerce un suivi par une évaluation régulière,
- la diversification des acteurs de la petite enfance sur le territoire de Strasbourg pour une offre de service riche et de qualité à laquelle la collectivité est particulièrement attachée,
- la qualification et le savoir-faire requis pour l'exploitation du service, le délégataire étant choisi au vu de ses garanties professionnelles après une mise en concurrence,
- la maitrise des coûts : le gestionnaire exploite le service à ses risques et périls, puisant l'essentiel de ses ressources dans les redevances versées par les usagers et par la Caisse d'allocations familiales.

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité.

L'objet de la délégation de service public et du service proposé s'inscrit dans le cadre de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la démarche qualité menée par la Ville dans les établissements petite enfance.

Le contrat de délégation prendra effet le 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2030, pour une durée de six ans.

La future maison de la petite enfance (MPE) des Fleurs sera implantée sur le même quartier que la MPE Oberkirch, en service depuis 2014. Le regroupement à terme de ces deux établissements petite enfance par un gestionnaire commun, par voie de délégation de service public, présage d'une synergie porteuse de projets communs.

Il est proposé de réunir ces deux établissements afin d'offrir des perspectives de collaboration et de fonctionnement sur le secteur de la Robertsau sud.

Le nouveau contrat de concession présente un phasage dont les modalités de déploiement de chaque phase sont les suivantes :
- phase 1 : démarrage avec la nouvelle MPE Robertsau des Fleurs au 1er janvier 2025,
- phase 2 : intégration, à l'échéance du contrat en cours, de la MPE Robertsau Oberkirch au 1er janvier 2026.

Le délégataire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés au multi-accueil Boecklin et à la maison de la petite enfance Oberkirch, conformément à l'article L 1224-1 du code du travail.

Le personnel municipal du multi-accueil du Wacken sera redéployé au sein des établissements municipaux.

Le délégataire supportera l'ensemble des risques d'exploitation et les contraintes techniques et économiques liées à son activité. Il devra proposer un projet d'établissement en référence aux engagements de la charte qualité strasbourgeoise et nationale, prenant en compte l'environnement social du quartier, et en conformité avec les attentes de la collectivité.

Le délégataire se rémunèrera d'une part grâce aux contributions des usagers, d'autre part grâce aux subventions versées par la Caisse d'allocations familiales et la collectivité. Les tarifs appliqués aux familles seront ceux fixés par la Caisse nationale d'allocations familiales (taux d'effort prenant en compte les revenus et la composition des familles) et en vigueur dans tous les établissements d'accueil de la petite enfance.

Une clause de retour à meilleure fortune permettant à la Ville de maîtriser les coûts du service et le montant de sa participation sera intégrée dans la convention.

L'ensemble des caractéristiques de la délégation est détaillé dans le rapport présentant les caractéristiques du service délégué en annexe.

Il vous est donc proposé de retenir la délégation de service public comme mode de gestion pour l'exploitation de la maison de la petite enfance des Fleurs.

Cette délibération sera suivie d'un appel public à candidatures puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec un ou plusieurs organismes admis à négocier. Au terme de cette procédure, il sera ensuite proposé au Conseil municipal de se prononcer sur le choix définitif du candidat et le contenu du contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu les articles L. 1411-1 et R. 1411-1 du code général des collectivités territoriales concernant les délégations de service public,
vu l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales concernant les commissions consultatives des services publics locaux,
vu le décret du 10 mai 2021 concernant les comités sociaux territoriaux,
vu le code de la commande publique et en particulier sa troisième partie relative aux contrats de concession,
vu l'avis du comité social territorial du 09 mars 2023,
vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 02 mars 2023,
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué,
sur proposition de la Commission plénière,

après en avoir délibéré,

approuve

- *le principe du lancement d'une délégation de service public pour la gestion de la maison de la petite enfance des Fleurs, pour une durée de six ans, à compter du 1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2030,*
- *le principe du renouvellement de la délégation de service public pour la gestion de la maison de la petite enfance Oberkirch, à l'échéance du contrat actuel, à compter du 1er janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2030,*
- *les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le délégataire, telles que définies dans le rapport figurant en annexe,*

décide

- *le lancement d'une délégation de service public relative à la gestion des maisons de la petite enfance de la Robertsau (rues des Fleurs et Baronne d'Oberkirch),*

autorise

- *la Maire ou son-a représentant-e à signer tout acte, à accomplir toutes les formalités nécessaires et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour le lancement et la mise en œuvre de la procédure de délégation de service public.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-153356-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

ANNEXE
A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE À LA GESTION DES MAISONS DE LA PETITE ENFANCE DE LA ROBERTSAU (rues des Fleurs et Baronne d'Oberkirch)

Rapport présentant les caractéristiques générales du service délégué

1. Objet du service

La délégation de service public a pour objet la gestion des services de la petite enfance proposés par la Maison de l'enfance située rue de la Baronne d'Oberkirch, à proximité de l'école Adler, ainsi que par la nouvelle Maison de l'enfance située sur un terrain à l'angle des rues des Fleurs et de la Carpe Haute à la Robertsau, actuellement en construction et dont la livraison est prévue dans le courant du 4ème trimestre 2024.

2. Choix du mode de gestion

Il est proposé de mettre en œuvre une procédure de délégation de service public. Ce mode de gestion permet en effet de confier au délégataire la gestion de l'équipement financé. La collectivité bénéficie ainsi de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité, pour compléter et enrichir les compétences et les expériences du délégant dans le domaine d'activités délégué.

Pour valoriser l'expérience des opérateurs du secteur, la délégation de service public constitue le mode de gestion le plus adapté pour les équipements de la Robertsau. Il permet en effet :

- à la Ville de garantir la qualité du service rendu, de diversifier l'offre tout en veillant à accueillir le public dans toute sa diversité : afin d'assurer une bonne maîtrise de service public, les délégations prévoient un cahier des charges précis et négocié avec l'opérateur et un suivi étroit tout au long de la délégation ;
- aux acteurs de la petite enfance d'exprimer leur savoir-faire en leur confiant la responsabilité de la gestion opérationnelle de cet équipement.

La collectivité reste l'organisateur du service et en assure le contrôle :

- la collectivité confie le soin d'exploiter le service à un tiers qui assure le contact avec les usagers et est regardé comme agissant pour le compte de la collectivité ;
- la collectivité exerce un contrôle fort du service délégué ;
- le mode de gestion délégué permet ainsi une plus grande souplesse : la collectivité pourra renouveler ou non ce service en fonction des évolutions démographiques et sociales du quartier ; elle engage ce service pour une durée courte (six ans) ;
- les tarifs des prestations payées par les familles sont fixés par un conventionnement avec la Caisse départementale d'allocations familiales indépendamment du gestionnaire de la structure.

La collectivité transfère le risque juridique et le risque d'exploitation au gestionnaire :

- l'exploitant assume la responsabilité du service ;

- le risque financier de l'exploitation est supporté par le délégataire : les établissements de la petite enfance bénéficient de trois sources de financement différentes, à savoir la Caisse d'allocations familiales (CAF), les parents et la collectivité. Le financement de la CAF, tout comme celui de la collectivité, est lié au nombre d'heures d'accueil réalisées et donc au taux de fréquentation de la crèche. Le gestionnaire a en charge l'optimisation de la fréquentation de son établissement, dans les limites de l'agrément attribué par les services de la Protection maternelle et infantile (PMI) de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) ;
- le gestionnaire est responsable des moyens engagés et de leur financement dans le cadre règlementaire de la PMI (normes de sécurité, ratio d'encadrement, et qualification) : il doit assurer une saine gestion de son établissement et respecter les objectifs de fréquentation afin d'en assurer l'équilibre financier ;
- une clause de retour à meilleure fortune intégrée dans la convention permet à la Ville de maîtriser les coûts du service et le montant de sa participation.

Le coût de gestion pour la délégation de service public se caractérise par les éléments suivants :

- le délégataire peut bénéficier de recettes que la collectivité ne peut envisager de percevoir (ressources sociales liées au statut des salariés …) ;
- le coût du service peut être mutualisé par le délégataire, dans la mesure où il gèrerait plusieurs équipements.

Il tend à être inférieur au coût de gestion en régie directe.

3. Étendue du service

La ville de Strasbourg met à disposition du délégataire deux équipements adaptés à l'accueil des enfants :

À compter du 1er janvier 2026 la Maison de la petite enfance Robertsau : « MPE Oberkirch »
D'environ 1 100 m², elle est située rue de la Baronne d'Oberkirch. Ce multi-accueil de 60 places permet d'accueillir des enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans correspondant à une possibilité d'environ 120 000 heures d'accueil par an.
Le service est actuellement géré sous forme de délégation de service public délibérée le 21 octobre 2019 et confié à l'association familiale de loisirs éducatifs et de formation (ALEF). Cette convention a été signée pour une durée de 6 ans, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025.
En 2021, toujours pendant la crise sanitaire, 120 226 heures ont été facturées contre 119 497 heures en 2020.

À compter du 1er janvier 2025 la Maison de la petite enfance Robertsau : « MPE des Fleurs »
Le nouvel établissement d'accueil sera implanté dans le même quartier que la MPE Oberkirch, en service depuis 2014. Plus précisément, il sera situé rue des Fleurs, aura une capacité totale identique de 60 places pour accueillir des enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans et correspondant aussi à une possibilité d'environ 120 000 heures d'accueil par an.
Il est destiné à renforcer l'offre d'accueil sur ce secteur et de relocaliser le Multi-accueil du Wacken de 20 places actuellement implanté dans des locaux modulaires rue du Jasmin sur un terrain destiné à être urbanisé, et de relocaliser la halte-garderie associative de 20 places actuellement implantée rue Boecklin dans des locaux exigus ne permettant pas d'offrir un service complet incluant la restauration et l'accueil à plein temps.

Ainsi, ce nouvel équipement permettra de répondre aux besoins de relocalisation des deux structures dans de nouveaux locaux et de créer 20 places supplémentaires, au regard des besoins des familles et de l'objectif d'équité territoriale.

Dans une dynamique de développement urbain, la nouvelle structure répondra aux besoins des familles résidentes des quartiers du Wacken et de la partie Sud du quartier de la Robertsau.

Il est proposé de réunir ces deux établissements afin d'offrir des perspectives de collaboration et de fonctionnement sur le secteur de la Robertsau sud.

Le regroupement à terme de ces deux établissements petite enfance par un gestionnaire commun, par voie de délégation de service public, présage d'une synergie porteuse de projets communs.

L'ensemble des services proposés au sein de ces deux Maisons de l'enfance travaillera en lien avec les autres structures ou services d'accueil de la petite enfance du quartier (crèches, accueil de loisirs maternels, LAPE, écoles maternelles…).

Le délégataire devra répondre aux attentes de la collectivité et de la population :

- il aura à charge de présenter un projet d'établissement en conformité avec les attentes de la collectivité dans le domaine de l'accueil de la petite enfance ;
- Il s'inscrit dans le cadre de la charte nationale d'accueil du jeune enfant et de la démarche qualité menée par la Ville dans les établissements petite enfance ;
- il devra prendre en compte l'environnement social du quartier, les spécificités et les besoins de la population accueillie ;
- il s'intégrera à l'ensemble des instances de pilotage mises en place par la collectivité en direction des acteurs de la petite enfance et constituera un membre actif de ce réseau.

Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées au service délégué. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

4. Critères de choix du délégataire

Les offres seront sur la base des critères suivants, pondérés comme indiqué ci-après et feront l'objet d'une note sur cent.

1	Valeur technique notamment la qualité des services proposés pour la gestion de deux Maisons de la petite enfance de la Robertsau, notamment le projet d'établissement incluant le volet social, le volet éducatif et le volet pédagogique, le personnel, la démarche écoresponsable, …	60%
2	Modalités financières notamment le coût horaire global par enfant, les modalités de la clause de retour à meilleure fortune, la clarté, la pertinence des hypothèses retenues dans les comptes prévisionnels d'exploitation, …	40%

5. Exploitation

Le délégataire assurera la mission de service public de gestion des deux multi-accueils de 60 places, soit au total 120 places, des deux Maisons de la petite enfance de la Robertsau : Oberkirch et des Fleurs.

Le contrat de délégation prendra effet le 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2030, pour une durée de 6 ans, avec un phasage dont les modalités de déploiement de chaque phase sont les suivantes :

- phase 1 : démarrage avec la nouvelle MPE des Fleurs au 1er janvier 2025 ;
- phase 2 : intégration, à l'échéance du contrat en cours, de la MPE Oberkirch au 1er janvier 2026.

Le délégataire devra se conformer aux contraintes techniques et financières de l'établissement :

- il s'engage en conséquence à assurer la sécurité, le bon fonctionnement et les réparations courantes de l'ouvrage confié par la Ville ;
- il devra en outre supporter les aléas économiques liés à l'évolution de leur activité et l'obligation d'assurer la continuité du service public. Il assume la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.

Il devra souscrire toutes les polices d'assurance pour couvrir les risques liés à sa mission.

La collectivité ou un représentant librement désigné par elle contrôlera la qualité du service rendu.

6. Travaux

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation des équipements et installations, hors charges de propriétaire.

Au terme du contrat de concession, le délégataire devra remettre à la collectivité l'équipement dans un état normal d'entretien.

7. Dispositions financières

Le délégataire tirera sa rémunération de trois sources : les usagers, la Caisse nationale d'allocations familiales et la ville de Strasbourg.

Le financement de la Ville s'effectuera sous forme d'une subvention qui sera la contrepartie des contraintes de service public imposées par le délégant (tarifs, volume horaire, mixité sociale, …).

Les tarifs appliqués par le délégataire seront conformes au barème de prestation de service unique déterminé par la Caisse nationale d'allocations familiales.

Dans ces conditions, les recettes prévisionnelles tirées de l'exploitation du service public, objet de la présente délégation, seront réputées permettre au délégataire d'assurer leur équilibre économique sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel, établi pour la durée de la délégation et qui sera annexé à la convention.

Le délégataire supportera l'ensemble des charges relatives à la gestion du service public délégué.

La convention de délégation de service public inclura dans son cahier des charges une clause de retour à meilleure fortune qui permettra en cas d'optimisation du service et des coûts un partage des excédents entre la collectivité et le délégataire.

8. Personnel

Le délégataire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés au multi-accueil Boecklin et à la Maison de la petite enfance Oberkirch, conformément à l'article L 1224-1 du Code du travail. À ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation de cette MPE ; la mise en place d'un nouveau contrat de concession ne modifiera en rien cette situation.

Le personnel municipal du multi-accueil du Wacken sera redéployé au sein des établissements municipaux.

Le personnel devra être qualifié et répondre aux exigences réglementaires et le délégataire devra être en mesure de fournir au délégant l'ensemble des pièces attestant de ces qualifications. Le délégataire devra disposer de l'agrément du Centre de protection maternelle et infantile (PMI) de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

La convention de délégation de service public ne prévoit pas de mettre à disposition du délégataire du personnel du délégant.

9. Production des comptes et contrôle du Délégant

Des comptes rendus annuels d'activité techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la délégation.

Par ailleurs, un coordinateur petite enfance de la ville de Strasbourg réalisera au moins une fois par an une (des) visite(s) sur site au sein de l'établissement, afin de s'assurer de la bonne exécution du service : présences et qualification du personnel, qualité de l'accueil des enfants et des parents, modalités de mise en œuvre du projet pédagogique, aménagement et utilisation des locaux, …

10. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété des Maisons de l'enfance de la ville de Strasbourg.

11. Fin du contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.

La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.

Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.

Les biens de reprise feront l'objet d'une indemnité.

12. Synoptique du projet

Relocalisation du multi-accueil du Wacken de 20 places implanté rue du Jasmin	Relocalisation de la halte-garderie associative de 20 places implantée rue Boecklin
	reprise du personnel

↘ ↓

MPE Oberkirch		**<u>Nouvelle</u> MPE des Fleurs**
rue de la Baronne d'Oberkirch		à l'angle des rues des Fleurs et de la Carpe Haute
environ 1 100 m²	**Capacité à l'identique** ↔	environ 1 100 m²
Actuellement exploitée par l'Association familiale de loisirs éducatifs et de formation (ALEF) du 01/01/2020 au 31/12/2025		Livraison du bâtiment courant T4 2024 Entrée en exploitation le 01/01/2025
Multi-accueil de 60 places avec 3 unités d'accueil de 20 places		**Multi-accueil de 60 places** avec 4 unités d'accueil de 15 places
enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans		enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans
possibilité d'environ 120 000 heures d'accueil par an		possibilité d'environ 120 000 heures d'accueil par an
reprise du personnel		

↘ ↙

Gestion des deux MPE par une seule DSP « Maisons de la petite enfance de la Robertsau »

Phasage et modalités de déploiement de chaque phase :

- Phase 1 : démarrage avec la nouvelle MPE Robertsau des Fleurs le 01/01/2025 ;
- Phase 2 : intégration, à l'échéance du contrat en cours, soit à compter du 01/01/2026, de la MPE Robertsau Oberkirch.

Durée de la concession : 6 ans, soit échéance au 31/12/2030.

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Forfait communal aux écoles privées de Strasbourg sous contrat d'association et subventions de fonctionnement aux écoles privées sous contrat simple.

Numéro V-2023-203

Le statut des établissements privés d'enseignement scolaire est défini par le Code de l'éducation, en fonction de leurs liens contractuels avec l'État. Les établissements privés peuvent ainsi être hors contrat ou sous contrat. Pour cette seconde catégorie, les établissements sont sous contrat simple ou sous contrat d'association. Les établissements sous contrat d'association font l'objet d'un contrôle pédagogique renforcé et leurs enseignants sont sous contrat de droit public.

Les lois n° 59-1557 du 31 décembre 1959 et n° 77-1285 du 25 novembre 1977 mettent à la charge des communes les dépenses de fonctionnement matériel des classes privées maternelles et élémentaires sous contrat d'association avec l'Etat. Ces aides financières représentent des contributions obligatoires.
Pour les écoles sous contrat simple avec l'Etat, les participations communales sont facultatives et obéissent au régime des subventions pour lesquelles le Conseil municipal est appelé à se prononcer chaque année.

Cette délibération propose d'une part le versement des contributions obligatoires de fonctionnement aux écoles privées sous contrat d'association, dénommé « forfait communal », d'autre part le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement aux écoles privées sous contrat simple.

1. Forfait communal aux écoles privées sous contrat d'association

Actuellement, douze établissements disposent de classes sous contrat d'association (CA) – Saint Etienne, Joie de vivre, Lucie Berger, Sainte Anne, Sainte Clotilde, Doctrine Chrétienne, Notre Dame, Notre Dame de Sion, La Providence, ABCM, Tachbar et Le Renouveau du Gan Chalom – auxquels la Ville a versé, au titre de l'année scolaire 2021/2022, un montant global de 2 258 344 € pour un effectif total de 2 531 élèves strasbourgeois (*dont 1 861 élémentaires et 670 maternels*).

Les forfaits à verser à l'enseignement privé par la commune de résidence des élèves sont calculés par référence au **coût moyen de l'enfant scolarisé dans le public, hors charges périscolaires**.

La circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012, qui abroge et remplace la précédente circulaire n° 2007-142 du 27 août 2007, vient préciser les obligations et modalités de financement, par les communes, des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés dans ou hors de leur commune de résidence.

Elle comporte également en annexe la liste des **dépenses obligatoires** à prendre en compte dans le calcul des forfaits communaux.

Sur la base du compte administratif 2021, les nouveaux montants des forfaits applicables en 2023 s'établiraient comme suit :
- **774 €** par élève de classe élémentaire,
- **1 676 €** par élève de classe maternelle.

Ces nouveaux montants s'appliqueront aux classes sous contrat d'association, en prenant en compte les effectifs strasbourgeois constatés à la rentrée scolaire 2022/2023.
Elles représentent **2 582 294 €** pour les écoles privées sous contrat d'association (*pour un effectif de 1 879 élémentaires et 673 maternels*).

2. Subvention de fonctionnement aux écoles sous contrat simple

Pour les écoles sous contrat simple avec l'État, les participations communales sont facultatives et obéissent au régime des subventions pour lesquelles le Conseil municipal est appelé à se prononcer chaque année.

Actuellement, quatre établissements disposent de classes sous contrat simple – Aquiba, Michaël, Yehouda Halevi, Jeunesse Loubavitch (école Beth Hanna) – auxquels la Ville a versé, au titre de l'année scolaire 2021/2022, un montant global de 284 353 € pour un effectif total de 452 élèves strasbourgeois (*dont 379 élémentaires et 73 maternels*).

Du fait du caractère non obligatoire du forfait, il est proposé de reconduire les montants arrêtés en 2016 (base du CA 2014) et reconduits depuis, soit 554 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et 1 019 € par élève strasbourgeois de classe maternelle.

Les montants des participations prennent en compte les effectifs strasbourgeois constatés à la rentrée scolaire 2022/2023. Elles représentent **290 625 €** pour les écoles privées sous contrat simple (*pour un effectif de 394 élémentaires et 71 maternels*).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la détermination des nouveaux forfaits communaux, pour les classes sous contrat d'association, à hauteur de 774 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et à hauteur de 1 676 € par élève strasbourgeois de classe maternelle, applicables pour l'année scolaire 2022/2023,*

- *le versement des participations (cf. annexe n°1) pour les classes sous contrat d'association à douze écoles privées implantées sur le territoire de la ville de Strasbourg, au titre de l'année scolaire 2022/2023,*

- *la reconduction des forfaits 2022, pour les classes sous contrat simple, soit 554 € par élève strasbourgeois de classe élémentaire et à hauteur de 1 019 € par élève strasbourgeois de classe maternelle, applicables pour l'année scolaire 2022/2023,*

- *en conséquence, l'attribution des subventions suivantes pour les classes sous contrat simple à quatre écoles privées implantées sur le territoire de la ville de Strasbourg, au titre de l'année scolaire 2022/2023 (cf. annexe n°2) :*

Ecole AQUIBA	181 487 €
Ecole MICHAËL	18 836 €
Ecole YÉHOUDA HALEVI	39 888 €
Ecole BETH HANNA LOUBAVITCH	50 414 €
TOTAL :	**290 625 €**

décide

- *pour les forfaits communaux, l'imputation des dépenses sur les crédits prévus au budget 2023 de la ville de Strasbourg, fonction 213, nature 6558, CRB DE01C,*

- *pour les subventions, l'imputation des dépenses sur les crédits prévus au budget 2023 de la ville de Strasbourg, fonction 213, nature 65748, progr 8027, CRB DE01C,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à procéder au mandatement des contributions et subventions, et à signer les conventions financières correspondantes.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023

(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155605-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

PARTICIPATION VILLE 2022/23 AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATERIEL ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE DU Ier DEGRE

CLASSES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

ETABLISSEMENTS	ELEVES STRASBOURGEOIS				MONTANT GLOBAL 2023	proposé pour 2023	alloué en 2022
	ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE		ENSEIGNEMENT MATERNEL				
	NOMBRE	774 €	NOMBRE	1 676 €			
COLLEGE St ETIENNE	317	245 358 €	0	0 €	245 358 €	**245 358 €**	210 976 €
FONDATION D'AUTEUIL (ECOLE JOIE DE VIVRE)	111	85 914 €	56	93 856 €	179 770 €	**179 770 €**	170 080 €
C.P.E.S. (ECOLE LUCIE BERGER)	311	240 714 €	52	87 152 €	327 866 €	**327 866 €**	282 597 €
ECOLE LIBRE SAINTE ANNE	297	229 878 €	155	259 780 €	489 658 €	**489 658 €**	434 586 €
FONDATION PROVIDENCE DE RIBEAUVILLE (INSTITUTION Ste CLOTILDE)	100	77 400 €	71	118 996 €	196 396 €	**196 396 €**	184 675 €
DOCTRINE CHRETIENNE	127	98 298 €	54	90 504 €	188 802 €	**188 802 €**	134 864 €
INSTITUTION NOTRE DAME	132	102 168 €	71	118 996 €	221 164 €	**221 164 €**	203 612 €
NOTRE DAME DE SION	178	137 772 €	84	140 784 €	278 556 €	**278 556 €**	232 781 €
FONDATION PROVIDENCE DE RIBEAUVILLE (INSTITUTION LA PROVIDENCE)	190	147 060 €	59	98 884 €	245 944 €	**245 944 €**	221 800 €
ABCM ZWEISPRACHIGKEIT	0	0 €	43	72 068 €	72 068 €	**72 068 €**	70 707 €
A.D.E.T. (ECOLE TACHBAR)	116	89 784 €	0	0 €	89 784 €	**89 784 €**	77 034 €
ECOLE GAN CHALOM	0	0 €	28	46 928 €	46 928 €	**46 928 €**	34 632 €
TOTAL	**1879**	**1 454 346 €**	**673**	**1 127 948 €**	**2 582 294 €**	**2 582 294 €**	**2 258 344 €**

1025

Effectifs recensés à la rentrée de septembre 2022

Ecoles sous Contrat d'Association

PARTICIPATION VILLE 2022/2023 AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MATERIEL ET DE FOURNITURES SCOLAIRES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES DU Ier DEGRE

CLASSES SOUS CONTRAT SIMPLE

ETABLISSEMENTS	ELEVES STRASBOURGEOIS				MONTANT GLOBAL 2023	proposé pour 2023	alloué en 2022
	ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE		ENSEIGNEMENT MATERNEL				
	NOMBRE	554 €	NOMBRE	1 019 €			
AQUIBA	197	109 138 €	71	72 349 €	181 487 €	**181 487 €**	184 079 €
MICHAEL	34	18 836 €	0	0 €	18 836 €	**18 836 €**	18 282 €
YEHOUDA HALEVI	72	39 888 €	0	0 €	39 888 €	**39 888 €**	34 902 €
BETH HANNA	91	50 414 €	0	0 €	50 414 €	**50 414 €**	47 090 €
TOTAL	**394**	**218 276 €**	**71**	**72 349 €**	**290 625 €**	**290 625 €**	**284 353 €**

Effectifs recensés à la rentrée de septembre 2022

65

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Modification du règlement intérieur des services périscolaires de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2023-188

La ville de Strasbourg propose en gestion propre plusieurs services péri- et extrascolaires :
- les accueils périscolaires maternels du matin avant la classe et du soir à l'issue du temps scolaire (2 700 enfants en moyenne),
- la cantine scolaire pour les enfants d'âge maternel et élémentaire (16 900 enfants inscrits),
- les accueils de loisirs maternels les mercredis et vacances (1 500 enfants inscrits en moyenne).

Cette offre contribue à répondre aux attentes des usagers en leur permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle et en garantissant à l'enfant un accueil de qualité qui réponde à ses besoins, l'accompagne dans son processus de socialisation et favorise son épanouissement.

La ville de Strasbourg coordonne également la programmation d'ateliers éducatifs facultatifs, proposés hebdomadairement et à titre gratuit aux enfants des écoles élémentaires situées en Réseau d'Education Prioritaire (REP et REP+) et dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV).

Les dispositions qui régissent l'ensemble de ces services et ateliers sont détaillées dans un règlement intérieur des services périscolaires et extrascolaires. Il fixe le cadre général des services, en détermine les règles de fonctionnement, détaille les modalités de prise en compte de la santé de l'enfant, les conditions générales d'admission et d'inscription, les dispositions financières et enfin les incidences relatives aux manquements au règlement.

Le règlement intérieur des services péri- et extrascolaires doit être réactualisé du fait de l'entrée en vigueur à compter de mars 2023 :
- d'un nouveau logiciel métier régissant les inscriptions et activités « enfance et petite enfance »,
- d'une nouvelle plateforme unique de services en ligne à destination des familles, impactant notamment les processus d'inscription et de facturation aux services.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le règlement intérieur actualisé des services périscolaires,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à appliquer ce règlement et à signer tous les actes et conventions y afférents.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155493-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Règlement intérieur des services périscolaires et extrascolaires de la ville de Strasbourg

Table des matières

Table des matières 2
PREAMBULE 4
CHAPITRE – I : DISPOSITIONS GENERALES 5
Article 1. Décision d'admission en cantine et en accueil périscolaire maternel 5
Article 2. Pièces justificatives à fournir 5
Article 3. Continuité du service en cas de grève ou d'événements exceptionnels 7
Article 4. Modalités de résiliation des services périscolaires 7
CHAPITRE – II : REGLES DE FONCTIONNEMENT ET VIE QUOTIDIENNE 9
Article 5. Accueil et règles de vie 9
Article 6. Prévention du vol 9
Article 7. Assurance 9
Article 8. Autorité parentale 9
CHAPITRE – III : SANTE DE L'ENFANT 10
Article 9. Suivi médical de l'enfant : fiche sanitaire 10
Article 10. Mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et/ou d'un Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS) 10
Article 11. Prise de médicaments 10
Article 12. Maladie 10
CHAPITRE – IV : CONDITIONS GENERALES D'ADMISSION ET D'INSCRIPTION 11
Article 13. La cantine scolaire 11
13.1 Conditions d'admission 11
13.2 Demande d'inscription 11
13.3 Choix des catégories de repas 11
13.4 Réservation en ligne des repas 12
13.5 Projet d'Accueil Individualisé (PAI) 12
13.6 Accueil des enseignants-es et des parents d'élèves élus-es 12
13.7 Modalités de facturation, de déduction et de remboursement 13
13.8 Date d'effet de la résiliation de la cantine scolaire, sous 15 jours maximum 13
Article 14. L'Accueil Périscolaire Maternel (APM) 13
14.1 Conditions d'admission 15
14.2 Demande d'inscription 15
14.3 Arrivée, départ de l'enfant et retards au-delà des horaires de fermeture 15
14.3.1 Arrivée 15
14.3.2 Départ 15
14.3.3 Retards 15

14.4 Modalités de facturation, de déduction et de remboursement 16
Article 15. Les Accueils de Loisirs Maternels (ALM) 16
15.1 Conditions d'admission 17
15.2. Demande d'inscription mercredis et vacances scolaires 17
15.2.1 Les mercredis en période scolaire 17
15.2.2 Les vacances scolaires 17
15.3 Les modalités de réservation 18
15.4 Arrivée, départ de l'enfant et retards au-delà des horaires de fermeture 18
15.4.1 Arrivée 18
15.4.2 Départ 18
15.4.3 Retards 18
15.5 Modalités de facturation, de déduction et de remboursement 19
15.6 Date d'effet de la résiliation des Accueils de Loisirs Maternels (ALM) 19
Article 16. Les ateliers éducatifs en élémentaire 19
16.1 Conditions d'admission et d'inscription 19
16.2 Arrivée et départ de l'enfant 19
CHAPITRE – V : DISPOSITIONS FINANCIERES 20
Article 17. Tarification 20
Article 18. Mode de calcul des différents tarifs 20
Article 19. Modalités de facturation et de paiement 21
Article 20. Contestation de factures 21
Article 21. Impayés 22
CHAPITRE – VI : MANQUEMENTS AU REGLEMENT 23
Article 23. Respect des personnes et des biens 23
Article 24. Utilisation d'objets connectés 23
Article 25. Procédures disciplinaires concernant les enfants 23
Article 26. Manquements au présent règlement 23

PREAMBULE

La Ville est un acteur qui œuvre pour l'éducation des enfants au sein d'une communauté éducative locale composée des parents, enseignants-es, agents-es communaux-ales et agents-es associatifs-ves. L'éducation est l'affaire de toutes et tous.

En proposant une offre de services facultatifs, à la fois adaptée et accessible, la ville de Strasbourg veille à répondre à l'évolution des besoins des enfants et des attentes des familles ainsi qu'à concilier vie professionnelle, vie privée et vie sociale.

Des professionnels-les qualifiés-ées en assurent le bon fonctionnement dans un environnement de qualité. Leurs tarifs répondent aux principes de solidarité, d'équité et de responsabilité.
Le présent règlement a pour objectif de définir les conditions et modalités de fonctionnement des activités et services périscolaires municipaux. Il s'impose à tous les usagers-ères.
Il est consultable sur le site de la Ville www.strasbourg.eu ou remis sur demande.

L'inscription d'un enfant aux activités et services vaut acceptation du présent règlement.

Il a été approuvé par le Conseil municipal en date du 20 mars 2023.

CHAPITRE – I : DISPOSITIONS GENERALES

La ville de Strasbourg propose plusieurs activités et services périscolaires :

- La cantine scolaire (pause méridienne : repas, accompagnement et activités),
- L'accueil périscolaire maternel matin et soir,
- Les accueils de loisirs maternels (3 à 6 ans),
- Les ateliers éducatifs en élémentaire.

Leur organisation et leur fonctionnement sont mis en œuvre par du personnel municipal et des intervenants-es qualifiés-ées (Agents-es Territoriaux-ales Spécialisés-ées des Écoles Maternelles (ATSEM), accompagnateurs-trices de restauration et animateurs-trices périscolaires).

Ces personnels sont placés sous l'autorité :

- d'un-e Responsable périscolaire de site (RPS) les lundi, mardi, jeudi et vendredi pour l'ensemble des services périscolaires municipaux ;
- d'un-e directeur-trice d'accueil de loisirs maternels (ALM) les mercredis et vacances scolaires.

Ces derniers-ères sont les interlocuteurs-trices privilégiés-es des familles et de la direction d'école pour toutes les questions périscolaires.

Ne peuvent être admis que les **enfants inscrits et scolarisés à Strasbourg** sauf exception. En outre, la Ville peut refuser l'admission d'un enfant inscrit, si la famille ou l'enfant ont contrevenu aux dispositions du présent règlement.
La Ville se réserve le droit de différer, de suspendre ou de refuser l'inscription à l'ensemble des services périscolaires en cas d'impayés non acquittés par la famille (cf. Article 22).

Article 1. Décision d'admission en cantine et en accueil périscolaire maternel

Tout dossier incomplet sera retourné à la famille et l'enfant ne pourra pas être admis.
La décision de la Ville concernant l'admission est notifiée par courrier papier ou électronique avant la rentrée scolaire ou dans un délai de 15 jours pour les inscriptions en cours d'année.

Article 2. Pièces justificatives à fournir

Les familles doivent fournir le formulaire dûment rempli et signé par le ou les représentants-es et le destinataire unique des factures désigné pour la famille, toutes prestations confondues, accompagné des pièces suivantes :

Si vous souhaitez inscrire votre enfant dans une école maternelle ou élémentaire publique de Strasbourg			
			Ecole
❶ Le livret de famille ou acte avec filiation ou toute pièce justifiant l'autorité parentale			✔
❷ Un justificatif de domicile de moins de 3 mois			✔
❸ Pour les parents séparés ou divorcés : un justificatif précisant la résidence habituelle de l'enfant			✔
Si vous souhaitez inscrire votre enfant à un plusieurs services périscolaires payants :			
Les pièces ❹ et ❺ doivent avoir moins de 3 mois	Accueil du matin et du soir en maternelle	Accueils de loisirs en maternelle	Cantine scolaire
❹ Une attestation de paiement de la CAF ou MSA ou attestation de quotient calculé	✔	✔	✔
❺ Une attestation de l'employeur précisant autant que possible les jours travaillés, de formation ou de recherche d'emploi datant de moins de trois mois des deux parents ou du parent qui a la charge de l'enfant	✔	✔	
❻ Un certificat de scolarité pour les enfants des écoles privées dont les familles souhaitent inscrire en accueil de loisirs maternel (ALM)		✔	
❼ La fiche sanitaire complétée et signée	✔	✔	✔
❽ Uniquement en cas de première inscription à un service périscolaire municipal : une attestation médicale précisant que l'enfant est à jour de ses obligations vaccinales	✔	✔	✔

Le dossier complet (formulaire et pièces) est à renseigner sur le Kiosque Famille ou à déposer ou à envoyer selon les modalités indiquées sur les formulaires.

À noter que :

1. les coordonnées téléphoniques des représentants-es de l'enfant et des adultes autorisés-ées à chercher l'enfant sont indispensables pour contacter les représentants-es dans les meilleurs délais en cas de problème pendant le déroulement du service. Toute modification intervenant en cours d'année doit être impérativement signalée auprès du-de la RPS (Responsable Périscolaire de Site).
2. toute modification de coordonnées (adresse, ou bancaire), de situation familiale des représentants-es de l'enfant ou de payeur-se, doit impérativement être signalée par écrit au service des inscriptions et de la scolarité (SIS).

Article 3. Continuité du service en cas de grève ou d'événements exceptionnels

En cas d'évènement exceptionnel entrainant la fermeture de l'école, aucun service périscolaire ne sera assuré :

- **en cas d'alerte météo,** les déplacements d'enfants sont interdits. Ceux qui déjeunent dans un établissement extérieur restent dans leurs écoles respectives et déjeunent sur place. Un repas d'urgence est proposé aux enfants pour lesquels un repas a été réservé à la cantine. Il sera facturé au tarif selon l'arrêté en vigueur,
- **tout autre aléa** nécessitant une adaptation des modalités d'accueil en cantine fera l'objet d'une analyse au cas par cas.

Grèves des agent-es municipaux-ales

Selon l'importance de la grève, les **accueils périscolaires maternels, les accueils de loisirs maternels** et les **ateliers éducatifs** sont susceptibles d'être réduits ou annulés.
La **cantine scolaire** peut être assurée avec le repas prévu ou un repas adapté, au tarif habituellement facturé ou fermée par la Ville, sans facturation du repas.

Grèves des enseignants-es

En cas de grève du personnel enseignant à hauteur de 25%, la Ville organise un service minimum d'accueil (SMA) qui couvre exclusivement les horaires scolaires. En cas de SMA organisé sur un autre site que celui fréquenté habituellement par l'enfant, la collectivité n'est pas en capacité d'accueillir l'enfant en APM. Il devra impérativement être déposé au démarrage du temps scolaire et recherché à la fin du temps scolaire.

Article 4. Modalités de résiliation des services périscolaires

La radiation de l'enfant à l'école ne vaut pas résiliation des services périscolaires.

De ce fait, la famille s'engage, à compter du dépôt d'une demande d'inscription à un ou plusieurs services périscolaires, à signaler obligatoirement par écrit au Service des Inscriptions et de la Scolarité (SIS) de la ville de Strasbourg tout changement d'inscription et de situation de l'enfant (déménagement, inscription dans une école privée, etc…) et ce jusqu'au dernier jour de l'année scolaire.

En cas de non signalement de ces changements, toutes les factures pour les inscriptions souscrites devront être payées et ce jusqu'à la prise en compte, par le SIS, de la demande écrite de radiation à ces prestations.

Résiliation en cours d'année scolaire

En cours d'année scolaire, la famille peut demander la résiliation d'un ou plusieurs services périscolaires. La désinscription doit être formulée uniquement sur demande écrite à adresser prioritairement par mail ou par courrier à :

Par mail : InscriptionsScolarite@strasbourg.eu

ou par courrier : Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'enfance et de l'éducation / SIS
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX

CHAPITRE – II : REGLES DE FONCTIONNEMENT ET VIE QUOTIDIENNE

Article 5. Accueil et règles de vie

La ville de Strasbourg élabore un projet éducatif pour l'ensemble des activités et services périscolaires qu'elle organise. Chaque site déclaré auprès du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et au sport élabore un projet pédagogique. Ces projets sont à la disposition des représentants-es des enfants.
Pour que ces temps soient des moments de convivialité et de détente pour l'enfant, il est nécessaire que chacun respecte les règles de vie collective et y soit encouragé par ses représentants-es.
Ces règles s'inscrivent dans la continuité du règlement intérieur de l'école.

Article 6. Prévention du vol

Il est demandé aux représentants-es de bien marquer les effets de leur enfant. La ville de Strasbourg décline toute responsabilité en cas de vol, de perte ou de détérioration des effets personnels des enfants. Le port de bijoux et de tout objet de valeur est déconseillé.

Ni la ville de Strasbourg, ni son personnel, ne peuvent être tenus responsables des risques encourus par l'enfant à ce titre.

Article 7. Assurance

La souscription par les représentants-es d'une assurance couvrant la responsabilité civile individuelle de l'enfant est obligatoire.
Cette assurance doit couvrir non seulement le risque de dommages aux biens et aux personnes causés par l'enfant mais également le risque de dommages dont il pourrait être victime.
La validation/signature des demandes d'inscriptions engage les parents à avoir souscrit une telle assurance.

Article 8. Autorité parentale

L'autorité parentale est exercée en principe conjointement par les représentants-es de l'enfant. Le cas échéant, c'est au parent exerçant seul-e l'autorité parentale d'en apporter la preuve, sauf si des pièces justifiant un exercice séparé de l'autorité parentale sont produites. En ce cas, les justificatifs devront être communiqués à la collectivité.

CHAPITRE – III : SANTE DE L'ENFANT

Article 9. Suivi médical de l'enfant : fiche sanitaire

Lors de l'inscription de l'enfant, les représentants légaux indiquent à la Ville les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes à prévenir en cas de nécessité.
Les problèmes de santé (allergie alimentaire, trouble de la santé évoluant sur une longue période ou handicap) qui nécessitent une attention particulière ou une modification de l'alimentation doivent être signalés à la Ville dès l'inscription et avant que l'enfant ne fréquente le service.
Dans le cas contraire, la Ville ne peut être tenue pour responsable en cas de survenue d'un quelconque incident lié à cette affection.

En cas d'accident ou de maladie, les représentants-es désignés-es sur la fiche sanitaire sont prévenus-es. Selon l'état de l'enfant et en cas d'impossibilité de les joindre, le Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) sera appelé pour conseil et prise en charge si besoin.

Article 10. Mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et/ou d'un Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS)

Pour les services péri et extrascolaires et activités, des conditions d'accueil et des modalités de prise en charge particulières de l'enfant peuvent s'appliquer et sont définies dans un PAI ou un PPS. Tant que le dossier n'est pas finalisé avec le médecin scolaire, l'enfant ne peut pas être accueilli au sein des services périscolaires.
Le Projet d'Accueil Individualisé (PAI) est un protocole établi par écrit entre les représentants-es, le médecin scolaire, la direction de l'école et l'ensemble des personnels susceptibles d'encadrer l'enfant pendant les temps scolaire et périscolaire. Il fixe les modalités de prise en charge de l'enfant afin de lui garantir un accueil en toute sécurité.
Le Projet Personnalisé de Scolarisation (PPS) concerne les enfants en situation de handicap. Il est élaboré avec l'équipe éducative réunie par la direction de l'école et le RPS. Les familles ayant besoin d'un service périscolaire doivent le mentionner dans le cadre de l'élaboration de ce projet, validé par la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées).

Article 11. Prise de médicaments

Seule la signature d'un PAI peut habiliter le personnel municipal à administrer à l'enfant un traitement d'urgence. Les agents-es de la Ville ne sont pas autorisés-es à distribuer des médicaments aux enfants, ni à administrer des traitements, même s'il y a une ordonnance. Par ailleurs, les enfants ne doivent pas être en possession de médicaments.

Article 12. Maladie

En cas de maladie contagieuse et/ou d'état fébrile, l'enfant ne peut pas être accueilli dans les différents services (cf. arrêté du 03 mai 1989 relatif aux durées et conditions d'éviction paru au J.O. du 31 mai 1989). Sa réintégration ne peut avoir lieu que sur présentation d'un certificat médical de non-contagion.

CHAPITRE – IV : CONDITIONS GENERALES D'ADMISSION ET D'INSCRIPTION

Article 13. La cantine scolaire

La cantine scolaire accueille et prend en charge les enfants durant la pause méridienne avant, pendant et après le repas. La ville de Strasbourg assure les missions d'organisation, d'animation et d'encadrement des enfants.

13.1 Conditions d'admission

Les enfants qui fréquentent la cantine scolaire sont scolarisés le matin. Toutefois, si l'enfant n'est pas à l'école le matin (absence d'un-e enseignant-e, rendez-vous médical programmé…), le parent pourra remettre son enfant en main propre au RPS ou à l'animateur-trice référent-e au début du temps de cantine à 12h.
À la fin de la pause méridienne, les enfants sont de nouveau pris en charge par le corps enseignant qui en a la responsabilité.
Dans les écoles dépourvues de cantine scolaire sur site, l'admission d'un enfant de moins de 3 ans doit être préalablement concertée entre le responsable périscolaire de site et la famille.

13.2 Demande d'inscription

Le recueil des inscriptions est ouvert dès le démarrage de la campagne d'inscriptions scolaires et périscolaires. L'inscription est à renouveler chaque année scolaire.
Les demandes d'inscription sont à faire :

- prioritairement en ligne via le kiosque famille,
- ou en mairie de quartier / centre administratif avec un dossier papier.

La demande sera traitée uniquement si le dossier est complet.

En cas d'inscription en cours d'année, dans un délai de 15 jours ouvrables maximum, l'administration transmettra un certificat d'inscription permettant aux familles de réserver les repas sur le kiosque famille.

Pour les parents séparés avec un calendrier de garde alternée, il convient de joindre l'attestation signée par les deux parents précisant les modalités de gestion des services périscolaires. Selon le choix des parents, un calendrier de réservation pourra être mis en place. Pour la facturation, il y a deux possibilités :

- soit facturation de chaque parent selon le calendrier de garde alternée et selon le QF de chaque parent ;
- soit facturation à l'un des deux parents de l'ensemble des repas pris par l'enfant.

13.3 Choix des catégories de repas

La cantine propose aux familles dans la plupart des sites jusqu'à quatre catégories de repas.
Pour des enfants ayant des allergies alimentaires ou d'autres problèmes de santé, les modalités spécifiques du Projet d'Accueil Individualisé (PAI) sont définies par l'article 10.
Quatre catégories de repas sont proposées au choix des familles et des enfants et varient en fonction du lieu de restauration :

- repas standard,
- repas standard sans porc, les jours où de la viande de porc figure au menu standard,
- repas halal,
- repas végétarien.

Le choix de la catégorie de repas doit être exprimé au moment de l'inscription pour toute l'année scolaire.

Une seule demande de modification par écrit est admise par enfant et par année scolaire.

La modification sera prise en compte après validation expresse de la Direction de l'enfance et de l'éducation, dans un délai de 15 jours maximum à partir de la date de réception de la demande.

En cas de changement de catégorie de repas, les réservations déjà effectuées sur le Kiosque famille sont maintenues.

13.4 Réservation en ligne des repas

Dès lors que le service inscriptions scolarité (SIS) aura validé l'inscription de l'enfant à la cantine, la famille devra réserver les repas de l'enfant sur le Kiosque famille.

Pour réserver des repas, les familles ont deux possibilités :

- par période (année scolaire, trimestre, mois…),
- et / ou à partir du calendrier en choisissant les dates auxquelles l'enfant mangera.

La modification des réservations de repas (ajout ou suppression) doit être effectuée au plus tard le **mercredi avant minuit** qui précède la semaine de fréquentation.

Un accompagnement pour la réservation en ligne des repas est proposé au centre administratif et dans les mairies de quartier si nécessaire.

13.5 Projet d'Accueil Individualisé (PAI)

Tout enfant souffrant d'un problème d'ordre allergique ou de santé qui nécessite une adaptation de son alimentation peut être accueilli à la cantine de son école, à la condition que soit signé un PAI avec les services de la Ville (cf. article 10).

Tout PAI doit être établi avant la fréquentation de l'enfant à la cantine scolaire.
Dans le cadre d'un PAI, un « panier-repas » fourni par la famille peut être préconisé. Ce repas complet est fourni sous la responsabilité de la famille en respectant la chaîne du froid dans un souci de sécurité alimentaire.

Dans ce cas, la participation financière de la famille est réduite à un forfait correspondant à l'accueil et à l'encadrement de l'enfant. Cette contribution est demandée par jour de fréquentation. Il est indispensable de réserver les présences avec un panier repas sur le Kiosque famille.

13.6 Accueil des enseignants-es et des parents d'élèves élus-es

Leur accueil est uniquement possible sous réserve :

- d'avoir effectué une inscription administrative,
- d'avoir réservé le repas en ligne le mercredi au plus tard pour la semaine suivante,

Concernant les parents, s'ajoute aux dispositions qui précèdent, l'obligation de définir la date de fréquentation en concertation avec le-la responsable périscolaire de site.

13.7 Modalités de facturation, de déduction et de remboursement

Tout repas réservé est facturé (cf. arrêté tarifaire).

À défaut de réservation, la famille est tenue de rechercher son enfant. Si elle n'est pas joignable ou ne peut pas rechercher l'enfant, la Ville ne pourra pas garantir à l'enfant un repas de sa catégorie.

Selon les cas, il lui sera proposé :

- un repas végétarien (compatible avec toutes les catégories de repas),
- ou un repas d'un enfant absent compatible avec la catégorie de repas de l'enfant à accueillir,
- ou un repas incomplet.

En outre, en cas de présence de l'enfant sans réservation, le parent s'expose à une pénalité financière allant jusqu'au doublement du prix du repas, selon les dispositions énoncées dans l'arrêté tarifaire en vigueur.

Les absences ne donnent pas lieu à remboursement, sauf dans les cas suivants :

- maladie de l'enfant, avec l'application d'un délai de carence et selon les dispositions de l'arrêté tarifaire en vigueur,
    - chaque fois que votre enfant est malade, vous avez 15 jours à compter du 1er jour d'absence de votre enfant pour faire une demande de déduction avec un certificat médical par mail à facturation.education@strasbourg.eu ou par courrier postal à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, Direction de l'enfance et de l'éducation, Cellule Régie Facturation, 1 parc de l'étoile, 67076 Strasbourg Cedex,
- interruption **totale** du service municipal de cantine scolaire :
    - fermeture de l'école,
    - cas de force majeure,
    - grève entrainant une fermeture de cantine,
- enfant concerné par un service minimum d'accueil (SMA) non assuré dans son école,
- rentrée échelonnée.

En cas de sortie scolaire, il revient aux familles de modifier les réservations des repas.
Il appartient à l'Éducation nationale d'informer les familles, au plus tard le mardi qui précède la semaine de la sortie. Aucun remboursement ne pourra intervenir sur la base de ce motif.
En cas d'absence d'un-e enseignant-e, les enfants demeurent sous la responsabilité de l'Éducation nationale. Les enfants dont les repas sont réservés peuvent manger à la cantine.
Les parents qui garderaient leur(s) enfant(s) quel qu'en soit le motif, ne seront pas remboursés du ou des repas réservés.

13.8 Date d'effet de la résiliation de la cantine scolaire, sous 15 jours maximum **(après avoir préalablement annulé la réservation des repas).**

Article 14. L'Accueil Périscolaire Maternel (APM)

La ville de Strasbourg propose un service d'accueil périscolaire maternel (APM) dans les écoles maternelles de la Ville. Ce service, selon les écoles, est ouvert le matin avant la classe et en fin d'après-midi après la classe.
Il est organisé pour offrir à l'enfant un lieu de vie adapté à sa tranche d'âge et à ses besoins.

Ces moments de convivialité doivent également favoriser l'apprentissage des règles de vie en collectivité et la découverte d'activités éducatives complémentaires permettant de conforter les apprentissages scolaires.

14.1 Conditions d'admission

L'accès à ce service ne peut être envisagé que dans la continuité immédiate de la présence de l'enfant en temps scolaire.
Peuvent être admis au service, dans l'école maternelle où l'accueil est proposé, les enfants inscrits et scolarisés :

- dont les deux adultes composant le foyer exercent une activité professionnelle ou sont en stage ou en recherche d'emploi,
- ou issus d'une famille monoparentale dont le parent exerce une activité professionnelle, suit un stage de formation, est en recherche d'emploi ou à la charge d'au moins 3 enfants de moins de 14 ans (sur présentation d'une copie du livret de famille).

14.2 Demande d'inscription

Le recueil des inscriptions est ouvert dès le démarrage de la campagne d'inscriptions scolaires et périscolaires. L'inscription est à renouveler chaque année scolaire.
Les demandes d'inscription sont à faire :

- prioritairement en ligne via le kiosque famille,
- ou en mairie de quartier / centre administratif avec un dossier papier.

La demande sera traitée uniquement si le dossier est complet.
En cas d'inscription en cours d'année, dans un délai de 15 jours ouvrables maximum, l'administration transmettra un certificat d'inscription permettant le démarrage de la fréquentation.

Pour les parents séparés, il convient de joindre l'attestation signée par les deux parents précisant les modalités de gestion des services périscolaires. Selon le choix des parents, pour la facturation, il y a deux possibilités :

- soit facturation de chaque parent selon une clé de répartition et selon le QF de chaque parent,
- soit facturation à l'un des deux parents du forfait mensuel APM.

14.3 Arrivée, départ de l'enfant et retards au-delà des horaires de fermeture

14.3.1 Arrivée

Le matin, le-la représentant-e légal-e ou une personne autorisée par le-la représentant-e légal-e, doit accompagner l'enfant jusque dans la salle dédiée. L'enfant ne doit pas être laissé seul devant le portail de l'école ou dans l'enceinte de l'établissement, mais doit être confié à un membre de l'équipe périscolaire.

14.3.2 Départ

Seuls le-la ou les représentants légaux exerçant l'autorité parentale ou des tiers majeurs, désignés par eux au moment de l'inscription (personnes habilitées), peuvent chercher l'enfant. À chaque départ, la liste d'émargement sera signée par l'adulte.
En cas de non-présentation d'un-e représentant-e, les personnes autorisées sur la fiche d'inscription seront contactées. Elles devront présenter une pièce d'identité auprès du personnel.
En aucun cas, un enfant inscrit à l'APM ne sera confié à un mineur, même sur présentation d'une autorisation écrite du ou des représentants légaux.

14.3.3 Retards

Les représentants-es sont tenus-es de respecter l'heure de fermeture de l'accueil à 18h15.
Tout retard sera constaté par une fiche soumise à la signature des représentants-es. Il constitue un manquement aux règles de fonctionnement du service.

Le premier et deuxième retard font l'objet d'un premier niveau de pénalités.
Le troisième retard et suivants font l'objet d'un second niveau de pénalités.

Ces pénalités, prévues dans l'arrêté tarifaire en vigueur, seront appliquées sur les factures des prestations d'enfance adressées mensuellement aux familles.

Au-delà de cinq retards et après avertissement et entretien avec la famille, la Ville se réserve le droit de procéder à une exclusion. En cas de récidive, l'exclusion peut être définitive.

Sans aucune nouvelle des représentants-es ou des personnes majeures autorisées à venir chercher l'enfant après 19h00, la collectivité sera dans l'obligation d'alerter la brigade des mineurs, qui pourra confier l'enfant au Foyer de l'enfance, 44 rue Stéphanie à Strasbourg.

14.4 Modalités de facturation, de déduction et de remboursement

Toute inscription au service donne lieu à une facturation forfaitaire.
Conformément à la règle « je m'inscris = je paie, que mon enfant fréquente ou non le service ».

Le forfait appliqué dépendra de la fréquentation de l'enfant :

- Mon enfant est inscrit et n'a pas fréquenté la structure d'accueil durant le mois :
  Le forfait matin me sera appliqué et facturé.
- Mon enfant a fréquenté la structure d'accueil uniquement les matins :
  Le forfait matin me sera appliqué et facturé.
- Mon enfant a fréquenté la structure d'accueil au moins un soir après l'école :
  Le forfait soir me sera appliqué et facturé.

Aucune déduction ne sera prise en compte et aucun prorata ne sera calculé et appliqué.

14.5. Date d'effet de la résiliation de l'Accueil Périscolaire Maternel (APM)

du matin et du soir : la résiliation prendra effet à la fin du mois en cours.
Résiliation des accueils périscolaires maternels (APM) avant le 15 septembre :
Sous réserve que l'enfant n'ait pas fréquenté le service, la famille peut **jusqu'au 15 septembre inclus** de l'année scolaire concernée, demander obligatoirement par écrit, au SIS, la désinscription de l'enfant au service de l'accueil du matin et du soir sans que le mois de septembre ne soit facturé.

Article 15. Les Accueils de Loisirs Maternels (ALM)

Les ALM assurent l'accueil d'enfants d'âge maternel, les mercredis et durant les vacances scolaires de 7h45 à 18h15 et proposent des activités de loisirs favorisant la socialisation dans un but éducatif.
La fréquentation est possible par journée ou demi-journée, avec ou sans repas en cantine.
La famille peut demander l'admission de son enfant dans l'ALM de son choix.

Une permanence est organisée fin août : seuls les parents munis d'une attestation de travail couvrant cette période, peuvent déposer une demande de réservation.

15.1 Conditions d'admission

Peuvent être admis les enfants scolarisés, âgés de trois ans révolus au jour de l'admission. Par dérogation et de manière exceptionnelle, il est néanmoins possible d'accueillir les enfants qui auront 3 ans entre septembre et décembre de l'année en cours, en fonction des places disponibles.
La demande de dérogation est à formuler par écrit directement à l'accueil de loisirs souhaité.

Ce service est accessible dans la limite de la capacité d'accueil règlementaire et disponible permettant d'assurer la sécurité et le confort de chaque enfant.

L'attribution des places s'effectue dans l'ordre de priorité suivant (critères cumulables) :

1. Public accompagné par des travailleurs-ses sociaux-ales (pour les demandes en cours d'année scolaire, celles-ci seront étudiées en fonction de la capacité d'accueil et des possibilités d'adapter l'encadrement).
2. Enfants scolarisés dans une école publique de la Ville.
3. Besoin à temps complet car parents ou mono-parent en activité (professionnelle ou formation) tous les mercredis de l'année scolaire.
4. Besoin à temps non complet car parents ou mono-parent en activité (professionnelle ou formation) partielle les mercredis (une partie de la journée et/ou une partie de l'année scolaire).
5. Parents ou mono-parent en recherche d'emploi.
6. Enfants scolarisés en écoles privées à Strasbourg.
7. Enfants scolarisés en écoles publiques hors Strasbourg.
8. Enfants scolarisés en écoles privées hors Strasbourg

15.2. Demande d'inscription mercredis et vacances scolaires

15.2.1 Les mercredis en période scolaire

Les demandes d'inscription sont à faire :

- prioritairement en ligne via le kiosque famille,
- ou en mairie de quartier / centre administratif avec un dossier papier,
- ou auprès du-de la directeur-trice de l'accueil de loisirs avec un dossier papier.

Les demandes sont étudiées en commission d'attribution des places, selon les critères de priorisation énoncés dans l'article 15.1. Une réponse écrite sera envoyée aux familles à l'issue de cette commission, début juin au plus tard.

Si la demande est acceptée, la famille devra prendre rendez-vous avec le-la directeur-trice de l'ALM pour finaliser l'inscription et signer un contrat de fréquentation pour l'année scolaire.
Ce contrat est modifiable une fois par année scolaire. Cette démarche est à faire auprès du-de-la directeur-trice de l'ALM au plus tard le dernier mercredi avant les petites vacances scolaires (Toussaint, Noël, hiver et printemps) pour une mise en œuvre le premier mercredi qui suit les vacances scolaires.

15.2.2 Les vacances scolaires

Les inscriptions et les réservations pour les jours souhaités sont à faire directement à l'accueil de loisirs de votre choix. Les dates de réservation sont communiquées par voie d'affichage dans les écoles.
Une fois les réservations validées par le-la directeur-trice et le contrat signé par la famille, celles-ci ne sont plus modifiables à la baisse. La facturation sera basée sur les réservations validées.

15.3 Les modalités de réservation

Afin d'organiser au mieux le fonctionnement de l'ALM et pour répondre au maximum à la demande des familles, l'admission se fait au moyen de réservations à la 1/2 journée, à la journée, avec ou sans cantine.
Pour les mercredis : réservation à l'année, sur contrat (cf. article 15.2.1).
Pour les petites vacances : réservation selon le calendrier établi avant chaque période de petites vacances.
Pour l'été : les périodes spécifiques d'inscription sont définies chaque année au printemps.
Les modalités de réservation pour les vacances sont rappelées par voie d'affichage dans les écoles notamment.
L'accueil sans réservation est possible en fonction des places disponibles.
Une fois les réservations validées par le-la directeur-trice, celles-ci ne sont plus modifiables à la baisse.
La facturation sera basée sur les réservations validées.

15.4 Arrivée, départ de l'enfant et retards au-delà des horaires de fermeture

15.4.1 Arrivée

Le matin, le-la représentant-e légal-e ou une personne autorisée par le-la représentant-e légal-e, doit accompagner l'enfant jusque dans la salle dédiée. L'enfant ne doit pas être laissé seul devant le portail de l'école ou dans l'enceinte de l'établissement, mais doit être confié à un membre de l'équipe périscolaire.

15.4.2 Départ

Seuls le-la ou les représentants légaux exerçant l'autorité parentale ou des tiers majeurs, désignés par eux au moment de l'inscription (personnes habilitées), peuvent chercher l'enfant. À chaque départ, la liste d'émargement sera signée par l'adulte.
En cas de non-présentation d'un-e représentant-e, les personnes autorisées sur la fiche d'inscription seront contactées. Elles devront présenter une pièce d'identité auprès du personnel.
En aucun cas, un enfant inscrit à l'ALM ne sera confié à un mineur, même sur présentation d'une autorisation écrite du ou des représentants légaux.

15.4.3 Retards

Les représentants-es sont tenus-es de respecter l'heure de fermeture de l'accueil à 18h15.
Tout retard sera constaté par une fiche soumise à la signature des représentants-es. Il constitue un manquement aux règles de fonctionnement du service.

Une redevance supplémentaire sera appliquée pour les enfants que l'on vient chercher après les heures normales de fermeture de l'établissement.

Cette redevance correspond à une base unité journée supplémentaire sans pause méridienne dans la tranche de QF de la famille.

Cette pénalité, prévue dans l'arrêté tarifaire en vigueur, sera appliquée sur les factures des prestations d'enfance adressées mensuellement aux familles.
Au-delà de cinq retards et après avertissement et entretien avec la famille, la ville se réserve le droit de procéder à une exclusion. En cas de récidive, l'exclusion peut être définitive.
Sans aucune nouvelle des représentants-es ou des personnes majeures autorisées à venir chercher l'enfant après 19h00, la collectivité sera dans l'obligation d'alerter la brigade des mineurs, qui pourra confier l'enfant au Foyer de l'enfance, 44 rue Stéphanie à Strasbourg.

15.5 Modalités de facturation, de déduction et de remboursement

Le paiement est dû pour l'ensemble des périodes réservées et validées par le-la directeur-trice de l'ALM à l'exception de :

- la fermeture de l'établissement d'accueil,
- l'hospitalisation de l'enfant (le justificatif médical est à remettre en main propre au-à la directeur-trice dans un délai de 15 jours à compter du 1er jour d'absence de l'enfant),
- en cas de maladie de l'enfant, avec l'application d'un délai de carence et selon les dispositions de l'arrêté tarifaire en vigueur,
    - chaque fois que votre enfant est malade, vous avez 15 jours à compter du 1er jour d'absence de votre enfant pour faire une demande de déduction avec un certificat médical par mail à facturation.education@strasbourg.eu ou par courrier postal à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, Direction de l'enfance et de l'éducation, Cellule Régie Facturation, 1 parc de l'étoile, 67076 Strasbourg Cedex.

Pour les parents séparés avec un calendrier de garde alternée, il convient de joindre l'attestation signée par les deux parents précisant les modalités de gestion des services périscolaires. Selon le choix des parents, un calendrier de réservation pourra être mis en place. Pour la facturation, il y a deux possibilités :

- soit facturation de chaque parent selon le calendrier de garde alternée et selon le QF de chaque parent ;
- soit facturation à l'un des deux parents de l'ensemble de la prestation ALM.

15.6 Date d'effet de la résiliation des Accueils de Loisirs Maternels (ALM)

La dénonciation du contrat doit être effectuée auprès du-de la directeur-trice du site concerné. Elle prendra effet sous 15 jours maximum.
À compter de 3 absences consécutives les mercredis en ALM, sans justificatifs médicaux, le service se réserve la possibilité de résilier le contrat d'accueil de l'enfant.

Article 16. Les ateliers éducatifs en élémentaire

La Ville propose des ateliers éducatifs facultatifs et gratuits aux enfants scolarisés dans les écoles élémentaires situées dans les REP, REP+ et QPV (réseaux d'éducation prioritaire et quartiers prioritaires de la Ville).
Ces ateliers sont proposés dans les domaines sportif, culturel, scientifique, environnemental ou ludique en continuité avec le projet d'école. Ils sont encadrés par des intervenants-es et sont adaptés à l'âge et au rythme de l'enfant.

16.1 Conditions d'admission et d'inscription

Ne peuvent être admis que les enfants fréquentant l'école durant la journée. Les ateliers éducatifs sont facultatifs et gratuits. Une inscription à l'année est obligatoire avec un dossier complet.

Les souhaits d'ateliers sont à faire :

- prioritairement en ligne via le kiosque famille,
- ou auprès du-de la RPS avec un dossier papier.

16.2 Arrivée et départ de l'enfant

À la fin du temps scolaire, les enfants inscrits aux ateliers sont pris en charge directement par les intervenants dans l'enceinte de l'école. À la fin des activités, les enfants sont libérés et placés sous la responsabilité de leur famille. Ils peuvent rentrer seuls à leur domicile.

CHAPITRE – V : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 17. Tarification

Les tarifs sont fixés par arrêté municipal et sont valables pour l'année scolaire (consultables sur le site de la Ville http://www.strasbourg.eu/scolaire-periscolaire).
La ville de Strasbourg a adopté une tarification solidaire qui repose sur la prise en compte des ressources et de la composition familiale des ménages. Ainsi, est appliqué à chacun un tarif en rapport avec ses capacités contributives. Cette prise en compte s'appuie sur le quotient familial tel que calculé par la CAF[1] et la MSA.

Article 18. Mode de calcul des différents tarifs

Les tarifs sont calculés sur le fondement du quotient familial du foyer dans lequel réside principalement l'enfant. Est recevable l'un des documents suivants, datant de moins de trois mois :

- « Attestation de paiement » de la CAF ou de la MSA,
- « Attestation de quotient calculé par la ville de Strasbourg ».

Sur accord de l'usager-ère, la Ville récupère auprès de la CAF du Bas-Rhin, au premier trimestre de chaque année civile, le quotient familial actualisé. Il sera appliqué l'année scolaire suivante.
En l'absence d'attestation, le tarif maximal est automatiquement appliqué, jusqu'à production des pièces demandées et ce sans effet rétroactif.

Pour les personnes non affiliées à la CAF ou à la MSA, le quotient familial est établi par la Ville, **en mairie de quartier,** lors de l'inscription au service et pour l'année scolaire à venir.
Si le quotient familial est égal ou inférieur à un seuil laissant supposer qu'elle dispose de ressources inférieures aux minimas sociaux, la personne ou la famille est invitée à se rendre au CMS pour une analyse approfondie de sa situation.
Pour les personnes ne disposant pas de ces pièces ainsi que pour les salariés des institutions européennes, le quotient familial est établi par la Ville, en centre médico-social pour l'année scolaire à venir et sur la base des justificatifs de ressources disponibles.

Pour les parents séparés
En cas de séparation, « l'attestation de paiement » à fournir est celle du parent chez lequel l'enfant a sa résidence principale.

En cas de garde alternée, « les attestations de paiement » à fournir sont les suivantes selon la formule retenue par les deux parents :

- soit paiement des factures par l'un des deux parents : fournir « l'attestation de paiement » du parent destinataire des factures,
- soit paiement des factures réparti entre les deux parents : fournir « les attestations de paiement » de chacun des deux parents. Une seule modification est possible par année scolaire.

[1] Le quotient familial CAF est calculé comme suit :

$$\frac{1/12^{e} \text{ des revenus nets de l'année de référence + prestations familiales du mois m-1}}{\text{Nombre de part(s) CAF}}$$

Modification du niveau des revenus

Le quotient familial peut être revu une fois en cours d'année scolaire dans les conditions cumulatives suivantes :

- sur demande expresse de la famille,
- en cas de dégradation de la situation financière du ménage, dûment justifiée par une attestation de paiement datée de moins de trois mois, établie par la CAF, un centre médico-social de la Ville et mentionnant un quotient familial inférieur à celui établi lors de l'inscription,
- la production des pièces permettant son calcul,
- les nouveaux tarifs qui en découlent sont appliqués aux périodes non encore facturées :
    - à la cantine scolaire,
    - en ALM,
    - en APM.

Article 19. Modalités de facturation et de paiement

Les prestations donnent lieu à une facturation mensuelle qui regroupe les prestations APM, ALM et cantine scolaire, adressée par courrier au destinataire unique des factures et peuvent être réglées :

- par Internet : 7j/7, 24h/24 sur https://tipi.strasbourg.eu avec carte bancaire ou prélèvement unique,
- par prélèvement automatique,
- par TIP : datez et signez le TIP dans le cadre prévu à cet effet et à adresser au centre de paiement à l'aide de l'enveloppe jointe à la facture,
- par chèque à l'ordre du **Trésor public** adressé dans l'enveloppe jointe à la facture avec le volet TIP non signé,
- par chèque CESU uniquement pour les prestations en accueil périscolaire maternel et en accueil de loisirs maternel, sans possibilité de remboursement d'un éventuel trop-versé.

ATTENTION : Pour les factures des prestations ENFANCE, la part relative à la cantine scolaire devra être payée de manière complémentaire : par un chèque, en carte bancaire ou en espèces.

- en espèce, dans la limite de 300€ (article 19, Loi n°2013-1279 du 29 décembre 2013) ou carte bancaire auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite http://www.impots.gouv.fr/portail/paiemnt-proximite).

Article 20. Contestation de factures

Toute contestation de facture doit être faite dans **un délai maximum de trois mois à compter de la date d'émission de la facture concernée**.

La contestation est à formuler obligatoirement par écrit auprès de la Cellule Régie Facturation par voie postale ou par courriel :

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'enfance et de l'éducation – SAG / CRF
1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex
facturation.education@strasbourg.eu

Article 21. Impayés

À tout moment, la Ville procède à des contrôles et peut mettre en demeure le-la destinataire des factures de régulariser sa situation d'impayés.

Si les destinataires des factures ne s'acquittent pas de leurs factures dans les délais impartis, le service de gestion comptable de la ville de Strasbourg sera chargé d'engager une procédure de recouvrement de la dette et des pénalités qui en découlent.
La Ville se réserve le droit de différer, de suspendre ou de refuser l'admission à l'ensemble des services périscolaires en cas d'impayés non acquittés par la famille.

Aucune remise gracieuse ne sera accordée par la ville de Strasbourg.
Les services sociaux de la Ville peuvent accompagner les familles en cas de difficultés financières. Pour les familles relevant des critères de l'aide sociale, une aide financière peut leur être attribuée en vue de l'apurement de leur dette.

La présentation d'un échéancier de paiement, mis en place en lien avec le service de gestion comptable de la ville de Strasbourg, peut permettre à titre exceptionnel l'admission et la (ré)inscription aux services périscolaires et de la petite enfance.
La famille devra alors présenter un justificatif attestant être à jour de l'ensemble de ses paiements.

CHAPITRE – VI : MANQUEMENTS AU REGLEMENT

Article 23. Respect des personnes et des biens

Toute personne (parents, enseignants-es, personnels de la Ville…) s'engage à adopter un comportement courtois et respectueux vis-à-vis d'autrui.

En cas de manquement grave des représentants-es des enfants :

- les agents-es, en lien avec leur hiérarchie, se réservent la possibilité de déposer une plainte auprès des services de Police,
- la collectivité pourra refuser l'accès physique aux représentant-s auteur-s du comportement inadapté aux services périscolaires et extra scolaires municipaux, après entretien et mise en demeure préalable.

Article 24. Utilisation d'objets connectés

L'utilisation d'un téléphone mobile ou de tout autre équipement terminal de communications électroniques (montre connectée, tablette, …) par un enfant est interdite dans les écoles maternelles et élémentaires.

Les enfants ont le droit d'avoir un téléphone mobile mais il doit être éteint et rangé dans leur cartable dès l'entrée dans l'enceinte de l'école. Le non-respect de cette disposition entraînera la confiscation de l'appareil par le personnel de la Ville. Cette confiscation n'excédera pas la durée de la journée. Un premier avertissement avec un rappel du règlement sera fait à l'enfant. En cas de récidive les représentants-es de l'enfant seront alertés-es et un temps d'échange sera mené avec la famille sur le nécessaire respect du règlement intérieur.

Une exception s'applique aux enfants présentant un trouble de santé nécessitant des dispositifs médicaux connectés.

Article 25. Procédures disciplinaires concernant les enfants

Selon la nature des difficultés rencontrées (manquement aux règles de vie en collectivité, indiscipline, refus d'obéissance, remarques déplacées ou agressives, provocations, insultes et dégradations, …), le-la responsable périscolaire de site (RPS) proposera des solutions éducatives adaptées.

Toutefois, en fonction de la gravité du manquement, les procédures disciplinaires suivantes pourront être engagées :

- appel téléphonique et courrier d'avertissement à la famille ou au-à la représentant-e,
- exclusion temporaire ou définitive du service concerné.

En cas d'exclusion temporaire ou définitive de la cantine scolaire, les réservations des repas seront annulées par le-la Responsable périscolaire de site pour la période concernée et ne donneront donc pas lieu à facturation.

Article 26. Manquements au présent règlement

Tout manquement aux dispositions administratives et financières du présent règlement (fausses déclarations, défaut de paiement des prestations, …) fait l'objet :

- d'un entretien physique ou téléphonique,
- d'une exclusion temporaire ou définitive de l'enfant, le cas échéant.

Ce règlement annule et remplace le précédent.

Fait à Strasbourg, le 20 mars 2023
La Maire

66

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Soutien en faveur de l'autonomie des personnes âgées et en situation de handicap.

Numéro V-2023-169

Conformément à la délibération-cadre du Conseil municipal du 21 juin 2021 « Pour une Ville inclusive et accessible à toutes et tous soutenant l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap », la ville de Strasbourg poursuit son action volontariste dans le domaine du soutien à l'autonomie et des vulnérabilités.

La présente délibération s'inscrit dans cette stratégie et propose un renouvellement des subventions de fonctionnement aux associations œuvrant au profit des habitants·es en situation de handicap ou âgés·es, pour un montant total de 223 630 €.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'attribuer :
- 37 280 € aux clubs associatifs seniors,
- 43 750 € aux actions seniors de centres sociaux culturels,
- 26 820 € aux associations favorisant le maintien du lien social,
- 75 780 € pour le fonctionnement général des associations du handicap,
- 16 000 € pour l'inclusion des enfants en situation de handicap,
- 9 000 € pour le soutien à des événements publics de sensibilisation,
- 15 000 € de soutien aux associations de loisirs pour personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, le Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) ont lancé le 07 décembre 2021 le « fonds d'appui pour des territoires innovants seniors ». Ce nouvel outil concret au service des collectivités est coordonné par le Réseau francophone des villes amies des aînés avec le soutien de la CNSA. Ce fonds, doté de 8 millions d'euros pour la période 2022-2023, vise à soutenir les collectivités qui souhaitent répondre au défi du vieillissement de leur population à travers la création d'environnements bâtis et sociaux plus adaptés à l'avancée en âge, dans une perspective intergénérationnelle.

La ville de Strasbourg a candidaté à ce fonds au titre de l'axe 2 « support à la création de projets dans les territoires ». Le projet de la Ville a été retenu pour une enveloppe de 40 000 € pour soutenir les actions associatives en cohérence avec la stratégie municipale de lutte contre l'isolement des seniors définie dans la délibération approuvée par le Conseil municipal le 26 septembre 2022, à savoir :

- organiser le repérage et la veille en direction des personnes âgées fragilisées par leur très faible réseau de sociabilité (absence ou éloignement des contacts amicaux, familiaux, associatifs ou de voisinage),
- soutenir le développement de réseaux de voisinage bienveillant en lien avec les partenaires,
- renforcer les acteurs et lieux ressources à destination des partenaires socioéducatifs et des publics (sensibilisation aux enjeux du vieillissement, lancement des tiers lieux associatifs...).

Le versement des fonds se fera en deux tranches : 20 000 € pour débuter les actions et 20 000 € à mi-parcours du projet et après présentation d'un bilan.

Il est proposé d'affecter le soutien du « fonds d'appui pour des territoires innovants seniors » de la manière suivante :
- soutien en investissement à l'aménagement des locaux (rénovations, achat de mobiliers, achat de matériel) des associations :
  - initiatives de la Montagne-Verte pour une valeur de 5 000 €,
  - les amis de mamies gâteaux pour une valeur de 7 000 €.
- soutien à la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées isolées :
  - le dispositif « Veilleurs séniors » porté par l'association Petits frères des pauvres pour une valeur de 10 000 €,
  - la démarche 2023 « Viens Avec Nous » pour une valeur de 18 000 €. Il s'agit d'un appel à projets pour le printemps 2023, porté par la ville de Strasbourg depuis 2022, qui vise à encourager de nouvelles modalités d'actions auprès des publics fragiles et isolés et à promouvoir des actions de proximité auprès des personnes âgées ne fréquentant pas les structures d'animations collectives.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

– *d'allouer les subventions suivantes :*

	Bénéficiaire	***Montant***
1	***Association d'éducation populaire Kammerhof*** *le fonctionnement du club séniors*	*4 000,00 €*
2	***Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill*** *le fonctionnement général*	*5 000,00 €*
3	***Club 3 - Centre communautaire israélite*** *le fonctionnement général*	*950,00 €*
4	***Club des séniors de Koenigshoffen***	*9 000,00 €*

	Bénéficiaire	Montant
	le fonctionnement général	
5	***Club du 3eme âge de l'Orangerie*** *le fonctionnement général*	*6 630,00 €*
6	***Initiatives de la Montagne Verte*** *le fonctionnement du club sénior "La fleur de l'âge"*	*11 700,00 €*
7	***Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet*** *le fonctionnement du club des aînés*	*4 000,00 €*
8	***Association du centre social et culturel de la Montagne Verte*** *le fonctionnement général du club séniors*	*4 000,00 €*
9	***Association du centre social et culturel Victor Schoelcher*** *le fonctionnement général de l'espace séniors*	*4 000,00 €*
10	***Association du centre socio culturel de l'Elsau*** *le fonctionnement général du club troisième âge*	*4 000,00 €*
11	***Association du centre socio culturel du Fossé des Treize*** *le fonctionnement du pôle séniors*	*3 000,00 €*
12	***Association des résidents de l'Esplanade*** *fonctionnement du pôle séniors*	*4 000,00 €*
13	***Association du centre socioculturel de la Meinau*** *le fonctionnement du club 55 ans et +*	*5 000,00 €*
14	***Centre social et culturel du Neuhof*** *le fonctionnement des clubs séniors : Espace Klebsau et Espace Ziegel*	*5 000,00 €*
15	***Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale*** *le fonctionnement du Pôle Séniors*	*5 000,00 €*
16	***Centre socio culturel de Neudorf*** *Lieu de convivialité des aînés*	*1 000,00 €*
17	***Centre socio culturel de Neudorf*** *le projet suivant : AINES : Actions d'Inclusion Numérique Et Sociale*	*3 000,00 €*
18	***Association populaire joie et santé Koenigshoffen*** *le fonctionnement du Club "Amitié de l'âge d'or"*	*1 750,00 €*
19	***Arts calisthenics - taichi chigong adaptés*** *le fonctionnement général*	*1 500,00 €*
20	***Association de recherche et d'action sociale communautaire*** *le service d'accompagnement véhiculé des personnes âgées*	*22 000,00 €*
21	***Jusqu'à La Mort Accompagner la Vie*** *le fonctionnement général*	*1 500,00 €*
22	***Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg*** *Fonctionnement*	*1 820,00 €*
23	***Fédération des malades et handicapés union départementale du Bas-Rhin*** *le fonctionnement général*	*8 500,00 €*
24	***Apédi Alsace*** *Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique*	*42 280,00 €*

	Bénéficiaire	*Montant*
25	***Coordination handicap et autonomie – CHA*** *le fonctionnement général*	*10 000,00 €*
26	***Le GraaAL*** *Inclusion des adultes autistes dans la ville*	*15 000,00 €*
27	***Apédi Alsace*** *Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire et sociale*	*16 000,00 €*
28	***Club loisirs GEM 67*** *le fonctionnement général*	*15 000,00 €*
29	***Vue d'Ensemble*** *Marche pour la Vue*	*3 000,00 €*
30	***Vue d'Ensemble*** *Entendez-Voir*	*6 000,00 €*
31	***Les petits frères des pauvres*** *Dispositif veilleurs séniors*	*10 000,00 €*
32	***Association Initiatives de la Montagne Verte*** *Investissement - Travaux d'aménagement et achat de mobiliers*	*5 000,00 €*
33	***Association les amis de mamies gâteaux*** ***Investissement – Soutien à la rénovation et achat de matériel*** *pour le laboratoire culinaire*	*7 000,00 €*
	TOTAL	***245 630,00 €***

- *d'imputer les subventions 1 à 31 d'un montant total de 233 630 € au compte AS05L – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 740 000 €,*
- *d'imputer les subventions 32 à 33 d'un montant de 12 000 € au compte AS10 –20421 - 523 – prog. 7002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 647 473,90 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à signer les conventions y afférentes,*
- *à signer la Convention de partenariat entre la ville de Strasbourg et le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés relative à l'octroi d'une subvention en deux tranches dans le cadre du « Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors » pour un montant total de 40 000 €.*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023

(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155693-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Annexe n°1 : Attribution de subventions au titre de l'autonomie

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2022	subvention proposée au CM du 20 mars 2023
Association d'éducation populaire Kammerhof	Fonctionnement	7 400,00 €	7 400 €	4 000,00 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill	Fonctionnement	6 000,00 €	5 000 €	5 000,00 €
Club 3 - Centre communautaire israélite	Fonctionnement	950,00 €	950 €	950,00 €
Club des séniors de Koenigshoffen	Fonctionnement	11 000,00 €	9 000 €	9 000,00 €
Club du 3eme âge de l'Orangerie	Fonctionnement	6 630,00 €	6 630 €	6 630,00 €
Initiatives de la Montagne Verte	Fonctionnement	11 700,00 €	2 000 €	11 700,00 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet	Fonctionnement	4 000,00 €	3 100 €	4 000,00 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	Fonctionnement	11 000,00 €	3 000 €	4 000,00 €
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	Fonctionnement	16 920,00 €	16 920 €	4 000,00 €
Association du centre socio culturel de l'Elsau	Fonctionnement	6 000,00 €	3 000 €	4 000,00 €
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	Fonctionnement	3 000,00 €	0 €	3 000,00 €
Association des résidents de l'Esplanade	Fonctionnement	4 600,00 €	5 000 €	4 000,00 €
Association du centre socioculturel de la Meinau	Fonctionnement	7 000,00 €	3 500 €	5 000,00 €
Centre social et culturel du Neuhof	Fonctionnement	5 800,00 €	5 000 €	5 000,00 €
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	Fonctionnement	6 630,00 €	3 000 €	5 000,00 €
Centre socio culturel de Neudorf	Fonctionnement	3 070,00 €	1 090 €	1 000,00 €
Centre socio culturel de Neudorf	Le projet suivant : AINES : Actions d'Inclusion Numérique Et	6 120,00 €	3 000 €	3 000,00 €
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	Fonctionnement	1 750,00 €	1 750 €	1 750,00 €
Arts calisthenics - taichi chigong adaptés	Fonctionnement	5 000,00 €	1 500 €	1 500,00 €
Association de recherche et d'action sociale communautaire	Le service d'accompagnement véhiculé des personnes âgées	22 000,00 €	22 000 €	22 000,00 €
Jusqu'à La Mort Accompagner la Vie	Fonctionnement	1 500,00 €	1 500 €	1 500,00 €
Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg	Fonctionnement	2 600,00 €	1 820 €	1 820,00 €
Fédération des malades et handicapés	Fonctionnement	10 000,00 €	8 500 €	8 500,00 €
Apédie Alsace	Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique	42 280,00 €	42 280 €	42 280,00 €
Coordination handicap et autonomie	Fonctionnement	10 000,00 €	10 000 €	10 000,00 €
Le GraaAL	Fonctionnement	15 750,00 €	15 000 €	15 000,00 €
Apédie Alsace	Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire	16 000,00 €	16 000 €	16 000,00 €
Club loisirs GEM 67	Fonctionnement	15 000,00 €	15 000 €	15 000,00 €
Vue d'Ensemble	Marche pour la Vue	4 000,00 €	3 000 €	3 000,00 €
Vue d'Ensemble	Entendez-Voir	15 000,00 €	6 000 €	6 000,00 €
Les petits frères des pauvres	Dispositif veilleurs séniors	40 000,00 €	0 €	10 000,00 €
Initiatives de la Montagne Verte	Investissement	5 000,00 €	0 €	5 000,00 €
Les amis de mamies gâteaux	Investissement	7 000,00 €	0 €	7 000,00 €
TOTAL		330 700,00 €	221 940 €	245 630,00 €

SUBVENTIONS AUTONOMIE
CONSEIL MUNICIPAL DU 20 mars 2023

CLUBS ASSOCIATIFS SENIORS

Association d'éducation populaire Kammerhof le fonctionnement du club séniors	4 000,00 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la cité de l'Ill le fonctionnement général	5 000,00 €
Club 3 - Centre communautaire israélite le fonctionnement général	950,00 €
Club des séniors de Koenigshoffen le fonctionnement général	9 000,00 €
Club du 3eme âge de l'Orangerie le fonctionnement général	6 630,00 €
Initiatives de la Montagne Verte le fonctionnement du club sénior "La fleur de l'âge"	11 700,00 €
	37 280,00 €

ASSOCIATIONS SENIORS AU SEIN DES CENTRES SOCIAUX CULTURELS

Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet le fonctionnement du club des aînés	4 000,00 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte le fonctionnement général du club séniors	4 000,00 €
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher le fonctionnement général de l'espace séniors	4 000,00 €
Association du centre socio culturel de l'Elsau le fonctionnement général du club troisième âge	4 000,00 €
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize le fonctionnement du pôle séniors	3 000,00 €
Association des résidents de l'Esplanade fonctionnement du pôle séniors	4 000,00 €
Association du centre socioculturel de la Meinau le fonctionnement du club 55 ans et +	5 000,00 €
Centre social et culturel du Neuhof le fonctionnement des clubs séniors : Espace Klebsau et Espace Ziegel	5 000,00 €
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale le fonctionnement du Pôle Séniors	5 000,00 €
Centre socio culturel de Neudorf Lieu de convivialité des aînés	1 000,00 €
Centre socio culturel de Neudorf le projet suivant : AINES : Actions d'Inclusion Numérique Et Sociale	3 000,00 €
Association populaire joie et santé Koenigshoffen le fonctionnement du Club "Amitié de l'âge d'or"	1 750,00 €
	43 750,00 €

ASSOCIATIONS FAVORISANT LE MAINTIEN DU LIEN SOCIAL

Arts calisthenics - taichi chigong adaptés le fonctionnement général	1 500,00 €
Association de recherche et d'action sociale communautaire le service d'accompagnement véhiculé des personnes âgées	22 000,00 €
Jusqu'à La Mort Accompagner la Vie le fonctionnement général	1 500,00 €
Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg Fonctionnement	1 820,00 €

26 820,00 €

SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS DU HANDICAP

Fédération des malades et handicapés union départementale du Bas-Rhin le fonctionnement général	8 500,00 €
Apédie Alsace Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique	42 280,00 €
Coordination handicap et autonomie – CHA le fonctionnement général	10 000,00 €
Le GraaAL Inclusion des adultes autistes dans la ville	15 000,00 €

75 780,00 €

SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS OEUVRANT POUR L'INCLUSION DES ENFANTS HANDICAPES

Apédie Alsace Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire et sociale	16 000,00 €

16 000,00 €

SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS DE LOISIRS POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Club loisirs GEM 67 le fonctionnement général	15 000,00 €

15 000,00 €

SOUTIEN POUR UN ÉVÉNEMENT PUBLIC DE SENSIBILISATION AU HANDICAP

Vue d'Ensemble Marche pour la Vue	3 000,00 €
Vue d'Ensemble Entendez-Voir	6 000,00 €

9 000,00 €

AFFECTATION DU FONDS D'APPUI POUR DES TERRITOIRES INNOVANTS SENIORS

Les petits frères des pauvres Dispositif veilleurs séniors	10 000,00 €
Initiatives de la Montagne Verte investissement	5 000,00 €
Les amis de mamies gâteaux investissement	7 000,00 €
	22 000,00 €

En synthèse

Subventions de fonctionnement	**223 630,00 €**
Subvention de fonctionnement attribués grâce au fonds d'appui	**10 000,00 €**
Subvenions d'investissement attribués grâce au fonds d'appui	**12 000,00 €**
TOTAL	**245 630,00 €**

Numéro de la convention : 2022-093

Convention relative à l'octroi d'une subvention par le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors

Entre

Le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA),
Association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Mairie de Dijon – CS 73310 – Dijon Cedex, représentée par son Délégué général, Pierre-Olivier LEFEBVRE, SIRET N° : 753 983 048 00012

Ci-après dénommé **"Le RFVAA"**

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, qui certifie être dument mandatée pour signer la Convention,

1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

Ci-après dénommée **« Le bénéficiaire »**

Ci-après désignées conjointement les "Parties" et individuellement une "Partie"

PRÉAMBULE

Le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA) est une association internationale, sans but lucratif, qui a pour but de développer au niveau francophone le réseau international Villes et communautés amies des aînés de l'Organisation mondiale de la santé.

Il s'attache particulièrement à :

- Favoriser les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre villes, municipalités et ECPI adhérents afin de confronter des expériences,
- Organiser des rencontres régulières, afin de développer de nouveaux liens et de débattre sur tout sujet s'inscrivant dans la démarche définie par l'OMS,
- Être force de proposition auprès des pouvoirs publics pour créer les conditions d'une meilleure adaptation des territoires aux aînés,
- Informer et conseiller les villes, municipalités et ECPI désireux d'entrer dans le Réseau Francophone des Villes amies des aînés,
- Promouvoir et développer le LABEL "AMI DES AÎNÉS" ® qui vise à favoriser la lisibilité et la qualité des dynamiques locales et qui constitue un outil de guidance pour la construction des politiques de l'âge.

Le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés est officiellement reconnu comme membre affilié du réseau mondial des villes et communautés amies des aînés de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Brigitte Bourguignon, alors ministre déléguée chargée de l'Autonomie, a souhaité créer et faire financer le fonds d'appui pour des territoires innovants seniors. Ce nouvel outil concret au service des collectivités, lancé le 7 décembre 2021, repose sur l'engagement financier et stratégique de la CNSA et est porté et coordonné par le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés ®.

Ce fonds, doté de 8 millions d'euros pour la période 2022-2023, vise à soutenir les collectivités qui souhaitent répondre au défi du vieillissement de leur population à travers la création d'environnements bâtis et sociaux plus adaptés à l'avancée en âge, dans une perspective intergénérationnelle.

En 2022, en cohérence avec les axes de déploiement du plan de relance et du Ségur de la santé, la Banque des territoires a souhaité s'impliquer aux côtés de la CNSA en permettant la création d'un axe supplémentaire intitulé « Faciliter l'accès à l'ingénierie pour accélérer la transformation des projets du territoire » et doté de 500 000€ pour les années 2022 et 2023.

Le fonds d'appui pour des territoires innovants seniors comporte 3 axes sur lesquels les collectivités pourront candidater :

• L'Axe 1 pour la création d'une bourse d'appui aux collectivités. Il s'agira de financer la mise en place de la gouvernance, la réalisation d'un état des lieux transversal du territoire ou le pilotage d'une démarche participative avec les habitants âgés, grâce à l'utilisation d'outils spécifiques.

• L'Axe 2 pour la création de projets dans les territoires, en complémentarité des dispositifs existants (Conférences des financeurs, Aide à la Vie Partagée, financements de la Caisse des Dépôts…) afin de soutenir la mise en œuvre d'actions, portant sur 6 thématiques :

1. « Solidarité intergénérationnelle »
2. « Inclusion des aînés dans la société et citoyenneté »
3. « Participation et expertise d'usage des aînés »
4. « Connaissances et savoirs des aînés
5. « Des environnements bâtis plus adaptés à l'avancée en âge »
6. « Défi démographique, défi écologique : penser l'avenir ensemble »

• L'Axe 3 pour faciliter l'accès à l'ingénierie afin d'accélérer la transformation des projets du territoire avec 3 options d'accompagnement possibles :

- Être appuyé dans la définition du cahier des charges
- Comprendre l'écosystème local pour prendre des décisions à travers l'élaboration d'un portrait de territoire (habitat et santé) et bénéficier d'un benchmark thématique
- Être soutenu sur le montage (opérationnel, financier, juridique, technique) du projet

La volonté du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés, au travers du présent conventionnement, est de soutenir, à travers une subvention issue du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors, la réflexion et l'action du Bénéficiaire afin de contribuer au développement des politiques de l'âge et à une meilleure adaptation de la société au vieillissement, au bénéfice de la qualité de vie des aînés et de l'ensemble des générations.

CECI EXPOSÉ, LES PARTENAIRES AUX PRÉSENTES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière du RFVAA au projet retenu par la commission d'attribution du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors, que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Ce projet consiste à consolider les bases de la stratégie municipale de lutte contre l'isolement des personnes âgées.

Il se décline en trois axes :

1/ Organiser le repérage et la veille en direction des personnes âgées fragilisées par leur très faible réseau de sociabilité (absence ou éloignement des contacts amicaux, familiaux, associatifs ou de voisinage)

Le repérage des personnes âgées isolées répond en effet à un triple objectif d'accès aux droits, d'accès à la santé et de renouement de liens sociaux vecteurs d'épanouissement.

La Ville de Strasbourg oriente ainsi son action de développement social urbain pour soutenir les initiatives qui permettent d'identifier ces publics et de retisser du lien social (ramener vers des activités collectives ou lorsque cela est impossible, proposer des interventions au domicile…) pour, in fine, alimenter la veille annuelle qu'elle assure depuis 2022.

L'ensemble de cette démarche fait l'objet d'une réflexion méthodologique : accompagnée par un sociologue du vieillissement, cette dernière vise à mieux cerner les enjeux inhérents aux processus d'isolement (facteurs, conséquences,…) et comprendre les conditions de réussite des projets à destination des personnes âgées isolées.

2/ Soutenir le développement de réseaux de voisinage bienveillant en lien avec les partenaires

Il s'agit de soutenir les actions de mobilisation citoyenne en direction des personnes âgées isolées, telles que le dispositif Veilleur senior, porté par les Petits Frères des pauvres et qui, fort d'une première année d'expérimentation a vocation à s'étendre sur d'autres secteurs de la ville.

3/ Renforcer les acteurs et lieux ressources à destination des partenaires socioéducatifs et des publics (sensibilisation aux enjeux du vieillissement, lancement des tiers lieux associatifs...)

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'isolement des personnes âgées, la collectivité doit pouvoir s'appuyer sur des relais locaux et des acteurs ressources qu'il s'agit de renforcer.

Cela passe notamment par des temps de sensibilisation aux sujets du vieillissement assurés par le Service Santé et autonomie en direction des acteurs socioéducatifs mais aussi par

l'aide à l'aménagement à l'équipement et à la programmation des tiers lieux associatifs pour permettre la tenue d'actions collectives à destination des publics seniors et de leurs aidants.»

Article 2 - Engagement du RFVAA

Le RFVAA s'engage à verser au bénéficiaire une subvention, selon les modalités précisées à l'article 4 de la présente convention.

Cette somme est octroyée dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors, dont les crédits sont issus de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et de la Banque des Territoires.

Le fonds d'appui pour des territoires innovants seniors vise à permettre le déploiement d'actions territoriales :

- prospectives de prise en compte des impacts des dynamiques démographiques ;
- opportunistes de valorisation de la contribution des aînés à la revitalisation de centres villes et de quartiers, mais aussi plus largement à leur contribution à la société, quand leurs apports potentiels sont trop souvent minorés ;
- préventives par l'adaptation du cadre de vie de proximité (les mobilités, l'aménagement urbain, la participation citoyenne, l'adaptation de la programmation culturelle, sportive, etc.) dans l'objectif de permettre le maintien de l'activité et de la citoyenneté.

Les collectivités territoriales volontaires s'engagent à assurer la diffusion d'un « *penser et agir aînés* » et à renforcer la cohérence de leurs politiques de proximité en faveur du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations. Elles s'engagent par ailleurs à adopter un mode de travail transversal, à favoriser la consultation des aînés et à lutter contre l'âgisme pour la mise en œuvre de l'action soutenue dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors.

Article 3 - Engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à faire usage des fonds qu'il reçoit du RFVAA conformément aux modalités prévues aux articles 1 et 2 de la présente convention et en cohérence avec le dossier soumis dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors et retenu par la commission d'attribution.

Le Bénéficiaire s'engage également à faciliter l'évaluation de ce dispositif par le RFVAA en transmettant au maximum douze mois après la signature de la présente convention les éléments de bilan (financier et qualitatif) permettant de juger de la bonne mise en œuvre du projet, tel qu'il avait été soumis et validé par la commission d'attribution.

Article 4 - Modalités financières

4.1- Montant de la subvention du RFVAA

Le RFVAA s'engage à apporter au projet porté par le Bénéficiaire dans le cadre de la présente convention une subvention maximale de 40 000 euros sur la durée de la convention définie à l'article 5.
Cette subvention est destinée à financer exclusivement les actions prévues dans le dossier soumis par le Bénéficiaire et présenté à la commission d'attribution.

4.2 – Modalités de versement

Le versement de la subvention du RFVAA au Bénéficiaire se fera comme suit :

- Un **premier versement de 50%**, soit 20 000€, à la signature de la convention ;
- Le **solde**, soit au maximum 20 000€, au vu de la production par le Bénéficiaire des éléments de bilans (financiers et opérationnels) démontrant la bonne réalisation du projet soutenu.

Le RFVAA versera chaque moitié de la subvention à réception de l'annexe 1 de la convention ("Appel de fonds") complétée par le Bénéficiaire et transmise par mail à l'adresse accelerateur@rfvaa.com ou par voie postale à l'adresse suivante :

RFVAA
1/3 Avenue Garibaldi
21000 Dijon

Le règlement de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires auront été préalablement transmises au RFVAA.

4.3 – Utilisation de la subvention

La subvention visée ci-dessus est strictement réservée au financement de l'objet, prévu à l'article 1 ci-dessus et dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus, à l'exclusion de toute autre affectation.

Si le RFVAA constate que la subvention n'a pas été utilisée en vue de la réalisation du projet, il peut décider de ne pas verser le solde de la subvention, voire de demander le remboursement de la première échéance et mettre fin à la Convention.

Article 5 - Durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et s'achève au plus tard 12 mois après cette date.
La Convention doit être renvoyée signée au maximum 6 mois après la notification d'attribution de la subvention.

Article 6 - Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre de ses activités est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de ses activités (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que le RFVAA n'assumera, ni

n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de ses activités, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à celles-ci.

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, notamment celles relatives à la protection des données à caractère personnel résultant des nouvelles obligations fixées par le Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

Article 7 - Communication - Propriété intellectuelle

7.1 Communication

A compter de la signature de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage - sur la base du kit de communication qui lui est fourni (annexe 2) - à communiquer sur le soutien apporté par le pilote (RFVAA) et les partenaires du fonds d'appui (Ministère, CNSA et Banque des territoires). Il devra aussi apposer ou à faire apposer en couleur, les logotypes du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors et faire mention du soutien de ce fonds sur l'ensemble des supports de communication, les publications et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse.

7.2 Propriété intellectuelle

Le RFVAA pourra mentionner à des fins de communication internes et externes le soutien financier apporté et à ce titre pourra faire état des présentations, comptes-rendus d'activité, études et résultats.
Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits cédés telle que visée au présent article.

A ce titre, le Bénéficiaire n'intentera aucune action contre le RFVAA au titre de ses droits de propriété intellectuelle et garantit le RFVAA contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits notamment à l'égard de son personnel et de ses éventuels sous-traitants.

En conséquence, le Bénéficiaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires, et respecter les lois et règlements en vigueur, pour exécuter les engagements à sa charge dans le cadre de la Convention.

La Convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment les Parties demeurent seules propriétaires de leurs signes distinctifs respectifs.

7.3 Liens hypertextes

Dans le cadre de la présente Convention, le RFVAA autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse Internet www.villesamiesdesaines-rf.fr.

A ce titre, le RFVAA garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur ces sites, et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ces sites Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément le RFVAA à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site internet.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit le RFVAA contre toute action, réclamation ou revendication intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 8 - Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le RFVAA, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention.

L'ensemble de ces informations et documents, ainsi que les clauses de la présente Convention, est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclus de cet engagement :
- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 9 - Inexécution de la Convention

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par le Bénéficiaire de ses obligations contractuelles, en cas d'atteinte à l'image du RFVAA ou en cas de non-réalisation totale ou partielle des objectifs, après une mise en demeure par le RFVAA par lettre recommandée

avec avis de réception, restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, la Convention sera résolue, conformément à l'article 1217 et suivants du Code civil.

En cas de résolution de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer au RFVAA, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résolution, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre au RFVAA, dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis et détenus au titre de la Convention.

Article 10 - Dispositions Générales

10.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Dijon.

10.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

10.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue intuitu personae, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit du RFVAA.

10.5 Nullité

Si l'une des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait à Dijon en 2 exemplaires, le……

Pour le Bénéficiaire	Pour le RFVAA
Jeanne BARSEGHIAN Maire	Pierre-Olivier LEFEBVRE Délégué Général

Annexe 1 : Appel de fonds
Annexe 2 : Kit de communication à l'usage des lauréats du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors

Annexe 1

à la Convention relative à l'octroi d'une subvention par le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors

Appel de fonds

Pour déclencher le versement des fonds, merci de bien vouloir transmettre ce document au RFVAA rempli et signé :
→ Une première fois, lors de la notification des résultats, accompagné d'un RIB et de la convention signée ;
→ Une seconde fois, lorsque le projet est mis en œuvre, accompagné du bilan (qualitatif et financier).

Conformément à la Convention relative à l'octroi d'une subvention par le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors, nous avons l'honneur de vous demander la mise à disposition du versement de 50 % de la subvention qui a été accordée dans le cadre du fonds d'appui, soit €.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre franche collaboration.

Date :
Nom, Prénom et fonction du signataire :
Nom de la collectivité lauréate :

Signature :

Annexe 1

à la Convention relative à l'octroi d'une subvention par le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors

Appel de fonds

Pour déclencher le versement des fonds, merci de bien vouloir transmettre ce document au RFVAA rempli et signé :
→ Une première fois, lors de la notification des résultats, accompagné d'un RIB et de la convention signée ;
→ Une seconde fois, lorsque le projet est mis en œuvre, accompagné du bilan (qualitatif et financier).

Conformément à la Convention relative à l'octroi d'une subvention par le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés dans le cadre du Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors, nous avons l'honneur de vous demander la mise à disposition du versement de 50 % de la subvention qui a été accordée dans le cadre du fonds d'appui, soit €.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre franche collaboration.

Date :
Nom, Prénom et fonction du signataire :
Nom de la collectivité lauréate :

Signature :

67

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de subventions au titre de la solidarité.

Numéro V-2023-220

La Ville soutient des partenaires associatifs dans les domaines des solidarités, et en faveur de la ville inclusive. Ces interventions sont complémentaires des actions menées par les services municipaux et contribuent à la lutte contre les inégalités sociales.

Une attention particulière est portée à celles et ceux dont l'identité ou le parcours de vie les conduisent à cumuler les difficultés : ils et elles doivent être d'autant plus protégé·es et la municipalité mobilise de multiples leviers pour favoriser leur autonomie et leur pleine intégration dans la vie de la cité.

Il est donc proposé d'allouer à cet effet les subventions suivantes, dont le montant total s'élève à 152 400 € :

Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	110 000 €

Créée en 1984, l'association CASAS agit principalement autour des trois axes suivants :
- accueillir les demandeur·ses d'asile et les aider dans la constitution de leur recours devant la Cour Nationale du Droit d'Asile, puis au long de leur procédure,
- proposer des temps de découverte du pays d'accueil et de la langue française, ainsi que des moments de détente et de convivialité autour de thèmes et d'ateliers,
- informer sur le droit d'asile en sensibilisant le grand public aux difficultés rencontrées par les personnes en quête de refuge.

Par ailleurs, pour les familles sans ressources et sans possibilité de prise en charge en CADA, l'association assure un soutien notamment par une prise en charge alimentaire, un soutien à la restauration scolaire et aux frais de transport. Cette action est cofinancée avec des partenaires caritatifs.

Centre social protestant	20 000 €

Le Centre Social Protestant mène une action sociale auprès des personnes en situation de fragilité à Strasbourg. Cette subvention est destinée au fonctionnement général de

l'association et permettra de renforcer son action notamment en ce qui concerne l'aide alimentaire et vestimentaire.

CIMADE- service œcuménique d'entraide	20 000 €

L'association poursuit et développe des actions d'accueil, d'accès aux droits pour les étranger·es en difficulté et de sensibilisation du grand public sur la situation des populations migrantes. Son expertise juridique est reconnue par l'ensemble des partenaires qui la sollicitent de plus en plus compte tenu des évolutions juridiques et réglementaires permanentes. L'association a également ouvert une permanence pour les jeunes majeurs isolés, compte tenu de la demande croissante. Elle développe par ailleurs une action en direction des femmes étrangères victimes de violences conjugales et intervient auprès de la Maison d'Arrêt de l'Elsau.

Association culturelle et sociale de la Meinau	2 400 €

L'association assure depuis plusieurs années la distribution de colis alimentaires, en lien avec le centre médico-social du quartier et le Centre socio-culturel dans lequel se situe son local. Elle mobilise de nombreux bénévoles, parfois anciens bénéficiaires, pour la distribution, l'accueil et l'orientation des personnes. Environ 80 familles sont soutenues par l'association chaque année.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

– *d'allouer les subventions suivantes :*

1. CASAS	*110 000 €*
2. Centre Social Protestant	*20 000 €*
3. CIMADE	*20 000 €*
4. ASC Meinau	*2 400 €*

– *d'imputer ces subventions pour un montant total de 152 400 € au compte AS10A-523-65748-prog 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 2 205 600 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e de signer les conventions financières afférentes à ces subventions.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155984-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Annexe n°1 : Attribution de subventions au titre des Solidarités

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2021	subvention proposée au CM du 2O mars 2023
CASAS	Subvention de fonctionnement	138 200,00 €	110 000 €	110 000,00 €
Centre Social Protestant	Subvention de fonctionnement	43 000,00 €	20 000 €	20 000,00 €
CIMADE	Subvention de fonctionnement	20 000,00 €	20 000 €	20 000,00 €
ASC Meinau	Subvention de fonctionnement	2 400,00 €	2 400 €	2 400,00 €
TOTAL		**203 600,00 €**	**152 400 €**	**152 400,00 €**

68

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations.

Numéro V-2023-244

La ville de Strasbourg s'est engagée à mener une politique volontariste pour lutter contre toutes les formes de discriminations qui continuent de perpétuer des attitudes, des comportements, des rejets, des exclusions, liés à des préjugés et qui altèrent le regard sur l'autre. Un travail de fond est mené dans le cadre de la réflexion engagée depuis l'automne 2020 avec les acteurs·rices du monde associatif de Strasbourg pour développer ensemble le plan d'actions de lutte contre les discriminations qui a donné lieu à une délibération-cadre en juin 2021. Il est proposé d'allouer une partie des subventions permettant le soutien aux acteurs du territoire qui œuvrent en matière de lutte contre les discriminations et qui ont des actions au premier semestre 2023. Ces subventions s'élèvent à 25 000 € sur un total de soutien des acteurs du territoire estimé à 140 000 euros en 2023 sous réserve des validations des prochains conseils.

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA	**15 000 €**

Fonctionnement

L'association mène des actions d'information et de sensibilisation auprès des enfants, des jeunes et des adultes. Elle assure également un accompagnement de personnes victimes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations.

Association collectif Festigays	**4 000 €**

Festigays est un collectif d'associations LGBTI et de militants·es fondé en 2001. En 2023, la subvention octroyée servira à soutenir les animations et démarches entreprises pendant le mois des visibilités et la journée du 17 mai, journée internationale de Lutte contre l'homophobie, avec notamment sa marche éponyme qui réunit chaque année plusieurs milliers de personnes.

Pelicanto, Chœur des gays, lesbiens et de leurs amis·es d'Alsace	**4 000 €**

Fonctionnement

Chaque année, l'association présente un spectacle annuel, sous forme de comédie musicale. Cette action s'inscrit dans le cadre du mois des visibilités avec une volonté de dépasser les préjugés mutuels, de lutter contre les discriminations liées notamment à l'orientation sexuelle et d'apporter une visibilité positive de la communauté LGBTI. L'action de la chorale est prolongée tout au long de l'année par des représentations dans l'espace public et divers sites.

Groupe d'Amitiés Islamo-Chrétiennes (GAIC)	**2 000 €**

Ce groupe inter-religieux a vocation à favoriser le dialogue entre les cultes Chrétiens et Musulmans par le développement d'une connaissance mutuelle, la promotion de valeurs communes, éthiques, spirituelles et républicaines.
Pour ce faire, il organise annuellement « la semaine de rencontres islamo-chrétiennes », qui s'est tenue à Strasbourg du 9 au 29 novembre 2022 à travers huit évènements sur le thème de la fraternité.
Ce projet, de par son déploiement sur plusieurs quartiers de la ville, dont des Quartiers prioritaires de la politique de la Ville, contribue à la dynamique du mieux vivre ensemble, de lutte contre le racisme, le repli identitaire et la radicalisation par la connaissance de l'autre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. ***Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA***	*15 000 €*
2. ***Association collectif Festigays***	*4 000 €*
3. ***Pelicanto, Chœur des gays, lesbiens et de leurs amis-es d'Alsace***	*4 000 €*
4. ***Groupe d'Amitiés Islamo-Chrétiennes (GAIC)***	*2 000 €*

d'imputer ces subventions d'un montant de 25 000 € au compte ASOOF – 65748– 524 – prog. 8031, dont le disponible avant le présent Conseil est de 140 000 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-155799-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Annexe n°1 : Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2022	subvention proposée au CM du 20 mars 2023
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA	Fonctionnement	15 000,00 €	15 000 €	15 000,00 €
Association collectif Festigays	Fonctionnement	4 000,00 €	4 000 €	4 000,00 €
Pelicanto, Chœur des gays, lesbiens et de leurs amis.e.s d'Alsace	Fonctionnement	8 000,00 €	4 000 €	4 000,00 €
Groupe d'Amitiés Islamo-Chrétiennes (GAIC)	la semaine de rencontres islamo-chrétiennes	3 000,00 €	0 €	2 000,00 €
TOTAL		30 000,00 €	23 000 €	25 000,00 €

69

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Renouvellement des conventions d'occupation temporaire du domaine public entre la ville de Strasbourg et les associations socioculturelles pour 2023.

Numéro V-2023-268

La ville de Strasbourg entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec ses partenaires associatifs, en particulier les associations socioculturelles et d'éducation populaire, partenaires incontournables de l'action publique dans les quartiers auprès des Strasbourgeois et des Strasbourgeoises.

Ce partenariat se traduit pour la Ville par :
- la mobilisation de moyens humains dédiés à l'accompagnement des structures socioculturelles via le service jeunesse éducation populaire,
- un soutien financier structurant via des subventions globales de fonctionnement et des subventions sur projet, à l'instar de la délibération approuvée le 30 janvier 2023,
- une mise à disposition du patrimoine immobilier de la Ville pour permettre aux structures d'accueillir les habitants et de développer avec eux des activités sociales, éducatives et culturelles.

Cette mise à disposition de locaux est formalisée au sein d'une convention d'occupation du domaine public qui en détermine les conditions. Elle vise à préciser, à la fois, les objectifs recherchés par ce soutien fort de la Ville à ses partenaires mais aussi les responsabilités afférentes de chacune des parties.

La mise à disposition temporaire du domaine public est consentie à titre gratuit de redevance du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, avec renouvellement trois fois pour une période d'un an par reconduction expresse par voie d'avenant. Les occupants s'obligent à rembourser au propriétaire leur quote-part de provision pour charges réglementaires annuelles. Ils devront également supporter les frais de consommation individuelle d'énergie et de fluides.

Les présentes conventions d'occupation temporaire du domaine public ont fait l'objet en 2022 d'un travail de réécriture pour gagner en lisibilité et en cohérence.

En 2024, elles seront intégrées aux conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM), qui feront l'objet d'une concertation tout au long de l'année 2023, en cohérence avec les contrats de projet des structures socioculturelles et les agréments « Centre social » et « Espace de vie sociale » délivrés par la Caisse d'allocations Familiales du Bas-Rhin.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces nouveaux projets de conventions et d'autoriser la Maire à les signer avec les associations suivantes :

- Association Centre socioculturel du Fossé des treize,
- Association centre socioculturel de la Meinau,
- Association Centre socioculturel de la Montagne-Verte,
- Association Centre socioculturel du Neudorf,
- Association Centre social et culturel du Neuhof,
- Association LUPOVINO - Neuhof,
- Association Centre social et culturel de la Robertsau,
- Association Centre social et culturel Victor Schoelcher - Cronenbourg,
- Association Centre socioculturel de l'Elsau,
- Association des résidents de l'Esplanade (ARES),
- Association Centre social et culturel Hautepierre « le Galet »,
- Association populaire joie et santé Koenigshoffen,
- Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau,
- Association de gestion de la Maison des associations de Strasbourg,
- Association d'actions citoyennes interculturelles ASTU - Gare,
- Association Eveil Meinau,
- Association l'Orchestre d'Harmonie Caecilia 1880 - Robertsau.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les conventions d'occupation temporaire à titre gratuit de redevance du domaine public entre la ville de Strasbourg et les associations définies ci-après ;

autorise

la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e à signer les conventions d'occupation temporaire du domaine public avec les associations suivantes à titre gratuit de redevance du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, avec renouvellement trois fois pour une période d'un an par reconduction expresse par voie d'avenant :

Adresse	***Association***	***Références cadastrales***	***Surface***	***Valorisation***
8 rue de Provence à Strasbourg	*Association Éveil Meinau*	*Section EY n° 318*	*86.8 m²*	*6 634 €*

Adresse	*Association*	*Références cadastrales*	*Surface*	*Valorisation*
Maison des associations de Strasbourg 1a Place des orphelins à Strasbourg	*Association de gestion de la Maison des associations de Strasbourg*	*Section 17 n° 51*	*1602 m²*	*238 751 €*
Résidence des arts 13A rue du Hohwald à Strasbourg	*Association d'actions citoyennes interculturelles ASTU*	*Section 44 n° 181-178*	*164.42 m² + 7 places de parking*	*22 185 €*
Résidence des arts 13A rue du Hohwald à Strasbourg	*Association Centre socioculturel du Fossé des treize*	*Section 44 n° 181-178*	*229.34 m² + 5 places de parking*	*27 610 €*
1 rue de Bourgogne à Strasbourg	*Association centre socioculturel de la Meinau*	*482D section EX n° 481 et 483*	*1230 m²*	*94 433 €*
1 quai Flassmatt à Strasbourg	*Association Centre socioculturel de la Montagne verte*	*Section OA n° 138*	*629 m²*	*56 546 €*
21 rue du Landsberg à Strasbourg	*Association Centre socioculturel du Neudorf*	*Section DS n° 466- 469- 472*	*660 m²*	*66 196 €*
42 rue du Neufeld à Strasbourg	*Association Centre socioculturel du Neudorf*	*Section EB n° 548*	*950 m²*	*95 296 €*
Espace Auriol 19 allée Jacqueline Auriol à Strasbourg	*Association Centre social et culturel du Neuhof*	*Section IR n° 28*	*283.65 m²*	*17 265 €*
Espace Klebsau 8 rue Georges Epstein à Strasbourg	*Association Centre social et culturel du Neuhof*	*Section IT n° 194 et 195*	*962 m²*	*58 577 €*
Espace Ziegelwasser 5 rue de Bergerac à Strasbourg	*Association Centre social et culturel du Neuhof*	*Section IW n° 306*	*568.52 m²*	*34 574 €*
46 rue de l'aéropostale à Strasbourg	*Association LUPOVINO*	*Section IV n° 275*	*269 m²*	*16 374 €*
40 rue de la Doller à Strasbourg	*Association Centre social et culturel de la Robertsau*	*Section CE n° 257*	*365 m²*	*46 290 €*
78 rue du docteur François	*Association Centre social et culturel de la Robertsau*	*Section AV n° 74- 75- 76- 77*	*1320 m²*	*281 210 €*

Adresse	*Association*	*Références cadastrales*	*Surface*	*Valorisation*
78 rue du docteur François	*Association l'Orchestre d'Harmonie Caecilia 1880*	*Section AV n° 74- 75- 76- 77*	*150 m²*	*28 028 €*
10 rue d'Ostwald à Strasbourg	*Association Centre socioculturel de la Montagne verte*	*Section NT n° 271*	*552 m²*	*50 286 €*
15 rue Augustin Fresnel à Strasbourg	*Association Centre social et culturel Victor Schœlcher*	*Section KY n° 264*	*898 m²*	*216 561 €*
56 rue du Rieth à Strasbourg	*Association Centre social et culturel Victor Schœlcher*	*Section LC n° 1332*	*2485 m²*	*202 247 €*
6 rue Mathias Grunewald à Strasbourg	*Association Centre socioculturel de l'Elsau*	*Section NP n° 489- 492- 496*	*1539 m²*	*104 002 €*
10 rue d'Ankara à Strasbourg	*Association des résidents de l'Esplanade*	*Section 39 n° 192*	*2 543 m²*	*277 048 €*
7 rue d'Istanbul à Strasbourg	*Association des résidents de l'Esplanade*	*Section 39 n° 192*	*305 m²*	*33 220 €*
6 rue Finkmatt à Strasbourg	*Association Centre socioculturel du Fossé des treize*	*Section 80 n° 176- 182- 183- 184- 185*	*2747 m²*	*289 595 €*
Maison de Hautepierre 4 avenue Tolstoï à Strasbourg	*Association Centre social et culturel Hautepierre « le Galet »*	*Section LP n° 628*	*1448 m² « le galet » 368.22 m² « le studio » 340.41 m² « le ricochet »*	*130 370 €*
Maison de l'enfance 4 rue Françoise Dolto à Strasbourg	*Association Centre social et culturel Hautepierre « le Galet »*	*Section LP n° 950*	*585 m²*	*165 729 €*
41 rue Virgile à Strasbourg	*Association populaire joie et santé Koenigshoffen*	*Section OE n° 94-343- 346- 348*	*1701 m²*	*102 733 €*
19 rue des couples à Strasbourg	*Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau*	*Section 17 n° 51*	*285 m²*	*42 461 €*

Adresse	*Association*	*Références cadastrales*	*Surface*	*Valorisation*
Maison des associations de Strasbourg 1a Place des orphelins à Strasbourg	*Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau*	*Section 17 n° 51*	*250 m²*	*37 246 €*

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-156017-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :13A rue du Hohwald à Strasbourg

Au profit de l'association ASTU

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 12
Article 20 : Abonnements individuels 12
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **15**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association Actions citoyennes interculturelles ASTU,
domiciliée 13A rue du Howald à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°33 FOL N° 121
représentée par Madame Christine PANZER, sa Présidente en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée« l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 13A rue du Hohwald à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 164.42 m² situés dans l'immeuble sis 13A rue du Hohwald à Strasbourg , cadastré Section 44 n°**s 181-178**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Bureau de Direction	13,67	R+1	
Bureau médiatrices	17,67	R+1	
Bureau secrétariat	16,17	R+1	
Local archives	18,5	R+1	
Cafétériat	52,05	R+1	
Bibliothèque	13,67	R+1	
Total	**164.42**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Places de parking n° 7-8-9-10-11-21-22 suivant modalités définies par la règlement intérieur parking annexé	

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Salle polyvalente	105.8	RdC	ERP
Rangement salle polyvalente	14.72	RdC	Local technique
Cuisine collective	19.06	RdC	Local technique
Wc H/F + douche	22.61	R+1	ERP

Wc H/F + douche PMR	9.43	RdC	ERP
Total	**171.62**		

Les conditions d'occupation sont définies au I.D du règlement intérieur annexé au présent document.

Espace extérieur (1)	**Surface en m²**
Parvis	

(1) Le parvis s'étend au-delà des limites de la parcelle 178. Sans délimitation matérialisée sur site, il est accessible aux parties définies dans la présente convention, ainsi qu'aux établissements à caractère culturel des parcelles mitoyennes (Laiterie, Molodoï, musiques actuelles …). Les conditions d'occupation sont définies au I.D du règlement intérieur annexé au présent document.

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Locaux en R+1	168.06		
Locaux en RdC	79.69		
Total	**247.75**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai

de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.

Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;

- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation avec remboursement des charges d'occupation

En dehors des cas sous-occupation à titre gratuit précitées, l'occupant est autorisé à encaisser une somme correspond au seul remboursement des charges, au prorata du temps de sous-occupation.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés

- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes est un établissement recevant du public de 3^{e} catégorie de type L pour un effectif maximal de 315 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant tiers 1 identifié dans le règlement intérieur annexé est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant tiers 1.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **315** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **315** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à :

- 17 285 euros pour les locaux occupés à titre privatif
- 4 900 € euros pour les places de parking, soit 700 €/an pour chaque place de parking.

L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 22 185 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.

L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- le règlement intérieur parking
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

Christine PANZER
Présidente

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :19 rue des couples à Strasbourg

Au profit de l'association CARDEK Centre socioculturel de la Krutenau de Strasbourg

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 4
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 4
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 5
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **10**
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **14**
Article 28 : Plomb **14**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **15**
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 15
Article 33 : Maintien dans les lieux 15
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 16
Article 37 : Interlocuteurs 16
Article 38 : Annexes 16

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association CARDEK Centre socioculturel de la Krutenau,
domiciliée 58 rue de la Krutenau à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°33 FOL N° 116
représentée par Monsieur Daniel BONOT, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 19 rue des couples à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 285 m² situés dans l'immeuble sis 19 rue des couples , cadastré Section 17 n° 51

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Salle d'art plastique	85	R+2	ERP
Salle multi activités	90	R+2	ERP
Centre documentaire	70	R+2	ERP
Wc et dégagements	40	R+2	ERP
Total	**285**		

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Ascenseur			
Escaliers et paliers			

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Cour intérieure (usage limité à un droit de passage)	
Porte cochère (usage limité à un droit de passage)	

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Restaurant scolaire	480	RdC et R+1	ERP
Office des sports	480	R+3 et R+4	

Total	**960**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'organisation et au développement d'activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition les locaux désignés à l'article 1, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L’occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l’occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l’occupant d’engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l’occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d’usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l’accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d’occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l’occupant accepte expressément.

L’occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n’est pas autorisé à l’occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d’atteinte à l’ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l’activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d’une indemnisation.

L’occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L’occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l’exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d’ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s’oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou

intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.

- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.

Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 2003 pour son extension est un établissement recevant du public de 3^{e} catégorie de type L-N-W-R pour un effectif maximal de 454 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **454** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus

spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **454** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 42 461 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 42 461 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble,

les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des

risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré après le 1er juillet 1997, l'immeuble n'est pas soumis à la délivrance d'un diagnostic amiante.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;

- Cartographie d’aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L’OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Daniel BONOT Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Maison des associations 1a place des Orphelins à Strasbourg

Au profit de l'association CARDEK Centre socioculturel de la Krutenau de Strasbourg

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 4
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 4
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 5
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **10**
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **14**
Article 28 : Plomb **14**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **15**
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 15
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 16
Article 37 : Interlocuteurs 16
Article 38 : Annexes 16

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association CARDEK Centre socioculturel de la Krutenau,
domiciliée 58 rue de la Krutenau à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°33 FOL N° 116
représentée par Monsieur Daniel BONOT, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 1a place des Orphelins à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 250 m² situés dans l'immeuble sis 1a place des Orphelins , cadastré Section 17 n° **51**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'entrée	45	RdC	ERP
Bureau d'accueil et cafétériat	36	RdC	ERP
Bureau	10	RdC	ERP
Salle informatique	34	RdC	ERP
Kitchinette	16	RdC	ERP
Sanitaires	9	RdC	ERP
Salle d'activités	48,5	RdC	ERP
Salle d 'activités	42	RdC	ERP
Stockage	4,5	RdC	ERP
Dégagements	5	RdC	ERP
Total	**250**		

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Cour intérieure (usage limité à un droit de passage)	
Porte cochère (usage limité à un droit de passage)	

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Maison des associations	1602.5	RdC ; R+1 ; R+2 ; R+3	ERP
Logement	87		HABITATION
Total	**1689.5**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'organisation et au développement d'activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition les locaux désignés à l'article 1, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant,

le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1850 et 2003 pour son extension est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-W-R pour un effectif maximal de 475 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

La Directrice de la Maison des associations est désignée comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **475** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus

spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **475** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 37 246 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 37 246 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble,

les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des

risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux entre dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit antérieurement au 1er janvier 1949.
Le diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	**POUR LE PROPRIETAIRE**
Daniel BONOT Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse : 10 rue d'Ankara à Strasbourg

Au profit de l'association des résidents de l'Esplanade

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 3
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 6
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 6
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 7
Article 7 : Destination des lieux 7
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation. **9**
Article 10 : Visite des lieux 10
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 11
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 12
Article 17 : Taxes 12
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **13**
Article 21 : Assurance 13
Article 22 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **14**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **14**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **15**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **16**
Article 29: Termites et insectes xylophages **16**
Article 30 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 17
Article 34 : Litiges 17
Article 35 : Election de domicile 17

MODELE

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : 18
Article 38 : Annexes 18

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association des résidents de l'esplanade,
domiciliée 10 rue d'Ankara à 67100 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°26 FOL N° 102
représentée par Monsieur Frédéric DUFFRENE, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 10 rue d'Ankara à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

MODELE

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.
En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 2 543.6 m² situés dans l'immeuble sis 10 rue d'Ankara à Strasbourg , cadastré Section 39 n° 192

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	Surface utile en m²	Niveau	Type
Pôle accueil	157	RDC	ERP
Bureau direction	15	RDC	ERP
Bureau polyvalent	12	RDC	ERP
Infographie	13	RDC	ERP
Local copieur	15	RDC	ERP
Stockage/chambre forte	9	RDC	ERP
Bureau adjoint de direction	12	R+1	ERP
Secrétariat comptabilité	19	R+1	ERP
Local archives	12	R+1	ERP
Hall club jeunes	55	RDC	ERP
Salle d'activités club jeunes	30	RDC	ERP
Salle d'activités club jeunes	26,5	RDC	ERP
Bureau animateurs club jeunes	11,5	RDC	ERP
ALSH hall	33	RDC	ERP
Salle d'activités 4/6 ans	73	RDC	ERP
Salle de repos 4/6 ans	28,5	RDC	ERP
Salle d'activités calmes	19	R+1	ERP
Salle d'activités 7/9 ans	71	R+1	ERP
Salle d'activités 10/13 ans	36,5	R+1	ERP
Bureau ALSH	11	RDC	ERP
Wc enfants	31	RDC	ERP

MODELE

Cuisine pédagogique	32	RDC	ERP
Cuisine de collectivité et laverie	25	RDC	ERP
Stockage alimentaire	5	RDC	ERP
Bureau ESF	11,5	RDC	ERP
Vestiaire cuisine	12,5	RDC	ERP
Salle de repas	55,5	RDC	ERP
Rangement	9	RDC	ERP
Salle multi activités	151	RDC	ERP
Stockage	12,5	RDC	ERP
Petite salle multi activités	64	R+1	ERP
Salle de réunion 1/multi activités	31	R+1	ERP
Salle de réunion 2 :multi activités	31	R+1	ERP
Salle d'activités physiques	140,5	R+1	ERP
Vestiaires douches	36	R+1	ERP
Salle d'arts plastiques	33,5	R+1	ERP
Rangement	10,5	R+1	ERP
Rangement salle d'arts plastiques	8	R+1	ERP
Salle d'arts plastiques poterie	32	R+1	ERP
Rangement	10	R+1	ERP
Local four poterie	5	R+1	ERP
École de musique : bureau responsable	11	R+2	ERP
Studios individuels de musique	94,5	R+2	ERP
Salle de musique ensemble	65	R+2	ERP
Salle de musique répétition	48	R+2	ERP
Rangement musique	8	R+2	ERP
Rangement musique	15	R+2	ERP
Local travail personnel	15	R+2	ERP
Local détente repas personnel	30	R+2	ERP
Wc personnel	15	répartis	ERP
Local vélo du personnel	26	RDC	ERP
Wc 200 usagers	58	répartis	ERP
Infirmerie	9,5	R+1	ERP
Réserve ménage	3,5	R+2	ERP
2 locaux ménage	3	R+2	ERP
Local déchets	10	RDC	ERP
Dégagements	506		ERP
Sas	17,5	RDC	ERP
Paliers d'arrivée et de départ d'escaliers	56,5		ERP
Chaufferie	45,5	R-1	Local technique
Local ventilation	33,6	R-1	Local technique
TGBT	11	R-1	Local technique
Divers locaux techniques	56,5	R-1	Local technique
Total	**2543.6**		

Les lieux comprennent en outre :

MODELE

Espace extérieur	Surface en m²
Parvis d'accueil avec abri vélos	
Place et parc côté sud ouest à l'exception (*): - Du portail d'accès à la maison théâtre et de l'espace végétalisé qui se trouve derrière - De la partie bitumée donnant accès à la sous station et au garage de la maison théâtre - Du périmètre cloturé de l'immeuble 7 rue d'Istanbul - De la bande privative non clôturée située entre l'immeuble 7 rue d'Istanbul et la voie publique - Du cabanon poussettes de la structure petite enfance	

(*) un droit d'usage limité au passage est accordé aux exploitants de maison théâtre et du bâtiment 7 rue d'Istanbul

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

MODELE

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai

MODELE

de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.

MODELE

Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;

MODELE

- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence

MODELE

- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

MODELE

L'immeuble objet des présentes, construit en 2012, est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-N-R-X pour un effectif maximal de 700 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **700** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **700** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 277 048 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 277 048 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de

MODELE

la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements

MODELE

de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

MODELE

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

MODELE

- un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
- un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.

MODELE

L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré après le 1er juillet 1997, l'immeuble n'est pas soumis à la délivrance d'un diagnostic amiante.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

MODELE

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

MODELE

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT

Frédéric DUFFRENE
Président

POUR LE PROPRIETAIRE

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

MODELE

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse : 7 rue d'Istanbul à Strasbourg

Au profit de l'association des résidents de l'Esplanade

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 8
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 8
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 8
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 9
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **9**
Article 15 : Redevance 9
Article 16 : Charges 10
Article 17 : Taxes 10
Article 18 : Dépôt de garantie 10
Article 19 : Abonnements individuels 10
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 10
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **11**
Article 21 : Assurance 11
Article 22 : Responsabilité 11
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **12**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **12**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **12**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **13**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **13**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **13**
Article 28 : Plomb **14**
Article 29: Termites et insectes xylophages **14**
Article 30 : Amiante **14**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **14**
Article 31 : Tolérance 14
Article 32 : Restitution des lieux 14
Article 33 : Maintien dans les lieux 15
Article 34 : Litiges 15
Article 35 : Election de domicile 15
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 15
Article 37 : interlocuteurs 15
Article 38 : Annexes 16

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association des résidents de l'esplanade,
domiciliée 10 rue d'Ankara à 67100 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°26 FOL N° 102
représentée par Monsieur Frédéric DUFFRENE, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 7 rue d'Istanbul à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 305 m² situés dans l'immeuble sis 7 rue d'Istanbul à Strasbourg, occupant une parcelle cadastrée section 39 n°192.

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Logement de service	80	R+1	Logement
Salle de musique	65	R-1	ERP
Wc	8	R-1	ERP
Local stockage	24	R-1	ERP
Dégagement salle de musique	8	R-1	ERP
Garages (stockage des baignoires et futs de l'opération Archimède) + (atelier et stockage concierge)	80	R-1	Local technique
Local concierge	40	R-1	Local technique
Total	**305**		

Espaces extérieurs	**Surface utile en m²**
Terrasse du logement de service	

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Locaux communs	65	R-1	ERP
Dégagement	25	R-1	ERP
Total	**90**		

Espaces extérieurs	**Surface utile en m²**

MODELE

Espaces à gauche du bâtiment partant du droit du pignon jusqu'au grillage en limite de propriété comprenant la descente de garage et le chemin piétonnier	
Total	

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Halte garderie, crèche familiale et ludothèque	250	Rdc	ERP
Total	**250**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Espaces extérieurs	**Surface utile en m²**
Espace en face du bâtiment, partant du droit de la façade jusqu'en limite de propriété	
Cour intérieure de la structure petite enfance	
Total	

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

MODELE

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

MODELE

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

MODELE

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

MODELE

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

MODELE

L'immeuble objet des présentes, construit en 1994, est un établissement recevant du public de 5e catégorie**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

Le Directeur du multiaccueil « la Turbulette » occupant tiers défini dans le Règlement intérieur annexé est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

L'occupant s'oblige à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 33 220 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 33 220 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

MODELE

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

MODELE

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

MODELE

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

MODELE

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

MODELE

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré après le 1er juillet 1997, l'immeuble n'est pas soumis à la délivrance d'un diagnostic amiante.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et

MODELE

d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

MODELE

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Frédéric DUFFRENE Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :6 rue Mathias Grunewald à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel de l'Elsau

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 6
Article 6 : Résiliation de la convention 6
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 6
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 7
6-4 : Résiliation de plein droit 7
Article 7 : Destination des lieux 7
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **8**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 8
Article 9 : Cession et sous-occupation 9
Article 10 : Visite des lieux 10
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 11
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 11
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 11
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 12
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **12**
Article 15 : Redevance 12
Article 16 : Charges 12
Article 17 : Taxes 13
Article 18 : Dépôt de garantie 13
Article 19 : Abonnements individuels 13
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **14**
Article 21 : Assurance 14
Article 22 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **15**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **15**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **15**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **16**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **16**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **16**
Article 28 : Plomb **16**
Article 29: Termites et insectes xylophages **16**
Article 30 : Amiante **17**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **17**
Article 31 : Tolérance 17
Article 32 : Restitution des lieux 17
Article 33 : Maintien dans les lieux 17
Article 34 : Litiges 18
Article 35 : Election de domicile 18
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 18
Article 37 : Interlocuteurs 18
Article 38 : Annexes 18

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de l'Elsau,
domiciliée 6 rue Mathias Grunewald à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°34 fol n°17
représentée par Madame Sylvie KRA, sa Présidente en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 6 rue Mathias Grunewald à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 1539 m² situés dans l'immeuble sis 6 rue mathias Grunewald à Strasbourg , cadastré Section NP numéros 489,492,496

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	Surface utile en m²	Niveau	Type
Sas d'entrée	13.58	rdc	ERP
Hall d'entrée	48.00	rdc	ERP
Accueil	13.85	rdc	ERP
CSSI	4.60	rdc	ERP
Bureau référent Famille	47.90	rdc	ERP
Dégagement	40.53	rdc	ERP
Sas sanitaires	5.36	rdc	ERP
Wc H	4.54	rdc	ERP
Wc F	5.86	rdc	ERP
Local ménage	2.51	rdc	Local technique
Dégagement musculation	15.90	rdc	ERP
Musculation 1	15.90	rdc	ERP
Musculation 2	23.00	rdc	ERP
Dégagement sas musculation	4.20	rdc	ERP
Sas musculation	5.20	rdc	ERP
Rangement musculation	7.22	rdc	Local technique
Salle polyvalente 1	47.40	rdc	ERP
Salle polyvalente 2	71.42	rdc	ERP
Rangement salle polyvalente	8.41	rdc	Local technique
Bureau animateur	47.58	rdc	ERP
Escalier extérieur rdc/R+1			ERP
Entrée cafétériat	12.00	rdc	ERP
Cafétériat	38.49	rdc	ERP
Wc H cafétériat	3.10	rdc	ERP

MODELE

Wc F cafétériat	3.10	rdc	ERP
Dégagement bas	29.58	rdc	ERP
Dégagement haut	11.05	rdc	ERP
Wc mixte		rdc	ERP
Sas dégagement haut	5.60	rdc	ERP
Rangement dégagement bas	7.13	rdc	Local technique
Studio	22.43	rdc	ERP
Animation	33.12	rdc	ERP
Chaufferie	11.04	rdc	Local technique
Palier		rdc	ERP
Salle adolescents	45.46	rdc	ERP
Grande salle	159.45	rdc	ERP
stockage matériel	15.20	rdc	Local technique
Rangement salle adolescents	3.36	rdc	Local technique
Sas grande salle	5.65	rdc	ERP
Local climatisation	5.88	rdc	Local technique
Patio plantations		rdc	ERP
Cuisine grande salle	27.57	rdc	ERP
Local électrique 1	3.90	rdc	Local technique
Local électrique 2	3.29	rdc	Local technique
Salle 1	32.62	R+1	ERP
Salle 2	20.20	R+1	ERP
Salle 3	44.24	R+1	ERP
Salle 4	40.51	R+1	ERP
Salle 5	15.67	R+1	ERP
Salle 6	36.30	R+1	ERP
Wc F	4.98	R+1	ERP
Wc H	4.78	R+1	ERP
CTA	19.70	R+1	Local technique
Wc enfants	12.91	R+1	ERP
Dégagement bas	29.34	R+1	ERP
Dégagement haut	13.08	R+1	ERP
Escalier extérieur partie grande salle			ERP
Musique 1	48.53	R+1	ERP
Musique 2	13.77	R+1	ERP
Dégagement musique	45.90	R+1	ERP
Cuisine pédagogique	28.52	R+1	ERP
Rangement cuisine	3.34	R+1	Local technique
Cours ESF	23.93	R+1	ERP
Studio	5.75	R+1	ERP
Salle de réunion	103.22	R+1	ERP
Wc H dégagement musique	9.40	R+1	ERP
Wc F dégagement musique	10.69	R+1	ERP
Ascenseur			ERP
Palier ascenseur	4.22	R+1	ERP

MODELE

Local technique	3.39	R+1	ERP
Rangement salle de réunion/projection	6.25	R+1	Local technique
Bureau coordinateur	16.91	R+1	Droit du travail
Rangement	7.79	R+1	Local technique
Direction	14.14	R+1	Droit du travail
Comptable	10.58	R+1	Droit du travail
Dégagement	19.52	R+1	Droit du travail
Wc H	4.98	R+1	Droit du travail
Wc F	4.98	R+1	Droit du travail
Escalier extérieur partie administrative			Droit du travail
TOTAL	**1539.50**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
cour arrière nord-est	233

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Locaux en rez-de-chaussée à usage de bureaux et accueil, salles de repos et salles de vie, cuisine et sanitaires, dégagements et locaux techniques d'une surface d'environ 240 m²

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Cour arrière nord-est disposant d'aires de jeu	193 m²
Cabanon de rangement poussettes et jeux extérieurs	

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper.

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

MODELE

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;

MODELE

- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

MODELE

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

MODELE

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

MODELE

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.

Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

MODELE

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1975, étendu en 1983 et 2021 est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-N-R-X pour un effectif maximal de 1032 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **1032** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **1032** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Calcul des dégagements par niveau	Effectifs par niveau	Effectifs cumulés	Nombre de sorties effectives	Nombre d'UP effectifs
CSC R+1 (sud)	148	148	3	3 UP (3*1)
CSC R+1 (nord)	79	19	2	2 UP (2*1)
Total R+1		**227**		
CSC RdC	281	281	3+1 acc	8+1 acc
Grande salle RdC	480	480	2	6 UP (2+3+1)
Partie privative du propriétaire	44	44	2	3 UP (2+1)
Total RdC		**805**	**5**	**12+1 acc**

MODELE

Total établissement		**1032**	**6**	**14+1 acc**

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 104 002 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 104 002 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

MODELE

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

MODELE

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

MODELE

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

MODELE

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de

MODELE

la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur

MODELE

locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

MODELE

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Sylvie KRA Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :6 rue Finkmatt à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre socioculturel du Fossé des treize

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 6
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 7
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 11
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 12
Article 17 : Taxes 12
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **13**
Article 21 : Assurance 13
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **14**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **14**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **15**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **16**
Article 30 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 17
Article 34 : Litiges 17
Article 35 : Election de domicile 17
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : Interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre socioculturel du Fossé des treize,
domiciliée 6 rue Finkmatt à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°28 FOL N° 84
représentée par Monsieur Philippe PORTELLI, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 6 rue Finkmatt à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 2 747 m² situés dans l'immeuble sis 6 rue Finkmatt à Strasbourg , cadastré Section 80 n°**s 176-182-183-184-185 .** Les biens bâtis et non bâtis portant la désignation cadastrale 80/182 d'une surface de 1.90 are font l'objet d'une copropriété régie par un règlement de copropriété établi le 6 juillet 1995.

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall et bureau d'accueil	91	RdC	ERP
Galerie	110	RdC	ERP
Grande salle	358	RdC	ERP
Cafétériat	67	RdC	ERP
Sas cuisine	30	RdC	ERP
Cuisine	66	RdC	ERP
Stockage cuisine	6	RdC	ERP
Mezzanine bureau	28,5	R+1	ERP
Bureau 1	26	R+1	ERP
Bureau 2	15	R+1	ERP
Bureau 3	15	R+1	ERP
Bureau 4	14	R+1	ERP
Mezzanine restaurant	55	R+1	ERP
Régie grande salle	22,5	R+1	ERP
Hall d'accueil multi accueil	10	R+1	ERP
Salle de jeux multi accueil	132	R+1	ERP
Salle de lange	6	R+1	ERP
Buanderie et sanitaires	10	R+1	ERP
Salle de repos multi accueil	36	R+1	ERP
Local poussettes	9	R+1	ERP
Débarras	8,5	R+1	ERP
Bureau responsable secteur enfant	41	R+2	ERP

MODELE

Salle de jeux ALSH	65	R+2	ERP
Wc	3,5	R+2	ERP
Salle de danse	122	R+2	ERP
Salle de gymnastique	80	R+2	ERP
Wc et vestiaires	18	R+2	ERP
Salle pirouette	132	R+2	ERP
Salle de sieste pirouette	35	R+2	ERP
Wc pirouette	4	R+2	ERP
Studio de musique	27	R+3	ERP
Salle d'activité astucieux	69	R+3	ERP
Salle d'activités ALSH	68	R+3	ERP
Bureau	8	R+3	ERP
Wc *2	31	R+3	ERP
Médiathèque	81	R+3	ERP
Bureau	14	R+4	ERP
Wc	11	R+4	ERP
Salle ESF/cuisine pédagogique	60	R+4	ERP
Salle d'activités manuelles/four poterie	125	R+4	ERP
Rangement 1	20	R-1	ERP
Rangement 2	40	R-1	ERP
Atelier d'entretien	37	R-1	ERP
Salle de répétition musicale	50	R-1	ERP
Rangement musique	8	R-1	ERP
Wc *2	10	R-1	ERP
Salle informatique	21	R-1	ERP
Espace jeunes	92	R-1	ERP
Salle de détente	32	R-1	ERP
Bureau jeunesse	11	R-1	ERP
Wc (salle de musique)	7	R-1	ERP
Salle d'activité	43	R-1	ERP
Salle éclairage de secours	8	R-1	Local technique
chaufferie	30	R-1	Local technique
TGBT	6	R-1	Local technique
Autres locaux de rangement	222	R-1	Local technique
Total	**2747**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
terrasse	71

3.2 Locaux mutualisés

MODELE

Local	Surface utile en m²	Niveau	Type
Droit de passage à la cour du 4 par le porche			
Droit de passage cour intérieure			

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

MODELE

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

MODELE

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention,

MODELE

tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

MODELE

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des

MODELE

représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1894, est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-N-R-X pour un effectif maximal de 800 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **800** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux

MODELE

loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **800** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 289 595 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 289 595 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

MODELE

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

MODELE

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble,

MODELE

les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des

MODELE

risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

L'immeuble dont dépendent les lieux a été édifié avant le 1er janvier 1949, un constat de risque d'exposition au plomb est tenu à disposition de l'occupant sur simple demande.

MODELE

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

MODELE

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

MODELE

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

Philippe PORTELLI
Président

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :13A rue du Hohwald à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre socioculturel du Fossé des treize

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 12
Article 20 : Abonnements individuels 12
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **14**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **14**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **15**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre socioculturel du Fossé des treize,
domiciliée 6 rue Finkmatt à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°28 FOL N° 84
représentée par Monsieur Philippe PORTELLI, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 13A rue du Hohwald à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 229.4 m² situés dans l'immeuble sis 13A rue du Hohwald à Strasbourg , cadastré Section 44 n°**s 181-178**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Bureau secteur jeune	23.45	R+1	Droit du travail
Bureau secteur familles/enfant	19.5	R+1	Droit du travail
Bureau Direction	18.8	R+1	Droit du travail
Salle du personnel	19.5	R+1	Droit du travail
Salle d'activités secteur jeunes	18.4	R+1	ERP
Salles d'activités secteur jeune	50	R+1	ERP
Salle d'activités secteur enfants	16.5	RdC	ERP
Salle d'activité ex-réfectoire	18.33	RdC	Local technique
Conciergerie	9.30	RdC	Local technique
Stockage	11.76	RdC	Local technique
Salle d'activités ex accorderie	23.8	RdC	Local technique
Total	**229.34**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Places de parking n° 1-2-3-16-17 suivant modalités définies par la règlement intérieur parking annexé	

3.2 Locaux mutualisés

Local	Surface utile en m²	Niveau	Type
Salle polyvalente	105.8	RdC	ERP
Rangement salle polyvalente	14.72	RdC	Local technique
Cuisine collective	19.06	RdC	Local technique
Wc H/F + douche	22.61	R+1	ERP
Wc H/F + douche PMR	9.43	RdC	ERP
Total	**171.62**		

Les conditions d'occupation sont définies au I.D du règlement intérieur annexé au présent document.

Espace extérieur (1)	Surface en m²
Parvis	

(1) Le parvis s'étend au-delà des limites de la parcelle 178. Sans délimitation matérialisée sur site, il est accessible aux parties définies dans la présente convention, ainsi qu'aux établissements à caractère culturel des parcelles mitoyennes (Laiterie, Molodoï, musiques actuelles …). Les conditions d'occupation sont définies au I.D du règlement intérieur annexé au présent document.

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	Surface utile en m²	Niveau	Type
Bureau 1	13.67	R+1	ERP
Bureau 2	17.67	R+1	ERP
Bureau 3	16.17	R+1	ERP
Local archives	18.50	R+1	ERP
Cafétériat	52.05	R+1	ERP
Bibliothèque	46.36	R+1	ERP
Bureau 4	18.41	R+1	ERP
Total	**182.83**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une

indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

<u>Sous-occupation à titre gratuit</u>

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

<u>Sous-occupation à titre payant</u>

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L pour un effectif maximal de 315 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **315** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **315** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à :

- 24 110 euros pour les locaux occupés à titre privatif
- 3 500 € euros pour les places de parking, soit 700 €/an pour chaque place de parking.

L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 27 610 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la

taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et

souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux entre dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit antérieurement au 1er janvier 1949.
Le diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- le règlement intérieur parking
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Philippe PORTELLI Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Maison de Hautepierre 4 avenue Tolstoï

Au profit de l'association du Centre social et culturel de hautepierre

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 6
Article 5 : Durée de la convention 6
Article 6 : Résiliation de la convention 6
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 6
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 7
6-4 : Résiliation de plein droit 7
Article 7 : Destination des lieux 7
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **8**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 8
Article 9 : Cession et sous-occupation 9
Article 10 : Visite des lieux 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 11
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 13
Article 20 : Abonnements individuels 13
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **14**
Article 22 : Assurance 14
Article 23 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **15**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **15**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **15**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **16**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **16**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **16**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de Hautepierre Le Galet,
domiciliée 4 avenue Tolstoï à 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n35 FOL N° 111
représentée par Madame Michèle RAMEY, sa Présidente en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 4 avenue Tolstoï à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

3.1.1 ERP 1 : « Le Galet »

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 1 448.80 m² situés dans l'immeuble sis 4 avenue Tolstoï à Strasbourg , cadastré Section LP n° **628**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Sas d'entrée	5.7	RdC	ERP
Secrétariat	15.8	RdC	ERP
Hall d'accueil	169.6	RdC	ERP
Bar	9.1	RdC	ERP
Local service de bar	7.4	RdC	ERP
Sas grande salle	11.5	RdC	ERP
Wc H	15.5	RdC	ERP
Wc F	15.2	RdC	ERP
Dégagement 1	7.6	RdC	ERP
Grande salle	397.6	RdC	ERP
Sas réserve 1	7.9	RdC	ERP
Réserve 1	51.4	RdC	ERP
Bureau de direction	20.2	RdC	ERP
Atelier	5.1	RdC	ERP
Dégagement 2	30.3	RdC	ERP
Bureau animation	28.3	RdC	ERP
Dégagement 3	36.9	RdC	ERP
Local de service 1	2.3	RdC	Droit du travail
Salle de réunion	58.7	RdC	Droit du travail
Bureau comptabilité	15.8	RdC	Droit du travail
Chef de service	15	RdC	Droit du travail
Bureau permanences	13.4	RdC	Droit du travail

MODELE

Dégagement 4	20	RdC	Droit du travail
Salle économie sociale et familiale	39.6	RdC	Droit du travail
Wc personnel	5.3	RdC	Droit du travail
Local de service 2	2.8	RdC	Droit du travail
Local déchets	2.3	RdC	Local technique
Cuisine pédagogique	23.5	RdC	ERP
Cuisine	19.8	RdC	Local technique
Réserve 2A	12.5	RdC	Local technique
Réserve 2B	9.5	RdC	Local technique
Sanitaires mixtes	5.2	R-1	ERP
Sanitaires PMR mixtes	5.2	R-1	ERP
Salle d'activité	42.1	R-1	ERP
comptoir	21	R-1	ERP
Local stockage	32.7	R-1	Local technique
Salle turquoise	17.5	R-1	ERP
Machinerie ascenseur	4.4	R-1	Local technique
Salle percussions	15.6	R-1	ERP
Dégagement 5	6.10	R-1	ERP
Labo photos	5.9	R-1	ERP
Salle rubis	15.4	R-1	ERP
Salle saphir	10.5	R-1	ERP
Salle poterie	30.7	R-1	ERP
Local stockage	29.1	R-1	Local technique
Salle topaze	43.4	R-1	ERP
Dégagement 6	18.6	R-1	ERP
Sous station chauffage	69.8	R-1	Local technique
Total	**1 448.8**		

3.1.2 ERP 2 : « Le studio »

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 368.22 m² situés dans l'immeuble sis 4 avenue Tolstoï à Strasbourg , cadastré Section LP n° **628**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Sas entrée	21.7	RdC	ERP
Salle de concert + bar	134.6	RdC	ERP
Dégagement	3.46	RdC	ERP
Loge	7	RdC	ERP
Sanitaire loge	3.8	RdC	ERP
Local de stockage	4.2	RdC	Local technique
Couloir	2.9	R-1	ERP
Local technique 1	14.3	R-1	Local technique
Local technique 2	2.8	R-1	Local technique
Réserves	7.6	R-1	Local technique

MODELE

Wc H	4.6	R-1	ERP
Wc F	6.2	R-1	ERP
Mezzanine	146.2	R+1	ERP
Local insonorisation	5.4	R+1	Local technique
Total	**368.22**		

3.1.3 ERP 3 : « Le RICOCHET »

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 340.41 m² situés dans l'immeuble sis 4 avenue Tolstoï à Strasbourg , cadastré Section LP n° **628**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Sas d'entrée	4.3	RdC	ERP
Hall	28.54	RdC	ERP
Kitchinette	10.11	RdC	ERP
Grande salle	84.9	RdC	ERP
Salle d'activités 1	28.99	RdC	ERP
Salle d'activités 2	29.02	RdC	ERP
Dégagement 1	9.55	RdC	ERP
Dégagement 2	7.62	RdC	ERP
Salle de sciences	21.7	RdC	ERP
Salle multimédia	21.8	RdC	ERP
Wc F	9.09	RdC	ERP
Wc H	10.45	RdC	ERP
Douches	1.74	RdC	ERP
Bureau des animateurs	25.5	RdC	ERP
Local de stockage matériel	24.8	RdC	Local technique
Dégagement 3	8.4	RdC	ERP
Local déchets	2.9	RdC	Local technique
Wc personnel H	3.6	RdC	Droit du travail
Wc personnel F	3.6	RdC	Droit du travail
Local ménage	3.8	RdC	Local technique
Total	**340.41**		

MODELE

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire
Sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après

MODELE

mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

MODELE

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

MODELE

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :

MODELE

- Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
- Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition

MODELE

- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'ensemble immobilier construit en 1972 comprenant les immeubles « le galet » et « studio Hautepierre » est classé dans le groupe des établissements de 2e catégorie de type L-N-R avec un effectif maximum de 807 personnes.
L'ensemble immobilier comprenant l'immeuble « le ricochet » est classé dans le groupe des établissements de 5e catégorie de type L-R-P avec un effectif maximum de 154 personnes.

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **806 personnes** simultanément concernant les ERP de 2e catégorie et 154 personnes simultanément concernant l'ERP de 5e catégorie, y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent

MODELE

la présence de **806 personnes au titre de l'ERP de 2e catégorie et 154 personnes au titre de l'ERP de 5e catégorie** maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

MODELE

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 130 370 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 130 370 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

MODELE

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble,

MODELE

les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des

MODELE

risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

MODELE

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

MODELE

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

MODELE

- Le règlement intérieur des ERP de la MAISON DE HAUTEPIERRE
- le règlement intérieur des ERP exploités par l'occupant et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	**POUR LE PROPRIETAIRE**
Michèle RAMEY Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse : 21 rue du Landsberg à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre socioculturel du Neudorf

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **10**
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **15**
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : Interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du socioculturel du Neudorf,
domiciliée 42 rue du Neufeld à 67100 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°43 FOL N° 45
représentée par Monsieur Marc BRENNER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 21 rue du Landsberg à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 660m² situés dans l'immeuble sis 21 rue du Landsberg à Strasbourg , cadastré Section DS n° 466-469-472

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Parvis couvert	19,3	RDC	ERP
Hall d'accueil	53,4	RDC	ERP
Bureau d'accueil	14,5	RDC	ERP
Wc H/F	18,6	RDC	ERP
Local technique	4	RDC	Local technique
Patio	48,3	RDC	ERP
Salle d'activités 6/12 ans	67	RDC	ERP
Chaufferie	20,5	RDC	Local technique
Local rangement	8,3	RDC	ERP
Salle d'activités 4/6 ans	44,5	RDC	ERP
Wc enfants	4,5	RDC	ERP
Vestiaire H	12,6	RDC	ERP
Vestiaire F	12,6	RDC	ERP
Local stockage	11	RDC	ERP
Cuisine	30,4	RDC	ERP
Salle multi activités	100	RDC	ERP
Espace jeunes	41,2	R+1	ERP
Local stockage	11	R+1	ERP
Bureau des associations	16,2	R+1	ERP
Wc H/F	14,5	R+1	ERP
Bureau	19	R+1	ERP
Bureau	14	R+1	ERP
Local technique	2,5	R+1	Local technique
Circulation et dégagement	72		ERP

Total	**660**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Garage	33.5
Aire de jeux	235
Espace arboré	85
Deux places de stationnement en épi dans la cour arrière	160
Local poubelles	4
Cheminement + potager	37

L'occupant dispose d'un droit d'usage limité au passage sur la parcelle des archives municipales pour accéder à la cour arrière du CSC.

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception,

trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.

Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;

- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence

- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 2014, est un établissement recevant du public de 4e catégorie de type L-N-R pour un effectif maximal de 233 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **233** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **233** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 66 196 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 66 196 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré après le 1er juillet 1997, l'immeuble n'est pas soumis à la délivrance d'un diagnostic amiante.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Marc BRENNER	Jeanne BARSEGHIAN

Président Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :42 rue du Neufeld à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre socioculturel du Neudorf

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 17
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du socioculturel du Neudorf,
domiciliée 42 rue du Neufeld à 67100 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°43 FOL N° 45
représentée par Monsieur Marc BRENNER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 42 rue du Neufeld à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 950 m² situés dans l'immeuble sis 42 rue Neufeld à Strasbourg , cadastré Section EB n° **548**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Salle multi activités	75,8	R-1	ERP
Office	7,3	R-1	Local technique
Local entretien	14,4	R-1	Local technique
Salle d 'activités labo photo	15,7	R-1	ERP
Local rangement + dégagement	6,27	R-1	Local technique
Local technique	14,29	R-1	Local technique
Salle d'activités	22	R-1	ERP
Local technique	16,66	R-1	Local technique
Local rangement	4	R-1	Local technique
Salle multiactivités	62,8	R-1	ERP
Salle multimédias	35,67	R-1	ERP
Wc public H/F	6,91	R-1	ERP
Local entretien	2,6	R-1	Local technique
Hall d'accueil	43,2	RdC	ERP
Local rangement	10,8	RdC	Local technique
Cuisine pédagogique	16,5	RdC	ERP
Local rangement	2,35	RdC	Local technique
Salle d'activités	100	RdC	ERP
Wc publics H/F	12,41	RdC	ERP
Vestiaire	6,5	RdC	ERP
Bureau administratif	14,8	RdC	ERP
Bureau administratif	24,2	RdC	ERP
Bureau administratif	14,6	RdC	ERP

Salle de réunion	16,2	RdC	ERP
Wc publics H/F	5,6	RdC	ERP
Salle multiactivités	64,8	RdC	ERP
Local rangement + entrée 2	15,6	RdC	Local technique
Logement 4 pièces	64	R+1	Logement
Salle de réunion	16,7	R+1	Droit du travail
Bureau administratif	12	R+1	Droit du travail
Bureau administratif	14,1	R+1	Droit du travail
Bureau administratif	25,7	R+1	Droit du travail
Bureau administratif	15,2	R+1	Droit du travail
Salle d'activités	17,1	R+1	ERP
Wc publics H/F	10	R+1	ERP
Salle multi activités	44,55	R+1	ERP
Palier	36,7	R+1	ERP
Dégagements	55,59	RdC + R+1	ERP
Local rangement	6,4	R+1	
Total	**950**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
terrasse	26.26
Jardin/espaces verts	490
Bande de trottoir avec arbres	
Place de stationnement sur parcelle 548	

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

Un droit d'usage limité au passage dans la ruelle relevant de la parcelle 549 est octroyé à l'occupant.

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.

Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1900, est un établissement recevant du public de 4e catégorie de type L-N-R pour un effectif maximal de 146 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **146** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **146** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 95 296 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 95 296 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux entre dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit antérieurement au 1er janvier 1949.
Le diagnostic est tenu à la disposition de l'occupant sur simple demande.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Marc BRENNER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Espace Auriol 19 allée Jacqueline Auriol à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel du Neuhof

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES 2
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION 6
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES 10
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE 12
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE 13
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique 13
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon 13
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines 14
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon 14
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles 14
Article 28 : Plomb 14
Article 29: Termites et insectes xylophages 15
Article 30 : Amiante 15
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS 15
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 15
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 16
Article 37 : Interlocuteurs 16
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel du Neuhof,
domiciliée 8 rue Georges Epstein à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°40 FOL N° 113
représentée par Monsieur Patrick ROGER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 19 allée Jacqueline Auriol à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 283.65 m² situés dans l'immeuble sis 19 allée jacqueline Auriol à Strasbourg , cadastré Section IR n°**s 28**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Accueil	17.4	RdC	ERP
Espace d 'activités et cuisine pédagogique	48.5	RdC	ERP
circulations	16	RdC	ERP
Wc H/F	15.15	RdC	ERP
Local ménage	1.75	RdC	Local technique
TGBT	2.05	RdC	Local technique
Ascenseur	2.9		
Local rangement	1.4	RdC	Local technique
vestiaire	11.8	RdC	Local technique
Local rangement	4.5	RdC	Local technique
Bureau administratif	9.2	RdC	ERP
Bureau accueil	12.73	RdC	ERP
Local rangement	5.9	R+1	ERP
Local EAS	8.7	R+1	ERP
Local EAS	9.2	R+1	ERP
Circulations	12.85	R+1	ERP
Salle multi-activités	65.6	R+1	ERP
Salle multi-activités	38.02	R+1	ERP
Total	**283.65**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**

Jardin pédagogique	324

3.2 espaces extérieurs mutualisés

Espace extérieur	**Surface en m²**
Ensemble de l'espace extérieur cloturé avec parvis, espaces verts et parking	Non défini

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En

cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier

dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.

Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes est un établissement recevant du public de 5e catégorie de type R pour un effectif maximal de 79 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **79** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **79** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 17 265 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 17 265 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33 du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.

Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Patrick ROGER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Espace KLEBSAU 8 rue Georges Epstein à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel du Neuhof

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 12
Article 20 : Abonnements individuels 12
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **15**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel du Neuhof,
domiciliée 8 rue Georges Epstein à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°40 FOL N° 113
représentée par Monsieur Patrick ROGER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 8 rue Georges Epstein à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 734 m² situés dans l'immeuble sis 8 rue Georges Epstein à Strasbourg , cadastré Section ITn°**s 194 et 195**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Accueil	35	RdC	ERP
Bureau administratif	15	RdC	ERP
Atelier	19	RdC	ERP
Cuisine	24	RdC	ERP
local rangement	3	RdC	ERP
local ménage	3	RdC	ERP
Salle d'activités	99	RdC	ERP
Local rangement	16	RdC	ERP
Local serveur	5	RdC	ERP
Vestiaire	7.8	RdC	ERP
Sanitaires	10.6	RdC	ERP
Salle d'activités	20	RdC	ERP
Cafétériat adultes	36.1	RdC	ERP
Sanitaires publics	35.6	RdC	ERP
Local rangement	4	RdC	ERP
Local rangement	14	RdC	ERP
Salle d'activités	79.92	RdC	ERP
Local rangement	10.3	RdC	ERP
Espace jeunes	19.67	RdC	ERP
Cafétériat jeunes	30.83	RdC	ERP
Local informatique	24.5	RdC	ERP
Local rangement	8.28	RdC	ERP
Salle de musique	22.65	RdC	ERP
Sanitaires	10.12	RdC	ERP

Dégagements	152.26	RdC	ERP
Salle d'activités 4/6 ans	38.35	RdC	ERP
Salle d'activités 7/12 ans	38.69	RdC	ERP
Bureau administratif	20.27	R+1	Droit du travail
CTA	12.21	R+1	Droit du travail
Sanitaires	6.11	R+1	Droit du travail
Bureau administratif	20.45	R+1	Droit du travail
Bureau administratif	23.06	R+1	Droit du travail
Local photocopieur	5.4	R+1	Droit du travail
Local rangement	10.1	R+1	Droit du travail
Salle de réunion	31.71	R+1	Droit du travail
Circulations/dégagements	50.36	R+1	Droit du travail
Total	**962.34**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Local vélos	10
local poubelles	10
espaces extérieurs	2200

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une

indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

<u>Sous-occupation à titre gratuit</u>

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

<u>Sous-occupation à titre payant</u>

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1988, est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-N-R pour un effectif maximal de 358 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **358** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **358** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 58 577 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 58 577 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.

L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

Patrick ROGER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Espace Ziegelwasser à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel du Neuhof

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 15
Article 20 : Abonnements individuels 15
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 15
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **15**
Article 22 : Assurance 15
Article 23 : Responsabilité 16
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **16**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **16**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **17**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **17**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **18**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **18**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel du Neuhof,
domiciliée 8 rue Georges Epstein à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°40 FOL N° 113
représentée par Monsieur Patrick ROGER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 5 rue de Bergerac à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 568.52 m² situés dans l'immeuble sis 5 rue de Bergerac à Strasbourg , cadastré Section IW n°**s 306**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'accueil	66.39	RdC	ERP
Salle multi activités	50.99	RdC	ERP
Local rangement	10.4	RdC	Local technique
Local rangement	8.94	RdC	Local technique
Local entretien	10.08	RdC	Local technique
Wc publics H/F	9.37	RdC	ERP
Salle d'activités	24.33	RdC	ERP
Salle d'activités	27.45	RdC	ERP
Salle d'activités	25.44	RdC	ERP
Bureau administratif	10.32	RdC	ERP
Local rangement	10.78	RdC	Local technique
Salle du personnel	4.41	RdC	ERP
Local rangement	2.77	RdC	Local technique
Wc publics H/F	9.5	RdC	ERP
circulation	23.03	RdC	ERP
hall	79.86	R+1	Droit du travail
Salle de réunion	90.09	R+1	Droit du travail
Local rangement	4.58	R+1	Droit du travail
Wc publics H/F	14.02	R+1	Droit du travail
bureau administratif	13.07	R+1	Droit du travail
bureau administratif	12.6	R+1	Droit du travail
bureau administratif	11.88	R+1	Droit du travail
bureau administratif	11.88	R+1	Droit du travail
bureau administratif	25.9	R+1	Droit du travail

Local rangement	10.44	R+1	Local technique
Total	**568.52**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Patio cour intérieure	148

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Salle polyvalente	109.19	R+1	ERP
Cuisine pédagogique	24.18	R+1	ERP
Salle d'évolution	244.57	RdC	ERP
Total	**377.94**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Cour de l'école élémentaire	148

Les locaux mutualisés sont mis à la disposition de l'occupant hors temps scolaire.

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une

indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1984 pour son extension est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-R pour un effectif maximal de 913 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

Le directeur du groupe scolaire est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **913** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **913** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

13-1 : Stipulations générales

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux lieux et/ou équipements. Il sera considéré comme responsable de leur respect par ses propres membres et/ou visiteurs, à charge pour lui de les en aviser préalablement autant que faire se pourra.

En cas d'urgence ou de péril, l'occupant prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et du matériel.

13-2 : Stipulations relatives aux Etablissements Recevant du Public (ERP)

L'immeuble objet des présentes est un établissement de 2e catégorie de type L-R pour un effectif maximal de 913 personnes**.**

Accessibilité

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 fixe le principe d'une accessibilité généralisée intégrant tous les handicaps.

En vertu de l'article L 164-1du Code de la Constriction et de l'Habitation (CCH), les installations ouvertes au public existantes et les établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant sont rendus accessibles, dans les parties ouvertes au public, selon des conditions particulières à leur type et leur catégorie et un registre public d'accessibilité y est tenu.

L'occupant déclare être informé que les caractéristiques des lieux, de ses installations et de ses dégagements, doivent répondre aux obligations réglementaires et être en rapport avec l'effectif présent dans les lieux et qu'il envisage de recevoir dans le cadre de son activité.
L'occupant déclare être informé qu'il est dans l'obligation d'élaborer et de tenir un registre public d'accessibilité dont le contenu et les modalités de mises à jour sont définies par l'article R 164-6 CCH.

SECURITE INCENDIE

Les obligations des parties en matière de sécurité incendie découlent de l'article R 143-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et la répartition de ses obligations, en termes de responsabilité et de réalisation, résulte de l'accord des parties.

Selon l'article R 143-3 CCH, les constructeurs, propriétaires et exploitants des ERP sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ;

Ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie pouvant être admises dans l'établissement.

L'occupant, en tant qu'exploitant au sens des dispositions précitées doit, <u>à titre non exhaustif</u> :

- demander l'autorisation d'ouverture ou de réouverture de l'établissement ;
- tenir à jour un registre de sécurité dans les conditions fixées par l'article R123-51 du CCH ;
- assister ou se faire représenter lors des visites de contrôles effectuées par les commissions de sécurité ;
- obtenir l'autorisation de travaux non soumis à permis de construire ;

- installer des équipements de sécurité notamment extincteurs, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivols, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs ;
- faire procéder aux vérifications réglementaires annuelles obligatoires des dispositifs techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie et aux installations techniques ayant trait à la sécurité incendie par un organisme agréé selon la périodicité prévue, conformément à la réglementation relative aux ERP suivant les modalités définies au règlement intérieur et dans ses annexes ;
- faire procéder aux opérations d'entretien des installations techniques de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux textes en vigueur suivant les modalités définies au règlement intérieur et dans ses annexes ;.
- afficher le plan des locaux avec leurs caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours ;
- utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement ;
- ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public ;
- diffuser les consignes de sécurité incendie aux personnes présentes dans les lieux (utilisateurs, visiteurs, etc).

** Par vérifications règlementaires obligatoires, il faut entendre les vérifications nécessaires, en cours d'exploitation, à effectuer par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés, par l'administration ou par les commissions de sécurité afin de s'assurer que les installations, ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la réglementation.*

En aucun cas, la responsabilité du propriétaire ne pourra être recherchée en cas de manquement de l'occupant à ses obligations précitées dans les lieux.

En sus desdites obligations, l'occupant s'engage à assumer la fonction de responsable unique de sécurité en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire.

Le responsable unique de sécurité est en charge de l'ensemble de la sécurité incendie desdits biens immobiliers. Ses missions sont définies au Livre II de l'arrêté modifié du 25 juin 1980.

13.3 Stipulations générales relatives aux locaux soumis au droit du travail

L'occupant s'engage à respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux lieux et/ou équipements. Il sera considéré comme responsable de leur respect par ses propres membres et/ou visiteurs, à charge pour lui de les en aviser préalablement autant que faire se pourra.

En cas d'urgence ou de péril, l'occupant prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et du matériel.

13-4 : Stipulations relatives à la réglementation du droit du travail

L'occupant s'engage à respecter les règles de sécurité des personnes et des biens, notamment en matière de sécurité incendie, telles qu'elles résultent notamment de la Quatrième partie du Code du travail. Il est précisé à ce sujet que des animations ou réunions ponctuelles, telles qu'autorisées par la règlementation du Code du travail, sont autorisées.

En cas d'urgence ou de péril, l'occupant prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et du matériel.

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **913** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'une issue de type **X** UP, laquelle autorise la présence de **913** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 34 574 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 34 574 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.

Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et

qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Article 37 :
service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :
- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Patrick ROGER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Adresse : 40 rue de la Doller à Strasbourg
Au profit de l'association du Centre social et culturel de la Robertsau

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 11
Article 20 : Abonnements individuels 11
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **14**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de la Robertsau,
domiciliée 78 rue du Docteur François à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°65 FOL N° 36 représentée par Monsieur Dominique TELLIER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 40 rue de la Doller à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 365 m² situés dans l'immeuble sis 40 rue de la Doller à Strasbourg , cadastré Section CE n°257

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'entrée	18.5	RdC	ERP
Rangement vélo	2.5	RdC	Local technique
Dégagements RdC	17	RdC	ERP
Stockage	7.5	RdC	Local technique
Bureau ESF	8.5	RdC	ERP
Salle d'activité/cafétériat	59.5	RdC	ERP
Régie	7	RdC	Local technique
Salle polyvalente	59	R+1	ERP
Dégagements	19	R+1	ERP
Cuisines pédagogique	25	R+1	ERP
Local technique cuisine	3.5	R+1	Local technique
sanitaires	13.5	R+1	ERP
Salon de beauté (le parcours)	9.5	R+1	ERP
Salon de beauté (le parcours)	12.5	R+1	ERP
Bureau parcours/ESF	9	R+1	ERP
Salle bibliothèque	31.5	R+2	ERP
Stockage bibliothèque	3	R+2	Local technique
Dégagements	17	R+2	ERP
Rangements	10	R+2	Local technique
Mezzanine	11	R+2	ERP
Chaufferie et local gaz	21	RdC	Local technique
Total	**365**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Aire de jeux	
Terrain de sport	

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En

cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae,* toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier

dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1987, est un établissement recevant du public de 5^{e} catégorie de type L-N pour un effectif maximal de 358 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **358** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **358** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 46 290 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 46 290 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :

BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être

considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.

Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les locaux sis 78 rue du docteur François à Strasbourg.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Dominique TELLIER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Adresse : 78 rue du Docteur François à Strasbourg
Au profit de l'association du Centre social et culturel de la Robertsau

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 6
Article 5 : Durée de la convention 6
Article 6 : Résiliation de la convention 6
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 7
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 7
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 7
6-4 : Résiliation de plein droit 7
Article 7 : Destination des lieux 8
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **8**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 8
Article 9 : Cession et sous-occupation 9
Article 10 : Visite des lieux 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 11
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 13
Article 20 : Abonnements individuels 13
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **14**
Article 22 : Assurance 14
Article 23 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **15**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **15**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **15**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **16**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **16**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **16**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de la Robertsau,
domiciliée 78 rue du Docteur François à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°65 FOL N° 36 représentée par Monsieur Dominique TELLIER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé(e) « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 78 rue du Docteur François à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.
En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 1320 m² situés dans l'immeuble sis 78 rue du Docteur François à Strasbourg , cadastré Section AV n°74-75-76-77

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Dégagement archives	10.75	R-1	ERP
Sanitaires F	18.37	R-1	ERP
Sanitaires H	20.16	R-1	ERP
Dégagement sanitaires/vestiaires	40	R-1	ERP
Machinerie ascenseur	5.5	R-1	Local technique
Ascenseur			ERP
Source centrale	6.19	R-1	Local technique
Danse Yoga	46.70	R-1	ERP
Placard Yoga	3.65	R-1	Local technique
Salle Nautilus	27.93	R-1	ERP
Dégagement Nautilus	30.47	R-1	ERP
Sas Nautilus	5.26	R-1	ERP
Rangement sous escalier	3	R-1	Local technique
Escalier intérieur central			ERP
Local technique ascenseur	4.38	R-1	Local technique
Salle arts plastiques	31.50	R-1	ERP
Dégagement arts plastiques	42.85	R-1	ERP
Salle calypso	27.50	R-1	ERP
ECS	4.05	R-1	Local technique
Escalier intérieur			Droit du travail
Stockage atelier	4	R-1	Local technique
Atelier	26	R-1	Local technique
Chaufferie	8.40	R-1	Local technique
Réserve	20.40	R-1	Local technique
Studio enregistrement	31.19	R-1	ERP
Local technique	3.08	R-1	Local technique
Archives	18.20	R-1	Local technique

Stockage	12.30	R-1	Local technique
Lingerie	12.13	R-1	Local technique
Wc F	2.67	R-1	ERP
Wc H	2.70	R-1	ERP
Stockage Calypso	5.63	R-1	Local technique
Salle expression	208.45	R-1	ERP
Sas salle expression	5.65	R-1	ERP
Stockage salle expression	31.40	R-1	Local technique
Rangement salle expression	9.82	R-1	Local technique
CH	23	R-1	Local technique
Escalier colimaçon intérieur			
Accueil	10.11	RdC	ERP
Comptabilité	12.58	RdC	Droit du travail
Salle multimédias	21.60	RdC	ERP
Sas multimédias/cuisine	5	RdC	ERP
Bureau	15.72	RdC	Droit du travail
Réserve bureau	5.80	RdC	Droit du travail
Bureau	12.79	RdC	Droit du travail
Bureau Direction	11.65	RdC	Droit du travail
Stock Bureau	5.73	RdC	Droit du travail
Bureau	27.25	RdC	Droit du travail
Dégagement administratif	19.60	RdC	Droit du travail
Stockage/photocopie	5.20	RdC	Droit du travail
Bureau	13.9	RdC	Droit du travail
Salle de pause	34.48	RdC	Droit du travail
Distribution bureaux	20.43	RdC	Droit du travail
Dégagement salle de pause	8.60	RdC	Droit du travail
Escalier extérieur/Plateforme			
Régie	9.71	R+1	Local technique
Régie	4.40	R+1	Local technique
Local CTA	12.07	R+1	Local technique
Ludothèque	31.86	R+1	ERP
Dégagement ludothèque	34.26	R+1	ERP
Sas ludothèque/optimiste	5	R+1	ERP
Salle optimist	39.20	R+1	ERP
Salle goelette	27.92	R+1	ERP
Dégagement goelette	24.19	R+1	ERP
Stockage optimist	3.92	R+1	Local technique
Wc H	4	R+1	ERP
Wc F	4	R+1	ERP
Baie informatique	5.57	R+1	Local technique
Bureau	8.48	R+1	ERP
Logement concierge	130.46	R+1	Logement
Total	**1320.52**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Jardin pédagogique	
Terrain de jeu	

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**	**Fréquence**	**% d'occupation**
Salle DRAKKAR	205	R-1	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93% (1)
Salle CARAVELLE	210.45	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	93%
Dégagement salle drakkar	9.9	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Stockage Drakkar	5.20	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Sas stockage	5.75	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Sas bar	5.26	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Rangement bar	4.15	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Vestiaire	5.42	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Stockage ménage	5.67	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Cuisine	31.80	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	93%
Hall d'entrée et banque d'accueil	60	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	93%
Dégagement hall d'accueil	26.76	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	93%
Wc H accueil	13	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	93%
Wc F accueil	13	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	93%
Stockage Caravelle	16.85	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	93%
Salle des associations	60	R+1	ERP	Permanent sauf 1 lundi par mois	97% (2)
Total	**678.21**				**633.13 (3)**

*(1) permanent moins1 demi journée 52 jours par an : 365-(0.5*52/365)*100*

*(2) Permanent moins1 journée 12 jours par an : 365-(12/365)*100*
(3) Valeur de la surface occupée au prorata temporis : surfaces en m²% d'occupation*

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Stockage Drakkar 1	35	RdC	Local technique
Stockage Drakkar 2	35	RdC	Local technique
Stockage Drakkar 3	35	RdC	Local technique
Archives	44.65	R-1	Local technique
Total	**149.65**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre

des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1983, est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-N-W-X pour un effectif maximal de10358 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **1058** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **1058** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 281.210 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 281 210 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un

commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.

Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les locaux sis 78 rue du docteur François à Strasbourg.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Dispositions spécifiques au logement

37-1 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement à usage d'habitation du personnel travaillant au sein du Centre socio-culturel Escale et des membres de sa famille à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant ne puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre la Ville de Strasbourg.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devrait en requérir l'accord préalable et écrit de la Ville de Strasbourg.

En cas d'urgence ou de péril, l'occupant prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et des matériels.

37.2 Conditions d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément et qu'il s'engage à faire respecter à tout sous-occupant des lieux.

L'occupant devra :

- Veiller scrupuleusement à utiliser les lieux dans le respect des lois et règlement protégeant l'environnement, à faire cesser et enlever toute éventuelle pollution accidentelle de son fait, de celui du/des sous-occupant(s) de ses visiteurs, et à rendre les lieux, à son départ, exempts de tout matériau, matériel ou substance présentant un caractère dangereux ou polluant ou susceptible de le devenir.

- Occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable ;

- Informer la Ville de Strasbourg sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment de tous changements survenus dans son fonctionnement, son administration ou sa direction, et à lui transmettre les statuts actualisés.
  Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la présente convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 18.

- Avoir la charge de l'entretien courant des lieux, des installations et des équipements ainsi que des menues réparations sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure. Il prendra toutes précautions contre le gel ;

- Aviser immédiatement la Ville de Strasbourg de toute réparation à la charge de cette dernière dont il serait à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard ;

- Assumer toutes réparations normalement à la charge de la Ville de Strasbourg, mais qui seraient nécessitées soit par le défaut d'exécution des réparations dont il a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du/des sous-occupant(s), du fait des membres de sa famille ou de ses visiteurs, soit dans les lieux, soit dans d'autres parties extérieures ;

- Ne faire usage d'aucun appareil ou système de chauffage non compris dans les lieux mis à disposition, sans avoir fait vérifier, à ses frais et sous sa responsabilité, sa conformité avec les règles de sécurité en vigueur ;

- Ne rien déposer sur les appuis de fenêtres ou autres ouvertures qui puisse présenter un danger pour autrui ou nuire à l'esthétique des lieux;

- Détruire les parasites, insectes, rats, souris, etc., dans les lieux. Toutefois, si les mesures à prendre nécessitent une intervention de personnes compétentes en la matière, l'occupant s'engage à leur donner libre accès aux lieux et à prendre en charge sa part contributive dans les frais afférents à cette intervention ;

- Ne pas jeter dans les descentes, les conduits d'écoulement, d'évacuation, les vide-ordures et les fosses de toute nature, de corps ou produits susceptibles de les détériorer. En cas de non-respect de cet engagement, les réparations ou réfections qui deviennent nécessaires sont à la charge de l'occupant ;

- Ne pas transformer les lieux et équipements sans l'accord écrit de la Ville de Strasbourg. A titre informel, devront notamment faire l'objet d'une autorisation préalable de la Ville de Strasbourg, les travaux qui comportent un changement de distribution, cloisonnement, démolition, percement des murs, poutres, plafonds et planchers, et/ou affectant l'aspect extérieur des lieux. Il en est de même des travaux qui concernent notamment les éléments porteurs de fondation et d'ossature participant à la stabilité et à la solidité de l'édifice (gros œuvre) ou au clos ou couvert et à l'étanchéité, alors même qu'ils seraient imposés par la réglementation. La Ville de Strasbourg pourra subordonner son accord et l'exécution des travaux à l'avis et à la surveillance d'un architecte de son choix, dont les honoraires seront payés par l'occupant. Dans le cas où l'autorisation serait accordée, les travaux seraient exécutés aux frais risques et périls exclusifs de l'occupant.

  En cas de méconnaissance par l'occupant de cette obligation, la Ville de Strasbourg pourra exiger la remise en état des lieux et/ou des équipements au départ de l'occupant ou conserver les transformations effectuées, sans que l'occupant puisse réclamer une quelconque indemnisation pour les frais engagés.

  Si les transformations opérées mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité des lieux, la Ville de Strasbourg pourra exiger, aux frais de l'occupant, la remise immédiate des lieux en l'état.

  Tous embellissements, améliorations et installations faits par l'occupant dans les lieux seront, à la fin de la présente convention, la propriété pleine et entière de la Ville de Strasbourg sans que

l'occupant puisse faire droit d'une quelconque indemnité, sauf acceptation antérieure de la Ville de Strasbourg à l'exécution des travaux et à leur prise en charge.
Il est toutefois précisé que les équipements matériels et installations non fixés à demeure, et en dehors de ceux mis à disposition avec le logement par la Ville de Strasbourg, et qui de ce fait ne peuvent être considérés comme immeuble par destination, resteront la propriété de l'occupant et devront être enlevés par lui lors de la sortie des lieux, à charge pour lui de remettre les lieux en état après cet enlèvement.

- Laisser exécuter dans les lieux toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, même de simples améliorations, que la Ville de Strasbourg estimerait nécessaires ou utiles et qu'elle ferait exécuter pendant le cours de la convention, dans les lieux

- Ne rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les lieux et devra informer immédiatement la Ville de Strasbourg de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire sur les biens immobiliers objet des présentes.

- Fournir à la première demande de la Ville de Strasbourg, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

- En cas de présence d'animaux de compagnie seuls autorisés, respecter scrupuleusement la législation en vigueur relative à la détention des animaux réputés dangereux et s'assurer que les animaux ne causeront de gêne d'aucune sorte aux voisins, riverains et aux usagers des lieux.

- Respecter et à faire respecter les consignes de sécurité afférentes aux lieux et/ou équipements. Il sera considéré comme responsable de leur respect par les sous-occupants autorisés et/ou visiteurs, à charge pour l'occupant de les en aviser préalablement autant que faire se pourra.

- Ne pas reproduire les clefs remises par la Ville de Strasbourg sans l'accord écrit préalable de celle-ci.

- Se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon que la Ville de Strasbourg ne puisse être ni inquiétée, ni sa responsabilité recherchée.

- Souscrire un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée pour faire entretenir au moins une fois par an les équipements individuels (chauffage, gaz,...) et en justifier à première demande du propriétaire.

Article 38 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 39 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Dominique TELLIER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse : 78 rue du Docteur François à Strasbourg

Au profit de l'association l'orchestre d'harmonie Caecilia 1880

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 12
Article 20 : Abonnements individuels 12
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **15**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association l'orchestre d'harmonie Caecilia 1880 ,
domiciliée 78 rue du Docteur François à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°11 FOL N° 6 représentée par Monsieur Yves LE TALLEC, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 78 rue du Docteur François à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 150 m² situés dans l'immeuble sis 78 rue du Docteur François à Strasbourg , cadastré Section AV n°74-75-76-77

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Stockage Drakkar 1	35	RdC	Local technique
Stockage Drakkar 2	35	RdC	Local technique
Stockage Drakkar 3	35	RdC	Local technique
Archives	44.65	R-1	Local technique
Total	**149.65**		

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**	**Fréquence**	**% d'occupation**
Salle DRAKKAR	205	R-1	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7% (1)
Salle CARAVELLE	210.45	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	7%
Dégagement salle drakkar	9.9	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Stockage Drakkar	5.20	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Sas stockage	5.75	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%

Sas bar	5.26	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Rangement bar	4.15	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Vestiaire	5.42	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Stockage ménage	5.67	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Cuisine	31.80	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	7%
Hall d'entrée et banque d'accueil	60	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	7%
Dégagement hall d'accueil	26.76	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	7%
Wc H accueil	13	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	7%
Wc F accueil	13	RdC	ERP	Permanent sauf vendredi soir	7%
Stockage Caravelle	16.85	RdC	Local technique	Permanent sauf vendredi soir	7%
Salle des associations	60	R+1	ERP	Permanent sauf 1 lundi par mois	3% (2)
Total	**678.2**				**45.07 (3)**

*(1) 1 demi journée 52 jours par an : 365-(0.5*52/365)*100*
*(2) 1 journée 12 jours par an : 365-(12/365)*100*
(3) Valeur de la surface occupée au prorata temporis : surfaces en m²% d'occupation*

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Total	**1320.52**	**R-1-RdC-R+1**	

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Jardin pédagogique	
Terrain de jeu	

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation avec remboursement des charges d'occupation

En dehors des cas sous-occupation à titre gratuit précitées, l'occupant est autorisé à encaisser une somme correspond au seul remboursement des charges, au prorata du temps de sous-occupation.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1983, est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-N-W-X pour un effectif maximal de 1058 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant tiers, identifié au règlement intérieur annexé au présent document, est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **1058** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **1058** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 28 028 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 28 028 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L’occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L’occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d’abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L’occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l’Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l’article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L’occupant fera assurer en dommages auprès d’une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.

Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et

qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les locaux sis 78 rue du docteur François à Strasbourg.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Yves LE TALLEC Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse : 8 rue de Provence à Strasbourg

Au profit de l'association Eveil Meinau

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 4
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 4
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 4
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 5
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 11
Article 20 : Abonnements individuels 11
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **14**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association Eveil Meinau,
domiciliée 8 rue du baggersee 67100 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°46 FOL N° 60
représentée par Monsieur Mohammed BENAZZOUZ, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 8 rue de Provence à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 86.8 m² situés dans l'immeuble sis 8 rue de Provence à Strasbourg , cadastré Section EY n°**318**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'accueil	9.8	RdC	ERP
Wc publics H/F	4.2	RdC	ERP
Bureau administratif	7.8	RdC	ERP
Kitchinette	6.6	RdC	ERP
Local rangement	7	RdC	ERP
Salle multiactivités	36.8	RdC	ERP
Salle d'activités	6.6	RdC	ERP
Salle d'activités	8	RdC	ERP
Total	**86.8**		

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

R+1 et R-1

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

MODELE

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

MODELE

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de

MODELE

sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

MODELE

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

MODELE

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

MODELE

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1966 est un établissement recevant du public de 5e catégorie de type L pour un effectif maximal de 52 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **52** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **52** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

MODELE

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 6 634 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 6 634 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

MODELE

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

MODELE

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

MODELE

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

MODELE

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de

MODELE

la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur

MODELE

locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

MODELE

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Mohammed BANAZZOUZ Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Maison de l'enfance 4 rue Françoise Dolto à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel de Hautepierre

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **10**
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **14**
Article 28 : Plomb **14**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **15**
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 15
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 16
Article 37 : Interlocuteur 16
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de Hautepierre,
domiciliée 4 avenue toltoï 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°35 FOL N° 111
représentée par Madame Michèle RAMEY, sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 4 rue Françoise Dolto à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 585.01 m² situés dans l'immeuble sis 4 rue françoise Dolto à Strasbourg , cadastré Section LP n°**s 950**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Sas d'entrée	7	RdC	ERP
Dégagement 1	26	RdC	ERP
Bureau Direction	14	RdC	ERP
Bureau animateurs	13,5	RdC	ERP
Salle d'activités scientifiques	21	RdC	ERP
Salle d'activités Dauphin	52	RdC	ERP
Local de rangement	6	RdC	Local technique
Salle Amandre	16	RdC	ERP
Salle opette	58	RdC	ERP
Local ménage	3	RdC	Local technique
Dégagement 2	7,7	RdC	ERP
Grande salle	155	RdC	ERP
Dégagement 3	33	RdC	ERP
Local technique 1	3	RdC	Local technique
Bureau	12	RdC	ERP
Local technique 2	2	RdC	Local technique
Salle d'activités	66	RdC	ERP
Salle timbanque	50	RdC	ERP
Salle ami (animateurs)	14	RdC	ERP
Wc	13,5	RdC	Local technique
Salle sifis (cuisine)	6,6	RdC	Local technique
Chaufferie	5,71	RdC	Local technique
Total	**585.01**		

MODELE

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Cour Maison de l'enfance	1700

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

MODELE

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En

MODELE

cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

MODELE

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae,* toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier

MODELE

dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

MODELE

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1972, est un établissement recevant du public de 5e catégorie de type L pour un effectif maximal de 200 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

MODELE

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **200** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **200** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 165 729 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 165 729 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un

MODELE

commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

MODELE

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

MODELE

L’occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l’occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L’occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L’IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l’article L126-23 dudit code communiqué à l’occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L’occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d’inondation de l’Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l’aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L’immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l’environnement.

MODELE

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.

MODELE

Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

MODELE

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteur

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :

MODELE

- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

Michèle RAMEY
Présidente

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :41 rue Virgile à Strasbourg

Au profit de l'association populaire joie et santé Koenigshoffen

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 6
Article 6 : Résiliation de la convention 6
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 6
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 7
6-4 : Résiliation de plein droit 7
Article 7 : Destination des lieux 7
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **8**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 8
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
Article 10 : Visite des lieux 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 11
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 12
Article 20 : Abonnements individuels 13
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **13**
Article 22 : Assurance 13
Article 23 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **14**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **14**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **15**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **15**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **16**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association populaire Joie et santé Koenigshoffen,
domiciliée 41 rue Virgile à 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°26 FOL N° 85
représentée par Monsieur Jacques SCHUMPP, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 41 rue Virgile à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 1701 m² situés dans l'immeuble sis 41 rue Virgile à Strasbourg , cadastré Section OE n°**s 94-343-346-348**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Ancien logement de service (bureaux et réunions)	76	R+1	Logement
Bureau réseau santé	12	RdC	Droit du travail
Bureau comptabilité	10	RdC	Droit du travail
Local technique	6.5	RdC	Local technique
Bureau pôle de gestion administration	8.5	RdC	Droit du travail
Local technique	2.6	RdC	Local technique
Wc	1.6	RdC	ERP
Salle 3e âge	9.7	RdC	ERP
Local stockage	6	RdC	Local technique
Bureau accueil	14.8	RdC	ERP
Accueil	23.7	RdC	ERP
Cafétériat	47.9	RdC	ERP
Local réserve	5.25	RdC	Local technique
Local poubelles	7	RdC	Local technique
Espace vitré	10	RdC	ERP
Sanitaires	18.5	RdC	ERP
Local ménage	2	RdC	Local technique
Sas	8.5	RdC	Local technique
Réserve matériel administratif	2.5	RdC	Local technique
Salle de réunion	27	RdC	Droit du travail
Bureau secrétariat	12.4	RdC	Droit du travail
Bureau directeur	11.9	RdC	Droit du travail

MODELE

dégagements	43.80	RdC	Droit du travail
Sas	6.1	RdC	Droit du travail
Salle de tissage et mezzanine	50	RdC	ERP
Bureau ESF	6.1	RdC	Droit du travail
Local ménage	3.2	RdC	Droit du travail
Cuisine collective	14.30	RdC	ERP
Cuisine pédagogique	44.10	RdC	ERP
Local stockage	9.80	RdC	Droit du travail
Sanitaires	8.50	RdC	ERP
Salle d'activités (Prague)	32	RdC	ERP
Salle d'activités (Varsovie)	9.50	RdC	ERP
Atelier	46.60	RdC	ERP
Bureau éducation permanente	9.50	RdC	Droit du travail
Salle d'activités (Budapest)	21.15	RdC	ERP
Dégagements	28	RdC	ERP
Wc	8.55	RdC	ERP
Salle d'activités jeunes	28.80	RdC	ERP
Mezzanine jeunes	21	RdC	ERP
Bureau animation jeunes	14	R+1	Droit du travail
Local technique	14.60	RdC	Local technique
Salle informatique	16.80	RdC	ERP
Bureau responsable	9.50	RdC	Droit du travail
Bureau Directeur ALSH	10.90	RdC	Droit du travail
Wc	9.50	RdC	ERP
Salle peinture 1	13	RdC	ERP
Salle peinture 2	19	RdC	ERP
Salle musique (Reims)	16	RdC	ERP
Stockage musique	6	RdC	ERP
Stockage ALSH	7	RdC	Local technique
Dégagements	45	RdC	ERP
Bibliothèque 1	23	RdC	ERP
Bibliothèque 2	18.5	RdC	ERP
Mezzanine enfants	17.15	R+1	ERP
Patio véranda	83	RdC	Local technique
Bureau pôle animation et loisirs actifs	19.70	RdC	Droit du travail
Mezzanine	10	R+1	ERP
Grande salle	262	RdC	ERP
Espace scène	28	RdC	ERP
Cuisine	15	RdC	ERP
Coulisses scène	7	RdC	Local technique
Dégagement	12.5	RdC	ERP
Local stockage	23	RdC	Local technique
Vestiaire douches	12	RdC	ERP
Wc	20	RdC	ERP

MODELE

Local stockage	11.40	RdC	Local technique
Local poubelles	5	RdC	Local technique
Local stockage	21.5	RdC	Local technique
Garage	18.55	RdC	Local technique
Stockage	46.35	R-1	Local technique
Dégagement	3.65	R-1	Local technique
Stockage	47	R-1	Local technique
Sas	3.80	R-1	ERP
Local répétition musique	28.40	R-1	ERP
Wc	2.50	R-1	ERP
Sas	3.25	R-1	ERP
Stockage archives	10.15	R-1	Local technique
Local technique	6.40	R-1	Local technique
Dégagement	45.25	R-1	ERP
Total	**1701**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Parcelles n°s 94-343-346-348	

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

MODELE

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expressepar voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une

MODELE

indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

MODELE

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

MODELE

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

<u>Sous-occupation à titre gratuit</u>

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

<u>Sous-occupation à titre payant</u>

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

MODELE

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

MODELE

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1990, est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-N-T pour un effectif maximal de 555 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **555** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **555** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

MODELE

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 102 733 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 102 733 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

MODELE

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette

MODELE

assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

MODELE

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

MODELE

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une

MODELE

modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

MODELE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

MODELE

Jacques SCHUMPP
Président

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :46 rue de l'aéropostale à Strasbourg

Au profit de l'association LUPOVINO

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 4
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 4
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 4
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 5
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
Article 16 : Redevance 11
Article 17 : Charges et taxes 11
2**Article 18 : Taxes** 12
Article 19 : Dépôt de garantie 11
Article 20 : Abonnements individuels 11
Article 21 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 22 : Assurance 12
Article 23 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 24 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 25 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 26 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 27: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 28 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 29 : Plomb **14**
Article 30: Termites et insectes xylophages **15**
Article 31 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 32 : Tolérance 16
Article 33 : Restitution des lieux 16
Article 34 : Maintien dans les lieux 16
Article 35 : Litiges 17
Article 36 : Election de domicile 17
Article 37: Interlocuteurs **17**
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association LUPOVINO ,
domiciliée 46 rue de l'aéropostale à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°72 FOL N° 50 du 8 juin 1995 représentée par Madame Hélène ARANEDER, sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée« l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 16 rue de l'aéropostale à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 269 m² situés dans l'immeuble sis 46 rue de l'aéropostale à Strasbourg , cadastré Section IV n°**275**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'accueil	34	RdC	ERP
Salle d'activités/coin cuisine	55	RdC	ERP
Salle multiactivités	44.8	RdC	ERP
Bureau administratif	24.2	RdC	ERP
Salle multiactivités	45	RdC	ERP
Local rangement	15.6	RdC	Local technique
Sanitaires publics HF	30	RdC	ERP
Salle multi activités	20.4	R+1	ERP
Total	**269**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Jardin et équipement multisports	533

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L’occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l’occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d’avenant par période successive d’un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l’année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l’article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d’intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d’intérêt général moyennant le respect d’un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l’occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en

procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :

- Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
- Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition

- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1993, est un établissement recevant du public de 5^{e} catégorie de type R pour un effectif maximal de 95 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **95** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **95** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 16 374 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 16 374 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L’occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L’IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l’article L126-23 dudit code communiqué à l’occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L’occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

    - un plan de prévention des risques d’inondation de l’Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l’aléa remontée nappes et submersion ;
    - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L’immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l’environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n’ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de

la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur

locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Hélène ARANEDER Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :Maison des associations 1a place des Orphelins à Strasbourg

Au profit de l'association de gestion de la Maison des associations de Strasbourg

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 6
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 7
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
Article 10 : Visite des lieux 10
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 11
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 12
Article 17 : Taxes 12
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 13
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **13**
Article 21 : Assurance 13
Article 22 : Responsabilité 14
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **14**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **14**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **15**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **16**
Article 29: Termites et insectes xylophages **16**
Article 30 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 17
Article 34 : Litiges 17
Article 35 : Election de domicile 17
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : Interlocuteurs 18
Article 38 : Annexes 18

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association de gestion de la Maison des associations de Strasbourg,
domiciliée 1a place des Orphelins à 67000 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°61 FOL N° 119
représentée par Monsieur Claude SCHNEIDER, son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 1a place des Orphelins à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 1602.5 m² situés dans l'immeuble sis 1a place des Orphelins , cadastré Section 17 n° **51**
Communs si yourcenar CSC
Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'accueil	38	RdC	ERP
Bureau d'accueil	17,5	RdC	ERP
Bureau	17,5	RdC	ERP
Bureau	11	RdC	ERP
Wc	15,5	RdC	ERP
Local technique	6,5	RdC	ERP
Dégagement	10	RdC	ERP
Salle Yourcenar	112,5	RdC	ERP
Cuisine (bâtiment 3)	28,5	RdC	ERP
Débarras (bâtiment 3)	11,5	RdC	ERP
Stockage (bâtiment 3)	19	RdC	ERP
Hall d'accueil	66,5	R+1	ERP
Dégagements	47,25	R+1	ERP
Bureau 101	10,5	R+1	ERP
Bureau 103	16,5	R+1	ERP
Bureau 104	22,5	R+1	ERP
Bureau 105	14	R+1	ERP
Bureau 106	18,25	R+1	ERP
Bureau 107	18	R+1	ERP
Bureau 108	28,8	R+1	ERP
Bureau 109	15,2	R+1	ERP
Bureau 110	25	R+1	ERP
Bureau 111	13	R+1	ERP
Stockage	16	R+1	ERP

Reprographie	24,5	R+1	ERP
Salle Mistral	53	R+1	ERP
Wc	18,7	R+1	ERP
Locaux techniques	6,6	R+1	ERP
Dégagements	10	R+1	ERP
Salle Herrade de Landsberg	105	R+1	ERP
Bureau 114 (bâtiment 3)	18	R+1	ERP
Wc (bâtiment 3)	12	R+1	ERP
Débarras (bâtiment 3)	8,5	R+1	ERP
Bureau 116 (bâtiment 3)	22	R+1	ERP
Hall d'accueil	67,5	R+2	ERP
Salle du personnel	11	R+2	ERP
Wc	17,2	R+2	ERP
Locaux techniques	10	R+2	Locaux techniques
Dégagements	10	R+2	ERP
Bureau 203	20	R+2	ERP
Bureau 204	17,8	R+2	ERP
Bureau 205	18,5	R+2	ERP
Bureau 206	15	R+2	ERP
Bureau 207	30	R+2	ERP
Bureau 208	23	R+2	ERP
Bureau 209	30	R+2	ERP
Bureau 210	14,5	R+2	ERP
Bureau 211	16,5	R+2	ERP
Bureau 212	16,5	R+2	ERP
Bureau 213	22	R+2	ERP
Salle Weiss	52,2	R+2	ERP
Dégagements	68	R+2	ERP
Bureau bâtiment 3	21	R+2	ERP
Wc	6,15	R+2	ERP
Bureau 217 (bâtiment 3)	34	R+2	ERP
Bureau 218 (bâtiment 3)	22,6	R+3	ERP
Wc (bâtiment 3)	6,15	R+3	ERP
Bureau (bâtiment 3)	25,7	R+3	ERP
Stockage (combles)	150	R+3	ERP
Total	**1602.5**		

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	Surface en m²
Cour intérieure (droit de passage uniquement)	
Porte cochère (droit de passage uniquement)	

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	Surface utile en m²	Niveau	Type
Locaux du Centre socioculturel	250	RdC	ERP
Logement	87		HABITATION
Total	**337**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre

des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'organisation et au développement d'activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition les locaux désignés à l'article 1, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae,* toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier

dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation avec remboursement des charges d'occupation

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précitées, l'occupant est autorisé à encaisser une somme forfaitaire calculée selon un tarif horaire d'occupation.Il correspond au seul remboursement des charges locatives, déterminées sur la base du compte annuel d'exploitation de la structure et comprend en particulier les frais de chauffage, d'éclairage, de nettoyage et de gardiennage. Chaque année, avant le 1er mai, le ou les tarifs de remboursement ainsi que leur mode de calcul seront communiqués au propriétaire. L'occupant s'engage à appliquer strictement ces tarifs. L'occupant respect le principe d'égalité entre usagers, ce qui signifie que toute personne dispose d'un droit d'accès égal et de traitement équitable.

En effet, une différenciation des tarifs peut être appliquée, à condition que pour tout sous-occupant le tarif n'excède pas le prix de revient de la mise à disposition, pour les situations suivantes :

- En raison de l'origine communale ou non des usagers
- En raison du niveau de ressources et des charges familiales de lu sous-occupant

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur

leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1850 et réhabilité en 2003 est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-W-R pour un effectif maximal de 475 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **475** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **475** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 238 751 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 238 751 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de

la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements

de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

- un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
- un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.

L’occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d’aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l’immeuble dont dépendent les lieux entre dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit antérieurement au 1er janvier 1949.
Le diagnostic est tenu à disposition de l’occupant, sur simple demande.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l’immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l’immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l’article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l’occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu’elle qu’en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d’entre elles est un élément indissociable de l’ensemble, dont l’absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Claude SCHNNEIDER Président	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :1 rue de Bourgogne à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre socioculturel de la Meinau

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **10**
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **15**
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : Interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre socioculturel de la Meinau,
domiciliée 1 rue de bourgogne à 67100 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°81 FOL N° 26
représentée par Madame Anne-Marie TARDIVET, sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 1 rue de bourgogne à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 1230.6 m² situés dans l'immeuble sis 1 rue de Bourgogne à Strasbourg , cadastré 482D Section EX n°**s 481 et 483**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'accueil	34,29	RdC	ERP
Bureau administratif	12,71	RdC	ERP
Cafétériat	42	RdC	ERP
Wc publics H/F	13,3	RdC	ERP
Salle d'activités	80	RdC	ERP
Wc publics H/F	63	RdC	ERP
Local technique	16	RdC	Local technique
Cuisine collective	40	RdC	ERP
Local rangement	30	RdC	ERP
Local déchets	9	RdC	Local technique
Vestiaire	15	RdC	ERP
Local rangement	15	RdC	ERP
Local rangement	30	RdC	ERP
Salle multiactivités	400	RdC	ERP
Salle d'activités + cuisine pédagogique	65	R+1	ERP
Salle d'activités	62	R+1	ERP
Salle d'activités	20	R+1	ERP
Salle d'activités	25	R+1	ERP
Salle d'activités	50	R+1	ERP
Wc publics H/F	13,3	R+1	ERP
Local technique	80	R+1	Local technique
Bureau administratif	15	R+1	ERP
Bureau administratif	19	R+1	ERP

Bureau administratif	15	R+1	ERP
Bureau administratif	13	R+1	ERP
Bureau administratif	14	R+1	ERP
Bureau administratif	14	R+1	ERP
Bureau administratif	25	R+1	ERP
Total	**1230.6**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Local vélos	10
local poubelles	10
espaces extérieurs	2200

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception,

trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.

Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae,* toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;

- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence

- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1968, est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-N-R-S pour un effectif maximal de 1 367 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

Le propriétaire est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **1 367** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **1 367** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 95 433 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 95 433 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L’occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d’abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L’occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l’Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l’article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L’occupant fera assurer en dommages auprès d’une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l’occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une

modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

Anne-Marie TARDIVET
Présidente

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse : 1 quai Flassmatt à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre socioculturel de la Montagne verte

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 17
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : Interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de la Montagne verte,
domiciliée 10 rue d'Ostwald à 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°37 FOL N° 20
représentée par Madame Linda LECLERE, sa Présidente en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 1 quai Flassmatt à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 629 m² situés dans l'immeuble sis 1 quai Flassmatt à Strasbourg , cadastré Section OA n°**138**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Bureau Direction	10,6	R+1	ERP
Mezzanine	20,5	R+1	ERP
Espace 4-6 ans	50,7	R+1	ERP
Ex conciergerie (bureaux, stockage, salle de réunion)	90,65	R+1	ERP
Escalier	1,4		ERP
Salle de musique	15,8	RdC	ERP
Bureau des associations	9,7	RdC	ERP
Espace accueil réunion	16,35	RdC	ERP
Wc	2,5	RdC	ERP
Cuisine associations	3,5	RdC	ERP
Sas 1	2,8	RdC	ERP
Sas 2	2,6	RdC	ERP
Salle de musique	43,65	RdC	ERP
Accueil	30,3	RdC	ERP
Local entretien	2,4	RdC	ERP
Sas d'entrée	2,25	RdC	ERP
Bureau assistante de direction	11,35	RdC	ERP
Bureau comptable	11,1	RdC	ERP
Wc	12,25	RdC	ERP
Bureau coordination	8,6	RdC	ERP
Salle d'activités	25	RdC	ERP
Dégagement rez de chausséee	23,05	RdC	ERP
Ludothèque	20,3	R-1	ERP

Cuisine	8,6	R-1	ERP
Salle d'activités	24,4	R-1	ERP
Régie	29,4	R-1	ERP
Locaux techniques	4	R-1	ERP
Salle de répétition musique	31,2	R-1	ERP
Salle de musique (ex cafétériat)	39,2	R-1	ERP
Wc	8,1	R-1	ERP
Locaux de stockage	24,5	R-1	ERP
Chaufferie	7,4	R-1	Local technique
Cave	14	R-1	Local technique
Escalier	3,7	R-1	ERP
Dégagement sous sol	16,8	R-1	ERP
Total	**629**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Parvis ??	43.50
Espace extérieur	73.5

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une

indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

<u>Sous-occupation à titre gratuit</u>

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

<u>Sous-occupation à titre payant</u>

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1931, est un établissement recevant du public de 5e catégorie de type L-R pour un effectif maximal de 200 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **200** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **200** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 56 546.56 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 56 546.56 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L’occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L’occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d’abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L’occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l’Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l’article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L’occupant fera assurer en dommages auprès d’une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux entre dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit antérieurement au 1er janvier 1949.
Le diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Linda LECLERE Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :10 rue d'Ostwald à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel de la Montagne Verte

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 17
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 :Interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel de la Montagne verte,
domiciliée 10 rue d'Ostwald à 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°37 FOL N° 20
représentée par Madame Linda LECLERE, sa Présidente en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 10 rue d'Ostwald à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 552.7 m² situés dans l'immeuble sis 10 rue d'Ostwald à Strasbourg , cadastré Section NT n°**271**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Salle multi activités	133	RdC	ERP
Salle de formation	26	R+1	ERP
Salle de formation	27	R+1	ERP
Salle multimédia	32	R+1	ERP
Bureau administratif	13,7	R+1	ERP
Bureau administratif	10,5	R+1	ERP
Bureau administratif	11	RdC	ERP
Bureau administratif	10,5	RdC	ERP
Cuisine pédagogique	27,5	R+1	ERP
Local rangement	4,7	R+1	ERP
Local rangement	10	RdC	ERP
Hall d'accueil	45	RdC	ERP
Wc publics	13	RdC	ERP
Wc publics	12	RdC	ERP
Wc personnel	6	R+1	ERP
Vestiaire + douches	12	RdC	ERP
Vestiaire + douches	16	RdC	ERP
Salle d'activités	20	RdC	ERP
Salle du personnel	10	R+1	ERP
Local entretien	6,8	R+1	ERP
Circulations et escaliers	105,9	R+1	ERP
Total	**552.7**		

MODELE

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Bande latérale végétalisée (façade nord est)	15.80

3.2 Locaux mutualisés

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Local TGBT	5.8	RdC	Local technique
Ascenseur			ERP
Local poubelles	7.2	RdC	Local technique
Chaufferie	7	RdC	Local technique
Total	**20.2**		

Les lieux comprennent en outre :

Espace extérieur	**Surface en m²**
Parking (façade sud est) avec deux emplacements CSC	
Cheminement de la rue vers le parking (façade sud est)	
Espace vert clôturé (façade sud)	
Cheminement et parvis vers entrée du public (façade sud ouest)	

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
CMS	640.2	RdC + R+1	ERP
Total	**640.2**		

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

MODELE

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une

MODELE

indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

MODELE

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

MODELE

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

<u>Sous-occupation à titre gratuit</u>

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

<u>Sous-occupation à titre payant</u>

En dehors des cas sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

MODELE

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation. Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

MODELE

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 2010, est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-W-R pour un effectif maximal de 680 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

Le propriétaire est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **680** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **680** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

MODELE

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 50 286 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 50 286 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

MODELE

L’occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L’occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d’abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L’occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l’Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l’article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L’occupant fera assurer en dommages auprès d’une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

MODELE

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

MODELE

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

MODELE

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré après le 1er juillet 1997, il n'est pas soumis aux dispositions de l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.

MODELE

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

MODELE

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :

- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles ;
- Règlement intérieur et ses annexes

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

MODELE

POUR L'OCCUPANT	POUR LE PROPRIETAIRE
Linda LECLERE Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :15 rue Augustin Fresnel à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel Victor Schoelcher

MODELE

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 4
Article 5 : Durée de la convention 4
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 5
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 5
6-4 : Résiliation de plein droit 5
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **6**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 6
Article 9 : Cession et sous-occupation 7
Article 10 : Visite des lieux 8
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 9
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 9
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 9
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 10
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **10**
Article 15 : Redevance 10
Article 16 : Charges 11
Article 17 : Taxes 11
Article 18 : Dépôt de garantie 11
Article 19 : Abonnements individuels 11
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 11
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **12**
Article 21 : Assurance 12
Article 22 : Responsabilité 12
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **13**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **13**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **13**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **14**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **14**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **14**
Article 28 : Plomb **14**
Article 29: Termites et insectes xylophages **15**
Article 30 : Amiante **15**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **15**
Article 31 : Tolérance 15
Article 32 : Restitution des lieux 15
Article 33 : Maintien dans les lieux 16
Article 34 : Litiges 16
Article 35 : Election de domicile 16
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 16
Article 37 :Interlocuteurs 16
Article 38 : Annexes 17

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel Victor Schoelcher,
domiciliée 56 rue du Rieth à 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°30 FOL N° 22
représentée par Madame Marie-Louise VERNEDE, sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 15 rue Augustin fresnel à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

MODELE

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 898 m² situés dans l'immeuble sis 15 rue Augustin Fresnel à Strasbourg , cadastré Section KY n° **264**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Hall d'entrée	47.36	RdC	ERP
Local poubelles	4.56	RdC	Local technique
Wc	11.81	RdC	ERP
Wc	11.81	RdC	ERP
Vestiaire 1	10.18	RdC	ERP
Vestiaire 2	10.18	RdC	ERP
Salle polyvalente	257.14	RdC	ERP
Bureau Directeur	11.64	RdC	ERP
Salle de groupe 1	110.26	RdC	ERP
Rangement	17.68	RdC	ERP
Local ménage	6.36	R+1	ERP
Circulation	37.66	R+1	ERP
Salle de groupe 2	59.83	R+1	ERP
Salle de musculation	84.73	R+1	ERP
Salle de groupe 3	39.75	R+1	ERP
Wc	5.14	R+1	ERP
Wc	4.14	R+1	ERP
Bureau	12.22	R+1	ERP
Bureau	6.55	R+1	ERP
CTA	14.70	R-1	Local technique
AEP	4.79	R-1	Local technique
Vestiaire	7.71	R-1	ERP
Vestiaire	7.84	R-1	ERP
Stockage	17.23	R-1	ERP

MODELE

Local électrique	6.64	R-1	Local technique
sous station chauffage	10.40	R-1	Local technique
Ascenseur			ERP
circulation	4.19	R-1	ERP
Total	**898**		

3.2 Locaux mutualisés

Sans objet

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Sans objet

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

MODELE

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En

MODELE

cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

MODELE

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant, le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae,* toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier

MODELE

dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit

Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.

Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.

Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

MODELE

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

MODELE

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1973, est un établissement recevant du public de 3e catégorie de type L-R-X pour un effectif maximal de 498 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire.

En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **498** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **498** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 216 561.6 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 216 561.6 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

MODELE

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :

MODELE

BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être

MODELE

considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

MODELE

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.

MODELE

Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

MODELE

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 :Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :

MODELE

- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

Sont annexés aux présentes :
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles ;
- Règlement intérieur et ses annexes

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT **POUR LE PROPRIETAIRE**

Marie-Louise VERNEDE
Présidente

Jeanne BARSEGHIAN
Maire

MODELE

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Adresse :56 rue du Rieth à Strasbourg

Au profit de l'association du Centre social et culturel Victor Schoelcher

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES **2**
Article 1 : Objet 2
Article 2 : Domanialité publique 2
Article 3 : Désignation des lieux 3
Article 4 : Etat des lieux 5
Article 5 : Durée de la convention 5
Article 6 : Résiliation de la convention 5
6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général 5
6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles 6
6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant 6
6-4 : Résiliation de plein droit 6
Article 7 : Destination des lieux 6
CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION **7**
Article 8 : Conditions générales d'occupation 7
Article 9 : Cession et sous-occupation 8
Article 10 : Visite des lieux 9
Article 11 : Interruption dans les services collectifs 10
Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements 10
Article 13 : Sécurité – *Accessibilité* 10
Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives 11
CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES **11**
Article 15 : Redevance 11
Article 16 : Charges 12
Article 17 : Taxes 12
Article 18 : Dépôt de garantie 12
Article 19 : Abonnements individuels 12
Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités 12
CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE **13**
Article 21 : Assurance 13
Article 22 : Responsabilité 13
CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE **14**
Article 23 : Diagnostic de performance énergétique **14**
Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon **14**
Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines **15**
Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon **15**
Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles **15**
Article 28 : Plomb **15**
Article 29: Termites et insectes xylophages **16**
Article 30 : Amiante **16**
CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS **16**
Article 31 : Tolérance 16
Article 32 : Restitution des lieux 16
Article 33 : Maintien dans les lieux 17
Article 34 : Litiges 17
Article 35 : Election de domicile 17
Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire 17
Article 37 : Interlocuteurs 17
Article 38 : Annexes 17

MODELE

ENTRE

La Ville de Strasbourg,
Domiciliée au Centre Administratif sis 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 20 mars 2023
Ci-après dénommée « le propriétaire »,

D'une part,

ET

L'association du Centre social et culturel Victor Schoelcher,
domiciliée 56 rue du Rieth à 67200 Strasbourg, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de de Strasbourg sous le volume n°30 FOL N° 22
représentée par Madame Marie-Louise VERNEDE, sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « l'occupant »

D'autre part.

EXPOSE

La mise à disposition des locaux situés 56 rue du Rieth à Strasbourg

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit:

CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, les biens décrits à l'article 3 et désignés « les lieux » dans les présentes afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions prévues ci-dessous.

L'occupant s'oblige à informer tout sous-occupant de la nature de cette convention, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après, de sorte que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété à ce sujet.

Article 2 : Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3 : Désignation des lieux

Les locaux privatifs de l'occupant, les locaux mutualisés avec le propriétaire de l'immeuble, ainsi que ceux dont le propriétaire se réserve la jouissance exclusive, dénommés « les lieux » dans les présentes, sont représentés précisément dans le(s) plan(s) d'occupation et détaillés dans le tableau des surfaces présenté ci-dessous.

3.1 Locaux privatifs de l'occupant

Les locaux privatifs de l'occupant se composent de locaux d'une surface utile d'environ 2 485 m² situés dans l'immeuble sis 56 rue du rieth à Strasbourg , cadastré Section LC n° **1332**

Les locaux privatifs sont composés de :

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Bureau de Direction	20	RdC	ERP
Loge accueil	9	RdC	ERP
Bureau reprographie	26,6	RdC	ERP
Bureau comptabilité	20	RdC	ERP
Bureau animateurs	10	RdC	ERP
Bureau animateurs enfance	26,5	RdC	ERP
Bureau animateurs	11,2	RdC	ERP
Grande salle d'activités enfance	45,4	RdC	ERP
Local de rangement	11,25	RdC	ERP
Wc	14,6	RdC	ERP
Mezzanine enfance	52	R+1	ERP
Mezzanine administration	28,4	R+1	ERP
Bureau FLE	17,3	RdC	ERP
Wc personnel	7,1	RdC	ERP
Hall, bar espace de restauration	111	RdC	ERP
Espace familles Rosa Parks	53,25	RdC	ERP
Cuisine Rosa Parks	12,8	RdC	ERP
Wc + dégagements Rosa Parks	6,2	RdC	ERP
Local de stockage Rosa Parks	7	RdC	ERP
Mezzanine Rosa Parks- espace bien être	57,4	R+1	ERP
Patio	45,5	RdC	ERP
Grande salle	460	RdC	ERP
Wc femmes	8,6	RdC	ERP
Salle d'activités	45,7	RdC	ERP

MODELE

Wc personnel chantier d'insertion	1,8	RdC	ERP
Bureau chantier d'insertion	15,35	RdC	ERP
Cuisine	23	RdC	ERP
Mezzanine bureau chantier d'insertion	50,7	R+1	ERP
Cuisine	36	RdC	ERP
Réserve et légumerie (2+1)	32,7	RdC	ERP
Bureau cuisine	5,5	RdC	ERP
Salle associations	73	RdC	ERP
Wc	6,4	RdC	ERP
Réserve	4,3	RdC	ERP
Labo	19,8	RdC	ERP
Bureau	13,5	RdC	ERP
Salle de poterie	54	RdC	ERP
Mezzanine	34	R+1	ERP
Sanitaires	12,7	RdC	ERP
Dépots (2)	24	RdC	ERP
Bureau secteur jeunes	20	RdC	ERP
Salle de restauration enfants	66,9	RdC	ERP
Wc	13,25	RdC	ERP
Mezzanine	34	R+1	ERP
Local électricité	12	R-1	Local technique
Douches	4,8	R-1	ERP
Wc	1,6	R-1	ERP
Salle judo	111,8	R-1	ERP
Dégagement + wc	13	R-1	ERP
Vestiaire judo (2)	24,95	R-1	ERP
Vestiaire chantier d'insertion (2)	18,55	R-1	ERP
Laverie	15,6	R-1	ERP
Garage	50,7	R-1	Local technique
Couloirs et dégagements	36	R-1 et RdC	ERP
Total	**2485**		

MODELE

3.2 Locaux mutualisés

Espace extérieur	**Surface en m²**
Local poubelles	
Parking	
Espaces verts	
Parvis et cheminements	
Arceaux vélos	
Cour de service (accès R-1) usage limité à un droit de passage	

3.3 Locaux privatifs du propriétaire

Local	**Surface utile en m²**	**Niveau**	**Type**
Médiathèque	472.15	RdC + R+1	ERP
Atelier service Espaces verts	34.00	R-1	Droit du travail
Chaufferie		R-1	Local technique

L'occupant déclare bien connaître les lieux pour les occuper

Il est précisé que toute erreur dans la désignation ci-dessus ne peut justifier ni réduction, ni augmentation de redevance.

Ci-après dénommés « les lieux ».

Article 4 : Etat des lieux

Une visite de suivi bâtimentaire est programmée pour chaque période de la présente convention par le service référent.

En fin de contrat, lors de la restitution des clés par l'occupant, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les parties après rendez-vous pris avec le propriétaire huit jours à l'avance et à des heures ouvrables.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période initiale allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 .

La présente convention pourra être reconduite trois fois, par reconduction expresse par voie d'avenant par période successive d'un an.

La notification expresse de reconduction de la convention devra être affective au plus tard le 1er décembre de l'année précédant la nouvelle période.,

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 6.

Article 6 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par le propriétaire ne donnera lieu à aucune indemnisation.

6-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

MODELE

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le propriétaire peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de six (6) mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'occupant.

6-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un (1) mois suivant l'installation dans les lieux ou de la perte des autorisations ;
- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 21 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux :

seront constitutif(s) d'un motif donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

6-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

Durant la période d'occupation de la présente convention, l'occupant aura la faculté de résilier la convention en notifiant au propriétaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant le terme choisi. La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée. Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'extinction de la présente convention.

6-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 7 : Destination des lieux

MODELE

Les lieux sont exclusivement destinés à l'exploitation d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics, à l'exclusion de toute autre activité commerciale, industrielle ou artisanale ou de toute autre utilisation.

L'occupant ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité en procédant à des substitutions ou à des additions d'activités, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre le propriétaire.

La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie du propriétaire que les autorisations administratives nécessaires, et notamment les exigences de la commission de sécurité, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Dans l'hypothèse où l'occupant souhaiterait apporter une modification aux modalités d'usage des lieux, sans en modifier substantiellement la destination, il devra en requérir l'accord préalable et écrit du propriétaire.

CHAPITRE II – CONDITIONS D'OCCUPATION

Article 8 : Conditions générales d'occupation

La présente autorisation est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte expressément.

L'occupant devra occuper les lieux paisiblement et en faire un usage raisonnable.
Il n'est pas autorisé à l'occupant de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance, de porter atteinte à la normale quiétude des lieux et des occupants, à quelque titre que ce soit, ni de troubler, en aucune façon la quiétude des voisins.

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publique ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le propriétaire se réservera la possibilité de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par sa Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

L'occupant devra fournir à la première demande du propriétaire, toutes les justifications qui pourraient être demandées concernant la bonne exécution de la convention.

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agréments, autorisations d'ouverture et/ou de travaux au titre des établissements recevant du public,. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant,

MODELE

le tout de manière à ce que le propriétaire ne puisse pas être inquiété à ce sujet ni sa responsabilité être recherchée.

Le propriétaire demeurera responsable de l'usure normale des lieux et des vices structurels pouvant les affecter.

L'occupant informera le propriétaire sans délai de toute modification survenant au cours de l'exécution de la convention notamment au niveau de ses statuts, de son fonctionnement, etc… et lui transmettra les statuts actualisés.

L'occupant s'engage à faire état du soutien du propriétaire dans sa communication

Article 9 : Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie *intuitu personae*, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.
Le propriétaire autorise l'occupant à sous-occuper tout ou partie des lieux sans avoir à requérir son consentement dans la mesure où les conditions de la présente convention en terme de durée et de conditions financières sont reprises dans la convention de sous-occupation.

La convention de sous occupation est annexée par l'occupant au registre de sécurité au cours de la période d'occupation des locaux par le sous occupant.

L'autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- l'utilisation des locaux est réservée à une action conforme à la vocation de l'association et du bâtiment
- l'utilisation des locaux doit être conforme aux arrêtés et règlementations en vigueur ;
- l'utilisation des locaux ne doit porter en aucune manière atteinte à l'ordre public, les mesures d'hygiène et de sécurité doivent être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage.
- La pratique du culte est interdite

En cas de sous-occupation, l'occupant restera seul obligé envers le propriétaire à l'exécution de toutes les obligations de la présente convention, le(s) sous-occupant(s) ne pouvant avoir vis-à-vis du propriétaire aucun droit supplémentaire par rapport à l'occupant.

L'occupant s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans le cadre républicain et laïc : assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et culturelles, il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Sous-occupation à titre gratuit
Compte tenu de la mission d'animation globale du centre socioculturel et de son soutien aux associations ayant vocation à agir dans la vie du quartier, un principe d'ouverture des locaux sur le quartier est posé, reposant sur :

MODELE

- Une sous occupation gratuite pour la tenue des assemblées générales des associations, et en fonction des disponibilités, des conseils d'administration des associations du quartier ou intervenant sur le quartier et disposant de peu de moyens, notamment celles portées exclusivement par des personnes bénévoles.
- Une sous occupation gratuite pour les actions ou manifestations répondant aux deux critères suivants :
    - Action émanant d'un projet construit en partenariat entre plusieurs associations du quartier
    - Action ou manifestation avec accès libre et gratuit portée par une association

Le conseil d'administration de l'occupant est décisionnaire de l'autorisation de sous occupation gratuite des salles sur la base des critères mentionnés ci-dessus. La décision d'octroi ou de refus doit respecter l'égalité de traitement. Aucune discrimination ni exclusivité n'est tolérée.

Sous-occupation à titre payant

En dehors des cas de sous-occupation à titre gratuit précités, l'occupant est autorisé à mettre à disposition tout ou partie des locaux à titre payant aux seuls membres de l'association à jour de leur cotisation au moment de l'occupation.
Les tarifs appliqués sont fixés par l'assemblée générale de l'association et la sous-occupation est accordée dans le respect d'une égalité de traitement entre les membres.

En outre, et pour le cas de sous-occupation partielle, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties, la ou les sous-occupations ne seront pas opposables au propriétaire, l'occupant faisant son affaire, à ses risques et périls exclusifs, de la situation de toute sous-occupation.
Dans le cas d'une autorisation d'occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, l'occupant devra fournir au sous occupant les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux portant sur :

- Les consignes particulières de sécurité et d'hygiène
- La transmission des coordonnées de la ou des personnes à contacter en cas d'urgence
- La reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenues dégagés
- L'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et des EAS ainsi que sur leurs modalités de mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés …)
- L'effectif maximal autorisé

Il s'assurera également que le sous occupant a bien souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes placées sous sa responsabilité.

Article 10 : Visite des lieux

Pour permettre au propriétaire d'exercer son contrôle, l'occupant devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux occupés pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble. L'occupant devra également les laisser visiter par les personnes susceptibles de les occuper à l'issue de la présente convention, à condition qu'elles soient accompagnées par des représentants du propriétaire. Le propriétaire s'engage à prévenir l'occupant au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

MODELE

L'occupant s'engage :

- À informer le propriétaire de tout problème pouvant survenir dans l'exercice de la présente autorisation, notamment tous les dommages survenus aux biens mis à disposition
- A autoriser l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'au registre de sécurité du bâtiment

Pour permettre à l'occupant d'exercer des responsabilités au titre des articles 12 et 13 du présent document, le propriétaire devra le laisser, ses représentants ou prestataires et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux qu'il occupe à titre privatif. L'occupant s'engage à prévenir le propriétaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf cas d'urgence.

MODELE

Article 11 : Interruption dans les services collectifs

De manière générale, le propriétaire ne garantit pas l'occupant et, par conséquent, ne pourra pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif ou prestation de service intérieur ou extérieur à l'immeuble.

Article 12 : Entretien – Travaux – Aménagements

L'occupant devra respecter les obligations fixées à l'article E du règlement intérieur.

Article 13 : Sécurité – *Accessibilité*

L'immeuble objet des présentes, construit en 1985, est un établissement recevant du public de 2e catégorie de type L-N-R-S-X pour un effectif maximal de 774 personnes**.**

Les conditions d'exploitation en termes de sécurité et d'accessibilité sont définies à l'article F du règlement intérieur.

L'occupant est désigné comme RUS (Responsable Unique de Sécurité) en application de l'article R 123-21 du Code de la construction et de l'habitation, pour les lieux. L'occupant s'engage à communiquer le nom et les coordonnées seront de la ou des personne(s) référentes au propriétaire. **En l'absence de la personne désignée en qualité de RUS, ses missions seront assurées par un suppléant à désigner par l'occupant en son sein.**

Par ailleurs, la présente autorisation est consentie sous la condition expresse et déterminante des présentes, sans laquelle le propriétaire n'aurait pas contracté, que les lieux soient occupés par un maximum de **774** personnes simultanément y compris lors des animations ou réunions ponctuelles, le

tout afin d'être en conformité avec la règlementation applicable en matière de sécurité et plus spécifiquement de dégagement incendie. En effet, le propriétaire rappelle à l'occupant que les lieux loués disposent en termes de dégagement d'issues présentant des unités de passage qui autorisent la présence de **774** personnes maximum dans les lieux, ce que l'occupant reconnait expressément.

Il s'oblige par ailleurs à respecter et faire respecter par ses éventuels ayants droit ou sous l'occupants le nombre maximum de personnes autorisées à être simultanément dans les lieux loués, de sorte que le propriétaire ne puisse être inquiété à ce sujet.

Article 14 : Respect des autres prescriptions administratives

- L'occupant devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le propriétaire ne puisse être ni inquiété, ni sa responsabilité recherchée.

CHAPITRE III – CONDITIONS FINANCIERES

Article 15 : Redevance

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit de redevance

A titre informatif, la valeur locative annuelle des lieux est estimée à 202 247 euros. L'avantage en nature ainsi alloué représente un montant de 202 247 euros. Celui-ci devra faire l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'occupant.

Les montants de la redevance et de l'avantage en nature ci–dessus stipulés seront révisés automatiquement et sans accomplissement d'aucune formalité de plein droit à la date anniversaire de la convention en fonction de la variation de l'indice national du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE.

L'indice de base retenu pour la fixation de la redevance initiale susmentionnée est, de l'accord des parties, le dernier indice ICC publié à la date d'entrée en vigueur de la présente convention à savoir celui du 2e trimestre 2022, soit 1 966.

Pour chaque révision à venir, cet indice sera comparé à celui du trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour la révision, suivante et ainsi de suite.

Si au cours de la mise à disposition, la publication devait cesser, il sera fait application de l'indice de remplacement défini par l'INSEE. A défaut d'indice de remplacement, les parties définiront d'un commun accord le nouvel indice en fonction duquel les révisions susmentionnées s'effectueront. L'indice choisi par les parties fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

MODELE

Article 16 : Charges

En sus de la redevance, l'occupant s'oblige à rembourser au propriétaire sa quote-part des provisions de charges réglementaires annuelles. Aucune avance sur charges ne sera acquittée par l'occupant. A l'issue de chaque année civile, un décompte annuel des charges d'occupation lui sera envoyé.

Les modalités de contribution financières entre le propriétaire et l'occupant sont définies au III.C du règlement intérieur, annexé au présent document.

Article 17 : Taxes

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, contributions ou taxes lui incombant du fait de son occupation des lieux, sans que le propriétaire ne puisse jamais être inquiété, ni recherché à ce sujet et devra en justifier à toute réquisition du propriétaire. L'occupant devra notamment s'acquitter de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou toute contribution ou redevance qui viendrait à la remplacer.

L'occupant devra, avant tout déménagement, justifier du paiement des impôts dont le propriétaire pourrait être tenu responsable.

Article 18 : Dépôt de garantie

Sans objet

Article 19 : Abonnements individuels

L'occupant devra supporter les frais de consommation individuelle : chauffage, eau froide et eau chaude, électricité, téléphonie, internet, etc.. découlant de la présente occupation pour les parties qui les concernent. Les modalités de gestion en vue de souscrire aux différents contrats d'abonnements de consommation sont définies dans le règlement intérieur. L'occupant initie les démarches administratives permettant de rendre effective la résiliation des abonnements pour le jour de son départ.

Article 20 : Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, des charges et taxes se fera auprès de la Trésorerie de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

MODELE

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

CHAPITRE IV – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Article 21 : Assurance

L'occupant fera assurer en dommages auprès d'une compagnie notoirement solvable pour des sommes suffisantes les constructions, aménagements réalisés ainsi que les biens lui appartenant et en fonction de ses activités notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et souscrira d'une manière générale toutes assurances de manière à ce que le propriétaire ne soit jamais recherché ni inquiété.

Il souscrira également une police "responsabilité civile" couvrant les dommages corporels et garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison de tous les dégâts qui peuvent être causés directement ou indirectement aux bâtiments, équipements, matériels, personnels/usagers/membres.

Ces assurances devront comporter une renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs. Toutefois, si la responsabilité du propriétaire, auteur ou responsable du sinistre, est assurée, l'occupant ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets. A titre informatif uniquement, il est précisé que le propriétaire a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par l'occupant devront être remises au propriétaire, lors de la remise des clés, puis chaque année à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande du propriétaire.

Article 22 : Responsabilité

L'occupant sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres, personnel, visiteurs ou les biens dont il a la garde.

L'occupant fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant à l'occupant, il est précisé que le propriétaire ne garantit pas l'occupant et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. Le propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considéré comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont l'occupant pourrait être victime dans les lieux occupés.

L'occupant devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble,

MODELE

les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où le propriétaire aurait à payer des sommes quelconques du fait de l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

L'occupant agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité du propriétaire puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

CHAPITRE V – RENSEIGNEMENTS SUR L'IMMEUBLE

Article 23 : Diagnostic de performance énergétique

L'immeuble objet du présent contrat entre dans le champ d'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives au diagnostic de performance énergétique.
Le propriétaire a conformément à l'article L126-23 dudit code communiqué à l'occupant qui le reconnaît le diagnostic répondant aux diverses exigences posées par les articles L 126-26 à L 126-33du Code de la construction et de l'habitation.
Ce diagnostic est demeuré ci-annexé.
L'occupant est informé qu'il ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire des informations contenues dans le diagnostic de performance énergétique, lequel n'a qu'une valeur informative.

Article 24 : Risques naturels, miniers, technologiques, sismicité et radon

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que :

- la Commune de STRASBOURG est située dans un périmètre couvert par :

  - un plan de prévention des risques d'inondation de l'Eurométropole de Strasbourg approuvé le 20 avril 2018 pour l'aléa remontée nappes et submersion ;
  - un plan de prévision des risques technologiques approuvé le 28 novembre 2013 pour les effets thermique, toxique et surpression ;

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle pour la Ville de STRASBOURG est demeurée ci-annexée.
L'immeuble est situé dans une zone 3 de sismicité (modérée) conformément aux articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement.

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, que les lieux ne sont pas situés dans une zone couverte par un plan de prévision des

MODELE

risques technologiques prescrit ou approuvé, ou par un plan de prévention des risques miniers prescrit ou approuvé ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou approuvé,
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, les lieux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée aux articles L. 125-2 et L. 128-2 du Code des assurances.

Article 25 : Information du l'occupant sur le risque d'effondrement des cavités souterraines

L'occupant déclare avoir connaissance de la possibilité d'existence sur la commune où se situe l'immeuble dont dépend les lieux de cavités souterraines n'ayant pas fait l'objet d'un plan de prévention de risques miniers relatif aux risques d'effondrement
Une base de données nationale est consultable sur le site www.cavites.fr ;
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 26: Information de l'occupant sur l'exposition au radon

L'occupant est informé que la commune de Strasbourg est située en zone de potentiel radon de catégorie 1 (risque faible)
Une base de données nationale ainsi que la cartographie du potentiel radon est consultable sur le site www.irsn.fr
L'occupant déclare vouloir faire son affaire personnelle de sa situation à la décharge du propriétaire.

Article 27 : Aléa – retrait gonflement des argiles

Aux termes des informations mises à disposition par la Préfecture du Département, l'immeuble dont dépendent les lieux par la cartographie de l'aléa retrait gonflement des argiles établie par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la Mer ainsi que par la Direction Départementale de l'Equipement.
L'occupant déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle, se déclarant parfaitement informé des risques liés à cette situation.
Une copie de la cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles est demeurée annexée aux présentes.

Article 28 : Plomb

Le propriétaire déclare que l'immeuble dont dépendent les lieux n'entre pas dans le champ d'application de la législation concernant la lutte contre le saturnisme, pour avoir été construit postérieurement au 1er janvier 1949.
Le propriétaire déclare en outre n'avoir reçu aucune notification de la part du préfet du département relative à l'établissement d'un diagnostic de l'immeuble en vue de déterminer s'il présente un risque d'accessibilité au plomb pour ses l'occupants.

MODELE

Article 29: Termites et insectes xylophages

Le propriétaire déclare qu'à ce jour l'immeuble dont dépendent les lieux n'est pas inclus dans une zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites au sens de l'article L. 133-5 du Code de la construction et de l'habitation, et qu'il n'a pas eu connaissance de la présence de termites ou plus généralement d'insectes xylophages dans l'immeuble à ce jour ou dans le passé.

Article 30 : Amiante

Le permis de construire de l'immeuble dont dépendent les lieux ayant été délivré avant le 1er juillet 1997, un diagnostic technique amiante a été établi conformément à l'article R.1334-29-4 du Code de la santé publique.
Le présent diagnostic est tenu à disposition de l'occupant, sur simple demande.

CHAPITRE VI – AUTRES CONDITIONS

Article 31 : Tolérance

Une tolérance exceptionnelle relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra pas, qu'elle qu'en soit la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions figurant aux présentes et acceptées par les parties signataires.

Aucune clause ne peut être considérée comme accessoire, chacune d'entre elles est un élément indissociable de l'ensemble, dont l'absence aurait entraîné la non signature de la présente convention.

Article 32 : Restitution des lieux

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le propriétaire de la date de son déménagement trente (30) jours calendaires à l'avance.

Le jour de son déménagement même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme et au plus tard le jour de l'expiration de la convention, l'occupant devra rendre les lieux en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel l'occupant devra restituer toutes les clés, codes d'acces au propriétaire (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans le cas où l'occupant se refuserait à libérer les lieux il sera fait application de l'article 25 des présentes

MODELE

Article 33 : Maintien dans les lieux

Dans l'hypothèse où l'occupant se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. L'occupant pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 34 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 35 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le propriétaire fait élection de domicile en son siège et l'occupant dans les lieux.

Article 36 : Droit d'utilisation temporaire par le propriétaire

Le propriétaire dispose du droit d'usage des biens mis à disposition, sans que l'occupant puisse opposer un refus, ni prétendre à une contrepartie financière suivant les dispositions de l'article I.D du règlement intérieur.

Article 37 : Interlocuteurs

service référent de l'association: service jeunesse éducation populaire

Interlocuteurs de l'association auprès de la Ville :

- Fonction
- Numéro de téléphone :
- Adresse courriel :

Article 38 : Annexes

MODELE

Sont annexés aux présentes :

- le règlement intérieur de l'immeuble et ses annexes
- Liste des arrêtés de catastrophe naturelle de la Ville de STRASBOURG;
- Cartographie d'aléa retrait gonflement des argiles.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Strasbourg, le

POUR L'OCCUPANT	**POUR LE PROPRIETAIRE**
Marie-Louise VERNEDE Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

MODELE

70

au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Résolution présentée par M. Pierre JAKUBOWICZ - Diminuer les déchets dans l'espace public.

Numéro V-2023-385

La gestion et la réduction des déchets et un enjeu majeur de la transition écologique de notre ville. Le tri et la valorisation des déchets sont des éléments essentiels des stratégies à mettre en place. A ce titre Strasbourg a été pionnière par le passé dans le développement du tri dans les immeubles d'habitation. Le tri est un geste éco-citoyen du quotidien vertueux et durable qui permet de réduire notre empreinte carbone en lien avec les filières de recyclage. Ce geste individuel pour être maintenu et développé doit être accompagné de politiques publiques comme le prévoit le Plan Climat 2030 de l'Eurométropole de Strasbourg dont l'objectif est de réduire de moitié la poubelle bleue des habitants en réduisant, en réutilisant et en recyclant davantage d'ici à 2030.

Alors que nous incitons de plus en plus d'enseignes commerciales à utiliser des éco-emballage ou des matériaux biosourcés et recyclables, il est indispensable que les filières de collecte, de nettoyage ou de valorisation de ces emballages et de ces matériaux puissent répondre aux besoins du territoire. C'est notamment un enjeu dans les centres-villes et dans les zones touristiques denses où la consommation de boissons et de nourriture à emporter est importante, et qui implique de nombreux emballages et bouteilles plastiques.

Par cette résolution, en lien avec l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg s'engage à sensibiliser les commerçants, habitants et visiteurs à réduire le volume de déchets produits, à accompagner le déploiement de zones de tri sur l'espace public au centre-ville et dans les zones touristiques ou de loisir denses, afin de permettre une collecte écoresponsable des déchets et leur valorisation. Conformément à l'étude en cours par l'Eurométropole de Strasbourg, le déploiement des zones de tri devra être adapté à la typologie des déchets produits (déchets alimentaires, verre, emballages recyclables, autres déchets) dans ces différents espaces et accompagné d'une signalétique engageante et approprié.

Un partenariat avec certaines grandes enseignes de restauration rapide pourra être recherché pour une action collaborative en faveur de la propreté de l'espace public et d'une gestion des déchets plus durable et vertueuse.

La mise en place de dispositifs temporaires de réduction des déchets (contenants réutilisables) et de tri (notamment des déchets alimentaires), pourra aussi être expérimentée à l'occasion des grandes manifestations comme le marché de Noël de Strasbourg.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157133-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°70

Résolution présentée par M. Pierre JAKUBOWICZ - Diminuer les déchets dans l'espace public.

Pour	Contre	Abstention
46	0	0

AGHA BABAEI Syamak, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline

71

Motion au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Motion présentée par Mme Anne-Pernelle RICHARDOT - Strasbourg et l'Eurométropole doivent mettre en place un droit à congé menstruel.

Numéro V-2023-376

Le rapport d'étude de l'IFOP sur « les difficultés à vivre ses règles au travail et l'attrait des salariées pour le congé menstruel » publié en septembre 2022 a mis en lumière une triple réalité :

- Les règles ont des conséquences sur la qualité de vie au travail des femmes : 53% des salariées menstruées ont des règles douloureuses et 35% déclarent que leurs règles ont un impact négatif sur leur travail.

- Les règles sont un sujet de moqueries ; 21% des salariées ont déjà fait l'objet de moqueries ou de remarques désobligeantes

- La mise en place d'un dispositif de soutien à l'attention des salariées menstruées, bien qu'il comporte quelques freins, est soutenu par 66% de salariées qui sont favorables à la mise en place d'un congé menstruel

Par ailleurs, le 16 février dernier, les députés espagnols ont voté définitivement une loi créant un « congé menstruel » pour les femmes souffrant de règles douloureuses.

La ville de Saint-Ouen emboîte le pas et met en place le même congé pour l'ensemble des agentes de son administration qui deviendra effectif dès le 27 mars prochain.

Ces mesures inédites brisent un tabou.

Le Conseil Municipal de Strasbourg, réuni le lundi 20 mars 2023, décide d'engager l'étude et la mise en œuvre d'un dispositif expérimental portant sur trois mesures cumulables et qui pourront se mettre en place progressivement, pour les agentes de son administration :

- Aménager les postes de travail afin de favoriser l'alternance des stations assises/ debout et de réduire les efforts physiques ;

- Aménager le temps de travail par la mise en place de facilités horaires ;

- Instaurer des autorisations spéciales d'absence aux agentes dont la situation de santé a pour conséquence des règles douloureuses liées à une pathologie établie médicalement ;

L'objectif est que les salariées puissent avoir la possibilité de poser jusqu'à deux journées de congés, d'aménager leur emploi du temps ou de travailler de chez elles, sans qu'aucune journée de carence ne leur soit décomptée.

Pour cela, afin de faciliter sa communication et de travailler à son appropriation au sein de l'organisation du travail par l'ensemble des agentes, il sera étudié le principe d'une expérimentation comportant une phase d'installation du dispositif, une phase de mise en œuvre et une phase d'évaluation en vue d'une possible pérennisation.

La médecine du travail comme l'ensemble des organisations syndicales seront associées à la phase préparatoire d'installation comme à la phase d'évaluation.

Ainsi, à Strasbourg, le travail d'une femme en cas de règles incapacitantes liées par exemple à des pathologies comme l'endométriose, sera reconnu comme une situation spéciale d'incapacité temporaire de travail.

Le Conseil municipal, réuni le 20 mars 2023, adopte cette motion et demande au Gouvernement l'inscription du « congés menstruels » à l'étude d'un projet de loi.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157116-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu

le 24 mars 2023

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 71 à l'ordre du jour : Motion présentée par Mme Anne-Pernelle RICHARDOT - Strasbourg et l'Eurométropole doivent mettre en place un droit à congé menstruel.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 52 voix + 2

+ 2 voix : MM. Guillaume LIBSIG et Salah KOUSSA ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°71

Motion présentée par Mme Anne-Pernelle RICHARDOT - Strasbourg et l'Eurométropole doivent mettre en place un droit à congé menstruel.

Pour	**52**	**AGHA BABAEI Syamak, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline**
Contre	**0**	
Abstention	**0**	

72

Motion au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Motion présentée par M. Pierre JAKUBOWICZ et Mme Rebecca BREITMAN - A Strasbourg, mettre fin au harcèlement qui vise les LGBTI+.

Numéro V-2023-375

Le 7 janvier dernier à Golbey dans les Vosges, un jeune collégien de 13 ans prénommé Lucas s'est donné la mort, victime d'un harcèlement insupportable lié à son homosexualité. Après la mort tragique de ce jeune adolescent qui a provoqué une émotion nationale et bouleversé l'ensemble des élus du Conseil municipal, nous rappelons solennellement que l'homophobie tue et que le harcèlement scolaire tue.

L'homophobie est un délit puni par la loi. Le harcèlement scolaire lié à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre se situe au croisement de deux problématiques éducatives qui touchent chaque jour les élèves.

En tant que collectivité qui a un rôle à jouer aux côtés de l'Éducation nationale en matière éducative, la Ville de Strasbourg réaffirme sa volonté de lutter contre le harcèlement scolaire sous toutes ses formes et contre le harcèlement en ligne. L'homosexualité n'est pas une question d'âge, le harcèlement qui y est lié peut intervenir dès l'école primaire, visant des enfants en construction affective, morale et intellectuelle.

La Ville de Strasbourg s'engage contre l'homophobie et les discriminations liées au genre au sein de ses écoles. Elle réaffirme que la motion voté le 3 mai 2021 « Strasbourg, zone de liberté LGBTI+ » et la délibération cadre du 21 juin 2021 constituent le socle de son action pour lutter contre les haines anti-LGBTI+, notamment « en menant une politique de sensibilisation aux discriminations et d'éducation au genre dans les écoles de la Ville, en partenariat avec les acteurs associatifs ». Elle réaffirme son volontarisme pour lutter contre le harcèlement et le cyberharcèlement et pour accompagner la mise en en place des « cellules d'écoute et de prévention dans les établissements scolaires » ainsi qu'il a été voté dans la motion du 21 juin 2021, notamment dans le cadre du programme pHARe du Ministère de l'Éducation nationale.

L'éducation et la sensibilisation sont le premier outil que la Ville de Strasbourg se doit de mobiliser pour lutter contre les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle. Via son soutien aux associations d'éducation populaire et son rôle dans

les écoles municipales, la Ville de Strasbourg mettra en place dès 2023 une campagne de sensibilisation et de lutte contre le harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157103-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°72

Motion présentée par M. Pierre JAKUBOWICZ et Mme Rebecca BREITMAN - A Strasbourg, mettre fin au harcèlement qui vise les LGBTI+.

Pour **52**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

73

Motion au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Motion présentée par le groupe des élu·es Strasbourg écologiste et citoyenne - Strasbourg, ville féministe, se mobilise pour le droit à l'IVG.

Numéro V-2023-380

Au mois de juin 2022, au sein de ce Conseil Municipal, nous avons réagi, de façon immédiate et unanime aux menaces sur le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) aux États-Unis. Le conseil municipal a affirmé, à l'unanimité, notre plein soutien aux femmes étasuniennes et condamné ce terrible retour en arrière de la législation.

Comme nous pouvions le craindre, cette régression historique des droits fondamentaux n'allait pas être sans conséquences en Europe et en France. À Strasbourg, siège du Parlement européen, les forces anti-IVG se sentent renforcées par ce précédent et sortent du bois. Le lobbying auprès des parlementaires s'intensifie. Une rencontre visant à lutter contre l'avortement a eu lieu le 23 novembre 2022 au sein même du parlement.

En janvier, un cycle de quatre rencontres, organisé par le groupe réactionnaire « Alliance Vita » visait à diffuser une propagande anti-IVG. Enfin, le mercredi 8 mars dernier, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le Planning Familial qui organisait des Portes Ouvertes à Strasbourg s'est réveillé avec un tag odieux et liberticide qui assimilait l'avortement à une violence faite aux femmes.

Selon un rapport européen, le financement européen de ce type de mouvement a augmenté de près de 200%[1] entre 2009 et 2018. Ce sont plus de 700 millions d'euros venus des États-Unis, de la Russie et d'autres états, qui ont été versés en soutien à des organisations et mouvements anti-avortement, à des fins de mobilisation sociale et de lobbying politique.

Ces mouvements disséminent également de nombreuses fausses informations via des outils de communication modernes, mettant en danger de façon indéniable le droit à une information juste et vraie auprès de publics divers, et de plus en plus jeunes. Le gouvernement s'est d'ailleurs saisi de cette problématique en lançant une plateforme numérique https://ivg.gouv.fr/les-idees-recues

Il est important de le rappeler : la diffusion ou la transmission d'allégations ou d'indications de nature à induire intentionnellement en erreur, dans un but dissuasif, sur

[1] *Des financements issus de l'extrémisme religieux visent à faire reculer les droits humains en matière de santé sexuelle et reproductive en Europe 2009 – 2018,* European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Right

les caractéristiques ou les conséquences médicales d'une IVG constitue un délit d'entrave en vertu de l'article L. 2223-2 du code de la santé publique et est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Face à la recrudescence des discours anti-IVG nous appelons au strict respect de la loi.
Le conseil municipal de Strasbourg réitère également son soutien à la protection du droit fondamental des femmes à disposer de leur corps.

Ce 8 mars dernier, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé vouloir *« graver la liberté des femmes de recourir à l'interruption volontaire de grossesse. »*. Les associations féministes saluent cette avancée mais appellent aussi à la vigilance : elles ne se battent pas depuis maintenant plusieurs années pour inscrire une liberté dans la Constitution, elles se battent pour inscrire un droit fondamental, pour s'assurer qu'aucun recul ne sera possible. Pour cela, il faut aussi que cette inscription fasse l'objet d'un projet de loi propre. Les droits des femmes méritent plus qu'une révision constitutionnelle en « lot » qui risque de provoquer un manque de consensus.
Nous appelons le gouvernement à faire preuve de bon sens et à cesser d'instrumentaliser le droit des femmes. Sanctuarisez le **droit fondamental** à l'IVG en France par son inscription dans la Constitution.

Ressources :

Mercredi après-midi, Emmanuel Macron a en effet annoncé vouloir *« graver la liberté des femmes de recourir à l'interruption volontaire de grossesse »* dans la Constitution. *« Un projet de loi portant révision de notre* [texte fondamental] *sera préparé dans les prochains mois »*, a-t-il ajouté. En parlant de *« liberté »* et non pas de *« droit »*, comme le réclamaient les associations féministes, le chef de l'État a préféré la formulation votée début février par le Sénat à celle du texte qu'avait adopté l'Assemblée nationale.

« liberté de la femme de mettre fin à sa grossesse ».

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.
La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite. Pour plus d'informations, consultez nos conditions générales de vente. Pour toute demande d'autorisation, contactez syndication@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/03/09/inscription-de-l-ivg-dans-la-constitution-l-annonce-d-emmanuel-macron-saluee-mais-ses-modalites-inquietent_6164723_823448.html?random=1597022732

Cela faisait quelques jours que l'Elysée faisait monter la petite musique d'une annonce présidentielle, en invitant à se montrer *« extrêmement attentif »* à ce que le chef de l'Etat pourrait dire lors de la cérémonie d'hommage à Gisèle Halimi. S'il était nécessaire de l'être, c'était justement pour le choix des mots prononcés. En s'engageant en faveur de l'inscription *« dans notre texte fondamental »* de *« cette liberté »*, le chef de l'Etat n'a guère laissé de doute sur sa préférence pour la formulation du Sénat.

Au grand regret du collectif de gauche Avortement en Europe, les femmes décident, qui a réagi par communiqué en saluant certes l'annonce mais en demandant également que *« le droit à l'IVG soit garanti dans la Constitution comme étant un droit fondamental, condition indispensable pour sécuriser ce droit pour les années à venir, comme le vote de l'Assemblée nationale l'a exprimé »*.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/03/09/inscription-de-l-ivg-dans-la-constitution-l-annonce-d-emmanuel-macron-saluee-mais-ses-modalites-inquietent_6164723_823448.html?random=1597022732

En citant *« la liberté »* des femmes à mettre fin à une grossesse non désirée et non *« le droit »* à l'IVG, Emmanuel Macron entérine de fait la jurisprudence du Conseil constitutionnel, qui a jusqu'à présent fait découler la liberté d'interrompre une grossesse de l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, lequel dispose que *« la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui »*.

« L'essentiel est que ce soit assumé par le gouvernement et que ça puisse être adopté par voie parlementaire, sans passer par un référendum » qui pourrait s'avérer risqué, considère pour sa part Sylvie Pierre-Brossolette. A la différence d'une proposition de loi, un projet de loi de révision constitutionnelle peut en effet être adopté en passant par un vote du Congrès, avec une majorité des trois cinquièmes.

Vers une révision constitutionnelle d'ensemble

Une autre question se pose désormais : celle du cadre dans lequel s'inscrira cette modification constitutionnelle. *« Ce qui est clair pour nous, c'est que la sincérité de l'annonce d'Emmanuel Macron sera jugée à l'aune du projet de loi qu'il déposera »*, réagit la sénatrice socialiste de l'Oise Laurence Rossignol, cosignataire d'une lettre adressée le 1er mars au président de la République lui enjoignant de prendre l'initiative d'un projet de loi constitutionnel.

« Soit il essaye de glisser l'IVG dans une série de mesures qui vont diviser celles et ceux qui affichaient pourtant un front commun pour constitutionnaliser l'avortement, auquel cas ça jetterait un doute sur la sincérité de la démarche, soit il dépose un projet de loi à part entière qui pourrait être adopté par le Congrès avec une formulation de compromis », ajoute l'ancienne ministre des familles et des droits des femmes.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157119-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°73

Motion présentée par le groupe des élu·es Strasbourg écologiste et citoyenne - Strasbourg, ville féministe, se mobilise pour le droit à l'IVG.

Pour **52**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JUND Alain, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

74

Motion au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Motion présentée par M. Jean-Philippe VETTER - Strasbourg soutient ses commerçants contre les actes de vandalisme.

Numéro V-2023-399

Dans la nuit du 6 au 7 mars, plusieurs vitrines de commerçants strasbourgeois ont été vandalisées dans un acte de militantisme non revendiqué.

Tous les commerces participent à la vitalité du centre-ville et des quartiers strasbourgeois. Ils sont une source importante d'emplois non délocalisables et des éléments essentiels pour la qualité de vie des habitants, le tourisme et l'attractivité de notre ville. Enfin, ils s'acquittent de contributions fiscales permettant à notre ville de se développer, financer ses services publics, rénover ses écoles, ...

Attaché à la liberté d'expression de chacun, quelques soient ses convictions, le Conseil municipal de Strasbourg s'oppose néanmoins fermement à ce que celle-ci prenne la forme de violence envers les personnes ou de dégradations des biens.

Le Conseil municipal de Strasbourg condamne donc fermement ces actes de vandalisme et réaffirme son soutien envers les commerçants, maillons essentiels de notre ville.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157221-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°74a

74a. Amendement à la motion présentée par M. Jean-Philippe VETTER - Strasbourg soutient ses commerçants contre les actes de vandalisme.

Pour	**8**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, VETTER Jean-Philippe**
Contre	**41**	**ARBEIT Adrien, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MIGNOT Germain, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Abstention	**0**	

74b. Motion présentée par M. Jean-Philippe VETTER - Strasbourg soutient ses commerçants contre les actes de vandalisme.

Pour **49**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

75

Motion au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Motion présentée par MM. Pierre JAKUBOWICZ et Nicolas MATT - Strasbourg affirme son soutien aux peuples de Turquie et de Syrie touchés par le séisme.

Numéro V-2023-403

Le 6 février dernier, un terrible séisme de magnitude 7,8 a frappé le sud de l'Anatolie en Turquie et le nord de la Syrie, faisant des dizaines de milliers de victimes. Le terrible décompte des morts de cette catastrophe majeure est encore difficile à établir, mais c'est sans nul doute l'un des plus terribles de l'histoire de cette région, dépassant largement les 50 000 victimes. Il a aussi provoqué de nombreux blessés et des dégâts matériels majeurs, plaçant ces régions dans une situation d'urgence humanitaire. Des répliques ont encore lieu plus d'un mois après, ne laissant à ces pays aucun répit face au drame, en particulier la région de Kahramanmaraş en Turquie.

Cette catastrophe naturelle d'une ampleur considérable a été suivie de l'annonce par de nombreux pays européens de l'envoi de secours pour venir renforcer l'aide humanitaire nécessaire dans cette situation tragique. La solidarité internationale se met en place et la Ville de Strasbourg y contribue par un soutien financier aux ONG de secours qui agissent sur place.

En complément de son aide matérielle, le Conseil municipal de Strasbourg affirme par cette motion son soutien aux peuples de Turquie et de Syrie dans cette épreuve terrible et sa solidarité avec les victimes. Capitale européenne et siège du Conseil de l'Europe dont la Turquie est un État membre, Strasbourg, ville internationale et diplomatique se tient aux côtés des peuples de Turquie et de Syrie face à l'urgence humanitaire et contribuera à la reconstruction des zones sinistrées.

Adopté le 20 mars 2023

par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157227-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 75 à l'ordre du jour : Motion présentée par MM. Pierre JAKUBOWICZ et Nicolas MATT - Strasbourg affirme son soutien aux peuples de Turquie et de Syrie touchés par le séisme.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 48 voix + 2

+ 2 voix : Mme Nadia ZOURGUI et M. Aurélien BONNAREL ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°75

Motion présentée par MM. Pierre JAKUBOWICZ et Nicolas MATT - Strasbourg affirme son soutien aux peuples de Turquie et de Syrie touchés par le séisme.

Pour **48**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BREITMAN Rebecca, CASTIGLIONE Joris, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MIGNOT Germain, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline**
Contre **0**	
Abstention **0**	

76

Motion au Conseil Municipal du lundi 20 mars 2023

Motion présentée par les groupes "Pour la justice sociale et l'écologie populaire" et "Strasbourg écologiste et citoyenne" - Retraites à 64 ans : Non, c'est non !

Numéro V-2023-389

Le 19 janvier dernier, le gouvernement a annoncé son projet de réforme des retraites. Ce projet prévoit le report progressif de l'âge légal de départ en retraite à 64 ans, l'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités, la suppression des régimes pionniers qui protègent de nombreux·ses travailleur·euses aux métiers difficiles ou encore l'effacement de certains critères de pénibilité.

Pourtant, ce projet ne peut pas être aujourd'hui justifié par l'état des comptes des caisses de retraites, pas plus qu'il ne peut l'être par leur évolution à venir. Pierre-Louis Bras, Président du Conseil d'Orientation des Retraites, a même déclaré face aux député·es le 19 janvier : *« Les dépenses de retraites sont globalement stabilisées et même à très long terme. »*

Depuis l'annonce de cette contre-réforme rejetée par 8 français·es sur 10, notre pays connaît une mobilisation sans précédent depuis plusieurs décennies. À l'appel de l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFDT, CFE-CGC, CFTC, UNSA) à laquelle s'associent des organisations de jeunesse, des associations, des organisations et des partis politiques, ce sont plus de 3,5 millions de personnes qui ont manifesté leur désaccord face à ce projet le 7 mars. Pour autant, le Président Emmanuel Macron maintient son mépris à l'égard de cette intersyndicale qu'il a refusé de rencontrer.

Pour passer en force, tous les artifices constitutionnels et législatifs ont été mobilisés par le gouvernement : détournement de l'article 47-1 de la Constitution, procédure accélérée, limitation du débat parlementaire, Commission Mixte Paritaire à huis-clos et enfin utilisation du 49-3 par absence de majorité à l'Assemblée Nationale.

Le gouvernement s'isole, le Président Macron s'entête, et notre démocratie souffre.

Au-delà du coup de force anti-démocratique, cette contre-réforme marque un recul social sans précédent.

À 60 ans déjà, la moitié de la population n'est plus en situation d'emploi. Le taux de chômage des plus de 55 ans est au plus haut depuis 1975 et continue de progresser. Un report de l'âge légal condamnera de nombreuses personnes au chômage en fin de carrière et à une dégradation de leurs pensions.

Pire, les personnes qui envisageaient de poursuivre leur carrière au-delà de 62 ans y seront désormais contraintes, mais elles perdront le bénéfice de deux années de surcote et verront également leurs pensions diminuer.

La réforme impactera d'abord les salarié·es aux carrières les plus longues, souvent précaires. Pourtant, ces travailleur·euses aux carrières longues voient déjà leur espérance de vie en bonne santé largement dégradée. Elle va en outre renforcer les inégalités qui touchent les femmes, dont les carrières sont souvent hachées, les salaires inférieurs et les pensions plus faibles que celles des hommes.

Pire encore, le flou savamment entretenu sur la revalorisation à 1200€ des petites pensions s'est avéré être un simple mensonge puisque seule une poignée de personnes sera concernée.

Enfin, cette réforme dégradera les droits à la retraite des salarié·es et des fonctionnaires territoriaux qui sont nombreux·ses à exercer des métiers essentiels et pénibles. Les conséquences sur leur espérance de vie en bonne santé seront lourdes.

Le gouvernement impose encore une fois une hausse de cotisations aux collectivités territoriales sans compensation aucune, sans exiger une telle hausse pour le secteur privé. La facture sera prélevée sur les comptes des collectivités territoriales et sur le temps de vie des travailleur·euses.

Derrière la communication mensongère du gouvernement quant à un soi-disant sauvetage de notre système de retraites par répartition, se cache le fait que cette réforme induira un recours à la retraite par capitalisation pour compenser les faibles pensions du régime public. Sortie par la grande porte en 2020, elle revient par la fenêtre trois ans plus tard avec cette contre-réforme.

Parce que *la retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie*, le Conseil municipal appelle de ses vœux une réforme de progrès : un droit à la retraite à 60 ans, financé grâce à une augmentation des salaires et des cotisations patronales, et une mise à contribution des revenus financiers.

Il est urgent de défendre un autre modèle de société : une société où le droit à la retraite et au temps libéré, en bonne santé, dans des conditions de vie dignes, est inconditionnel.

Attaché à la démocratie et au progrès social, le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg :
- apporte son plein soutien aux syndicats et aux travailleur·euses engagé·es dans le mouvement social ;
- appelle le gouvernement à retirer son projet de contre-réforme des retraites ;
- soutient les recours devant le Conseil constitutionnel ;

- s'engage à contribuer à la campagne pour le référendum d'initiative partagée (RIP) contre la réforme des retraites en facilitant le recueil de signatures et l'information à la population ;
- s'engage à fournir les moyens matériels nécessaires à la tenue de débats publics organisés par les syndicats et collectifs sur le retrait de la réforme des retraites à leur demande.

Adopté le 20 mars 2023
par le Conseil municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 23 mars 2023
(Accusé de réception N°067-216704825-20230320-157157-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 24 mars 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°76a

76a. Amendement à la motion présentée par les groupes "Pour la justice sociale et l'écologie populaire" et "Strasbourg écologiste et citoyenne" - Retraites à 64 ans : Non, c'est non !

Pour	**10**	**BONNAREL Aurélien, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, GEISSMANN Céline, KOSMAN Aurélie, MIGNOT Germain, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHOEPFF Patrice, TISSERAND Lucette, TURAN Hulliya**
Contre	**27**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, OULDJI Soraya, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SOULET Benjamin, TUFUOR Owusu, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Abstention	**2**	**LAFAY Marina, NEUMANN Antoine**

Conseil municipal du 20 mars 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 76b à l'ordre du jour : Motion présentée par les groupes "Pour la justice sociale et l'écologie populaire" et "Strasbourg écologiste et citoyenne" - Retraites à 64 ans : Non, c'est non !

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 41 voix + 1
+ 1 voix : Mme Lucette TISSERAND a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 3 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 MARS 2023 - Point n°76b

76b. Motion présentée par les groupes "Pour la justice sociale et l'écologie populaire" et "Strasbourg écologiste et citoyenne" - Retraites à 64 ans : Non, c'est non !

Pour	**41**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MIGNOT Germain, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, PAOLONE Carmen, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Contre	**3**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, MATT Nicolas**
Abstention	**0**	